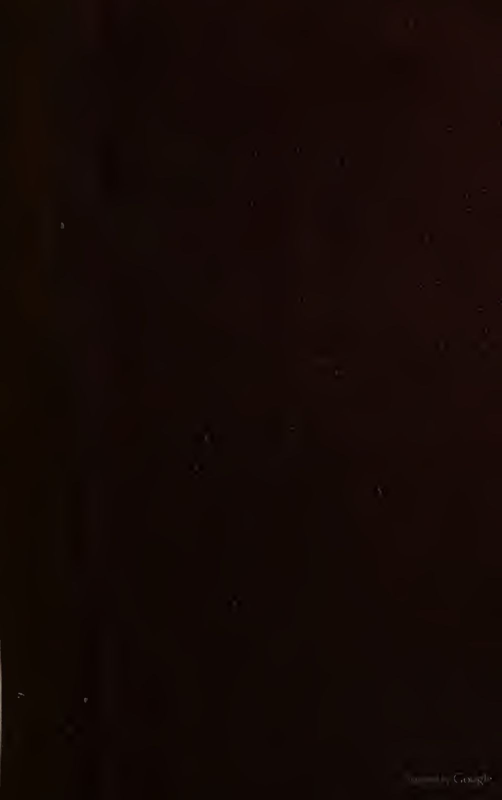
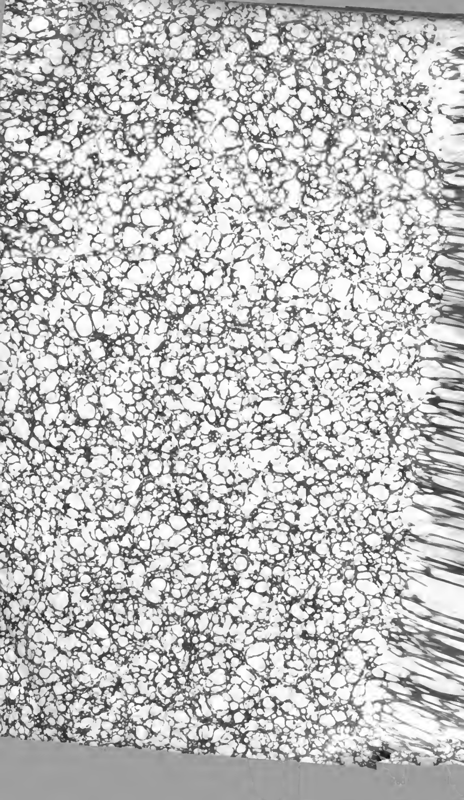



· BIBLIOTECA ·
· LVCCHESI · PALLI ·



BIBLIOTHÈQUE

HISTORIQUE

ET

MILITAIRE.

PARIS. — IMPRIMERIE DE Mme DE LACOMBE,
rue d'Enghien, 12.

BIBLIOTHÈQUE

HISTORIQUE

ET

MILITAIRE

DÉDIÉE

A L'ARMÉE ET A LA GARDE NATIONALE DE FRANCE,

PUBLIÉE

PAR MM. CH. LISKENNE ET SAUVAN.



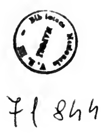

TOME CINQUIÈME.

PARIS.

ADMINSITRATION, 5, RUE DES PETITES-ÉCURIES.

—

1844.





AVIS DES ÉDITEURS.

Frédéric le Grand a rédigé, pour ses généraux, une instruction qu'il leur envoya manuscrite. Une copie fut dérobée et publiée d'abord en allemand, puis traduite en français par le célèbre prince de Ligne, alors général-major au service d'Autriche, puis par Froesch, lieutenant-colonel saxon. Dans cette première instruction, l'illustre capitaine examine les questions les plus importantes de l'art de la guerre ; la distribution et l'emploi des troupes ; la formation, l'assiette des camps; les stratagèmes et ruses de guerre ; les marques auxquelles on peut reconnaître les intentions de l'ennemi ; les marches différentes d'une armée; par quelles raisons et comment il faut donner bataille; des hasards et accidens imprévus; s'il est absolument nécessaire qu'un général tienne conseil de guerre.

Après avoir examiné ces questions avec la supériorité du génie, et pour compléter sa pensée, Frédéric ne craint pas de descendre aux détails qui doivent assurer une bonne exécution. Il indique les précautions à prendre pour le service des avant-postes, des grandes gardes, des patrouilles de jour et de nuit ; comment un officier doit se conduire en détachement, dans un poste isolé, lorsqu'il couvre une ligne, dans une grande attaque, lors de l'attaque ou de la défense d'un convoi ; il trace enfin les devoirs d'un commandant de régiment.

Ces documens si graves se trouvaient dispersés dans plusieurs ouvrages devenus rares et d'un prix très élevé ; nous sommes donc certains de faire chose utile en les plaçant réunis sous les yeux de nos souscripteurs.

En nous attachant constamment à rassembler dans un espace relativement restreint le plus de matière possible, nous avions un double écueil à éviter. Il fallait nous garder de porter notre rédaction à des proportions trop étendues, et par conséquent dispendieuses, en même temps que nous devions redouter d'omettre rien d'utile. Il fallait donc nous défendre d'une prolixité facile et coûteuse comme d'une rédaction incomplète. Puissent nos lecteurs rendre justice à notre zèle, et reconnaître que nous nous efforçons de justifier le titre de notre ouvrage, ainsi que les nombreux témoignages d'intérêt qui nous ont été accordés; ils sont notre première récompense.

LISKENNE, SAUVAN.

IMPRIMERIE DE Mme DE LACOMBE,
Rue d'Enghien, 12.

FRÉDÉRIC II.

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE ET MILITAIRE.

FRÉDÉRIC II.

Histoire de mon Temps.

PARIS.

—

1843.

AVANT-PROPOS.

La plupart des histoires que nous avons sont des compilations de mensonges mêlés de quelques vérités. De ce nombre prodigieux de faits qui nous ont été transmis, on ne peut compter pour avérés que ceux qui ont fait époque, soit de l'élévation ou de la chute des empires. Il paraît indubitable que la bataille de Salamine s'est donnée, et que les Perses ont été vaincus par les Grecs. Il n'y a aucun doute qu'Alexandre-le-Grand n'ait subjugué l'empire de Darius, que les Romains n'aient vaincu les Carthaginois, Antiochus et Persée; cela est d'autant plus évident, qu'ils ont possédé tous ces États. L'histoire acquiert plus de foi dans ce qu'elle rapporte des guerres civiles de Marius et de Sylla, de Pompée et de César, d'Auguste et d'Antoine, par l'authenticité des auteurs contemporains qui nous ont décrit ces évènemens. On n'a point de doute sur le bouleversement de l'empire d'Occident et sur celui d'Orient, car on voit naître et se former des royaumes du démembrement de l'empire romain; mais lorsque la curiosité nous invite à descendre dans le détail des faits de ces temps reculés, nous nous précipitons dans un labyrinthe plein d'obscurités et de contradictions, et nous n'avons point de fil pour en trouver l'issue. L'amour du merveilleux, le préjugé des historiens, leur zèle mal entendu pour la patrie, leur haine pour les nations opposées, toutes ces différentes passions qui ont guidé leur plume, ainsi que les temps, de beaucoup postérieurs aux évènemens, où ils écrivaient, ont si fort altéré les faits en les déguisant, qu'avec des yeux de lynx même, on ne parviendrait pas à les dévoiler à présent.

Cependant, dans la foule d'auteurs de l'antiquité, l'on distingue avec satisfaction la description que Xénophon fait de la retraite des dix mille qu'il avait commandés et ramenés lui-même en Grèce. Thucydide jouit à peu près des mêmes avantages. Nous sommes charmés de trouver dans les fragmens qui nous restent de Polybe, l'ami et le compagnon de Scipion l'Africain, les faits qu'il nous raconte, et dont lui-même a été le témoin. Les lettres de Cicéron à son ami Atticus portent le même caractère; c'est un des acteurs de ces grandes scènes qui parle. Je n'oublierai point les *Commentaires* de César, écrits avec la noble simplicité d'un grand homme; et quoi qu'en ait dit

Hirtius, les relations des autres historiens sont en tout conformes aux événemens décrits dans ces *Commentaires*; mais depuis César, l'histoire ne contient que des panégyriques ou des satires. La barbarie des temps suivans a fait un chaos de l'histoire du bas-empire, et l'on ne trouve d'intéressant que les *Mémoires* écrits par la fille de l'empereur Alexis Comnène, parce que cette princesse rapporte ce qu'elle a vu. Depuis, les moines, qui seuls avaient quelques connaissances, ont laissé des annales trouvées dans leurs couvens, et qui ont servi à l'histoire d'Allemagne; mais quels matériaux pour l'histoire! Les Français ont eu un évêque de Tours, un Joinville et le *Journal de l'Étoile*, faibles ouvrages de compilateurs qui écrivaient ce qu'ils apprenaient au hasard, mais qui difficilement pouvaient être bien instruits. Depuis la renaissance des lettres, la passion d'écrire s'est changée en fureur. Nous n'avons que trop de mémoires, d'anecdotes et de relations, parmi lesquelles il faut s'en tenir au petit nombre d'auteurs qui ont eu des charges, qui ont été eux-mêmes acteurs ou attachés à la cour, ou qui ont obtenu des souverains la permission de fouiller dans les archives, tels que le sage président de Thou, Philippe de Comines, Vargal, fiscal du concile de Trente; mademoiselle d'Orléans, le cardinal de Retz, etc. Ajoutons-y les *Lettres* de M. d'Estrades, les *Mémoires* de M. de Torcy, monumens curieux, surtout ce dernier, qui nous développe la vérité de ce testament de Charles II, roi d'Espagne, sur lequel les sentimens ont été si partagés.

Ces réflexions sur l'incertitude de l'histoire, dont je me suis souvent occupé, m'ont fait naître l'idée de transmettre à la postérité les faits principaux auxquels j'ai eu part ou dont j'ai été témoin, afin que ceux qui, à l'avenir, gouverneront cet État puissent connaître la vraie situation des choses lorsque je parvins à la régence, les causes qui m'ont fait agir, mes moyens, les trames de nos ennemis, les négociations, les guerres, et surtout les belles actions de nos officiers par lesquelles ils se sont acquis l'immortalité à juste titre.

Depuis les révolutions qui bouleversèrent premièrement l'empire d'Occident, ensuite celui d'Orient; depuis les succès immenses de Charlemagne, depuis l'époque brillante du règne de Charles-Quint, après les troubles que la réforme causa en Allemagne et qui durèrent trente années; enfin, après la guerre qui s'alluma à cause de la succession d'Espagne, il n'est aucun événement plus remarquable et plus intéressant que celui que produisit la mort de l'empereur Charles VI, dernier mâle de la maison d'Hapsbourg.

La cour de Vienne se vit attaquée par un prince auquel elle ne pouvait supposer assez de force pour tenter une entreprise aussi difficile. Bientôt il se forma une conjuration de rois et de souverains, tous résolus à partager cette immense succession. La couronne impériale passa dans la maison de Bavière, et lorsqu'il semblait que les événemens concouraient à la ruine de la jeune reine de Hongrie, cette princesse, par sa fermeté et par son habileté, se tira d'un pas aussi dangereux, et soutint sa monarchie en sacrifiant la Silésie et une petite partie du Milanais: c'était tout ce qu'on pouvait attendre d'une jeune princesse, qui, à peine parvenue au trône, saisit l'esprit du gouvernement et devint l'âme de son conseil.

Cet ouvrage, étant destiné pour la



postérité, me délivre de la gêne de respecter les vivans et d'observer de certains ménagemens incompatibles avec la franchise de la vérité : il me sera permis de dire sans retenue et tout haut ce que l'on pense tout bas. Je peindrai les princes tels qu'ils sont, sans prévention pour ceux qui ont été mes alliés et sans haine pour ceux qui ont été mes ennemis ; je ne parlerai de moi-même que lorsque la nécessité m'y obligera, et l'on me permettra, à l'exemple de César, de faire mention de ce qui me regarde, en personne tierce, pour éviter l'odieux de l'égoïsme. C'est à la postérité à nous juger ; mais si nous sommes sages, nous devons la prévenir en nous jugeant rigoureusement nous-mêmes. Le vrai mérite d'un bon prince est d'avoir un attachement sincère au bien public, d'aimer sa patrie et la gloire ; je dis la gloire, car l'heureux instinct qui anime les hommes du désir d'une bonne réputation, est le vrai principe des actions héroïques : c'est le nerf de l'âme, il la réveille de sa léthargie, pour la porter aux entreprises utiles, nécessaires et louables.

Tout ce qu'on avance dans ces mémoires, soit à l'égard des négociations, des lettres des souverains, ou de traités signés, a ses preuves conservées dans les archives. On peut répondre des faits militaires comme témoin oculaire : telle relation de bataille a été différée de deux ou trois jours, pour la rendre plus exacte et plus véridique.

La postérité verra peut-être avec surprise dans ces mémoires les récits de traités faits et rompus. Quoique ces exemples soient communs, cela ne justifierait point l'auteur de cet ouvrage, s'il n'avait d'autres raisons meilleures pour excuser sa conduite.

L'intérêt de l'État doit servir de règle aux souverains. Les cas de rompre les alliances sont ceux 1° où l'allié manque à remplir ses engagemens ; 2° où l'allié médite de vous tromper et où il ne vous reste de ressource que de le prévenir ; 3° une force majeure qui vous opprime et vous force à rompre vos traités ; 4° enfin, l'insuffisance des moyens pour continuer la guerre. Par je ne sais quelle fatalité ces malheureuses richesses influent sur tout. Les princes sont les esclaves de leurs moyens ; l'intérêt de l'État leur sert de loi, et cette loi est inviolable. Si le prince est dans l'obligation de sacrifier sa personne même au salut de ses sujets, à plus forte raison doit-il leur sacrifier des liaisons dont la continuation leur deviendrait préjudiciable. Les exemples de pareils traités rompus se rencontrent communément. Notre intention n'est pas de les justifier tous. J'ose pourtant avancer qu'il en est de tels, que la nécessité ou la sagesse, la prudence ou le bien des peuples obligeait de transgresser, ne restant au souverain que ce moyen-là d'éviter leur ruine. Si François Ier avait accompli le traité de Madrid, il aurait, en perdant la Bourgogne, établi un ennemi dans le cœur de ses États. C'était réduire la France à l'état malheureux où elle était du temps de Louis XI et de Louis XII. Si, après la bataille de Mühlberg, gagnée par Charles-Quint, la ligue protestante d'Allemagne ne s'était pas fortifiée de l'appui de la France, elle n'aurait pu éviter de porter les chaînes que l'empereur lui préparait de longue main. Si les Anglais n'avaient pas rompu l'alliance, si contraire à leurs intérêts, par laquelle Charles II s'était uni avec Louis XIV, leur puissance courait risque d'être diminuée d'autant plus que, dans la balance politique de l'Eu-

rope, la France l'aurait emporté de beaucoup sur l'Angleterre. Les sages, qui prévoient les effets dans les causes, doivent à temps s'opposer à ces causes si diamétralement opposées à leurs intérêts. Qu'on me permette de m'expliquer exactement sur cette matière délicate, que l'on n'a guère traitée dogmatiquement. Il me paraît clair et évident qu'un particulier doit être attaché scrupuleusement à sa parole, l'eût-il même donnée inconsidérément. Si on lui manque, il peut recourir à la protection des lois; et, quoi qu'il en arrive, ce n'est qu'un individu qui souffre; mais à quels tribunaux un souverain prendra-t-il recours, si un autre prince viole envers lui ses engagemens? La parole d'un particulier n'entraîne que le malheur d'un seul homme, celle des souverains, des calamités générales pour des nations entières. Ceci se réduit à cette question : vaut-il mieux que le peuple périsse, on que le prince rompe son traité? Quel serait l'imbécille qui balancerait pour décider cette question? Vous voyez, par les cas que nous venons d'exposer, qu'avant de porter un jugement décisif sur les actions d'un prince, il faut commencer par examiner mûrement les circonstances où il s'est trouvé, la conduite de ses alliés, les ressources qu'il pouvait avoir ou qui lui manquaient pour remplir ses engagemens; car, comme nous l'avons déjà dit, le bon ou le mauvais état des finances sont comme le pouls des États, qui influent plus qu'on ne le croit, ni qu'on ne le sait, dans les opérations politiques et militaires. Le public, qui ignore ces détails, ne juge que sur les apparences, et se trompe par conséquent dans ses décisions; la prudence empêche qu'on ne le désabuse, parce que ce serait le comble de la démence d'ébruiter soi-même, par vaine gloire, la partie faible de l'État. Les ennemis, charmés d'une pareille découverte, ne manqueraient pas d'en profiter. La sagesse exige donc qu'on abandonne au public la liberté de ses jugemens téméraires, et que, ne pouvant se justifier pendant sa vie sans compromettre l'intérêt de l'État, l'on se contente de se légitimer aux yeux désintéressés de la postérité.

Peut-être ne sera-t-on pas fâché que j'ajoute quelques réflexions générales à ce que je viens de dire, sur les évènemens qui sont arrivés de mon temps. J'ai vu que les petits États peuvent se soutenir contre les plus grandes monarchies, lorsque ces États ont de l'industrie et beaucoup d'ordre dans leurs affaires. Je trouve que les plus grands empires ne vont que par des abus, qu'ils sont remplis de confusion, et qu'ils ne se soutiennent que par leurs vastes ressources et par la force intrinsèque de leur masse. Les intrigues qui se font dans ces cours perdraient des princes moins puissans; elles nuisent toujours, mais elles n'empêchent pas que de nombreuses armées ne conservent leur poids. J'observe que toutes les guerres entreprises loin des frontières de ceux qui les entreprennent, n'ont pas les mêmes succès que celles qui se font à portée de la patrie. Ne serait-ce pas par un sentiment naturel dans l'homme, qui sent qu'il est plus juste de se défendre que de dépouiller son voisin? Mais peut-être la raison physique l'emporte-t-elle sur la morale, par la difficulté de pourvoir aux vivres dans un trop grand éloignement de la frontière, à fournir à temps les recrues, les remontes, les habillemens, les munitions de guerre, etc. Ajoutons encore que plus les troupes sont aventurées dans des pays lointains, plus elles craignent

qu'on ne leur coupe la retraite, ou qu'on ne la leur rende difficile. Je m'aperçois de la supériorité marquée de la flotte anglaise sur celle des Français et des Espagnols réunie, et je m'étonne comment la marine de Philippe II, ayant eu autrefois cet ascendant sur celle des Anglais et des Hollandais, n'a pas conservé d'aussi grands avantages. Je remarque encore avec surprise que tous ces armemens de mer sont plus pour l'ostentation que pour l'effet, et qu'au lieu de protéger le commerce, ils ne l'empêchent pas de se détruire. D'un côté se présente le roi d'Espagne, souverain du Potose, obéré en Europe, créancier à Madrid de ses officiers et de ses domestiques; de l'autre le roi d'Angleterre, qui répand à pleines mains ses guinées, que trente ans d'industrie avaient accumulées dans la Grande-Bretagne, pour soutenir la reine de Hongrie et la pragmatique sanction, indépendamment de quoi cette reine de Hongrie est obligée de sacrifier quelques provinces pour sauver le reste. La capitale du monde chrétien s'ouvre au premier venu, et le Pape, n'osant pas accabler d'anathèmes ceux qui le font contribuer, est obligé de les bénir. L'Italie est inondée d'étrangers, qui se battent pour la subjuguer. L'exemple des Anglais entraîne comme un torrent les Hollandais dans cette guerre qui leur est étrangère, et ces républicains qui, du temps que des héros, les Eugène, les Malborough commandaient leurs armées, y envoyaient des députés pour régler les opérations militaires, n'en envoient point lorsqu'un duc de Cumberland se trouve à la tête de leurs troupes. Le Nord s'embrase et produit une guerre funeste à la Suède. Le Danemark s'anime, s'agite et se calme. La Saxe change deux fois de parti; elle ne gagne rien ni avec les uns ni avec les autres, sinon qu'elle attire les Prussiens dans ses États et qu'elle se ruine. Un conflit d'évènemens change les causes de la guerre; cependant les effets continuent, quoique le motif ait cessé. La fortune passe rapidement d'un parti dans l'autre; mais l'ambition et le désir de la vengeance nourrissent et entretiennent le feu de la guerre. Il semble voir une partie de joueurs qui veulent avoir leur revanche et ne quittent le jeu qu'après s'être entièrement ruinés. Si l'on demandait à un ministre anglais : Quelle rage vous oblige à prolonger la guerre? C'est que la France ne pourra plus fournir aux frais de la campagne prochaine, répondrait-il. Si l'on faisait la même question à un ministre français, la réponse serait à peu près semblable. Ce qu'il y a de déplorable dans cette politique, c'est qu'elle se joue de la vie des hommes et que le sang humain, répandu avec profusion, l'est inutilement. Encore, si par la guerre on pouvait parvenir à fixer solidement les frontières, et à maintenir cette balance des pouvoirs si nécessaire entre les souverains de l'Europe, on pourrait regarder ceux qui ont péri comme des victimes sacrifiées à la tranquillité et à la sûreté publique. Mais qu'on s'envie des provinces en Amérique, ne voilà-t-il pas toute l'Europe entraînée dans des partis différens pour se battre sur mer et sur terre. Les ambitieux devraient considérer surtout que les armes et la discipline militaire étant à peu près les mêmes en Europe, et les alliances mettant pour l'ordinaire l'égalité des forces entre les parties belligérantes, tout ce que les princes peuvent attendre de leurs plus grands avantages dans les temps où nous vivons, c'est d'acquérir par des succès accumulés, ou quelque petite ville sur

les frontières, ou une banlieue qui ne rapporte pas les intérêts des dépenses de la guerre, et dont la population n'approche pas du nombre des citoyens qui ont péri dans les campagnes.

Quiconque a des entrailles, et envisage ces objets de sang-froid, doit être ému des maux que les hommes d'État causent aux peuples, faute d'y réfléchir, ou bien entraînés par leurs passions. La raison nous prescrit une règle sur ce sujet, dont, ce me semble, aucun homme d'État ne doit s'écarter : c'est de saisir l'occasion, et d'entreprendre lorsqu'elle est favorable ; mais de ne point la forcer en abandonnant tout au hasard. Il y a des momens qui demandent qu'on mette toute son activité en jeu pour en profiter ; mais il y en a d'autres où la prudence veut qu'on reste dans l'inaction. Cette matière exige la plus profonde réflexion, parce que non seulement il faut bien examiner l'état des choses, mais qu'il faut encore prévoir toutes les suites d'une entreprise, et peser les moyens que l'on a avec ceux de ses ennemis, pour juger lesquels l'emportent dans la balance. Si la raison n'y décide pas seule, et que la passion s'en mêle, il est impossible que d'heureux succès suivent une pareille entreprise. La politique demande de la patience, et le chef-d'œuvre d'un homme habile est de faire chaque chose en son temps et à propos. L'histoire ne nous fournit que trop d'exemples de guerres légèrement entreprises ; il n'y a qu'à se rappeler la vie de François Ier, et lire ce que Brantome dit être le sujet de sa malheureuse expédition du Milanais, où ce roi fut fait prisonnier à Pavie ; il n'y a qu'à voir combien peu Charles-Quint profita de l'occasion qui se présentait à lui, après la bataille de Mühlberg, pour subjuguer l'Allemagne. Il n'y a qu'à voir l'histoire de Frédéric V, électeur palatin, pour se convaincre de la précipitation avec laquelle il s'engagea dans une entreprise bien au-dessus de ses forces. Et dans nos derniers temps, qu'on se rappelle la conduite de Maximilien de Bavière, qui, dans la guerre de succession, lorsque son pays était, pour ainsi dire, bloqué par les alliés, se rangea du parti des Français, pour se voir dépouillé de ses États. Et plus récemment, Charles XII, roi de Suède, nous fournit un exemple plus frappant encore des suites funestes que l'entêtement et la fausse conduite des souverains attirent sur les sujets. L'histoire est l'école des princes; c'est à eux de s'instruire des fautes des siècles passés, pour les éviter, pour apprendre qu'il faut se former un système, le suivre pied à pied, et que celui qui a le mieux calculé sa conduite est le seul qui puisse l'emporter sur ceux qui agissent moins conséquemment que lui.

INTRODUCTION.

État de la Prusse à la mort de Frédéric-Guillaume. — Caractères des princes de l'Europe, de leurs ministres, de leurs généraux. — Idée de leurs forces, de leurs ressources et de leur influence dans les affaires de l'Europe. — État des sciences et des beaux-arts. — Ce qui donna lieu à la guerre contre la maison d'Autriche.

A la mort de Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, les revenus de l'État ne montaient qu'à sept millions quatre cent mille écus. La population dans toutes les provinces pouvait aller à trois millions d'âmes (1). Le feu roi avait laissé dans ses épargnes huit millions sept cent mille écus, point de dettes, les finances bien administrées, mais peu de ressources; la balance du commerce perdait annuellement un million deux cent mille écus, qui passaient dans l'étranger. L'armée était forte de soixante et seize mille hommes, dont à peu près vingt-six mille étrangers; ce qui prouve que c'était un effort, et que trois millions d'habitans ne pouvaient pas suffire à recruter même cinquante mille hommes, surtout en temps de guerre. Le feu roi n'était entré en aucune alliance, pour laisser à son successeur les mains libres sur le choix de celles qu'il voudrait former, et qui, après sa mort, seraient les plus avantageuses à l'État.

L'Europe était en paix, à l'exception de l'Angleterre et de l'Espagne, qui se faisaient la guerre dans le Nouveau-Monde pour deux oreilles anglaises que les Espagnols avaient coupées. elles dépensaient des sommes immenses pour des objets de contrebande bien indignes des grands efforts que faisaient ces deux nations. L'empereur Charles VI venait de faire la paix avec les Turcs à Belgrade, par la médiation de M. de Villeneuve, ministre de France à Constantinople. Par cette paix l'empereur cédait à l'empire ottoman le royaume de Servie, une partie de la Moldavie et l'importante ville de Belgrade. Les dernières années du règne de Charles VI avaient été si malheureuses, qu'il s'était vu dépouiller du royaume de Naples, de la Sicile et d'une partie du Milanais, par les Français, les Espagnols et les Sardes. Il avait de plus cédé à la France, par la paix de 1737, le duché de Lorraine, que la maison du duc, son gendre, avait possédé de temps immémorial.

(1) C'est un nombre rond que le roi met ici; la véritable population n'alla, en 1740, qu'à 2,240,000 personnes.

Par ce traité l'empereur donnait des provinces, et la France de vaines garanties, à l'exception de la Toscane, qui doit être envisagée comme une possession précaire. La France garantissait à l'empereur une loi domestique qu'il avait pnbliée pour sa succession, si connue en Europe sous le nom de la *pragmatique Sanction*. Cette loi devait assurer à sa fille l'indivisibilité de sa sncecssion. On a sans doute lieu d'être surpris en trouvant la fin du règne de Charles VI si inférieure à l'éclat qu'il jeta à son commencement. La canse des infortunes de ce prince ne doit s'attribuer qu'à la perte du prince Eugène. Après la mort de ce grand homme, il n'y eut personne pour le remplacer. L'État manqua de nerf, et tomba dans la langueur et dans le dépérissement. Charles VI avait reçu de la nature les qualités qui font le bon citoyen, mais il n'en avait aucune de celles qui font le grand homme : il était généreux, mais sans discernement; d'un esprit borné et sans pénétration : il avait de l'application, mais sans génie, de sorte qu'en travaillant beaucoup, il faisait peu; il possédait bien le droit germanique; parlant plusieurs langues et surtout le latin, dans lequel il excellait; bon père, bon mari, mais bigot et superstitieux comme tous les princes de la maison d'Autriche. On l'avait élevé pour obéir et non pour commander. Ses miuistres l'amusaient à juger les procès du conseil aulique, à s'attacher ponctuellement aux minnties du cérémonial et de l'étiquette de la maison de Bourgogne; et tandis qu'il s'occupait de ces bagatelles, ou que ce prince perdait son temps à la chasse, ses ministres, véritablement maîtres de l'État, disposaient de tout despotiquement.

La fortune de la maison d'Autriche avait fait passer à son service le prince Eugène de Savoie dont nous venons de parler. Ce prince avait porté le petit collet en France. Louis XIV lui refusa un bénéfice; Eugène demanda une compagnie de dragons; il ne l'obtint pas non plus, parce qu'on méconnaissait son génie et que les jeunes seigneurs de la cour lui avaient donné le sobriquet de Dame-Claude. Eugène, voyant que toutes les portes de la fortune lui étaient interdites, quitta sa mère, madame de Soissons, et la France, pour offrir ses services à l'empereur Léopold. Il devint colonel et reçut un régiment; son mérite perça rapidement. Les services signalés qu'il rendit, et la supériorité de ses talens, l'élevèrent dans pen aux premiers grades militaires. Il devint généralissime, président du conseil de guerre, et enfin premier ministre de l'empereur Charles VI. Le prince Eugène se trouva donc chef de l'armée impériale; il gouverna non seulement les provinces autrichiennes, mais l'empire même, et proprement il était empereur. Tant qu'il conserva la vigueur de son esprit, les armes et les négociations des Autrichiens prospérèrent; mais lorsque l'âge et les infirmités l'eurent affaibli, cette tête, qui avait si long-temps travaillé pour le bieu de la maison impériale, fut hors d'état de continuer, et de lui rendre les mêmes services. Quelles réflexions humiliantes pour notre vanité! Un Condé, un Eugène, un Malborough voient l'extinction de leur esprit précéder celle de leur corps, et les plus vastes génies finissent par l'imbécillité! Pauvres humains, ensuite glorifiez-vous si vous l'osez! La décadence des forces du prince Eugène fnt l'époque des intrigues de tous les ministres autrichiens. Le comte de Zinzendorff ac-

quit le plus de crédit sur l'esprit de son maître; il travaillait peu, il aimait la bonne chère. C'était l'Apicius de la cour impériale, et l'empereur disait que les bons ragoûts de son ministre lui faisaient de mauvaises affaires. Ce ministre était haut et fier; il se croyait un Agrippa, un Mécène. Les princes de l'empire étaient indignés de la dureté de son gouvernement; en cela bien différent du prince Engène, qui, n'employant que la donceur, avait su mener plus sûrement le corps germanique à ses fins.

Lorsque le comte de Zinzendorff fut employé au congrès de Cambrai, il crut avoir pénétré le caractère du cardinal de Fleuri. Le Français, plus habile que l'Allemand, le joua sous la jambe, et Zinzendorff retourna à Vienne, persuadé qn'il gouvernerait la cour de Versailles comme celle de l'empereur. Peu de temps après, le prince Engène, qui voyait l'empereur toujours occupé des moyens de soutenir sa pragmatique sanction, lui dit que la seule façon de l'assurer était d'entretenir cent quatre-vingt mille hommes, et qu'il indiquerait les fonds pour le paiement de cette augmentation, si l'empereur y voulait consentir. Le génie de l'empereur, subjugué par celui d'Engène, n'osait rien lui refuser. L'augmentation de quarante mille hommes fut résolue, et bientôt l'armée se trouva complète. Les comtes de Zinzendorff et de Stahremberg, ennemis du prince Eugène, représentèrent à l'empereur que ses pays, foulés par des contributions énormes, ne pouvaient suffire à l'entretien d'une si grosse armée, et qu'à moins de vouloir ruiner de fond en comble l'Autriche, la Bohême et les autres provinces, il fallait réformer l'augmentation. Charles VI, qui ne connaissait rien aux finances non plus qu'au pays qu'il gouvernait, se laissa entraîner par ses ministres et licencia ces quarante mille hommes nouvellement levés, à la veille du décès d'Auguste Ier, roi de Pologne.

Deux candidats se présentèrent ponr occuper ce trône vacant : l'un, c'était Auguste, électeur de Saxe, fils du dernier roi de Pologne, soutenu par l'empereur des Romains, l'impératrice de Russie, l'argent et les troupes saxonnes. L'autre était Stanislas Leckzinsky, appelé par les vœux des Polonais et protégé par Louis XV, son gendre; mais le secours qu'il tira de la France se réduisit à quatre bataillons. Il vit la Pologne; il fut assiégé à Dantzick; il ne put s'y maintenir, et renonça pour la seconde fois au triste honneur de porter le nom de roi dans une république où régnait l'anarchie.

Le comte de Zinzendorff comptait si fort sur l'esprit pacifique du cardinal de Fleuri, qu'il engagea légèrement sa cour dans les troubles de la Pologne. Le plaisir de donner la couronne de Pologne coûta à l'empereur trois royaumes et quelques belles provinces. Déjà les Français avaient passé le Rhin, déjà ils assiégeaient Kehl, qu'à Vienne on faisait des paris sur leur inaction. Cette guerre qu'on entreprit fut l'ouvrage de la vanité, et la paix qui s'ensuivit, celui de la faiblesse. Le nom du prince Eugène, qui imposait encore, soutint les armes des Autrichiens sur le Rhin, pendant les campagnes de 1734 et de 1735, et bientôt après il cessa de vivre, mais trop tard ponr sa gloire. Deux emplois, qui avaient été réunis par le prince Eugène, le commandement de l'armée et la présidence du conseil, furent séparés. Le comte de Harrach eut la charge de président, et Kœnigseck, Wallis, Seckendorff, Neuperg, Schmettau, Khevenhüller et le prince

de Hildbourghausen briguèrent l'honneur dangereux de commander les armées impériales. Quelle tâche de lutter contre la réputation du prince Eugène et de remplir une place qu'il avait si bien occupée ! D'ailleurs ces généraux étaient aussi divisés entre eux que les successeurs d'Alexandre. Pour suppléer au mérite qui leur manquait, ils avaient recours à l'intrigue : Seckendorff et le prince de Hildbourghausen s'appuyaient du crédit de l'impératrice et d'un ministre nommé Bartenstein, natif d'Alsace, de petite extraction, mais laborieux, et qui, avec deux associés, Knorr et Weber, formaient un triumvirat qui gouvernait alors les affaires de l'empereur. Khevenhüller avait un parti dans le conseil de guerre, et Wallis, qui se faisait gloire de haïr et d'être haï de tout le monde, n'en avait aucun. Les Russes étaient alors en guerre avec les Turcs ; les succès des premiers enflammaient le courage des Autrichiens. Bartenstein crut qu'on pourrait chasser les Turcs de l'Europe ; Seckendorff visait au commandement de l'armée. Ces deux personnes, sous prétexte que l'empereur devait assister les Russes, ses alliés, contre l'ennemi du nom chrétien, plongèrent la maison d'Autriche dans un abîme de malheurs. Tout le monde voulait conseiller l'empereur ; les ministres, l'impératrice, le duc de Lorraine, chacun tracassait de son côté. Il émanait du conseil impérial chaque jour de nouveaux projets d'opérations ; les cabales des grands, qui se contrecarraient, et la jalousie des généraux firent manquer toutes les entreprises. Les ordres que les généraux recevaient de la cour se contredisaient les uns les autres, ou bien obligeaient ces généraux à des opérations impraticables. Ce désordre domestique devint plus funeste aux armes autrichiennes que la puissance des infidèles. A Vienne, on exposait le Vénérable, tandis qu'on perdait les batailles en Hongrie, et l'on avait recours aux prestiges de la superstition, pour réparer les fautes de la malhabileté. Seckendorff fut emprisonné à la fin de sa première campagne, à cause, disait-on, que son hérésie attirait le courroux céleste. Kœnigseck, après avoir commandé la seconde année, fut fait grand-maître de l'impératrice, ce qui fit dire à Wallis, qui eut le commandement la troisième année, que son premier prédécesseur avait été encoffré, que le second était devenu eunuque du sérail, et qu'il lui restait d'avoir la tête tranchée ; il ne se trompa guère ; car, après avoir perdu la bataille de Crutzka, il fut enfermé au château de Brunn. Neuperg, que l'empereur et le duc de Lorraine avaient instamment conjuré d'accélérer la paix, la conclut avec les Turcs à Belgrade, et pour récompense fut, à son retour, confiné au château de Glatz. Ainsi la cour de Vienne, n'osant pas remonter à la cause de ses malheurs, auxquels tout ce que la cour avait de plus auguste avait contribué, pour se consoler punissait les instrumens subalternes de ses infortunes.

Après la conclusion de cette paix, l'armée autrichienne se trouva dans un état de délabrement affreux ; elle avait fait des pertes considérables à Widdin, à Meudia, à Pankowa, au Timoc, à Crutzka : l'air malsain, les eaux bourbeuses avaient occasionné des maladies contagieuses, et la proximité des Turcs lui avait communiqué la peste ; elle était en même temps ruinée et découragée. Après la paix, la plus grande partie des troupes demeura en Hongrie ; mais leur nombre ne passait pas quarante-trois mille combattans : personne ne pensa à recompléter l'armée.

L'empereur n'avait d'ailleurs que seize mille hommes en Italie, douze mille au plus en Flandre et cinq ou six régimens répandus dans les pays héréditaires. Au lieu donc que cette armée devait faire le nombre de cent soixante et quinze mille hommes, l'effectif ne montait pas à quatre-vingt-deux mille. On avait supputé, l'année 1733, que l'empereur pouvait avoir vingt-huit millions de revenus; il en avait bien perdu depuis, et les dépenses de deux guerres consécutives l'avaient abîmé de dettes, qu'il avait peine à acquitter avec vingt millions de revenus qui lui restaient. Outre cela, ses finances étaient dans la plus grande confusion. Une mésintelligence ouverte régnait entre ses ministres; la jalousie divisait les généraux, et l'empereur lui-même, découragé par tant de mauvais succès, était dégoûté de la vanité des grandeurs. Cependant l'empire autrichien, malgré ses vices et ses faibles cachés, figurait encore l'année 1740 en Europe au nombre des puissances les plus formidables. L'on considérait ses ressources, et qu'une bonne tête y pouvait tout changer; en attendant, sa fierté suppléait à sa force, et sa gloire passée à son humiliation présente.

Il n'en était pas de même de la France. Depuis l'année 1672, ce royaume ne s'était pas trouvé dans une situation plus brillante; il devait une partie de ses avantages à la sage administration du cardinal de Fleuri. Louis XIV avait placé ce cardinal, alors ancien évêque de Fréjus, en qualité de précepteur auprès de son petit-fils. Les prêtres sont aussi ambitieux que les autres hommes, et souvent plus raffinés. Après la mort du duc d'Orléans, régent du royaume, Fleuri fit exiler le duc de Bourbon, qui occupait cette place, pour la remplir lui-même. Il mettait plus de prudence que d'activité dans sa manière de gouverner. Du lit de ses maîtresses, il persécutait les jansénistes; il ne voulait que des évêques orthodoxes, et cependant, dans une grande maladie qu'il fit, il refusa les sacremens de l'Église. Richelieu et Mazarin avaient épuisé ce que la pompe et le faste peuvent donner de considération. Fleuri fit, par contraste, consister la grandeur dans la simplicité. Ce cardinal ne laissa qu'une assez mince succession à ses neveux, mais il les enrichit par d'immenses bienfaits que le roi répandit sur eux. Ce premier ministre préférait les négociations à la guerre, parce qu'il était fort dans les intrigues et qu'il ne savait pas commander les armées; il affectait d'être pacifique, pour devenir l'arbitre plutôt que le vainqueur des rois; hardi dans ses projets, timide dans leur exécution; économe des revenus de l'État et doué d'un esprit d'ordre, qualités qui le rendirent utile à la France, dont les finances étaient épuisées par la guerre de succession et par une administration vicieuse. Il négligea trop le militaire, et fit trop de cas des gens de finance; de son temps, la marine était presque anéantie, et les troupes de terre si fort négligées, qu'elles ne purent élever leurs tentes pendant la première campagne de 1733. Avec quelques bonnes parties pour l'administration intérieure, ce ministre passait en Europe pour faible et fourbe, vices qu'il tenait de l'Église, où il avait été élevé. Cependant l'économie du cardinal avait procuré au royaume les moyens de se libérer d'une partie des dettes immenses contractées sous le règne de Louis XIV. Il répara les désordres de la régence; et, à force de tempo-

riser, la France se releva du bouleversement qu'avait causé le système de Law.

Il fallait vingt années de paix à cette monarchie pour respirer après tant de calamités. Chauvelin, ministre en second, qui travaillait sous le cardinal, tira le royaume de son inaction; il fit résoudre la guerre que la France entreprit l'année 1733, dont le roi Stanislas était le prétexte, mais par laquelle la France gagna la Lorraine. Les courtisans de Versailles disaient que Chauvelin avait escamoté la guerre au cardinal, mais que le cardinal lui avait escamoté la paix. Chauvelin, encouragé et triomphant de ce que son coup d'essai avait si bien réussi, se flatta de pouvoir devenir le premier dans l'État. Il fallait accabler celui qui l'était; il n'épargna point les calomnies pour noircir ce prélat dans l'esprit de Louis XV; mais ce prince, soumis au cardinal qu'il croyait encore son précepteur, lui rendit compte de tout. Chauvelin fut la victime de son ambition. Sa place fut donnée par le cardinal à M. Amelot, homme sans génie, auquel le premier ministre se confiait hardiment, parce qu'il n'avait pas les talens d'un homme dangereux. La longue paix dont la France avait joui avait interrompu dans son militaire la succession des grands généraux. M. de Villars, qui avait commandé la première campagne en Italie, était mort. MM. de Broglie, de Noailles, de Coigny étaient des hommes médiocres; Maillebois ne les surpassait pas. M. de Noailles était accusé de manquer de cet instinct belliqueux qui se confie en ses propres forces; il trouva un jour une épée pendue à sa porte, avec cette inscription : *Point homicide ne seras.* Les talens du maréchal de Saxe n'étaient pas encore développés. Le maréchal de Belle-Isle était, de tous les militaires, celui qui avait le plus séduit le public; on le regardait comme le soutien de la discipline militaire. Son génie était vaste, son esprit brillant, son courage audacieux; son métier était sa passion, mais il se livrait sans réserve à son imagination. Il faisait les projets, son frère les rédigeait; on appelait le maréchal l'imagination, et son frère le bon sens.

Depuis la paix de Vienne, la France était l'arbitre de l'Europe. Ses armées avaient triomphé en Italie comme en Allemagne. Son ministre, Villeneuve, avait conclu la paix de Belgrade; elle tenait la cour de Vienne, celle de Madrid et celle de Stockholm dans une espèce de dépendance. Ses forces militaires consistaient en cent quatre-vingts bataillons, chacun de six cents hommes; deux cent vingt-quatre escadrons, à cent têtes; ce qui fait le nombre de cent trente mille quatre cents combattans, outre trente-six mille hommes de milice. Sa marine était considérable; elle pouvait mettre quatre-vingts vaisseaux de divers rangs en mer, y compris les frégates; et, pour le service de cette flotte, on comptait jusqu'à soixante mille matelots enclassés. Les revenus du royaume montaient, l'année 1740, à soixante millions d'écus, dont on décomptait dix millions affectés au paiement des intérêts des dettes de la couronne, qui venaient encore de la guerre de succession. Le cardinal de Fleuri appelait les fermiers-généraux, qui étaient à la tête de cette recette, les quarante colonnes de l'État, parce qu'il envisageait la richesse de ces traitans comme la ressource la plus sûre du royaume. L'espèce d'hommes la plus utile à la société, qu'on appelle le peuple, et qui cultive les terres, était pauvre et obérée, surtout dans les provinces qu'on

appelle de conquête. En revanche le luxe et l'opulence de Paris égalaient peut-être la somptuosité de l'ancienne Rome du temps de Lucullus. On comptait pour plus de dix millions d'argent orfévré, dans les maisons des particuliers de cette capitale immense. Mais les mœurs étaient dégénérés; les Français surtout, habitans de Paris, étaient devenus des sybarites énervés par la volupté et la mollesse. Les épargnes que le cardinal avait faites pendant son administration, furent absorbées en partie par la guerre de 1733, et en partie par la disette affreuse de l'année 1740, qui ruina les plus florissantes provinces du royaume. Des maux que Law avait faits à la France, il était résulté une espèce de bien, consistant dans la compagnie du Sud, établie au port d'Orient; mais la supériorité des flottes anglaises ruinant à chaque guerre ce commerce, que la marine guerrière de la France ne pouvait pas protéger suffisamment, cette compagnie ne put à la longue se soutenir. Telle était la situation de la France l'année 1740 : respectée au dehors, pleine d'abus dans son intérieur, sous le gouvernement d'un prince faible, qui s'était abandonné, lui et son royaume, à la direction du cardinal de Fleuri.

Philippe V, que Louis XIV avait placé, en se ruinant, sur le trône d'Espagne, y régnait encore. Ce prince avait le malheur d'être sujet à des attaques d'une mélancolie noire, qui approchait assez de la démence; il avait abdiqué l'année 1726 en faveur de son fils Louis, et il reprit le gouvernement l'année 1727, après la mort de ce prince. Cette abdication s'était faite contre la volonté de la reine Élisabeth Farnèse, née princesse de Parme; elle aurait voulu gouverner le monde entier; elle ne pouvait vivre que sur le trône.

La reine, pour empêcher le roi de prendre désormais des dégoûts pour le trône, l'y retint en entreprenant continuellement de nouvelles guerres, soit avec les Barbaresques, soit avec les Anglais, soit avec la maison d'Autriche. La fierté d'un Spartiate, l'opiniâtreté d'un Anglais, la finesse italienne et la vivacité française, formaient le caractère de cette femme singulière; elle marchait audacieusement à l'accomplissement de ses desseins; rien ne la surprenait, rien ne pouvait l'arrêter.

Le cardinal Alberoni, si célèbre dans son temps, avait un génie ressemblant à celui de cette princesse; il travailla long-temps sous elle. La conspiration du prince Cellamare perdit ce ministre, et la reine fut obligée de l'exiler, pour satisfaire à la vengeance du duc d'Orléans, régent de France. Un Hollandais de nation, nommé Ripperda, remplit cette place importante; il avait de l'esprit, cependant ses malversations furent cause qu'il ne put se soutenir long-temps. Ces changemens de ministres furent imperceptibles en Espagne, parce que les ministres n'étaient que des instrumens dont la reine se servait, et que sa volonté seule réglait les affaires.

L'année 1740 l'Espagne sortait de la guerre d'Italie qu'elle avait terminée glorieusement. Don Carlos, que les Anglais avaient transporté en Toscane pour succéder à Côme, dernier duc de la maison de Médicis; ce don Carlos, dis-je, était devenu roi de Naples, et François de Lorraine avait reçu cette Toscane en dédommagement de la Lorraine, que la France avait réunie à sa monarchie. Ainsi ces mêmes Anglais, qui avaient combattu avec tant d'acharnement contre Philippe V, fu-

rent les promoteurs de la puissance espagnole en Italie : tant la politique change et les idées des hommes sont variables.

Les Espagnols ne sont pas aussi riches en Europe qu'ils pourraient l'être, parce qu'ils no sont pas laborieux. Les trésors du Nouveau-Monde sont pour les nations étrangères qui, sous des noms espagnols, se sont approprié ce commerce. Les Français, les Hollandais et les Anglais jouissent proprement du Pérou et du Mexique. L'Espagne est devenue un entrepôt d'où les richesses s'écoulent, et les plus habiles les attirent en foule. Il n'y a pas assez d'habitans en Espagne pour cultiver les terres; la police a été négligée jusqu'ici, et la superstition range ce peuple spirituel au rang des nations les plus faibles.

Le roi jouit de vingt-quatre millions d'écus de revenus; mais le gouvernement est endetté. L'Espagne entretient cinquante-cinq à soixante mille hommes de troupes réglées; sa marine peut aller à cinquante vaisseaux de ligne. Les liens du sang qui joignent les deux maisons de Bourbon, produisent entre elles une alliance étroite; cependant la reine se trouvait outragée de la paix de 1737, que le cardinal de Fleuri avait faite à son insu; pour s'en venger, elle causait à la France tous les désagrémens qui dépendaient d'elle.

Alors l'Espagne était en guerre avec l'Angleterre, qui protégeait des contrebandiers; deux oreilles anglaises, coupées à un matelot de cette nation, allumèrent ce feu, et les armemens coûtèrent des sommes immenses aux deux nations. Leur commerce en souffrit, et, comme de coutume, les marchands et les particuliers expièrent les sottises des grands. Le cardinal de Fleuri n'était pas mécontent de cette guerre; il s'attendait bien à jouer le rôle de médiateur ou d'arbitre, pour augmenter les avantages du commerce de la France.

Le Portugal ne figurait point en Europe. Don Juan n'était connu que par sa passion bizarre pour les cérémonies de l'Église. Il avait obtenu par un bref du pape le droit d'avoir un patriarche, et par un autre bref, de dire la messe, à la consécration près. Ses plaisirs étaient des fonctions sacerdotales, ses bâtimens, des couvens; ses armées, des moines, et ses maîtresses, des religieuses.

De toutes les nations de l'Europe, l'anglaise était la plus opulente; son commerce embrassait tout le monde; ses richesses étaient excessives, ses ressources presque inépuisables; et, pourvue de tous ces avantages, elle ne tenait pas entre les puissances le rang qui semblait lui convenir.

George II, électeur de Hanovre, gouvernait alors l'Angleterre. Il avait des vertus, du génie, mais les passions vives à l'excès; ferme dans ses résolutions, plus avare qu'économe, capable de travail, incapable de patience, violent, brave, mais gouvernant l'Angleterre par les intérêts de l'électorat, et trop peu maître de lui-même pour diriger une nation qui fait son idole de sa liberté.

Ce prince avait pour ministre le chevalier Robert Walpole. Il captivait le roi en lui faisant sur la liste civile des épargnes dont George grossissait son trésor de Hanovre; Walpole maniait l'esprit de la nation par les charges et les pensions qu'il distribuait à propos pour gagner les membres du parlement. Son génie ne s'étendait pas au-delà de l'Angleterre; il s'en remettait, pour les affaires générales de l'Europe, à la sagacité de son frère

Horace. Un jour que des dames le pressaient de faire avec elles une partie de jeu, il leur répondit : J'abandonne le jeu et l'Europe à mon frère. Il n'entendait rien à la politique ; c'est ce qui donna lieu à ses ennemis de le calomnier, en l'accusant d'être susceptible de corruption.

Malgré toutes les connaissances que Walpole avait de l'intérieur du royaume, il entreprit un projet (1) important qui lui manqua : il voulut introduire l'accise en Angleterre. Si cette tentative lui avait réussi, les sommes que cet impôt devait rapporter auraient suffi pour rendre l'autorité du roi despotique. La nation le sentit ; elle se cabra. Des membres du parlement dirent à Walpole qu'il les payait pour le courant des sottises ordinaires, mais que celle-là était au-dessus de toute corruption. Au sortir du parlement, Walpole fut attaqué ; on lui saisit son manteau, qu'il lâcha à temps, et il se sauva à l'aide d'un capitaine des gardes, qui se trouva, pour son bonheur, dans ce tumulte. Le roi apprit, par cette expérience, à respecter la liberté anglaise ; l'affaire des accises tomba, et sa prudence raffermit son trône. Ces troubles intestins empêchèrent l'Angleterre de prendre part à la guerre de 1733. Bientôt après s'alluma la guerre avec l'Espagne, malgré la cour. Des marchands de la cité produisirent devant la chambre basse des oreilles de contrebandiers anglais que les Espagnols avaient coupées. La robe ensanglantée de César, qu'Antoine étala devant le peuple romain, ne fit pas une sensation plus vive à Rome, que ces oreilles n'en causèrent à Londres. Les esprits étaient émus ; ils résolurent tumultuairement la guerre : le ministre fut obligé d'y consentir. La cour ne tira d'autre parti de cette guerre que d'éloigner de Londres l'amiral Hadock, dont l'éloquence l'emportait dans la chambre basse sur les corruptions de Walpole ; et le ministre, qui disait qu'il connaissait le prix de chaque Anglais, parce qu'il n'y en avait point qu'il n'eût marchandé ou corrompu, vit que ses guinées ne l'emportaient pas toujours sur la force et l'évidence du raisonnement.

L'Angleterre entretenait alors quatre-vingts vaisseaux des quatre premiers rangs, et cinquante vaisseaux d'un ordre inférieur, environ trente mille hommes de troupes de terre. Ses revenus en temps de paix montaient à vingt-quatre millions d'écus ; elle avait au-delà une ressource immense dans la bourse des particuliers et dans la facilité de lever des impôts sur des sujets opulens. Elle donnait alors des subsides au Danemark pour l'entretien de six mille hommes ; à la Hesse pour un nombre pareil ; ce qui, joint à vingt-deux mille Hanovriens, lui fournissait en Allemagne un corps de trente-quatre mille hommes à sa disposition. Les amiraux Wager et Ogle avaient la réputation d'être leurs meilleurs marins ; pour les troupes de terre, le duc d'Argile et lord Stairs étaient les seuls qui eussent des prétentions fondées à briguer les premiers emplois, quoique ni l'un ni l'autre n'eussent jamais commandé des armées.

Le sieur Littleton passait pour l'orateur le plus véhément ; le lord Hardwey pour l'homme le plus instruit ; lord Chesterfield pour le plus spirituel ; lord Carteret pour le politique le plus violent.

Quoique les sciences et les arts se fussent enracinés dans ce royaume, la douceur de leur commerce n'avait pas fléchi la férocité des mœurs nationales.

(1) 1737.

Le caractère dur des Anglais voulait des tragédies sanglantes; ils avaient perpétué ces combats de gladiateurs qui sont l'opprobre de l'humanité; ils avaient produit le grand Newton, mais aucun peintre, aucun sculpteur, ni aucun bon musicien. Pope florissait encore et embellissait la poésie des idées mâles que lui fournissaient les Shaftesbury et les Bolinbroke. Le docteur Swift, qu'on ne peut comparer à personne, était supérieur à ses compatriotes pour le goût, et se signalait par des critiques fines des mœurs et des usages. La ville de Londres l'emportait sur celle de Paris, en fait de population, de deux cent mille âmes. Les habitans des trois royaumes montaient à près de huit millions. L'Écosse, encore pleine de jacobites, gémissait sous le joug de l'Angleterre, et les catholiqnes d'Irlande se plaignaient de l'oppression sous laquelle la haute Église les tenait asservis.

A la suite de cette puissance se range la Hollande, comme une chaloupe qui suit l'impulsion d'un vaisseau de guerre auquel elle est attachée. Depuis l'abolition du stadhonderat, cette république avait pris une forme aristocratique. Le grand pensionnaire, assisté du greffier, propose les affaires à l'assemblée des états-généraux, donne audience aux ministres étrangers et en fait le rapport au conseil. Les délibérations de ces assemblées sont lentes; le secret est mal gardé, parce qu'il faut communiquer les affaires à nn trop grand nombre de députés. Les Hollandais, comme citoyens, abhorrent le stadhouderat, qu'ils envisagent comme un acheminement à la tyrannie; et, comme marchands, ils n'ont de politique que leur intérêt. Leur gouvernement, par ses principes, les rend plus propres à se défendre qu'à attaquer leurs voisins.

C'est avec une surprise mêlée d'admiration que l'on considère cette république, établie sur un terrain marécageux et stérile, à moitié entourée de l'Océan, qui menace d'emporter ses digues et de l'inonder. Une population de deux millions y jouit des richesses et de l'opulence qu'elle doit à son commerce et aux prodiges que son industrie a opérés. La ville d'Amsterdam se plaignait, à la vérité, que la compagnie des Indes orientales des Danois et celle des Français, établie au port d'Orient, portaient quelque préjudice à son commerce. Ces plaintes étaient celles d'envieux. Une calamité plus réelle affligeait alors la république. Une espèce de vers, qui se trouve dans les ports de l'Asie, s'était introduite dans leurs vaisseaux et puis dans le fascinage qui soutient les digues, et rongea les uns et les autres; ce qui mettait la Hollande dans la crainte de voir écrouler ses boulevarts à la première tempête. Le conseil assemblé ne trouva d'autre remède à cette calamité que d'ordonner des jours de jeûne par tout le pays. Quelque plaisant dit que le jour de jeûne aurait dû être indiqué pour les vers. Cela n'empêchait pas que l'État ne fût très riche; il avait des dettes qui dataient encore de la guerre de succession, et qui, au lieu d'affaiblir le crédit de la nation, l'augmentaient plutôt. Le pensionnaire Van der Heim, qui gouvernait la Hollande, passait pour un homme ordinaire : flegmatique, circonspect, même timide, mais attaché à l'Angleterre par coutume, par religion et par la crainte que lui inspirait la France.

La république avait douze millions d'écus de revenus, sans compter les ressources de son crédit; elle pouvait mettre en mer quarante vaisseaux de guerre; elle entretenait trente mille hommes de troupes réglées, qui ser-

vaient principalement à la garde de ses barrières, comme cela avait été déterminé par la paix d'Utrecht; mais son militaire n'était plus, comme autrefois, l'école des héros. Depuis la bataille de Malplaquet, où les Hollandais perdirent la fleur de leurs troupes et la pépinière de leurs officiers, et depuis l'abolition du stadhouderat, leurs troupes s'avilirent manque de discipline et de considération; elles n'avaient plus de généraux capables du commandement. Une paix de vingt-huit années avait emporté les vieux officiers, et l'on avait négligé d'en former de nouveaux. Le jeune prince d'Orange, Guillaume de Nassau, se flattait qu'étant de la famille des stadhouders, il pourrait parvenir au même emploi. Cependant il n'avait qu'un petit parti dans la province de Gueldre, et les républicains zélés lui étaient tous opposés. Son esprit caustique et satirique lui avait fait des ennemis, et l'occasion lui avait manqué de pouvoir développer ses talens. Dans cette situation, la république de Hollande était ménagée par ses voisins, peu considérée pour son influence dans les affaires générales; elle était pacifique par principe et guerrière par accident.

Si nous portons de la Hollande nos regards vers le nord, nous y trouvons le Danemarck et la Suède, royaumes à peu près égaux en puissance, mais moins célèbres qu'ils ne l'avaient été autrefois.

Sous le règne de Frédéric IV, le Danemarck avait usurpé le Schleswig sur la maison de Holstein; sous le règne de Christian VI, on voulait conquérir le royaume des cieux. La reine Madeleine de Bareuth se servait de la bigoterie pour que ce frein sacré empêchât son mari de lui faire des infidélités; et le roi, devenu zélateur outré de Luther, avait, par son exemple, entraîné toute sa cour dans le fanatisme. Un prince dont l'imagination est frappée de la Jérusalem céleste dédaigne les fanges de la terre; les soins des affaires sont pris pour des momens perdus, les axiomes de la politique pour des cas de conscience; les règles de l'Évangile deviennent son code militaire, et les intrigues des prêtres influent dans les délibérations de l'État. Depuis le pieux Énée, depuis les croisades de saint Louis, nous ne voyons dans l'histoire aucun exemple de héros dévots. Mahomet, loin d'être dévot, n'était qu'un fourbe qui se servait de la religion pour établir son empire et sa domination. Le roi entretient trente-six mille hommes de troupes réglées; il achète les recrues en Allemagne et vend ces troupes à la puissance qui paie le mieux; il peut rassembler trente mille miliciens; ceux de la Norvège passent pour les meilleurs. La marine danoise est composée de vingt-sept vaisseaux de ligne et de trente-trois d'un ordre inférieur. Cette marine est la partie de l'administration de ce pays la plus perfectionnée; tous les connaisseurs en font l'éloge. Les revenus du Danemarck ne passent pas cinq millions six cent mille écus. Cette puissance était alors aux gages des Anglais, qui lui payaient un subside de cent cinquante mille écus pour la solde de six mille hommes. Le prince de Culmbach-Bareuth commandait les troupes de terre; ni lui, ni les autres généraux au service de cette puissance ne méritent d'article dans ces mémoires. M. Schulin, ministre de ce prince, doit être rangé dans la même catégorie. Il résulte de ce que nous venons d'exposer que le Danemarck doit être compté au nombre des puissances du second ordre et comme un accessoire qui, se rangeant d'un parti, peut ajouter un grain à la balance des pouvoirs.

Si de là vous passez en Suède, vous ne trouverez rien de commun entre ces deux royaumes, sinon l'avidité de tirer des subsides. Le gouvernement suédois est un mélange d'aristocratie, de démocratie et du gouvernemont monarchique, entre lesquels les deux premiers genres prévalent. La diète générale des États se rassemble tous les trois ans. On élit un maréchal, lequel a la plus grande influence dans les délibérations. Si les voix sont partagées, le roi, qui en a deux, décide de l'affaire; il choisit, sur trois candidats qu'on lui propose, celui qu'il veut pour remplir les places vacantes. La diète élit un comité secret, composé de cent membres tirés des ordres de la noblesse, du clergé, des bourgeois et des paysans; il examine la conduite que le roi et le sénat ont tenue dans l'intervalle des diètes, et il donne au sénat des instructions qui embrassent les affaires intérieures commo les étrangères. La reine Ulrique, sœur de Charles XII, avait remis les rênes du gouvernement entre les mains de son époux Frédéric de Hesse. Ce nouveau roi respecta scrupuleusement les droits de la nation; il considérait son poste à peu près commo un vieux lieutenant-colonel invalide regarde un petit gouvernomont qui lui procure une retraite honorable. Avant d'épouser la reine Ulrique, ce prince perdit la bataille de Mont-Cassel, en Lombardie, pour donner à son père, qui se trouvait dans son armée, le spectacle d'un combat. Le comte Oxenstiern avait été chancelier du royaume, il fut déplacé par le comte de Gillenbourg. Ce comte s'était attaché les officiers, ce qui lui donnait un parti considérable en Suède; il désirait la guerre, se flattant de relever sa nation par quelque conquête. La France désirait encore plus de se servir des Suédois, espérant abaisser par eux la fierté russienne, et venger ainsi les affronts que son ambassadeur Monti, fait prisonnier à Dantzick, avait essuyés à Pétersbourg; dans cette vue la France payait à la Suède un subside annuel de trois cent mille écus, qui ne l'engageait cependant à aucune hostilité.

La Suède n'était plus ce qu'elle avait été autrefois. Les neuf dernières années du règne de Charles XII avaient été signalées par des malheurs. Ce royaume avait perdu la Livonie, un grand morceau de la Poméranie et les duchés de Brême et de Verden. Ce démembrement la privait de revenus, de soldats et de grains que précédemment elle retirait de ces provinces : la Livonie était son magasin d'abondance. Quoique la Suède ne contienne qu'environ deux millions d'âmes, son sol stérile et quantité de montagnes arides, dont elle est couverte, ne lui fournissaient pas même de quoi nourrir cette faible population; la cession de la Livonie la réduisit aux abois. Les Suédois révéraient cependant (quelque malheur qui leur fût arrivé) la mémoire de Charles XII; et, par une suite assez ordinaire des contradictions de l'esprit humain, ils l'outragèrent après sa mort en punissant Gœrtz du dernier supplice, comme si le ministre était coupable des fautes de son maître.

Les revenus de ce royaume montaient environ à quatre millions d'écus; il n'entretenait que sept mille hommes de troupes réglées, et trente-trois mille de milice étaient payés d'un fonds différent. On avait donné, du temps do Charles XI, des terres à cultiver à ce nombro de paysans qui, en même temps militaires, étaient obligés de s'assembler le dimanche

pour faire l'exercice et s'instruire à combattre pour la défense du pays; mais lorsque la Suède faisait agir ces troupes au-delà de ses frontières, il fallait les solder du trésor public. Ses ports contenaient vingt-quatre vaisseaux de ligne et trente-six frégates. Une longue paix avait rendu leurs soldats paysans; leurs meilleurs généraux étaient morts. Les Buddenbrock et les Lœwenhaupt n'étaient pas comparables aux Reinskild; mais un instinct belliqueux animait encore cette nation, et il ne lui manquait qu'un peu de discipline et de bons conducteurs. C'est le pays de Pharasmane, qui ne produit que du fer et des soldats. De toutes les nations de l'Europe, la suédoise est la plus pauvre. L'or et l'argent (j'en excepte les subsides) y sont aussi peu connus qu'à Sparte; de grandes plaques de cuivre timbrées leur tiennent lieu de monnaie; et, pour éviter l'incommodité du transport de ces masses lourdes, on y avait substitué le papier. L'exportation de ce royaume se borne au cuivre, au fer et au bois; mais dans la balance du commerce, la Suède perd annuellement cinq cent mille écus, à cause que ses besoins surpassent ses exportations. Le climat rigoureux où elle est située lui interdit toute industrie; sa laine grossière ne produit que des draps propres à vêtir le bas peuple. Les plus beaux édifices de Stockholm, et les meilleurs palais que les seigneurs aient dans leurs terres, datent de la guerre de trente ans. Ce royaume était effectivement gouverné par un triumvirat composé des comtes Thuro Bjelke, Eckeblat et Rosen. La Suède conservait encore, sous la forme du gouvernement républicain, la fierté de ses temps monarchiques: un Suédois se croyait supérieur au citoyen de toute autre nation. Le génie des Gustave-Adolphe et des Charles XII avait laissé des impressions si profondes dans l'esprit des peuples, que ni les vicissitudes de la fortune, ni le temps n'avaient pu les effacer. La Suède éprouva le sort de tout état monarchique qui se change en république; elle s'affaiblit. L'amour de la gloire se changea en esprit d'intrigue; le désintéressement en avidité. Le bien public fut sacrifié au bien personnel; les corruptions allèrent au point que tantôt le parti français, tantôt la faction russe l'emportait dans les diètes; mais personne n'y soutenait le parti national. Avec ces défauts, les Suédois avaient conservé l'esprit de conquête, directement opposé à l'esprit républicain, qui doit être pacifique, s'il veut conserver la forme du gouvernement établi. Ce royaume, tel que nous venons de le représenter, ne pouvait avoir qu'une faible influence dans les affaires générales de l'Europe; aussi avait-il perdu beaucoup de sa considération.

La Suède a pour voisine une puissance des plus redoutables. Depuis le septentrion, en prenant de la mer glaciale jusqu'aux bords de la mer Noire, et de la Samogitie jusqu'aux frontières de la Chine, s'étend le terrain immense qui forme l'empire de Russie, ce qui produit huit cents milles d'Allemagne en longueur sur trois ou quatre cents en largeur. Cet État, jadis barbare, avait été ignoré en Europe avant le czar Jwan Basilide. Pierre Ier, pour policer cette nation, travailla sur elle comme l'eau-forte sur le fer; il fut et le législateur et le fondateur de ce vaste empire. Il créa des hommes, des soldats et des ministres; il fonda la ville de Pétersbourg; il établit une marine considérable et parvint à faire respecter sa nation et ses talens singu-

liers à l'Europe entière. Anne Iwanowna (1), nièce de Pierre Ier, gouvernait alors ce vaste empire; elle avait succédé à Pierre II, fils du premier empereur. Le règne d'Anne fut marqué par une foule d'évènemens mémorables; et, par quelques grands hommes dont elle eut l'habileté de se servir, ses armes donnèrent un roi à la Pologne. Elle envoya au secours (2) de l'empereur Charles VI dix mille Russes au bord du Rhin, pays où cette nation avait été peu connue. La guerre qu'elle fit aux Turcs fut un cours de prospérités et de triomphes; et lorsque l'empereur Charles VI envoyait solliciter la paix jusqu'au camp des Turcs, elle dictait des lois à l'empire ottoman. Elle protégea les sciences dans sa résidence; elle envoya même des savans au Kamtschatka, pour trouver une route plus abrégée qui favorisât le commerce des Moscovites avec les Chinois. Cette princesse avait des qualités qui la rendaient digne du rang qu'elle occupait; elle avait de l'élévation dans l'âme, de la fermeté dans l'esprit; libérale dans ses récompenses; sévère dans ses châtimens; bonne par tempérament; voluptueuse sans désordre.

Elle avait fait duc de Courlande Biron, son favori et son ministre. Les gentilshommes, ses compatriotes, lui disputaient jusqu'à l'ancienneté de sa noblesse. Il était le seul qui eût un ascendant marqué sur l'esprit de l'impératrice; de son naturel, vain, grossier et cruel, mais ferme dans les affaires, ne se refusant point aux entreprises les plus vastes. Son ambition voulait porter le nom de sa maîtresse jusqu'au bout du monde; d'ailleurs aussi avare pour amasser que prodigue en ses dépenses; ayant quelques qualités utiles, sans en avoir de bonnes ni d'agréables. L'expérience avait formé, sous le règne de Pierre Ier, un homme fait pour soutenir le poids du gouvernement sous les successeurs de ce prince : c'était le comte d'Ostermann. Il conduisit en pilote habile, pendant l'orage des révolutions, le gouvernail de l'État d'une main toujours sûre. Il était originaire du comté de la Marck, en Westphalie, d'une extraction obscure; mais les talens sont distribués par la nature sans égard aux généalogies. Ce ministre connaissait la Moscovie comme Verney le corps humain; circonspect ou hardi, selon que le demandaient les circonstances, et renonçant aux intrigues de la cour pour se conserver la direction des affaires. On comptait, outre le comte Ostermann, le comte Lœwenwolde et le vieux comte Golowkin au nombre des ministres dont la Russie pouvait tirer parti. Le comte de Munich, qui, du service de Saxe avait passé à celui de Pierre Ier, était à la tête de l'armée russe : c'était le prince Eugène des Moscovites. Il avait les vertus et les vices des grands généraux : habile, entreprenant, heureux, mais fier, superbe, ambitieux, quelquefois trop despotique, et sacrifiant la vie de ses soldats à sa réputation. Lascy, Keith, Lœwendahl et d'autres habiles généraux se formaient dans son école. Le gouvernement entretenait alors dix mille hommes de gardes, cent bataillons, qui faisaient le nombre de soixante mille hommes, vingt mille dragons, deux mille cuirassiers, ce qui montait au nombre de quatre-vingt-douze mille hommes de troupes réglées, trente mille de milice et autant de Cosaques, de Tartares et de Calmouks qu'on pou-

(1) 1740.

(2) 1735.

vait assembler ; de sorte que cette puissance mettait, sans faire d'efforts, cent soixante-dix mille hommes en campagne. La flotte russienne était évaluée alors à douze vaisseaux de ligne, vingt-six vaisseaux d'un ordre inférieur et quarante galères. Les revenus de l'empire étaient de quatorze ou quinze millions d'écus. La somme parait modique en la comparant à l'étendue immense de ces États ; mais tout y est à bon marché. La denrée la plus nécessaire aux souverains, les soldats, ne coûtent pas pour leur entretien la moitié de ce que paient les autres puissances de l'Europe. Le soldat russe ne reçoit que huit roubles par an et des vivres qui s'achètent à vil prix ; ces vivres donnent lieu à ces équipages énormes qu'ils traînent après leurs armées. Dans la campagne que le maréchal Munich fit, l'année 1737, contre les Turcs, on comptait dans son armée autant de chariots que de combattans. Pierre Ier avait formé un projet que jamais prince avant lui n'avait conçu. Au lieu que les conquérans ne s'occupent qu'à étendre leurs frontières, il voulait resserrer les siennes. La raison en était que ses États étaient mal peuplés en comparaison de leur vaste étendue. Il voulait rassembler entre Pétersbourg, Moscou, Kasan et l'Ukraine les douze millions d'habitans éparpillés dans cet empire, pour bien peupler et cultiver cette partie, qui serait devenue d'une défense aisée par les déserts qui l'auraient environnée et séparée des Persans, des Turcs et des Tartares. Ce projet, comme beaucoup d'autres, avorta par la mort de ce grand homme.

Le czar n'avait eu le temps que d'ébaucher le commerce. Sous l'impératrice Anne, la flotte marchande des Russes ne pouvait entrer en aucune comparaison avec celles des puissances du Sud. Cependant tout annonce à cet empire que sa population, ses forces, ses richesses et son commerce feront les progrès les plus considérables. L'esprit de la nation est un mélange de défiance et de finesse ; paresseux, mais intéressés, ils ont l'adresse de copier, mais non le génie de l'invention : les grands sont factieux ; les gardes, redoutables aux souverains ; le peuple est stupide, ivrogne, superstitieux et malheureux. L'état des choses, tel que nous venons de le rapporter, a sans doute empêché que jusqu'ici l'Académie des sciences n'ait fait des élèves moscovites. Depuis les désastres de Charles XII et l'établissement d'Auguste de Saxe en Pologne, depuis les victoires du maréchal Munich sur les Turcs, les Russes étaient réellement les arbitres du Nord ; ils étaient si redoutables, que personne ne pouvait gagner en les attaquant, ayant des espèces de déserts à traverser pour les atteindre, et il y avait tout à perdre, en se réduisant même à la guerre défensive, s'ils venaient vous attaquer. Ce qui leur donne cet avantage, c'est le nombre de Tartares, Cosaques et Calmouks qu'ils ont dans leurs armées. Ces hordes vagabondes de pillards et d'incendiaires sont capables de détruire par leurs incursions les provinces les plus florissantes, sans que leur armée même y mette le pied. Tous leurs voisins, pour éviter ces dévastations, les ménageaient, et les Russes envisageaient l'alliance qu'ils contractaient avec d'autres peuples comme une protection qu'ils accordaient à leurs cliens.

L'influence de la Russie s'étendait plus directement sur la Pologne que sur ses autres voisins : cette république fut forcée, après la mort d'Auguste Ier,

d'élire Auguste II pour le placer sur le trône que son père avait occupé. La nation était pour Stanislas; mais les troupes russes firent changer les vœux de la nation à leur gré. Ce royaume est dans une anarchie perpétuelle : les grandes familles sont toutes divisées d'intérêt; ils préfèrent leurs avantages au bien public, et ne se réunissent qu'en usant de la même dureté pour opprimer leurs sujets, qu'ils traitent moins en hommes qu'en bêtes de somme. Les Polonais sont vains; hauts dans la fortune, rampans dans l'adversité; capables de tout pour amasser de l'argent, qu'ils jettent aussitôt par les fenêtres lorsqu'ils l'ont; frivoles, sans jugement, toujours disposés à prendre et à quitter un parti sans raison, et à se précipiter, par l'inconséquence de leur conduite, dans les plus mauvaises affaires : ils ont des lois, mais personne ne les observe, faute de justice coërcitive. La cour voit grossir son parti lorsque beaucoup de charges viennent à vaquer : le roi a le privilége d'en disposer et de faire à chaque gratification de nouveaux ingrats. La diète s'assemble tous les trois ans, soit à Grodno, soit à Varsovie. La cour met sa politique à faire tomber l'élection du maréchal de la diète sur un sujet qui lui est dévoué. Malgré ses soins, durant le règne d'Auguste II, il n'y a eu que la diète de pacification qui ait tenu. Cela ne peut manquer d'arriver ainsi, puisqu'un seul député dans les assemblées qui s'oppose à leurs délibérations, rompt la diète : c'est le *veto* des anciens Tribuns de Rome.

Les principales familles de la Pologne étaient alors les Czartorinsky, les Potocky, les Tarlo, les Lubomirsky. L'esprit est tombé en quenouille dans ce royaume; les femmes font les intrigues, elles disposent de tout tandis que leurs maris s'enivrent. La Pologne a beaucoup de productions et pas assez d'habitans pour les consommer. Ils n'ont de villes que Varsovie, Cracovie, Dantzick et Léopold; les autes feraient de mauvais villages en tout autre pays. Comme la république manque entièrement de manufactures, le surplus du blé de la consommation monte seul à deux cent mille winspels; ajoutez-y le bois, la potasse, les peaux, les bestiaux et les chevaux dont ils fournissent leurs voisins. Tant de branches d'exportation leur rendent la balance du commerce avantageuse. Les villes de Breslau, Leipzic, Dantzick, Francfort-sur-l'Oder et Kœnigsberg leur vendent leurs marchandises, gagnent sur les denrées qu'ils tirent de ce royaume, et font payer chèrement à ce peuple grossier le prix de leur industrie. La Pologne entretient vingt-quatre mille hommes effectifs de mauvaises troupes; elle peut rassembler dans des cas pressans son arrière-ban, connu sous le nom de la Pospolite Ruszenie. Cependant ce fut en vain qu'Auguste Ier le convoqua contre Charles XII. Il résulte de cet exposé qu'il était facile à la Russie, sous un gouvernement plus perfectionné, de profiter de la faiblesse de ce pays voisin et de gagner un ascendant supérieur sur un État aussi arriéré. Les revenus du roi ne passent pas un million d'écus. Les rois saxons en employaient la plus grande partie en corruption, dans l'espérance de perpétuer le gouvernement dans leur famille, et de rendre avec le temps ce royaume héréditaire. Auguste II était doux par paresse, prodigue par vanité, soumis sans religion à son confesseur, et sans amour à la volonté de son épouse; ajoutons son penchant aux directions de son favori le comte de Brühl. Le plus grand ob-



stacle que l'on eût à vaincre pour le placer sur le trône de la Pologne, fut son indolence. La reine son épouse était fille de l'empereur Léopold et sœur de l'électrice de Bavière. Le fond de son esprit était acariâtre; la hauteur et la superstition faisaient son caractère: elle aurait voulu rendre la Saxe catholique; mais ce n'était pas l'ouvrage d'un jour. Le comte de Brühl et Hænechen étaient les ministres de la Saxe. Le premier avait été page, le second laquais. Brühl avait été attaché au premier roi; il fut le principal instrument qui ouvrit le chemin du trône à Auguste II; en reconnaissance, ce prince l'associa à la faveur de Sulkovsky, son favori d'alors. La concurrence excite la jalousie; aussi s'alluma-t-elle bientôt entre ces deux rivaux. Sulkovsky avait dressé un projet suivant lequel Auguste devait s'emparer de la Bohême après la mort de l'empereur Charles VI, comme d'une succession qui lui revenait par les droits de son épouse, en qualité de fille de l'empereur Joseph, l'aîné des deux frères, dont par conséquent la fille devait succéder préférablement à celle de son frère cadet. Le roi commençait à goûter ce plan. Brühl, pour perdre son rival, communiqua son projet à la cour de Vienne, qui travailla, conjointement avec lui, pour faire exiler l'auteur d'un dessein aussi opposé à ses intérêts; mais par cette démarche, Brühl fut comme enchaîné aux intérêts de la nouvelle maison d'Autriche. Ce ministre ne connaissait que les finesses et les ruses qui sont la politique des petits princes. C'était l'homme de ce siècle qui avait le plus d'habits, de montres, de dentelles, de bottes, de souliers et de pantoufles. César l'aurait rangé dans le nombre des têtes si bien frisées et si bien parfumées qu'il ne craignait guère. Il fallait un prince tel qu'Auguste II pour qu'un homme du genre de Brühl pût jouer le rôle de premier ministre. Les généraux saxons n'étaient pas les premiers hommes de guerre qu'il y eût en Europe. Le duc de Weissenfels avait de la valeur, mais pas assez de génie. Rutowsky, bâtard du roi Auguste I[er], s'était distingué à l'affaire du Timoc; mais il était trop épicurien et trop indolent pour le commandement. La Saxe avait quelques gens d'esprit que la jalousie de Brühl éloignaient des affaires: cette cour était bien servie par ses espions et mal par ses ministres. Elle était si fort dépendante de la Russie, qu'elle n'osait contracter d'engagement sans la permission de cette puissance: alors la Russie, la cour de Vienne, l'Angleterre et la Saxe étaient alliées. La Saxe est une des provinces les plus opulentes de l'Allemagne: elle doit cet avantage à la bonté de son sol et à l'industrie de ses sujets, qui rendent leurs fabriques florissantes. Le souverain en retirait six millions de revenus, dont on décomptait un million cinq cent mille écus employés à l'acquit des dettes auxquelles les deux élections de Pologne avaient donné lieu. L'électeur entretenait vingt-quatre mille hommes de troupes réglées, et le pays pouvait encore lui fournir une milice de huit mille hommes. Après l'électeur de Saxe, l'électeur de Bavière est un des plus puissans princes de l'Allemagne. Charles régnait alors. Son père Maximilien embrassa le parti de la France dans la guerre de succession, et perdit, avec la bataille de Hœchstedt, ses Etats et ses enfans. Charles fut même élevé à Vienne dans la captivité. Ce prince, en succédant à son père, ne trouva que des malheurs à réparer. Il était doux, bienfaisant, trop facile. Le

comte Tœrring était à la fois son premier ministre et son général, et peut-être également incapable de ces deux emplois. La Bavière rapporte cinq millions, dont un million à peu près sert, comme en Saxe, pour payer les vieilles dettes. La France donnait alors à l'électeur un subside de trois cent mille écus. La Bavière est le pays de l'Allemagne le plus fertile et où il y a le moins de génie : c'est le paradis terrestre habité par des bêtes. Les troupes de l'électeur étaient délabrées; de six mille hommes qu'il avait envoyés en Hongrie au service de l'empereur, il n'en était pas revenu la moitié : tout ce que la Bavière pouvait mettre en campagne ne passait pas douze mille hommes. L'électeur de Cologne, frère de celui de Bavière, avait mis sur sa tête le plus de mitres qu'il avait pu s'approprier. Il était électeur de Cologne, évêque de Munster, de Paderborn, d'Osnabruck, et de plus, grand-maître de l'ordre Teutonique; il entretenait huit à douze mille hommes, dont il trafiquait comme un bouvier avec ses bestiaux. Alors il s'était vendu à la maison d'Autriche. L'électeur de Mayence, doyen du collége électoral, n'a pas les ressources de celui de Cologne. Celui de Trèves est le plus mal partagé de tous. Le baron d'Eltz, alors électeur de Mayence, passait pour bon citoyen, honnête homme et attaché à sa patrie. Comme il était sans passions et sans préjugés, il ne se livrait pas aveuglément aux caprices de la cour de Vienne. L'électeur de Trèves ne savait que ramper. L'électeur palatin ne jouait pas un grand rôle; il avait soutenu la neutralité dans la guerre de 1733, et son pays souffrit des désordres que les deux armées y commirent. Il entretient huit à dix mille hommes; il a deux forteresses, Manheim et Dusseldorff; mais il manque de soldats pour les défendre. Le reste des ducs, des princes et des Etats de l'empire était gouverné par la cour impériale avec un sceptre de fer. Les faibles étaient esclaves, les puissans étaient libres. Dans ce temps le duc de Mecklenbourg avait un séquestre : les commissaires de la cour de Vienne fomentaient la désunion entre le duc et ses Etats, et consumaient les uns et les autres. Les petits princes portaient le joug, faute de pouvoir le secouer; leurs ministres, qui étaient gagés et titrés par les empereurs, assujettissaient leurs maîtres au despotisme autrichien. Le corps germanique est puissant, si vous considérez le nombre de rois, d'électeurs et de princes qui le composent; il est faible, si vous examinez les intérêts opposés qui le divisent. Les diètes de Ratisbonne ne sont qu'une espèce de fantôme qui rappelle la mémoire de ce qu'elles étaient jadis. C'est une assemblée de publicistes plus attachés aux formes qu'aux choses. Un ministre qu'un souverain envoie à cette assemblée, est l'équivalent d'un mâtin de basse-cour qui aboie à la lune. S'il est question de faire la guerre, la cour impériale sait confondre habilement sa querelle particulière avec les intérêts de l'empire, pour faire servir les forces germaniques d'instrument à ses vues ambitieuses. Les religions différentes, tolérées en Allemagne, n'y causent plus des convulsions violentes comme autrefois. Les partis subsistent, mais le zèle s'est attiédi. Beaucoup de politiques s'étonnent qu'un gouvernement aussi singulier que celui de l'Allemagne ait pu subsister si long-temps, et par un jugement peu éclairé, ils attribuent sa durée au phlegme national. Ce n'est point cela. Les empereurs étaient élec-

tifs, et depuis l'extinction de la race de Charlemagne on voit toujours des princes d'une famille différente élevés à cette dignité; ils avaient des querelles avec leurs voisins, ils eurent ce fameux démêlé avec les papes touchant l'investiture des évêques avec la crosse et l'anneau; ils étaient obligés de se faire couronner à Rome : c'étaient autant d'entraves qui les empêchaient d'établir le despotisme dans l'empire. D'autre part, les électeurs, quelques princes et quelques évêques étaient assez forts en se réunissant pour s'opposer à l'ambition des empereurs; mais ils ne l'étaient pas assez pour changer la forme du gouvernement. Depuis que la couronne impériale se perpétua dans la maison d'Autriche, le danger d'un despotisme devint plus apparent. Charles Quint, après la bataille de Mühlberg, put se rendre souverain; il négligea le moment, et lorsque les Ferdinand ses successeurs voulurent tenter cette entreprise, la jalousie des Français et des Suédois, qui s'y opposèrent, leur fit manquer leur projet; quant aux princes de l'empire, l'équilibre réciproque et une envie mutuelle les empêchent de s'agrandir.

En allant au midi de l'Allemagne vers l'occident, on trouve cette république singulière, annexée, pour ainsi dire, au corps germanique, en quelque manière libre. La Suisse, depuis le temps de César, avait conservé la liberté, à l'exception d'un court espace, où la maison d'Hapsbourg l'avait subjuguée. Elle ne porta pas long-temps ce joug; les empereurs autrichiens tentèrent vainement à différentes reprises d'assujettir ces montagnards belliqueux : l'amour de la liberté et leurs rochers escarpés les défendent contre l'ambition de leurs voisins. Durant la guerre de la succession d'Espagne, le comte de Luc, ambassadeur de France, y suscita, sous le prétexte de la religion, une guerre intestine, pour empêcher cette république de se mêler aux troubles de l'Europe. Tous les deux ans, les treize cantons tiennent une diète générale, où préside alternativement un schultheiss de Berne ou de Zurich. Le canton de Berne joue dans cette république le rôle de la ville d'Amsterdam dans la république de Hollande; il y jouit d'une prépondérance décidée. Les deux tiers de la Suisse sont de la religion réformée, le reste est catholique. Ces réformés, par leur rigidité, ressemblent aux presbytériens de l'Angleterre, et les catholiques, à ce que l'Espagne produit de plus fanatique. La sagesse de ce gouvernement consiste en ce que les peuples n'y étant pas foulés, sont aussi heureux que le comporte leur état, et que ne s'écartant jamais des principes de la modération, ils se sont toujours conservés indépendans par leur sagesse. Cette république peut rassembler sans effort cent mille hommes pour sa défense, et elle a accumulé assez de richesses pour soudoyer pendant trois années ce nombre de troupes. Tant d'arrangemens sages et estimables semblent avilis par l'usage barbare de vendre leurs sujets à qui veut les payer: d'où il résulte que les Suisses d'un même canton au service de la France font la guerre à leurs proches au service de la Hollande; mais qu'y a-t-il de parfait au monde?

Si de là nous descendons en Italie, nous trouvons cet ancien empire romain divisé en autant de parties que l'ambition des princes a pu la démembrer. La Lombardie est partagée entre les Vénitiens, les Autrichiens, les Savoyards et les Génois. De ces posses-

sions, celles du roi de Sardaigne paraissent les plus considérables. Victor-Amédée sortait alors de la guerre qu'il avait soutenue contre la maison d'Autriche, par laquelle il avait écorné le duché de Milan. Ses États lui rapportaient environ cinq millions de revenus, avec lesquels il entretenait en temps de paix trente mille hommes, qu'il pouvait porter à quarante mille en temps de guerre. Victor-Amédée passait en Italie, parmi les connaisseurs, pour un prince versé dans la politique et bien éclairé sur ses intérêts. Son ministre, le marquis d'Ormée, avait la réputation de n'avoir pas mal profité à l'école de Machiavel. La politique de cet État consistait à tenir la balance entre la maison d'Autriche et les deux branches de la maison de Bourbon, afin de se ménager, par cet équilibre, les moyens d'étendre et d'augmenter ses possessions. Charles-Emmanuel avait souvent dit : « Mon fils, le Milanais est comme un » artichaut, il faut le manger feuille » par feuille. » Dans ce temps, le roi de Sardaigne, indisposé contre les Bourbons au sujet de la paix de 1737, que le cardinal de Fleuri avait conclue à son insu, penchait pour la maison d'Autriche.

Le reste de la Lombardie était partagé comme nous l'avons dit. L'empereur y possédait le Milanais, le Mantouan, le Plaisantin, et on avait établi en Toscane son gendre le duc de Lorraine. La république de Gênes, située à l'occident de la Savoie, était encore fameuse par sa banque, par un reste de commerce et par ses beaux palais de marbre. La Corse s'était révoltée contre elle. La première rébellion fut apaisée par les troupes que l'empereur y envoya l'année 1732; la seconde, par les Français sous le commandement du comte de Maillebois; ces secours étrangers étouffèrent le feu pour un temps, sans pouvoir l'éteindre tout-à-fait.

Venise, située du côté de l'orient, est plus considérable que Gênes. Cette superbe cité s'élève sur soixante-douze îles, qui contiennent deux cent mille habitans; elle est gouvernée par un conseil, à la tête duquel est un doge soumis à la ridicule cérémonie de se marier tous les ans avec la mer Adriatique. Au dix-septième siècle, la république perdit l'île de Candie ; et, alliée des Autrichiens au dix-huitième siècle, lorsque le grand Eugène conquit Belgrade et Témeswar, elle perdit la Morée. Venise a des vaisseaux, sans qu'ils soient assez nombreux pour former une flotte. Elle entretient quinze mille hommes de troupes de terre; le général qui les commande est ce même Schulenbourg qui, dans la guerre de Pologne, échappa par son habileté à Charles XII à la bataille de Fraustadt, et fit cette belle retraite en Silésie, au passage de la Bartsch.

Les Vénitiens et les Gênois, avant la découverte de la boussole, fournissaient l'Allemagne de toutes les marchandises que le luxe fait ramasser aux extrémités de l'Asie; de nos temps, ce sont les Anglais et les Hollandais qui, leur ayant enlevé ce négoce, s'en sont attribué les avantages.

La guerre de 1733 avait fait passer don Carlos de Toscane sur le trône de Naples. Ce royaume avait été conquis sur Louis XII par Gonsalve de Cordoue, surnommé le grand capitaine, pour Ferdinand-le-Catholique. La mort de Charles II, roi d'Espagne, le fit passer, durant la guerre de succession, sous la domination autrichienne, et durant la guerre de 1733, le succès de l'affaire de Bitonto le remit de nouveau

sous les lois de don Carlos. Ce prince, trop jeune pour gouverner, était dirigé par le comte de Saint-Estevau, qui ne faisait qu'exécuter dans ce royaume les ordres de la reine d'Espagne. Le royaume de Naples, y compris la Sicile, rapportait environ quatre millions à son souverain; l'État n'entretenait que douze mille hommes.

Nous ne faisons point mention dans ce résumé, ni du duc de Modène, ni de la république de Lucques, ni de celle de Raguse : ce sont des miniatures déplacées dans une grande galerie de tableaux.

Le Saint-Siége venait alors de vaquer par la mort de Clément XII, de la maison de Corsini; le conclave dura un an. Le Saint-Esprit demeura incertain jusqu'au jour que les factions des couronnes purent s'accommoder. Le cardinal Lambertini, ennuyé de ces longueurs, dit aux autres cardinaux : « Décidez-vous enfin sur le choix d'un » pape. Voulez-vous un dévot? prenez » Aldobrandi; voulez-vous un savant? » prenez Coscia; ou si vous voulez » un bouffon, me voici. » Le Saint-Esprit choisit celui qui était de si belle humeur. Lambertini fut élu pape et prit le nom de Benoît XIV. A son avènement au pontificat, Rome et les papes ne gouvernaient plus le monde comme autrefois; les empereurs ne servaient plus de marchepied aux pontifes, et n'allaient plus s'avilir à Rome comme les Frédéric Barberousse; Charles-Quint leur avait fait sentir sa puissance, et l'empereur Joseph ne les traita pas plus doucement, lorsque, durant la guerre de succession, il s'empara de Comachio. Le pape n'était, en l'année 1740, que le premier évêque de la chrétienté; il avait le département de la foi, qu'on lui abandonnait; mais il n'influait plus comme autrefois dans les affaires politiques. La renaissance des lettres et la réforme avaient porté un coup mortel à la superstition. On canonisait quelquefois des saints, pour n'en pas perdre l'usage; mais un pape qui aurait voulu prêcher des croisades dans le dix-huitième siècle, n'eût pas attroupé vingt polissons. Il était réduit à l'humiliant emploi d'exercer les fonctions de son sacerdoce et de faire en hâte la fortune de ses neveux. Tout ce que le pape put faire pour l'empereur, engagé dans la guerre des Turcs, l'année 1737, fut de l'autoriser par ses brefs à lever des dîmes sur les biens ecclésiastiques, et à faire planter des croix de mission dans toutes les villes de sa dépendance, où le peuple courait en foule vomir de saintes imprécations contre les Turcs. L'empire ottoman ne s'en ressentit pas; s'il avait été battu par les Russes, il fut partout victorieux des Autrichiens.

Bonneval, ce fameux aventurier, se trouvait alors à Constantinople; du service de France il avait passé à celui de l'empereur, qu'il quitta par légèreté pour se faire Turc. Il n'était pas dépourvu de talens; il proposa au grand-visir de former l'artillerie sur le pied européen, de discipliner les janissaires, et d'introduire de l'ordre dans cette multitude innombrable de troupes qui ne combat qu'en confusion. Ce projet pouvait devenir dangereux pour les voisins; mais il fut rejeté comme contraire à l'Alcoran, dans lequel Mahomet recommande surtout de ne jamais toucher aux anciennes coutumes. La nation turque a naturellement de l'esprit; c'est l'ignorance qui l'abrutit. Elle est brave sans art; elle ne connaît rien à la police, sa politique est encore plus pitoyable. Le dogme de la fatalité, qui chez elle a beaucoup de créance, fait qu'ils rejettent la cause

de tous leurs malheurs sur Dieu, et qu'ils ne se corrigent jamais de leurs fautes. La ville de Constantinople contient deux millions d'habitans. La puissance de cet empire vient de sa grande étendue; cependant il ne subsisterait plus, si ce n'était la jalousie des princes de l'Europe qui le soutient. Le padichach Mahomet V régnait alors. Une révolution l'avait tiré des prisons du sérail pour le placer sur le trône. La nature l'avait rendu aussi impuissant que ses eunuques; ce fut, pour les beautés du sérail, le règne le plus malheureux. Le voisin le plus redoutable des Turcs était le schah Nadir, connu sous le nom de Thamas-Coulikan. Ce fut lui qui asservit la Perse et subjugua le Mogol; il occupa souvent la Porte, et servit de contre-poids aux guerres qu'elle aurait peut-être entreprises contre les puissances chrétiennes.

Voilà le précis de ce qu'étaient les forces et les intérêts des cours de l'Europe vers l'année 1740. Ce tableau était nécessaire pour répandre de la clarté sur les mémoires suivans; il ne nous reste qu'à rendre compte des progrès de l'esprit humain, tant pour la philosophie que pour les sciences, les beaux-arts, la guerre et ce qui regarde directement certaines coutumes établies. Les progrès de la philosophie, de l'économie politique, de l'art de la guerre, du goût et des mœurs, est sans doute une matière à réflexion plus intéressante que de se rappeler les caractères d'imbéciles revêtus de la pourpre, de charlatans couverts de la tiare, et de ces rois subalternes appelés ministres, dont bien peu méritent d'être signalés dans les annales de la postérité. Quiconque veut lire l'histoire avec application, s'apercevra que les mêmes scènes se reproduisent souvent, et qu'il n'y a qu'à y changer le nom des acteurs; mais suivre la découverte de vérités jusque là inconnues, saisir les causes qui ont produit le changement dans les mœurs et ce qui a donné lieu à dissiper les ténèbres de la barbarie, qui empêchaient d'éclairer les esprits, ce sont certainement là des sujets dignes d'occuper tous les êtres pensans. Commençons par la physique. Il y a à peine cent ans qu'elle est bien connue. Descartes publia ses principes de physique l'année 1644. Newton vint ensuite et expliqua les lois du mouvement (1) et de la gravitation; il exposa la mécanique de l'univers avec une précision étonnante. Long-temps après lui, des philosophes (2) ont été sur les lieux et ont vérifié, tant en Laponie que sous l'équateur, les vérités que ce grand homme avait devinées sans sortir de son cabinet. Depuis ce temps, nous savons avec certitude que la terre est aplatie vers ses pôles. Newton fit plus : à l'aide de ses prismes (3), il décomposa les rayons de la lumière et y trouva les couleurs primitives. Toricelli pesa l'air (4), et trouva l'équilibre de la colonne de l'atmosphère et de la colonne du mercure; on lui doit encore l'invention des baromètres. La pompe pneumatique (5) fut inventée à Magdebourg par Otton Guericke; il s'aperçut, à l'occasion de la friction de l'ambre, d'une nouvelle propriété de la nature, celle de l'électricité. Dufay (6) fit, à l'occasion de cette découverte, des expériences qui démontrèrent que la nature recèle des secrets inépuisables. Il paraît très pro-

(1) En 1687.
(2) La Condamine et Maupertuis.
(3) En 1701.
(4) En 1704.
(5) En 1642.
(6) En 1733.

bable que ce ne sera qu'à force de multiplier les expériences de l'électricité qu'on parviendra à en tirer des connaissances utiles à la société. M. Ellert (1), en mêlant deux liqueurs d'une blancheur transparente, a produit une eau colorée en bleu foncé; le même a fait des expériences sur la transformation des métaux et sur les parties solides et nitreuses des eaux. Liberkühn (2), par le moyen d'injections, a rendu palpables les ramifications les plus fines des fibres et des veines, dont la tissure déliée sert de canal à la circulation du sang humain; c'est le géographe des corps organisés. Bœrhaave (3), après Ruysh, découvrit la liqueur volatile qui circule dans les nerfs et qui s'évapore après la mort des hommes; on ne s'en était jamais douté. Sans doute que cette liqueur sert de courrier à la volonté de l'homme, pour lui faire mouvoir les membres à l'égal de la vitesse de la pensée. Hartsœcker (4) trouva dans le sperme humain des animaux qui peut-être servent de germe à la propagation. Lœwenhœck et Trembley (5) prouvèrent, par leurs expériences sur le polype, que cet étrange animal se multiplie en autant de pièces qu'on le coupe. La curiosité des hommes les a poussés à des recherches immenses; ils ont fait des efforts étonnans pour découvrir les premiers principes de la nature, mais vainement; ils sont placés entre deux infinis, et il paraît démontré que l'auteur des choses s'en est réservé à lui seul le secret.

La physique perfectionnée porta le flambeau de la vérité dans les ténèbres de la métaphysique. Il parut un sage en Angleterre, qui, se dépouillant de tout préjugé, ne se guida que par l'expérience. Locke fit tomber le bandeau de l'erreur que le sceptique Bayle, son précurseur, avait déjà détaché en partie. Les Fontenelle et les Voltaire parurent ensuite en France, le célèbre Thomasius (1) en Allemagne, les Hobbes, les Colin, les Shaftesbury, les Bolinbroke en Angleterre. Ces grands hommes et leurs disciples portèrent un coup mortel à la religion. Les hommes commencèrent à examiner ce qu'ils avaient stupidement adoré. La raison terrassa la superstition; on prit du dégoût pour les fables qu'on avait crues, et l'on eut horreur des blasphèmes auxquels on avait été pieusement attaché. Le déisme, ce culte simple de l'Etre suprême, fit nombre de sectateurs. Avec cette religion raisonnable s'établit la tolérance, et l'on ne fut plus ennemi pour avoir une façon différente de penser. Si l'épicuréisme devint funeste au culte idolâtre des païens, le déisme ne le fut pas moins de nos jours aux visions judaïques adoptées par nos ancêtres. La liberté de penser dont jouit l'Angleterre avait beaucoup contribué aux progrès de la philosophie. Il n'en était pas de même des Français : les ouvrages de leurs philosophes se ressentaient de la contrainte qu'y mettaient les censeurs théologiques. Un Anglais pense tout haut, un Français ose à peine laisser soupçonner ses idées. En revanche, les auteurs français se dédommageaient de la hardiesse qui était interdite à leurs ouvrages, en traitant supérieurement les matières de goût et tout ce qui est du ressort des belles-lettres; égalant par la politesse, les grâces et la légèreté

(1) En 1746.
(2) En 1743.
(3) En 1707.
(4) En 1678.
(5) En 1678 et 1703.

(1) A Halle.

tout ce que le temps nous a conservé de plus précieux des écrits de l'antiquité. Un homme sans passion préférera la *Henriade* au poème d'Homère. Henri IV n'est point un héros fabuleux; Gabrielle d'Estrées vaut bien la princesse Nausica. L'*Iliade* nous peint les mœurs des Canadiens; Voltaire fait de vrais héros de ses personnages, et son poème serait parfait, s'il avait su intéresser davantage pour Henri IV, en l'exposant à de plus grands dangers. Boileau peut se comparer avec Juvénal et Horace; Racine surpasse ses émules de l'antiquité; Chaulieu, tout incorrect qu'il est, l'emporte sûrement de beaucoup, dans quelques morceaux, sur Anacréon; Rousseau excella dans quelques odes; et, si nous voulons être équitables, il faut convenir qu'en fait de méthode, les Français l'emportent sur les Grecs et sur les Romains. L'éloquence de Bossuet approche de celle de Démosthène; Fléchier peut passer pour le Cicéron de la France, sans compter les Patru, les Cochin et tant d'autres qui se sont rendus célèbres dans le barreau. La *Pluralité des Mondes* et les *Lettres persannes* sont d'un genre inconnu à l'antiquité; ces écrits passeront à la postérité la plus reculée. Si les Français n'ont aucun auteur à opposer à Thucydide, ils ont le *Discours* de Bossuet *sur l'Histoire universelle;* ils ont les ouvrages du sage président de Thou, les *Révolutions romaines* par Vertot, ouvrage classique, la *Décadence de l'Empire romain* de Montesquieu, enfin tant d'autres morceaux, ou d'histoire, ou de belles-lettres, ou de commerce, ou d'agrément, qu'il serait trop long d'en faire ici le catalogue. On sera peut-être surpris que les lettres, qui fleurirent en France, en Angleterre, en Italie, n'aient pas brillé avec autant d'éclat en Allemagne. La raison en est qu'en Italie elles avaient été rapportées une seconde fois de la Grèce, après y avoir joui, sur la fin de la république et des premiers empereurs, de toute la considération qu'elles méritent. Le terrain était préparé pour les recevoir, et la protection des Médicis, surtout celle de Léon X, contribua beaucoup à leurs progrès. Les lettres s'étendirent facilement en Angleterre, parce que la forme du gouvernement autorise les membres des Chambres à haranguer dans le parlement. L'esprit de parti les animait même à étudier, afin qu'employant dans leurs discours les secours de la rhétorique, surtout de la dialectique, ils se procurassent un ascendant sur le parti qui leur était opposé. De là vient que les Anglais possèdent presque tous les auteurs classiques, qu'ils sont versés dans le grec et dans le latin, ainsi que dans l'histoire ancienne. Le caractère de leur esprit sombre, taciturne, opiniâtre, les a fait réussir dans la géométrie transcendante. Les Français, du temps de François Ier, avaient attiré quelques savans à la cour; ceux-là avaient, pour ainsi dire, répandu les germes des connaissances dans ce royaume; mais les guerres de religion qui suivirent, étouffèrent cette semence, comme une gelée tardive retarde les productions de la terre. Cette crise dura jusqu'à la fin du règne de Louis XIII, où le cardinal de Richelieu, ensuite Mazarin, et surtout Louis XIV, donnèrent une protection éclatante aux sciences comme aux beaux-arts. Les Français étaient jaloux des Espagnols et des Italiens, qui les devançaient dans cette carrière, et la nature fit naître chez eux de ces génies heureux qui bientôt surpassèrent leurs émules. C'est surtout par la méthode et par un goût

plus raffiné que les auteurs français se distinguent. Ce qui retarda le progrès des arts en Allemagne, ce furent les guerres qui se suivirent depuis Charles-Quint jusqu'à celle de la succession d'Espagne. Les peuples étaient malheureux et les princes pauvres : il fallut penser premièrement à s'assurer les alimens indispensables, en remettant les terres en culture ; il fallait établir les manufactures selon que les premières productions les indiquaient. Et ces soins presque généraux empêchèrent que la nation pût se tirer des restes de la barbarie dont elle se ressentait encore ; ajoutez qu'en Allemagne les arts manquaient d'un point de ralliement, comme étaient Rome et Florence en Italie, Paris en France, et Londres en Angleterre. Les universités avaient, à la vérité, des professeurs érudits, pédans et toujours dogmatiques ; personne ne les fréquentait à cause de leur rusticité. Il n'y eut que deux hommes qui se distinguèrent par leur génie et qui firent honneur à la nation ; l'un, c'est le grand Leibnitz, et l'autre, le docte Thomasius. Je ne fais point mention de Wolff, qui ruminait le système de Leibnitz, et rabâchait longuement ce que l'autre avait écrit avec feu. La plupart des savans allemands étaient des manœuvres, les Français des artistes. Cela fut cause que les ouvrages français se répandirent si universellement, que leur langue remplaça celle des Latins, et qu'à présent, quiconque sait le français, peut voyager par toute l'Europe sans avoir besoin d'un interprète. L'usage de cette langue étrangère fit encore du tort à la langue nationale, qui, ne restant que dans la bouche du peuple, ne pouvait acquérir ce ton de politesse qu'elle ne gagne que dans la bonne compagnie. Le principal défaut de la langue est d'être trop verbeuse ; il faut la resserrer, et en adoucissant quelques mots dont la prononciation est dure, on parviendrait à la rendre sonore. La noblesse n'étudiait que le droit public ; mais sans goût pour la belle littérature, elle remportait des universités le dégoût de la pédanterie et de ses instituteurs. Des candidats ou théologiens, fils de cordonniers et de tailleurs, étaient les Mentors de ces Télémaques. Qu'on juge de l'éducation qu'ils étaient capables de donner. Les Allemands avaient des spectacles, mais grossiers et même indécens : des bouffons orduriers y représentaient des pièces sans génie qui faisaient rougir la pudeur. Notre stérilité nous obligea d'avoir recours à l'abondance des Français, et dans la plupart des cours on voyait des troupes de cette nation y représenter les chefs-d'œuvre des Molière et des Racine. Mais qu'est-ce qui mérite plus l'attention d'un philosophe, que l'avilissement où est tombé ce peuple roi, cette nation maîtresse de l'univers, en un mot, les Romains? Dans les mêmes lieux où des consuls menaient en triomphe des rois captifs du temps de la république, de nos temps les successeurs des Caton et des Émile se dégradent de la virilité pour aspirer à l'honneur de chanter sur les théâtres des souverains, qui du temps de Scipion étaient regardés avec autant de mépris que nous en inspirent les Iroquois. *O tempora! o mores!* Les opéras, les tragédies et les comédies étaient inconnus en Allemagne il y a soixante ans. L'an 1740, l'industrie et le commerce plus raffinés avaient rendu l'Allemagne partie copartageante des trésors que les Indes versent annuellement en Europe : ces sources de l'opulence avaient amené avec elles les plaisirs, l'aisance, et peut-être les désordres des

mœurs qui en sont une suite. Tout avait augmenté, les habitans, les équipages, les meubles, les livrées, les carrosses et la somptuosité des tables. Ce qu'on voit de belle architecture dans le Nord, date environ du même temps. Le château et l'arsenal de Berlin, la chancellerie de l'empire, et l'église de Saint-Jean-Boromée, à Vienne, le château de Nymphenbourg en Bavière, le pont de Dresde, et le palais chinois de cette ville, le château de l'électeur à Manheim, le palais du duc de Würtemberg, à Louisbourg; tous ces édifices, quoiqu'ils n'égalent pas ceux d'Athènes et de Rome, sont pourtant supérieurs à l'architecture gothique de nos ancêtres. Dans les temps passés, les cours d'Allemagne paraissaient des temples où l'on célébrait des bacchanales; actuellement cette débauche, indigne de la bonne société, a été reléguée en Pologne, ou bien est devenue l'amusement de la populace. Il est encore quelques cours ecclésiastiques où le vin console les prêtres d'une passion plus aimable à laquelle ils sont obligés de renoncer par état. Autrefois il n'était point de cour d'Allemagne qui ne fût remplie de bouffons: la grossièreté de leurs plaisanteries suppléait à l'ignorance des conviés, et l'on entendait dire des sottises, faute de pouvoir dire de bonnes choses. Cet usage, qui est l'opprobre éternel du bon sens, a été aboli, et il n'y a que la cour d'Auguste II, roi de Pologne et électeur de Saxe, où il se conservait encore. Le cérémonial dans lequel l'imbécillité de nos aïeux plaça jadis la science des souverains, paraît essuyer un sort égal à celui des bouffons: l'étiquette souffre journellement des brèches; quelques cours l'ont entièrement abolie. Cependant la cour de l'empereur Charles VI fit exception à la règle: il était trop zélé sectateur des formules de l'étiquette de Bourgogne pour les abolir; il avait même dans sa dernière maladie, peu de momens avant sa fin, ordonné les messes et les heures pour l'appareil de sa pompe funèbre, et nommé les personnes qui devaient porter son cœur dans un étui d'or à je ne sais quel couvent. Les courtisans admiraient sa grandeur et sa dignité: les sages blâmaient son orgueil, qui semblait lui survivre.

Remarquons surtout que par un effet de l'argent répandu en Allemagne, et qui était assurément le triple de celui des temps antérieurs, non seulement le luxe avait doublé, mais le nombre des troupes que les souverains entretenaient, avait augmenté à proportion. A peine l'empereur Ferdinand Ier avait-il entretenu trente mille hommes. Charles VI en avait soudoyé dans la guerre de 1733 cent soixante-dix mille, sans fouler ses peuples. Louis XIII avait eu soixante mille soldats. Louis XIV en entretint deux cent vingt mille et jusqu'à trois cent soixante mille durant la guerre de succession. Depuis cette époque, tous, jusqu'au plus petit prince d'Allemagne, avaient augmenté leur état militaire. C'était par esprit d'imitation; car dans la guerre de 1683, Louis XIV leva le plus de troupes qu'il put, pour avoir une supériorité décidée sur ceux qu'il voulait combattre: il ne fit aucune réforme après la paix; ce qui força l'empereur et les princes d'Allemagne à garder sur pied autant de soldats qu'ils en pouvaient payer. Cette coutume une fois établie se perpétua dans la suite. Les guerres en devinrent beaucoup plus coûteuses; la dépense des magasins fut immense, pour entretenir ces cavaleries nombreuses et les rassembler en quartiers de cantonnement avant l'ouverture de la campa-

gne et la saison des fourrages. L'infanterie, toujours entretenue, changea presque d'état, tant on travailla à la perfectionner. Avant la guerre de succession, la moitié des bataillons portait des piques et l'autre des mousquets, et ils combattaient armés sur six lignes de profondeur; on se servait de ces piques contre la cavalerie; les mousquets faisaient un feu faible et rataient souvent à cause des mèches. Ces inconvéniens firent changer d'armes: on quitta les piques et les mousquets, et on les remplaça par des fusils armés de baïonnettes; ce qui réunit ce que le feu et le fer ont de plus terrible. Comme on fit consister dans le feu la force des bataillons, on diminna peu à peu leur profondeur en les étendant. Le prince d'Anhalt, qu'on peut appeler un mécanicien militaire, introduisit les baguettes de fer; il mit les bataillons à trois hommes de hauteur: et le défunt roi, par ses soins infinis, introduisit une discipline et un ordre merveilleux dans les troupes, et une précision jusque là inconnue en Europe pour les monvemens et les manœuvres. Un bataillon prussien devint une batterie ambulante, dont la vitesse de la charge triplait le feu, et donnait aux Prussiens l'avantage d'un contre trois. Les autres nations imitèrent depuis les Prussiens, mais imparfaitement. Charles XII avait introduit dans ses troupes l'usage de joindre deux canons à chaque bataillon. On fondit à Berlin des canons de trois, de six, de douze et de vingt-quatre livres, assez légers pour qu'on pût les manier à force de bras, et les faire avancer dans les combats avec les bataillons auxquels ils étaient attachés. Tant de nouvelles inventions transformaient nne armée en une forteresse monvante, dont l'accès était meurtrier et formidable. Ce fut dans la guerre de 1672 que les Français trouvèrent l'invention des pontons de cuivre transportables. Cet usage facile de construire des ponts rendit les rivières des barrières inutiles. L'art de l'attaque et de la défense des places est encore dû aux Français. Vauban surtout perfectionna la fortification; il rendit les onvrages rasans et les couvrit tellement par les glacis, que pour établir des batteries de brèche, si on ne les place à présent sur la crête du chemin couvert, les boulets ne sauraient parvenir au cordon de la maçonnerie qu'ils doivent ruiner. Depuis Vauban on a construit des chemins couverts maçonnés doubles, et peut-être a-t-on même trop mnltiplié les coupures. C'est surtout l'art des mines qui a fait les plus grands progrès. On étend les rameanx du chemin couvert à trente toises dn glacis: les places bien minées ont des galeries majeures et commandantes. Les rameaux sont à trois étages. Le mineur peut faire sauter le même point de défense jusqu'à sept fois. Pour les attaques, on a inventé les globes de compression, qui, s'ils sont bien appliqués, ruinent toutes les mines de la place à une distance de vingt-cinq pas du foyer. C'est dans les mines que consiste à présent la véritable force des places, c'est par leur usage que les gouverneurs pourront le plus prolonger la durée des siéges. De nos jours, les forteresses ne se prennent plus que par nne nombreuse artillerie. On compte trois pièces sur chaque batterie pour démonter un canon des ouvrages: on ajoute à de si nombreuses batteries celles de ricochet qui enfilent les lignes de prolongation; et à moins de ponvoir disposer de soixante mortiers employés à ruiner les défenses, on ne se hasarde guère à assiéger une place forte.

Les demi-sapes, les sapes ordinaires, les sapes tournantes, les places d'armes et les cavaliers de tranchées, sont autant de nouvelles inventions dont on se sert pour les attaques, qui en épargnant le monde, accélèrent la reddition des forteresses. Ce siècle a vu revivre des troupes armées à la légère : les pandours autrichiens, les légions françaises et nos bataillons francs ; les hussards, originaires de la Hongrie, mais imités par les autres troupes, remplacent cette cavalerie numide et parthe si fameuse du temps des Romains. Les milices anciennes ne connaissaient point d'uniforme ; il n'y a pas un siècle que les habits d'ordonnance ont été généralement admis. La marine encore a fait beaucoup de progrès, tant pour la construction des vaisseaux que pour rendre plus exact le calcul des pilotes ; mais cette matière étant très vaste, je la quitte, de crainte de m'engager dans une trop longue digression.

De tout ce que nous venons de rapporter du progrès des arts en Europe, il résulte que les pays du Nord avaient beaucoup gagné depuis la guerre de trente ans. Alors la France jouissait de l'avantage de tout ce qui est du ressort des belles-lettres et du goût, les Anglais de la géométrie et de la métaphysique, les Allemands de la chimie, des expériences de physique et de l'érudition ; les Italiens commençaient à tomber, mais la Pologne, la Russie, la Suède et le Danemarck étaient encore arriérés d'un siècle en comparaison des nations les plus policées. Ce qui mérite peut-être le plus nos réflexions, c'est le changement qui se voit depuis l'année 1740 dans la puissance des États. Nous en voyons quelques-uns dans leur accroissement, d'autres demeurent, pour ainsi dire, immobiles dans la même situation, et d'autres enfin tombent en consomption et menacent ruine. La Suède jeta son feu sous Gustave-Adolphe, elle dicta avec la France la paix de Westphalie ; sous Charles XII, elle vainquit les Danois, les Russes, et disposa pour un temps du trône de Pologne : il semble que cette puissance ait alors rassemblé toutes ses forces pour paraître comme une comète qui jette un grand éclat et se perd ensuite dans l'immensité de l'espace ; ses ennemis la démembrèrent en lui arrachant l'Estonie, la Livonie, les principautés de Brème et de Verden, et une grande partie de la Poméranie. La chute de la Suède fut l'époque de l'élévation de la Russie : cette puissance semble sortir du néant, pour paraître tout-à-coup avec grandeur, pour se mettre peu de temps après au niveau des puissances les plus redoutées. On pourrait appliquer à Pierre Ier ce qu'Homère dit de Jupiter : il fit trois pas, et il fut au bout du monde. En effet, abattre la Suède, donner successivement des rois à la Pologne, abaisser la Porte Ottomane et envoyer des troupes pour combattre les Français sur leurs frontières, c'est bien aller au bout du monde. On vit de même la maison de Brandebourg quitter le banc des électeurs pour s'asseoir parmi les rois ; elle ne figurait aucunement dans la guerre de trente ans. La paix de Westphalie lui valut des provinces qu'une bonne administration rendit opulentes. La paix et la sagesse du gouvernement formèrent une puissance naissante, presque ignorée de l'Europe, parce qu'elle travaillait en silence, et que ses progrès n'étaient pas rapides, mais l'ouvrage du temps. On parut étonné lorsqu'elle commença à se développer.

Les agrandissemens de la France, dus tant à ses armes qu'à sa politique,

furent plus prompts et plus considérables. Louis XV se trouva par ses possessions supérieur d'un tiers à celles de Louis XIII; la Franche-Comté, l'Alsace, la Lorraine et une partie de la Flandre annexée à cet empire, lui donnaient une force bien supérieure à celle des temps passés; ajoutez-y surtout l'Espagne, soumise à une branche de la maison de Bourbon, qui la délivrant, au moins pour long-temps, des diversions qu'elle avait toujours à craindre des rois d'Espagne de la branche autrichienne, lui donne à présent la faculté de se servir de ses forces entières contre celui de ses voisins qu'elle juge nécessaire de combattre. Les Anglais, de leur côté, ne se sont pas oubliés. Gibraltar et Port-Mahon sont des acquisitions importantes pour une nation commerçante; ils se sont enrichis prodigieusement par toute sorte de trafics: peut-être que l'électorat de Hanovre, assujetti à leur domination, ne leur est pas inutile, par l'influence qu'il leur donne dans les affaires d'Allemagne, auxquelles ils ne prenaient autrefois aucune part. On croit généralement que la nation anglaise, à présent susceptible de corruption, en est devenue moins libre; du moins en est-elle plus tranquille. La maison de Savoie ne s'est pas oubliée non plus: elle acquit la Sardaigne et la royauté; elle écorna le Milanais, et les politiques la regardent comme un cancer qui ronge la Lombardie. L'Espagne avait établi don Carlos dans le royaume de Naples. La maison d'Autriche ne jouissait pas des mêmes avantages. La guerre de succession avait fait de l'empereur Charles VI un des plus puissans princes de l'Europe; mais l'envie de ses voisins le dépouilla bientôt d'une partie de ses acquisitions et le remit au niveau de la fortune de ses prédécesseurs. Depuis l'extinction de la branche de Charles-Quint en Espagne, la maison d'Autriche avait perdu premièrement l'Espagne, passée entre les mains des Bourbons; une partie de la Flandre; depuis, le royaume de Naples et une partie du Milanais. Il ne resta donc à Charles VI, de la succession de Charles II, que quelques villes en Frandre et une partie du Milanais. Les Turcs lui enlevèrent encore la Servie, qui fut également cédée par la paix de Belgrade. La seule chose que la maison d'Autriche ait gagnée, c'est d'avoir établi un préjugé en sa faveur qui règne assez généralement dans l'empire, en Angleterre, en Hollande, même en Danemarck, que la liberté de l'Europe est attachée au destin de cette maison. Le Portugal, la Hollande, le Danemarck, la Pologne, étaient demeurés tels qu'ils avaient été, sans augmentation ni perte. De toutes ces puissances, la France et l'Angleterre avaient une prépondérance décidée sur les autres; l'une par ses troupes de terre et ses grandes ressources, l'autre par ses flottes et les richesses qu'elle devait à son commerce. Ces puissances étaient rivales, jalouses de leur agrandissement: elles pensaient tenir la balance de l'Europe, et se regardaient comme deux chefs de parti, auxquels devaient s'attacher les princes et les rois. Outre l'ancienne haine que la France conservait contre les Anglais, elle avait une inimitié égale contre la maison d'Autriche, par une suite des guerres continuelles entre ces deux maisons depuis la mort de Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne. La France avait voulu ranger la Flandre et le Brabant sous ses lois et pousser les limites de sa domination jusqu'aux bords du Rhin. Un tel projet ne pouvait pas s'exécuter de suite; il fallait

que le temps le mûrit et que les occasions le favorisassent. Les Français veulent vaincre pour faire des conquêtes; les Anglais veulent acheter des princes pour en faire des esclaves; tous deux donnent le change au public, pour détourner les regards de leur propre ambition. L'Espagne et l'Autriche étaient à peu près égales en force. L'Espagne ne pouvait faire la guerre qu'au Portugal, ou bien à l'empereur, en Italie. L'empereur pouvait la porter de tout côté; il avait plus de sujets que l'Espagne, et par l'intrigue il pouvait joindre à ses forces celles de l'empire germanique; l'Espagne avait plus de ressources dans ses richesses; l'Autriche n'en avait guère, et quelque impôt qu'elle eût établi sur les peuples, il lui fallait des subsides étrangers pour soutenir quelques années ses troupes en campagne. Alors elle était épuisée par la guerre des Turcs, et surchargée de dettes que ces troubles lui avaient fait contracter. La Hollande, quoique opulente, ne se mêlait d'aucune querelle étrangère, à moins que la nécessité ne l'obligeât à défendre sa barrière contre la France: elle n'était occupée qu'à éloigner l'occasion de faire élire un nouveau stadhouder. La Prusse, moins forte que l'Espagne et l'Autriche, pouvait cependant paraître à la suite de ces puissances, sans cependant se mesurer à elles d'égal à égal. Les revenus de l'État, comme nous l'avons dit, ne dépassaient pas sept millions. Les provinces, pauvres et arriérées encore par les malheurs qu'elles avaient soufferts de la guerre de trente ans, étaient hors d'état de fournir des ressources au souverain; il ne lui en restait d'autres que ses épargnes: le feu roi en avait fait, et quoique les moyens ne fussent pas fort considérables, ils pouvaient suffire dans le besoin pour ne pas laisser échapper une occasion qui se présentait. Mais il fallait de la prudence dans la conduite des affaires, ne pas traîner les guerres en longueur, et se hâter d'exécuter ses desseins. Ce qu'il y avait de plus fâcheux, c'est que l'État n'avait point de forme régulière. Des provinces peu larges, et pour ainsi dire éparpillées, tenaient depuis la Courlande jusqu'au Brabant. Cette situation entrecoupée multipliait les voisins de l'État, sans lui donner de consistance, et faisait qu'il avait bien plus d'ennemis à redouter que s'il eût été arrondi. La Prusse ne pouvait agir alors qu'en s'épaulant de la France ou de l'Angleterre. On pouvait cheminer avec la France, qui avait fort à cœur la gloire et l'abaissement de la maison d'Autriche. On ne pouvait tirer des Anglais que des subsides destinés à se servir des forces étrangères pour leurs propres intérêts. La Russie n'avait point alors assez de poids dans la politique européenne pour déterminer dans la balance la supériorité du parti qu'elle embrassait. L'influence de ce nouvel empire ne s'étendait encore que sur ses voisins les Suédois et les Polonais. Et pour les Turcs, la politique du temps avait établi que lorsque les Français les excitaient ou contre l'Autriche ou contre la Russie, ces deux puissances recouraient à Thamas-Koulican, qui, par le moyen d'une diversion, les délivrait de ce qu'ils avaient à craindre de la part de la Porte. Ce que nous venons d'indiquer était l'allure commune de la politique. Il y avait sans doute de temps à autre des exceptions à la règle; mais nous ne nous arrêtons ici qu'au calcul ordinaire des probabilités.

L'objet qui intéressait alors le plus l'Europe, c'était la succession de la maison d'Autriche, qui devait arriver

à la mort de l'empereur Charles VI, dernier mâle de la maison de Habsbourg. Nous avons dit que pour prévenir le démembrement de cette monarchie, Charles VI avait fait une loi domestique sous le nom de pragmatique sanction, pour assurer son héritage à sa fille Marie-Thérèse. La France, l'Angleterre, la Hollande, la Sardaigne, la Saxe, l'empire romain avaient garanti cette pragmatique sanction; le feu roi Frédéric-Guillaume même l'avait garantie, à condition que la cour de Vienne lui assurât la succession de Juliers et de Bergue. L'empereur lui en promit la possession éventuelle et ne remplit point ses engagemens; ce qui dispensait le roi de la garantie de la pragmatique sanction, à laquelle le feu roi s'était engagé conditionnellement.

La succession des duchés de Juliers et de Bergue, dont le cas paraissait proche l'an 1740, faisait alors l'objet le plus intéressant de la politique de la maison de Brandebourg. Frédéric-Guillaume n'avait point contracté d'alliance, sentant sa fin prochaine, pour laisser à son successeur la liberté de former des liaisons selon que les circonstances et l'occasion l'exigeraient. Après la mort du roi, la cour de Berlin entama des négociations à Vienne, à Paris, comme à Londres, pour pressentir laquelle de ces puissances se trouverait le plus favorablement disposée pour ses intérêts. Elle les trouva également froides, parce que les vues ne s'unissent que lorsque les besoins réciproques forment les liens des alliances, et l'Europe se souciait peu que le roi ou quelque autre prince eût le duché de Bergue. La France consentait, à la vérité, à ce que le roi démembrât une lisière de ce duché; c'était trop peu pour contenter les désirs d'un jeune roi ambitieux, qui voulait tout ou rien. Remarquons sur toute chose que l'empereur Charles VI ne s'en était pas tenu à une simple garantie du duché de Bergue, mais qu'il en avait promis la possession au roi de Pologne, électeur de Saxe, et que durant l'ambassade du prince de Lichtenstein à Paris, il avait donné une promesse toute pareille au prince de Sulzbach, héritier de l'électeur palatin. Fallait-il se laisser sacrifier par la cour de Vienne? fallait-il se contenter de cette lisière du duché de Bergue que la France permettait à la Prusse d'occuper? ou fallait-il en venir à la voie des armes pour se faire soi-même raison de ses droits? Dans cette crise, le roi résolut de se servir de toutes ses ressources pour se mettre dans une situation plus formidable : ce qu'il exécuta sans différer davantage. Par le moyen d'une bonne économie, il leva quinze nouveaux (1) bataillons, et il attendit dans cette position les évènemens qu'il plairait à la fortune de lui fournir, pour se rendre à lui-même la justice que d'autres lui refusaient.

(1) Régimens de Camas, Munchow, Dohna, Henri, Persod, Brunswick, Eisenach et Einfiedel.

FRÉDÉRIC II.

CHAPITRE Ier.

Raisons de faire la guerre à la reine de Hongrie après la mort de l'empereur Charles VI. — Campagne d'hiver en Silésie.

L'acquisition du duché de Bergue rencontrait beaucoup de difficultés dans l'exécution. Pour s'en faire une idée nette, il faut se mettre précisément dans la situation où le roi se trouvait. Il pouvait mettre à peine soixante mille hommes en campagne; il n'avait de ressource, pour soutenir ses entreprises, que dans le trésor que le feu roi lui avait laissé. S'il voulait entreprendre la conquête du duché de Bergue, il devait y employer toutes ses troupes; parce qu'il avait affaire à forte partie, qu'il fallait lutter contre la France, et prendre en même temps la ville de Dusseldorff. La supériorité seule de la France suffisait pour le faire désister de cette entreprise, quand il n'y aurait pas eu encore d'autres empêchemens aussi considérables et aussi contraires à ses vues. Ces difficultés venaient des prétentions approchantes de celles du roi, que la maison de Saxe avait au pays de Juliers et de Bergue, et de la jalousie qu'inspirait à la maison de Hanovre celle de Brandebourg. Si, dans ces circonstances, le roi s'était porté avec toutes ses forces aux bords du Rhin, il devait s'attendre que laissant ses pays héréditaires vides de troupes, il les exposait à être envahis par les Saxons et les Hanovriens, qui n'auraient pas manqué d'y faire une diversion : et dans le cas où le roi aurait laissé une partie de son armée dans la Marche pour garantir ses États contre la mauvaise volonté de ses voisins, il se serait trouvé trop faible des deux côtés. La France avait garanti la succession palatine au duc de Sulzbach, pour obtenir la neutralité du vieil électeur pendant la guerre qu'elle fit sur le Rhin. Ce n'aurait pas été cette garantie qui aurait arrêté le roi, car communément ce sont des paroles aussitôt données que violées; mais l'intérêt de la France voulait des voisins faibles sur les bords du Rhin, et non des princes puissans et capables de lui résister. A peu près dans le même temps, le comte de Seckendorff, qui avait été détenu dans les prisons de Grætz, obtint sa liberté, à condition de remettre à l'empereur tous les ordres par lesquels il avait été autorisé à donner au feu roi de Prusse les assurances les plus solennelles de l'assistance que

l'empereur lui promettait, pour favoriser ses droits à la succession des duchés de Juliers et de Bergue. Cet exposé montre combien les circonstances étaient peu favorables à la maison de Brandebourg, et ce sont les raisons qui déterminèrent le roi à s'en tenir au traité provisionnel que son père avait conclu avec la France. Mais si des raisons aussi fortes modéraient les désirs de la gloire dont le roi était animé, des motifs non moins puissans le pressaient de donner au commencement de son règne des marques de vigueur et de fermeté, pour faire respecter sa nation en Europe. Les bons citoyens avaient tous le cœur ulcéré du peu d'égard que les puissances avaient eu pour le feu roi, surtout dans les dernières années de son règne, et de la flétrissure que le monde imprimait au nom prussien. Comme ces choses influèrent beaucoup sur la conduite du roi, nous nous croyons obligés de répandre quelques éclaircissemens sur cette matière.

La conduite sage et circonspecte du feu roi lui avait été imputée à faiblesse. Il eut, l'année 1727, des brouilleries avec les Hanovriens sur des bagatelles qui se terminèrent par conciliation : peu de temps après survinrent des démêlés aussi peu importans avec les Hollandais, qui de même furent accommodés à l'amiable. De ces deux exemples de modération, ses voisins et ses envieux conclurent qu'on pouvait l'insulter impunément ; qu'au lieu de forces réelles, les siennes n'étaient qu'apparentes ; qu'au lieu d'officiers entendus, il n'avait que des maîtres d'escrime, et au lieu de braves soldats, des mercenaires peu affectionnés à l'État, et que pour lui, il menaçait toujours et ne frappait jamais. Le monde, superficiel et léger dans ses jugemens, accréditait de pareils discours, et ces préjugés se répandirent dans toute l'Europe. La gloire à laquelle le feu roi aspirait (plus juste que celle des conquérans), avait pour objet de rendre son pays heureux, de discipliner son armée et d'administrer ses finances avec l'ordre et l'économie la plus sage. Il évitait la guerre pour ne point être distrait d'aussi belles entreprises ; par ce moyen il s'acheminait sourdement à la grandeur, sans éveiller l'envie des souverains. Dans les dernières années de sa vie, les infirmités du corps avaient entièrement ruiné sa santé, et son ambition n'eût jamais consenti à confier ses troupes à d'autres mains qu'aux siennes. Toutes ces différentes causes réunies rendirent son règne heureux et pacifique. Si l'opinion que l'on avait du roi n'avait été qu'une erreur spéculative, la vérité aurait tôt ou tard détrompé le public ; mais les souverains présumaient si désavantageusement de son caractère, que ses alliés gardaient aussi peu de ménagement envers lui que ses ennemis. Preuve de cela, la cour de Vienne et celle de Russie convinrent avec le feu roi de placer un prince de Portugal sur le trône de Pologne. Ce projet tomba subitement, et elles se déclarèrent pour Auguste II, électeur de Saxe, sans daigner même en donner la moindre connaissance au roi. L'empereur Charles VI avait obtenu, à de certaines conditions, un secours de dix mille hommes que le feu roi envoya l'année 1734 sur le Rhin contre les Français, et il se crut au-dessus de l'obligation de remplir ces chétifs engagemens. Le roi George II d'Angleterre appelait le feu roi son frère le caporal ; il disait qu'il était roi des grands chemins et l'archisablier de l'empire romain : tous les procédés de ce prince portaient l'empreinte du plus profond mépris. Les



officiers prussiens, qui, selon les priviléges des électeurs, enrôlaient des soldats dans les villes impériales, se trouvaient exposés à mille avanies : on les arrêtait, on les traînait dans des cachots où on les confondait avec les plus vils scélérats : enfin ces excès allaient à un point qu'ils n'étaient plus soutenables. Un misérable évêque de Liége se faisait honneur de donner des mortifications au feu roi. Quelques sujets de la seigneurie de Herstall, appartenant à la Prusse, s'étaient révoltés ; l'évêque leur donna sa protection. Le feu roi envoya le colonel Creutz à Liége, muni d'une lettre de créance, pour accommoder cette affaire. Qui ne voulut pas le recevoir? ce fut monseigneur l'évêque : il vit arriver trois jours de suite cet envoyé dans la cour de sa maison, et autant de fois il lui en interdit l'entrée.

Cet évènement et bien d'autres encore qu'on omet par amour de la brièveté, apprirent au roi qu'un prince doit faire respecter sa personne, surtout sa nation ; que la modération est une vertu que les hommes d'Etat ne doivent pas toujours pratiquer à la rigueur, à cause de la corruption du siècle, et que dans un changement de règne, il était plus convenable de donner des marques de fermeté que de douceur.

Pour rassembler ici tout ce qui pouvait animer la vivacité d'un jeune prince parvenu à la régence, ajoutons que Frédéric Ier, en érigeant la Prusse en royaume, avait, par cette vaine grandeur, mis un germe d'ambition dans sa postérité; elle devait fructifier tôt ou tard. La monarchie qu'il avait laissée à ses descendans était, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, une espèce d'hermaphrodite qui tenait plus de l'électorat que du royaume. Il y avait de la gloire à décider cet être, et ce sentiment fut sûrement un de ceux qui fortifièrent le roi dans les grandes entreprises où tant de motifs l'engageaient. Quand même l'acquisition du duché de Bergue n'eût pas rencontré des obstacles presque insurmontables, le sujet en était si mince, que la possession n'en agrandissait que très peu la maison de Brandebourg. Ces réflexions firent que le roi tourna ses vues sur la maison d'Autriche, dont la succession, après la mort de l'empereur, devenait litigieuse, et le trône des Césars vacant. Cet évènement ne pouvait être que favorable par le rôle distingué que le roi jouait en Allemagne, par les différens droits des maisons de Saxe et de Bavière à ces Etats, par le nombre des candidats qui postuleraient la couronne impériale, enfin par la politique de la cour de Versailles, qui dans une pareille occasion, devait naturellement s'en saisir pour profiter des troubles que la mort de l'empereur Charles VI ne pouvait manquer d'exciter. Cet évènement ne se fit point attendre. L'empereur Charles VI termina ses jours à la Favorite, le 25 octobre de l'année 1740. Cette nouvelle arriva à Reinsberg, où le roi était attaqué de la fièvre quarte. Les médecins, infatués d'anciens préjugés, ne voulurent point lui donner du quinquina; il en prit malgré eux, parce qu'il se proposait des choses plus importantes que de soigner la fièvre. Il résolut aussitôt de revendiquer les principautés de la Silésie, auxquelles sa maison avait des droits incontestables, et il se prépara en même temps à soutenir ses prétentions, s'il le fallait, par la voie des armes. Ce projet remplissait toutes ses vues politiques ; c'était un moyen d'acquérir de la réputation, d'augmenter la puissance de l'Etat et de terminer ce

qui regardait cette succession litigieuse du duché de Bergue. Cependant, avant que de se déterminer entièrement, le roi mit en balance les risques qu'il y avait à courir en entreprenant une pareille guerre, et de l'autre les avantages qu'il pouvait en espérer.

D'un côté se présentait la puissante maison d'Autriche, qui ne pouvait pas manquer de ressources avec tant de vastes provinces; une fille d'empereur attaquée, qui devait trouver des alliés dans le roi d'Angleterre, dans la république de Hollande et chez la plupart des princes de l'empire qui avaient garanti la phragmatique sanction. Ce duc de Courlande, qui gouvernait alors la Russie, était aux gages de la cour de Vienne; et de plus la jeune reine de Hongrie pouvait mettre la Saxe dans ses intérêts, en lui cédant quelques cercles de la Bohême; et quant au détail de l'exécution, la stérilité de l'année 1740 devait faire craindre de manquer de moyens pour former des magasins et fournir des vivres aux troupes. Les risques étaient grands. Il fallait craindre les vicissitudes des armes. Une bataille perdue pouvait être décisive. Le roi n'avait point d'alliés, et il ne pouvait opposer que des troupes sans expérience à de vieux soldats autrichiens blanchis sous le harnais et aguerris par tant de campagnes.

D'autre part, une foule de réflexions ranimaient toutes les espérances du roi. La situation de la cour de Vienne, après la mort de l'empereur, était des plus fâcheuses. Les finances étaient dérangées, l'armée était délabrée et découragée par les mauvais succès qu'elle avait eus contre les Turcs, le ministère était désuni; avec cela placez à la tête de ce gouvernement une jeune princesse sans expérience, qui doit défendre une succession litigieuse, et il en résulte que ce gouvernement ne devait pas paraître redoutable. D'ailleurs il était impossible que le roi manquât d'alliés. La rivalité qui subsistait entre la France et l'Angleterre assurait nécessairement au roi une de ces deux puissances; et de plus, tous les prétendans à la succession de la maison d'Autriche devaient unir leurs intérêts à ceux de la Prusse. Le roi disposait de sa voix pour l'élection impériale; il pouvait s'accommoder, quant à ses prétentions sur le duché de Bergue, soit avec la France, soit avec l'Autriche; et enfin la guerre qu'il pouvait entreprendre en Silésie, était l'unique espèce d'offensive que favorisait la situation de ses Etats, vu qu'elle était à portée de ses frontières, et que l'Oder lui fournissait une communication toujours sûre.

Ce qui acheva de déterminer le roi à cette entreprise, ce fut la mort d'Anne, impératrice de Russie, qui suivit de près celle de l'empereur. Par son décès, la couronne retombait au jeune Iwan, grand-duc de Russie, fils d'une princesse de Mecklenbourg et du prince Antoine Ulric de Brunswick, beau-frère du roi. Les apparences étaient que durant la minorité du jeune empereur, la Russie serait plus occupée à maintenir la tranquillité dans son empire qu'à soutenir la pragmatique sanction, pour laquelle l'Allemagne ne pouvait manquer d'éprouver des troubles; ajoutez à ces raisons une armée toute prête à agir, des fonds tout trouvés, et peut-être l'envie de se faire un nom; tout cela fut cause de la guerre que le roi déclara à Marie-Thérèse d'Autriche, reine de Hongrie et de Bohême. Il semblait que ce fût l'époque des changemens et des révolutions. La princesse de Mecklenbourg-Brunswick,

mère de l'empereur Iwan, se trouvait, elle et son fils, sous la tutelle du duc de Courlande, auquel l'impératrice Anne, en mourant, avait confié l'administration de l'empire. Cette princesse pensait qu'il était au-dessous de sa naissance d'obéir à un autre; elle crut que la tutelle lui convenait plus en qualité de mère qu'à Biron, qui n'était ni Russe ni parent de l'empereur. Elle employa habilement le maréchal Munich, dont elle mit l'ambition en jeu. Biron fut arrêté, puis exilé au fond de la Sibérie, et la princesse de Mecklenbourg s'empara du gouvernement. Ce changement paraissait avantageux à la Prusse; car Biron son ennemi fut exilé, et le mari de la régente, Antoine de Brunswick, était beau-frère du roi. La princesse de Mecklenbourg joignait à de l'esprit tous les caprices et tous les défauts d'une femme mal élevée; son mari, faible, sans génie, n'avait de mérite qu'une valeur distincte. Munich, le mobile de leur élévation, le vrai héros de la Russie, était en même temps le dépositaire de l'autorité souveraine. Sous le prétexte de cette révolution, le roi envoya le baron de Winterfield en ambassade en Russie, pour féliciter le prince de Brunswick et son épouse de l'heureux succès de cette entreprise. Le vrai motif, l'objet caché de cette mission, était de gagner Munich, beau-père de Winterfield, et de le rendre favorable aux desseins qu'on était sur le point d'exécuter, à quoi Winterfield réussit aussi heureusement qu'on le pouvait désirer.

Quelque précaution que l'on prît à Berlin pour cacher l'expédition que l'on méditait, il était impossible de faire des magasins, de préparer du canon et de mouvoir des troupes incognito; déjà le public se doutait de quelque entreprise. M. Damrath, envoyé de l'empereur à Berlin, avertit sa cour qu'un orage la menaçait, et qu'il pourrait bien fondre sur la Silésie. Le conseil de la reine lui répondit de Vienne: « Nous ne voulons ni ne pouvons ajouter foi aux nouvelles que vous nous mandez. » On envoya pourtant le marquis de Botta à Berlin, pour complimenter le roi sur son avènement au trône, mais plus encore pour juger si Damrath avait donné de fausses alarmes. Le marquis de Botta, fin et pénétrant, s'aperçut d'abord de quoi il était question, et après avoir fait, le jour de son audience, les complimens d'usage, il s'étendit sur les incommodités de la route qu'il avait faite et s'appesantit un peu sur les mauvais chemins de la Silésie, que les inondations avaient tellement rompus, qu'ils étaient devenus impraticables. Le roi ne fit pas semblant de le comprendre, et répondit que le pis qui pût arriver à ceux qui auraient ces chemins à traverser, serait d'être des voyageurs crottés.

Quoique le roi fût fermement déterminé dans le parti qu'il avait pris, il jugea qu'il était cependant convenable de faire des tentatives d'accommodement avec la cour de Vienne. Dans cette vue, le comte de Gotter y fut envoyé. Il devait déclarer à la reine de Hongrie: qu'en cas qu'elle voulût faire raison des droits que le roi avait sur la Silésie, ce prince lui offrait son assistance contre les ennemis ouverts ou secrets qui voudraient démembrer la succession de Charles VI, et sa voix à la diète de l'élection impériale au grand duc de Toscane. Comme il était à supposer que ces offres seraient rejetées, dans ce cas le comte de Gotter était autorisé à déclarer la guerre à la reine de Hongrie. L'armée fut plus diligente que cette ambassade; elle entra en Si-

lésie, comme on le verra dans la suite, deux jours avant l'arrivée du comte de Gotter à Vienne.

Vingt bataillons (1) et trente-six escadrons furent mis en marche pour s'approcher des frontières de la Silésie; ils devaient être suivis de six bataillons destinés au blocus de la forteresse de Glogau. Ce nombre, tout faible qu'il était, parut suffisant pour s'emparer d'un pays sans défense; il donnait d'ailleurs l'avantage de pouvoir amasser pour le printemps prochain des magasins qu'une grosse armée aurait consumés pendant l'hiver. Avant que le roi partît pour joindre ses troupes, il donna audience au marquis de Botta, auquel il dit les mêmes choses que le comte de Gotter devait déclarer à Vienne. Botta s'écria: « Vous allez ruiner la maison d'Autriche, Sire, et vous y abîmer en même temps. — Il ne dépend que de la reine, reprit le roi, d'accepter les offres qui lui sont faites.» Cela rendit le marquis rêveur; il se recueillit cependant, et reprenant la parole d'un ton de voix et d'un air ironique, il dit: « Sire, vos troupes sont belles, j'en conviens; les nôtres n'ont pas cette apparence, mais elles ont vu le loup; pensez, je vous en conjure, à ce que vous allez entreprendre. » Le roi s'impatienta et reprit avec vivacité: « Vous trouvez que mes troupes sont belles, et je vous ferai convenir qu'elles sont bonnes. » Le marquis fit encore quelques instances pour qu'on différât l'exécution de ce projet. Le roi lui fit comprendre qu'il était trop tard et que le Rubicon était passé. Tout le projet sur la Silésie ayant éclaté, une entreprise aussi hardie causa une effervescence singulière dans l'esprit du public. Les âmes faibles et timorées présageaient la chute de l'Etat, d'autres croyaient que le prince abandonnait tout au hasard, et appréhendaient qu'il ne prît pour modèle Charles XII. Le militaire espérait de la fortune et prévoyait de l'avancement. Les frondeurs, dont il se trouve dans tout pays, enviaient à l'Etat les accroissemens dont il était susceptible. Le prince d'Anhalt était furieux de ce qu'il n'avait pas conçu ce plan et n'était pas le premier mobile de l'exécution; il prophétisait, comme Jonas, des malheurs qui n'arrivèrent ni à Ninive ni à la Prusse. Ce prince regardait l'armée impériale comme son berceau; il avait des obligations à Charles VI, qui avait donné un brevet de princesse à sa femme, et il craignait avec cela l'agrandissement du roi, qui réduisait un voisin comme le prince d'Anhalt au néant. Ces sujets de mécontentement l'engagèrent à semer la défiance et l'épouvante dans tous les esprits; il aurait voulu intimider le roi lui-même, si cela avait été faisable; mais le parti était trop bien pris et les choses poussées trop avant pour pouvoir reculer. Cependant, pour prévenir le mauvais effet que des propos d'un grand général comme était le prince d'Anhalt pouvaient faire sur les officiers, le roi jugea à propos d'assembler, avant son départ, les officiers de la garnison de Berlin, et de leur parler en ces termes: « J'entreprends une guerre, Messieurs, » dans laquelle je n'ai d'autres alliés » que votre valeur et votre bonne vo» lonté: ma cause est juste, et mes » ressources sont dans la fortune. Sou» venez-vous sans cesse de la gloire que » vos ancêtres se sont acquise dans les » plaines de Varsovie, à Fehrbellin et » dans l'expédition de la Prusse. Votre » sort est entre vos mains; les distinc» tions et les récompenses attendent

(1) Décembre.

» que vos belles actions les méritent. » Mais je n'ai pas besoin de vous exci- » ter à la gloire ; vous n'avez qu'elle de- » vant les yeux, c'est le seul objet di- » gne de vos travaux. Nous allons af- » fronter des troupes qui, sous le prince » Eugène, ont eu la plus grande répu- » tation : quoique ce prince n'existe » plus, d'autant plus d'honneur y aura- » t-il à vaincre, que nous aurons à me- » surer nos forces contre de braves » soldats. Adieu ! partez. Je vous sui- » vrai incessamment au rendez-vous de » la gloire qui nous attend. »

Le roi partit de Berlin après un grand bal masqué ; il arriva le 21 décembre à Crossen. Une singularité voulut que ce jour même, une corde, apparemment usée, à laquelle la cloche de la cathédrale était suspendue, se rompît. La cloche tomba, et cela fut pris pour un sinistre présage ; car il régnait encore dans l'esprit de la nation des idées superstitieuses. Pour détourner ces mauvaises impressions, le roi expliqua ces signes avantageusement. Cette cloche tombée signifiait, selon lui, l'abaissement de ce qui était élevé ; et comme la maison d'Autriche l'était infiniment plus que celle de Brandebourg, cela présageait clairement les avantages qu'on remporterait sur elle. Quiconque connaît le public, sait que de telles raisons sont suffisantes pour le convaincre.

Ce fut le 23 décembre (1) que l'armée entra en Silésie. Les troupes marchèrent par cantonnement, tant parce qu'il n'y avait point d'ennemi, que parce que la saison ne permettait pas de camper : elles répandirent sur leur passage la déduction des droits de la maison de Brandebourg sur la Silésie. On publia en même temps un manifeste contenant en substance : que les Prussiens prenaient possession de cette province pour la garantir contre l'irruption d'un tiers, ce qui marquait assez clairement qu'on n'en sortirait pas impunément. Ces précautions firent que le peuple et la noblesse ne regardèrent point l'entrée des Prussiens en Silésie comme l'irruption d'un ennemi, mais comme un secours officieux qu'un voisin prêtait à son allié. La religion encore, ce préjugé sacré chez le peuple, concourait à rendre les esprits prussiens ; parce que les deux tiers de la Silésie sont composés de protestans qui, long-temps opprimés par le fanatisme autrichien, regardaient le roi comme un sauveur que le ciel leur avait envoyé.

En remontant l'Oder, la première forteresse qu'on rencontre, c'est Glogau. La ville est située sur la rive gauche de cette rivière ; son enceinte est médiocre, environnée d'un mauvais rempart dont la moindre partie était revêtue. Son fossé pouvait se passer en plusieurs endroits ; la contrescarpe était presque détruite. Comme la saison rigoureuse empêchait d'en faire le siége dans les formes, on se contenta de la bloquer ; d'ailleurs la grosse artillerie n'était point encore arrivée. La cour de Vienne avait donné des ordres précis à Wenzel Wallis, gouverneur de la place, de ne point commettre les premières hostilités ; il crut que de le bloquer n'était pas l'assiéger, et il se laissa paisiblement enfermer dans ses remparts. Depuis la paix de Belgrade, la plus grande partie de l'armée autrichienne était demeurée en Hongrie. Au bruit de la rupture des Prussiens, le général Braun fut envoyé en Silésie, où il put rassembler à peine trois mille hommes ; il tenta de s'emparer de Breslau tant par la ruse que par la force,

(1) 1740.

mais inutilement. Cette ville jouissait de priviléges semblables à ceux des villes impériales : c'était une petite république gouvernée par ses magistrats, et qui était exempte de toute garnison. L'amour de la liberté et du luthéranisme préservèrent ses habitans des fléaux de la guerre ; ils résistèrent aux sollicitations du général Braun, qui l'aurait pourtant à la fin emportée, si le roi n'eût hâté sa marche pour l'obliger à la retraite. Dans ces entrefaites, le prince Léopold d'Anhalt arriva à Glogau avec six bataillons et cinq escadrons ; il releva les troupes du blocus, et le roi partit sur-le-champ avec les grenadiers de l'armée, six bataillons et dix escadrons, pour gagner Breslau sans perte de temps. Après quatre jours de marche, il se trouva aux portes de cette capitale, tandis que le maréchal de Schwérin longeait le pied des montagnes et dirigeait sa marche par Liegnitz, Schweidnitz et Franckenstein, pour purger d'ennemis cette partie de la Silésie.

Le premier de janvier, le roi s'empara des faubourgs de Breslau sans résistance, et envoya les colonels de Borck et de Goltz pour sommer la ville de se rendre : en même temps quelques troupes passèrent l'Oder et se cantonnèrent au dôme. Par là, le roi se trouvait maître des deux côtés de la rivière et bloquait effectivement cette ville mal approvisionnée, qui fut forcée d'entrer en composition. Il faut observer que les fossés de la ville étant gelés, la bourgeoisie pouvait craindre d'être emportée par un assaut général. Le zèle de la religion luthérienne abrégea toutes les longueurs de cette négociation : un cordonnier enthousiaste subjugua le petit peuple, lui communiqua son fanatisme et le souleva au point d'obliger les magistrats à signer un acte de neutralité avec les Prussiens, et à leur ouvrir les portes de la ville. Dès que le roi fut entré dans cette capitale, il licencia toutes les personnes en place qui se trouvaient au service de la reine de Hongrie. Ce coup d'autorité prévint toutes les menées sourdes dont ces anciens serviteurs de la maison d'Autriche auraient fait usage dans la suite pour cabaler contre les intérêts des Prussiens. Cette affaire terminée, un détachement d'infanterie passa l'Oder pour chasser de Namslau une garnison autrichienne de trois cents hommes, qui, quinze jours après, se rendit prisonnière de guerre. On ne laissa qu'un régiment d'infanterie dans les faubourgs de Breslau, et le roi dirigea sa marche sur Ohlau, où Braun avait jeté le colonel Formentini avec quatre cents hommes. Cette ville prend son nom d'une petite rivière qui passe sous ses murs ; elle était entourée d'un mauvais rempart à demi éboulé et d'un fossé sec : le château, qui vaut un peu mieux, ne peut se prendre qu'avec du canon. Pendant qu'on se disposait à donner un assaut général à cette bicoque, le commandant capitula. La garnison se débanda en sortant, et il ne lui resta que cent vingt hommes, avec lesquels il fut envoyé à Neisse. Les ennemis avaient à Brieg une garnison de douze cents hommes, et pour la bloquer, ainsi que les autres places, le général Kleist en fit l'investissement avec cinq bataillons et quatre escadrons. Pendant que le roi avait pris ou bloqué les places le long de l'Oder, le maréchal de Schwérin était arrivé à Franckenstein, en approchant de la rivière de Neisse, qui sépare la haute Silésie de la basse ; il tomba sur les dragons de Lichtenstein, qu'il poussa sur Ottmachau : ce château épiscopal a un pont sur la Neisse. M. de Braun, pour

couvrir et faciliter sa retraite, y jeta trois compagnies de grenadiers. Le maréchal de Schwérin les bloqua; le lendemain, le roi le joignit avec des mortiers et quelques pièces de douze livres. Dès que les batteries furent en état de jouer, le major Mussling, commandant de la garnison, se rendit à discrétion. Il ne restait plus que la ville de Neisse à prendre; mais elle valait mieux pour sa force que toutes les autres. Cette ville est située au-delà de Neisse, fortifiée d'nn bon rempart de terre et d'un fossé qui a sept pieds d'eau de profondeur, environnée d'nn terrain bas et marécageux, où Roth, qui en était commandant, avait pratiqué une inondation. Du côté de la basse Silésie, cette place est commandée par une hauteur qui en est éloignée de huit cents pas. La saison rigoureuse s'opposait aux opérations d'un siége formel; il ne restait donc pour s'en emparer que l'assaut, le bombardement ou le blocus. Roth avait rendu l'assant impraticable; il faisait tous les matins ouvrir les glaces du fossé; il faisait arroser le rempart d'eau qui se gelait tont de suite; il avait meublé les bastions et les courtines de quantité de solives et de faulx pour repousser les assaillans, ce qui fit renoncer à l'assaut. On essaya de bombarder la ville; on y jeta douze cents bombes et trois mille boulets rouges, le tout en vain; la fermeté de ce commandant obligea les Prussiens d'abandonner cette entreprise et d'entrer en quartiers d'hiver. En même temps le colonel Camas, chargé d'une expédition sur Glatz, rejoignit l'armée; il avait manqué son coup faute de bonnes mesures. Pendant que les Prussiens se cantonnaient autour de Neisse, le maréchal de Schwérin, à la tête de sept bataillons et dix escadrons, descendit en haute Silésie; il délogea le général Braun de Jægerndorff, de Troppau et du château de Grætz. Les Antrichiens se retirèrent en Moravie; les Prussiens prirent leurs quartiers derrière l'Oppa, et s'étendirent jusqu'à Jablunka, sur les frontières de la Hongrie. Durant ces opérations militaires, le comte de Gotter se tronvait à Vienne; il y négociait, plutôt pour se conformer à l'usage, que dans l'espérance de pouvoir réussir. Il avait tenu un langage assez imposant, capable d'intimider toute autre cour que celle de Charles VI. Les courtisans de la reine de Hongrie disaient d'un ton de hanteur, que ce n'était point à un prince dont la fonction était, en qualité d'archi-chambellan de l'empire, de présenter à l'empereur le bassin à laver les mains, de prescrire des lois à sa fille. Le comte de Gotter, pour enchérir snr ces propos antrichiens, eut l'effronterie de montrer au grand-duc nne lettre que le roi lui avait écrite, où se tronvaient ces mots : « Si le grand-duc veut se perdre, qu'il se perde. » Le grand-duc en parut ébranlé. Le comte Kinsky, chancelier de Bohême, l'homme le plus fier d'une cour où la vanité dominait, prit la parole; il traita toutes les propositions du comte de Gotter de flétrissantes pour les successeurs des Césars; ranima le grand-duc et contribua plus que tous les autres ministres à rompre cette négociation. L'Europe était dans la surprise de l'invasion inopinée de la Silésie. Les nns taxaient d'étourderie cette levée de boucliers; d'autres regardaient cette entreprise comme une chose insensée. Le ministre d'Angleterre, Robinson, qui résidait à Vienne, soutenait que le roi de Prusse méritait d'être excommunié en politique. En même temps que le comte de Gotter partit pour Vienne, le roi envoya le général Winterfeld en Russie; il y

trouva le marquis de Botta, qui y soutenait, avec toute la vivacité de son caractère, les intérêts de la cour de Vienne. Cependant, en cette occasion, le bon sens poméranien l'emporta sur la sagacité italienne, et M. de Winterfeld parvint, par le crédit du maréchal Munnich, à conclure avec la Russie une alliance défensive; c'était tout ce qu'on pouvait désirer de plns avantageux dans ces circonstances critiques. Après que les troupes furent entrées dans leurs quartiers d'hiver, le roi quitta la Silésie et vint à Berlin pour faire les dispositions convenables pour la campagne prochaine. On fit partir pour l'armée un renfort de dix bataillons et de vingt-cinq escadrons. Et comme les intentions des Saxons et des Hanovriens paraissaient équivoques, il fut résolu d'assembler trente bataillons et quarante escadrons auprès de Brandebourg, sous les ordres du prince d'Anhalt, pour veiller sur la conduite de ces princes voisins. Le prince d'Anhalt choisit Genthin comme l'endroit le plus propre pour son campement, et d'où il tenait également en échec les Saxons et les Hanovriens. La plupart des souverains étaient encore dans l'incertitude, et ils ne pouvaient point débrouiller le dénouement qui se préparait. La mission du comte de Gotter à Vienne, d'autre part l'entrée des troupes prussiennes en Silésie, leur présentaient une énigme, et ils s'efforçaient à deviner si la Prusse était l'alliée ou l'ennemie de la reine de Hongrie. De toutes les puissances de l'Europe, la France était, sans contredit, la plus propre pour assister les Prussiens dans leur entreprise. Tant de raisons rendaient les Français ennemis des Autrichiens, que leur intérêt devait les porter à se déclarer les amis du roi. Ce prince, pour sonder le terrain, avait écrit au cardinal de Fleury, et quoiqu'il n'eût fait qu'effleurer les objets, il en disait assez pour être entendu. Le cardinal (1) s'ouvrit davantage dans sa réponse; il lui dit sans détour : « Que » la garantie de la pragmatique sanc- » tion que Louis XV avait donnée à feu » l'empereur ne l'engageait à rien, par » ce correctif *sauf les droits d'un tiers :* » de plus, que feu l'empereur n'avait » pas accompli l'article principal de ce » traité, par lequel il s'était chargé de » procurer à la France la garantie de » l'empire du traité de Vienne. » Le reste de la lettre contenait une déclamation assez vive contre l'ambition de l'Angleterre, un panégyrique de la France et des avantages qu'on rencontrait dans son alliance, avec un détail circonstancié des raisons qui devaient porter les électeurs à placer l'électeur de Bavière sur le trône impérial. Le roi continua cette correspondance; il marqua au cardinal le désir sincère qu'il avait de s'unir au roi très chrétien, en l'assurant de toute la facilité qu'il apporterait de sa part pour terminer fort promptement cette négociation. La Suède voulait aussi jouer un rôle dans les troubles qui allaient survenir; elle était alliée de la France, et par l'instigation de cette puissance, elle avait fait passer un corps de troupes en Finlande, sous les ordres du général Buddenbrock : ce corps, qui avait inspiré de la jalousie à la Russie, accéléra l'alliance qu'elle fit avec la Prusse; mais ces engagemens pensèrent être détruits aussitôt que formés. Le roi de Pologne venait d'envoyer le beau comte Lynar à Pétersbourg. Ce ministre plut à la princesse de Mecklenbourg, régente de la Russie; et comme les passions du cœur influent sur les délibé-

(1) Lettre datée d'Iffi, 25 janvier 1741.

rations de l'esprit, la régente fut bientôt liée avec le roi de Pologne. Cette passion aurait pu devenir aussi funeste à la Prusse que l'amour de Pâris et de la belle Hélène le fut à Troie. Une révolution que nous rapporterons en son lieu en prévint les effets.

Les plus grands ennemis du roi, comme c'est l'ordinaire, étaient ses plus proches voisins. Les rois de Pologne et d'Angleterre, qui se reposaient sur les intrigues que Lynar liait en Russie, conclurent entre eux une alliance offensive, par laquelle ils se partageaient les provinces prussiennes; leur imagination les engraissait de cette proie, et tandis qu'ils déclamaient contre l'ambition d'un jeune prince leur voisin, ils croyaient déjà jouir de ses dépouilles, dans l'espérance que la Russie et les princes de l'empire concourraient pour faire réussir leurs desseins ambitieux. C'était le moment qu'aurait dû saisir la cour de Vienne pour s'accommoder avec le roi. Si alors elle lui avait cédé le duché de Glogau, le roi s'en serait contenté et l'aurait assistée envers et contre tous ses autres ennemis; mais il est bien rare que les hommes cèdent ou se raidissent toujours à propos. Le signal de la guerre fut donc donné à l'Europe. Partout on se tâtait, on négociait, on intriguait pour s'arranger et former des alliances; mais les troupes d'aucune puissance n'étaient mobiles; aucune n'avait eu le temps d'amasser des magasins, et le roi profita de cette crise pour exécuter ses grands projets.

CHAPITRE II.

Campagne de 1741. — Négociations de paix. — Hommage de Breslau. — Retour à Berlin.

Les renforts de l'armée de Silésie arrivèrent à Schweidnitz au mois de février. De leur côté, les Autrichiens se préparaient également pour la guerre; ils tirèrent le maréchal Neuperg des prisons de Brunn, où il avait été détenu depuis la paix de Belgrade, pour lui confier le commandement de cette armée, qui devait reconquérir la Silésie. Ce maréchal assembla ses troupes aux environs d'Olmutz, et il détacha le général Lentulus avec un corps pour occuper les gorges de la principauté de Glatz, par où Lentulus se trouvait à portée de couvrir la Bohême et de joindre l'armée de Neuperg dans les opérations qu'il méditait sur Neisse. Les hussards autrichiens préludaient déjà sur la guerre; ils se glissaient entre les postes des Prussiens, tâchaient d'enlever de petits détachemens et d'intercepter des convois. Il se passa de petites actions, toutes aussi favorables à l'infanterie du roi que fâcheuses pour sa cavalerie. Ce prince, en arrivant en Silésie, se proposa de faire le tour de ses quartiers, pour se procurer la connaissance d'un pays qui lui était nouveau. Il partit donc de Schweidnitz et vint à Franckenstein. Le général Derschau, qui commandait dans cette partie, avait poussé deux postes en avant; l'un était à Silberberg et l'autre à Wartha, tous deux dans les gorges des montagnes. Le roi voulut les visiter; les ennemis en eurent vent, et tentèrent de l'enlever. Ils tombèrent, par méprise, sur une escorte de dragons postés en relais auprès du village de Baumgarten, entre Silberberg et Franckenstein. Le colonel Ditfort, qui commandait cette escorte, ignorait trop la guerre pour manœuvrer avec avantage contre des troupes légères; il fut battu et perdit quarante maîtres. On entendit cette tiraillerie à Wartha; le roi, qui s'y

trouvait, rassembla quelques troupes à la hâte, pour accourir au secours des dragons qui étaient à un mille de là; mais il arriva après coup. C'était une étourderie de la part d'un souverain de s'aventurer si mal accompagné. Si le roi avait été fait prisonnier dans cette occasion, la guerre était terminée, les Autrichiens auraient triomphé sans coup férir, la bonne infanterie prussienne serait devenue inutile, ainsi que tous les projets d'agrandissement que le roi se proposait d'exécuter.

Plus on approchait de l'ouverture de la campagne (1), plus les affaires devenaient sérieuses. Le rapport des espions s'accordait unanimement à confirmer que les ennemis se renforçaient dans leurs postes, qu'il leur arriverait de nouvelles troupes, et qu'ils méditaient de surprendre les Prussiens dans leurs quartiers, en y pénétrant ou par Glatz ou par Zukmantel. Vers le même temps, cent dragons et trois cents hussards autrichiens s'étaient jetés dans Neisse. Cet indice seul était suffisant pour dévoiler en partie les desseins des ennemis, et cela fut cause que le roi donna des ordres pour resserrer ses quartiers. Il aurait dû sur-le-champ les rassembler tous; mais il manquait alors d'expérience, et c'était proprement sa première campagne. La saison n'était pas assez avancée pour que les blocus de Glogau et de Brieg pussent se convertir en siéges. Il y avait cependant un projet tout arrangé pour prendre Glogau d'emblée, et le prince Léopold d'Anhalt eut ordre de l'exécuter sans perte de temps. Ce fut le 9 de mars que la ville fut attaquée par cinq endroits à la fois et prise en moins d'une heure de temps; la cavalerie même franchit les remparts, tant les ouvrages étaient tombés en ruine. Aucune maison ne fut pillée, aucun bourgeois ne fut insulté, et la discipline prussienne brilla dans tout son éclat. Wallis et toute sa garnison devinrent prisonniers de guerre. Un régiment de la nouvelle création en prit possession; on fit travailler d'abord à perfectionner les ouvrages, et le prince Léopold, avec le corps qu'il commandait, joignit le roi à Schweidnitz. Ce n'était pas le tout que d'avoir pris Glogau; les troupes étaient encore trop éparpillées pour se joindre au besoin; surtout les quartiers qu'occupait le maréchal de Schwérin en haute Silésie, étaient ceux qui causaient le plus d'inquiétude. Le roi voulut que le maréchal les levât et qu'il se repliât sur la Neisse, où le roi voulait le joindre avec toutes les troupes de la basse Silésie. Schwérin n'était pas de ce sentiment; il écrivit que si on voulait le renforcer, il promettait de soutenir ses quartiers jusques au printemps. Pour cette fois le roi en crut plus son maréchal que lui-même. Sa crédulité pensa lui devenir fatale; et comme s'il eût fallu accumuler ses fautes, il se mit lui-même à la tête de huit escadrons et de neuf bataillons pour se rendre à Jægerndorff; il rencontra le maréchal à Neustadt. La première question fut: « Quelle nouvelle avez-vous des ennemis? — Aucune, reprit le maréchal, » sinon que les troupes autrichiennes » sont dispersées le long des frontières » depuis la Hongrie jusqu'à Braunau » en Bohême, et j'attends à tout moment le retour de mon espion. » Le lendemain le roi arriva à Jægerndorff; son dessein était d'en partir le jour suivant, pour ouvrir la tranchée devant Neisse, où le maréchal Kalckstein l'attendait avec dix bataillons et autant d'escadrons. Le duc de Holstein,

(1) Mars.

qui était alors à Franckenstein, devait y joindre le roi également avec sept bataillons et quatre escadrons. Lorsque le roi touchait au moment de son départ (1), et qu'il donnait ses derniers ordres au maréchal comme au prince Léopold, sept dragons autrichiens arrivèrent; on apprit de ces déserteurs qu'ils avaient quitté l'armée à Freudenthal (qui n'est qu'à un mille et demi de Jægerndorff), que leur cavalerie y campait et qu'elle y attendait l'arrivée de l'infanterie et du canon pour traverser les quartiers prussiens et les obliger à lever le blocus de Neisse. Dans ce temps même, on entendit escarmoucher devant la ville; tout le monde crut que l'avant-garde de M. de Neuperg était sur le point d'investir Jægerndorff. Il n'y avait que cinq bataillons dans cette malheureuse ville, cinq pièces de trois livres et assez de poudre pour quarante charges. La situation aurait été désespérée, si M. de Neuperg avait su en profiter; mais la montagne n'enfanta qu'une souris. Les ennemis voulaient savoir si les Prussiens étaient encore dans leur quartier; pour s'en instruire, leurs troupes légères allaient escarmoucher devant chaque ville, afin de rapporter à leurs officiers ce qui en était. Les desseins des ennemis s'étant tout-à-fait manifestés, le roi ne balança plus un moment pour rassembler l'armée. Les troupes de la basse Silésie eurent ordre de passer la Neisse à Sorge, et celles de la haute Silésie de joindre le roi à Jægerndorff. Le 4 avril, le roi partit pour Neustadt avec tous ces corps rassemblés, en cotoyant l'armée ennemie, qui marchait par Zuckmantel et Ziegenhals vers Neisse. Le lendemain (2), il se porta sur Steinau, éloigné d'un mille de Sorge, où il avait fait construire des ponts sur la rivière de Neisse. Il fallut lever le blocus de Brieg, et le général Kleist reçut ordre de joindre l'armée avec son détachement; le duc de Holstein reçut des ordres pareils, réitérés à plusieurs reprises; ceux qui en étaient chargés ne purent les lui rendre, et il demeura tranquillement à Franckenstein, voyant passer l'ennemi à sa droite et à sa gauche sans s'en embarrasser. Des déserteurs de l'armée autrichienne arrivèrent à Steinau; ils déposèrent que le général Lentulus avait joint, le même jour, le maréchal Neuperg auprès de Neisse. Sur cette nouvelle, les quartiers prussiens furent resserrés à l'instant à l'entour de Steinau, et le roi choisit un poste où il pût recevoir l'ennemi au cas qu'il voulût se porter sur les Prussiens. Pour comble d'embarras, le feu prit sur le soir au quartier de Steinau; ce ne fut que par bonheur qu'on sauva le canon et les munitions de guerre par des rues étroites dont toutes les maisons étaient enflammées. Les troupes passèrent la nuit au bivouac sur le terrain que le roi avait choisi pour son camp. Le lendemain (1), ce petit corps de treize bataillons et de quinze escadrons, après une marche assez fatigante, arriva à Falckenberg, où l'on apprit que le colonel Stechow, qui couvrait le pont de Sorge avec quatre bataillons, avait aperçu un gros corps d'ennemis qui se fortifiait de l'autre côté de la rivière, et faisait même un feu assez vif sur les Prussiens. Le prince Charles y marcha aussitôt avec quatre bataillons, et il avertit le roi que Lentulus se trouvait sur l'autre bord de la Neisse avec cinquante escadrons, et

(1) 2 avril.
(2) 5 avril.

(1) 6 avril.

rendait le passage absolument impraticable, parce que le terrain était trop étroit pour déboucher. Cela obligea de changer la direction de la marche; on prit la route de Michelau, autre pont sur la Neisse, où le général Marwitz était déjà avec les troupes rassemblées des quartiers de Schweidnitz et du blocus de Brieg. Le pont de Sorge fut levé sans perte de temps, et le soir tous ces différens corps joignirent le roi. Le lendemain (1), l'armée passa la Neisse à Michelau dans le dessein de marcher sur Grotkan. Un courrier, qui avait passé cette ville, apporta des dépêches an roi, de sorte qu'il ne se doutait de rien. Une neige, qui tombait à gros flocons pressés, interceptait la lumière et empêchait de discerner les objets. On marchait toujours. Les hussards de l'avant-garde entrèrent dans le village de Leipe, qui est sur ce chemin, et donnèrent, sans le savoir, sur un régiment de hussards ennemis qui y cantonnait. Les Prussiens prirent quarante des ennemis, tant à pied qu'à cheval, et l'on apprit d'eux qu'une demi-heure auparavant M. de Neuperg avait pris Grotkan; un lieutenant, nommé Mitzschefahl, y commandait avec soixante hommes; il se défendit trois heures contre toute l'armée autrichienne. Les déserteurs déposèrent, de plus, que le lendemain l'ennemi marcherait à Ohlau, pour y prendre la grosse artillerie que le roi y avait mise en dépôt. Sur cette nouvelle, les différentes colonnes de l'armée, qui étaient toutes en marche, furent aussitôt assemblées. Le roi la partagea en quatre divisions, qui cantonnèrent dans quatre villages, assez près les nnes des autres pour qu'en moins d'une heure elles pussent être assemblées à leur rendez-vous. Le roi prit son quartier dans les villages de Pogrel et d'Alsen, d'où il dépêcha différens officiers à la garnison d'Ohlau, pour l'avertir de son approche et pour attirer à lui deux régimens de cuirassiers qui venaient d'arriver dans ces environs; aucun de ces officiers ne put s'y rendre à cause des partis ennemis qui infestaient ces contrées. Le jour suivant, la neige fut si épaisse qu'à peine distinguait-on les objets à vingt pas; cependant on apprit que l'ennemi s'était approché de Brieg. Si ce mauvais temps avait continué, l'embarras des Prussiens n'aurait fait que s'accroître; les vivres commençaient à devenir rares, il fallait secourir Ohlau, et en cas de malheur, il n'y avait aucune retraite; mais la fortune suppléa à la prudeuce. Le lendemain, 10 d'avril, le temps parut clair et serein; et quoique la terre fût couverte de deux pieds de neige, rien ne s'opposait à ce qu'on voulait entreprendre. Dès les cinq heures du matin, l'armée se rassembla auprès du moulin de Pogrel; elle consistait en vingt-sept bataillons, vingt-neuf escadrons de cavalerie et trois de hussards; elle se mit en marche sur cinq colonnes; celle du milieu était d'artillerie, les deux plus voisines du centre, d'infanterie, et les deux aux extrémités des ailes, de cavalerie. Le roi savait que l'ennemi lui était supérieur en cavalerie : pour obvier à cet inconvénient, il mêla entre les escadrons de chaque aile deux bataillons de grenadiers; c'était une disposition dont Gustave-Adolphe avait fait usage à la bataille de Lntzen, et dont, selon toute apparence, on ne se servira plus. L'armée s'avança dans cet ordre vers l'eunemi, en suivant la direction du chemin qui mène à Ohlau. Le général Rottembourg, qui me-

(1) 8 avril.

nait l'avant-garde, en passant auprès du village de Pampitz, prit une vingtaine de prisonniers, qui confirmèrent l'avis que des paysans du village de Molwitz étaient venus donner au roi, que l'armée ennemie était cantonnée dans Molwitz, Grunigen et Hüneren. Dès que les colonnes se trouvèrent à deux mille pas environ de Molwitz, l'armée se déploya pour se mettre en bataille, sans qu'on vît paraître d'ennemis en campagne. La droite devait s'appuyer au village de Herrendorff. M. de Schulenbourg, qui commandait la cavalerie de cette aile, s'y prit si maladroitement, qu'il n'y arriva point; la gauche était appuyée au ruisseau de Lauchwitz, dont les bords sont marécageux et profonds. Cependant, comme la cavalerie de la droite n'avait pas donné assez de champ pour l'infanterie, on fut obligé de retirer trois bataillons de la première ligne, dont, par un heureux hasard, on forma un flanc pour couvrir la droite des deux lignes d'infanterie. Cette disposition fut la principale cause du gain de cette bataille. Le bagage fut parqué auprès du village de Pampitz, environ à mille pas derrière les lignes, et le régiment de La Motte (1), qui, dans ce moment, venait joindre l'armée, le couvrit. Rottembourg, avec l'avant-garde, s'approcha de Molwitz, d'où il vit déboucher les Autrichiens; il aurait dû les attaquer dans ce désordre, s'il n'avait eu des ordres précis de ne rien engager; ainsi il ramena sa troupe à l'aile droite, dont elle faisait partie. Il doit paraître étonnant qu'un général expérimenté comme M. de Neuperg se fût laissé surprendre de cette manière. Il était cependant excusable; il avait donné des ordres à différens officiers de hussards de battre la campagne, surtout vers le chemin de Brieg. Soit paresse, soit négligence, ces officiers ne s'acquittèrent pas de leur devoir, et le maréchal n'eut des nouvelles de l'approche du roi qu'en voyant son armée en bataille vis-à-vis de ses cantonnemens. M. de Neuperg fut réduit à mettre ses troupes en bataille sous le feu du canon prussien, qui était promptement et bien servi; son aile droite de cavalerie, sous les ordres de M. de Rœmer, arriva la première. Cet officier intelligent et déterminé vit que l'aile droite des Prussiens était plus près de Molwitz que la gauche; il comprit qu'en restant dans son poste, M. de Neuperg risquait d'être battu avant que la cavalerie de sa gauche fût arrivée, et sans attendre l'ordre de personne, il résolut d'attaquer la droite des Prussiens. M. de Schulenbourg, pour gagner le village de Herrendorff, fit très maladroitement par escadrons un quart de conversion à droite; M. de Rœmer, qui s'en aperçut, sans se former, donna à bride abattue et en colonne sur cette aile que M. de Schulenbourg commandait; les trente escadrons des troupes de la reine qu'il menait, culbutèrent dans l'instant les dix escadrons prussiens, dont chacun leur prêtait le flanc gauche. Cette cavalerie en déroute passa devant et entre les lignes de l'infanterie, qu'ils auraient culbutée si celle-ci n'avait fait feu sur ces fuyards; ce qui en même temps écarta les ennemis. M. de Rœmer y fut tué; mais ce qui doit surprendre tout militaire, c'est que ces deux bataillons de grenadiers, qui avaient été entrelacés entre les escadrons de la droite, se soutinrent seuls et se joignirent en bon ordre à la droite de l'infanterie. Le roi, qui croyait rallier la cavalerie comme on

(1) Il arrivait d'Oppeln.

arrête une meute de chiens, fut entraîné dans leur déroute jusqu'au centre de l'armée, où il parvint à rallier quelques escadrons qu'il ramena à la droite. Ils furent obligés d'attaquer les Autrichiens à leur tour; mais des troupes battues et ramassées à la hâte ne tiennent guère; ils se débandèrent, et M. de Schulenbourg périt dans cette charge. La cavalerie ennemie victorieuse tombant alors sur le flanc droit de l'infanterie prussienne, où nous avons dit qu'avaient été placés trois bataillons qui n'avaient pu entrer dans la première ligne; cette infanterie fut vigoureusement attaquée à trois reprises; des officiers autrichiens tombèrent blessés entre ses rangs; elle désarçonna à coups de baïonnette des cavaliers ennemis, et à force de valeur, elle repoussa les Autrichiens, qui perdirent beaucoup de monde. M. de Neuperg saisit ce moment; son infanterie s'ébranla pour entamer la droite des Prussiens dépourvue de cavalerie. Secondé de sa cavalerie autrichienne, il fit des efforts incroyables pour enfoncer les troupes du roi, mais inutilement. Cette valeureuse infanterie résistait comme un rocher à leurs attaques, et par son feu leur détruisait beaucoup de monde. A la gauche des Prussiens les choses étaient moins hasardées; cette aile, qu'on avait refusée à l'ennemi, était appuyée au ruisseau de Lauchwitz; au-delà de ce marais, la cavalerie du roi avait chargé celle de la reine de Hongrie et l'avait battue. Cependant le feu de l'infanterie de la droite durait depuis près de cinq heures avec beaucoup de vivacité; les munitions des soldats étaient consumées, et ils dépouillaient les fournitures des morts pour trouver de la poudre à charger. La crise était si violente que de vieux officiers croyaient les affaires sans ressource, et prévoyaient le moment où ce corps sans munition serait obligé de se rendre à l'ennemi; mais il n'en fut pas ainsi, et cela doit apprendre aux jeunes militaires à ne pas désespérer trop vite; car non seulement l'infanterie se soutint, mais elle gagna du terrain sur l'ennemi. Le maréchal de Schwérin, qui s'en aperçut, fit alors un mouvement avec sa gauche, qu'il porta sur le flanc droit des Autrichiens. Ce mouvement fut le signal de la victoire et de la défaite des ennemis; leur déroute fut totale. La nuit empêcha les Prussiens de poursuivre leurs avantages au-delà du village de Lauchwitz. Alors arrivèrent ces dix escadrons d'Ohlau, mais trop tard; une chaussée, qu'ils avaient à passer pour joindre l'armée, leur avait été barrée par les hussards autrichiens, qui les arrêtèrent long-temps à ce débouché, et ils ne l'abandonnèrent que lorsqu'ils virent les leurs en fuite. Cette journée coûta à l'armée de la reine cent quatre-vingts officiers, sept mille morts, tant cavaliers que fantassins; les ennemis perdirent sept pièces de canon, trois étendards et douze cents hommes qui furent faits prisonniers. Du côté des Prussiens, on compta deux mille cinq cents morts, parmi lesquels était le margrave Frédéric, cousin du roi, et trois mille blessés. Le premier bataillon des gardes, sur lequel tomba l'effort principal de l'ennemi, y perdit la moitié de ses officiers; et de huit cents hommes dont il était composé, il n'en resta que cent quatre-vingts en état de faire le service.

Cette journée devint une des plus mémorables de ce siècle, parce que deux petites armées y décidèrent du sort de la Silésie, et que les troupes du roi y acquirent une réputation que

le temps ni l'envie ne pourront leur ravir.

Le lecteur aura remarqué sans doute, dans le récit de cette ouverture de campagne, que c'était à qui ferait le plus de fautes, du roi ou du maréchal Neuperg. Si le général autrichien était supérieur par ses projets, les Prussiens l'étaient par l'exécution. Le plan de M. de Neuperg était sage et judicieux : en entrant en Silésie, il sépare les quartiers du roi; il pénètre à Neisse, où Lentulus le joint, et il est sur le point non seulement de s'emparer de l'artillerie royale, mais encore d'enlever aux Prussiens leurs magasins de Breslau, les seuls qu'ils eussent. Mais M. de Neuperg aurait pu surprendre le roi à Jægerndorff, et par ce coup seul terminer toute cette guerre; de Neisse, il aurait pu enlever le corps du duc de Holstein, qui cantonnait à un mille de là; avec un peu plus d'activité, il aurait pu empêcher le roi de passer la Neisse à Michelau : de Grotkau encore, il aurait dû marcher jour et nuit pour prendre Ohlau et couper le roi de Breslau. Au lieu de saisir ces occasions, par une sécurité impardonnable, il se laissa surprendre, et fut battu en grande partie par sa propre faute. Le roi donna encore plus de prise que lui à la censure; il fut averti à temps du projet des ennemis, et il ne prit aucune mesure suffisante pour s'en garantir. Au lieu de marcher à Jægerndorff pour éparpiller encore plus ses troupes, il aurait dû rassembler toute son armée, et la placer en cantonnemens resserrés aux environs de Neisse; il se laissa couper du duc de Holstein, et se mit dans la nécessité de combattre dans une position où, en cas de malheur, il n'avait aucune retraite, où il risquait de perdre l'armée et de se perdre lui-même. Arrivé à Molwitz, où l'ennemi cantonnait, au lieu de marcher avec vivacité pour séparer les cantonnemens des troupes de la reine, il perd deux heures à se former méthodiquement devant un village où aucun ennemi ne paraissait; s'il avait seulement attaqué ce village de Molwitz, il y eût pris toute cette infanterie autrichienne, à peu près de même que vingt-quatre bataillons français furent pris à Blindheim : mais il n'y avait dans son armée que le maréchal de Schwérin qui fût un homme de tête et un général expérimenté. Il régnait beaucoup de bonne volonté dans les troupes; mais elles ne connaissaient que les petits détails, et faute d'avoir fait la guerre, elles n'allaient qu'en tâtonnant et craignaient les partis décisifs. Ce qui sauva proprement les Prussiens, ce fut leur valeur et leur discipline. Molwitz fut l'école du roi et de ses troupes. Ce prince fit des réflexions profondes sur toutes les fautes qu'il avait faites, et il tâcha de s'en corriger dans la suite. Le duc de Holstein avait eu occasion de frapper un grand coup; mais pour lui les occasions étaient perdues. N'ayant point reçu d'ordre du roi, il avait marché, sans trop savoir pourquoi, d'Ottmachau à Strehlen; il s'y trouva précisément le jour de la bataille et entendit le feu des deux armées. Le 11, toutes les troupes des Autrichiens en déroute passèrent à un mille de son poste. Il en aurait pu détruire les restes; mais faute de savoir prendre une résolution, il laissa le champ libre à M. de Neuperg, qui rassembla ses fuyards de l'autre côté de la ville de Neisse, et le duc de Holstein joignit tranquillement l'armée du roi auprès d'Ohlau. Après sa jonction et l'arrivée d'autres renforts, ce corps rassemblé consistait en quarante-trois bataillons, soixante-six

escadrons de cavalerie et trois de hussards. Pour profiter de cette victoire, il fut résolu d'entreprendre le siége de Brieg. Le maréchal de Klackstein fut chargé de la conduite de ce siége, et l'armée du roi se campa auprès de Molwitz pour le couvrir. Huit jours après l'ouverture de la tranchée, M. Piccolomini, qui était commandant de la place, capitula, avant que son chemin couvert fût emporté et lorsqu'il n'y avait encore aucune brèche aux ouvrages. L'armée resta trois semaines au camp de Molwitz, pour donner le temps de combler les tranchées et de ravitailler la place de Brieg, dont toutes les munitions avaient été consumées. Le roi profita de cette inaction pour exercer sa cavalerie, pour lui apprendre à manœuvrer et à changer sa pesanteur en célérité; elle fut souvent envoyée en parti, pour que les officiers apprissent à profiter du terrain et qu'ils prissent plus de confiance en eux-mêmes. Dans ce temps, Winterfeld, le même qui avait négocié une alliance en Russie, fit un si beau coup à la tête d'un détachement, qu'il acquit la réputation d'être aussi bon officier que bon négociateur. Il surprit et battit le général Baranay à Rothschlot et lui prit trois cents prisonniers. Comme les Prussiens jouissaient de la faveur du pays, ils avaient les meilleures nouvelles; ce qui leur procura à la petite guerre plusieurs avantages. Cependant nous ne rapporterons point toutes les actions semblables; par exemple, comment les Autrichiens ruinèrent, auprès de Leubus, un nouveau régiment de hussards de Bandemer, comment ils prirent une centaine de houlans auprès de Strehlen, comment ils brûlèrent Zobten, comment les Prussiens les battirent à Friedwalde et en d'autres rencontres; parce que ce n'est pas l'histoire des hussards, mais celle de la conquête de la Silésie que nons nous sommes proposé de décrire. La bataille qui en avait presque décidé, causa des sensations bien différentes en Europe. La cour de Vienne, qui s'attendait à des succès, s'irrita et s'aigrit de ses pertes; dans l'espérance d'avoir sa revanche, elle tira des troupes de la Hongrie et quantité de milices dont elle renforça M. de Neuperg. Le roi d'Angleterre et celui de Pologne commencèrent à respecter l'armée commandée par le prince d'Anhalt, que d'abord ils avaient méprisée. L'empire était comme étourdi d'apprendre que de vieilles bandes autrichiennes avaient été défaites par des troupes peu expérimentées. En France on se réjouit de cette victoire; la cour se flattait qu'en se mêlant de cette guerre, elle arriverait à temps pour donner le coup de grâce à la maison d'Autriche. Par une suite de cette disposition favorable, le maréchal de Belle-Isle, ambassadeur de France à la diète d'élection qui se tenait à Francfort, vint dans le camp (1) du roi lui proposer, de la part de son maître, un traité d'alliance, dont les articles principaux roulaient sur l'élection de l'électeur de Bavière, sur le partage et le démembrement des provinces de la reine de Hongrie, et sur la garantie que la France promettait de donner de la basse Silésie, à condition que le roi renonçât à la succession des duchés de Juliers et de Bergue, et qu'il promît sa voix à l'électeur de Bavière. Ce traité fut ébauché, et il fut stipulé de plns que la France enverrait deux armées dans l'empire, dont une irait au secours de l'électeur de Bavière, et l'autre s'établirait en West-

(1) Molwitz.

phalie, pour en imposer en même temps aux Hanovriens et aux Saxons; et qu'enfin, préférablement à tout, la Suède déclarerait la guerre à la Russie, pour lui donner de l'occupation sur ses propres frontières. Ce traité, tout avantageux qu'il paraissait, ne fut pas signé. Le roi ne voulait rien précipiter dans des démarches d'aussi grande conséquence, et il se réservait ce parti comme une dernière ressource. Le maréchal de Belle-Isle se livrait souvent trop à son imagination; on aurait dit, à l'entendre, que toutes les provinces de la reine de Hongrie étaient à l'encan. Un jour qu'il se trouvait auprès du roi, ayant un air plus occupé et plus rêveur que d'ordinaire, ce prince lui demanda s'il avait reçu quelque nouvelle désagréable. « Aucune, répondit le maréchal; mais ce » qui m'embarrasse, sire, c'est que je » ne sais ce que nous ferons de cette » Moravie. » Le roi lui proposa de la donner à la Saxe, pour attirer par cet appât le roi de Pologne dans la grande alliance. Le maréchal trouva l'idée admirable et l'exécuta dans la suite. Ce n'était pas à la France seule que se bornaient les négociations des Prussiens; elles s'étendaient en Hollande, en Angleterre et par toute l'Europe. Sur quelques propositions qui avaient été jetées en avant dans une lettre que le roi avait écrite au roi d'Angleterre, ce prince avait répondu que ses engagemens l'obligeaient, à la vérité, à soutenir l'indivisibilité de la succession de Charles VI, et qu'il voyait avec peine la rupture de la bonne intelligence entre les Prussiens et les Autrichiens; qu'il offrait cependant volontiers ses bons offices pour moyenner une réconciliation entre ces deux cours; il envoya le lord Hindfort comme ministre d'Angleterre, et le sieur Schwichelt comme ministre de Hanovre. Ces deux négociateurs étaient, quoiqu'au service du même prince, chargés d'instructions toutes différentes. Le Hanovrien voulait qu'on achetât la neutralité de son maître en lui garantissant les évêchés de Hildesheim, d'Osnabruck et les bailliages qui lui sont hypothéqués dans le Mecklenbourg; on lui donna un contreprojet, dans lequel les intérêts de la Prusse étaient mieux ménagés. L'Anglais offrait les bons offices de son maître pour engager la reine de Hongrie à la cession de quelques principautés de la basse Silésie; on éluda d'entrer sur ces points dans une négociation formelle, avant d'être préalablement instruit des dispositions où se trouvait la cour de Vienne. Ces ministres étaient dans le camp du roi, et il paraissait singulier que le lord Hindfort donnât plus d'ombrage au sieur Schwichelt que le maréchal de Belle-Isle, d'autant plus que ce Hanovrien recommandait sur toute chose qu'on fît un mystère de ses négociations au ministre d'Angleterre. Ces Anglais et ces Hanovriens, qui flattaient le roi dans son camp, ne voulaient que l'endormir; ils n'agissaient pas de même dans les autres cours de l'Europe. En Russie, Finch, ministre anglais, y soufflait la guerre; les intrigues du comte de Botta et les charmes du beau Lynar perdirent le brave Munnich. Le prince de Brunswick, général en chef de la Russie, poussé par sa grand'mère, par l'impératrice douairière et par ces ministres étrangers, qui étaient autant de boute-feux, allait incessamment engager la Russie à déclarer la guerre à la Prusse. Les troupes s'assemblaient déjà en Livonie; le roi en était informé, et c'est ce qui lui inspirait de la méfiance pour les Anglais, dont il découvrait la du-

plicité. Leurs intrigues avaient également extorqué du grand pensionnaire de Hollande une lettre (1) exhortatoire pour engager le roi à retirer ses troupes de la Silésie. Toutes ces machinations des Anglais, et surtout ce qu'on prévoyait en Russie, déterminèrent enfin le roi à signer son traité avec la France, aux conditions dont il était convenu avec le maréchal de Belle-Isle. On y ajouta les deux articles suivans : que les Français commenceraient leurs opérations avant la fin d'août, et que ce traité serait tenu secret jusqu'à ce que sa publication ne pût porter aucun préjudice aux intérêts des Prussiens. On ne perdit pas de temps à conclure cette alliance. Il fallait se presser; on voyait éclater la mauvaise volonté des Russes ; on voyait six mille Danois et six mille Hessois auxquels l'Angleterre donnait des subsides, joints aux troupes hanovriennes qui campaient déjà depuis le mois d'avril. Les Saxons de leur côté se préparaient de même, et il était question de joindre leurs troupes à celles des Hanovriens ; il ne restait donc qu'à gagner du temps, jusqu'à l'arrivée du secours des Français, en amusant le mieux qu'on pourrait le lord Hindford et le sieur Schwichelt, pour qu'ils ne pussent pas même soupçonner le traité qu'on venait de signer avec la France. Le roi et ses ministres y réussirent si bien, que cette négociation, qui paraissait toujours sur le point d'être terminée, s'accrochait toujours à quelque nouvelle circonstance, qui obligeait l'Anglais de demander à sa cour de plus amples instructions : on était sur le point de conclure et on ne finissait jamais. Le camp du roi avait pris la forme d'un congrès ; mais l'armée se mit en mouvement et elle reprit le ton militaire. Dès que la ville de Brieg fut ravitaillée, l'armée se mit en marche et vint camper auprès de Grotkau. M. de Neuperg était à trois milles de là, derrière la ville de Neisse, où il s'était mis dans un camp inexpugnable. On changea de camp pour la commodité des subsistances ; l'armée occupa les hauteurs de Strehlen, d'où en s'approchant de Breslau, elle pouvait tirer ses vivres et nourrir la cavalerie à sec le reste de la campagne. De ce poste, elle était à une égale portée de Brieg et de Schweidnitz et couvrait toute la basse Silésie. On profita des huit semaines qu'on resta dans cette position, pour recruter l'infanterie et remonter la cavalerie ; ce qui se fit avec tant de succès, que l'armée n'avait pas été plus complète en entrant en campagne qu'elle ne l'était alors.

Tandis que le roi s'occupait à rendre son armée plus formidable, M. de Neuperg formait des projets qui auraient été dangereux, si on lui avait laissé le temps de les exécuter. Nous croyons qu'il ne sera pas hors de propos de rapporter de quelle façon le roi parvint à les découvrir. Il y avait à Breslau un nombre considérable de vieilles dames natives de l'Autriche et de la Bohême, et depuis long-temps établies en Silésie ; leurs parens étaient à Vienne, à Prague ; quelques-uns servaient dans l'armée de Neuperg. Le fanatisme de la religion catholique et l'orgueil autrichien augmentaient leur attachement pour la reine de Hongrie ; elles frémissaient de colère au seul nom prussien ; elles cabalaient sourdement, elles intriguaient, elles entretenaient des correspondances dans l'armée de M. de Neuperg par des moines et des prêtres qui leur servaient

(1) Présentée par Ginkel le 15 juin.

d'émissaires; elles étaient instruites de tous les desseins des ennemis. Ces femmes, pour se conforter entre elles, avaient établi ce qu'elles appelaient leurs assises, où presque tous les soirs elles s'assemblaient, se communiquaient leurs nouvelles, et délibéraient sur les moyens qu'on pourrait employer pour expulser une armée hérétique de la Silésie et détruire tous les mécréans. Le roi était instruit en gros de ce qui se passait dans ces conventicules, et il n'épargna rien pour faire glisser dans ces assises une fausse sœur qui, sous prétexte de haine pour les Prussiens, y serait bien reçue, et pourrait avertir de tout ce qui s'y tramait. C'est par ce canal qu'on apprit que M. de Neuperg s'était proposé, par ses mouvemens, d'éloigner le roi de Breslau, de s'y rendre alors par des marches forcées, et, par le moyen des intelligences qu'il avait dans cette capitale, de s'en emparer. C'était prendre aux Prussiens tous leurs magasins et leur couper en même temps la communication qu'au moyen de l'Oder ils conservaient avec l'électorat. Il fut aussitôt résolu de prévenir l'ennemi à tout prix et de rompre à l'égard de Breslau une neutralité à laquelle ses magistrats avaient porté plus d'une atteinte. Sur cela, les syndics et les échevins les plus attachés à la maison d'Autriche furent mandés au camp du roi; on y invita en même temps les ministres étrangers, pour ne point exposer leur personne aux désordres auxquels une surprise peut donner lieu. On détacha en même temps quelques bataillons, qui arrivèrent par différentes routes au faubourg (1). On demanda à la ville le passage pour un régiment; pendant qu'il entrait par une porte, un chariot s'embarrassa dans un autre; trois bataillons et cinq escadrons en profitèrent pour se glisser dans la ville. L'infanterie occupa les remparts, les places, et consigna les postes. La cavalerie nettoya les rues principales : en moins d'une heure tout fut soumis; on ne commit aucun désordre, ni pillage, ni meurtre : la bourgeoisie prêta l'hommage. Trois bataillons y restèrent en garnison (1) et les autres vinrent rejoindre l'armée. M. de Neuperg, qui ne se doutait pas qu'il fût découvert, s'était porté sur Franckenstein, dans l'espérance que le roi tomberait tout de suite sur Neisse, et qu'alors il exécuterait son projet sur Breslau; mais s'apercevant que son coup avait manqué, il voulut s'en dédommager en enlevant le magasin que les Prussiens avaient à Schweidnitz. Cela encore ne lui réussit pas, car il fut prévenu. L'avant-garde du roi arriva en même temps que la sienne à Reichenbach; celle des Autrichiens rebroussa chemin et se replia sur Franckenstein. Le roi fut joint à Reichenbach par de nouvelles levées, consistant en dix escadrons de dragons et treize de hussards. M. de Neuperg avait judicieusement choisi sa position : il entretenait sa communication avec la forteresse de Neisse par Patschkau, tirait ses vivres de la Bohême par Glatz, et fourrageait un pays qu'il ne pouvait pas conserver; sa droite était appuyée à Franckenstein, sa gauche sur des collines non loin de Silberberg, deux ruisseaux couvraient son front et le rendaient inabordable. Ces difficultés animèrent le roi; il voulut avoir l'honneur de faire décamper les Autrichiens et de les renvoyer en haute Silésie. Mais avant que d'en venir à cette opé-

(1) 7 août.

(2) Le général Marwitz en devint gouverneur.

ration, il ne sera pas hors de propos de jeter auparavant un coup-d'œil sur ce qui se passait dans le reste de l'Europe.

La reine de Hongrie commençait alors à voir le péril qui la menaçait. Les Français passaient le Rhin et longeaient le Danube à grandes journées. La peur abattit sa fierté ; elle dépêcha le sieur Robinson, qui était ministre à sa cour de la part du roi d'Angleterre, pour essayer quelques propositions d'accommodement. Ce Robinson, prenant le ton de hauteur, dit au roi que la reine voulait bien oublier le passé, qu'elle lui offrait le Limbourg, la Gueldre espagnole et deux millions d'écus en dédommagement de ses prétentions sur la Silésie, à condition qu'il fît la paix et que ses troupes évacuassent incessamment ce duché. Ce ministre était une espèce d'enthousiaste à l'égard de la reine de Hongrie ; il négociait avec l'emphase dont il aurait harangué dans la chambre basse. Le roi, assez enclin à saisir les ridicules, prit le même ton et lui répondit : « Que » c'était à des princes sans honneur à » vendre leurs droits pour de l'argent ; » que ces offres lui étaient plus inju» rieuses que n'avait été la méprisante » hauteur de la cour de Vienne ; » et haussant le ton, « mon armée, dit-il, » me trouverait indigne de la com» mander, si je perdais par un traité » flétrissant les avantages qu'elle m'a » procurés par des actions de valeur » qui l'immortalisent. Sachez de plus » que je ne puis abandonner, sans la » plus noire ingratitude, mes nou» veaux sujets, tous ces protestans qui » m'ont appelé par leurs vœux. Vou» lez-vous que je les livre comme des » victimes à la tyrannie de leurs per» sécuteurs, qui les sacrifieraient à leur » vengeance ? Ah ! comment démenti» rai-je en un seul jour les sentimens » d'honneur et de probité avec les» quels je suis né ? et si j'étais capable » d'une action aussi lâche, aussi in» fâme, je croirais voir sortir mes an» cêtres de leurs tombeaux : Non, me » diraient-ils, tu n'es plus notre sang ; » tu dois combattre pour les droits » que nous t'avons transmis, et tu les » vends ! tu souilles l'honneur que nous » t'avons laissé comme la partie la plus » précieuse de notre héritage ; indi» gne d'être prince, d'être roi, tu n'es » qu'un infâme marchand qui préfère » le gain à la gloire. Non, jamais, ja» mais je ne mériterai de tels repro» ches ; je me laisserai ensevelir, moi » et mon armée, sous les ruines de la » Silésie, plutôt que de permettre que » l'honneur et la gloire du nom prus» sien reçoivent la moindre tache. C'est » la seule réponse, Monsieur, que je » puisse vous donner. » Robinson fut étourdi de ce discours, auquel il ne s'attendait pas. Il retourna le porter à Vienne ; mais en renvoyant le fanatique, le roi continuait à flatter le lord Hindford et à l'endormir dans une parfaite sécurité. Il n'était pas encore temps de se découvrir ; et, pour ménager les puissances maritimes, on leur communiqua les propositions du sieur Robinson ; on excusa le roi sur son refus, en alléguant que sachant que le traité de Bavière liait les mains à la reine de Hongrie, on n'avait pas accepté les cessions qu'elle voulait faire du Limbourg et de la Gueldre ; ce fut surtout en Hollande qu'on appuya beaucoup sur la déférence que le roi marquait pour les intérêts de cette république, déférence qu'il pousserait jusqu'à refuser le Brabant même, si on voulait le lui offrir. Ce fut environ alors que la Prusse signa son traité avec la Bavière ; elle lui promit sa voix

à la diète d'élection. Ces deux princes se garantirent mutuellement, l'un la Silésie à la Prusse, l'autre la haute Autriche, le Tyrol, le Brisgau et la Bohême à la Bavière. Le roi acheta de cet électeur la principauté de Glatz au prix de quatre cent mille écus, et le Bavarois la vendit sans l'avoir jamais possédée. Mais un des évènemens les plus avantageux et les plus décisifs qui arrivèrent alors, éclata dans le Nord : la Suède déclara la guerre à la Russie, et détruisit, par cette diversion, tous les desseins du roi d'Angleterre, du roi de Pologne et du prince Antoine Ulric contre la Prusse. Le roi Auguste, déchu des belles espérances de partager avec le roi d'Angleterre les États du roi, se laissa entraîner au torrent, et, faute de mieux, se ligua avec l'électeur de Bavière pour anéantir la maison d'Autriche. Le maréchal de Belle-Isle, qui n'avait su que faire de la Moravie et de l'Ober-Mannharstberg, les érigea en royaume et les donna aux Saxons, qui, moyennant cette aubaine, signèrent leur traité le 31 d'août. La cour de Vienne, qui ne pouvait plus compter sur la diversion des Russes, pressée d'ailleurs de tous côtés, renvoya dans le camp prussien son négociateur anglais ; il y apporta une carte de la Silésie, où la cession de quatre principautés était marquée d'un trait d'encre. Il fut froidement reçu, et on lui donna à connaître que ce qui peut être bon dans un temps, ne l'est plus dans un autre. Les cours de Londres et de Vienne avaient trop compté sur le secours des Russes : selon leur calcul, il fallait infailliblement que le roi humilié, rabaissé, leur demandât la paix à genoux; il s'en fallut peu que le contraire n'arrivât. Tels sont ces jeux de la fortune si communs à la guerre, et qui déroutent l'art conjectural des plus habiles politiques.

Déjà les Français et les Bavarois étaient en pleine action. L'Autriche était entamée, les troupes s'approchaient de Lintz. Ce n'était que par des efforts communs et unanimes qu'on pouvait espérer de terrasser la reine de Hongrie. Il n'était plus temps de rester dans un camp les bras croisés. Le roi, qui brûlait d'impatience d'agir, tenta de couper M. de Neuperg de la forteresse de Neisse et de le combattre en marche. Ce projet n'était pas mal imaginé, mais il manqua par l'exécution. M. de Kalkstein fut commandé, avec dix mille hommes et des pontons, pour se porter avec célérité au village de Woitz et y jeter un pont, afin que l'armée, qui le suivait de près, le pût passer à son arrivée. Il partit au coucher du soleil, marcha toute la nuit et se trouva le lendemain à une portée de canon du camp. Soit lenteur ou mauvaise disposition, soit que les chemins, gâtés et rompus par les pluies, l'eussent arrêté, l'armée dépassa son avant-garde, et arriva même avant lui au camp de Toupadel et de Siegroth. Ce jour de perdu ne put se réparer; le roi marcha lui-même à Woitz (1) et fit établir ses ponts sur la Neisse ; mais l'armée autrichienne, rangée en ordre de bataille, se présenta environ à huit cents pas de la rivière. Par quelques prisonniers que l'on fit, on apprit que M. de Neuperg n'avait devancé le roi que de quelques heures. L'armée ne pouvait arriver à ce pont qu'en deux heures de temps; on aurait pu le passer, si l'ennemi n'avait pas prévenu le roi; mais ç'aurait été de toutes les imprudences la plus grande, que de pas-

(1) 4 Septembre.

ser sur un pont en présence d'une armée qui certainement eût battu les troupes en détail, et à mesure qu'elles auraient pris du terrain pour se former. Cela fit résoudre de se poster pour ce jour sur les hauteurs de Woitz. Peu de temps après, les Prussiens prirent le camp de Neudorff; et pour tirer leurs subsistances de la ville de Brieg, ils en assurèrent la communication, en occupant les postes de Loewen et de Michelau. Les orages qui menaçaient la maison d'Autriche, et les dangers qui devenaient plus pressans de jour en jour, firent enfin résoudre sérieusement la reine de Hongrie à se débarrasser d'un de ses ennemis, pour rompre la ligue formidable qui allait l'accabler. Elle demanda sérieusement la paix; elle ne chicana plus sur la ville de Breslau; elle insista seulement pour conserver celle de Neisse. Le lord Hindford, qui négociait alors en son nom, prétendait que le roi, en faveur d'aussi grandes cessions, assistât la reine de Hongrie de toutes ses forces. Le roi lui répondit qu'il était fâché de se trouver dans la nécessité de rejeter ces offres, mais qu'il ne pouvait pas violer la foi des traités qu'il venait de signer avec la France et la Bavière. La désolation était si grande à Vienne, qu'on y attendait les Bavarois d'un moment à l'autre. Les chemins n'étaient remplis que de gens qui prenaient la fuite; la cour était sur son départ. Dans cette consternation générale, l'impératrice douairière écrivit au prince Ferdinand de Brunswick, qui servait dans l'armée, la lettre suivante; elle est trop singulière pour la passer sous silence :

« Vienne, 17 septembre 1741.

» Mon cher neveu,

» Je romps un silence cruel, que votre conduite, en servant contre nous, » m'a imposé, ni je le ferais, si j'avais » d'autres voies pour conjurer le roi de » Prusse de me rendre en lui un neveu » que je ne puis nommer cher et digne d'estime même après l'affliction » que vous deux me causez. La consolation en est entre les mains du roi. » La reine, ma fille, lui accorde tout » ce que personne ne saurait garantir » qu'elle-même, s'il aide à la mettre » en cet état et entière tranquillité, et » que le roi aide à éteindre le feu qu'il » a lui-même allumé, et n'agrandisse » lui-même ses propres ennemis; car » il ne faut que la mort de l'électeur » palatin pour lui en attirer d'autres; » plus, que l'agrandissement de Bavière et de Saxe ne peut souffrir » qu'il possède tranquillement ce que » la reine lui a laissé en Silésie. Ainsi, » persuadez le roi de devenir notre bon » allié, d'assister la reine de troupes à » conserver des États que tant d'ennemis accablent; car c'est même l'avantage des deux maisons s'ils sont » en étroite alliance, leur pays étant à » portée de se pouvoir aider à soutenir leurs droits réciproques. Je » compte tout sur votre représentation » et sur les belles qualités que possède » le roi, qui, nous ayant attiré le mal, » voudra aussi avoir l'honneur de nous » sauver en son temps du précipice, et » avoir quelques égards même pour » ses propres intérêts, pour une mère » et tante affligée, qui après pourra » sans rancune se dire votre affectionnée tante ÉLISABETH.» Le prince Ferdinand répondit en substance à l'impératrice douairière, que le roi ne pourrait pas avec honneur se départir des engagemens qu'il avait pris avec la France et la Bavière, qu'il plaignait sincèrement l'impératrice; qu'il voudrait pouvoir changer sa situation et y

compatissait, mais que les temps où il était libre de s'accommoder avec la cour de Vienne étaient passés. On intercepta, à peu de jours de différence, une lettre que l'impératrice douairière écrivait au prince Louis de Brunswick, qui se trouvait alors en Russie; elle était plus sincère, quoique le style n'en valût pas mieux; en voici la copie tirée sur l'original :

« 21 septembre 1741.

» Mon cher neveu,

» L'état de nos affaires a pris un » pli si accablant, que l'on peut dire » notre cas un abandon général; car » plus aucun n'est pour nous. Ce qui » nous console dans notre malheur, » est que Dieu précipitera plus d'un » Pharaon dans la mer Rouge, et con» fondra nos faux simulés amis. Il » n'est pas possible que la plupart » croient plus qu'il y a un Dieu. Vrai » est-il, les fausses apparences ne » m'ont pas endormie, et malgré que » l'électeur de Bavière nous a attiré » les Français et me chasse d'ici, je » l'estime un digne prince; il n'a point » simulé ni été faux, il s'est démasqué » d'abord et agit honnêtement. Je » doute de vous écrire plus d'ici. C'est » une triste année pour moi. Conser» vez-nous l'alliance, et qu'ils se gar» dent de faux et simulés amis, qui » suis votre affectionnée tante ÉLISA» BETH. »

Le style de ces lettres découvre combien la cour de Vienne avait le cœur ulcéré des progrès des Prussiens en Silésie, et que cette cour ne respirait que la vengeance. Mais quelle dialectique! Quiconque attaque la maison d'Autriche ne saurait croire en Dieu! Offrir la paix lorsqu'on est libre de la faire, et refuser des conditions proposées après d'autres traités signés, s'appelle fausseté, perfidie! C'est le langage de l'amour-propre et de l'orgueil, qui supprime l'exactitude du raisonnement. Ainsi à Vienne on envisageait l'alliance formée contre la pragmatique sanction comme la guerre des Titans qui voulaient escalader les cieux pour détrôner Jupiter.

De leur côté, les Suédois n'étaient pas aussi heureux que leurs alliés. Un détachement de douze mille hommes avait été taillé en pièces par les Russes auprès de Willmanstrand. Cet échec était considérable pour ce royaume affaibli et ruiné depuis Charles XII. La France en fut mortifiée; elle se proposa de réparer d'un autre côté le revers qu'avaient essuyé ses alliés; elle voulut que le maréchal de Maillebois, avec l'armée qu'il commandait en Westphalie, pénétrât dans l'électorat de Hanovre, pour se rendre maître de ces États. Le roi fit une grande faute alors en employant tout son crédit pour dissuader les Français de ce dessein, alléguant que par cette entreprise ils se rendraient odieux à l'Europe, révolteraient contre eux tous les princes d'Allemagne, et qu'allant s'attacher à un objet de peu d'importance, ils négligeraient l'objet principal, qui était d'écraser la reine de Hongrie avec toutes leurs forces. Les Français auraient pu réfuter facilement un raisonnement aussi faible. S'ils avaient pris alors l'électorat de Hanovre, jamais le roi d'Angleterre n'aurait pu faire des diversions sur le Rhin comme en Flandre. Il ne manquait plus que la garantie de la France au traité que le roi avait fait avec l'électeur de Bavière. On pressait M. de Valori de la procurer. Sa cour faisait encore des difficultés sur la cession de la principauté de Glatz et sur quelques portions de la haute Silésie. Il lui arriva,

étant auprès du roi, de laisser tomber par hasard un billet de sa poche; sans faire semblant de rien, le roi mit le pied dessus, il congédia le ministre au plus vite. Ce billet était de M. Amelot, secrétaire des affaires étrangères; il portait de n'accorder Glatz et la haute Silésie à la Prusse qu'en cas qu'il en résultât un plus grand inconvénient s'il les refusait. Après cette découverte, M. de Valori fut obligé d'en passer par où l'on voulut. Les desseins des Français sur le pays de Hanovre s'ébruitèrent et parvinrent bientôt au roi d'Angleterre. Ce prince crut son électorat perdu; il n'avait pas le temps de parer ce coup qui le menaçait de si près. Les mesures qu'il avait prises avec la Russie et la Saxe lui ayant également manqué, il voulut tout de bon travailler à moyenner la paix entre le roi de Prusse et la reine de Hongrie. En conséquence de cette résolution, le lord Hindford se rendit au camp autrichien; de là il fit des remontrances si fortes à la cour de Vienne, il la pressa avec tant d'énergie, en lui exposant que pour sauver le reste de ses États, il fallait savoir en perdre à propos une partie, que cette cour consentit à la cession de la Silésie, de la ville de Neisse et d'une lisière en haute Silésie, en renonçant à toute assistance contre des ennemis. Le roi qui connaissait la duplicité des Anglais et des Autrichiens, prit ces offres pour des piéges; et pour ne point se laisser amuser par de belles paroles, qui l'auraient retenu oisif dans son camp, il déroba une marche à l'ennemi, passa la Neisse à Michelau et vint le lendemain camper à Katscher, tandis qu'un détachement s'empara d'Oppeln, où l'on établit le dépôt des vivres. Sur ces mouvemens, M. de Neuperg quitta Neisse et se porta sur Oppersdorff. Le roi le tourna par Friedland et se campa à Steinau. Peut-être que ces différentes manœuvres accélérèrent la négociation du lord Hindford; il vint avertir le roi que sa négociation avait si bien réussi, que M. de Neuperg était près d'abandonner la Silésie, pourvu que le roi lui déclarât verbalement qu'il n'entreprendrait rien contre la reine. Les ennemis se contentaient d'un pourparler qui valait des provinces à l'État et des quartiers d'hiver tranquilles aux troupes fatiguées de onze mois d'opérations. La tentation était forte; le roi voulut essayer ce qui pourrait résulter de cette conférence. Il se rendit en secret, accompagné du seul colonel Goltz, à Oberschnellendorff, où il trouva le maréchal Neuperg, le général Lentulus et le lord Hindford. Ce ne fut pas sans réflexion que ce prince fit cette démarche. Quoiqu'il eût quelque sujet de se plaindre de la France, ces mécontentemens n'étaient pas assez forts pour rompre avec elle; il connaissait par son expérience les dispositions de la cour de Vienne; il n'en pouvait rien attendre d'amiable; il était clair que la reine de Hongrie ne se prêtait à cette convention que pour semer la méfiance entre les alliés en l'ébruitant; il fallait donc exiger des Autrichiens, comme une condition *sine quâ non*, que, s'ils divulguaient le moins du monde les conditions dont on conviendrait, ce serait autoriser le roi à rompre cette convention; le roi était bien sûr que cela ne manquerait pas d'arriver. Le lord Hindford tint le protocole au nom de son maître. On convint que Neisse ne serait assiégée que pour la forme, que les troupes prussiennes ne seraient point inquiétées dans les quartiers qu'elles prendraient en Silésie comme en Bohême, et surtout que, sans le secret le plus

rigide, tout ce qu'on venait de régler serait nul, de toute nullité. Il faut avouer que s'il y a une fatalité, elle s'est surtout manifestée sur M. de Neuperg, qui paraissait destiné à faire les traités les plus humilians pour ses souverains. Peu après, M. de Neuperg fit prendre à son armée la route de la Moravie. Le siége de Neisse fut aussitôt commencé; la ville ne tint que douze jours. La garnison autrichienne n'en était pas encore sortie, que les ingénieurs prussiens y traçaient déjà les nouveaux ouvrages qui, par la suite, la rendirent une des bonnes places de l'Europe. La ville prise, on sépara l'armée; une partie marcha en Bohême sous les ordres du prince Léopold d'Anhalt; quelques régimens furent employés au blocus de Glatz, et le reste des troupes, aux ordres du maréchal Schwérin, s'établit dans la haute Silésie.

Le duc de Lorraine, qui se trouvait à Presbourg, se flattant que le roi regarderait des pourparlers comme des traités de paix, lui écrivit, demandant sa voix pour l'élection à l'empire. La réponse fut obligeante, mais conçue dans un style obscur et si embrouillé, que l'auteur même n'y comprenait rien. La campagne terminée onze mois après l'entrée en Silésie, le roi reçut l'hommage de ses nouveaux sujets à Breslau, d'où il retourna à Berlin. Il commençait à apprendre la guerre par ses fautes; mais les difficultés qu'il avait surmontées n'étaient qu'une partie de celles qui restaient à vaincre pour mettre le comble au grand ouvrage qu'il avait entrepris de perfectionner.

CHAPITRE III.

Raisons politiques de la trêve. — Guerre des Français et des Bavarois en Bohême. — L'Espagne se déclare contre l'Autriche. — Diète de l'empire. — Révolution en Russie. — Diverses négociations.

Pour ne pas trop interrompre le fil des évènemens militaires, nous nous sommes contentés de ne toucher que succinctement les causes qui occasionnèrent cette espèce de suspension d'armes entre la Prusse et l'Autriche. Cette matière est délicate. La démarche du roi était scabreuse; il est nécessaire d'en développer les motifs les plus secrets. Le lecteur nous pardonnera de reprendre les choses d'un peu plus haut, afin de les éclaircir davantage.

Le but de la guerre que le roi avait entreprise était de conquérir la Silésie; s'il prit des engagemens avec la Bavière et la France, ce n'était que pour remplir ce grand objet; mais la France et ses alliés visaient à des fins toutes différentes. Le ministère de Versailles était dans la persuasion que c'en était fait de la puissance autrichienne, et qu'on allait la détruire pour jamais. Il voulait élever sur les ruines de cet empire quatre souverains, dont les forces pourraient se balancer réciproquement, savoir : la reine de Hongrie, qui garderait ce royaume, l'Autriche, la Styrie, la Carinthie et la Carniole; l'électeur de Bavière, maître de la Bohême, du Tyrol et du Brisgau; la Prusse avec la basse Silésie; enfin la Saxe joignant la haute Silésie et la Moravie à ses autres possessions. Ces quatre voisins n'auraient jamais pu s'entendre à la longue, et la France se préparait à jouer le rôle d'arbitre et à dominer sur des despotes qu'elle au-

rait établis elle-même. C'était renouveler les usages de la politique des Romains dans les temps les plus florissans de cette république. Ce projet était incompatible avec la liberté germanique, ne convenait en aucune manière au roi, qui travaillait pour l'élévation de sa maison, et qui était bien éloigné de sacrifier ses troupes pour se former ou se créer des rivaux. Si le roi s'était rendu l'instrument servile de la politique française, il aurait préparé lui-même le joug qu'il se serait imposé; il aurait tout fait pour la France et rien pour lui-même, et peut-être Louis XV serait-il parvenu à réaliser cette monarchie universelle, dont on veut attribuer le projet chimérique à Charles-Quint. Ajoutons à ceci, puisqu'il faut tout dire, que si le roi avait secondé avec trop de chaleur les opérations des troupes françaises, leur fortune excessive l'aurait subjugué; d'allié il serait devenu sujet; on l'aurait entraîné au-delà de ses vues, et il se serait trouvé dans la nécessité de consentir à toutes les volontés de la France, faute d'être par la suite en état de lui résister ou de trouver des alliés qui pussent l'aider à sortir de cet esclavage. La prudence semblait donc exiger du roi une conduite mitigée, par laquelle il établit une sorte d'équilibre entre les maisons d'Autriche et de Bourbon. La reine de Hongrie était au bord du précipice; une trêve lui donnait le moyen de respirer, et le roi était sûr de la rompre quand il le jugerait à propos, parce que la politique de la cour de Vienne la pressait de divulguer ce mystère. Ajoutons, pour la plus grande justification du roi, qu'il avait découvert les liaisons secrètes que le cardinal de Fleury entretenait avec M. de Stainville, ministre du grand-duc de Toscane à Vienne: il savait que le cardinal était tout disposé à sacrifier les alliés de la France, si la cour de Vienne lui offrait le Luxembourg et une partie du Brabant. Il s'agissait donc de manœuvrer adroitement, surtout de ne point se laisser prévenir par un vieux politique qui s'était joué, dans la dernière guerre, de plus d'une tête couronnée.

L'évènement justifia bientôt ce que le roi avait prévu de l'indiscrétion de la cour de Vienne; elle divulgua le prétendu traité avec la Prusse, en Saxe, en Bavière, à Francfort sur le Mein, et partout où elle avait des émissaires. Le comte de Podewils, ministre des affaires étrangères, avait été chargé, à son retour de la Silésie, de passer par Dresde pour sonder cette cour, qui avait marqué sans cesse beaucoup de jalousie et de mauvaise volonté pour tout ce qui intéressait la Prusse; il y trouva le maréchal de Belle-Isle furieux de ce qu'il venait d'apprendre d'un certain Koch, émissaire de la cour de Vienne, qui, après lui avoir fait des propositions de paix que le maréchal rejeta, lui déclara que sa cour s'était, à tout hasard, accommodée avec le roi de Prusse. Bien plus, toute la ville de Dresde était inondée de billets qui avertissaient les Saxons de suspendre la marche de leurs troupes pour la Bohême, parce que le roi de Prusse, réconcilié avec la reine de Hongrie, se préparait à faire une invasion en Lusace. La timidité ombrageuse du comte de Brühl fut rassurée par la fermeté hardie du comte de Podewils, et les Saxons marchèrent en Bohême. Sur ces entrefaites, l'électeur de Bavière communiqua au roi une lettre de l'impératrice Amélie, qui l'exhortait à s'accommoder avec la reine de Hongrie avant le mois de décembre, sans quoi cette princesse se trouverait obligée de

ratifier les préliminaires dont elle était convenue avec les Prussiens. Cette conduite de la cour de Vienne dégageait le roi de toutes ses promesses. On verra, dans la suite de cet ouvrage, que cette cour paya cher son indiscrétion.

La guerre avait souvent changé de théâtre pendant ces négociations; alors toutes les armées parurent s'être donné rendez-vous en Bohême. L'électeur de Bavière avait été à deux marches de Vienne; s'il eût avancé, il se serait trouvé aux portes de cette capitale, qui, mal fournie de troupes, ne lui aurait opposé qu'une faible résistance. L'électeur abandonna ce grand objet par l'appréhension puérile que les Saxons étant seuls en Bohême, ils pourraient conquérir ce royaume et le garder. Les Français, par une finesse mal entendue, s'imaginaient qu'en prenant Vienne, le Bavarois deviendrait trop puissant; ils fortifièrent donc, pour l'en éloigner, sa méfiance contre les Saxons. Cette faute capitale fut la source de tous les malheurs qui accablèrent ensuite la Bavière. Cette armée de Français et de Bavarois fut partagée; on en donna quinze mille hommes à M. de Ségur, pour couvrir l'Autriche et l'électorat; l'électeur, avec le gros de ses forces, s'empara de Tabor, de Budweis et marcha droit à Prague, où les Saxons le joignirent, de même de M. de Gassion, les premiers venant de Lowositz, le dernier de Pilsen.

Le maréchal Tœrring et M. de la Leuville, qui commandaient à Tabor et à Budweis, abandonnèrent ces villes à l'approche des Autrichiens; non seulement les ennemis y trouvèrent un magasin considérable, mais par cette position qu'ils occupèrent, M. de Ségur se trouva coupé de l'armée de Bohême. M. de Neuperg et le prince de Lobkowitz, qui venaient tous deux de Moravie, se fortifièrent dans ce poste. L'électeur de Bavière, qui se trouvait alors devant Prague, ne pouvant l'assiéger dans les règles à cause de la rigueur de la saison, se détermina à la prendre par surprise. La place était d'une vaste enceinte; elle était défendue par une garnison trop faible; en multipliant les attaques, il fallait nécessairement qu'il se trouvât quelque endroit dans la ville sans résistance, et cela suffisait pour l'emporter. Prague fut donc assaillie de trois côtés différens. Le comte de Saxe escalada l'angle flanqué du bastion Saint-Nicolas, vers la porte Neuve; il fit baisser le pont-levis et introduisit par cette porte la cavalerie qui, nettoyant les rues, obligea la garnison d'abandonner la porte de Saint-Charles que le comte Rutoswsky essayait vainement de forcer; il ne fit donner l'assaut qu'après que les ennemis eurent quitté le rempart. Les Autrichiens, accablés d'ennemis, furent contraints de mettre bas les armes. Une troisième attaque, que M. de Polastron devait diriger, manqua tout-à-fait. Le duc de Lorraine, grand-duc de Toscane, voulut alors se mettre à la tête des armées, et il s'avançait à grandes journées pour secourir Prague. A peine arrivé à Kœnigssaal, il apprend que les alliés étaient déjà maîtres de cette ville. Ce fut pour lui comme un coup de foudre; il retourna avec précipitation sur ses pas; ce fut moins une retraite qu'une fuite. Les soldats se débandaient, pillaient les villages et se rendaient par bandes aux Français. MM. de Neuperg et de Lobkowitz se réfugièrent, avec leurs troupes découragées, derrière les marais de Budweis, Tabor, Neuhaus et Wittingau, camps fameux

d'où Ziska, chef des Hussites, avait bravé les forces de tous ses ennemis. Le maréchal de Belle-Isle, que la sciatique avait retenu à Dresde, tant qne les affaires parurent critiques en Bohême, se rendit à Prague d'abord après sa reddition. Il détacha Polastron à Teutschbrod, le comte de Saxe à Picheli, pour nettoyer les bords de la Sassawa, et d'Aubigné se porta sur la Wotawa avec vingt bataillons et trente escadrons. L'intention du maréchal était de pousser jusqu'à Budweis: mais la circonspection de ce général l'arrêta à Piseck. Ainsi l'inactivité des généraux français donna aux Autrichiens le temps de respirer et de se fortifier dans leurs quartiers. Le maréchal de Belle-Isle, plus flatté de la représentation de l'ambassade que du commandement des armées, manda au cardinal quo sa santé ne lui permettant pas de fournir aux fatigues d'une campagne, il demandait d'être relevé. Le cardinal donna ce commandement au maréchal de Broglie, affaibli par deux apoplexies; mais se trouvant à Strasbourg, dont il était gouverneur, il parut être celui de tous les généraux qui pourrait joindre le plus vite l'armée de Bohême. Dès son arrivée, ce maréchal se brouilla avec M. de Belle-Isle. Broglie changea toutes les dispositions de son prédécesseur; il rassembla une masse de troupes, avec lesquelles il se rendit à Piseck. Le grand-duc fit mine de l'attaquer; sa tentative fut inutile : Lobkowitz ne réussit pas mieux sur Frauenberg. Enfin les Autrichiens, fatigués inutilement, retournèrent à leurs quartiers. Les Français, qui aimaient leurs commodités, trouvaient fort à redire que les ennemis les inquiétassent si souvent; ils auraient bien voulu que les Prussiens se missent en avant pour les couvrir; mais il aurait fallu être imbécille pour souscrire à de telles prétentions. M. de Valori, qui était ministre de France à Berlin, s'exhalait en plaintes; il soutenait que les Allemands, qui n'étaient bons qu'à se battre, devaient ferrailler contre les Autrichiens, pour donner du repos aux Français, qui leur étaient supérieurs en toute chose. On l'écouta tranquillement, et à la fin, il se lassa de ses vaines importunités.

Tant de puissances, qui s'étaient alliées contre la maison d'Autriche et qui voulaient partager ses dépouilles, avaient excité la cupidité de princes qui jusqu'alors s'étaient tenns tranquilles. L'Espagne ne vonlut pas demeurer oisive, tandis que tout le monde pensait à son agrandissement. La reine d'Espagne, qui était de Parme, forma des prétentions sur cette principauté et sur celle de Plaisance, qu'elle appelait son cotillon, pour y établir son second fils don Philippe. Elle fit passer vingt mille Espagnols, sous les ordres de M. de Montemar, par le royaume de Naples, en même temps que don Philippe, avec un autre corps, passait par le Dauphiné et la Savoie pour pénétrer en Lombardie. Ainsi un feu qui, dans son origine, ne parut qu'une étincelle en Silésie, se communiqua de proche en proche, et causa bientôt en Europe un embrasement universel.

Tandis que tant d'armées commettaient, les unes vis-à-vis des autres, plus de sottises que de belles actions, la diète de l'empire, assemblée à Francfort pour l'élection d'nn empereur, perdait son temps en frivoles délibérations; au lieu d'élire un chef, elle disputait sur des pourpoints ou sur des dentelles d'or que les seconds ambassadeurs prétendaient porter ainsi que les premiers. Cette diète était partagée en

deux partis ; les uns, partisans fanatiques de la reine de Hongrie, les autres, ses ennemis outrés. Les premiers voulaient le grand-duc pour empereur, les autres désignaient, avec une sorte d'obstination, l'électeur de Bavière. La fortune, qui favorisait encore les armes des alliés, l'emporta, et leur parti gagna enfin l'ascendant qu'ont les heureux. La diète de Francfort, cependant, n'avançait guère. Pour se faire nne idée de cette assemblée et de la lenteur de ses délibérations, il ne sera pas inutile d'en donner une esquisse. La bulle d'or est regardée comme la loi fondamentale de l'Allemagne ; c'est à elle qu'on en appelle en toute occasion, et, s'il y a des chicanes, elles naissent de la façon de l'expliquer. Les princes choisissent donc les docteurs les plus instruits de cette loi, les pédans les plus lourds et les plus consommés dans les vétilles de la formalité, pour les envoyer, comme leurs représentans, à ces assemblées générales. Ces jurisconsultes discutent sur la forme des choses, et ont l'esprit trop rétréci pour envisager les objets en grand ; ils sont enivrés de leur représentation, et pensent avoir la même autorité que celle dont cet auguste corps jouissait du temps de Charles de Luxembourg. Enfin, dans cette diète, au 1er décembre de l'année 1741, on était aussi peu avancé qu'avant la convocation de cette illustre assemblée. Si les Autrichiens avaient eu quelques succès par leurs armes, le grand-duc aurait emporté la pluralité des voix ; il fallait donc, dans ces conjonctures, brusquer l'élection, pour profiter de la supériorité des suffrages, empêcher, par l'élévation d'une antre famille au trône impérial, que cette dignité ne devînt héréditaire dans la nouvelle maison d'Autriche. Pour acheminer les choses à ce but, le roi proposa de fixer un terme pour le jour de l'élection. Cet expédient fut approuvé, et la diète fixa pour ce choix le 24 janvier 1742.

Cette diète et ses délibérations faisaient moins d'impression sur le roi d'Angleterre que ce qui le touchait de plus près ; la crainte qu'il avait de cette armée de Maillebois, qui menaçait son électorat, fut si vive, qu'il se résolut à faire le suppliant à Versailles pour garantir ses possessions. Il y envoya, comme son ministre, M. de Hardenberg, pour signer un traité de neutralité avec la France. Le cardinal de Fleuri demanda au roi ce qu'il augurait de cette négociation. Ce prince lui répondit qu'il était dangereux d'offenser à demi, et que quiconque menace doit frapper. Le cardinal, plus patelin que ferme, n'avait pas un caractère assez mâle pour prendre des partis décisifs ; il croyait ne rien donner au hasard en tenant les choses en suspens ; il signa ce traité. Ces tempéramens et cette conduite mitigée ont souvent nui aux affaires de la France ; mais la nature dispense ses talens à son gré : celui qui a reçu pour lot la hardiesse ne saurait être timide, et celui qui est né avec trop de circonspection ne saurait être audacieux.

Cette année était comme l'époque des grands évènemens. Toute l'Europe se trouvait en guerre pour une succession litigieuse ; on s'assemblait pour élire un empereur d'une autre maison que de celle d'Autriche, et en Russie, on détrônait un jeune empereur encore au berceau ; une révolution plaça la princesse Élisabeth sur ce trône. Un chirurgien (1), Français de naissance, un musicien, un gentilhom-

(1) Lestoc.

me de la chambre et cent gardes préobrazenski, corrompus par l'argent de la France, conduisent Élisabeth au palais impérial. Ils surprennent les gardes et les désarment. Le jeune empereur, son père, le prince Antoine de Brunswick, et sa mère, la princesse de Mecklenbourg sont arrêtés. On assemble les troupes; elles prêtent le serment à Élisabeth, qu'ils reconnaissent pour leur impératrice. La famille malheureuse est enfermée dans les prisons de Riga. Ostermann, après avoir été traité avec ignominie, est exilé en Sibérie : tout cela n'est l'ouvrage que de quelques heures. La France, qui espérait profiter de cette révolution, qu'elle avait amenée, vit bientôt après ses espérances s'évanouir.

Le dessein du cardinal de Fleuri était de dégager la Suède du mauvais pas où il l'avait engagée. Il crut qu'un changement de règne en Russie rendrait le nouveau souverain facile à conclure une paix favorable à la Suède; dans cette vue, il avait envoyé un nommé d'Avennes, avec des ordres verbaux, au marquis de la Chétardie, ambassadeur à Pétersbourg, afin qu'il employât tous les moyens possibles pour culbuter la régente et le généralissime. De telles entreprises, qui paraîtraient téméraires dans d'autres gouvernemens, peuvent quelquefois s'exécuter en Russie. L'esprit de la nation est enclin aux révoltes. Les Russes ont cela de commun avec les autres peuples, qu'ils sont mécontens du présent et qu'ils espèrent tout de l'avenir. La régente s'était rendue odieuse par les faiblesses qu'elle avait eues pour un étranger, le beau comte de Lynar, envoyé de Saxe; mais sa devancière, l'impératrice Anne, avait encore plus ouvertement distingué Biron, Courlandais et étranger comme Lynar; tant il est vrai que les mêmes choses cessent d'être les mêmes, quand elles se font en d'autres temps et par d'autres personnes. Si l'amour perdit la régente, l'amour plus populaire, dont la princesse Élisabeth fit sentir les effets aux gardes préobrazenski, l'éleva sur le trône. Ces deux princesses avaient le même goût pour la volupté; celle de Mecklenbourg le couvrait du voile de la pruderie; son cœur seul la trahissait. La princesse Élisabeth portait la volupté jusqu'à la débauche; la première était capricieuse et méchante; la seconde, dissimulée, mais facile; toutes deux haïssaient le travail, toutes deux n'étaient pas nées pour le gouvernement.

Si la Suède avait su profiter de l'occasion, elle aurait frappé quelque grand coup pendant que la Russie était agitée par des troubles intestins. Tout lui présageait d'heureux succès; mais le destin de la Suède n'était point de triompher de ses ennemis. Elle demeura dans une espèce d'engourdissement pendant et après cette révolution; elle laissa échapper l'occasion, cette mère des grands évènemens; la perte de la bataille de Pultawa ne lui fut pas plus fatale qu'alors la molle inaction de ses armées. Dès que l'impératrice Élisabeth se crut assurée sur le trône, elle distribua les premières places de l'empire à ses partisans. Les deux frères Bestuchew, Woronzow et Trubetzkoi entrèrent dans le conseil. Lestoc, le promoteur de l'élévation d'Élisabeth, devint une espèce de ministre subalterne, quoique chirurgien. Il était porté pour la France, Bestuchew pour l'Angleterre; de là naquirent des divisions dans le conseil et des intrigues interminables à la cour. L'impératrice n'avait de prédilection

pour aucune des puissances ; mais elle se sentait de l'éloignement pour la cour de Vienne et pour celle de Berlin. Antoine Ulric, père de l'empereur qu'elle avait détrôné, était cousin germain de la reine de Hongrie, neveu de l'impératrice douairière et beau-frère du roi de Prusse, et elle appréhendait que les liens du sang ne fissent agir ces puissances en faveur de la famille sur la ruine de laquelle elle avait établi sa grandeur. Cette princesse, préférant sa liberté aux lois du mariage, trop tyranniques selon sa façon de penser, pour affermir son gouvernement, appela son neveu, le jeune duc de Holstein, à sa succession. Elle le fit élever à Pétersbourg en qualité de grand-duc de Russie. Le public croit assez légèrement que les évènemens qui tournent à l'avantage des princes sont les fruits de leur prévoyance et de leur habileté ; par une suite de cette prévention, l'on soupçonna le roi d'avoir trempé dans cette révolution arrivée en Russie ; mais il n'en était rien. Le roi n'y eut aucune part, et n'en fut informé qu'avec le public. Quelques mois auparavant, lorsque le maréchal de Belle-Isle se trouvait au camp de Molwitz, la conversation avait tourné sur le sujet de la Russie. Le maréchal parut très mécontent de la conduite du prince Antoine et de sa femme la régente ; et, dans un moment où sa colère s'allumait, il demanda au roi s'il verrait avec peine qu'il se fît une révolution en Russie en faveur de la princesse Élisabeth, au désavantage du jeune empereur Iwan, qui était son neveu. Sur quoi le roi répondit qu'il ne connaissait de parens parmi les souverains que ceux qui étaient ses amis. La conversation finit, et voilà tout ce qui se passa.

Berlin fut, pendant cet hiver, le centre des négociations. La France pressait le roi de faire agir son armée ; l'Angleterre l'exhortait à conclure la paix avec l'Autriche ; l'Espagne sollicitait son alliance, le Danemark ses avis pour changer de parti ; la Suède demandait son assistance, la Russie ses bons offices à Stockholm ; et l'empire germanique, soupirant après la paix, faisait les plus vives instances pour que les troubles s'apaisassent.

Les choses ne restèrent pas longtemps dans cette situation. Les troupes prussiennes passèrent à peine deux mois dans leurs quartiers d'hiver. La destinée de la Prusse entraîna encore le roi sur ce théâtre que tant de batailles devaient ensanglanter, et où les vicissitudes de la fortune se firent sentir tour à tour aux deux partis qui se faisaient la guerre. Le plus grand avantage que le roi retira de cette espèce de trève avec les Autrichiens, fut de rendre ses forces plus formidables. L'acquisition de la Silésie lui procura une augmentation de revenus de trois millions six cent mille écus. La plus grande partie de cet argent fut employée à l'augmentation de l'armée ; elle était alors de cent six bataillons et de cent quatre-vingt-onze escadrons, dont soixante de hussards. Nous verrons bientôt l'usage qu'il en fit.

CHAPITRE IV.

Irruption des Autrichiens en Bavière. — Départ du Roi. — Ce qui se passa à Dresde, Prague et Olmutz. — Négociation de Filzner. — Expédition de Moravie, Autriche et Hongrie. — Négociation de Ianini. — Blocus de Brieg. — Le roi quitte la Moravie et joint son armée de Bohême à Chrudim. — Ce qui se passa en Moravie après son départ. — Changement de ministère à Londres. — Négociation infructueuse de Chrudim, qui fait

prendre le parti de décider l'irrésolution des Autrichiens par une bataille.

Quoique les Français fussent maîtres de Prague, qu'ils occupassent les bords de la Votawa, de la Muldan et de la Sassava, les Autrichiens ne désespéraient point de leur salut; ils avaient tiré dix mille hommes d'Italie, sept mille de Hongrie, auxquels ils joignirent trois mille hommes du Brisgau, arrivant par le Tyrol. Ce corps, qui montait au nombre de vingt mille hommes, avait le maréchal Khevenhüller à sa tête. Ce général forma aussitôt le plan de tomber sur les quartiers de M. de Ségur et de le chasser des bords de l'Ens. Nous ne saurions nous dispenser de rapporter à ce sujet un mémoire, en date du 29 juin 1741, que le roi envoya à l'électeur de Bavière. Le lecteur verra que tout le mal qui arriva avait été prévu, et que les princes qui ne corrigent pas avec célérité les mauvaises dispositions qu'ils font dans leurs opérations de campagne, en seront toujours punis; car l'ennemi est mauvais courtisan : loin d'être flatteur, il châtie sévèrement les fautes de celui qui lui est opposé, fût-il roi ou empereur même. Voici ce mémoire :

Raisons qui doivent engager l'électeur de Bavière à pousser la guerre en Autriche.

« La position des troupes prussiennes occupant une partie considérable » des forces autrichiennes, ou contient » le maréchal de Neuperg en Silésie. » L'armée des alliés, qui n'a point » d'ennemi devant elle, devrait pousser ses opérations le long du Danube » et gagner promptement l'Autriche. » L'électeur trouve son ennemi au dépourvu; il peut s'emparer sans résistance de Passau, de Lintz, d'Ens, et » de là se porter sur Vienne, sans rencontrer aucun obstacle. Si l'on se » rend maître de cette capitale, on » coupe, pour ainsi dire, la puissance » autrichienne dans ses racines. La » Bohême, qu'on en sépare par cette » marche, dégarnie de troupes et privée de tout secours, doit tomber » d'elle-même. Il faut établir le théâtre de la guerre en Moravie, en Autriche et en Hongrie même. Dans » les circonstances présentes, cette » opération est aussi aisée que sûre, et » il est incontestable qu'elle obligera » la reine de Hongrie d'accepter sans » délai les conditions de la paix qu'on » voudra lui prescrire. Si l'électeur » diffère de profiter des conjonctures » avantageuses où il se trouve, il donne » à l'ennemi le temps de rassembler » ses forces. Ce qui est sûr aujourd'hui, ne le sera plus demain. En » tournant vers la Bohême, l'électeur » expose ses États héréditaires au caprice des évènemens; il offre un appât aux ennemis, qui sauront bien » en profiter. Mon avis est qu'on ne » prendra jamais les Romains que dans » Rome; qu'on ne laisse donc point » échapper l'occasion de s'emparer de » Vienne. C'est le moyen unique de » terminer ces différends et de parvenir à une paix glorieuse. »

Ce mémoire fut lu et aussitôt oublié. L'électeur, qui n'était pas du tout militaire, crut que des raisons supérieures l'engageaient à prendre un autre parti. Khevenhüller profita de ces fautes. Vers la fin de décembre (1), il passa l'Ens en trois endroits. Ségur, au lieu de tomber avec toutes ses forces sur un de ces trois corps pour les détruire

(1) 1741.

en détail, se retira vers la ville d'Ens; il ne s'y crut pas même en sûreté. Une terreur panique hâta sa fuite; il courut d'une haleine à Lintz, où il se fortifia. M. de Khevenhüller ne lui donna pas le temps de reprendre ses esprits; il le poursuivit avec vivacité; et le monde apprit avec étonnement que quinze mille Autrichiens bloquaient à Lintz quinze mille Français: tant un seul homme peut donner d'ascendant à ses troupes sur celles de son ennemi.

L'électeur de Bavière, consterné d'un revers auquel il ne s'attendait pas, eut recours à l'amitié du roi; il le conjura dans les termes les plus tendres de ne le point abandonner et de sauver son État et ses troupes par une puissante diversion: il désirait que les Prussiens pénétrassent par la Moravie en Autriche, pour donner à M. de Ségur le temps de respirer. Il faut se rappeler pour un moment la situation où se trouvaient les armées. La position de l'armée principale de la reine de Hongrie était très judicieuse : elle avait le dos tourné vers le Danube, sa droite couverte par les marais de Wittingau, sa gauche par la Muldau et par Budweis, son front par Tabor. Les alliés décrivaient avec leurs troupes comme un demi-cercle autour de ces quartiers, de sorte que dans leurs opérations ils avaient l'arc à décrire, et les Autrichiens, qui étaient au centre, la corde : de plus, leurs troupes, étroitement resserrées dans leurs quartiers, couvraient les opérations de M. de Khevenhüller contre les Français; ils tenaient à l'Autriche, d'où ils tiraient leurs vivres et leurs secours; ils gardaient un pied en Bohême, de sorte qu'à l'ouverture de la campagne ils pouvaient se flatter de rétablir leurs affaires. Pour déloger cette armée d'un poste aussi avantageux, il était de la dernière nécessité que les alliés fissent un effort général, pour que les Autrichiens, attaqués de tous côtés, succombassent sous le nombre de leurs ennemis. Le plan fut proposé à M. de Broglie, sans qu'on pût jamais lui persuader d'y concourir.

Quoique le peu de concert et de bonne volonté qui régnait entre les alliés, obligeât d'abandonner le projet le plus décisif pour rendre la supériorité aux armées des Français et des Bavarois, il n'en était pas moins important de soutenir l'électeur à la veille d'obtenir la couronne impériale. Les partis mitigés n'étaient plus de saison. Ou il fallait s'en tenir à la trêve verbale qui n'assurait de rien et que les Autrichiens avaient si ouvertement enfreinte, ou il fallait détromper les alliés de la Prusse de leurs soupçons par quelque coup d'éclat. L'expédition en Moravie était la seule que les circonstances permissent d'entreprendre, parce qu'elle rendait le roi plus nécessaire et le mettait en situation d'être également recherché des deux partis : ce prince s'y détermina, en même temps bien résolu pourtant de n'y employer que le moins de ses troupes qu'il pourrait et le plus de celles que ses alliés voudraient lui donner. Les Saxons, qui gardaient alors les bords de la Sassava, étaient à portée de se joindre à un corps de Prussiens qui devait entrer en Moravie. De là cette petite armée pouvait se porter sur Iglau, en déloger le prince de Lobkowitz, qui y commandait, et pousser en avant jusqu'à Horn, en basse Autriche. Cette manœuvre devait ou forcer M. de Khevenhüller d'abandonner M. de Ségur, ou obliger l'armée principale de la reine de quitter Wittingau, Tabor et Budweis, auquel cas M. de Broglie, n'ayant rien devant lui, pouvait aller

au secours de Lintz. La difficulté de ce plan consistait à faire consentir la cour de Dresde à la jonction de ses troupes avec les prussiennes. D'abord le maréchal de Schwerin reçut ordre de s'emparer d'Olmutz avec le corps qui avait hiverné en haute Silésie; ensuite le roi expliqua à M. de Valori le but de cette expédition et l'utilité qui en résulterait pour la France. Ce moyen étant le seul qui pût sauver les troupes bloquées à Lintz, le roi voulait aller à Dresde. Il fit partir M. de Valori un jour avant son départ, pour qu'il sondât les esprits et les préparât aux propositions qu'on voulait faire. On était convenu que M. de Valori ferait un signe de tête à l'arrivée du roi. Ce signe se fit; et dès que ce prince eut franchi la cérémonie des premiers complimens d'usage, il s'entretint avec le comte de *** de son projet. En voici le résumé; mais pour le bien saisir, il faut reprendre les choses de plus haut. Le feu roi de Pologne Auguste II avait fait un plan de partage de la succession de l'empereur Charles VI. La cour de Vienne en eut vent. Le prince de Lichtenstein, passant par Dresde en 1735, sous le règne d'Auguste III, mécontent du comte Sulkowsky, ministre et favori, assura *** que, s'il pouvait lui procurer ce projet de partage, lui et sa cour n'épargneraient rien pour perdre Sulkowsky et pour lui procurer sa place. *** eut la perfidie d'accepter cette proposition. Il fit copier cet écrit et le remit au prince de Lichtenstein. Or, comme les Saxons s'étaient déclarés contre la maison d'Autriche, et précisément avant l'arrivée du roi, la reine de Hongrie avait envoyé une vieille demoiselle de Kling à Dresde, intrigante de profession, et qui, ayant assisté à l'éducation de la reine de Pologne, masquait la commission dont elle était chargée du prétexte d'un voyage ordinaire, dont l'unique but était de se rapprocher d'une princesse à laquelle elle était attachée depuis long-temps. A peine est-elle arrivée à Dresde qu'elle se rend chez le comte de ***; et, le tirant à l'écart, elle sort de sa poche ce projet de partage et lui dit : « Connaissez-vous ceci ? Promettez-moi sur-le-champ de faire que » les Saxons se retirent de la Bohême, » ou je découvre votre trahison et je » vous perds. » *** promit ce qu'elle voulut; outre cela, il n'osait, par timidité, désobliger le roi, et il avait de la répugnance à remettre les troupes saxonnes entre les mains d'un voisin qu'il avait voulu dépouiller de ses États six mois auparavant. Ajoutez que *** se prêtait avec répugnance à l'agrandissement de l'électeur de Bavière, auquel il enviait la dignité impériale. Après que ces différens sentimens se furent combattus dans son esprit, la peur l'emporta; par timidité, il remit au roi les troupes saxonnes, bien résolu de les retirer aussitôt que cela serait possible. L'après-midi, il y eut une conférence chez le roi. Le comte ***, le comte de Saxe, Valori, M. Desaleur et le comte Rutowsky s'y trouvèrent. Le roi leur exposa les moyens qu'il croyait les plus convenables pour sauver M. de Ségur et la Bavière; il avait une carte de la Moravie sur laquelle il leur expliqua son projet de campagne. Son dessein était de tomber de toutes parts sur les quartiers des Autrichiens. En conséquence M. de Broglie devait attaquer le prince de Lorraine, qui commandait l'armée ennemie du côté de Frauenberg, tandis que les Prussiens et les Saxons les prendraient en flanc vers Iglau. Le comte de Saxe objecta que le maréchal de Broglie avait à peine seize mille hommes avec



lui, et que l'expédition d'Iglau manquerait faute de fourrages et de subsistance. La première objection était sans réplique; quant à la seconde, le roi se chargea de la lever, d'aller à Prague se concerter avec M. de Sechelles, intendant de l'armée, sur les moyens de fournir des vivres aux Saxons. Sur ces entrefaites le roi de Pologne entra dans la chambre. Après quelques civilités, le roi voulut du moins lui faire l'honneur de lui communiquer à quel usage on destinait ses troupes. Le comte *** avait vite plié la carte de la Moravie; le roi la lui redemanda, on l'étala de nouveau, et ce prince fit en quelque sorte le vendeur d'orviétan, débitant sa marchandise le mieux qu'il était possible. Il appuyait principalement sur ce que le roi de Pologne n'aurait jamais la Moravie, s'il ne se donnait la peine de la prendre. Auguste III répondait oui à tout, avec un air de conviction mêlé de quelque chose dans le regard qui dénotait l'ennui. ***, que cet entretien impatientait, l'interrompit en annonçant à son maître que l'opéra allait commencer. Dix royaumes à conquérir n'eussent pas retenu le roi de Pologne une minute de plus. On alla donc à l'Opéra, et le roi obtint, malgré tous ceux qui s'y opposaient, une résolution finale. Il fallait brusquer l'aventure, comme on prend une place d'assaut; c'était le seul moyen de réussir à cette cour. Le lendemain, à six heures du matin, le roi fit inviter le père Guarini, qui était en même temps une espèce de favori, de ministre, de bouffon et de confesseur. Ce prince lui parla de façon à lui persuader qu'il ne voulait réussir que par lui. La finesse de cet Italien fut la dupe de son orgueil. Le père Guarini, en quittant le roi, se rendit auprès de son maître, qu'il acheva de confirmer dans la résolution qu'il avait prise. Enfin le roi partit de Dresde, après avoir vaincu tous les obstacles, la mauvaise volonté du comte de ***, le peu de résolution d'Auguste III et les tergiversations du comte de Saxe, qui, peu occupé de la Bavière, avait encore les chimères de la Courlande en tête, et croyait, pour faire sa cour, être dans la nécessité de contrecarrer, autant qu'il était en lui, les Prussiens.

Lorsque le roi arriva à Prague, Lintz tenait encore; mais le comte de Tœrring, par son inconsidération, s'était laissé battre par les Autrichiens. On fit encore quelques tentatives pour inspirer de l'activité au maréchal de Broglie, mais inutilement. Le roi convint tout de suite avec M. de Sechelles pour fournir de subsistances aux Saxons; il dit : « je ferai l'impossible possible. » Sentence qui devrait être écrite en lettres d'or sur le bureau de tous les intendans d'armée. M. de Sechelles ne se contenta pas de le dire, mais il exécuta tout ce qu'il avait promis. De Prague, le roi passa par ses quartiers de Bohême. Il apprit en chemin que Glatz s'était rendu, et il s'achemina vers la Moravie. Il avait appointé le chevalier de Saxe et M. de Polastron à Landscron, pour concerter avec eux les opérations auxquelles on se préparait. M. de Polastron était un homme confit en dévotion, qui semblait plus né pour dire son chapelet que pour aller à la guerre. De là le roi se rendit à Olmutz, que le maréchal de Schwerin venait d'occuper. On devait établir des magasins dans cette ville; mais M. de Sechelles n'y avait pas présidé. Le séjour du roi dans cette ville fut trop court pour obvier à cet inconvénient, et l'on prit les meilleures mesures que l'on put pour y re-

médier. Pendant que le roi était à Olmutz, il y arriva un certain Fitzner, conseiller du Grand Duc de Toscane; il était chargé de quelques propositions de la cour de Vienne. Le roi, qui se livrait trop à sa vivacité, sans entendre ce que Fitzner avait à lui dire, lui parla sans mettre de points ni de virgules à son dicours : faute impardonnable en négociation, où la prudence veut qu'on entende patiemment les autres et qu'on ne réponde qu'avec poids et mesure. Il lui rappela toutes les infractions que sa cour avait faites à la trève d'Oberschnellendorff, et il exhorta la reine à s'accommoder promptement avec ses ennemis. Fitzner apprit au roi la capitulation flétrissante que M. de Ségur venait de signer à Lintz, d'où le roi prit occasion de tirer de nouvelles raisons pour hâter la paix, en lui insinuant que les Anglais n'avaient que leur propre intérêt en vue et sacrifieraient enfin la reine aux avantages qu'ils tâcheraient d'obtenir pour leur commerce. Fitzner ravala ainsi les choses qu'il était chargé de dire, et l'on convint de part et d'autre d'entretenir une correspondance secrète par le canal d'un certain chanoine Ianini.

Sur ces entrefaites on reçut des nouvelles de Francfort sur le Mein qui annonçaient l'élection et le couronnement de l'électeur de Bavière, qu'on nomma Charles VII. Cependant la cour de Vienne ne restait pas les bras croisés. Si elle négociait avec ardeur, elle ne négligeait pas non plus de faire usage de toutes ses ressources pour se dégager par la force de tant d'ennemis qui l'accablaient. Elle leva en Hongrie quinze mille homme de troupes régulières; elle convoqua dans ce royaume le ban et l'arrière-ban, qui devaient lui valoir quarante mille hommes à peu près. Son intention était d'en former deux corps d'armée, dont l'un devait pénétrer par Hradisch en Moravie, et l'autre devait passer par la Iablunka, et gagner en haute Silésie les derrières de l'armée prussienne, tandis que le prince de Lorraine s'avancerait de la Bohême pour combattre de front les troupes du roi. Ce prince n'avait pris que la moitié des troupes qui hivernaient en haute Silésie, qui faisaient quinze mille hommes, à la tête desquelles il joignit les Français et les Saxons auprès de Trebisch. Un autre corps occupa par ses ordres Wischau, Hradisch, Kremsir et les frontières de la Hongrie, pour couvrir ses opérations. La lenteur, jointe à la mauvaise volonté des Saxons, fit perdre dans cette expédition des jours et même des semaines; ce qui nuisit beaucoup au bien des affaires. Un seul exemple suffira pour preuve de ce que nous disons. Budishau est une maison de plaisance, riche et bien ornée, qui appartient à un comte Bur; on avait assigné par galanterie ce quartier aux Saxons. Le comte Rutowsky et le chevalier de Saxe s'y trouvèrent si bien, que jamais on ne put faire avancer leurs troupes; ils y demeurèrent trois jours. Cet empêchemeut fut cause que le prince de Lobkowitz eut le temps de retirer ses magasins d'Iglau, et qu'à l'approche des alliés il se replia sur Wittingau. Les Saxons occupèrent Iglau; mais il fut impossible de les faire avancer ni sur la Taya ni vers Horn, en Autriche. C'est le cas de la plupart des généraux qui commandent des troupes auxiliaires, de voir échouer leurs projets faute d'obéissance et d'exécution. Les Saxons, qui étaient les plus intéressés à cette expédition, étaient ceux-là même qui employaient le plus de mauvaise foi pour la contrecarrer.

Ces contretemps obligèrent le roi à

refondre ses dispositions. Il donna aux Saxons les quartiers les plus voisins de la Bohême, et les Prussiens occupèrent les bords de la Taya, de Znaym jusqu'à Gœdingen, petite ville qui est sur les frontières de la Hongrie. Bientôt un détachement de cinq mille hommes partit de Znaym et fit une irruption dans la haute Autriche; la terreur s'en répandit jusqu'aux portes de Vienne. La cour rappela sur-le-champ dix mille hommes de la Bavière au secours de cette capitale. Les hussards de Ziethen poussèrent jusqu'à Stockerau, qui n'est qu'à une poste de Vienne. Cette irruption mit les troupes à leur aise par la quantité de subsistances qu'elle leur procura. Mais les Saxons s'inquétaient dans leurs quartiers; ils voyaient partout l'ennemi, la peur grossissait pour eux tous les objets, ils demandèrent qu'on leur laissât occuper les quartiers des Prussiens; ce qui leur fut accordé. M. de Polastron, rappelé en Bohême par les ordres de M. de Broglie, avait quitté l'armée, de sorte que ce qui restait, formait à peine trente mille hommes. Le roi découvrit par des lettres interceptées que les Hongrois commençaient à se rassembler sur les frontières de la Moravie. Il n'y avait pas de moment à perdre; il fallait dissiper cette milice avant que le nombre en devînt trop considérable. Cette commission tomba sur le prince Thierry d'Anhalt, qui avec dix bataillons, autant d'escadrons et mille hussards, entra en Hongrie, enleva trois quartiers de pandours, leur prit douze cents hommes et répandit une telle alarme dans ce royaume, qu'une partie de l'arrière-ban se sépara. Cette expédition si heureusement terminée, ce prince vint rejoindre l'armée aux environs de Brunn. Car les Saxons étaient à Znaym, Sab, Nickelsbourg, et les Prussiens à Bohrlitz, Austerlitz, Schlowitz et aux environs de Brunn. On avait demandé du canon au roi de Pologne pour assiéger cette ville : ce prince le refusa faute d'argent. Il venait de dépenser quatre cent mille écus pour acheter un gros diamant vert : il voulait la chose et se refusait aux moyens. L'expédition du roi manqua donc par bien des raisons. M. de Ségur s'était laissé prendre avant qu'on le pût secourir; M. de Broglie était paralytique; *** craignait plus mademoiselle de Kling qu'il ne se souciait de la Moravie; Auguste III voulait un royaume, mais il ne voulait pas prendre la peine de le conquérir. Cependant sans la prise de Brunn, les alliés ne pouvaient pas même se soutenir en Moravie. Ce qu'il y avait de pire, c'était que le roi ne pouvait faire aucun fond sur la fidélité des Saxons, et il devait s'attendre qu'ils l'abandonneraient à l'approche de l'ennemi.

Un beau jour, lorsqu'on s'y attendait le moins, tous les Saxons abandonnèrent leurs quartiers et se jetèrent avec précipitation sur ceux que les Prussiens occupaient. Un millier de hussards autrichiens leur avait donné une terreur panique; on leur procura des quartiers et Brunn fut serré de plus près. Le commandant de cette place était un homme intelligent; il envoyait des gens déguisés pour mettre le feu aux villages que les troupes occupaient. Toutes les nuits il y eut des incendies; on compta plus de seize bourgs, villages ou hameaux qui périrent par les flammes. Un jour, trois mille hommes de la garnison de Brunn attaquèrent le régiment de Truchsess dans le village de Lesch; ce régiment se défendit pendant cinq heures avec une constance et une valeur admirables. Le village fut brûlé; mais les ennemis furent chassés sans avoir rem-

porté le moindre avantage. Truchsess, Varenne et quelques officiers y furent blessés en se couvrant de gloire. Enfin les efforts qu'on avait faits pour dégager M. de Ségur attiraient naturellement les Autrichiens en Moravie. Le duc de Lorraine allait se mettre en marche pour dégager Brunn; il fallait choisir un lieu d'assemblée pour les troupes, et qui fût en même temps un camp avantageux. Ces qualités se trouvaient réunies dans le terrain qui environne la ville de Bohrlitz. Le roi communiqua au chevalier de Saxe son dessein d'attendre l'ennemi dans cette position, ce qui pouvait s'exécuter avec d'autant plus de sûreté, que le roi avait été joint par six bataillons et trente escadrons de renfort de ses troupes. Le chevalier donna une réponse ambigue, qui préparait dès-lors aux excuses de sa désobéissance. La raison la plus spécieuse qu'il alléguait se fondait sur le nombre de ses troupes, qu'il ne disait monter qu'à huit mille combattans. Le peu de fonds qu'on pouvait faire sur ces troupes saxonnes donna à réfléchir au roi sur la situation où il se trouvait. Ses propres troupes ne consistaient qu'en vingt-six mille hommes ; c'étaient les seules sur lesquelles il pût compter, et c'était trop peu pour faire tête à l'armée du duc de Lorraine. Après tout, pourquoi s'opiniâtrer à conquérir cette Moravie, pour laquelle le roi de Pologne, qui devait l'avoir, témoignait tant d'indifférence? Le seul parti à prendre, c'était de se joindre aux troupes prussiennes qui étaient en Bohême; et, pour couvrir Olmutz et la haute Silésie, on pouvait se servir de l'armée du prince d'Anhalt, qui devenait inutile auprès de Brandebourg. Il reçut donc incessamment l'ordre de la partager, d'en envoyer une partie à Chrudim, en Bohême, et de mener dix-sept bataillons et trente-cinq escadrons dans la haute Silésie, où il serait joint par son fils, le prince Didier, avec les troupes que le roi laisserait dans ces environs. Malgré toutes ces dispositions, le roi se trouvait dans un pas scabreux. Il avait tout lieu de se défier des Saxons ; mais leur mauvaise foi n'était pas assez manifeste. M. de Broglie le tira de cet embarras, en demandant les troupes saxonnes, pour le renforcer, à ce qu'il disait, contre le prince de Lorraine, qui voulait l'attaquer dans le temps que ce prince prenait le chemin de la Moravie avec son armée. Le roi fit semblant d'ajouter foi au faux avis du maréchal de Broglie, pour se défaire d'alliés suspects. Le départ de la Moravie fut résolu; quinze escadrons et douze bataillons suivirent le roi en Bohême; vingt-cinq escadrons et dix-neuf bataillons demeurèrent, sous les ordres du prince Thierry, dans un camp avantageux auprès d'Olmutz, où ce prince aurait pu se soutenir, si le maréchal de Schwerin avait veillé, comme il le devait, à amasser suffisamment de vivres pour les troupes. M. de Bulow, qui suivait le roi en qualité de ministre de Saxe, le voyant sur son départ de la Moravie, lui dit : « Mais, » sire, qui couronnera donc mon maître? » Le roi lui répondit qu'on ne gagnait les couronnes qu'avec du gros canon, et que c'était la faute des Saxons s'ils en avaient manqué pour prendre Brunn. Ce prince, bien résolu de ne commander désormais qu'à des troupes dont il pût disposer et capables d'obéir, poursuivit sa route passant par Swittau et Leutomischel, et il arriva, le 17 avril, à Chrudim auprès du prince Léopold, où il mit ses troupes en quartier de rafraîchissemens. Les Saxons essuyèrent un petit échec

dans cette retraite; les hussards ennemis leur enlevèrent un bataillon qui faisait leur arrière-garde. Vainement voulut-on leur persuader de se joindre aux Français, ils traversèrent les quartiers des Prussiens pour se cantonner dans le cercle de Satz, sur les frontières de leur électorat. Par leur défection, les Français affaiblis demeurèrent à Piseck sans secours. Le fardeau de la guerre pesait presque uniquement sur les épaules des Prussiens, et les ennemis puisaient, dans l'affaiblissement des alliés, les espérances les plus flatteuses de leurs succès.

Pendant que les Prussiens se refaisaient en Bohême de leurs fatigues, que les Français sommeillaient à Piseck et que les Saxons s'éloignaient, le plus vite qu'ils pouvaient des hasards de la guerre, le prince de Lorraine rentrait en Moravie; le prince Thierry d'Anhalt lui présenta la bataille auprès de Wischau. Son poste était si bien pris, que les troupes de la reine n'osèrent le brusquer. Les Prussiens restèrent dans cette position, et ne la quittèrent qu'après avoir consumé le dernier tonneau de farine qui restait dans leur magasin. Le prince Thierry passa les montagnes de la Moravie, et assit son camp entre Troppau et Jægerndorff, sans que l'armée ennemie fit mine de le suivre. Dans cette retraite, les dragons de Nassau, nouvellement levés, eurent une affaire (1) avec les hussards autrichiens, où ils se signalèrent par leur valeur et par leur conduite. En même temps le régiment de Canneberg (2) se fit jour à travers trois mille ennemis qui voulaient le couper de l'armée, et s'acquit beaucoup de gloire. Les gendarmes qui cantonnaient furent attaqués de nuit dans un village où l'ennemi avait mis le feu. La moitié des escadrons se battit à pied au milieu des flammes, pour donner aux autres le temps de monter à cheval; alors ils donnèrent sur les Autrichiens, les battirent et leur firent des prisonniers; un colonel Brédow les commandait. Ces faits ne sont pas importans; mais comment laisser périr dans l'oubli d'aussi belles actions, surtout dans un ouvrage que la reconnaissance consacre à la gloire de ces braves troupes? Cependant que pouvait-on prévoir de cette guerre, en réfléchissant sur le peu d'accord qui régnait entre les alliés, sur les pitoyables généraux qui conduisaient les Français, sur la faiblesse de leur armée, sur la faiblesse, plus grande encore, de celle de l'empereur, sinon que les vastes projets du cabinet de Versailles, qui semblaient devoir s'accomplir l'année précédente, étaient alors plus que douteux.

De tels pronostics, fondés sur des faits certains, avertissaient le roi de ne pas s'enfoncer trop avant dans ce labyrinthe, mais d'en chercher l'issue au plus tôt; bien d'autres raisons se joignaient encore à celles que nous venons de rapporter pour renouer la négociation de la paix avec la reine de Hongrie. Le lord Hindfort fut employé pour moyenner cet accommodement; il y était plus propre qu'un autre, vu qu'il avait déjà travaillé à la réconciliation des deux puissances, et que son amour-propre se trouvait intéressé à couronner son ouvrage. Il trouva la cour de Vienne moins docile que par le passé; l'affaire de Lintz, l'évacuation de la Moravie et la défection des Saxons lui avaient rendu son ancienne fierté. Ses négociations secrètes à la cour de Versailles lui faisaient même porter ses vues plus loin. On a vu de tout temps

(1) A Napagedell.

(2) Entre Prerau et Grætz.

l'esprit de la cour d'Autriche suivre les impressions brutes de la nature; enflée dans la bonne fortune et rampante dans l'adversité, elle n'a jamais pu parvenir à cette sage modération qui rend les hommes impassibles à l'égard des biens et des maux que le hasard dispense. Alors son orgueil et son astuce reprenaient le dessus. Le mauvais succès de la tentative de lord Hindfort fortifia le roi plus que jamais dans l'opinion où il était, que pour qu'une négociation de paix réussît avec les Autrichiens, il fallait auparavant les avoir bien battus. Une armée belle et reposée l'invitait à tenter le sort des armes; elle était composée de trente-quatre bataillons et de soixante escadrons, ce qui faisait à peu près le nombre de trente-trois mille hommes. Avant que l'on en vînt à cette décision, il arriva un changement dans le ministère anglais. Cette nation inquiète et libre était mécontente du gouvernement, parce que la guerre des Indes se faisait à son désavantage, et que la Grande-Bretagne ne jouait pas un rôle convenable sur le continent. On fouetta le roi sur le dos de son ministre; il fut obligé de chasser sir Walpole, que lord Carteret remplaça. Un mécontement à peu près semblable, dans le siècle passé, coûta la vie au roi Charles Ier; c'était l'ouvrage du fanatisme, et la chute de Walpole ne peut s'attribuer qu'à une cabale de parti. Tous les seigneurs voulaient parvenir au ministère; Walpole avait occupé cette place trop longtemps. Après l'avoir culbuté, la possibilité de réussir donna une nouvelle effervescence à l'ambition des grands; ce qui fit que, dans la suite, cet emploi passa de main en main et devint, de toutes les places du royaume, la moins amovible. Le cardinal de Fleuri fut très mécontent de ce changement; il s'accommodait assez de la condnite modérée de Walpole, et il craignait tout de l'impétuosité de Carteret, qui, à l'exemple d'Annibal, avait juré une haine implacable à tout ce qui portait le nom français. Cet Anglais ne démentit pas l'opinion qu'on avait de lui; il fit payer des subsides à la reine de Hongrie, il la prit sous sa protection, il fit passer des troupes anglaises en Flandre; et, pour diminuer le nombre des ennemis de l'Autriche, il s'engagea envers le roi à lui procurer nne paix avantageuse. Ces offres furent reçues avec reconnaissance, quoique le roi fût bien déterminé à n'avoir l'obligation de la paix qu'à la valeur de ses troupes, et à ne point fonder ses espérances sur l'incertitude d'nne négociation. M. de Broglie, qui se trouvait à Piseck, avec une douzaine de ducs et pairs, à la tête de dix mille hommes, fit tant, par ses représentations, que le cardinal résolut de lui envoyer quelques secours. On ne les rassembla qu'au printemps, et ils arrivèrent trop tard : faute souvent reprochée aux Français, de n'avoir pas pris leurs mesures à temps. Amis des Autrichiens, ils leur avaient fait perdre Belgrade; à présent qu'ils étaient leurs ennemis, ils ne leur faisaient aucun mal. Cette dernière paix ressemblait à la guerre, et cette dernière guerre à la paix. C'est par cette conduite molle qu'ils perdirent les affaires de l'empereur, et que la prudence engagea la plupart de leurs alliés à les abandonner. Ce siècle était stérile en grands hommes pour la France; celui de Louis XIV en produisait en foule. L'administration d'un prêtre avait perdu le militaire. Sous Mazarin, c'étaient des héros, sous Fleuri, c'étaient des courtisans sybarites.

CHAPITRE V.

Événemens qui précèdent la bataille de Chotusitz. — Disposition de la bataille. — Affaire de Sahé. — M. de Belle-Isle vient au camp prussien; il part pour la Saxe. — Paix de Breslau.

L'armée du roi en Bohême était partagée en trois divisions: seize bataillons et vingt escadrons couvraient le quartier général de Chrudim : dix bataillons et vingt escadrons aux ordres de M. de Gœtz étaient aux environs de Leutomischel, et M. de Kalckstein occupait avec un nombre pareil Kuttenberg. Ces trois corps pouvaient se joindre en deux fois vingt-quatre heures. Il y avait outre cela deux bataillons dans la forteresse de Glatz, un bataillon gardait les magasins de Kœnigsgrætz et trois autres couvraient les dépôts de Pardubitz, de Podiebrad et de Nieubourg; de sorte que l'Elbe coulait en ligne parallèle derrière les quartiers des Prussiens, et les magasins étaient distribués de telle sorte, que de quelque côté que vînt l'ennemi, l'armée pouvait se porter à sa rencontre. Le prince d'Anhalt, plus fort qu'il n'était nécessaire, n'ayant point d'ennemi devant lui, garda dix-huit bataillons et soixante escadrons pour couvrir la haute Silésie ; il détacha le général Derschau avec huit bataillons et trente escadrons pour renforcer l'armée de Bohême. Ce renfort était encore en marche, qu'on apprit que le prince de Lorraine quittait la Moravie et marchait par Teutschbrod et Zwittau pour entrer en Bohême. On sut même que le maréchal de Kœnigseck, qui commandait cette armée *a latere*, avait dit qu'il fallait tirer droit vers Prague et combattre les Prussiens chemin faisant; il ne les croyait forts que de quinze mille hommes et jugeait sa supériorité assez considérable pour attaquer un corps aussi faible sans rien hasarder. Bien des personnes condamnèrent le maréchal de ce que faisant la guerre dans les propres états de la reine, il était aussi mal informé: ce n'était pas tout-à-fait sa faute: la Bohême penchait plus pour les Bavarois que pour les Autrichiens ; d'ailleurs les Prussiens étaient vigilans et observaient attentivement les personnes qui pouvaient les trahir; et enfin, des troupes arrivaient, d'autres partaient, de façon que ces mouvemens compliqués ne pouvaient guère être débrouillés par des campagnards ou par des gens du peuple. M. de Kœnigseck pouvait être mal servi en espions; mais il ne fallait pas légèrement condamner sa conduite. Ce général croyait peut-être que si par sa faute M. de Neuperg avait été battu à Molwitz, ce n'était pas une raison de croire les Prussiens invincibles, et son projet était beau, d'expédier chemin faisant les Prussiens, puis de prendre Prague d'emblée. A l'approche des Autrichiens le roi avait le choix de deux partis, ou de mettre l'Elbe devant soi, ou d'aller à la rencontre du Prince de Lorraine et de le combattre. Ce dernier parti prévalut, non seulement comme le plus glorieux, mais encore comme le plus utile, parce qu'il devait hâter la paix; les négociations, comme nous l'avons dit, demandant un coup décisif. L'armée (1) du roi s'assembla aussitôt auprès de Chrudim qui en faisait le centre; la droite fut appuyée à Trzenitz et la gauche au ruisseau de la Chrudimka. Les batteurs d'estrade, les espions, et les déserteurs de l'ennemi avertirent que le prince de Lorraine allait camper ce même jour à Setsch

(1) 13 mai.

et Boyanof, et qu'il voulait y séjourner le 15. On apprit d'autre part qu'un détachement de l'ennemi avait occupé Czaslau, qu'un autre corps marchait à Knttemberg et que ses hussards s'étaient emparés du pont de Kollin.

Le dessein de M. de Kœnigseck paraissait être d'enlever le magasin prussien de Nienbourg et de s'avancer ensuite vers Prague. Pour le contrecarrer, le roi partit le 15 avec l'avant-garde, suivi de l'armée, pour gagner le poste de Kuttenberg avant l'ennemi : il fallut presser cette marche, pour arranger la boulangerie de l'armée à Podiebrad. Cette avant-garde était composée de dix bataillons, d'autant d'escadrons de dragons et d'autant de hussards. Le roi campa ces troupes sur la hauteur de Podertzau, auprès de Cotibortz, où ce corps, quoique faible, était dans nn poste inexpugnable. Ce prince, pour s'orienter dans co terrain, alla à la déconverte ; il aperçut d'une hauteur un corps à peu près de sept à huit mille hommes qui campait à un demi-mille de là, vers Wilincof. En combinant avec la marche du prince de Lorraine le corps qu'on apercevait, on jugea que ce pouvait être le prince de Lobkowitz, qui venait de Budweis pour se joindre à la grande armée.

Le prince Léopold, qui suivait le roi, eut ordre d'avancer le lendemain, pour que ces deux corps fussent à portée de se secourir réciproquement. Cependant on ne vit, aux environs de Podertzau que beaucoup de petits partis, que l'ennemi envoyait probablement pour reconnaître ce camp. Les patrouilles des Prussiens allèrent pendant toute la nuit; les chevaux de la cavalerie étaient sellés et les soldats habillés, ce qui mit l'avant-garde à l'abri de toute surprise. Le lendemain (1), à la pointe dn jour, les hussards rapportèrent que le camp qu'on avait vu la veille à Wilincof avait disparu. Ces troupes, qu'on avait prises pour celles du prince de Lobkowitz, étaient effectivement l'avant-garde du prince de Lorraine, qui, pour ne rien risquer, s'était retiré à l'approche des Prussiens. Aussitôt que le prince Léopold eut passé le défilé de Hermaniesitz, l'avant-garde continua sa marche. Le roi choisit en route une position pour l'armée, et il fit avertir le prince Léopold de camper la drolte à Czaslau et la gauche au village de Chotusitz. L'avant-garde ne devançait l'armée que d'un demi-mille ; elle prit des cantonnemens entre Neuhof, à la droite de l'armée prussienne, et de Knttenberg; on trouva dans cette ville une cuisson de pain préparée pour les Autrichiens, ainsi que tous les secours dont les troupes peuvent avoir besoin. L'avant-garde devait s'assembler, au signal de trois coups de canon, sur la hauteur de Neuhof; ce qui était facile, parce que les régimens les plus éloignés n'étaient qu'à un quart de mille des autres. Vers le soir, le prince Léopold envoya un officier pour rapporter au roi que la marche de l'armée ayant été retardée par l'artillerie et par le gros bagage, il n'était arrivé au camp qu'au soleil couchant, ce qui l'avait empêché de prendre Czaslau ; il avait appris que le prince Charles campait à Wilincof, c'est-à-dire à un mille du camp prussien. Tout cela préparait la bataille qui devait se donner. Dans cette intention, le roi partit le 17, à quatre heures du matin, pour joindre le prince Léopold. En arrivant aux hauteurs do Neuhof, on découvrit toute l'armée autrichienno, qui, pendant

(1) Le 16 mai.

la nuit, avait gagné Czaslau, et qui s'avançait snr quatre colonnes pour attaquer les Prussiens. Voici l'ordre dans lequel le prince Léopold avait rangé les troupes : elles étaient dans une plaine dont la gauche tire vers le parc de Spislau; entre ce parc et le village de Chotusitz, le terrain était marécageux et traversé par quelques petits ruisseaux. La droite aboutissait au voisinage de Neuhof et s'appuyait à une chaine d'étangs, ayant une hauteur devant elle. Le roi fit avertir le maréchal de Buddenbrock d'occuper cette hauteur avec sa cavalerie, au prince Léopold de détendre promptement les tentes, de mettre les deux tiers de l'infanterie en première ligne, et de laisser, à la droite de la seconde ligne, du terrain pour y former l'infanterie de l'avant-garde. Toute cette avant-garde, tant cavalerie qu'infanterie, arriva au grand trot pour joindre l'armée. Les dragons furent mis en seconde ligne à l'aile que le maréchal de Buddenbrock commandait, les hussards sur les flancs; et en troisième, l'infanterie forma le flanc et la seconde ligne de l'aile droite; car les Prussiens avaient appris à connaître, par la bataille de Molwitz, l'importance de bien garnir les flancs. A peine les troupes furent-elles incorporées à l'armée que la canonnade commença. Les quatre-vingt-deux pièces de l'armée prussienne firent un feu assez vif. Le maréchal de Buddenbrock avait formé, sur la hanteur qui était devant lui, son aile de cavalerie, de sorte que sa droite débordait celle du prince de Lorraine. Il attaqua l'ennemi avec tant d'impétuosité, qu'il renversa tout ce qu'il trouva vis-à-vis de lui. La poussière était prodigieuse; elle fut cause que la cavalerie ne put pas profiter de ses avantages autant qu'on devait s'y attendre. Les hussards de Bronikowsky, nouvellement formés, faisaient partie de l'avant-garde du roi; la cavalerie ne les connaissait pas; ils étaient habillés de vert, on les prit pour des ennemis. Un cri s'éleva : *Nous sommes coupés*, et cette première ligne victorieuse s'enfuit à vau-de-route. Le comte de Rottembourg, qui était avec les dragons de la seconde ligne, renversa cependant un gros de l'ennemi qui tenait encore; ensuite il donna sur le flanc de l'infanterie autrichienne, qu'il maltraita beaucoup et qu'il aurait toute hachée en pièces, si quelques cuirassiers et hussards antrichiens ne lui étaient tombés à dos et en flanc. Rottembourg fut blessé, et sa troupe, mise en confusion, se retira de la mêlée avec peine. La cavalerie, cependant, se rallia. Lorsque la poussière fut dissipée, il ne parut sur ce terrain, où tant de monde s'était battu, que cinq escadrons de l'ennemi : c'étaient les dragons de Würtemberg, commandés par le colonel Bretlach. Pendant ce combat de cavalerie, il parut un certain flottement dans l'infanterie ennemie et qui annonçait son incertitude, lorsque M. de Kœnigseck résolut de faire avec sa droite un effort sur la gauche des Prussiens. Ce parti était judicieusement pris, parce que le prince Léopold, ayant trop tardé à mettre les troupes en bataille, n'avait pas eu le temps de former cette gauche sur le terrain le plus avantageux. Il avait garni en hâte le village de Chotusitz; le régiment de Schwerin l'occupait, mais mal et sans observer de règle. Son régiment était à la gauche de ce village, mais en l'air, parce qu'il avait supposé, sans examen du terrain, que la cavalerie de la gauche devait occuper l'espace qui se trouvait entre son régiment et le parc de Spislau; mais ce

terrain étant coupé de ruisseaux, il ne fut pas possible à la cavalerie de l'occuper, d'où il résulta que le régiment avait l'aile gauche en l'air. Cependant la bonne volonté de la cavalerie lui fit tenter l'impossible; elle défila en partie par le village de Chotusitz et en partie par des ponts pour se former. En débouchant, elle trouva M. de Bathyani tout formé, avec la cavalerie autrichienne devant elle. Alors les régimens de Prusse, de Waldau et de Brédow pénétrèrent à travers la première et la seconde ligne de l'ennemi, hachèrent en pièces les régimens d'infanterie hongroise de Palfy et de Vetesch, qui formaient la réserve des Autrichiens; et, s'apercevant que leur ardeur les avait emportés trop loin, ils se firent jour par la seconde, ensuite par la première ligne de l'infanterie ennemie, et revinrent, ainsi chargés de trophées, rejoindre l'armée. La seconde ligne de l'aile gauche de la cavalerie prussienne fut attaquée par un corps autrichien dans le temps qu'elle débouchait de Chotusitz; elle n'eut pas le temps de se former et fut battue en détail. M. de Kœnigseck, qui s'aperçut que, par l'abandon de la cavalerie, le régiment de Léopold n'était plus appuyé de rien, dirigea tous les efforts de son infanterie de ce côté-là. Ce régiment fut contraint de reculer. L'ennemi profita de ce mouvement pour mettre le feu au village de Chotusitz; en quoi il commit une grande sottise, parce qu'il ne faut pas embraser un village qu'on veut prendre, les flammes vous empêchant alors d'y entrer; mais il est prudent de mettre le feu à un village qu'on abandonne, pour empêcher l'ennemi de vous poursuivre. Le régiment de Schwerin, qui s'aperçut à temps de cet incendie, abandonna le village et forma le flanc de la gauche. Ce feu éleva comme une barrière qui empêcha les deux armées de s'assaillir de ce côté. Malgré cet obstacle, l'ennemi attaqua la gauche des Prussiens à la droite du village; entre autres, un régiment d'infanterie hongroise voulut entrer, le sabre à la main, dans cette ligne; cet essai lui réussit si mal, que soldats et officiers, de même que le régiment de Léopold Daun, étaient couchés devant les bataillons prussiens comme s'ils avaient mis les armes bas, tant le fusil bien manié est devenu une arme redoutable. Le roi saisit ce moment pour donner avec promptitude sur le flanc gauche de l'infanterie autrichienne. Ce mouvement décida la victoire. Les ennemis se rejetèrent sur leur droite, où ils se trouvèrent acculés à la Dobroya; ils s'étaient engagés dans un terrain où ils ne pouvaient combattre, ce qui rendit leur confusion générale. Toute la campagne fut couverte de fuyards; le maréchal de Buddenbrock les talonna vivement dans leur déroute; il les poursuivit avec quarante escadrons, soutenus de dix bataillons, jusqu'à un mille du champ de bataille. Les trophées des Prussiens consistèrent en dix-huit canons et deux drapeaux; ils firent douze cents prisonniers. Quoique cette affaire n'ait pas été des plus considérables, l'ennemi perdit quantité d'officiers; et, si l'on voulait évaluer leur perte en comptant morts, prisonniers blessés et déserteurs, on pourrait la faire monter sans exagération à sept mille hommes. On leur aurait également enlevé quantité d'étendards, si, par précaution, ils ne les avaient tous laissés en arrière sous la garde de trois cents maîtres; les Prussiens en perdirent onze, ce qui doit d'autant moins surprendre, que l'usage de la cavalerie autrichienne était alors de tirer à

cheval; elle était toujours battue, mais cela ne laissait pas d'être meurtrier pour les chevaux des assaillans. Les morts, du côté des Prussiens, montèrent à neuf cents cavaliers et à sept cents fantassins; il y eut bien deux mille blessés. Les généraux de Werdeck et de Wédel, les colonels Bismarck, Malzahn, Kortzfleisch et Britz y perdirent la vie en se couvrant de gloire, et les troupes y firent des prodiges de valeur. L'action ne dura que trois heures. Celle de Molwitz avait été plus vive, plus acharnée et plus importante pour les suites. Si les Prussiens avaient été battus à Chotusitz, l'État n'était pas sans ressources; mais en remportant la victoire, on se procurait la paix. Les généraux des deux partis tirent des fautes qu'il est bon d'examiner, pour n'en pas commettre de pareilles. Commençons par M. de Kœnigseck. Il forme le projet de surprendre les Prussiens; il s'empare de nuit de Czaslau, et ses troupes légères escarmouchent, jusqu'au lever de l'aurore, avec les grands gardes des Prussiens. Était-ce à dessein de les tenir alertes et de les empêcher d'être surpris, ou de les avertir du projet qu'il méditait? Le jour de l'action (1), il pouvait, dès l'aube du jour, tomber sur le camp du prince Léopold, que le roi ne joignit qu'à six heures. Que fait-il? il attend jusqu'à huit heures du matin pour se mettre en mouvement, et l'avant-garde arrive. Quelles fautes fait-il dans la bataille même? Il laisse au maréchal de Buddenbrock la liberté de se saisir d'une hauteur avantageuse, d'où la cavalerie prussienne fond sur son aile gauche et l'accable; il prend le village de Chotusitz; et, au lieu de s'en servir pour tourner entièrement le flanc gauche de son ennemi, il se prive de cet avantage en y mettant le feu et en empêchant lui-même ses troupes de le passer, ce qui protége la gauche des Prussiens; il fixe toute son attention sur sa droite, et il néglige sa gauche, que le roi déborde et force de reculer jusqu'au ruisseau de la Dobrava, où la confusion de cette aile se communique à toute l'armée. Ainsi, dans le moment qu'il tient la victoire entre ses mains, il la laisse échapper, et se trouve réduit à prendre la fuite pour éviter l'ignominie de mettre bas les armes. Ce qu'on peut censurer dans la conduite du roi, c'est de n'avoir pas rejoint son armée dans ce camp; il pouvait confier son avant-garde à un autre officier, qui l'aurait menée, aussi bien que lui, à Kuttenberg; mais ce qu'on peut reprendre, à la manière dont le terrain fut occupé, ne doit s'attribuer qu'au prince Léopold; il aurait dû exécuter à la lettre les dispositions que le roi lui avait prescrites; il aurait dû sortir de sa sécurité, étant averti des desseins de l'ennemi par de continuelles escarmouches, qui durèrent toute la nuit. Il n'avait pas fait un usage judicieux du terrain où il devait combattre; ses fautes consistaient à n'avoir pas jeté quelque infanterie dans le parc de Spislau, qui couvrait la gauche; elle aurait bien empêché M. de Bathyani, avec sa cavalerie, d'en approcher. La cavalerie du roi aurait dû s'appuyer à ce parc; s'il avait été assez vigilant pour le faire à temps, la chose n'était point impraticable. Son ordre de bataille sur la droite était moins défectueux. En faisant les changemens que l'on vient d'indiquer, sa cavalerie de la gauche aurait laissé loin derrière elle ces petits ruisseaux qu'elle fut obligée de passer en présence de l'ennemi, et se serait trouvée dans un ter-

(1) 17 mai.

rain où rien ne l'aurait empêché d'agir librement. Ajoutons encore que le village de Chotusitz n'avait tout au plus que l'apparence d'un poste ; le cimetière était le seul lieu tenable, mais il était entouré de chaumières de bois qui se seraient embrasées aussitôt que le feu d'infanterie aurait commencé. Le seul moyen de défendre ce village était de le retrancher ; et, comme le temps manquait pour cet ouvrage, il ne fallait pas penser à s'y soutenir. La faute principale que le prince Léopold commit dans ce qui précéda cette action, fut qu'il ne voulut croire que les ennemis venaient pour l'attaquer que lorsqu'il vit leurs colonnes commencer a se déployer devant son front. Alors il était bien tard pour penser à de bonnes dispositions ; mais la valeur des troupes triompha des ennemis, des obstacles du terrain et des fautes dans lesquelles tombèrent ceux qui les commandaient. Une pareille armée était capable de tirer un général d'embarras, et le roi est lui-même convenu qu'il lui avait plus d'une obligation de ce genre.

Les Autrichiens, après leur défaite, ne s'arrêtèrent qu'à trois milles du champ de bataille, auprès du village de Habor, où ils prirent un camp fortifié sur la croupe des montagnes. Le prince do Lorraine y fut joint par un renfort de quatre mille hommes ; le roi en reçut un en même temps de six mille, que le prince d'Anhalt lui envoyait de la haute Silésie, sous la conduite du général Derschau. Les Prussiens suivirent les ennemis ; mais lorsque leur avant-garde parut, vers le soir, aux environs de Habor, dès la nuit même le prince de Lorraine en décampa, et se jeta, par de grands bois, sur le chemin de Teutschbrod. Les troupes prussiennes, qui ne pouvaient pas s'enfoncer plus avant en Bohême faute de vivres, allèrent se camper à Kuttenberg, pour être à portée de leurs magasins. Tandis que le prince de Lorraine se faisait battre par les Prussiens, Lobkowitz passa la Müldau à la tête de sept mille hommes, et vint audacieusement faire le siége de Frauenberg, dont le château pouvait tenir huit jours (1). Broglie, qui avait reçu un renfort de dix-mille hommes et que le maréchal de Belle-Isle vint joindre, parce que la diète de Francfort était finie, Broglie, dis-je, se mit en devoir de secourir cette ville ; il fit passer tout son corps, par un défilé très étroit, auprès de Sahé, et que Lobkowitz avait garni de quelque infanterie. Les premiers escadrons français qui débouchèrent sans ordre ni disposition, attaquèrent les cuirassiers de Hohenzollern et de Bernis, qui faisaient l'arrière-garde de Lobkowitz, et les battirent. Les Autrichiens avaient à dos un bois où ils se rallièrent à différentes reprises ; mais commo le nombre des Français augmentait, ils enfoncèrent enfin les ennemis, et M. de Lobkowitz ne se crut en sûreté qu'en gagnant en hâte Budweis. Les cuirassiers autrichiens passaient autrefois pour les piliers de l'empire ; les batailles de Crutka et de Molwitz les privèrent de leurs meilleurs officiers ; on les remplaça mal. Alors cette cavalerie tirait ou attaquait à la débandade, et fut par conséquent souvent battue ; elle perdit cette confiance en ses forces qui sert d'instinct à la valeur. Les Français firent valoir l'affaire de Sahé comme la plus grande victoire ; la bataille de Pharsale ne fit pas plus de bruit à Rome que ce petit combat n'en fit à Paris. La faiblesse du cardinal de Fleuri avait

(1) Relation de Willich, témoin oculaire.

besoin d'être corroborée par quelques heureux succès, et les deux maréchaux, qui s'étaient trouvés à ce choc, voulaient rajeunir la mémoire de leur ancienne réputation. Le maréchal de Belle-Isle, ivre de ses succès tant à Francfort sur le Mein qu'à Sahé, vain d'avoir donné un empereur à l'Allemagne, se rendit au camp du roi pour concerter avec ce prince les moyens de tirer les Saxons de leur paralysie. M. de Belle-Isle avait mal choisi son temps; le roi était bien éloigné d'entrer dans ses vues. Tant de négociations sourdes, que les Autrichiens entretenaient avec le cardinal de Fleuri, et des anecdotes qui dénotaient sa duplicité, avaient dissipé la confiance de ce prince; on savait que la Chétardie avait dit à l'impératrice de Russie que le moyen le plus sûr de la réconcilier avec la Suède était d'indemniser cette dernière puissance en Poméranie aux dépens du roi de Prusse (1). L'impératrice refusa cet expédient, et en fit part au ministre de Prusse qui était à sa cour. En même temps le cardinal Tencin déclara au pape, au nom de sa cour, qu'il ne devait pas s'embarrasser de l'élévation de la Prusse, qu'en temps et lieu la France y saurait mettre ordre, et humilier ces hérétiques comme elle avait su les agrandir. Ce qui rendait le cardinal digne de la plus grande méfiance, c'était sa conduite ténébreuse; il entretenait à Vienne un nommé Dufargis, qui était son émissaire et son négociateur. Il était donc indispensablement nécessaire de le prévenir, surtout si, à tant de raisons politiques, on ajoute celle des finances, la plus forte et la plus décisive de toutes; il y avait à peine cent cinquante mille écus dans les épargnes. Il était impossible, avec une somme aussi modique, d'arranger les apprêts pour la campagne suivante. Point de ressources pour des emprunts, ni aucun de ces expédiens auxquels les souverains ont recours dans les pays où règne l'opulence et la richesse. Toutes ces raisons résumées firent expédier des pleins-pouvoirs au comte Podewils, qui était alors à Breslau, pour l'autoriser à signer la paix avec le lord Hindfort, qui avait des pleins-pouvoirs de la cour de Vienne. Tout ceci fut cause que le roi n'entra dans aucune des mesures que le maréchal de Belle-Isle lui proposait, et que les audiences ne se passaient qu'en complimens et en éloges. On pouvait prévoir, par la situation où s'était mis le maréchal de Broglie, qu'il s'exposait à recevoir quelque échec; il ne convenait pas aux intérêts de la Prusse que les Autrichiens pussent s'enfler de quelques nouveaux avantages avant que la paix fût signée. Pour prévenir de pareils contre-temps, le roi avertit le maréchal de Broglie des mouvemens du prince de Lorraine, qui tendait à se joindre au prince Lobkowitz; il lui représenta qu'il devait s'attendre à être assailli par toutes les forces réunies des Autrichiens, et que s'il ne voulait pas pousser vigoureusement M. de Lobkowitz avant l'arrivée du prince de Lorraine, il devait au moins ravitailler Frauenberg. M. de Broglie se moqua des avis d'un jeune homme; il n'en tint aucun compte, et resta tranquillement à Frauenberg sans trop savoir pourquoi. Bientôt les Autrichiens arrivèrent; ils lui enlevèrent un détachement à Tein, passèrent la Muldau et pillèrent tout le bagage des Français. M. de Broglie, fort étonné de ce qui lui arrivait, ne sut que fuir à Piseck; de là, ayant donné, pour toute

(1) *Voyez relation de Martefeldt.*

disposition, ces mots : « L'armée doit marcher, » il se retira à Braunau, d'où trois mille Croates le chassèrent et le poursuivirent jusque sous les canons de Prague. Ces mauvaises nouvelles firent expédier un courrier à Breslau pour hâter la conclusion de la paix. L'éloquence du lord Hindfort, fortifiée du gain d'une bataille, parut plus nerveuse aux ministres autrichiens qu'elle ne leur avait semblé auparavant; ils se prêtèrent aux conseils du roi d'Angleterre, et voici les articles des préliminaires qui furent signés à Breslau : 1° la cession que la reine de Hongrie fait au roi de Prusse de la haute et de la basse Silésie et de la principauté de Glatz, excepté les villes de Troppau, de Jægendorff et des hautes montagnes situées au-delà de l'Oppa; 2° les Prussiens seront chargés de rembourser aux Anglais dix-sept cent mille écus hypothéqués sur la Silésie. Les autres articles étaient relatifs à la suspension d'armes, à l'échange des prisonniers, à la liberté de religion comme au commerce. Ainsi la Silésie fut réunie aux États de la Prusse. Deux années de guerre suffirent pour la conquête de cette importante province. Le trésor que le feu roi avait laissé se trouva presque épuisé; mais c'est acheter à bon marché des États, quand il n'en n'en coûte que sept ou huit millions. Les conjonctures secondèrent surtout cette entreprise; il fallut que la France se laissât entraîner dans cette guerre: que la Russie fût attaquée par la Suède; que, par timidité, les Hanovriens et les Saxons restassent dans l'inaction; que les succès fussent non interrompus, et que le roi d'Angleterre, ennemi des Prussiens, devînt malgré lui l'instrument de leur agrandissement. Ce qui contribua le plus à cette conquête, fut une armée qui s'était formée, pendant vingt-deux ans, par une admirable discipline, et supérieure au reste du militaire de l'Europe; des généraux vrais citoyens, des ministres sages et incorruptibles, et enfin un certain bonheur qui accompagne souvent la jeunesse et se refuse à l'âge avancé. Si cette grande entreprise avait manqué, le roi aurait passé pour un prince inconsidéré, qui avait entrepris au-delà de ses forces; le succès le fit regarder comme heureux. Réellement ce n'est que la fortune qui décide de la réputation : celui qu'elle favorise est applaudi, celui qu'elle dédaigne est blâmé. Après l'échange des ratifications, le roi retira ses troupes de la Bohême. Une partie passa par la Saxe, pour rentrer dans ses pays héréditaires; l'autre partie marcha en Silésie, et fut destinée à garder cette nouvelle conquête.

CHAPITRE VI.

De la paix. — Notification aux alliés. — Guerre d'Italie. — Les Hanovriens joignent les Anglais en Flandre. — Guerre de Finlande. — Capitulation de Friedrichshamm. — Le duc de Holstein appelé à la succession de Suède. — Maillebois marche en Bohême, de là en Bavière. — Négociations des Français et Anglais à Berlin. — Évènemens jusqu'à l'année 1743.

La bienséance demandait que cette paix, que l'on venait de conclure, se notifiât aux anciens alliés de la Prusse. Le roi avait eu de bonnes raisons pour en venir là; mais les unes étaient de nature à ne point être publiées, et les autres ne pouvaient se dire sans accabler la France de reproches. Le roi, loin d'avoir intention d'offenser cette puissance, voulait conserver tous les dehors de la bienséance envers elle;

seulement il se bornait à ne point courir la carrière périlleuse où elle était engagée, et à devenir simple spectateur, d'acteur qu'il avait été. L'on prévoyait combien le cardinal serait sensible à ce revirement de système, qui faisait manquer ses desseins les plus cachés; ils étaient bien différens de ceux qu'il affichait en public; car voici quelle était sa vraie marche. Il présumait si bien du nom français, qu'il pensait qu'une poignée d'hommes suffirait pour soutenir la Bohême. Son intention était de faire porter tout le poids de cette guerre aux alliés, et de fortifier ou de ralentir, selon les intérêts de la France, les opérations militaires, pour diriger par cette conduite les négociations de la paix au plus grand avantage de Louis XV. Cette conduite était bien différente de celle que le traité d'alliance l'obligeait de tenir. De tous les alliés de la France, l'empereur était le plus à plaindre, parce que M. de Broglie n'était ni un Catinat ni un Turenne, et que le maréchal Tœrring et les troupes bavaroises n'étaient pas des gens sur lesquels on pût compter. Pour l'électeur de Saxe, tout jaloux qu'il était de l'agrandissement de la maison de Brandebourg, il avait l'obligation au roi de ce que l'ayant compris dans la paix de Breslau, il pouvait se tirer honorablement d'un mauvais pas; de plus, Auguste III était si peu instruit de l'emploi qu'on faisait de ses troupes, que lorsque le comte de Wartensleben fut envoyé à ce prince pour lui annoncer, au nom de son allié, le gain de la bataille de Czaslau, il demanda à Wartensleben si ses troupes y avaient bien fait. Wartensleben lui répondit qu'elles n'y avaient point été, et que longtemps avant la bataille, elles s'étaient retirées dans le cercle de Saatz, sur les frontières de la Saxe. Le roi en parut étonné; il appela ***, qui sut l'apaiser par de mauvaises raisons. Avec aussi peu de bonne volonté de la part de ses alliés, le roi n'était pas embarrassé de faire son apologie. Voici la copie de la lettre (1) qu'il écrivit au cardinal de Fleuri :

« Monsieur mon cousin,

» Il vous est connu que depuis que » nous avons pris des engagemens ensemble, j'ai secondé, avec une fidélité inviolable, tous les desseins du « roi votre maître. J'ai aidé, par mes » remontrances, à détacher les Saxons » du parti de la reine de Hongrie; j'ai » donné ma voix à l'électeur de Bavière; » j'ai accéléré son couronnement; je » vous ai aidé, de tout mon pouvoir, à » contenir le roi d'Angleterre; j'ai engagé celui de Danemark dans vos intérêts; enfin, par les négociations et » par l'épée, j'ai contribué, autant qu'il » a été en moi, à soutenir le parti de » mes alliés, sans que les effets aient » jamais assez répondu aux désirs de » ma bonne volonté. Quoique mes » troupes, épuisées par les fatigues » continuelles de la campagne de 1741, » demandassent à prendre quelque repos, qui semblait leur être dû, je n'ai » point refusé aux pressantes sollicitations du maréchal de Belle-Isle de les » employer en Bohême, pour y couvrir » l'aile gauche des alliés. J'ai plus fait : » pour dégager M. de Ségur, bloqué » dans Lintz, le zèle pour la cause commune m'a transporté en Saxe, et, à » force d'importunités, j'ai obtenu du » roi de Pologne que ses troupes, de » concert avec les miennes, feraient » une diversion en Moravie. On s'est » porté sur Iglau, dont M. de Lobkowitz s'est retiré en hâte. Cette diversion aurait eu un effet décisif, si

(1) 10 juin 1742.

» M. de Ségur avait eu la patience » d'attendre les suites de cette opération, et si M. de Broglie avait été assez en force sur la Wotava pour seconder mes efforts; mais la précipitation du premier, le peu de troupes » de l'autre, la mauvaise volonté des » généraux saxons, enfin le défaut d'artillerie pour assiéger Brunn, ont fait » échouer cette entreprise, et m'ont » obligé de quitter une province que » les Saxons devaient posséder et qu'ils » n'avaient pas la volonté de conquérir. De retour en Bohême, j'ai marché contre le prince de Lorraine; je » l'ai attaqué pour sauver la ville de » Prague, qu'il aurait assiégée s'il n'avait été mis en déroute; je l'ai poursuivi autant que les vivres me l'ont » permis. Aussitôt que j'appris que le » prince de Lorraine prenait le chemin » de Tabor et de Budweis, j'en avertis » M. de Broglie, en lui conseillant » d'expédier M. de Lobkowitz, qu'il » venait de battre à Sahé, avant que » l'armée de la reine de Hongrie pût le » joindre. M. de Broglie ne jugea pas » à propos de prendre ce parti; et, au » lieu de retourner à Plseck, où le terrain le favorisait, il partagea ses » troupes en différens détachemens. » Vous êtes informé quelles en furent » les suites et tout ce qu'il en est résulté de fâcheux. Maintenant la Bavière est coupée de la Bohême; et » les Autrichiens, maîtres de Pilsen, » interceptent en quelque sorte les secours que le maréchal de Broglie » peut attendre de la France. Malgré » les promesses que les Saxons ont faites au maréchal de Belle-Isle, loin de » se préparer à les remplir, à se joindre aux Français, j'apprends qu'ils » quittent la Bohême et retournent » dans leur électorat. Dans cette situation, où la conduite des Saxons est » plus que suspecte, et où il n'y a rien » à espérer de M. d'Harcourt, l'avenir » ne me présente qu'une guerre longue et interminable, dont le principal fardeau retomberait sur moi. » D'un côté l'argent des Anglais met » toute la Hongrie en armes, d'un autre côté les efforts de l'impératrice-reine font que ses provinces enfantent des soldats. Les Hongrois se » préparent à tomber sur la haute Silésie; les Saxons, dans les mauvaises » dispositions que je leur connais, sont » capables d'agir de concert avec les » Autrichiens, et de faire une diversion dans mes pays héréditaires, à » présent sans défense. L'avenir ne » m'offre que des perspectives funestes; et, dans une situation aussi critique (quoique dans l'amertume de » mon cœur), je me suis vu dans la » nécessité de me sauver du naufrage » et de gagner un asile. Si des conjonctures fâcheuses m'ont obligé de prendre un parti que la nécessité justifie, » vous me trouverez toujours fidèle à » remplir les engagemens dont l'exécution ne dépend que de moi. Je ne » révoquerai jamais la renonciation » que j'ai souscrite des pays de Juliers » et de Bergue; je ne troublerai ni directement ni indirectement l'ordre » établi dans cette succession; plutôt » mes armes tourneraient contre moi-même que contre les Français. On » me trouvera toujours un empressement égal à concourir à l'avantage » du roi votre maître et au bien de son » royaume. Le cours de cette guerre » n'est qu'un tissu des marques de » bonne volonté que j'ai données à » mes alliés; vous en devez être convaincu, ainsi que de l'authenticité des » faits que je viens de vous rappeler. » Je suis persuadé, Monsieur, que vous » regrettez avec moi que le caprice du

» sort ait fait avorter des desseins aussi
» salutaires à l'Europe qu'étaient les
» nôtres.

» Je suis, etc. »

Voici la réponse du cardinal (1) :

« Sire,

» Votre Majesté jugera aisément de
» la vive impression de douleur qu'a
» faite sur moi la lettre dont il lui a plu
» m'honorer le 10 de ce mois. Le triste
» événement qui renverse tous nos pro-
» jets en Allemagne n'eût pas été sans
» ressource, si Votre Majesté avait pu
» secourir M. de Broglie et sauver du
» moins la ville de Prague; mais Elle
» n'y a pas trouvé de possibilité, et
» c'est à nous à nous conformer à ses
» lumières et à sa prudence. On a fait
» de grandes fautes, il est vrai, il se-
» rait inutile de les rappeler; mais si
» nous eussions réuni toutes nos trou-
» pes, le mal n'eût pas été sans remè-
» de; il ne faut plus y songer et ne
» penser qu'à la paix, puisque Votre
» Majesté la croit nécessaire; et le roi
» ne la désire pas moins que Votre
» Majesté; c'est à Elle à en régler les
» conditions, et nous enverrons un
» plein-pouvoir au maréchal de Belle-
» Isle pour souscrire à tout ce qu'Elle
» aura arrêté. Je connais trop sa bonne
» foi et sa générosité pour avoir le
» moindre soupçon qu'Elle consente à
» nous abandonner après les preuves
» authentiques que nous lui avons don-
» nées de notre fidélité et de notre zèle
» pour ses intérêts. Votre Majesté de-
» vient l'arbitre de l'Europe, et c'est le
» personnage le plus glorieux que Vo-
» tre Majesté puisse jamais faire. Ache-
» vez, sire, de le consommer, en mé-
» nageant vos alliés et l'intérêt de l'em-
» pereur autant que possible; c'est tout
» ce que je puis avoir l'honneur de lui
» dire dans l'accablement où je me
» trouve. Je ne cesserai de faire des
» vœux pour la prospérité de Votre
» Majesté, et d'être, avec tout le res-
» pect, etc. »

Ce fut ainsi que se termina cette alliance, où chacun de ceux qui la formaient voulait jouer au plus fin; où les troupes de différens souverains étaient aussi désobéissantes à ceux qui étaient à la tête des armées, que si on les avait rassemblées pour désobéir; où les camps ne présentaient qu'anarchie; où tous les projets des généraux étaient soumis à la révision d'un vieux prêtre, qui, sans connaissance ni de la guerre ni des lieux, rejetait ou approuvait souvent mal à propos les projets importans dont il devait décider; ce fut là le vrai miracle qui sauva la maison d'Autriche : une conduite plus prudente rendait sa perte inévitable.

Dès que les ratifications de la paix furent échangées entre les Prussiens et les Autrichiens, le roi d'Angleterre la garantit dans la forme la plus solennelle, avec la sanction du parlement, conformément aux vœux de toute la nation, qui le désirait ainsi. Le lord Carteret fut le principal promoteur de cet ouvrage, parce qu'il se flattait d'engager incessamment la Prusse dans la guerre qu'il méditait contre la France. Il avait déjà rassemblé en Flandre, comme nous l'avons dit, seize mille Anglais, autant de Hanovriens, auxquels six mille Hessois se joignirent. Le roi de Suède, landgrave de Hesse, en avait un nombre pareil au service de l'empereur, et il eût pu arriver que Hessois contre Hessois eussent été engagés par honneur à s'entredétruire; tant l'intérêt sordide aveugle les hommes! Ces troupes, qui s'assemblaient en Brabant, ne donnaient pas assez d'inquiétude aux Français pour qu'ils négligeassent

(1) 20 juin 1742.

de sauver M. de Broglie. On envoya M. de Maillebois avec son armée en Bohême, pour secourir un maréchal et une armée française assiégés dans Prague. Les Parisiens, qui aiment assez à plaisanter sur tout, appelèrent cette armée celle des Mathurins, parce qu'elle devait délivrer des prisonniers. M. de Maillebois passa le Rhin à Manheim et dirigea sa marche sur Éger. Depuis que les Prussiens avaient fait leur paix et que les Saxons s'étaient retirés chez eux, la fortune s'était entièrement déclarée pour la reine de Hongrie. Le prince de Lorraine, après avoir pris Pilsen, vint se camper proche de Prague. M. de Broglie avait pris auprès de Bubenitz une position qui lui était très désavantageuse. Le canon des ennemis l'obligea de l'abandonner, et de se réfugier dans Prague avec toutes ses troupes; il ne tarda pas à s'y voir assiégé. Les troupes allemandes de la reine formèrent l'investissement du petit côté; les Hongrois, les Croates et les troupes irrégulières l'enfermèrent depuis le Radschin jusqu'à la porte Neuve; ils établirent des communications par des ponts sur la haute et la basse Müldau. On regarde comme l'événement le plus mémorable de ce siége la grande sortie des Français, dans laquelle ils tuèrent et prirent trois mille hommes aux ennemis, et leur enclouèrent le canon qu'ils avaient en batterie. Les maréchaux de Belle-Isle et de Broglie rentrèrent triomphans dans Prague au retour de cette expédition, suivis de leurs prisonniers et des trophées qu'ils venaient d'emporter. Si les Français se rendaient redoutables aux Autrichiens par la vigueur de leur défense, ils n'en étaient pas moins à plaindre dans l'intérieur de leur armée : leur situation était digne de pitié, tant par la mésintelligence de leurs chefs que par l'affreuse misère à laquelle ils étaient exposés. La disette était si grande qu'ils tuaient et mangeaient leurs chevaux, pour suppléer à la viande de boucherie, qu'à peine on servait à la table des maréchaux. Dans cette situation désespérée, où ils ne voyaient dans l'avenir que la mort ou l'ignominie, M. de Maillebois vint à leur secours pour les délivrer. Si l'on avait donné carte blanche à ce maréchal, le destin de la Bohême aurait pu changer; mais de Versailles, le cardinal le menait à la lisière. Les occasions étaient perdues pour ce maréchal, parce qu'il n'osait en profiter. La cour de Vienne sentit le coup que le cardinal pouvait lui porter; trop faible pour le parer, elle eut recours à la ruse, qui suppléa à ce qui lui manquait en force. Le comte Ulefeld, ministre des affaires étrangères de la reine de Hongrie, connaissant le caractère du cardinal, sut si bien l'amuser par des négociations, qu'il donna à M. de Khevenhüller le temps d'accourir de la Bavière et de joindre le prince de Lorraine. Les Français se laissèrent si bien amuser, que les Autrichiens gagnèrent une marche sur eux et réduisirent M. de Maillebois à choisir entre le combat ou la retraite; il fut blâmé généralement de n'en être pas venu aux mains avec le prince Charles. Cependant il était innocent; nous savons avec certitude que sa cour lui avait donné l'ordre positif de ne rien risquer. M. de Maillebois obéit donc; et, comme il lui était impossible de s'approcher de Prague sans engager une affaire générale, il retourna sur ses pas et se rapprocha d'Éger. Cette diversion, quoiqu'incomplète, produisit des effets avantageux à ces troupes renfermées dans Prague. Les maréchaux de Belle-Isle et de Broglie, débarrassés de l'armée autrichienne, firent de gros déta-

chemens pour amasser des provisions, et ravitaillèrent la ville. M. de Maillebois, qui devenait inutile en Bohême, où il n'avait presque aucun pied, prit par Ratisbonne et Straubingen, et se joignit avec le maréchal de Seckendorff, qui commandait les troupes de l'empereur en Bavière. S'il eût été possible à l'armée de Maillebois de contenir plus longtemps celle du prince Charles de Lorraine en Bohême, M. de Seckendorff aurait pu reprendre Passau, Straubingen et toutes les villes qui tenaient encore pour les Autrichiens. M. de Maillebois tenta inutilement de reprendre Braunau. Le prince de Lorraine l'avait suivi en Bavière; et, comme la saison était avancée et les deux armées accablées de fatigues, elles prirent leurs quartiers d'hiver.

Les affaires de la maison d'Autriche étaient sur un pied assez incertain en Italie. Les Espagnols, sous les ordres de M. de Montemar, avaient pénétré jusqu'au Ferrarois. Le maréchal de Traun les ayant obligés de reculer un peu, la reine d'Espagne, qui ne voulait pas que ses généraux mollissent, envoya M. de Gages en Italie pour relever M. de Montemar.

L'année 1742 pouvait s'appeler celle des diversions : l'invasion de M. de Khevenhüller en Bavière, celle du roi en Moravie, cette armée que les Anglais rassemblaient en Flandre, la marche de M. de Maillebois en Bohême, la flotte de l'amiral Matthews qui menaça de bombarder Naples pour obliger le roi à la neutralité, le passage de don Philippe par la Savoie pour engager le roi de Sardaigne à retirer ses troupes de l'armée autrichienne sur le Tanaro. Aucune de ces diversions ne répondit entièrement au but que les auteurs s'en étaient proposé. Depuis la retraite de M. de Maillebois, Prague fut resserrée de nouveau par un corps de troupes légères de Croates et de Hongrois, qui en formaient l'investissement.

Pendant que tout ceci se passait au midi de l'Europe, le gouvernement de la nouvelle impératrice s'affermissait à Pétersbourg. Les ministres de cette princesse furent assez adroits pour endormir par leurs négociations et l'ambassadeur de France et M. de Lœwenhaupt, qui commandait les troupes suédoises en Finlande. Les Russes usèrent habilement de ce temps pour renforcer leur armée. Dès que M. de Lascy, qui commandait les troupes russes, se vit en force, il marcha en avant; il n'eut que la peine de se montrer, les Suédois plièrent partout. Le nom russe, qu'ils ne proféraient qu'avec mépris du temps de la bataille de Narva, était devenu pour eux un objet de terreur; les postes inattaquables n'étaient plus des lieux de sûreté pour eux. Après avoir ainsi fui de poste en poste, ils se virent resserrés à Friedrichsham par les Russes, qui leur coupèrent l'unique retraite qui leur restait. Ces Suédois eurent enfin la faiblesse de mettre les armes bas, et signèrent une capitulation ignominieuse et flétrissante, qui imprima une tache à la gloire de leur nation; vingt mille Suédois passèrent sous le joug de vingt-sept mille Russes. Lascy désarma et renvoya les Suédois nationaux, et les Finnois prêtèrent serment de fidélité. Quel exemple humiliant pour l'orgueil et la vanité des peuples! Ainsi les royaumes, les empires, après s'être élevés, s'affaiblissent, se précipitent vers leur chute. C'est bien à ce sujet qu'il faut dire : Vanité des vanités, tout est vanité! La cause politique de ces changemens se trouve vraisemblablement dans les différentes formes de gouvernement par

lesquelles les Suédois ont passé. Tant qu'ils formaient une monarchie, le militaire était en honneur; défenseur de l'État, il ne pouvait jamais lui être redoutable. Dans une république, c'est le contraire : le gouvernement doit être pacifique de sa nature; le militaire n'y tient pas le premier rang; on a tout à craindre de généraux qui peuvent s'attacher les troupes; c'est d'eux que doit venir une révolution. Dans les républiques, l'ambition se jette du côté de l'intrigue pour parvenir; les corruptions avilissent les caractères, et le véritable point d'honneur se perd, parce qu'on peut faire fortune par des voies qui n'exigent aucun mérite dans le postulant. Jamais le secret n'est gardé dans les républiques; l'ennemi étant averti de leurs desseins, il peut les prévenir; mais les Français réveillèrent à contretemps l'esprit de conquête qui n'était pas encore entièrement effacé de l'esprit des Suédois, pour les commettre avec les Russes, au moment où les Suédois manquaient d'argent, de soldats disciplinés et surtout de bons généraux. La supériorité que les Russes avaient alors obligea les Suédois à envoyer des sénateurs à Pétersbourg offrir la succession de la couronne au jeune grand-duc, prince de Holstein, neveu de l'impératrice. Rien de plus humiliant pour cette nation que le refus du grand-duc, qui trouva cette couronne au-dessous de lui. Le marquis de Botta, alors ministre autrichien à Pétersbourg, dit au grand-duc en lui faisant compliment : « Je voudrais qu'il fût aussi facile à la » reine, ma maîtresse, de conserver » ses royaumes, qu'il l'est à votre al» tesse impériale d'en refuser. » Sur ce refus du grand-duc, les prêtres et les paysans qui ont voix aux diètes voulaient qu'on choisît pour successeur de leur roi le prince royal de Danemarck; les sénateurs du parti français donnaient leurs suffrages au prince de Deuxponts; mais l'impératrice se déclara pour l'évêque d'Eutin, oncle du grand-duc, et sa volonté l'emporta sur l'influence des autres partis. L'élection de ce prince ne se fit que l'année 1743, tant les cabales qui s'étaient formées à Stockholm tenaient les résolutions de la diète en suspens.

Depuis la paix de Breslau, les négociations ne finissaient pas. Les Anglais avaient dessein d'entraîner le roi dans la guerre qu'ils allaient entreprendre; les Français voulaient l'engager dans des mesures incompatibles avec la neutralité à laquelle il s'était obligé. L'empereur sollicitait sa médiation, mais ce prince resta inébranlable. Plus la guerre durait, plus la maison d'Autriche épuisait ses ressources; et plus la Prusse restait en paix, plus elle acquérait de forces. Le plus difficile, dans ces conjonctures, était de maintenir tellement la balance entre les parties belligérantes, que l'une ne prît pas trop d'ascendant sur l'autre. Il fallait empêcher que l'empereur ne fût détrôné et que les Français ne fussent chassés d'Allemagne; quoique les voies de fait fussent interdites aux Prussiens par la paix de Breslau, ils pouvaient par les intrigues parvenir aux mêmes fins que par les armes; l'occasion s'en présenta promptement. Le roi d'Angleterre s'était proposé d'envoyer ses troupes de Flandre au secours de la reine de Hongrie; ce secours aurait perdu sans ressource les affaires de l'empereur et de la France. Un danger aussi pressant mit le roi dans la nécessité d'employer les représentations les plus fortes; il alla jusqu'à menacer le roi d'Angleterre d'entrer dans son électorat, s'il hasardait de faire passer

le Rhin à des troupes étrangères, pour les introduire dans l'empire sans le consentement du corps germanique. Par des insinuations plus douces, les Hollandais se laissèrent persuader de ne point joindre leurs troupes à celles des alliés de la reine de Hongrie, et les Français, ayant le temps de respirer, pourvurent à leur défense. Les Prussiens ne réussirent pas de même dans un projet qu'ils avaient formé pour le maintien de l'empereur. Ce projet avait pour but de soutenir les troupes de ce prince en Bavière. Les Français avaient deux raisons pour y concourir : la première, c'est qu'en abandonnant la Bavière, ils étaient contraints de repasser le Rhin et de songer à la défense de leurs propres foyers; la seconde, qu'ayant fait un empereur, il y avait de la honte pour eux à l'abandonner et à le livrer, pour ainsi dire, à la merci de ses ennemis. Mais leurs généraux avaient perdu la tête, et la terreur, plus forte que le raisonnement, les subjuguait. Pour remplacer leurs troupes en quelque manière, on avait dessein de former une association des cercles, qui mettrait sur pied une armée de neutralité. Sous ce prétexte, le roi aurait pu y joindre ses troupes, et cette armée aurait couvert la Bavière. Cette affaire manqua par la crainte servile que les princes de l'empire avaient de la maison d'Autriche. La reine de Hongrie menaça, les princes tremblèrent et la diète ne voulut rien résoudre. Si la France avait soutenu ce projet par quelques sommes distribuées à propos, il aurait réussi; la plus mauvaise économie d'un prince est de ne savoir pas dépenser son argent lorsque les conjonctures l'exigent. Ainsi finit l'année 1742, dont les évènemens variés servirent de prélude à une guerre qui se fit avec un plus grand acharnement. Les Français étaient les seuls qui désirassent la paix. Le roi d'Angleterre, trop préoccupé de la faiblesse du gouvernement français, croyait qu'il suffisait d'une campagne pour l'abattre. La reine de Hongrie couvrait son ambition sous le voile d'une défense légitime; nous verrons dans la suite comment, de partie belligérante, elle devint l'auxiliaire de ses alliés.

La Prusse tâcha de profiter de la paix dont elle jouissait pour rétablir ses finances. Les ressources étaient usées; il fallait laborieusement en assembler de nouvelles, perfectionner (la hâte avait empêché de le faire) ce qu'il y avait de défectueux encore dans les recettes de la Silésie, payer les dettes des Autrichiens aux Anglais. On entreprenait en même temps de fortifier cinq places à neuf : Glogau, Brieg, Neisse, Glatz et Cosel; on faisait dans les troupes une augmentation de dix-huit mille hommes; tout cela demandait de l'argent et beaucoup d'économie, pour en accélérer l'exécution. La garde de la Silésie était commise à trente-cinq mille hommes qui avaient servi d'instrument à cette conquête. Ainsi, loin de profiter de cette tranquillité pour s'amollir, la paix devint pour les troupes prussiennes une école de guerre. Dans les places se formaient des magasins; la cavalerie acquérait de l'agilité et de l'intelligence, et toutes les parties du militaire concouraient, avec une même ardeur, à l'affermissement de cette discipline qui rendit autrefois les Romains vainqueurs de toutes les nations.

CHAPITRE VII.

Évènemens des années 1743 et 1744, et ce qui précéda la guerre des Prussiens.

On dit que c'est une faute capitale en politique de se fier à un ennemi réconcilié, et l'on a raison ; mais c'en est une plus grande encore à une puissance aible de lutter à la longue contre une monarchie puissante, qui a des ressources dont la première manque. Cette réflexion était nécessaire pour répondre d'avance aux critiques qui censuraient la conduite du roi. Fallait-il, disait-on, se mettre à la tête d'une ligue pour écraser la nouvelle maison d'Autriche, et laisser ensuite reprendre le dessus à cette même maison, pour chasser les Français et les Bavarois de l'Allemagne? Mais quel était le projet du roi? N'était-ce pas de conquérir la Silésie? Comment pouvait-il l'exécuter, si la guerre avait continué, n'ayant pas assez de ressources pour fournir aux grandes dépenses qu'elle entraînait de nécessité? Tout ce qui dépendait de lui, c'était d'agir par des négociations, et, autant que cela était faisable, de conserver l'équilibre entre les puissances belligérantes. La paix lui donnait le temps de respirer et de se préparer à la guerre ; d'ailleurs l'animosité était si forte entre la France et l'Autriche, et leurs intérêts étaient si opposés, que la réconciliation entre ces puissances ennemies paraissait encore bien éloignée ; il fallait se réserver pour les grandes occasions. Les mauvais succès des armées françaises avaient fait une assez forte impression sur l'esprit du cardinal de Fleuri pour que sa santé s'en ressentît ; une maladie l'emporta au commencement de cette année. Il avait été ancien évêque de Fréjus, précepteur de Louis XV, cardinal de l'Église romaine, et, depuis dix-sept ans, premier ministre. Il s'était soutenu dans ce poste, où peu de ministres vieillissent, par l'art de captiver la confiance de son maître, et en écartant avec soin de la cour ceux dont le génie pouvait lui donner de l'ombrage. Il adoucit les plaies que la guerre de succession et le système de Law avaient faites à la France. Son économie fut aussi utile au royaume que l'acquisition de la Lorraine lui fut glorieuse. S'il négligea le militaire et la marine, c'est qu'il voulait tout devoir à la négociation, pour laquelle il avait du talent. Son esprit succomba, ainsi que son corps, sous le poids des années. On dit trop de bien de lui pendant sa vie, on le blâma trop après sa mort. Ce n'était point l'âme altière de Richelieu ni l'esprit artificieux de Mazarin semblables aux lions qui déchirent des brebis : Fleuri était un pasteur sage, qui veillait à la conservation de son troupeau. Louis XV voulut élever, à la mémoire de ce cardinal, un monument, dont on fit un dessin qui ne fut jamais exécuté ; à peine fut-il mort qu'on l'oublia. Chauvelin, que le cardinal de Fleuri avait fait exiler, crut, du fond de sa retraite, pouvoir emporter ce poste vacant ; il écrivit à Louis XV, blâmant l'administration de son ennemi et se vantant beaucoup lui-même. Cette démarche précipitée fit qu'on lui marqua pour son exil un lieu plus éloigné de la cour que Bourges, où il était relégué. Le roi de France notifia la mort de son ministre aux cours étrangères, à peu près dans le style d'un prince qui annonce son avénement à la couronne. Voici la lettre qu'il écrivit au roi ; nous l'avons copiée mot pour mot :



« Monsieur mon frère,

» Après la perte que je viens de faire » du cardinal de Fleuri, en qui j'avais » mis toute ma confiance dans l'admi- » nistration de mes affaires, et dont je » ne puis assez regretter la sagesse et » les lumières, je ne veux pas différer » de renouveler moi-même à Votre » Majesté les assurances qu'il vous a » données en mon nom, et que je l'ai » souvent chargé de vous réitérer, de » l'amitié parfaite que j'ai pour la per- » sonne de Votre Majesté, et du désir » sincère que j'ai toujours eu de pou- » voir concerter avec Elle tout ce qui » peut être de nos intérêts communs. » Je ne puis douter que Votre Ma- » jesté n'y réponde de sa part comme » je le désire, et Elle peut compter » qu'Elle trouvera en moi, dans toutes » les occasions, la même disposition » de contribuer à sa gloire et à son » avantage, et à lui marquer que je » suis, etc. »

Le département des affaires étrangères notifia en même temps que le roi, ayant résolu de gouverner désormais par lui-même, voulait qu'on s'adressât directement à sa personne. Jusqu'alors Louis XV avait été le pupille, et le cardinal de Fleuri son tuteur. Après la mort de Mazarin, Louis XIV porta lui-même le deuil de son ministre; personne ne le porta pour Fleuri; il fut oublié avant qu'on eût prononcé son oraison funèbre. Pendant l'administration de ce cardinal, les rênes du gouvernement aboutissaient toutes à lui et venaient se joindre dans ses mains; il était le point de ralliement qui, réunissant les finances, la guerre, la marine et la politique, les dirigeait au moins à un même but. Depuis sa mort, le roi voulut travailler lui-même avec les ministres qui étaient à la tête de ces quatre départemens. Son ardeur s'éteignit au bout de huit jours, et la France fut gouvernée par quatre rois subalternes, indépendans les uns des autres. Ce gouvernement mixte produisit des détails de département; mais les vues générales qui réunissent et embrassent en grand le bien de l'État et son intérêt, manquèrent dans les conseils. Pour se faire une idée du choix des ministres, qu'on se représente un chancelier du duc d'Orléans, rempli de Cujas et de Barthole, qui devient ministre de la guerre dans ces temps où toute l'Europe était en feu, un ancien capitaine de dragons, nommé Ori, qu'on met à la tête des finances. Maurepas s'imaginait rendre Louis XV souverain des mers, et le roi le serait devenu, si les discours d'un homme aimable avaient pu opérer ce miracle. Amelot était de ces esprits rétrécis, qui, comme les yeux myopes, distinguent à peine les objets de près. Cet aéropage gouverna donc la France; c'était proprement une aristocratie, ou bien un vaisseau qui, naviguant sans boussole sur une mer orageuse, ne suivait pour système que l'impulsion des vents. Les armées ne prospérèrent pas sous cette nouvelle administration. Quoique l'armée de Maillebois, joint aux Bavarois, fût encore sur les frontières de l'Autriche, le prince de Lobkowitz, avec seize mille Hongrois, tenait toujours le maréchal de Belle-Isle bloqué dans Prague avec seize mille Français. Le corps de M. de Belle-Isle était presque entièrement composé d'infanterie, et celui des Autrichiens de cavalerie. Cette situation inquiétait M. d'Argenson; soit par impatience, soit par humeur, soit par légèreté, ce robin fit expédier au maréchal de Belle-Isle l'ordre d'évacuer Prague. Cet ordre était plus facile à donner qu'à exécuter. Le maréchal de Belle-Isle

prit ses dispositions en conséquence; il fit sortir la garnison, le 18 décembre au soir, par un froid très piquant; il gagna trois marches sur le prince Lobkowitz. Enfilant nn chemin difficile, qui donnait peu de prise à la cavalerie de l'ennemi, il continua de longer l'Éger, et arriva, le dixième jour de marche, à la ville d'Éger. Quatre mille hommes périrent de misère et de froid par les marches forcées qu'on leur fit faire; et cette armée délabrée, réduite à huit mille combattans, fut partagée. Ce qui était encore en état de servir joignit M. de Maillebois en Bavière, et les corps entièrement ruinés furent envoyés en Alsace pour se recruter. La Bohême fut ainsi conquise et perdue, sans qu'aucune victoire, ni des Français, ni des Autrichiens, eût décidé entre eux du sort des empires. Dans tout autre pays que la France, une retraite comme celle de M. de Belle-Isle aurait causé une consternation générale; en France, où les petites choses se traitent avec dignité et les grandes légèrement, on ne fit qu'en rire, et M. de Belle-Isle fut chansonné. Des couplets ne mériteraient certainement pas d'entrer dans un ouvrage aussi grave que le nôtre; mais comme ces sortes de traits marquent le génie de la nation, nous croyons ne point devoir omettre celui-ci :

Quand Belle-Isle partit une nuit
De Prague à petit bruit,
Il dit en voyant la lune :
Lumière de mes jours,
Astre de ma fortune,
Conduisez-moi toujours.

En pareille occasion, on aurait jeûné à Londres, exposé le sacrement à Rome, coupé des têtes à Vienne. Il valait mieux se consoler par une épigramme. La retraite du maréchal Belle-Isle eut le sort de toutes les actions des hommes; il y eut des fanatiques qui, par zèle, la comparèrent à la retraite des dix mille de Xénophon; d'autres trouvaient que cette fuite honteuse ne pouvait se comparer qu'à la défaite de Guinegast. Ils avaient tort les uns et les autres : seize mille hommes, qui évacuent Prague et se retirent de la Bohême devant seize mille hommes qui les poursuivent, n'ont ni les mêmes dangers à conrir ni des chemins aussi longs à traverser que les troupes de Xénophon pour retourner du fond de la Perse en Grèce; mais aussi ne faut-il pas outrer les choses, et comparer une marche où les Français ne purent être entamés par les ennemis, à nne défaite totale. Les dispositions de M. de Belle-Isle étaient bonnes; le seul reproche qu'on puisse lui faire, est de n'avoir pas, dans sa marche, assez ménagé ses troupes.

Dès-lors la fortune de la reine prit un air plus riant. Le maréchal Traun défit en Italie M. de Gages, qui passait le Tanaro pour l'attaquer. Cette victoire ne satisfit point la cour de Vienne; elle trouva que le maréchal Traun n'en avait pas assez fait, elle voulait des batailles qui eussent de grandes suites. Enfin ce maréchal fut jugé comme Apollon par Midas, et c'était cependant le premier de leurs généraux qui eût triomphé des ennemis. La maison d'Autriche commençait à regagner des provinces perdues, et assurait celles qui étaient menacées. Cela ne l'empêchait pas d'être accablée par le poids de cette guerre; peut-être y aurait-elle succombé, si ces premières lueurs de prospérité n'eussent ranimé la bonne volonté de ses alliés. Le roi d'Angleterre donna des marques du plus grand zèle pour le soutien de la reine de Hongrie. Les motifs qui le

faisaient agir ainsi étaient en grande partie une haine invétérée qu'il portait à la France. Il avait servi dans sa jeunesse contre cette puissance; il s'était trouvé à la bataille d'Oudenarde, où il avait chargé à la tête d'un escadron hanovrien, en donnant des marques d'une valeur distinguée; il ambitionnait de se trouver à la tête des armées pour jouir de la gloire des héros. L'occasion s'en présentait, il avait des troupes en Flandre; en se déclarant pour la reine, en passant la mer, personne ne pouvait lui disputer le commandement de ses troupes; de plus, il allait augmenter son trésor de Hanovre par les subsides que les Anglais lui paieraient pour ses Hanovriens. Quant à lord Carteret, il avait besoin de la guerre, afin de se soutenir auprès de son maître et auprès de la nation anglaise. Le commerce de ces insulaires était gêné depuis qu'ils étaient en guerre avec l'Espagne: pour qu'un grand coup décidât ces affaires de commerce, il fallait le frapper sur terre et en Europe. La France passait pour à-demi ruinée par les efforts qu'elle avait faits pour soutenir la Bavière et la Bohême; elle était l'alliée de l'Espagne; en affaiblissant l'une de ces puissances, on affaiblissait l'autre. Il fallait donc battre les Français, soit en Allemagne, soit en Flandre, pour gagner sur mer une supériorité qui pût produire un avantage réel au commerce de l'Angleterre. Le roi, son ministre et la nation tendant au même but, quoique par des vues différentes, il fut résolu d'envoyer au cœur de l'Allemagne les troupes anglaises, hanovriennes et hessoises qui se trouvaient en Flandre. Autant ce projet pouvait convenir au roi d'Angleterre, autant convenait-il peu au roi de Prusse; il ne devait pas perdre de vue cet équilibre politique que, pendant la guerre même, son intérêt l'obligeait de maintenir entre les puissances belligérantes. Si la maison d'Autriche gagnait une supériorité décidée dans l'empire sur la maison de Bavière, la Prusse perdait son influence dans les affaires générales; il fallait donc empêcher que le roi d'Angleterre et la reine de Hongrie, aveuglés par les succès auxquels ils devaient s'attendre, ne détrônassent l'empereur. La voie des représentations était la seule qui convînt au roi de Prusse; et, se servant des argumens que peut employer un prince allemand, zélé pour sa patrie et pour la liberté du corps germanique, il conjura le roi d'Angleterre de ne pas rendre, sans des raisons très importantes, l'empire théâtre d'une guerre qui était près de s'allumer, et de se souvenir qu'il n'est point permis à un membre du corps germanique d'introduire, sans la sanction de la diète, des troupes étrangères dans sa patrie. C'était tout ce que ce prince pouvait faire dans les conjonctures où il se trouvait. Il ne devait pas compter sur la France, qu'il avait indisposée contre lui par la paix de Breslau; il ne pouvait se brouiller avec les Anglais, qui étaient les seuls garans qu'il eût de cette paix. Les choses n'en étaient pas venues à une extrémité assez grande pour replonger ses États dans une nouvelle guerre; il fallait donc se contenter de la promesse du roi d'Angleterre, qui s'engagea de ne rien entreprendre, ni contre la dignité de l'empereur, ni contre ses États patrimoniaux.

Ce n'était pas avec les Anglais seuls qu'on négociait. Le roi avait entamé une autre affaire à Pétersbourg et pour des intérêts qui le touchaient plus directement; il s'agissait d'obtenir de l'impératrice de Russie la garantie du

traité de Breslau. Ce furent les Anglais et les Autrichiens qui s'y opposèrent de toutes leurs forces, quoique sous main. Les deux frères Bestuchew, ministres de l'impératrice, trouvèrent, par les difficultés qu'ils firent naître, le moyen d'accrocher continuellement la fin de cette affaire. La reine de Hongrie regardait la cession qu'elle avait faite de la Silésie comme un acte de contrainte, dont elle pouvait appeler avec le temps, en rejetant sur la nécessité ce que la rigueur des conjonctures l'avait forcée d'accepter. Les Anglais voulaient isoler le roi de Prusse et le priver de tout appui, pour l'avoir entièrement sous leur dépendance. De quelque façon que les princes cachent ces sortes de vues, il leur est bien difficile de les rendre impénétrables. Ce fut alors que la paix de Friedrichsham fut ratifiée entre la Russie et la Suède. La perte d'une partie inculte de la Finlande fut le moindre mal dont la Suède eut à se plaindre. Le despotisme que les Russes exercèrent à Stockholm mit le comble à l'opprobre de cette nation. Un sujet de l'impératrice était considéré en Suède comme un sénateur romain du temps de César pouvait l'être dans les Gaules. Une nation malheureuse ne manque jamais d'ennemis. Les Danois voulurent profiter des calamités de la Suède. La diète de Stockholm était assemblée pour ratifier la paix qui venait de se conclure avec la Russie et pour nommer un successeur au trône; le roi de Danemarck, dans le dessein d'unir les trois couronnes de la Suède, du Danemarck et de la Norvège sur la tête de son fils, le prince royal, excita une rébellion dans la Carélie, souleva des prêtres, corrompit quelques bourgeois; mais il trouva tant de difficultés dans l'exécution de son plan, qu'il avorta avant sa naissance. Les troupes danoises et suédoises s'assemblaient déjà sur les frontières; la diète de Stockholm s'empressait à trouver des secours; elle demanda les bons offices du roi de Prusse pour moyenner un accommodement avec ses voisins. Le roi s'intéressa pour eux; le roi de Danemarck lui répondit qu'en égard à ses exhortations, il ne précipiterait pas les choses. Mais ce qui paraîtra presque incroyable, c'est que ces mêmes Suédois, qui venaient de faire une paix si déshonorante avec la Russie, implorèrent la protection de l'impératrice contre les Danois. Élisabeth la leur accorda; elle fit partir le général Keith sur des galères qui portaient dix mille hommes de secours. Ce fut alors qu'à la faveur de ces troupes, le prince de Holstein, évêque de Lubeck, fut élu, au lieu du prince danois, successeur du vieux roi de Suède, landgrave de Hesse. Ainsi, à peu près dans le cours de la même année, la Suède fut battue, protégée, enfin donnée au prince de Holstein par l'impératrice de Russie. Le sénat de Stockholm se consola de tant d'infortunes par des cruautés; il fit périr les généraux de Buddenbrock et de Lœwenhaupt sur l'échafaud. On les accusa de trahisons, de perfidies, mais rien ne fut prouvé; ils n'étaient coupables que d'ignorance et de trop de faiblesse.

Mais il est temps de quitter ces scènes tragiques du Nord pour retourner au Sud, et voir ce qui se passa dans la Bohême après que les Français l'eurent abandonnée. La reine de Hongrie se rendit à Prague pour recevoir l'hommage de ce royaume, au recouvrement duquel sa fermeté avait autant et plus contribué que la force de ses armes. Le jour même de son couronnement, elle apprit que le maréchal de Khevenhüller ayant marché de Scharding

Braunau, en avait chassé le général Minucci, qui commandait un corps de sept à huit mille impériaux. Les détails de cette affaire nous sont parvenus par des officiers prussiens, qui firent cette campagne, en qualité de volontaires, avec les Autrichiens. M. de Khevenhüller s'avança vers Scharding, place située sur l'Inn, proche des frontières de l'Autriche ; ses troupes, sortant de leurs quartiers d'hiver, s'y rendirent par différentes routes. Malgré les précautions que cet habile officier prit de cacher ses desseins, le maréchal de Seckendorff en fut informé, et il donna ordre à M. de Minucci de se retirer de Braunau. Ce général peu intelligent ne sut ni disposer sa retraite pour obéir aux ordres de son chef, ni choisir un terrain avantageux pour attendre l'ennemi et pour lui résister. M. de Khevenhüller se trouva bientôt en présence des Bavarois ; il reconnut que le front de Minucci était inattaquable, ayant un profond ravin qui séparait les deux armées ; sa droite était appuyée à Braunau, que l'on avait fortifié en hâte durant le dernier hiver. Mais autant ce poste était fort par sa droite et par son front, autant était-il faible sur sa gauche. M. de Khevenhüller s'en aperçut au premier coup-d'œil ; il détacha M. de Berlichingen avec un gros de cavalerie, qui tourna les impériaux, et, prenant des chemins détournés, tomba sur cette aile, qui était en l'air, tandis que Nadasti, avec ses hussards, attaqua les troupes de Minucci de front. Ce ne fut point une bataille : les Bavarois s'enfuirent sans s'être défendus ; une partie de leur cavalerie se sauva dans Braunau, leur infanterie se réfugia sur les glacis de la ville. Minucci, la plus grande partie de ses troupes et la ville de Braunau se rendirent tout de suite à leur vainqueur ; quelques débris de cette cavalerie prirent le chemin de Burghausen, où les impériaux avaient encore un corps de troupes. Les Français, qui étaient à Osterhofen, n'attendirent pas l'approche des Autrichiens. Le vieux Broglie, qui commandait cette armée avec les maréchaux de Maillebois et de Seckendorff, avait été vivement pressé par Seckendorff de prévenir l'ennemi et d'assembler ses troupes avant que M. de Khevenhüller fût en état de rien entreprendre ; mais ce fut en vain. Ses ennemis prétendaient même qu'il n'était pas fâché de voir le mauvais succès d'une guerre à laquelle le maréchal de Belle-Isle avait le plus contribué ; d'autres soutiennent, avec plus d'apparence, qu'il avait des ordres de la cour de retourner en France et d'abandonner la Bavière. Quoi qu'il en soit, sa conduite sembla autoriser cette dernière opinion, et la cour ne lui témoigna aucun mécontentement à son retour. Les Autrichiens surent profiter de l'avantage qu'ils avaient d'agir en corps contre des troupes séparées par bandes. Le prince de Lorraine arriva au camp, et, sans s'arrêter, délogea les Français de Deckendorff. Tout plia devant lui ; à mesure qu'il s'avançait, les troupes françaises recevaient ordre de se retirer. Quelques rivières assez considérables, qui ont leur source dans le Tyrol, qui traversent la Bavière et vont se jeter dans le Danube, fournissent aux généraux qui veulent se défendre la facilité d'en disputer les bords ; mais le prince de Lorraine les passa sans y trouver de résistance. Broglie décampa de Straubingen, où il avait un gros magasin, en y laissant une faible garnison, qui fut sacrifiée à l'ennemi. Un secours de dix mille Français était déjà arrivé à Donawerth pour le joindre ; ils devinrent les com-

pagnons de sa fuite; et, malgré les plus fortes représentations de M. de Seckendorff, les Français l'abandonnèrent et ne s'arrêtèrent qu'à Strasbourg, où M. de Broglie donna un bal le jour de son arrivée, apparemment pour célébrer la campagne brillante qu'il venait de terminer. Le malheureux Seckendorff, s'occupant à rassembler les débris de ses impériaux, qui s'étaient si mal conduits à Braunau, les joignit au corps qui était à Burghausen, et se retira en hâte sur Munich, qu'il abandonna pour se joindre à l'armée française; mais, assuré que ces troupes voulaient repasser le Rhin, il écrivit au maréchal de Broglie que, comme les Français abandonnaient l'empereur, ce prince se voyait contraint de les abandonner de même, et de chercher ses sûretés où il les trouverait. Aussitôt il demanda au prince de Lorraine et à M. de Khevenhüller de convenir avec lui d'une suspension d'armes, dont il obtint l'équivalent; car les Autrichiens lui promirent de respecter les troupes impériales tant qu'elles occuperaient un territoire neutre de l'empire. Les Autrichiens, aveuglés par leurs succès, méprisaient trop ces troupes pour vouloir les désarmer; ils volaient vers le Rhin, soutenus de la chimérique espérance de reconquérir la Lorraine. La prospérité est à la guerre souvent plus dangereuse que l'infortune; aux uns elle inspire une trop grande sécurité, aux autres trop de témérité. Le plus grand général du monde serait celui qui, dans les diverses fortunes, conserverait un esprit égal, et qui ne séparerait jamais l'activité de la prudence. Tandis que le prince de Lorraine s'acheminait vers le Rhin, l'Allemagne était inondée d'une nouvelle armée étrangère, qui, sous prétexte de la protéger, concourait à sa ruine. Le roi d'Angleterre avait envoyé vers le bas Rhin ses troupes hanovriennes et anglaises, sous le commandement du lord Stairs. Georges passa lui-même la mer et vint à Hanovre, pour se mettre ensuite à la tête de son armée. Le lord Stairs, qui était à Hœchst, risqua de passer le Mein; les Français, qui l'épiaient, l'obligèrent d'abord à reprendre sa première position. Ce pas de clerc fit appréhender au roi d'Angleterre que son général, trop fougueux par tempérament, ne commît quelque imprudence plus forte; il se hâta de prendre lui-même le commandement de ses troupes. Ce corps était composé de dix-sept mille Anglais, seize mille Hanovriens et dix mille Autrichiens, ce qui faisait quarante-trois mille combattans; six mille Hessois et quelques régimens hanovriens étaient encore en marche pour le joindre. Le lord Stairs avait agi avec si peu de prudence, que ses soldats manquaient de pain et ses chevaux de fourrage. Pour subvenir à cet inconvénient, le roi vint se camper auprès d'Aschaffenbourg; mais ce moyen ne suffit pas pour remédier à la négligence qu'on avait eue de ne pas amasser assez de vivres. Le Rhin pouvait fournir des secours, et le roi, s'éloignant de cette rivière, se trouva plus resserré qu'auparavant par le Mein et par les Français, qui gardaient l'autre bord, et, sur ses derrières, par les montagnes arides du Spesshart; il ne s'aperçut que trop tôt de sa faute. Le maréchal de Noailles affama le monarque anglais dans son camp; et, comme il prévit qu'il ne pouvait y rester que peu de jours, Noailles conçut un dessein digne du plus grand capitaine. Il prit Dettingen, et fit construire deux ponts sur le Mein et préparer à côté des guets pour sa cavalerie. Toutes ces choses s'exécutèrent sans que le roi

d'Angleterre en eût vent : c'était le prélude de la bataille qui devait se donner bientôt. Pour en avoir une idée précise, il est bon de savoir que l'armée anglaise, affamée vers les sources du Mein, ne pouvait trouver de subsistances qu'en prenant le chemin de Hanau. Sa gauche, longeant toujours le Mein au sortir de ces monticules, traversait la petite plaine de Dettingen. M. de Noailles, en conséquence, tenait un détachement tout prêt pour occuper Aschaffenbourg au moment où les Anglais en sortiraient. Il avait fait dresser, tout le long du Mein, des batteries masquées dont il pouvait tirer à bout-portant sur les colonnes des alliés en marche. La plus forte partie de son armée devait passer le Mein, pour se ranger derrière un ruisseau qui, du Spesshart, coule devant ce front et va se jeter dans le Mein ; ces troupes coupaient précisément le chemin de Hanau. Le roi d'Angleterre trouvait donc à ce débouché une armée en face et des batteries en flanc. Si le maréchal de Noailles avait aussi exactement exécuté ce projet qu'il l'avait conçu avec sagesse, le roi d'Angleterre aurait été forcé ou d'attaquer l'armée française dans un poste très avantageux, pour s'ouvrir, l'épée à la main, le passage à Hanau, ou de se retirer par les déserts du Spesshart, ce qui infailliblement aurait fait débander les troupes faute de subsistances. La faim chassa les Anglais d'Aschaffenbourg, comme Noailles l'avait prévu. Les troupes, qui avaient campé par corps, ne marchaient point par colonnes, mais se suivaient à distance, d'abord les Hanovriens, puis les Anglais et enfin les Autrichiens. Le roi était dans son carrosse auprès des troupes de Hanovre; on l'avertit, pendant la marche, que son avant-garde était attaquée par un gros de cavalerie française, et bientôt après, que toute l'armée française avait passé le Mein et se trouvait en bataille vis-à-vis de lui. Le roi monte à cheval, il veut voir par lui-même. La canonade des Français commence; son cheval, prenant l'épouvante, allait l'emporter au milieu des ennemis, si un écuyer ne se fût jeté en avant pour l'arrêter. Georges renvoya le cheval, et combattit à pied à la tête d'un de ses bataillons anglais. Les troupes avaient un petit bosquet à passer, ce qui leur donna le temps d'avertir les autres corps du danger qui les menaçait. Le duc d'Aremberg et M. de Neuperg accoururent avec leurs Autrichiens, et formèrent leur armée vis-à-vis de celle des Français, aussi bien que les circonstances le permettaient. Ce champ de bataille, n'ayant que douze cents pas de front, obligea les alliés à se mettre sur sept ou huit lignes. Les Français ne leur laissèrent pas le temps de finir tranquillement leur disposition; la maison du roi les attaqua, perça quatre lignes de cavalerie, renversa tout ce qu'elle rencontra et fit des prodiges de valeur. Elle aurait peut-être remporté l'honneur de cette journée, si elle n'avait pas sans cesse trouvé de nouvelles lignes à combattre. Ces attaques réitérées l'ayant mise en désordre, le régiment de Stirheim autrichien s'en aperçut et la fit reculer à son tour. Cela n'aurait pas fait perdre la bataille aux Français; la véritable cause ne doit s'attribuer qu'au mouvement imprudent de M. d'Harcourt et de M. de Grammont. Ils étaient à la droite de l'armée avec la brigade des gardes françaises; ils quittent leur poste sans ordre, et s'avisent de prendre en flanc la gauche des alliés, qui tirait vers le Mein. Par cette manœuvre, ils empêchèrent leurs bat-

teries, qui étaient au-delà du Mein et qui incommodaient beaucoup les alliés, de tirer. Les gardes françaises ne soutinrent pas la première décharge des Autrichiens; elles prirent la fuite d'une manière honteuse et se précipitèrent dans le Mein, où elles se noyèrent; d'autres portèrent le découragement et l'épouvante dans le reste de l'armée. Le prince Louis de Brunswick, qui servait dans les troupes autrichiennes, eut toutes les peines du monde à persuader au roi d'Angleterve de faire avancer les Anglais; ce furent cependant eux qui décidèrent les Français à la retraite et à repasser le Mein. Les Français plaisantèrent là-dessus. On appela cette action *la journée des bâtons rompus*, parce que M. d'Harcourt et M. de Grammont n'avaient attaqué que dans l'espérance d'obtenir le bâton de maréchal, comme une récompense due à leur valeur. On donna aux gardes françaises le sobriquet de *canards du Mein ;* on pendit une épée à l'hôtel de Noailles avec l'inscription : *Point homicide ne seras.* Sans doute que ce maréchal ne devait pas se tenir auprès de sa batterie au-delà du Mein. S'il avait été présent à l'armée, il n'aurait jamais permis aux gardes françaises d'attaquer si mal à propos, et si les troupes étaient demeurées dans leur poste, jamais les alliés ne les y auraient forcées. Cette journée ne valut au roi d'Angleterre que des subsistances pour ses troupes. Le canon des Hanovriens fut bien servi; quelques régimens de leurs troupes et quelques régimens autrichiens, surtout celui de Stirheim, se distinguèrent. M. de Neuperg eut le plus de part au gain de cette bataille, et fut bien secondé par le prince Louis de Brunswick. Je sais, d'un officier qui se trouva sur les lieux, que le roi d'Angleterre se tint, pendant toute la bataille, devant son bataillon hanovrien ; le pied gauche en arrière, l'épée à la main et le bras étendu, à peu près dans l'attitude où se mettent les maîtres d'escrime pour pousser la quarte ; il donna des marques de valeur, mais aucun ordre relatif à la bataille. Le duc de Cumberland combattit avec les Anglais à la tête des gardes; il se fit admirer par sa bravoure et par son humanité. Blessé lui-même, il voulut que le chirurgien pansât avant lui un prisonnier français criblé de coups. Les alliés ne pensèrent point à poursuivre les Français; ils ne s'occupèrent qu'à tirer des subsistances dans leur magasin de Hanau. Le vainqueur, après avoir soupé sur le champ de bataille, poursuivit incessamment sa route pour se rapprocher de ses vivres. Ce qu'il y eut de fort extraordinaire, c'est qu'après cette bataille gagnée, le lord Stairs pria, par un billet, le maréchal de Noailles d'avoir soin des blessés qui se trouvaient sur le champ de bataille, que les vainqueurs abandonnaient. Comme les alliés portaient tous des rubans verts sur leurs chapeaux, on attacha une branche de laurier à celui du roi, qui la porta sans scrupule ; ce sont des misères, mais elles peignent les hommes. Cette victoire ne fit pas autant de plaisir au roi de Prusse qu'en avait ressenti le roi d'Angleterre. Il était à craindre que le ministère français, peu ferme et découragé par une suite de revers, ne sacrifiât la gloire de Louis XV et les intérêts de l'empereur, pour se tirer des embarras, toujours renaissans, qui l'environnaient. Dans le but d'éclairer les démarches des alliés, le roi fit partir le jeune comte Finck, sous prétexte de féliciter le roi d'Angleterre sur sa victoire, mais réellement pour veiller à la conduite de lord Carteret, et pour découvrir les négociations qui

pourraient s'entamer dans ce camp. Le prince de Hesse, Guillaume, frère du roi de Suède, était très bien intentionné pour les intérêts de l'empereur. On se servit de son canal pour faire parvenir à lord Carteret quelques propositions d'accommodement, tendant à concilier la Bavière et l'Autriche; mais cet Anglais ne fut pas assez fin pour dissimuler le fond de ses pensées, et l'on s'aperçut qu'il n'entendrait à aucun accommodement, que son maître voulait la guerre, la reine de Hongrie le trône impérial pour son époux, et que les uns et les autres désiraient également la ruine du Bavarois. Le roi d'Angleterre abandonna bientôt le caractère de protecteur de l'empire qu'il avait pris; un rôle d'emprunt est difficile à soutenir, on n'est jamais bien que soi-même. Il refusa avec fierté les dédommagemens que divers souverains lui demandaient pour le dégât que ses troupes avaient commis dans leur pays; il refusa de même le paiement des denrées et des fourrages que ces princes lui avaient livrés. Il se servit d'une expression singulière dans une pièce qu'il fit imprimer pour éluder ces bonifications; il y dit « que » c'est le moins que les princes de » l'empire puissent faire que de dé» frayer l'armée de leur libérateur et » de leur sauveur; que cependant il » aviserait à les payer selon que ces » États se conduiraient envers lui. » Cette hauteur acheva d'aliéner les esprits. Le monarque le plus despotique ne s'exprime pas en termes plus impérieux. Le roi agissait par intérêt; Carteret était violent; ces sortes de caractères n'emploient que rarement des expressions modérées.

Pendant que tous ces évènemens s'étaient passés sur le Mein, le prince de Lorraine poursuivait les Français jusqu'au bord du Rhin. Son armée était partagée en trois colonnes; tandis qu'elle s'avançait vers les frontières de l'Alsace, lui et le maréchal de Khevenhüller se rendirent à l'armée anglaise; ce qui était d'autant plus facile que M. de Noailles avait repassé le Rhin à Oppenheim. Le roi d'Angleterre voulut établir un concert, moyennant lequel les mouvemens des deux armées seraient si bien compassés les uns avec les autres, qu'ils tendraient au même but, qui était, selon le projet dont on convint, de reprendre la Lorraine. A cette fin, le roi d'Angleterre devait passer le Rhin à Mayence, et se porter en droiture sur l'Alsace, pour faciliter au prince de Lorraine les moyens de passer le Rhin à Bâle, de prendre la Lorraine, et ensuite de distribuer les troupes victorieuses en quartiers d'hiver, tant en Bourgogne qu'en Champagne. Ces desseins étaient vastes; l'exécution répondit mal à leur grandeur. Le roi d'Angleterre, qui ne se voyait arrêté par aucune difficulté, passa le Rhin à Mayence et se porta sur Worms. Le prince de Lorraine, moins heureux, fit passer quelques troupes dans une île du Rhin et quelques Hongrois à l'autre bord; celles-là furent repoussées avec perte. L'île du Rhin fut abandonnée, et ce prince traîna languissamment dans le Brisgau la fin d'une campagne dont les commencemens avaient été si brillans. Le camp de Worms devint alors, par l'inaction des troupes, le centre des négociations. Les Français se servirent de toutes sortes de voies pour tâter le terrain; ils firent des ouvertures à lord Carteret; ils hasardèrent quelques propos pour sonder le guet, et voir à quelles conditions on pourrait convenir de la paix. Les desseins du roi d'Angleterre allaient beaucoup au-delà de tout

ce que la France pouvait lui offrir avec bienséance. Le roi Georges, qui savait que le roi de Prusse était informé de ses pourparlers, voulut se servir de ces circonstances pour lui faire illusion. Il lui communiqua un projet de pacification, par lequel la France s'offrait d'assister la reine de Hongrie dans la conquête de la Silésie, à condition que celle-ci reconnût l'empereur, et le remît dans la paisible possession de la Bavière. Lord Hindfort se rendit en Silésie, où le roi était alors, pour lui faire cette ouverture; mais c'était d'un air si empressé, qu'au lieu de convaincre ce prince de la vérité de la chose, on lui fit soupçonner que ces propositions de la France étaient fausses et controuvées. Les dispositions du roi d'Angleterre envers la Prusse étaient trop connues; sa mauvaise volonté se manifestait à l'égard du comte de Finck. Tout cela confirma le roi dans l'opinion que cette communication cordiale était un piége que lui tendait la politique rusée de Carteret; il répondit cependant à lord Hindfort qu'il était très sensible aux marques d'amitié que le roi d'Angleterre lui donnait dans cette occasion, mais que comptant sur la bonne foi de la reine de Hongrie, sur la sagesse du roi Georges et sur sa garantie même, il était sûr que ces deux puissances n'entreraient jamais dans des vues aussi opposées à leurs engagemens, et dont l'accomplissement serait plus difficile à effectuer qu'on ne le pensait. Le ministre anglais ne s'attendait pas à cette réponse, et ne put empêcher que son mécontentement n'éclatât sur son visage. Mais quelle apparence que le roi de France eût recours à un expédient aussi ridicule pour moyenner sa paix avec l'impératrice-reine, que celui de se plonger dans une nouvelle guerre, et de se rendre lui-même l'artisan de la grandeur de la maison d'Autriche, que les intérêts permanens de son royaume l'obligeaient à rabaisser? N'était-il pas plus naturel de supposer que c'était une fable inventée par lord Carteret, pour indisposer le roi de Prusse contre la France? Carteret ne pouvait-il pas raisonner ainsi : Le roi de Prusse est vif, il prend feu aisément; une ouverture, pareille à celle que nous lui faisons, le transportera de colère; lord Hindfort en profitera en l'aigrissant au point de le faire déclarer contre la France; et, en ce cas, nous aurons acheté ce secours à bon marché? Il faut avouer cependant que cet avis de lord Hindfort était accompagné de détails si spécieux, qu'il méritait qu'on s'en éclaircît avant de le rejeter tout-à-fait. Voici ces détails : un certain Hertzel, émissaire de la France, était venu chez l'électeur de Mayence pour insinuer à ce prince les propositions qu'il voulait faire parvenir aux Anglais. Les intrigues des Autrichiens avaient fait élire le comte d'Olstein électeur de Mayence à la place de Schœnborn, qui avait couronné Charles VII. C'était une créature des Autrichiens; il était, de plus, soudoyé par les Anglais, auxquels il s'était vendu sans réserve. On envoya le comte de Finck à Mayence pour éclaircir ce fait, et l'on mit tout en mouvement en France pour voir s'il y aurait moyen de pénétrer la vérité : toutes ces peines furent perdues. Peut-être que Hertzel avait tenu de lui-même des propos qui donnèrent lieu à cette histoire; c'était un abîme de mauvaise foi; il aurait fallu un nouvel Œdipe pour expliquer ce mystère.

Une négociation plus importante commençait à se lier alors. La cour de Versailles se proposait de faire entrer le roi de Sardaigne dans les intérêts de

la France et de l'Espagne. Il subsistait, à la vérité, un traité provisionnel entre Charles-Emmanuel et Marie-Thérèse, mais conçu avec tant d'ambiguité, en termes si généraux, qu'on pouvait le rompre sans manquer de foi. La négociation des Français avançait à Turin, et aurait pu se conclure, si les Français et les Espagnols n'eussent pas trop marchandé sur de petits intérêts. Lord Carteret fut informé de ce qui se tramait à Turin. Il ne marchanda point : ses offres, aux dépens des Autrichiens, surpassèrent celles des Français, et il l'emporta auprès du roi de Sardaigne. Par ce traité, la reine de Hongrie lui cédait le Vigévanasc, le Tortonois, une partie du duché de Parme, et le roi de Sardaigne lui garantissait tout ce qu'elle possédait en Italie, s'engageant à la défendre de toutes ses forces. Ce traité fut ainsi arrangé et conclu à Worms. La cour de Vienne était outrée des cessions que les Anglais l'obligeaient de faire sans cesse; on y envisageait les Anglais comme de plaisans garans de la pragmatique sanction, qui l'ébréchaient sans cesse. Le roi de Prusse jugea cette disposition favorable pour inspirer aux Autrichiens des sentimens plus pacifiques; il leur fit représenter que le rôle qu'ils jouaient en Europe ne leur était pas convenable; que si l'empereur passait pour la marionette de Louis XV, ils passaient, eux, pour être celle de Georges II, et que la paix était pour eux le seul moyen de se tirer de la tutelle de l'Angleterre. Ces représentations les piquèrent d'autant plus que les faits étaient véritables; mais cela n'empêcha pas que l'espoir de conquérir la Lorraine ne les entraînât à poursuivre leurs mesures. Le roi de Prusse voulait la paix; il prêchait la modération à toutes les puissances; il tâchait d'adoucir les unes et d'arrêter les autres. C'était beaucoup que d'empêcher qu'on ne jetât de l'huile dans le feu : il se serait éteint à la fin faute d'aliment. Mais les meilleures intentions ne s'accomplissent pas toujours. Les guinées anglaises commençaient à mettre en fermentation la république de Hollande. Ceux qui étaient du parti d'Orange voulaient la guerre; les vrais républicains voulaient le maintien de la paix. La force des guinées l'emporta enfin sur l'éloquence des meilleurs citoyens; les provinces unies épousèrent les intérêts de la reine de Hongrie, qui leur étaient étrangers, et les desseins de Carteret qu'ils ignoraient; ils envoyèrent (1) vingt mille hommes pour renforcer l'armée de Worms; quatorze mille la joignirent, le reste se débanda.

Le maréchal de Noailles, après avoir passé une partie de cette campagne derrière le Speyerbach, abandonna cette position pour se rapprocher de Landau, et se trouver à portée de joindre le maréchal de Coigni, qui avait pris le commandement des troupes du vieux Broglie, au cas que le prince de Lorraine forçât le passage du Rhin et pénétrât en Alsace. Le roi Georges suivit les Français jusqu'au Speyerbach, où il termina les opérations de cette campagne, après avoir fait raser les lignes que les Français avaient fait construire sur ses bords. Il retourna à Hanovre; les troupes prirent des quartiers dans le Brabant et dans l'évêché de Munster. Georges, pendant son séjour à Hanovre, maria sa fille Marie avec le prince royal de Danemarck; après quoi il prit le chemin de Londres, pour y faire à son parlement, dans une harangue pompeuse, le récit

(1) Août.

de ses exploits. Pour se convaincre du peu de suite qu'il y a dans les actions des hommes, il suffit de faire l'analyse de cette campagne. On assemble une armée sur le Mein, sans pourvoir à ses subsistances : la faim et la surprise obligent les alliés à se battre; ils sont vainqueurs des Français ; ils passent lé Rhin, ils vont à Worms; le Speyerbach les arrête, sans qu'ils trouvent des expédiens pour en déposter les ennemis ; ils avancent enfin sur le Speyerbach, que M. de Noailles leur abandonne, et ils ne reçoivent les secours des Hollandais que pour prendre des quartiers d'hiver en Brabant et en Westphalie. Rien n'est conséquent dans cette conduite ; elle ressemble à l'opération d'un chimiste qui, cherchant la pierre philosophale, trouve une couleur dont il pouvait se passer. Ce n'est point dans l'intention de critiquer la conduite du roi d'Angleterre que nous faisons ces réflexions, car bien d'autres généraux en ont fait autant; mais seulement pour convaincre les lecteurs que l'espèce humaine n'est pas aussi raisonnable qu'on voudrait le persuader. Le peu de succès qu'eurent les Autrichiens et les Anglais dans cette campagne de 1743, donna aux Français le temps de se reconnaître et de prendre quelques mesures. Ils avaient, à la vérité, perdu la Bavière ; mais leur amour-propre était flatté d'avoir empêché leurs ennemis de passer le Rhin et de pénétrer en Alsace. Si la fortune changea souvent de parti dans cette guerre, l'intérêt ne changea pas moins la politique des souverains. Nous avons dit que le roi de Sardaigne avait signé le traité de Worms. Ce traité fut publié dans le temps même qu'il négociait encore avec la France et l'Espagne, et qu'on s'attendait à Versailles à recevoir d'un jour à l'autre des nouvelles de la conclusion du traité. Les ministres de Louis XV ne furent pas les maîtres de dissimuler leur ressentiment; et, trouvant dans la conduite du roi de Sardaigne des marques de duplicité et de mépris, ils éclatèrent. Le ministre de France fut incessamment rappelé de Turin ; un corps de dix mille hommes de troupes françaises se joignit au marquis de la Mina, qui commandait, sous don Philippe, dans la rivière de Gênes. La Mina, pour forcer les passages du Piémont, tenta de pénétrer par Château-Dauphin, mais le roi de Sardaigne l'avait prévenu ; il s'y était retranché et occupait deux forts qui sont sur des collines à droite et à gauche du passage. Les Sardes défendirent si vigoureusement cette gorge, que les Français et les Espagnols repoussés de tous côtés se retirèrent en Dauphiné, après avoir perdu six mille hommes dans cette expédition infructueuse. La facilité qu'eut la cour de Vienne à faire entrer le roi de Sardaigne dans son alliance, lui persuada qu'elle pourrait se procurer un avantage semblable en Russie, pour fortifier par son assistance ce qu'elle appelait la bonne cause. La France le sut et renvoya le marquis de la Chétardie à Pétersbourg pour s'opposer aux desseins de ses ennemis. Cet envoyé, qui par son adresse avait placé Élisabeth sur le trône, compta de recevoir dans sa mission des marques de reconnaissance de cette cour ; il n'en emporta que des témoignages d'ingratitude. Ce pays était en grande fermentation. Tant de souverains déposés avaient indisposé ceux des grands qui avaient tenu à leur fortune ; il ne manquait qu'un chef à la rébellion pour la faire éclater. Les puissances qui voulaient à toute force des secours de la Russie et qui ne pouvaient les obtenir,

profitèrent de ces germes de mécontentement qui commençaient à fermenter, pour tramer contre l'impératrice une conspiration qui, par bonheur pour cette princesse, fut découverte. Pour développer cette dangereuse intrigue, il faut rappeler que la cour de Vienne avait vu avec chagrin la catastrophe qui perdit le prince Antoine de Brunswick et son épouse; c'était assez que la France eût travaillé à cette révolution pour la rendre odieuse, d'autant plus qu'il était à présumer que l'impératrice Élisabeth n'oublierait pas le service que la France lui avait rendu, et marquerait plus de prédilection pour cette puissance que pour l'Autriche, surtout à cause de la proche parenté de la reine de Hongrie avec la famille détrônée. Cette supposition était suffisante pour que le ministre de Vienne se crût en droit de tout entreprendre pour travailler à la ruine de l'impératrice de Russie. Le marquis de Botta Adorno, envoyé de la reine de Hongrie à Pétersbourg, avait des instructions secrètes pour ourdir cette trame; il était dans cette cour comme un levain qui aigrissait les esprits de ceux qu'il fréquentait; il excita des femmes, et s'associa avec des personnes de tout rang et de tout caractère. Il ajouta la calomnie à la trahison, en assurant de la protection du roi de Prusse ceux qui travailleraient pour son beau-frère et pour son neveu, le jeune empereur détrôné. L'intention du marquis de Botta, en se servant du nom du roi dans cette intrigue, était de brouiller ce prince avec la Russie, en cas que la conjuration fût découverte. Elle le fut effectivement; mais le knout apprit à l'impératrice de Russie que Botta en était l'auteur. La chose se découvrit par un Russe étourdi et plein de vin, qui tint quelques propos séditieux dans un des cafés de Pétersbourg. Il fut arrêté par la police; lui et ceux de ses complices qu'on arrêta avouèrent tout par la crainte des tourmens. On arrêta quarante personnes à Moscow, dont la déposition fut semblable à celle des premiers. La comtesse Bestuchew eut la langue coupée, la femme d'un Bestuchew, frère du ministre, fut reléguée en Sibérie; un grand nombre de personnes durent les jours infortunés qu'elles passèrent dans la suite aux séductions du marquis de Botta. Ce ministre avait eu la précaution de se faire relever par un nouveau ministre avant que la conjuration éclatât, pour ne point exposer sa personne et son caractère, au cas que les choses ne réussissent point. Il était accrédité à la cour de Berlin lorsque la conjuration se découvrit. Le roi, ayant appris ce qui se passait en Russie, lui fit défendre la cour, et il se joignit à l'impératrice de Russie pour en demander satisfaction à la reine de Hongrie, parce que Botta avait également offensé l'impératrice et le roi de Prusse. Ce qu'il y avait d'odieux dans la conduite de Botta rejaillit en partie sur sa cour. Si les Français donnèrent l'exemple d'une semblable entreprise, les Autrichiens ne devaient pas les imiter.

Que deviendraient la sûreté publique et celle des rois mêmes, si l'on ouvrait la porte aux rébellions, aux empoisonnemens, aux assassinats? Quelle jurisprudence autorise de telles entreprises? La politique n'a-t-elle pas des voies honnêtes dont elle peut se servir? faut-il perdre tous les sentimens de probité et d'honneur pour des vues d'intérêt qui même sont trompeuses? Il est fâcheux que dans ce dix-huitième siècle, plus humain, plus éclairé que ceux qui l'ont précédé, la

France et l'Autriche aient de semblables reproches à se faire.

La reine de Hongrie n'avoua ni ne désavoua son ministre. Cette fausse démarche de la cour de Vienne pouvait fournir à celle de Berlin les moyens de s'unir plus étroitement avec celle de Pétersbourg. Le roi en écrivit à M. de Mardefeld, son ministre auprès de l'impératrice. Cet habile négociateur essaya de donner plus d'étendue au traité qui subsistait entre les deux puissances. Après bien des longueurs, il ne put obtenir qu'une garantie assez vague des États prussiens, conçue en termes si ambigus, qu'il ne valait pas la peine de l'avoir. Quoique ce traité n'eût aucune force, il pouvait en imposer aux cours malintentionnées à l'égard de la Prusse; pour faire illusion, un stras vaut un diamant. C'était le comte Bestuchew qui dissuadait l'impératrice de conclure une alliance plus intime avec le roi de Prusse. M. de la Chétardie, mécontent de ce ministre, travaillait à le déplacer; M. de Mardefeld fut autorisé à le seconder; l'expérience de Mardefeld ne put rien contre l'étoile de Bestuchew. Nous nous réservons de parler plus amplement, dans la suite de cet ouvrage, de toutes les intrigues des ministres à la cour de Russie. Les cours étrangères intriguaient également à Berlin. Les Anglais ne quittaient pas leur projet d'engager insensiblement le roi dans la guerre qu'ils faisaient à la France; les Français désiraient qu'il vînt à leur secours et les assistât par quelque diversion. Sur ces entrefaites, Voltaire arriva à Berlin. Comme il avait quelques protecteurs à Versailles, il crut que cela suffisait pour se donner les airs de négociateur. Son imagination brillante s'élançait sans retenue dans le vaste champ de la politique. Il n'avait point de lettre de créance; sa mission devint un jeu, une simple plaisanterie.

Dans cette paix dont jouissait la Prusse, deux objets intéressans étaient toujours présens au roi : le soutien de l'empereur et la paix générale. Pour ce qui regardait l'empereur, comme la France l'avait abandonné, le seul moyen de le soutenir était de former, comme nous l'avons dit, une ligue des princes de l'Allemagne, qui levassent l'étendard pour secourir le chef de l'empire germanique. On avait déjà essayé d'inspirer ces sentimens aux souverains de l'Allemagne, mais en vain. Le roi, pour essayer, par de nouveaux efforts, s'il ne pourrait pas les déterminer à ce que leur intérêt et la gloire demandaient d'eux, entreprit lui-même de s'aboucher avec quelques-uns. Sous prétexte de rendre visite aux margraves de Bareuth et d'Anspach, ses sœurs, il se rendit dans l'empire; il poussa même jusqu'à Hohen-Oettingen, feignant la curiosité de voir les débris de l'armée bavaroise, mais, dans le fond, pour délibérer, avec le maréchal de Seckendorff, sur les ressorts qu'on pourrait mettre en jeu pour assister l'empereur. Toutes les tentatives, toutes les représentations, toutes les raisons furent inutiles. Les enthousiastes de la maison d'Autriche se seraient sacrifiés pour elle, et ceux qui étaient attachés à l'empereur étaient si intimidés par tant de revers qui accablaient ce prince, qu'ils croyaient perdre leurs États au moment même où ils se résoudraient à le secourir. La duchesse douairière de Wurtemberg se trouvait alors à Bareuth; elle désira que le roi lui rendit ses fils, dont elle lui avait confié l'éducation. Le roi jugea qu'il serait plus décent que ces princes partissent sous de plus favora-

bles auspices ; pour cet effet, il obtint de l'empereur une dispense d'âge avant le terme ordinaire. C'était un moyen d'attacher ces jeunes princes aux intérêts de la France et de la Bavière.

En s'occupant de la politique, le roi ne négligeait pas le gouvernement intérieur de ses États. Les fortifications de la Silésie avançaient à vue d'œil. On fit le grand canal de Plauen pour abréger la communication de l'Elbe à l'Oder. On avait creusé le port de Stettin et rendu navigable le canal de la Swine. Des manufactures de soie s'élevèrent; l'insecte qui produit cette matière précieuse devint une source nouvelle de richesses pour les habitans de la campagne, et l'on ouvrit toutes les portes à l'industrie. L'Académie des sciences fut renouvelée ; les Euler, les Lieberkuhn, les Pott, les Marggraf en devinrent les ornemens. M. de Maupertuis, si célèbre par ses connaissances et par son voyage de Laponie, devint le président de cette compagnie : ainsi finit l'année 1743. L'Europe était en guerre, tout le monde intriguait. Les cabinets des princes agissaient avec plus d'activité que les armées. La guerre avait changé de cause. Il ne s'agissait au commencement que du soutien de la maison d'Autriche, que de ses projets de conquête. L'Angleterre commençait à gagner, dans la balance des pouvoirs, un ascendant qui ne pronostiquait que des malheurs à la France ; la fermeté de l'impératrice-reine dégénérait en opiniâtreté, et la générosité apparente du roi d'Angleterre en vil intérêt pour son électorat. Mais la Russie demeurait encore en paix. Le roi de Prusse, toujours occupé à tenir en équilibre les puissances belligérantes, se flattait d'y parvenir, soit par des insinuations amicales, soit par des déclarations plus fortes, soit même par quelque démonstration. Mais que sont les projets des hommes ! L'avenir leur est caché ; ils ignorent ce qui doit arriver le lendemain, comment pourraient-ils prévoir les évènemens que l'enchaînement des causes secondes amènera dans six mois ? Les conjonctures les forcent souvent d'agir malgré leur volonté. Dans ce flux et reflux de la fortune, la prudence ne peut que s'y prêter, agir en conséquence, ne point perdre son système de vue ; mais jamais elle ne pourra tout prévoir.

CHAPITRE VIII.

Négociations de l'année 1744, et ce qui précéda la guerre que la Prusse entreprit contre la maison d'Autriche.

Les affaires de l'empire s'embrouillaient de plus en plus. Les succès des Autrichiens faisaient éclater leur ambition. Il n'était plus douteux qu'ils ne voulussent détrôner l'empereur ; le roi d'Angleterre travaillait sourdement au même but. La faiblesse de Charles VII et l'énormité des prétentions de la reine de Hongrie avertissaient surtout les princes amoureux de leur liberté, qu'ils ne seraient pas long-temps spectateurs d'une guerre où leur intérêt et leur gloire exigeaient de ne pas laisser prendre le dessus aux anciens ennemis de la liberté germanique. A ces considérations générales, il s'en joignait de plus fortes pour le roi de Prusse. Ni la reine de Hongrie, ni le roi d'Angleterre ne savaient assez bien dissimuler leur mauvaise volonté ; elle se manifestait en toute rencontre. Marie-Thérèse se plaignant au roi Georges des cessions qu'il l'obligeait de faire, surtout de celle de la Silésie, Georges

lui répondit : « Madame, ce qui est » bon à prendre, est bon à rendre. » Cette anecdote est certaine, et l'auteur a vu la copie de cette lettre. Enfin l'on savait que l'Angleterre et l'Autriche se proposaient de forcer la France à faire sa paix, de manière que la garantie de la Silésie n'y fût pas insérée. Qu'on ajoute à ces choses la conduite du marquis de Botta à Pétersbourg, et il paraîtra clair que le roi de Prusse n'avait pas tort d'être sur ses gardes, et de se préparer même à la guerre, si la nécessité la rendait nécessaire. Comme le roi s'était toujours défié des ennemis avec lesquels il avait fait la paix, il avait eu une attention particulière à se préparer à tout évènement. Une bonne économie avait en quelque manière réparé les brèches de la dernière guerre, et l'on avait amassé des sommes qui pouvaient suffire, en les employant avec prudence, aux frais des deux campagnes. A la vérité les forteresses étaient plutôt ébauchées qu'en état de défense ; mais les augmentations dans l'armée étaient achevées, les munitions de guerre et de bouche amassées pour une campagne. En un mot, l'acquisition de la Silésie ayant donné de nouvelles forces à l'État, la Prusse était capable d'exécuter avec vigueur les desseins de celui qui la gouvernait. Il restait à prendre des mesures pour ne rien appréhender de ses voisins, surtout pour se conserver le dos libre, si l'on se proposait d'agir d'un autre côté. De tous les voisins de la Prusse, l'empire de Russie mérite le plus d'attention, comme le plus dangereux : il est puissant. Le roi appréhendait moins le nombre de ses troupes que cet essaim de Cosaques et de Tartares qui brûlent les contrées, tuent les habitans ou les amènent en esclavage ; ils font la ruine des États qu'ils inondent. D'ailleurs, à d'autres ennemis on peut rendre le mal pour le mal, ce qui devient impossible à l'égard de la Russie, à moins d'avoir une flotte considérable pour protéger et nourrir l'armée qui dirigerait ses opérations sur Pétersbourg même. Dans la vue de se concilier l'amitié de la Russie, le roi mit tout en œuvre pour y parvenir ; il poussa même ses négociations jusqu'en Suède. L'impératrice Élisabeth se proposait alors de marier le grand-duc, son neveu, afin de s'assurer d'une lignée. Quoique son choix ne fût pas fixé, son penchant le portait à donner la préférence à la princesse Ulrique, sœur du roi. La cour de Saxe avait dessein de donner la princesse Marianne, seconde fille d'Auguste, au grand-duc, pour gagner du crédit, à la faveur de cette alliance, auprès de l'impératrice. Le ministre de Russie, dont la vénalité aurait mis sa maîtresse à l'enchère, s'il avait trouvé quelqu'un assez riche pour la lui payer, vendit aux Saxons un contrat de mariage précoce. Le roi de Pologne le paya, et n'eut que des paroles pour son argent. Rien n'était plus contraire au bien de l'État de la Prusse que de souffrir qu'il se formât une alliance entre la Saxe et la Russie ; rien n'aurait paru plus dénaturé que de sacrifier une princesse du sang royal pour débusquer la Saxonne. On eut recours à un autre expédient. De toutes les princesses d'Allemagne en âge de se marier, aucune ne convenait mieux à la Russie et aux intérêts prussiens que la princesse de Zerbst. Son père était maréchal des armées du roi, sa mère, princesse de Holstein, sœur du prince successeur au trône de Suède, et tante du grand-duc de Russie. Nous n'entrons pas dans les détails minutieux de cette négociation ; il suf-

fit de savoir qu'il fallut employer plus de peine pour lui faire prendre de la consistance, que s'il se fût agi de la chose du monde la plus importante. Le père de la princesse même y répugnait; luthérien, comme on l'était du temps de la réforme, il ne voulut consentir à voir sa fille se faire schismatique, qu'après qu'un prêtre plus traitable lui eut démontré que la religion grecque était à peu près la même que la luthérienne. En Russie, M. de Mardefeld cacha si bien au chancelier Bestuchew les ressorts qu'il mettait en jeu, que la princesse de Zerbst arriva à Pétersbourg au grand étonnement de l'Europe, et que l'impératrice la reçut à Moscow avec de sensibles marques de satisfaction et d'amitié. Tout n'était pas aplani; il restait encore une difficulté à vaincre : les jeunes promis étaient parens au degré de cousinage. Pour lever cet empêchement, on gagna les popes et les évêques, qui décidèrent que ce mariage était très conforme aux lois de l'Église grecque. Le baron de Mardefeld, non content de ce premier succès, entreprit de transférer la prison de la famille malheureuse, de Riga dans quelque autre lieu de la Russie; il y réussit. La sûreté de l'impératrice demandait qu'on éloignât du voisinage de Pétersbourg ces personnes, qu'une révolution avait fait descendre du trône, et qu'une autre révolution pouvait y replacer. On les mena au-delà d'Archangel, dans un lieu si barbare, que le nom même en est inconnu. Dans le temps que nous écrivons ces mémoires, le prince Antoine-Ulric de Brunswick s'y trouve encore. M. de Mardefeld et le marquis de la Chétardie, qui se crurent forts après l'arrivée de la princesse de Zerbst, voulurent couronner l'œuvre en faisant renvoyer le grand-chancelier Bestuchew, ennemi de la France par caprice et attaché à l'Angleterre. C'était un homme sans génie, peu habile dans les affaires, fier par ignorance, faux par caractère, double même avec ceux qui l'avaient acheté. Les intrigues de ces ministres eurent assez d'influence pour séparer les deux frères. Le grand-maréchal Bestuchew fut envoyé à Berlin en qualité de ministre plénipotentiaire de la Russie; mais le chancelier, trop bien ancré à la cour, se soutint contre tous les assauts qu'on lui donna. M. de Mardefeld fut assez habile pour ne point paraître mêlé dans ces intrigues. M. de la Chétardie, moins prévoyant, s'y montra à découvert. Dès-lors, sans que la cour eût égard pour son caractère ni pour les services qu'il avait rendus, on l'obligea de quitter la Russie avec précipitation et d'une manière peu honorable. Après que l'impératrice se fut déterminée au choix de la princesse de Zerbst pour le mariage du grand-duc, on eut moins de peine à la faire consentir à celui de la princesse de Prusse Ulrique avec le nouveau prince royal de Suède. C'était sur ces deux alliances que la Prusse fondait sa sûreté. Une princesse de Prusse, près du trône de Suède, ne pouvait être l'ennemie du roi son frère, et une grande-duchesse de Russie, élevée et nourrie dans les terres prussiennes, devant au roi sa fortune, ne pouvait le desservir sans ingratitude. Quoiqu'on ne pût alors rendre l'alliance de la Russie plus solide, ni remplacer le chancelier Bestuchew par un ministre mieux intentionné, on eut recours à d'autres moyens pour ouvrir un cœur à portes de fer : ce fut là la rhétorique dont M. de Mardefeld se servit jusqu'à l'année 1745, pour tempérer la mauvaise volonté d'un homme aussi mal disposé.

Tous ces faits, que nous venons de détailler, montrent bien que le roi de Prusse n'avait pas parfaitement réussi dans ses intrigues, et que ce qu'il put obtenir de la Russie ne répondait pas entièrement à ses espérances. C'était toujours beaucoup que d'avoir assoupi, pour un temps, la mauvaise volonté d'une puissance aussi dangereuse ; qui gagne du temps a tout gagné. On fit encore un essai pour une association des princes de l'empire. On pouvait compter sur le landgrave de Hesse, sur le duc de Wurtemberg, sur l'électeur de Cologne et l'électeur palatin ; on avait ébranlé l'évêque de Bamberg ; mais il fallait acheter leur assistance : point d'argent, point de prince d'Allemagne. La France ne voulut pas consentir aux subsides qu'il lui en eût coûté, et la chose manqua une troisième fois. Il aurait été à souhaiter qu'on eût pu s'entendre avec la cour de Saxe ; mais on y rencontra plus d'obstacles que partout ailleurs. Le roi de Pologne était mécontent de ce que la paix de Breslau ne l'avait pas mis en possession de la Moravie ; il croyait conquérir des provinces à coups de plume. Il était jaloux de ce que la maison de Brandebourg avait acquis la Silésie, et de ce qu'il n'avait rien gagné à cette guerre ; il croyait que ses prétentions sur la succession de Charles VI étaient les mieux fondées ; il enviait la couronne impériale à l'électeur de Bavière, et détestait les Français, qu'il accusait de l'avoir trompé. Des dispositions aussi favorables n'échappèrent pas à la cour de Vienne. Ce négociateur féminin, la vieille demoiselle Kling, était toujours à Dresde ; elle ménagea si bien l'esprit du roi, de la reine, du comte *** et du confesseur, qu'elle les amena à la résolution de s'allier avec la reine de Hongrie. Bientôt la négociation ne rencontra plus d'obstacles. On conclut une alliance défensive entre l'Autriche, l'Angleterre et la Saxe, dont les articles secrets furent signés à Varsovie. Les parties contractantes se gardèrent bien de les publier. Cela n'empêcha pas que le roi de Prusse ne s'en procurât une copie ; et, comme ce traité fut une des causes principales de la guerre que le roi déclara dans la suite à la reine de Hongrie, il sera nécessaire que nous en rapportions quelques articles, qui justifieront, aux yeux de la postérité, la guerre qu'elles produisirent :

« Art. 2. Pour cet effet, les alliés » s'engagent derechef à une garantie » tout expresse de tous royaume, » états, pays et domaines qu'ils possè» dent actuellement *ou doivent posséder en vertu du traité d'alliance fait à Turin en* 1703 ; des traités de paix » d'Utrecht et de Bréda ; du traité de » paix et d'alliance communément ap» pelé la quadruple alliance ; du traité » de pacification et d'alliance conclu à » Vienne le 10 mars 1731 ; de l'acte » de garantie donné en conséquence, » et passé en loi de l'empire le 11 fé» vrier 1732 ; de l'acte d'accession si» gné pareillement en conséquence à » La Haye le 20 février 1732 ; du traité » de paix signé à Vienne le 18 no» vembre 1738 ; de l'accession qui y a » été faite et signée à Versailles le 3 » février 1739 ; tous lesquels traités » sont pleinement rappelés et confir» més ici, autant qu'ils peuvent con» cerner les alliés, et qu'ils n'y ont pas » dérogé spécialement par le présent » traité. »

Quiconque lit cet article avec impartialité, doit y trouver le germe d'une alliance offensive préparée contre le roi de Prusse. La reine de Hongrie se fait garantir des États qu'elle

possédait du temps de ces traités allégués et qu'elle a perdus par la suite. Si cette princesse et le roi d'Angleterre avaient agi de bonne foi, ne devaient-ils pas rappeler également dans cette alliance le traité de Breslau? Si nous dépouillons cet article du style énigmatique dont il est enveloppé, on y voit une garantie formelle des États que l'impératrice-reine doit posséder conformément à la pragmatique sanction, et par conséquent de la Silésie. Mais l'article 13 de ce traité de Worms, auquel le roi de Pologne avait accédé, explique même les moyens dont la cour de Vienne se servira pour récupérer ses provinces perdues. Le voici :

« Art 13. Et aussitôt que l'Italie sera » délivrée d'ennemis, et hors de dan» gers apparens d'être envahie derechef, non seulement Sa Majesté la » reine de Hongrie pourra en retirer » une partie de ses troupes, mais, si » elle le demande, le roi de Sardaigne » lui fournira ses propres troupes pour » les employer à la sûreté des États de » Sa Majesté la reine en Lombardie, » afin qu'elle puisse se servir d'un plus » grand nombre des siennes *en Allemagne;* tout comme, à la réquisition » du roi de Sardaigne, la reine de » Hongrie fera passer ses troupes dans » les États dudit roi, s'il le fallait, pour » en défendre les passages qu'une ar» mée ennemie entreprendrait de for» cer, et pour délivrer d'ennemis tous » les États du roi de Sardaigne, et les » mettre hors de danger d'être enva» his derechef. »

Voilà donc la reine de Hongrie qui veut retirer ses troupes d'Italie pour les employer en Allemagne. Contre qui sera-ce? contre la Saxe? elle a fait une alliance avec le roi, électeur de ce pays. Contre la Bavière? elle a si bien humilié l'empereur, qu'elle possède son patrimoine. Ce ne peut donc être que contre le roi de Prusse qu'elle médite une nouvelle guerre. Le roi d'Angleterre, selon les engagemens qu'il avait pris par le traité de Breslau, devait communiquer fidèlement à celui de Prusse tous les traités qu'il ferait. Il se garda bien de rien dire de celui-ci. La raison en était claire : ce qui s'était forgé à Worms et ce qui fut ratifié à Turin et à Varsovie, renversait tout ce que le roi d'Angleterre même avait stipulé par le traité de Breslau. Ces nouvelles alliances furent communiquées aux États-généraux, et ce fut de La Haye qu'on apprit ce qui en faisait la teneur. Selon les règles de la saine politique, les cours de Vienne et de Londres n'auraient pas dû démasquer si vite leurs desseins. Ces cours avaient encore les armes à la main, et combattaient contre la France et l'Espagne, de la Lombardie au Rhin et même en Flandre. Ne pouvait-on pas prévoir, à moins que le roi de Prusse ne fût devenu entièrement stupide, qu'il n'attendrait pas de sang-froid qu'on prît des mesures pour l'accabler, et que plutôt il ferait les derniers efforts pour prévenir les desseins de ses ennemis. Il est évident que la Prusse ne trouvait plus de sûreté dans la paix de Breslau ; il fallait donc en chercher ailleurs. La situation était critique. Il fallait, ou que le roi s'abandonnât au hasard des évènemens, ou qu'il prît un parti violent, sujet aux plus grandes vicissitudes. Les ministres représentaient à ce prince que quiconque se trouve bien, ne doit pas se mouvoir; que c'est une mauvaise assertion en politique de faire la guerre pour l'éviter, et qu'il fallait tout attendre du bénéfice du temps. Le roi leur répondait que leur timidité les aveuglait ; que c'était une grande im-

prudence de ne pas prévenir à temps un malheur, quand on a les moyens de s'en garantir; qu'il sentait qu'en faisant la guerre, il exposait sa noblesse, ses sujets, son Etat et sa personne à des hasards inévitables; mais que cette crise demandait une décision, et qu'en pareils cas, le plus mauvais parti était celui de n'en prendre aucun.

Pour voir d'un coup-d'œil les raisons que le roi crut avoir de déclarer la guerre à la reine de Hongrie, et les raisons que lui opposaient ses ministres, nous ferons usage d'un mémoire qu'il leur envoya écrit de sa main; en voici la copie :

« Pour prendre un parti judicieux, » il ne faut point se précipiter. J'ai » mûrement réfléchi sur la situation » où nous nous trouvons, et voici les » remarques que je fais sur la conduite » de mes ennemis, en la résumant » pour mieux constater leurs desseins. » 1° Pourquoi, par la paix de Breslau, » la reine de Hongrie s'est-elle si obs- » tinément opiniâtrée à se réserver les » hautes montagnes de la haute Silé- » sie, qui sont d'un si modique rap- » port? Certainement l'intérêt n'y a » aucune part. J'y découvre un autre » dessein : c'est de se conserver, par » la possession de ces montagnes, des » chemins avantageux pour s'en as- » surer l'entrée lorsqu'elle le jugera à » propos. 2° Quelle raison a obligé les » Autrichiens et les Anglais à s'oppo- » ser sous main à la garantie du traité » de Breslau que Mardefeld négociait » à Pétersbourg, si ce n'est que cette » garantie empêchait ces puissances » de rompre le traité? Vous répondez » que la politique des Anglais est sim- » ple; qu'ils veulent m'isoler, afin que, » n'ayant d'autre garantie que la leur, » je dépende uniquement d'eux. J'ose » demander à messieurs les ministres » si, supposant aux Anglais l'une ou » l'autre de ces intentions, elles nous » sont favorables ou désavantageuses? » 3° Pourquoi lord Carteret ne se hâ- » te-t-il pas de terminer les petits dif- » férends au sujet de quelques frontiè- » res litigieuses entre le pays de Min- » den et celui de Hanovre, pour un » péage des Hanovriens sur l'Elbe, en- » fin pour les bailliages qui nous sont » hypothéqués dans le Mecklenbourg? » C'est qu'il ne se soucie point du tout » d'établir une bonne harmonie entre » nos deux cours. Le comte de Pode- » wils suppose que la maison de Ha- » novre a autant d'intérêt que celle de » Brandebourg à terminer ces diffé- » rends. Pourquoi donc ne le fait-elle » pas? Mais le roi d'Angleterre vou- » drait envahir le Mecklenbourg, Pa- » derborn, Osnabruck et l'évêché de » Hildesheim; il voit que ces vues d'a- » grandissement sont incompatibles » avec une étroite liaison entre la » Prusse et l'Angleterre. 4° Peut-on » compter sur les promesses d'un prin- » ce qui manque à ses engagemens? » Le roi d'Angleterre promit, lorsqu'il » assembla, l'année 1743, son armée » sur le Rhin, de ne rien entreprendre » ni contre les États héréditaires de » l'empereur ni contre sa dignité; à » présent, conjointement avec la reine » de Hongrie, il prend des mesures » pour le forcer à l'abdication. 5° Rap- » pelez-vous les intrigues du marquis » de Botta à la cour de Pétersbourg; » ne tendaient-elles pas à remettre la » famille exilée sur le trône? Pour- » quoi? parce qu'il savait que l'impé- » ratrice Elisabeth était dans nos inté- » rêts, et qu'il s'attendait que le prince » Antoine devant le rétablissement de » sa famille à la cour de Vienne, il lui » serait à jamais dévoué, et partage- » rait sa haine pour tout ce qui est

» prussien. De plus, à quel dessein fit-» il usage de mon nom dans cette abo-» minable conjuration, si ce n'était » pour me brouiller avec l'impératrice, » au cas que sa trame fût découverte? » C'était, dites-vous, par un effet de la » tendresse que la reine de Hongrie a » pour ses parens. Hélas! trouvez-moi » de grands princes qui respectent les » liens du sang. 6° Vous croyez qu'on » ne doit pas mépriser la garantie du » traité de Breslau qu'a donnée le roi » d'Angleterre. Et je vous réponds » que toutes les garanties sont comme » des ouvrages de filigrane, plus pro-» pres à satisfaire les yeux qu'à être » de quelque utilité. 7° Mais je veux » bien vous abandonner tout ce que je » viens de vous marquer. Vous sera-» t-il possible de donner une bonne » interprétation au traité de Worms » et à celui de Varsovie? Le langage » des ministres autrichiens est que ce » traité n'a pour objet que l'Italie. Li-» sez les deux articles que j'ai cités, et » vous verrez clairement qu'ils regar-» dent l'Allemagne en général, et qu'en » particulier ces articles m'ont direc-» tement en vue. 8° Cette alliance avec » la Saxe est encore moins innocente; » elle livre aux Autrichiens un passage » et des secours pour m'attaquer dans » mes propres foyers. Vous soutenez » que cette alliance ne s'est faite que » pour procurer des présens récipro-» ques aux ministres qui sont à la tête » des affaires dans les deux cours. En » vérité je ne m'y attendais pas; il » faut avouer que vous avez l'esprit » transcendant. 9° Voici une autre » question : attendra-t-on que la reine » de Hongrie soit délivrée de tous ses » embarras, qu'elle ait la paix avec les » Français, qu'elle force l'empereur à » l'abdication? Attendra-t-on, dis-je, » qu'elle puisse se servir de toutes ses » forces, de celles des Saxons et de » l'argent de l'Angleterre, pour nous » attaquer, avec tous ces avantages, » au moment que nous serons dépour-» vus d'alliés, et que nous n'aurons » d'autres ressources que celles de nos » propres forces? Vous soutenez que » la reine de Hongrie ne terminera » pas cette guerre dans une seule cam-» pagne, que ses pays sont ruinés, ses » revenus arriérés de dix ans, et qu'elle » ne sentira son épuisement qu'après » la paix. Je réponds que tout le mon-» de ne convient pas que ses finances » soient aussi épuisées que vous le » supposez. De vastes Etats lui four-» nissent de grandes ressources. Qu'on » se souvienne qu'à la fin de la guerre » de succession, guerre qui avait en-» glouti des trésors, l'empereur Char-» les VI soutint encore toute une cam-» pagne contre les Français sans sub-» sides étrangers, lorsque la reine Anne » fit la paix d'Utrecht séparément. Faut-» il attendre qu'Annibal soit aux portes » pour se déclarer contre lui? Qu'on » se souvienne qu'en l'année 1733 le » comte Zinzendorff pariait que les » Français ne passeraient pas le Rhin, » pendant qu'ils bombardaient et pre-» naient Kehl. La sécurité ajoute que » lorsque le feu roi acquit la Poméra-» nie ultérieure, tout le monde crut » que la Suède ferait revivre tôt ou » tard ses droits sur cette province, et » cependant cela n'arriva pas. Cette » comparaison est fausse, et ce raison-» nement tombe de lui-même. Com-» ment mettre en parallèle un royaume » ruiné, épuisé, démembré tel que la » Suède, avec la puissante maison d'Au-» triche, qui, loin d'avoir fait des pertes, » médite actuellement des conquêtes? » Les partisans outrés de la reine de » Hongrie soutiennent qu'il n'y a point » d'exemple que la maison d'Autriche

» ait commencé une guerre pour ré» cupérer des provinces perdues. Il ne » faut citer de tels faits qu'à des igno» rans. Cette maison n'a-t-elle pas » voulu reconquérir la Suisse? Com» bien de guerres n'a-t-elle pas faites » pour rendre la Hongrie héréditaire? » Et quelle était cette guerre entre» prise par Ferdinand II pour chasser » Frédéric V, électeur palatin, de la » Bohême, dont il avait été élu roi par » les vœux des peuples? Ne fut-ce pas » une guerre sanglante que la maison » d'Autriche fit à Bethlem Gabor pour » lui ravir la Transylvanie? Enfin, » qu'est-ce qui excite à présent la rei» ne de Hongrie à presser les Français » avec tant d'ardeur, si ce n'est l'espé» rance de reconquérir l'Alsace, la » Lorraine, et de détrôner l'empereur? » Raisonnait-on bien à Vienne quand » on y disait : Il est impossible que le » roi de Prusse nous attaque; car au» cun de ses aïeux ne nous a fait la » guerre? Ne nous trompons point : les » exemples du passé, fussent-ils même » vrais, ne prouvent rien pour l'avenir. » L'assertion suivante est plus sûre : » tout ce qui est possible peut arriver. » 10° Pour fortifier ces argumens par » des preuves plus palpables, je n'ai » qu'à vous rappeler un propos que » M. de Molé, général autrichien pas» sant par Berlin, tint à M. de Schmet» tau. Ma cour n'est pas assez mal » avisée pour attaquer la Silésie; nous » sommes alliés avec la cour de Dres» de; le chemin de la Lusace mène à » Berlin le plus directement; c'est là » où il nous convient de faire la paix. » Vous direz que Molé parlait au ha» sard; mais voyez ce qui confirme que » le dessein de faire la paix à Berlin » était celui de la cour de Vienne. Le » prince Louis de Brunswick avait en» tendu parler de ce même plan à la » reine de Hongrie, au service de la» quelle il était; il en avait fait confi» dence à son frère le duc régnant, et » celui-là me l'avait communiqué. Un » aveu de la bouche de l'ennemi tient » lieu d'une démonstration. Je con» clus que nous n'avons rien à gagner » en attendant, mais tout à perdre; » qu'il faut donc faire la guerre, et qu'il » vaut mieux périr avec honneur que » de se laisser accabler avec honte » quand on ne peut plus se défendre. »

Cependant le roi ne se précipita point. Le temps n'était pas encore venu d'éclater; il attendait des conjonctures favorables, pour le faire avec tout l'avantage possible. Dans ce temps-là, l'empereur, croyant ses affaires désespérées, envoya le comte de Seckendorff à Berlin, pour engager le roi de Prusse à le soutenir. Seckendorff se croyait assez fort pour obliger la Saxe à changer de parti. Il assura que les Français agiraient avec vigueur, que leurs intentions étaient sincères; il pressa beaucoup le roi de se déclarer; l'heure n'en était pas encore venue; il lui fit la réponse contenue dans ces points :

1° Avant de s'engager avec l'empereur et la France, Sa Majesté regarde comme un préalable que l'alliance du roi avec la Russie et la Suède soit conclue. 2° La Suède promettra de faire une diversion dans le pays de Brême, en même temps qu'une armée française attaquera le pays de Hanovre. 3° La France promettra d'agir offensivement sur le Rhin et de poursuivre vivement les Autrichiens, lorsque la diversion que le roi se propose de faire les attirera en Bohême. 4° La Bohême sera démembrée des Etats de la reine de Hongrie; le roi en possédera les trois cercles les plus voisins de la Silésie. 5° Les puissances alliées ne feront

point de paix séparée, mais resteront constamment unies pour travailler à l'abaissement de la nouvelle maison d'Autriche. L'article des conquêtes n'était ajouté à ce projet qu'à tout hasard, au cas que la fortune favorisât cette entreprise. Il était prudent de s'accorder d'avance sur un partage qui, dans la suite, aurait pu brouiller les alliés.

Ces mesures se prenaient cependant avec beaucoup de circonspection. Le roi connaissait la mollesse des Français dans leurs opérations de guerre, et le peu d'attachement qu'ils avaient montré pour les intérêts de leurs alliés; il n'y avait que la nécessité qui pût amener cette nouvelle liaison. Il fallait se préparer aux oppositions qu'on éprouverait de la part de l'Angleterre, gouvernée par un roi vindicatif et un ministre fougueux. Le parlement avait accordé au roi toutes les sommes qu'il lui avait demandées; soutenu de ces richesses, le roi pouvait faire sortir des armées de terre, et porter la guerre jusqu'au bout du monde. Cependant ces premières propositions d'alliance ne furent pas reçues à Versailles avec l'accueil auquel on devait s'attendre. On continua néanmoins à négocier, pour conduire cette crise politique à une heureuse fin. Deux pédans, l'un Français et l'autre Allemand, s'étaient avisés de former un projet d'association pour les cercles de l'empire; l'un était le sieur de Chavigni et l'autre le sieur de Bunau; ils y procédèrent avec toutes les restrictions des formalités, selon les lois de l'empire et la bulle d'or. Cet ouvrage lourd et pesant fut aussitôt oublié que lu. Au lieu de penser à cette association, la cour de Versailles prit, moyennant des subsides, les troupes hessoises au service de l'empereur. Cela dérangea les mesures du roi d'Angleterre, qui voulait les joindre à son armée. On essaya encore de dissuader le duc de Gotha de donner ses troupes aux puissances maritimes; cela ne réussit pas, car le duc avait déjà reçu des subsides. Le ministère de Versailles était nouveau; il s'était peu mis au fait des affaires, de sorte qu'il attribuait la paix séparée, que le roi avait faite avec la reine de Hongrie, à la légèreté de son esprit. Un préalable nécessaire, dès qu'on voulait se lier avec la France, était de rectifier les idées des ministres sur ce point. Le baron de Chambrier, depuis vingt ans ministre de Prusse à la cour de Versailles, étant âgé, et n'ayant pas assez de liaisons avec les gens en place pour se servir auprès du roi de leur crédit, avait d'ailleurs peu traité de grandes choses; il était scrupuleusement circonspect. Cela fit juger au roi qu'il fallait envoyer à cette cour quelqu'un qui fût plus délié et plus actif, pour savoir à quoi s'en tenir avec elle. Son choix tomba sur le comte de Rottembourg. En 1740, il avait passé du service de France à celui de Prusse; il était en liaison de parenté avec tout ce qu'il y avait de plus illustre à la cour; il pouvait, par ces raisons, se procurer des connaissances qui auraient échappé à d'autres, et par conséquent informer le roi de la façon de penser de Louis XV, de ses ministres et de ses maîtresses; car il fallait une boussole pour s'orienter. Le trop grand feu du comte de Rottembourg était tempéré par le flegme de M. de Chambrier; tous deux pouvaient rendre des services utiles à l'Etat. Le comte de Rottembourg partit donc pour Versailles. Il fit faire ses premières insinuations par le duc de Richelieu et par la duchesse de Châteauroux; on l'envoya à M. Amelot, ministre des affaires étrangères, qui ne passait pas pour partisan de la

Prusse. Mais le cardinal Tencin, le maréchal de Belle-Isle, d'Argenson, ministre de la guerre, Richelieu et la maîtresse du roi se déclarèrent pour le comte de Rottembourg. Les articles proposés au maréchal de Seckendorff servirent de base à la négociation qui s'entama avec la France. On insistait le plus sur ce que l'armée française de l'Alsace poursuivît les Autrichiens, leur reprît la Bavière, et qu'une autre armée française entrât en même temps en Westphalie. Le roi, de son côté, se réservait de n'entrer en jeu qu'après avoir conclu son alliance avec la Suède et la Russie. Ce dernier article lui laissait la liberté d'agir ou de n'agir pas, selon que les évènemens lui paraîtraient favorables ou contraires. Il se flattait de suspendre encore le moment de la rupture; mais la tournure que prirent les affaires générales, ainsi que les succès des armées autrichiennes en Alsace, l'obligèrent bientôt à se déclarer contre la reine de Hongrie. L'alliance des Prussiens était tout ce qui pouvait arriver alors de plus avantageux à la France. Son propre intérêt devait le plus fortement l'animer à faciliter ces arrangemens; mais qui peut compter sur le système d'une cour gouvernée et ballottée par des intrigues, et sur la vigueur et l'activité des troupes, lorsque des généraux timides et sans nerf les commandent? Vers l'été (1) de la même année, le comte de Tessin vint à Berlin, en qualité d'ambassadeur de Suède, demander la princesse de Prusse Ulrique en mariage pour le prince de Holstein, élu successeur au trône de Suède. Il était suivi par la fleur de la noblesse; il avait toutes les qualités qu'il faut pour la représentation, de la dignité, même de l'éloquence, mais l'esprit frivole et superficiel. Les noces se célébrèrent (1) à Berlin avec magnificence. Le prince Guillaume, frère du roi, épousa la princesse par procuration du prince royal. On remarqua plus de magnificence dans ces fêtes que dans les précédentes : tenir un juste milieu entre la frugalité et la profusion est ce qui convient à tous les princes. Mais pendant qu'on dansait et qu'on se réjouissait à la cour, on travaillait aux préparatifs de la campagne qu'on était sur le point d'ouvrir.

(1) Mois de mai.

(1) Août.

CHAPITRE IX.

Campagnes d'Italie, en Flandre, sur le Rhin, et enfin celle du roi.

La campagne d'Italie s'ouvrit au mois d'avril par le passage du Tanaro, la prise de Nice et celle de Villefranche. Les généraux français et espagnols ne purent s'accorder sur leurs opérations ultérieures. Le prince de Conti prétendait que les passages qui conduisent de Nice en Piémont n'étaient pas praticables et qu'il fallait chercher d'autres chemins. Dans cette vue, il enfile le col de Tende, attaque les troupes savoyardes à Montalbon, force leurs barricades et la nature même, prend d'assaut le fort Dauphin, et pénètre ainsi en Piémont. Il faut avouer que ce début de campagne est un des plus brillans qu'on ait vus dans cette guerre. Le prince de Conti avance; il assiége Coni. Le roi de Sardaigne, pour faire lever ce siége, marche à lui. Conti le bat; mais la crue des eaux, la vigoureuse résistance des assiégés et le manque de subsistances,

obligent ce prince à lever le siége et à se retirer en Savoie, après avoir fait sauter les fortifications de Démont. Cette campagne fit plus d'honneur à ses talens qu'elle ne fut utile à la France. Le prince de Lobkowitz, qui alors était en pleine marche pour attaquer le roi de Naples, informé des succès du prince de Conti, se décontenance; il désespère de sa fortune, se retire à Monte Rotondo et de là à Florence, toujours talonné par don Carlos et le marquis de Gages. Nous supprimons les petits avantages que les Français et les Espagnols eurent sur les Autrichiens, pour en venir aux expéditions maritimes. Les flottes française et espagnole sortirent, au commencement du printemps, de la rade de Toulon; elles attaquèrent, dans la rade de Toulon, la flotte anglaise commandée par l'amiral Mathews. Après la bataille, les Français et les Espagnols se retirèrent à Carthagène et les Anglais à Port-Mahon. L'action fut sans doute indécise, puisque les deux flottes se retirèrent; cependant elle ne laissa pas de faire honneur à l'amiral espagnol Navaro et au capitaine français. La cour de France envoya l'amiral Court en exil; en punissant différens officiers qui avaient servi sur cette flotte, elle témoigna son mécontentement. De leur côté, les Anglais traduisirent l'amiral Mathews devant le conseil de guerre. Le vice-amiral fut conduit en prison; aucun des deux partis n'était donc satisfait d'une bataille indécise, dont les Français et les Anglais eurent la honte et les Espagnols la réputation. Ces actions de mer n'étaient que le prélude des grands coups que la cour de Versailles se proposait de frapper dans cette campagne. Son objet capital était d'obliger les Anglais à rappeler dans leur île les troupes qu'ils avaient en Flandre. Pour cet effet, avant même l'ouverture de la campagne, le comte de Saxe conduisit à Dunkerque dix mille hommes; le fils du prétendant, nommé le prince Édouard, s'y rendit aussi. On fit des préparatifs pour un embarquement. L'Angleterre, alarmée, appela des secours étrangers; six mille Hollandais et six mille Anglais, des troupes du lord Stairs furent transportés dans ce royaume. Les Hollandais, qui manquaient de vaisseaux de guerre, armèrent des vaisseaux marchands, et les envoyèrent à leurs alliés pour remplir leurs engagemens. Le roi de la Grande-Bretagne, saisi d'épouvante, réclama même le contingent prussien. Le roi répondit qu'il se mettrait à la tête de trente mille hommes pour passer dans cette île, si le roi était attaqué. Georges trouva ce secours trop fort et se désista de ses poursuites. C'était pour l'Europe un problème politique que les intentions du conseil de Versailles dans cette entreprise. Voulait-il établir le prince Édouard en Angleterre, ou était-ce un leurre pour affaiblir les troupes alliées en Flandre? Ces simples préparatifs d'une descente valurent aux Français, pour le commencement de la campagne, tout ce qu'aurait produit une diversion réelle. Quant au projet d'établir le prince Édouard en Angleterre, il avait été formé par le cardinal Tencin; il tenait son chapeau de la nomination du prétendant, et, pour lui témoigner sa reconnaissance, il essaya, autant qu'il était en lui, de procurer à son fils la couronne d'Angleterre. L'expédition manqua, parce que les vents furent contraires : excuse banale de tous les marins. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'amiral de cette flotte, nommé Roquefeuille, n'osa tenter le passage de la Manche en présence d'une flotte supérieure.

Les troupes françaises n'avaient point vu de roi à leur tête depuis que Louis XIV avait cessé d'y paraître. Quelques campagnes malheureuses avaient découragé les armées; on crut que la présence du maître serait le seul aiguillon capable de réveiller dans les troupes l'instinct de l'honneur et de la gloire. Une femme, par amour pour la patrie, entreprit de tirer Louis XV de la vie oisive qu'il menait, pour l'envoyer commander ses armées; elle sacrifia à la France les intérêts de son cœur et de sa fortune : c'était Mme de Châteauroux. Elle parla avec tant de force, elle exhorta, elle pressa si vivement le roi, que le voyage de Flandre fut résolu. Une action aussi généreuse et même héroïque mérite d'autant plus de trouver place dans les fastes de l'histoire, que les maîtresses qui l'ont précédée n'ont employé leur crédit que pour le malheur du royaume. Louis XV ouvrit la campagne en Flandre par le siége de Menin. Le gouverneur de la place, peu versé dans son métier, la rendit après une légère résistance. Immédiatement après, les Français entreprirent le siége d'Ypres, qui, quoique mieux défendue, essuya le même destin. La force des armes françaises consiste dans les siéges; ils ont les plus habiles ingénieurs de l'Europe; l'artillerie nombreuse qu'ils emploient dans leurs opérations, les assure de la réussite de leurs entreprises. Le Brabant et la Flandre sont le théâtre de leurs exploits, parce qu'ils y peuvent étaler tout l'art de leurs ingénieurs. Quantité de canaux et de rivières facilitent le transport des munitions de guerre, et ils ont leurs frontières à dos. Ils réussissent mieux dans la guerre de siéges que dans celle de campagne.

Mais revenons aux alliés que nous avons quittés pour un temps. Les troupes que le roi d'Angleterre avait commandées l'année précédente avaient hiverné, comme nous l'avons dit, dans le Brabant et en Westphalie. Les troupes du prince de Lorraine avaient pris leurs quartiers d'hiver dans le Brisgau et dans la Bavière. Le maréchal de Coigni commandait en Alsace. Les débris des troupes impériales étaient distribués chez des amis de l'empereur, la plupart cependant aux environs d'Oettingen. La cour de Vienne perdit cet hiver le maréchal de Khevenhüller; la reine de Hongrie honora sa mémoire de quelques larmes. Le maréchal Traun le remplaça, et reçut le commandement de la grande armée, qui portait le nom du prince de Lorraine, mais dont en effet il était le chef. Comme ce prince de Lorraine jouera un grand rôle dans cette histoire, nous croyons qu'il ne sera pas inutile de le faire connaître. Il était brave, aimé des troupes, possédait bien le détail des vivres, était peut-être trop facile à suivre les impressions que ses favoris lui donnaient; se livrant aux charmes de la société, il passait pour boire quelquefois avec excès. Ce prince épousa à Vienne l'archiduchesse Marianne, sœur cadette de la reine; il conduisit sa nouvelle épouse dans le Brabant, dont on l'avait fait gouverneur; après quoi il revint à Vienne recevoir les ordres de la cour pour la campagne qui allait s'ouvrir. Le dessein des Autrichiens était de reprendre la Lorraine, et de porter l'empereur à l'abdication de l'empire, pour recouvrer par ce sacrifice ses pays héréditaires. Leur armée s'assembla à Heilbrunn; de là elle s'avança sur Philipsbourg, où Seckendorff s'était réfugié avec les débris des troupes bavaroises. A la nouvelle de l'approche

du prince de Lorraine, M. de Coigni renforça les troupes impériales des régimens allemands qui servaient dans son armée. Tous les préparatifs du prince de Lorraine annonçaient qu'il avait intention de passer le Rhin; ce passage lui était facilité par le traité que le roi d'Angleterre venait de conclure avec l'électeur de Mayence. La partialité de ce prince pour la cour de Vienne était trop marquée pour qu'on s'y trompât, et les subsides qu'il tirait des Anglais ne laissaient aucun doute que, malgré sa neutralité, il n'accordât aux troupes de la reine le passage par Mayence, si on l'exigeait de lui.

Les Autrichiens, qui jouissaient déjà en imagination de leur fortune, ne pouvaient s'empêcher de laisser échapper de temps en temps des traits de fierté et d'arrogance. Ils faisaient construire un port à Manheim, et agissaient despotiquement dans le palatinat. L'électeur s'en trouva offensé, comme de raison. Cela donna lieu à des brouilleries, et finit par un message du prince de Lorraine à l'électeur, pour lui signifier que s'il ne donnait pas son pont de Manheim sur-le-champ, il le lui ferait enlever de force. En attendant le maréchal de Coigni, dont l'intention était de défendre les bords du Rhin depuis Mayence jusqu'à Fort-Louis, s'était posté, avec ses forces principales, sur les bords de la Quiech, d'où il s'avança vers Spire, et poussa ses détachemens jusqu'à Worms et même jusqu'à Oppenheim. Ce mouvement se fit sur ce qu'il apprit que M. de Bærenklau, avec un détachement de l'armée de la reine, avait marché à Germersheim, vers Fribourg. Bærenklau fit jeter un pont sur un bras du Rhin, près de Stockstadt, pour donner le change aux Français et les attirer de ce côté-là. En même temps, le prince de Lorraine fit un mouvement avec son armée, comme s'il avait intention de passer le Necker avec sa droite, pour se joindre à Bærenklau. Le maréchal de Coigni, trop crédule, se laissa abuser par ces vaines démonstrations, et commit deux fautes de suite : l'une, en faisant passer le Rhin à Seckendorff, qu'il chargea de défendre la partie de ce fleuve qui coule entre Spire et Lauterbourg; l'autre, en sa portant avec son armée vers Worms et Frankenthal. Il lui était facile de juger que le prince de Lorraine avait résolu de pénétrer en Alsace, et d'user de toutes les ruses de la guerre pour l'en éloigner le plus qu'il lui serait possible. Il devait savoir d'ailleurs que ce prince pouvait disposer du pont de Mayence, à quoi l'armée française n'était en état de porter aucun obstacle. Il semble que son projet de défense était défectueux en tout point. Son armée était séparée par corps, qui n'occupaient pas même les vrais postes d'où ils auraient pu disputer aux ennemis le passage du Rhin. Les experts ont été de l'opinion qu'il aurait dû rassembler en un corps les troupes tant impériales que françaises; qu'il devait se camper entre la Quiech et le Speyerbach, garnir de petits détachemens les bords du Rhin depuis Fort-Louis jusqu'à Philipsbourg, faire battre l'estrade par cette cavalerie, pour être averti à temps de l'endroit où les ennemis se préparaient à passer, tenir ses troupes prêtes à marcher au premier ordre, et attaquer, sans balancer, avec toutes ses forces, le premier corps autrichien qui aurait passé le Rhin. Si le prince Charles passait ce fleuve à Mayence, il restait à M. de Coigni à choisir les postes de la Quiech ou du Speyerbach, que le prince n'aurait osé attaquer. De plus, M. de Coigni couvrait également, par

cette position, la basse Alsace et la Lorraine. Ce maréchal, dont l'armée n'était pas aussi forte que celle des ennemis, et qui avait des ordres trop restreints, prit des mesures bien différentes. Dès que le prince de Lorraine et Traun furent informés des fausses démarches des Français, ils détachèrent M. de Nadasti par leur gauche, avec tous les bateaux qu'ils avaient assemblés à la sourdine, pour jeter des ponts sur le Rhin, à un village appelé Schreck. Nadasti fit aussitôt passer le Rhin en bateau à deux mille pandours, sous les ordres du partisan Trenck; ils surprirent et défirent un détachement de trois régimens impériaux, qui, par une négligence impardonnable, ne s'étaient en aucune manière précautionnés contre les surprises. Nadasti lui-même avait déjà passé le Rhin (1), à la tête de neuf mille hussards, tandis que l'on achevait tranquillement derrière lui la construction des ponts. Au bruit de ce passage, Seckendorff, avec vingt mille hommes, se joignit à un corps de Français que le jeune Coigni commandait; ils volèrent au secours de ces trois régimens impériaux dont nous avons fait mention, avant que le prince de Waldeck eût levé son camp de Retingheim pour joindre Nadasti. Tous les officiers de cette armée conjurèrent Seckendorff d'attaquer Nadasti, qu'il aurait pu facilement culbuter dans le Rhin; par ce seul coup, il aurait anéanti les desseins du prince de Lorraine. Seckendorff ne voulut jamais s'y prêter; il se contenta d'engager une légère escarmouche avec les Hongrois; et, comme il apprit que le maréchal de Coigni s'était retiré à Landau, il marcha par Germersheim pour le joindre au plus tôt. Dès le 2 de juillet, le prince de Lorraine se vit maître du cours du Rhin depuis Schreck jusqu'à Mayence. Nadasti et le prince de Waldeck étaient déjà à l'autre bord. Bærenklau avait de même passé ce fleuve du côté de Mayence. Le prince de Lorraine employa trois jours à passer ses ponts avec la grande armée. A peine y eut-il une tête sur l'autre bord, qu'il envoya un détachement pour prendre Lauterbourg et s'emparer de ses lignes. Nadasti poussa jusqu'à Weissenbourg; il le prit de même et se posta dans ses lignes. Les Autrichiens firent seize cents prisonniers dans cette expédition. M. de Coigni s'aperçut alors combien il lui importait de gagner la basse Alsace avant le prince de Lorraine, et il le prévint en prenant Weissenbourg par escalade, et en forçant les retranchemens, où il éprouva une résistance vigoureuse. Nadasti, délogé de ce poste, se retira sur la grande armée qui campait auprès de Lauterbourg, et qui n'osa secourir Weissenbourg, parce que les détachemens de Bærenklau et de Léopold Daun ne l'avaient pas encore jointe. M. de Coigni tira parti de ces délais et de la crue du Rhin, qui empêchait la jonction des corps ennemis; il passa la Motter auprès de Haguenau, et se campa à Bischweiler. L'éloignement de M. de Coigni fit naître l'idée au prince de Lorraine de bloquer Fort-Louis, qu'on disait mal approvisionné. En conséquence Nadasti et Bærenklau prirent poste (1) à Wœrd, à Beinheim et sur les îles qui entourent Fort-Louis. La crue du Rhin sauva cette place. La garnison regagna la communication de Strasbourg; on la renforça et on la pourvut de vivres. Ce coup manqué, le

(1) 1er juillet.

(1) 12 juillet.

prince de Lorraine porta ses troupes légères sur les ailes de l'armée française et dans le bois de Haguenau, ce qui empêchait celle-ci d'envoyer des partis au-delà de la Motter. Le maréchal de Coigni, embarrassé de la situation où il se trouvait, en avait informé la cour. Louis XV, pour sauver l'Alsace, résolut de mener lui-même quarante mille hommes de l'élite de son armée de Flandre au secours de M. de Coigni, à qui l'on ordonna de temporiser, et surtout de conserver ses troupes. Ce fut ce qui détermina M. de Coigni à changer de mesures et à éviter tout engagement. Nadasti, renforforcé de troupes réglées, commençait à s'étendre vers les hauteurs de Reichshofen et Weissenbourg, comme s'il avait dessein de tourner le camp français par Lichtenberg et Buchsweiler; sur quoi M. de Coigni se retira par Brümat à Strasbourg (1). Il se posta sur le canal de Molsheim, qu'il abandonna bientôt pour gagner les défilés de Phalsbourg et de Sainte-Marie-aux-Mines. Il se décida à ce mouvement pour empêcher le prince de Lorraine, qui était à Brümat, et qui faisait construire des ponts sur la Motter, d'occuper les gorges des montagnes par lesquelles l'armée du roi devait passer pour le joindre. Le roi de France était arrivé le 4 août à Metz, où il attendait les troupes de Flandre, pour fondre, à leur tête, sur l'armée du prince de Lorraine, et la détruire s'il était possible. Le maréchal de Schmettau avait été envoyé par le roi de Prusse auprès de Louis XV, tant pour rendre compte des mouvemens de l'armée française, que pour presser le roi de remplir ses engagemens, en poursuivant jusqu'en Bavière les troupes de la reine lorsqu'elles repasseraient le Rhin. Schmettau apprit au roi très chrétien que le roi de Prusse entrerait en campagne le 17 août, et qu'il emploierait cent mille hommes à la diversion qu'il allait faire en faveur de l'Alsace. Ce maréchal mit tout en usage pour donner aux armées françaises plus d'activité et de vigueur; et peut-être y serait-il parvenu, si Louis XV ne fût pas tombé malade à Metz. Cette maladie commença par des maux de tête, que ses médecins et chirurgiens crurent provenir d'un abcès dans le cerveau: ils déclarèrent le mal sans ressource. Aussitôt on entoura le roi de confesseurs, de prêtres, et de toutes les ressources dont se sert l'Église romaine pour préparer les mourans. L'évêque de Soissons, n'écoutant que son zèle, dont on lui sut peu de gré dans la suite, exigea du prince, pour recevoir les sacremens, le renvoi de Mme de Châteauroux. La duchesse fut obligée de partir de Metz, ayant reçu l'ordre rigoureux de ne jamais reparaître devant le roi. Ce sacrifice accompli, Louis XV reçut les sacremens. Le danger devenant pressant, un chirurgien très ordinaire se présenta, et assura qu'il le tirerait d'affaire, pourvu qu'on lui donnât la liberté d'agir; il ne trouva point de concurrent, et, moyennant une bonne dose d'émétique, ce prince releva de cette maladie, qui n'avait été causée que par une indigestion. Les médecins de la cour perdirent leur réputation; mais les affaires générales en souffrirent davantage. Pendant la maladie du roi, le duc d'Harcourt était arrivé à Phalsbourg. Nadasti avait déjà pris Saverne, et se disposait à pénétrer par les gorges que le duc occupait, mais infructueusement. Quoique souvent attaqué, le duc y tint jusqu'au 16, que le secours

(1) 31 juillet.

de Flandre s'approcha pour joindre l'armée. Le prince de Lorraine avait déjà reçu l'ordre de se retirer ; il prenait des mesures pour l'exécuter. Il ne tenait qu'au maréchal de Noailles d'en profiter ; mais sa circonspection outrée gâta tout. Schmettau perdait sa peine et son temps à l'encourager. Et quel risque courait la France? Quand M. de Noailles aurait été battu, les troupes de la reine étaient également obligées de quitter l'Alsace, et si les Français étaient victorieux, ils détruisaient l'armée autrichienne, qui, vivement poursuivie, au lieu de repasser ses ponts du Rhin, se serait noyée dans ce fleuve. Alors les Français et les Bavarois s'avancèrent à pas lents vers Hochfeld, où Nadasti s'était déjà retiré. Noailles fit trois détachemens sur la Motter, et il apprit par M. de Lœwendahl, qui avait marché vers Drusenheim, que les Autrichiens avaient abandonné leur camp de Brümat, pour s'approcher de leurs ponts de Beinheim. Le comte de Belle-Isle fut alors envoyé de Suffelsheim avec un corps ; les Français passèrent la Motter et suivirent les Autrichiens. M. de Belle-Isle obligea l'ennemi à quitter le village de Suffelsheim avec perte, et M. de Noailles se mit en marche pour joindre M. de Lœwendahl. Le soir même, les grenadiers français attaquèrent le village d'Aschenheim, défendu par des grenadiers autrichiens et des troupes hongroises. Les Français emportèrent le village, et s'amusèrent à des formalités superflues, tandis que le prince de Lorraine mit ce temps à profit pour repasser le Rhin sur ses ponts de Beinheim, qu'il rompit avant l'aube du jour. Les Français firent sonner cette affaire fort haut : c'étaient des rodomontades ; la perte, de part et d'autre, ne monta pas à six cents hommes, et le prince de Lorraine continua paisiblement sa marche par la Souabe et le haut palatinat, pour entrer en Bohême. Schmettau, qui se trouvait auprès de la personne du roi, était désespéré de la mollesse des Français. Il lui présentait des mémoires, il pressait les ministres, il écrivait aux maréchaux ; mais il eût plutôt transporté des montagnes que de tirer cette nation de son engourdissement. Le moment décisif où les Français pouvaient ruiner l'armée de la reine étant passé sans qu'ils daignassent en profiter, Schmettau tâcha de dissuader les maréchaux du dessein qu'ils avaient de mettre le siége devant Fribourg ; ce fut encore en vain. Tout ce qu'il put obtenir, ce furent quelques renforts de troupes allemandes qu'on s'engagea de donner aux troupes impériales, pour que M. de Seckendorff pût déloger les Autrichiens de la Bavière. La cour promit qu'au printemps de l'année 1745, on porterait ces troupes au nombre de soixante mille. Ainsi, dès le commencement de l'alliance des Prussiens et des Français, ces derniers manquèrent aux deux articles principaux de leur traité. Ils laissèrent échapper le prince de Lorraine sans le poursuivre, et cette armée, qu'ils devaient envoyer en Westphalie, n'y parut point. Cependant M. de Seckendorff marcha pesamment et à pas comptés pour s'approcher du Lech ; Louis XV, à la tête de soixante-dix mille Français, fit le siége de Fribourg, prit cette place à la fin de la campagne, et en rasa les fortifications.

Les avantages du prince de Lorraine en Alsace engagèrent le roi de Prusse à se déclarer plus tôt qu'il ne l'avait projeté. Il était fort à craindre que l'ascendant des troupes autrichiennes ne forçât les Français à en passer par

les conditions que l'arrogance de ses ennemis leur voudrait prescrire ; dans ce cas, il n'était pas douteux que la reine n'eût employé toutes ses forces pour reprendre la Silésie. Cependant les arrangemens politiques que la cour de Berlin se proposait, étaient encore bien éloignés de se réaliser. Le comte Bestuchew, qui se crut affermi depuis qu'il avait fait chasser de Russie M. de la Chétardie, engagea l'impératrice Élisabeth à faire le voyage de Moscow pour s'y faire couronner, et ensuite à entreprendre le pélerinage de Kiowie en faveur de je ne sais quel saint. L'impératrice avait des favoris; Bestuchew voulut leur susciter des rivaux. Une nouvelle occupation rendit l'impératrice invisible à sa cour : c'était le triomphe du ministre. Bientôt les ordres furent donnés que ceux qui avaient à négocier avec la Russie, au lieu de s'adresser directement à l'impératrice, communiquassent dorénavant avec son ministre. Ce nouvel arrangement valut de grosses sommes au comte de Bestuchew; M. de Mardefeld s'aperçut à regret que les guinées anglaises commençaient à prévaloir, chez ce ministre, sur les écus prussiens. Dans tous les projets que l'on forme, il faut se contenter des à peu près. L'alliance de la Russie n'était pas telle qu'on aurait pu la désirer ; mais en poussant la guerre avec vigueur, le roi pouvait espérer de la terminer, avant que la Russie, lente dans ses résolutions, en eût pris d'assez décisives pour le gêner dans ses opérations de campagne.

Voici l'arrangement général qui fut décidé pour entrer en Bohême, et pour forcer la reine à rappeler ses troupes de l'Alsace. La grande armée prussienne entrerait sur trois colonnes en Bohême. Celle que le roi voulut conduire devait longer la rive gauche de l'Elbe, en la remontant jusqu'à Prague; la seconde, sous la conduite du prince Léopold d'Anhalt, devait traverser la Lusace, et, gardant l'Elbe à droite, se rendre en même temps à Prague. Ces colonnes couvraient l'artillerie et des vivres pour trois mois, qu'on avait embarqués sur l'Elbe, afin de les conduire à Leutmeritz. Le maréchal de Schwérin, avec une troisième colonne, devait déboucher de la Silésie par Braunau, et se joindre au reste de l'armée, pour former en même temps l'investissement de Prague. Outre cette armée, le vieux prince d'Anhalt avait un corps de dix-sept mille hommes dont il couvrait l'électorat, et M. de Marwitz commandait vingt-deux mille hommes destinés à la défense de la haute Silésie. L'empereur avait fait expédier des lettres réquisitoriales au roi de Pologne, électeur de Saxe, par lesquelles il lui demandait le passage par ses États pour ses troupes auxiliaires de Prusse, qui devaient entrer en Bohême. Auguste était alors à Varsovie. Ces lettres furent remises à ses ministres, qui gouvernaient la Saxe en son absence, par ce même Winterfeld qui avait négocié à Pétersbourg, et s'était si fort distingué dans les premières campagnes. Les Saxons furent étourdis de cette proposition ; ils voulaient gagner du temps, mais les Prussiens étaient déjà sur leur territoire. Ils protestèrent et se récrièrent inutilement contre une démarche dont le but principal était d'empêcher que l'empire ne reçût l'affront de voir opprimer et détrôner son empereur. Pendant qu'on murmurait à Dresde, qu'on était furieux à Varsovie, qu'à Londres on se voyait prévenu, et que la crainte se répandait à Vienne, le roi marcha droit sur Pirna, où les régimens du duché de Magdebourg, qui avaient

pris leur route par Leipsig, le joignirent. Toute la Saxe était en mouvement. Les troupes s'assemblaient par pelotons aux environs de Dresde; l'on se hâtait de fortifier cette capitale; les bras des artisans mêmes furent employés pour faire des coupures dans le quartier qu'on appelle la Nouvelle-Ville. Les ministres saxons voulaient montrer de la fierté; ils étaient en même temps saisis de crainte. Ils accordaient trop d'un côté, et refusaient obstinément des bagatelles. Si le roi avait voulu s'emparer de ce pays, cette besogne aurait été expédiée en huit jours. Enfin ils donnèrent des subsistances, ils prêtèrent des bateaux pour traverser l'Elbe, ils laissèrent passer la flotte, chargée de vivres, au milieu de Dresde; mais on y doubla la garnison, les canons furent mis en batterie, les portes fermées et barricadées, et l'on en refusa l'entrée aux officiers prussiens. Cette conduite des Saxons annonçait clairement leur mauvaise volonté. On les jugea de mauvais voisins, capables de profiter des malheurs qui pourraient arriver aux Prussiens dans cette guerre; mais on ne les jugea pas assez téméraires pour se sacrifier en faveur de la reine de Hongrie, d'autant plus que le corps qui était à la disposition du vieux prince d'Anhalt, devait leur inspirer une conduite plus prudente.

On fit précéder la marche des troupes d'un manifeste qui reproduisait les motifs de la ligue de Francfort, formée entre l'empereur, la Prusse, l'électeur palatin et le landgrave de Hesse, pour le soutien du système et des libertés de l'empire, et pour le maintien de son chef; on publia en même temps des lettres patentes en Bohême, par lesquelles on avertissait les sujets de ce royaume de ne point prendre fait et cause contre les troupes auxiliaires de l'empereur, lequel ils devaient désormais considérer comme leur souverain légitime.

Ce fut le 23 août que le roi arriva sur les frontières de la Bohême : quatre régimens de hussards et quatre bataillons précédaient d'un jour la marche de l'armée, pour amasser les vivres nécessaires aux troupes. Le margrave, qui commandait la seconde ligne, entra dans le camp que le roi venait de quitter; aucun ennemi ne s'opposa aux opérations des troupes. La petite flotte, chargée des magasins, fut la première qui rencontra des obstacles en entrant en Bohême; elle était obligée de passer au pied d'un rocher sur lequel est situé le château de Tetschen. Les ennemis, qui l'occupaient, roulèrent de grosses pierres dans l'Elbe, et y ajoutèrent une estacade pour en rendre la navigation impraticable. On fut obligé de détacher, avec quelques troupes, le général Bonin, qui attaqua et fit prisonnier un capitaine hongrois avec soixante et dix hommes. La rivière fut promptement déblayée et la navigation redevint libre; cet incident retarda la marche de deux jours. L'armée se porta sur la rivière d'Éger. Les hussards surprirent, auprès d'un bourg nommé Murzifai, des troupes de l'ennemi; ils en défirent trois cents, et en amenèrent cinquante prisonniers. On apprit, par leur déposition, que M. de Bathyani était venu de Bavière sur la Béraun avec un corps de douze mille hommes; on sut aussi qu'il avait jeté trois mille hommes dans Prague, auxquels on avait joint un corps de milice de douze mille combattans. Le roi arriva, le 2 septembre, auprès de Prague, avec tous les corps qui composaient son armée. Il se campa près de la chapelle de la Victoire; le maréchal de Schwérin et le prince Léopold in-



vestirent ce qu'on appelle le grand côté de la ville. Il fallut huit jours pour transporter, de Leutmeritz au camp, la grosse artillerie et les vivres. Leutmeritz reçut un bataillon en garnison, pour veiller à la sûreté des magasins, qu'on ne pouvait pas faire avancer, faute de chevaux; car la Muldau, qui se jette à Melnick dans l'Elbe, n'est point navigable; ce temps fut employé à faire tous les préparatifs du siége. Dans cet intervalle, on fut informé par des espions que M. de Bathyani rassemblait un gros magasin dans la ville de Béraun; des hussards, qu'on détacha pour reconnaître les chemins qui mènent à cette ville, confirmèrent le rapport. Le roi fut tenté d'enlever ce magasin; il détacha le général Haake, avec cinq bataillons et six cents hussards, pour s'en emparer. M. de Bathyani en eut vent, quoiqu'on eût pris toutes les précautions possibles pour que le secret fût gardé. Bathyani renforça ce poste, et lorsque M. de Haake passa le pont de Béraun et qu'il eut forcé la porte de la ville, il aperçut deux gros corps de cavalerie qui passaient la rivière à sa droite et à sa gauche pour tomber sur ses deux flancs. Il abandonna aussitôt l'attaque et se posta sur des hauteurs, où il forma un carré de son infanterie. Ayant été vivement attaqué par cette cavalerie et par un gros corps d'infanterie hongroise, il trouva le moyen de faire savoir au camp de Prague le danger qui le menaçait. Le roi vola à son secours avec quatre-vingts escadrons et seize bataillons; mais M. de Haake avait vaillamment repoussé les ennemis, et s'était dégagé lui-même avant que le secours pût le joindre. Le projet sur Béraun manqua ainsi, et M. de Bathyani fit transporter en hâte son magasin de cette ville à Pilsen. Il aurait fallu sans doute retourner à Béraun, chasser M. de Bathyani de Pilsen et lui enlever son magasin; c'était le moyen d'empêcher l'armée autrichienne de profiter des vivres qu'il avait eu le temps d'amasser, de rejeter le prince de Lorraine dans la haute Autriche, et de gagner la fin de cette campagne en demeurant en possession de la Bohême; mais les vivres de l'armée étaient mal administrés, et les Prussiens manquaient d'un M. de Sechelles.

Le 10 au soir, on ouvrit la tranchée devant Prague à trois endroits différens, savoir : au plateau de Saint-Laurent, à Bubenitz, vis-à-vis du moulin de la Basse Muldau, et à la montagne de Ziska. Le comte de Truchses commandait la première attaque, le margrave Charles la seconde; la troisième était sous la direction du maréchal de Schwérin. On ne perdit rien la première nuit. Le lendemain le maréchal fit attaquer le fort de Ziska en plein jour, l'emporta après y avoir fait jeter des bombes, et prit de suite deux petites redoutes qui étaient derrière le premier, et que les Français, qui les avaient construites, appelaient des nids d'hirondelles. Le roi se trouvait précisément à la tranchée de Bubenitz; il en sortit, avec beaucoup d'officiers, pour voir comment tournerait l'attaque du Ziska. Les ennemis aperçurent cette foule de monde, tournèrent leur canon de ce côté; un malheureux coup emporta le prince Guillaume, frère du margrave Charles, le même qui avait si vaillamment combattu à Molwitz pour la gloire de sa patrie. On fit avancer incontinent les batteries, de sorte qu'elles battaient en brèche la courtine qui est entre le bastion de Saint-Nicolas et Saint-Pierre. Le 15, les batteries du margrave Charles, à force de jeter des bombes, mirent le feu au

moulin à eau, et détruisirent les écluses de la Muldau. Les eaux en devinrent si basses, qu'elle était partout guéable, et qu'on pouvait prendre la ville d'emblée, y ayant de ce côté-là un assez grand espace sans rempart et sans muraille. M. de Harsch, qui commandait dans la ville, commença à désespérer de son salut. Ce gouverneur s'aperçut que le 16, de grand matin, un gros corps de grenadiers défilait du côté de Bubenitz; il prévit l'assaut qu'on se préparait à lui donner, demanda de capituler, et se rendit prisonnier de guerre avec sa garnison, qui consistait en douze mille hommes. Ce siége ne dura que six jours: il coûta aux assiégeans quarante morts et quatre-vingts blessés. Le même jour, les portes furent consignées, et la garnison conduite en Silésie, où elle fut distribuée dans les places. La prise de Prague faisait un beau commencement de campagne. On devait supposer qu'il ferait impression sur les Saxons, et qu'ils se déclareraient moins que jamais pour la reine de Hongrie; il était à présumer qu'en dégarnissant leur électorat, ils ne le livreraient pas eux-mêmes au prince d'Anhalt, qui pouvait ruiner Leipsig, le siége de leur commerce, le nerf de leur État et la ressource de leur crédit; mais l'or des Anglais l'emporta à Dresde sur des intérêts plus durables. Il se présentait alors pour l'armée prussienne le choix de deux opérations : l'une, que le roi préférait, était de passer la Béraun, de chasser M. de Bathyani de la Bohême, de s'emparer de Pilsen, du magasin considérable qu'on y formait pour l'armée du prince de Lorraine, et de pousser jusques aux gorges de Com et de Fort, qui ouvraient les chemins de la Bohême aux Autrichiens du côté du haut palatinat. Il est sûr que le prince de Lorraine pouvait se jeter sur Éger, où les Saxons l'auraient joint; qu'il pouvait suivre, en longeant l'Éger, le chemin que le maréchal de Belle-Isle avait pris dans sa retraite de Prague; mais d'où seraient venues les subsistances pour cette armée? Le margraviat de Bareuth était trop stérile pour en fournir, et, de plus, qui aurait défendu l'Autriche, dont M. de Marwitz était en état de faire seul la conquête, ne trouvant rien devant lui qui pût l'arrêter? C'était donc sans contredit le projet qu'on aurait dû exécuter. L'empereur, le roi de France, particulièrement le maréchal de Belle-Isle, insistèrent pour que les Prussiens se portassent du côté de Tabor, de Budweis, de Neuhaus, afin d'établir une communication avec la Bavière, et de donner au prince de Lorraine de la jalousie au sujet de l'Autriche. Le maréchal de Belle-Isle soutenait que la faute de n'avoir pas occupé ces postes l'année 1741, avait été cause de tous les malheurs que les Français et les Bavarois avaient essuyés; mais ce qui est bon dans une conjoncture, l'est-il de même dans une autre? Sans doute que ces postes étaient nécessaires en 1741 aux alliés, qui possédaient encore la Bavière et même la haute Autriche; mais en 1744, il n'y avait que des Autrichiens dans ces provinces; d'ailleurs c'était donner beau jeu aux ennemis que de pousser une pointe qui, éloignant l'armée du roi de Prusse de ses frontières, donnait aux Saxons la liberté de se joindre au prince de Lorraine, ou de faire même quelque entreprise sur Prague. De tous les partis le plus sage aurait été de ne point trop s'éloigner de Prague, d'amasser dans cette capitale, ainsi qu'à Pardubitz et dans d'autres villes, des vivres pour les troupes et de voir venir les enne-

mis. Le roi marqua dans ce moment trop de faiblesse ; par condescendance pour ses alliés, il déféra trop à leurs sentimens, et craignant d'être accusé, s'il tenait son armée clouée à Prague, de n'avoir d'autre objet que de s'assurer des trois cercles qu'on lui avait promis, il entreprit cette malheureuse expédition. On ne fit pas moins de fautes dans l'exécution de ce projet.

On négligea le transport des farines de Leutmeritz à Prague ; on ne renvoya point en Silésie l'artillerie qui avait servi au siége de Prague ; l'on ne laissa en garnison dans cette ville immense que six bataillons, qui ne suffisaient pas pour en défendre la moitié. Quand vous remontez à la droite de la Muldau, laissant Prague derrière, vous trouvez un pays montueux, difficile, aussi mal peuplé qu'aride. Si vous avancez onze milles en tirant vers l'orient, vous découvrez la ville de Tabor, située sur un rocher, bâtie au quinzième siècle par Ziska, ce fameux brigand hussite, qui ravagea sa patrie en combattant pour elle. Dans ces temps reculés, Tabor passait pour imprenable ; de nos jours elle serait emportée d'emblée. La situation est avantageuse ; mais la ville est petite et n'a pour défense qu'une mauvaise muraille. De là, en tirant vers le midi, vous trouvez la Luschnitz, petite rivière guéable sur tous les points, mais dont les bords, dans beaucoup d'endroits, sont escarpés ; après l'avoir passée, vous traversez, dans l'espace de trois milles, des bois et des rochers, au sortir desquels vous entrez dans une plaine abondante, et trouvez Budweis à deux milles devant vous. Cette ville est située sur la Muldau, fortifiée d'ouvrages de terre, et d'une enveloppe que d'un côté l'on avait commencée vis-à-vis de Budweis, vers le sud. A trois quarts de mille, de l'autre côté de la Muldau, se trouve Frauenberg. Ce château occupe le haut d'une colline ; il est devenu fameux par un siége de six mois que les Français y ont soutenu. Tel était le pays où l'armée prussienne allait agir.

Comme les Saxons ne s'étaient point encore déclarés, l'armée se mit en marche, le 17 septembre, pour Conraditz. De là le général de Nassau fut détaché, avec dix bataillons et quarante escadrons, pour faire l'avant-garde de l'armée ; celle-ci fut partagée en deux colonnes : la droite, sous les ordres du prince Léopold, côtoyait la Muldau et fut obligée de se faire des chemins ; la colonne de gauche, conduite par le maréchal Schwérin, enfilait le grand chemin de Prague à Tabor, en suivant pied à pied l'avant-garde. On avait réglé, de plus, que ces colonnes ne laisseraient entre leurs camps qu'une étendue au plus d'un demi-mille d'Allemagne ; derrière la colonne de gauche suivaient les caissons de farine couverts par quinze cents hommes, sous la direction du général Posadowsky. Tabor, Budweis et Frauenberg se rendirent, presque sans se défendre, au général Nassau. L'armée arriva le 26 à Tabor, où les colonnes se rejoignirent ; mais Posadowsky n'amena que la moitié de ses caissons, c'est-à-dire pour quinze jours de farine ; les chevaux et les bœufs de cet attirail avaient été négligés au point que la moitié avait péri, sans cependant qu'on eût vu d'ennemi pendant toute la marche. Ce fut là le principe de tous les malheurs qui arrivèrent depuis. A peine l'armée était-elle à deux marches de Prague, que M. de Bathyani envoya un détachement de quelques milliers de Croates et de hussards à Béraun et à Kœnigsaal ; cette dernière ville est

située au confluent de la Béraun, dans la Muldau, à deux milles au-dessus de Prague. Ces troupes légères infestèrent tellement les avenues, qu'elles interceptèrent toutes les livraisons que le plat pays devait faire, et que les communications étant coupées, l'armée prussienne fut quatre semaines sans recevoir de nouvelles ni de Prague ni de ce qui se passait dans le reste de l'Europe. On enleva deux malles destinées pour le roi, de sorte qu'il ignorait non seulement la marche des Saxons, mais encore où pouvait être l'armée du prince de Lorraine. Il doit paraître étrange qu'une armée aussi forte que l'armée prussienne n'ait pu tenir le plat pays en respect, le contraindre aux livraisons nécessaires, se procurer des subsistances, et avoir des espions en abondance pour être informée du moindre mouvement des ennemis; mais il faut savoir qu'en Bohême la grande noblesse, les prêtres et les baillis sont très affectionnés à la maison d'Autriche; que la différence de religion inspirait une aversion invincible à ce peuple, aussi stupide que superstitieux, et que la cour avait ordonné aux paysans, qui tous sont serfs, d'abandonner leurs chaumières à l'approche des Prussiens, d'enfouir leurs blés, et de se réfugier dans les forêts voisines; elle avait ajouté la promesse de réparer tout le dommage qu'ils pourraient souffrir de la part des Prussiens. L'armée ne trouvait donc que des déserts sur son passage, des villages vides; personne n'apportait au camp des denrées à vendre, et le peuple, qui craignait les punitions rigoureuses des Autrichiens, ne pouvait être engagé, par quelque somme que ce fût, à donner les nouvelles qu'on lui demandait des ennemis. Ces embarras furent encore augmentés par un corps de dix mille hussards que les Autrichiens avaient fait venir de Hongrie, et qui coupèrent les communications à l'armée, dans un pays qui n'était qu'un composé de marais, de bois, de rochers et de tous les défilés qu'un terrain peut renfermer. L'ennemi avait, avec cette supériorité en troupes légères, l'avantage de savoir tout ce qui se faisait dans le camp du roi, et les Prussiens n'osaient aventurer leurs batteurs d'estrade, à moins de les compter pour perdus, vu la supériorité de ceux des ennemis; de sorte que l'armée du roi, toujours retranchée à la romaine, était réduite à l'enceinte de son camp. Le manque de vivres, joint à cette gêne où se trouvaient les Prussiens, les obligea de retourner sur leurs pas. Le maréchal de Schwérin était d'avis de se porter sur Neuhaus, pour augmenter la jalousie que les ennemis pouvaient avoir à l'égard de l'Autriche. Le prince Léopold soutenait qu'il fallait se porter sur Budweis, qui était occupé par M. de Nassau. Sur ces entrefaites, un espion apporte la nouvelle que l'armée du prince de Lorraine se trouvait à Protiwin. Cet avis décida sur le parti qu'il y avait à prendre. L'armée repassa la Muldau et se campa sur les hauteurs de Wodnian; mais à peine y fut-on arrivé, qu'on reconnut la fausseté de l'avis. Cela mit de la mésintelligence entre M. de Schwérin et le prince Léopold; le roi fut souvent dans le cas d'interposer son autorité pour empêcher que la jalousie de ces deux maréchaux ne nuisît au bien général. M. de Janus, lieutenant-colonel dans les hussards de Thierry, avait été détaché pour presser les livraisons que les habitans de ces contrées devaient faire à Tabor; le besoin en était d'autant plus pressant, que les farines de l'armée tiraient vers leur fin. Janus

marcha, avec deux cents hussards, à un village nommé Mülhausen, situé au bord de la Muldau. L'ennemi en fut informé; un corps considérable de hussards tomba sur lui : c'était un brave homme, et il perdit la vie pour que l'on pût dire qu'il avait été battu; son corps fut dissipé. Nadasti fit des ponts à cet endroit même, et s'avança droit à Tabor pour l'attaquer. Le prince Henri, frère du roi, qui y était tombé malade, et le colonel Kalnein, qui y commandait, lui firent comprendre qu'on ne s'empare pas d'une ville défendue par des Prussiens, avec de la cavalerie légère. Ce fut alors qu'on apprit que le prince de Lorraine occupait un camp fort, derrière la Wotawa, à deux milles de Pisek; que les Saxons l'avaient joint, et que son intention était de couper les Prussiens de la Sasawa et par conséquent de Prague, en passant la Muldau derrière l'armée. Le manque de subsistances, l'obstacle que Nadasti mettait à en amasser, la possibilité pour les Autrichiens de faire ce mouvement, détermina les Prussiens à s'approcher de Tabor; ils passèrent, le 8 octobre, la Muldau sur le pont de Teyn. L'arrière-garde fut vivement harcelée par des pandours et des hussards; ils ne réussirent point à l'entamer, comme ils s'y étaient attendus. Le brave colonel Rouch, des hussards, leur prit un bataillon de Dalmatiens qui s'aventura trop, et rejoignit l'armée, triomphant d'un corps bien supérieur au sien, et qui l'avait attaqué. L'armée reprit le camp de Tabor, pour donner au général Du Moulin, qui était détaché à Neuhaus, le temps de la rejoindre. Les Autrichiens étaient si sûrs de couper l'armée prussienne de Prague, que par leurs ordres on amassait des magasins pour eux à Beneschau et même dans le cercle de Chrudim. Le roi se repentit trop tard de n'avoir pas mieux garni la ville de Prague de troupes. Le projet de prendre des quartiers d'hiver entre Tabor, Neuhaus, Budweis et Frauenberg était mal conçu; il n'y avait de là à Prague aucune ville qui eût seulement des murailles, et dont on pût par conséquent se servir pour établir la communication avec la capitale. La Muldau était partout guéable, et couverte sur la rive gauche de forêts impénétrables, dont des troupes légères pouvaient tirer parti pour harceler sans cesse les quartiers des Prussiens. Si cependant les vivres n'eussent pas manqué, le roi aurait pu se soutenir entre la Sasawa et la Luschnitz; mais le manque de vivres est le plus fort argument à la guerre, et le danger de perdre Prague s'y joignant, l'armée prussienne fut obligée de rétrograder. On était encore irrésolu si l'on abandonnerait ou conserverait les postes de Tabor et de Budweis, en s'en éloignant entièrement avec l'armée. On avait sans doute à craindre que l'ennemi ne forçât ces villes; d'autre part, il fallait considérer qu'on avait été obligé de laisser à Tabor trois cents malades ou blessés qu'on n'avait pu transporter faute de voitures. On ne voulait pas abandonner ces braves gens; on résolut donc de laisser garnison dans ces deux endroits; l'on espérait que, si l'on en venait à une bataille avec les Autrichiens, comme cela paraissait probable après leur jonction avec les Saxons, les ennemis battus trouveraient ces postes sur leur chemin, et seraient contraints de se rejeter vers Pilsen. Ce raisonnement était entièrement faux; car dans un cas pressant, il vaut mieux perdre trois cents malades que de hasarder quelques milliers d'hommes dans des villes où ils ne peuvent se défendre.

Au contraire, si l'on se proposait de se battre, il fallait rassembler toutes ses forces pour être mieux en état de battre l'ennemi. Ces deux misérables trous ne pouvaient pas empêcher le prince de Lorraine de faire sa retraite comme il le jugerait à propos. Mais, disait-on, le maréchal de Seckendorff était déjà arrivé en Bavière; il avait rejeté Bærenklau en Autriche, il avait nettoyé d'ennemis tout cet électorat, à la réserve d'Inglostadt, de Braunau et de Straubingen. Soit; mais les succès des impériaux ne devaient pas empêcher les Prussiens de se conduire prudemment, et ces avantages n'étaient pas assez forts pour qu'on pût impunément commettre des fautes. Dans cette situation le poste de Beneschau devenait de la dernière importance; il fallait l'occuper avant le Prince de Lorraine, parce qu'il était inattaquable et qu'il pouvait décider entre les mains des ennemis du destin de l'armée: la seule ressource qu'on aurait eue encore, était de passer la Sasawa à Rottay, pour tirer des vivres de Pardubltz. Le maréchal de Schwérin se mit pour cet effet à la tête de quinze mille homme; il prit non seulement le camp de Beneschau, mais il s'empara encore des magasins considérables qu'on y avait amassés pour les Autrichiens. Le roi le joignit le 14 octobre; l'avant-garde de l'ennemi était déjà en marche pour s'y rendre. L'armée séjonrna huit jours entre Beneschau et Konopitz. On y apprit la nouvelle désagréable, à laquelle cependant on devait s'attendre, qu'un détachement de dix mille Hongrois avait fait prisonnier à Budweis le régiment de Crentz et à Tabor celui des pionniers. Ainsi, pour sauver trois cents malades, on perdit trois mille hommes. Le roi, qui se repentait d'avoir, pour ainsi dire, abandonné ces régimens, envoya ordre, par huit personnes différentes au général Creutz qui commandait dans Budweis, d'évacuer la ville et de suivre l'armée; mais aucune n'arriva jusqu'à lui. Budweis se rendit, après avoir consommé toutes les munitions que les circonstances avaient permis d'y laisser. Tabor fut pris à tranchée ouverte, par une brèche que l'ennemi avait faite à la muraille. La première de ces villes soutint un siége de huit jours, Tabor un de quatre et Frauenberg se rendit, parce que les Autrichiens avaient coupé le seul canal par lequel la garnison recevait ses eaux. Comme il était à craindre que les vivres ne manquassent à l'armée, M. de Winterfeld fut détaché, avec quelques bataillons et un régiment de hussards, pour assurer la communication avec le magasin de Leutmeritz. Mais l'avant-garde du prince de Lorraine dont nous avons parlé, s'étant aperçue que les Prussiens les avaient prévenus à Benefchau, se retira sur Neweclow et de là sur Marschowitz, où elle fut jointe par l'armée combinée des Autrichiens et des Saxons. Le roi apprit cette nouvelle avec plaisir, dans l'espérance que le moment de venger les affronts qu'il avait reçus à Tabor et à Budweis était arrivé. Dans cette vue, le 24 octobre après midi, il mit l'armée en marche sur huit colonnes, pour attaquer l'ennemi, après avoir passé des chemins que jamais troupes n'avaient traversés; il arriva au déclin du jour sur une hauteur qui n'était qu'à un quart de mille de l'armée autrichienne; les Prussiens s'y formèrent et y passèrent la nuit. Le lendemain le roi et les principaux officiers allèrent reconnaître l'ennemi dès la pointe du jour. On trouva qu'il avait changé de camp et qu'il s'était posté vis-à-vis du flanc droit

des Prussiens, sur une hauteur escarpée, au pied do laquelle dans un terrain marécageux coulait une eau bourbeuse ; ce fond séparait les deux armées. Ce côté était entièrement inattaquable. On plaça quelques bataillons de grenadiers dans un taillis d'où la droite de l'ennemi pouvait être vue ; on la trouva aussi avantageusement placée que sa gauche. L'impossibilité de réussir dans une telle attaque en fit abandonner le dessein, et l'on résolut de retourner au camp de Beneschau. Les grenadiers qui avaient servi à reconnaître l'ennemi, firent l'arrière-garde. Les Autrichiens, qui s'attendaient à être attaqués, ne s'apperçurent pas de la retraite de leurs ennemis, dont une montagne leur dérobait les mouvemens : il n'y eut qu'une légère escarmoche à l'arrière-garde, et les Prussiens reprirent paisiblement leur poste de Beneschau. Lorsqu'une armée où il se trouve cent cinquante escadrons, séjourne au-delà de huit jours dans le même camp, il n'est pas étonnant que les fourrages viennent à lui manquer, surtout lorsque c'est un pays de montagnes et de bois, et qu'il est impossible d'obliger le plat pays à livrer des subsistances. C'est ce qui força le roi à choisir un autre camp, où il pût trouver des fourrages et qui en même temps le rapprochât de sa boulangerie. L'armée décampa donc le lendemain, passa la Sasawa à Borschitz et vint se poster auprès de Pyscheli. En même temps M. de Nassau fut détaché avec dix bataillons et trente escadrons, pour déloger de Kamerbourg un corps ennemi de dix mille hommes, tant troupes réglées que hongroises. M. de Nassau l'attaqua sur une hauteur avantageuse qu'il occupait ; quelques coups de canon mirent l'ennemi en désordre ; il abandonna son poste pour repasser la Sasawa à Rattay. M. de Nassau les cotôya et s'appercevant qu'ils voulaient gagner Kolln avant lui, il les prévint, et s'empara de ce poste. Depuis l'escarmouche de Kamerbourg, personne n'eut des nouvelles de M. de Nassau qui, de son côté, ne put en faire parvenir aucune, tant les troupes légères des Autrichiens avaient, par leur nombre, la supériorité sur celles des Prussiens : ils étaient dans un terrain fourré, avaient la faveur du pays, étaient informés de tout, tandis que les Prussiens n'étaient instruits de rien. Les Autrichiens agissaient de tous les côtés pour se procurer cette supériorité sur les Prussiens ; ils pensèrent surprendre à Pardubitz avec son régiment le colonel Zimmernau, qui avait dans ce fort la garde du magasin : quinze cents grenadiers et six cents hussards, venus de la Moravie, se déguisèrent en paysans, et sous prétexte de livrer au magasin, ils essayérent de s'introduire dans la ville au moyen de leurs chariots. La trame fut découverte par un Autrichien qui lâcha imprudemment un coup de pistolet; les gardes des portes et des ravelins firent feu sur cette troupe, qui perdit soixante hommes. Cette défense fit beaucoup d'honneur à la vigilance de M. de Zimmernau, et laissa aux ennemis le regret d'avoir inutilement perdu du monde. Peu après que le roi eut pris le camp de Pyscheli, le prince de Lorraine prit celui de Beneschau ; il avait le pays à sa dévotion, les cercles lui livraient ses vivres et il parvint à subsister quelques jours encore là où les Prussiens auraient péri de faim s'ils y fussent restés : il se porta ensuite sur Kamerbourg, où il passa la Sasawa, dirigeant sa marche sur Janowitz en gardant ces marais à dos. Le dessein du prince, ou pour mieux dire du

vieux maréchal Traun, était d'obliger le roi d'opter entre la Silésie ou la Bohème. Si le roi restait auprès de Prague, les ennemis lui coupaient la communication avec la Silésie, et si le roi tirait vers Pardubitz, Prague et la Bohème étaient perdus. Ce projet était beau et digne d'admiration : le maréchal Traun y ajoutait la sage précaution de choisir toujours des camps inattaquables, pour ne point être obligé de combattre malgré lui. Si le roi avait pu marcher aux ennemis au moment où ils décampèrent, il les aurait forcés au combat, ou il aurait gagné sur eux le poste de Kuttenberg, ce qui aurait ruiné tous leurs desseins. Le manque de pain, raison si souvent alléguée dans le récit de cette campagne, empêcha cette opération. Cependant, pour tenter l'impossible, le roi avança le lendemain avec l'aile de l'armée ; le prince Léopold devait suivre avec le pain qu'on attendait de Prague. Le bonheur voulut qu'à Kosteletz, où le roi prit son camp, il trouvât pour trois jours du pain, du vin et des viandes destinés aux ennemis ; il fit distribuer ces provisions à ces troupes. Son intention était de gagner le lendemain Janowitz ; mais il fut trompé par des espions qui assurèrent que le prince de Lorraine y était déjà. On tourna donc sur la gauche, et l'armée se campa à Kaurzim, à un mille de l'Elbe. Ce ne fut qu'alors qu'on apprit que M. de Nassau était à Kolin et qu'un convoi de pain arriverait incessamment de Leutmeritz à l'armée ; pour en faciliter le transport, on garnit de grenadiers Brandeis et Nienburg. Le lendemain le prince Léopold rejoignit l'armée ; le jour d'après on se posta sur Planiany. L'ennemi avait eu dessein d'y venir ; aussi y trouvat-on d'abondantes subsistances. L'aile droite des Prussiens était au couvent de Zasmuky, éloigné d'un quart de mille de la gauche des Autrichiens : des marais et des bois séparaient les deux armées. Cependant il y avait tout à craindre pour Pardubitz ; les Autrichiens en étaient plus près d'une demi-marche que les Prussiens. On y envoya avec huit bataillons et dix escadrons, M. Du Moulin, qui passa par Kolin et couvrit Pardubitz et les magasins. Le point principal alors était de gagner Kuttenberg : il n'y avait pas de temps à perdre, si l'on y voulait devancer les ennemis. Quoique les troupes fussent fatiguées de trois marches consécutives, il fut résolu que par un effort on arriverait le lendemain à Kuttenberg, ou que l'on forcerait le prince Charles au combat. Ni l'un ni l'autre n'arriva. Un brouillard épais qui dura depuis six heures du matin jusqu'à midi, fit perdre la moitié de cette journée, et quelque diligence qu'on fit dans la suite, il fut impossible d'arriver à la fin du jour plus loin que Gross-Gubel, où l'on dressa les tentes. L'armée avait la ville de Kolin et l'Elbe à dos à la distance d'un demi-mille ; ses deux ailes étaient appuyées à des villages ; une petite plaine était devant le front, bornée par un bois touffu, où campait le prince de Lorraine : ce prince se servit de l'avance que sa position lui donnait sur celle des Prussiens, et dès le soir il envoya un gros détachement pour occuper la hauteur de Jean-Baptiste, fort escarpé et qui domine tous les environs. Le roi aurait voulu se battre avant d'avoir consommé ses magasins ; une affaire générale convenait à ses intérêts ; mais elle ne convenait pas à ceux des Autrichiens, et ils l'évitèrent soigneusement. Tandis que le prince de Lorraine et Traun s'établissaient sur la cime des rochers, Nadasti vint se placer sur la droite des

Prussiens avec six mille Hongrois; Guilan, avec un corps de la même force, se mit dans le bois qui bornait le front de la plaine; Trenck et Moratz se mirent sur la gauche avec leurs troupes légères, pour resserrer l'armée dans son camp et l'empêcher d'en sortir pour aller fourrager. Il paraîtra peut-être étrange que les Prussiens n'aient rien tenté pour déloger ces corps de leur voisinage; mais ces corps avaient des défilés devant eux, et on ne pouvait les aborder qu'avec désavantage. La mauvaise nourriture des troupes, la misère et les fatigues qu'elles avaient souffertes, occasionnèrent un grand nombre de maladies; il n'y avait pas cent hommes par régiment exempts de la dissenterie; les officiers n'étaient pas mieux; les fourrages du camp étaient consommés; on ne pouvait avoir des vivres que de l'autre côté de l'Elbe; la saison devenait plus rude de jour en jour; toutes ces raisons obligèrent à repasser l'Elbe à Kolin et à cantonner les troupes pour conserver et rétablir les malades.

L'armée décampa le 9 novembre, et fit sa retraite en si bon ordre, que quand même le prince de Lorraine aurait voulu l'entamer, on aurait pu sur ce terrain engager avec avantage une affaire générale. Dix bataillons garnirent la ville de Kolin, postés derrière des murailles qui formaient un retranchement naturel: on plaça les batteries sur des éminences plus près de la ville, d'où elles dominaient sur tout le terrain. Kolin et Pardubitz devenaient alors des postes importans, parce qu'ils assuraient la communication avec la Silésie comme avec Prague. Entre ces deux têtes, on établit des postes le long de la rivière, et derrière cantonnaient les troupes. A peine les Prussiens eurent-ils passé l'Elbe, que les pandours attaquèrent Kolin; mais ils y furent si mal reçus, qu'ils perdirent l'envie d'y revenir. La nuit du 12, les grenadiers de la reine, avec toutes les troupes hongroises, tentèrent une nouvelle attaque et furent partout repoussés vigoureusement; ils y perdirent trois cents soldats tués; Trenck, ce fameux pillard, y fut blessé. Le prince de Lorraine croyait la campagne finie, et aurait voulu donner aux troupes un repos qu'elles avaient bien mérité par les fatigues essuyées en Alsace et en Bohême. La cour de Vienne pensa autrement; elle donna des ordres exprès au prince de Lorraine de continuer les opérations. Le roi se flattait de l'idée que l'ennemi prendrait ses quartiers entre l'Elbe et la Sasawa; dans le dessein où il était de tomber dessus par Pardubitz et Kolin, et de nettoyer d'Autrichiens les cercles de Czaslau et de Chrudim, il avait pris son quartier à Turnow, proche de Pardubitz; celui du prince Léopold était peu éloigné de Kolin. L'ennemi fit dans ce temps-là des mouvemens qui semblaient dénoter qu'il avait quelque dessein sur Pardubitz; ce qui engagea ce prince à s'approcher davantage des quartiers de la gauche. Sur ces entrefaites, on intercepta des lettres de Vienne; elles annonçaient un grand dessein, qui devait s'exécuter le 18 novembre. Le général d'Einfiedel, qui commandait à Prague, mandait que l'ennemi faisait travailler à des échelles dans tous les villages voisins, et le général Nassau avertissait qu'il s'attendait, dans quelques jours, à être attaqué à Kolin. Il n'y avait rien à craindre pour Pardubitz, où se trouvait l'aile gauche de l'armée.

De mille en mille, le long de l'Elbe, il y avait des postes d'infanterie, et quarante escadrons de hussards étaient

distribués entre deux, pour veiller aux patrouilles et sur les moindres mouvemens des troupes de la reine. Par ces précautions, le roi devait toujours être averti, au cas que l'ennemi tentât le passage de l'Elbe; il n'y avait donc proprement que la ville de Prague pour laquelle on pût appréhender. Le roi y envoya M. de Rottembourg, avec ses dragons et trois bataillons, pour renforcer la garnison. Ce jour critique, le 18, arriva enfin, et ne produisit de la part de l'ennemi que beaucoup de marches, de contremarches; le 19 parut plus décisif. On entendit, dès les cinq heures du matin, des décharges de gros canon et un feu d'infanterie assez vif. Le roi envoya de tous côtés pour savoir où l'on tirait; tout le monde était dans la prévention que c'était quelque nouvelle tentative sur Kolin. Les coups qu'on entendait se tiraient à la droite de l'armée; et, comme le général Nassau s'était attendu à quelque entreprise du prince de Lorraine sur son poste et qu'on ne recevait point d'autre nouvelle, on ajouta trop légèrement foi à ces apparences. On demeura dans cette incertitude jusqu'à midi, qu'un officier de hussards fit au roi le rapport: que, pendant la nuit, les troupes de la reine avaient fait des ponts auprès de Soldnitz; que la négligence des patrouilles avait été cause qu'on ne s'en était aperçu qu'à la pointe du jour; que le lieutenant-colonel de Wédel, dont le bataillon se trouvait le plus proche, y avait marché; que malgré le feu de cinquante canons, il avait repoussé trois fois les grenadiers autrichiens; que pendant cinq heures, il avait disputé ce passage au prince de Lorraine; que les hussards, qu'il avait envoyés à l'armée pour l'avertir de sa situation, ayant été tués en chemin par des hulans qui s'étaient glissés dans les bois voisins, faute de secours il s'était retiré en bon ordre, par la forêt de Wischejowitz, pour rejoindre l'armée. Ce passage de l'Elbe était fâcheux, soit que la négligence des hussards en fût cause ou non; et cette entreprise décidait de toute la campagne. Le temps employé à se plaindre du destin aurait été perdu; on ne songea qu'à remédier au mal autant que les circonstances le permettaient. L'armée reçut d'abord ordre de se rassembler à Wischejowitz, qui était au centre de ses cantonnemens; on ne laissa à Pardubitz que trois bataillons, sous les ordres du colonel Retzow. L'armée se trouva à son rendez-vous le soir, à neuf heures, campée, en front de bandière, à l'exception du corps de M. de Nassau, qui était à Kolin, et de deux bataillons détachés, l'un à Brandeis et l'autre à Nienbourg. Le bataillon de Wédel perdit deux officiers et cent hommes, tant morts que blessés, à l'affaire de Soldnitz, qui sera à jamais mémorable dans les fastes prussiens. Cette belle action valut à Wédel le nom de Léonidas. Le prince de Lorraine, surpris qu'un seul bataillon prussien lui eût disputé, pendant cinq heures, le passage de l'Elbe, dit aux officiers qui l'accompagnaient: « La reine serait » trop heureuse si elle avait dans son » armée des officiers comme ce hé- » ros. »

La situation critique où se trouvaient les affaires porta le roi à rassembler les principaux officiers de ses troupes, pour délibérer avec eux sur le parti qu'il y avait à prendre. La question roulait sur deux objets: marcherait-on à Prague pour se maintenir dans ce royaume, ou évacuerait-on Prague et la Bohême pour se retirer en Silésie. Chacun de ces partis avait des inconvéniens. Le prince Léopold était d'a-

vis de marcher à Prague, puisqu'il se trouvait encore quelque amas de farine à Leutmeritz, et qu'en évacuant Prague, on serait en même temps obligé d'abandonner la grosse artillerie, que le mauvais état des chemins ne permettrait pas de traîner avec soi, outre le risque que la garnison avait à courir par une retraite, au moins de trente mille (soixante lieues), jusqu'à ce qu'elle pût regagner, par Leutmeritz et la Lusace, les frontières de la Silésie. Le roi était du sentiment qu'il fallait marcher en Silésie, parce que c'était le parti le plus sûr. Le projet de se maintenir à Prague donnait à l'ennemi la facilité de couper à l'armée toute communication avec la Silésie. Les Saxons en auraient fait autant sur leurs frontières, de sorte que cette armée aurait été ruinée avant le printemps, faute de vivres, de recrues, d'armes, de munitions de guerre et de chevaux de remonte pour la cavalerie. D'ailleurs, les communications fermées, d'où seraient venues les sommes pour payer les troupes, acheter des magasins, etc. Comment le général de Marwitz, avec vingt-deux mille hommes, pouvait-il couvrir les deux Silésies contre l'armée du prince de Lorraine? Ces raisons décidèrent le retour en Silésie, où l'armée trouvait toutes les ressources dont elle avait besoin pour se rétablir, où les places fortes étaient remplies de magasins, le pays de subsistances, où l'on regagnait la communication avec le Brandebourg, où enfin ni argent, ni chevaux, ni ressources ne pouvaient manquer. Et pour prendre les choses réellement telles qu'elles étaient, le roi ne faisait de perte, en se retirant de la Bohême, que celle de sa grosse artillerie. Tous les généraux se rangèrent de cet avis.

La résolution, qui avait été prise sur-le-champ, devait être exécutée de même. Le roi fit partir un homme de confiance et de ressource, nommé Bulow, son aide-de-camp, pour porter à tous les corps détachés, ainsi qu'à la garnison de Prague, l'ordre d'évacuer la Bohême. M. de Nassau fut instruit de prendre le chemin de Chlumetz ou de Néchanitz pour rejoindre l'armée, tandis que le roi ferait vis-à-vis du prince de Lorraine les mouvemens les plus convenables pour faciliter cette jonction. Bulow fut assez heureux pour traverser des détachemens de hussards ennemis, et pour porter ses ordres à ceux auxquels il devait les rendre. Ce parti devenait d'autant plus nécessaire, que la garnison de Prague n'avait de subsistances que pour six semaines, et que la faim l'aurait contrainte de se rendre, si l'on avait attendu ce terme. Le 20 novembre, le roi s'approcha de Chlumetz, afin de seconder les mouvemens de M. de Nassau; il demeura dans ce poste, pour laisser à ce détachement le temps de gagner Bitschow et Néchanitz. Le 22, l'armée se mit entre Pardubitz et Kœnigsgrætz, au village de Woititz, qui couvrait le défilé de Néchanitz. Les malades et le bagage, sous une bonne escorte, prirent les devans pour la Silésie, afin d'alléger la marche des troupes. M. de Retzow évacua Pardubitz; le 24, toute la cavalerie marcha à la rencontre de M. de Nassau, et l'amena rejoindre l'armée. On fit défiler l'infanterie par Kœnigsgrætz, pour se cantonner dans les villages qui sont en deçà de l'Elbe. On resta, le 25 et le 26, dans cette position. Le 27, l'armée se partagea en trois colonnes, dont l'une prit le chemin du comté de Glatz; la seconde, que le roi conduisait, passa par les gorges de Braunau; et la troisième, conduite par M. Du Moulin, enfila le

chemin de Trautenau à Schatzlar. La première colonne ne fut point inquiétée dans sa marche. La brigade de Truchses, qui était à la seconde colonne et qui en faisait l'arrière-garde, fut attaquée en passant le ruisseau de la Métan, proche du village de Pless. Truchses s'amusa mal à propos à escarmoucher avec les pandours, et il eut quarante hommes tant morts que blessés. Ce qui caractérise bien l'esprit hongrois, c'est qu'au milieu de cette escarmouche, quelques cochons se mirent à crier dans le village de Pless; ce fut le signal de la trêve : les pandours abandonnèrent les Prussiens, et coururent tous au village égorger des bêtes qu'ils aimaient mieux manger que de se battre. Il y a sûrement dans l'histoire peu d'exemples d'escarmouches aussi vives, qui aient eu un dénouement aussi grotesque. La colonne de M. Du Moulin fut attaquée au village d'Else, mais avec si peu de vigueur, que cela ne mérite aucune considération. La colonne où était le roi arriva le 4 décembre à Tannhausen; le vieux prince d'Anhalt y fut rendu presque en même temps. Le prince Léopold était attaqué d'une maladie qui faisait craindre pour ses jours. Le maréchal de Schwérin avait pris de l'humeur et quitta l'armée avant le retour en Silésie. Le roi fut obligé de se rendre à Berlin, afin d'y régler les arrangemens nécessaires pour la campagne prochaine, et de préparer en même temps les voies à quelques négociations, que l'on pouvait rendre plus vives au cas que les circonstances l'exigeassent. Voici ce qui arriva aux autres corps dans leur retraite. M. de Winterfeld ramena heureusement son détachement de Leutmeritz en Silésie; il fut harcelé en chemin, mais ses bonnes dispositions tinrent les Hongrois en respect. La garnison de Prague ne suivit pas littéralement les ordres qu'elle avait reçus. M. de Einsiedel devait faire sauter les ouvrages du Wischerad et de Saint-Laurent; il devait faire crever les canons de la grosse artillerie et en brûler les affûts, jeter dans l'eau les fusils dont la garnison de la reine avait été armée. M. de Einsiedel crut faussement que ce premier ordre serait révoqué; il en suspendit l'exécution jusqu'au moment de son départ : il fut trop tard alors. Lorsqu'il vit que le moment d'évacuer la ville approchait, il rassembla tous les chevaux qu'il put trouver, pour amener avec lui quarante-deux pièces de campagne autrichiennes, à la place du gros canon qu'il fallait abandonner. Ce fut le 26 de novembre que la garnison sortit de Prague. M. de Einsiedel avait si mal pris ses précautions, que ses troupes défilaient encore par la porte Saint-Charles, que déjà quatre cents pandours s'étaient, d'un autre côté, introduits dans la ville. Ces Hongrois attaquèrent l'arrière-garde. M. de Rottembourg, qui s'y trouvait, fit tirer sur eux quelques canons chargés à mitraille qui les continrent. Cette garnison arriva le 30 à Leutmeritz. On s'y arrêta quelques jours, afin de s'y pourvoir de pain et de provisions. Quand M. de Einsiedel arriva à Leipe, il apprit que les Saxons voulaient lui disputer le chemin de la Silésie : car le prince de Lorraine n'avait suivi le roi que jusqu'à Nachod, d'où il avait pris la route de la Moravie, et les Saxons celle des cercles de Buntzlau et de Leutmeritz. Il y eut quelques escarmouches en chemin avec les troupes légères des ennemis, mais peu importantes. Comme il arriva à Hochwald, bourg situé à deux milles de Friedland et à trois des frontières de la Silésie, il aperçut un gros corps et apprit par

des transfuges et des espions que c'était une partie du corps saxon aux ordres du chevalier de Saxe, auquel deux mille grenadiers autrichiens s'étaient joints. M. de Einsiedel, qui ne s'était jamais trouvé en pareil cas, perdit entièrement contenance; il fut longtemps indécis s'il attaquerait ces Saxons, qui s'étaient fait des retranchemens avec de la neige entassée, ou s'il traverserait la Lusace pour rentrer en Silésie. Les ennemis avaient fait de si grands abatis sur le chemin de Friedland, qu'il était devenu impraticable dans cette saison. M. de Rottembonrg, voyant que l'incertitude de M. de Einsiedel laisserait périr les troupes de froid et de misère, fit reconnaître les chemins de la Lusace et prit en même temps la résolution d'attaquer le chevalier de Saxe, en se chargeant de l'événement. Un capitaine, nommé Cottwitz, Saxon de naissance, déserta la nuit et avertit le chevalier des desseins de Rottembourg. Ce dernier se voyant trahi, profita de la trahison même : il se mit le lendemain de bon matin en marche par sa gauche et entra en Lusace. Les Saxons n'étaient occupés qu'à leur défense, et ils furent instruits en même temps qu'un gros corps prussien, aux ordres de M. de Nassau, défilait par la Silésie pour leur tomber à dos; ils étaient si occupés de ces nouvelles, que la garnison de Prague leur échappa heureusement. M. de Rottembourg cheminait toujours; un colonel Vitzthum, qui commandait sur la frontière de la Lusace, voulut s'opposer à son passage; mais lorsqu'il vit le nombre des Prussiens auquel il aurait à faire, il se désista de son opposition. Le général saxon Arnheim, sous les ordres duquel il était, envoya un autre officier pour interdire le passage aux Prussiens; mais Rottembourg, en l'accablant de politesses, poursuivit sa route et arriva le 13 décembre aux frontières de la Silésie, où ces troupes furent employées à former la chaîne des quartiers depuis la Lusace jusqu'au comté de Glatz. Telle fut la fin de cette campagne, dont les préparatifs annonçaient de plus heureux succès. Ce grand armement, qui devait engloutir la Bohême et même inonder l'Autriche, eut le sort de cette flotte, nommée l'invincible, que Philippe II d'Espagne mit en mer pour conquérir l'Angleterre.

Il faut convenir qu'il est plus difficile de faire la guerre en Bohême que partout ailleurs. Ce royaume est environné d'une chaîne de montagnes qui en rendent l'entrée et la sortie également dangereuses. Prit-on même la ville de Prague, il faudrait une armée pour la garder; ce qui affaiblit trop le corps qui doit agir contre l'ennemi. On n'y peut assembler de magasins qu'en hiver, où les habitans sont contraints, par la rigueur de la saison, de demeurer dans leurs villages. Quelques contrées fertiles peuvent fournir des subsistances pour de grandes armées; les fonrrages secs et le fourrage vert ne sanraient y manquer : mais d'autres cercles montueux et chargés de bois sont trop stériles pour qu'une armée y séjourne long-temps. D'ailleurs on n'y trouve aucune place tenable, et si les Autrichiens veulent chasser l'ennemi de ce royaume sans en venir à une bataille, ils sont maîtres de l'affamer en lui coupant ses communications; à quoi cette chaîne de montagnes dont la Bohême est environnée, fournit tout ce qu'un officier intelligent peut désirer en fait de gorges et de postes propres à intercepter les convois. Il n'y a qu'une seule méthode à suivre pour prendre ce royaume.

Aucun général ne commit plus de fautes que n'en fit le roi dans cette campagne. La première fut certainement de ne s'être pas pourvu de magasins assez considérables pour se soutenir au moins six mois en Bohême. On sait que pour bâtir l'édifice d'une armée, il faut se souvenir que le ventre en est le fondement ; mais ce n'est pas tout. Il entre en Saxe, sans ignorer que les Saxons avaient accédé au traité de Worms : ou il fallait les forcer à changer de parti, ou les écraser avant de mettre le pied en Bohême. Il fait le siége de Prague et envoie un faible détachement à Béraun contre M. de Bathyani ; si les troupes n'avaient pas fait des prodiges de valeur, il aurait été cause de leur perte. Prague une fois prise, il était certainement de la bonne politique de marcher avec la moitié de l'armée droit à M. de Bathyani, de l'écraser avant l'arrivée du Prince de Lorraine et de prendre le magasin de Pilseu ; cette perte aurait empêché les Autrichiens de retourner en Bohême : ils auraient été obligés d'amasser de nouveau des subsistances, ce qui demande du temps ; de sorte que cette campagne eut été perdue pour eux. Si l'on ne s'y est pas pris avec assez de zèle pour remplir les magasins prussiens, il ne faut point l'imputer au roi, mais aux commis des vivres, qui se faisaient payer les livraisons et laissaient les magasins vides. Mais comment ce Prince eut-il la faiblesse d'adopter le projet de campagne du Maréchal de Belle-Isle qui le mena à Tabor et à Budweis, lorsqu'il convenait lui-même que ce projet n'était conforme ni aux conjonctures, ni à ses intérêts, ni aux lois de la guerre ? Il n'est pas permis de pousser la condescendance aussi loin. Cette faute en entraîna une foule d'autres à sa suite. Enfin était-il bien permis de mettre son armée en cantonnemens, l'ennemi ne campant qu'à une marche de ces quartiers ? Tout l'avantage de cette campagne fut pour les Autrichiens. M. de Traun y joua le rôle de Sertorius, et le roi celui de Pompée. La conduite de M. de Traun est un modèle de perfection que tout militaire qui aime son métier doit étudier, pour l'imiter, s'il en a les talens. Le roi est convenu lui-même qu'il regardait cette campagne comme son école dans l'art de la guerre, et M. de Traun comme son précepteur. La fortune est souvent plus funeste aux princes que l'adversité : la première les enivre de présomption ; la seconde les rend circonspects et modestes.

CHAPITRE X.

Les Autrichiens font une invasion dans la haute Silésie et dans le comté de Glatz ; ils sont repoussés par le prince d'Anhalt et le général Lehwald. — Négociations en France. — Mort de Charles VII. — Intrigues des Français en Saxe. — Autres négociations avec les Français. — Négociationa avec les Anglais pour la paix ; difficulté qu'y met le traité de Varsovie. — L'Angleterre promet ses bons offices. — Préparatifs pour la campagne. — Le roi part pour la Silésie — Le jeune électeur de Bavière fait, en 1745, la paix de Füssen avec l'Autriche.

A peine le roi eut-il quitté l'armée, que les Autrichiens voulurent profiter de ce qu'ils appelaient la terreur des Prussiens. Ils entrèrent dans la haute Silésie et dans le comté de Glatz. M. de Marwitz, dont le corps cantonnait aux environs de Troppau, se retira, avant l'approche de l'ennemi, à Ratibor, où il mourut. Le prince Thierry reconduisit ce corps par Cosel et Brieg, pour joindre l'armée aux

environs de Neisse. M. de Lehwald, qui commandait dans le comté de Glatz, se retira de même vers la capitale, avant que l'ennemi fût à portée. Ces retraites s'exécutèrent sans perte, parce qu'en rétrogradant à propos, on fit manquer aux Autrichiens l'occasion d'en profiter. Le roi se vit alors obligé de retourner en Silésie, pour prendre, avec le vieux prince d'Anhalt, des mesures capables de déranger les projets du prince de Lorraine. Le prince d'Anhalt amassa un gros corps auprès de Neisse. Le 7 janvier (1), il passa la rivière et marcha droit à l'ennemi; ses troupes s'assemblaient à la pointe du jour, et passaient les nuits en cantonnemens resserrés. A son approche, Traun abandonna le poste de Neustadt, et reprit le chemin de la Moravie. Dans cette retraite, les Autrichiens couchèrent cinq jours sur la neige; il en périt beaucoup de froid et beaucoup désertèrent. Le prince d'Anhalt ne put entamer qu'une partie de leur arrière-garde, sur laquelle il fit quelques prisonniers, après quoi il prit poste à Jægendorff et à Troppau. M. de Nassau, avec un corps de six mille hommes, nettoya la haute Silésie, vers Ratibor, et de l'autre côté de l'Oder, des Hongrois qui l'infestaient; M. de Lehwald, avec un nombre pareil de troupes, revint à Glatz, pour chasser de ce comté les Autrichiens qui voulaient s'y établir. Nassau délogea sans peine les Hongrois de Troppau, et fondit brusquement sur Oderberg et de là sur Ratibor, dès que M. de Traun fut de retour en Moravie; trois mille ennemis furent surpris dans Ratibor. Les Hongrois, ayant vainement tenté de s'ouvrir un passage à la pointe de l'épée, voulurent se sauver par le pont de l'Oder; mais la foule, qui se pressait pour y passer, le fit rompre; en même temps les Prussiens forcèrent la ville, et ce qu'ils ne passèrent pas au fil de l'épée se noya ou fut pris. Un autre corps hongrois, commandé par le général Caroli, n'attendit pas l'approche de M. de Nassau, et se retira de Plesse dans la principauté de Teschen. Dans ce temps-là, M. de Lehwald s'avançait vers Wenzel-Wallis, qui s'était porté sur Habelschwerd. Cette ville est située dans une vallée qui confine à la Moravie. Lehwald entra par Johannesberg dans le pays de Glatz, et se trouva bientôt vis-à-vis des ennemis, postés dans un terrain avantageux, auprès du village de Plomnitz; devant leur front serpentait un ruisseau dont les bords, en bien des endroits, étaient d'un accès difficile. Rien n'arrêta M. de Lehwald; il (1) attaqua les Autrichiens : les troupes surmontèrent tous les obstacles; elles franchirent le ruisseau, gravirent la montagne, et foudirent si brusquement et avec tant d'audace sur l'ennemi, qu'ils le chassèrent de son poste. Les Autrichiens tentèrent de se reformer dans un bois qui était derrière le champ de bataille; mais ils en furent empêchés par les grenadiers prussiens, qui les poursuivirent la baïonnette au bout du fusil. Derrière ce bois, il y avait une petite plaine, puis un taillis, dont l'ennemi tenta pour la seconde fois de profiter; mais on l'attaqua si impétueusement, que la confusion devint entière et la fuite générale. Lehwald n'avait que quatre cents hussards, qu'on avait jugés suffisans dans un pays montueux et difficile; s'il avait eu plus de cavalerie, peu d'ennemis auraient échappé. Ce corps, qui s'en-

(1) 1745.

(1) 13 février.

fuit en Bohême, perdit neuf cents hommes à cette affaire. Les Prussiens prirent trois canons et firent cent hommes prisonniers; il ne leur en coûta que trente soldats, tant morts que blessés. On regretta beaucoup le brave colonel Gaudi, officier de réputation; il avait rendu un service important au feu roi lors du siége de Stralsund; il indiqua un passage par lequel on se rendit maître du retranchement des Suédois en le tournant du côté de la mer, qui alors était basse. Tant de succès, aussi rapides, encouragèrent les Prussiens, et ôtèrent aux troupes de la reine l'envie de prolonger cette campagne. Chacun retourna, de son côté, dans les quartiers d'hiver, et demeura tranquille chez soi.

La fortune avait encore marqué sa faveur aux Prussiens par la naissance d'un fils dont la princesse de Prusse était accouchée (1), ce qui assurait la succession à la branche régnante, qui, jusqu'alors, ne s'était étendue qu'aux trois frères du roi. A Berlin, la cour attendait l'arrivée du maréchal de Belle-Isle, que Louis XV envoyait à ses alliés, pour concerter avec eux les mesures à prendre pour l'ouverture de la campagne prochaine. Le maréchal s'était rendu à Munich, de là à Cassel, où il fut averti d'éviter, pour se rendre à Berlin, le chemin par le pays de Hanovre. On lui indiqua une route plus sûre, qui menait par le Eichsfeld à Halberstadt. Le maréchal, imbu de son caractère d'ambassadeur et du titre de prince d'Allemagne, rejeta cet avis, et, par une suite de cet aveuglement, prit le chemin ordinaire. A peine arrive-t-il à Elbingerode, que des dragons hanovriens l'arrêtent; il a la présence d'esprit de déchirer tous ses papiers. On le mène en triomphe à Hanovre, où le conseil s'applaudit d'avoir pris un maréchal de France, l'homme de confiance de la ligue de Francfort, enfin un homme qui jouait un si grand rôle en Europe. Il est transféré en Angleterre; on lui donne pour prison le château de Windsor, où il reste quelques mois, et il n'est échangé qu'après la bataille de Fontenoy. La fierté du roi de France souffrait de l'affront que les Hanovriens lui faisaient dans la personne de son ambassadeur. On disait à Versailles que les Hanovriens avaient manqué, dans cette occasion, au respect dû à la majesté impériale et au droit des gens, en arrêtant sur les grands chemins, et ainsi qu'un voleur, un homme revêtu d'un caractère public. On disait à Londres qu'après la déclaration de guerre, tout officier français, qui traversait sans passe-port les terres du roi d'Angleterre, pouvait être arrêté de bon droit; que le maréchal de Belle-Isle était officier et non ambassadeur, ce caractère, d'ailleurs, n'étant point indélébile, et valable seulement à la cour où le ministre est accrédité. Il n'y avait proprement que la vengeance du roi d'Angleterre d'intéressée à l'humiliation du maréchal de Belle-Isle. Georges le regardait comme l'auteur de la guerre d'Allemagne, comme un homme qui l'avait forcé à donner sa voix à l'empereur Charles VII, et qui l'avait contraint, l'année 1741, d'accepter la neutralité, lorsque le maréchal de Maillebois menaçait l'électorat de Hanovre. Le maréchal de Belle-Isle était donc regardé comme l'ennemi juré de la maison de Brunswick. A ces désagrémens publics qu'essuyait Louis XV, il s'en joignait de particuliers. La duchesse de Châteauroux, exilée de Metz, mourut de douleur

(1) Le 25 septembre 1744.

d'avoir essuyé un traitement si rigoureux. La convalescence du roi réveilla ses premiers feux ; l'amour, que la religion avait offensé, s'en vengea à son tour en ranimant plus vivement que jamais, dans le cœur du roi, sa passion pour sa maîtresse. Dans le temps qu'on négociait son retour, il apprend qu'elle est morte. Jamais sacrement ne causa tant de remords que celui que Louis XV avait reçu à Metz ; il se reprocha la mort d'une personne qu'il avait tendrement aimée : les désirs, qu'il ne pouvait plus satisfaire, et des regrets inutiles émurent si violemment sa sensibilité, qu'il se retira pour quelque temps du monde. La maladie de ce prince, funeste à ses alliés et à sa maîtresse, lui procura au moins la satisfaction la plus douce qu'un souverain puisse avoir, celle d'obtenir le nom de Bien-Aimé, désignation préférable au titre de Saint et de Grand, que la flatterie et rarement la vérité donnent aux souverains.

Si le roi de France éprouvait des contre-temps, la Prusse était exposée à des malheurs plus réels, depuis la fâcheuse campagne de 1744 en Bohême : d'auxiliaire elle était devenue partie belligérante, et le théâtre de la guerre, qui était en Alsace, avait été porté sur les frontières de la Silésie. La mauvaise volonté des Saxons s'était manifestée assez ouvertement pour qu'on pût prévoir que si cela dépendait d'eux, ils tâcheraient d'attirer la guerre au cœur des anciens États prussiens. Il fallait, pour résister à ces ennemis, des dépenses exorbitantes, et avec cela même, il aurait été presque impossible d'éviter la ruine du plat pays. Ces considérations faisaient envisager la paix comme l'unique moyen de se tirer d'une situation aussi critique. La France s'était engagée d'assister efficacement les Prussiens. Le roi écrivit une lettre pathétique à Louis XV, pour lui rappeler ses engagemens ; il parut, par sa réponse, qu'il était aussi froid pour l'intérêt de ses alliés que sensible aux siens propres ; cependant la guerre de Bohême ne s'était faite que pour sauver l'Alsace.

Il ne manquait plus, pour embrouiller davantage la politique des puissances européennes, que la mort de l'empereur Charles VII. Ce prince décéda le 18 janvier de l'année 1745. Il poussa la bienfaisance à l'excès, et la libéralité à un tel point, qu'il fut réduit lui-même à l'indigence. Il perdit deux fois ses États, et sans sa mort, qui prévint les malheurs qui l'attendaient, il serait sorti pour la troisième fois de sa capitale en fugitif. Ce fut là le moment de la dissolution de la ligue de Francfort, à laquelle les Français avaient déjà porté atteinte en ne remplissant aucun des articles de cette alliance. Le nom de l'empereur avait légitimé l'association des princes qui avaient pris sa défense ; toutes leurs démarches avaient été conformes aux lois de l'empire ; dès qu'il ne fut plus, l'objet de cette liaison se trouvait détruit. Les princes de l'empire n'avaient plus un but commun, et les mêmes intérêts ne les attachaient plus à ceux de la Prusse. Il était facile de prévoir que la nouvelle maison d'Autriche tenterait l'impossible pour faire rentrer dans sa maison la couronne impériale. A Versailles, on regardait en secret la mort de l'empereur comme un heureux dénouement, qui allait terminer les embarras de la France. On était las de lui payer des subsides considérables, et l'on se flattait de faire avec la reine de Hongrie un troc de la couronne impériale contre une bonne

paix. Ce qui donnait le plus d'avantage à la cour de Vienne pour l'élection, c'est que le tiers des électeurs se trouvait aux gages du roi d'Angleterre, et que l'électeur de Mayence, dont l'influence avait du poids dans les délibérations de l'empire, était dévoué à la reine de Hongrie. De plus, quel candidat pouvait-on opposer au grand-duc de Toscane? L'électeur palatin était trop faible, le jeune électeur de Bavière n'avait point encore l'âge prescrit par la bulle d'or pour être éligible. Le trône impérial était regardé comme incompatible avec celui de la Pologne, ce qui semblait exclure l'électeur de Saxe; il ne restait donc que le grand-duc de Toscane, soutenu par les armées de la reine de Hongrie, par l'argent des Anglais et par les intrigues du clergé. La cour de Versailles sentait les difficultés qu'elle rencontrerait cette fois à exclure le grand-duc du trône; elle voulut cependant lui susciter des rivaux, pour rendre les conditions de son accommodement plus avantageuses. Le comte de Saxe contribua le plus à faire tomber le choix de la cour sur Auguste III, roi de Pologne. M. d'Argenson saisit vivement cette idée, dans la vue de brouiller, par cette rivalité, le roi de Pologne et la reine de Hongrie; il ne crut trouver d'opposition à l'exécution de ce projet que de la part de la Prusse, étant exactement informé des sujets de mécontentement qui subsistaient entre ces deux princes.

En effet, le roi de Pologne n'avait rien négligé pour se rendre le roi de Prusse inconciliable. Dès le commencement de l'année 1744, Auguste avait essayé de faire accéder la république de Pologne à l'alliance qu'il venait de conclure avec la maison d'Autriche, et qui n'était proprement qu'un renouvellement de garantie de la pragmatique sanction. Il représenta à la diète de Varsovie la nécessité d'augmenter l'armée de la couronne de vingt mille hommes, pour résister aux desseins d'un voisin ambitieux, qui allait incontinent fondre sur la république. Il conclut une alliance offensive et défensive avec la Russie: tout le monde se disait à l'oreille que c'était contre la Prusse. Le roi de Pologne ayant passé par la Silésie pour se rendre à la diète de Pologne, il n'y eut point d'impostures qu'il ne débitât, tant à Varsovie qu'aux autres cours de l'Europe, sur le peu d'égards qu'on avait eus pour sa famille et pour sa personne, quoique tous les respects qu'on doit aux têtes couronnées lui eussent été rendus. Le passage des troupes prussiennes par la Saxe fit crier encore plus; on leur alléguait, comme exemple pareil, qu'en l'année 1711 les Saxons avaient passé par le Brandebourg pour attaquer les Suédois; ils trouvaient ces exemples bons pour eux et mauvais pour les autres. On avait offert au roi de Pologne de prendre soin de ses intérêts, de marier la princesse Marianne, sa fille, au fils de l'empereur. Les ministres français et prussiens n'épargnèrent pas même des offres considérables pour gagner le comte de ***, et pour lui persuader de prendre le parti de l'empereur, le tout en vain. La place était déjà occupée par les Anglais, les Autrichiens et les Russes. Tant de traits de mauvaise volonté, de la part des Saxons, n'empêchèrent pas qu'avant la guerre le roi ne permît à six régimens, qu'ils avaient en Pologne, de traverser la Silésie pour se rendre en Lusace.

Selon le traité du roi de Pologne avec la reine de Hongrie, il ne devait, en cas de guerre, lui fournir que six

mille hommes. Dès que les Prussiens furent en Bohême, vingt deux mille Saxons se joignirent aux Autrichiens, et la Saxe interdit aux Prussiens le passage des vivres et des munitions de guerre; cela était équivalent à une déclaration de guerre dans les formes. Le roi de Prusse crut devoir avertir ces voisins, si acharnés contre lui, des mauvaises affaires qu'ils allaient s'attirer à eux-mêmes. Cette déclaration, peut-être faite à contre-temps, révolta leur amour-propre, et augmenta encore la haine qu'ils portaient aux Prussiens. Lorsque ceux-ci abandonnèrent la Bohême, le comte *** attribua leur malheur à son habileté; il dit que la reine de Hongrie devait la Bohême à la valeur des troupes saxonnes, et se vanta d'en avoir chassé les Prussiens.

***, non content de ces fanfaronnades, avait surtout à cœur de brouiller le roi de Prusse avec la république de Pologne. Il faut se rappeler qu'il y a une loi sévère, dans cette république, contre ceux qui corrompent un membre de la diète. ***, à force de récompenses, engagea un staroste, nommé Wilczewsky, à déclarer en pleine diète que le ministre prussien l'avait corrompu moyennant la somme de cinq mille ducats; ce qu'il fit d'un air repentant et d'un ton de vérité qui auraient pu séduire; mais il fut sévèrement examiné, et confondu par ses propres dépositions. La diète de Grodno fut rompue incontinent, après qu'elle eut rejeté l'alliance de l'Autriche et l'augmentation de l'armée. La Pologne fourmillait alors de mécontens, comme c'est l'ordinaire dans les États républicains, où la liberté ne subsiste que par les partis différeus qui contiennent alternativement l'ambition des factions contraires. Ces mécontens offrirent au roi de Prusse de faire une confédération contre les Czartorinsky, les Potocky, ou proprement contre Auguste III. Ç'aurait été le moyen de susciter bien des embarras au roi de Pologne; mais le roi de Prusse, qui, loin de vouloir attiser le feu de la guerre, désirait de l'éteindre, eut assez de modération pour conseiller à ces palatins de ne point troubler la tranquillité de leur patrie; il fit même offrir à ce prince, qui l'avait si vivement offensé, et qui voulait retourner en Saxe, toutes les sûretés qu'il pouvait souhaiter pour son passage par la Silésie. Les refus d'Auguste III ne se ressentirent pas de la politesse qui régnait autrefois à sa cour; il prit le chemin de la Moravie, province dont il méditait la conquête en 1742. Il s'aboucha avec l'empereur à Olmutz, d'où il poursuivit son chemin par Prague pour se rendre à Dresde. *** et son épouse se rendirent à Vienne, où ils recueillirent les fruits de leur politique.

Dès que *** fut de retour à Dresde, il expédia son premier commis, son homme de confiance, un certain Saul, à la cour de Vienne, pour régler avec Bartenstein, ministre de la reine, le partage de la Silésie. Ce fut un article secret, qu'on ajouta au traité de Varsovie. On promettait au roi de Pologne la principauté de Glogau et celle de Sagan; il s'engageait à faire agir offensivement ses troupes en Silésie, à renoncer à ses prétentions à la couronne impériale, et à donner sa voix au grand-duc de Toscane; il offrait, de plus, de porter son corps d'auxiliaires à trente mille hommes. On diffère sur les avantages que la reine de Hongrie promit au roi de Pologne: quelques personnes prétendent que la cour de Vienne se chargea simple-

ment d'avoir soin de ses intérêts à la pacification générale, et qu'elle promit au comte *** la principauté de Teschen avec la dignité de prince de l'empire. Quoi qu'il en soit, il n'est pas naturel que le roi ait été séduit par ces dernières conditions : la vraisemblance donne du poids au partage de la Silésie stipulé par le traité, et ce qui augmente les apparences, c'est que le comte de Saint-Séverin, qui était pour lors ambassadeur de France en Pologne, crut avoir découvert cette particularité, dont le bruit était assez généralement répandu.

Tant de traités, entre la cour de Vienne et celle de Dresde, augmentaient les ombrages que la Prusse en devait prendre. Le temps d'ouvrir la campagne approchait. Cagnoni, chargé des affaires de la Prusse à Dresde, reçut ordre de faire expliquer le comte de *** sur l'usage auquel il destinait les troupes saxonnes qui se trouvaient en Bohême, en un mot, de tirer de lui une déclaration catégorique, si ces troupes attaqueraient les provinces de la domination prussienne ou non. *** battit la campagne et crut dissimuler ses intentions, qui étaient connues de toute l'Europe. Ces deux cours étaient en ces termes, lorsque la France fit proposer au roi de mettre la couronne impériale sur la tête d'un ennemi qui l'avait si grièvement offensé. Si ce prince n'avait consulté que son ressentiment, il aurait rejeté bien loin une semblable proposition. Il prit un parti plus modéré. La saine politique demandait qu'il employât tous les moyens possibles de désunir deux cours qui s'étaient liguées contre lui. Au cas que le titre d'empereur flattât le roi de Pologne, ses prétentions et celles de la reine de Hongrie devaient les rendre irréconciliables ; alors le roi avait beau jeu, car, en s'accommodant avec la maison d'Autriche, il pouvait frustrer Auguste du trône qu'il briguait. Mais ce qui rendait ce projet de la France impossible dans l'exécution, c'est que la couronne impériale et celle de Pologne ne pouvant pas se réunir sur la même tête, il aurait fallu préalablement qu'Auguste abdiquât celle de Pologne, ce qui ne lui était pas permis selon les lois du royaume. Le roi de Prusse ne fit donc point le difficile, se prêtant à tout ce que la France exigeait de lui pour travailler, conjointement avec elle à ce projet chimérique. M. le chevalier de Court avait été chargé de cette négociation à Berlin ; il s'était attendu à trouver, de la part du roi, plus de résistance à consentir à l'élévation de son ennemi, et il regarda son consentement comme une marque de la condescendance de ce prince pour sa cour.

Mais le roi n'eut pas lieu d'être aussi satisfait des plans que ce ministre proposait pour la campagne prochaine. Malgré ses paroles emmiellées, on s'apercevait que le dessein de la France n'était point de faire des efforts en faveur de ses alliés. On ne prenait aucun arrangement pour les subsistances de l'armée de Bavière ; on voulait différer, le plus que l'on pourrait, l'ouverture de la campagne. Les Allemands devaient assiéger Passau, les Français Ingostadt, et personne ne pensait aux entreprises que les Autrichiens pouvaient tenter dans cet intervalle. L'armée de M. de Maillebois s'était retirée de la Lahn derrière le Mein ; les Français voulaient la renforcer et la laisser dans l'inaction. Les principales forces de cette monarchie devaient se porter en Flandre, où Louis XV avait résolu de faire une seconde campagne. La diversion dans

le pays de Hanovre, stipulée par le traité de Versailles, fut absolument rejetée alors par le ministère. Après que le roi eut épuisé toutes les raisons qui auraient pu faire changer de sentiment le ministre de France, il dressa une espèce de mémoire, qu'il envoya à Louis XV, et dans lequel les opérations militaires des armées étaient adaptées aux vues politiques des deux cours, et leurs mouvemens compassés d'après la situation actuelle où elles se trouvaient, d'après les conjonctures présentes et la possibilité de l'exécution. Il y était proposé de porter l'armée de Maillebois au-delà de la Lahn, entre la Franconie, la Westphalie et le bas Rhin, afin de brider l'électeur de Hanovre par ce voisinage, et de l'empêcher d'envoyer des secours en Bohême pour favoriser l'élection du grand-duc. Cette armée servait, de plus, à tenir tous ces cercles en respect, de même qu'à protéger l'électeur palatin, le landgrave de Hesse et tous les alliés du défunt empereur. Quand même ce moyen n'aurait pas été suffisant pour exclure entièrement le grand-duc du trône impérial, il rendait toujours les Français maîtres de traîner en longueur cette élection ; et qui gagne du temps a tout gagné. Le roi insistait également pour qu'on pourvût l'armée de Bavière de subsistances, ainsi que d'un bon général, et qu'elle s'assemblât aussitôt que les Autrichiens commenceraient à remuer dans leurs quartiers, afin que les Prussiens et les Bavarois fissent leurs efforts en même temps contre leurs communs ennemis. Il avertissait aussi ses alliés que la campagne de 1744 l'ayant fait revenir de la maxime de poursuivre avec ardeur sa pointe, il ne s'enfoncerait plus dans le pays de la reine qu'autant qu'il pourrait être suivi de ses subsistances ; qu'ayant les Autrichiens et les Saxons sur les bras, étant, de plus, menacé par les Russes, il avait besoin de redoubler de prudence, et que si les Français ne prenaient pas de bonnes mesures pour traverser l'élection impériale, il se trouverait dans la nécessité de faire sa paix avec la reine de Hongrie. Les Français envoyèrent sur cela M. de Valori à Dresde, pour persuader au roi de Pologne de briguer le trône impérial ; mais le traité de Varsovie, l'ascendant des Russes à cette cour et les guinées anglaises liaient les mains aux Saxons.

Ce prélude confirmait la cour de Berlin dans l'opinion que le grand-duc deviendrait empereur, que l'armée des alliés serait malheureuse en Bavière, que les Français n'auraient à cœur que leur campagne de Flandre, et que leurs alliés feraient sagement de penser à eux-mêmes. Il eût été à souhaiter qu'on pût parvenir à pacifier tous ces troubles, afin de prévenir une effusion de sang inutile ; mais les tisons de la discorde jetaient de nouvelles étincelles sur toute l'Europe, et la bourse des grandes puissances n'était pas encore épuisée. Les Prussiens entamèrent, à tout hasard, une négociation avec les Anglais ; ils se fondaient sur l'espérance de trouver alors les esprits plus enclins à la paix, et sur une révolution qui venait d'arriver dans le ministère anglais. Depuis que le lord Carteret avait fait le traité de Worms, la nation anglaise avait changé de dispositions à son égard. On lui reprochait d'être emporté, fougueux, et d'outrer tout par un effet de sa vivacité. Un mécontentement général obligea le roi à renvoyer un ministre qui était entré dans toutes ses vues, et qui couvrait, sous l'apparence de l'intérêt national, tout ce que Georges faisait

dans l'intérêt de son électorat. Ce prince eut la mortification de ne pas pouvoir disposer des sceaux, et fut obligé de les remettre au duc de Newcastle. Lord Harrington devint ministre ; le peuple appela ce nouveau conseil la faction des Pelhams, parce que ceux qui le composaient étaient de cette famille. Ces nouveaux ministres écartèrent toutes les créatures de Carteret ; mais ils ne pouvaient rompre les traités qu'il avait conclus, ni changer subitement le mouvement impulsif qu'il avait donné aux affaires générales de l'Europe. Carteret était faux ; il ne savait pas garder les ménagemens que les caractères les plus malhonnêtes emploient pour déguiser leurs vices. Harrington avait la réputation d'homme de probité ; plus timide que son prédécesseur, il réparait ce défaut par toutes les qualités d'une âme bien née. Prévenu par le caractère personnel du ministre, on tenta par son moyen de trouver acheminement à la paix générale. Voici quelques idées esquissées qu'on lui communiqua : on pourvoira don Philippe d'un établissement en Italie ; la France gardera de ses conquêtes, Ypres et Furnes, moyennant quoi l'Espagne prolongera pour vingt années, ou plus, la contrebande des Anglais ; tous les alliés reconnaîtront empereur le grand-duc de Toscane ; la Prusse demeurera en possession de la Silésie, selon la teneur du traité du Breslau. Les ministres anglais déclinèrent la négociation sur ces articles ; c'est que le roi désirait la continuation de la guerre, et qu'il contrecarra toutes les mesures des Pelhams pour la terminer. La cause de ces refus obstinés fut enfin découverte à La Haye. Le plus beau génie, et en même temps l'homme le plus éloquent de l'Angleterre, le lord Chesterfield, était alors ambassadeur en Hollande ; il ne cacha point au comte de Podewils, ministre de Prusse auprès des États-généraux, que le traité de Varsovie mettait des entraves à la bonne volonté des Pelhams, que par conséquent le roi de Prusse ne pouvait point se flatter de réussir par des négociations, mais devait s'opposer vigoureusement aux desseins de ses ennemis, qui tramaient sa perte. Cela n'empêcha pas que les fréquentes insinuations du ministre prussien à Londres ne conciliassent entièrement au roi de Prusse l'affection du nouveau ministère, qui fit assurer ce prince qu'il n'attendait que les occasions pour le servir. Le conseil de lord Chesterfield était le meilleur qu'on pût suivre.

On continua de négocier ; mais l'attention principale du roi se tourna sur les objets qui pouvaient lui assurer d'heureux succès pour la campagne prochaine. Un des plus importans, sans doute, était de former en Silésie de gros magasins ; rien ne fut épargné pour les rendre considérables. On fit des efforts pour recompléter les troupes. Le soldat était largement entretenu dans les quartiers d'hiver, la cavalerie était remontée et complète ; plus de six millions furent tirés du trésor pour fournir à tant de frais ; les États avancèrent, à titre d'emprunt, quinze cent mille écus. Toutes ces sommes furent dépensées pour que le roi pût réparer en 1745 les fautes qu'il avait faites en Bohême en 1744. Après avoir mis la dernière main à ces préparatifs, le roi partit (1) de Berlin pour se rendre en Silésie.

Il apprit en chemin que l'électeur de Bavière avait signé, avec la reine de Hongrie, le traité de Füssen ; voici

(1) 15 mars.

comment cette paix fut amenée. Immédiatement après la mort de l'empereur, Seckendorff s'était démis du commandement de l'armée; mais il en avait si mal disposé les quartiers, que ses troupes étaient éparpillées; le terrain qu'elles occupaient était trop vaste. Les Autrichiens, maîtres des places fortes et du cours du Danube, voyaient de quelle importance il était pour eux de finir d'un côté, avant de commencer leurs opérations d'un autre; ils jugèrent, par la position des Bavarois et de leurs alliés, qu'ils en auraient bon marché. M. de Bathyani prévint ses ennemis, qui étaient trois fois plus forts que lui, mais qui ne voulaient se rassembler qu'à la fin de mai. A la tête de douze mille hommes, qui composaient toutes ses forces, il paraît entre Braunau et Scharding, fond sur les quartiers dispersés des alliés, leur prend Pfarkirchen, Wilshofen et Landshut, avec le peu de magasins que les Bavarois y avaient amassés, en même temps qu'un autre détachement d'Autrichiens passe le Danube à Deckendorff, coupe les Hessois des Bavarois, les oblige à passer l'Inn, ensuite à mettre bas les armes, et chasse les Bavarois fugitifs au-delà de Munich. Le jeune électeur, à peine souverain, est obligé de quitter sa capitale à l'exemple de son père et de son grand père; il se retire à Augsbourg. M. de Ségur, avec les Français et les palatins qu'il avait sous son commandement, n'éprouva pas un sort plus favorable; il fut battu en se retirant auprès de Pfaffenhofen. Les Autrichiens occupèrent en même temps le pont du Rhin, ce qui le mit dans la nécessité de gagner Donauwert avant l'ennemi. Tandis que les Bavarois, fuyant comme un troupeau sans berger, se sauvaient à Friedberg, Seckendorff reparut à la cour de l'électeur de Bavière dans ce bouleversement total, non point comme un héros qui trouve des ressources dans son génie lorsque le vil peuple désespère, mais comme une créature de la cour de Vienne, et avec l'intention de séduire un jeune prince sans expérience et accablé de malheurs. Les Français avaient déjà, dès la campagne précédente, soupçonné ce maréchal de s'être laissé corrompre, parce qu'en Alsace il n'avait pas agi contre les Autrichiens conformément à ce qu'on devait attendre de lui; on l'avait trouvé sans énergie lorsqu'il attaquait l'ennemi, et mou, dans la poursuite, lorsqu'il pouvait le détruire. On l'accusait d'avoir à dessein séparé les quartiers des alliés, pour les livrer, pieds et poings liés, à leurs ennemis. On avançait même qu'il avait reçu de la reine de Hongrie trois cent mille florins des arrérages qui lui étaient dus par l'empereur Charles VI, pour décider l'électeur de Bavière à faire sa paix. Il y a apparence que la cour de Vienne lui avait fait entrevoir des avantages; on pouvait lui avoir promis cette fortune; mais alors la cour de Vienne n'était guère en état de l'acquitter. Ce qui dépose le plus contre lui, ce sont les mouvemens qu'il se donna pour accélérer ce traité de Füssen. Il produisit de fausses pièces au jeune électeur; il lui montra des lettres supposées du roi de Prusse, dans lesquelles celui-ci lui faisait part de la paix qu'il allait conclure avec la reine de Hongrie; il fit valoir des avantages imaginaires que les armes de cette princesse avaient remportés en Flandre et en Italie; enfin il le conjura de terminer ses différends avec elle, pour éviter sa ruine totale. L'électeur, jeune et sans expérience, se laissa entraîner par les créatures de la cour de

Vienne, dont Seckendorff l'avait environné. L'empereur, son père, lui dit en mourant : « N'oubliez jamais les » services que le roi de France et le » roi de Prusse vous ont rendus, et ne » les payez pas d'ingratitude. » Ces paroles, qu'il avait dans l'esprit, rendirent un moment sa plume immobile entre ses doigts ; mais l'abîme où il se trouvait, les impostures de Seckendorff et l'espérance d'une meilleure fortune, le déterminèrent à signer le traité de Füssen le 22 avril de l'année 1745. Par ce traité, la reine de Hongrie renonça à tout dédommagement, et promit de rétablir l'électeur dans la possession entière de ses États ; de son côté, l'électeur renonça, pour lui et pour sa postérité, à toutes les prétentions que la maison de Bavière avait aux États de la maison d'Autriche ; il adhéra à l'activité de la voix de Bohême, et engagea la sienne pour l'élection du grand-duc à la dignité impériale ; il promit, de plus, de renvoyer ses auxiliaires, à condition qu'ils ne seraient point inquiétés dans leur retraite, et que la reine de Hongrie s'engagerait à ne plus tirer de contributions de la Bavière. Ces derniers articles furent si mal observés par les Autrichiens, qu'ils désarmèrent les Hessois et les menèrent prisonniers en Hongrie, et que sous prétexte d'arrérages, ils tirèrent encore de grosses contributions de la Bavière. C'est ainsi que finit la ligue de Francfort, et que les Autrichiens firent voir que lorsqu'ils sont soutenus par la prospérité, rien n'est plus dur que le joug qu'ils imposent. Mais quel spectacle plus instructif pour les *bisognosi di gloria* et pour les politiques qui se flattent de déterminer les futurs contingens, que le résumé de ce qui arriva au commencement de cette année ? L'empereur décède, son fils fait la paix avec la reine de Hongrie, le grand-duc de Toscane va devenir empereur, le traité de Varsovie ligue la moitié de l'Europe contre la Prusse, l'argent prussien retient la Russie dans l'inaction, l'Angleterre commence à pencher pour la Prusse. Le roi avait bien pris ses mesures ponr se défendre ; c'était donc de la campagne qui allait s'ouvrir qu'allaient dépendre la réputation et la fortune des Prussiens.

CHAPITRE XI.

Campagne d'Italie. — Campagne de Flandre. — Ce qui se passa sur le Rhin. — Événemens qui précédèrent les opérations de l'année 1745.

Pour ne point interrompre dans la suite le fil de notre narration, nous croyons qu'il est à propos de rapporter en abrégé ce qui se passa en Italie, en Flandre et sur le Rhin, avant que d'en venir aux opérations des troupes prussiennes en Silésie. Il faut se rappeler que M. de Gages avait pris son quartier à Terny, et qu'il établit ses Espagnols et ses Napolitains des deux côtés du Tibre. M. de Lobkowitz avait son quartier à Imola ; l'armée de don Philippe était en partie en Savoie et en partie dans le comté de Nice. Les Espagnols ouvrirent la campagne par la prise d'Oneglia. L'armée française et espagnole s'assembla aux environs de Nice. Le prince de Lobkowitz s'avança alors jusqu'à Césène ; M. de Gages marcha à lui, le battit, le 31 mars, auprès de Rimini, lui fit sept cents prisonniers, le poursuivit jusqu'à Lugo ; le prince Lobkowitz se retira par Boulogne, passa le Tanaro et se posta à Campo-Santo. M. de Gages

passa presque en même temps le Tanaro auprès de Modène, et s'avança sur les bords de la Trébia, d'où il s'ouvrit une communication avec l'infant par l'État de Gênes. M. de Lobkowitz marcha à Parme, où il assembla quinze mille hommes, dans l'espérance d'empêcher la jonction des deux armées; mais M. de Gages passa l'Apennin et la rivière de Magra, sans s'embarrasser des troupes qui harcelaient son arrière-garde. Il défila sous les murs de Gênes, et gagna la bataille de Polsevero; ce qui engagea les Autrichiens à se porter sur Tortone. Don Philippe et Maillebois quittèrent les environs de Nice le 1er de juin, marchèrent le long de la mer en remontant la rivière de Gênes, et continuèrent leur route, sans s'inquiéter de douze vaisseaux de guerre anglais qui leur lâchèrent de grandes bordées de canon à leur passage et leur tuèrent quelque monde. Les Espagnols éprouvèrent alors à la fois les effets de la bonne et de la mauvaise fortune. Les Piémontais furent assez rusés pour leur brûler huit magasins aux environs de Vintimiglia. Dans ce temps même, les Génois se déclarèrent contre le roi de Sardaigne, et joignirent leurs troupes, consistant en dix mille hommes, à celles de l'infant. Les Autrichiens, qui ne connaissaient ni le mérite ni le prix des bons généraux, avaient renvoyé le maréchal Traun, qui s'était surpassé l'année précédente, tant en Alsace qu'en Bohême; ils choisirent le prince Lobkowitz, pour le placer à côté du prince de Lorraine. Lobkowitz fut donc rappelé d'Italie, et le comte de Schulenbourg prit son poste jusqu'à l'arrivée du prince de Lichtenstein, auquel la cour avait déféré le commandement de son armée d'Italie. Schulenbourg ne fut pas plus heureux contre M. de Gages que ne l'avait été son prédécesseur, tant le génie de cet Espagnol avait d'ascendant sur celui des généraux autrichiens. De Gages poussa son nouvel adversaire de Novi jusqu'à Rivalta, tandis que don Philippe pénétra dans le Montferrat par Cairo, s'empara d'Aqui, se joignit avec l'armée napolitaine et espagnole à Asti. Schulenbourg passa le Tanaro, et se posta au confluent de cette rivière, dans le Pô, auprès d'un bourg nommé Bassignano. L'infant saisit cette occasion; il fit investir Tortone et marcha aux Autrichiens, qui se retirèrent au-delà du Pô, brûlant et détruisant derrière eux tous leurs ponts. Tortone, avec sa citadelle, se rendit aux Espagnols. Un secours de huit mille Espagnols et Napolitains arriva de la Romagne sous les ordres du duc de la Vieuxville, passa par le grand-duché de Florence, prit Plaisance et sa citadelle, et contraignit les Autrichiens à quitter le territoire de Parme. De Gages passe aussitôt le Pô à Parpanasso, tandis que l'infant quitte Alexandrie, franchit le Tanaro, attaque les Autrichiens, le 27 septembre, à Bassignano et remporte la victoire; il met le siége devant Alexandrie, qui se soumet, à la citadelle près; Valence, Vigevano et beaucoup d'autres villes, que nous supprimons, reçurent la loi du vainqueur. Dans ces conjonctures, arrive le prince de Lichtenstein, pour prendre le commandement d'une armée battue, affaiblie et découragée. Il ne s'agit point d'examiner si la cour de Vienne aurait pu faire un choix différent de généraux; il est toujours sûr que celui-ci ne porta aucun remède au délabrement des affaires. Personne ne s'opposa aux progrès des vainqueurs; ils prirent Casal, Asti et Lodi au roi de Sardaigne. L'infant entra victorieux

dans Milan, et bloqua, avec dix-huit mille hommes, la citadelle de cette ville. Les Espagnols étaient donc, à la fin de cette campagne, maîtres de presque toute la Lombardie, à l'exception de Turin, de Mantoue et de quelques citadelles qu'ils tenaient bloquées. Ces succès rapides étaient dus au génie de M. de Gages, et en partie au secours des Génois. La prospérité, comme nous l'avons dit, est confiante; elle assoupit ces vainqueurs de l'Italie à l'ombre de leurs lauriers. Il était indispensable, pour assurer leurs quartiers, qu'ils possédassent les citadelles de Milan et d'Alexandrie. Un peu d'activité aurait suffi pour les en rendre maîtres; mais ils manquèrent d'haleine, lorsqu'il ne leur restait que quelques pas à faire pour remporter le prix de leur course.

Les armes des Bourbons prospérèrent cette année en Flandre comme en Italie. Louis XV s'était mis à la tête de son armée de Flandre, composée de quatre-vingts mille hommes; le maréchal de Saxe commandait sous lui. A l'ouverture de la campagne, les Français firent de fausses démonstrations sur différentes places, et ils investirent subitement Tournay. Cette ville, une des principales places de la barrière, était défendue par une garnison de neuf mille Hollandais; la bonté de ses ouvrages et la force de la citadelle, que Vauban avait construite, préparait aux assiégeans bien des obstacles et des difficultés à surmonter. Les alliés, sous le commandement du duc de Cumberland et du maréchal Kœnigseck, n'avaient que cinquante mille hommes à opposer aux forces des Français; ils s'avancèrent cependant du côté de Tournay, et vinrent camper dans les plaines d'Anderlech. Ce voisinage n'empêcha pas les Français d'ouvrir la tranchée le 1er de mai. Les alliés, sentant de quelle importance il était pour eux de sauver Tournay, résolurent de tout hasarder pour obliger Louis XV à lever ce siége. Du côté du Sud, en remontant la rive droite de l'Escaut, est situé le village de Fontenoy, lieu jusqu'alors obscur, mais qui est devenu célèbre par l'évènement qui porte son nom. Ce fut dans cette contrée que le maréchal de Saxe choisit un terrain qu'il crut assez avantageux pour renverser les projets du duc de Cumberland en s'y présentant. Il ne laissa au siége qu'un nombre suffisant de troupes pour le continuer; il appuya sa droite à l'Escaut, garnit d'infanterie et de canons le village d'Antoing, situé au bord de cette rivière, forma ses deux lignes d'infanterie en potence vers le mont de la Trinité, qui se trouvait à l'extrémité de sa gauche; sa cavalerie, rangée derrière son infanterie, formait sa troisième ligne; de plus, le village d'Antoing était flanqué d'une batterie qui s'élevait sur l'autre rive de l'Escaut; trois redoutes, lardées d'infanterie et de canon, couvraient son front de bataille; vers la gauche de son armée régnait un bois où les Français firent des abatis pour le rendre impraticable. Le 11 mai, dès l'aube du jour, l'armée des alliés déboucha du bois de Bary, et se forma dans la plaine, sur deux lignes, vis-à-vis de l'armée française. La gauche des alliés engagea l'affaire. Les troupes hollandaises devaient attaquer les villages de Fontenoy et d'Antoing; elles s'y portèrent mollement, et furent deux fois de suite vigoureusement repoussées par les Français. Alors les Anglais détachèrent quelques brigades pour s'emparer des redoutes qui couvraient le front de l'armée française. Le géné-

ral qui fut chargé de cette commission la trouva peut-être dangereuse et ne l'exécuta pas. M. de Kœnigseck, jugeant qu'il perdait du monde en détail et qu'il n'avançait pas, voulut brusquer l'affaire. Il attaqua l'armée française, en laissant les villages et les redoutes derrière lui. Si ce projet lui avait réussi, tout ce qu'il y avait de Français enfermés dans ces postes aurait été fait prisonnier après la victoire, ce qui aurait rendu cette bataille le pendant de la fameuse bataille de Hœchstædt; mais l'évènement ne répondit pas à son attente. M. de Kœnigseck forma deux lignes d'infanterie vis-à-vis de la trouée qui est entre Artoing et le bois de Bary; en avançant, il reçut le feu croisé qui partait du village et des redoutes; ses flancs en souffrirent et se rétrécirent; son centre, qui en souffrait moins, continuait d'avancer; et, comme ses ailes se repliaient en arrière, son corps prit une forme triangulaire, qui, par la continuation du mouvement du centre et par la confusion, se changea en colonne. Ce corps, tout informe qu'il était, attaqua et renversa les gardes françaises, perça les deux lignes, et aurait peut-être remporté une victoire complète, si les généraux des alliés avaient mieux su profiter de la confusion où étaient leurs ennemis. Ils avaient ouvert le centre de l'armée française; il était aisé de séparer leurs colonnes en deux, et, par un à droite et un à gauche, ils prenaient en flanc toute l'infanterie qui leur restait opposée; ils auraient dû en même temps faire avancer la cavalerie pour soutenir leurs colonnes ainsi divisées; il est probable que c'en aurait été fait des Français, si les alliés avaient suivi ces idées. Mais dans le temps que ceux-ci voulaient remédier à leur propre confusion, le maréchal de Saxe les fit attaquer par la maison du roi et par les Irlandais qu'il avait mis en réserve, et il fortifia cette attaque par les décharges de quelques batteries formées à la hâte. Les Anglais se virent ainsi assaillis à leur tour; on les pressa de tous côtés, en front comme sur leurs flancs. Après une vigoureuse résistance, ils plièrent, se rompirent, et les Français les poursuivirent jusqu'au bois de Bary. Selon l'opinion commune, cette bataille coûta aux alliés dix mille hommes, quelques canons, et une partie de leurs bagages. Ils se retirèrent par Leuse, sous le canon d'Ath, au camp de Lessines, abandonnant aux Français et le champ de bataille et la ville de Tournay. Louis XV et le dauphin se trouvèrent en personne à cette action. On les avait placés auprès d'un moulin à vent qui était en arrière; depuis, les soldats français n'appelaient leur roi que *Louis Dumoulin*. Ce qu'il y a de certain, c'est que le lendemain de cette bataille, Louis XV dit au dauphin en passant sur le champ de bataille tout ensanglanté et couvert de morts : « Vous voyez ici les victimes » immolées aux haines politiques et » aux passions de nos ennemis; con- » servez-en la mémoire, pour ne point » vous jouer de la vie de vos sujets, et » pour ne pas prodiguer leur sang dans » des guerres injustes. » Le maréchal de Saxe, que l'hydropisie, dont il était attaqué, n'avait pas empêché d'agir en grand général, reçut du roi les éloges les plus flatteurs; il semblait s'être arraché aux bras de la mort pour vaincre les ennemis de la France. Le roi de Prusse le félicita sur la gloire dont il venait de se couvrir, regardant sa victoire comme un engagement qu'il prenait avec le public, qui attendait de plus grandes choses encore du maré-

chal de Saxe en santé que du maréchal de Saxe à l'agonie. L'Europe se vit inondée de gazettes versifiées, qui annonçaient ce grand évènement; mais il faut avouer qu'en cette occasion le temple de la Victoire l'emporta sur celui des Muses. La prise de Tournay attesta la victoire des Français. La garnison, qui s'était réfugiée dans la citadelle, se rendit le 19 de juin. La capitulation fut signée à condition que les quatre mille hommes qui l'évacueraient ne feraient aucun service, pendant l'espace de dix-huit mois, contre les Français.

Louis XV renforça son armée de Flandre par un détachement de vingt mille hommes, que lui fournit l'armée du Rhin. Le prince de Conti en prit le commandement à la place de M. de Maillebois, qui servait en Italie. Un détachement, fait si mal à propos, choque également les règles de la guerre et de la politique; mais comme ce qui donna lieu à cette conduite demande quelque discussion, le lecteur trouvera bon, pour son intelligence, que nous lui en développions les motifs. La France avait épuisé tous les ressorts de sa politique pour persuader au roi de Pologne d'ambitionner le trône impérial. Le peu de succès de ses intrigues ne l'avait point rebutée; au contraire, elle continuait à négocier à Dresde. Le comte de Saint-Séverin, qui avait bien servi la France dans cette cour, s'était attiré la haine du comte de ***, parce que la finesse du Saxon ne s'accommodait pas de l'esprit clairvoyant du négociateur français. *** fit tant que M. de Saint-Séverin fut relevé par le marquis de Vaugrenant. Celui-ci se crut plus fin que ***; réellement ils ne l'étaient ni l'un ni l'autre; toutefois, dans cette négociation, Vaugrenant fut la dupe du Saxon. *** lui persuada que, pour faire une paix avantageuse avec la reine de Hongrie, l'unique parti que la France eût à prendre était de ne point s'opposer à l'élection du grand-duc de Toscane, et de tenir dans l'inaction l'armée que le prince de Conti commandait sur le Rhin; d'autant plus que la France pouvait tirer plus d'utilité de ces troupes sur l'Escaut que sur le Mein. Les ministres de Louis XV donnèrent aveuglément dans ce piége; ils n'examinèrent ni le peu de sincérité de ce conseil, ni si le parti qu'on leur proposait était conforme aux engagemens qu'ils avaient pris avec leurs alliés. En affaiblissant ainsi l'armée du prince de Conti, on le mit hors d'état de s'opposer aux entreprises de la cour de Vienne. Le grand-duc fut élu malgré la France; la paix ne se fit point, et l'amour-propre du ministère de Versailles lui interdit jusques aux reproches.

Les troupes tirées de cette armée arrivèrent en Flandre, lorsqu'après la réduction de la citadelle de Tournay, l'armée française en décampait. Elle se mit en trois corps, dont l'un se posta à Courtray, le second à Saint-Guislain et le troisième à Condé. M. du Chaila battit un détachement de cinq mille hommes, sous les ordres du général Molé, que le duc de Cumberland avait fait partir de son armée pour se jeter dans Gand. Ce petit échec répandit la terreur dans l'armée des alliés; elle décampa de Bruxelles : Gand, Bruges et Oudenarde, n'étant plus protégées, se rendirent aux Français, et cette campagne se termina par la prise de Nieuport, de Dendermonde, d'Ostende et d'Ath, après quoi le maréchal de Saxe fit entrer ses troupes en quartiers d'hiver derrière la Dendre. Cette campagne rendait aux armes françaises l'honneur que celle de Bohême leur avait

fait perdre. Si Louis XIV subjugua plus de terrain en 1672, il le perdit aussi vite qu'il l'avait conquis; au lieu que Louis XV assura ses possessions, et ne perdit rien de ce qu'il avait gagné.

Les Espagnols et les Français avaient ouvert la campagne en Italie et en Flandre plus d'un mois avant que les troupes entrassent en action en Silésie. L'armée prussienne et celle des Autrichiens n'avaient pris des quartiers paisibles qu'à la fin de février, et elles avaient également besoin de repos pour se remettre de leurs fatigues. Le roi pouvait prévenir ses ennemis, il ne dépendait que de lui de fondre sur les quartiers des Autrichiens en Bohême; mais il risquait plus en s'enfonçant dans ce royaume qu'en voyant venir l'ennemi. Cette considération fit qu'il resserra ses quartiers de cantonnement au centre de la Silésie d'une manière qui l'approchait également des gorges des montagnes par où l'ennemi pouvait déboucher. C'aurait été un projet insensé que de vouloir disputer un si grand nombre de chemins, qui conduisent de la Bohême et de la Moravie en Silésie, dans une étendue de vingt-quatre milles d'Allemagne. Le plus sûr était d'attaquer le duc de Lorraine au moment qu'il sortirait de ces gorges, de le poursuivre en Bohême, de fourrager le pays, à douze milles à la ronde, le long des frontières de la Silésie, et d'amener, à la fin de l'arrière-saison, les troupes dans ce duché pour leur procurer des quartiers tranquilles. Ce projet était simple; il était proportionné à ce qu'il était possible d'exécuter et adapté aux conjonctures; il y avait donc tout lieu d'espérer qu'il réussirait. L'armée était distribuée de façon que dix bataillons, dix escadrons et cinq cents hussards formaient une chaîne depuis la Lusace jusqu'au comté de Glatz. Les patrouilles allaient vers Schatzlar, Braunau et Bœhmisch-Friedland; ce corps était sous les ordres du lieutenant-général Truchses. Le général de Lehwald, avec dix bataillons et cinq cents hussards, gardait le pays de Glatz, sans compter trois bataillons de garnison dans la forteresse, dont M. de Fouquet était gouverneur. Le margrave Charles défendait les frontières de la haute Silésie avec seize bataillons et vingt escadrons. M. de Hautcharmoy, avec cinq bataillons et seize escadrons, occupait et couvrait la partie de la haute Silésie située au-delà de l'Oder. Le gros de l'armée était entre Breslau, Brieg, Schweidnitz, Glatz et Neisse. Le roi établit son quartier dans cette dernière ville; il y régnait une maladie contagieuse; des charbons donnaient la mort en peu de jours. Si on avait dit que c'était la peste, toute communication aurait été interrompue, ainsi que la livraison des magasins; et la crainte de cette maladie aurait été plus funeste pour l'ouverture de la campagne que tout ce que l'ennemi pouvait entreprendre. On adoucit donc ce nom redoutable; on appela cette contagion une fièvre putride, et tout continua d'aller son train ordinaire; tant les mots font plus d'impression sur les hommes que les choses mêmes. Peu après l'arrivée du roi, la petite guerre recommença avec beaucoup de vivacité. Les ennemis se flattaient qu'en harcelant continuellement les Prussiens, ils les consumeraient à petit feu. Dix ou douze mille Hongrois, sous les ordres du vieux maréchal Esterhazi, des généraux Caroli, Festetisch, Spleni et Guillani, faisaient des incursions dans la haute Silésie et pénétraient le plus avant qu'il leur était possible. Un ma-

jor Schafftedt, qui était détaché avec deux cents hommes dans le petit bourg de Rosenberg, fut attaqué par eux. Les ennemis mirent d'abord le feu au bourg; le major fit bonne contenance, mais environné de tous côtés, il ne put se sauver et obtint une capitulation pour rejoindre son régiment à Creutzbourg. Il fallait réparer cet affront et rabattre la présomption de ces troupes hongroises nouvellement levées. Le roi fit donc des détachemens contre eux; il se livra de petites batailles qui servirent de prélude aux actions décisives; et comme cet ouvrage est destiné à servir de monnment à la valeur et à la gloire des officiers qui ont si bien mérité de la patrie, nous croyons, par devoir, obligé d'informer la postérité de leurs belles actions, pour l'engager par ces exemples de magnanimité à les imiter.

Le rare mérite de M. de Winterfeld le fit choisir pour présider à cette expédition. On lui donna six bataillons et douze cents hussards, avec lesquels il passa l'Oder à Cosel, tandis que M. de Goltz avec un bataillon et cinq cents hussards passait la même rivière à Oppeln, pour attaquer de concert Esterhazi et ses Hongrois. Winterfeld tomba sur le village de Slowentzit, où il fit cent vingt prisonniers; il entendit un feu assez vif sur sa gauche, il s'y porta d'abord; c'était cinq mille Hongrois qui entouraient le détachement de Goltz; ils furent attaqués et Winterfeld remporta un avantage complet sur eux. Spleni se sauva avec ses hussards, après avoir perdu trois cents hommes et son bagage. Winterfeld ne crut point en avoir fait assez; il continua sa poursuite et rencontra le lendemain deux mille hussards postés le dos contre un marais; il les jeta dans ce marais, où la plupart périrent ou furent pris. Ces avantages commencèrent à donner aux hussards prussiens un ton de supériorité sur ceux de la reine. Le colonel Wartenberg des hussards battit encore un gros d'insurgés auprès de Creutzbourg et les dissipa entièrement.

Pendant ce préambule de guerre, le printemps s'avançait, le mois d'avril tirait vers sa fin, il était temps de rassembler l'armée; elle entra dans des quartiers de cantonnemens entre Patskau et Frankenstein. On prépara des chemins pour quatre colonnes et des cantonnemens à Jægerndorff, à Glatz et à Schweidnitz, comme étant les lieux vers lesquels l'ennemi devait déboucher des montagnes. Les magasins que les Autrichiens avaient formés, les lieux où leurs troupes réglées commençaient à s'assembler, dénotaient assez leurs desseins; on comprenait que ces insurgés et ces Hongrois qu'ils avaient dans la haute Silésie, devaient donner le change aux Prussiens, pour les attirer de ce côté, et que leur grande armée pénétrerait en Silésie par Landshut. Ce projet n'était pas répréhensible en lui-même; il ne manqua que par l'exécution. Si les Prussiens avaient partagé leurs forces pour faire face à l'ennemi de tous côtés, ils auraient été trop faibles pour frapper un important coup sur la grande armée du prince de Lorraine; et s'ils restaient assemblés, cette multitude de troupes légères, qui ne trouvait rien qui l'arrêtât, les aurait affamés à la longue en leur coupant les vivres. Le plus sûr parti était donc celui de demeurer en force, mais en même temps de hâter la fin de cette crise par l'engagement d'une affaire générale. Les mesures furent prises pour évacuer la haute Silésie vers la fin de mai, à l'exception de la forteresse de Cosel. Les magasins de Troppau et de Jægerndorff furent

transportés à Neisse : M. de Rochow couvrit ce convoi avec douze cents chevaux et un bataillon de grenadiers; quatre mille Hongrois, moitié hussards, moitié pandours, l'attaquèrent sans pouvoir l'entamer; la cavalerie y fit la première expérience de ses nouvelles manœuvres et en éprouva la solidité. Il était nécessaire d'inspirer de la sécurité aux ennemis, pour que leur présomption les rendît négligens dans l'expédition qu'ils méditaient. A ce dessein le roi se servit d'un homme de Schœnberg qui était un double espion; il le fit largement payer, après quoi il lui dit que le plus grand service qu'il pût lui rendre, serait de l'avertir à temps de la marche du prince de Lorraine, pour pouvoir se retirer à Breslau, avant que les Autrichiens eussent débouché des montagnes : pour induire encore plus cet espion en erreur, on fit réparer des chemins qui menaient à Breslau. L'espion promit tout; il eut nouvelle de ces chemins et s'empressa de rejoindre le prince de Lorraine, pour lui apprendre que tout le monde s'en allait et qu'il ne trouverait plus d'ennemis à combattre. Comme Landshut devenait alors l'objet principal de l'attention, le roi détacha le général Winterfeld pour observer de ce poste les mouvemens des Autrichiens; on lui donna quelques bataillons et les deux régimens de hussards de Rusch et de Bronikowsky : il ne tarda pas à se signaler; il dispersa auprès de Hirschberg huit cents Hongrois, commandés par un partisan nommé Putaschitz, et fit trois cents prisonniers. Nadasti, pour venger cet affront fait à la nation hongroise, marcha à la tête de sept mille hommes, dans le dessein d'attaquer auprès de Landshut Winterfeld, qui n'avait que deux mille quatre cents hommes sous lui. Après un combat de quatre heures, l'infanterie hongroise fut totalement battue, et dans le moment que Nadasti se disposait à faire sa retraite, arrive le général Still à la tête de dix escadrons du vieux Mœllendorff; il fond sur les ennemis, les Hongrois sont défaits et ramenés battant jusqu'aux frontières de la Bohême. Les Autrichiens perdirent six cents hommes à cette affaire, avec quelques-uns de leurs principaux officiers blessés, qui furent pris. On sut des prisonniers que M. de Nadasti avait ordre de prendre poste à Landshut, et que s'il avait réussi, le prince de Lorraine l'aurait suivi infailliblement. Tant de capacité et une conduite si sage valurent à M. de Winterfeld le grade de major général. Il n'y avait plus un moment à perdre pour rappeler le margrave Charles de la haute Silésie. La milice hongroise avait profité de la levée des quartiers pour infester de partis toute la haute Silésie; six mille hussards voltigeaient entre Jægerndorff et Nenstadt, dans l'intention d'empêcher la communication du margrave Charles avec l'armée. Pour lui faire tenir l'ordre de se retirer sur Neisse, le roi lui détacha les hussards de Ziethen, qui se firent jour l'épée à la main à travers les Hongrois et lui rendirent sa lettre. Le margrave se mit en marche le 22 mai; les troupes qu'il commandait formaient environ douze mille hommes. Les ennemis, qui prévoyaient sa retraite, s'etaient renforcés, jusqu'au nombre de vingt mille hommes, d'un ramas de nations barbares, et de quelques troupes réglées qui leur étaient venues de Moravie : ils occupèrent la veille toutes les hauteurs sur le chemin du margrave et y établirent trois batteries qui tiraient en écharpe, ce dont les troupes prussiennes furent fort incommodées dans leur marche. Le margrave, sans s'embarras-

ser des obstacles que l'ennemi lui opposait, s'empara des hauteurs voisines et des défilés les plus considérables avec quelques bataillons, et au débouché des gorges, il forma les régimens de Gesler et de Louis cavalerie, qui tombèrent avec toute l'impétuosité possible sur le régiment d'Ogilvi, en taillèrent en pièces la plus grande partie, puis fondirent sur celui d'Esterhazy, qui formait la seconde ligne, le passèrent au fil de l'épée, puis après s'être ralliés attaquèrent les dragons de Gotha, qui devaient soutenir cette infanterie autrichienne, les mirent en déroute et firent un grand massacre des fuyards. Les ennemis laissèrent plus de huit cents morts sur la place; leurs troupes irrégulières, qui étaient spectatrices de ce combat, ayant vu le triste sort des troupes réglées, s'enfuirent dans le bois en jetant des cris affreux. Le margrave donna dans cette journée des marques de valeur dignes du sang de son grand père, l'électeur Frédéric-Guillaume. Le général de Schwérin, en chargeant à la tête de cette cavalerie qui défit de suite trois corps différens, s'acquit une réputation d'autant plus éclatante, qu'elle servit d'époque à celle de la cavalerie prussienne. C'est une chose étonnante que la promptitude avec laquelle l'audace ou la terreur se communique à la multitude. En 1741 la cavalerie des Prussiens était le corps le plus lourd et en même temps le moins animé qu'il y eût dans les armées européennes; en l'exerçant, en lui donnant de l'adresse, de la vivacité et de la confiance dans ses propres forces, le roi parvint à changer entièrement la physionomie de ce corps qui devint digne de l'infanterie. Les peines, les récompenses, le blâme et la louange, employés à propos, changent l'esprit des hommes et leur inspirent des sentimens dont on les aurait crus peu susceptibles dans l'état abruti de leur nature; joignez à cela quelques grands exemples de valeur qui les frappent, comme celui que nous venons de rapporter : alors l'émulation gagne les esprits, l'un veut l'emporter sur l'autre, et des hommes ordinaires deviennent des héros. Les talens sont souvent engourdis par une sorte de léthargie; des secousses fortes les réveillent; ils s'évertuent et se développent. Le mérite estimé et recompensé excite l'amour-propre de ceux qui en sont les témoins. Dans l'ancienne Rome les couronnes civiques et murales, et surtout les triomphes, aiguillonnaient ceux qui pouvaient y prétendre. Il était donc nécessaire d'exalter dans l'armée la glorieuse action de Jægerndorff. Le margrave, le général Schwérin et ceux qui s'y étaient signalés, furent reçus comme en triomphe; la cavalerie attendait avec impatience l'occasion d'égaler, même de surpasser ces héros; tous brûlaient de l'ardeur de combattre, de vaincre. Sous ces heureux auspices toute l'armée fut rassemblée le 28 mai dans le camp de Frankenstein, à l'exception des troupes qui gardaient les places et d'un corps de six bataillons et de vingt escadrons avec lesquels M. de Hautcharmoy qui faisait face à Esterhazi, pouvait se retirer dans les forteresses de Cosel, de Brieg et de Neisse, au cas que la supériorité de l'ennemi l'y forçât.

CHAPITRE XII.

Bataille de Friedberg. — Marche en Bohême; ce qui s'y passa. — Bataille de Sorr. — Retour des troupes en Silésie.

La situation du roi était toujours critique. La politique lui présentait des abi-

mes, la guerre des hasards, et les finances un épuisement de ressources presque total. C'est dans ces occasions où l'âme doit déployer sa force, pour envisager d'un œil ferme les dangers qui l'entourent; où il faut ne point se laisser troubler par les fantômes de l'avenir et se servir de tous les moyens possibles pour prévenir sa ruine, lorsqu'il en est encore temps; mais il ne faut jamais s'écarter des principes fondamentaux sur lesquels on a établi son système militaire et politique. Le projet de campagne du roi était réglé; cependant pour ne rien négliger, il s'adressa à ses alliés. Il employa dans cette négociation tout le feu imaginable afin d'essayer d'en tirer des secours. La France était la seule puissance dont il pût attendre quelque chose. Le roi lui fit représenter l'impossibilité où il se trouvait de soutenir longtemps cette guerre, dont tout le fardeau pesait sur lui : il la somma de remplir ses traités à la lettre, et comme l'ennemi se préparait à faire une invasion dans ses États, il pressait Louis XV de lui donner l'assistance qu'il lui devait dans ce cas, ou de faire une diversion réelle, qui lui procurât quelque soulagement. Le ministère français parut peu touché de ces représentations; il les traita à la légère, il voulut que la bataille de Fontenoy et la prise de quelques places en Flandre passassent pour une diversion considérable. Le roi s'adressa encore directement à Louis XV; il lui marqua le peu de satisfaction qu'il avait de la froideur des ministres de Versailles; qu'il se trouvait dans une situation désagréable, embarrassante, où il s'était mis par amitié pour sa majesté très chrétienne; qu'il croyait que ce prince lui devait quelque retour pour l'avoir secondé dans un moment où les Autrichiens commençaient à faire des progrès en Alsace; que la bataille de Fontenoy et la prise de Tournay étaient à la vérité des événemens glorieux pour la personne du roi et avantageux à la France, mais que pour l'intérêt direct de la Prusse, une bataille gagnée aux bords du Scamandre ou la prise de Peckin seraient des diversions égales. Le roi ajouta que les Français occupaient à peine six mille Autrichiens en Flandre, et que le péril où il se trouvait ne lui permettait pas de se contenter de belles paroles, et l'obligeait à demander instamment des effets plus réels. La comparaison du Scamandre et de Peckin déplurent au roi très chrétien; son humeur perça dans la lettre par laquelle il répondit au roi de Prusse; celui-ci se piqua à son tour du ton de hauteur et de froideur qui caractérisait cette réponse.

Pendant ces altercations, nuisibles à l'union qui doit régner entre des alliés, les Autrichiens étaient à la veille de commencer leurs opérations de campagne. Leur armée, composée des troupes de la reine et de celles de Saxe, s'approchait insensiblement des frontières de la Silésie. Les Autrichiens étaient venus de Kœnigsgrætz et des environs de Jaromirtz, les Saxons de de Buntzlau et de Kœnigshoff; ils se joignirent à Trautenau, d'où ils avancèrent à Schatzlar. Ils ne devaient guère s'arrêter en chemin; on pouvait calculer leurs mouvemens à peu de chose près; il était donc temps d'avertir à Landshut le général Winterfeld de se retirer à l'approche de l'ennemi, en se repliant sur le corps de Du Moulin, et de continuer ensuite leur retraite jusqu'à Schweidnitz, en semant le plus adroitement qu'ils pourraient le bruit des préparatifs qu'on faisait pour abandonner le pied des montagnes et pour se mettre sous le canon de Breslau. Le

double espion dont nous avons parlé d'avance, recueillit avidement ces bruits, et se hâta de confirmer lui-même au prince de Lorraine la retraite des Prussiens qu'il lui avait annoncée quelque temps auparavant. Les ruses servent souvent mieux à la guerre que la force; il ne faut pas les prodiguer, de peur qu'elles ne perdent leur mérite, mais en réserver l'usage pour les occasions importantes; lorsque les nouvelles qu'on fait parvenir à l'ennemi flattent ses passions, on est presque sûr de l'entraîner dans le piége qu'on lui prépare. Comme Winterfeld et Du Moulin avaient une marche d'avance sur l'ennemi, ils se replièrent sur Schweidnitz, sans avoir souffert dans cette marche. L'armée du roi quitta Frankenstein et occupa le 29 mai le camp de Reichenbach, d'où elle n'avait qu'nne petite marche jusqu'à Schweidnitz; elle dépassa cette forteresse le 1er juin; les corps de Du Moulin et de Winterfeld firent son avant-garde et occupèrent la hauteur de Striegau en deça du Strigauer-Wasser. M. de Nassau avec son corps garnit le Nonnen-Busch et l'armée campa dans la plaine qui est entre Jauernick et Schweidnitz, de sorte qu'un terrain de deux milles qui sépare Striegau de Schweidnitz, était occupé par une ligne presque continue de troupes prussiennes; cette position mettait le roi à portée de se procurer les plus grands avantages.

Le général Wallis, qui commandait l'avant-garde des ennemis, et Nadasti furent les premiers qui se présentèrent sur les hauteurs de Fribourg. Le prince de Lorraine avait pénétré en Silésie par Landshut; de là il avait poursuivi sa marche sur Reichenau, d'où il se transporta à Hohen-Hennersdorff. Il pouvait de ce camp descendre dans la plaine par quatre chemins, savoir Fribourg, Hohen-Friedberg, Schweinahaus et Cauder. Le roi fut reconnaître ces environs, pour examiner les lieux et le terrain où il pourrait placer son armée; il employa trois jours à faire préparer les chemins, afin qu'aucun empêchement n'arrêtât ses troupes, et qu'elles pussent voler à l'ennemi, lorsqu'il paraîtrait dans la plaine; c'était ôter au hasard tout ce que la prudence lui pouvait dérober. Le 2 juin, les généraux autrichiens et saxons tinrent conseil de guerre auprès du gibet de Hohen-Friedberg. Quoiqu'ils eussent de cette hauteur la vue sur toute la plaine, ils n'aperçurent que de petits corps de l'armée prussienne. La partie la plus considérable était couverte par le Nonnen-Busch et par des ravins, derrière lesquels on s'était placé exprès pour tenir l'ennemi dans l'ignorance des forces prussiennes, et pour le confirmer dans l'opinion où il était qu'il entrait dans un pays où il ne trouverait aucune résistance. Le prince de Lorraine choisit le village de Langenoels pour s'y camper le lendemain. Wenzel Wallis eut ordre de s'emparer en même temps du magasin de Schweidnitz avec son avant-garde; de là il devait poursuivre les Prussiens à Breslau. Le duc de Weissenfels avec ses Saxons devait prendre Striegau et de là se porter sur Glogau, pour en faire le siége.

Le prince de Lorraine avait oublié dans son projet qu'il aurait à combattre une armée de soixante et dix mille hommes, bien résolus à ne lui pas abandonner un pouce de terrain sans l'avoir défendu jusqu'à l'extrémité. Ainsi, les desseins des Autrichiens et des Prussiens se croisaient, comme des vents contraires qui assemblent des nuages dont le choc produit la foudre et le tonnerre. Le roi visitait

tous les jours ses postes avancés; il était le 2 sur une hauteur devant le camp de Du Moulin, d'où l'on découvrait toute la campagne, les hauteurs de Furstenstein et même un bout du camp autrichien près de Reichenau. Le roi s'y était arrêté assez long-temps, lorsqu'il vit une nuée de poussière qui s'élevait dans les montagnes, qui avançait et descendait dans la plaine et qui allait en serpentant de Cauder à Fegebeutel et Ronstock; la poussière tomba ensuite, et l'on aperçut distinctement l'armée des Autrichiens qui était sortie des montagnes sur huit grandes colonnes; leur droite s'appuyait au ruisseau de Striegau, et tirait de là vers Ronstock et Hausdorff; les Saxons, qui faisaient la gauche, s'étendaient jusqu'à Pilgrimsheim. M. Du Moulin reçut aussitôt ordre de lever le camp à huit heures du soir, de passer le ruisseau de Striegau et de se poster sur un rocher devant la ville, où il y a une carrière de topaze et qui en a pris son nom. L'armée se mit en mouvement le soir à huit heures, filant sur la droite en deux lignes et observant le plus grand silence; il était même défendu au soldat de fumer. La tête des troupes arriva à minuit auprès des ponts de Striegau, où l'on attendit que tous les corps fussent bien serrés ensemble. Le 4 juin, à deux heures du matin, le roi rassembla les principaux officiers de l'armée, pour leur donner la disposition du combat; nous l'omettrions, si tout ce qui a rapport à une bataille décisive n'acquérait de l'importance. Voici cette disposition. « L'armée se » mettra incessamment en marche par » la droite sur deux lignes; elle passera » le ruisseau de Striegau; la cavalerie » se mettra en bataille vis-à-vis de la » gauche de l'ennemi du côté de Pil- » grimsheim; le corps de Du Moulin » couvrira sa droite; la droite de l'in- » fanterie se formera à la gauche de la » cavalerie vis-à-vis des bosquets de » Ronstock; la cavalerie de la gauche » s'appuyera au ruisseau de Striegau, » gardant au loin à dos la ville de ce » nom; dix escadrons de dragons et » vingt de hussards qui composent la » réserve, se posteront derrière le cen- » tre de la seconde ligne, pour être » employés où il sera besoin; derrière » chaque aile de cavalerie un régiment » de hussards se formera en troisième » ligne, pour garantir le dos et le flanc » de la cavalerie, si le terrain va en » s'élargissant, ou pour servir à la » poursuite; la cavalerie chargera im- » pétueusement l'ennemi l'épée à la » main; elle ne fera point de prison- » niers dans la chaleur de l'action; elle » portera ses coups au visage; après » avoir renversé et dispersé la cavalerie » contre laquelle elle aura choqué, elle » retournera sur l'infanterie ennemie » et la prendra en flanc ou à dos, selon » que l'occasion s'en présentera; l'in- » fanterie prussienne marchera à » grands pas à l'ennemi : pour peu que » les circonstances le permettent, elle » fondra sur lui avec la baïonnette; » s'il faut charger, elle ne tirera qu'à » cent cinquante pas; si les généraux » trouvent quelque village sur les ailes » ou devant le front de l'ennemi qu'il » n'ait pas garni, ils l'occuperont et » le borderont extérieurement d'in- » fanterie, pour s'en servir, si les cir- » constances le permettent, à prendre » l'ennemi en flanc; mais ils ne place- » ront de troupes ni dans les maisons » ni dans des jardins, pour que rien ne » les gêne, et ne les empêche de » poursuivre ceux qu'ils auront vain- » cus. » Dès que chacun fut de retour à son poste, l'armée s'ébranla. A peine la tête commençait-elle à passer le

ruisseau, que M. Du Moulin fit avertir qu'ayant apperçu de l'infanterie ennemie vis-à-vis de lui sur une éminence, il avait corrigé sa position ; qu'il avait pris par sa droite, pour se former sur une hauteur opposée à l'autre et par laquelle il débordait même la gauche de l'ennemi. C'était des Saxons qu'il voyait, qui, ayant eu ordre de prendre la ville de Striegau, furent fort étonnés de trouver des Prussiens devant eux. Le roi se hâta d'établir une batterie de six pièces de vingt-quatre sur ce mont Topaze, laquelle fut très utile par la grande confusion qu'elle mit dans les ennemis. Les Saxons venaient avec tous leurs corps pour soutenir l'avant-garde qui devait prendre Striegau ; ils reçurent cette canonade, à laquelle ils ne s'attendaient pas; en même temps l'aîle droite de la cavalerie prussienne se forma sous cette batterie, les gardes du corps joignant le corps de Du Moulin, et la gauche de l'aile aboutissant à ces bouquets du bois de Ronstock. Les prussiens, après deux charges consécutives, culbutèrent la cavalerie saxonne, qui s'enfuit à vau de route, et les gardes du corps taillèrent en pièces les deux bataillons d'infanterie qui s'étaient présentés au commencement de l'affaire devant M. Du Moulin. Alors les grenadiers prussiens et le régiment d'Anhalt attaquèrent l'infanterie saxonne dans ces bouquets de bois où elle commençait à se former ; ils les poussèrent et les délogèrent d'une digue où ils voulaient se réformer ; de là ils traversèrent un étang pour attaquer la seconde ligne sur un terrain marécageux : ce combat, plus meurtrier que le premier, fut terminé aussi vite : les Saxons furent encore obligés de s'enfuir ; leurs généraux rallièrent quelques bataillons en forme de triangle sur une hauteur, pour couvrir leur retraite ; mais la cavalerie prussienne de la droite, déjà victorieuse, se présenta sur leur flanc, en même temps que l'infanterie prussienne déboucha du bois ponr les assaillir. M. de Kalckstein vint encore avec quelques troupes de la seconde ligne, qui débordait de beaucoup les Saxons ; ils virent l'extrémité où ils étaient, n'attendirent pas l'attaque, mais prirent bientôt la fuite. Les Saxons furent ainsi totalement battus, avant que la gauche de l'armée fut entièrement formée. Il se passa plus d'un quart d'heure avant que cette gauche s'engageât avec les Autrichiens.

L'on avait averti le prince de Lorraine à Hausdorf, où il avait son quartier, du feu de canon et des petites armes qu'on entendait ; il crut bonnement que c'était les Saxons qui attaquaient Striegau et n'en tint aucun compte ; on lui dit enfin que les Saxons étaient en fuite et que tous les champs en étaient parsemés ; sur quoi il s'habilla à la hâte et ordonna à l'armée d'avancer. Les Autrichiens marchaient donc à pas comptés dans la plaine entre le ruisseau de Striegau et les bosquets de Ronstock, qui n'est coupée que par des fossés qui séparent les possessions des paysans. Dès que le margrave Charles et le prince de Prusse furent à portée des ennemis, ils les chargèrent si vivement qu'ils plièrent. Les grenadiers des Autrichiens se servirent avec intelligence de ces fossés dont nous avons fait mention, et ils auraient pu mettre de la règle dans leur retraite, si le régiment des gardes ne les eût chassés deux fois à coups de baïonnette. Le régiment de Hacke, celui de Bévern et tous ceux qui furent au feu, se distinguèrent par des actions de valeur. Comme il n'y avait plus d'ennemis devant la droite, le roi fit faire un quart

de conversion pour se porter sur le flanc gauche, derrière les Autrichiens; cette droite brossa dans les bois, dans les marais de Ronstock, et lorsqu'elle en sortit pour attaquer l'ennemi, la gauche des Prussiens avait déjà gagné un terrain considérable. La cavalerie de cette gauche avait essuyé un contretemps : à peine Kiau avec sa brigade de dix escadrons avait-il passé le ruisseau de Striegau, que le pont se rompit. Kiau prit le parti d'attaquer la cavalerie ennemie avec la sienne, le général de Ziethen le joignit avec la réserve, culbuta devant lui tout ce qui voulut lui résister, et donna à M. de Nassau, qui commandait cette gauche, le temps de la faire passer à gué. Dès que M. de Nassau eut formé son aile, il donna sur ce qui se trouvait encore de cavalerie ennemie devant lui et la mit en déroute. le général Polentz contribua beaucoup à ce succès; il s'était glissé avec son infanterie dans le village de Fegebeutel, d'où il enfilait la cavalerie autrichienne; quelques décharges qu'elle reçut en flanc, la mit en confusion et prépara sa défaite. M. de Gesler, qui commandait la seconde ligne, voyant qu'il n'y avait là aucun laurier à cueillir, se tourna vers l'infanterie prussienne, et trouvant les Autrichiens en confusion, il fit ouvrir l'infanterie pour y passer, puis se formant sur trois colonnes, il fondit sur les Autrichiens avec une vivacité incroyable, les dragons en massacrèrent un grand nombre; ils firent prisonniers vingt et un bataillons des régimens de Marchal, Graun, Tungen, Traun, Colowrat, Wurmbrand et d'un régiment encore dont le nom nous manque : il y en eut beaucoup de tués; cependant on fit quatre mille prisonniers et l'on s'empara de soixante-six drapeaux. Un fait aussi rare, aussi glorieux mérite d'être écrit en lettres d'or dans les fastes prussiens. Un général de Schwérin (cousin de celui de Jægerndorff) et une infinité d'officiers que leur grand nombre nous empêche d'indiquer, y acquirent un nom immortel. Cette belle action se fit en même temps que la droite des Prussiens se portait sur le flanc du prince de Lorraine; ce qui rendit le désordre de ses troupes complet : tout se débanda et s'enfuit dans la plus grande confusion vers les montagnes. Les Saxons se retirèrent par Seyffersdorf; le corps de bataille des Autrichiens se sauva par Kauder et leur aile par Hohenfriedberg, où heureusement Wallis et Nadasti étaient venus pour couvrir leur retraite : les Prussiens les poursuivirent jusque sur les hauteurs de Kauder, où ils s'arrêtèrent pour prendre quelque repos. Les trophées que les Prussiens remportèrent en cette journée furent, en fait de prisonniers : quatre généraux, deux cents officiers et sept mille hommes : en fait de drapeaux, timbales, canons, etc., soixante-seize drapeaux, sept étendards, huit paires de timbales et soixante canons. Le champ de bataille était jonché de morts; les ennemis y perdirent quatre mille hommes, parmi lesquels il y avait quelques officiers de marque. La perte de l'armée prussienne en morts et blessés allait à peine à dix-huit cents hommes. Quelques officiers qui devinrent dans cette journée les victimes de la patrie, en méritèrent les regrets; de ce nombre furent le général Truchses, les colonels Massow, Schwérin et During.

Ce fut là la troisième bataille qui se donna pour décider à qui appartiendrait la Silésie, et ce ne fut pas la dernière. Quand les souverains jouent des provinces, les hommes sont les jetons qui les payent. La ruse prépara cette

action et la valeur l'exécuta. Si le prince de Lorraine n'avait pas été trompé par ses espions, qui l'étaient eux-mêmes, il n'aurait jamais donné aussi grossièrement dans le piége qui lui était préparé; ce qui confirme la maxime, de ne jamais s'écarter des principes que l'art de la guerre prescrit, et de la circonspection qui doit obliger tout général qui commande à suivre inviolablement les règles que la sûreté exige pour l'exécution de ses projets. Lors même que tout semble favoriser les projets que l'on médite, le plus sûr est toujours de ne pas assez mépriser son ennemi pour le croire incapable de résistance. Le hasard conserve toujours ses droits. Dans cette action même un quiproquo pensa devenir funeste aux Prussiens. Au commencement du combat le roi tira dix bataillons de sa seconde ligne sous les ordres du lieutenant-général de Kalckstein, pour renforcer le corps de Du Moulin, et il envoya un de ses aides de camp pour avertir le margrave Charles de prendre le commandement de la seconde ligne d'infanterie pendant l'absence de M. de Kalckstein. Cet officier peu intelligent dit au margrave de renforcer la seconde ligne de sa brigade qui était à l'extrémité de la gauche. Le roi s'aperçut à temps de cette bévue, il la redressa avec promptitude. Si le prince de Lorraine avait profité de ce faux mouvement, il aurait pu prendre en flanc la gauche des Prussiens, qui n'était pas encore appuyée au ruisseau de Striegau. Tant le sort des États et la réputation des généraux tiennent à peu de chose. Un seul instant décide de la fortune. Mais il faut avouer, vu la valeur des troupes qui combattirent à Friedberg, que l'État ne courait aucun risque; il n'y eut aucun corps de repoussé : sur soixante-quatre bataillons, vingt-sept seulement furent au feu et remportèrent la victoire. Le monde ne repose pas plus sûrement sur les épaules d'Atlas, que la Prusse sur une telle armée.

Il ne doit pas paraître surprenant que l'on ne poursuivit pas les Autrichiens avec plus d'ardeur. La nuit du 3 au 4 avait été employée à marcher à l'ennemi. La bataille, quoique courte, avait été une suite d'efforts continuels; les munitions de guerre étaient épuisées; les équipages et les munitions de bouche étaient à Schweidnitz : il fallait les conduire à l'armée. L'arrière-garde du prince de Lorraine était composée des corps de Wallis et de Nadasti qui n'avaient point combattu; ils occupaient les hauteurs de Hohen-Friedberg, dont il aurait été téméraire de vouloir les déloger : les Prussiens occupaient la hauteur de Kauder; mais celle de Hohen-Friedberg était à leur gauche; il ne fallait donc pas perdre par une fougue imprudente ce qu'on avait gagné par la sagesse. Le lendemain MM. Du Moulin et Winterfeld furent détachés à la poursuite de l'ennemi; ils atteignirent le prince de Lorraine auprès de Landshut. Ce prince ne les attendit pas; il leva son camp à leur approche et chargea Nadasti de couvrir sa retraite. Winterfeld attaqua ce dernier, le mit en fuite et le poursuivit jusqu'aux frontières de la Bohême, après lui avoir tué deux cents hommes et fait cent trente prisonniers. M. Du Moulin occupa le camp même que les Autrichiens venaient d'abandonner. Après cette victoire le roi rappela Cagnoni, son ministre de Dresde. Bulau, accrédité à Berlin de la part du roi de Pologne, fut obligé d'en partir, ainsi qu'un résident de Saxe. Le roi déclara qu'il regardait l'invasion des Saxons en Silésie comme une rupture ouverte.

L'armée suivit le 6 le corps de Du moulin et se porta sur Landshut. Lorsque le roi y arriva, il fut entouré d'une troupe de deux mille paysans, qui lui demandèrent la permission d'égorger tout ce qui était catholique dans cette contrée. Cette animosité venait de la dureté des persécutions que les protestans avaient souffertes de la part des curés dans le temps de la domination autrichienne, où l'on avait ôté les églises aux luthériens pour les donner à des prêtres catholiques. Le roi était bien éloigné de leur accorder une permission aussi barbare. Il leur dit qu'ils devaient plutôt se conformer aux préceptes de l'Écriture, bénir ceux qui les offensaient, prier Dieu pour ceux qui les persécutaient, afin d'hériter du royaume des cieux. Les paysans lui répondirent qu'il avait raison et se désistèrent de leur cruelle prétention. L'avant-garde avança jusqu'à Starckstadt, où elle apprit que les ennemis avaient quitté Trautenau et qu'ils défilaient à Jaromirtz; sur cela elle se posta à Scalitz. L'armée prit le chemin de Friedland et de Nachod, ce qui était plus commode pour les subsistances; après quoi elle déboucha des montagnes et se déploya le long de la Métau, petit ruisseau dont les bords sont escarpés; il vient de Neustadt et va se jeter dans l'Elbe auprès de Plefs. Le camp des Autrichiens était derrière l'Elbe entre Schmirgitz et Jaromirtz. Nadasti, dont le corps était environ de six mille hommes, fit mine de disputer à l'avant-garde prussienne le passage de la Métau, mais M. de Lehwald chassa les Hongrois sans effusion de sang, passa le ruisseau et campa à un quart de mille à l'autre bord. Le lendemain l'avant-garde fut renforcée de onze bataillons et se porta à Caravalhota, d'où le roi, se mettant à sa tête, poussa jusqu'à Kœnigsgrætz et occupa le terrain entre Rufeck qui est vers l'Elbe et Divetz qui est sur l'Adler; ce ruisseau-ci vient des montagnes de Glatz et se jette dans l'Elbe auprès de Kœnigsgrætz. L'armée, sous le commandement du prince Léopold, campa à un quart de mille derrière l'avant-garde. Ces mouvemens obligèrent le prince de Lorraine à s'approcher de Kœnigsgrætz. Il se posta sur une hauteur au confluent de l'Adler et de l'Elbe vis-à-vis des Prussiens; il avait appuyé sa droite à un marais, sa gauche se recourbait vers Pardubitz et à dos il avait une forêt de deux milles qui s'étend vers Holitsch : ce prince avait établi, moyennant trois ponts sur l'Adler, sa communication avec Kœnigsgrætz, où il tenait un détachement de huit cents hommes; il fit élever une redoute devant la ville sur une petite hauteur qui en défendait l'approche aux Prussiens. Sa position était inattaquable; le roi se borna à garnir d'infanterie les villes de Jaromirtz et de Smirgitz, pour tenir l'Elbe par des détachemens de dragons et de hussards, et pour assurer et protéger ses fourrages. A voir ces deux armées rangées autour de Kœnigsgrætz, on aurait dit que c'était un même corps qui en formait le siége. Cependant l'avant-garde et le corps de bataille des Prussiens étaient si avantageusement placés, qu'il aurait été impossible à l'ennemi de les entamer. On aurait pu tenter quelque entreprise sur Kœnigsgrætz; il aurait été possible de prendre la ville, mais qu'aurait-on gagné? La ville n'avait ni fortifications, ni magasins, et l'on aurait été obligé de l'abandonner tôt ou tard; c'eut été verser du sang inutilement. Ceux qui ne jugeaient que superficiellement des choses, croyaient que dans cette heureuse situation, le roi devait changer le projet de campagne qu'il avait arrêté à

Neisse et que ses vues devaient s'étendre avec sa fortune. Il n'en était pas ainsi cependant. La bataille de Friedberg avait sauvé la Silésie : l'ennemi était battu ; mais il n'était pas détruit : cette bataille n'avait pas applani les montagnes de la Bohême par lesquelles étaient obligés de passer les vivres pour l'armée. On avait perdu en 1744 les caissons des vivres; les subsistances ne pouvaient donc arriver au camp que sur des chariots de paysans de la Silésie. Depuis le départ du margrave de la haute Silésie, les Hongrois avaient surpris la forteresse de Cosel, et ils étendaient leurs courses jusqu'au voisinage de Schweidniz et de Breslau ; ils allaient se porter sur les derrières de l'armée et en intercepter les subsistances ; d'ailleurs le roi ne pouvait s'éloigner que de dix ou quinze milles de Schweidnitz, d'où il ne recevait des vivres que de cinq en cinq jours. S'il avait voulu transporter le théâtre de la guerre en Saxe, il aurait abandonné la Silésie à la discrétion des Autrichiens. Tant de considérations importantes firent que ce prince resta ferme dans son premier projet, c'est-à-dire d'affamer les frontières de la Bohême, pour empêcher l'ennemi d'y pouvoir hiverner.

Les Français firent encore quelques tentatives auprès du roi de Pologne, lui présentant toujours comme une amorce la couronne impériale, à laquelle il avait renoncé pour long-temps. La seule négociation qui convînt alors aux Prussiens, c'était celle avec l'Angleterre ; parce que cette puissance seule pouvait ménager la paix avec la reine de Hongrie. Le roi d'Angleterre était alors à Hanovre ; il avait mené lord Harrington avec lui. Le jeune comte de Podewils, qui était ministre à la Haye, reçut ordre de se rendre à Hanovre pour sonder le terrain et reconnaître dans quelles dispositions étaient lord Harrington et la cour.

Pour ce qui regardait les opérations de la guerre, il fut résolu de se soutenir le plus long-temps possible en Bohême, de choisir avec soin les meilleurs camps qu'on pourrait trouver, d'exposer d'autant moins les troupes que M. de Nassau allait être détaché pour la haute Silésie afin de reprendre Cosel, d'affecter en toutes les occasions les démonstrations d'une guerre offensive, pour en imposer à l'ennemi, et de lui cacher le véritable dessein que l'on avait de ne rien donner au hasard. M. de Nassau partit le 25 juin avec douze mille hommes ; il passa par Glatz et Reichenstein, et rejeta d'abord les Hongrois sur Neustadt, dont il les délogea avec perte de leur côté ; il s'avança ensuite jusqu'à Cosel et fit les préparatifs du siége. Cette place avait été prise par la perfidie d'un officier de la garnison qui déserta : ce traître apprit aux ennemis que le fossé n'était pas perfectionné et qu'il était guéable à l'angle d'un bastion qu'il leur indiqua. Avec deux mille pandours il passa le fossé, escalada le bastion et la place, dont Foris était commandant ; il y eut quelque monde de massacré ; le reste, au nombre de trois cent cinquante hommes, fut fait prisonnier ; cela arriva deux jours après que le margrave eut évacué la haute Silésie.

Pendant que M. de Nassau était ainsi occupé dans la haute Silésie, le roi mettait tous ses soins à faire subsister les troupes. Pour cet effet il détacha sa grosse cavalerie vers Opotschna, qui était à un demi-mille à la gauche des deux corps de l'armée prussienne ; toutes les nuits cette cavalerie donnait l'allarme au prince de Lorraine, pour éprouver sa contenance, souvent assez mauvaise, et pour le confirmer dans

l'opinion que le roi méditait quelque grand dessein, qu'il exécuterait à l'improviste. Les Autrichiens furent entretenus dans ces inquiétudes pendant quatre semaines. Le roi avait sur sa gauche un détachement à Hohenbruch, et par la jalousie que ce camp donnait aux ennemis, ils craignaient d'être attaqués par derrière. Réellement les prussiens pouvaient se porter sur Reichenau et sur Hohenmath; le prince de Lorraine se serait vu contraint de couvrir la Moravie, d'où il tirait ses vivres. Ses magasins étaient établis en échelons ; le plus voisin était celui de Pardubitz, derrière celui-là venait celui de Chrudim, et plus vers la Moravie celui de Teuschbrod. Si cette marche se fût exécutée, elle dérangeait toute l'économie des Autrichiens; elle mettait l'armée du roi en état de tirer ses farines de Glatz, au lieu de les faire venir de Schweidnitz, ce qui était égal. Si le roi préférait agir vers sa droite, il pouvait passer l'Elbe non loin de Smirgitz et prendre le camp de Clumetz, qui était bon et très avantageux; il avait derrière lui de grandes plaines, qui fournissaient des fourrages en abondance; de là il donnait de la jalousie aux Autrichiens sur Pardubitz, et coupait, en quelque façon, la communication des Saxons avec la Lusace. Ce dernier parti fut préféré au premier, surtout à cause des Saxons, le roi ayant eu vent que le comte de *** méditait quelque dessein sur la marche électorale. Pour mieux cacher ses vues à l'ennemi, le roi détacha M. de Winterfeld avec trois mille hommes pour le camp de Reichenau, en même temps que l'armée fit un mouvement sur sa droite pour passer l'Elbe non loin de Jaromirtz, où tous ses détachemens la rejoignirent. La grande armée appuya sa droite sur un bois, où l'on pratiqua un abatis; sa gauche s'appuyait à l'Elbe auprès du village de Néchanitz, ayant l'avantage des hauteurs et du glacis d'un bout du camp à l'autre. M. Du Moulin repassa la Métau avec six bataillons et dix escadrons, et se posta à Skalitz, pour assurer la communication des vivres entre Jaromirtz et Neustadt, où il y avait un bataillon en garnison. Peut-être le premier projet dont nous avons parlé aurait-il été meilleur que celui qu'on exécuta. On a su depuis que le duc de Weissenfels n'aurait pas suivi le duc de Lorraine vers les frontières de la Moravie. De Reichenau à Glatz il n'y a que cinq milles, au lieu qu'il y en avait dix de Clum à Schweidnitz, ce qui rendait le transport des vivres plus difficile; mais les hommes font des fautes, et celui qui en fait le moins, a des avantages sur ceux qui en font plus que lui. Tout le temps que l'armée séjourna à Clum ne fut employé qu'à des fourrages de la part des deux armées, et à pousser de part et d'autre des partis pour les empêcher. De tous les officiers autrichiens il n'y eut que le seul colonel Derchofi qui se signalât à la petite guerre; il fit quelques prises, que M. de Fouquet vengea par les partis qu'il envoyait de Glatz sur les derrières de l'armée autrichienne, et qui les désolaient par de fréquentes prises qu'ils faisaient sur eux. Il y avait un poste détaché à Schmirsitz, qui mit un nouveau stratagème en usage pour intimider les Hongrois qui venaient tirer sur une redoute et sur une sentinelle placée près du pont de l'Elbe; c'est une plaisanterie qui délassera le lecteur de la gravité des matières qu'il a sous les yeux. Quelques sentinelles ayant été blessées par des pandours, les grenadiers de Kalckstein s'avisèrent de faire un mannequin, de l'habiller en grena-

dier et de le placer à l'endroit où était la sentinelle ; ils faisaient mouvoir cette poupée avec des cordes, de sorte qu'à une certaine distance on la prenait pour un homme ; ils s'embusquèrent en même temps dans des broussailles voisines. Les pandours arrivent et tirent ; le mannequin tombe, les voilà qui veulent se jeter dessus ; aussitôt part un feu très vif des broussailles, les grenadiers fondent sur eux et font prisonniers tous ceux qu'ils avaient blessés : depuis ce temps-là ce poste fut tranquille.

Mais revenons à des objets plus importans. Depuis la bataille de Friedberg, le prince de Lorraine n'avait cessé d'importuner la cour pour qu'elle le renforçât. On lui envoya alors huit régimens, tirés en partie de la Bavière, de l'armée du Rhin et de la garnison de Fribourg, dont l'échange venait de se faire avec les Français ; mais en même temps que ces secours arrivèrent, le duc de Weissenfels le quitta, ne lui laissant que six mille Saxons, au lieu de vingt-quatre mille qu'il avait. Voici la raison de cette retraite : le roi avait été informé que le roi de Pologne était en négociation avec les Bavarois, pour prendre, moyennant des subsides, six mille hommes de ses troupes à son service. Ces troupes auraient pu faire une fâcheuse diversion dans le Brandebourg. Les voies d'accommodement étaient fermées en Saxe ; la seule façon de contenir cette cour était celle de l'intimider. Pour cet effet le prince d'Anhalt rassembla ses troupes auprès de Halle ; il fut renforcé par quatre régimens d'infanterie et trois de cavalerie, que M. de Gessler lui mena de Bohême. Les Saxons pouvaient s'attendre que le prince d'Anhalt agirait offensivement contre eux ; ce corps était assez fort pour les subjuguer. Un manifeste parut en même temps, dans lequel on déclarait que le roi ayant devant lui l'exemple de la reine de Hongrie, qui avait traité en ennemis les alliés et les troupes auxiliaires du défunt empereur, savoir les Hessois, les Palatins et les Prussiens, que le roi, dis-je, se croyait autorisé à traiter également en ennemis les Saxons, auxiliaires de la reine de Hongrie, et à leur faire éprouver tout le mal qu'ils avaient fait ou médité de faire aux États du roi. Le prince d'Anhalt avait déjà le bras levé ; il allait frapper, lorsque la signature de la convention de Hanovre suspendit le coup qu'il allait porter.

Il faut se souvenir que les Français n'avaient accompli aucun des articles du traité de Versailles ; qu'ils refusaient tout secours aux Prussiens ; que la retraite du prince de Conti abandonnant le trône impérial au premier occupant, les Français rompaient tous les liens qui les unissaient aux princes d'Allemagne. Il faut joindre à ces raisons une raison plus forte encore, l'épuisement total des finances. Ces motifs portèrent le roi à négocier la paix ; la convention de Hanovre avait pour base la paix de Breslau, et le roi Georges s'engageait, de plus, d'en procurer la garantie de la part de toutes les puissances de l'Europe à la paix générale. Le roi promettait, de son côté, de reconnaître empereur le grand-duc de Toscane. Georges, après avoir été long-temps ballotté entre ses ministres de Hanovre et lord Harrington, signa ce traité le 22 septembre. Il paraissait alors que la pacification de l'empire suivrait immédiatement la convention de Hanovre ; mais il ne suffisait pas d'avoir calmé les passions du roi d'Angleterre ; il y avait des ennemis plus irréconciliables qui voulaient abattre

la puissance naissante des Prussiens. *** à Dresde, et Bartenstein à Vienne jugeaient que le moment en était venu, et ils voulaient profiter des circonstances qu'ils croyaient leur être favorables. La couronne impériale rehaussait la fierté de la cour de Vienne, et le désir de partager les dépouilles d'un ennemi donnait de la fermeté à celle de Dresde.

Il sera peut-être nécessaire, pour l'intelligence des faits, de rapporter de quelle manière la dignité impériale retourna à la nouvelle maison d'Autriche. Depuis la paix de Fussen, le comte de Ségur avait pris le chemin du Necker, pour se joindre au prince de Conti. M. de Bathyani le suivit et traversa l'empire, afin de se joindre au corps du duc d'Aremberg, qui avait son quartier à Weilbourg. La France aurait dû, dans ce moment, faire les derniers efforts pour empêcher cette jonction; mais elle n'agissait pas. Le prétexte de la guerre était d'empêcher que la dignité impériale ne rentrât dans la nouvelle maison d'Autriche. La France devait donc rassembler des forces aux environs de Francfort, ce qui l'aurait rendue maîtresse de l'élection; il fallait autoriser le prince de Conti à chasser le duc d'Aremberg du voisinage de cette ville, et empêcher surtout sa jonction avec M. de Bathyani, qui donnait une supériorité marquée aux Autrichiens sur les Français. Louis XV et le prince de Conti avaient souvent assuré le roi, dans leurs lettres, qu'au risque d'une bataille ils s'opposeraient à l'élection du grand-duc; c'étaient de belles paroles. La bataille ne se donna point. Le prince de Conti fut obligé de détacher quinze mille hommes pour la Flandre. Le comte de Traun eut le commandement de l'armée de l'empire. Il détacha Bærenklau, et lui fit passer le Rhin à Biberich. Le prince de Conti en prit l'alarme; il fit sauter son pont d'Aschaffenbourg, rompre celui de Hœchst, et se retira à Gerau sur le Rhin. Le grand-duc se rendit en personne à son armée. Traun passa le Mein. Bærenklau défit quelques compagnies franches du prince de Conti auprès d'Oppenheim. Sur cela les Français n'y tinrent plus. Le prince de Conti repassa le Rhin à Germersheim et à Rheinturkeim. Son équipage fut pris par les ennemis, qui l'inquiètèrent fort dans sa retraite; il campa à Worms, derrière le ruisseau d'Osthofen, se retira de là à Mauterstadt, où il finit une campagne peu glorieuse pour les armes françaises.

La retraite du prince de Conti fut le signal qui fit éclater l'esprit de vertige des princes de l'empire et leur attachement pour la maison d'Autriche. On s'étonne avec raison, en considérant la hauteur et le despotisme avec lesquels cette maison avait gouverné l'Allemagne, qu'il se trouvât des esclaves assez vils pour se soumettre au joug qu'elle leur imposait; et cependant le grand nombre était dans ces sentimens. Le roi d'Angleterre avait à sa disposition tout le collége électoral; il était maître de la diète de l'empire. L'électeur de Mayence devait sa fortune à la maison d'Autriche, et n'était que l'organe de ses volontés. C'est un ancien usage que le doyen du collége électoral invite les électeurs à la diète d'élection. Après la mort de Charles VII, l'électeur de Mayence s'acquitta de ce devoir et fixa l'ouverture de la diète au 1er juin. Le baron d'Erthal, chargé de cette ambassade, se rendit à Prague et fit la même invitation au royaume de Bohême qu'aux autres électeurs, ce qui était contraire aux décisions de la dernière

diète, qui portaient qu'on laisserait dormir la voix de Bohême. On avait craint au commencement de l'année 1745, tant à Vienne qu'à Hanovre, que l'armée du prince de Conti n'empêchât à Francfort les partisans du grand-duc de Toscane de lui donner leurs voix, et l'on avait jeté les yeux sur la ville d'Erfurt pour y assembler la diète; cela aussi était contraire aux lois fondamentales du corps germanique, surtout à la bulle d'or : la faiblesse des Français sauva cette transgression à la reine de Hongrie. La diète de l'empire s'assembla donc à Francfort le 1er juin. La France donna l'exclusion au grand-duc; mais l'armée du prince de Conti, qui devait appuyer cette déclaration, ayant déjà disparu, c'était de la part des Français un aveu tacite d'impuissance qui leur aliéna le cœur de tous leurs alliés. Les ministres de Brandebourg et de l'électeur palatin remirent un mémoire à la diète, lequel demandait l'examen de trois points : 1° si les ambassadeurs invités par l'électeur de Mayence étaient admissibles à donner leur suffrage? 2° Si leurs cours avaient toute la liberté requise selon la bulle d'or? 3° si quelques-uns ne s'en étaient pas privés eux-mêmes, ou par des promesses, ou par vénalité? Le premier de ces points regardait l'ambassadeur de Bohême, qui ne devait point être admis; le second désignait l'ambassadeur palatin, dont le secrétaire avait été enlevé par les Autrichiens aux portes de Francfort; et presque tout le collége électoral se trouvait dans le troisième cas. Ils finirent en protestant contre l'assemblée de la diète, qui serait censée illégale jusqu'au redressement de ces griefs, et se retirèrent. Comme une fausse démarche en entraîne une autre, la cabale autrichienne passa par-dessus toutes les bienséances; et sans avoir égard à ces protestations, le jour de l'élection fut fixé au 13 septembre. L'ambassadeur brandebourgeois et le palatin se retirèrent à Hanau, en protestant contre cette assemblée illicite et schismatique, dont les résolutions et les opérations devaient être regardées comme nulles.

Le grand-duc fut élu le 13 septembre, au grand contentement du roi d'Angleterre et de la reine de Hongrie. Restait à savoir s'il convenait mieux au roi de reconnaître purement et simplement le nouvel empereur, ou de lui rompre entièrement en visière, en déclarant qu'il ne reconnaissait ni élection ni élu. Ce prince tint un juste milieu entre ces deux partis. Il garda un profond silence, parce que : 1° il ne pouvait mettre la France en action pour renverser ce qui s'était fait à Francfort, et qu'en second lieu reconnaître l'empereur sans nul besoin, c'eut été se priver à la paix du mérite d'une complaisance qu'on pouvait alors faire valoir. La reine de Hongrie jouissait déjà paisiblement à Francfort du spectacle de cette couronne impériale qu'elle avait placée avec tant de peine sur la tête de son époux; elle laissait la représentation à l'empereur, et réservait pour elle l'autorité; elle n'était pas même fâchée qu'on remarquât que le grand-duc était le fantôme de cette dignité et qu'elle en était l'âme. Cette princesse montra trop de hauteur pendant son sejour à Francfort; elle traitait les princes comme ses sujets, elle fut même plus qu'impolie à l'égard du prince Guillaume de Hesse. Elle annonçait ouvertement dans ses discours, qu'elle aimerait mieux perdre son cotillon que la Silésie; elle disait du roi de Prusse, qu'il avait quelques qualités, mais qu'elles étaient ternies par l'inconstance et par l'injustice. Par le

moyen d'émissaires secrets le roi avait fait lâcher à Francfort quelques propos de paix, qui furent tous rejetés. La fermeté de l'impératrice dégénérait quelquefois en opiniâtreté; elle était comme enivrée de la dignité impériale qu'elle venait de remettre dans sa maison. Uniquement occupée de perspectives riantes, elle croyait déroger à sa grandeur en entrant en négociation d'égal à égal avec un prince qu'elle accusait de rébellion. A ce motif de vanité se joignaient des raisons d'État plus solides. Depuis Ferdinand Ier, les principes de la maison d'Autriche tendaient à établir le despotisme en Allemagne: rien n'était donc plus contraire à ce dessein, que de souffrir qu'un électeur acquît trop de puissance; qu'un roi de Prusse, fortifié des dépouilles de l'empereur Charles VI, employant ses forces contre l'ambition autrichienne, soutînt contre elle avec trop de fermeté les libertés du corps germanique.

Voilà les véritables raisons qui empêchèrent la cour de Vienne d'accéder au traité de Hanovre. Le roi de Pologne avait des raisons différentes. Son objet principal était de conserver la couronne de Pologne dans sa maison, et pour s'en assurer d'avantage, il espérait par cette guerre gagner une communication de la Saxe en Pologne par la Silésie; il ambitionnait la possession du duché de Glogau, et plus même, s'il pouvait l'obtenir. ***, qui croyait le roi de Prusse aux abois, ne voulait point de composition. Les espérances bien ou mal fondées de ces deux cours empêchèrent que la convention de Hanovre ne devînt alors une paix entre ces trois puissances belligérantes. Cependant le roi d'Angleterre se flattait, à force d'insister sur la même chose, de ramener enfin l'impératrice et le roi de Pologne à son sentiment; les assurances qu'il en donnait au roi de Prusse, firent suspendre l'expédition de Saxe. Dans ces circonstances d'ailleurs il n'aurait pas été convenable d'embrouiller les affaires plus qu'elles ne l'étaient déjà, et d'entreprendre une nouvelle guerre. Cette modération que le roi mit dans sa conduite, ne pouvait tourner qu'à la confusion de ses ennemis, qui tâchaient, en calomniant ses démarches, d'attirer sur lui la haine des souverains de toute l'Europe.

Mais ces mesures que l'on voulait garder avec la Saxe, n'empêchaient pas de pousser la guerre avec vigueur contre l'impératrice-reine. On se trompe lorsqu'on croit fléchir son ennemi en le ménageant les armes à la main; les victoires seules le forcent à la paix. C'est ce qui fit qu'on pressa les opérations de M. de Nassau. Cosel lui opposa une faible résistance; il ouvrit la tranchée du côté du bas Oder; le feu prit par accident à quelques maisons, ce qui obligea le commandant à se rendre le 6 septembre. M. de Nassau y fit prisonniers trois mille Croates, et ne perdit au siége que quarante-cinq hommes. Ce général, après avoir ravitaillé la ville et y avoir laissé une garnison de douze cents hommes, se porta sur Troppau avec sa petite armée; de là ses partis mirent à contribution quelques cercles de la Moravie; il eut de petites affaires avec les Hongrois, dont il sortit toujours avec avantage et avec gloire.

Mais il est temps de retourner en Bohême, où nous avons laissé l'armée prussienne au camp de Clum et celle des Autrichiens à celui de Kœnigsgrætz. Les ennemis tentèrent deux fois d'emporter de vive force la petite ville de Neustadt, où commandait le major Tauenzien; mais ils furent toujours repoussés par la valeur de ce digne officier. Ce poste était très important,

parce qu'il assurait la communication de la Silésie. Le prince de Lorraine, qui se croyait plus fort par les secours qu'il avait reçus, qu'affaibli par le départ des Saxons, passa l'Adler et s'établit dans le camp que les Prussiens avaient eu entre Kœnigsgrætz et Caravalhota. Les Prussiens firent un mouvement en conséquence; ils mirent l'Elbe devant leur front, leur droite à Schmirsitz et leur gauche à Jaromirtz. M. Du Moulin garda son poste de Skalitz et le général Lehwald occupa la hauteur de Ples au confluent de la Métau dans l'Elbe; de sorte que les Prussiens tenaient ces deux rivières. M. de Valori avait pris un logement dans le faubourg de Jaromirtz; on l'avertit qu'il valait mieux entrer en ville et il n'en voulut rien croire. Un partisan autrichien, nommé Franquini, qui entretenait des intelligences avec l'hôte du marquis, tenta de l'enlever. Il pénétra par des granges et des jardins; mais par méprise il enleva le secrétaire au lieu du ministre. Ce secrétaire, nommé d'Arget, eut l'esprit de déchirer toutes ses lettres; pour sauver son maître il dit qu'il était Valori, et ne détrompa Franquini que lorsqu'il n'était plus temps de prendre le ministre. Par sa position l'armée prussienne était inattaquable. Supposé même que le prince de Lorraine eût voulu tenter le passage de la Métau à l'aide de plusieurs ponts construits sur l'Elbe, le roi pouvait se porter derrière l'ennemi et le couper de Kænigsgrætz. Franquini était le seul qui donnât quelques inquiétudes pour les vivres; il s'était posté dans une forêt nommée vulgairement le royaume de Silva; ce bois communique aux chemins de Braunau, Starckstadt et Trautenau; il tombait de ce repaire sur les convois qui venaient de la Silésie. Chaque convoi avait une petite bataille à livrer; souvent il fallait y envoyer des secours; cela fatiguait les troupes et l'on ne se nourrissait que l'épée à la main.

L'impératrice-reine cependant commençait à s'ennuyer de cette guerre qui ne décidait rien. Pressée par le roi d'Angleterre de faire la paix, elle voulut au moins tenter encore la fortune avant de quitter la partie, et donna au prince de Lorraine l'ordre précis d'agir offensivement, et s'il le pouvait avec avantage, d'engager une affaire générale avec les Prussiens. Pour l'aider dans une entreprise aussi importante, elle lui avait formé une espèce de conseil, composé du duc d'Aremberg et du prince Lobkowitz; elles les envoya tous deux à l'armée, se flattant d'avoir pourvu à tout, et que la fortune qui avait couronné son époux à Francfort, lui gagnerait des batailles en Bohême. On sut bientôt dans le camp prussien que MM. d'Aremberg et de Lobkowitz avaient joint le prince de Lorraine, et l'on devina à peu près les intentions de cette princesse. Le prince Lobkowitz, d'un tempérament violent et impétueux, voulait attaquer et ferrailler sans cesse; il envoyait tous les jours les hussards à la petite guerre, souvent même mal à propos, et s'emportait lorsque Nadasti ou Franquini avaient essuyé quelque échec. Le prince de Lorraine, qui connaissait les Prussiens pour avoir fait trois campagnes contre eux, aurait préféré la guerre de chicane à celle qu'on lui ordonnait de faire; il se serait contenté de disputer les subsistances, de consumer son ennemi à petit feu et d'accumuler beaucoup de petits avantages, qui réunis font l'équivalent des plus grands succès. Pour le duc d'Aremberg, appesanti par l'âge, il était de l'avis du dernier qui opinait. Les deux armées n'é-

taient distantes l'une de l'autre que d'une demi-portée de canon. Le roi, de sa tente, qui était sur une hauteur, voyait tous les jours les généraux ennemis venir reconnaître sa position : on les aurait pris pour des astronomes, car ils observaient les Prussiens avec de grands tubes; ensuite ils délibéraient ensemble; mais ils ne pouvaient rien entreprendre contre un camp qui était trop avantageux et trop fort pour être brusqué. Bientôt les ennemis donnèrent l'alarme au corps du général Lehwald; quinze cents pandours passèrent la Métau pendant la nuit et se retranchèrent sur une hauteur voisine de celle des Prussiens; un essain de troupes légères devait les suivre. M. de de Lehwald ne leur en laissa pas le temps; il marcha à eux à la tête de deux bataillons, les chassa la baïonnette au bout du fusil de leur redoute, leur prit quarante hommes et les fit poursuivre par ses hussards. Le pont de la Métau se rompit pendant leur fuite précipitée et plusieurs se noyèrent. Cette belle action de M. de Lehwald empêcha les Autrichiens d'établir une communication avec Franquini, qui voulait empêcher les convois d'arriver au camp prussien. Le prince de Lobkowitz ne se rebutait pas pour avoir manqué quelques projets; il en formait sans cesse de nouveaux et tenta pour la troisième fois de prendre Neustadt. La ville fut investie le 7 septembre par dix mille hommes; le roi n'en fut informé que le 12. Il envoya incontinent Du Moulin et Winterfeld à son secours. Winterfeld, avec trois cents fantassins du régiment de Schwérin, força le passage d'un bois défendu par deux cents pandours; les Hongrois perdirent deux canons et furent jetés dans une espèce de précipice qu'ils avaient derrière leur front. A l'approche des Prussiens, le siége de Neustadt fut levé; ils repassèrent la Métau et se retirèrent dans leur camp. M. de Tauenzien, renfermé dans une bicoque sans défense, dont la muraille était crevassée en beaucoup d'endroits, avait soutenu cinq jours de tranchée ouverte contre dix mille ennemis qui l'assiégeaient et qui, les deux derniers jours, lui avaient coupé les canaux qui portaient l'eau aux fontaines de la ville : les murailles avaient été battues par dix pièces d'artillerie, qui en avaient fait écrouler un pan considérable. Nous avons vu des places fortifiées par les Vauban et les Cœhorn ne tenir pas aussi long-temps à proportion : ce n'est donc pas toujours la force des ouvrages qui défend les places, mais plutôt la valeur et l'intelligence de l'officier qui y commande. Le poste de Neustadt ne pouvait plus se défendre depuis que l'eau y manquait; mais en l'abandonnant on perdait à l'égard de la sûreté des convois : cependant les fourrages étant tous consommés dans le voisinage, il était à propos de changer de position, et l'on ruina les murailles de cette ville. Le 18 septembre l'armée passa l'Elbe auprès de Jaromirtz et campa à Kowalkowitz, sans que l'ennemi fît le moindre mouvement pour s'y opposer. Il fallut de ce camp détacher le général Polentz avec mille chevaux et trois bataillons, pour couvrir la nouvelle Marche et l'Oder contre un corps de six mille ulans que le roi de Pologne avait levé, et qu'il voulait attirer en Saxe, pour y joindre ses troupes; les autres détachemens rentrèrent dans l'armée et M. Du Moulin en couvrit la gauche.

Il se fit ce jour-là un feu de joie dans l'armée autrichienne, pour célébrer l'élection du grand-duc; le nom d'armée impériale réjouissait les officiers

qui la composaient ; deux jours se passèrent en festins où le vin ne fut pas épargné. Peut-être aurait-ce été le moment d'attaquer ; mais le roi ne voulut point s'écarter de son plan de campagne. Il résolut donc de transporter son camp à Staudentz ; le chemin qui y conduit passe par une vallée bordée de bois et de montagnes qui tiennent à la forêt de Silva. Franquini s'embusqua auprès du village de Liebenthal, sur le chemin où la seconde colonne devait passer. Le prince de Léopold qui la conduisait, détacha quelques bataillons, qui traquèrent le bois, en même temps que que M. de Malachowsky, à la tête de quelques centaines de hussards, grimpant sur ces rochers escarpés, aida l'infanterie à chasser ce partisan de son embuscade : cette action, la plus hardie que la cavalerie puisse entreprendre, combla M. de Malachowsky de gloire. Il eut cependant vingt hommes de tués et quarante de blessés dans cette affaire. L'armée n'entra que sur le tard dans le camp de Staudentz. M. de Lehwald avec son corps occupa Starckstadt et M. Du Moulin se rendit à Trautenau avec son détachement, pour couvrir les convois qui venaient de la Silésie. Les Prussiens embrassaient ainsi toute la chaîne des montagnes qui côtoient les frontières de la Silésie, de Trautenau à Braunau ; cette partie fut radicalement fourragée, et l'ennemi n'aurait pas été en état d'y subsister pendant l'hiver. Cela formait une barrière qui mettait jusqu'au printemps prochain la Silésie à couvert d'incursions. Les fourrages se faisaient toutefois avec bien plus de difficulté que dans les plaines, par la nature du terrain coupé et difficile qui environnait le camp : afin de ne point exposer les troupes à quelque affront, il fallait des convois de trois cents chevaux et de sept à huit mille hommes d'infanterie pour couvrir les fourrageurs ; chaque botte de paille coûtait un combat. Moratz, Trenck, Nadasti, Franquini étaient tous les jours aux champs ; enfin c'était une école pour la petite guerre. De tous les officiers autrichiens, Franquini était celui qui avait la connaissance la plus exacte des chemins qui vont de Bohême en Silésie ; il attaqua avec quatre mille pandours entre Schatzlar et Trautenau un convoi de farine escorté par trois cents fantassins. Le jeune Mœllendorff, aide-de-camp du roi, conduisait ce convoi ; il soutint les efforts des ennemis et s'empara d'un cimetière qui dominait le défilé, d'où il protégea les chariots et se défendit pendant trois heures jusqu'à l'arrivée du secours de Du Moulin, qui le dégagea entièrement. Les ennemis laissèrent quarante morts sur la place : la perte de l'escorte fut légère, à cela près que Franquini détela une trentaine de chariots, dont il emmena les chevaux. Quoique ces petites actions ne soient que des bagatelles, elles font trop d'honneur à la nation et à ceux qui y ont eu part, pour laisser ensevelir dans l'oubli ce qui peut devenir un germe d'émulation pour la postérité. L'ennemi tentait chaque jour de nouvelles entreprises ; ayant la faveur du pays, il savait que le dépôt des vivres et la boulangerie de l'armée étaient établis à Trautenau, et cette connaissance lui suffit pour faire mettre le feu aux quatre coins de cette malheureuse ville ; en trois heures de temps toutes les maisons ne furent plus qu'un monceau de cendres. Comme on avait eu la précaution de placer les tonneaux de farine dans des caves bien voûtées, on ne perdit que quelques chariots de bagages que les flammes consumèrent. Cette action inhumaine retomba sur ses auteurs, et l'impéra-

trice-reine, au lieu d'y gagner, eut en Bohême une ville de plus de ruinée.

Ces tentatives n'étaient que le prélude de ce que la cour de Vienne et ses généraux méditaient depuis longtemps d'exécuter. Le prince de Lorraine voyait que les Prussiens se préparaient à quitter la Bohême; il les suivit et vint camper à Kœnigssaal, pour les observer de plus près. Le camp de Staudentz n'avait pas été établi selon toutes les règles de l'art. Le roi avait affaibli son armée par ses détachemens; il ne lui restait pas assez de troupes pour remplir l'espace qu'il devait garnir. M. de Nassau était dans la haute Silésie, M. de Polentz dans la nouvelle Marche, M. Dn Moulin à Trautenau, lequel, depuis que Franquini avait fait quelques tentatives sur Schatzlar, obligé d'y marcher, fut relevé par M. de Lehwald à Trautenau; il ne restait, après tous ces détachemens, que dix-huit mille hommes dans l'armée que le roi commandait, et qui ne suffisaient pas à occuper tout le terrain que le caprice de la nature avait formé pour une plus nombreuse armée. Ce corps dominait en certains endroits les hauteurs voisines; mais la droite était entièrement dominée par un monticule que la faiblesse de l'armée ne permettait pas d'occuper; cependant on avait placé des gardes de cavalerie et des corps de hussards sur ces hauteurs, pour en être maître en cas de besoin. La cavalerie, à la vérité, ne pouvait guère aller à la découverte au-delà d'un demi-mille, à cause des bois, des défilés et des gorges des montagnes; l'ennemi, en revanche, envoyait tous les jours des partis de quatre à cinq cents chevaux, qui rôdaient autour du camp prussien; ils défilaient, allaient et venaient le long de la forêt de Silva, en tirant vers Marchendorf, où Franquini avait son petit camp. L'armée autrichienne n'était qu'à une marche de celle du roi, ce qui fit appréhender à celui-ci que le dessein du prince de Lorraine ne fût de gagner Trautenau avant lui. Pour prévenir l'ennemi, qui aurait par là coupé son corps de la Silésie, le roi résolut de se mettre en marche le lendemain; mais, pour être préalablement mieux informé des mouvemens des Autrichiens, il fit partir sur-le-champ un détachement de deux mille chevaux, commandés par le général Katzler, pour aller à la découverte sur les chemins d'Arnau et de Kœnigssaal, avec ordre de faire des prisonniers et de prendre des paysans des environs, afin de se procurer des nouvelles de ce qui se passait dans le camp du prince de Lorraine. M. de Katzler s'avança avec sa troupe, et se trouva, sans le savoir, entre deux colonnes d'Autrichiens qui se glissaient dans les forêts pour lui dérober la connaissance de leur marche. Il aperçut devant lui un grand nombre de troupes légères et un corps de cavalerie, de beaucoup supérieur au sien, qui les suivait; sur quoi il se replia en bon ordre sur-le-champ, et rendit compte au roi de ce qu'il avait vu; mais il n'avait pas vu grand'chose. Les troupes reçurent ordre de se mettre en marche le lendemain à dix heures, et le trente septembre, à quatre heures du matin, pendant qne le roi avait auprès de lui les généraux du jour, pour leur dicter la disposition de la marche, un officier vint l'avertir que les grandes gardes de la droite du camp découvraient une longue ligne de cavalerie, et qu'autant qu'on en pouvait juger par l'étendue de la ponssière, ce devait être toute l'armée ennemie. Des officiers vinrent, un moment après, rappor-

ter que quelques corps autrichiens commençaient à se déployer vis-à-vis du flanc droit du camp. Sur ces nouvelles, les troupes reçurent ordre de prendre incessamment les armes, et le roi se rendit auprès des grandes gardes, pour juger, par ses propres yeux, de l'état des choses et du parti qu'il y avait à prendre. Il faut, pour se faire une juste idée de la bataille de Sorr, se représenter exactement le terrain sur lequel elle se donna. Dans la position où était l'armée avant la bataille, sa droite appuyait à un petit bois gardé par un bataillon de grenadiers; le village de Burckersdorf se trouvait sur le flanc droit, venant de Prüsenitz au chemin de Trautenau; il n'était point occupé, parce qu'il est situé dans un fond et que les maisons en sont isolées. Ce fond-bas régnait depuis le front jusqu'à l'extrémité de la droite, et séparait le camp d'une hauteur assez élevée, qui s'étendait du chemin de Burckersdorf à Prüsenitz, et sur laquelle on avait placé les hussards et les gardes du camp. Le front de l'armée était couvert par le village de Staudentz, au-delà duquel régnaient des montagnes et des bois qui tenaient au royaume de Silva. La gauche de la petite armée était appuyée à un ravin impraticable. Deux chemins menaient du camp à Trautenau: l'un par la droite du camp, laissant Burckersdorf à gauche, passait par un petit défilé, et conduisait ensuite, par une plaine unie, à Trautenau; l'autre partait de la gauche de l'armée, passait par une vallée pleine de défilés et par le village de Rudersdorf, menant à Trautenau plutôt par des sentiers que par une route battue. Lorsque le roi arriva à ses grandes gardes, il vit que les Autrichiens commençaient à se former, et il jugea qu'il serait plus téméraire de se retirer à travers des défilés, devant une armée qu'il avait si près de lui, que de l'attaquer malgré la prodigieuse infériorité du nombre. Le prince de Lorraine avait bien compté que le roi prendrait le parti de la retraite, et c'était sur quoi il avait fait sa disposition; il voulait engager une affaire d'arrière-garde, et il est certain que celle-là lui aurait réussi. Mais le roi prit, sans balancer, le parti de l'attaquer, parce qu'il aurait été plus glorieux d'être écrasé en vendant chèrement sa vie, que de périr dans une retraite qui aurait assurément dégénéré en fuite ignominieuse.

Quelque danger qu'il y ait à manœuvrer en présence d'un ennemi déjà rangé en bataille, les Prussiens passèrent par-dessus ces règles, et firent un quart de conversion à droite pour présenter un front parallèle à celui de l'ennemi. Cette manœuvre délicate se fit avec un ordre et une célérité inconcevables; mais les Prussiens ne se présentèrent que sur une ligne vis-à-vis des Autrichiens, qui étaient sur trois lignes de profondeur; il fallut même que ce déploiement s'exécutât sous le feu de vingt-huit pièces de canon, que les ennemis avaient disposées en deux batteries, et d'un bon nombre de grenades royales qu'ils jetaient parmi la cavalerie. Mais rien ne déconcerta les Prussiens; aucun soldat ne parut craindre, aucun ne quitta son rang. Quelque diligence que l'on employât à se former ainsi, la droite fut exposée près d'une demi heure au canon de l'ennemi, avant que la gauche fût entièrement sortie du camp. Alors le maréchal de Buddenbrock reçut ordre d'attaquer avec la cavalerie; ce qu'il exécuta sans balancer. Le terrain des Autrichiens était mal choisi;

la cavalerie avait une espèce de précipice derrière elle; elle était sur trois lignes, auxquelles le terrain étroit n'avait pas permis de donner une distance convenable. A peine y avait-il entre chaque ligne vingt pas d'intervalle; ils tirèrent de la carabine, selon leur usage, mais ils n'eurent pas le temps de mettre l'épée à la main, ayant été culbutés en partie dans le fond qu'ils avaient derrière eux, et en partie jetés sur leur propre infanterie. Cela ne pouvait manquer d'arriver; car la première ligne renversée devait nécessairement se jeter sur la seconde, celle-là sur la troisième, et il n'y avait point d'espace où ces corps, qui formaient cinquante escadrons, pussent se reformer. La première brigade de l'infanterie de la droite des Prussiens, animée par ce succès, se hâta trop d'attaquer ces batteries des Autrichiens dont nous avons parlé; vingt-huit canons, chargés à mitraille, éclaircirent dans un moment les rangs des assaillans et les firent plier : cinq bataillons, dans lesquels consistait la réserve, arrivèrent fort à propos; ceux qui avaient été repoussés se reformèrent auprès d'eux, et d'un effort commun, ces deux bataillons emportèrent la batterie. M. de Bonin, lieutenant-général, et M. de Geist, colonel, eurent la principale part à cette belle action. Alors on aperçut une grosse colonne d'ennemis qui venait de leur droite et qui descendait des hauteurs pour s'emparer de Burckersdorff. Le roi les prévint en bordant ce village d'un bataillon de Kalckstein. On mit le feu aux maisons les plus écartées vers la gauche, pour couvrir ce bataillon, pendant que l'infanterie de la gauche se formait derrière. Ce bataillon tira par pelotons contre l'ennemi, comme il l'eût fait dans une place d'exercice, et la colonne se retira en fuyant. La cavalerie de la droite des Prussiens devenait dès-lors inutile à l'endroit où elle était. Ce précipice, dans lequel elle avait jeté les Autrichiens, prenait depuis le chemin de Trautenau, et allait en diminuant toujours de largeur vers le centre des Prussiens, mais en tirant vers le village de Sorr, qui était en avant. On laissa donc les cuirassiers de Buddenbrock et quelques hussards pour suivre l'infanterie en seconde ligne. Les gendarmes de Prusse, de Rottembourg et de Kiau, qui formaient vingt escadrons, furent envoyés à la gauche de l'armée, pour renforcer cette aile, tandis que l'infanterie de la droite prenait celle de l'ennemi en flanc, et la menait battant devant elle, en la faisant replier sur la droite des impériaux. Les gardes, qui étaient au centre de la ligne, conduites par le prince Ferdinand de Brunswick, attaquèrent alors une hauteur que les ennemis tenaient encore; elle était escarpée et chargée de bois; elle fut emportée cependant; et ce qu'il y avait de singulier, c'est que le prince Louis de Brunswick la défendait contre son frère. Le prince Ferdinand se distingua beaucoup dans cette occasion. Le terrain du combat n'était alternativement que fonds et hauteurs, ce qui engageait sans cesse de nouveaux combats; car les Autrichiens tâchaient de se rallier sur ces hauteurs; mais repoussés à plusieurs reprises, la confusion devint générale, et à la retraite succéda la fuite. Toute la campagne était couverte de soldats débandés : cavaliers et fantassins, tout était mêlé. Tandis que l'armée prussienne victorieuse poursuivait à grands pas les vaincus, les cuirassiers de Bronstædt, qui combattaient à la gauche, enveloppèrent le régiment de Damnitz et

un bataillon de Collowrat, prirent dix drapeaux et firent dix sept cents prisonniers. Le reste de la cavalerie de la gauche ne put atteindre la cavalerie autrichienne, qui évita de s'engager, et se retira en assez bon ordre dans la forêt de Silva. Le roi arrêta la poursuite au village de Sorr, dont la bataille porte le nom; derrière ce village est la forêt de Silva, dont nous avons tant parlé. Il ne fallait pas y suivre l'ennemi; c'eût été risquer mal à propos et sans nécessité de perdre tous les avantages qu'on venait d'obtenir : c'était bien assez qu'un corps de dix-huit mille hommes en eût battu au-delà de quarante mille; il n'y avait rien à gagner en se hasardant d'aller plus loin. Les vainqueurs perdirent le prince Albert de Brunswick; le général Blanckensée; les colonels Brédow, Blanckenbourg, Dohna, Ledebourg; les lieutenans-colonels Lange et Wédel, des gardes, et mille soldats; victimes illustres, qui sacrifièrent leur vie pour le salut de l'État. On comptait que le nombre des blessés montait à deux mille. Les vaincus perdirent vingt-deux canons, dix drapeaux, deux étendards, trente officiers et deux mille soldats qui furent faits prisonniers. Le prince Léopold se distingua dans cette journée, et surtout le maréchal de Buddenbrock et le général Goltz, qui, avec douze escadrons, en battirent cinquante. Si cette bataille ne fut pas aussi décisive que celle de Friedberg, il faut s'en prendre au terrain où elle se donna. L'ennemi qui fuit dans une plaine doit souffrir des pertes considérables : celui qui a le dessous dans un pays montueux est à l'abri de la cavalerie, qui ne peut l'entamer considérablement; et quelque petit que soit le nombre de ceux qui se rallient sur la crête des hauteurs, ce nombre est suffisant pour ralentir la poursuite du vainqueur.

Le projet de cette bataille, conçu par le prince de Lorraine, ou par Franquini, auquel d'autres l'attribuent, était beau et bien imaginé. Le poste des Prussiens était sans contredit mauvais; l'on ne peut les excuser de n'avoir pensé qu'à leur front, et d'avoir négligé leur droite, qui était dans un fond dominé par une hauteur éloignée de mille pas seulement. Mais si les Autrichiens savaient imaginer, ils n'avaient pas le talent de l'exécution; voici les fautes qu'ils commirent : le prince de Lorraine aurait dû former sa cavalerie de la gauche devant le chemin de Trautenau, à dos du camp prussien; en barrant ce chemin, l'armée du roi n'avait ni terrain pour se former, ni moyen d'appuyer sa droite. Le prince de Lorraine pouvait aussi, en arrivant sur le terrain, lâcher cette cavalerie, pour donner à bride abattue dans le camp prussien. Le soldat n'aurait eu le temps ni de courir aux armes, ni de se former, ni de se défendre; la victoire était certaine. On dit que M. d'Aremberg avait égaré sa colonne pendant la nuit, et qu'il s'était formé à rebours, le dos tourné vers le camp du roi. Cela ressemble assez au duc d'Aremberg, et c'est, dit-on, ce qui fit perdre du temps au prince de Lorraine, qui s'occupa long-temps à réparer ce désordre; mais lorsque les Prussiens commencèrent à se présenter sur le champ de bataille, qui empêchait alors le prince de Lorraine de les faire attaquer tout de suite avec sa cavalerie? Cette gauche aurait fondu d'une hauteur sur des troupes occupées à se former, et sur d'autres qui défilaient encore. On remarquait que le roi n'avait pas commis moins de fautes que son adversaire. On lui re-

prochait de s'être mis, par le choix d'un mauvais poste, dans la nécessité de combattre, tandis qu'un général habile ne doit se battre que lorsqu'il le juge à propos. On ajoutait qu'au moins le roi devait être averti de la marche des Autrichiens. Il répondait à cette accusation que l'ennemi lui étant de beaucoup supérieur en troupes légères, il ne pouvait aventurer fort loin les cinq cents hussards qui lui restaient après tous les détachemens qu'il venait de faire. Mais, objectait-on, il ne fallait pas tant faire de détachemens, et s'affaiblir si fort vis-à-vis d'une armée supérieure. Il répondait que le corps de Gesler et de Polentz, qui alla joindre le prince d'Anhalt, pouvait être regardé comme faisant l'équivalent des Saxons qui s'en retournèrent chez eux; que le détachement du général de Nassau avait été nécessaire pour pouvoir tirer de la Silésie ses subsistances, qui auraient manqué tout-à-fait si les Hongrois, qui infestaient tout ce duché, n'en eussent été chassés; que les détachemens de Du Moulin et de Lehwald avaient été indispensables dans les gorges des montagnes, qu'il fallait garder, sous peine d'être affamé par l'ennemi. On n'avait qu'autant de chevaux qu'il en fallait pour amener, à chaque transport, de la farine pour cinq jours. Si un de ces convois eût manqué, l'armée aurait été sans pain et sans subsistances. On disait que le roi aurait dû se retirer en Silésie plutôt que de hasarder une bataille en Bohême; mais le roi était dans l'idée qu'une bataille perdue en Bohême était de moindre conséquence qu'une bataille perdue en Silésie; et d'ailleurs une retraite précipitée aurait indubitablement attiré la guerre dans ce duché. Ajoutez à cela que l'on consommait en Bohême les subsistances de l'ennemi, et qu'en Silésie on aurait consommé les siennes: mais nous laissons au lecteur la liberté de peser ces raisons et d'en juger. On ne peut attribuer le gain de cette bataille qu'au terrain étroit par lequel le prince de Lorraine vint attaquer le roi; ce terrain ôtait à l'ennemi l'avantage de la supériorité du nombre. Les Prussiens purent lui opposer un front aussi large que celui qu'il leur présentait. La multitude des soldats devenait inutile au prince de Lorraine, parce que ses trois lignes, presque sans distance, pressées les unes sur les autres, n'avaient pas la facilité de combattre, et que la confusion s'y mettant une fois, elle rendait le mal irrémédiable. Mais heureusement pour la Prusse, la valeur des troupes répara les fautes de leur chef, et punit les ennemis des leurs.

Pendant que les deux armées se battaient, les hussards impériaux pillaient le camp prussien, la gauche et le centre n'ayant pas eu le temps d'abattre les tentes. Nadasti et Trenck s'en prévalurent; le roi et beaucoup d'officiers y perdirent tous leurs équipages; les secrétaires du roi furent même pris, ils eurent la présence d'esprit de déchirer tous leurs papiers. Mais comment penser à ces bagatelles, lorsque l'esprit est occupé des plus grands objets d'intérêt, devant lesquels tous les autres doivent se taire, de la gloire et du salut de l'État? M. de Lehwald, attiré par le bruit du combat, vint encore à temps pour sauver les équipages de la droite et mettre fin aux cruautés affreuses que ces troupes de Hongrois effrénés et sans discipline exerçaient sur quelques malades et sur des femmes qui étaient restés dans le camp. De telles actions révoltent l'humanité et couvrent d'in-

famie ceux qui les font ou qui les tolèrent. Il faut dire à la louange du soldat prussien qu'il est vaillant sans être cruel, et qu'on l'a souvent vu donner des preuves d'une grandeur d'âme qu'on ne doit pas attendre de gens de basse condition.

La postérité sera peut-être surprise qu'une armée, victorieuse dans deux batailles rangées, se retire devant l'armée vaincue et ne recueille aucun fruit de ses triomphes. Les montagnes qui entourent la Bohême, les gorges qui la séparent de la Silésie, la difficulté de nourrir les troupes, la supériorité de l'ennemi en troupes légères, enfin l'affaiblissement de l'armée, fournissent la solution de ce problème. Supposé que le roi eût voulu établir ses quartiers d'hiver dans ce royaume, voici les difficultés qui se présentaient : le pays était entièrement fourragé ; on trouve dans ces contrées peu de villes, encore sont-elles petites et n'ont la plupart que de mauvaises murailles ; il aurait fallu, pour la sûreté, y entasser les soldats les uns sur les autres, ce qui aurait ruiné l'armée par des maladies contagieuses ; à peine avait-on des chariots pour les farines, comment en aurait-on trouvé pour amener le fourrage à la cavalerie ? Mais en quittant la Bohême le roi pouvait remonter, recruter, équiper les troupes, les mettre dans l'abondance et leur donner du repos, pour s'en servir s'il le fallait le printemps prochain ; outre qu'il paraissait probable qu'après la bataille de Sorr l'impératrice-reine serait plus disposée qu'auparavant à l'accession au traité de Hanovre.

Après avoir campé par honneur cinq jours sur le champ de bataille de Sorr, le roi ramena ses troupes à Trautenau. Le prince de Lorraine était encore à Ertina, prêt à retourner à Kœnigsgrætz au bruit de l'approche des Prussiens. On apprit dans ce camp que M. de Nassau avait battu, le jour de la bataille de Sorr, un corps de Hongrois auprès de Léobschutz et qu'il avait fait cent soixante-dix prisonniers. M. de Fouquet avait aussi trouvé moyen d'enlever quatre cents hussards entre Grulich et Habelschwert, ils furent conduits à Glatz. M. Warneri, qui était avec trois cents chevaux à Landshut, ayant appris qu'un nouveau régiment hongrois de Léopold Palfy avoit marché à Bœhmisch-Friedland, les tourna, les surprit et ramena de son expédition huit officiers et cent quarante soldats prisonniers ; mais comme l'infortune se mêle souvent au bonheur, M. de Chazot, du corps de Du Moulin, ne fut pas si heureux dans son entreprise sur Marchendorff ; il fut attaqué et battu par l'ennemi et perdit quatre-vingts hommes. Après que l'armée eut achevé de consommer les subsistances des environs de Trautenau, elle se prépara à retourner en Silésie par le chemin de Schatzlar. De toutes les gorges et de tous les défilés de la Bohême, les plus mauvais se trouvent sur ce chemin : soit qu'on avance, soit qu'on recule, il faut user de toutes les précautions possibles pour y conduire les troupes avec sûreté. Le petit ruisseau de Trautenbach coulait en ligne parallèle derrière le camp du roi ; des rochers et des forêts formaient l'autre bord. Le 14 octobre les bagages prirent les devans sous bonne escorte, pour rendre la marche plus facile. On posta le 15, cinq bataillons sur les montagnes, pour protéger la retraite de l'armée et lui servir ensuite d'arrière-garde. L'armée décampa le 16 ; elle marcha sur deux colonnes. Le prince Léopold, qui conduisait celle de la gauche qui passa par Trautenbach, arriva en Silésie sans avoir vu d'ennemis. La colonne de la

droite, dont le roi s'était chargé, fut précédée par la cavalerie ; l'infanterie passa le ruisseau, avant que Franquini, Nadasti et Moratz fussent avertis de la marche des Prussiens ; ils accoururent ensuite avec sept ou huit mille hommes. Quoique toutes les hauteurs fussent garnies d'infanterie, le progrès de la marche obligeait successivement l'arrière-garde à les quitter ; les pandours profitaient alors de ces mêmes hauteurs abandonnées, pour faire feu sur l'arrière-garde. Cette tiraillerie dura depuis huit heures du matin jusqu'à six heures du soir ; ils tuèrent un capitaine et trente hommes, et en blessèrent environ quatre-vingts. Tout le corps de Du Moulin avait été employé à couvrir le dernier défilé qui mène à Schatzlar par une vallée. Ce corps arrêta l'ennemi, auquel une attaque de cavalerie que la petite plaine de Schatzlar permit de faire, causa une perte de trois cents hommes ; il se mit à l'écart, et M. Du Moulin, défilant à sa droite, passa par les Rehberge et entra dans le camp par la route que le Roi lui avait ménagée. L'armée séjourna à Schatzlar jusqu'au 19, qu'elle vint camper à Liebau sur le territoire de la Silésie. Le corps de Du Moulin fut destiné à former un cordon le long des frontières. Le reste de l'armée entra en quartiers de cantonnement entre Ronstock et Schweidnitz ; elle pouvait se rassembler en six heures de temps et se trouvait au large par la quantité de villes et de villages qu'il y a dans cette contrée florissante. Ce fut-là que le roi attendit la séparation de l'armée autrichienne, avant de prendre ses quartiers d'hiver. M. de Nassau, qui voulait s'en procurer dans la haute Silésie, surprit un corps de Hongrois à Hastehim et chassa le maréchal Esterhazi d'Oderberg ; les hussards de Wartenberg, qui étaient de ce corps, se distinguèrent également ; ils battirent les dragons de Gotha, leur enlevèrent un étendard et firent cent onze prisonniers. Après cela M. de Nassau marcha à Ponuba et les Hongrois s'enfuirent à Teschen et de là vers Jablunka. M. de Fouquet, qui ne voulait pas être inutile à Glatz, fit enlever deux cents hussards qui s'étaient imprudemment enfermés dans Nachod. Cet habile officier donna des marques de génie et de capacité pendant tout le cours de cette guerre. Nous nous contenterons de dire que quarante partis qui sortirent de sa garnison durant cette campagne, enlevèrent plus de huit cents hommes à l'ennemi.

Le roi apprit le 24 octobre que le prince de Lorraine avait séparé son armée en trois corps ; il supposa que c'était dans le dessein de les étendre dans la suite, parce que la saison des opérations militaires était passée : il laissa le commandement des troupes au prince Léopold, en lui enjoignant de ne les point séparer d'avantage, avant d'en avoir reçu les ordres.

Le roi partit pour Berlin, où sa présence devenait nécessaire, tant pour réchauffer les négociations qui commençaient à languir, qu'afin de trouver des fonds pour la campagne prochaine, au cas que la paix ne put pas se conclure pendant l'hiver.

CHAPITRE XIII.

Révolution d'Écosse, qui fait quitter Hanovre au roi d'Angleterre et rallentit les négociations de la paix. — Dessein des Autrichiens et des Saxons sur le Brandebourg découvert. — Contradictions dans le conseil des ministres. — Projets de campagne. — Le prince d'Anhalt rassemble son armée à Halle. — Le roi part pour la Silésie. — Expédition de la Lusace. — Le prince d'Anhalt marche à Meissen. — Bataille de Kesselsdorf. — Prise de Dresde. — Négociation et conclusion de la paix.

Si pendant l'année 1745 les négociations des Prussiens eussent eu autant de succès que leurs armes, ils auraient pu s'épargner aussi bien qu'à leurs ennemis une effusion de sang inutile, et l'on aurait eu la paix plutôt; mais plusieurs incidens auxquels on ne pouvait s'attendre, rendirent les bonnes intentions du roi impuissantes. A peine le roi d'Angleterre eut-il signé, presque malgré lui, la convention de Hanovre, que la rébellion d'Écosse venant à éclater, elle l'obligea de hâter plus qu'il n'aurait voulu, son retour à Londres. Un jeune homme, fils du prétendant, passe furtivement en Écosse, accompagné de quelques personnes fidèles; il se tient caché dans une île vers le nord des côtes, pour donner à ses partisans le temps d'assembler et d'armer leurs paysans, d'ameuter les montagnards et de former une milice qui fût au moins l'ombre d'une armée. Par cette diversion la France armait l'Angleterre contre l'Angleterre; un enfant, débarqué en Écosse sans troupes et sans secours, force le roi Georges à rappeler ses Anglais qui défendaient la Flandre, pour soutenir son trône ébranlé. La France se conduisit sagement dans ce projet, elle dut à cette diversion toutes les conquêtes qu'elle fit depuis en Flandre comme en Brabant. Au commencement le roi d'Angleterre et ses ministres méprisèrent le jeune Édouard, son faible parti et cette rébellion naissante. On disait à Londres que c'était la saillie d'un prêtre Jacobite (le cardinal Tencin), et l'équipée d'un jeune étourdi. Cependant ce jeune étourdi battit et chassa le général Cop, que le gouvernement avait envoyé contre lui avec ce qu'on avait pu en hâte rassembler de troupes. Cet échec ouvrit les yeux aux roi; il lui apprit que dans un gouvernement aristocratique une étincelle peut allumer un incendie. Les affaires de l'Écosse absorbèrent toute l'attention de son conseil: les négociations étrangères tombèrent en langueur; les alliés de l'Angleterre la croyant aux abois, n'eurent plus pour elle la même considération. Ce qu'il y avait de fâcheux, c'est que la convention de Hanovre commençait à transpirer; les Autrichiens et les Saxons l'avaient ébruitée, cela pouvait produire un mauvais effet chez les Français, qui étaient cependant les seuls alliés qu'eût la Prusse. Il arriva donc que la diversion que le jeune Édouard faisait en Écosse, en devint une pour la reine de Hongrie, en ce qu'elle lui procura la liberté de faire contre le roi de Prusse les derniers efforts, malgré le roi d'Angleterre, dont alors à Vienne on méprisait les conseils.

Le roi, qui se trouvait à Berlin, épuisait tous les expédiens pour trouver des fonds qui le missent en état de continuer la guerre. Les revenus de la Silésie ne s'étaient pas perçus comme en temps de paix; les deux tiers en avaient manqué. Il fallait chercher des ressources, et il était bien difficile de s'en procurer. Cet embarras était grand; les dangers que les ennemis préparaient à l'État étaient bien plus terribles. Voici comment le

roi en fut informé. Depuis le mariage du prince successeur au trône de Suède, avec la princesse Ulrique, sœur du roi, les Suédois étaient en partie portés pour les intérêts de la Prusse. M. de Rudenschild et M. Wolfenstierna, ministres de Suède, l'un à la cour de Berlin, l'autre à Dresde, étaient particulièrement attachés à la personne du roi. Wolfenstierna était bien dans la maison de Brühl; il faisait la partie de jeu du ministre. Brühl n'était pas aussi circonspect en sa présence qu'un premier ministre, dépositaire des secrets de son maître, doit l'être généralement envers tout le monde. Wolfenstierna découvrit sans peine que le plan de la cour de Vienne et de Dresde était d'envoyer l'armée du prince de Lorraine par la Saxe, d'où, joint aux troupes saxonnes, il devait pendant l'hiver marcher droit à Berlin. Il fit part de sa découverte à Rudenschild, qui en avertit le roi le 8 novembre, jour où l'on suspendait, dans les églises, les trophées de Friedberg et de Sorr. Rudenschild ajouta que ce projet avait été fait par Brühl, corrigé par Bartenstein, amplifié par Rutowsky, envoyé par Saul à Francfort à la reine de Hongrie; que Brühl était convaincu qu'on écraserait la Prusse par ce coup, et que c'était cette ferme espérance qui avait empêché la cour de Vienne et celle de Dresde d'adhérer aux sentimens pacifiques du roi d'Angleterre; qu'on avait, de plus, partagé les dépouilles de la Prusse de façon que le roi de Pologne aurait les évêchés de Magdebourg, de Halberstadt, avec Halle et son territoire, et que l'impératrice reprendrait la Silésie. Il apprit, de plus, au roi la cause de la haine que Brühl lui portait. Il avait été outré d'un manifeste que le roi avait fait publier, et surtout de ces passages : « Pendant que tant d'horreurs se commettaient en Silésie, et » que le ciel, juste vengeur des crimes, se plaisait à les punir d'une façon si palpable, si éclatante et si sévère, on soutenait froidement à » Dresde que la Saxe n'était point en » guerre avec la Prusse, que le duc de » de Weissenfels et les troupes qu'il » avait sous ses ordres n'avaient point » attaqué les États héréditaires du roi, » mais seulement de nouvelles acquisitions. Le ministère de Dresde se » berçait de ces sortes de raisonnemens captieux, comme si de petites » distinctions scolastiques étaient des » motifs assez puissans pour justifier » l'illégalité de ses procédés. Rien de » plus facile que de réfuter, etc.; » et du passage suivant : « Il paraît que » c'était enfin ici le terme de la patience et de la modération du roi; » mais Sa Majesté, ayant compassion » d'un peuple voisin, innocent des offenses qu'elle a reçues, et connaissant les malheurs et les désolations » inévitables qu'entraîne la guerre, » suspendit encore les justes effets de » son ressentiment, pour tenter de » nouvelles voies d'accommodement » avec la cour de Dresde. Il y a lieu de » présumer, après ces nouveaux et » derniers refus qu'elle vient de recevoir, que la confiance du roi de Pologne a été surprise *par l'indigne* » *perfidie de ses ministres*. Les représentations les plus pathétiques et les » offres les plus avantageuses ont été » prodiguées en pure perte. » Il faut avouer que Brühl était vivement attaqué dans ces passages, et que personne ne pouvait s'y méprendre; car les ministres, qu'on nommait au pluriel, étaient plutôt ses commis que ses égaux. Ce rapport parut d'autant plus vrai, que le roi connaissait le caractère

du comte de Brühl et la fierté de l'impératrice-reine. Si le projet des Saxons était dangereux pour la Prusse, il n'était pas moins hasardeux pour la Saxe ; mais les passions, et surtout le désir de la vengeance aveuglent si fort les hommes, qu'ils sont capables de tout risquer dans l'espérance de se satisfaire.

Cette crise violente demandait donc un prompt remède. L'armée du prince d'Anhalt reçut ordre de s'assembler incontinent à Halle ; et comme il s'agissait de prendre un parti décisif, le roi crut que, sans déroger à son autorité, il pouvait assembler un conseil, écouter la voix de l'expérience, et suivre ce qu'il y aurait de sage dans l'avis de ceux qu'il consultait. Quiconque est chargé des intérêts d'une nation, ne doit rien négliger de ce qui peut en procurer le salut. Le prince d'Anhalt fut un des premiers auxquels le roi fit l'ouverture du projet de Brühl. Ce prince était un de ces hommes qui, prévenus d'amour-propre, abondent en leur sens, et sont pour la négative lorsque les autres affirment. Il parut avoir pitié de la facilité avec laquelle on ajoutait foi à cette accusation contre Brühl ; il dit qu'il n'était pas naturel qu'un ministre du roi de Pologne, Saxon de naissance, voulût attirer, de gaîté de cœur, quatre armées dans les États de son maître, et les exposer à une ruine inévitable. Le roi lui montra une lettre qui portait que dans deux jours le général Grün arriverait, avec son corps, à Géra, pour joindre les Saxons à Leipsig ; il lui produisit différentes lettres de la Silésie, qui toutes constataient que les Saxons amassaient de gros magasins en Lusace pour les troupes du prince de Lorraine, qu'on y attendait sous peu ; il finit par lui dire qu'il lui confiait le commandement de l'armée qui s'assemblait à Halle. Le prince d'Anhalt persista dans son incrédulité ; cependant on lisait sur son visage qu'il était flatté de se voir à la tête d'un corps qui pouvait lui fournir le moyen de rajeunir son ancienne réputation. Le comte Podewils entra un moment après. Le roi le trouva tout aussi incrédule que le prince d'Anhalt ; ce n'était point par esprit de contradiction, mais par timidité. Ce ministre avait quelques fonds placés à la Steuer, à Leipsig ; il craignait de les perdre ; incorruptible d'ailleurs, sa faiblesse seule éloignait de son esprit toute idée de rupture avec la Saxe comme un objet désagréable, et croyant les autres aussi timides que lui, il jugeait Brühl incapable d'un projet si hardi. Enfin, dans ce beau conseil, on discutait la fausseté ou la vérité du fait, et personne ne pensait à prévenir le mal qui était sur le point d'éclater. Le roi fut obligé d'employer son autorité pour que le prince d'Anhalt fît les dispositions nécessaires à la subsistance de l'armée de Halle, et pour que le comte Podewils dressât les dépêches aux cours étrangères, par lesquelles on les avertissait des complots de la Saxe, et de la résolution où était le roi de les prévenir.

Et comme si ce n'en était pas assez de tant d'embarras, il en survint encore de nouveaux. L'envoyé de Russie vint déclarer au roi, au nom de l'impératrice, qu'elle espérait que le roi s'abstiendrait d'attaquer l'électorat de Saxe, parce qu'une semblable démarche l'obligerait à envoyer son contingent au roi de Pologne, comme elle y était tenue par son alliance avec ce prince. Le roi lui fit répondre qu'il était dans l'intention de vivre en paix avec tous ses voisins, mais que si quel-

qu'un d'eux couvait des desseins pernicieux contre ses États, aucune puissance de l'Europe ne l'empêcherait de se défendre et de confondre ses ennemis. Cependant toutes les lettres de la Saxe et de la Silésie confirmaient les avis de M. de Rudenschild. Pour être encore mieux informé des mouvemens du prince de Lorraine, le roi forma un corps de troupes mêlées, cavalerie, infanterie et hussards, avec lequel M. de Winterfeld s'avança vers Friedland, sur les frontières de la Bohême et de la Lusace, avec ordre, si le prince de Lorraine entrait en Lusace, de le côtoyer et de longer le Quies, qui coule sur la frontière de la Silésie. Le dessein du roi était de tomber sur les Saxons de deux côtés à la fois. L'armée de Silésie devait agir contre celle du prince de Lorraine, la surprendre, s'il se pouvait, dans ses cantonnemens en Lusace, ou la combattre, pour la rechasser en Bohême. Dans ce danger, qui mettait la ville de Berlin en alarme, le roi affecta la meilleure contenance possible, afin de rassurer le public. Son parti était pris; la déclaration des Russes ne l'inquiétait point, car cette puissance ne pouvait agir que dans six mois, et c'était plus de temps qu'il n'en fallait pour décider du sort des Prussiens et des Saxons : les choses en étaient à cette extrémité, qu'il fallait vaincre ou périr. Le roi appréhendait l'incrédulité et la lenteur du prince d'Anhalt; il craignait aussi que le corps de Grün, qui était de sept mille hommes effectifs, ne marchât droit à Berlin. Afin de pourvoir, autant qu'il se pouvait, à la sûreté de cette capitale, le général Haake y était resté avec une garnison de cinq mille hommes; mais l'enceinte de cette ville ayant deux milles de circonférence, il était impossible de la défendre, et M. de Haake devait aller au-devant de l'ennemi et le combattre, avant qu'il en approchât. Cette précaution était, à la vérité, insuffisante; mais les moyens n'en permettaient pas une meilleure. On fit des arrangemens pour transporter, en cas de malheur, la famille royale, les archives, les bureaux, les conseils suprêmes à Stettin comme dans un asile, si la fortune abandonnait les armes prussiennes. Le roi écrivit encore une lettre pathétique au roi de France, dans laquelle il lui faisait une vive peinture de sa situation, et lui demandait instamment les secours qu'il lui devait selon les traités. Il serait bien difficile de deviner par quelle raison le prince d'Anhalt tâcha de dissuader le roi de prendre le commandement de l'armée de Silésie; il poussa si loin ses représentations importunes, qu'enfin le roi lui dit qu'il avait résolu de se mettre à la tête de ses troupes, et que lorsque le prince d'Anhalt entretiendrait une armée, il pourrait en donner le commandement à qui bon lui semblerait; après quoi il fut obligé de se rendre à Hall. Le roi partit le 14 novembre pour la Silésie, laissant Berlin dans la consternation, les Saxons dans l'espérance, et l'Europe attentive à l'évènement de cette campagne d'hiver.

Le roi arriva le 15 à Lignitz: il y trouva le prince Léopold et le général Goltz (qui avait l'inspection des vivres). Des lettres du général Winterfeld, arrivées en même temps, apprirent que six mille Saxons, qui faisaient l'avant-garde du prince de Lorraine, étaient entrés en Lusace par Zittau, et que les troupes autrichiennes allaient les suivre. Le prince Léopold fut instruit de toutes les opérations que le roi avait projetées. L'armée de Silésie était effectivement de trente mille hommes,

tous vieux soldats d'élite, accoutumés à vaincre; refaits par quatre semaines de repos, ils étaient disposés à tout entreprendre. Il y avait cependant des précautions nécessaires à prendre encore avant de quitter la Silésie. On ne pouvait abandonner la ville de Schweidnitz, où il y avait des magasins, et qui alors n'était pas fortifiée; il fallut donc que M. de Nassau quittât la haute Silésie, pour aller vers Landshut s'opposer au corps de M. de Hohenems, qui avait ordre de sa cour de faire une invasion dans la haute Silésie, du côté de Hirschberg. La situation du roi était à peu près semblable à celle où il se vit avant la bataille de Hohenfriedberg; il eut recours aux mêmes ruses, pour attirer les ennemis dans les mêmes piéges. On affecta de respecter scrupuleusement les frontières de la Saxe, et de borner son attention à gagner Crossen avant le prince de Lorraine. Pour fortifier cette opinion, Winterfeld fit punir quelques hussards qui avaient commis des désordres en Lusace. On prépara des chemins à Crossen, on amassa des vivres sur la route, en sorte que les gens du pays, qu'il faut toujours tromper les premiers, crurent bonnement qu'on n'avait aucun autre objet. M. de Winterfeld venait d'occuper Naumbourg sur le Queis, et publiait qu'il n'était là que pour côtoyer l'ennemi en longeant cette rivière, et le prévenir à Crossen.

Le prince de Lorraine, qui était dans l'idée flatteuse que les Prussiens se reposaient tranquillement dans leurs quartiers d'hiver, que leurs troupes étaient découragées, et qu'il n'avait à redouter qu'un corps de trois mille hommes, qui l'observait, s'endormit dans une dangereuse sécurité, et ce même stratagème réussit pour la seconde fois. Tant il est vrai que la défiance est mère de la sûreté, et qu'un général sage ne doit jamais mépriser l'ennemi, mais veiller sur ses démarches, afin qu'elles lui servent de boussole dans toutes ses opérations. Pour empêcher, autant qu'il était possible, que les Autrichiens ne fussent instruits des mouvemens de l'armée, le roi avait fait border trois rivières qu'il avait devant lui : le Queis par M. de Winterfeld, la Neisse par des troupes légères, et le Bober par d'autres détachemens. Tout ce qui venait de la Lusace avait le passage libre, mais il était interdit à tous ceux qui voulaient passer ces rivières pour aller en Saxe; de sorte qu'on se procurait des nouvelles et qu'on empêchait l'ennemi d'en avoir. Bientôt, sur celles qu'on eut de l'ennemi, l'armée s'avança en cantonnant sur le Queis. Le roi prit son quartier à Holstein; c'était le 22 novembre, et il n'était qu'à un mille de Naumbourg. On fit construire quatre ponts sur la rivière, pour pouvoir la passer rapidement sur quatre colonnes. Le dessein du roi était de se laisser dépasser par les impériaux, puis de les prendre par derrière, pour leur couper les vivres, et les forcer ainsi ou à se battre, ou à s'enfuir honteusement vers les frontières de la Bohême. Mais pour suivre le projet qu'on avait une fois adopté, on s'était interdit d'envoyer des partis en Lusace, et l'on ne pouvait avoir des nouvelles que par des espions, ce qui n'est jamais aussi sûr que ce que rapportent les troupes. De plus, l'expédition était si importante, qu'il fallait préférer la sûreté au brillant.

M. de Winterfeld, instruit des projets du roi, l'avertit que les ennemis avançaient par cantonnemens, mais qu'ils s'étendaient si fort, que leur gauche était à Lauban et leur droite à

Gœrlitz; il ajouta qu'ils marcheraient le lendemain, selon l'avis de ses espions, et qu'il croyait que le moment d'agir était arrivé. Sur cela l'armée marcha le 23 sur quatre colonnes, chacune conduite par un lieutenant-général. Le rendez-vous de ces colonnes était à Naumbourg; ce fut là que le roi leur donna les dispositions ultérieures. Il s'éleva ce matin un brouillard d'autant plus favorable, qu'il cachait à l'ennemi jusqu'au moindre mouvement de l'armée. A Naumbourg il y a un pont de pierre snr le Queis, et à côté, deux guets pour la cavalerie; on fit en hâte un pont pour la seconde colonne d'infanterie. Tout cela étant arrangé, les conducteurs des colonnes, je veux dire les généraux, se rendirent à Naumbourg; ils eurent ordre de passer incessamment le Queis. On leur donna des guides pour les conduire à Catholisch Hennersdorf, avec ordre de se seconder mutuellement, selon qu'une colonne qui donnerait sur les quartiers de l'ennemi aurait besoin de cavalerie ou d'infanterie pour réussir dans son opération; car, pour ordonner des dispositions complètes, on manquait d'informations exactes sur les lieux où l'armée du prince de Lorraine séjournait. Le brouillard tomba au moment que les colonnes avaient passé le Queis. Celles de la droite et de la gauche étaient de cavalerie, les deux du centre étaient d'infanterie. Un régiment de hussards précédait la marche de chacune d'elles, pour avertir à temps les généraux de ce qui se passait devant eux. Le roi était à la tête de la première colonne d'infanterie; elle avait pour guide un garçon meunier, qui la mena à nn marais où les bestiaux paissaient en été, et qui n'était guère praticable dans l'arrière-saison. On eut de la peine à se tirer de là: mais à force de chercher, on trouva un chemin qui côtoyait un bois, et par lequel on pouvait passer. Pendant que les troupes défilaient, les hussards de Ziethen donnèrent dans le village de Catholisch Hennersdorf, et avertirent qu'il était garni de deux bataillons et de six escadrons de Saxons; ils ajoutèrent qu'ils amuseraient assez l'ennemi pour donner à la colonne le temps d'arriver. On fit à l'instant avancer deux régimens de cuirassiers de la quatrième colonne, qui était la plus proche, et M. de Rochow emmena les régimens de Gesler et de Bornstædt; M. de Polentz fut commandé, avec trois bataillons de grenadiers, pour les soutenir. C'était ce soi disant marais, qu'on croyait impraticable, qui avait trompé les Saxons; ils n'avaient aucune garde de ce côté, ce qui donna moyen de les surprendre. Le village de Henuersdorf a un demi-mille de longueur. L'action commença à quatre heures vers la partie orientale, et finit à six vers l'extrémité qui est au couchant. Polentz prit les Saxons en revers, Rochow les attaqua de front et Winterfeld en flanc. Les régimens de Gotha, de Dalwitz et la plns grande partie de celui d'Obirn furent faits prisonniers; le général Dalwitz, le colonel Obirn et trente officiers furent de ce nombre; en tout les Saxons perdirent onze canons, onze cents hommes, six paires de timbales, deux étendards et trois drapeaux; leurs équipages tombèrent en partage aux hussards, qui avaient bien mérité cette petite récompense. L'armée campa à Catholisch Hennersdorf, et l'on avertit les troupes que si l'on était obligé de les fatiguer pendant quelques jours, c'était pour leur épargner des batailles. Quoique la moitié de l'armée manquât de tentes, que plusieurs régimens

n'eussent que des culottes de toile, ils se prêtèrent tous de bonne grâce à ce qu'ils voyaient que la nécessité exigeait d'eux. Cet heureux début fit augurer que le prince de Lorraine ne tiendrait pas contre les Prussiens. On se proposa de profiter de la consternation que l'enlèvement d'un de ses quartiers devait causer dans son armée et de la talonner de suite, pour ne lui pas laisser le temps d'en revenir. Le lendemain 24, le temps était si obscur et le brouillard si épais, qu'on fut obligé d'avancer en tâtonnant. On campa derrière le village de Leopoldshain, et pour plus de sûreté, on plaça quinze bataillons dans ce village. Les coureurs rapportèrent que l'ennemi se retirait partout; qu'on ne trouvait dans les chemins que chariots dételés, bagages renversés, chariots de poudre abandonnés, en un mot, tout ce qui pouvait attester leur fuite. Les déserteurs, qui arrivaient en grand nombre, disaient que la confusion s'était mise dans leurs troupes, à cause que les deux derniers jours on leur avait donné vingt ordres différens et contradictoires.

Toutefois on apprit le 25 de bon matin que le prince de Lorraine avait rassemblé son armée à Schœnfeld à une lieue du camp du roi. Le roi ne balança pas : le jour était serein, il se mit incontinent en marche dans le dessein d'attaquer les ennemis. Comme il approchait de Gœrlitz, ses partis lui rapportèrent qu'ils avaient décampé à petit bruit, en prenant le chemin de Zittau. L'armée prussienne campa auprès de Gœrlitz, qui se rendit par composition; soixante officiers et deux cent cinquante hommes y furent faits prisonniers, parmi ces officiers il y en avait de malades et quelques-uns qui, ayant été blessés à Catholisch Hennersdorf, avaient trouvé le moyen de se sauver. Il se trouvait à Gœrlitz un magasin qui fut d'un grand secours pour faciliter cette expédition. Le 26 l'armée se porta en avant sur le couvent de Radomiritz, et l'on mit les troupes en cantonnemens. MM. de Bonin et de Winterfeld furent commandés avec soixante-dix escadrons et dix bataillons pour longer une petite rivière qu'on nomme la Neisse. Ce mouvement, qui menaçait l'ennemi d'être coupé de Zittau, fit que le prince de Lorraine abandonna son camp d'Ostritz, pour gagner Zittau avant les Prussiens. Comme cette retraite se faisait à la hâte, les hussards prussiens firent des prises considérables sur les bagages des Autrichiens. Le roi s'avança à Ostritz le 27, et envoya M. de Winterfeld à Zittau; l'arrière-garde du prince de Lorraine défilait précisément par cette ville. M. de Winterfeld donna dessus et fit trois cents prisonniers : les ennemis perdirent tous leurs bagages, et mirent eux-mêmes le feu à leurs chariots, pour qu'ils ne tombassent point entre les mains de ceux qui les poursuivaient. Cette expédition ne dura que cinq jours. Les Autrichiens y perdirent des magasins, leurs bagages, et rentrèrent en Bohême affaiblis de cinq mille hommes. On laissa dix bataillons et vingt escadrons dans le voisinage de Zittau, pour garder ce poste important, et M. de Winterfeld fut obligé de retourner en Silésie avec cinq bataillons et cinq escadrons, pour tomber sur les flancs de M. de Hohenems, tandis que M. de Nassau se préparait à l'attaquer de front. Cette expédition fut si heureuse, qu'en moins de vingt-quatre heures il ne resta plus d'Autrichiens en Silésie. Les dragons de Philibert furent défaits par les hussards de Wartenberg, et M. de Hohenems ne le céda au prince de Lorraine, ni par la

promptitude de sa retraite, ni par la perte de ses bagages. Les troupes prussiennes qui étaient en Lusace se mirent en quartiers de rafraichissement aux environs de Gœrlitz, à l'exception de M. de Lehwald, qui fut détaché avec dix bataillons et vingt escadrons pour Bautzen, avec ordre de pousser de là vers l'Elbe, afin de donner aux Saxons des inquiétudes pour leur capitale, et de faciliter les opérations du prince d'Anhalt. Le colonel Brandis, qui avec deux bataillons était demeuré à Crossen, s'empara de Guben, où il prit un gros magasin aux Saxons.

Durant cette expédition de Lusace on n'eut aucune nouvelle du prince d'Anhalt; mais les Saxons divulguaient que M. Grüne avait passé l'Elbe à Torgau et marchait à Berlin. Pendant que ces bruits donnaient lieu à d'étranges réflexions, un officier vint de Hall annoncer que le prince d'Anhalt s'était mis en marche le 30 novembre, qu'il avait voulu attaquer les Saxons dans leurs retranchemens de Leipzig, mais qu'il les avait trouvés abandonnés, que Leipzig s'était soumis, et que les Saxons fuyaient vers Dresde. Le roi renvoya d'abord cet officier pour presser le prince d'Anhalt de gagner Meissen le plutôt qu'il le pourrait, et l'avertir que le corps de Lehwald n'attendait que son arrivée pour le joindre. Lorsqu'on apprit à Dresde que le prince de Lorraine avait été si vite expédié, la consternation fut si grande, qu'on fit sur-le-champ rebrousser chemin au corps de Grüne et que le comte de Rutowsky fut obligé de ramener son armée pour couvrir Dresde.

Pendant que le prince d'Anhalt marchait vers Meissen et que l'armée du roi demeurait en panne, celui-ci employa ce temps à renouer avec les Saxons une négociation tant de fois interrompue, et que les conjonctures paraissaient éloigner plus que jamais. Il écrivit pour cet effet à M. de Villiers, ministre d'Angleterre à la cour de Dresde, lui déclarant que malgré l'animosité que ses ennemis venaient encore de manifester si ouvertement contre lui, et les avantages qu'il avait remportés sur eux, il persévérait dans la résolution de préférer la modération aux partis extrêmes; qu'il offrait la paix au roi de Pologne, avec l'oubli du passé, en posant la convention de Hanovre pour base de cette réconciliation. Ce parti n'avait été pris qu'après de mûres réflexions, parce qu'on peut faire la paix lorsque les armes sont heureuses; mais si l'on a du dessous, l'ennemi ne se trouve guère dans la disposition de se réconcilier. La paix pouvait épargner le sang de tant de braves officiers prêts à le verser pour remporter la victoire. Il fallait considérer que, quelque heureuse que fût la guerre en Saxe, c'était un incendie dans la maison du voisin et qui pouvait se communiquer à la nôtre; il fallait outre cela le plus promptement possible terminer cette guerre, afin d'empêcher la Russie de s'en mêler. Le roi n'avait rien à espérer des secours de la France, et si l'on ne mettait fin à ces troubles pendant l'hiver, on devait s'attendre au printemps que la reine de Hongrie rappellerait du Rhin son armée, qui lui devenait inutile, pour la joindre à celle de la Bohême; ce qui lui aurait donné une grande supériorité : enfin le prétexte de la guerre ne subsistait plus depuis la mort de Charles VII. Ajoutez encore que la récolte de l'année ayant été mauvaise, les blés étaient aussi rares que chers, et que les finances étaient entièrement épuisées. La paix devenait donc l'unique remède à tous ces maux. On s'étonnera peut-être que le

roi parût si modéré dans les conditions qu'il proposait pour la paix ; mais qu'on observe qu'il était dans une situation qui l'obligeait à calculer toutes ses démarches et à ne rien hasarder légèrement. Premièrement il soutenait les principes de désintéressement qu'il avait annoncés dans les manifestes de l'année 1744 et 1745; s'il avait extorqué quelque cession au roi de Pologne, il aurait confondu les intérêts de ce prince avec ceux des Autrichiens, et serait devenu l'artisan d'une union que la bonne politique exigeait qu'il tâchât de dissoudre. Ensuite l'Europe n'était que trop jalouse de l'acquisition que le roi avait faite de la Silésie ; il fallait effacer ces impressions, et non les renouveler. Ajoutez encore que le moyen le plus court de parvenir à la paix, était de rétablir l'ordre des possessions sur le pied où elles étaient avant la dernière guerre. Comme les conditions proposées n'étaient ni dures ni onéreuses, elles pouvaient procurer une paix d'autant plus stable, qu'elle ne laissait aucune semence ni d'animosité ni de jalousie. Ces principes servirent de loi, et l'on verra dans la suite que malgré les succès qui couronnèrent les entreprises de ce prince, il ne s'en départit jamais. Qui n'aurait cru que des propositions aussi raisonnables seraient bien accueillies par le roi de Pologne ? Il en fut tout le contraire cependant. Le comte Brühl n'avait que son projet en tête. Il avait fait revenir en Saxe le prince de Lorraine, dans l'intention de joindre cette armée à celle de Rutowsky et au corps du comte de Grüne ; fier de ces forces, il se proposa de commettre le sort de son roi et le salut de sa patrie à la fortune d'un combat, sacrifiant ainsi tous les intérêts qui sont sacrés pour la plupart des hommes, afin de satisfaire sa vengeance particulière.

Villiers se rendit à la cour avec l'air d'un homme qui annonce une bonne nouvelle ; il demanda audience et ajouta aux propositions dont il était chargé, les exhortations les plus pathétiques, pour porter Auguste à éviter les malheurs qui menaçaient ses peuples et sa personne. Le roi lui répondit sèchement qu'il aviserait à ce qu'il y aurait à faire. Brühl s'expliqua plus clairement avec le ministre anglais ; il fit sonner fort haut le secours qu'il attendait des Russes, parla avec emphase des grandes ressources de la Saxe, et finit par lui dire que par déférence pour le roi d'Angleterre il ferait délivrer au Sr Villiers un mémoire contenant les conditions auxquelles le roi de Pologne pourrait se résoudre à faire la paix. Le lendemain 1er décembre, le roi de Pologne partit pour Prague, et les deux princes aînés pour Nüremberg. Quel contraste de hauteur et de faiblesse ! Après le départ de la cour, un des conseillers saxons remit au sieur Villiers ce mémoire, qui contenait en substance : que le roi de Pologne accéderait à la convention de Hanovre, à la condition qu'au moment même les Prussiens feraient cesser toute hostilité, n'exigeraient plus de contributions, restitueraient celles qu'ils avaient reçues, évacueraient la Saxe sans plus différer, paieraient tous les dommages précédens et ceux que causerait la retraite des troupes. Villiers augura mal d'une paix dont la Saxe dictait les conditions avec hauteur. Il envoya ce mémoire au roi, en l'assurant des bonnes intentions du roi d'Angleterre, il ajouta qu'il ne garantissait pas la déclaration des ministres de Saxe ; c'était en dire assez.

Le roi fut informé en même temps que le prince de Lorraine avait passé l'Elbe à Leutmeritz, et qu'il dirigeait

sa marche vers Dresde. En combinant le mouvement de cette armée avec la fuite précipitée du roi de Pologne et celle de ses enfants, il paraissait évidemment que Brühl ne voulait point la paix. Pour être donc plus à portée d'anéantir les projets d'ennemis aussi acharnés, le roi transporta son quartier à Bautzen et M. de Lehwald se porta sur Kœnigsbrück à un mille de Meissen. En attendant, sa majesté répondit au sieur Villiers, qu'elle avait fait venir le comte Podewils auprès de sa personne, pour faciliter tout ce qui pourrait contribuer à la paix; qu'elle se flattait que le roi de Pologne voudrait bien également nommer un de ses ministres, pour qu'on pût mettre la dernière main à cet ouvrage salutaire, et que les préliminaires signés mettraient fin aux hostilités; que pour l'article des fourrages et des contributions dont on devait indemniser, le roi pourrait évaluer également les dégâts que les troupes saxonnes avaient faits en Silésie, mais que le plus sûr serait de rayer entièrement cet article. Le roi ajouta qu'il espérait que les ministres de Russie et de Hollande voudraient bien se rendre les garans de ce traité de paix, il se plaignit du départ du roi de Pologne comme d'une démarche peu aimable, injurieuse à sa façon de penser, et de mauvaise augure pour la négociation entamée. Brühl avait conduit son maître à Prague, pour l'obséder plus librement, pour l'empêcher de voir les malheurs de la guerre et d'entendre la voix de sa patrie gémissante; il voulait le maintenir, par le secours des Autrichiens, dans la disposition de continuer la guerre. C'est ainsi que Brühl sacrifiait tout aux intérêts de la reine de Hongrie.

Le roi vit bien qu'il ne fallait désormais négocier qu'à la faveur des victoires. Il était temps de reprendre avec ardeur les opérations de la campagne. La Lusace était conquise; tout allait dépendre des entreprises que l'armée du prince d'Anhalt pourrait exécuter. Depuis huit jours le roi n'avait pas reçu de lettres de ce prince. Cette incertitude l'embarrassait d'autant plus, qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour être à portée d'agir de concert. Le pont de Meissen était de la dernière importance; il fallait s'en saisir avant que l'ennemi pensât à le ruiner; mais M. de Lehwald ne pouvait s'emparer de la ville située sur la rive gauche de l'Elbe, qu'à l'aide du prince d'Anhalt. Faute de nouvelles, le roi supputa les jours de marches de ce prince, et calcula qu'il pourrait arriver à Meissen le 8 ou le 9 décembre au plus tard. Lehwald s'y rendit vers ce temps-là; le prince d'Anhalt n'arriva point : la rivière, qui charriait des glaces, empêcha M. de Lehwald d'y construire un pont avec des pontons; tous ces incidens retardèrent cette expédition.

Le sieur de Villiers qui était à Prague, expédia un courrier au roi, dont les dépêches portaient, que le roi de Pologne n'enverrait aucun ministre avec des pleins-pouvoirs; que bien loin de là il attendait de nombreux secours de ses alliés, avec lesquels il se vengerait dans l'électorat de Bandebourg des dégâts qu'il prétendait que les Prussiens avaient faits en Saxe; qu'il avait pensé devoir quitter Dresde, s'attendant à être moins ménagé encore dans une guerre ouverte qu'il ne l'avait été dans les écrits qui l'avaient précédée. On voit qu'il s'agit bien plus de Brühl dans ce dernier article que du roi même. Le roi répondit en substance au sieur Villiers : qu'il admirait la hauteur et l'inflexibilité du roi de Pologne; que sans avoir d'animosité contre ce prince, il

était impossible de nourrir une armée de quatre-vingt mille hommes dans un pays, sans lui faire éprouver des calamités; que si les ennemis avaient eu la fortune propice, comme elle leur était contraire, ils n'auraient pas usé d'autant de modération dans le Brandebourg que le roi en montrait en Saxe; qu'ils auraient tout pillé, brûlé, abîmé, comme on en avait eu des exemples en Silésie : mais que puisque le roi de Pologne voulait la guerre, on la lui ferait plus vivement que jamais.

Le 9 arrivent des dépêches du prince d'Anhalt datées de Torgau. Il mandait qu'il avait fait deux cents prisonniers dans cette ville, et rejetait la lenteur de sa marche sur les difficultés d'amasser des vivres et des chariots; c'étaient des prétextes pour excuser ses délais; il employa neuf jours à faire neuf milles. Sa conduite était d'autant moins excusable, qu'il avait un magasin à sa disposition à Hall, qu'il en avait pris un aux ennemis à Leipzig, qu'il n'avait point d'ennemi devant lui, et que par conséquent il était maître des fourrages, des vivres, des chevaux et des livraisons du pays. Sa lenteur ne peut s'attribuer qu'à son esprit de contradiction et à son âge; il n'aurait pas été fâché de faire passer l'expédition de la Lusace pour l'heureuse étourderie d'un jeune homme; il affectait un air de circonspection et de sagesse, qui, joint à sa longue expérience, devait former un contraste avec le feu que le roi mettait dans ses opérations. Le prince d'Anhalt ne fut point loué de sa lenteur. Le roi lui écrivit qu'elle était très préjudiciable au bien de son service, par la raison qu'il avait donné aux Autrichiens le temps de se joindre aux Saxons et de détruire le pont de Meissen; ce qui rendait la jonction des deux armées presque impossible; il lui enjoignit d'user de diligence pour s'approcher le plus promptement qu'il pourrait. Le Prince promit dans sa réponse qu'il serait le 12 décembre à Meissen. Sur cela tous les quartiers furent rassemblés. Le roi ne laissa que quatre bataillons et quelques hussards à Zittau, un bataillon à Gœrlitz et deux à Bautzen. Ces troupes se joignirent le 13 à Camentz, à l'exception de M. de Lehwald, qui était déjà vis-à-vis de Meissen; le prince d'Anhalt y arriva le 12; mais la garnison saxonne s'en était sauvée par une poterne, et avait regagné le gros de l'armée. Pendant que l'infanterie du prince entrait dans Meissen, les cavaliers, qui avaient un chemin creux à traverser, ne le passaient qu'un à un. Les deux derniers régimens, savoir les dragons de Rœhl et de Holstein, mirent pied à terre pour attendre leur tour; Sibilsky s'en aperçut; il se glissa avec ses Saxons dans un bois épais, d'où il fondit à l'improviste sur les dragons prussiens, leur enleva deux paires de timbales, trois étendards et cent quatre-vingts hommes; d'autres escadrons montèrent à cheval, de nouveau chassèrent l'ennemi; mais l'affront était reçu et le remède vint trop tard. Il en coûta la vie au général Rœhl, qui était malade, et qui suivait la colonne en carrosse. Il faut convenir que le froid était excessif, que la cavalerie avait été douze heures à cheval; mais on pécha en passant un bois que l'on n'avait pas fait reconnaître d'avance. Les moindres fautes à la guerre sont punies, car l'ennemi ne pardonne pas.

Le 12 fut employé à réparer le pont de l'Elbe, et le 13 le général Lehwald se joignit au prince d'Anhalt. C'est ce pont de Meissen pour lequel on craignait tant, que les Saxons auraient dû détruire. Mais le ministère qui dominait les généraux, ne comprenait pas

qu'un pont peut contribuer à la perte d'un pays; ce pont était en partie construit en pierre de taille, il avait coûté cent cinquante mille écus; on ne voulut jamais consentir qu'il fût démoli. Le conseil était composé d'un mélange de pédans et de parvenus. Henecke, qui était à leur tête, élevé par la fortune de l'état de valet de pied au grade de ministre, joignait au talent d'un financier l'art de fouler méthodiquement les sujets. Son économie fournissait aux prodigalités du roi comme aux dissipations de son favori; avec ce crédit il gouvernait la Saxe en subalterne sous le comte de Brühl; de lui émanaient les ordres à l'armée, il en dirigeait les opérations, et c'est à son incapacité qu'il faut attribuer les fautes grossières des généraux saxons dans cette campagne d'hiver.

L'armée du roi arriva le 14 à Kœnigsbrücke, et à force d'aiguillonner le prince d'Anhalt, il s'avança le même jour à Neustadt, où les troupes furent obligées de camper malgré le froid perçant qu'il faisait alors. Le prince de Lorraine était arrivé le 13 décembre avec son armée auprès de Dresde. Henecke, qui règlait tout, étendit si fort les quartiers des Autrichiens, qu'il leur aurait fallu vingt-quatre heures pour se rassembler. Le prince de Lorraine fit des représentations convenables pour qu'on changeât cette disposition; mais Henecke, accoutumé à donner la loi aux fermiers et aux traitans, n'en tint aucun compte. Le prince de Lorraine, qui prévoyait que le comte Rutowsky allait être attaqué, le pria de l'avertir à temps s'il avait besoin de lui, parce qu'il lui fallait du temps pour rassembler ses troupes dispersées; mais le comte répondit qu'il n'avait pas besoin de secours, qu'il était assez fort dans le poste qu'il occupait, et que jamais les Prussiens n'auraient l'audace de l'attaquer. Depuis la bataille de Fontenoy, que le comte de Saxe avait gagnée par la supériorité de son artillerie, on vit beaucoup de généraux suivre cette méthode. La disposition des Autrichiens à la bataille de Sorr en devait être une copie, et le poste que le comte Rutowsky avait à Kesselsdorf était de même modelé sur celui de Fontenoy. La différence du comte de Saxe à ses imitateurs mit de la différence dans leurs succès; cependant les deux armées prussiennes se mirent en marche, celle du prince d'Anhalt pour s'approcher des ennemis, et celle du roi pour passer l'Elbe à Meissen. Le roi fit entrer quatorze bataillons dans cette ville; le reste de l'infanterie et de la cavalerie était cantonné sur la rive droite de l'Elbe, de sorte qu'au besoin, en rassemblant ses troupes, le roi pouvait secourir le prince d'Anhalt, et en cas que les Autrichiens eussent passé l'Elbe à Dresde, le roi leur faisait tête de ce côté.

Il reçut, en arrivant à Meissen, une lettre de M. Villiers, qui lui apprenait que le délabrement extrême des affaires d'Auguste III, et la nécessité où il était réduit, l'avaient enfin déterminé à donner les mains à un accommodement; que Saul, le mercure de Brühl, allait partir pour Dresde, muni d'instructions et de pleins-pouvoirs pour les ministres, afin qu'ils pussent travailler, avec les ministres prussiens, au rétablissement de la paix; que la reine de Hongrie voulait y accéder aussi, moyennant quelques adoucissemens à la convention de Hanovre; que lui, Villiers, se rendrait au plus tôt à Dresde, pour intervenir entre les parties au cas qu'il en fût besoin, et rendre leur réconciliation plus facile. Le roi avait à peine achevé de lire cette

lettre, qu'on vint l'avertir que du côté de Dresde toute l'atmosphère paraissait embrasée, et qu'on entendait le bruit d'une canonnade terrible. Le roi se donta bien que le prince d'Anhalt était engagé avec les ennemis. Incontinent la cavalerie eut ordre de seller, l'infanterie de se mettre sous les armes, et le roi courut, avec une centaine de hussards, sur le chemin de Dresde. Il envoya de petits partis de tous côtés; l'un d'eux lui amena six fuyards du corps de Sibilsky, qui assurèrent que les Saxons étaient battus. Ce qui fit ajouter foi à leurs discours, c'est qu'on ne vit paraître aucun Prussien, et cela serait arrivé si les affaires étaient allées mal; mais la nuit, qui survint, obligea le roi à retourner à Meissen, pour ne pas s'exposer à quelque affront, satisfait d'avoir des probabilités de la victoire du prince. Si la fortune n'avait pas secondé le prince d'Anhalt, le roi avait résolu de rassembler ses troupes sur les hauteurs de Meissen, pour aller au-devant des troupes battues, de mettre celles-ci en seconde ligne, son armée en première, d'attaquer de nouveau les ennemis, et de les vaincre à quelque prix que ce fût. Le prince d'Anhalt lui épargna cette peine : le soir même, un officier de cette armée arriva, et rendit compte au roi des circonstances suivantes de cette glorieuse bataille.

Le prince d'Anhalt, ayant décampé le 15 de grand matin, avait pris par Wilsdruf le droit chemin de Dresde. Ayant passé Wilsdruf, ses hussards donnèrent sur un gros de hulans, qu'ils poussèrent devant eux jusqu'à Kesselsdorf, où ils aperçurent toute l'armée saxonne rangée en ordre de bataille; ils en avertirent incontinent le prince d'Anhalt. Un profond ravin, dont en certains endroits le fond était marécageux, couvrait le front des ennemis; sa grande profondeur est du côté de l'Elbe; il va toujours en s'aplanissant vers Kesseldorf, et se perd entièrement au-delà, vers la forêt du Tarraut. Les Saxons avaient appuyé leur gauche à Kesselsdorf; le terrain y était, comme je l'ai dit, entièrement uni. Ce village était défendu par tous les grenadiers de leur armée et par le régiment de Rutowsky; une batterie de vingt-quatre pièces de canon de fort calibre en rendait l'abord meurtrier. Le corps de Grüne était à l'aile droite de cette armée, qui s'appuyait à Benerich, proche de l'Elbe. Ce lieu était inattaquable, à cause des rochers et des précipices qui en interdisent l'abord. Avant la bataille, la cavalerie saxonne était à la gauche de Kesselsdorf, rangée en ligne avec le reste de l'armée, la gauche vers le Tarrant. On ne sait pourquoi le comte Rutowsky la déplaça, et la mit en troisième ligne derrière son infanterie. Lorsque le prince d'Anhalt arriva sur les lieux avec la tête de son armée, il jugea d'abord que le succès de cette journée dépendait de la prise du village de Kesselsdorf; il fit ses arrangemens pour l'emporter. Il commença par former ses troupes vis-à-vis celles de l'ennemi; l'infanterie, destinée pour donner sur le village, fut mise sur trois lignes, et les dragons de Bonin formèrent la quatrième. Dès que ses troupes furent ainsi disposées, trois bataillons de grenadiers, avec trois de son régiment, attaquèrent le village de front. M. de Lehwald le prit en flanc; vingt-quatre canons, chargés de mitraille, les grenadiers saxons et le régiment de Rutowsky firent reculer les assaillans. La seconde attaque ne fut pas plus heureuse, car le feu était trop violent; mais le régiment de Rutowski sortit du village et voulut pour-

suivre les Prussiens; il se mit donc devant ses batteries, qu'il empêchait de tirer. Le prince dAnhalt profita de ce moment, et ordonna au colonel Luderitz, qui commandait les dragons, de charger. Celui-ci fondit alors avec impétuosité sur les Saxons; tout ce qui résista fut passé au fil de l'épée; le reste fut pris. L'infanterie s'empara en même temps du village, y entra de tous les côtés, et prit la batterie qui avait rendu ce poste si formidable. Le général Lehwald mit le comble à cette victoire, en obligeant toutes les troupes qui avaient défendu le village à mettre bas les armes. Le prince d'Anhalt profita de ce premier succès en habile capitaine; il gagna aussitôt le flanc gauche de l'ennemi. La cavalerie de sa droite renversa d'un seul choc la cavalerie saxonne, et la dissipa de manière qu'elle ne put se rallier. Tout prit la fuite avec assez de promptitude pour échapper à des troupes accoutumées à conserver l'ordre et à ne point se débander. La gauche des Prussiens, sous les ordres du prince Maurice, se canonna avec l'ennemi, jusqu'à ce que le village de Kesselsdorf fût emporté; mais impatiente alors d'avoir part à la gloire de cette journée, elle marcha aux Saxons en bravant tous les obstacles; des rochers à gravir, des neiges qui rendaient le terrain glissant, la difficulté d'assaillir et de forcer les ennemis qui combattaient pour leurs foyers, tout cela fut entrepris, et tout céda au courage des vainqueurs. Les Saxons et les Autrichiens furent chassés des rochers escarpés de Benerich. Les Prussiens ne purent conserver ni l'ordre des bataillons ni même des pelotons formés, tant ces hauteurs qu'ils escaladaient étaient escarpées: la cavalerie ennemie les attaqua ainsi dispersés. Il est certain que si les Saxons avaient été valeureux, l'infanterie prussienne aurait été taillée en pièces; mais cette cavalerie attaqua si mollement et fut si mal soutenue, qu'après quelques décharges que les Prussiens firent sur elle, elle disparut et céda le champ de bataille aux vainqueurs. La cavalerie de la gauche des Prussiens n'avait pu agir pendant tout le combat, à cause des précipices impraticables qui la séparaient des ennemis; le prince d'Anhalt l'envoya à la poursuite des fuyards, sur lesquels M. de Gesler fit encore un bon nombre de prisonniers. Le prince d'Anhalt donna dans cette action de grandes marques de son expérience et de sa capacité. Les généraux, les officiers, les soldats, tous s'y distinguèrent: leur succès justifia leur témérité. Du côté des Saxons, il resta trois mille morts sur la place; on fit prisonniers deux cent quinze officiers et six mille cinq cents soldats; ils perdirent, de plus, cinq drapeaux, trois étendards, une paire de timbales et quarante-huit canons. Les Prussiens eurent quarante-un officiers et seize cent vingt-un soldats tués, et le double de blessés.

Si nous examinons les fautes commises des deux parts dans cette bataille, nous trouvons premièrement que le comte de Rutowsky n'avait pensé dans son poste qu'à la sûreté de sa droite; la gauche était en l'air, et l'on pouvait tourner le village de Kesselsdorf. Si les Prussiens avaient plus pris par leur droite, le prince d'Anhalt aurait pu tourner entièrement le village et l'emporter à moins de frais; mais il ne faisait que d'arriver, et n'ayant pas eu le temps de reconnaître le terrain, cela seul suffit pour lui servir d'excuse. La plus grande faute des Saxons fut sans doute de sortir du village; car ils empêchèrent leur pro-

pre canon d'agir contre les Prussiens, et c'était leur meilleure défense. Une faute non moins considérable fut que cette infanterie, postée de Kesselsdorf à Benerich, n'était pas sur la crête des hauteurs, mais en arrière de plus de cent pas, de sorte qu'ils ne défendirent pas avec les petites armes le passage du précipice et le laissèrent escalader, se réservant de tirer lorsque l'ennemi aurait vaincu la plus grande difficulté. Mais de pareilles remarques peuvent avoir lieu sur la plupart des actions des hommes; ils font tous des fautes, parce qu'aucun d'eux n'est parfait, et si nous résumons celles qui se sont commises dans cette bataille, c'est pour que la postérité apprenne à n'en pas faire d'aussi grossières que celles des Saxons.

Le comte Rutowsky et toute son armée arrivèrent à Dresde en pleine course; ils y trouvèrent le prince de Lorraine occupé à rassembler ses troupes éparses. Ce dernier offrit au comte d'attaquer le lendemain les Prussiens conjointement avec lui; mais le Saxon en avait de reste. Il allégua pour excuse que son infanterie était presque détruite, qu'il avait perdu dix mille hommes, qu'il manquait d'armes, de munitions, et que ses soldats n'étaient pas encore revenus de leur terreur; il ajouta que le roi de Prusse allait se joindre au prince d'Anhalt, que Dresde manquait de provisions de bouche et de munitions de guerre, que pour sauver les débris de Kesselsdorf, il fallait se sauver à Zest, village voisin des montagnes qui regardent la Bohême. Ce projet fut exécuté. Les Saxons évacuèrent Dresde et n'y laissèrent que des milices; le 16, ils campèrent auprès de Kœnigstein et renvoyèrent leur cavalerie en Bohême, faute de moyens pour la nourrir plus longtemps sur le territoire saxon. L'armée du roi avança le 16 jusqu'à Wilsdruf; le 17, ses troupes formèrent la première ligne, et se portèrent sur le ruisseau de Plauen. L'heureux succès de cette expédition fit oublier la lenteur que le prince d'Anhalt avait affectée à son début; la journée de Kesselsdorf avait jeté un beau voile sur cette faute. Le roi lui dit les choses les plus flatteuses sur la gloire qu'il s'était acquise, et n'omit rien de ce qui pouvait flatter son amour-propre. Ce prince mena le roi sur le champ de bataille; l'on fut moins surpris des difficultés, quoique grandes, que les troupes avaient eu à surmonter, et du nombre considérable des prisonniers, que de voir toute cette campagne couverte d'habitans de Dresde, qui venaient tranquillement à la rencontre des Prussiens. Lorsque le roi traversa la Saxe en 1744, le duc de Weissenfels avait jeté dix bataillons dans Dresde; on y élevait des batteries, on faisait des coupures dans les rues, on mettait des palissades partout où un pieu pouvait entrer en terre, aucun Prussien n'osait mettre le pied dans cette capitale; et en 1745, lorsque le roi entra dans le pays à la tête de quatre-vingt mille hommes, que les troupes saxonnes venaient d'être battues, les portes de Dresde restèrent ouvertes, et les princes cadets de la famille royale, les ministres, les conseils suprêmes du pays, tout se rendit à discrétion. Telles sont les contradictions dont l'esprit humain est capable, quand il n'agit pas systématiquement, et lorsque ceux qui le gouvernent ont une mauvaise dialectique. Il est vraisemblable que la ville était dépourvue de provisions, et que des délibérations confuses, et la consternation qui régnait parmi les principaux ministres

du roi de Pologne, causèrent cet abandon général. Les princes pouvaient se sauver, les ministres également; il n'y avait qu'à faire quatre milles pour gagner la Bohême. Une chose non moins étonnante est que ces Saxons, qui voulaient abandonner Dresde y jetèrent six mille hommes de leurs miliciens, dont ils auraient pu se servir pour recompléter leurs troupes. Bientôt le roi fit occuper le faubourg de Dresde. Le commandant fut sommé de se rendre; il répondit que Dresde n'était point une place de guerre. Les ministres envoyèrent un mémoire qui devait tenir lieu d'une espèce de capitulation. Le roi en régla les conditions selon son bon plaisir. Le 18, les Prussiens entrèrent dans la ville. La milice fut désarmée et servit à recruter les troupes; on y prit quatre cent quinze officiers et quinze cents blessés de la bataille de Kesselsdorf. Le roi établit son quartier à Dresde avec l'état-major des deux armées. On répandit dans le monde les bruits les plus injurieux au sujet des intentions du roi sur cette capitale. On disait que le prince d'Anhalt avait demandé le pillage de Dresde pour son armée, à laquelle le sac de cette ville avait été promis pour l'encourager pendant l'action. Le penchant des hommes à la crédulité pouvait seul accréditer de telles calomnies. Jamais le prince d'Anhalt n'aurait osé faire au roi une proposition aussi barbare; et d'ailleurs ces sortes de promesses peuvent se faire à des troupes indisciplinées, et non à des Prussiens, qui ne combattent que pour l'honneur et pour la gloire. Le principe de leurs succès doit s'attribuer uniquement à l'ambition des officiers comme à l'obéissance des soldats.

A peine le roi fut-il à Dresde qu'il rendit visite aux enfans du roi, pour calmer leur crainte et les rassurer entièrement. Il tâcha d'adoucir leur infortune, en leur faisant rendre scrupuleusement tous les honneurs qui leur étaient dus; la garde du château fut même mise à leurs ordres. Le roi répondit ensuite au sieur Villiers, qu'il avait été assez étonné de recevoir des propositions de paix un jour de bataille, que pour abréger les négociations il s'était rendu lui-même à Dresde; que la fortune qui avait secondé sa cause, l'avait mis en situation de ressentir vivement les mauvais procédés, la duplicité et la perfidie dont le comte de Brühl avait fait usage dans toutes ses négociations; qu'éloigné cependant d'avoir une façon de penser aussi basse, il offrait, mais pour la dernière fois, son amitié au roi de Pologne; qu'il attendait que les sieurs de Bulau et de Rex eussent reçu leurs pleins-pouvoirs, pour qu'on pût conclure avec eux sans autre délai; qu'enfin il ne se départirait en rien des engagemens qu'il avait pris avec le roi d'Angleterre par la convention de Hanovre; que pour lui, loin d'être aveuglé par la fortune, il ne hausserait ni ne baisserait ses prétentions, et qu'ainsi la reine de Hongrie ne devait pas s'attendre à le faire changer de résolution: le roi finit en recommandant à M. de Villiers de lui rapporter exactement le dernier mot du roi de Pologne, afin que dès ce moment rien ne mît de nouveaux empêchemens à la pacification de l'Allemagne et du Nord. Bientôt le roi fit inviter chez lui tous les ministres saxons; il récapitula tout ce qui s'était passé, leur exposa avec vérité ses sentimens et les conditions de paix modérées qu'il offrait à ses ennemis: il fut assez heureux pour les convaincre que ces conditions étaient telles qu'ils auraient pu les souhaiter ou les dicter eux-mêmes, et que leur roi n'a-

vait d'autre parti à prendre que de les signer. On fit aussi des arrangemens pour que les troupes observassent un très grand ordre. Le roi mit dans ses procédés toute la douceur possible, afin que ce pays voisin et malheureux ne se ressentît que légèrement des fléaux d'une guerre dont le peuple était innocent. Pour s'accommoder à la coutume, on chanta dans les églises le Te Deum, accompagné d'une triple décharge de l'artillerie de la ville, et le soir on fit représenter l'opéra d'Arminius. On ne fait mention de ces bagatelles qu'à cause des anecdotes auxquelles elles tiennent. Tout jusqu'à l'opéra devenait entre les mains de Brühl un ressort pour gouverner l'esprit de son maître ; il avait fait représenter la clémence de Titus au sujet de la disgrâce de Sulkofsky et des prétendus crimes que le roi lui pardonna. Arminius fut joué pendant cette dernière guerre ; ce qui devait faire allusion au secours qu'Auguste III donnait à la reine de Hongrie contre les Français, et les Prussiens qu'on accusait de vouloir tout subjuguer. Les louanges flatteuses de la poésie italienne, rehaussées du charme de l'harmonie, et rendues par le gosier flexible des châtrés, persuadaient au roi de Pologne qu'il était l'exemple des princes et un modèle d'humanité. Les musiciens supprimèrent un chœur de l'opéra, qu'ils n'osèrent produire en présence des Prussiens, parce que les paroles pouvaient être justement appliquées après ce qui venait d'arriver en Saxe ; les voici :

Sulle rovine altrui alzar non pensi il soglio
Colui che al sol orgoglio riduce ogni virtù.

Les chœurs des opéras d'Auguste valaient les prologues de ceux de Louis XIV.

Pendant qu'on chantait à Dresde des Te Deum et des opéras, M. de Villiers, qu'on y attendait avec impatience, arriva de Prague avec les pleins-pouvoirs et toutes les autorisations nécessaires aux ministres saxons pour conclure la paix : il fut suivi par le comte Frédéric Harrach, qui venait de la part de l'impératrice-reine pour le même sujet. Lorsque tout se préparait à Dresde à pacifier les troubles de l'Allemagne, le roi reçut la réponse suivante de Louis XV à la lettre touchante qu'il lui avait écrite de Berlin pour lui demander son assistance. Cette réponse avait été minutée par ses ministres ; le roi n'avait prêté que sa main pour la transcrire, la voici : « Monsieur mon » frère, Votre Majesté me confirme, » dans sa lettre du 15 novembre, ce » que je savais déjà de la convention » de Hanovre du 26 août. J'ai dû être » surpris d'un traité négocié, conclu, si» gné et ratifié avec un prince mon en» nemi, sans m'en avoir donné la moin» dre connaissance. Je ne suis point » étonné de vos refus de vous prêter à » des mesures violentes et à un enga» gement direct et formel contre moi ; » mes ennemis doivent connaître Votre » Majesté. C'est une nouvelle injure d'a» voir osé lui faire des propositions in» dignes d'Elle. Je comptais sur votre » diversion ; j'en faisais deux puissan» tes en Flandre et en Italie ; j'occupais » sur le Rhin la plus grosse armée de la » reine de Hongrie. Mes dépenses, mes » efforts ont été couronnés des plus » grands succès. Votre Majesté en a » fort exposé les suites par le traité » qu'Elle a conclu à mon insu. Si cette » princesse y avait souscrit, toute son » armée de Bohême se serait subite» ment tournée contre moi ; ce ne sont » pas là des moyens de paix. Je n'en » ressens pas moins l'horreur du péril » que vous courez ; rien n'égalera l'im-

» patience de vous savoir en sûreté, et » votre tranquillité fera la mienne. Vo» tre Majesté est en force et la terreur » de nos ennemis, et a emporté sur eux » des avantages considérables et glo» rieux ; l'hiver avec cela, qui suspend » les opérations militaires, suffit seul » pour la défendre. Qui est plus capa» ble que Votre Majesté de se donner » de bons conseils à elle-même? Elle » n'a qu'à suivre ce que lui dictera son » esprit, son expérience, et par-dessus » tout son honneur. Quant aux secours » qui de ma part ne peuvent consister » qu'en subsides et en diversions, j'ai » fait toutes celles qui me sont possi» bles, et je continuerai par les moyens » qui assurent le mieux le succès. » J'augmente mes troupes, je ne né» glige rien, je presse tout ce qui » pourra pousser la campagne pro» chaine avec la plus grande vigueur. » Si Votre Majesté a des projets capa» bles de fortifier mes entreprises, je la » prie de me les communiquer, et je » me concerterai toujours de grand » plaisir avec Elle, etc. » D'abord cette lettre paraît douce, polie ; mais quand on considère les circonstances fâcheuses où se trouvait le roi de Prusse, et les différentes négociations avec la France qui l'avaient précédée, on y remarque un ton d'ironie d'autant plus déplacé, que l'on n'était pas convenu de remplir par des épigrammes les engagemens réciproques contractés par le traité de Versailles. Dépouillons cette lettre de tout verbiage, et examinons ce qu'elle dit réellement : Je suis fort fâché que vous ayez conclu le traité de Hanôvre sans m'en avertir, car le prince de Lorraine reviendrait en Alsace, si la reine de Hongrie l'acceptait. Ne voyez-vous pas que la guerre d'Italie et de Flandre que je soutiens, est une diversion que je fais en votre faveur? Car je n'ai nul intérêt à la conquête de la Flandre, et l'établissement de mon gendre Don Philippe en Italie, me touche peu. Conti sait si bien contenir les forces principales de la reine de Hongrie en Allemagne, qu'il a repassé le Rhin, laissé faire un empereur à qui l'a voulu ; que Traun a pu détacher Grüne pour la Saxe et pourra le suivre avec le reste de ses troupes, si la reine de Hongrie trouve à propos de l'employer contre vous. J'ai fait de grandes choses cette campagne : on a aussi parlé de vous. Je plains la situation dangereuse où vous vous êtes mis pour l'amour de moi ; on n'acquiert de la gloire qu'en se sacrifiant pour la France ; témoignez de la constance et souffrez toujours ; imitez l'exemple de mes autres alliés, que j'ai abandonnés à la vérité, mais auxquels j'ai fait l'aumône lorsqu'on les avait dépouillés de toutes leurs possessions. Prenez conseil de votre esprit et de la présomption avec laquelle vous vous êtes ingéré quelquefois à me donner des avis ; vous aurez sans doute assez d'habileté pour vous tirer d'embarras ; d'ailleurs le froid de l'hiver engourdira vos ennemis, et ils ne pourront vous combattre. Si cependant il vous arrivait malheur, je vous promets que l'académie française fera l'oraison funèbre de votre empire, que vos ennemis auront détruit. Votre nom sera placé dans le martyrologe où se trouve le nom des enthousiastes qui se sont perdus pour le service de la France et celui des alliés qu'elle a daigné abandonner. Vous voyez que j'ai fait des diversions ; je vous ai offert jusqu'à un million de livres de subsides. Espérez beaucoup dans la belle campagne que je ferai l'été prochain, pour laquelle je prépare tout dès à présent, et comptez que je me concerterai avec vous sur tous les sujets où vous vou-

drez suivre aveuglément mes volontés, et vous conformer à tout ce qui s'accorde avec mes intérêts.

Dès que les négociations de la paix furent assez avancées pour être certain de leur réussite, le roi répondit au roi de France par cette lettre, dont nous rapporterons le contenu, parce que la matière dont il s'agit était aussi importante que délicate.

« Monsieur mon frère,

» Après la lettre que j'avais écrite à » Votre Majesté, en date du 15 no- » vembre, je devais m'attendre de Sa » part à des secours réels. Je n'entre » point dans les raisons qu'elle peut » avoir d'abandonner ses alliés aux ca- » prices de la fortune. Pour cette fois, » la valeur seule de mes troupes m'a » tiré du pas scabreux où je me trou- » vais. Si le nombre de mes ennemis » m'eût accablé, Votre Majesté se se- » rait contentée de me plaindre, et » j'aurais été sans ressources. Com- » ment une alliance peut-elle subsister » si les parties contractantes ne con- » courent pas avec une même ardeur » à leur conservation commune? Vo- » tre Majesté me dit de me conseiller » moi-même ; je le fais, puisqu'Elle le » juge à propos. La raison me dit de » mettre promptement fin à une guer- » re qui n'a plus d'objet, depuis que les » troupes autrichiennes ne sont plus » en Alsace, et depuis la mort de » l'empereur. Les batailles qu'on don- » nerait désormais ne produiraient » qu'une effusion de sang inutile. La » raison m'avertit de penser à ma pro- » pre sûreté, et de considérer le grand » armement des Russes, qui menace » le royaume du côté de la Courlande ; » l'armée que M. de Traün commande » sur le Rhin, et qui pourrait aisément » refluer vers la Saxe ; l'inconstance de » la fortune ; enfin que, dans la cir- » constance où je me trouve, je ne » puis m'attendre à aucun secours de » la part de mes alliés. Les Autrichiens » et les Saxons viennent d'envoyer ici » des ministres pour négocier la paix ; » je n'ai donc d'autre parti à prendre » que de la signer. Après m'être ac- » quitté ainsi de mon devoir envers » l'État que je gouverne et envers ma » famille, aucun objet ne me tiendra » plus à cœur que de pouvoir me ren- » dre utile aux intérêts de Votre Ma- » jesté. Puissé-je être assez heureux » pour servir d'instrument à la pacifi- » cation générale ! Votre Majesté ne » pourra confier ses vues à personne » qui Lui soit plus attaché que je ne » suis, et qui travaille avec plus de zèle » à rétablir la concorde et la bonne » intelligence entre les puissances que » ces longs démêlés ont rendues enne- » mies. Je La prie de me conserver » son amitié, qui me sera toujours » précieuse, et d'être persuadée que » je suis, etc. » C'était se congédier honnêtement, et alléguer des raisons si valables, qu'il aurait été impossible au Français d'y répondre.

Cependant les Autrichiens et les Saxons étaient encore aux environs de Pirna ; il fallait les éloigner davantage, pour travailler plus tranquillement à la paix. Dans cette vue, M. de Retzow fut détaché, avec cinq bataillons et quelque cavalerie du côté de Freyberg. L'inquiétude qu'il donna de ce côté accéléra la retraite des alliés en Bohême. Les troupes saxonnes se composaient à peine de quinze mille hommes. Le roi de Pologne, privé de ses revenus, n'avait plus d'argent pour les payer ; il ne pouvait pas attendre jusqu'au printemps que les Russes se missent en mouvement ; il sentait la nullité de ce secours ; enfin la nécessité du moment le forçait à consentir

à la paix. Sur ces entrefaites, le comte de Harrach arriva à Dresde. Il supposait que, fier de ses succès, à l'instar des Autrichiens, le roi en rehaussant ses prétentions les rendrait excessives; mais bientôt détrompé, il remercia même ce prince de la facilité avec laquelle il se prêtait à la négociation. Le roi lui répondit que la cause de la guerre ayant cessé par la mort de Charles VII, il avait été depuis ce moment dans les mêmes dispositions où il le trouvait aujourd'hui. M. de Harrach lâcha quelques propositions sur une entrevue entre le roi et la reine de Hongrie; elles furent éludées par l'exemple de l'inutilité et des mauvaises suites de semblables rencontres; mais les louanges de cette princesse adroitement mêlées aux refus parurent satisfaire le comte. La paix fut signée le 25 décembre 1745. L'accession de la reine de Hongrie à la convention de Hanôvre n'était qu'un renouvellement pur et simple de la paix de Breslau. Les Saxons promirent de ne jamais accorder de passage par leur pays aux ennemis du roi, sous quelque prétexte que ce pût être. On convint d'échanger le péage de Fürstenberg contre quelques terres de la même valeur. Le roi de Pologne garantit le paiement d'un million de contributions auquel l'électorat s'était engagé; il renonça par le même article à toute indemnité pour les frais de la guerre. Le roi promit en revanche de faire cesser les contributions à dater du jour de la signature et de retirer incessamment ses troupes de la Saxe, à l'exception de Meissen, où était l'hôpital prussien; ce qui lui fut accordé jusqu'à la guérison des blessés.

Ainsi finit cette seconde guerre, qui dura en tout seize mois; qui se fit de part et d'autre avec un acharnement extrême: où les Saxons découvrirent toute la haine qu'ils portaient à la Prusse et la jalousie que leur inspirait l'agrandissement de cette puissance voisine; cette guerre, où les Autrichiens combattaient pour l'empire et pour l'influence dans les affaires de l'empire, dans lesquelles ils craignaient l'intervention trop active des Russes; où l'on vit la Prusse exposée à des dangers imminens, dont elle triompha par la discipline et la valeur héroïque de ses troupes. Cette guerre ne donna pas lieu à ces grandes révolutions qui changent la destinée des empires; mais elle empêcha que de pareils bouleversemens n'arrivassent alors, en obligeant le prince de Lorraine d'abandonner l'Alsace. La mort de Charles VII fut un de ces évènemens qu'on ne saurait prévoir. Elle dérangea le projet d'arracher pour jamais la dignité impériale à la nouvelle maison d'Autriche. Ainsi en appréciant les choses à leur juste valeur, on est obligé de convenir qu'à certains égards cette guerre causa une effusion de sang inutile, et qu'un enchaînement de victoires ne servit uniquement qu'à confirmer la Prusse dans la possession de la Silésie. Si nous n'envisageons cette guerre que relativement à l'accroissement ou à l'affaiblissement des puissances belligérantes, nous trouvons qu'elle coûta aux Prussiens huit millions d'écus, mais qu'à la signature de la paix il leur restait pour toute ressource cent cinquante mille écus pour la continuation de la guerre. Les Prussiens firent dans ces deux campagnes quarante-cinq mille six cent soixante-six prisonniers sur leurs ennemis. De leur côté les Autrichiens prirent seulement quatre mille quatre cent quarante hommes aux Prussiens. La haute Silésie souffrit le plus de cette guerre, ainsi que quelques parties de

la basse Silésie, voisines de la Bohême, comme les cercles de Hirschberg, de Striegau et de Landshut. Mais c'était de ces maux qu'une bonne administration répare facilement. La Bohême et la Saxe se ressentirent également du séjour de grandes armées; cependant rien n'y était totalement ruiné. La reine de Hongrie fut obligée d'employer tout son crédit pour se procurer des ressources qui la missent en état de continuer la guerre : elle tirait à la vérité des subsides de la nation anglaise; mais ils n'étaient pas suffisans pour l'indemniser des sommes que lui coûtaient les opérations de ses armées en Flandre, sur le Rhin, en Italie, en Bohême et en Saxe. La guerre coûta au roi de Pologne au-delà de cinq millions d'écus. Il paya ses dettes en papiers, en créa de nouveaux ; car Brühl possédait l'art de ruiner méthodiquement son maître.

Le roi de Prusse donna ses premiers soins au rétablissement de son armée ; il la recompléta en grande partie par les prisonniers autrichiens et saxons dont il avait le choix. Les troupes furent ainsi recrutées aux dépens des étrangers, et il n'en coûta que sept mille hommes à la patrie pour réparer les pertes que tant de batailles sanglantes avaient occasionnées. Depuis qu'en Europe l'art de la guerre s'est perfectionné, depuis que la politique a su établir une certaine balance de pouvoir entre les souverains, le sort commun des plus grandes entreprises ne produit que rarement les effets auxquels on devrait s'attendre : des forces égales des deux côtés et l'alternative des pertes et des succès font qu'à la fin de la guerre la plus archarnée, les engagés se trouvent à peu près dans l'état où ils étaient avant de l'entreprendre. L'épuisement des finances produit enfin la paix, qui devrait être l'ouvrage de l'humanité et non de la nécessité. En un mot, si la considération et la réputation des armes méritent qu'on fasse des efforts pour les obtenir, la Prusse, en les gagnant, a été récompensée d'avoir entrepris cette seconde guerre; mais voilà tout ce qu'elle y acquit, et cette fumée encore lui suscitait des envieux.



INSTRUCTION

MILITAIRE

DU ROI DE PRUSSE

POUR SES GÉNÉRAUX.

Se bien garder, s'entourer d'un réseau impénétrable de surveillance qui ne permette pas à l'ennemi d'observer ce qui se passe dans votre camp, dans vos lignes, et de pressentir ainsi vos projets, c'est l'un des premiers devoirs d'un général.

Le grand Frédéric ne pouvait le méconnaître : dans ses récits de l'*Histoire de mon temps et de la guerre de sept ans*, il insiste sur les services que la cavalerie légère autrichienne, les hussards et les pandours ont rendus dans les armées de Marie-Thérèse. Ce prince voulut doter son armée de ces immenses avantages.

Non seulement il organisa un service qui répondit à ses vues, mais encore, dans sa prévision, il rédigea deux instructions spéciales.

Lorsque Frédéric II monta sur le trône, l'infanterie prussienne, formée par les soins soutenus de son père, était réputée l'une des meilleures de l'Europe. L'artillerie prussienne jouissait d'une réputation méritée ; la cavalerie de ligne, et surtout la cavalerie légère, laissaient à désirer, et l'on peut remarquer que c'est avec une sorte de timidité, et toujours en les faisant soutenir par de l'infanterie ou de l'artillerie, que le roi opposa d'abord ces deux armes aux armes ennemies correspondantes. C'est ainsi que par degrés il inspira à ses cavaliers cette confiance sans laquelle on ne saurait se promettre de beaux résultats : les soins du roi furent promptement couronnés d'un plein succès : les deux instructions qu'il a laissées, et que nous nous faisons un devoir de reproduire, y ont largement contribué.

DISCOURS

DU ROI DE PRUSSE

A SES GÉNÉRAUX,

LE 2 NOVEMBRE 1760, VEILLE DE LA BATAILLE DE TORGAU.

JE vous ai assemblés, Messieurs, non pas pour vous demander votre avis, mais pour vous dire que j'attaquerai demain le maréchal Daun. Je sais qu'il est dans une bonne position ; mais en même temps il est dans un cul-de-sac ; et si je le bats, toute son armée est prise ou noyée dans l'Elbe. Si nous sommes battus, nous y périrons tous, et moi le premier. Cette guerre m'ennuie ; elle doit vous ennuyer aussi : nous la finirons demain. Ziethen, je vous donne l'aile droite de mon armée ; votre objet sera, en marchant droit sur Torgau, de couper la retraite des Autrichiens, quand je les aurai battus et chassés des hauteurs de Siptitz.

Le roi de Prusse attaqua, le 3 novembre, à la pointe du jour ; le combat ne finit que le soir. Les Autrichiens repassèrent l'Elbe dans la nuit qui suivit la bataille, et abandonnèrent Torgau. Laudon quitta la Silésie ; l'armée de l'Empire se retira en Franconie ; les Suédois hivernèrent à Stralsund, et les Russes regagnèrent la Vistule.

INSTRUCTION

MILITAIRE

DU ROI DE PRUSSE

POUR

SES GÉNÉRAUX.

ARTICLE PREMIER.

Des troupes prussiennes, de leurs défauts et de leurs avantages.

La composition de mes troupes exige une attention infinie de la part de ceux qui les commandent. Il faut leur faire observer toujours la discipline la plus exacte, et avoir grand soin de leur conservation : il faut aussi qu'elles soient mieux nourries que presque toutes les troupes de l'Europe.

Nos régimens sont composés, moitié de gens du pays, moitié d'étrangers, qui ont été enrôlés pour de l'argent. Ces derniers, n'ayant rien qui les attache, n'attendent que la première occasion pour quitter. Il s'agit donc d'empêcher la désertion.

Plusieurs de nos généraux croient qu'un homme n'est qu'un homme, et que si la perte en est réparée, cet homme n'a point d'influence sur la totalité; mais on ne saurait faire à ce sujet une juste application des autres armées à la nôtre.

Si un homme bien dressé déserte, et qu'il soit remplacé par un autre aussi bien dressé, la chose est égale. Mais, si un soldat que l'on a formé pendant deux ans au maniement des armes, pour lui donner un certain degré d'agilité, vient à déserter, et qu'il soit remplacé par un mauvais sujet, ou qu'il ne le soit point du tout, cela tirera, à la longue, à conséquence.

On a vu que, par la négligence des officiers dans le petit détail, des régimens ont perdu leur réputation, et se sont trouvés diminués par la désertion. Cette perte affaiblit l'armée, dans le temps où il est le plus nécessaire qu'elle soit complète. Vous perdrez par là vos meilleures forces, si vous n'y apportez la plus grande et la plus prompte attention, et vous ne serez pas en état alors de suppléer à ce défaut.

Quoiqu'il y ait grand nombre d'hommes dans mon pays, il est question de savoir si vous en trouverez beaucoup de la taille de mes soldats; et, supposé même qu'il y en eût assez, seront-ils d'abord dressés? c'est donc un des devoirs les plus essentiels des généraux

qui commandent les armées ou des corps séparés, d'empêcher la désertion. Ce qui se fait :

1° En évitant des camps trop près d'un bois ou d'une forêt, si la raison de guerre ne l'exige pas ;

2° En faisant plusieurs appels par jour ;

3° En envoyant des patrouilles fréquentes de hussards, qui rôdent autour du camp ;

4° En plaçant pendant la nuit, des chasseurs dans les blés, et en doublant les postes de cavalerie à l'entrée de la nuit, pour renforcer la chaîne ;

5° Si vous ne permettez point que le soldat se débande, et si l'officier mène sa troupe en règle à l'eau et à la paille ;

6° En punissant rigoureusement la maraude, qui est la source de tous les désordres ;

7° En ne faisant, les jours de marche, retirer les gardes qui sont placées dans les villages, que quand les troupes ont pris les armes ;

8° En défendant, sous peine rigoureuse, que le soldat quitte son rang, ou sa division, les jours de marche ;

9° En évitant de faire des marches de nuit, si des raisons importantes ne l'exigent pas absolument ;

10° En poussant des patrouilles de hussards à droite et à gauche, lorsque l'infanterie traversera un bois ;

11° Si vous placez les officiers à l'entrée et à la sortie d'un défilé, qui obligent les soldats de reprendre leurs rangs ;

12° En cachant au soldat les marches que vous êtes obligé de faire en arrière, ou vous servant d'un prétexte spécieux qui puisse le flatter ;

13° En ayant toujours attention que la subsistance nécessaire ne manque jamais, et qu'on fournisse aux troupes du pain, de la viande, du brandevin, de la bière, etc.

14° Quand la désertion se glisse dans un régiment ou dans une compagnie, il faut examiner d'abord la raison de ce mal ; s'informer si le soldat a eu son prêt, si on lui donne les autres douceurs accordées ; et si le capitaine n'est pas coupable de quelques malversations. Il ne faut pas moins faire soigneusement observer une discipline exacte. On dira, peut-être, que le colonel y prêtera son attention, mais cela ne suffit pas. Dans une armée, tout doit tendre à la perfection, pour faire voir que tout ce qui s'y fait est l'ouvrage d'un seul homme.

La plus grande partie d'une armée est composée de gens indolens ; si le général n'est pas toujours attentif à ce qu'ils fassent leur devoir, cette machine, qui est artificielle et ne peut pas être parfaite, sera bientôt détraquée, il n'aura à la fin qu'une armée disciplinée en idée.

Il faut donc s'accoutumer à travailler sans relâche ; l'expérience de ceux qui n'y manqueront pas, leur fera voir que c'est une chose très nécessaire, et qu'il y a tous les jours à réprimer des abus, qui ne sont pas aperçus de ceux qui ne s'appliquent pas à les connaître.

Cette application continuelle et pénible paraîtra dure à un général ; mais il en sera assez récompensé par la suite. Quel avantage ne remportera-t-il pas avec des troupes si braves, si belles et si bien disciplinées ? Un général, qui, chez d'autres nations, passera pour un téméraire, ne sera chez nous que ce que les règles ordinaires exigent ; il peut hasarder et entreprendre tout ce que les hommes sont capables de mettre en exécution. Outre que les soldats ne souffrent pas entre eux des camarades capables de quelques faibles-

ses (1), ce que l'on ne releverait sûrement point dans d'autres armées.

J'ai vu des officiers et de simples soldats dangereusement blessés, qui, nonobstant cela, ne quittaient pas leur poste, ni ne voulaient pas se retirer pour faire bander leur plaie. Avec des troupes pareilles on ferait la conquête du monde entier, si les victoires ne leur étaient pas aussi fatales qu'aux ennemis. Car vous pouvez entreprendre tout avec elles, pourvu que vous ne les laissiez pas manquer de vivres. Si vous marchez, vous devancerez votre ennemi par la vitesse. Si vous l'attaquez dans un bois, vous l'y forcerez. Si vous leur faites grimper une montagne, vous en chasserez ceux qui y font résistance, et alors ce n'est plus qu'un massacre. Si vous faites agir votre cavalerie, elle passera l'ennemi au fil de l'épée, et le détruira.

Mais, comme il ne suffit pas d'avoir de bonnes troupes, et qu'un général, par son ignorance, perd tout son avantage, je parlerai des qualités d'un général, et donnerai des règles, dont en partie j'ai fait l'expérience à mes dépens, et d'autres que de grands généraux m'ont fournies.

ARTICLE II.

De la subsistance des troupes et des vivres (feld-commissariat).

Certain général dit que, pour bien établir le corps d'une armée, il faudrait commencer par le ventre, et que c'est là la base et le fondement de toutes les opérations. Je ferai deux parties de cette matière. Dans la première, j'expliquerai en quels endroits, et de quelle façon il faut établir les magasins; dans l'autre, je démontrerai comment il faut se servir de ces magasins, et comment il faut les transporter.

La première règle est d'établir toujours les magasins les plus considérables sur les derrières de votre armée, et, s'il se peut, dans une place fermée. Dans les guerres de Silésie et de Bohême, nous avons eu notre grand magasin à Breslau, à cause de la facilité que nous donnait l'Oder de rafraîchir ce magasin.

Quand on fait des magasins à la tête de l'armée, on risque de les perdre au premier échec, et alors on est sans ressource; mais si vous établissez ces magasins l'un derrière l'autre, vous faites la guerre avec prudence, et un petit malheur ne peut causer votre ruine entière. Pour établir des magasins dans la Marche électorale, il faudrait choisir Spandau et Magdebourg. Ce dernier servira à cause de l'Elbe, dans une guerre offensive contre la Saxe, et celui de Schweidnitz contre la Bohême.

Il faut avoir grand soin de choisir de bons commis et commissaires des vivres; car, si ces gens-là sont ou fourbes ou voleurs, l'État y perd considérablement. Dans cette vue, il faut leur donner pour chefs des hommes de probité, qui les examinent de près, et les contrôlent souvent.

On établit les magasins de deux manières. On ordonne à la noblesse et aux paysans de faire charrier aux magasins, des grains qu'on leur paie selon la taxe de la chambre des finances, ou qu'on leur diminue sur les contributions imposées. Si le pays n'est pas abondant en fourrage, on fait des marchés avec

(1) Les Français sont très pointilleux sur cet article; surtout leurs grenadiers ne souffriront jamais entre eux un camarade soupçonné de quelque faiblesse. Généralement, toutes les troupes bien disciplinées, de quelque nation qu'elles soient, agiront de même.

des entrepreneurs, pour une certaine quantité. C'est au commissariat à faire ces marchés et à les signer.

On a encore des bâtimens construits exprès, ponr transporter les farines et les fourrages par les canaux et les rivières.

Il ne faut jamais se servir d'entrepreneurs que dans le plus grand besoin, parce qu'ils sont plus usuriers que les Juifs mêmes : ils font augmenter le prix des vivres, et les vendent extrêmement cher.

On doit toujours établir de bonne heure ses magasins, pour être pourvu de toutes les provisions nécessaires, lorsque l'armée sort de ses quartiers ponr entrer en campagne.

Si vous attendez trop long-temps, la gelée vous empêche de les faire transporter par eau, ou les chemins deviennent si mauvais et si impraticables, que vous ne sauriez former des magasins qu'avec la dernière difficulté.

Outre les caissons des régimens, qui portent du pain pour huit jours, le commissariat a des caissons destinés à transporter des vivres pour un mois.

Mais, s'il y a des rivières navigables, il faut en profiter, car ce sont elles seules qui peuvent procurer l'abondance dans une armée.

Les caissons doivent être attelés de chevaux. Nous y avons aussi employé des bœufs, mais à notre désavantage. Il faut que les vaguemestres des caissons fassent bien soigner leurs chevaux. C'est au général d'armée à y tenir la main ; car, par la perte de ces chevaux, on diminue le nombre des caissons, et par conséquent la quantité des vivres.

Il y a encore une autre raison, c'est que ces chevaux n'étant pas bien nourris, n'ont pas assez de force pour soutenir les fatigues. Et quand vous marcherez, vous perdrez non seulement vos chevaux, mais vos caissons, et les farines qu'ils porteront. De pareilles pertes, souvent répétées, peuvent déranger les projets les mieux concertés. Il faut qu'un général ne néglige aucun de ces détails, qui sont fort importans pour lui.

Dans une guerre contre la Saxe, il faut se servir de l'Elbe, pour faciliter le transport des vivres, et en Silésie, de l'Oder. En Prusse, vous aurez la mer ; mais en Bohême et en Moravie, on ne peut y employer que le charroi.

On établit quelquefois trois et quatre dépôts de vivres sur une même ligne, comme nous avons fait, l'an 1742, en Bohême. Il y avait un magasin à Pardubitz, un à Nienbourg, un à Podjebrod, et un autre à Brandeiss, pour être en état de marcher à hauteur de l'ennemi, et de le suivre à Prague, en cas qu'il se fût avisé d'y aller.

Dans la dernière campagne que nous avons faite en Bohême, Breslau fournissait à Schweidnitz, celui-ci à Jaromircz, et de là, on transportait les vivres à l'armée.

Outre les caissons de vivres, l'armée mène encore avec elle des fours de fer, dont le nombre, n'étant pas suffisant, a été augmenté. A chaque séjour, il faut faire cuire du pain. Dans toutes les expéditions qu'on veut entreprendre, il faut être pourvu de pain ou de biscuit pour dix jours. Le biscuit est très bon, mais nos soldats ne l'aiment que dans la soupe, et ne savent pas bien s'en servir.

Quand on marche dans un pays ennemi, on fait le dépôt de ses farines dans une ville voisine de l'armée, où l'on met garnison.

Pendant la campagne de 1745, notre dépôt de farine était au commencement à Neustadt, puis à Jaromircz, et à la fin à Trautenau. Si nous nous

étions plus avancés, nous n'aurions trouvé un dépôt assuré qu'à Pardubitz.

J'ai fait faire des moulins à bras pour chaque compagnie, qui leur seront fort utiles; on emploiera à ces moulins des soldats, qui porteront la farine au dépôt et y recevront le pain. Avec cette farine, vous ménagerez non seulement vos magasins, mais elle vous fera subsister plus long-temps dans un camp, que, sans cette ressource, vous seriez obligé de quitter. De plus, on n'aura pas besoin de faire tant de convois, et on fournira moins d'escortes.

En parlant des convois, j'ajouterai ici ce qui concerne cette matière. A proportion de ce qu'on a à craindre de l'ennemi, on augmente ou diminue les escortes. On fait entrer des détachemens d'infanterie dans les villes par où passent les convois, pour leur donner un point d'appui. Souvent on fait de gros détachemens pour les couvrir, comme cela est arrivé en Bohême.

Dans tous les pays de chicane, il faut employer l'infanterie pour l'escorte des convois; on y joint quelques hussards, pour éclairer la marche, et pour avertir des endroits où l'ennemi pourrait être en embuscade. J'ai employé aussi l'infanterie préférablement à la cavalerie, pour en former des escortes dans un pays de plaine, et je m'en suis bien trouvé.

Je vous renvoie à mon règlement militaire pour ce qui concerne le détail des escortes. Un général d'armée ne saurait jamais prendre assez de précautions pour assurer ses convois. Une bonne règle pour couvrir les convois est celle d'envoyer des troupes en avant pour faire occuper les défilés par où le convoi passera, et de pousser l'escorte à une lieue en avant du côté de l'ennemi. Cette manœuvre assurera le convoi et le masquera.

ARTICLE III.

Des vivandiers, de la bière et de l'eau-de-vie.

Si vous voulez faire quelque entreprise sur l'ennemi, il faut que le commissariat fasse ramasser toute la bière et l'eau-de-vie qu'on trouvera sur la route, afin que l'armée n'en manque point, au moins dans les premiers jours. Aussitôt que l'armée entrera dans un pays ennemi, il faut se saisir de tous les brasseurs de bière et d'eau-de vie qui se trouveront dans le voisinage, et surtout faire brasser de l'eau-de-vie, afin que le soldat ne manque pas d'une boisson dont il ne peut se passer.

Pour les vivandiers, il faut les protéger, particulièrement dans un pays où les habitans se sont sauvés et ont abandonné leurs maisons, de sorte qu'on ne peut pas avoir des denrées, même en payant. Alors on est en droit de ne plus ménager les paysans.

On envoie des vivandiers et des femmes de soldats pour chercher toutes sortes de légumes et du bétail; mais en même temps, il faut faire attention que les denrées soient vendues à un prix raisonnable, pour que le soldat soit en état de les payer, et que le vivandier trouve un profit honnête.

J'ajouterai encore ici que le soldat a deux livres de pain par jour et deux livres de viande par semaine, qu'il reçoit gratis en campagne. C'est une douceur que le pauvre soldat mérite bien, surtout en Bohême, où l'on conduit la guerre comme dans un désert. Quand on fait venir des convois pour

l'armée, on les fait suivre par quelques troupeaux de bœufs destinés à la nourriture des soldats.

ARTICLE IV.

Des fourrages au sec et au vert.

Le fourrage sec est de l'avoine, de l'orge, du foin, de la paille hachée, etc. On le fait transporter au magasin. L'avoine ne doit être ni moisie ni puante; ce qui donne le farcin et la gale aux chevaux, et les affaiblit tellement, qu'à l'entrée même de la campagne, la cavalerie n'est pas en état de faire le service. La paille hachée ne fait que remplir le ventre aux chevaux; on leur en donne, parce que c'est l'usage.

La première raison qui détermine à faire rassembler le fourrage et le transporter au magasin, est pour prévenir l'ennemi à l'entrée de la campagne, ou quand on veut faire quelque entreprise loin de là. Mais rarement une armée osera-t-elle s'éloigner de ses magasins, tant qu'elle est obligée de donner du fourrage sec à ses chevaux, parce que le transport est trop embarrassant par le nombre nécessaire des voitures qu'une province entière ne peut souvent pas fournir; et généralement ce ne sont pas les moyens dont on se sert dans une guerre offensive, s'il n'y a pas des rivières par lesquelles on puisse transporter les fourrages.

Pendant la campagne de Silésie, j'ai nourri toute ma cavalerie de fourrage sec; mais nous ne marchâmes que de Strehla à Schweidnitz, où il y avait un magasin, et de là à Cracau, où nous étions dans le voisinage de Brieg et de l'Oder.

Quand on a formé le dessein de faire une entreprise pendant l'hiver, on fait ficeler du foin pour cinq jours; la cavalerie le porte sur ses chevaux. Si on veut faire la guerre en Bohême ou en Moravie, il faut attendre le temps du vert, sinon vous ruinerez toute votre cavalerie. On fourrage les herbes et les blés dans les champs, et quand la moisson est faite, on fourrage dans les villages.

Quand on entre dans un camp où l'on a dessein de séjourner quelque temps, on fait reconnaître les fourrages, et après en avoir évalué la quantité, on en fait la distribution pour le nombre des jours qu'on veut y rester.

Les grands fourrages se font toujours sous l'escorte d'un corps de cavalerie, qui doit être proportionné au voisinage de l'ennemi, et à ce qu'on a à craindre de lui. Les fourrages se font par toute l'armée ou par ailes.

Les fourrageurs s'assemblent toujours sur le chemin qu'on veut prendre; quelquefois sur les ailes, et quelquefois à la tête ou à la queue de l'armée. Les hussards ont l'avant-garde. Si c'est dans un pays de plaine, la cavalerie les suit; si c'est dans un pays coupé, l'infanterie marche la première. L'avant-garde précèdera la marche de la quatrième partie des fourrageurs, suivis d'un détachement de l'escorte, toujours mêlée de cavalerie et d'infanterie; puis une autre partie des fourrageurs, suivis d'un détachement de troupes; et puis les autres dans le même ordre. Une troupe de hussards fermera la marche de l'arrière-garde, et aura la queue de toute la colonne.

Nota. Dans toutes les escortes, l'infanterie mènera son canon avec elle, et les fourrageurs seront toujours armés de leurs carabines et de leurs épées.

Lorsqu'on sera arrivé à l'endroit où

l'on veut fourrager, on formera une chaine, et on placera l'infanterie près des villages, derrière les haies et les chemins creux ; on mêlera des troupes de cavalerie avec l'infanterie, et on se ménagera une réserve, qu'on mettra au centre pour être à portée de donner du secours partout où l'ennemi pourrait tenter de percer. Les hussards escarmoucheront avec l'ennemi pour l'amuser et pour l'éloigner du fourrage. Quand l'enceinte des troupes sera placée, alors on distribuera par régiment les champs aux fourrageurs. Les officiers qui les commanderont auront grande attention que les trousses soient grandes et bien liées.

Quand on aura chargé les chevaux, les fonrrageurs s'en retourneront au camp par troupes sous de petites escortes ; et lorsqu'ils seront tous partis, les troupes de la chaine s'assembleront et feront l'arrière-garde, suivies des hussards.

Les règles pour les fourrages, dans les villages, sont à peu près les mêmes. La seule différence qu'il y ait est que l'infanterie se placera autour dn village, et la cavalerie en arrière, dans un terrain propre à la faire agir. On ne fait fourrager qu'un seul village à la fois, et puis un autre, afin que les troupes de la chaine ne soient pas trop dispersées.

Les fourrages, dans un pays de montagnes, sont les plus difficiles. Il faut que la plus grande partie de leur escorte ne soit composée que d'infanterie et de hussards.

Quand on occupera près de l'ennemi un camp, où l'on veut rester quelque temps, on tâchera de s'emparer des fourrages qui sont entre les deux camps ; puis on fourragera à deux lieues à la ronde, en commençant par les champs les plus éloignés, et gardant les plus à portée pour les derniers. Mais si c'est un camp de passage, on fourragera dans le camp et dans le voisinage.

Quand on fait de grands fourrages au vert, je ne voudrais pas qu'on embrassât un terrain trop étendu, mais qu'on fourrageât plutôt deux fois consécutives. De cette manière, votre chaine sera plns resserrée, et vos fourrageurs seront plus à couvert ; au lien que si vous occupez un terrain trop spacieux, vous affaiblirez votre chaine, de sorte qu'elle courra risque d'être forcée.

ARTICLE V.

De la connaissance du pays.

Il y a deux façons de prendre connaissance d'un pays. La première, et par où il faut commencer, est celle d'étudier exactement la carte de la province où l'on veut faire la guerre, et de bien se pénétrer des noms des grandes villes, des rivières et des montagnes.

Quand on s'est formé une idée générale du pays, alors il faut passer à une connaissance plus détaillée, ponr savoir par où passent les grands chemins, comment sont situées les villes, et si on peut les défendre, en les accommodant un peu ; de quel côté on peut les attaquer, en cas que l'ennemi s'en soit rendu maître, et combien il fant y mettre de garnison pour les défendre.

Il faut avoir les plans des villes fortifiées, pour en connaître la force et les endroits faibles. Il fant avoir le conrs des grandes rivières et leur profondeur, jusqu'où elles sont navigables, et où l'on peut les passer

à gué. Il faut savoir encore quelles rivières sont impraticables au printemps et sèches en été. Cette connaissance doit s'étendre même jusqu'aux principaux marais du pays.

Dans un pays plat et uni, il faut distinguer les contrées fertiles de celles qui sont stériles, et savoir quelles marches l'ennemi peut faire, et celles que nous ferions pour aller d'une grande ville ou d'une rivière à l'autre. Il faut aussi faire lever les plans des camps que l'on peut prendre sur cette route.

On a bientôt reconnu un pays plat et ouvert; mais il est bien plus difficile de reconnaître un pays couvert et montagneux, la vue étant bornée.

Pour se concilier cette connaissance importante, on se transporte, la carte à la main, sur les hauteurs, emmenant avec soi des gens âgés des villages les plus voisins, des chasseurs et des bergers. S'il y a une montagne plus élevée que celle où l'on est, on s'y transportera pour prendre une idée du pays qu'on y peut découvrir.

Il faut s'informer de tous les chemins, pour savoir non seulement en combien de colonnes on pourra marcher, mais encore pour former des projets, et voir par quel chemin on pourrait arriver et forcer le camp de l'ennemi, s'il en vient prendre un dans les environs, ou de quelle manière on pourrait se mettre sur son flanc, s'il venait à changer de position.

Un des principaux objets est de reconnaître les situations où l'on peut prendre des camps défensifs, pour s'en servir en cas de besoin, de même que les champs de bataille et les postes que l'ennemi pourrait occuper.

Il faut se former une juste idée de toutes ces connaissances, comme aussi des postes les plus considérables, des gorges, des principaux défilés et des positions avantageuses de tout le pays, et bien réfléchir sur toutes les opérations qu'on pourrait faire, afin de n'être pas embarrassé quand on sera obligé d'y porter la guerre, ayant d'avance un plan de tous les arrangemens qu'il faudrait prendre alors.

Ces réflexions doivent être bien combinées et mûrement digérées. Il faut y employer tout le temps qu'une matière aussi importante exige, et si l'on n'y réussit pas à la première fois, il faut y retourner une seconde fois et examiner tout exactement.

C'est encore une règle générale, que tous les camps qu'on va choisir, soit pour l'offensive, soit pour la défensive, doivent être à portée de l'eau et du bois, et que, le front fermé et bien couvert, les derrières en soient encore libres.

S'il est nécessaire de prendre connaissance d'un pays voisin, et que les circonstances ne permettent pas de le faire de la manière ci-dessus, il faut y envoyer des officiers habiles, sous toute sorte de prétextes, et même les faire travestir, si on ne peut s'en dispenser. On les instruira de tout ce qu'ils doivent observer, et, à leur retour, on notera sur une carte tous les endroits et les camps qu'ils ont reconnus; mais lorsqu'on peut voir soi-même, il n'en faut jamais donner la commission à d'autres.

ARTICLE VI.

Du coup-d'œil.

Le coup-d'œil, proprement dit, se réduit à deux points. Le premier est d'avoir le talent de juger combien un terrain peut contenir de troupes. C'est une habitude qu'on n'acquiert que par

la pratique. Après avoir marqué plusieurs camps, l'œil s'accoutumera bientôt à une dimension si précise, que vous ne manquerez que de peu de chose dans vos estimations.

L'autre talent, beaucoup supérieur à celui-ci, est de savoir distinguer, au premier moment, tous les avantages à tirer d'un terrain. On peut acquérir ce talent et le perfectionner, pour peu qu'on soit né avec un génie heureux pour la guerre. La base de ce coup-d'œil est, sans contredit, la fortification, qui a des règles dont il faut faire l'application aux positions d'une armée. Un général habile saura profiter de la moindre hauteur, d'un défilé, d'un chemin creux, d'un marais, etc.

Dans l'espace d'un carré de deux lieues, on peut quelquefois prendre deux cents positions. Un général, à la première vue, saura choisir la plus avantageuse. Il se sera précédemment transporté sur les moindres éminences, pour découvrir le terrain et le reconnaître. Les mêmes règles de la fortification lui feront voir le faible de l'ordre de bataille de son ennemi. Il est encore d'une très grande importance à un général, si le temps le lui permet, de compter les pas de son terrain, lorsqu'il a pris la position générale.

On peut tirer beaucoup d'autres avantages des règles de la fortification, comme, par exemple, d'occuper les hauteurs, et les savoir choisir de façon qu'elles ne soient pas commandées par d'autres; d'appuyer toujours ses ailes, pour couvrir les flancs; de prendre des positions qui soient susceptibles de défense, et d'éviter celles où un homme de réputation ne pourrait se maintenir sans risquer de la perdre. Selon les mêmes règles, on jugera des endroits faibles de la position de l'ennemi, soit par la situation désavantageuse qu'il aura prise, soit par la mauvaise disposition de ses troupes, ou par le peu de défense qu'elle lui procure. Ces réflexions me portent à faire voir de quelle manière il faut distribuer les troupes pour tirer avantage du terrain.

ARTICLE VII.

De la distribution des troupes.

La connaissance et le choix du terrain sont deux choses très essentielles, mais il faut savoir en profiter, pour distribuer les tronpes dans les endroits qui leur conviennent. Notre cavalerie, qui est dressée pour agir avec célérité, ne doit, autant que possible, combattre que dans la plaine, au lieu qu'on pourra se servir de l'infanterie dans tous les différens terrains. Son feu est pour la défensive, et sa baïonnette pour l'offensive.

On commence toujours par la défensive, puisqu'il faut d'abord prendre ses précautions pour la sûreté de son camp, où le voisinage de l'ennemi peut à tout moment engager une affaire.

La plupart des ordres de bataille d'aujourd'hui sont vieux; on suit toujours l'ancienne méthode, sans se régler sur le terrain, ce qui est cause qu'on en fait une mauvaise et fausse application.

Toute armée doit être mise en bataille selon le terrain qui lui est convenable. On choisit la plaine pour la cavalerie, mais cela ne suffit pas; car si cette plaine n'a que mille pas de front, et qu'elle soit bornée par un bois où l'on suppose que l'ennemi ait jeté de l'infanterie, afin que, protégé

de son feu, il puisse rallier sa cavalerie, alors il faudra changer sa disposition, et mettre à l'extrémité de ses ailes de l'infanterie, pour qu'elle soutienne à son tour la cavalerie.

Quelquefois on porte toute sa cavalerie sur une de ses ailes, quelquefois on la place en seconde ligne; dans un autre temps, on ferme les ailes de la cavalerie par une ou deux brigades d'infanterie.

Les postes les plus avantageux pour une armée sont les hauteurs, les cimetières, les chemins creux et les fossés. Si on en sait tirer avantage pour la disposition de ses troupes, on ne doit jamais craindre d'être attaqué.

Si vous placez votre cavalerie derrière un marais, elle ne vous sera d'aucun usage; et si vous la mettez trop près d'un bois, l'ennemi y peut avoir des troupes qui fusilleront votre cavalerie, et la mettront en désordre sans qu'elle puisse se défendre. Le même inconvénient arrivera avec votre infanterie, si vous l'aventurez dans une plaine sans assurer les flancs; car l'ennemi ne manquera pas de profiter de votre faute pour attaquer cette infanterie du côté où elle ne pourra pas se défendre.

Il faut se régler toujours sur le terrain où l'on est. Dans un pays montagneux, je placerai ma cavalerie en seconde ligne, et je ne m'en servirai dans la première que dans les endroits propres pour la faire agir, hormis quelques escadrons, pour prendre en flanc l'infanterie ennemie qui viendrait m'attaquer.

C'est une règle générale, que dans toutes les armées bien menées, on forme une réserve de cavalerie, si c'est dans un pays de plaine, et une réserve d'infanterie, mêlée de quelques escadrons de dragons et de hussards, si c'est dans un pays coupé et de chicane.

L'art de distribuer les troupes sur leur terrain est de savoir les placer de façon qu'elles puissent agir librement et être utiles partout. Villeroi, qui ignorait peut-être cette règle, se priva lui-même, dans la plaine de Ramillies, de toute son aile gauche, l'ayant placée derrière un marais, où elle ne pouvait ni manœuvrer, ni porter du secours à son aile droite.

ARTICLE VIII.

Des camps

Pour savoir si vous avez bien choisi votre camp, il faut voir si, par un petit mouvement que vous ferez, vous forcerez l'ennemi d'en faire un grand; ou si, après une marche, il sera contraint d'en faire encore d'autres. Ceux qui en feront le moins seront les mieux campés.

Un général d'armée doit choisir lui-même son camp, puisque le succès de ses entreprises en dépend, et qu'il devient souvent son champ de bataille.

Comme il y a beaucoup d'observations à faire sur cette partie de la guerre, j'entrerai dans quelques détails à ce sujet, sans dire toutefois comment les troupes doivent être placées dans leur camp; relativement à ce dernier objet, je m'en tiendrai à ce que j'ai dit dans mon règlement militaire; je ne parlerai que des grandes parties, et de ce qui regarde le général même.

Tous les camps ont deux objets; l'un est la défensive, et l'autre l'offensive. Les camps où une armée s'assemble sont de la première classe; on n'y fait attention qu'à la commodité des troupes. Elles doivent être campées

par petits corps, à portée du magasin, mais de manière qu'elles puissent en peu de temps se former en bataille; et comme ces sortes de camps sont ordinairement loin de l'ennemi, on n'en a rien à craindre. Le roi d'Angleterre, qui, sans prendre cette précaution, était venu se camper imprudemment sur le bord du Mein, vis-à-vis de l'armée française, courait risque d'être battu à Dettingen.

La première règle qu'on doit observer dans tous les camps qu'on marque, est de choisir un terrain où les troupes soient à portée du bois et de l'eau. Nous autres, nous retranchons nos camps, comme autrefois ont fait les Romains, pour éviter non seulement les entreprises que les troupes légères ennemies, qui sont fort nombreuses, pourraient tenter la nuit, mais aussi pour empêcher la désertion; car j'ai observé que lorsque nos rédans étaient joints par des lignes autour du camp, la désertion était moindre que quand cette précaution avait été négligée. C'est une chose qui, toute ridicule qu'elle paraisse, n'en est pas moins vraie.

Les camps de repos sont ceux où l'on attend les herbes: quelquefois c'est pour y guetter l'ennemi, qui n'a pas encore fait de mouvemens, et pour se régler sur ses manœuvres. Comme on ne cherche que le repos dans ces sortes de camps, on les asseoit de manière que la tête en soit couverte par une rivière ou un marais; bref, que le front du camp soit toujours inabordable. Le camp de Strehla était de cette espèce.

Si les rivières et les ruisseaux qui se trouvent au front du camp n'ont pas assez d'eau, on fait des batardeaux pour les grossir.

Il faut qu'un général d'armée ne reste jamais oisif dans ces sortes de camps, où il a peu à craindre de l'ennemi. Il peut et il doit donner toute son attention aux troupes, et profiter de ce repos pour que la discipline reprenne vigueur. Il examinera si le service se fait selon les ordonnances; si les officiers de garde sont vigilans; s'ils sont assez instruits de ce qu'ils ont à faire, à leur poste; si les gardes de cavalerie et d'infanterie sont placées selon les règles que j'en ai données.

L'infanterie y fera les exercices trois fois par semaine, et les recrues tous les jours; quelquefois des corps entiers feront leurs manœuvres.

Il faut que la cavalerie fasse aussi ses exercices, si elle ne va pas au fourrage. Le général aura attention que les jeunes chevaux et les jeunes cavaliers soient bien dressés. Il faut qu'il sache l'état complet de chaque corps; il faut aussi qu'il visite les chevaux; qu'il donne des louanges aux officiers qui en ont soin, et qu'il adresse des reproches à ceux qui les négligent; car il ne faut pas croire qu'une grande armée soit animée par elle-même. Il y a grand nombre de gens indolens, paresseux et fainéans. C'est l'affaire du général de les mettre en mouvement, et de les obliger à faire leur devoir.

Si ces sortes de camps de repos sont employés de la manière que j'ai dite, ils seront d'une très grande utilité. L'ordre et l'égalité dans le service étant rétablis par là, se conserveront pendant toute la campagne.

On prend les camps où l'on fourrage, tantôt près de l'ennemi, tantôt loin de lui; je ne parlerai que des premiers. On choisit pour cela les contrées les plus fertiles, et l'on asseoit le camp dans un terrain fort par la nature ou par l'art.

Il faut que les camps de fourrages soient d'un difficile abord, quand on les prend dans le voisinage de l'ennemi, parce que les fourrageurs ne sont regardés que comme des détachemens qu'on envoie contre l'ennemi. Quelquefois la sixième partie va au fourrage, et quelquefois même la moitié de l'armée, ce qui donne beau jeu à l'ennemi de vous attaquer à votre désavantage, si la situation avantageuse de votre camp ne l'en empêche point.

Mais, supposé même que votre poste soit excellent, et que visiblement vous n'ayez rien à craindre de l'ennemi, il y a d'autres précautions que l'on ne doit jamais négliger. Il faut soigneusement cacher le jour et le lieu où l'on veut fourrager, et n'en donner la disposition au général qui commandera, que la veille et fort tard.

Il faut envoyer en détachemens autant de partis qu'il est possible pour être averti des mouvemens que l'ennemi pourrait faire ; et si des raisons très importantes ne vous en empêchent pas, il faut fourrager le même jour qu'il fourragera, parce qu'on risque moins alors. Mais il ne faut pas trop se fier à cela, car l'ennemi s'apercevant que vous faites vos fourrages en même temps que lui, pourrait bien ordonner un fourrage, et faire rentrer les fourrageurs pour vous tomber sur le corps.

Le camp du prince Charles de Lorraine, sous Kœniginsgrætz (1), était inattaquable par la nature, et très propre pour aller aux fourrages. Celui que nous avions occupé à Chlom était fort par l'art ; c'est-à-dire par des abatis que j'avais fait faire sur notre aile droite, et par les redoutes construites sur le front du camp de l'infanterie.

On fait retrancher son camp, quand on veut assiéger une place, défendre un passage difficile, et suppléer aux défauts du terrain par des fortifications, pour le mettre à couvert de toute insulte de la part de l'ennemi.

Les règles qu'un général doit observer dans la construction des retranchemens, sont de bien choisir les situations, et de profiter des marais, des rivières, inondations et abatis par où l'on peut rendre difficile l'étendue des retranchemens. Il vaut mieux les faire trop petits, que trop grands; car ce ne sont pas eux qui arrêtent l'ennemi, mais les troupes qui les défendent.

Je n'aurais garde de faire des retranchemens que je ne pourrais pas border d'une chaîne de bataillons, et d'une réserve d'infanterie pour la porter partout où il sera besoin. Les abatis ne sont bons que tant qu'ils sont défendus par l'infanterie.

Il faut avoir principalement attention que les lignes de contrevallation soient bien appuyées. Ordinairement,

(1) Le camp de Kœniginsgrætz paraît bien inattaquable, selon la carte, et il paraîtra tel à ceux qui viendront du côté de Prague et de Jaromirez; mais, en examinant bien le terrain, il ne l'est en effet que tant que l'on est maître de Kœniginsgrætz. Cette ville étant située sur une petite éminence, précisément vis-à-vis de l'endroit où l'Adler vient joindre l'Elbe, et où ces deux rivières forment un coude, commande absolument ce camp. Elle n'est fermée que d'une simple muraille. Au-delà de l'Adler, à une portée de fusil, il y a une petite colline qui domine la ville et le camp. Si l'armée prussienne, le jour de son camp de Slatina, ou le lendemain, eût attaqué la place, ou seulement emporté ladite colline, il est évident que les Autrichiens n'auraient jamais pu se soutenir dans leur camp. Ils connaissaient trop bien le fort et le faible de ce poste. Aussi, avait-on fait tous les préparatifs pour l'abandonner, et la garnison des pandours qui étaient dans la ville, avait ordre de se retirer, si l'on eût fait mine de l'attaquer. Ce camp ne devint inattaquable, qu'après qu'on eût laissé au prince Charles le temps de fortifier la place, et de retrancher la colline.

elles vont joindre une rivière, et, dans ce cas, il faut faire conduire le fossé bien avant dans la rivière, et le creuser si profond, qu'on ne le puisse passer à gué; car, si vous négligez cette précaution, vous risquez d'être tourné. Il faut être abondamment pourvu de vivres si vous assiégez une place, et que vous vous mettiez derrière des lignes.

Les retranchemens doivent être bien flanqués. Il faut qu'il n'y ait aucun point que l'ennemi puisse attaquer, où il ne soit exposé à quatre ou cinq feux croisés. Les retranchemens qui défendent des passages et des gorges de montagnes, demandent infiniment de soin et de précaution. C'est une chose très essentielle d'appuyer bien ses flancs. Pour y parvenir, on établit des redoutes sur les deux ailes; quelquefois le retranchement même est formé de redoutes, afin que le corps qui le défend n'ait pas à craindre d'être tourné.

Des généraux habiles savent mettre l'ennemi dans la nécessité d'attaquer les points dont ils ont redoublé la fortification; c'est un grand art : on peut parvenir à ce but en donnant plus de largeur et de profondeur au fossé qu'ils palissadent; en plaçant des chevaux de frise aux barrières; en renforçant le parapet, pour qu'il puisse résister au canon; enfin en creusant des puits dans les endroits les plus exposés.

Mais je préférerai toujours une armée d'observation à un camp retranché pour couvrir le siége : la raison en est que l'expérience nous a montré que la vieille méthode des retranchemens est sujette à caution. Le prince de Condé vit forcer son retranchement devant Arras, par Turenne; et Condé força celui que Turenne, si je ne me trompe, avait fait devant Valenciennes. Depuis ce temps-là, ces deux grands maîtres dans l'art militaire n'en ont plus fait d'autres : ils avaient des armées d'observation pour couvrir le siége.

Présentement je traiterai les camps défensifs, qui ne sont forts que par la situation du terrain, et qui n'ont d'autre but que d'empêcher que l'ennemi ne puisse l'attaquer.

Pour que ces situations répondent à l'usage qu'on en veut faire, il faut que le front et les deux flancs soient d'une force égale, et que tout soit libre sur les derrières. Telles sont les hauteurs qui ont un front d'une grande étendue, et dont les flancs sont couverts par des marais : comme le camp de Marschwitz, où était le prince Charles de Lorraine, il avait le front couvert par une rivière marécageuse, et les flancs par des étangs; ou comme celui de Konopist, que nous occupâmes l'an 1744.

On se met encore sous la protection d'une place forte, comme fit le maréchal de Neuperg, qui, étant battu à Molwitz, prit un camp excellent sous la ville de Neiss. Il est vrai qu'un général qui occupe des camps pareils, est inattaquable, tant qu'il peut s'y maintenir; mais il sera obligé de le quitter, lorsque l'ennemi se met en mouvement pour le tourner. Il faut donc qu'il fasse ses dispositions d'avance, de sorte que, si l'ennemi peut le tourner, il n'ait autre chose à faire que de prendre un autre camp fort sur les derrières.

La Bohême est un pays où l'on trouve quantité de ces camps. On est souvent forcé d'en occuper contre son gré, parce que ce royaume est, par sa nature, un pays de chicane.

Je répéterai encore qu'un général doit bien se garder de faire des fautes irréparables par le mauvais choix de ses postes; ou de se fourrer dans un cul-de-sac, ou terrain d'où il ne puisse sortir que par un défilé. Car, si son en-

nemi est habile, il l'y renfermera, et comme il n'y sera pas en état de combattre, faute de terrain, il recevra le plus grand affront qui puisse arriver à un soldat, qui est de mettre bas les armes, sans pouvoir se défendre.

Dans les camps destinés à couvrir un pays, on ne fait pas attention à la force du lieu même, mais aux endroits qu'on peut attaquer, et par où l'ennemi pourrait percer. Ce sont ceux qui doivent être embrassés par un camp. Il ne faut pas occuper tous les débouchés par où l'ennemi vient à vous, mais seulement celui qui le mène à son but, et l'endroit où l'on peut se tenir, sans avoir à le craindre, et d'où, peut-être, vous lui donnerez des appréhensions; en un mot, il faut occuper le poste qui oblige l'ennemi à faire de grands détours, et qui vous met en état de rompre tous ses projets par de petits mouvemens.

Le camp de Neustadt défend toute la basse Silésie contre les entreprises d'une armée qui est en Moravie. La position qu'il faut prendre, est de mettre la ville de Neustadt et la rivière, en avant du front du camp. Si l'ennemi veut percer entre Ottmachau et Glatz, on n'a qu'à passer entre Neiss et Ziegenhals, et y prendre un camp avantageux, qui le coupera de la Moravie.

Par la même raison, l'ennemi n'osera aller du côté du Cossel; car, si je vais me placer entre Troppan et Jaegerndorff, où il y a des postes très avantageux, je le couperai encore de ses convois.

Il y a encore un autre camp de la même importance, entre Liebau et Schœmberg, qui garantit toute la basse Silésie, contre la Bohême.

Dans ces sortes de positions, on observera, tant que faire se pourra, les règles que je viens de donner. J'en ajouterai encore une autre, qui est, lorsque vous aurez une rivière devant vous, de ne point laisser tendre de tentes, dans le terrain que vous avez choisi pour votre champ de bataille, qu'à la demi-portée de fusil du front du camp.

La Marche électorale de Brandebourg est un pays qui ne peut être couvert par aucun camp, puisqu'il y a plus de six lieues de plaines, et qu'il est ouvert partout. Pour le défendre contre la Saxe, il faudrait occuper Wittenberg, et s'y camper, ou bien suivre le plan de l'expédition faite dans l'hiver de l'année 1745. Du côté du pays de Hanôvre, est le camp de Werben, qui défend et couvre toute cette partie.

La tête et les flancs d'un camp offensif doivent être fermés; car on ne peut rien se promettre de la part des troupes, si on ne prend pas la précaution de couvrir les flancs, qui sont les parties les plus faibles d'une armée. Notre camp de Czaslau, avant la bataille de 1742, avait ce défaut.

Nous faisons toujours occuper les villages qui sont sur nos ailes, ou à la tête de notre camp par des troupes que nous en retirons dans un jour d'affaire; les maisons des villages, chez nous et nos voisins, étant de bois et mal bâties, les troupes seraient perdues, si l'ennemi y mettait le feu. Une exception de cette règle est, quand il y a dans ces villages des maisons de pierre, ou des cimetières, qui ne touchent pas à des maisons de bois.

Mais notre principe étant d'attaquer toujours, et non de nous tenir sur la défensive, il ne faut jamais occuper ces sortes de postes, que lorsqu'ils sont à la tête ou en avant des ailes de votre armée; alors ils protégeront l'attaque de vos troupes, et incommoderont beaucoup l'ennemi pendant l'affaire.

C'est encore une chose très essentielle de faire sonder les petites rivières

et les marais qui se trouveront à la tête ou sur les flancs de votre camp, afin qu'il ne vous arrive pas de prendre un faux point d'appui, en cas que les rivières soient guéables, et les marais praticables.

Villars fut battu à Malplaquet, parce qu'il croyait que le marais de sa droite était impraticable; mais ce n'était qu'nn pré sec, que nos troupes passèrent, pour le prendre en flanc. Il fant voir tout par ses yeux, et ne pas imaginer que de pareilles attentions soient de peu de conséquence.

ARTICLE IX.

Comment il faut assurer son camp.

Les régimens d'infanterie garderont le front de la première ligne; s'il y a une rivière, il faudra placer les piquets sur le bord. Les piqnets de la seconde ligne garderont les derrières du camp. Les piquets seront couverts par des rédans, que l'on joindra par des retranchemens légers; moyennant quoi, votre camp sera retranché à la façon des Romains. On occupera les villages qui sont aux ailes, ou qui défendent d'autres passages, à une demi-lieue de là.

Les gardes de la cavalerie seront placées selon les ordonnances de mon règlement. De qnatre-vingts escadrons, nous n'avons en ordinairement que trois cents maîtres de garde, excepté quand nous avons été près de l'ennemi, comme avant la bataille de Hohen-Friedberg, lorsque nous marchâmes à Schweidnitz, et encore, lorsqne nous entrâmes dans la Lusace, pour aller à Naumbourg.

Ces avant-gardes doivent être mêlées de toutes sortes de troupes: par exemple, deux mille hussards, quinze cents dragons et deux mille grenadiers. Toutes les fois que vous pousserez des corps en avant, il faut que le général qui les commande soit un homme de tête; et comme il n'est pas détaché pour combattre, mais pour avertir, il faut qu'il sache bien choisir ses camps, et les asseoir toujours derrière des défilés et des bois dont il soit assuré. Il faut qu'il envoie des patrouilles fréquentes pour prendre langue, afin qu'il soit informé à tont moment de ce qui se passe dans le camp ennemi.

En attendant, les hussards que vous avez gardés avec vous, feront des patrouilles derrière le camp et sur les ailes; enfin, vous prendrez toutes les précautions qui peuvent vous garantir des entreprises de l'ennemi.

Si un corps considérable de troupes vient se glisser entre vous et votre arrière-garde, il fant aller à son secours; car l'ennemi a formé un dessein contre elle.

Pour dire tout ce qu'il y a à dire sur cette matière, j'ajouterai encore que les généraux qui cantonnent, n'occuperont d'autres villages que ceux qui sont entre les deux lignes; alors ils n'ont rien à craindre.

ARTICLE X.

Comment, et par quelle raison il faut envoyer des détachemens.

Une ancienne règle de la guerre, que je ne fais que répéter ici, est que, celui qui partagera ses forces sera battu en détail. Si vous voulez donner bataille, tâchez de rassembler toutes vos troupes; on ne sanrait jamais les employer plus ntilement. Cette règle est si bien constatée, que tous les généraux qui y ont manqué, s'en sont presque toujours mal trouvés.

Le détachement d'Albemarle, qui fut battu (1) à Oudenarde, fut cause que le grand Eugène perdit toute sa campagne. Le général Stahremberg s'étant séparé des troupes anglaises, perdit la bataille de Villa-Viciosa en Espagne.

Dans les dernières campagnes que les Autrichiens ont faites en Hongrie, les détachemens leur furent très funestes. Le prince de Hildbourghausen fut battu à Banjaluka, et le général Wallis reçut un échec sur le bord de la Timok. Les Saxons furent battus à Kesselsdorf (2), parce qu'ils ne s'étaient pas fait joindre par le prince Charles, comme ils auraient pu faire. J'aurais mérité d'être battu à Sorr, si l'habileté de mes généraux et la valeur de mes troupes ne m'eussent préservé de ce malheur. On me demandera s'il ne faut jamais faire de détachemens. Je répondrai qu'il le faut quelquefois, mais c'est toujours une manœuvre fort délicate, qu'on ne doit hasarder que pour des raisons très importantes, et toujours à propos.

Ne faites jamais de détachemens lorsque vous agissez offensivement. Si vous êtes dans un pays ouvert, et maître de quelques places, vous ne détacherez d'autres troupes que celles nécessaires pour assurer vos convois.

Lorsque vous ferez la guerre en Bohême ou en Moravie, vous serez absolument contraint de détacher des corps pour faire arriver sûrement les vivres. La chaîne des montagnes que les convois sont obligés de passer, exige d'y envoyer des troupes qui y restent campées jusqu'à ce que vous ayez assez de vivres pour subsister quelques mois, et que vous soyez maître d'une place dans le pays ennemi, où vous puissiez établir votre dépôt.

Pendant que ces corps seront détachés, vous occuperez des camps avantageux, ou vous attendrez que les détachemens soient rentrés. Je ne comprends pas l'avant-garde dans le nombre des détachemens, puisqu'elle doit être à portée de l'armée, et jamais aventurée trop près de l'ennemi.

Lorsqu'on est obligé de se tenir sur la défensive, on se voit souvent réduit à faire des détachemens. Ceux que j'avais dans la haute Silésie, y étaient en sûreté. Ils se tenaient dans le voisinage des places fortes, comme je l'ai remarqué ci-dessus.

Les officiers qui commandent des détachemens doivent être fermes, hardis et prudens. Le chef leur donnera une instruction générale ; c'est à eux à se consulter, pour avancer sur l'ennemi, ou se retirer devant lui, selon que les circonstances le requerront.

Il faut qu'ils se replient toujours contre des forces supérieures, mais il faut qu'ils sachent aussi profiter des leurs quand ils lui sont supérieurs en nombre.

Quelquefois ils se retireront dans la nuit à l'approche de l'ennemi, et lorsqu'il croira qu'ils ont pris la fuite, ils reviendront brusquement le charger et le repousser.

Il faut qu'ils méprisent absolument les troupes légères.

Un officier qui commando un détachement doit premièrement penser à sa sûreté, et s'il y a pourvu, faire des projets sur l'ennemi. S'il veut dormir tranquillement, il faut qu'il ne le laisse point dormir, mais qu'il forme toujours

(1) C'était à Denain où Albemarle fut battu.

(2) Les malheureux ont toujours tort. Il ne dépendait pas des Saxons de se faire joindre par les Autrichiens. Le général qui les commandait avait envoyé trois officiers au prince Charles, pour lui demander du secours. Ce prince, par des raisons de politique, ne le jugeant pas à propos, le promit toujours, sans se mettre en mouvement.

des entreprises sur lui. S'il réussit en deux ou trois, il obligera l'ennemi à se tenir sur la défensive.

Si ces détachemens sont à portée de l'armée, ils communiqueront avec elle au moyen d'une ville ou d'un bois, par lesquels il établira sa communication.

La guerre défensive nous mène naturellement aux détachemens. Les généraux peu expérimentés veulent conserver tout : ceux qui sont sages n'envisagent que le point capital; ils cherchent à parer les grands coups, et souffrent patiemment un petit mal pour éviter de grands maux. Qui trop embrasse, mal étreint.

Le point le plus essentiel, auquel il il faut s'attacher, est l'armée ennemie. Il en faut deviner les desseins, et s'y opposer de toutes ses forces. Nous abandonnâmes, l'année 1745, la haute Silésie au pillage des Hongrois, pour être en état de résister d'autant plus vigoureusement aux desseins du prince Charles de Lorraine, et nous ne fîmes des détachemens que quand nous eûmes battu son armée. Alors le général Nassau chassa les Hongrois en quinze jours de toute la haute Silésie.

Il y a des généraux qui détachent des troupes lorsqu'ils attaquent l'ennemi, pour venir le prendre en queue quand l'affaire est engagée; mais c'est un mouvement fort dangereux, puisque ces détachemens s'égarent ordinairement, et viennent ou trop tôt, ou trop tard. Charles XII fit un détachement la veille de la bataille de Pultava. Ce corps s'écarta du chemin, et son armée fut battue. Le prince Eugène manqua son coup en voulant surprendre Crémone; le détachement du prince de Vaudemont, qui était destiné à attaquer la porte du Pô, arriva trop tard.

Un jour de bataille, il ne faut jamais faire des détachemens; si ce n'est, comme fit Turenne près de Colmar, où il présenta sa première ligne à l'armée de l'électeur Frédéric-Guillaume, en attendant que sa seconde se portât par des défilés sur les flancs de ce prince qui y fut attaqué et repoussé; ou comme fit le maréchal de Luxembourg à la bataille de Fleurus, l'an 1690; il plaça, à la faveur des blés qui étaient fort grands, un corps d'infanterie sur le flanc du prince de Waldeck; par cette manœuvre, il gagna la bataille.

Il ne faut détacher des troupes qu'après la bataille gagnée, pour assurer ses convois; ou il faudrait que les détachemens ne s'éloignassent qu'à une demi-lieue de l'armée.

Je finirai cet article en disant que les détachemens qui affaiblissent l'armée du tiers ou de la moitié, sont très dangereux et condamnables.

ARTICLE XI.

Des stratagèmes et des ruses de guerres.

On se sert alternativement à la guerre de la peau du lion et de celle du renard. La ruse réussit où la force échoue. Il est donc absolument nécessaire de se servir de l'une et de l'autre, puisque souvent la force est repoussée par la force; au lieu que plusieurs fois la force est obligée de céder à la ruse.

Le nombre des stratagèmes est infini. Je n'ai pas envie de les citer ici. Ils ont tous le même but, qui est d'engager l'ennemi à faire les fausses démarches qu'on souhaite qu'il fasse. On les emploie pour cacher le vrai dessein, et pour lui faire illusion, en affectant des vues qu'on n'a pas. Quand les troupes sont à la veille de s'assembler, on leur fait faire plusieurs contre-marches pour donner l'alarme à l'ennemi, et

pour lui cacher le point où l'on veut assembler l'armée, et pénétrer.

Si c'est dans un pays où il y a des forteresses, on campe dans un endroit qui menace deux ou trois places à la fois. Si l'ennemi jette des troupes dans toutes ces places, il s'affaiblit, et vous profitez de ce temps pour lui tomber sur le corps; mais s'il n'a eu cette précaution que pour une seule, on se tourne du côté où il n'a pas envoyé de secours, et on en fait le siége.

Si vous avez le dessein de vous rendre maître d'un poste considérable, ou de passer une rivière, il faut que vous vous éloigniez du poste et de l'endroit où vous voulez passer, pour attirer l'ennemi où vous êtes. Et quand vous aurez tout disposé et dérobé une marche, vous tournerez tout d'un coup sur l'endroit projeté, pour vous en emparer.

Si c'est pour combattre l'ennemi, et qu'il paraisse en éviter l'occasion, vous faites divulguer que votre armée est diminuée, ou vous faites semblant de craindre l'ennemi. Nous avons joué ce rôle avant la bataille de Hohen-Friedberg. Je fis réparer les chemins, comme si j'avais dessein de marcher sur quatre colonnes à Breslau, à l'approche du prince Charles : son amour-propre me seconda pour l'attirer dans la plaine; il y fut battu.

On rétrécit quelquefois le camp pour le faire paraître plus faible; on fait de petits détachemens, qu'on annonce être considérables afin que l'ennemi méprise votre faiblesse, et quitte son avantage. Si j'avais eu l'intention de prendre Kœnigingsætz et Pardubitz dans la campagne de 1745, je n'aurais eu que deux marches à faire par le comté de Glaz, en tirant sur la Moravie; le prince Charles n'aurait pas manqué d'y aller, parce que cette démonstration lui donnait à craindre pour la Moravie, d'où il tirait ses vivres, de sorte qu'il aurait abandonné la Bohême; car l'ennemi prend toujours jalousie quand on menace d'assiéger les endroits qui communiquent avec la capitale, et ceux où il a établi ses dépôts de vivres.

Si on n'a pas envie de combattre, on se dit plus fort qu'on ne l'est, et on fait bonne contenance. Les Autrichiens sont de grands maîtres en cet art; c'est chez eux qu'il faut l'apprendre.

En vertu de votre contenance, vous paraissez vouloir vous engager avec l'ennemi, vous faites répandre le bruit que vous avez les desseins les plus téméraires; souvent l'ennemi croit qu'il n'aurait pas trop beau jeu si vous veniez, et se tient aussi sur la défensive.

Une partie essentielle de la guerre défensive, est de savoir choisir de bons postes, et de ne les abandonner que dans la dernière nécessité : alors la seconde ligne commence à se retirer, suivie insensiblement de la première; et comme vous avez des défilés devant vous, l'ennemi ne pourra trouver d'occasion de profiter de votre retraite.

Pendant la retraite même, on prend des positions si obliques, qu'elles donnent toutes sortes de jalousies à l'ennemi. Les recherches qu'il en fera l'intimideront, en attendant qu'elles vous mènent indirectement à votre but.

Une autre ruse de guerre est celle de présenter un grand front à l'ennemi; s'il prend la fausse attaque pour la véritable, il est perdu.

Par des ruses, on oblige encore l'ennemi à faire des détachemens, et quand ils sont partis, on marche à lui.

Le meilleur stratagème est que dans le temps où les troupes sont prêtes à se séparer, pour entrer en quartier d'hiver, on sache endormir son enne-

mi, et qu'on se retire pour mieux avancer. Dans cette vue, on distribue ses troupes de manière qu'on puisse les assembler promptement, pour forcer les quartiers ennemis. Si vous réussissez à cela, vous réparez en quinze jours tous les malheurs de la campagne.

Lisez les deux dernières campagnes de Turenne, et étudiez-les souvent : ce sont des chefs-d'œuvre de stratagèmes de notre temps.

Les ruses dont se servaient les anciens à la guerre sont aujourd'hui le partage des troupes légères; elles dressent des embuscades, et tâchent d'attirer l'ennemi dans un défilé par une fuite dissimulée, pour le sabrer après. Présentement il y a fort peu de généraux assez maladroits pour donner dans ces sortes d'embuscades. Charles XII fut pourtant séduit à Pultawa par la trahison d'un des chefs des Cosaques. La même chose arriva à Pierre I[er] sur le Pruth, par la faute d'un prince de ce pays. Chacun des deux avait promis des vivres, qu'il ne pouvait pas fournir.

Comme j'ai assez détaillé, dans mon règlement militaire, comment il faut faire la guerre par des partis et des détachemens, j'y renvoie tous ceux qui veulent s'en rafraîchir la mémoire, parce que je ne saurais y rien ajouter.

Pour ce qui regarde l'art de savoir obliger l'ennemi à faire des détachemens, on n'a qu'à lire la belle campagne de 1690, que le maréchal de Luxembourg fit contre le roi d'Angleterre en Flandre, qui se termina par la bataille de Neerwinde.

ARTICLE XII.

Des espions; comment il faut s'en servir en toute occasion, et de quelle manière on peut avoir des nouvelles de l'ennemi.

Si on savait toujours d'avance les desseins de l'ennemi, on ne manquerait jamais de lui être supérieur avec une armée inférieure. Tous les généraux qui commandent des armées tâchent de se procurer cet avantage, mais il n'y en a guère qui y réussissent.

Il y a plusieurs sortes d'espions : 1° des gens ordinaires, qui se mêlent de ce métier; 2° des doubles espions; 3° des espions de conséquence, et 4° ceux qu'on force à ce malheureux métier.

Les gens ordinaires, comme les paysans, les bourgeois, les prêtres, etc., qu'on envoie dans le camp ennemi, ne peuvent être employés que pour savoir d'eux où est l'ennemi.

La plupart de leurs rapports sont si obscurs, qu'ils ajoutent aux incertitudes où l'on était.

L'énoncé des déserteurs ne vaut ordinairement pas mieux. Le soldat sait bien ce qui se passe dans le régiment où il est, mais rien de plus. Les hussards étant, la plus grande partie du temps, absens de l'armée et détachés en avant, ne savent souvent de quel côté elle est campée. Malgré tout cela, on fait coucher leur rapport par écrit; c'est le seul moyen d'en tirer quelque avantage.

On se sert des doubles espions pour donner de fausses nouvelles à l'ennemi. Il y avait un Italien à Schmiedeberg, qui faisait l'espion chez les Autrichiens, à qui on fit accroire que nous nous retirerions à Breslau lorsque l'ennemi s'approcherait. Il en don-

na avis au prince Charles de Lorraine, qui fut trompé.

Le prince Eugène paya pendant long-temps une pension au maître de poste de Versailles. Ce malheureux ouvrait les lettres et les ordres que la cour dépêchait aux généraux, et en envoyait une copie au prince Eugène, qui la recevait ordinairement plus tôt que ceux qui commandaient l'armée française.

Luxembourg avait gagné un secrétaire du roi d'Angleterre, qui lui donnait avis de tout ce qui s'y passait. Le roi le découvrit, et tira tous les avantages possibles d'une affaire si délicate. Il força ce traître d'écrire à Luxembourg, et de lui mander que l'armée des alliés ferait le lendemain un grand fourrage. Il s'en fallut peu que les Français ne fussent surpris à Steinkerque. Ils auraient été entièrement défaits, s'ils n'avaient pas combattu avec une valeur extraordinaire.

Il nous serait fort difficile de trouver des espions pareils dans une guerre contre les Autrichiens, non pas qu'il n'y eût chez eux, comme chez d'autres nations, des gens qui se laissassent corrompre, mais parce que leurs troupes légères, qui environnent l'armée comme un nuage, ne laissent passer personne sans le fouiller. C'est ce qui m'a donné l'idée qu'il faudrait gagner quelques officiers de leurs hussards, par lesquels on pourrait entretenir la correspondance, à peu près de la manière suivante : l'usage est que les hussards, quand ils ont escarmouché ensemble, font une espèce de suspension d'armes entre eux; on peut se servir de ce temps pour se donner des lettres.

Quand on veut donner de fausses nouvelles à l'ennemi ou avoir des siennes, on se sert d'un soldat affidé, qu'on fait passer du camp à celui de l'ennemi, et qui lui rapporte tout ce qu'on veut lui faire croire; l'on fait aussi courir par lui des billets, pour exciter les troupes à la désertion. L'émissaire rentre alors, par un détour, dans votre camp.

Si on ne peut trouver aucun moyen dans le pays de l'ennemi, pour avoir de ses nouvelles, il y a un autre expédient, quoique dur et cruel. On choisit un riche bourgeois, qui a des fonds de terre, et une femme et des enfans; on lui donne un seul homme, travesti en domestique, qui possède la langue du pays. On force alors ce bourgeois d'emmener ledit homme avec lui comme son valet ou son cocher, et d'aller au camp ennemi, sous prétexte d'avoir à se plaindre de violences qui lui ont été faites, et on le menace en même temps très sévèrement que, s'il ne ramène pas avec lui son homme, après qu'il se sera assez long-temps arrêté au camp, sa femme et ses enfans seront perdus, et ses maisons brûlées. Je fus contraint d'avoir recours à ce moyen quand nous étions campés à......, et il réussit.

J'ajouterai à tout ceci qu'en payant les espions, il faut être généreux et même prodigue. Un homme qui, pour votre service, risque la corde, mérite bien d'en être récompensé.

ARTICLE XIII.

De certaines marques par lesquelles on peut découvrir l'intention de l'ennemi.

Le plus sûr moyen de découvrir les desseins de l'ennemi avant l'entrée de la campagne, est l'endroit qu'il choisit pour le dépôt de ses vivres. Si les Autrichiens, par exemple, font leurs ma-

gasins à Olmutz, on peut être persuadé que leur projet est d'attaquer la haute Silésie; et s'ils en font à Kœnigingsgrætz, la partie de Schweidnitz sera menacée. Quand les Saxons voulurent envahir la Marche électorale, leurs magasins montraient le chemin qu'ils prendraient; car leurs dépôts étaient à Zittau, Gœrlitz et à Guben, qui est le chemin pour aller à Crossen.

La première chose dont il faudra s'informer, est de quel côté et dans quel endroit l'ennemi établira ses magasins. Les Français ont fait de doubles magasins, partie sur la Meuse; partie sur l'Escaut, pour empêcher l'ennemi de découvrir leur dessein.

Lorsque les Autrichiens sont campés, on devinera les jours qu'ils marcheront, parce que c'est un usage chez eux de faire cuire aux soldats les jours de marche. Si vous apercevez donc, à cinq ou huit heures du matin, beaucoup de fumée, vous pouvez hardiment croire qu'ils feront un mouvement ce jour-là.

Toutes les fois que les Autrichiens ont intention de combattre, ils font rentrer au camp tous leurs gros détachemens de troupes légères. Quand vous remarquez cela, vous n'avez qu'à vous tenir sur vos gardes.

Si vous attaquez un poste de leurs troupes hongroises, et qu'elles tiennent ferme, vous devez être persuadé que leur armée est à portée pour les soutenir.

Si leurs troupes légères viennent se placer entre votre armée et le corps que vous avez détaché, vous pourrez en conclure que l'ennemi a formé un dessein sur ce détachement; c'est à vous alors à prendre vos mesures.

Il faut dire encore que, si l'ennemi vous oppose toujours le même général, vous pourrez apprendre ses manières, et découvrir ses desseins par sa façon d'agir.

Après avoir bien réfléchi sur le pays où est le théâtre de la guerre, sur l'armée que vous commandez, sur la sûreté de vos dépôts de vivres, sur la force des places de guerre, et sur les moyens que l'ennemi peut avoir pour s'en emparer, sur le dommage que ses troupes légères vous causeraient, si elles venaient se poster sur vos flancs, sur vos derrières et autres parts, ou si l'ennemi s'en servait pour faire une diversion; après avoir bien réfléchi, dis-je, sur tous ces points, vous pourrez compter qu'un ennemi savant fera précisément ce qui vous nuira le plus; que c'est au moins son intention, et qu'il faut par conséquent s'y opposer autant qu'il sera possible.

ARTICLE XIV.

De nos pays; des pays neutres; des pays ennemis; de la différence des religions, et quelle conduite ces divers objets requièrent.

On fait la guerre en trois sortes de pays : dans le sien, dans celui des puissances neutres, et dans le pays de l'ennemi.

Si je n'avais pour objet que ma gloire, je ne ferais jamais la guerre que dans mon pays, en raison des avantages que j'y trouverais; chacun y sert d'espion, et l'ennemi n'y saurait faire un pas sans être trahi. On peut hardiment risquer de gros détachemens, et leur faire jouer tous les tours dont la guerre est susceptible.

Si l'ennemi vient d'être battu, chaque paysan fait le soldat et va le harceler. L'électeur Frédéric-Guillaume en fit l'expérience après la bataille de Fehrbellin. Les paysans tuèrent plus de Suédois qu'il n'en périt dans

le combat. Je l'ai reconnu après la bataille de Hohen-Friedberg, où les habitans des montagnes, en Silésie, nous amenèrent beaucoup de fuyards de l'armée autrichienne.

Quand on fait la guerre dans un pays neutre, l'avantage paraît être égal entre les deux partis; il s'agit alors de voir qui des deux saura se mieux concilier l'amitié et la confiance des habitans. Pour y parvenir, on observera la plus exacte discipline; on défendra la maraude et les pillages, et on punira ce crime avec rigueur. On accuse aussi l'ennemi d'avoir contre le pays les desseins les plus pernicieux.

Si c'est dans un pays protestant, comme la Saxe, on joue le rôle de protecteur de la religion luthérienne, et on cherche à inspirer le fanatisme au petit peuple, dont la simplicité peut être facilement trompée.

Si le pays est catholique, on ne parle que de tolérance; on prêche la modération; on rejette sur les prêtres toute la faute de l'animosité entre les sectes chrétiennes, qui, malgré leurs disputes, s'accordent ensemble sur les principaux articles de la foi.

Pour ce qui regarde les partis qu'on veut détacher, il faut se régler sur la protection des habitans du pays. Chez vous, vous pourrez tout hasarder; mais dans un pays neutre, il faut être plus circonspect, à moins qu'on ne soit assuré de l'inclination de tous les paysans ou de la plus grande partie.

Dans un pays tout ennemi, comme la Bohême et la Moravie, il ne faut jouer qu'au sûr, et par les raisons ci-mentionnées, n'aventurer jamais ses partis. Il faut faire la guerre à l'œil. La plupart des troupes légères seront employées alors pour escorter les convois? car il ne faut pas s'imaginer de gagner jamais l'affection de ces gens-là. Il n'y a que les Hussites, dans le cercle de Kœniginsgrætz, dont on pourrait profiter. Les seigneurs y sont des traîtres, quoiqu'ils fassent semblant d'être bien intentionnés pour nous. Il en est de même des prêtres et des baillis. Leur intérêt est attaché à celui de la maison d'Autriche; et comme cet intérêt n'est pas conforme au nôtre, on ne peut et on ne doit jamais se fier à eux.

Tout ce qui vous reste encore, c'est le fanatisme, lorsqu'on peut animer une nation par la liberté de la religion, et lui insinuer adroitement qu'elle est opprimée par les prêtres et les seigneurs. Voilà ce qu'on appelle remuer le ciel et l'enfer pour son intérêt.

Depuis le temps que ces Mémoires ont été composés, l'impératrice-reine a considérablement augmenté les impôts en Bohême et en Moravie; on pourrait profiter de cette particularité pour se concilier l'affection de ses sujets, surtout si on les flattait de les traiter avec plus de douceur, au cas qu'on fît la conquête du pays.

ARTICLE XV.

De toutes les marches qu'une armée peut faire.

Une armée se met en mouvement, ou pour faire des progrès dans le pays ennemi, ou pour occuper un camp avantageux, pour aller joindre un secours, pour donner bataille, ou pour se retirer devant l'ennemi.

La première règle est qu'après avoir assuré le camp, on fasse reconnaître tous les chemins qui en sortent et tous les environs, pour être en état de faire les dispositions nécessaires, selon les différens évènemens qui peuvent arriver.

Dans ce dessein, on enverra, sous plusieurs prétextes, de gros détachemens, accompagnés de quelques ingénieurs et quartiers-maîtres, qui se porteront dans tous les endroits praticables pour des troupes. Ils lèveront la situation du pays, et reconnaîtront les chemins par où on peut marcher; ils se feront suivre par des chasseurs qui noteront les chemins pour pouvoir mener les colonnes, en cas que le général y marche.

A leur retour, lesdits officiers feront leur rapport de la situation du camp, des chemins qui y mènent, de la qualité du terrain, des bois, des montagnes ou des rivières qui s'y trouvent. Le général, s'étant informé de toutes ces particularités, fera ensuite sa disposition. Lorsqu'on n'est pas campé trop près de l'ennemi, elle se fait comme il suit:

Je suppose qu'il y ait quatre chemins qui conduisent au camp. L'avant-garde partira ce soir à huit heures, aux ordres de M. NN.; elle sera composée de six bataillons de grenadiers, d'un régiment d'infanterie, de deux régimens de dragons, chacun de cinq escadrons, de deux régimens de hussards. Tous les campemens de l'armée suivront cette avant-garde, qui ne prendra avec elle que les tentes, laissant ses gros équipages à l'armée.

Ces troupes marcheront quatre lieues en avant, et occuperont le défilé, la rivière, la hauteur, la ville, le village, etc., dont il est question, et y attendront l'arrivée de l'armée; alors elles entreront dans le nouveau camp qui aura été marqué.

L'armée suivra le lendemain matin l'avant-garde, marchant sur quatre colonnes. Les gardes qui ont été postées dans les villages rentreront dans leurs régimens. La cavalerie des deux lignes de l'aile droite, marchant par la droite, formera la première colonne. L'infanterie des deux lignes de l'aile droite, marchant par la droite, formera la seconde colonne. L'infanterie des deux lignes de l'aile gauche filera par la droite et formera la troisième colonne; et la cavalerie de l'aile gauche, filant par la droite, formera la quatrième colonne.

Les régimens d'infanterie NN. de la seconde ligne, et les trois régimens de hussards, aux ordres du général NN., escorteront les équipages qui marcheront à la queue des deux colonnes d'infanterie. Il sera commandé quatre aides-majors, qui auront soin que les chariots se suivent en ordre, et aussi serrés qu'il sera possible.

Le général qui commandera l'arrière-garde avertira de bonne heure le chef, en cas qu'il ait besoin de secours.

Les quatre colonnes seront conduites par les chasseurs qui auront reconnu les chemins.

A la tête de chaque colonne marchera un détachement de charpentiers et de chariots chargés de poutres, de solives et de planches, pour faire des ponts sur les petites rivières.

Les colonnes s'observeront dans leur marche, afin que les têtes ne se devancent pas.

Les généraux auront attention que les bataillons marchent serrés et se suivent, sans laisser d'intervalles. Les officiers commandant les divisions garderont bien leurs distances.

Quand on passera un défilé, les têtes marcheront doucement ou s'arrêteront, pour donner le temps à la queue de reprendre ses distances.

Voilà comment on fait les ordres de marche.

Lorsque vous passerez des défilés,

des bois ou des montagnes, vous partagerez vos colonnes; toute la tête sera composée de l'infanterie, suivie de la cavalerie, qui en fermera la marche.

S'il y a une plaine au centre, on l'assignera à la cavalerie, et l'infanterie, formant les colonnes sur les deux extrémités, traversera le bois; mais cela ne s'entend que d'une marche qui ne se fait pas trop près de l'ennemi; car alors on se contentera de mettre quelques bataillons de grenadiers à chaque tête de colonne de cavalerie, pour ne pas rompre tout l'ordre de bataille.

Si vous voulez faire arriver heureusement un secours, le moyen le plus sûr est de marcher à sa rencontre par un terrain difficile, et de vous retirer de devant l'ennemi pour éviter le combat. Par la supériorité que l'on gagne à l'arrivée du secours, on recouvrera bientôt le terrain qu'on n'a fait que lui prêter.

Quand on est obligé de faire des marches parallèles à celles de l'ennemi, il faut que cela ait lieu ou par la droite ou par la gauche, en deux lignes, dont chacune formera une colonne, précédée d'une avant-garde. Au reste, on observera les mêmes règles que je viens de donner.

Toutes les marches que nous fîmes de Frankenberg à Hohen-Frienberg, étaient dirigées ainsi. On y marcha par la droite.

Je préfère ces dispositions à toutes les autres; car l'armée est formée en bataille par un à-droite ou un à-gauche, qui est la méthode la plus prompte pour se remettre en ordre de marche. Je m'en servirais toujours si j'avais le choix d'attaquer l'ennemi; j'en ai perdu l'avantage à Hohen-Friedberg et à Sorr. Dans ces sortes de marches, il faut bien se garder de prêter le flanc à l'ennemi.

Lorsque l'ennemi se met en marche pour engager une affaire, vous vous débarrasserez de vos équipages, et les enverrez, sous une escorte, dans une des villes le plus à portée. Vous formerez alors une avant-garde que vous pousserez à une petite demi-lieue en avant.

L'armée marchant de front à l'ennemi, il faut non-seulement que les colonnes ne se devancent pas, mais qu'en approchant du champ de bataille, elles s'étendent de façon que les troupes n'aient ni plus ni moins de terrain qu'elles n'en occupent quand elles sont formées. C'est une manœuvre très difficile; ordinairement quelques bataillons n'ont pas assez de terrain; d'autres fois les généraux en donnent trop.

La marche qui se fait par lignes n'a aucun inconvénient; c'est pour cela que je l'ai choisie comme la meilleure.

Les marches qu'on fait pour combattre demandent beaucoup de précautions, et un général a raison d'être sur ses gardes. Il faut qu'il reconnaisse le terrain, de distance en distance, mais sans s'exposer, afin qu'il ait plusieurs positions en tête, dont il pourra se servir en cas que l'ennemi vienne l'attaquer.

Pour reconnaître un terrain, on se sert des clochers ou des hauteurs. On ouvre le chemin, pour y aller, par des troupes légères qu'on détache de l'avant-garde.

Les retraites ordinaires se font de la manière suivante. Un ou deux jours avant de partir, on se débarrassera de ses équipages, et on les renverra sous une bonne escorte.

On règlera alors les colonnes sur le nombre des chemins qu'on peut prendre, et la marche des troupes selon

l'espèce de terrain. Si c'est une plaine, la cavalerie fera l'avant-garde; si c'est un pays coupé, on en chargera l'infanterie; si c'est un pays de plaine, l'armée marchera sur quatre colonnes.

L'infanterie de la seconde ligne de l'aile droite, filant par sa droite, et suivie de la seconde ligne de la cavalerie de cette aile, formera la quatrième colonne. L'infanterie de la première ligne de l'aile droite filant par sa droite, sera suivie de la première ligne de cavalerie de cette aile, et formera la troisième colonne.

L'infanterie de la seconde ligne de l'aile gauche, suivie de la cavalerie de la même ligne, formera la seconde colonne.

L'infanterie de la première ligne de l'aile gauche sera suivie de la cavalerie de la même ligne, et formera avec elle la première colonne.

De cette manière, toute la cavalerie formera l'arrière-garde, que vous ferez, par précaution, soutenir par des hussards.

Si vous devez passer des défilés dans votre retraite, il faudra les faire occuper, la veille du départ, par l'infanterie, et la placer de façon qu'elle déborde les troupes qui, dans leur retraite, passeront le défilé, de sorte que le chemin du défilé reste libre.

Supposons que l'armée marche sur deux colonnes, la cavalerie de la droite filera par la gauche; la seconde ligne partira la première, et prendra la tête de la seconde colonne; l'infanterie de la seconde ligne, suivie de la première, se mettra à la queue de cette cavalerie et la suivra.

La cavalerie de l'aile gauche filera par la gauche; la seconde ligne, partant la première, aura la tête de la première colonne; elle sera jointe par l'infanterie de l'aile gauche, dont la seconde ligne précédera la marche de la première : c'est ce qui formera la première colonne.

Six bataillons de la queue de la première ligne, soutenus de dix escadrons de hussards, feront l'arrière-garde. Ces six bataillons se mettront en bataille en avant du défilé sur deux lignes en échiquier.

Pendant que l'armée passera le défilé, il faut que les troupes postées en avant débordent celles qui sont encore en-deça du défilé, pour les protéger par leur feu.

Quand toute l'armée aura passé, la première ligne de l'avant-garde passera par les intervalles de la seconde, et se jettera dans le défilé : celle-ci étant partie, la seconde fera la même manœuvre, à la faveur du feu de ceux qui seront postés de l'autre côté, et qui suivront les derniers pour faire l'arrière-garde.

De toutes les manœuvres, la plus difficile est de passer dans sa retraite une rivière en présence de l'ennemi. Je ne saurais citer à ce sujet un meilleur exemple que la retraite que nous fîmes l'an 1744, en repassant l'Elbe, à Kolin.

Mais, ne trouvant pas toujours des villes dans ces sortes d'endroits, je suppose qu'on n'ait que deux ponts. En ce cas, il faudra faire travailler à un bon retranchement, qui enveloppera les deux ponts, et pratiquer une petite coupure à la tête de chaque pont.

Cela étant fait on envoie des troupes et beaucoup de canons de l'autre côté de la rivière, et on les place sur le bord. Il en faut choisir un qui soit un peu élevé, mais pas trop raide, pour commander le bord opposé. Alors on garnira d'infanterie le grand retranchement. Après cette disposition, on fera passer l'infanterie la première : la cavalerie formant l'arrière-garde, se

retirera en échiquier par le retranchement.

Quand tout sera passé, on bordera les deux petites têtes de pont avec de l'infanterie ; et celle qui est dans le retranchement le quittera pour se retirer.

Si l'envie prend à l'ennemi de la poursuivre, il sera exposé au feu des deux têtes de pont et des troupes placées de l'autre côté de la rivière.

L'infanterie qui était postée dans le retranchement ayant passé la rivière, on fera rompre le pont ; et les troupes placées dans les têtes de pont, la traverseront sur des bateaux, sous la protection des troupes qui ont été placées à l'autre bord, et qui s'en approcheront pour mieux les soutenir.

Lorsque les pontons auront été chargés sur les chariots, les dernières troupes se mettront en marche.

On peut aussi faire des fougasses aux angles des retranchemens. Les derniers grenadiers, dans le moment qu'ils passeront la rivière, y mettront le feu.

ARTICLE XVI.

Quelles précautions on prendra dans une retraite contre les hussards et les pandours.

Les hussards et les pandours ne sont redoutables qu'à ceux qui ne les connaissent pas. Ils ne sont braves que quand l'espoir du butin les anime, ou lorsqu'ils peuvent nuire sans s'exposer. Ils exercent la première espèce de bravoure contre les convois et les équipages ; et l'autre contre les corps qui sont forcés de se retirer, et qu'ils viennent alors harceler dans leur retraite.

Nos troupes n'ont aucun affront à craindre d'eux ; mais comme leur manière d'escarmoucher retarde une marche, et qu'ils ne laissent pas de tuer quelques hommes, qu'on perd fort mal à propos, j'indiquerai la manière que je crois la meilleure pour se tirer d'affaire avec eux,

Quand on fait sa retraite par des plaines, on chasse les hussards par quelques volées de canon ; et les pandours par des hussards et des dragons qu'ils craignent beaucoup. Les retraites les plus difficiles, où les pandours peuvent faire le plus grand dommage, sont celles où il faut passer des bois, des défilés et des montagnes. On ne peut presque éviter alors de perdre du monde.

Dans ce cas, il faut que votre avant-garde occupe les hauteurs, faisant face à l'ennemi. Vous détacherez en même temps des troupes sur les flancs de la marche, qui, en côtoyant l'armée, se tiendront toujours sur les hauteurs ou dans les bois. Vous aurez quelques escadrons à portée pour vous en servir qnand le terrain le permettra.

Il ne faut jamais faire de haltes dans ces sortes d'occasions, mais poursuivre toujours sa marche ; car s'arrêter, est ce qui s'appelle sacrifier du monde mal à propos.

Les pandours se jettent à terre et tirent ; on ne voit pas d'où partent les coups ; et quand la marche de l'armée oblige l'arrière-garde et les pelotons détachés de suivre et de quitter les hauteurs, alors ils s'en emparent, et étant à couvert, ils fusillent ceux qui se retirent. Ni le feu de mousqueterie, ni le canon chargé à cartouches, ne peuvent leur faire grand mal, étant éparpillés et cachés derrière les hauteurs ou les arbres.

J'ai fait deux retraites semblables, l'année 1745 ; l'une par la vallée de Liebenthal, en marchant à Staudenitz, et l'autre de Trautenau à Schazlar. Malgré toutes les précautions imaginables,

nous perdîmes à la première soixante hommes tués ou blessés, et plus de deux cents à la seconde.

Quand on se retire par des chemins difficiles, il faut faire de petites marches pour pouvoir prendre des précautions plus promptes et plus sages. La plus grande marche ne doit être que de deux lieues, ou d'un mille d'Allemagne; et comme alors on n'est pas pressé, on peut quelquefois forcer les pandours, particulièrement quand ils ont eu l'imprudence de se fourrer dans de petits bois qu'on tourne.

ARTICLE XVII.

De quelle manière les troupes légères prussiennes combattront contre les hussards et les pandours.

Notre manière de forcer un poste, occupé par des troupes légères ennemies, est de le brusquer, car l'habitude des hussards et pandours autrichiens étant de s'éparpiller pour combattre, ils ne peuvent tenir contre des troupes régulières. Mais on ne doit pas les marchander; pas de tatonnement; l'attaque doit être vive et poussée à fond. Détachez seulement quelques troupes pour couvrir les flancs du corps qui marche à elles; et pourvu qu'on attaque brusquement l'ennemi, on le chasse.

Nos dragons et hussards les attaquent serrés et le sabre à la main. Ils ne peuvent soutenir ces sortes d'attaques; aussi les a-t-on toujours battus, sans se soucier du nombre, quelque supérieur qu'il fût.

ARTICLE XVIII.

Par quels mouvemens on peut forcer l'ennemi d'en faire aussi.

Si l'on croit qu'il suffise de faire des mouvemens avec une armée pour obliger l'ennemi d'en faire aussi, on se trompe beaucoup. Ce n'est pas le mouvement seul qui l'y forcera, mais la manière dont il sera fait. Des mouvemens spécieux ne feront pas prendre le change à un ennemi savant; il faut l'y contraindre par des dispositions solides qui l'engagent à faire des réflexions, et le réduisent à la nécessité de décamper.

C'est pourquoi il est nécessaire de connaître le pays, le général avec lequel on a affaire, les places où il a ses magasins, les villes qui lui sont le plus commodes et celles d'où il fait venir ses fourrages. Il faut bien combiner toutes ces choses, former un projet et le diriger.

Celui des deux généraux qui aura le plus de ressources dans l'imagination, et qui tentera le plus souvent sur son ennemi, remportera à la longue des avantages sur le rival de sa gloire.

Celui qui, à l'entrée d'une campagne, assemblera le premier ses troupes, et marchera en avant pour attaquer une ville ou pour occuper un poste, obligera toujours l'autre de se régler sur ses mouvemens et de se tenir sur la défensive.

Lorsque dans le cours d'une campagne on conçoit le projet de forcer l'ennemi à changer de camp, il faut s'y décider par les raisons suivantes, soit que l'on se propose de prendre une ville à la portée de laquelle il a choisi sa position, soit qu'on veuille le rejeter dans un pays stérile où il ne pourra vivre qu'avec peine, soit enfin, que l'on espère l'amener à une affaire grave et qui doit procurer des avantages.

Lorsque vous aurez bien constaté la probabilité de ces motifs, alors vous vous occuperez de l'exécution, mais en y procédant, vous examinerez d'abord et avec attention, si les marches qu'il vous faudra faire et les camps que vous vous proposez d'occuper ne vous placeront pas dans une situation plus désavantageuse que celle dans laquelle vous vous trouverez alors, comme par exemple en vous éloignant d'une place mal fortifiée où vous avez votre dépôt, et que les troupes légères peuvent emporter d'emblée en votre absence ; ou en prenant une position dans laquelle vous pourriez être coupé de votre pays et de vos places, ou bien, en venant occuper un pays que vous serez obligé d'abandonner bientôt après, faute de subsistances.

Après avoir réfléchi mûrement sur tous ces objets, et calculé la possibilité des entreprises que l'ennemi pourrait faire, vous formerez le projet, soit de venir vous camper sur un de ses flancs, soit de vous approcher de la province d'où il tire ses subsistances, soit de le couper de sa capitale, soit de menacer ses dépôts, soit enfin de prendre des positions par lesquelles vous lui retrancherez les vivres.

Pour en donner un exemple qui est connu de la plus grande partie de mes officiers, je dirai le plan sur lequel nous aurions dû espérer d'obliger le prince Charles de Lorraine à abandonner Kœniginsgrætz et Pardubitz en 1745.

En partant du camp de Dubletz, nous aurions dû prendre à gauche, côtoyer le comté de Glatz, et marcher sur Hohenmauth. Par cette manœuvre, nous aurions forcé les Autrichiens qui avaient leur magasin à Teutschbrod, et qui tiraient la plus grande partie de leurs vivres de la Moravie, de marcher à Landscron, et de nous abandonner Kœniginsgrætz et Pardubitz. Les Saxons, coupés alors de leur pays, auraient été contraints, pour le couvrir, de se séparer des Autrichiens.

Mais ce qui m'empêcha alors de faire ce mouvement, fut qu'en gagnant même Kœniginsgrætz, je n'aurais rien gagné, puisque j'aurais été obligé de faire des détachemens pour renforcer le prince d'Anhalt, si les Saxons étaient retournés chez eux. Outre cela, les magasins de Glatz n'étaient pas suffisans pour me faire subsister pendant toute la campagne.

Les diversions que l'on fait en détachant des troupes, obligent encore l'ennemi de décamper. Généralement toutes les entreprises auxquelles l'ennemi n'a pas été préparé, le dérangent et le forcent à quitter sa position.

De cette espèce sont les passages des montagnes que l'ennemi croit impraticables et que l'on peut presque toutes passer ; et aussi les passages des rivières qui se font sans que l'ennemi s'en soit aperçu.

On n'a qu'à lire la campagne du prince Eugène de l'année 1701. On sait assez dans quel désordre se trouva l'armée française, quand le prince Charles de Lorraine la surprit, l'an 1744, en passant le Rhin.

Je finirai en disant que l'exécution de ces sortes d'entreprises doit toujours répondre au projet, et que tant qu'un général fera des dispositions sages et fondées sur des maximes solides, il forcera toujours son ennemi de se tenir sur la défensive, et de se régler sur lui.

ARTICLE XIX.

Des passages des rivières.

La force est inutile lorsque l'ennemi

sera de l'autre côté d'une rivière que vous aurez intention de passer; il faut avoir recours à la ruse. On n'a qu'à imiter le passage du Rhin de César; celui du Pô par le prince Eugène; ou celui du Rhin par le prince Charles de Lorraine, s'il s'agit de passer une grosse rivière.

Ces généraux firent des détachemens pour en imposer à l'ennemi, et pour lui cacher l'endroit qu'ils avaient choisi pour leur passage. Ils firent des préparatifs pour la construction des ponts, dans des lieux où ils n'avaient pas intention de passer, en attendant que le gros de leur armée fît une marche de nuit, pour s'éloigner de l'ennemi et gagner le temps de passer la rivière, avant que les troupes destinées à défendre le passage, eussent pu se mettre en devoir de les en empêcher.

On choisit ordinairement pour le passage des rivières les endroits où il y a de petites îles, ce qui en facilite l'opération. On aime aussi à rencontrer de l'autre côté de la rivière, des bois ou d'autres obstacles, qui empêchent l'ennemi de vous attaquer avant que vous ayez débouché.

Il faut une attention très particulière et prendre les mesures les plus justes dans ces sortes d'entreprises. Il est nécessaire que les bateaux ou les pontons, et tout autre appareil, soient au rendez-vous à l'heure marquée, et que chaque pontonnier ou batelier soit instruit de sa besogne, pour éviter le désordre qui se met ordinairement dans les expéditions de nuit. Tout étant arrangé, on fait passer des troupes pour s'établir de l'autre côté de la rivière.

Dans les passages des rivières, il faut toujours avoir attention de faire retrancher les deux têtes de pont et à les bien garnir de troupes. On fortifie encore les îles qui sont dans le voisinage pour soutenir ces retranchemens, afin que, dans le temps que vous faites ces opérations, l'ennemi ne vienne pas prendre ou détruire vos ponts.

Si les rivières sont étroites, on choisit pour leur passage les endroits où elles font des coudes, et où le bord étant plus élevé domine sur celui qui lui est opposé. On y place autant de canons que le terrain le peut permettre, et on le garnit de troupes. Sous cette protection, on construit ses ponts, et comme le terrain se rétrécit par le coude que fait la rivière, il ne faudra avancer que fort peu, et insensiblement gagner chemin à mesure que les troupes passeront.

S'il y a des gués, on y fait des rampes, pour que la cavalerie y puisse passer.

ARTICLE XX.

Comment il faut défendre le passage des rivières.

Rien n'est plus difficile, pour ne pas dire impossible, que de défendre le passage d'une rivière, surtout lorsque le front d'attaque est d'une trop grande étendue. Je ne me chargerais jamais d'une telle commission, si le terrain à défendre avait plus de huit milles d'Allemagne (1) de front, et s'il n'y avait pas dans cette distance une ou deux redoutes établies sur le bord de la rivière, il faudrait encore qu'il n'y eût aucun endroit où l'on pût passer à gué.

Mais supposé que toutes les choses soient telles que je viens de dire, il faudra toujours du temps pour les

(1) L'original dit positivement : milles d'Allemagne, c'est-à-dire seize lieues de France. On l'a suivi dans la traduction, quoique le mot de lieues paraisse plus applicable ici par des raisons ci-dessous marquées.

préparatifs nécessaires contre les entreprises de l'ennemi. La disposition qu'on aurait à faire alors, serait à peu près celle-ci :

On réunira tous les bateaux et toutes les barques qui se trouveront sur la rivière, et on les fera conduire aux deux redoutes, pour empêcher que l'ennemi ne puisse s'en servir.

Vous reconnaîtrez les deux bords de la rivière, pour marquer les endroits à la faveur desquels on pourrait la passer, et vous les ferez démolir.

Vous noterez le terrain qui pourrait protéger le passage de l'ennemi, et formerez le projet d'attaque sur la situation de chaque terrain.

Vous ferez ouvrir des chemins larges pour plusieurs colonnes, sur tout le front de votre défense, le long de la rivière, pour pouvoir marcher à l'ennemi commodément et sans embarras.

Après avoir pris toutes ces précautions, vous ferez camper l'armée au centre de votre ligne de défense, de sorte que vous n'ayez que quatre milles à marcher, pour aller à l'une ou l'autre extrémité.

Vous ferez seize petits détachemens commandés par des officiers de hussards ou de dragons les plus actifs et les plus habiles, dont huit, aux ordres d'un général, auront le front d'attaque de la droite, et huit aux ordres d'un autre général, auront celui de la gauche.

Ces détachemens seront destinés à donner avis des mouvemens de l'ennemi, et de l'endroit où il tentera le passage.

Pendant le jour, ils placeront des gardes pour découvrir tout ce qui se passera, et dans la nuit, ils feront d'un quart-d'heure à l'autre des patrouilles près de la rivière, et ne se retireront que quand ils auront clairement vu (1) que l'ennemi ait fait un pont et que la tête ait passé.

Lesdits généraux et les commandans des redoutes enverront quatre fois par jour leur rapport au chef de l'armée ; il faut qu'il y ait des relais établis entre eux et l'armée pour que les rapports arrivent promptement, et qu'on soit de suite averti lorsque l'ennemi passera, comme il est du devoir du général de s'y porter à l'instant même ; il aura déjà renvoyé ses équipages, pour être prêt à tout évènement.

Ces différentes dispositions étant faites d'avance sur chaque terrain, il distribuera à ses généraux celles qui regarderont les points d'attaque. Il marchera avec toute la célérité possible, l'infanterie ayant la tête des colonnes, parce qu'il faut supposer que l'ennemi se soit retranché. A son arrivée, il attaquera vivement sans balancer. C'es de cette manière qu'il pourra se promettre le succès le plus brillant.

Les passages des petites rivières sont plus difficiles à défendre ; il faut rendre les gués impraticables par des arbres qu'on y jette. Mais, si la rive du côté de l'ennemi commande celle où

(1) Si l'on calcule le temps qu'il faut pour porter au général en chef la nouvelle du passage qu'on suppose qui se fait à une des extrémités de l'étendue du front, et le temps qu'il faut pour y faire marcher l'armée, on verra, par cette supputation, que l'ennemi aura assez de temps pour passer avec toutes ses troupes, avant que la moitié de l'armée, qui doit faire une marche de quatre milles, en partant de son centre, soit arrivée, et puisse se mettre en devoir de lui disputer le passage. Car, quatre milles sont huit lieues de chemin, et toutes les troupes du monde, telles ingambes et lestes qu'elles soient, ne pourront les faire en moins de temps, particulièrement dans la nuit, comme il est question ici. Pour rendre cette manœuvre possible, il faudrait qu'il n'y eût que huit lieues de front pour toute l'armée, au lieu des huit milles d'Allemagne.

vous êtes, il est inutile de faire résistances.

ARTICLE XXI.

Des surprises des villes.

Pour surprendre une ville, il faut qu'elle soit mal gardée et peu fortifiée; encore ne pourrait-on la surprendre qu'en hiver et pendant la gelée, si elle a des fossés remplis d'eau.

On surprend les villes avec toute une armée, comme il arriva à Prague l'an 1741; ou on les surprend après en avoir endormi la garnison par un blocus qui traîne en longueur, comme le prince Léopold d'Anhalt fit à Glogau. On les surprend encore par des détachemens, comme le prince Eugène le tenta à Crémone, ou comme ont réussi les Autrichiens à Cosel.

La règle principale, en faisant des dispositions pour des surprises, est de bien connaître les fortifications et les intérieurs de la place, pour diriger son attaque sur la situation locale.

La surprise de Glogau est un chef d'œuvre, que tous ceux qui tenteront des surprises doivent imiter. Celle de Prague ne fut pas si extraordinaire, puisque la garnison ayant à défendre une ville d'une vaste étendue, il n'était pas étonnant qu'on l'emportât par les différentes attaques qu'on y fit. Cosel et Crémone furent surpris par trahison. La première le fut par un officier de la garnison, qui, ayant déserté, donna avis aux Autrichiens que l'évacuation du fossé n'était pas achevée : ils le passèrent et la place fut emportée.

Si on veut prendre de petites places, on fait pétarder les portes. On envoie en même temps des détachemens à toutes les antres pour empêcher que la garnison se sauve. Si on veut y employer du canon, il faut le placer de sorte que les canonniers ne soient pas exposés à la mousqueterie, autrement on risque de perdre le canon.

ARTICLE XXII.

Des combats et des batailles.

Il est très difficile de surprendre les Autrichiens dans leur camp, à cause du nombre de troupes légères dont ils sont entourés,

Si deux armées se tiennent dans le voisinage l'une de l'autre, l'affaire sera bientôt décidée entre elles, ou il faudrait que l'une des deux occupât un poste inattaquable, qui la garantît des surprises; de façon que ces évènemens n'arrivent que très rarement entre des armées; entre des détachemens, c'est une chose très ordinaire.

Pour parvenir à surprendre l'ennemi dans son camp, il ne faut pas avoir éveillé sa vigilance par des tentatives sans but sérieux; il faut aussi parvenir à savoir s'il a une confiance entière dans sa supériorité numérique, dans la situation avantageuse de son poste, ou dans les rapports de ses émissaires, enfin dans la vigilance de ses troupes légères.

Avant de former aucun projet, il faut commencer par bien connaître le pays, et la position de l'ennemi.

On examinera les chemins qui conduisent au camp, et on formera là-dessus sa disposition générale, en se réglant dans tous les points sur la connaissance détaillée de toutes choses.

Vous destinerez les chasseurs les plus intelligens, et les plus instruits des chemins, pour conduire les colonnes.

Ayez grande attention à cacher vo-

tre dessein. Le secret est l'âme de toutes ces entreprises.

Les troupes légères précéderont la marche, sous plusieurs prétextes, mais en effet pour empêcher qu'un maudit déserteur n'aille vous trahir. Ces hussards empêcheront aussi que les patrouilles ennemies ne s'approchent trop près et ne découvrent les mouvemens que vous faites.

Il faut que vous donniez aux généraux qui sont sous vos ordres une instruction sur tous les évènemens qui pourront arriver, afin que chacun d'eux sache ce qu'il aura à faire alors.

Si le camp de l'ennemi est assis dans une plaine, on pourra former une avant-garde de dragons qui, joints par des hussards, entreront à toute bride dans le camp ennemi, pour y mettre tout en désordre et faire main basse sur ce qui se présentera à eux.

Ces dragons doivent être soutenus de toute l'armée, l'infanterie en ayant la tête, étant particulièrement destinée à attaquer les ailes de la cavalerie ennemie.

L'attaque de l'avant-garde commencera une demi-heure avant la pointe du jour ; mais il faut que l'armée n'en soit éloignée que de huit cents pas.

Pendant la marche, on gardera un profond silence, et on défendra au soldat de fumer.

Lorsque l'attaque commencera et que le jour paraîtra, l'infanterie formée sur quatre ou six colonnes, marchera droit au camp, pour soutenir l'avant-garde.

On ne tirera pas avant la pointe du jour, car on risquerait de tuer ses propres gens ; mais aussitôt qu'il fera jour, il faudra tirer sur les endroits où l'avant-garde n'a pas percé, particulièrement sur les ailes de la cavalerie pour obliger les cavaliers, n'ayant pas le temps de seller ni de brider leurs chevaux, de s'en aller et de les abandonner.

On poursuivra l'ennemi jusqu'au-delà du camp, et on lâchera toute la cavalerie après lui, pour profiter du désordre et de la confusion où il sera.

Si l'ennemi avait abandonné ses armes, il faudrait laisser un gros détachement pour la garde du camp, et, sans s'amuser à piller, poursuivre l'ennemi avec toute la chaleur possible ; d'autant plus qu'une si belle occasion de détruire entièrement une armée, ne se présentera pas de sitôt, et qu'on sera maître pendant toute la campagne de faire ce que l'on voudra.

La fortune m'en avait destiné une pareille avant la bataille de Molwitz : car nous nous approchâmes de l'armée du maréchal de Neuperg, sans rencontrer personne, ses troupes étant cantonnées dans trois villages. Mais je n'avais pas dans ce temps-là assez de connaissance pour savoir en profiter.

Ce que j'aurais dû faire alors, était d'embrasser le village de Molwitz par deux colonnes et de l'attaquer après l'avoir enveloppé. En même temps j'aurais dû détacher des dragons aux deux autres villages où se trouvait la cavalerie autrichienne, pour la mettre en désordre, l'infanterie qui les eût suivis, aurait empêché cette cavalerie de monter à cheval. Je suis très persuadé que leur armée eût été entièrement défaite.

J'ai montré ci-dessus toutes les précautions que nous prenons à ce sujet dans notre camp, et de quelle manière nous le faisons garder : mais en supposant que, malgré ces soins, l'ennemi puisse s'approcher de l'armée, je donnerais le conseil de mettre en toute diligence les troupes en bataille sur le terrain qui leur sera marqué, d'ordon-

ner à la cavalerie de tenir ferme à ses postes, et de faire son feu de peloton jusqu'à l'arrivée du jour : alors les généraux examineront s'il faut avancer, si la cavalerie a été victorieuse, si elle a été repoussée, et ce qu'il y aura à faire.

En de pareilles occasions, il faut que chaque général sache prendre son parti, et agir par lui même, sans attendre pour cela les ordres du général en chef.

Pour moi je n'attaquerai jamais dans la nuit, parce que l'obscurité cause bien des désordres, et que la plupart des soldats ne font leur devoir que sous les yeux de leurs officiers, et quand ils ont à craindre la punition.

Charles XII attaqua l'année 1715 le prince d'Anhalt dans la nuit, lorsqu'il venait de débarquer dans l'île de Rugen. Le roi de Suède avait raison de le faire parce qu'il voulait cacher le petit nombre de ses troupes, dont on se serait aperçu s'il avait fait jour. Il n'avait que quatre mille hommes, avec lesquels il vint en attaquer vingt mille. Il fut battu.

Un axiome de la guerre est d'assurer ses derrières et ses flancs, et de tourner ceux de l'ennemi ; ce qui se fait de différentes manières, qui partent toutes d'un même principe.

Quand vous serez obligé d'attaquer un ennemi retranché, il faut le faire de suite, sans lui donner le temps d'achever ses ouvrages. Car ce qui est bon le premier jour, ne le sera plus le lendemain. Mais, avant de vous mettre en devoir de l'attaquer, vous reconnaîtrez par vous-même la position de l'ennemi. Les premières dispositions de votre attaque vous feront voir la facilité ou la difficulté de votre projet.

La plupart des retranchemens sont pris, parce qu'ils ne sont pas bien appuyés. Le retranchement de Turenne fut emporté, de même que celui de (1)...... où le prince d'Anhalt trouva assez de terrain pour le faire tourner. Le retranchement de Malplaquet fut tourné par le bois qui était à la gauche du maréchal de Villars. Si on avait eu cette idée au commencement de la bataille, les alliés auraient épargné quinze mille hommes à leur armée.

Si le retranchement est appuyé à une rivière qui soit guéable, il faudra le faire attaquer de ce côté. Celui de Stralsund, fait par les Suédois, fut emporté, parce qu'on l'attaqua du côté de la mer, où le..... était guéable.

Si les retranchemens de l'ennemi sont d'une grande étendue, et que les troupes pour les garnir, soient obligées d'embrasser trop de terrain, on fera plusieurs attaques, et on s'en rendra sûrement maître, pourvu qu'on ait soin de cacher ses dispositions à l'ennemi, afin qu'il ne puisse s'en apercevoir et vous opposer des forces suffisantes.

Je vais donner ici les dispositions de l'attaque d'un retranchement. Je formerai une ligne de vingt bataillons, dont j'appuierai l'aile gauche à la rivière NN. Douze bataillons formeront l'attaque de la gauche où je veux percer, et huit autres celle de la droite. Les troupes destinées pour l'attaque seront placées en échiquier avec des intervalles. Le reste de l'infanterie se mettra en troisième ligne, et derrière elle sera la cavalerie, à la distance de quatre cents pas. Par cette disposition mon infanterie tiendra l'ennemi en échec, et elle sera à portée de profiter du moindre faux mouvement qu'il pourrait faire.

Il faut avoir attention de faire suivre chacune de ces attaques par un nombre de travailleurs avec des pelles,

(1) Apparemment celui de Schellenberg.

des pioches et des fascines, pour combler le fossé, et faire des passages pour la cavalerie, lorsqu'on aura forcé le retranchement.

L'infanterie qui formera l'attaque, ne commencera à tirer que quand elle aura emporté le retranchement, et qu'elle se sera mise en bataille sur le parapet.

La cavalerie y entrera par les ouvertures faites par les travailleurs, et se rangera en bataille pour attaquer l'ennemi, quand elle sera en force. Si elle est repoussée, elle ira se rallier à la faveur du fen de l'infanterie, jusqu'à ce que toute l'armée ait pénétré, et que l'ennemi soit entièrement mis en déroute.

Je répéterai ici ce que j'ai dit dans un des articles précédens, que je ne ferais jamais retrancher mon armée, si ce n'est dans le temps que j'aurais intention d'entreprendre un siége. Et je ne sais si on ne ferait pas mieux d'aller au-devant de l'armée qui vient secourir la place.

Mais supposons, pour un moment, qu'on veuille se retrancher. Dans ce cas, je proposerai la manière la plus avantageuse pour le faire.

On se ménagera deux ou trois grosses réserves pour les envoyer, pendant l'attaque, aux endroits où l'ennemi fait les plus grands efforts.

On bordera le parapet de bataillons, et on placera une réserve derrière eux, qui puisse être à portée de donner du secours où l'on en aura besoin.

La cavalerie sera rangée sur une ligne derrière ces réserves.

Le retranchement doit être bien appuyé. S'il vient joindre une rivière, il faut que le fossé avance assez loin dans la rivière pour ne pas être tourné.

Si ce retranchement s'appuie à un bois, il faut qu'il soit fermé à cette extrémité par une redoute, et qu'on fasse dans le bois un très grand abatis d'arbres.

On anra attention que les rédans soient bien flanqués.

Le fossé sera très large et profond, et on perfectionnera tous les jours de plus en plus les retranchemens, soit en renforçant le parapet, soit en plaçant des palissades à l'entrée des barrières, soit en creusant des puits, soit encore en garnissant tout le camp de chevaux de frise.

Votre plus grand avantage est dans le choix et dans certaines règles de fortification qu'il faut observer, pour obliger l'ennemi à vous attaquer sur un petit front, et pour le mettre dans la nécessité de ne vous attaquer que dans les principaux points de votre retranchement.

Par exemple : l'armée qui se trouve à la tête de votre retranchement, est rétrécie d'un côté par la rivière, et vous présentez à celui qui vient vous attaquer un front qui le déborde. Il ne pourra pas attaquer votre droite, parce que les batteries placées à l'extrémité de cette aile, le prendraient en flanc, pendant que la redoute du centre le prendrait en queue. Il ne pourra donc former d'autre attaque que celle de ladite redoute du centre, qu'il sera obligé d'entamer du côté de l'abatis.

Comme vous vous attendrez à cette attaque, vous renforcerez les fortifications de cette redoute : et, n'y ayant qn'un ouvrage à fortifier, vous y donnerez d'autant plus d'attention.

Vous pouvez employer encore une autre espèce de retranchement, composée de redoutes saillantes et rentrantes, qui se croisent l'une l'autre, et se joignent par des retranchemens.

Par cette manière de fortifier, les saillans forment les points d'attaque ;

et n'y en ayant que très peu, on pourra les perfectionner plus vite que si le front était partout également fortifié.

Il faut que le feu de la mousqueterie se croise dans les redoutes saillantes; par cette raison, elles ne seront qu'à six cents pas l'une de l'autre.

Notre infanterie défend un retranchement par des décharges de bataillons entiers. Chaque soldat doit être pourvu de cent cartouches; mais cela n'empêchera pas de placer entre les bataillons et dans les saillans des redoutes, autant de canons que l'on pourra.

Tant que l'ennemi sera éloigné, on tirera à boulets; mais lorsqu'il se sera avancé à la distance de quatre cents pas, on commencera à tirer à cartouches.

Si l'ennemi, malgré la force de votre retranchement et nonobstant un feu opiniâtre, pénètre en quelque endroit, la réserve d'infanterie marchera à lui pour le repousser; et en cas que cette réserve soit obligée de plier, c'est à votre cavalerie à faire alors les derniers efforts pour le chasser.

La plupart des retranchemens sont emportés, parce qu'ils n'ont pas été construits dans les règles, ou que ceux qui les défendent sont tournés, ou que la peur prend aux troupes qui les défendent : cela vient de ce que celui qui attaque peut faire ses mouvemens avec plus de liberté et plus de hardiesse.

Au commencement, les exemples ont fait voir qu'un retranchement étant forcé, toute l'armée est découragée et prend la fuite. Je crois que nos troupes auraient plus de fermeté, et qu'elles repousseraient l'ennemi; mais à quoi serviraient tous ces avantages, si les retranchemens vous empêchent d'en profiter ?

Puisqu'il y a tant d'inconvéniens aux retranchemens, il s'ensuit naturellement que les lignes sont encore moins utiles. De notre temps, la mode nous en est venue du prince Louis de Bade, qui fit faire les premières du côté de Briel. Les Français en ont fait aussi en Flandre dans la guerre de la succession.

Je soutiens qu'elles ne valent rien, puisqu'elles embrassent plus de terrain qu'on n'a de troupes pour les garder; qu'on peut former plusieurs attaques, et qu'on est persuadé de les forcer. Par cette raison, elles ne couvrent pas le pays, et ne servent qu'à faire perdre la réputation des troupes qui les gardent.

Si une armée prussienne est inférieure à celle de l'ennemi, il ne faut pas pour cela désespérer de le vaincre; la disposition du général suppléera au nombre.

Une armée faible choisira toujours un pays coupé et montagneux, où le terrain soit resserré, de sorte que le nombre supérieur de l'ennemi, lorsqu'il ne pourra pas dépasser vos ailes, lui deviendra inutile et quelquefois même à charge.

Ajoutons ici que, dans un pays fourré et de montagnes, on pourra mieux appuyer ses ailes que dans une plaine. Nous n'aurions jamais gagné la bataille de Sorr (1), si le terrain ne nous eût été favorable : car, quoique le nombre de nos troupes ne passât point la moitié de celui des Autrichiens, ils ne pouvaient pas déborder nos ailes, de sorte que le terrain mit une espèce d'égalité entre les deux armées.

Ma première règle regarde le choix

(1) Si le prince Charles avait suivi la règle que M. de Feuquières nous donne, dans ses remarques sur la bataille de Steinkerque, et qu'il fût entré avec sa première ligne en colonne, dans le camp prussien, pour séparer les troupes, en attendant que sa seconde ligne se fût mise en bataille pour la soutenir, l'avantage du terrain n'aurait pas sauvé l'armée prussienne de cette surprise. Elle aurait été entièrement défaite.

du terrain, et la seconde, la disposition de la bataille même. C'est ici où l'on peut faire une application utile de mon ordre de bataille oblique. Car on refuse une aile à l'ennemi, et on renforce celle qui doit faire l'attaque. Par là vous portez toutes vos forces sur l'aile de l'ennemi que vous voulez prendre en flanc.

Une armée de cent mille hommes, tournée par ses flancs, prendra bientôt son parti. Par exemple : mon aile droite, faisant tout l'effort, un corps d'infanterie se jettera insensiblement dans le bois pour attaquer la cavalerie ennemie sur ses flancs, et pour protéger l'attaque de la nôtre. Quelques régimens de hussards auront ordre de prendre l'ennemi en queue; en attendant, l'armée s'avancera. Lorsque la cavalerie ennemie sera mise en déroute, l'infanterie qui est dans le bois, prendra celle de l'ennemi en flanc, dans le temps que l'autre l'attaquera de front.

Mon aile gauche ne s'avancera pas que l'aile gauche de l'ennemi ne soit entièrement défaite.

Par cette disposition, vous aurez l'avantage, 1° de faire tête avec un petit nombre de troupes, à un corps supérieur; 2° d'attaquer l'ennemi du côté où l'affaire sera décisive; et 3° votre aile ayant été battue, une partie seulement de votre armée sera entamée, les autres trois quarts des troupes, qui sont encore fraîches, serviront pour faire votre retraite.

Si l'on veut attaquer l'ennemi dans un poste avantageux, il faut en examiner le faible et le fort, avant de faire les dispositions de l'attaque. On se déterminera toujours pour l'endroit où l'on croit trouver le moins de résistance.

Les attaques des villages coûtent tant de monde, que je me suis fait une loi de les éviter, tant que je n'y serai point absolument forcé; car on y risque l'élite de son infanterie.

Il y a des généraux qui disent qu'on ne saurait mieux attaquer un poste que dans son centre. Si l'on suppose que l'ennemi ait deux grandes villes et deux villages sur ses ailes, il est certain que les ailes seront perdues lorsque vous forcerez le centre, et que, par de pareilles attaques, on pourra remporter les victoires les plus complètes.

J'en donne ici le plan, et j'ajoute que, quand vous aurez percé, vous doublerez votre attaque pour obliger l'ennemi de se replier par sa droite et par sa gauche.

Dans une attaque de poste, il n'y a rien de si redoutable que les batteries chargées à cartouches, qui font un terrible carnage dans les bataillons. A Sorr et à Kesselsdorff, j'ai vu attaquer des batteries, et j'ai fait des réflexions qui m'ont donné une idée que je communiquerai ici, en supposant une batterie de quinze pièces de canon, qu'on voudrait emporter et qu'on ne pourrait pas tourner.

J'ai remarqué que le feu du canon et de l'infanterie qui soutient la batterie, la rend inabordable. Nous ne nous sommes emparés des batteries de l'ennemi que par sa faute; notre infanterie qui les attaquait, étant à moitié écrasée, commençait à plier; l'infanterie ennemie, la voulant poursuivre, quitta son poste. Par l'effet de ce mouvement, leur canon n'osa plus tirer, et nos troupes qui talonnaient l'ennemi, arrivèrent avec lui aux batteries, et s'en rendirent maîtres.

L'expérience de ces deux batailles m'a fourni l'idée, qu'il faudrait suivre en pareil cas l'exemple de ce que nos troupes ont fait, en formant son attaque sur deux lignes en échiquier, sou-

tenue en troisième ligne par quelques escadrons de dragons.

On donnera l'ordre à la première ligne de n'attaquer que faiblement, et de se retirer par les intervalles de la seconde, afin que l'ennemi, trompé par cette retraite simulée, se mette à les poursuivre, et abandonne son poste.

Ce mouvement sera le signal de marcher en avant et d'attaquer avec vigueur.

Mon principe est de ne mettre jamais toute ma confiance dans un poste seul, s'il n'est pas physiquement prouvé qu'il soit inattaquable.

Toute la force de nos troupes consiste dans l'attaque, et nous ne serions pas sages si nous y renoncions sans raisons.

Mais, si l'on est obligé d'occuper des postes, on observera de gagner les hauteurs et de bien appuyer ses ailes. Je ferais mettre le feu à tous les villages qui se trouveront à la tête de l'armée et aux ailes, si le vent ne portait pas la fumée dans notre camp.

S'il se trouvait quelques bonnes maisons de maçonnerie en avant du front, je les ferais garder par l'infanterie, pour incommoder l'ennemi pendant la bataille.

Il faut bien se garder de mettre les troupes dans un terrain où elles ne puissent pas agir.

Par cette raison, notre position de Grotkau, en l'année 1741, ne valait rien, le centre et l'aile gauche étant placés derrière des marais impraticables. Il n'y avait qu'une partie de l'aile droite qui eût un terrain libre pour manœuvrer.

Villeroi fut battu à Ramillies, s'étant posté de la manière que je viens de dire. Son aile gauche lui fut absolument inutile, et l'ennemi porta toutes ses forces contre l'aile droite des Français, qui n'y purent résister.

Je permets que les troupes prussiennes occupent, aussi bien que les autres, des postes avantageux, et s'en servent pour un mouvement et pour tirer avantage de leur artillerie; mais il faut qu'elles quittent tout d'un coup ce poste pour marcher fièrement à l'ennemi qui, au lieu d'attaquer, est attaqué lui-même, et voit son projet renversé : car tous les mouvemens que l'on fait en présence de son ennemi, sans qu'il s'y attende, sont d'un très bon effet.

Il faut compter ces sortes de batailles au nombre des meilleures. On y attaque toujours par l'endroit le plus faible.

Dans ces occasions, je défendrais à mon infanterie de tirer; car cela ne fait que l'arrêter, et ce n'est pas le nombre des ennemis tués qui vous donne la victoire, mais le terrain que vous avez gagné.

Le moyen le plus sûr pour remporter la victoire, est de marcher fièrement et en ordre à l'ennemi, et de gagner toujours du terrain.

Un usage reçu est de donner quinze pas d'intervalle aux escadrons dans un terrain difficile et coupé; au lieu que, dans un pays uni, ils se forment sur une ligne pleine.

L'infanterie ne gardera pas d'autres intervalles entre elle que ceux qu'il faut pour le canon. Il n'y a que dans les attaques des retranchemens, dans celles des batteries et des villages, et aussi dans les arrière-gardes de retraite qu'on place la cavalerie et l'infanterie en échiquier, pour renforcer tout d'un coup la première ligne, en faisant entrer la seconde dans les intervalles de la première, pour que les troupes puissent se replier sans désordre, et se soutenir les unes les autres; ce qui est une règle qu'on doit toujours observer.

L'occasion se présente ici de vous donner quelques règles principales sur ce que vous aurez à observer quand vous mettrez votre armée en bataille, dans quelque terrain que ce puisse être. La première est de prendre des points de vue pour les ailes ; que l'aile droite, par exemple, s'aligne au clocher de NN.

Il faut encore que le général ait grande attention à ce que ses troupes ne prennent pas une fausse position.

Il n'est pas toujours nécessaire d'attendre que toute l'armée soit en bataille pour commencer l'attaque. L'occasion vous présente souvent des avantages, que vous perdrez mal à propos en tardant d'en profiter.

Cependant, il faut qu'une bonne partie de l'armée soit en bataille, et vous aurez particulièrement pour objet la première ligne, sur laquelle vous réglerez l'ordre de bataille. Si les régimens de cette ligne ne sont pas tous présens, ils seront remplacés par d'autres de la seconde.

Vous appuierez toujours vos ailes, ou au moins celles qui doivent faire les plus grands efforts.

Les ordres de bataille, en rase campagne, doivent être partout également forts ; car tous les mouvemens de l'ennemi y étant libres, il pourrait bien se réserver un corps qu'il emploierait à vous donner de la besogne.

En cas que l'une des deux ailes ne fût pas appuyée, le général qui commande la seconde ligne, doit envoyer des dragons pour déborder la première ligne, sans en attendre l'ordre ; et les hussards, tirés de la troisième ligne, viendront déborder les dragons.

La raison en est que, si l'ennemi fait un mouvement pour prendre la cavalerie de la première ligne en flanc, vos dragons et hussards, à leur tour, exécuteront la même manœuvre, ce qui rétablit l'état premier.

Dans ce cas, je ferais placer trois bataillons dans l'intervalle des deux lignes de l'aile gauche de mon infanterie, pour mieux assurer cette aile ; car supposé que votre cavalerie fût battue, ces bataillons empêcheront toujours que l'infanterie soit entamée, comme nous en avons eu l'exemple à Molwilz.

Le général qui commandera la seconde ligne, observera une distance de trois cents pas entre elle et la première, et s'il s'aperçoit de quelques intervalles dans la première ligne, il y fera entrer des bataillons de la seconde.

Dans la plaine, il faut qu'il ait toujours une réserve de cavalerie, qui doit être commandée par un officier de tête, puisqu'il faut qu'il agisse par lui-même, soit en portant du secours à l'aile qu'il verra en avoir besoin, soit en prenant en flanc l'ennemi qui poursuivra l'aile mise en déroute, pour donner, par là, le temps à la cavalerie de se rallier.

La cavalerie attaquera au grand galop, et engagera l'affaire. L'infanterie marchera à grands pas à l'ennemi. Les commandans des bataillons auront attention de percer l'ennemi, de l'enfoncer, et de ne faire usage de leur feu que quand il aura tourné le dos.

Si les soldats commençaient à tirer sans ordre, on leur ferait remettre leurs armes sur l'épaule, et ils avanceraient sans s'arrêter.

On fera des décharges par bataillon lorsque l'ennemi commencera à plier. Une bataille, engagée de cette façon sera bientôt décidée.

On peut employer encore un nouvel ordre de bataille, différent des autres en ce qu'il y a des corps d'infanterie aux extrémités des ailes de la cavalerie. Les bataillons sont destinés à soutenir la cavalerie, et à fouetter au commencement de l'affaire avec leurs canons, et celui des ailes de l'infante-

rie, la cavalerie ennemie, afin que la nôtre ait plus beau jeu en allant l'attaquer. Une autre raison est que si votre aile a été battue, l'ennemi n'osera la poursuivre, car il se mettrait entre deux feux.

Lorsque votre cavalerie, selon toute apparence, sera victorieuse, cette infanterie s'approchera de celle de l'ennemi; les bataillons qui sont dans les intervalles, feront un quart de conversion, et se mettront sur vos ailes, pour de là prendre l'infanterie ennemie, en queue et en flanc; de sorte que vous en aurez meilleur marché.

L'aile victorieuse de votre cavalerie ne laissera pas le temps à celle de l'ennemi de se rallier, mais la poursuivra en ordre et tâchera de la couper de son infanterie. Quand le désordre y sera général, le commandant de la cavalerie lâchera après eux les hussards qu'il fera soutenir par la cavalerie. Il détachera en même temps des dragons du côté du chemin que les fuyards de l'infanterie auront pris, pour les ramasser, et pour faire un plus grand nombre de prisonniers, en leur coupant toute retraite.

La différence de cet ordre de bataille aux autres, est encore, que les escadrons de dragons sont mêlés dans l'infanterie de la seconde ligne : ce que je fais, parce que dans toutes les affaires que nous avons eues avec les Autrichiens, j'ai remarqué que le feu de la mousqueterie ayant duré un quart-d'heure, leurs bataillons ont commencé à tourner autour de leurs drapeaux. Notre cavalerie enfonça à la bataille de Hohen-Friedberg plusieurs de ces tourbillons, et en fit beaucoup de prisonniers. Les dragons étant à portée, vous les lancerez de suite sur eux, et ils les écraseront sûrement,

On dira que je défends de tirer, et que, dans toutes ces dispositions, je n'ai pour objet que de me servir de mon artillerie; je répondrai à cela que des deux choses que je suppose, il en arrivera une : ou que mon infanterie tirera malgré la défense, ou qu'en obéissant à mes ordres, l'ennemi commencera à plier. Dans l'un et l'autre cas, il faudra détacher la cavalerie contre lui, aussitôt qu'on verra que la confusion se met dans ses troupes, qui, étant attaquées d'un côté par leurs flancs pendant qu'on les charge de front, et voyant leur seconde ligne de cavalerie coupée par la queue, tomberont presque toutes en votre puissance.

Ce ne sera pas alors une bataille, mais une destruction totale de vos ennemis, surtout s'il n'y a point de défilé dans le voisinage qui puisse protéger leur fuite.

Je finirai cet article par une seule réflexion; c'est que si vous marchez en colonne à une bataille, soit par la droite ou par la gauche, il faudra que les bataillons et les divisions se suivent de près; pour que vous puissiez promptement vous mettre en bataille, lorsque vous commencerez à vous déployer. Mais si vous marchez de front, les bataillons observeront bien leurs distances, afin qu'ils ne se serrent ni ne s'ouvrent trop.

Je fais une distinction entre le gros canon et les pièces de campagne qui sont attachées aux bataillons. Le gros canon sera placé sur les hauteurs, et les petites pièces, à cinquante pas en avant du front des bataillons.

Il faut que l'un et l'autre visent bien et tirent de même.

Quand on se sera approché à cinq cents pas de l'ennemi, les petites pièces seront traînées par des hommes, et resteront, pour continuer à tirer sans relâche en avançant.

Si l'ennemi commence à fuir, le gros canon avancera, pour faire encore quelques décharges, et pour lui souhaiter bon voyage.

A chaque pièce en première ligne, il faut qu'il y ait six canonniers et trois charpentiers des régimens. J'ai oublié de dire qu'à trois cent cinquante pas, le canon commencera à tirer à cartouches.

Mais à quoi servira l'art de vaincre, si vous ne savez pas profiter de votre avantage? Répandre le sang de ses soldats inutilement, c'est les mener inhumainement à la boucherie; et ne pas poursuivre l'ennemi dans de certaines occasions, pour augmenter sa peur ou faire plus de prisonniers, c'est remettre au hasard une affaire qui vient d'être décidée. Cependant le défaut des subsistances et les grandes fatigues peuvent vous empêcher de poursuivre les vaincus,

C'est la faute du général en chef quand il manque de vivres. Lorsqu'il donne une bataille, il a dû, après avoir conçu et mûri son plan, prévoir tout pour son exécution; il faut donc se procurer du pain ou du biscuit pour huit ou dix jours. Quant aux fatigues, si elles n'ont pas été excessives, il faudra dans des occasions extraordinaires faire aussi des choses extraordinaires.

Après une victoire remportée, je veux qu'on fasse un détachement des régimens qui ont le plus souffert, puis qu'on ait soin des blessés, et qu'on les fasse transporter aux hôpitaux qu'on aura déjà établis. On commence par soigner ses blessés, sans oublier ce que l'on doit à l'ennemi.

En attendant, l'armée poursuivra jusqu'au premier défilé l'ennemi qui, dans la première consternation, ne tiendra pas, pourvu qu'on ne lui donne pas le temps de respirer.

Quand vous aurez pourvu à toutes choses, vous ferez marquer le camp; mais il faut que cela se fasse dans les règles, sans se laisser endormir par la sécurité.

Si la victoire a été complète, on pourra faire des détachemens, soit pour couper la retraite à l'ennemi, soit pour lui enlever ses magasins, ou pour assiéger trois ou quatre villes à la fois.

Je ne puis donner que des règles générales sur cet article, il faudra se guider sur les événemens; il ne faut jamais s'imaginer avoir tout fait, tant qu'il y a encore quelque chose à faire; et il ne faut pas croire non plus qu'un ennemi un peu habile manque de profiter de vos fautes, quoiqu'il ait été vaincu.

Les règles qu'on a à observer dans un jour de bataille, sont les mêmes pour les petits combats entre les détachemens.

Si les détachemens savent se ménager même un faible secours, qui, pendant le combat, vienne les joindre, l'affaire se terminera ordinairement en leur faveur; car l'ennemi, voyant arriver du secours, le croira trois fois plus fort qu'il ne l'est en réalité, et perdra courage.

Lorsque notre infanterie n'a affaire qu'à des hussards, elle se met quelquefois sur deux rangs, pour présenter un plus grand front, et pour faire ses décharges plus aisément. En général, on fait bien de l'honneur aux hussards, quand on leur présente un corps d'infanterie sur deux rangs.

Dans une bataille perdue, le plus grand mal n'est pas la perte des hommes, mais le découragement des troupes qui s'en suit; car quatre ou cinq mille hommes de plus dans une armée de cinquante mille, ne sont pas une

assez grande différence pour pouvoir décourager.

Un général qui a été battu, doit tâcher de revenir des fâcheuses impressions qui suivent la perte d'une bataille, et ranimer, par sa bonne contenance, l'officier et le soldat. Il ne doit pas non plus augmenter ni diminuer sa perte.

Je prie le ciel que les Prussiens ne soient jamais battus ; et j'ose dire que tant qu'ils seront bien menés et bien disciplinés, ils n'auront jamais à craindre un tel revers.

Mais en cas qu'un pareil désastre leur arrive, vous observerez les règles suivantes pour réparer l'affaire. Quand vous verrez la bataille perdue sans ressource, et que vous ne pourrez vous opposer aux mouvemens de l'ennemi, ni lui résister plus long-temps, vous prendrez la seconde ligne de l'infanterie; et s'il y a un défilé à portée, vous le lui ferez garnir, selon la disposition que j'en ai donnée dans l'article des retraites, et en y envoyant aussi autant de canon que vous le pourrez.

S'il n'y a point de défilé dans le voisinage, votre première ligne se retirera par les intervalles de la seconde, et se remettra en bataille à trois cents pas derrière elle.

Vous ramasserez tout ce qui vous restera de votre cavalerie, et si vous voulez, vous formerez un carré pour protéger votre retraite.

Nous trouvons deux carrés célèbres dans l'histoire ; l'un fait par le général Schulenbourg, après la bataille de Frauenstadt, au moyen duquel il se retira au-delà de l'Oder, sans que Charles XII pût le forcer; et celui du prince d'Anhalt, lorsque le général de Stirum perdit la première bataille de Hœchstaet. Ce prince traversa une plaine de deux lieues sans que la cavalerie française osât l'entamer.

Je finirai par dire que, si l'on a été battu, il ne faut pas pour cela se retirer à quarante lieues, mais s'arrêter au premier poste avantageux qu'on trouvera, et y faire bonne contenance pour remettre l'armée, et pour calmer les esprits de ceux qui sont encore découragés.

ARTICLE XXIII.

Par quelle raison et comment il faut livrer bataille.

On doit convenir d'abord du sens que l'on attachera au mot bataille. Une bataille digne de ce nom, et qu'il faut bien distinguer d'une affaire ou d'un combat, décide du sort d'un État. Il faut absolument dans la guerre en venir à ces actions décisives, soit pour se tirer de l'embarras de la guerre, soit pour y mettre son ennemi, soit pour terminer une querelle qui se prolonge trop. Un homme sage ne fera aucun mouvement sans en avoir de bonnes raisons, et un général d'armée ne donnera jamais bataille s'il n'a pas quelque dessein important. Lorsqu'il y sera forcé par l'ennemi, ce sera assurément parce qu'il aura fait des fautes qui l'obligent de recevoir la loi de son ennemi.

On verra que, dans cette occasion, je ne fais pas mon éloge; car des cinq batailles que mes troupes ont livrées à l'ennemi, il n'y en a que trois que j'eusse préméditées : j'ai été forcé à donner les autres. A celle de Molwitz, les Autrichiens s'étaient placés entre mon armée et Wohlau, où j'avais mon artillerie et mes vivres. A celle de Sorr, les ennemis me coupaient le chemin

de Trautenau, de sorte que, sans courir risque de perdre entièrement mon armée, je ne pouvais éviter de combattre. Mais qu'on examine la différence qu'il y a entre les batailles forcées et celles qu'on a préméditées. Quel succès n'ont pas eu celles de Hohen-Friedberg et de Kesselsdorff, et celle de Czaslau qui nous procura la paix !

En donnant les règles pour les batailles, je ne soutiendrai pas que je n'aie manqué souvent par inadvertance; mais il faut que mes officiers profitent de mes fautes, et qu'ils sachent que je m'appliquerai à m'en corriger.

Quelquefois les deux armées ont envie de se battre; alors l'affaire est bientôt vidée.

Les meilleures batailles sont celles qu'on force l'ennemi de recevoir, car c'est une règle constatée, qu'il faut obliger l'ennemi à faire ce qu'il n'avait pas envie de faire; et comme votre intérêt est diamétralement opposé au sien, il vous faut vouloir ce que l'ennemi ne veut pas.

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles on donne bataille. C'est, ou pour forcer l'ennemi à lever le siége d'une place qui vous serait convenable, ou dans la vue de le chasser d'une province dont il s'est emparé, ou de pénétrer dans son pays, ou de faire un siége, ou de réprimer son opiniâtreté, lorsqu'il refuse de faire la paix, ou enfin pour le châtier d'une faute.

Vous obligerez encore l'ennemi de combattre, quand vous viendrez, par une marche forcée, vous mettre sur ses derrières, et lui couper ses communications; ou quand vous menacerez une ville dont la conservation l'intéresse.

Mais vous vous garderez bien, en faisant ces sortes de manœuvres, de vous mettre dans le même inconvénient, ni de prendre une position par laquelle l'ennemi puisse vous couper de vos magasins.

Les affaires où l'on risque le moins, sont celles qu'on entreprend contre les arrières-gardes. Si vous avez ce dessein, vous vous camperez fort près de l'ennemi; et lorsqu'il voudra se retirer et passer des défilés en votre présence, vous attaquerez la queue de son armée. Dans ces affaires, on gagne beaucoup.

C'est encore la coutume de se harceler, pour empêcher les corps ennemis de se joindre. Cette raison est assez valable; mais un ennemi habile aura l'adresse de vous échapper par une marche forcée, ou de prendre un poste avantageux.

Quelquefois on n'a point intention d'engager une affaire; mais on y est invité presque par les fautes de l'ennemi, dont il faut profiter pour le punir.

A toutes ces maximes, je joindrai encore que nos guerres doivent être courtes et vives, puisqu'il n'est pas de notre intérêt de traîner l'affaire; une longue guerre ralentit insensiblement notre admirable discipline, et ne laisse pas de dépeupler notre pays et d'épuiser nos ressources.

Par cette raison, les généraux qui commanderont des armées prussiennes, tâcheront, quoique heureux, de terminer l'affaire promptement et avec prudence. Il ne faut pas qu'ils pensent comme le maréchal de Luxembourg, à qui son fils disait, dans une des guerres de Flandre : Il me paraît, mon père, que nous pourrions prendre encore une ville. A quoi le maréchal répondit : Tais-toi, petit fou; veux-tu que nous nous en retournions chez nous pour y planter des choux ? En un mot, en matière de batailles, il faut

suivre la maxime du Sannérib des Hébreux : qu'il vaut mieux qu'un homme périsse que tout un peuple.

Pour ce qui est de châtier l'ennemi de ses fautes, on n'a qu'à lire la relation de la bataille de Senef, où le prince de Condé entama une affaire d'arrière-garde contre le prince d'Orange, dont l'armée, contre toute prévision, fut mise en déroute. Le prince de Waldeck fut complètement battu dans une autre circonstance, pour avoir négligé d'occuper un défilé qui devait protéger la retraite de son arrière-garde. Le maréchal de Luxembourg profita également, à Raucoux, d'une faute du général ennemi qui se vit arracher une victoire certaine : on pourrait multiplier les exemples.

ARTICLE XXIV.

Des hasards et des accidens imprévus qui arrivent à la guerre.

Je ferais un article bien long, si je voulais traiter de tous les accidens qui peuvent arriver à un général dans la guerre. Je me retrancherai à dire qu'il y faut de l'adresse et du bonheur.

Les généraux sont plus à plaindre qu'on ne pense. Tout le monde les condamne sans les entendre. La gazette les expose au jugement du plus vil public. Entre plusieurs milliers de personnes, il n'y en a peut-être pas une qui sache conduire le moindre détachement.

Je n'entreprendrai pas de parler en faveur des généraux qui ont fait des fautes. Je sacrifie même ma campagne de 1744 ; mais j'ajoute, qu'avec plusieurs fautes, j'ai fait quelques bonnes expéditions, comme, par exemple, le siége de Prague, la retraite et la défense de Kolin, et encore la retraite en Silésie. Je ne les toucherai plus. Je dirai seulement qu'il y a des évènemens malheureux, contre lesquels, ni la prévoyance humaine, ni des réflexions solides ne font rien.

Comme je n'écris que pour mes généraux, je n'alléguerai ici d'autres exemples que ceux qui me sont arrivés. Lorsque nous fûmes à Reichenbach, j'avais formé le dessein de gagner la rivière de la Neiss par une marche forcée, et de me mettre entre la ville de ce nom, et l'armée du général de Neuperg, pour lui couper sa communication. Toutes les dispositions furent faites pour cela ; mais il survint une grosse pluie, qui rendit les chemins si impraticables, que notre avant-garde, qui menait les pontons avec elle, ne put pas avancer. Pendant la marche de l'armée, il fit un brouillard si épais, que les troupes qui avaient été de garde au village, s'égarèrent, de sorte qu'elles ne purent retrouver leurs régimens. Tout alla si mal, qu'au lieu d'arriver le matin à quatre heures, comme je l'avais projeté, on n'arriva qu'à midi. Il ne fut plus alors question d'une marche forcée, l'ennemi nous prévint et détruisit mon projet.

Si les maladies se mettent dans vos troupes pendant vos opérations, elles vous mèneront à la défensive ; comme il nous arriva en Bohême l'année 1741, à cause de la mauvaise nourriture qu'on avait fournie aux troupes.

A la bataille de Hohen-Friedberg, j'ordonnai à un de mes aides-de-camp d'aller dire au margrave Charles de se mettre, comme le plus ancien général, à la tête de ma seconde ligne, parce que le général Kalckstein avait été détaché à l'aile droite contre les Saxons. Cet aide-de-camp fit un quiproquo, et porta ordre au margrave de former la seconde ligne de la première. Je m'a-

perçus heureusement de cette méprise, et j'ens encore le temps de la réparer.

On doit par conséquent être toujours sur ses gardes, et songer qu'une commission mal exécutée peut gâter une affaire. Si un général vient à tomber malade, ou qu'il soit tué à la tête d'un détachement d'importance, plusieurs de vos mesures en seront dérangées; car il faut de bonnes têtes et de bons généraux qui aient de la valeur, pour agir offensivement. Le nombre en est petit; je n'en ai tout au plus que trois ou quatre dans mon armée.

Si, malgré toutes vos précautions, l'ennemi réussit à vous enlever quelque convoi, toutes vos mesures seront encore dérangées, vos projets renversés et suspendus.

Si des raisons de guerre vous obligent do faire avec l'armée des mouvemens en arrière, vos troupes en seront découragées. J'ai été assez heureux pour n'en pas faire l'expérience avec toute mon armée, mais j'ai remarqué, à la bataille de Moiwitz, combien il faut de temps pour rassurer un corps qui a été découragé. Ma cavalerie était alors tellement déchue, qu'elle se croyait menée à la boucherie; j'en fis de petits détachemens pour l'aguerrir et la faire agir. Ce n'est que depuis la bataille de Hohen-Friedberg que commence l'époque où elle est devenue ce qu'elle aurait dû être, et ce qu'elle est à présent.

L'ennemi ayant découvert un espion d'importance que vous aurez dans son camp, vous perdrez la boussole sur laquelle vous vous étiez orienté, et vous n'apprendrez de ses mouvemens que ceux que vous verrez.

La négligence des officiers détachés pour reconnaître, peut vous mettre dans le dernier embarras. Le maréchal de Neuperg fut surpris de cette manière; l'officier de hussards qu'on avait envoyé à la découverte, ayant négligé son devoir, nous fûmes à lui sans qu'il en sonpçonnât la moindre chose. Un officier du régiment de Ziethen (1) fit négligemment sa patrouille dans la nuit où l'ennemi construisit ses ponts à Selmitz, et surprit les équipages.

Vous apprendrez par ce que je viens de dire, qu'il ne faut jamais confier la sûreté de toute une armée à la vigilance d'un simple officier. Des affaires d'une si grande conséquence ne doivent jamais dépendre d'un seul homme, ou d'un officier subalterne. Imprimez-vous bien dans la mémoire ce que j'ai dit à ce sujet dans l'article de la défense des rivières.

Les patrouilles et les partis détachés pour reconnaître, ne doivent être regardés que comme une précaution superflue : il ne faut jamais s'y fier, mais en prendre d'autres plus solides et plus sûres.

La trahison dans une armée est le plus grand malheur de tous. Le prince Eugène fut, en l'année 1733, trahi par le général St....., que les Français avaient corrompu. Je perdis Cosel par la trahison d'un officier de la garnison, qui déserta à l'ennemi, et lui servit de

(1) Il se peut fort bien que l'officier de Ziethen n'ait pas fait exaclement son devoir. Mais il était bien difficile à deux faibles bataillons de disputer à une armée de soixante-dix mille hommes le passage d'une rivière, telle que l'Elbe, du côté de Teinitz. Les quartiers des Prussiens, par le front qu'ils avaient a défendre, n'étaient pas assez resserrés pour se soutenir promptement, et en force contre une armée aussi nombreuse, assemblée sur un seul point, pour y pénétrer, et qui avait encore l'avantage du terrain. Cet exemple fait voir que les dispositions les plus sages et les mieus dirigées, échoueront contre un projet de passage de rivière, si le front qu'on a à garder est d'une trop grande étendue, et que la situation avantageuse du terrain ne supplée pas à ce défaut.

guide. Il s'ensuit enfin de tout ceci, qu'il ne faut jamais, même au milieu du bonheur, se fier à la fortune, ni devenir orgueilleux dans les succès; mais songer toujours que le peu que vous aurez d'esprit et de prévoyance, n'est qu'un jeu du hasard et d'accidens imprévus, par où il plaît à je ne sais quel destin, d'abaisser l'orgueil des hommes présomptueux.

ARTICLE XXV.

S'il est absolument nécessaire qu'un général d'armée tienne conseil de guerre.

Le prince Eugène avait coutume de dire qu'un général qui avait envie de ne rien entreprendre, n'avait qu'à tenir conseil de guerre. Cela est d'autant plus vrai, que les voix sont ordinairement pour la négative. Le secret même qui est si nécessaire dans la guerre, n'y est pas observé.

Un général à qui le souverain a confié ses troupes, doit agir par lui-même; et la confiance que le souverain a mise dans ce général, l'autorise à faire tout d'après ses lumières.

Cependant je suis persuadé qu'un général à qui même un officier subalterne donne un conseil, en doit profiter; puisqu'un vrai citoyen doit s'oublier lui-même, et ne regarder qu'au bien de l'affaire, sans s'embarrasser si ce qui l'y mène provient de lui, ou d'un autre, pourvu qu'il parvienne à ses fins.

ARTICLE XXVI.

Des manœuvres d'une armée.

On verra, par les maximes que j'ai établies dans cet ouvrage, sur quoi roule la théorie des évolutions que j'ai introduites parmi mes troupes. L'objet de ces manœuvres est de gagner du temps dans toute occasion, de décider une affaire plus promptement qu'il n'a été d'usage jusqu'à présent; et enfin de renverser l'ennemi par les furieux chocs de notre cavalerie. Par cette impétuosité, le poltron est entraîné, de façon qu'il est obligé de faire son devoir aussi bien que l'homme brave. Aucun cavalier n'est inutile. Tout dépend de la vivacité de l'attaque.

Je me flatte donc que tous les généraux, convaincus de la nécessité et de l'avantage de la discipline, tâcheront d'entretenir toujours la nôtre, et de la perfectionner, tant en temps de guerre, qu'en temps de paix.

Je n'oublierai jamais ce que Végèce, dans un certain enthousiasme, nous dit des Romains : *Et à la fin, la discipline romaine triompha des corps allemands, de la force des Gaulois, de la ruse des Allemands, du grand nombre des Barbares, et subjugua l'univers connu.* Tant la prospérité d'un État est fondée sur la discipline de son armée.

ARTICLE XXVII.

Des quartiers d'hiver.

La campagne étant terminée, on songe aux quartiers d'hiver. On en fait l'arrangement selon les circonstances où l'on se trouve.

On commence par la chaîne des troupes qui couvriront les quartiers. Les chaînes se formeront de trois manières : ou derrière une rivière, ou à la faveur des postes défendus par des montagnes, ou sous la protection de quelques villes fortifiées.

Dans l'hiver de 1741 à 1742, le corps de mes troupes qui avait des quartiers d'hiver en Bohême, prit les siens der-

rière l'Elbe. La chaîne qui les couvrait commençait à Brandeis, et allant par Nienbourg, Kolin, Bodjebord et Pardnbitz se terminait à Kœnitgingrætz.

J'ajouterai ici qu'il ne faut jamais se fier aux rivières, puisqu'on peut les passer partout lorsqu'elles sont gelées. Vous aurez la précaution de mettre des hussards dans tous les endroits de la chaîne, pour être attentifs à tous les mouvemens de l'ennemi. Ils feront des patrouiles fréquentes en avant, pour savoir si l'ennemi est tranquille, ou s'il fait assembler des troupes. Il faut encore que de distance en distance, outre la chaîne de l'infanterie, il y ait des brigades de cavalerie et d'infanterie, pour être prêtes à donner du secours partout où l'on en aura besoin.

Dans l'hiver de 1744 à 1745, nous formâmes la chaîne de nos quartiers le long des montagnes qui séparent la Silésie de la Bohême, et nous gardâmes exactement les frontières de nos quartiers, pour être en repos.

Le lieutenant-général de Truchsess avait à observer le front de la Lusace jusqu'au comté de Glatz, la ville de Sagan, et les postes de Schmiedeberg à Friedland. Ce dernier endroit était fortifié par des redoutes. Il y eut encore quelques autres petits postes retranchés sur les chemins de Schazlar, Liebau et Silberberg. Le général de Truchsess s'était ménagé une réserve, pour soutenir le premier de ces postes qui viendrait à être insulté par l'ennemi. Tous les détachemens étaient couverts par les abatis faits dans les bois, et tous les chemins menant en Bohême, avaient été rendus impraticables. Chaque poste avait ses hussards pour reconnaître.

Le général Lehwald couvrait le comté de Glatz par un pareil détachement, et avec la même précaution. Ces deux généraux se prêtaient la main, de sorte que, si les Autrichiens avaient marché contre le général de Truchsess, le général Lehwald entrait en Bohême, pour prendre l'ennemi en queue, et réciproquement l'autre.

Les villes de Troppau et de Jægerndorf étaient nos têtes dans la haute Silésie, et la communication était par Ziegenhals et Patskau à Glatz, et par Neustadt à Niess.

J'avertirai ici qu'il ne faut jamais se fier aux montagnes, mais se souvenir toujours du proverbe qui dit que partout où passe une chèvre, un soldat passera.

Pour ce qui concerne les chaînes des quartiers qui sont soutenus par des forteresses, je vous renverrai aux quartiers d'hiver du maréchal de Saxe. Ils sont les meilleurs, mais on n'a pas la liberté du choix, il faut faire sa chaîne selon le terrain qu'on occupe.

J'établirai ici pour maxime, qu'il ne faut pas s'opiniâtrer dans les quartiers d'hiver pour une seule ville ou pour un poste, à moins que l'ennemi ne vous gêne trop de ce côté. Car vous devez porter toute votre attention à avoir des quartiers d'hiver tranquilles.

Pour seconde maxime, j'ajouterai encore que la meilleure méthode est de distribuer les régimens par brigade dans leurs quartiers d'hiver, afin qu'ils soient toujours sous les yeux des généraux. Notre service exige aussi de placer, s'il est possible, les régimens avec les généraux qui en sont les chefs. Mais il y a des exceptions à cette règle. Le général d'armée jugera si cela peut se faire.

Voici présent ement les règles sur l'entretien des troupes en quartiers d'hiver.

Les circonstances voulant absolument que l'on prenne les quartiers d'hi

ver dans son pays, alors il faut que les capitaines et les officiers subalternes aient une gratification proportionnée aux douceurs ordinaires qu'ils reçoivent dans leurs quartiers d'hiver. Le soldat aura le pain et la viande gratis.

Mais les quartiers d'hiver étant dans un pays ennemi, le général en chef des troupes aura qninze mille florins, les généraux de la cavalerie et de l'infanterie auront chacun dix mille florins; les lieutenans généraux, sept mille; et les majors généraux (maréchaux de camp) cinq mille; les capitaines de cavalerie auront chacun deux mille florins; ceux de l'infanterie, dix-huit cents; et les subalternes, cent ducats ou quatre à cinq cents florins. Le soldat aura du pain, de la viande, et de la bière gratis, que fournira le pays; mais point d'argent, parce que cela favorise la désertion.

Le général en chef tiendra la main pour que cela se fasse en ordre, et ne permettra aucun pillage; mais il ne chicanera pas l'officier pour quelque petit profit qu'il pourrait faire.

Si l'armée est en quartier dans le pays ennemi, c'est au général d'armée d'avoir soin que les recrues nécessaires lui soient fournies. (Il distribuera les cercles de façon que trois régimens, par exemple, seront assignés à l'un, et quatre à un autre). Chaque cercle sera subdivisé aux régimens, comme cela se fait dans les cantons d'enrôlement.

Si les états du pays veulent eux-mêmes fournir les recrues, il n'en sera que mieux, sinon on y emploiera la force. Il faut qu'elles arrivent de bonne heure, pour que l'officier ait le temps de les exercer, et de les mettre en état de faire le service le printemps prochain. Mais cela n'empêchera pas les capitaines d'envoyer en recrue.

Comme le général en chef doit se mêler de toute cette économie, il aura attention que les chevaux d'artillerie et de vivres, qui sont un tribut du pays, soient fournis en nature, ou en argent comptant. Il ne manquera pas non plus d'avoir soin que les contributions soient payées très exactement au trésor de l'armée. C'est aussi au pays ennemi à faire réparer à ses dépens les chariots d'équipage, et tout ce qu'il faut pour l'apparat d'une armée.

Le général portera toute son attention à ce que les officiers de cavalerie fassent réparer les selles, les brides, les étriers et les bottes, et que ceux d'infanterie se pourvoient de souliers, de bas, de chemises et de guêtres pour la campagne prochaine. Il faudra encore faire raccommoder les couvertures des soldats, et leurs tentes; il faut que la cavalerie affile ses épées, que l'infanterie remette ses armes en bon état et que l'artillerie prépare la quantité nécessaire de cartouches pour l'infanterie.

Il reste encore au général à avoir soin que les troupes qui forment la chaîne, soient suffisamment pourvues de poudre et de balles, et qu'il n'y ait rien qui manque dans toute l'armée.

Le général devra visiter quelques-uns de ces quartiers, pour examiner l'établissement des troupes, et pour s'assurer que les officiers font exactement leur service. Il faut faire exercer non-seulement les recrues, mais aussi les vieux soldats, pour les entretenir dans l'habitude.

A l'entrée de la campagne, on changera les quartiers de cantonnement, et on les distribuera selon l'ordre de bataille; savoir, la cavalerie aux ailes et l'infanterie au centre. Ces cantonnemens ont ordinairement neuf à dix lieues (quatre à cinq milles) de front sur quatre (deux milles) de profondeur;

et lorsque vous devrez camper, on les rétrécira un peu.

Je trouve qu'il est très convenable de distribuer, dans les cantonnemens, les troupes aux ordres des six premiers généraux. Que l'un, par exemple, commande toute la cavalerie de l'aile droite, et l'autre celle de la gauche en première ligne; les deux autres commanderont celle de la seconde : de cette façon, les ordres seront plus promptement expédiés, et les troupes se mettront plus facilement en colonnes pour entrer au camp.

A l'occasion des quartiers d'hiver, j'avertirai encore de vous bien garder d'établir vos troupes dans les quartiers d'hiver, tant que vous n'aurez pas des avis certains que l'armée ennemie est entièrement séparée. Je recommande à ce sujet de se souvenir toujours de ce qui arriva à l'électeur Frédéric-Guillaume, quand le maréchal de Turenne le surprit dans ses quartiers en Alsace.

ARTICLE XXVIII.

Des campagnes d'hiver en particulier.

Les campagnes d'hiver abîment les troupes tant par les maladies qu'elles y causent, que parce qu'étant obligées d'être toujours dans un mouvement continuel, elles ne peuvent être ni habillées, ni recrutées. Le même inconvénient se trouve pour l'attirail des munitions de guerre et de bouche.

Il est certain que la meilleure armée du monde ne soutiendra pas long-temps de semblables campagnes, et qu'il faut, par cette raison, éviter les guerres d'hiver, comme celles qui, de toutes les expéditions, sont les plus condamnables. Mais il peut arriver tels évènemens qui obligent un général d'en venir là.

Je crois avoir fait plus de campagnes d'hiver qu'aucun général de ce siècle; je ne ferai pas mal de dire les motifs qui m'y ont déterminé.

A la mort de l'empereur Charles VI, l'année 1740, il n'y avait que deux régimens autrichiens en Silésie. Ayant résolu de faire valoir les droits de ma maison sur ce duché, je fus obligé de faire la guerre en hiver pour profiter de tout ce qui me pouvait être avantageux, et porter le théâtre de la guerre sur la Neiss.

Si j'avais pris le parti d'attendre le printemps, nous aurions établi la guerre entre Crossen et Glogau, et nous n'aurions emporté, qu'après trois ou quatre campagnes difficiles, ce que nous gagnâmes par une simple marche. Cette raison était, à mon avis, assez valable.

Si je n'ai pas réussi dans la campagne d'hiver de 1742, que je fis pour dégager les pays de l'électeur de Bavière, c'est que les Français y agissaient en étourdis et les Saxons (1) en traitres.

L'hiver de 1745 à 1746, je fis ma troisième campagne d'hiver, parce que les Autrichiens ayant envahi la Silésie (2), je fus obligé de les en chasser.

Dès le commencement de l'hiver de 1745 à 1746, les Autrichiens et les Saxons voulurent faire une irruption dans mes pays héréditaires, pour mettre tout à feu et à sang. J'agis alors selon mon principe, et je les prévins. Je

(1) Les mémoires authentiques de ce temps-là justifieront pleinement la conduite des Saxons. Il serait fort inutile de vouloir la disculper ici. C'est la fable de la brebis et du loup.

(2) L'histoire ne fait pas mention de cette invasion. Elle nous dit seulement que le prince Charles fut obligé de quitter les bords du Rhin, pour sauver la Bohême.

fis, au milieu de l'hiver, la guerre dans le cœur de leur pays.

Si de pareilles circonstances venaient se présenter encore, je n'hésiterais pas de prendre le même parti, et j'approuverais la conduite de mes généraux qui suivraient mon exemple : mais, sans cela, je blamerai toujours ceux qui, inconsidérément, entreprendront des guerres d'hiver.

Pour ce qui regarde le détail de ces campagnes d'hiver, il faudra toujours faire marcher les troupes dans des cantonnemens bien serrés, et loger dans un village deux à trois régimens de cavalerie, mêlés même d'infanterie, s'il peut les recevoir. On fait quelquefois entrer toute l'infanterie dans une même ville, comme le prince d'Anhalt fit à Torgau, Eulenbourg, Meissen et deux ou trois autres petites villes en Saxe, dont je ne puis plus me rappeler les noms; après quoi il vint se camper.

Lorsqu'on s'approchera de l'ennemi, on assignera des rendez-vous aux troupes, et l'on marchera snr plusieurs colonnes, ainsi qu'à l'ordinaire ; mais lorsque approchera le moment d'entamer l'affaire et par conséquent d'entamer les quartiers de l'ennemi, ou de marcher à lui pour le combattre, alors il faut camper en bataille les troupes demeurant à la belle étoile. Chaque compagnie allumera un grand feu pour passer la nuit. Mais, comme ces sortes de fatigues sont trop violentes pour que l'homme puisse long-temps y résister, il est indispensable de conduire ces entreprises avec une célérité toute extraordinaire. N'envisagez pas le danger, n'en calculez pas les chances, ne balancez pas un seul moment, prenez une résolutiou ferme et prompte et soutenez-la avec toute la fermeté dont vous êtes capable.

On doit se garder d'entreprendre une campagne d'hiver dans un pays hérissé de places fortes ; car la saison ne vous permettra pas de faire le siége des grandes forteresses, que l'on ne peut emporter par surprise ; qu'on soit persuadé d'avance qu'un tel projet échouera puisqu'il est impossible à exécuter.

Si on a le choix, il faudra donner aux troupes, pendant l'hiver, autant de repos que faire se pourra, et bien employer ce temps à rétablir l'armée, afin qu'on puisse, au printemps suivant, prévenir l'ennemi à l'ouverture de la campagne.

Ce sont-là à peu près les principales règles des grandes manœuvres de guerre, dont j'ai détaillé les maximes autant qu'il m'a été possible. Je me suis particulièrement appliqué à rendre les choses claires et intelligibles; mais si par hasard vous doutiez de quelques articles, vous me feriez plaisir de me les communiquer, afin que je puisse plus amplement déduire mes raisons, on me conformer à votre sentiment, s'il est meilleur.

Le peu d'expérience que j'ai acquis dans la guerre, m'a appris qu'on ne peut pas approfondir entièrement cet art, et qu'en l'étudiant avec application, on y découvrira toujours quelque chose de nouveau.

Je ne croirai pas avoir mal employé mon temps, si cet ouvrage peut exciter, dans mes officiers, le désir de méditer sur un métier qui leur ouvrira la plus brillante carrière, pour acquérir de la gloire, pour tirer leurs noms de l'oubli, et pour se faire, par leurs actions, une réputation immortelle.

INSTRUCTION SECRÈTE

DÉROBÉE

A FRÉDÉRIC II,

ROI DE PRUSSE;

CONTENANT LES ORDRES SECRETS EXPÉDIÉS AUX OFFICIERS DE SON ARMÉE, PARTICULIÈREMENT A CEUX DE LA CAVALERIE, POUR SE CONDUIRE EN CAMPAGNE;

Traduite de l'Original allemand

PAR LE PRINCE DE LIGNE.

PRÉFACE DU TRADUCTEUR

A SES CAMARADES

LES

OFFICIERS AUTRICHIENS.

Ce n'est pas pour vous apprendre votre devoir que je traduis cet ouvrage, dont le nom seul de l'auteur fait l'éloge, mais pour vous représenter que les officiers pour qui il a été rédigé ne manqueront pas de faire un bon usage des principes excellens qu'on leur donne ici.

Nous avons, mes chers camarades, un règlement dicté par l'honneur, le génie, le calcul et l'expérience; étudions-le bien, et nous éviterons les piéges d'un ennemi qu'il ne faut ni craindre ni mépriser.

Conservons l'audace, cette partie si précieuse d'une carrière que sans elle on ne saurait parcourir d'une manière brillante. Et cependant ne vous laissez jamais emporter par trop de valeur. Les échecs, même ceux qui viennent d'une aussi belle cause, diminuent cependant la confiance en soi et la font perdre aux autres.

Point de ces poursuites précipitées ni poussées trop loin, qui épuisent les forces de l'infanterie et de la cavalerie, ce qui prive de la possibilité de résister, pour peu que l'ennemi que l'on rejoint enfin veuille se défendre.

Que la portion de nos troupes, destinée à soutenir ou à recevoir si l'on est repoussé, ne donne jamais, c'est autant de battu ; il en sera ainsi de tout corps qui s'engagera de la même manière.

INTRODUCTION.

Combien d'hommes se croient capables de commander, et désirent gouverner les autres avant même d'avoir appris à obéir. Cela se voit principalement dans l'état militaire, et chez les jeunes officiers; mais s'ils savaient que par la faute d'un instant on peut perdre la bonne réputation, ouvrage de plusieurs années; que dans la guerre le châtiment suit les fautes de près, et qu'elles ne peuvent être réparées comme dans d'autres affaires, ils s'appliqueraient certainement plus à acquérir les sciences qu'à s'empresser à vouloir les mettre en exécution.

L'expérience conduit sûrement par degrés à l'honneur; et ce n'est pas par des sentiers cachés, dans lesquels on ne fait que chanceler et tomber, c'est par l'obéissance qu'on met un frein aux passions ordinaires des jeunes gens. C'est l'obéissance qui familiarise le soldat avec le danger, le rend intrépide, et lui donne la capacité nécessaire pour prendre sa résolution sur-le-champ, sans se troubler : c'est par elle que le soldat s'accoutume aux incommodités de la guerre; il prend son métier à cœur, parce qu'il voit que cette obéissance l'avance par degrés. Elle apprend à vivre avec le simple soldat, concilie son amitié et son estime, et fait exécuter à celui-ci, dans la plus grande rigueur et avec zèle, les ordres de ses supérieurs.

L'officier voit facilement que l'honneur est le seul mobile de la fortune : c'est lui qui doit être le but de toutes ses actions; et son courage le fera parvenir aux plus grandes charges.

C'est lui qui l'excitera sans relâche à éviter non-seulement le blâme, mais aussi à gagner l'estime. Il sera convaincu qu'il ne suffit pas de saisir une occasion qui se présente, mais qu'un brave officier doit même la chercher. Il faut qu'il tâche par toutes sortes de moyens de découvrir les desseins et les entreprises de l'ennemi, afin de pouvoir les prévenir, et, selon les circonstances, l'attaquer, l'affaiblir et le harceler. Il doit prendre pour maxime générale, qu'on ne peut rien exécuter sans zèle et sans hasarder quelque chose. Il évitera la trop grande confiance en soi-même, et ne se reposera pas seulement sur ses vues et son audace : il saura qu'il ne peut rien sans des camarades dont l'appui lui est indispensable. Qu'il apprenne à les connaître, surtout ceux qui sont sous son commandement : qu'il juge leurs talens, et qu'il choisisse les meilleurs pour ses amis. Selon leurs inclinations particulières, il doit savoir distinguer pour quelle entreprise chacun d'eux est propre; par exemple, il y a des hussards qui sont très habiles à rapporter des nouvelles de l'ennemi, et qu ne valent rien pour reconnaître un pays : un autre au contraire peut for bien s'acquitter de cette dernière commission, mais ses forces ne lui permettent peut-être pas de bien remplir la première, parce qu'il serait obligé de passer plus d'une nuit au bivouac dans un bois. D'autres font plus dans des patrouilles et des escarmouches, que dans de grandes occasions.

Ce qui doit servir pour l'officier, peut

aussi servir pour le soldat. Si le commandant en étudie la nature et le caractère, le succès sera facile et certain. Dans les rangs on trouve de vieux militaires qui ont de l'intelligence, et qui peuvent découvrir du nouveau, ou en procurer la découverte : qu'un officier s'entretienne souvent avec eux; cela instruit et concilie cette confiance qui est d'une grande utilité en tous genres d'exécution. L'officier doit faire la différence des braves et des mauvais soldats, afin que, dans l'occasion, il sache s'en servir à propos. On caresse les bons, on prévient leurs besoins : on peut ainsi s'en promettre de l'honneur et de la réputation. Quant aux jeunes gens timides, il faut les entraîner et les étourdir sur le danger : de cette façon j'ai vu souvent des officiers entreprendre des choses qui, au premier coup d'œil, leur attiraient le renom de téméraires.

Il est très-mauvais qu'un officier borne son avenir à un certain avancement, et que, quand il a obtenu la charge qu'il ambitionnait, il ne désire plus au-delà; il est sûr que dans les commencemens il se donnera des peines incroyables, et emploira tous les moyens possibles pour acquérir cette charge, d'autant plus vite que peut-être il reconnaît lui-même qu'il n'est pas en état de la remplir; et alors il croit se soutenir à l'aide de quelque protecteur puissant ou autrement, jusqu'à ce qu'il soit parvenu à son but. C'est ainsi qu'on voit des officiers qui, pendant un certain temps, se donnent des peines et prétendent faire plus qu'ils ne peuvent, et qui, ayant obtenu ce qu'ils désiraient, se relâchent et ne pensent plus à leur devoir.

Les ordres de tels gens ne dépendent que des circonstances : ils sont sans arrangement et sans choix, et avec cela ils perdent leur autorité et leur réputation. Celui qui se propose autre chose que l'honneur, ne cherche qu'à s'enrichir, devient avare, se gâte, et s'attire la haine et le mépris de tous.

Rien ne rend l'officier plus méprisable auprès du soldat, que lorsqu'on le soupçonne d'une sordide économie. Le jeu en est souvent la cause, et porte facilement un officier à la bassesse. Qu'on dépense plutôt ce qu'on a, pour acheter de bonnes armes et d'excellens chevaux : c'est d'eux que dépendent souvent l'honneur et la vie.

Que l'officier soit toujours sobre et modéré dans sa dépense; car, outre que par là il retranche le superflu et l'inutile, il en est aussi plus actif et plus capable de faire brillamment son service. Il doit être le modèle de tous ses inférieurs, car ordinairement ces derniers ont coutume d'imiter leurs supérieurs; c'est surtout ce qui arrive quand un officier est adonné à la boisson, ou à quelque autre vice : il perd le droit de le reprocher à ceux qui se le permettent à son exemple, et en le faisant il se condamnerait lui-même. Le fondement et la source de toutes les qualités nécessaires à faire un brave officier, c'est une conduite régulière, laquelle doit non-seulement être extérieure, mais doit aussi régler ses actions, afin qu'elles soient exemptes de blâme et de censure; car la véritable bravoure rougit de la plus petite tache.

Je viens de vous indiquer comment on doit d'abord se corriger et se rendre propre aux plus nobles entreprises : à présent nous allons voir la conduite que doit tenir un officier pour acquérir de l'honneur et de la réputation en campagne.

INSTRUCTION SECRÈTE

DÉROBÉE

A FRÉDÉRIC II,

ROI DE PRUSSE.

CHAPITRE PREMIER.

Des grandes gardes.

Lorsqu'une armée marche réunie ou par détachement, les chevau-légers doivent faire l'avant-garde. Les patrouilles sont placées sur les flancs, l'arrière-garde a sa position indiquée. Une partie de ces détachemens est et sera employée à la garde des postes avancés.

Quand l'armée est arrivée sur la place où elle doit camper, l'avant-garde se partage en différentes troupes et s'étend de manière qu'elle puisse couvrir le front de tout le camp, pendant que l'infanterie pose ses gardes et dresse les tentes. L'arrière-garde et les patrouilles des deux côtés font de même.

Lorsque l'armée est occupée à poser ses gardes et à dresser les tentes, les détachemens susdits font des patrouilles de leur chef, fouillent tous les buissons et visitent tous les vallons situés devant le front, de crainte que, pendant ce temps, quelque détachement ennemi, caché dans les environs, ne puisse la surprendre, en tirer parti et lui nuire. Les tentes étant dressées, le général-major de jour, ou quelque autre officier commandé, poste les grandes gardes, et assigne à chaque officier, en particulier, la position qu'il doit tenir.

Les grandes-gardes seront placées, autant qu'il est possible, de façon que les piquets se trouvent sur des hauteurs, et cachés sous des arbres. Le corps-de-garde doit être dans la plaine, derrière des buissons ou des maisons, à sept, huit ou neuf cents pas derrière les piquets, afin que l'ennemi ne puisse le découvrir et juger de sa force; mais la garde ne perdra jamais les piquets de vue.

L'officier étant assigné, et ayant posé ses postes, s'il se trouve dans un pays inconnu, se fait amener un homme des maisons voisines, prend une carte particulière, demande le nom des villages d'alentour, et s'informe de tout ce qu'il doit savoir, par exemple, s'il y a dans les environs des défilés, des marais, des étangs et des buissons. Il reconnaîtra les chaussées et les che-

mins qui sont devant ses postes : il s'informera où ils aboutissent, si l'on peut y passer avec du canon, ou si l'ennemi peut s'approcher à son insu de ses postes par d'autres chemins. Il faut qu'il sache tout cela, pour pouvoir en rendre compte, si on le lui demandait : il prendra ses mesures, et sera en état d'en instruire pleinement les patrouilles qu'il enverra en avant. Étant instruit de tous ces détails, il montera à cheval, et ira auprès des vedettes, lesquelles doivent toujours être deux à deux ensemble à un poste, et montrera à chacun en particulier de quel côté il prendra son point de vue, principalement sur des fonds, des villages et des grands chemins.

Après avoir donné ses instructions, s'il est temps de pauser les chevaux, l'officier fera mettre pied à terre à ses gens et donner à manger aux chevaux ; mais si son poste n'est pas sûr, il en laissera la moitié bridée jusqu'à ce que l'autre moitié ait mangé. De nuit il ne permettra pas que l'on mette pied à terre et que l'on fasse manger les chevaux ; cela doit se faire sur le soir avant l'obscurité, afin que sur la brune tout soit bridé, et que la moitié au moins soit à cheval, pour être prête à tout évènement. Si le corps-de-garde est près de quelque village, l'officier peut envoyer un ou deux hommes au clocher, ou dans une maison élevée, d'où ils puissent découvrir l'ennemi de loin, et donner le signal de son approche par un coup de carabine ou de pistolet.

Quand un général sort du camp et passe les grandes-gardes, il faut qu'elles montent à cheval et tirent le sabre ; mais si le corps-de-garde était à la vue de l'ennemi, il ne faudrait pas faire monter à cheval, parce que l'ennemi, étant proche, découvrirait la présence du général, et saisirait l'occasion de l'inquiéter dans la visite des postes. Quand un détachement passe les grandes-gardes, l'officier fait de même monter à cheval et tirer l'arme blanche.

Il doit bien examiner tous les gens qui viennent à ses postes du dehors de l'armée, soit paysans ou voyageurs. Il s'informera des chemins, d'où ils viennent, où ils vont, quelles sont leurs occupations au camp ou ailleurs, de ce qu'ils savent de l'ennemi, et où il est posté. Alors, selon les circonstances et les ordres qu'il aura, il les laissera passer, ou il les fera retourner sur leurs pas. Il en agira de même avec ceux qui apportent des vivres au camp, et s'il est défendu de les laisser entrer, il les fera retirer sans les maltraiter ; il sera honnête avec les habitans du pays ennemi. Ainsi il acquerra beaucoup de renseignemens et pourra procurer un grand avantage à l'armée. L'officier doit de jour et de nuit visiter les vedettes à cheval, les questionner sur ce qu'elles ont à faire à leurs postes, et sur quoi elles doivent fixer leur point de vue, afin de savoir par lui-même si la consigne leur a été exactement remise. Il sera toujours muni d'une bonne lunette d'approche, et reconnaîtra lui-même les environs à toute heure. De nuit, il fera visiter les postes par un bas-officier, et les visitera lui-même, afin que ses soldats soient toujours actifs et alertes.

Quand un des postes avancés est proche d'un camp ennemi, et qu'il en peut remarquer tous les mouvemens, il faut principalement qu'il fasse attention aux troupes qui y entrent, et de quelle manière ; ou combien il en sort, et où elles vont : car l'ennemi détache souvent des troupes de son camp, et la plupart de la seconde et troisième ligne, en laissant les tentes dressées,

pour cacher sa marche. C'est pourquoi il faut que l'officier soit très attentif et qu'il ait une bonne lunette, afin que, quand de tels cas arrivent, il puisse en faire sur-le-champ son rapport au général commandant. Cette précaution est particulièrement nécessaire à la pointe du jour, pour savoir s'il s'est fait quelques-uns de ces changemens pendant la nuit, ou si tout est encore dans la première position.

De nuit on peut savoir, par une espèce de bruit confus, si des troupes entrent au camp ou en sortent. S'il y en entre, on s'en aperçoit par le babil des soldats, les cris des voituriers et de ceux qui conduisent l'artillerie, par les coups de fouet et le hennissement des chevaux. S'il y a de la cavalerie, on l'entend au bruit qu'elle fait en enfonçant les piquets, et on le voit à l'accroissement des feux. Il faut alors continuellement se tenir en avant, être tranquille, et observer le tout de près; mais si l'armée, ou seulement une partie, se met en mouvement pendant la nuit, on le sait par les signes dont j'ai parlé ci-devant, par le bruit qui s'éloigne, et par le feu qui s'éteint peu à peu. On ne peut cependant pas toujours se fier à cette dernière remarque, parce que l'ennemi fait quelquefois entretenir les feux par des chevau-légers, même après le départ de l'armée.

Si notre armée décampe de jour, aussitôt que l'on bat l'assemblée il faut que les grandes-gardes montent à cheval, et qu'elles examinent avec la dernière attention l'ennemi qui est devant elles; et après avoir retiré leurs postes, elles marchent à l'endroit qui leur a été marqué, parce qu'elles font ordinairement l'arrière-garde.

C'est le général commandant en chef qui doit désigner l'heure du départ des gardes avancées. Dans une telle occasion il ne faut pas que les postes fassent de grands mouvemens; mais il est nécessaire qu'ils restent dans leur position ordinaire, parce qu'en les faisant aller de côté et d'autre, ou en montant de trop bonne heure à cheval, l'ennemi peut se douter de notre départ, et envoyer quelques troupes à notre poursuite. Le simple soldat même n'en doit rien savoir; mais, quand il en est temps, on doit envoyer un officier ou un bas-officier aux postes détachés, pour faire rentrer les vedettes toutes ensemble.

Aussitôt que les vedettes verront l'ennemi, elles feront feu. Celui qui aura tiré son coup, rapportera d'abord à son poste ce qu'il a observé. Ce poste se tiendra caché et prêt; il enverra à l'instant un bas-officier avec quelques hommes du côté de l'ennemi pour en découvrir la force. Il faudra sur-le-champ faire rapport de ce qu'on a découvert au général commandant, afin qu'il puisse prendre ses mesures, et, s'il est nécessaire, envoyer du secours à ce poste.

Les généraux ennemis ont souvent coutume de s'avancer sous une bonne escorte jusqu'aux gardes avancées, et de faire chasser les vedettes des hauteurs, pour pouvoir y monter et reconnaître notre camp. Aussitôt que l'officier en est averti par ses vedettes, il y va lui-même; et s'il voit qu'une suite escortée s'approche de la hauteur, il en adresse d'abord son rapport à l'officier dont il dépend, et fait son possible pour déranger ce projet de reconnaissance, et défendre cette hauteur.

Quand un trompette ennemi, seul ou avec un officier, s'approche des vedettes, et qu'il sonne, une d'elles se détache, et va à sa rencontre, le conduit à son poste, lui fait faire front en

dehors du côté ennemi, afin qu'il ne puisse rien observer de remarquable du nôtre; l'autre vedette va à l'officier, et le lui rapporte.

Celui-ci y va lui-même, ou y envoie un bas-officier, fait bander les yeux au trompette, qui est conduit à son poste. Là, il le questionne sur sa commission, il en fait rapport au général commandant, et demande s'il doit l'envoyer auprès de lui au camp. On en agit de même envers les déserteurs ennemis. Aux postes avancés on leur prend leurs armes, et on les envoie sous une bonne escorte au général : cette précaution est très nécessaire surtout pendant la nuit.

Si les gardes avancées sont postées de manière qu'il y ait un fossé large, un ruisseau nu ou fleuve, devant leur front, l'officier doit lui-même, dans toute l'étendue de son poste, le visiter à cheval, et vérifier s'il y a des passages ou des ponts. S'il s'en trouve, il y posera ses vedettes, afin que l'ennemi ne puisse point le surprendre de ce côté : dans ce cas on ne retire point les vedettes pendant la nuit. Il faut ôter les planches qui couvrent les ponts, et les porter de notre côté, afin d'empêcher le passage des détachemens et des patrouilles ennemies. De nuit on fait faire des patrouilles le long des fossés et des rivières : quand les bords sont couverts de buissons, il faut agir de précaution, s'arrêter souvent, et écouter si l'on n'y entend pas quelque bruit sourd; car il serait facile à l'infanterie de s'y glisser et de blesser ou tuer les patrouilleurs. Il faut généralement que les vedettes soient placées avec précaution, afin qu'elles ne puissent jamais se perdre de vue les unes ni les autres.

Sur le soir l'officier des avant-gardes fait faire rapport par un bas-officier de ce qui se passe à son poste, et de ce qu'il aura appris par ses patrouilles, par des paysans ou autres gens : pour ne rien oublier, il peut annoter dans ses tablettes toutes les découvertes qu'il aura faites pendant le jour, et, quand il en a l'occasion, envoyer son rapport par écrit. En même temps il se fait apporter le mot de l'ordre ou la parole. Il donne le mot de l'ordre aux vedettes toutes les fois qu'elles relèvent, c'est-à-dire, toutes les heures ou toutes les deux heures, selon les circonstances du temps. Quant à la parole, il n'y a que lui qui doit la savoir.

Si l'obscurité de la nuit ne permettait pas de voir de loin, principalement lorsque les postes ennemis sont proches, l'officier se retire à deux ou trois cents pas en arrière, et fait aussi retirer ses vedettes à une distance proportionnée.

Si la saison le demande, et que les circonstances le permettent, on peut faire un petit feu; mais il doit cependant être dans un fond, de peur qu'on ne le voie de loin. A la première alerte, il faut l'éteindre; et, s'il n'y avait pas d'eau, il faudrait le couvrir avec de la terre et du sable, parce qu'il pourrait favoriser les vues de l'ennemi et nuire aux postes.

L'officier du poste tiendra toujours son monde dans la plus grande vigilance, et ne permettra ni de dormir, ni d'attacher les chevaux. On laissera les rênes de la bride ou du bridon prêtes sur la selle, afin qu'au premier coup de pistolet, l'on puisse d'abord monter à cheval.

L'officier enverra toutes les heures, et plus souvent, s'il le faut, de petites patrouilles en dehors de ses vedettes; il en fixera la quantité selon la force de ses gardes. Ces patrouilles se feront devant le front, le long des vedettes, à

trois cents pas en avant. Elles s'arrêteront souvent, et écouteront si l'on n'entend pas marcher, ou quelque autre bruit; dans ce cas, l'un des patrouilleurs se détachera et retournera à son poste, et les autres s'avanceront autant que possible, pour découvrir de plus près ce que c'est. Si c'est quelque parti ennemi, ils feront aussitôt feu, et fondront tous ensemble dessus, à la faveur de la nuit.

Si les vedettes entendent pendant la nuit quelqu'un venir à elles, l'une d'elles va à la rencontre, à cinq cents pas ou environ, crie *qui vive*, et demande le mot de l'ordre. Si l'on ne répond pas, elle fera feu, et s'en retournera ventre à terre à son poste.

Si quelques troupes, détachées de l'armée, s'approchent pendant la nuit des vedettes, elles ne doivent point d'abord leur permettre d'entrer dans la chaîne, quoique le mot de l'ordre soit juste. L'officier du poste fait venir à soi, sous l'escorte d'un bas officier et de deux cavaliers, l'officier qui commande le détachement, le regarde et l'examine bien; s'il le connaît, il fera marcher le détachement au camp; mais il retiendra l'officier auprès de lui, jusqu'à ce que le détachement ait passé les grandes-gardes, et alors il le laissera aller. Mais si ce détachement, comme il arrive souvent, a été absent de l'armée pendant plusieurs jours, et par cette raison ne peut pas avoir le mot de l'ordre, il faut que l'officier du poste prenne encore plus de précaution, qu'il examine tout sérieusement; et, s'il ne trouve aucune difficulté, il le fera défiler, homme par homme, devant lui.

Si les avant-gardes, manquant de monde, étaient obligées de poser leurs vedettes fort éloignées les unes des autres, principalement dans un pays de montagnes et de vallées, ou si la nuit était obscure ou le temps orageux, il faudrait que les vedettes allassent patrouiller les unes vers les autres, à droite et à gauche; des deux cependant, il faut qu'il en reste toujours une au poste, afin que personne ne puisse se glisser entre elles par quelque ravin. Dans de telles occasions, il ne faut pas discontinuer les patrouilles, et les gens des avant-gardes doivent toujours être en mouvement.

Quelquefois il vient un général de l'armée qui ordonne à l'officier d'aller avec lui en avant, et de prendre son avant-garde pour l'escorter, parce qu'il ira à la découverte. L'officier laissera les vedettes à leurs postes; du reste de sa troupe, il formera une avant-garde et une patrouille de côté, pour couvrir le général et sa suite. Si le général va le long et au dehors de la ligne, l'officier gardera quatre à cinq cents pas de flanc du côté de l'ennemi, et sera toujours à même de couvrir le général, quelque part qu'il aille. Il détachera aussi de sa troupe des cavaliers, qui, se suivant un à un, les uns derrière les autres, auront toujours la vue en dehors, du côté de l'ennemi, afin que rien ne puisse s'approcher pour les surprendre ou les inquiéter. Quand le général retournera au camp, et qu'il aura repassé la chaîne, l'officier regagnera son poste.

Si l'officier des postes avancés s'attend à être attaqué pendant la nuit, il faut qu'il instruise si bien ses vedettes et ses bas-officiers détachés, qu'en cas d'attaque, ils ne se retirent pas directement sur sa troupe, mais qu'ils puissent passer devant lui d'un côté. Cela se fait afin qu'un ennemi supérieur ne lui tombe pas sur le corps avec toute sa force, et que lui, commandant du

poste, puisse plus tôt trouver l'occasion d'attaquer en flanc ou à dos, pour pouvoir, à la faveur des ténèbres, faire un beau coup. Dans ce cas les avant-gardes doivent faire un feu continuel, et se retirer, tant qu'il sera possible, en tiraillant, pour laisser le temps aux troupes commandées de s'avancer pour les soutenir, et afin que le corps entier puisse être averti de l'arrivée de l'ennemi.

Si quelqu'un déserte des avant-gardes, il faut que l'officier change aussitôt le mot de l'ordre, en envoie un nouveau, et fasse avertir tous les piquets voisins, de peur que l'ennemi n'en profite pour se faire passer pour une de nos patrouilles, et ne surprenne l'avant-garde; d'ailleurs ce déserteur pourrait conduire l'ennemi droit au poste.

Souvent l'armée décampe pendant la nuit, pour marcher à une expédition, ou pour quelque autre dessein; mais les avant-postes sont obligés de rester dans leur position, jusqu'à la pointe du jour, pour mieux masquer le mouvement. Alors il faut que l'officier prenne bien garde que l'ennemi ne se glisse doucement près de lui, et ne découvre le départ. Toute l'avant-garde montera à cheval, fera continuellement de petites patrouilles en avant, et le long des vedettes, à trois et quatre cents pas du côté de l'ennemi, et en empêchera l'approche. Mais à la pointe du jour, quand l'ennemi aura découvert le départ, l'officier retirera insensiblement ses vedettes, et marchera vite au lieu qui lui aura été assigné; après avoir laissé un bas officier pour former l'arrière-garde, il suivra l'armée et la couvrira de cette manière. Il doit toujours avoir son point de vue en arrière, sur l'ennemi, et reconnaître quelles sont ses troupes et ses forces; il en fera rapport à l'officier qui commande l'arrière-garde de l'armée. Très souvent, à l'un de ces départs nocturnes, les soldats, les domestiques ou les femmes le découvrent, en allumant les baraques par malice ou par négligence; il faut avoir grand soin que cela n'arrive pas, et il vaut mieux commander du monde pour empêcher ce désordre.

Si quelque avant-garde est postée dans un endroit montagneux, il ne suffira pas qu'elle se couvre du devant, du côté de l'ennemi; mais il faudra que l'officier visite à cheval tous les environs pendant le jour, et qu'il examine où il sera nécessaire de mettre des vedettes dans des vallons et dans des buissons, pour ne pas être surpris ni enfermé. Il faudra aussi qu'il fasse patrouiller dans ces environs dangereux. Si un officier, se trouvant de nuit dans un pays à lui tout-à-fait inconnu, recevait ordre de transporter sa garde avancée d'un autre côté, il ne faudrait pas qu'il l'exécutât au hasard. Il faut auparavant que d'une maison, ou d'un autre endroit du voisinage, il se procure de la lumière, qu'il prenne sa carte particulière, et qu'il s'instruise bien du pays dont il est chargé; qu'il regarde où il pourra placer ses avant-postes, où il posera ses vedettes, et de quel côté il enverra les patrouilleurs. Il tâchera de se procurer un paysan, s'informera de lui de plusieurs autres circonstances, se fera conduire par lui sur la place qu'il aura remarquée dans la carte, et posera ses vedettes dans l'endroit qu'il aura choisi de préférence. S'il est près de l'ennemi, c'est une raison de plus de faire faire des patrouilles continuelles pendant toute la nuit, sans permettre que ses soldats mettent pied à terre. Quand, à la pointe du jour, il pourra bien découvrir

toute cette contrée, il corrigera ce que l'obscurité de la nuit ne lui aura pas permis de faire.

Le salut de l'armée dépend de l'habileté et de la vigilance de l'officier qui commande les avant-gardes, ou qui doit couvrir un poste détaché. Il faut par conséquent qu'il se donne toutes les peines imaginables pour remplir son devoir, parce que sans cela, il pourrait causer à l'armée et à lui-même le plus grand malheur. S'il est attaqué par une force supérieure, il se défendra aussi long-temps qu'il lui sera possible ; s'il se voit forcé, il se retirera à petits pas, en continuant toujours son feu et en se défendant, afin que le corps ou l'armée qu'il couvre gagne du temps pour se former, et recevoir l'ennemi avec fermeté et sans désordre.

Ordinairement les nouvelles avant-gardes, qui doivent relever, s'avancent vers la pointe du jour dans les environs, à six ou huit cents pas derrière les anciennes, pour pouvoir les secourir, au besoin, si elles étaient attaquées, ce qui arrive souvent vers ce temps-là. Si tout est en ordre à la pointe du jour, la nouvelle garde marche vers l'ancienne, et à cinq cents pas de là elle tire l'arme blanche, et va se placer à la gauche de l'ancienne. L'officier de celle-ci, à l'approche de la nouvelle, fait monter à cheval et tirer le sabre. Les deux officiers vont à la rencontre l'un de l'autre, et celui qui monte la garde se fait donner exactement la consigne de celui qui la descend. L'officier de la nouvelle garde fait sortir des rangs les hommes nécessaires pour les vedettes, prend avec lui un bas-officier, et se fait montrer les postes par l'officier de l'ancienne garde. On se sert dans cette occasion de bas-officiers, afin qu'ils sachent ensuite conduire et relever les postes. Cela étant fait, la consigne étant donnée exactement de part et d'autre, et les patrouilles de l'ancienne garde étant rentrées, celle-ci défile, et à un éloignement de cent pas, elle remet l'arme blanche en son lieu, et la nouvelle garde en fait autant.

L'officier de l'ancienne garde conduit sa troupe avec ordre au régiment, et s'annonce au général commandant. L'officier de la nouvelle prend alors la place de l'ancienne, et fait mettre pied à terre.

CHAPITRE II.

Des patrouilles et des découvertes.

Les patrouilles se font de deux manières, de jour et de nuit. De même que l'une diffère de l'autre, de même les mesures qu'on doit y prendre diffèrent entre elles. Je ferai ici un petit détail de ce que les officiers commandés feront à l'égard de la patrouille de jour.

Un officier ou bas-officier étant commandé avec quatre ou six hommes pour rapporter des nouvelles de l'ennemi, ou pour reconnaître quelque pays du côté de l'ennemi, enverra un des meilleurs de ses gens à quatre ou cinq cents pas en avant, ou environ, s'il se trouve dans la plaine. Il en enverra un autre à la même distance, du côté d'où il croit que l'ennemi pourrait déboucher ; et, s'il y avait à craindre des deux côtés, il faudrait qu'il y en envoyât un troisième, toujours à la même distance. Ces deux hommes marcheront de façon qu'ils puissent toujours se trouver en ligne droite avec la troupe ; mais s'il y avait quelque gros brouillard, ni les patrouilles

des flancs ni l'avant-garde ne s'éloigneraient du gros de la troupe; elles s'en approcheraient, de peur d'être coupées. Il est impossible de bien tirer alors; ainsi il faut agir avec beaucoup de prudence. On n'en fait souvent que de meilleures patrouilles, à la faveur du brouillard.

Quand on découvre, d'un côté ou d'un autre, des montagnes, des buissons sur des hauteurs ou quelques villages, à une distance de moins de quatre ou cinq cents pas, les gens détachés aux flancs ne s'en tiendront pas à cet éloignement; ils iront, au contraire, jusque sur ces hauteurs, dans ces villages, et presque jusqu'aux buissons. Si par hasard, en s'en approchant de cette manière, ils ne découvrent rien, ils passeront au travers de ces buissons et des villages. Ils fouilleront ces derniers en entier, et ils useront de la dernière précaution pour découvrir quelque chose de l'ennemi.

Si un détachement, grand ou petit, se voit forcé de passer un bois, les gens détachés sur les flancs s'approcheront de leur troupe, de peur de la perdre de vue; ils resteront cependant dans leur ligne directe, l'un derrière l'autre. Celui qui marche en avant s'éloignera à une certaine distance de sa troupe; il fouillera de même les haies et les buissons qu'il trouvera devant lui, et fera bien attention à ce qu'il verra ou entendra.

Rencontre-t-il une montagne ou une colline, il s'y glissera, et regardera de tout côté pour découvrir quelque chose de l'ennemi. S'il ne voit rien, il continuera sa marche. Si un officier ou bas-officier est commandé avec huit, dix ou douze hommes, il en fera marcher deux, quatre à cinq cents pas en avant, et en détachera, par précaution, deux autres sur les flancs, quand même il n'y aurait rien à craindre de l'ennemi de ces côtés. Ces gens, ainsi détachés, feront ce qui a été dit plus haut. Marche-t-il dans un bois, il fera suivre deux hommes derrière le détachement, à telle distance qu'ils ne le puissent jamais perdre de vue. La raison en est que l'ennemi, étant caché dans le bois, pourrait quelquefois surprendre tout-à-coup le détachement, et lui tomber dessus; avec cette précaution, l'on évitera toute surprise.

Les deux hommes qui vont en avant marcheront dans la plaine l'un à côté de l'autre. Rencontrent-ils devant eux un village ou un buisson, l'un d'eux se détachera à quelques cents pas sur la droite, se glissera dans ce village ou ce buisson, le fouillera exactement, et tâchera d'y découvrir quelque chose. Le second suivra à la même distance, pendant toute la durée du buisson ou du village, et se comportera de même que le premier, afin que, si celui-ci avait passé l'ennemi sans s'en apercevoir, il puisse peut-être le découvrir.

Si les deux hommes envoyés en avant trouvent une montagne ou une colline, ils ne la monteront point tous deux à la fois, mais l'un ira au petit galop; et, comme il a été dit plus haut, regardera autour de lui pour tâcher de découvrir quelque chose de l'ennemi. Ne voit-il rien, il restera sur le sommet de la montagne ou de la colline, jusqu'à ce que l'autre, qui le suivra à petit pas, l'ait rejoint; alors ils continueront leur route ensemble. Si les gens détachés en avant ou de côté apercevaient l'ennemi, sans en être vus, ils ne tireront pas, et se rapprocheront de leur troupe, qui prendra un autre chemin pour tâcher de n'être pas découverte.

Si les hommes détachés en avant ou de côté découvraient l'ennemi, et n'en

étaient pas surpris au point d'être coupés, ils l'annonceront par un coup de pistolet, et rapporteront à l'officier ou bas-officier commandant ce qu'ils auront vu. Comme ces sortes de troupes ne sont jamais détachées à dessein de se mêler avec l'ennemi, il faut que l'officier ou bas-officier commandant se retire avec son monde aussitôt qu'il entend ce coup de pistolet; il lui suffira par là d'être assuré de la proximité de l'ennemi. Qu'il ait eu ou qu'il n'ait pas eu le rapport de ceux qui sont détachés de côté pour la découverte, il se mettra toujours en marche. Si celui qui a découvert l'ennemi n'est pas coupé ou pris, il tâchera de rejoindre sa troupe, pour rapporter ce qu'il aura vu. L'officier voit-il que l'ennemi est à sa poursuite, qu'il lui vienne sur le corps, et qu'il soit supérieur à lui, il ne l'attendra pas, n'en viendra pas aux mains, et dispersera son peloton homme par homme, un par un, avant que l'ennemi l'atteigne. Ces gens, ainsi dispersés, chercheront à se retirer, chacun pour soi, derrière des buissons, ou des villages où sera le corps ou l'armée dont ils ont été détachés; car, une fois pour toutes, il n'est pas à croire que l'ennemi, étant à la poursuite, se hasardera avec son monde au travers de ces buissons ou de ces villages, parce qu'il craindra, voyant les poursuivis s'y rendre un par un, qu'il n'y ait quelque corps caché; car il arrive fort souvent que les poursuivans tombent aveuglément entre les mains d'un corps qui a su se mettre à couvert. Quoique dans une retraite de gens ainsi dispersés, il y en ait beaucoup, et même la plupart, qui soient pris, il y en a cependant toujours quelques-uns qui échappent, et qui peuvent rapporter des nouvelles utiles au général commandant, ou à celui par qui ils ont été envoyés; mais s'ils se retiraient tous ensemble pêle-mêle, il n'y en aurait probablement pas un qui en pût échapper.

Si un officier ou bas-officier venait à être détaché avec très peu de monde, c'est-à-dire avec deux, trois, quatre ou cinq hommes, pour se glisser un par un dans des endroits où l'ennemi se trouve déjà, il ne se servira jamais de chaussées ni de chemins frayés; mais, autant que le pays le permet, il passera dans des vallons, des chemins creux, des buissons, et dans des endroits qui peuvent le couvrir avec son monde. Il ne s'inquiétera pas de faire un plus grand détour, pourvu qu'il puisse réussir dans l'entreprise qui lui a été confiée et atteindre son but. Mais si cette expédition se fait de nuit, il prendra les mesures que je dirai plus tard.

Un officier envoyé à la découverte, qui cherche à épier l'ennemi, n'en viendra jamais aux mains avec lui, à moins qu'il n'y soit forcé. Quand même il rencontrera des patrouilles ennemies, il les évitera, quoiqu'il leur soit supérieur en forces. Il ne s'amusera pas non plus à faire du butin ni des prisonniers, car alors il se découvrirait, l'ennemi fondrait sur lui et renverserait tous ses desseins.

Veut-on s'emparer d'une hauteur que l'ennemi occupe avec peu de monde, et y prendre connaissance, il faut s'en approcher aussi secrètement qu'il est possible, ensuite y monter avec vigueur et la plus terrible activité, pour en chasser l'ennemi; quand on a vu ce qu'on voulait découvrir, on doit se retirer avec assez de vitesse, aussi par des chemins couverts. Dans une telle entreprise, à une certaine distance de l'ennemi, on peut laisser au bord d'un buisson, ou à l'entrée d'un

village qu'on devra passer en se retirant, quelques hommes avec les chevaux, non pas les meilleurs, mais qu'ils soient blancs, s'il est possible, afin qu'ils soient vus de loin, pour faire croire à l'ennemi qui poursuivra la patrouille qu'il y a là quelques troupes cachées; alors il ne poursuivra pas avec tant de chaleur, et la patrouille gagnera du temps et du terrain. On peut aussi laisser un trompette avec un homme derrière une montagne; celui-ci, voyant la patrouille vivement poursuivie, se montrera sur le sommet de la montagne; mais le trompette restera derrière et sonnera : par là, on persuadera peut-être à l'ennemi qu'il y a là un renfort caché. Ceux qu'on aura laissés en arrière, voyant que leurs camarades sont poursuivis, se montreront tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, comme si ce n'étaient pas les mêmes, et feront semblant d'en sortir pour voir ce qui se passe; ils peuvent aussi tirer deux ou trois coups, comme voulant avertir un corps derrière eux de l'approche de l'ennemi; mais lorsqu'ils verront la patrouille s'approcher d'eux, ils partiront d'avance, surtout si ces chevaux blancs ne se trouvent pas par hasard aussi bons que les autres. Si cette ruse ne leur réussit pas, et que l'ennemi les poursuive toujours, l'officier pourra faire voltiger son monde, l'un d'un côté, l'autre de l'autre, en leur assignant une place pour le ralliement. Des patrouilles semblables ne fuiront jamais, mais elles resteront à chaque défilé ou pont, afin que les mauvais chevaux puissent gagner de l'avance, et que les autres reprennent haleine. En revanche, il faut la faire perdre à ceux de l'ennemi qui poursuit, en ne lui donnant jamais de relâche. Dès qu'il s'approchera des défilés et des ponts, il faut se retirer sans tarder davantage, pour le laisser dans une course continuelle, afin de ne lui pas donner occasion de faire respirer ses chevaux. Si, dans ces rencontres, l'on passe dans des villages ou sur des ponts, et qu'on ne soit pas poursuivi de bien près, l'on peut faire abattre les ponts, et ceux qui auront les meilleurs chevaux boucheront l'entrée des villages avec des timons, ou avec ce que l'on pourra se procurer à la hâte, et s'il y a du bois, ils les fermeront tout-à-fait. Les mieux montés ne manqueront pas de suivre, après avoir arrêté l'ennemi. Généralement, l'officier fera son possible pour ne point laisser prendre quelqu'un de sa troupe mal à propos et par sa négligence, parce que dans les chevau-légers il y a tous les jours de la diminution; il est facile d'avoir du monde, mais difficile d'avoir des hussards bien exercés. L'officier aura principalement soin que ses gens ne s'arrêtent dans aucun village devant les cabarets ou ailleurs; mais il leur fera exécuter ponctuellement les ordres dont il sera chargé.

Quand un officier est envoyé à de pareilles expéditions, il évitera avec le plus grand soin tous les villages, quand même son avant-garde les aurait fouillés; mais s'il ne peut pas faire autrement, il agira ainsi que j'ai dit plus haut. Mais il ne se contentera pas de cela; il fera visiter toutes les maisons, granges et écuries des paysans, pour voir si l'ennemi ne s'y est point caché. Il arrive souvent que celui-ci laisse passer ainsi les patrouilleurs, leur coupe la retraite, et les attaque par derrière avec avantage.

On placera deux hommes pour garder les défilés et les ponts qu'on aura à passer et à repasser contre l'ennemi. Si l'officier marche en avant, et que

l'ennemi soit caché quelque part daus l'intention de faire garder derrière lni les défilés, le passage des ponts, et couper la retraite à cet officier, ces deux hommes en avertiront leur détachement par quelques coups de pistolets, s'ils ne peuvent le faire antrement, et ils se retirerout. Si au contraire cela arrivait à l'officier, il serait nécessaire qu'il y eût pensé d'avauce, et pris ses mesures, afin de ne pas se voir contraint de se retirer par le même chemiu : mais il passera sur d'antres ponts, ou dans des passages indiqnés dans sa carte particulière ou qu'il connaîtra suffisamment par lui-même, malgré les grands détours qu'il sera forcé de faire. De cette façon il évitera l'approche de l'euuemi et mettra son détachement en sûreté.

On agit de même quand on fait des patrouilles vers l'ennemi le long d'une rivière. On occupe tous les ponts et autres passages avec deux hommes, afin que, si l'euuemi voulait y passer pour couper la retraite au détachement, on en soit averti par quelques coups de pistolets, et que l'on puisse prendre uu autre chemin. Il n'y a pas de mal d'affaiblir ainsi son détachement, attendu que dans ces rencontres l'on n'est pas envoyé pour se battre ; il suffit de conserver son monde et les chevaux, et de montrer au soldat qu'on sait se tirer d'embarras. On peut se promettre ainsi la coufiance et la bonne volonté. Les gens laissés aux ponts et aux passages ne peuvent jamais être en danger, parce qu'à l'approche de l'euuemi ils aurout toujours assez de temps pour se retirer.

L'officier détaché à cet effet fera sou possible pour exécuter tout ce qui lui aura été ordonné, et ne se couteutera pas de s'en acquitter superficiellement. Doit-il reconnaître un camp ennemi, il tâchera d'en découvrir la position, de quel côté il y aura des rivières, et si auprès des rivières se trouvent des marais, des bois, des montagnes ou des villages. Il saura en combien de lignes le camp est formé, l'étendue du front, la situation du quartier-général ; où sont les chariots de munitions et d'artillerie ; si le camp est retranché ou non ; quels sont les villages situés devant le front, sur les ailes et derrière le camp ; si l'ennemi a des postes avancés, en quelles troupes ils consistent, et où ils sont postés ; si les villes et les villages près du camp sont obligés de livrer, ce qu'ils livrent, où ils livrent, et la quantité. Le général commandant l'interrogera sur tous ces articles, qni doivent diriger ses mesures.

Il n'y a rien de plns honteux à un officier qne de faire de faux rapports, ou pour se disculper, de dire qu'il s'est trompé ou n'a pas bien vu. Dans ces occasions il faut examiner tout avec le plus grand soin, avoir un coup d'œil jnste. Qne rien ne puisse jamais l'intimider, qu'il snrmonte tout, qn'il raisonne de ce qu'il verra avec cenx qni ont déjà fait plusieurs guerres, et leur demande leur sentiment. Il s'assurera ainsi de tout ce qu'il a à dire, et ne preudra pas cent chevaux pour un régiment, ou un troupeau de montons pour un corps d'infanterie : ce qui arrive cependant fort souvent.

Si l'officier commandé est obligé d'aller loin à la découverte, et qu'il croie rester dehors quatre ou cinq jonrs et plus, il se fera donner le mot de l'ordre pour autant de jours qu'il croira devoir être absent; il se munira d'avoine au moins pour nn jour, et fera donner le paiu et des vivres à ses soldats, pour que, ne mauquant de rien, il puisse se dispenser d'entrer dans les villages, où l'on ne doit que de nuit aller

chercher le nécessaire, afin de n'être pas découvert.

Autant qu'il lui sera possible, il ne prendra jamais de guide. Dans un pays inconnu il dirigera sa marche moyennant une bonne carte particulière. Dans un pays ennemi, il parlera le moins qu'il pourra avec les habitans, et ne permettra jamais à ses soldats de discourir avec eux, de peur de faire découvrir son détachement. Il prendra avec lui des gens qui savent la langue du pays ; il se fera passer ainsi plus facilement pour ami. Par ces moyens, il apprendra ce qu'il lui faut, et ne sera pas reconnu.

S'il est forcé de marcher près de l'ennemi, il se cachera pendant le jour dans des buissons épais, s'y tiendra sans feu, et fera pendant ce temps reposer son monde et ses chevaux : il ne tiendra que quelques postes du côté de l'ennemi, ou tout à l'entour de l'endroit où il se sera caché dans les buissons. Si du haut d'un arbre l'on peut découvrir la plaine, il y fera monter un homme. Si les postes aperçoivent quelque chose de l'ennemi, ils ne tireront pas; mais ils en avertiront en sifflant ou en frappant des mains, afin que, si l'ennemi voulait directement fondre sur eux, le détachement puisse se retirer à son insu.

Tous les gens qui s'approcheront pendant qu'on est ainsi caché, comme bûcherons, paysans, femmes et enfans qui vont chercher des fruits dans le bois, seront arrêtés aussi long-temps que l'on se tiendra caché, jusque dans la nuit. On ne leur parlera point, on ne s'informera d'aucun chemin, ou si on le fait, on prendra ces renseignemens auprès de plusieurs, afin que ces gens ne puissent pas découvrir celui qu'on veut prendre. D'ailleurs on les traitera bien ; quand on voudra continuer sa marche, on les laissera aller en paix, et quand on les aura perdus de vue, on continuera sa marche.

CHAPITRE III.

Des patrouilles de nuit.

Qu'un officier ou bas-officier soit envoyé de nuit avec un petit détachement pour reconnaître si l'ennemi est arrivé en un certain endroit, découvrir sa force, ou pour quelque autre objet intéressant, il pourra, selon le nombre de ses gens, former une petite avant-garde dans la plaine ; mais elle ne s'éloignera pas assez de la troupe pour la perdre de vue, devant toujours se diriger sur elle. Les patrouilleurs en avant et de côté tâcheront toujours d'entendre le bruit, s'il y en a, tel que l'aboiement des chiens ou le bruit des pas, parce que cela leur est plus aisé qu'à la troupe qui en est empêchée par le trot des chevaux.

Le détachement s'arrêtera souvent, écoutera s'il est possible d'entendre quelque chose, descendra de cheval, se couchera par terre, et prêtera l'oreille, parce que de cette manière on entend marcher de fort loin pendant la nuit.

Si on entend l'aboiement de beaucoup de chiens, ce sera une marque qu'il y a du monde dans les environs. L'officier qui commande le détachement se glissera lui-même de ce côté, ou il y enverra un des plus habiles de ses gens, qui examinera dans le plus grand silence et avec précaution ce qui s'y passe.

Si le bruit se fait entendre dans quelque village, et qu'il n'en puisse pas savoir davantage, il se glissera tout doucement jusqu'à la première maison où

il y aura de la lumière ; il donnera son cheval à un de ses camarades pour sauter plus facilement les haies, passer dans les jardins et les cours, et s'en approcher, quand même ce serait en marchant sur ses mains. Il regardera par la fenêtre, et s'il n'aperçoit point de soldats ennemis, il frappera doucement à la porte, et fera sortir le maître de la maison. Il l'interrogera honnêtement, s'informera du nombre et de la troupe qui est dans ce village et dans le voisinage, s'en retournera dans le plus grand silence, et rapportera au détachement ce qu'il aura vu et entendu.

S'il voit du feu, il s'en approchera sans bruit, et s'il ne le peut à cheval, il mettra pied à terre, fera tenir son cheval, passera par des chemins cachés, regardera si ce sont des troupes ennemies, remarquera autant qu'il lui sera possible leur force et leur espèce ; mais, si c'étaient des paysans ou des bergers, il s'informera des circonstances qui lui seront nécessaires. Si le détachement est dans un pays inconnu, il faudra toujours qu'il se fasse conduire par un guide, et bien prendre garde à celui-ci ; si l'on n'est point assuré de sa probité, le lier, et se faire ainsi montrer les chemins : on le menacera aussi de le tuer, s'il conduisait le détachement à l'ennemi.

Tant que l'on sera en pleine campagne, on fera continuellement des patrouilles de côté ; mais si l'on passait dans un bois fort épais et sombre, on les retirerait. S'il faisait assez clair, on se contenterait de les rapprocher, pour ne point les perdre de vue, de peur qu'elles ne s'éloignent trop et ne se perdent.

L'officier fera marcher deux hommes intelligens en avant, et leur recommandera de ne pas trop s'éloigner. Alors, on s'arrête, on écoute, on frappe contre un arbre, on siffle, ou l'on donne d'autres signaux, par lesquels on remarque si les gens détachés ne sont point trop éloignés de la troupe, et exposés à tomber entre les mains de l'ennemi.

Lorsque, pendant la nuit, un officier est à l'avant-garde d'un détachement plus considérable, s'il fait fort sombre, il fera suivre ceux qu'il enverra en avant par d'autres hommes, qui, un par un, formeront une chaîne allant d'une troupe à l'autre ; ces gens se suivront de près, et ne se sépareront d'aucune façon.

Il aura soin d'abord de laisser, à chaque chemin croisé ou détourné, un homme pour montrer aux derniers la route que les premiers auront prise, et puis empêcher son monde de dormir ; car il arrive souvent que, les dormeurs s'arrêtant en marchant, ceux qui les suivent croient qu'il est ordonné de s'arrêter, ils font de même, et il en résulte un très grand désordre.

Quand on fait des patrouilles de nuit, il faut observer le plus grand silence, ne point prendre avec soi des chiens, ni des chevaux blancs, ni de ceux qui pourraient trahir la patrouille par leur hennissement. On défendra très expressément aux gens de parler, de battre le briquet et de fumer. Tout cela empêche de bien entendre ce qui se passe. Un rien découvre tout, et empêche de découvrir.

Si l'officier a besoin de savoir l'heure qu'il est, il pourra, sous son manteau, allumer un peu d'amadou, et le passer de côté et d'autre sur sa montre ; cette petite lueur suffira, et il éteindra aussitôt l'amadou.

On ferait fort bien de donner aux patrouilleurs de nuit des manteaux d'une couleur obscure, pour couvrir la

buffleterie jaune et blanche de nos carabines, qui pourrait être remarquée de loin.

Si, pendant la nuit, les patrouilleurs étaient obligés de passer sur des ponts ou des défilés, on ne le fera point sans avoir examiné auparavant l'un et l'autre bord, et sans s'être assuré qu'il n'y a rien à craindre de l'ennemi dans ces endroits; si l'on voulait faire retraite par le même chemin, il faudrait y laisser un homme ou deux, pour avertir, en faisant feu, si l'ennemi prenait le détachement à dos, afin que l'on puisse se retirer par un autre chemin.

Si, pendant la nuit, on était obligé de marcher près des postes ennemis, ou de passer devant eux, il faudrait couvrir le flanc exposé, de distance en distance, avec de petites troupes composées chacune de six hommes au moins, pour que l'ennemi, s'approchant, ne puisse empêcher la marche du corps, ni le mettre en déroute. Ces petites troupes peuvent toujours mettre obstacle à son approche.

Si le détachement est aussi composé d'infanterie légère et de chasseurs, on les envoie dans le bois, de part et d'autre, pour couvrir la cavalerie.

Si, pendant la nuit, le détachement avait besoin de fourrage, on pourra envoyer quelques soldats, qui entendent la langue du pays, dans un village pour en exiger, et le porter sur leurs chevaux au détachement, sans faire le moindre excès, de peur que les habitans n'apprennent l'endroit où le détachement est posté, et sa force. Par une bonne discipline, on empêchera souvent que l'ennemi, quoique proche, soit instruit de la proximité du détachement.

Si, pendant la nuit, on apercevait l'ennemi en mouvement avant d'en être vu, il faudrait tâcher de s'informer de sa force; on peut s'en instruire par le trot des chevaux. Alors on enverra aussitôt des gens sûrs au camp, dans les quartiers et aux postes avancés, pour les avertir, afin qu'ils puissent être en garde contre toute surprise. On se retirera aussi en silence; et quand on est assuré que l'ennemi marche droit au camp ou vers les quartiers, on en fera d'abord avertir le général commandant. Mais si l'on était trahi, on pourrait tirer quelques coups de pistolet, se réunir aux gardes avancées; et, d'accord ensemble, on cherchera à amuser l'ennemi, jusqu'à ce que les troupes du camp ou des quartiers soient prêtes à porter du secours.

L'ennemi, ayant envie de faire quelque entreprise, cherche souvent à inquiéter les postes, parce qu'il n'a qu'à se montrer aussi souvent qu'il lui plaît pour nous fatiguer. Il faut avertir en silence, le camp, les quartiers ou les gardes avancées, de son arrivée; alors il ne pourra jamais remplir son projet de porter l'alarme partout, et nous attaquer à notre insu; au lieu de cela, ce sera lui que nous mettrons en déroute et que nous battrons.

On y trouve encore l'avantage d'éviter la tiraillerie, les alarmes et la criaillerie, qui ne peuvent qu'apporter une sorte de terreur, et empêchent d'exécuter les ordres en règle. Les gens ensevelis dans le sommeil, au camp ou dans les quartiers, ne savent point ce qui peut causer une telle alarme; ils ignorent même la présence de l'ennemi, et s'enfuient ordinairement un par un dans l'obscurité, sans se rendre à leurs escadrons ou aux places d'alarmes assignées.

Souvent l'ennemi ne vient point au petit pas, mais au grand galop, pour

surprendre les patrouilles et les gardes avancées, et tomber tout-à-coup dans les quartiers. Dans cette occasion, il n'y a pas de temps à perdre à en faire le rapport, et il est très avantageux d'entretenir un feu continuel, et de se retirer de côté, sans aller droit au camp ou vers les quartiers. L'ennemi poursuivra dans l'obscurité, et s'éloignera du camp. Les choses étant ainsi dirigées, on peut réussir même à faire de grands coups; mais il est très nécessaire d'iustruire auparavant son monde de ce qu'il aura à faire, et comment il doit se comporter dans ces sortes de circonstances.

Si l'on peut découvrir l'arrivée de l'ennemi à temps et en silence, on en tire un grand avantage, parce qu'on peut faire monter son monde à cheval, et le poster à l'endroit par où l'ennemi doit déboucher. Pour mieux le tromper, on laissera les gardes avancées à leurs postes, et on les instruit de se rendre du côté où l'on se sera posté. Elles se retireront donc en faisant un feu continuel, et quand elles approcheront des postes, elles passeront outre au galop; alors l'ennemi voudra les poursuivre dans leurs quartiers, et se faire soutenir par des troupes qu'il laissera à l'entrée du village. Les ennemis, qui y entreront, se sépareront et voudront se mettre à piller; alors l'officier, se voyant augmenté à son poste, tombera sur l'ennemi qui sera à l'entrée du village, et, même, s'il est plus faible, il l'attaquera avec avantage, fera échouer son entreprise, et s'acquerra de l'honneur. L'avant-garde, qui aura attiré l'ennemi, retourne aussitôt sur ses pas, et tombe sur ceux qui sont éparpillés dans le village, qui ne feront certainement aucune résistance, et ne chercheront qu'à se sauver, s'ils voient que leurs camarades ont été battus; il sera très facile de faire des prisonniers. Mais si l'on sait que l'ennemi est beaucoup plus fort, et qu'il n'y ait rien à faire, la troupe, qui se sera ainsi cachée, s'éloignera en silence de l'ennemi, et se retirera de côté.

Si l'officier commandé pour faire la patrouille a des chasseurs ou de l'infanterie dans sa troupe, il détachera des patrouilleurs de côté, tant qu'il sera en pleine campagne, comme il a été dit plus haut; mais dès qu'il s'approchera d'un bois, il ne laissera que deux hommes en avant; ensuite il fera suivre l'infanterie en deux ou plusieurs pelotons, selon sa force; après quoi viendra la cavalerie, qui laissera aussi deux hommes en arrière pour faire l'arrière-garde. L'infanterie fera les patrouilles de côté, en suivant le détachement, parce qu'il lui est plus facile qu'à la cavalerie de se glisser dans les sentiers et dans les buissons. Si l'on entendait un coup de pistolet, ou si l'on découvrait quelque chose de l'ennemi, ceux de l'infanterie se retireront aussitôt, et se posteront à droite et à gauche le long du chemin, sans cependant se faire face les uns aux autres; mais ils se mettront à un certain éloignement, afin que les deux hommes de devant, étant assaillis par l'ennemi, aient le chemin ouvert, et que l'on puisse saluer l'ennemi, s'avançant avec chaleur, et le chasser. Si l'ennemi était repoussé par le feu de l'infanterie, on le poursuivra avec la cavalerie, et l'on pourra faire quelques grands coups. Mais si la cavalerie était repoussée, elle passera au travers de l'infanterie qui la soutiendra. Le détachement entier étant forcé de se retirer, l'infanterie fera l'arrière-garde et les patrouilles dans les bois, et la cavalerie fera la même chose dans la plaine.

Si l'officier s'aperçoit qu'on le poursuit avec une cavalerie plus forte que la sienne, il ne fera pas mal de former son infanterie en trois, et sa cavalerie en deux troupes; de mettre son détachement en ligne droite, mais toujours de façon que l'infanterie soit sur les ailes, et la cavalerie au centre, entre l'infanterie. Il pourra aussi placer quelques gens bien entendus de l'infanterie, les uns éloignés des autres, derrière sa cavalerie. De cette manière, il aura toujours sa retraite assurée, parce que l'un tiendra l'autre.

L'infanterie, en se retirant, peut faire un feu continuel; étant toujours serrée près de la cavalerie, elle ne sera jamais si exposée que cette dernière. L'infanterie couvrira les flancs; et la cavalerie ennemie, quoique supérieure en forces, ne s'exposera pas facilement au feu de l'infanterie; mais si, au contraire, on laisse agir chaque espèce de troupes pour soi, il arrivera souvent que l'une abandonnera l'autre; et étant forcée de combattre pendant la nuit, elle se retirera à la faveur des ténèbres. Si absolument on était pressé par l'ennemi, on enverra à temps quelques gens affidés au camp ou dans les quartiers, pour demander du secours, de peur de courir risque de perdre tout son monde.

CHAPITRE IV.

De la conduite de l'officier à un poste détaché.

L'officier étant détaché avec trente, quarante ou cinquante hommes du côté de l'aile droite d'une armée ou de quelque autre poste ennemi, pour l'observer ou découvrir un pays, si celui-ci ne lui est pas connu, il s'en mettra au fait d'abord par sa carte, et puis par ceux qui le connaissent à fond. Son premier soin doit être de choisir une position sur une montagne entourée de bois, s'il est possible, de laquelle il puisse découvrir l'ennemi sans être vu.

Surtout, si c'est dans un pays ennemi, pendant la nuit, il tâchera d'y arriver sans bruit. Il évitera les villages, ne permettra pas qu'on fasse du feu, et fera en sorte de n'être vu de personne. A la pointe du jour, il mettra des postes à pied sur le penchant de la montagne; derrière les arbres ou les buissons, des postes à cheval, qui pourront examiner de loin tout ce qui se passera du côté de l'ennemi. Si de cette manière il ne découvrait pas ce qu'il désire, il fera monter des gens sur les arbres les plus hauts. Il se fera expliquer en détail ce qu'ils découvriront. S'il était à portée de voir tout ce qui se passe dans le camp ou à quelques postes d'importance, il l'écrira dans ses tablettes, et marquera l'heure dans laquelle l'une ou l'autre chose s'est passée chez l'ennemi, afin de pouvoir le soir faire un rapport juste au général commandant.

Ce détachement devant se tenir caché autant qu'il lui sera possible, il sera nécessaire de pourvoir les gens de vivres, et les chevaux de fourrages, au moins pour trois jours, après lequel terme on relève ordinairement le détachement; mais l'officier, connaissant toutes les avenues, ne demandera pas mieux que de rester.

Le nouveau détachement doit être amené pendant la nuit avec la plus grande précaution, comme il a été dit plus haut, par quelqu'un de l'ancien détachement, et qui sache parfaitement l'endroit où l'officier doit se trouver la nuit suivante. De cette manière il pourra, pendant quelque temps, observer l'ennemi sans être découvert.

Dès que l'officier s'apercevra que quelque hasard l'aura décelé, il redoublera tous ses soins. De jour, il n'abandonnera point son premier poste; mais aussitôt qu'il fera sombre, il choisira un autre endroit dans les environs, pour y passer la nuit.

Avant de s'y rendre, il ne le fera savoir à personne, même à son *commando*. De là, il enverra des patrouilles en avant, à droite et à gauche, et tout alentour de son poste, pour couvrir le pays. Avant le jour, c'est-à-dire vers le crépuscule du matin, il abandonnera ce poste, de peur d'y être surpris, et pour pouvoir s'y fixer pendant plusieurs nuits de suite; pendant le jour, il prendra sa première position, d'où il aura pu découvrir l'ennemi en plein.

C'est ainsi qu'il agira toujours, et lui seul devra savoir l'endroit où il passera le jour ou la nuit suivans. Il changera de position pendant la nuit aussi souvent qu'il le jugera à propos, et choisira tantôt un endroit, tantôt un autre; mais son choix doit toujours le mettre à même de remplir la commission qui lui aura été donnée.

En cas que son détachement soit chassé et dispersé par l'ennemi, il lui assignera d'avance la place de ralliement du côté du camp ou du quartier-général, avec les précautions indiquées pour la nuit, à l'égard des patrouilles, du secret et du changement des postes. L'ennemi, voulant entreprendre quelque chose contre lui, sera obligé de le chercher, et par là donnera à connaître ses desseins.

Le principal but d'un officier ainsi détaché n'étant que d'observer l'ennemi et de couvrir le pays qu'il aura reconnu, il ne s'amusera pas à faire du butin et des prisonniers; mais il exécutera adroitement les ordres. De peur de se trahir, d'être repoussé et de voir échouer son entreprise, il ne doit, pour ainsi dire, que se glisser tout doucement autour de l'ennemi; de jour, ne point se montrer aux habitans, et encore moins leur être à charge; car autrement ils chercheront à le découvrir, à le trahir et à le faire chasser du pays.

Il est vrai qu'un tel officier aura beaucoup de peines et d'inquiétudes; mais aussi, s'il s'acquitte bien de sa commission, il se fera honneur. Il couvrira le pays, de la manière prescrite, avec peu de monde; et par là il assurera un grand avantage à l'armée. Toutes les règles indiquées pour les avant-gardes et patrouilles auront aussi lieu ici pourvu que l'officier sache les mettre en pratique.

CHAPITRE V.

De la conduite d'un officier lorsqu'il est envoyé pour faire des prisonniers.

Cela peut se faire, tant de jour que de nuit, de quatre manières, selon l'idée de chaque officier, et selon la situation différente du pays. La chose en elle-même n'est point difficile; mais elle est de conséquence pour un officier commandant, ou pour un général, qui ne peut rien découvrir de l'ennemi que par des espions ou autres moyens semblables.

On observe de jour les mêmes règles recommandées ci-dessus à l'article de la patrouille.

L'officier montera seul à pied sur quelque hauteur : il donnera son cheval à tenir; et si la hauteur n'était point garnie de broussailles, il aura soin de n'avoir pas sur lui d'indice de son grade, et même de son état, qui

pourrait le faire distinguer : il pourra se baisser, faisant semblant de travailler à la terre comme si c'était un paysan. Il regardera ainsi de tous côtés sans préoccupation apparente. S'il voyait un détachement ennemi égal au sien, ou des voltigeurs, il tombera tout à coup sur eux et fera des prisonniers : dans la première surprise il s'informera de ce qui lui sera nécessaire, il leur promettra de leur rendre la liberté, s'ils lui découvrent la vérité ; et s'ils ne veulent pas, il les menacera de leur faire brûler la cervelle. Cependant il ne s'en tiendra pas à tout ce qu'ils lui diront et fera, autant qu'il lui sera possible, la différence du vrai et du faux, de peur d'adresser un rapport trop précipité, peu juste, et de s'attirer des reproches.

Dans une telle occasion, l'officier s'armera de patience, et ne s'ennuiera pas d'attendre, de peur d'aller trop vite en besogne et de tomber dans le piége qui lui aura été dressé.

Si, étant posté ainsi, il voit venir à lui des gens du côté de l'ennemi, il enverra un homme seul à leur rencontre par des chemins détournés et les fera questionner ; car, s'il y avait quelques partis qui eussent des vues sur lui, et si cet homme était envoyé promptement à la découverte, le détachement serait trahi.

En général, on doit ici se servir de toutes sortes de moyens qui ne viennent que de la ruse et de la présence d'esprit de l'officier.

Pendant les ténèbres, on observe la même règle comme on l'a dit ci-devant dans l'article de la patrouille de nuit. L'officier épiera les gardes avancées de l'ennemi pour tâcher de leur enlever quelques patrouilles ; si cela ne lui réussit pas, il s'en approchera doucement, autant qu'il le pourra à la faveur des ténèbres, et aussitôt que l'on criera sur lui, il tombera dessus avec la dernière vitesse et enlèvera ce qui lui tombera sous les mains.

Si l'officier avait de ses gens qui comprissent la langue du pays ou de l'ennemi, il les enverra devant du côté des vedettes. Ils iront se dire déserteurs, et pendant qu'ils rendront compte de choses indifférentes et d'usage, le détachement pourra s'approcher autant que possible.

Quand on va à une expédition, l'on prend avec soi des gens sûrs. Il arrive très souvent que le plus brave des soldats devient le plus poltron de peur de perdre son argent : quand on sait que quelque hussard ou dragon, de son *commando*, en a sur lui, on lui persuade avant de marcher de le déposer dans la caisse du régiment, en lui remettant un reçu de la somme.

CHAPITRE VI.

Comment un officier doit attaquer la cavalerie ennemie.

S'il arrivait qu'un officier fût détaché avec trente, quarante, ou cinquante chevaux pour patrouiller, ou pour d'autres vues, et que dans sa route il rencontrât des cuirassiers ou des dragons ennemis, il fera son possible pour leur cacher sa force, et au commencement il ne se montrera qu'avec très peu de monde, pour remarquer aussi bien le nombre que la contenance des ennemis, et quoiqu'ils soient de la moitié plus forts que lui, cela ne devrait pas l'empêcher de tenter un beau coup.

C'est à lui à juger s'ils viennent de loin et si, par la longueur de la route, leurs chevaux sont affaiblis. Il exami-

nera bien s'ils ont leurs porte-manteaux et leur charge ordinaire, si le chemin dans lequel ils marchent est bon ou mauvais, si le terrain est marécageux, si les chevaux y peuvent passer, si la terre est ferme, s'ils ont de la plaine ou du défilé, si on peut les entourer; il tâchera de déconvrir tout cela avec la plus grande promptitude afin que, se tenant caché, ou ne se montrant que de loin avec ce très peu de monde, il puisse prendre les mesures qu'il trouvera le plus à propos.

Si l'officier s'aperçoit que la cavalerie ennemie marche dans un pays dans lequel il ne pourrait l'attaquer à son avantage, il la laissera passer tranquillement; cependant il restera éloigné d'elle à une certaine distance, toujours avec peu de monde, tenant le reste caché, et dans une position comme s'il n'avait pas envie de l'attaquer, jusqu'à ce que l'ennemi arrive dans un endroit qui favorise son entreprise; alors il partagera promptement son corps en quatre, cinq ou six troupes, et attaquera du côté le plus faible. Il faut absolument que l'officier en sache tirer un jugement juste. De ces circonstances, il connaîtra d'abord la capacité de l'officier ennemi, s'apercevra de la contenance de son monde, et pourra conclure par là ce qu'il y aura à gagner pour lui.

Les principales vues de l'officier seront de fatiguer les chevaux, de les attirer dans un champ fangeux, d'où ils ne puissent pas se retirer facilement, et de les forcer à diverses évolutions: tout cela servira à mettre la confusion dans la troupe ennemie.

Il attaquera de tous côtés leur faisant crier *grâce;* mais, dès le commencement, il les désarmera tous et fera tuer les chevaux qu'il prendra jusqu'à ce qu'il ait tout-à-fait vaincu l'ennemi et lui ait fait prendre la fuite; alors il permettra et ordonnera de faire des prisonniers.

Tout ce que l'officier de la cavalerie ennemie pourra faire, ce sera, selon les circonstances, d'envoyer quelques troupes au devant des nôtres, ou bien il les attendra de pied ferme.

Dans le premier cas, on fera marcher contre elle d'abord quelques troupes qui la repousseront vivement; en même temps les autres attaqueront ensemble de tous côtés en jetant de grands cris. Mais, dans le deuxième cas, on entourera l'ennemi de tous côtés, et l'on fera sur lui un feu vif; il ne pourra alors que faire une évolution sur la ligne contre ceux qui voudront le prendre en dos; dans ce cas il faut sur-le-champ tirer avantage de l'occasion et l'attaquer de suite. Mais, si l'officier ennemi est un homme habile et entendu, en ne voyant venir à lui que peu de monde, il prendra sur-le-champ telle position qui lui couvrira le dos, pour dans cette position, ne pouvoir être entouré et n'être attaqué que sur son devant: alors il sera très difficile, pour ne pas dire impossible, d'entreprendre la moindre chose contre lui.

Le meilleur parti qu'on aurait à prendre, serait de s'en éloigner, et de le laisser marcher, mais en le suivant toujours de près, jusqu'à ce que l'on trouve une occasion favorable, comme on l'a dit plus haut, et que l'on puisse mettre ses desseins à exécution.

CHAPITRE VII.

De la conduite d'un officier contre un détachement de hussards égal au sien.

Si l'officier rencontre un détache-

ment de hussards qui lui soit égal en force, alors le bonheur décidera en faveur de celui qui aura les meilleurs soldats et les meilleurs chevaux, qui attaquera avec le plus de furie, et qui, le sabre à la main, fondra sur l'ennemi après avoir essuyé son premier feu sans en être épouvanté. Il y a cependant des avantages dont on peut se servir en pleine campagne, pour atteindre avec plus de sûreté le but qu'on se propose.

Si, par exemple, le détachement était de quarante hommes, l'officier pourrait en mettre vingt-cinq en première et quinze en seconde ligne pour présenter à l'ennemi un front en longueur; mais cette répartition se fera à l'insu de celui-ci. On disposera ensuite le second rang de manière que les deux premières files des deux lignes puissent directement marcher sur leur chef-de-file; il semble alors que tous les rangs sont pleins. L'ennemi, qui croira le détachement plus fort que le sien, hésitera de l'attaquer : dans cette positiou l'on marchera droit sur lui et l'on recommandera aux gens de bien faire attention au commandement de l'officier. S'étant mis ensuite au grand trot, on fera, je suppose, serrer sur la droite pour saisir l'ennemi sur la gauche; si l'ennemi ne s'en aperçoit pas, il sera d'abord surpris et on le battra.

Mais s'il y fait attention, il fera une évolution par la gauche, et évitera par là cette surprise. Quand on l'aura reconnu, on rompra sur-le-champ cinq ou six files de l'aile gauche (mais il faut que les gens en soient instruits d'avance); ceux-ci par la droite et les autres par la gauche attaqueront l'ennemi en un même temps, le sabre à la main avec des cris épouvantables. C'est de cette manière qu'on mettra l'ennemi en désordre et qu'on sera assuré de le battre.

CHAPITRE VIII.

De la conduite d'un officier dans une grande attaque.

L'officier commandé avec une troupe, ou avec un peloton, pour couvrir le corps on le régiment lorsqu'il est prêt de se former en ligne (mais ordinairement on en commande plus d'un à cet effet) aura la vue autant sur l'ennemi que sur la troupe qu'il devra couvrir. Il enverra contre l'ennemi des voltigeurs qui l'empêcheront, par un feu continuel, de rien entreprendre contre le corps ou le régiment; en même temps il fera attention à tous les mouvemens qui se feront derrière lui, ne perdra jamais de vue le régiment, prendra toutes les positions qu'il lui verra prendre. Dès qu'il entendra sonner le rappel ou la marche, il rassemblera son monde an plus vite et rentrera à son corps par les ouvertures qu'on laissera pour lui.

Mais s'il ne fait que couvrir un autre corps de cavalerie, il se mettra sur l'aile la plus proche, aidera à faire l'attaque et s'il voit que l'ennemi veuille entreprendre la moindre chose sur le flanc, il cherchera à le couvrir. Si l'ennemi plie, il tâchera de le mettre tout à fait en déroute,

Si l'ennemi voulait se remettre, il l'en empêchera par son fen continuel et en le suivant le plus près qu'il pourra. Cependant il regardera toujours derrière lui, pour voir s'il est soutenu, de peur d'aller trop loin et de s'exposer à une mauvaise aventure.

CHAPITRE IX.

De la conduite d'un officier qui doit couvrir la seconde ligne.

Je suppose que dans la première ligne il n'y ait que six escadrons, et que dans la seconde ligne il n'y en ait que quatre pour se couvrir; ces derniers resteront toujours directement derrière l'aile droite de la première ligne et des six escadrons. Si l'ennemi voulait tomber dans le flanc de la seconde ligne, l'officier commandant l'en empêchera avec les escadrons; et, s'il voyait que pendant l'attaque on voulût surprendre la première ligne en flanc, il courra à son secours et se formera sur le flanc de l'ennemi : cependant il prendra bien garde de ne pas exposer le flanc de la seconde ligne par cette manœuvre.

Si la première fait plier l'ennemi et se disperse avec lui, la seconde marchera au secours; mais si la seconde ligne n'était composée que de cavalerie qui ne pourrait assez vite soutenir la première, l'officier la suivra toujours avec sa troupe, et il restera continuellement serré pour recevoir les prisonniers, afin que ceux qui sont devant puissent toujours faire leur devoir.

Ce que l'on vient de dire ici regarde les officiers des deux ailes de la seconde ligne.

CHAPITRE X.

De la conduite que doit tenir un officier lorsqu'il est au cordon et quand le corps d'armée cantonne.

C'est d'un détachement de ce genre que dépend le plus souvent le salut de toute une armée. L'officier détaché à ce sujet ne peut donc prendre trop de précaution pour mettre le corps qui est derrière lui en sûreté.

Je pose le cas qu'un officier ne soit détaché qu'avec des chevaux-légers, sans infanterie.

Supposé qu'un officier soit commandé avec trente ou quarante chevaux, et qu'il soit assigné dans un village, aussitôt qu'il y sera arrivé, il prendra le tiers ou la quatrième partie de son monde, fera la patrouille aussi loin qu'il pourra la soutenir dans tout le pays et jusqu'aux postes de l'ennemi, et il reconnaitra toutes les broussailles, les villages et les vallons d'alentour. Il cachera en attendant le reste de son détachement derrière les maisons; ou, s'il craignait quelque attaque, il le prendra tout entier avec lui.

Quand il fera cette patrouille, il prendra un homme à cheval du village avec lui, qui lui montrera tout le pays en avant, où et comment l'ennemi sera posté, et par quel chemin ou autre endroit il pourrait venir à lui; mais il examinera bien ce pays sur sa carte particulière pour mieux le connaître encore.

Cela étant fait, il postera ses vedettes de telle façon qu'elles puissent découvrir tout le pays du côté de l'ennemi, comme il a été dit à l'article des gardes avancées. Il enverra aussi au clocher un ou deux soldats avec quelques paysans, qui feront attention à tout et qui avertiront, en donnant un signal par un coup de cloche, s'ils découvrent quelque chose de l'ennemi. Si dans le village il n'y a pas de clocher on les mettra sur la maison la plus haute.

Après avoir fait tous les arrangemens nécessaires, il pourra faire entrer la moitié de ses gens dans les maisons des paysans les plus proches, faire débrider, desseller la moitié des

chevaux et les faire panser. Après que ceux-ci anront mangé et seront ressellés, on pourra en faire autant des autres. Mais si l'ennemi était dans le voisinage, et que l'on eût quelque chose à craindre, on attacherait les chevaux par la bride, cachés derrière les maisons, et on leur donnerait ainsi à manger.

Il est également nécesssaire d'avoir une garde à pied, qui aura continnellement l'œil sur les vedettes, pour avertir au moindre mouvement qn'elle leur verra faire. Il fant aussi que l'officier mette une garde à l'entrée et à la sortie du village, principalement dans des buissons sur la pente d'une montagne, pour couvrir ses flancs, de peur d'être attaqué et coupé.

Il est généralement de la dernière nécessité d'assurer non-seulement le devant, mais aussi les côtés et le dos, snrtont de nuit, quand même il y aurait des postes de la même armée dans le voisinage.

L'officier enverra sonvent des patrouilles de denx ou trois hommes au-delà des postes des vedettes, qui tâcheront de gagner les hauteurs qu'on n'aura pas pn occuper à cause de leur éloignement, et découvrir de là tous les mouvemens que l'ennemi fera. Il pourra aussi faire ces sortes de patronilles quelquefois avec quinze, vingt ou trente hommes, et se montrer à l'ennemi pour lui faire croire qu'il est plus fort qu'il ne l'est effectivement. En cela il aura encore l'avantage de mieux connaître le pays et la position de l'ennemi.

Pendant le jour il fera dormir la moitié de ses gens et fera desseller les chevaux; mais l'autre moitié sera toujours éveillée et aura les chevaux sellés et bridés. Dès qu'il commencera à faire nuit, il fera faire la patrouille hors des vedettes, il y ira aussi lui-même pour tâcher de déconvrir le changement que l'ennemi pourra avoir fait dans sa position. Alors il adressera son rapport par écrit au général commandant.

Anssitôt qu'il fera nuit, l'officier tirera ses postes un peu en arrière, et s'ils étaient sur des hauteurs, il les fera mettre derrière et au bas de la montagne; parce que, regardant de nuit vers le ciel, il est plus facile de voir l'ennemi arriver que s'il regardait de la hauteur en bas.

Si, auprès du village, il y avait des bois ou des ravins que l'on pût garder de jour avec les vedettes, et qne l'on perdit de vue, de nuit, il faudrait alors avancer les postes. S'il y avait des ponts en avant, l'officier pourrait anssi y placer ses vedettes; mais pendant la nuit il les en retirerait et il ferait ôter les bois des ponts.

Il fera boucher toutes les grandes issues du village, aussi bien qu'il pourra, avec des chariots, de grandes branches d'arbres et des perches; il y mettra une garde de paysans qu'il fera visiter souvent, de peur qu'ils ne soient les premiers à les ouvrir. Il montrera à ses soldats postés dehors deux ou trois entrées au village, que l'ennemi ne pourra pas connaître et que ses gens doivent bien remarquer, afin de les trouver pendant la nuit et pouvoir se retirer par là. L'officier enverra par ces chemins, pendant la nuit, de petites patrouilles qui visiteront aussi bien les vedettes que la chaîne, et examineront de bieu près ce qu'ils pourront découvrir de l'arrivée de l'ennemi.

Vers minuit l'officier fera bien de se tenir éveillé ainsi que ses soldats; s'il voyait que l'ennemi voulût entreprendre quelque chose, il observera ce qui a été dit à l'article des patrouilles de

nuit. Vers le matin, avant la pointe du jour, il fera seller, brider et monter à cheval. Si l'officier jugeait à propos de changer de position pendant la nuit, il en avertirait d'avance ses postes détachés afin qu'ils pussent le trouver dans l'obscurité.

Il fera faire rapport au général commandant, ou à l'officier par ordre duquel il est détaché, de tout ce qni arrivera pendant la nuit, principalement si l'ennemi faisait quelques mouvemens pour s'avancer. Il redoublera alors ses soins, restera toujours avec ses soldats dans les champs et se comportera comme il a déjà été dit à l'article des gardes avancées.

Dès qu'il fera un peu jour, les vedettes se glisseront de nouveau sur les hauteurs et regarderont autour d'elles. On tiendra aussi quelques patrouilleurs prêts qui, dans le même instant, iront en avant pour visiter les buissons d'alentour et voir s'il n'y a pas quelqnes partis ennemis cachés. Ces gens-là resteront dehors à faire leur découverte jusqu'au grand jour (par un temps nébuleux cela est surtout nécessaire), ils pourront se disperser et convrir tout le front. Si tont est tranquille, l'officier montera à cheval lui-même et ira à la découverte : alors il dirigera ses patrouilleurs en avant autant qu'il lui sera possible. Pendant ce temps tout le détachement doit être à cheval et se tenir prêt à tont évènement.

Les patrouilleurs étant rentrés, il fera rapport au général commandant de tout ce qu'il aura pu découvrir. Alors il remettra quelques soldats au clocher on sur la maison la plus haute, fera desseller, débrider et panser la moitié des chevaux; il fera son possible, surtont dans un pays ennemi, pour empêcher les habitans d'aller en avant du côté de l'ennemi, parce qu'il pourrait en être trahi. Il devra aussi prévenir toute la communauté qu'il fera tuer tous les paysans qui oseront aller au-delà des postes avancés du côté de l'ennemi. Mais, si l'officier pouvait y envoyer un homme sûr, il faudrait qu'il le fît sans tarder et sans regarder à la somme qu'il lni donnerait, parce que de cette manière on apprend plus que par des patrouilleurs. Il se dirigera sur le rapport qu'il en recevra et fera le sien à son commandant. Il tâchera d'avoir un rapport pareil le matin et le soir.

En général, les règles qui ont été prescrites ci-devant, soit anx gardes avancées et patrouilleurs, soit pour la découverte de jour et de nuit, doivent être considérées comme étant le vrai fondement du service.

CHAPITRE XI.

Devoir d'un officier détaché avec vingt, trente ou quarante hommes, pour garder un village situé devant le front ou dans le flanc d'une armée.

Un officier, étant commandé dans un endroit connu, recevra les instructions suffisantes de son général sur sa destination, sur le pays qu'il a à couvrir, sur le terrain où il enverra ses patrouillenrs, sur les postes ennemis qu'il aura à observer et sur sa retraite à l'armée, en cas que l'ennemi l'attaque avec des forces supérieures.

Cet officier restera continuellement à ce poste à moins que les différens objets de fatigue, et l'attention qu'il doit avoir sans cesse, n'obligent à le relever chaque vingt-quatre heures.

Je parlerai d'abord de l'officier qui serait détaché avec des chevaux-légers seulement et puis de celui qui aurait

quelque peu d'infanterie. Les dispositions que l'officier fera dans cette occasion sont les mêmes que celles dont nous venons de parler. Mais comme l'hiver change quantité de choses, aussi bien que les chemins, il faudra que l'officier sache mettre en pratique ce qui suit.

Étant arrivé à son poste, il ira faire sa patrouille pour apprendre à connaître le pays, et à ce sujet il prendra un guide du village. Il s'informera de toutes les choses nécessaires, mais surtout, quand la terre est couverte de neige, par où l'on pourra passer sans suivre de chemin. Il remarquera bien le pays pour pouvoir prendre ses précautions et couvrir l'endroit le plus dangereux. Après quoi il choisira les lieux où il postera ses gardes et ses vedettes. Il a déjà été dit ci-devant, au chapitre des gardes avancées, comment on doit s'y prendre. Il assignera aussi à ses soldats la place d'alarme; mais on dira dans un autre chapitre comment il faut la choisir.

Les gens et les chevaux ne pouvant rester au bivouac en hiver, il prendra pour le ralliement le côté du village où il y aura le moins à craindre. Il placera ses soldats dans des maisons de paysans qui auront des issues par derrière du côté de la place d'alarme. Il ne les séparera pas beaucoup les uns des autres, et dans chaque quartier il aura soin de mettre un bas officier qui tiendra les soldats éveillés pendant la nuit. Il prendra son quartier au milieu de ceux des soldats, et posera devant sa porte une sentinelle, laquelle au premier coup de pistolet fera du bruit; s'il le trouve à propos, il rassemblera pendant la nuit tous les soldats dans son quartier et se tiendra prêt à tout évènement.

Il ne permettra pas que dans le village il y ait des chariots, du bois, des branches d'arbres, ou autre chose dans les chemins, qui puisse empêcher la prompte sortie des soldats.

On se persuade souvent, étant à un poste qu'on croit sûr, que l'on n'y a rien à craindre à cause de la supériorité du détachement, ou que l'ennemi est trop éloigné pour venir attaquer; mais un bon officier ne se livrera jamais à cette confiance. On ne voit que trop souvent que cette sécurité donne occasion à surprendre les quartiers, et que les dormeurs et les négligens sont battus par l'ennemi éveillé et prudent. Pour ne pas être surpris, il faut toujours se tenir sur ses gardes, comme si l'on était près d'un ennemi surveillant qui ne penserait qu'à attaquer.

Il ne faut pas faire attention aux murmures du simple soldat qui n'est presque jamais content; mais il faut le convaincre de la nécessité de ces soins, attendu que l'ennemi cherche toujours à profiter de la moindre négligence. Si, malgré toutes les précautions, il arrivait quelque chose de grave (ce qui n'arrive cependant que rarement), on n'aura au moins rien à se reprocher. Le principal objet, quand on est à un tel poste, est de gagner du temps de peur que l'ennemi ne surprenne le détachement à l'imprévu; mais il faut être en état de se trouver sous les armes sur la place d'alarme pour s'opposer à l'ennemi et donner à l'armée avis de son arrivée.

Il faudra bien apprendre aux patrouilleurs comment ils se comporteront et où ils iront. On ne les enverra jamais à des heures pareilles, mais à des momens différens afin que l'ennemi ne puisse les épier ni les enlever.

Si l'ennemi approche pendant le jour de nos postes, l'officier avancera avec une partie de sa troupe, et, selon

les circonstances, avec son détachement entier pour soutenir ses gardes avancées et les retirer à soi avec sûreté si le cas le demande. Pendant la nuit, il enverra aussitôt quelques soldats contre l'ennemi, près des issues des chemins qui conduisent aux gardes avancées, et qu'elles seules doivent connaître, pour soutenir et faire retirer celles-ci. Il se donnera toutes les peines possibles pour amuser l'ennemi, et il se servira de tous les moyens dont nous avons déjà parlé : il ne doit pas oublier qu'il est à ce poste pour la sûreté de l'armée.

C'est pourquoi il emploira tous ses soins à repousser l'ennemi et à l'éloigner de son quartier, quand même il serait plus fort que lui. De temps en temps il fera un rapport juste à son général commandant, afin d'être soutenu par un renfort, ou pour que la retraite du corps puisse être favorisée. Tout ce qui a été dit ci-devant de la sûreté des quartiers, des avant-gardes, des patrouilles et des découvertes est également applicable dans cette position.

Pendant une nuit fort obscure et pendant un temps orageux, on recommandera aux vedettes de patrouiller tour à tour à droite et à gauche, l'une vers l'autre, afin de couvrir les distances qui seront entre elles, et d'empêcher que rien ne puisse s'y glisser à la faveur des ténèbres sans qu'elles s'en aperçoivent.

S'il se trouve de l'infanterie à ces postes, on la placera dans les maisons les plus proches de l'ennemi; on fera occuper toutes les haies et les issues du village pour pouvoir soutenir ceux qui sont dehors, et on mettra des postes d'infanterie à toutes celles des entrées du village qu'on aura fait boucher avec des chariots ou des barrières. De jour, les sentinelles se tiendront au dehors sur des hauteurs desquelles elles pourront découvrir les vedettes; mais, pendant la nuit, elles se retireront derrière les barrières. On mettra aussi des postes aux entrées du village qu'on aura fait pratiquer ou conservées libres.

Si la cavalerie était forcée de se retirer par là, aussitôt qu'elle aura passé les postes de l'infanterie, celle-ci les barricadera pour empêcher l'ennemi de pénétrer dans le village : elle l'arrêtera aussi long-temps qu'elle pourra; et, ne pouvant plus faire aucune résistance, elle se retirera au travers des jardins et des cours des paysans, pour se rendre sur la place d'assemblée et y rejoindre la cavalerie pour s'y soutenir mutuellement. Par là il leur sera facile de repousser l'ennemi avec avantage.

Il est très nécessaire que l'officier commandant ce détachement entretienne l'harmonie entre l'infanterie et la cavalerie : surtout il aura bien soin de fournir la première abondamment de tout; n'étant pas accoutumée à si bien vivre, elle fera tous ses efforts pour conserver ses bons quartiers, les défendre et empêcher l'ennemi d'y pénétrer.

L'on mettra en pratique, de toutes les manières possibles, principalement en quartiers d'hiver, tout ce qui a été dit ci-devant relativement aux espions.

CHAPITRE XII.

Comment l'officier attaquera un quartier de hussards avec de la cavalerie.

Si l'officier cherche à se distinguer contre un ennemi qui lui est supérieur en force, il entreprendra de faire l'attaque d'un quartier de hussards, ce qui

présente les moyens les plus sûrs, les plus faciles et les plus agréables, de faire une expédition brillante.

Pour mettre son dessein à exécution, il tâchera de tirer des avis sûrs et utiles du village où sera l'ennemi et de tous les environs. Il faut qu'il sache pour certain quel est l'officier commandant du poste, si c'est un homme de service, s'il est versé dans son métier, ou s'il est jeune et ignorant et qui ne veuille se servir du conseil de personne, parce qu'un homme de cette espèce se croira toujours en sûreté et se persuadera faire assez en postant ses avant-gardes, et tout au plus en occupant les entrées et les issues du village par une petite garde, et en envoyant ses patrouilleurs toujours dans les mêmes endroits et dans les mêmes temps.

Il faut aussi qu'il sache si cet ennemi a des assurances de quelque renfort considérable; car tel homme croira peut-être faire paraître de la timidité en demandant; il se négligera par orgueil et se perdra par amour-propre. Il faut être instruit des dispositions de cet officier ennemi dans son village, de quel côté il aura logé ses soldats et de l'endroit de la place d'alarme. Il s'informera de quelle espèce sont les soldats, si ce sont des gens choisis ou de différens corps, si pendant la nuit il fait rassembler son monde dans un endroit assigné ou s'il le laisse dispersé dans les quartiers, le temps et le lieu d'où il lui viendra du secours s'il en attend; enfin, comment les gardes avancées sont postées pendant le jour et la nuit, l'heure et les endroits où les patrouilleurs vont faire leurs visites.

Étant pleinement instruit de tout cela, il fera les dispositions pour l'attaque, selon les circonstances qui en sont le principal objet. Cette attaque peut se faire de jour ou de nuit; je commencerai par expliquer la première façon.

Si l'on sait que l'ennemi est sur ses gardes pendant la nuit, et qu'il ait fait des dispositions à ne pas risquer d'être attaqué, on tâchera de le faire pendant le jour avec succès.

Il faudra laisser de côté les avant-gardes ennemies jusqu'où l'on fait les patrouilles accoutumées. Il est difficile, pour ne pas dire impossible, de faire la moindre chose dans un pays plat, sans bois et sans hauteur; mais dans un pays montagneux, rempli de buissons, on prendra les dispositions suivantes.

Par exemple, si le quartier de l'ennemi est éloigné, on commencera à marcher pendant la nuit ou à la faveur d'un brouillard, et l'on se postera dans un village, un buisson, ou dans un vallon proche de son quartier. Par cette marche cachée on évitera les patrouilles de l'ennemi. L'officier s'arrêtera dans le plus grand silence, en attendant le jour ou le temps auquel les patrouilles ennemies sont de retour à leurs postes.

Ces patrouilles ennemies n'ayant rien découvert, et leur rapport étant fait qu'elles n'ont rien vu, l'officier ennemi les renverra probablement toutes dans leurs quartiers; ses soldats mettront bas leurs armes, desselleront, panseront leurs chevaux, parce qu'ils croiront être en sûreté, et se coucheront, n'ayant pas pu dormir pendant la nuit.

On disposerait alors son avant-garde avec ordre, soit de fondre au grand galop tout à coup sur les avant-postes, sans leur laisser le temps de monter à cheval, soit d'arriver au moins avec eux au village: alors l'avant-garde se disposera et tirera ses coups dans les

fenêtres pour augmenter la terreur. On dépeindra le quartier de l'officier à quelques-uns des plus habiles de nos soldats qui s'y rendront ventre à terre, pour tâcher de se saisir de lui, ou, au moins l'empêcher de monter à cheval. Il vaudrait cependant mieux pouvoir pénétrer dans le village sans entamer les postes avancés; car ceux-ci, voyant déjà l'ennemi dans le village, ne se hasarderont pas d'y aller; ils aimeront mieux se sanver, et l'on aura autant d'ennemis de moins.

L'officier snivra l'avant-garde de près avec le reste de son monde, qu'il aura soin de diviser d'avance en denx parties, dont l'une soutiendra l'avant-garde et sabrera tous ceux de l'ennemi qui se présenteront un par un à cheval ou qui ne feront que se montrer. Il ne fandra pas s'amnser à faire des prisonniers à moins que l'on ne reconnaisse que l'ennemi ne peut plus faire de résistance.

L'officier laissera l'antre moitié de son détachement serré dehors du village; et, s'il est seul d'officier, il mettra un bas-officier à la tête de cette tronpe, avec ordre d'envoyer quelques soldats à droite et à ganche sur les hauteurs, qui puissent déconvrir le secours ennemi et en avertir le détachement à temps.

Mais l'officier parcourra le village en personne, à cheval, pour donner les ordres nécessaires et empêcher les soldats de se disperser dans les maisons et encore moins de piller; il le défendra même avant l'attaque en les menaçant du plus grand châtiment: il expliquera clairement à chacun en particulier ce qu'il aura à faire.

Il fera remettre tous les prisonniers an détachement qu'il aura laissé hors du village, et défendra à ses gens de courir çà et là avec eux, parce que cela les empêche d'en faire d'autres; mais il les avertira, quand ils remettront des prisonniers au détachement de faire écrire à la hâte le nom de chacun d'eux par le bas-officier, afin que chacun puisse savoir le sien après l'affaire. Si ses soldats n'observent pas cet ordre (ce qu'ils ne feront pas si on ne le leur commande), ils s'amuseront à conduire leurs prisonniers de côté et d'autre, et à la fin l'officier se verra affaibli par sa négligence; mais les gens remettant leurs prisonniers, comme je viens de le dire, ils pourront encore en faire d'autres.

Si l'officier a un trompette avec lui il le laissera hors dn village avec son détachement.

Il remarquera bien le temps qn'il pourra s'arrêter de peur d'être surpris par quelque secours ennemi qui ne manquerait pas de faire échouer son entreprise et de le prendre avec son détachement.

L'officier ayant réuni assez de prisonniers, fera sonner le rappel on, avec l'aide de ses bas-officiers, rassemblera son monde; il remettra les prisonniers à ceux qui n'auront pas les meilleurs chevaux, et les fera partir d'avance par le chemin le plus proche; il les suivra avec le reste de sa troupe à nne certaine distance et formera l'arrière-garde.

CHAPITRE XIII.

De l'attaque d'un quartier de hussards pendant la nuit.

Si, par les raisons dont on a fait mention à l'article de l'attaque pendant le jour, on avait résolu d'en faire une pendant la nuit, l'on s'approchera du village aussi près qu'on le pourra; on

évitera les grandes gardes par des détours pour surprendre l'ennemi en dos et on l'empêchera, autant qu'il sera possible, de se rassembler.

Il faudra d'abord, en grand silence, envoyer l'avant-garde en avant avec des voltigeurs qui s'approcheront de l'ennemi; aussitôt qu'ils se verront découverts, ils fondront dessus au grand galop, tâcheront de se mêler avec lui, ne lui laisseront pas le temps de monter à cheval, et chercheront à pénétrer avec lui dans le village. On fera une bonne répartition de son détachement avant de rien entreprendre; et, pour le faire avec justesse, l'on se dirigera sur la force de l'ennemi. Supposé que celui-ci soit de cinquante chevaux, et que pour l'attaquer on n'en ait que vingt-cinq ou trente, on fera la répartition suivante.

On enverra un bas-officier avec dix chevaux en avant ponr faire l'avant-garde; il doit être informé de la place d'alarme de l'ennemi, il tâchera d'y arriver en même temps que lui; il fondra dessus et fera prisonniers, dispersera et sabrera tous ceux qu'il pourra atteindre.

Une seconde troupe, aussi de dix chevaux, qui suivra l'avant-garde de très près, pénétrera au village avec elle, se dispersera anssitôt, et empêchera l'ennemi de courir aux armes et de s'assembler. On sabrera tous cenx qui sortiront des maisons un par nn, et, comme il a déjà été dit plus haut, l'on ne s'amusera pas à faire des prisonniers, à moins que l'ennemi ne soit totalement en déroute et hors de résistance.

Une troisième tronpe de cinq hommes, serrée à la première, la snivra au village, restera ensemble, et se dirigera vers le point où l'ennemi fera le plus de résistance et où elle entendra le plus de bruit, pour soutenir la partie qui en aurait besoin.

Une quatrième troupe, aussi de cinq hommes, restera serrée devant le village, et de pied ferme, à un poste fixé pour recevoir les prisonniers. Mais si cette dernière troupe s'aperçoit qne l'ennemi est battu, deux ou trois hommes s'en détacheront et patrouilleront le long du village pour empêcher quelqu'un de l'ennemi de s'évader à pied.

On cherchera, dans ces attaques, à surprendre d'abord, comme il a été dit ci-devant, le quartier de l'officier et on le fera prisonnier; les voltigeurs empêcheront les antres soldats ennemis de courir aux armes et de se former. Ceux-ci, se voyant snrpris, chercheront plutôt à échapper par les jardins ou à se cacher, mais quand même il y en aurait quelques-uns qui se fussent assemblés pour résister, la troisième troupe sera toujours assez forte pour les renverser. L'officier étant pris, personne ne pourra donner des ordres et rassembler ceux qui seront dispersés.

L'officier commandant sera partout présent pour donner les ordres nécessaires, et, après avoir fait son coup, il se retirera à temps, comme il a été dit à l'article de l'attaque pendant le jour. Aux attaques de nuit il faut absolument empêcher et défendre sévèrement tout genre de pillage, parce que le simple soldat oublie le point principal; il commet impunément des bassesses, qui ôtent l'éclat à la plus belle action du monde, qui ternissent l'honneur de l'officier, et peuvent rendre nulle l'entreprise heureuse même jusqu'alors, et précipiter le détachement dans le malheur où il aurait fait tomber l'ennemi. Au reste, on se comportera dans la retraite comme il a été dit pour l'attaque de jour.

Pendant les entreprises de nuit, il

est très nécessaire de se donner un signal ou un nom auquel on puisse se reconnaître. On pourrait, par exemple, retourner les pelisses, mettre les manteaux, attacher du linge blanc autour du bras, mettre une branche d'arbre, principalement de chêne sur le bonnet, ou choisir un mot que l'on communiquera d'avance à ses soldats afin qu'ils puissent se reconnaître dans l'obscurité en s'appelant de cette manière, sans cela il arriverait souvent qu'entre soi on se ferait beaucoup de tort.

CHAPITRE XIV.

Conduite de l'officier lorsqu'il fera contribuer.

On ne doit pas songer à faire contribuer un pays lorsqu'il s'y trouve encore des ennemis : le général commandant y veillera. Lorsque l'exécution peut être faite, il arrive rarement qu'un seul officier soit chargé de celle d'un pays entier. Ce dernier peut, dans le cercle qui lui est assigné, assurer la rentrée par des menaces, des otages, et s'il est nécessaire, par des exécutions.

Tant qu'un pays ne refuse pas de contribuer, ou de livrer ce que l'on en exige, on ne doit faire aucune violence, et l'officier tiendra ses soldats dans une discipline sévère.

Il ne leur permettra nul excès, de quelque nature qu'il puisse être; mais il tiendra la main à ce qu'ils se contentent d'un traitement raisonnable pour eux et leurs chevaux. L'officier d'un tel détachement parviendra par là plutôt à son but, et le pays livrera toujours plutôt ce qu'on lui demande, que si par des violences et des exécutions outrées on le mettait hors d'état de le faire.

Dans cette occasion, l'officier considérera sans cesse le bien de toute l'armée, et son intérêt propre ne lui permettra jamais de ne s'acquitter de semblables commissions qu'à son avantage, ou d'oublier le dessein pour lequel il aura été envoyé. Son principal soin sera de faire exactement la volonté de son chef, et d'étudier et observer tout ce qui peut être utile à l'armée.

D'ailleurs il restera avec son détachement dans ce pays jusqu'à ce qu'il soit rappelé par ordre de son général commandant; il pourra se retirer lorsque les habitans lui auront certifié par écrit qu'ils ont délivré ce qui leur a été demandé.

En tout cela il prendra garde à sa propre sûreté, parce qu'il pourra bien s'imaginer tout ce qu'il risque dans une occasion où les gens sont forcés de donner beaucoup. Les habitans, en préparant leurs contributions, feront tous leurs efforts pour se débarrasser de tels hôtes, s'il leur est possible; ils en avertiront l'ennemi le plus proche, afin que par son arrivée imprévue il puisse anéantir nos prétentions, et leur conserver leur bien. C'est pourquoi l'officier fera bien de prendre son quartier de manière que les villages les plus proches de l'ennemi, qui seront obligés de contribuer, restent derrière lui et qu'il puisse savoir de ses patrouilleurs quelle est la conduite de l'ennemi, s'il est tranquille, s'il est en mouvement, ou s'il reçoit quelques renforts : il prendra ses mesures en conséquence pour faire dépêcher les livraisons, ou laisser le temps aux habitans de les faire, sans user de violence à leur égard. Il avertira son général de tous les changemens et mouvemens qu'il apprendra, parce que, si l'ennemi voulait empêcher la contribution, il faudrait prévenir ce dessein

en envoyant à l'officier un renfort de quelques autres détachemens. De cette manière il sera toujours en état de parvenir à son but qu'il remplira avec la dernière exactitude.

On pose à présent le cas qu'on soit obligé de faire contribuer un pays dans lequel l'ennemi n'est point à la vérité, mais que ses patrouilles fréquentes rendent dangereux. Cela ne peut arriver que quand on a devant soi un pays qui ne nous est pas commode, et qui est favorable à l'ennemi pour s'y arrêter et de là inquiéter notre armée, ou bien l'observer. Par cette raison on fera tous les efforts possibles pour lui ôter les moyens de s'y arrêter, et on tâchera de faire partir sur-le-champ tout ce que l'on pourra tirer d'un tel pays.

Il arrive souvent qu'un corps manque de vivres, ou que ce soit les ordres du chef qu'un certain pays doive livrer des vivres, soit pour le châtier, soit pour d'autres raisons : dans ces deux cas, l'officier prendra des mesures différentes de celles dont il se servira dans un pays où il n'y a pas d'ennemi, ou dont celui-ci est assez éloigné pour ne pas nuire.

C'est encore là qu'il faut se procurer une connaissance exacte de tout le pays, et savoir si l'ennemi y vient avec des détachemens ou seulement avec des patrouilles; comment il traite les habitans, s'il s'attire leur haine en pillant et par d'autres excès, ou s'il les ménage.

L'officier tâchera de gagner les habitans pour en tirer des nouvelles de l'ennemi, et pour mettre ses patrouilles propres en sûreté. Il s'informera exactement du pays et des villages où l'ennemi a coutume d'envoyer les siennes; si elles sont nombreuses; du chemin qu'elles prennent; quand elles viennent et s'en retournent, s'il y a loin de là à l'endroit où est le corps dont ces patrouilles sont détachées; enfin, si le pays est rempli de buissons; s'il est marécageux, montagneux, ou s'il est coupé de quelque autre façon. Pour savoir tout cela, il se servira en partie d'un bon espion et en partie d'une bonne carte particulière; après quoi il dirigera sa marche, et fera sa commission le mieux qu'il pourra.

Ces sortes d'expéditions ne permettant pas que l'officier divise trop son détachement sans s'exposer au danger; le meilleur parti sera de faire sa marche en guise de patrouille, avec une avant et une arrière garde et des patrouilleurs des deux côtés : il tâchera cependant d'être toujours caché. C'est pourquoi il recommandera à ses soldats de s'arrêter à la moindre découverte qu'ils feront de l'ennemi, de lui en donner avis, et d'écouter si l'ennemi ne change point sa marche et prend un autre chemin. Il n'entrera pas de suite dans un village, mais il s'arrêtera dans un buisson ou vallon voisin; de là il y détachera un ou deux bas-officiers sur lesquels il pourra se fier avec six ou huit hommes. Ils agiront avec la plus grande précaution, s'ils ne veulent pas se hasarder et risquer de ne rien faire ou de se faire prendre.

Pour réussir dans son dessein, l'officier, aussi bien que les bas-officiers qu'il aura soin d'instruire, posteront leurs gardes de manière qu'elles puissent découvrir tout le pays que l'ennemi occupe.

Il fera faire de fréquentes patrouilles; ces patrouilles ne se montreront dans aucun village, marcheront toujours cachées et tâcheront de ne jamais perdre de vue le côté où sera l'ennemi. Mais l'officier restera dans quelque petit bois devant le village qu'il voudra faire contribuer, et changera

de place aussi souvent qu'il le jugera à propos, de peur d'être trahi, ou par quelques déserteurs ou par d'autres accidens; mais il n'en changera jamais sans en avoir averti ses patrouilles, afin qu'elles puissent le rejoindre, si l'ennemi voulait les surprendre.

Ces précautions étant prises, il enverra quelques-uns de ses soldats au village et se fera amener le directeur, le bourgmestre, le juge ou les gens qui y auront le plus d'autorité; et, afin qu'ils ne puissent pas juger de la force de son détachement, il en fera cacher la moitié au fond du buisson pour leur faire croire qu'il est beaucoup plus fort qu'il ne l'est effectivement: il leur signifiera ce qu'ils seront obligés de livrer, et en quel temps. Ils allègueront probablement toutes sortes de prétextes pour s'en exempter, et tirer l'affaire en longueur; mais, les circonstances ne permettant pas à l'officier de perdre du temps à capituler, il les traitera avec hauteur, les renverra en retenant près de lui celui qui sera le plus distingué d'entre eux, avec la menace d'exécution militaire s'ils ne procurent à temps ce qu'il leur demande.

Les gardes et les patrouilles feront attention que personne du village ne se glisse du côté de l'ennemi; ils arrêteront tous ceux qui voudront s'y rendre.

Lorsqu'il aura reçu ce qu'il avait demandé, l'officier le fera charger sur des chariots, et l'enverra, sous la conduite d'un bas-officier et de quelques soldats, à l'armée, avec l'indication de leur marche. Il se fera donner un certificat, par la communauté, de ce qu'il aura reçu, lequel lui servira de légitimation près du général. Les bas-officiers détachés agiront de même, et se feront certifier de n'avoir fait aucun excès. L'officier peut prétendre qu'ils lui amènent un homme de la communauté, qui lui rendra compte comment son détachement s'est comporté.

La livraison étant faite, il faut que chacun de ses hommes soit averti du départ, et tous couvriront jusqu'à l'armée le transport qu'ils escorteront.

CHAPITRE XV.

Des places d'alarme.

On ne doit pas les choisir indifféremment; car s'il arrive une alerte, il faut qu'on s'assemble dans un instant, qu'on se forme, et qu'on fasse tête à l'ennemi. Pour en faire bien le choix, il faut connaître tout le circuit du village, et voir s'il est montagneux, plat ou coupé. Il faut distinguer si cette place est destinée pour se rassembler de jour ou de nuit. Il faudra aussi voir si l'on peut y rassembler plusieurs troupes, si le pays est étendu ou borné, et si la place peut servir seulement pour les chevaux-légers, ou bien pour d'autres troupes.

Si le village est occupé par des hussards, on ne doit jamais choisir la place d'alarme devant, mais derrière le village, ou du côté où sera posté le secours, parce que l'ennemi, s'approchant avec vivacité, pourrait empêcher les soldats de s'assembler, et les disperser, s'ils sortaient un à un pour s'y rendre.

Pendant le jour, elle sera choisie devant le village, du côté où seront les gardes avancées, pour les couvrir, de même que les quartiers.

Mais si l'on opère dans un pays plat et uni, l'ennemi peut pénétrer de tous

côtés; il faut alors choisir le derrière du village, et y tenir des soldats éveillés constamment. De cette place l'officier enverra continuellement des patrouilleurs à la ronde pour sa sûreté.

L'officier ou le bas-officier de l'avant-garde connaîtra cette place, afin de la trouver s'il avait quelque rapport à faire pendant la nuit, ou, s'il venait à être attaqué ou repoussé, afin qu'il puisse rejoindre sa troupe.

Si l'on était dans un pays coupé, il faudrait choisir la place d'alarme, pour le jour et la nuit, derrière un défilé par où l'ennemi ne pourrait s'empêcher de passer, parce qu'il est aisé de défendre une telle place avec peu de monde contre un grand nombre. Il faut observer ici que c'est toujours une très grande faute de se placer devant un défilé sans être soutenu par de l'infanterie.

Si pendant la nuit il y a quelque alerte, le détachement s'assemblera à la hâte derrière le village, pour faire une forte résistance à l'ennemi. Si l'on était pressé par un ennemi supérieur en force, il faudrait se retirer à petit pas, pour laisser le temps à la troupe de derrière de se former, à l'effet de recevoir l'ennemi, le chasser, et faire peut-être un beau coup.

Les places mentionnées ci-dessus seront montrées de près et expliquées aux soldats. Les officiers devront toujours être les premiers à s'y rendre, afin de mettre tout leur monde en ordre à mesure qu'il arrive.

CHAPITRE XVI.

Du coup-d'œil militaire.

Selon le sentiment du chevalier Folard, c'est une science d'apprendre à connaître la nature et la qualité du pays où l'on fait la guerre, et de pouvoir d'un coup-d'œil découvrir les avantages et les inconvéniens des endroits où l'on veut placer des postes, comment ils peuvent nous être avantageux et nuisibles à l'ennemi, et tirer ainsi parti de tous les environs. C'est ce que nous nommons coup-d'œil, sans lequel l'officier commet les fautes les plus grossières; sans ce talent, l'on ne peut se rien promettre dans notre métier, et il faut pour l'acquérir beaucoup d'habitude et d'exercice.

C'est le devoir de chaque brave officier de connaître la guerre avant de la faire, et de s'appliquer ensuite à mettre sa science en pratique. Mais comme on ne fait pas toujours la guerre, que l'armée n'est pas toujours en campagne, et que les régimens, dans le cours d'une année, ont peu d'occasions de se réunir pour manœuvrer, on peut acquérir cette science utile et nécessaire à l'aide de l'esprit soutenu par le zèle, et dirigé par l'ambition de bien faire.

Selon le sentiment de Folard, la chasse contribue le plus à acquérir un bon coup-d'œil; outre qu'elle nous fait connaître différens pays qui ne se ressemblent pas, elle nous suggère aussi mille ruses qui s'accordent à merveille avec la guerre; on peut, ainsi, y devenir habile, mais il faut beaucoup d'usage.

Outre la chasse, qui, sans cela, ne procurerait rien d'utile, les voyages, les promenades, sont d'un très grand avantage. Un œil pénétrant découvre à l'instant un pays tout entier.

On peut donner un poste éloigné à un ennemi supposé, s'en donner un autre à soi-même dans l'endroit où l'on est, et juger de tous les avantages et désavantages des lieux circonvoisins; on se fait le plan de l'attaque du

poste ennemi, et de la défense du sien. Le changement de pays faisant faire de nouvelles découvertes et de nouveaux plans, un homme désireux d'apprendre quelque chose n'y manquera jamais d'occupation.

En se promenant, on peut juger combien il y a d'nn tel endroit à un tel objet, et pour savoir si l'on ne se trompe pas, et si notre jugement n'est pas faux, on mesurera pas à pas la distance, pour se convaincre soi-même de son bon ou mauvais coup-d'œil. Tout cela échappera à celui qui n'embrasse ce métier que par nécessité, et qui n'y porte point de goût ; il ne tirera jamais parti des circonstances les plus utiles et les plus instructives.

MÉMOIRES

MILITAIRES ET POLITIQUES

DU GÉNÉRAL LLOYD,

SERVANT D'INTRODUCTION

A L'HISTOIRE DE LA GUERRE EN ALLEMAGNE, EN 1756,

ENTRE LE ROI DE PRUSSE

ET L'IMPÉRATRICE REINE ET SES ALLIÉS.

Quæque ipse . vidi,
Et quorum pars... fui. . ÆNEID LIB. II.

PRÉFACE.

Lloyd (Henry) naquit en 1729, dans la principauté de Galles, en Angleterre : son père, engagé dans les ordres, et chargé d'une nombreuse famille, sachant qu'il ne laisserait pas de fortune à ses enfans, voulut au moins donner à son fils une éducation qui pût suppléer aux biens qui lui manquaient. Les études bien dirigées du jeune Lloyd embrassèrent les langues, l'histoire, la politique, la géographie, l'histoire naturelle. Il éprouva quelque hésitation sur le choix de l'état auquel il appliquerait les connaissances variées qu'il avait acquises.

Il publia, bien jeune encore, un Essai sur les passions, puis des Essais sur les finances. Ayant tenté vainement d'entrer au parlement, il tourna ses regards vers la carrière militaire, où sa vocation l'appelait. Sans fortune pour acheter une commission d'officier, car déjà les grades se vendaient en Angleterre, il entra au service de l'Autriche, puis à celui de la Prusse, puis à celui de la Russie. Dans la campagne de 1774, il dirigea le siége de Silistria. A la paix, il se rendit à Pétersbourg, et fut accueilli par Catherine ; mais ses talens lui avaient mé-

rité des envieux, et sa qualité d'étranger lui suscita des ennemis; lui qui, dans le grade de major-général, avait commandé en chef et avec succès un corps détaché de vingt mille hommes, ne put obtenir la croix de chevalier de l'ordre de Sainte-Anne. On rappela, à ce sujet, qu'il avait été chargé de *missions secrètes,* lors de la bataille de Fontenoy, à Venise, en France, en Espagne, en Portugal, et Lloyd ne put obtenir la seule récompense qu'il ambitionnait.

Se plaignant alors de l'ingratitude des souverains, il abandonna aussi le service de la Russie, et revint en Angleterre, où il écrivit un mémoire dont le gouvernement fit l'acquisition, et qui ne fut jamais publié. C'est encore une question de savoir si ce travail avait pour objet ou d'indiquer les moyens de défendre les côtes d'Angleterre, ou ceux de les attaquer. Ne pouvant vivre même dans sa patrie, il se retira en Flandre, où il mourut en 1783.

La vie de Lloyd a été bien diverse : à son début, on le comparait à Sydnei, à Thomas Gordon; on lui donna même le nom d'avocat-général de l'humanité, que Bayle avait mérité par d'immortels travaux. Un écrivain ne craignit pas de dire qu'il unissait l'esprit conciliateur du philosophe aux vues supérieures d'un véritable homme d'état et au génie du plus grand capitaine. Enfin on affirma que si Lloyd avait été opposé à Washington, l'Angleterre eût conservé ses colonies d'Amérique. L'esprit du siècle est positif; il n'admet pas les suppositions.

Le temps, qui assigne à chacun la place qu'il doit occuper, a fait justice de ces exagérations; le grand politique, le héros de l'humanité, l'homme juste de Platon ont disparu; mais il reste à Lloyd la réputation d'un bon tacticien et d'un écrivain militaire distingué.

Lloyd a laissé un travail bien étudié sur les frontières respectives des États de l'Europe, et une Histoire de la guerre de sept ans; nous avons dû préférer le récit du grand Frédéric, qui, dans sa propre cause, a fait preuve d'une rare impartialité.

Depuis quatre-vingts années, l'expérience, fruit de longues guerres,

les découvertes dans les sciences ont amené des changemens notables dans les manœuvres et dans la confection et l'emploi des armes ; et, par une conséquence forcée, on a vu surgir des différences essentielles dans les principes coustitutifs sur lesquels Lloyd avait établi ses règles, ses résumés ; et cependant, nous les reproduisons, laissant au lecteur éclairé le soiu de rectifier. Mais les principes restent les mêmes, alors que leur application varie : les hommes nouveaux n'en doivent pas moins de reconnaissance à leurs devanciers, qui ont frayé la route. On peut donc affirmer que c'est à ces derniers que nous sommes redevables de l'état actuel, qui n'est que le produit perfectionné de leurs travaux.

DE LA COMPOSITION

DES DIFFÉRENTES ARMÉES

ANCIENNES ET MODERNES.

CHAPITRE PREMIER.

De la guerre en général.

La guerre est un état d'action; une armée est une machine mobile destinée à exécuter tous les mouvemens militaires. Cette machine, ainsi que les autres, est composée de différentes parties, et sa perfection dépend de la bonne constitution de chacune de ces parties, prise séparément, et de leur bon arrangement entre elles. Leur objet commun doit être de réunir ces trois propriétés essentielles : la force, l'agilité et une mobilité universelle. Si la combinaison de toutes les parties produit cet effet désiré, on peut dire que la machine est parfaite; il faut bien prendre garde que l'une de ces propriétés ne s'augmente aux dépens de l'une des deux autres, mais qu'au contraire l'ensemble annonce une juste proportion.

Par la force d'une armée, je n'entends point cette multitude d'efforts qui résulte du nombre des hommes, mais cette vigueur collective qui vient de la disposition et de l'armement des troupes. Cette force doit être mesurée sur les projets de guerre qu'on se forme; en état d'attaquer comme de se défendre contre la cavalerie ou contre l'infanterie, dans un pays ouvert, aussi bien que dans un pays montagneux et coupé.

Par agilité, je veux dire cette vitesse avec laquelle une armée marche, et exécute différens mouvemens qui deviennent nécessaires dans le cours d'une campagne. Cette propriété est la plus essentielle de toutes; elle ne peut s'acquérir que par un continuel exercice, et encore ne suffit-il pas; il faut que la constitution même des troupes ait été calculée, pour faciliter les mouvemens.

Le premier problème de la tactique doit être celui-ci : *Quelle est la disposition à donner à un tel nombre d'hommes pour qu'ils puissent se mouvoir et agir avec la plus grande vitesse possible?* C'est de la solution de ce problème que dépend principalement le succès des opérations de la guerre.

Une armée d'une activité supérieure, quoique moins nombreuse, prévient tous les mouvemens de l'ennemi; elle peut, par sa vitesse, porter plus de monde sur le même point, ce qui est un grand avantage, et presque toujours décisif à la guerre.

Une bataille est une scène mobile, dont toutes les circonstances sont rapides et fugitives. L'activité sert à saisir l'occasion favorable; si vous la laissez échapper, vous ne retrouverez peut-être pas, dans le cours de vingt campagnes, ce qui se présentait à vous un jour de bataille, et dont vous n'avez pas su vous prévaloir.

Par la mobilité universelle, je veux dire une formation qui soit applicable à toute espèce de terrain et contre toute espèce do troupes, soit pour l'attaque ou pour la défense; car la ligne de bataille étant une fois formée devant l'ennemi, il est bien difficile de changer son ordre et de faire aucun mouvement, à moins que ce ne soit de loin; aussi quand on croit avoir quelques changemens à faire, on a recours à la seconde ligne ou à la réserve, et presque tonjours sans succès. Il est donc de la plus indispensable nécessité que la première formation des troupes soit de nature à pouvoir s'appliquer à toutes les circonstances possibles, de sorte qu'il n'y ait plus rien à changer pendant la durée de l'action, si ce n'est de porter plus ou moins de monde sur un point donné.

Si donc une armée réunit ces trois propriétés, force, agilité et mobilité universelle, qui constituent la perfection, il est évident que l'espèce d'armes dont elle fait usage, la manière de s'en servir et les évolutions qu'elle exécute, doivent être analogues à ces principes, et que tout ce qui n'y est pas conforme doit être banni comme inutile au moins, s'il n'est dangereux et impraticable, comme cela se voit trop souvent.

Je sais que sur tous ces points il est plus aisé de former des systèmes que de les mettre en pratique. Tout ce qui est produit par la main des hommes se ressent de leur faiblesse; mais il ne faut pas se désespérer si on ne peut atteindre à la perfection qu'on désire; en approcher est déjà un grand mérite, et dans l'objet qui nous occupe, il est presque suffisant.

Faute de principes sûrs et arrêtés sur la constitution d'une armée, le caprice et l'esprit d'imitation semblent avoir été nos seuls guides; de là cette multitude de changemens et de nouveautés continuellement introduites dans les armées modernes: l'erreur et la folie se succédaient sans cesse; la mode régnait dans les manœuvres comme dans les parures; on admirait et on vantait aujourd'hui ce qu'on devait blâmer et bannir demain, pour le remplacer par quelque autre imagination aussi ridicule et aussi peu stable.

Un grand prince de notre temps a fait, dans le cours de son règne, des actions vraiment extraordinaires; et d'après cela, nos militaires ont cru n'avoir rien de mieux à faire que d'adopter sa *tenue*, son *exercice*, ses *manœuvres*, etc. On n'a pas assez considéré que ses succès militaires dépendaient de sa situation et de celle de ses ennemis, et qu'un souverain, doué de si rares talens, qui commande lui-même ses armées, a des avantages que rien ne peut égaler pour produire cet ensemble et cette vigueur d'action, d'où dépend la plus grande partie des évènemens heureux de la guerre.

L'attention continuelle du roi de Prusse à maintenir la discipline dans

ses troupes lui donne une facilité de manœuvrer supérieure à tous ses ennemis, et c'est une des causes principales de ses victoires; sa tête et son cœur ont fait le reste. Cette *tenue*, et mille autres choses inutiles dont il fatigue son armée, n'y sont pour rien. Je m'occuperai dans le chapitre suivant des moyens de prévenir la frénésie de l'imitation, et de donner, s'il est possible, des principes fixes et certains sur la composition et la conduite d'une armée.

CHAPITRE II.

De la composition d'une armée.

Les différentes opérations de la guerre, et la variété des terrains où elles peuvent s'exécuter, indiquent la nécessité d'employer différentes espèces d'armes et de troupes; aussi voyons-nous que dans tous les temps les armées ont été composées d'infanterie et de cavalerie, munies d'armes *de jet* et d'armes *de main*, suivant les circonstances. On appelle armes de jet les dards, flèches et javelots, les pierres, les balles, les boulets, et tout ce qui atteint de loin; l'arme de main, ou, mieux encore, l'arme blanche, est cette espèce d'arme qu'on porte près de soi, pendant qu'on combat l'ennemi de l'autre manière : c'est la pique, l'épée et la baïonnette.

Il est inutile d'observer que les armes de l'infanterie et celles de la cavalerie ont, ou du moins doivent avoir, un rapport intime et constant avec leur ordre de combat, puisque l'objet doit être d'employer ces armes avec le plus d'avantage. Ce principe, qui paraît si évident de lui-même, et d'une si importante nécessité dans la disposition des armées, a cependant été presque entièrement négligé par les modernes.

Les armes de jet des anciens étaient bien faibles en comparaison des nôtres : un bouclier suffisait pour en détruire, ou du moins pour en diminuer sensiblement l'effet; cependant ils les avaient trouvées nécessaires, et l'usage en était général parmi eux. Il est clair que pour faire usage de leurs armes, les archers ou les frondeurs ne pouvaient être rangés en masse ou en ordre profond; on les abandonnait à eux-mêmes, c'est-à-dire que sur le signal général d'avancer ou de reculer, ils étaient maîtres de prendre leur temps, leur place et leur point de mire.

Ces troupes étaient d'un excellent usage; elles troublaient et interrompaient les mouvemens des grands corps, quoique par leur défaut de force et de consistance, elles ne fussent pas capables de les rompre. Point de terrain qui ne convînt à ces troupes légères; mais les pays coupés leur étaient plus particulièrement favorables, parce que dans les plaines la cavalerie pouvait les balayer, et, au contraire, il n'y avait que dans les pays plats et découverts que la cavalerie et les grands corps pussent agir et se mouvoir librement.

Une armée n'était complète que quand elle réunissait ces trois armes, l'infanterie, la cavalerie et les troupes légères. Nous retrouvons cette division chez les anciens, comme chez les modernes.

Parmi les anciens, les Tartares et tous les peuples de l'Asie en général, on a regardé la célérité comme le principal avantage de la cavalerie, et celui sur lequel il fallait compter le plus. Il

semble qu'ils la faisaient combattre pêle-mêle et en confusion ; du moins les Romains en ont souvent usé ainsi, car nous lisons que leur cavalerie mettait pied à terre avant le combat, et se battait à pied, ce qu'elle n'aurait pu faire s'ils avaient été formés en grands escadrons, et qu'ils eussent chargé en ligne, à la manière des modernes.

Une cavalerie ainsi constituée devait être d'un grand et général usage, surtout pour achever la déroute d'une armée mise en désordre ; il était difficile alors que l'ennemi ne fût pas entièrement exterminé, comme il arrive encore aujourd'hui avec les Tartares et les spahis turcs. Leur rapide activité ne permet pas à l'infanterie de prendre un ordre de retraite, à moins qu'elle ne trouve heureusement quelques haies, quelques ravins, derrière lesquels elle puisse employer utilement son feu. Comme ils se séparent et se divisent par petits pelotons, par deux ou trois, et même par homme, suivant le besoin, il n'y a point pour eux de chemins impraticables ; ils pénètrent par les sentiers, par les claires-voies, ils passent partout ; en un moment vous êtes entourés et taillés en pièces.

Les modernes ont voulu réunir dans la cavalerie la masse et la solidité à la vitesse ; mais je crois ces qualités inconciliables : la vitesse est la propriété inhérente à la cavalerie ; et je pense que notre formation actuelle la diminue et même la détruit ; car c'est une vérité mathématique, que la *vitesse* diminue en raison de l'augmentation des *masses*. Les avantages attachés à la cavalerie et aux troupes légères, les rendaient absolument nécessaires l'une et l'autre ; cependant, comme leur manière de combattre n'était ni générale ni décisive, on regardait un bon corps d'infanterie comme la partie essentielle d'une armée, et il l'est en effet, s'il est formé sur de bons principes. Ses opérations sont ou doivent être plus universelles, plus solides et plus décisives que celles de tout autre corps.

Toutes les troupes, je crois, ont été formées de tout temps en carrés ou en *parallélogrammes*, parce que ce sont les seules figures qu'on puisse donner à un assemblage d'hommes réunis pour le mouvement et l'action. La disposition circulaire employée par César, et tant admirée par le maréchal de Puységur, ne pouvait être propre que dans un point resserré et enveloppé de toutes parts, comme celui qu'occupait César.

CHAPITRE III.

De la phalange.

Les Grecs rangeaient leur infanterie en une seule masse, qu'ils appelaient *la phalange*. C'était un corps d'environ six mille hommes, qu'il formât un carré ou un parallélogramme, peu importe ; ce qu'il y a de sûr, c'est que ce grand corps se mouvait et agissait tout d'une pièce, quand la nature du terrain le permettait, et que la nécessité seule des lieux le forçait à se rompre en divisions ; deux choses résultent de cette formation.

1° Qu'une telle masse ne pouvait être armée que de piques, car les premiers rangs seuls auraient employé commodément d'autres armes, et encore auraient-elles été du moindre effet ; toute cette masse formant une ligne pleine avec point ou du moins très peu d'intervalle (1).

(1) Il paraît que par la nature des armes de jet des anciens, il fallait faire des bras et du corps un mouvement qui n'en permettait l'u-

2° Que la moindre inégalité de terrain interrompait, ou même arrêtait entièrement les mouvemens de la phalange ; qu'ainsi, en évitant son choc, et en l'attirant dans un pays coupé, des troupes formées sur des principes plus souples et plus mobiles, étaient sûres d'y porter le désordre, la confusion, et bientôt la déroute absolue. Si la phalange défit les Perses, c'est que ceux-ci, se confiant dans leur multitude, combattirent toujours dans les plaines ; les Romains les vainquirent aussi, parce que la constitution des légions était plus active et plns mobile que celle des grandes armées asiatiques.

D'où il faut conclure que des grands corps massifs, comme la phalange des Grecs, ou la colonne du chevalier Folard, ne pourraient agir ni en attaque ni en retraite, devant des corps moins nombreux, mais armés de fusils, et qu'en général, l'*ordre profond* est incompatible avec l'usage des armes à feu.

L'avantage de ces corps profonds est dans le poids de leur masse, et dans la pique dont ils doivent nécessairement faire usage. Les premiers rangs, pressés par ceux de derrière, sont contraints d'avancer, les morts et les blessés se remplacent sur-le-champ ; et quoique le nombre soit diminué, le front ne devient ni moins large ni moins continu; ainsi l'action ne se ralentit point, et si le terrain permet à ces corps de ne pas rompre leur ensemble, dès qu'ils peuvent aborder l'ennemi, ils sont sûrs de le renverser.

Quand on en vient à croiser l'arme blanche, les deux partis sont tellement serrés qu'il faut vaincre ou mourir ; c'est ce qui fait que les victoires des anciens étaient complètes et décisives ; une ou deux batailles réglaient le sort d'une guerre.

La longueur de la guerre du Péloponèse et des guerres puniques tient à d'autres causes que j'expliquerai ailleurs. La phalange ne pouvait changer son ordre primitif ni rompre sa ligne pour poursuivre l'ennemi en déroute ; c'était l'affaire de la cavalerie et des troupes légères, et elles s'en acquittaient ordinairement si bien, qu'il y avait bien peu d'ennemis qui échapassent.

Les Grecs avaient peu de cavalerie ; le pays ne favorisait pas les développemens que cette arme exige ; et comme il était partagé entre une multitude de petits États, le territoire de chacun n'aurait pas suffi à nourrir une cavalerie nombreuse ; aussi leurs guerres se bornaient à des excursions de peu de jours, et leurs batailles n'étaient que

sage qu'à ces troupes légères qui agissaient à volonté, comme l'auteur vient de l'expliquer. La formation serrée en rangs et en files n'admettait que la pique et l'épée, et ne permettait que d'agir de près. L'avantage particulier du fusil est de réunir l'arme de jet a l'arme de la main ; mais on ne peut l'employer utilement que dans les deux premiers rangs ; le feu du troisième est toujours incertain, mal ajusté, et apporte plus de désordre que de service. Quand on combat par le feu, le meilleur usage qu'on puisse faire du troisième rang, c'est de l'employer à charger les armes du second, en faisant demeurer debout le premier rang, dont l'agenouillement a aussi beaucoup d'inconvéniens. Ce qu'on appelle le feu de bilbande, qui s'exécute dans cette position, en faisant tirer d'abord le second rang qui change d'arme ensuite avec le troisième, pendant que le premier rang tire, et qu'ensuite chaque homme de ces deux rangs charge, ajuste et tire à volonté, ce feu, dis-je, est le plus vif, le mieux nourri et le plus efficace qu'on puisse se donner ; il joint, à la solidité de la légion, la précision de mire qu'auraient des chasseurs isolés, tels que les vélites des anciens. (*Note des Réd.*)

des escarmouches. Le plus faible se renfermait dans ses murailles, tandis que le plus fort ravageait la campagne; puis celui-ci se retirait, et la guerre était finie.

On voit dans la belle description que Thucidide nous a donnée de la guerre du Péloponèse, qu'il n'y eut point de bataille générale; aussi cette guerre dura vingt ans. Le pays était tel qu'on ne pouvait y forcer l'ennemi à combattre malgré lui; il faut ajouter aussi que de part et d'autre, les armées étaient composées d'alliés, ce qui affaiblit toujours, ou plutôt détruit l'ensemble et la vigueur des opérations.

CHAPITRE IV.

De la légion.

La légion seule faisait une petite armée complète; elle avait de l'infanterie pesante, de l'infanterie légère et de la cavalerie, des armes de jet et des armes de main. C'était un rectangle de neuf ou dix rangs de hauteur, dont la face longue se présentait à l'ennemi. L'infanterie légionnaire était au centre de l'ordre de bataille, la cavalerie sur les ailes, et les archers et frondeurs étaient jetés sur le front de la ligne, et combattaient *à volonté*, sans se mêler à l'infanterie pesante. Ces *vélites* avaient une activité surprenante un jour de bataille; souvent mêlés à la cavalerie, ils la soutenaient, et ne laissaient échapper aucune occasion de nuire à l'ennemi, bien différens des troupes légères des Allemands, qui disparaissent le jour d'une affaire, et qu'on est ensuite deux ou trois jours à pouvoir rassembler.

Montecucuîli dit qu'il est indispensable de mêler de petits détachemens, de quarante ou de cinquante fantassins avec la cavalerie, et qu'à la bataille de Saint-Gothard, qu'il gagna sur les Turcs en Hongrie, ces pelotons avaient beaucoup contribué à la victoire.

Je suis si entièrement convaincu de cette vérité, que j'ai peine à comprendre qu'elle ne soit pas généralement adoptée, d'autant qu'il est possible, comme je le démontrerai par la suite, de donner à une compagnie d'infanterie assez de consistance pour combattre avec succès la cavalerie, même dans la plaine.

Les auteurs ne sont pas d'accord sur le nombre des rangs de la légion, qu'ils portent à neuf ou dix; mais cela est peu important. Chaque homme occupait trois petits carrés dans le rang, pour pouvoir manier aisément ses armes dans l'attaque et dans la défense. Les divisions de la légion répondaient à ce que nous appelons les brigades. Je ne sais comment était formée leur cavalerie, si c'était en grands escadrons ou en petits pelotons; je croirais plutôt le dernier. On ignore également sur combien de rangs elle se plaçait. Il parait probable qu'elle combattait par petites troupes de trente ou quarante chevaux sur quatre rangs.

L'infanterie romaine, formée, comme on le suppose, sur neuf de hauteur, occupait les deux tiers moins de place qu'une de nos armées modernes qui serait de même force. La rapidité des mouvemens de la ligne entière était plus grande dans la même proportion; et comme la nature de leurs armes ne donnait lieu à aucune interruption, une bataille était commencée, disputée et terminée en moins de temps qu'il ne nous en faudrait pour

faire la revue de dix bataillons. L'avantage de la phalange consistait dans le choc et la force de l'impulsion, celui de la légion étant dans l'activité; elle avait assez de force contre la phalange, et une vitesse supérieure à elle. La légion était une bien meilleure ordonnance que la phalange, bien meilleure que toutes celles que l'on pourrait imaginer.

Je m'accorde avec Polybe à regarder la légion comme l'ordre le plus parfait qu'on connaisse; il réunissait la force à l'agilité; et ce qui ajoute bien à sa perfection, c'est qu'il était analogue aux armes des soldats qui le composaient. Cependant, dans la distribution de l'ensemble, je lui trouve un défaut capital qu'avait aussi la phalange, et que notre ordonnance moderne a conservé. Ce défaut consiste à avoir placé la cavalerie sur les ailes, et en effet l'ordre grec n'aurait pu la placer autrement : c'est, à mon avis, un grand défaut, et j'espère que j'en convaincrai le lecteur. Dans cette disposition, la cavalerie était trop faible pour pouvoir agir seule, et trop éloignée de l'infanterie pour en être soutenue. Les cavaliers étaient obligés de mettre pied à terre, et de combattre ainsi, comme des fantassins. Aussi nous voyons que la cavalerie romaine a toujours fait peu de figure dans la multitude de batailles qu'a données cette république guerrière. Elle pouvait, comme nos hussards, compléter une victoire; mais elle n'en décidait aucune : toutes les fois que l'infanterie était enfoncée, il fallait qu'elle fût taillée en pièces; et dans une telle disposition, cela était facile, pour peu que l'ennemi fût supérieur en cavalerie, et que le terrain fût favorable à cette arme. La cavalerie courait le même risque, si elle était enfoncée et poursuivie un peu vivement, à moins qu'elle ne trouvât par hasard quelque corps d'infanterie posté de manière à la recevoir et à la couvrir. Il résulte de tout ceci la nécessité de placer l'infanterie et la cavalerie dans la ligne, à portée de s'appuyer et de se flanquer l'une contre l'autre, de combiner leurs efforts, et de les diriger contre le même point. Voilà, selon moi, en quoi consiste la perfection d'un ordre de bataille, c'est l'unité d'action qui peut seule assurer la victoire; et je crois que cette unité ne peut s'accorder avec la manière dont les anciens et les modernes semblent être convenus de placer la cavalerie. C'est, dit-on, le peu d'intervalle que les Romains mettaient entre leurs cohortes, comme nous, entre nos bataillons, qui a nécessité de porter ainsi la cavalerie sur les flancs; mais je demanderai : était-il nécessaire de laisser si peu d'intervalle? Je ne le crois pas. Il me semble que cette disposition entraîne beaucoup d'inconvéniens, et ne les compense par aucun avantage.

CHAPITRE V.

De l'ordonnance des modernes.

La coutume est un tyran plus impérieux que tous les despotes de l'Orient; qu'on s'éloigne d'elle le moins du monde, on est réputé traître et rebelle. Il n'y a point d'argument direct qui puisse arracher des esprits une opinion bien ou mal fondée; c'est au temps seul, aidé de quelques circonstances favorables, à la sécher dans ses racines. Croirait-on que, depuis plus de cent ans, la philosophie moderne, quoiqu'établie sur les principes mathématiques, n'a pu encore détruire en-

tièrement les chimères et les visions d'Aristote et de Platon.

On se donne bien de la peine pour ne gagner que la haine, quand on entreprend de démontrer à un homme qu'il est dans l'erreur, et que son opinion est absurde. Peu de gens ont ce courage, encore moins ont le talent de s'ouvrir des routes nouvelles. Ils aiment donc mieux suivre les sentiers battus. En matière de religion ou de politique, je me garderais bien de rien innover, parce que sur ces objets, le vrai comme le faux cause de la discussion et des débats toujours nuisibles qu'un homme de bien doit éviter. La paix et la concorde sont le but et le principe de toutes ses actions, mais en tactique, nos erreurs ne pourront faire mal à personne ; le pis qui puisse arriver, c'est qu'elles tombent dans le mépris et disparaissent. C'est donc avec confiance et tranquillité que je prie le lecteur de vouloir examiner, sans prévention et avec un esprit attentif et impartial, ce que je vais dire sur ce sujet important, et de ne pas juger légèrement le fruit d'un travail long et pénible.

J'ai déjà prouvé que la formation d'un corps, soit d'infanterie, soit de cavalerie, devait être analogue à l'espèce de ses armes, et qu'il fallait réunir dans l'ensemble la *force*, l'*activité* et une *mobilité* universelle, applicable à toutes les opérations de la guerre. La phalange était armée convenablement à sa constitution ; elle avait aussi la force au plus haut degré. La *légion*, également bien armée, avait de plus la *force* et l'*activité ;* mais l'une et l'autre, comme je l'ai déjà dit, avaient un défaut essentiel dans la formation de l'ensemble : c'était cette cavalerie jetée sur les ailes, et qui par là n'était ni flanquante ni flanquée.

Avant de juger notre formation moderne, il faut examiner soigneusement la nature et les effets du fusil, puisque c'est maintenant la seule arme qu'emploie l'infanterie. L'épée n'est pour le soldat qu'une charge inutile, et qu'il serait bon de réformer.(1)

Considéré comme arme de jet, le fusil est certainement supérieur à toutes celles des anciens; et si l'on ne faisait aucune attention qu'à la longueur de sa portée et à la facilité de son service, on devrait s'étonner que toute une armée ne fût pas détruite en peu d'heures par cette arme meurtrière ; il est pourtant vrai que le fusil est bien moins redoutable que l'épée et la pique. Quand l'infanterie employait ces armes, il fallait nécessairement qu'on en vînt à combattre de près; la plus grande partie des vaincus et beaucoup des vainqueurs étaient tués ou blessés dans le cours de l'action, et la victoire était plus décisive; car il était impossible de se retirer en bon ordre. L'usage des armes à feu a introduit une manière incertaine de faire la guerre, moins sanglante, à la vérité, mais aussi moins décisive. Les deux armées se tiennent à de grandes distances l'une de l'autre pendant une grande partie de l'action, et souvent pendant l'action tout entière. Il est bien rare que deux lignes se joignent au point de croiser le sabre ou la baïonnette; il en résulte pour les deux armées la facilité de changer leurs dispositions en tout ou en partie, ou même d'abandonner entièrement le terrain, si les circonstances l'exigent, et tout cela sans embarras, sans danger, et presque sans peine.

Les armes à feu sont les plus déli-

(1) Lloyd n'a certainement voulu parler que du fantassin : l'épée ou le sabre sont l'arme indispensable au cavalier.

eats de tous les instrumens de guerre, et ceux dont l'effet est le plus incertain. La quantité de poudre, la manière de charger, l'état de l'atmosphère, l'agitation de l'homme, causent tant de variations dans l'effet et dans la direction, qu'on peut bien estimer que sur quatre cents coups, il y en a peut-être un qui porte. L'incertitude des effets du feu, et la grande distance qu'on garde toujours entre les deux armées, sont les deux véritables causes du peu d'importance de nos batailles; il y a peu de monde tué, le reste fait sa retraite. Ce n'est plus comme autrefois que les guerres se décidaient par des batailles, où la victoire était toujours complète; aujourd'hui une armée bien inférieure par le nombre, et même par la bonté des troupes, peut, sous les ordres d'un chef habile, prendre des positions avantageuses, et arrêter, pendant des années, les progrès d'un vainqueur bien plus fort, jusqu'à ce qu'enfin le vainqueur et le vaincu étant également épuisés et ruinés, la paix devient nécessaire à tous deux, par l'impuissance de soutenir plus long-temps la guerre. Voilà pourquoi, de nos jours, on ne voit plus de royaumes conquis et de trônes renversés; le peuple seul paie les frais, et souffre les calamités de la guerre. Le monarque se préoccupe moins des mauvais succès, dont il est bien rare que l'influence s'étende jusqu'au trône; il ordonne la paix ou la guerre, suivant son caprice ou celui de ses favoris.

Si l'incertitude de l'effet des armes à feu est telle que le meilleur tireur au blanc, libre et sans obstacle, ne puisse, une fois en dix, ajuster un but placé à quelque distance considérable, que peut-on attendre d'un soldat ordinaire dans le rang, où il est gêné, pressé, poussé de tous côtés par ses camarades, troublé par les cris des mourans et par les images de la mort qui flotte de toutes parts sous ses yeux? L'arme et le but, s'il en avait, vacillent également; il faut peu compter sur son feu.

Si, à tout cela, vous ajoutez le mouvement des chevaux, il s'ensuivra qu'aucune arme à feu, excepté le pistolet à brûle-pourpoint, n'est propre ni pour la cavalerie ni pour aucun autre corps pesant, parce qu'ils n'en peuvent faire d'usage avantageux. Il serait difficile, et je crois même impossible, de disposer l'infanterie de manière à tirer avantage de son feu; si vous lui donnez trois, ou même plus, de profondeur à rangs et files serrés, comme cela se fait aujourd'hui, elle ne peut pas se servir de ses armes; et si on la forme sur une moindre profondeur avec les files et les rangs ouverts, vos hommes ne peuvent plus tirer du tout; et ainsi séparés, ils manquent de force et d'union pour agir et se mouvoir. Il est donc réellement impossible de donner à une troupe armée de fusils, les trois qualités que nous avons reconnues essentielles : *force, activité, mobilité*. On a senti ces difficultés, et on a cherché à les diminuer en introduisant différentes espèces de feu. Sur cela, les avis se sont partagés : les uns ont cru meilleur de tirer par rang, les autres par portion de files, comme pelotons, divisions, etc. M. le comte de Saint-Germain (1), dans des mémoires

(1) Voici la manière dont M. de Saint-Germain s'explique sur les feux. Le lecteur comparera les avantages et les inconvéniens du feu de file qu'il propose, du feu par rang, comme le demande le général Lloyd, ou de celui que j'ose préférer.

« Je ne connais que deux bonnes façons de tirer de son feu le plus grand avantage; l'une quand l'ennemi tient ferme, et l'autre quand il commence à se déconcerter et à se pelotonner.

estimables, publiés depuis sa mort, rejette tous ces feux, et propose un feu de file en commençant par la droite ou par la gauche.

Le feu de rang, en commençant par le dernier, ensuite le second, et enfin le premier, et ainsi tour-à-tour, est certainement le plus simple et le moins sujet à mettre le désordre et la confusion. Le troisième rang, ayant tiré, recule trois pas, le second recule un pas, et le premier ne *bouge;* ensuite les rangs se serrent, et le feu recommence. On avance dix ou vingt pas, et on fait halte pour tirer encore, et ainsi de suite. Le feu de peloton, surtout s'il se fait par petites troupes, ne dure pas deux minutes sans confusion ; les commandemens se croisent et augmentent le désordre. La méthode de M. de Saint-Germain aurait autant, et plus de difficultés; d'où l'on voit que le fusil, et en général toutes les armes de jet, ne peuvent bien servir qu'entre les mains d'hommes qui agissent séparément. Le feu par rang, comme je le propose, est ce qu'il y a de plus approchant de cette manière (1), et en conséquence, je le crois préférable à tout autre. L'ordre et la règle peuvent s'y maintenir, pendant des heures, sans nulle interruption, ce qui ne me paraît praticable dans aucune autre méthode ; ce n'est pas la perfection, car je crois qu'on ne peut l'atteindre dans cette matière, mais c'est la moindre imperfection.

De quelque manière que les troupes soient rangées, de quelque manière qu'elles tirent, l'effet de leur fen sera toujours concentré dans un petit espace. Si le terrain qui vous sépare de l'ennemi est un pays coupé et de chicane, de façon qu'on ne puisse vous joindre, ou du moins sans beaucoup d'obstacles, voilà le cas où l'usage de l'arme à feu est indispensable et vraiment utile. L'ennemi doit franchir des

La première consiste à tirer par files de chaque peloton les unes après les autres. Dès que l'ordre de faire feu est donné, les commandans de peloton doivent passer vivement derrière le troisième rang, et chaque commandant de peloton fait faire feu à son peloton par files, les uoes après les autres, en commeoçant par la première de droite ou de gauche. Chaque file, dès qu'elle a tiré, recharge, et tire le plus promptement qu'elle peut, sans s'embarrasser des autres. Le chef de file tire devant lui ; les serre-files tirent à droite et à gauche du chef de file, et en même temps. Le commandement pour faire feu, et celui pour le faire cesser, doivent se donner par un instrument fort aigu, afin qu'il soit entendu. Ce feu est commode pour le soldat, continuel, bien ajusté, et il n'en est pas de plus meurtrier, parce qu'il est très divergent. La seconde façon, quand l'ennemi se déconcerte et se pelotonne, ou qu'il plie, est de faire feu en salves par bataillons entiers, et toujours en écharpant autant qu'il est possible.

» Je pense que dès que l'on est à trois cents pas de l'ennemi, et que les coups peuvent l'atteindre, on doit commencer le feu selon la première méthode que je viens d'indiquer ; après trois salves, le faire cesser, marcher vingt pas en avant sur lui, le recommencer, et ainsi de suite. Tout cela doit s'exécuter avec un grand ordre et beaucoup de vivacité. Il résulte deux grands avantages de l'ordre joint à la vivacité; l'ennemi en est déconcerté, et votre troupe est soustraite à la réflexion, toujours dangereuse en pareille occasion. La grande attention alors des officiers et des bas officiers doit être de conserver l'ordre dans leur troupe, et d'empêcher les pelotonnemens : c'est là leur première et principale fonction. »

(1) Le feu de bilbaude, où chaque homme tire seul, approche plus encore de cette liberté d'action des anciens vélites, que celui d'un rang qui tire tout à la fois, et il paraît que les rangs ne s'ouvrant point comme ici, la troupe conserve plus de masse et de solidité, et qu'elle est plus prête à se porter en avant, ou à se rompre à droite ou à gauche, suivant l'exigence des cas.

difficultés qui l'embarrassent, et l'empêchent d'employer ses armes avec quelque succès, pendant que votre monde, plus ou moins couvert, se sert de son feu à l'aise, et presqu'à coup sûr; mais si l'ennemi peut vous joindre, et qu'il en ait l'intention, comme il le doit, s'il attaque, il est évident que le feu devra bientôt se taire, et que le combat se terminera à l'arme blanche, à moins que votre troupe, dégoûtée, n'entre en déroute à l'approche de l'ennemi.

De ces prémisses, je tirerai deux conséquences : 1° que le fusil n'est pas propre à remplir tous les objets qu'on doit se proposer à la guerre (1); 2° que l'usage des armes à feu est particulièrement bon pour la guerre défensive. Dans un pays plat et ouvert, où la cavalerie de l'ennemi et même son infanterie peuvent vous joindre, le feu cessera bientôt; et dans un pays couvert et serré, vous pouvez trouver mille positions, mille camps où la cavalerie et l'infanterie même ne pourront vous joindre qu'avec des peines infinies; c'est là que les armes à feu vous serviront bien, qu'elles seront même les seules qne vous puissiez employer.

Mais comme il est nécessaire à la guerre d'attaquer aussi bien que de se défendre, et qu'on a bientôt reconnu que le fusil n'était propre qu'à la défense, tandis qu'une constitution militaire n'est parfaite que quand elle réunit les deux espèces d'armes, on a essayé d'ajouter à l'arme de jet la force de l'arme de main, en joignant la baïonnette au fusil; mais cette invention n'est pas heureuse : comme arme de main, le fusil avec la baïonnette est encore trop court, et il est embarrassant; et comme arme de jet, la baïonnette gêne l'usage du fusil, et rend son effet encore plus incertain (1).

(1) Le grand Frédéric et Guibert disent que le fusil garni de sa bayonnette répond à tous les besoins, puisqu'il est à la fois une arme offensive et défensive.

CHAPITRE VI.

Des avantages et des défauts de l'arme à feu et de l'arme blanche.

Examinons et comparons les défauts et les avantages de l'arme de jet et de l'arme de main; nous ne tarderons pas à conclure qu'elles sont absolument nécessaires l'une et l'autre pour compléter une constitution militaire. Les armes à feu sont propres à la guerre défensive; elles tiennent l'ennemi à distance, et préviennent une défaite totale; mais si l'ennemi peut vous joindre, leur usage cesse absolument.

L'arme de main, au contraire, est inutile à une certaine distance, mais elle devient indispensable quand les armées s'abordent. L'arme à feu est utile dans les pays couverts, l'arme blanche dans les plaines; les effets de la première sont précaires et incertains, ceux de l'autre sont complets et décisifs. L'arme à feu est la ressource du faible, qui craint de se compromettre, l'arme blanche est l'arme du brave, qui a le sentiment de ses forces.

Un général habile, à la tête d'une armée de *fusiliers*, quoiqu'inférieur en nombre à son ennemi, peut trainer une guerre en longueur pendant des an-

(1) Au sujet de cette assertion, nous répétons que nous n'acceptons pas la responsabilité de toutes les opinions de Lloyd. La baïonnette est l'arme la plus terrible. Napoléon, qui cependant sortait de l'artillerie, a dit : *La baïonnette est l'arme décisive, l'arme en dernier ressort.* Ceci est une vérité démontrée pour les militaires qui ont conduit ou fait les dernières guerres. (*Note des Réd.*)

nées, et enfin gagner des avantages sur un chef moins savant, ce qu'il ne pourrait faire avec une armée de *piquiers*, car ceux-ci seront bientôt forcés d'en venir à une action, et par la nature de leurs armes, elle sera décisive; d'où l'on voit que l'art de la guerre chez les anciens était simple et décisif, et que chez les modernes, il est plus compliqué et plus embarrassé.

Chez les anciens, l'art de la guerre se bornait à un développement d'évolutions dont l'objet était d'amener un combat, car c'était aux batailles seules qu'ils remettaient le sort de la guerre; en un mot, toute leur attention se dirigeait à la discipline, à l'exercice des troupes, et au choix des champs de bataille.

Mais les modernes ont une grande étude à faire pour leurs camps, leurs positions et leurs lignes; leurs plans d'opérations sont très étendus, et souvent embrassent cent lieues de pays qu'une position doit couvrir. Chez les anciens, un plan de campagne était renfermé dans un petit cercle. Chercher l'ennemi et le combattre était leur maxime; ils ne paraissaient pas même avoir eu l'idée qu'on pût tirer une guerre en longueur par une suite de manœuvres et de combinaisons savantes; aussi leurs guerres ne duraient qu'un moment, à moins qu'il ne vînt s'y joindre d'autres circonstances nées de la nature du terrain, de l'espèce des troupes, ou de quelques intérêts politiques des parties belligérantes, qui contrariassent les principes ordinaires. C'est ce que nous avons déjà vu à l'occasion de la guerre du Péloponèse, et ce que nous verrons encore par la suite dans les guerres puniques.

Les principes d'une guerre active, quoique sur la défensive, étaient peu connus des anciens; Jugurtha et Sertorius me semblent les seuls généraux de l'antiquité qui en aient senti toute l'étendue, et qui les aient mis en pratique: mais il n'y a point de guerre chez les anciens qu'on puisse comparer, pour la vigueur et l'activité, à la dernière guerre en Allemagne, la guerre de sept ans, où nous avons vu, dans le cours de deux campagnes, plus de batailles que les anciens n'en donnèrent dans l'espace d'un siècle entier.

Et cependant les résultats furent bien différens. Tous les empires du monde connu changèrent de maîtres pendant les six siècles que dura la république romaine, au lieu que la paix de Hubertsbourg a laissé l'empire d'Allemagne dans le même état où la guerre l'avait trouvé. Cette différence immense ne vient cependant que de la différence entre la nature des armes des anciens et celle des modernes, qui nécessite à conduire les guerres d'une manière également différente.

Nous sommes souvent obligés de nous mettre sur la défensive pour couvrir une grande étendue de pays contre un ennemi supérieur; la prudence ordonne d'éviter un engagement général, ou, si l'on juge qu'il convienne de le risquer, il est facile, avec le secours de l'artillerie, de trouver mille camps où l'on peut prendre ses avantages contre l'ennemi.

Il y a telle position où un général habile peut fatiguer l'ennemi, et le tenir en échec pendant une campagne; et dans la même position, les anciens, avec leurs piques, se seraient tellement approchés, qu'il aurait été impossible d'éviter une action générale, et la nature de leurs armes, comme nous l'avons déjà dit, aurait rendu cette action décisive.

Fabius, favorisé par un pays étroit et montagneux, eut bien de la peine à

traîner toute une campagne sans donner bataille, et il n'y put réussir que parce que les principales forces d'Annibal étaient en cavalerie, qui est de nul effet dans un tel pays.

Il faut conclure, de tout ce que nous venons de dire, que pour une armée qui n'a que des armes à feu, les mouvemens sont lents et les actions indécises: elle prête davantage aux développemens de la science et du talent; mais ses opérations les plus heureuses ne peuvent guère s'appliquer qu'à la guerre défensive.

Des troupes, armées de piques, ont des mouvemens plus rapides, et leurs actions sont plus décisives; elles donnent moins à la science que les premières, mais elles sont singulièrement propres à la guerre offensive.

Il semble donc que pour atteindre à la perfection, et rendre une armée également propre à toutes les opérations de la guerre, il faut y réunir ces deux espèces d'armes.

Si le fusil et la pique sont, comme je le crois, de toutes les armes celles qui peuvent le mieux remplir tous les objets qu'on se propose, il faut donc qu'une troupe soit disposée de manière à employer ces deux sortes d'armes, ou que différens corps de troupes, se partageant ces armes, soient rangés dans un ordre où ils puissent se soutenir et se favoriser mutuellement. J'essaierai de proposer, dans la suite de cet ouvrage, un moyen de produire cette combinaison; nous aurons lieu de voir, dans cette recherche, combien les modernes sont éloignés de la perfection à laquelle nous nous efforçons d'atteindre. Je prie le lecteur de m'excuser si je me suis arrêté si long-temps sur ce sujet, et si j'ai peut-être employé trop de répétitions; mais tout ce que j'ai dit jusqu'à présent était la base d'une nouvelle tactique, dans laquelle seule on trouvera des principes fixes et certains pour la formation et la conduite des armées. Je supplie donc avec instance tous les militaires de vouloir bien examiner, et peser avec l'attention que le sujet mérite, ce que j'ai exposé dans ce chapitre (1).

CHAPITRE VII.

De la formation des bataillons et des escadrons.

Les modernes ont adopté le fusil comme l'arme universelle, et en conséquence, ils ont disposé l'infanterie relativement à la forme et à l'usage de cette arme; mais le succès n'a pas toujours répondu à l'attente, car j'ai déjà prouvé qu'un corps d'infanterie, formé sur trois de hauteur, ne peut user avantageusement de son feu, comme on le voit dans les batailles, où un million de coups ne portent pas. Il y a plus : cette méthode de ranger les troupes est pleine d'inconvéniens, et sujette à plusieurs défauts considérables.

Premièrement. Une ligne de trois rangs manque de force; elle ne peut soutenir ni le choc d'une cavalerie qui chargera vigoureusement, ni celui d'une infanterie qui sera formée un peu plus solidement. C'est cette faiblesse qui est cause qu'à l'exercice même, deux ou trois bataillons ne peuvent faire un demi-quart de lieue en plaine sans un flottement et une on-

(1) Les lecteurs remarqueront des différences essentielles entre les opinions de Lloyd et celles de Guibert, relativement à la profondeur des rangs de l'infanterie; ils comprendront qu'il n'y a aucune contradiction de notre part à exposer les opinions opposées de ces deux grands tacticiens. C'est aux maîtres de notre âge, formés à l'école des nos grandes guerres modernes, qu'il appartient d'examiner et de prononcer.

(*Note des Réd.*)

dulation continuels; vous êtes obligé d'arrêter à chaque minute pour rectifier l'alignement, et à peine pouvez-vous avancer quelques pas en muraille.

Secondement. Cette ligne si mince vous donne un front d'une étendue immense, et dont les mouvemens deviennent difficiles en proportion, et vous avez perdu l'activité, qui est la première qualité d'une armée.

Une ligne de trente bataillons et de cinquante escadrons occupe un front de deux lieues. On comprend aisément que, quelque ouvert que soit un pays, une ligne si étendue doit se mouvoir avec beaucoup de lenteur et de difficulté; et si le terrain se trouve resserré et coupé de haies, de ravins, etc., cette longue ligne ne peut se mouvoir et agir avec ensemble; il faut qu'elle s'arrête continuellement, et souvent pendant plusieurs heures, avant que vous fassiez une demi-lieue; et quand enfin vous approchez de l'ennemi, votre attaque est faible, partielle, et souvent concentrée sur quelques points qui ne sont pas les plus favorables, tandis que vous aviez les plus grands avantages à attendre d'un effort général porté contre le front entier de l'ennemi, sans vous ralentir sur les points d'attaque particuliers que vous auriez pu y joindre.

La pesanteur de votre marche donne à l'ennemi le temps de se préparer à vous recevoir, de faire dans sa position les changemens qu'il croit nécessaires, ou même de se retirer tout-à-fait, si la prudence le lui suggère; et tous vos grands préparatifs aboutissent à de petites escarmouches.

Qu'importe que votre armée soit plus nombreuse, si, par un vice de votre disposition ou par défaut d'activité, vous ne pouvez pas, comme vous le devriez, porter plus de monde que l'ennemi sur chaque point ou vous l'attaquez?

C'est à ce seul avantage que le roi de Prusse a dû ses victoires dans la dernière guerre; car ses armées, excepté à la bataille de Prague, ont été partout moins nombreuses que celles de l'ennemi. Il faut ajouter ce que nous avons dit, qu'une ligne si étendue aura nécessairement quelque partie faible par la nature du terrain, et que si l'ennemi est habile, il ne manquera pas de s'en prévaloir pour vous attaquer avec avantage.

Enfin, votre disposition étant une fois faite, vous êtes forcé de la suivre, et la ligne doit avancer selon le plan convenu; car son extrême lenteur et sa faiblesse naturelle ne vous permettent de hasarder aucune correction devant l'ennemi, si nécessaire qu'elle puisse être; et si un régiment ou une brigade sont mis en désordre, toute la ligne doit s'arrêter; il faut bien vite tirer de la seconde ligne de quoi réparer le mal, ou la bataille est perdue: l'ennemi, sans cela, pénétrerait par la *trouée*, séparerait votre armée en deux, et vous mettrait immanquablement en déroute. C'est ce qui est arrivé à la bataille de Prague, comme on le verra dans le récit de cette guerre; on pourrait ajouter encore bien des choses pour prouver que la formation de l'infanterie sur trois rangs la prive entièrement de ses deux principales propriétés, la *force* et l'*activité*.

Cette méthode est également nuisible à la *mobilité universelle*, applicable à toutes les opérations de la guerre, puisqu'elle ne permet à une troupe de marcher, même en plaine, qu'au risque de se voir taillée en pièces par une cavalerie bien dressée, ou même par un corps d'infanterie qui aura plus de consistance et d'activité. Elle ne peut

combattre avec succès que dans un pays haché ou derrière des retranchemens, des haies, etc., où l'ennemi ne peut la joindre sans de grandes difficultés; ainsi, tout bien considéré, cet ordre manque des trois propriétés essentielles à une troupe de guerre, et même à toute force mouvante en mécanique : *force, activité, mobilité;* je ne propose encore tout ceci que comme mon opinion, et sans y attacher une prétention d'infaillibilité. Avançons dans la recherche et l'examen, ensuite nous pourrons formuler un avis avec plus d'autorité.

CHAPITRE VIII.

De la cavalerie.

Quoique je n'aie pas précisément servi dans la cavalerie, comme j'ai eu pendant long-temps à mes ordres un gros détachement de cette arme, j'espère qu'on ne m'imputera pas à présomption d'en porter mon jugement.

En général la cavalerie se forme, comme l'infanterie, sur trois rangs; elle est armée de mousquetons, de sabres et de pistolets. Mais puisque le feu est si peu utile à l'infanterie, on juge bien que la cavalerie, surtout dans les derniers rangs, n'en doit faire aucun usage.

Le mousqueton cependant peut encore être de quelque utilité aux hussards et aux troupes légères qui agissent seul à seul; mais les troupes qui sont disposées pour agir de masse et le sabre à la main, ne doivent pas même porter de mousqueton, parce qu'il ne cause que de la dépense et de l'embarras sans utilité.

On objectera peut-être que si la cavalerie ne porte point de mousqueton, les hussards et autres troupes qui en sont armés les harcèleront et les tourmenteront, et que même il pourrait arriver de là que la bonne cavalerie serait détruite par des troupes légères moitié moins nombreuses, puisqu'elle ne pourrait ni les attendre de pied ferme ni les charger en ligne, et on en conclura qu'il faut conserver le mousqueton à la cavalerie.

Cet argument spécieux n'est pourtant d'aucun poids, car, que la grosse cavalerie ait le mousqueton ou qu'elle ne l'ait point, elle perdra son temps si elle veut escarmoucher contre les troupes légères; ce sera de la peine inutile pour les hommes et pour les chevaux, et ils finiront par être entraînés hors de leur ligne, qu'ils ne doivent jamais quitter (1).

La cavalerie ne peut ni ne doit combattre que le sabre à la main; si la nature du terrain ou celle des troupes ennemies ne le permettent pas, elle doit se tenir derrière, ou mêlée avec de gros détachemens d'infanterie, formés de manière à ne pas craindre des charges de la cavalerie; et ainsi le mousqueton est bon à laisser de côté.

La formation sur trois, donnée à la cavalerie, a sans doute pour objet de

(1) La cavalerie prussienne est aussi formée sur trois; mais l'intention est d'employer le dernier rang à remplir les trouées et ouvertures qui peuvent se faire dans le mouvement de course d'un escadron qui charge au grand galop; ainsi un escadron en pleine charge n'est calculé que pour deux de hauteur, et le dernier rang forme une espèce de réserve qui supplée à l'allongement du front. Les cavaliers arrivent ainsi en pleine course sur l'ennemi, le sabre élevé horizontalement à la hauteur des yeux pour parer le premier coup, et sur-le-champ agir de la pointe. Il n'y a donc réellement que le premier rang qui combat; mais comme l'escadron s'est entr'ouvert, le troisième rang rempli les vides, et le second bouche à mesure les trouées que fait le combat. (*Note des Réd.*

résister à l'impulsion de l'ennemi; mais, comme je l'ai déjà observé, elle ne doit jamais attendre le choc de pied ferme, parce qu'il n'y a point de cavalerie, même légère, qui, en chargeant au galop, ne perce une ligne de cavalerie, si massive qu'elle soit, quand celle-ci aura l'imprudence de recevoir le choc sans remuer.

Si les rangs sont serrés, le désordre du premier porte la confusion dans le second, celui-ci dans le troisième, et tout est bientôt en déroute; si les rangs étaient ouverts, le second avancerait pour soutenir le premier, et trouvant l'ennemi un peu en confusion lui-même par la première charge, il le culbuterait aisément; mais à rangs serrés, il n'y a rien à attendre que de la seconde ligne ou de la réserve, comme pour l'infanterie; et encore cette ressource est bien douteuse, car si l'ennemi a chargé vigoureusement, et s'il a poussé son avantage, la première ligne n'aura pas le temps de s'écouler, comme elle le devrait, par les intervalles de la seconde, qui ne sont pas assez ouverts, et elle la culbutera elle-même en se laissant tomber dessus. Dans une manœuvre régulière, la seconde ligne, dès qu'elle voit la première ébranlée par l'ennemi, doit s'avancer le sabre à la main pour la soutenir. Cette ligne fraîche, attaquant un ennemi déjà fatigué, remportera une victoire aisée; alors la première ligne, qui est en désordre, doit passer entre les escadrons de la seconde ligne, et s'aller rallier et former derrière.

Nos sabres sont trop courts, surtout de la manière dont on place le cavalier en selle avec de longs étriers. Le cheval est écrasé par un poids mort, qui porte toujours et sans relâche sur la même place. Je sais bien que cet air de manége est plus agréable à l'œil; mais il est très incommode pour le cheval, et raccourcit l'homme, qu'il empêche d'atteindre l'ennemi. Les pistolets sont nécessaires pour que le cavalier ne soit pas tout-à-fait désarmé s'il perd son sabre.

En général, on a une idée trop avantageuse du choc de la cavalerie. Si l'on croit que deux chevaux se poussent l'un l'autre, et se heurtent de la poitrine, comme le semble indiquer ce mot si ridiculement usité, *le coup de poitrail*, c'est une absurdité, puisque la tête et le col forment une saillie considérable, et qui empêche que le poitrail ne porte; il est vrai pourtant que le coup de tête est quelquefois violent quand un escadron en attend un autre, ou même quand ils se rencontrent l'un l'autre en pleine course.

Les chevaux, pressés vivement, se trouvant heurtés par ceux qu'on leur oppose, cherchent à se faire jour; il est certain qu'alors la troupe en mouvement a un grand avantage sur celle qui reste en repos, et qu'ajoutant la vitesse à l'impulsion, elle pénétrera celle-ci et la renversera, quelque nombreuse et profonde qu'elle puisse être, ce qui prouve que, pour la cavalerie, la vitesse est tout. Si vous manquez de légèreté et de prestesse, votre cavalerie ne vaut rien; j'en ai vu un exemple bien frappant près de Gorlitz, en Lusace.

Les hussards de Ziethen étaient venus charger des carabiniers autrichiens, et étaient repoussés, mais se voyant soutenus par l'armée prussienne, qui avançait, ils se rallièrent et renouèrent la charge. Les carabiniers avaient eu l'imprudence de les attendre, au lieu d'aller au-devant; ils furent renversés et culbutés dans un marais, où il y eu eut quelques centaines de tués ou pris, et tout cela se fit si vite, à la vue même

de l'avant-garde autrichienne, forte de huit à dix mille hommes, qu'elle n'eut pas le temps d'y porter remède.

CHAPITRE IX.

De l'ordre de bataille des modernes.

Par ordre de bataille, j'entends la distribution des différentes armes qui composent une armée, sans y comprendre ce qu'on appelle en général les troupes légères qui n'entrent jamais dans la ligne.

L'ordre ordinaire est de former l'armée sur deux lignes ou davantage, parce que autrement chaque ligne n'ayant que trois de hauteur, l'armée occuperait trop d'espace, et on ne pourrait ni la ranger ni la faire mouvoir; d'ailleurs c'est un moyen de suppléer à la faiblesse et aux accidens de la première ligne, en la soutenant à propos, et en remplaçant les vides qu'elle peut éprouver, ou enfin en la remplaçant totalement.

La cavalerie et l'infanterie forment des corps séparés; la première est communément disposée sur les flancs de l'autre.

Ce qui fait la perfection d'un ordre de bataille, c'est que les différens corps soient placés de la manière où leur effet doit être le plus avantageux, et où ils peuvent le mieux se soutenir réciproquement et rendre la victoire complète; sans quoi il arrive que l'une des deux armes est victorieuse pendant que l'autre est en déroute. Une condition essentielle encore, c'est que vos troupes puissent se plier facilement à la nature du terrain sans avoir besoin de faire de grands changemens à leur disposition, soit en marchant à l'ennemi ou dans le cours même de l'action.

Or il est évident que si la cavalerie est placée sur les flancs de l'infanterie, elle ne peut ni la soutenir ni en être soutenue; ce qui est un défaut essentiel dans la disposition.

D'ailleurs il arrive souvent de là, et il doit arriver que dans les marches, campemens et même dans le combat, l'infanterie et la cavalerie ne se trouvent pas placées sur le terrain qui leur convient, parce que la nature du pays change souvent, et qu'on ne peut presque jamais changer sa disposition générale; celle-ci paraît donc manquer essentiellement de tout ce qui constitue un ordre de bataille solide et propre à l'action.

Il y a plus : comme les deux lignes sont formées dans un ordre plein, à peu près, si la première est enfoncée et poussée un peu vigoureusement, elle se renverse sur la seconde, faute d'intervalles suffisans pour s'écouler. Celle-ci perd l'occasion et le pouvoir même de s'avancer vivement et en bon ordre sur l'ennemi pour l'arrêter; ainsi les deux lignes se trouvent culbutées ensemble et la bataille est perdue; au lieu que si la seconde ligne avait au moins des intervalles pour laisser passer les débris de la première, et qu'en même temps elle se fût avancée fièrement contre l'ennemi pendant qu'il était dans ce petit désordre que cause même le succès, il y a lieu de croire qu'elle ne l'eût pas seulement arrêté, mais battu à son tour et mis en déroute.

On donne ordinairement pour raison de cette disposition de la cavalerie sur les ailes, que c'est pour couvrir les flancs de l'infanterie; on n'en saurait proposer une plus absurde; en effet, l'infanterie peut bien couvrir ses flancs elle-même en se formant en colonnes ou en bataillons carrés, ce que la ca-

valerie ne peut pas (1); ses flancs sont si faibles par leur propre nature, qu'ils ne fournissent aucune défense.

M. de Saint-Germain propose avec raison, dans ses mémoires, de camper l'infanterie derrière la cavalerie, parce que, dit-il, si celle-ci était attaquée pendant la nuit, elle serait détruite entièrement avant de pouvoir monter à cheval (2).

Au-delà d'une certaine mesure, le nombre n'ajoute point à la force d'une armée, à moins que toutes les troupes ne puissent agir ensemble; sans cela on ne fait qu'ajouter à la pesanteur d'une armée, et la rendre tout-à-fait incapable de manœuvrer. Cette manière de séparer la cavalerie de l'infanterie fait que rarement elles se trouvent l'nne et l'autre en état d'agir sur le terrain et dans le moment qui conviendrait. Elles forment réellement, dans un jour de bataille, comme deux armées qui agissent séparément, pour un but commun peut-être, mais sans accord entre elles, et sans se protéger l'une l'autre.

Si l'une est battue, l'autre fait sa retraite, au lieu que si elles avaient été constituées sur d'autres principes, elles auraient été victorieuses ensemble ou défaites, parce qu'elles n'auraient formé qu'une armée composée de différentes troupes combinées et réunies pour un but commun.

Avant de finir ce discours, le lecteur me permettra de résumer brièvement tout ce que nous avons dit jusqu'à présent, et de le présenter de nouveau sous la forme de corollaires, afin qu'on en puisse saisir l'ensemble d'un coup-d'œil, et être en état de former un jugement plus éclairé; j'ajouterai la description d'une bataille, et je crois que les opinions que je me suis efforcé d'établir en recevront plus de force et de clarté.

1° On ne peut appliquer à toutes les opérations de la guerre l'usage général des armes à feu et de toutes les espèces d'armes de jet; elles ne sont propres

(1) Le roi de Prusse a aussi l'usage de placer la cavalerie sur les ailes, mais il ne semble pas que son objet soit d'assurer les flancs de son infanterie. L'infanterie, placée au centre, forme presque seule l'ordre de bataille chez les Prussiens; elle couvre ses flancs elle-même au moyen de quelques bataillons de grenadiers formés, dès le commencement de la campagne, des compagnies tirées de chaque régiment. Ces bataillons, placés en équerre sur les ailes, ferment et assurent l'ordre de bataille.

La cavalerie, placée auprès d'eux, à l'extrémité des ailes, est en dehors de l'ordre de bataille, et ne paraît destinée qu'à exécuter quelques mouvemens rapides, propres à déborder l'ennemi, à le tourner ou à le charger vivement en queue, s'il s'opiniâtrait, avec apparence de succès, sur quelque point d'attaque.

C'est aussi pour la même raison qu'on a vu le roi de Prusse placer quelquefois des escadrons de dragons et de troupes légères en équerre, par échelons, sur l'extrémité d'une aile qui ne semblait pas appuyée, afin de s'assurer le moyen de déborder et d'envelopper l'ennemi. (*Note du Réd.*)

(2) Voici le changement que propose M. de Saint-Germain, et les raisons dont il appuie son opinion :

Il est établi que les armées campent sur deux lignes, l'infanterie dans le centre, la cavalerie sur les ailes, avec le même front à peu près qu'elles occupaient étant en bataille. Cette méthode est assurément vicieuse : il est étonnant qu'il n'y ait pas eu encore d'homme assez entreprenant pour tomber, pendant la nuit ou à la pointe du jour, sur une aile de cavalerie que cinq cents hussards pourraient détruire, s'ils savaient assez bien manœuvrer pour la surprendre. Dans le camp, la cavalerie est sans défense; à la moindre alerte, chaque cavalier court seller son cheval, sauver son équipage; la tête tourne, et il ne reste personne pour s'opposer à l'ennemi. Il serait plus militaire et plus sûr de camper sur trois lignes, la cavalerie sur une ligne entre les deux de l'infanterie. Dès qu'elle est une fois à cheval, elle peut se porter vivement où il est besoin, et la seconde ligne d'infanterie occupe ensuite aisément sa place.

qu'à la guerre défensive et conséquemment qu'à un pays couvert et serré, où les troupes sont toujours à l'abri et opposent à l'ennemi des obstacles qui l'empêchent d'approcher.

2° L'usage des armes à feu a fait de la guerre un art beaucoup plus savant et plus difficile qu'il n'était chez les anciens, où tout se bornait à l'arrangement des troupes, à l'exercice et aux évolutions : ce que nous appelons les manœuvres, pris dans son sens le plus étendu, leur était absolument inconnu; c'était aux batailles qu'ils confiaient la destinée des guerres, et par la nature de leurs armes, une bataille était toujours décisive.

3° Dans la constitution moderne, les batailles ne sont pas, et ne peuvent pas être décisives; ce sont plutôt de grandes escarmouches que des affaires générales, et le massacre y est bien moindre que chez les anciens, qui n'employaient que l'arme de main.

4° L'infanterie, quoique sa formation sur trois de hauteur ait été imaginée en faveur du fusil, ne peut faire cependant que bien peu d'usage de cette arme, et la cavalerie ne peut s'en servir du tout.

5° Cette formation sur trois est trop faible pour qu'une ligne ait en marchant quelque consistance, pour qu'elle puisse attaquer ou se défendre elle-même contre une autre troupe à qui sa constitution donnera plus de force et d'activité.

6° Cette formation mince, donne une telle étendue aux lignes, qu'elles ne peuvent marcher même en plaine avec quelque légèreté, à plus forte raison dans un pays serré et couvert.

7° Une ligne de deux lieues de front doit nécessairement, dans une si grande étendue, rencontrer des terrains qui ne conviennent pas à l'espèce de troupe qui s'y trouve placée, et cependant il n'y a pas moyen de changer l'ordre primitif, quoique la nécessité l'ordonne.

8° Le front entier doit avancer en ligne régulière, ce qui ôte à l'armée toute son activité, et donne le temps à l'ennemi de prendre ses mesures pour le combat, ou se décider à la retraite, s'il le juge à propos; ce qui réduit le projet de la bataille à une légère escarmouche.

9° Le général ne peut voir et conduire toutes les opérations d'une ligne si étendue; de sorte que par l'ignorance, la négligence, ou la mauvaise volonté des officiers-généraux, l'action n'est jamais suivie comme elle devrait l'être; la plupart des opérations sont manquées, ce qui peut entraîner la perte des autres : en un mot, il y a défaut d'unité dans l'action, et d'activité dans l'exécution.

10° Une étendue de ligne qui deviendrait excessive oblige d'en former plusieurs, de façon que si l'on considère le petit nombre d'hommes qui agissent dans la première, et que dans les autres on n'agit que successivement et partiellement, et presque toujours quand il n'est plus temps, on trouvera qu'il y a à peine la sixième partie des troupes qui entrent en action, et que de cette sixième partie il n'y a peut-être aucun corps qui soit à sa véritable place d'attaque ou de défense.

Tous ces défauts, et bien d'autres encore que je pourrais rapporter, ne viennent pourtant que de la mauvaise idée qu'on a eue de faire du fusil l'arme universelle, et d'avoir voulu approprier à l'usage de cette arme la formation des troupes et les ordres de bataille. C'est ce que je crois avoir pleinement démontré dans les chapitres précédens.

Description d'une bataille.

Je ne puis mieux démontrer les vices de notre constitution militaire, qu'en exposant brièvement comment on met en mouvement cette grande machine qu'on nomme une armée, et comment une bataille s'engage, se continue et se termine; enfin quelles en sont les conséquences ordinaires, et tout cela d'après les observations que j'ai pu faire dans le cours de plusieurs campagnes.

Après bien des marches et des contre-marches qui souvent entraînent la meilleure partie de la campagne, on se détermine à donner bataille: tous ceux qui le savent, et il y en a toujours trop, se donnent bien du mouvement pour avoir un commandement, ou être chargés d'aller annoncer la victoire qu'on espère; et dans le choix qui est fait, l'intrigue et la faveur l'emportent sur la valeur et les talens.

On emploie plusieurs jours à examiner la position de l'ennemi, ce qui devrait être fait en peu de minutes, car quiconque ne sait pas juger d'un coup-d'œil la nature d'un camp et la manière de l'attaquer, doit à jamais renoncer au commandement : pendant toutes ces longueurs, l'ennemi se prépare à vous recevoir, il fortifie sa position, ou la change, souvent il fait sa retraite, de sorte que vous rencontrerez des obstacles nouveaux et imprévus, ou peut-être toutes vos peines sont perdues, et il faut suivre l'ennemi pour trouver de nouvelles occasions, que vous ne rencontrerez peut-être pas dans toute une campagne, surtout si le général ennemi est habile et qu'il veuille éviter le combat.

Enfin on détermine la manière de former les attaques, et dix fois pour une, il y faut apporter des changemens, parce que l'ennemi a fait des dispositions essentiellement différentes pendant que vous perdiez votre temps en préparatifs. Si vous n'êtes pas instruit à temps de ses démarches, et que vous alliez inconsidérément à lui, votre premier plan ne vaut plus rien, et vous n'êtes pas à même d'en former un autre qui soit propre aux circonstances actuelles, car il faudrait déplacer entièrement votre infanterie et votre cavalerie; cela ne se peut faire devant l'ennemi sans prêter le flanc, et ainsi s'exposer à une entière défaite; si l'on veut faire quelque changement dans la disposition de l'armée, il faut que cela soit fait un jour ou deux avant de quitter le camp, autrement il se met tant de confusion dans l'armée qu'il n'y a plus de remède.

La bataille de Lignitz, en 1760, fut perdue, et le brave *Laudon* sacrifié à la malice ou à l'ignorance, parce que le maréchal-général des logis de l'armée du maréchal *Daun* voulut, sans aucune bonne raison, changer entièrement l'ordre de bataille de l'armée, le soir même qui précéda la bataille; il en résulta que la grande armée arriva sur son terrain dix heures trop tard. On trouva Laudon défait, et le roi de Prusse prêt à nous recevoir; comme le premier projet était manqué, il ne fut plus question d'en former un autre, quoiqu'on en eût bien le temps, et que les deux armées réunies fussent de vingt mille hommes plus fortes que celle de l'ennemi. On se contenta de continuer sa marche sur l'Oder, sans être suivi. Le lecteur me pardonnera cette digression.

Ordinairement les brigades d'artillerie précèdent les colonnes pour en favoriser le développement, et empêcher l'ennemi de s'opposer à la formation de la ligne : le général et le soldat sont

également persuadés qu'on ne peut rien faire sans cela, et dans le vrai cependant, rien n'est plus inutile; il n'en résulte que du bruit; mais l'inconvénient réel, c'est que ce prodigieux train d'artillerie, avec tout son attirail, avance lentement, s'arrête à tout moment, retarde la marche des troupes par mille accidens, de façon qu'il est très rare, et même on pourrait dire presque sans exemple, qu'elles arrivent ensemble sur le terrain où elles doivent se développer.

Voilà le moment critique à saisir pour un ennemi intelligent, s'il connaît parfaitement le pays qui est entre son camp et le vôtre, il saura toutes les routes par lesquelles vous marchez, et par conséquent il peut aller à vous en bataille, attaquer vos têtes de colonnes et les battre en détail, sans leur laisser le temps de se former en ligne, de la même manière qu'on attaque une arrière-garde: mais heureusement pour vous, il a confiance dans sa position, et vous laisse faire toutes vos dispositions comme vous l'entendez.

On dirait que cette armée est de porcelaine de la Chine comme ces garnitures de cheminées qu'on n'ose toucher de peur de les casser. Après trois ou quatre heures de canonnades et d'escarmouches, l'armée est formée et s'avance à l'ennemi précédée de son train d'artillerie ce qui retarde encore la marche excessivement, et cause la perte de beaucoup d'hommes, qu'on aurait épargnés si l'on avait rapidement traversé l'espace qui séparait de l'ennemi.

Supposons maintenant que votre armée soit de cinquante mille hommes: elle occupe un front de deux lieues. Dans une telle étendue de pays, l'art et la nature peuvent opposer mille obstacles qui retardent nécessairement votre marche, parce qu'il faut que toute la ligne avance en même temps; si quelque partie se séparait le moins du monde, un ennemi actif se jetterait vivement dans cet intervalle et, coupant ainsi votre armée, vous prendrait en flanc et vous déferait totalement; c'est exactement ce qui est arrivé à la bataille de Prague.

Pour éviter ce désastre et se tenir ensemble, on avance sur une ligne parallèle à celle de l'ennemi, et on met quelquefois des heures à gagner un quart de lieue de terrain qu'on aurait dû traverser en peu de minutes. Si la fermeté de vos troupes et l'inactivité de l'ennemi vous le permettent, vous arrivez à lui et vous réussissez, je suppose, dans un ou deux points d'attaque seulement, c'est avoir gagné la bataille, quoique souvent vous n'ayez déplacé que deux ou trois batai lons: si vous manquez l'attaque que vous jugez la plus importante, vous vous retirez, et souvent sans être suivi; cela s'appelle avoir perdu la bataille.

Dans le premier cas, l'ennemi n'a aucune ressource dans sa première ligne, puisqu'elle ne peut marcher qu'en avant ou en arrière; de sorte que si vous avez pu maintenir les postes gagnés, vous êtes resté maître de tout, et votre adversaire n'a plus d'autre parti à prendre que de se replier par échelons et de s'en aller. C'était cependant encore un moment critique pour vous si l'ennemi avait su se conduire.

En effet, au lieu de vouloir regagner les points perdus, s'il eût fait avancer une partie de sa seconde ligne pour vous arrêter seulement, et vous obliger d'employer la plus grande partie de vos forces a maintenir les postes occupés comme on fait communément, et qu'en même temps, avec le reste de son armée, il eût fait un effort considérable

sur votre ligne, il est vraisemblable qu'il vous aurait forcé de lâcher vos premiers avantages pour empêcher votre ligne d'être coupée, ce qui serait certainement arrivé, s'il y en avait eu une partie de renversée et mise en déroute. Le mouvement que j'indique se fait quelquefois, mais c'est toujours pour favoriser la retraite et rarement, ou même jamais, dans la vue de gagner la bataille.

Comme vous n'attaquez que successivement, vous réussissez de même, et vos avantages ne se gagnent, ou plutôt ne vous sont abandonnés par l'ennemi que peu à peu; vous ne pouvez faire aucun effort général en attaquant ou en poursuivant l'ennemi qui se retire à son aise.

Votre armée, qui a peut-être été vingt-quatre heures sous les armes, est si harassée qu'elle ne peut plus ni marcher, ni agir, encore moins poursuivre vigoureusement ses avantages.

On envoie les troupes légères donner chasse à l'ennemi, mais c'est avec peu de succès, parce que, en général, elles ne s'attachent qu'au pillage, et qu'un bataillon jeté dans un bois ou dans un village les arrête tout-à-fait; l'ennemi, qui n'a perdu que quelques canons et quelques prisonniers, va occuper un poste avantageux sur les hauteurs voisines, et il ne vous reste de votre victoire qu'un champ de bataille.

Tel a été le succès des batailles que j'ai vues, ce que je ne puis attribuer qu'à la pesanteur et à l'inactivité de nos armées; défauts qui ne viennent eux-mêmes, comme je l'ai démontré, que de l'usage général des armes à feu, et de la nouvelle tactique à laquelle cette arme a donné naissance.

Il peut arriver cependant qu'un chef habile obtienne quelquefois de grands avantages avec de si faibles moyens, comme on l'a vu après la bataille de Lissa où les Autrichiens, dans le cours d'un mois, perdirent la plus grande partie de leur armée sans qu'on en pût assigner aucune nécessité apparente.

Mais entre deux généraux de talent égal, toute une guerre peut se passer en escarmouches sans en venir jamais à une action générale décisive, comme cela arriva sur le Rhin, entre Turenne et Montecuculli.

On voit donc clairement que nos batailles, comme je l'ai dit, ne sont que de grandes escarmouches, et voilà pourquoi ce ne sont plus aujourd'hui les batailles qui terminent les guerres comme autrefois, mais le défaut de moyens pour en continuer les dépenses.

CHAPITRE X.

Nouveau système.

Après avoir montré, dans les chapitres précédens, que l'usage exclusif des armes à feu, la formation sur trois donnée à l'infanterie et à la cavalerie, et l'ordre de bataille qui résulte de cette formation, étaient imparfaits et peu propres à mettre une armée en état d'exécuter toutes les opérations de la guerre, il me reste à examiner comment on peut former, armer et ranger des troupes, soit de cavalerie, soit d'infanterie, pour éviter tous les défauts de la constitution moderne, et pour donner à ces nouveaux corps les qualités qui constituent, suivant moi, la perfection d'une armée, c'est-à-dire la force, l'activité et la mobilité universelle.

Tant que l'arme à feu sera la seule, comme aujourd'hui, dont l'infanterie fasse usage, car l'épée et la baïonnette ne lui servent de rien; on ne pourra

former aucun système qui diminue les imperfections dont nous nous plaignons. Si vous formez, par exemple, vos gens sur deux rangs pour leur rendre plus commode l'usage du fusil, votre ligne deviendra si étendue et si mince qu'il ne sera presque plus possible de la remuer et de la faire agir: encore moins sera-t-il à espérer qu'elle puisse résister au choc de l'ennemi. Si au contraire, vous disposez votre troupe sur quatre ou cinq rangs, elle ne pourra plus faire usage de ses armes.

La conséquence naturelle, c'est qu'une partie de votre monde doit être armée de piques: cette arme seule peut se prêter à une formation qui ait assez de force pour résister au choc de l'ennemi, soit qu'il attaque à pied ou à cheval; et, pour se mouvoir dans toute espèce de terrain avec un égal avantage, il faut unir et combiner ensemble la solidité de l'arme de main, avec la longue portée de l'arme de jet: si nous pouvions atteindre ce point, nous approcherions bien près de la perfection qui est le but de nos recherches, et il n'y a point de doute qu'une armée formée sur de tels principes ne fût supérieure à toutes celles qui existent aujourd'hui.

L'usage de la pique rend nécessaire celui d'une cuirasse en état de parer les coups de cette arme, ou du moins d'en diminuer les effets. Les armes défensives ne peuvent jamais se séparer de l'usage de l'arme de main, surtout dans la cavalerie, où l'action se passe toujours le sabre à la main.

Contre une infanterie armée comme l'est aujourd'hui celle de toute l'Europe, les armes défensives sont moins nécessaires, quoique toujours utiles: elles donnent de l'assurance à l'homme, et peuvent diminuer ou même détruire entièrement l'effet de la balle, si le coup est tiré d'une grande distance ou dans un angle fort obtus au-dessus ou au-dessous de la ligne directe et horizontale. Mais comme il peut arriver, et que même il arrive souvent que de l'infanterie soit opposée à de la cavalerie, ou dans le cas de joindre de près d'autre infanterie, je pense qu'on pourrait l'armer de la manière que j'expliquerai ci-après.

C'est une vérité bien connue, qu'à chaque campagne, un tiers ou un quart au moins de l'armée est emporté en peu de mois à l'hôpital, et un grand nombre y périt. Le défaut de qualité ou de quantité dans les alimens, et le peu de soin qu'on a des malades dans les hôpitaux, sont les causes principales de cette consommation d'hommes; mais une cause primitive et capitale, c'est la manière dont le soldat reste exposé aux intempéries de l'air par le vice d'un habillement qui semble n'avoir pour objet que le coup-d'œil et la parade d'un jour de revue, pour plaire aux femmes par un costume de théâtre. Comme l'habillement, l'armement et les manœuvres doivent être uniquement dirigés vers le but de conserver la santé de l'homme et de faciliter les opérations de la guerre, et, comme il est impossible aussi de charger le soldat de toutes sortes de choses qui ne lui seront peut-être nécessaires qu'une fois en sa vie, je vais établir sur l'article seul de l'équipement, ce que je crois toujours utile et nécessaire à la troupe.

CHAPITRE XI.

De l'habillement des soldats.

Le soldat doit avoir trois chemises de grosse toile sans garniture; deux caleçons, deux culottes de coutil, qui

emboîtent les hanches et tombent jusqu'à la cheville du pied à la manière des croates hongrois et des hussards, deux paires de gros bas de fil et quatre paires de chaussons, car il faut tenir aux soldats le pied sec et le préserver des *envenimures* que cause la laine sur la jambe, pour peu qu'elle soit écorchée.

Le soldat doit avoir aussi deux vestes de la même étoffe que les culottes et deux gilets, à moins que celui de dessus ne soit doublé, ce qui vaut mieux.

Pour l'hiver, on donnera deux paires de bas de laine, une culotte avec l'habit et veste de gros drap; l'habit doit avoir des revers qui se croisent jusqu'à la ceinture dans la coupe et l'ampleur; on doit avoir plus d'égard à la commodité qu'à l'élégance et à la mode.

Le soldat sera également pourvu d'une bonne et grande capote à manches, qui tombe jusqu'à mi-jambe, avec un petit collet qui boutonne autour du col, et un capuchon qui couvre la tête.

Tout l'habillement d'hiver doit rester dans les magasins du régiment jusqu'au mois de septembre, excepté la capote qui tiendra assez chaud à l'homme pour que le reste de son vêtement puisse être de fil ou de coton. Il faut de plus que le soldat ait un col noir de cuir piqué et garni en dedans; cela tiendra la gorge chaude, et est propre et de bonne grâce.

Enfin, il aura des brodequins, ce qui fait une chaussure plus belle et plus commode que le soulier : la poussière, le sable et le gravier ne sont point sujets à y entrer, et l'homme se blesse moins.

Je voudrais de plus que la veste se joignît à la ceinture de la culotte, par des boutonnières, sans trop serrer, pour tenir les reins chauds, et préserver du froid et de la pluie. Comme une partie de cet équipement doit toujours rester dans les magasins du régiment, le soldat pourra, sans être trop chargé, porter en tout temps ce qui lui est réellement nécessaire. Je n'ai rien dit de la coiffure, parce qu'au lieu du chapeau, qui est aussi inutile que ridicule, je compte proposer un genre de casque qui defende et couvre la tête, le col et les épaules.

CHAPITRE XII.

Des armes défensives.

La partie naturellement la plus essentielle à garantir, c'est la tête : je voudrais, pour cet objet, un casque de cuir, préparé comme celui des bottes fortes, et matelassé en dedans pour se placer commodément sur la tête : le devant avancerait de trois pouces pour défendre le visage et rejeter la pluie; il en partirait cinq ou six chaînettes de fort laiton qui viendraient s'agraffer sur le plastron pour former la visière du casque, une telle armure de tête la défendra bien sûrement du coup de sabre, soit qu'il soit appuyé en tranchant, à la manière des troupes européennes, soit en glissant horizontalement, comme les Turcs et les Asiatiques.

Il y aurait sur le devant du casque une plaque de cuivre, portant le nom du régiment, ou son numéro, avec celui du bataillon, de la compagnie, et tout ce qu'on a coutume de désigner par les houpettes du chapeau. On n'imagine pas l'effet moral que pourrait avoir une circonstance si peu importante en apparence.

La certitude qu'on ne pourra éviter le reproche empêche qu'on ne s'y expose; et sur cela, il ne doit y avoir

aucune différence entre les officiers et les soldats.

La pièce la plus intéressante de l'armure, après le casque, c'est la cuirasse; elle doit être aussi de cuir très fort, et porter depuis le col jusqu'à la ceinture, de manière à garantir de tous les coups vraiment mortels de l'arme blanche, et à diminuer beaucoup les effets de l'arme à feu.

En voilà assez sur l'habillement et l'armure du soldat; parlons maintenant de ses armes offensives, en commençant par celles de l'infanterie.

Nous avons déjà montré que le fusil et la baïonnette sont embarrassans, trop lourds du bout, et trop courts comme armes de main, et que l'épée doit être absolument réformée comme inutile; je voudrais raccourcir le canon du fusil de dix à douze pouces, et le fortifier dans la culasse, de manière que le centre de gravité se trouvât entre les deux mains *dans le temps de présentez les armes*, ce qui le rendrait plus facile à manier, et moins pesant du bout qu'il ne l'est à présent.

Le général Clarke a inventé une espèce de fusil qui me paraît remplir très bien tout ce qu'on peut désirer à cet égard, et qu'on peut prendre pour modèle. Au lieu de la baïonnette, je voudrais une lance de quatre pieds de long, d'un bois fort léger, comme le frêne, par exemple; il y aurait une hampe d'acier de six pouces, dont les deux derniers formeraient la pointe, et le reste du bois serait garni de deux lames de fer pour l'empêcher de casser. Cette lance se porterait sous le bras gauche, la pointe en bas; elle serait faite de manière à pouvoir se fixer au bout du fusil comme la baïonnette, mais avec deux tenons, au lieu d'un, pour plus de solidité.

Si le fusil est brisé ou perdu dans le combat, dans le moment qu'on joint l'ennemi, et que le feu cesse par conséquent, cette lance même seule peut être d'un grand usage; et quand elle est attachée au fusil, elle est excellente aussi bien contre la cavalerie que contre l'infanterie. On peut objecter qu'en raccourcissant le canon, le feu des derniers rangs incommodera les autres; mais cette difficulté n'est de nulle valeur. Si vous tirez par rangs, il y aura plus d'ordre et de sûreté, et moins de précipitation que dans les autres feux, surtout si la lance n'est pas encore au bout du fusil, mouvement que je ne crois pas qu'on doive faire avant d'être à trois cents pas de l'ennemi; alors il faut la placer, et aborder vivement.

Les trois quarts de l'infanterie seront armés de ce fusil avec la lance; l'autre aura des piques de douze pieds de long, un bon sabre et des pistolets à la ceinture.

La cavalerie sera habillée comme l'infanterie, à l'exception des brodequins, qui seront remplacés par des bottes de cavalier. Ses armes seront une lance de sept pieds de long, que le cavalier portera le long de la selle, à droite, de manière à pouvoir la saisir vivement et s'en servir; ses autres armes seront un sabre de quatre pieds et une paire de pistolets.

La cavalerie légère et les hussards resteront armés à l'ordinaire. Comme ils sont souvent employés à reconnaître, et que l'infanterie ne peut les suivre, ils doivent avoir des mousquetons pour être à armes égales avec l'ennemi. L'infanterie légère sera armée, comme le reste, avec le fusil et la lance, sans épée ni pistolets.

Après l'habillement et l'armement, il faut s'occuper de la formation, et la rendre telle que l'homme puisse em-

ployer avantageusement ses armes. Je voudrais que l'infanterie fût sur quatre rangs, dont les trois premiers n'auraient que le fusil et la lance, comme nous l'avons dit ; le dernier aurait de longues piques, l'épée et une paire de pistolets.

Le premier rang serait composé des plus petits hommes, et ainsi de suite, en amphithéâtre. Cet arrangement leur rendra l'usage de leurs armes plus aisé. La méthode contraire, qui prévaut aujourd'hui, est une absurdité en faveur du coup-d'œil.

Les trois premiers rangs, protégés par les piques, en approchant de l'ennemi, pourront tirer par rangs; et alors, mettant plus d'ordre et de tranquillité dans leur feu, ils en obtiendront plus d'effet.

Il n'est pas nécessaire d'observer qu'une troupe sur quatre rangs aura, en marchant, plus de fermeté et de solidité. Il est vrai que votre ligne sera d'un quart plus courte, mais ce n'est pas un défaut, selon moi ; au contraire, elle en acquiert plus de force et d'activité, ce qui est, comme nous l'avons déjà tant répété, les deux premières qualités d'une troupe de guerre ; mais, dira-t-on, si votre ligne est débordée par l'ennemi, il vous prendra en flanc. Cette objection tombera d'elle-même, quand j'expliquerai l'arrangement général que je donne à tout l'ordre de bataille ; c'est ce que je ferai bientôt.

Il suffit à présent de démontrer qu'une troupe sur trois ne peut résister au choc d'une autre formée sur quatre, et armée de lances, de fusils ei de piques, et que la quantité de feu est égale de part et d'autre, quoique la ligne de celle-ci soit plus courte ; car cette partie de la ligne ennemie, qui vous déborde, ne peut, à une grande distance, nuire à vos flancs, puisque les hommes de la ligne ne s'écartent pas à droite et à gauche pour choisir la directiou de leur feu ; ainsi tout ce qui vous déborde perd son feu ; et quand il s'agira d'aborder l'ennemi, vous devez y mettre taut de vivacité que la dispute soit bientôt terminée. Quant à la crainte d'être tourné par les flancs en joignant l'ennemi, je vais y pourvoir dans l'arrangement des bataillons.

CHAPITRE XIII.

De la formation des bataillons.

Je formerai le bataillon de cinq compagnies, l'une de grenadiers-chasseurs, les quatre autres de grosse infanterie, tous armés de même, si ce n'est que la lance des chasseurs, employée comme la baïonnette, sera d'un pied plus longue que celle du reste de l'infanterie, parce que devant assez communément agir seul à seul, ils s'en serviront avec plus de résultats.

Chaque compagnie d'infanterie sera de cent vingt-huit hommes, non compris les officiers et les bas-officiers ; la compagnie de chasseurs, étant plus fatiguée de service, et ainsi plus exposée à la consommation d'hommes, doit être aussi plus forte : je la porte à deux cents hommes.

Chaque compagnie de fusiliers ayant trente-deux files, le bataillon, qui est de quatre compagnies, aura cent vingt-huit files, qui occuperont un terrain de cinquante toises, et quelquefois davantage, parce que je suis bien aise que le soldat puisse agir commodément dans le rang, et que les hommes n'y soient pas trop pressés.

Quatre compagnies de fusiliers, à cent vingt-huit hommes, c'est pour les quatre. 512

Les grenadiers-chasseurs, supposés à deux cents. 200

712

Un régiment étant de deux bataillons, c'est le double; huit compagnies de fusiliers et deux de chasseurs font en tout à peu près quatorze cents hommes. On me demandera peut-être à quoi bon tant de chasseurs; voici ma réponse :

Le régiment sera formé, comme on le voit sur la *planche I, fig.* 4, *a* 5, avec un intervalle de cinquante toises entre les deux bataillons qui auront sur leurs flancs trois ou quatre pièces de campagne et sept ou huit obus.

Les deux compagnies de chasseurs se placeront en arrière de l'intervalle des deux bataillons, et sur les flancs. Comme ceux-ci peuvent s'étendre à vingt-cinq toises de chaque côté, et que les bataillons eux-mêmes peuvent s'espacer de soixante-quinze toises sans danger et sans aucun inconvénient, il est évident que ce régiment, ainsi formé, débordera un corps d'infanterie de même nature, quoique formé sur trois seulement.

Le feu de nos deux compagnies de chasseurs produira seul plus d'effet que le feu entier de l'ennemi, par la raison simple que tous ces hommes, agissant à leur aise, visant à loisir et croisant leur feu sur le front de l'ennemi, en lui gagnant les flancs, ils prendront leurs avantages comme de véritables chasseurs adroits et expérimentés. Si vous ajoutez à cela le feu solide des bataillons qui tirent en masse, il n'y a pas de doute qu'en tout vous ne soyez supérieur à l'ennemi par l'étendue du front, aussi bien que par la force et l'activité de la ligne. Voyez *pl. I, fig.* 4 et 5.

Je le demande, que fera l'ennemi? osera-t-il se jeter dans les branches de ce croissant et tenter le choc? Que pourrait-il espérer de la faible longueur de sa baïonnette contre nos lances et ce rang de piques qui fraisent le bataillon à six pieds en avant de son front, et empêchent toute approche, bien loin de craindre d'être enfoncés? Osera-t-il attendre que vous l'abordiez le premier? il sera renversé dans la minute; vous êtes sûr de le culbuter, si vous en venez à croiser la baïonnette.

Supposez maintenant que la scène se passe dans un pays couvert et serré, il est évident que vous n'y aurez pas moins d'avantages; l'ennemi ne pourra vous arracher de derrière les haies, les ravins, et les autres défenses naturelles ou factices; et si c'est vous qui voulez attaquer, dès que vous serez à portée de croiser la pique, vous le mettrez en déroute; enfin, si vous ne pouvez l'aborder de front par votre ligne entière, vos deux compagnies de chasseurs le gagneront par les flancs, et le harcèleront au point de l'obliger à quitter ses postes, si avantageux qu'ils puissent être. Il est donc démontré que, dans quelque terrain que ce soit, vous devez nécessairement l'emporter sur l'ennemi.

Je crois qu'il n'y a plus rien à ajouter sur ce qui regarde les combats d'infanterie contre infanterie; examinons maintenant si une troupe formée et armée, suivant ces principes, ne pourra pas, dans un pays de plaine, s'opposer à la cavalerie avec autant de succès. Si elle le peut, comme je le crois, je ne crains point de dire que notre institution est parfaite.

Je divise chaque compagnie en qua-

tre sections, et je forme une colonne de huit hommes de front et de seize de profondeur ; je dispose cette colonne, comme on le voit, sur la *pl. I*, *fig.* 1, avec les chasseurs et le canon sur les flancs.

Le bataillon étant ainsi formé, je le suppose attaqué en plaine par dix escadrons; le canon et les chasseurs tiendront cette cavalerie éloignée par un feu qui vraisemblablement aura beaucoup d'effet, surtout si le premier et le second rang peuvent avancer l'un après l'autre, et tirer comme les grenadiers-chasseurs ; ce qui se peut faire aisément et sans risque à la distance de soixante ou quatre-vingt-dix pieds, parce que s'ils sont pressés, ils reprendront leurs rangs, et les chasseurs rempliront l'intervalle des compagnies.

Je suppose que cette cavalerie, sans s'embarrasser du feu des colonnes, vienne charger au grand galop; de quelque côté qu'elle se présente, je lui oppose huit rangs, dont les trois premiers sont armés de fusils avec les lances; le quatrième et le cinquième avec de longues piques, et les trois derniers, à l'abri de ce retranchement, peuvent tirer sur l'ennemi qui est élevé, sans avoir crainte de blesser ou de troubler les premiers rangs.

Maintenant je demanderais volontiers à Seidlitz, s'il était encore au monde, je demande à Wagnitz, qui est au service de Hesse, au chevalier Guillaume Erskine, qui est au service de la Grande-Bretagne, s'ils pensent qu'ils pourraient rompre cette colonne, en l'attaquant avec deux mille volontaires d'Eliot; diront-ils que oui? Eh bien ! je réunis mes quatre compagnies, et je quadruple la force de ma colonne. Croiront-ils encore pouvoir enfoncer? Je ne pense pas qu'ils s'en vantent; car indépendamment du fusil, des lances et des piques, j'ose assurer qu'il n'y a point d'escadron, quelque force d'impulsion qu'il ait, qui puisse renverser seize rangs d'infanterie; car la quantité d'actions produite par un cavalier, et il n'y en a qu'un qui choque, n'est pas égale à la résistance de seize hommes placés en file, et serrés en masse pour en repousser l'effet.

Je me crois donc autorisé à conclure qu'un bataillon, armé et disposé suivant mes principes, peut résister en plaine à un corps de cavalerie non seulement deux fois plus fort qu'elle, mais encore à toute celle avec laquelle on tentera de l'entamer.

CHAPITRE XIV.

De la cavalerie.

Plus je considère ce sujet, et moins je me trouve capable d'en rien dire qui me satisfasse moi-même; bien loin de contenter ceux qui sont plus instruits que moi sur cette matière.

Qu'on range la cavalerie sur trois ou sur quatre, il est toujours sûr que le premier rang seul pourra agir par le feu ou par l'arme blanche, ou par l'un et l'autre ensemble, et que si le premier rang est enfoncé, il portera le désordre dans le reste, et entraînera le tout en désordre.

D'un autre côté, qu'une troupe de cavalerie reste sur son terrain, une autre troupe, soit de cavalerie ou d'infanterie, qui l'attaquera par le feu, la forcera de se retirer ou bien d'avancer, le sabre à la main ; ce qui ne lui serait pas fort utile contre de l'infanterie bien couverte, ou contre de la ca-

valerie légère qui escarmouche en caracolant, puisqu'elle ne pourrait approcher de la première, ni croiser le sabre avec l'autre sans rompre sa ligne; alors elle est évidemment plus faible que cette cavalerie légère, à qui sa vitesse supérieure donne la facilité de s'échapper en bravant la poursuite des escadrons. En supposant même que cette cavalerie parvienne à charger, il n'y a que le premier rang qui puisse se servir de ses armes; les deux autres ne sauraient s'employer qu'à remplacer les vides; ainsi il n'y a qu'un tiers qui agit, et les deux autres restent simples spectateurs de l'action. L'activité est la qualité essentielle de la cavalerie; et, constituée comme elle l'est parmi nous, on voit qu'elle en est entièrement privée.

C'est un axiome, qu'il faut mettre en action le plus d'hommes qu'il est possible, et ici, avec le terrain le plus favorable, vous n'en pouvez faire agir qu'un tiers. Quel remède y a-t-il à cela? Je n'en connais point. De quelque manière qu'on range la cavalerie, il est impossible de diminuer ses défauts, et si vous y ajoutez ceux qui naissent de la difficulté du terrain, tel que l'ennemi le peut choisir pour rendre votre cavalerie inutile pendant toute une campagne, on sera bien tenté de conclure que la cavalerie est une arme inutile, excepté pour les patrouilles, les gardes du camp, et qu'il faut en avoir bien peu dans une armée, parce qu'elle coûte beaucoup et sert fort peu.

Si l'infanterie, constituée suivant mon système, est plus forte que la cavalerie, même en pays ouvert, il paraît évident qu'on n'en doit employer qu'un bien petit nombre dans les armées, et c'est dans cette proportion que nous devons en fixer la quantité; mais quelle que soit cette proportion, il faut s'occuper de la manière de ranger et de distribuer cette cavalerie.

La méthode actuelle est mauvaise, cela est prouvé; prendrons-nous de préférence celle des Turcs et des Asiatiques, qui se dispersent et s'écartent dans toute la plaine, entourent toute la ligne, escarmouchent en caracolant, harassent et fatiguent l'ennemi, l'entraînent dans un mauvais terrain, et quand il voit sa ligne ébranlée et en désordre, se précipitent dessus, le sabre à la main, et achèvent de la rompre et de la mettre en déroute.

C'est ce que je n'oserais décider; mais il est certain que de cette manière dix escadrons feront plus d'effet que cinquante formés et combattant comme les nôtres.

Je ne vois pas non plus comment une ligne d'escadrons se débarrasserait d'une troupe de cavalerie chargeant ainsi en fourrageurs; garderait-elle son terrain, ou avancerait-elle? La cavalerie légère ne résistera pas à votre choc, dites-vous; à la bonne heure, mais elle ne l'attendra pas; elle vous entourera comme un essaim de guêpes, vous importunera, vous fatiguera jusqu'à ce qu'elle trouve l'occasion, pour se précipiter sur vous de toutes parts.

Mais, me dira-t-on, quand la cavalerie légère se retire, la nôtre peut attaquer l'infanterie ennemie et la défaire : non, si elle est formée suivant mes principes. Mais si l'infanterie de l'ennemi est mise en désordre, un petit nombre de nos escadrons achèvera la déroute : fort bien, mais la cavalerie légère aura fait elle-même beaucoup plus tôt et plus complètement ce que vous dites là; de sorte que, de quelque manière qu'on envisage cette

question, plus j'y pense, et moins je suis en état de la résoudre.

Cependant j'établirai toujours, comme une maxime constante, que la cavalerie doit être rangée et distribuée de façon qu'elle puisse toujours agir, plus ou moins, dans toute espèce de terrain, et que quelle que soit la partie qu'on en veut mettre en action, il faut que chaque cavalier puisse agir, et non pas, comme cela se fait aujourd'hui, le premier rang seulement.

Je sens bien que je marche par un sentier fort glissant, mais je crois pourtant que l'ordre de bataille que je propose procure à peu près tous les avantages qu'on peut désirer.

CHAPITRE XV.

De la formation de l'escadron.

Je voudrais que l'escadron fût de cent soixante hommes, non compris les officiers et bas-officiers; s'il était moins considérable, les maladies des hommes et des chevaux, et souvent de tous deux, les réduiraient bientôt à rien, et le mettraient hors d'état de se montrer en campagne.

Un régiment sera de quatre escadrons, ainsi formés, et d'un escadron de cavalerie légère de deux cents hommes, celui-ci devant être plus fatigué de service que les autres; ainsi le régiment entier sera d'environ huit cents hommes; chaque escadron, armé suivant nos principes, comme on l'a vu, sera formé sur quatre rangs, et aura ainsi quarante files; le front sera divisé en cinq sections, de huit files chacune, sur quatre rangs.

J'ai préféré cette division à toute autre, parce qu'elle met plus de proportion entre le front et la profondeur, de sorte qu'en marchant en colonnes, on peut incessamment faire face de tous côtés et présenter un front double de l'épaisseur; de plus un tel front peut aisément marcher sur toutes les directions et dans tous les terrains qui forcent un escadron à se rompre, et cependant cette forme carrée est souple, divisible, active, et en même temps plus forte que notre formation ordinaire. Une division peut choisir son terrain et combattre comme elle veut, en attendant que les autres arrivent.

Dans tous les cas, soit de pied ferme, ou en marchant, ou en attaquant, je voudrais garder de petits intervalles entre les divisions, et de plus grands entre les escadrons, ce qui ajouterait encore à leur activité. Il en résulterait un autre avantage plus considérable, c'est que ces divisions pourraient toujours prendre en flanc un ennemi, même supérieur en nombre. Celui-ci étant formé suivant l'usage en ligne pleine, ne peut tirer avantage de nos intervalles en avançant pour charger, et dans l'action même, il est fort inférieur à nous en force et en célérité.

Les intervalles entre les divisions doivent être peu larges et seulement pour les séparer, parce que chacune sera conduite dans la marche et au combat par un officier particulier, et toutes les cinq seront aux ordres du commandant d'escadron. Les intervalles entre les escadrons seront égaux à la largeur du front, ce qui leur donnera une grande facilité dans les mouvemens de retraite ou dans ceux de flanc que les circonstances peuvent nécessiter: bien différens en cela de la cavalerie ordinaire, qui, comme nous l'avons démontré, étant formée en ligne pleine, ne peut se mouvoir qu'en avant, et encore bien pesamment et continuelle-

ment arrêtée par le moindre obstacle. S'il s'agissait d'en venir aux mains, mes escadrons étant plus forts et plus actifs que ceux de l'ennemi, le renverseraient, et sa ligne une fois rompue, serait poursuivie avec une telle activité, qu'il lui serait impossible de se rallier.

Si l'ennemi voulait détacher quelques escadrons pour pénétrer par nos intervalles, il donnerait lui-même des ouvertures dans sa ligne, ce dont nous tirerions de prompts avantages; et si en voyant avancer ses escadrons, j'envoyais au devant mes chevaux-légers qui se mêleraient avec eux le sabre à la main à la manière des hussards, je crois qu'ils auraient assez à faire.

Il y a quelque chose de plus; l'ordre de bataille que je vais proposer réfutera complètement toutes les objections qu'on pourrait me faire contre ma méthode de ranger la cavalerie sur quatre de hauteur avec des intervalles; ainsi je n'ajouterai rien ici de plus sur ce sujet.

CHAPITRE XVI.

De la constitution d'une armée.

Par la constitution d'une armée, j'entends le nombre de troupes dont elle doit être composée suivant les différens objets qu'on peut se proposer dans une campagne, et la proportion à observer entre les différentes espèces de troupes, telles que l'infanterie de ligne, l'infanterie légère, la cavalerie, la cavalerie légère et l'artillerie.

Suivant les idées que j'ai exposées, un bataillon d'infanterie est d'environ sept cents hommes, dont un cinquième d'infanterie légère. Cette proportion de troupes légères paraîtra peut-être trop forte. et elle l'est en effet, si on les borne à ce genre de service auquel seulement on les emploie aujourd'hui, d'observer l'ennemi et de faire des patrouilles entre les piquets des deux armées, pour disparaître ensuite absolument un jour de bataille.

Mais, suivant mon plan, ces troupes doivent faire tout le service des troupes légères; et, dans un jour de bataille, elles doivent être employées de façon à rendre des services plus essentiels encore que l'infanterie de ligne, comme on en jugera en jetant seulement les yeux sur notre plan de bataille. Le même raisonnement peut s'appliquer à la cavalerie légère; ainsi il est inutile d'insister d'avantage.

Je suppose une armée de soixante bataillons et de quarante escadrons; c'est à peu près quarante-deux mille hommes de pied et six mille cinq cents maîtres, en tout quarante-huit mille cinq cents hommes. Je crois qu'une telle armée est en état de remplir toutes les vues qu'on se forme dans une campagne; ce qui pourrait lui manquer en nombre est bien compensé par la force et l'activité; les deux plus grands avantages qu'une armée puisse avoir.

Comme je ne veux employer les troupes légères, celles de pied comme celles de cheval, qu'à patrouiller et reconnaître l'ennemi, et toujours ensemble, il ne faut que peu de monde pour ce service : cent fantassins et quarante chevaux rempliront cet objet beaucoup mieux qu'une troupe dix fois plus nombreuse, parce qu'une poignée d'hommes se glisse plus aisément auprès de l'ennemi sans être vue, que ne le pourrait faire un corps de mille hommes.

Un petit corps sait toujours où vous

êtes, masque vos grands corps, et fait tels mouvemens qu'il veut sans être aperçu de vous, tandis qu'un corps de mille hommes, placé sur votre front, dans la position la plus couverte, la mieux cachée, la plus avantageuse de tous points, ne peut manquer d'être vu et observé. Ces détachemens doivent soigneusement éviter d'être rencontrés sur les grands chemins, mais se jeter à couvert aux environs, dans les lieux les plus commodes pour voir ce qui se passe.

Les grands corps sont comme les armées: ils sont trop occupés à couvrir leurs mouvemens pour avoir le temps d'observer ceux des autres; ils craignent d'être attaqués, et toute leur attention se porte à préparer la défense; mais les petits corps, tels que je les suppose, ne peuvent pas être attaqués; car, dès qu'ils voient une force supérieure ils s'en vont, et se jettent sur la droite ou sur la gauche, où ils peuvent; l'ennemi les laisse aller faute de pouvoir les suivre.

Je poserai donc comme maxime que les troupes légères, jetées en avant de l'armée, ne sont pas là pour combattre, mais pour guetter l'ennemi, pour observer ses moindres mouvemens, et en faire passer à temps l'avis à l'armée. Si ces principes sont suivis, il faut fort peu de cette espèce de troupes, et même on doit les employer encore utilement dans un jour de bataille.

Si j'ose me citer moi-même, je dirai que, pendant toute la campagne de 1760, me trouvant à la tête d'un corps de deux cents chasseurs et de cent dragons, je me suis constamment tenu si près de l'armée prussienne, que je ne crois pas l'avoir perdue de vue une heure, quoique l'armée autrichienne, et le corps dont j'étais détaché, fussent constamment à deux ou trois marches en arrière de moi; j'étais toujours à la vue de l'ennemi, il ne s'est pas passé un jour peut-être sans escarmouche, et cependant, dans toute la campagne, je n'ai pas eu vingt hommes tués; un seul fut fait prisonnier, parce qu'étant resté derrière, il s'était amusé à boire.

Je ne donne pas ceci comme une preuve de mon grand talent militaire; au contraire, je veux établir seulement que rien n'est plus simple, et qu'il n'y a point d'homme de bon sens qui n'en puisse faire autant, s'il a quelque activité et quelque vigilance. On détache trente ou quarante chasseurs qui se placent par petits pelotons séparés de droite et de gauche d'un grand chemin couvert par une haie, un bois, un pan de mur, etc. On jette en avant une vingtaine de cavaliers qui se séparent de même en petites troupes de trois ou quatre; les plus avancées se poussent jusqu'à une distance telle qu'elles puissent voir pendant le jour, ou entendre, si c'est la nuit, tout ce qui vient du camp ennemi: on s'écarte un peu du chemin et on écoute; si on entend venir, on se retire sans bruit derrière son infanterie et on attend: un ou deux coups de fusil tirés par ceux-ci surprendront cette troupe; si elle n'est pas forte, vous l'enveloppez et la faites prisonnière.

Il y a quelque chose de plus; vous pouvez toujours savoir quels sont les chemins par lesquels l'ennemi peut marcher de son camp, et deviner ceux qu'il tiendra: il faut placer un homme intelligent à portée d'observer la marche au moment qu'elle commence, et juger par là du point vers lequel elle se porte. Tout cela est facile à faire si vous avez peu de monde, et que vous l'employiez comme nous l'avons dit.

Mais, si vous avez un corps de mille hommes ou davantage, vous éprouverez autant de difficulté à vous mouvoir et à agir que l'ennemi même ; vous ne pouvez pas changer la position de ces troupes comme celle d'une compagnie de chasseurs et d'une centaine de dragons, ni trouver à vous couvrir aussi aisément dans les postes qui vous conviennent. Il vous faut un camp, qui sera bientôt découvert, et vous ne pourrez pas observer l'ennemi à votre aise.

Ce camp est le centre d'où partent tous les détachemens et auquel ils reviennent tous ; l'ennemi, bientôt informé de votre position, les arrête tout court, occupe quelques hauteurs avantageuses, fait mine de vouloir vous attaquer, vous occupe, vous amuse toute une journée et pendant ce temps-là son armée marche et vous n'en savez rien.

J'ai vu mille exemples de ce que je dis là ; un corps de mille ou douze cents hommes donne avis le matin que l'ennemi décampe, on envoie des détachemens après ; au bout de huit ou dix heures, vous avez des nouvelles, peut-être, ou peut-être vous n'en avez pas ; mais si vous en avez, c'est toujours trop tard. Au lieu que si vous employez de petits corps, tels que ceux que je propose, l'ennemi ne pourra faire le moindre mouvement sans être aperçu, et je puis prouver que j'ai vu ces petits corps suivre l'ennemi pendant toute une campagne, venir quelquefois se mettre effrontément à dix toises de ses colonnes ; mais au moins se tenir toujours à sa vue.

Le lecteur me pardonnera d'avoir insisté si long-temps sur cet article ; mais il restera démontré qu'on peut, avec quinze cents hommes, faire beaucoup mieux ce service qu'il ne se fait aujourd'hui avec plusieurs milliers ; j'en suis tellement convaincu que j'entreprendrais d'y suffire avec ce nombre contre une armée de cent mille hommes.

Le chevalier Folard, et grand nombre d'autres écrivains judicieux, ont observé qu'à proportion que l'infanterie se détériore, et que l'art décline, on a augmenté le nombre de la cavalerie dans nos armées modernes, parce qu'un général habile, avec une bonne infanterie, peut faire tout et n'a besoin que de très peu de cavalerie. Il est sûr qu'une bonne infanterie doit remplir tous les projets d'une guerre ; mais si elle est mauvaise, vous êtes obligé d'augmenter votre cavalerie et votre grosse artillerie, deux moyens pour tenir l'ennemi à distance.

Je trouve trois grands inconvéniens à trop multiplier la grosse cavalerie : la grande dépense, la difficulté des subsistances, et une utilité bien peu générale en compensation de si grands embarras ; en effet, dans un pays couvert comme se trouve une grande partie de l'Europe, si l'ennemi est intelligent dans le choix de son terrain, il se passera dix campagnes avant que vous trouviez une occasion d'employer votre cavalerie dans une action générale : au lieu que dans mon système, l'espèce de troupes et d'armes doit être adaptée à celle du terrain et de l'emploi le plus avantageux qu'on en peut faire.

D'après tous ces motifs réunis, je n'approuve nullement l'usage où l'on est dans nos armées modernes d'employer tant de cavalerie : ordinairement c'est assez d'en mettre le quart ou un cinquième, et je pense qu'un huitième serait suffisant si l'infanterie était bonne et constituée suivant les principes que j'ai proposés, et si cette cavalerie que je conserve était formée sur quatre de hauteur, et placée à portée

de pouvoir agir sous la protection de l'artillerie et de l'infanterie; c'est ce que j'ai tâché de combiner dans l'ordre de bataille que je propose.

CHAPITRE XVII.

De l'ordre de bataille.

Je suppose un nombre d'hommes partagé en vingt bataillons à l'ordinaire, formés sur trois rangs, occupant chacun un espace de cent toises, c'est un front de. . . . . 2,000 toises.

Je suppose aussi trois mille chevaux, formés de même sur trois rangs; c'est mille files qui, à trois pieds chacune, donnent un front de. 500

Pour les petits intervalles gardés communément entre les bataillons et escadrons, je passe. 300

L'espace total du front est donc de. 2,800

Maintenant j'oppose le même nombre de bataillons formés sur quatre; chacun aura un front de soixante-quinze toises, et les vingt ensemble. 1,500

Je laisse entre chacun un intervalle égal au front, c'est encore 1,500

En tout. 3,000

Déduisez-en soixante-quinze, parce qu'il n'y a que dix-neuf intervalles. 75

Il reste. 2,925

Ma ligne de vingt bataillons composée du même nombre d'hommes que celle qui lui est opposée, déborde donc l'ennemi de cent soixante-quinze toises.

La planche II représente les deux ordres de bataille, l'un suivant le système ordinaire, l'autre, *fig.* 2, suivant le système que je propose: faisons-en l'analyse.

1° En débordant l'ennemi de cent soixante-quinze toises, nous avons la facilité de le prendre en flanc, tandis qu'il est en même temps attaqué de front.

2° Nos intervalles sont remplis de trois ou quatre mille grenadiers chasseurs qui tirent à leur aise en prenant leur temps et leur point de mire; et, s'ils dirigent leur feu en écharpe sur le front de l'ennemi, en visant particulièrement aux officiers, il est vraisemblable que ce feu seul fera beaucoup plus d'effet que tout celui de la ligne ennemie; ajoutez à cela que notre ligne fera son feu par rang comme je le propose, ce qui lui donnera encore une grande supériorité sur l'ennemi.

3° Quand les deux lignes s'approchent et en viennent à croiser l'arme blanche, il n'est pas à présumer que nos bataillons minces, avec leurs courtes baïonnettes et leurs trois rangs, puissent résister un seul moment à nos quatre rangs armés de lances de longueur, fraisés d'un rang de piques et couverts de cuirasses: on peut donc dire qu'à l'arme blanche, comme au feu, nous aurons certainement l'avantage.

Je n'imagine pas comment une ligne moderne pourrait se mettre à force égale avec celle formée suivant le système que je propose: par le feu, elle est inférieure; par le choc, elle l'est encore plus. Dira-t-on qu'elle rompra son front pour envoyer des détachemens contre nos chasseurs? Dans le fait, c'est adopter notre plan, et convenir qu'on ne peut lui résister qu'en s'y conformant.

Mais ici l'application ne serait pas juste, car s'ils envoyaient de tels déta-

chemens, les deux compagnies de droite et de gauche de nos bataillons se mettraient en colonne, et les embrasseraient par les flancs pendant que les chasseurs, placés comme dans la *figure* 2, les attaqueraient de front; et quand ils seraient en désordre, ce qui ne tarderait pas à arriver, un escadron ou deux, que nous avons en seconde ligne derrière nos intervalles, avanceraient le sabre à la main, les chargeraient en fourrageurs, poussant leurs chevaux pêle-mêle parmi eux, et en peu de minutes ils seraient tous taillés en pièces.

J'ai vu à Silistrie en Turquie deux escadrons attaquer de cette manière une colonne d'environ six mille Turcs qui furent défaits et dispersés en trois minutes; et, s'ils ne se fussent pas réfugiés sur les rives du Danube, où la cavalerie ne pouvait pas les suivre, ils auraient été tous détruits: le colonel Carleton fut témoin de cette action.

On me dira peut-être qu'il ne serait pas fort aisé de former ces deux colonnes, je réponds que je ne demande pour cela que deux secondes; et de plus, supposé que le mouvement ne soit pas tout-à-fait achevé, nos chasseurs, protégés par l'action de l'escadron et l'espèce de leurs armes, sont plus que suffisans pour faire tête à ces détachemens; et dans le fait, cette manœuvre n'entraîne aucune difficulté, et les colonnes seront bientôt formées sous la protection des deux autres compagnies du bataillon et de la compagnie des chasseurs.

Je suis donc autorisé à conclure que l'ordonnance moderne est, à tous égards, inférieure à celle que je propose; et dans cette confiance, je supplie instamment tous les militaires qui ont de l'expérience, de vouloir bien examiner mes idées avec attention: et s'ils ne sont pas convaincus de mes principes, de vouloir bien me communiquer leurs objections: c'est la vérité que je cherche.

Je crois que nous en avons assez dit sur la manière de combattre infanterie contre infanterie; passons à cette partie de la ligne qui fait face à la cavalerie. Bien des gens s'imaginent que nos quatre rangs, quoique armés de lances et de piques, ne sont pas en état de soutenir le choc d'une ligne de cavalerie sur trois rangs: il s'en faut bien que je sois de leur avis, je crois pleinement le contraire; car un cheval seul fait le choc, et s'il est tué, blessé ou arrêté enfin, les deux de derrière ne peuvent avancer. Ainsi la force de nos quatre hommes se réunit contre un seul cheval, et à ne compter la résistance qu'en mécanique, elle doit être supérieure à l'effort; mais si vous ajoutez l'effet du feu, des lances et des piques, je ne crois pas qu'il doive rester le moindre doute, car la cavalerie n'a que sa vitesse et son impulsion. Cependant donnez-lui telle force qu'il vous plaira, je veux, pour un moment, que ma ligne soit trop faible pour en soutenir l'effort, je forme chacune de mes compagnies en colonne de huit de front sur soixante de profondeur, j'espère que personne n'imaginera que cette profondeur d'hommes puisse être renversée par une ligne de chevaux, ou plutôt par un rang, puisqu'il n'y en a qu'un qui détermine le choc.

Suivant notre plan, nous opposons sept bataillons et autant d'escadrons à une ligne de vingt escadrons: les bataillons ont avec eux sept obus et autant de pièces de campagne: nos chasseurs couvrent les intervalles et les escadrons sont derrière. Le combat commence par un feu continuel du premier rang et de l'artillerie; la cavalerie

soutiendra-t-elle ce feu? combien de temps? Je crois que cela ne sera pas long; il faut qu'elle avance sur nous ou qu'elle se retire à notre approche. Je suppose qu'elle attaque, ce ne peut être que dans l'idée de profiter de nos intervalles; prenez garde à la position des chasseurs et de nos escadrons, il n'y a qu'une partie de cette cavalerie ennemie qui pénètre à-la-fois; elle essuie tout le feu de flanc des deux colonnes, et les chasseurs, qui se sont écartés pour la laisser passer, la fusillent à dos: au même instant, mes sept escadrons la chargent et l'enveloppent; je crois que la victoire ne sera pas longtemps disputée.

En effet, je suis si persuadé de la supériorité que mon infanterie tire de son ordre et de ses armes, que je ne crains point qu'aucune cavalerie, si résolue qu'elle puisse être, ose l'approcher seulement, bien loin de l'enfoncer. Ma confiance est telle à cet égard, que je me hasarderais d'attaquer la cavalerie, même en plaine; et si elle se retirait, je la ferais poursuivre par mes escadrons, non pas en ligne, mais en fourrageurs, pêle-mêle.

La seconde planche présente notre ordre de bataille dans l'état où l'on marche à l'ennemi, et je crois que quiconque l'examinera avec soin, jugera que l'ennemi ne peut se prévaloir des intervalles que je laisse entre mes bataillons; car s'il tentait de pénétrer par les ouvertures, ce serait sa ruine, puisqu'il se trouverait avoir ma cavalerie en tête et les chasseurs à dos. De plus, il faudrait qu'il rompît lui-même sa ligne pour faire ce mouvement, et les intervalles qu'il laisserait ne pourraient être remplis par la seconde ligne, qui, en général, est trop loin, de sorte qu'il me donnerait bien plus de prise qu'il n'en reçoit de moi. Il faut observer qu'en même temps la disposition de ma ligne la met en état d'avancer sans inconvéniens et sans retard, quoiqu'il y ait peut-être quelques parties hors de l'alignement général, parce que cette partie est protégée par la cavalerie et les chasseurs. S'il y a même quelques-unes de mes compagnies ou de mes bataillons en déroute, l'ennemi ne peut les poursuivre sans rompre sa ligne et s'exposer à être pris de front et en flanc. Enfin la marche du tout est beaucoup plus rapide que celle d'une ligne pleine, suivant nos principes ordinaires. Je conclurai donc que cet ordre de bataille est fort supérieur à tout autre, et que c'est celui qui présente le moins de défauts, et dans lequel on a combiné avec le plus de soin les avantages du feu et de l'arme blanche.

La planche III montre l'ordre de bataille, tel qu'il se forme en approchant à quinze ou vingt toises de l'ennemi, et cette disposition se peut faire en quelques secondes.

Cette manœuvre est simple : les deux colonnes de chaque flanc des bataillons, après avoir rompu la ligne de l'ennemi, font feu sur les flancs, pendant que les deux autres compagnies continuent de faire feu sur ce qui est en confusion devant elles; et elles poursuivent sans relâche, tandis que la cavalerie achève de disperser et de détruire les fuyards. Les chasseurs reviennent devant les intervalles, et abandonnent la poursuite à la cavalerie.

Si notre ligne est menée de cette manière avec rapidité, la première ligne de l'ennemi sera bientôt rompue et taillée en pièces, et la seconde ne tardera pas à éprouver le même sort. A moins qu'elle ne fasse sa retraite à temps, la même supériorité de force

et d'activité aura toujours les mêmes succès; et par cette manière d'attaquer, la victoire doit être complète et décisive.

Dans cet ordre de bataille, on voit que je forme ma première ligne avec toute mon infanterie, et la seconde avec toute la cavalerie, et c'est une des différences essentielles qui se trouvent entre mon système et celui qui se pratique aujourd'hui; voici mes raisons :

1° Ma première ligne sur quatre, avec ses armes et son ordonnance, me paraît assez forte pour rompre et détruire la ligne mince de trois de hauteur.

2° Je mets par là toute mon infanterie en action à la fois; et quand la ligne ennemie, soit infanterie ou cavalerie, est mise en désordre, ma cavalerie prend part au combat au moment où elle peut être du plus grand avantage.

3° Dans cette disposition, toutes les troupes, soit infanterie, cavalerie, troupes légères et artillerie se soutiennent et se protègent réciproquement, de façon qu'il en résulte une action générale de toute la ligne, supérieure à celle de la ligne ennemie, et qui conséquemment doit entraîner la victoire. Comme nous avons supposé notre armée, composée de soixante bataillons et de quarante escadrons, si toute cette infanterie ne forme qu'une ligne, elle sera trop longue et trop peu maniable; ainsi je proposerai de former la ligne avec quarante bataillons seulement, et c'en est assez pour fournir un front plus étendu que quarante bataillons, et autant d'escadrons de l'ennemi.

Les vingt autres bataillons seront disposés, comme on le voit dans la *pl. III*, *fig.* 2, pour attaquer l'ennemi par son flanc, pendant que la ligne attaque de front. Les avantages de cette disposition sont trop évidens pour avoir besoin d'explication.

Si, malgré tout ce que j'ai dit, on trouvait encore mon ordre de bataille trop faible, parce qu'il n'est que sur une ligne, alors je proposerai de diviser ces vingt bataillons en seconde ligne, sept derrière ma droite, autant derrière ma gauche, et six derrière le centre, comme on le voit dans la même *planche*, *fig.* 2, et la cavalerie sur une seule ligne derrière le tout. Cette disposition doit plaire à ceux qui sont accoutumés à deux lignes avec une réserve. Mais je préfère le premier ordre par bien des raisons qui se présentent d'elles-mêmes à ceux qui examinent les deux plans avec attention. Je dois observer, quant à moi, que la première disposition est plus propre à l'attaque, et la seconde plus favorable à la défense; mais la première surtout a deux grands avantages, l'un de faire agir toute l'infanterie ensemble, et non successivement, comme dans la seconde disposition; l'autre, d'embrasser l'ennemi par ses flancs, comme on le voit sur le plan.

Il est, je crois, inutile de dire que si l'ennemi oppose sa cavalerie, comme il ne manquera pas de le faire à ce corps qui veut le tourner par sa gauche, vous devez vous former promptement en colonnes, comme il a été dit en expliquant la *pl. I*, *fig.* 1; mais si vous n'avez que de l'infanterie devant vous, il n'y a rien à changer.

J'ai déjà démontré, et jusqu'à la satiété, que cette formation si mince de nos armées modernes, et l'usage immodéré du feu, les rend pesantes, inactives, et propres seulement à une guerre défensive, à un combat hors de portée, et plutôt enfin à recevoir l'en-

nemi qu'à le chercher; pour accroître encore cette inactivité, le général et les troupes semblent mettre toute leur confiance dans l'artillerie plutôt que dans la valeur des troupes, de sorte que le canon est devenu l'âme des armées.

A la bataille de Prague, il y avait cinq cents gros canons, qui, suivant l'estimation la plus modérée, coûtaient certainement plus que n'auraient lait quarante mille fantassins, et l'utilité ne fut pas en proportion d'une si excessive dépense; je trouve trois défauts considérables à cet abus de l'artillerie : la dépense énorme, la quantité de chevaux nécessaires à ce service, et la longueur que cela apporte nécessairement aux mouvemens des armées.

C'est dans les siéges que le gros canon est nécessaire, et qu'on n'en saurait trop avoir; dans le reste des opérations d'une armée, on en fait trop de cas : tous les chemins ne lui sont pas bons; il ne peut avancer avec la ligne, et n'est bon qu'à favoriser le déploiement des colonnes quand elles sortent de quelques défilés pour se mettre en ligne, et à former des batteries contre quelques points d'attaque, ou enfin à défendre des retranchemens.

Si l'ennemi sait son métier, il fera mettre ventre à terre à ses gens, jusqu'à ce que vous soyez avancé, et alors il vous attaquera, ou bien il attendra votre approche; et dans ce cas, votre artillerie fera peu ou point d'effet. Il peut aussi, par un mouvement vif, se jeter sur vos retranchemens, et les attaquer l'épée à la main, ce qui rendra vos canons inutiles. Quand une batterie est pointée sur un défilé, on peut presque toujours l'éviter en passant à droite ou à gauche.

Une bonne avant-garde, avec des pièces de campagne, protégera plus efficacement vos têtes de colonnes que toutes les batteries du monde; et d'ailleurs, si votre défilé est à portée de l'ennemi, ne peut-il pas opposer artillerie à artillerie, ou, ce qui serait beaucoup mieux, marcher vivement à vos bataillons et les attaquer? Du moment qu'une batterie est approchée, son feu n'a plus d'effet.

Sur tout cela, je conclus que, quand vous avez dessein d'attendre l'ennemi dans quelque bon poste, telle qu'une forteresse, vous avez besoin de beaucoup de gros canon; mais que, d'après l'opinion où nous sommes, que l'activité est la première qualité d'une armée, et dans le système où nous avons tout imaginé pour produire cette activité en rétablissant l'usage de l'arme de main, qui rend toute espèce d'arme à feu beaucoup moins utile, nous rejetons absolument cette prodigieuse quantité d'artillerie, et nous pensons que trente ou quarante pièces de douze sont plus que suffisantes pour une armée de cinquante mille hommes.

Vous ne trouvez peut-être pas dans dix campagnes une occasion où le gros canon soit si nécessaire, qu'on ne puisse lui suppléer aussi bien les pièces de campagne. Comme les troupes, ainsi que je l'ai dit, ont une confiance excessive dans l'artillerie, c'est par égard pour ce préjugé, trop enraciné, que je consens de laisser par bataillon une pièce de campagne et sept ou huit obus, jusqu'à ce que nos soldats se soient habitués à manier la pique, et à fixer l'ennemi de près; alors ils comprendront d'eux-mêmes que l'artillerie, loin de leur être utile, appesantit leur marche, et les retient exposés plus long-temps au péril dont ils abrégeraient beaucoup la durée, si laissant

derrière eux ces embarrassantes machines, ils s'empressaient de courir à l'ennemi.

RÉFLEXIONS GÉNÉRALES.

Tout ce qui vient d'être dit ne regarde que les armées en campagne; il me reste à examiner comment on doit, dans la paix, préparer les armées pour la guerre, et comment il faut les entretenir en campagne.

Ce qu'il y a de plus difficile dans l'entretien des armées en campagne, ce sont les recrues et l'habillement. Après une ou deux campagnes au plus, l'armée manque d'hommes, et les troupes de vêtemens.

Les levées se font dans des provinces, souvent fort éloignées de celle qui est le théâtre de la guerre, de manière qu'il périt un grand nombre de ces enrôlés avant d'avoir joint leur drapeau; d'autres sont entièrement incapables de servir, et le peu qui arrive au régiment est si neuf et si grossier, qu'avant d'être mis en état de servir, la plus grande partie est déjà à l'hôpital. On peut donc assurer hardiment qu'il n'y a pas le quart des recrues qui parviennent à l'état militaire, et puissent faire de bons soldats. Quel dégât! quelle dévastation de l'espèce humaine! Quarante années d'un gouvernement paisible et bien réglé ne répareraient pas les calamités que la guerre peut causer en six campagnes.

Dans la dernière guerre des Russes contre les Turcs, on fit en Russie trois cent mille hommes de levées; et cependant, à la paix, la principale armée, aux ordres du général Romanzow, ne se trouva que de trente-six mille hommes, et l'autre, qui agissait en Crimée sous le prince Dolgorouki, n'était que de douze mille hommes; et l'une et l'autre manquaient des articles les plus nécessaires, ce qui arrive toujours, surtout quand on emploie des entrepreneurs et des fournisseurs.

Mais quel remède y a-t-il à tant de malheurs? me demandera-t-on. Je vais essayer d'en indiquer quelques-uns.

Il conviendrait que chaque régiment eût ce qu'on appelle des quartiers perpétuels, où il resterait toujours fixé en temps de paix, et ces espèces de camps formeraient comme une chaîne sur la frontière probablement destinée à être voisine du théâtre de la guerre; chaque régiment aurait ses casernes séparées en petits quartiers, comme une ville, pour prévenir les désastres en cas d'incendie; on assignerait à cette espèce de colonie militaire une certaine étendue de pays; et si on est dans le cas de craindre, de la part de l'ennemi, des courses de *partis* sur les frontières, on ferait autour des casernes un enclos fermé par un retranchement, avec un bon fossé bien palissadé, où les gens de la campagne pourraient se réfugier avec leurs troupeaux, etc.

Ce serait là qu'on amènerait les recrues; elles y seraient exercées et dressées au service; ce serait aussi le dépôt où l'on remettrait en nature tous les objets qui doivent servir à l'habillement et équipement du soldat; ils y seraient fabriqués d'économie par les soldats mêmes et par leurs femmes, ce qui serait d'une grande utilité pour le service du prince, et d'un grand avantage pour les troupes.

En temps de guerre, il resterait un bataillon pour dresser les recrues, et pourvoir aux besoins du régiment entier.

Les malades, invalides, blessés, etc.,

tant officiers que soldats, trouveraient là leur retraite, et ils y seraient de bon exemple et de bon service, quoique hors d'état de fournir au service de guerre. En assignant une quantité de terres suffisantes, le pays, ainsi fortifié, suffirait à l'entretien du tout; l'État serait déchargé de la demi-paie qu'il donne aujourd'hui, ou de la nécessité de tourmenter de pauvres misérables par les détails pénibles d'un service qu'ils ne peuvent plus faire (1).

Dans ce système, on peut permettre, on doit souhaiter même que les soldats se marient, et que leur population répare la consommation de la guerre. Les femmes les aideront dans la culture de leurs terres, et seront utiles à la troupe, au lieu de l'empoisonner, comme cela arrive dans les armées. Quand les recrues arriveront au camp, elles seront instruites et bien portantes; le nombre sera complet et prêt à entrer en action, au lieu qu'aujourd'hui la moitié d'une campagne se passe à dresser ceux qui arrivent avant d'oser les mener à l'ennemi. S'il arrivait un désastre particulier à un régiment, on ferait venir le bataillon entier qui est au dépôt, et on remplacerait ce qui aurait le plus souffert.

Chaque fils de soldat, à l'âge de dix ans, aurait un lot de terres, et serait porté sur le contrôle du régiment; toute l'armée deviendrait ainsi, en peu de temps, une colonie militaire; l'état de soldat serait bon, honorable et sûr pour la vieillesse ou les infirmités; il serait exercé avec honneur et exactitude par des gens devenus propriétaires et membres de l'État, ayant à conserver ou à perdre. Le plus grand malheur qui pût arriver à un soldat serait d'être chassé de son corps, puisqu'il perdrait par là sa fortune. Il y a plus : un homme habitué à vivre dans le même pays, sous les yeux des mêmes gens, s'observe davantage que celui qui court sans cesse de garnison en garnison, toujours inconnu partout, ce qui fait qu'un régiment passe rarement à travers un village sans y commettre quelque désordre ou quelque insolence.

Tout ce que j'ai dit de l'infanterie s'applique également à la cavalerie; chaque régiment sera de six escadrons, dont un restera au dépôt. Il remplira les mêmes devoirs que les bataillons; ainsi il serait inutile de m'arrêter davantage sur ce sujet.

(1) Tout ceci a rapport à l'état du service en Angleterre; les circonstances particulières de la France donnent lieu à des plans plus étendus et d'une plus grande utilité.

DE L'ÉTAT ACTUEL

DE LA POLITIQUE

ET

DE LA SCIENCE MILITAIRE

EN EUROPE,

PAR GUIBERT.



PRÉFACE.

Les œuvres militaires de Guibert (Jacques-Antoine, comte de) ne contiennent pas moins de cinq volumes in-4°. Ses écrits sont tellement substantiels, qu'il est plus difficile qu'on ne pourrait le penser de les réduire aux proportions de notre cadre, pour qu'elles n'y occupent pas une place exclusive, et que cependant la pensée de l'auteur s'y trouve clairement expliquée. Il est bon que le lecteur se rappelle l'époque à laquelle parut le premier ouvrage de Guibert; il y avait alors du courage à proclamer des vérités aussi fondamentales, et, de nos jours, généralement reconnues. Cependant tel était l'état des choses, que la première partie de son *Essai général de Tactique* fut imprimée à Londres, en 1773, et sans nom d'auteur; aucun libraire ne se serait hasardé à publier en France un pareil ouvrage.

Les pensées détachées du grand ouvrage de Guibert sont divisées en deux tableaux : le premier offre l'exposé de la politique de l'époque, 1770, son parallèle avec celle des anciens; ses vices et les obstacles qu'elle apporte à la prospérité et à la grandeur des peuples. Le second tableau présente l'art de la guerre depuis le les temps les plus reculés; la situation, en Europe, de cette science, en 1770, son parallèle avec ce qu'elle fut autrefois; la nécessité du rapport des institutions militaires avec les constitutions politiques; les vices des gouvernemens modernes sur cet objet.

La première partie, qui place en parallèle la politique du dix-hui-

tième siècle avec celle des anciens, rappelle, à la vérité, des abus dont le temps a fait disparaître les plus choquans. Mais outre que l'étude de ce morceau est utile pour faire mieux comprendre la seconde partie, elle est encore indispensable pour bien connaître le point de départ et la route que l'on a parcourue. Le second tableau expositif de l'art de la guerre, depuis le commencement du monde, est un chef-d'œuvre d'érudition et de concision; il est devenu classique.

Si l'on se reporte, par la pensée, à l'époque où ces deux exposés furent publiés, on conviendra que nous devons de la reconnaissance à Guibert, qui s'efforça de relever la nation du découragement qu'avaient produit les malheurs des dernières années du règne de Louis XIV. Aux Turenne, aux Condé, aux Luxembourg, avaient succédé Villeroi, Tallard, Marsin et plus tard Soubise. L'honneur français avait, nous pouvons l'avouer aujourd'hui, reçu, il y a soixante-dix ans, de cruelles atteintes; leur impression, que n'avaient pu effacer les batailles de Denain et de Fontenoy, s'était prolongée jusqu'en 1792 à tel point, que lorsqu'alors nous prîmes les armes pour repousser l'agression des Prussiens et des Autrichiens, tête de colonne de la coalition qui avait rêvé la conquête de la France, la seule pensée de résistance fut considérée comme un acte de folie coupable..

Guibert, au milieu de la prostration morale qui signala le trop long règne de Louis XV, fit entendre des vérités sévères; aussi les hommes quine vivaient que de priviléges et de désordres, s'attachèront à dénaturer ses intentions; il fut poursuivi par la calomnie.

Guibert entra au service à l'âge de treize ans; il fit, en qualité de capitaine, les campagnes de la guerre de 1756; il fut remarqué, non-seulement pour son brillant courage, mais encore par des dispositions qui promettaient un chef également bien placé sur les champs de bataille et dans le cabinet. Son père, lieutenant-général, avait dirigé ses études. La guerre de Corse lui offrit une nouvelle occasion de se signaler; à vingt-quatre ans, il obtint la croix de Saint-Louis, et fut

nommé colonel-commandant de la légion corse. En 1773, il publia le complément de l'*Essai général de Tactique*; la hardiesse de ses opinions lui mérita un si grand nombre d'attaques, qu'il se vit obligé de chercher un refuge auprès du grand Frédéric. Il faut dire, à la louange de ce prince, qu'il en reçut l'accueil le plus favorable; et cependant le roi ne partageait pas toutes ses opinions sur l'art militaire.

La nomination du comte de Saint-Germain aux fonctions de ministre de la guerre le rappela en France; en 1782, il parvint au grade de brigadier, puis, en 1788, à celui de maréchal-de-camp. Nommé, en 1787, membre et rapporteur du conseil d'administration de la guerre, cette honorable désignation fut pour lui la source d'amers chagrins. Le conseil proposait des réformes, des améliorations. Les hommes, menacés de perdre des faveurs arrachées par l'importunité et l'intrigue, ne pouvant attaquer un être de raison, le conseil, se réunirent contre le rapporteur, qui cependant ne devait encourir d'autre responsabilité que celle de présenter les vues d'un comité où il n'avait que sa voix. Guibert se défendit; mais son mémoire, adressé au public et à l'armée, ne parvint pas à calmer la tempête.

Au moment où Guibert publia son nouveau système de tactique, l'ordre profond de Folard comptait de nombreux partisans dans l'armée française. Guibert insista fortement sur la nécessité de substituer l'ordre mince à l'ordre profond. Cette innovation renversait toutes les idées reçues, et augmenta encore le nombre de ses ennemis. Le temps a prononcé sur cette grande question qui divisait tous les esprits. L'emploi perfectionné de l'artillerie devait terminer la discussion; on ne tarda pas à reconnaître que la colonne de Folard disparaîtrait sous les projectiles.

Guibert, ambitieux de toutes les gloires, cultiva aussi les lettres, mais avec un succès qui ne lui a pas survécu; il fit paraître successivement les éloges historiques du chancelier de Lhôpital, de Catinat, du roi de Prusse, de Thomas, un résumé de la guerre de sept ans, et

des fragmens de voyages en France et en Suisse. On a de lui plusieurs tragédies non représentées, *le Connétable de Bourbon*, *la Mort des Gracques*, *Anne de Boulen*. Guibert offre encore un exemple du sort qui fut de tout temps réservé à l'homme courageux, enflammé de l'amour du bien public, et qui ne sait pas trahir la vérité. Sa vie fut aussi un combat; ses ennemis le poursuivirent avec un acharnement que redoublaient encore les récompenses accordées à ses utiles travaux. Parvenu au gouvernement de l'hôtel des Invalides, il n'occupa que trois ans ce poste, considéré, à juste titre, comme le plus honorable, le premier dans la hiérarchie militaire. Découragé, il mourut en 1790, à l'âge de quarante-sept ans, protestant de la pureté de ses intentions, et n'attendant plus que de la postérité une tardive justice.

Il est évident que les discussions sur l'ordre profond et sur l'ordre mince, que celles relatives à l'ordonnance des bataillons sur trois, quatre ou six rangs de profondeur, sur l'armement et l'équipement d'une portion de l'infanterie avec des piques et des cuirasses, que l'emploi de l'artillerie, que le nombre des pièces affectées à chaque régiment, brigade ou division sont définitivement jugés. Cependant, comme des questions d'une telle importance, et traitées par des maîtres aussi habiles que Folard, Lloyd et Guibert, peuvent produire dans l'avenir de nouvelles combinaisons, nous avons cru de notre devoir d'exposer les argumens présentés par chacun d'eux avec un talent incontestable. Nous laisserons donc Lloyd et Guibert faire valoir leurs doctrines, quelle que soit d'ailleurs la nuance qui les sépare, et malgré la dissidence de leurs principes avec ceux de Folard, que nous reproduisons au quatrième volume.

(*N. du Réd.*)

DE L'ÉTAT ACTUEL

DE LA POLITIQUE

ET

DE LA SCIENCE MILITAIRE

EN EUROPE.

CHAPITRE Ier.

Tableau de la politique actuelle; son parallèle avec celle des anciens; ses vices; obstacles qu'elle apporte à la prospérité et à la grandeur des peuples.

Si l'on entend par *politique*, l'art de négocier, ou plutôt d'intriguer; celui de fomenter sourdement quelque révolution, de lier ou de rompre, dans l'obscurité des cabinets, quelques traités d'alliance, de paix, de mariage ou de commerce, nous sommes sans doute à cet égard, supérieurs aux anciens; nous y apportons plus de finesse et plus d'esprit qu'eux. Mais si la politique est la science vaste et sublime de régir un état au dedans et au dehors, de diriger les intérêts particuliers vers l'intérêt général, de rendre les peuples heureux et de les attacher à leurs gouvernemens, convenons qu'elle est totalement inconnue à nos administrateurs modernes qui ne peuvent se comparer aux Licurgue, aux Périclès, aux Numa, aux grands hommes d'état de la Grèce et de Rome. Convenons que le sénat romain, dans le temps de sa splendeur, nous rappelle cet Atlas fabuleux qui soutenait le fardeau du monde; tandis que nos gouvernemens ne sont que des machines frêles et compliquées, auxquelles la fortune et les circonstances impriment des mouvemens irréguliers, incertains et passagers comme elles.

Je ne suis point admirateur aveugle des anciens. Je sais ce qu'une longue suite de siècles, les ténèbres de l'ignorance, le prestige de l'histoire, la prévention de nos esprits leur prêtent de colossal et de merveilleux. Je sais que, de même que les astres voisins de l'horison se peignent plus grands à nos yeux, que quand, plus rapprochés de nous, ils s'élèvent sur nos têtes, les héros, ainsi que les évènemens que nous apercevons dans le lointain de l'antiquité, acquièrent, à nos regards, une grandeur que n'ont jamais les objets contemporains. Fortifié contre cette illusion, je ne juge presque jamais les choses telles que l'histoire me les représente. Je ne place pas les hommes au-dessus de l'humanité. Je

rabaisse les héros à la mesure possible de perfection que le cœur humain comporte. Je cherche à démêler, dans les évènemens, l'influence que le hasard a pu avoir sur eux, les ressorts et quelquefois les fils imperceptibles qui en ont été les causes. Ainsi, je n'ai point une vénération enthousiaste pour le gouvernement de l'ancienne Rome. Je ne prétends pas qu'il ait été parfait. Il ne l'était point puisqu'il a eu ses secousses, sa décadence et sa fin. Il ne pouvait pas l'être, puisqu'il était l'ouvrage des hommes. Mais si ce gouvernement imprima pendant cinq cents ans un caractère de vigueur et de majesté au peuple qui vécut sous lui; s'il y fit germer plus de citoyens et de héros que le reste de la terre n'en a porté depuis; si même, dans le temps de sa corruption, les vices de ce peuple eurent quelquefois une grandeur et une énergie qui forcent à l'étonnement et à l'admiration; si ce peuple, enfin, devint le maître du monde, je dois alors attribuer des effets si grands, si soutenus, à des causes puissantes et constantes. Je puis, sans me tromper, assurer que ce gouvernement était plus vigoureux; que sa politique était plus vaste, plus profonde que celle de tous les états qui s'offrent à moi.

J'admire donc la politique des Romains dans leurs beaux jours, lorsque je la vois fondée sur un plan fixe; lorsque ce plan a pour base le patriotisme et la vertu; lorsque je vois Rome naissante, colonie faible et sans appui, devenir rapidement une ville; s'agrandir sans cesse, vaincre tous ses voisins qui étaient ses ennemis, s'en faire des citoyens ou des alliés, se fortifier ainsi en s'étendant, comme un fleuve se grossit par les eaux qu'il reçoit dans son cours. J'admire cette politique, quand je vois Rome n'avoir jamais qu'une guerre à la fois, ne jamais poser les armes que l'honneur du nom romain ne soit satisfait, ne pas s'aveugler par ses succès, ne pas se laisser abattre par les revers, devenir la proie des Gaulois et des flammes, et renaître de ses cendres. J'admire Rome, enfin, quand j'examine sa constitution militaire liée à sa constitution politique; les lois de sa milice; l'éducation de sa jeunesse; ses grands hommes passant indifféremment par toutes les charges de l'état, parce qu'ils étaient propres à les remplir toutes; ses citoyens fiers du nom de leur patrie, et se croyant supérieurs aux rois qu'ils étaient accoutumés à vaincre. Je dis que peut-être il y a eu, dans quelque coin de l'univers, une nation obscure et paisible, dont les membres ont été plus heureux; mais que certainement jamais peuple n'a eu autant de grandeur, autant de gloire, n'en a autant mérité par son courage et par ses vertus.

Maintenant quel tableau offre, en opposition, l'Europe politique, au philosophe qui la contemple? Des administrations tyranniques, ignorantes ou faibles; les forces des nations étouffées sous leurs vices; les intérêts particuliers prévalant sur le bien public; les mœurs, ce supplément des lois, souvent plus efficaces qu'elles, négligées ou corrompues; l'oppression des peuples réduite en système; les dépenses des administrations plus fortes que leurs recettes; les impôts au-dessus des facultés des contribuables; la population éparse et clair-semée; les arts du premier besoin négligés pour les arts frivoles; le luxe minant sourdement tous les États; les gouvernemens, enfin, indifférens au sort des peuples, et les peuples, par représailles, indifférens aux succès des gouvernemens.

Fatigué de tant de maux, si le phi-

losophe trouve à reposer sa vue sur des objets plus consolans, c'est sur quelques petits états qui ne sont que des points en Europe; c'est sur quelques vérités morales et politiques qui, filtrant lentement à travers les erreurs, se développeront peu à peu, parviendront peut-être un jour aux hommes principaux des nations, s'assiéront sur les trônes et rendront la postérité plus heureuse.

Tel est particulièrement l'état de malaise et d'anxiété des peuples, sous la plupart des gouvernemens, qu'ils y vivent avec dégoût et machinalement, et que s'ils avaient la force de briser les liens qui les attachent, ils se donneraient d'autres lois et d'autres administrateurs. On verrait alors la moitié de l'Allemagne chasser les petits princes sous lesquels elle gémit; la Castille, l'Arragon, l'Irlande rappeler leurs rois; la Toscane, ses ducs (1); la Flandre, ses comtes; tant d'autres états, leurs anciens souverains, qui vivaient au milieu d'eux sans luxe et du revenu de leurs domaines. On verrait presque toutes les provinces se séparer de leur métropole; presque tous les gouvernemens se dissoudre ou changer de forme. Mais que dis-je? Telle est en même temps la faiblesse des peuples que, mécontens, ils murmurent et restent dans la même situation. Ils y sont enchaînés par l'habitude et par les vices.

Cette fermentation impuissante est une des plus grandes preuves de la mauvaise constitution de nos gouvernemens. Car, d'une part, les peuples souffrent et se plaignent, de l'autre, ils ont perdu toute espèce de ressort. Chacun vit pour soi, cherchant à se mettre à couvert des maux publics, à en profiter, ou à s'étourdir sur eux. Au milieu de cette faiblesse générale, les gouvernemens, faibles eux-mêmes, mais par là féconds en petits moyens, étendent leur autorité et l'appesantissent. Ils semblent être en guerre secrète avec leurs sujets. Ils en corrompent une partie pour dominer l'autre. Ils craignent que les lumières ne s'étendent, parce qu'ils savent qu'elles éclairent les peuples sur leurs droits et sur les fautes de ceux qui les gouvernent ils fomentent le luxe parce qu'ils savent que le luxe énerve les courages. Comme ils ont dans leurs mains presque tout l'or des États, ils font de l'or le grand ressort de l'administration; ils en font le moyen de la considération et de l'avancement des particuliers, la solde du vice qu'il augmente, la récompense de la vertu qu'il avilit, l'objet de la cupidité de tous les citoyens. Ils repompent ensuite, par des opérations fiscales, cet or que leur prodigalité a répandu: circulation funeste et dont l'effet est de ruiner une partie des nations, pour enchaîner l'autre. C'est enfin cet art malheureux de diviser, d'affaiblir, de dégrader, pour mieux dominer, d'opprimer sans révolter, qu'on appelle *science de gouvernement* dans la plupart des cours.

Le philosophe sera-t-il plus satisfait quand il jettera les yeux sur l'Europe militaire? Il y verra toutes les constitutions servilement calquées les unes sur les autres; les peuples du Midi ayant la même discipline que ceux du Nord; le génie des nations en contradiction avec les lois de leur milice; la profession de soldat abandonnée à la classe la plus vile et la plus misérable des citoyens;

(1) Depuis que ceci est écrit, elle les a retrouvés dans le jeune souverain qui règne sur elle. Il est occupé de la vivifier, de la rendre heureuse. Saisissons l'occasion douce et rare de rendre hommage à un prince qui sent le prix du bonheur et de l'amour des hommes.

le soldat, sous ses drapeaux, continuant d'être malheureux et méprisé; les armées plus nombreuses dans la proportion des nations qui les entretiennent, onéreuses à ces nations pendant la paix, ne suffisant pas pour les rassurer à la guerre, parce que le reste du peuple n'est qu'une multitude timide et amollie. Il remarquera qu'on a fait quelques progrès en tactique et sur quelques autres branches de l'art militaire; il admirera quelques morceaux de détail dans nos constitutions; le génie du roi de Prusse, l'essort momentané qu'il a donné à sa nation; mais il se demandera où se trouve une milice constituée sur des principes solides? Où est un peuple guerrier, ennemi du luxe, ami des travaux et porté à la gloire par ses lois?

N'attribuons en effet qu'en partie à la vigilance actuelle de tous les peuples sur les démarches de leurs voisins, à la correspondance de toutes les cours, au système d'équilibre établi en Europe, l'impossibilité où sont les nations de s'étendre et de conquérir. Elle provient bien plutôt de ce qu'aucune de ces nations n'est décisivement supérieure aux autres par ses mœurs et sa constitution; de ce qu'elles sont toutes contenues dans leur sphère, par la faiblesse et la ressemblance de leurs gouvernemens.

Que peut-il résulter aujourd'hui de nos guerres? Les États n'ont ni trésors, ni excédent de population. Leurs dépenses de paix sont déjà au-dessus de leurs recettes. Cependant on se déclare la guerre. On entre en campagne avec des armées qu'on ne peut ni recruter, ni payer. Vainqueur, ou vaincu, on s'épuise à peu près également. La masse des dettes nationales s'accroît. Le crédit baisse. L'argent manque. Les flottes ne trouvent plus de matelots, ni les armées de soldats. Les ministres, de part et d'autre, sentent qu'il est temps de négocier. La paix se fait. Quelques colonies ou provinces changent de maître. Souvent la source des querelles n'est pas fermée, et chacun reste assis sur ses débris, occupé à payer ses dettes et à aiguiser ses armes.

Mais supposons qu'il s'élevât en Europe un peuple vigoureux de génie, de moyens et de gouvernement, un peuple qui joignît, à des vertus austères et à une milice nationale, un plan fixe d'agrandissement, qui ne perdît pas de vue ce système, qui, sachant faire la guerre à peu de frais et subsister par ses victoires, ne fût pas réduit à poser les armes par des calculs de finances. On verrait ce peuple subjuguer ses voisins, èt renverser nos faibles constitutions comme l'aquilon plie de frêles roseaux.

Ce peuple ne s'élèvera pas, parce qu'il ne reste en Europe aucune nation à la fois puissante et neuve. Elles s'assimilent et se corrompent toutes, de proche en proche; elles ont toutes des gouvernemens destructifs des sentimens de patriotisme et de vertu. Lorsque la corruption a fait de tels progrès, lorsqu'elle a attaqué les principes des administrations, les administrateurs, les cours des souverains, les berceaux de leurs enfans, il est presque impossible d'espérer une régénération. Les lieux d'où elle pourrait venir sont les foyers du mal. Un seul peuple était, au commencement de ce siècle, en position de devenir redoutable; son souverain, qui était un grand homme, mais qu'on admire peut-être trop, n'eu a pas profité. Une fausse politique fut la base de son système. Il se hâta trop de polir sa nation; il fit entrer dans ses États tous les arts de l'Europe; et, avec les arts, il introduisit les vices. Il

appela la Russie dans l'Ingrie, dans la Livonie; et en rassemblant ainsi ses moyens à une des extrémités de ses États, il jeta dans la langueur le reste de son empire. Il voulut jouir de son vivant; il négligea les fruits pour les fleurs. S'il se fût moins pressé de prendre part à la politique de l'Europe; si, en attirant dans son pays les arts utiles, il eût repoussé ceux de luxe et de mollesse; si, au lieu de bâtir des villes, il eût défriché des campagnes; si, par trop de fréquentation avec les étrangers, il n'eût pas fait perdre à ses sujets cette âpreté sauvage avec laquelle ils eussent fait de grandes choses; s'il n'eût répandu sur sa nation que les lumières nécessaires pour augmenter sa force, et qu'il eût habilement éloigné celles qui pouvaient l'affaiblir; si avec un pareil plan, il eût vécu plus long-temps, et que ses successeurs se fussent conduits par les mêmes principes, la Russie serait aujourd'hui bien plus menaçante et plus redoutable pour l'Europe. De ce vaste empire fussent peut-être sorties de nos jours des peuplades endurcies et invincibles, qui auraient changé la face de nos contrées, ainsi que, des réservoirs du Nord, se répandirent autrefois ces flots de barbares qui inondèrent l'empire romain. Ces peuplades eussent paru avec un langage, des habillemens, des armes, des mœurs, une manière de faire la guerre, qui, en tout ou en partie, n'auraient pas été les nôtres; et cet appareil nouveau eût sans doute contribué à ses victoires.

Si l'Europe n'a plus à craindre ces torrens dévastateurs qui la couvrirent autrefois de sang et de ténèbres; si les vices, qui minent tous ses gouvernemens, semblent mettre une sorte d'équilibre entre eux, les nations de cette partie du monde, tantôt faibles, tantôt corrompues qu'elles sont, n'en jouissent pas de plus de tranquillité; car telle est leur misérable politique, que des haines nationales, des intérêts illusoires de commerce ou d'ambition les divisent sans cesse; que même, par les traités qui les pacifient, il reste toujours entre elles des germes de discussions, qui, après une trève périodique, les arment de nouveau l'une contre l'autre, et que, si leurs relations politiques ne leur fournissent pas de prétextes de rupture, les caprices des ministres, les vaines étiquettes, les petites intrigues, dans lesquelles consistent aujourd'hui les négociations, en font bientôt naître des prétextes. Tel est enfin le genre de guerre adopté par toutes ces nations, qui consume leurs forces et ne décide pas leurs querelles; que, vainqueur ou vaincu, chacun, à la paix, rentre à peu près dans ses anciennes limites; que de là les guerres, effrayant moins les gouvernemens, en deviennent plus fréquentes. Ce sont des athlètes timides, couverts de plaies, et toujours armés, qui s'épuisent à s'observer et à se craindre, s'attaquent de temps en temps, pour s'en imposer mutuellement sur leurs forces; rendent des combats faibles comme eux; les suspendent quand leur sang coule, et conviennent d'une trève pour essuyer leurs blessures.

Entre ces peuples, dont la faiblesse éternise les querelles, il se peut cependant qu'un jour il y ait des guerres plus décisives et qui ébranlent les empires. La corruption, répandue sur la surface de l'Europe, ne fait pas partout des progrès égaux. Les différences qui existent entre les gouvernemens font que chez les uns, elle se développe plus lentement, et chez les autres, avec plus de rapidité. Le mal devient ensuite plus ou moins dange-

reux, en raison des qualités des hommes qui gouvernent : ici, de bonnes institutions, un souverain éclairé, un ministre vigoureux servent de digue contre la corruption, remontent les ressorts du gouvernement, et font rétrograder l'État vers le haut de la roue ; là, gouvernement, souverain, ministres, tout est faible ou corrompu ; par conséquent tout se relâche, se détend ; et l'État, entraîné avec une vitesse que sa masse multiplie, descend rapidement vers sa ruine. Supposons ces deux États voisins l'un de l'autre ; que le premier ait à sa tête plusieurs grands hommes de suite ; que le second ait successivement deux ou trois souverains faibles ; que les règnes de ces souverains, malheureux comme celui de Charles VI, soit long comme celui d'Auguste, ce dernier état, chancelant, avili, démembré par son voisin, n'attendra plus qu'un orage qui détermine sa chute ; enfin, par une conséquence de la supposition établie ci-dessus, dans la décadence générale, où le luxe et les erreurs politiques mettent toutes les nations, celles qui parcourront le moins rapidement la ligne de leur déclinaison ; celles qui s'arrêteront ou rétrograderont le plus souvent, dans cette funeste marche, auront sur les autres l'ascendant de vigueur que la jeunesse a sur la maturité, la maturité sur la vieillesse, la vieillesse sur la décrépitude, pour s'affaiblir à leur tour, décliner et faire place à des États mieux constitués, ou parce que quelque révolution les aura régénérés, ou parce qu'ils seront moins avancés dans leur carrière, ou parce qu'enfin, formés récemment des débris de quelque État anéanti, ils auront pour base le courage et les vertus qui font prospérer les nouveaux empires.

Dans cette situation, quel devrait être le but de la politique des peuples ? Celui de se fortifier au dedans, plutôt que de chercher à s'étendre au dehors ; de se resserrer même, s'ils ont des possessions trop étendues, et de faire, pour ainsi dire, en échange, des conquêtes sur eux-mêmes, en portant toutes les parties de leur administration au plus haut point de perfection ; celui d'augmenter la puissance publique par les vertus des particuliers ; de travailler sur les lois, sur les mœurs, sur les opinions ; celui, en un mot, de changer ou de ralentir le cours funeste qui les entraîne vers leur ruine.

S'il est une nation surtout à laquelle convienne cette sage politique, et qui doive se hâter de l'embrasser, c'est la mienne, qui, heureusement assise au milieu de l'Europe, sous la plus belle température, sur le sol le plus généralement fertile, entourée, presque partout, de limites que la nature semble avoir posées, peut être assez puissante pour ne rien craindre et pour ne rien désirer. C'est la mienne, parce que, si j'ose le dire, c'est elle qui déchoit maintenant avec le plus de rapidité. Son gouvernement ne la soutient pas ; et les vices, qui, partout ailleurs, ne se répandent que par imitation, nés chez elle, y sont plus invétérés, plus destructifs, et doivent la dévorer la première.

Comme le plan de cette régénération est le but de mon ouvrage, j'y reviendrai avec toute l'attention qu'il mérite. Achevons de peindre tout ce que la politique moderne a d'erroné et de contraire à la prospérité des peuples.

Toutes les parties du gouvernement ont entre elles des rapports immédiats et nécessaires. Ce sont des rameaux du même tronc ; il s'en faut bien cependant qu'elles soient conduites en

conséquence. Dans presque tous les États de l'Europe, les différentes branches d'administration sont dirigées par des ministres particuliers, dont les vues et les intérêts se croisent et se nuisent. Chacun d'eux s'occupe exclusivement de son objet. On dirait que les autres départemens appartiennent à une nation étrangère. Heureux encore les États où ces ministres, jaloux l'un de l'autre, ne se traitent pas en ennemis.

Du peu de relation qui existe ainsi entre les différens départemens d'une administration, s'ensuivent ces projets, avantageux sous une face, et désavantageux sous les autres; ces encouragemens de commerce, qui découragent l'agriculture; ces édits financiers, qui remplissent le fisc pendant quelques années, et ruinent les peuples pour un siècle; ces systèmes morcelés; ces édifices politiques qui n'ont qu'une façade et point de fondemens: ces demi-moyens, ces palliatifs, dont chaque ministre va plâtrant les maux qu'il aperçoit dans son département, sans calculer si ces remèdes ne seront pas funestes aux autres branches.

Jetons les yeux sur l'Europe, et observons plus en détail ces effets funesnestes. Les ministres espagnols chassent les Maures; ils oublient que ce sont des hommes, et que sans une population nombreuse, un état ne peut prospérer. Ils envahissent le Nouveau-Monde, y ouvrent des mines, et ne s'aperçoivent pas que l'Espagne reste en friche. Ils tyrannisent les Pays-Bas, et ne prévoient pas qu'ils les poussent à la révolte, et qu'ils ne pourront pas les remettre sous le joug. Faute de calculer qu'au-delà de certaines bornes, la grandeur d'un État n'est que faiblesse, faute de savoir sagement se borner à ce qu'on peut vivifier et défendre, ils veulent tout embrasser, Pays-Bas, Franche-Comté, Roussillon, Italie, Portugal, puis tout leur échappe.

Rapprochons-nous de notre temps; ils ne sont pas plus sages : Richelieu veut étendre le pouvoir de son maître, ou plutôt le sien; il veut abattre les grands, et détruire ces prérogatives qui en faisaient les vassaux, plutôt que les sujets des rois. Qu'il se fût servi, pour cela, de moyens vigoureux; qu'il eût ouvertement attaqué ce que les prétentions de la noblesse pouvaient apporter d'entraves à la force et au bonheur de la monarchie; qu'il eût étendu l'autorité par l'autorité même, j'admirerais, je bénirais son génie. Mais pour mieux détruire cette noblesse, il la corrompt, il la dégrade, il lui fait quitter ses châteaux, parce qu'il sent que sa pauvreté et sa simplicité entretiennent sa vigueur; il l'attire à la cour, où il prévoit qu'elle se ruinera par le luxe, et qu'elle dépendra ensuite du souverain par les grâces qu'elle sera réduite à mendier. Ce funeste système est suivi par Louis XIV et par ses ministres. Les mœurs de la nation changent. La dégradation de la noblesse entraîne l'esclavage du peuple. Le fardeau de cette noblesse, soudoyée et corrompue, retombe sur ce peuple gémissant, autrefois soutenu par elle. Il ne reste bientôt plus ni esprit national, ni énergie, ni vertus; et c'est là ce Richelieu, dont le mausolée décore nos temples, dont le lycée de notre éloquence répète sans cesse l'éloge mensonger, et l'histoire, qui devrait être l'asile de la vérité, qui devrait prouver que les statues et les panégyriques sont presque toujours les monumens du préjugé ou de l'adulation, l'histoire éternise cette injuste réputation, elle appelle sublime la po-

litique de cet ambitieux, qui énerva sa nation, croyant fortifier le gouvernement, comme si un bon gouvernement, au lieu d'abaisser sa nation et de peser sur elle, ne devait pas, au contraire, chercher à l'élever, en s'élevant, du même mouvement, avec elle et au-dessus d'elle !

Colbert, avec du génie, s'égare sur les vrais intérêts de la France ; il en fait un état mercantile ; il a vu la Hollande s'élever du sein de ses marais, et jouer un rôle en Europe. Il se dit : « L'or et le commerce sont les mobiles » de la prospérité publique. Je suis » ministre des finances ; c'est à moi » d'enrichir l'État. » Aussitôt les greniers se changent en manufactures, nos laboureurs en artisans. Une branche de l'administration se ranime et fleurit, tandis que le corps de l'arbre languit et se dessèche.

Louvois veut la guerre, parce que Colbert veut la paix ; parce que l'intérêt du ministre de la guerre est d'embarrasser le ministre des finances. Il échauffe l'ambition de son maître : il lui dit que la France n'a besoin que d'armées de terre ; qu'au moyen d'elles, l'Europe pliera sous ses lois. Bientôt la marine est négligée, les ports se ferment ; toutes les autres parties de l'administration sont sacrifiées à la splendeur d'un seul département.

Louis XIV vient d'ajouter quelques provinces à la France ; il croit que parce que son royaume a augmenté de surface, il s'est accru en puissance. Il prend pour signes d'abondance et de richesse les étoffes de ses manufactures et l'or de ses commerçans. Il s'élève à un luxe de puissance plus fort que ses moyens ; croit que, nouveau Cadmus, ses ordonnances d'augmentation font sortir de terre les hommes tout armés ; met tout son peuple en campagne ; épuise la France dans le temps de ses victoires ; la met à deux doigts de sa perte, dans ses malheurs ; meurt, et ne laisse après lui que dettes et misère, avec un genre de guerre moins décisif et plus ruineux.

Voyons à l'époque de ce prince, et comme entraînés par son exemple, tous les gouvernemens de l'Europe forcer de moyens ; grossir leurs armées, augmenter leurs impôts ; étendre à l'envi leurs possessions ; appeler les campagnes dans les villes, les provinces dans les capitales, les capitales dans les cours ; prendre l'enflure pour la puissance, le luxe pour la richesse, l'éclat pour la gloire ; faire enfin gémir les peuples, pour atteindre à un agrandissement funeste : politique malheureuse, et qui rappelle ce chevalet sur lequel Busiris allongeait ses victimes, en leur brisant les membres.

Les puissances maritimes donnent dans une épidémie de commerce, qui n'est pas moins funeste ; elles veulent embrasser les deux pôles, naviguer sur toutes les mers, arborer leur pavillon sur toutes les côtes. Il s'élève entre elles une politique inconnue jusqu'alors, et digne d'un siècle barbare. Elles se ferment réciproquement leurs ports, ou ne les ouvrent qu'à de certaines denrées et sous de certains droits. Elles oublient que le genre humain n'est qu'une vaste famille, subdivisée en plusieurs autres, appelées Française, Anglaise, Hollandaise, Espagnole, etc., dont aucune ne peut être pleinement heureuse et puissante, sans une libre et entière correspondance d'échanges, de secours, de bienfaits et de lumières.

Ce serait un tableau à la fois intéressant et instructif, que celui de toutes les fautes qui ont été faites, depuis quelques siècles, contre les principes

de la saine politique. En s'accoutumant ainsi à examiner l'influence que ces fautes ont eue sur les évènemens, et les fautes nouvelles dont ces évènemens ont été la source à leur tour; en apprenant à démêler la trame de cet enchaînement fatal, on trouverait la solution de la plupart des faits, si mal expliqués par les mots vagues de hasard et de fortune, trop prodigués dans nos histoires.

Une cause qui, dans la plupart des gouvernemens, contribue encore à rendre la politique si imparfaite, c'est la mobilité continuelle des ministères. Eh! comment les lumières politiques pourraient-elles s'y perpétuer et s'y étendre? L'intrigue et le hasard placent et déplacent les ministres. Élevés à ces postes, ils songent plus à les conserver qu'à les remplir. Fatigués par la cabale et l'envie, il ne leur reste ni la force ni le temps de corriger les vices de l'administration. Le système de leur prédécesseur n'est jamais le leur. Supposons même ces ministres avec du génie. Ils sont hommes, il faut qu'ils se forment des sous-ordres, des principes, un plan. Calculons donc: tant de fautes par leurs erreurs, tant par leurs passions, tant par les erreurs et les passions de leurs employés. Sont-ils sans génie? Ils ne trouvent rien qui les instruise ou les appuie. L'état n'ayant point de système, ils n'y savent pas suppléer. Ils gouvernent comme ils vivent du jour à la journée. Au lieu de maîtriser les évènemens, ils sont maîtrisés par eux. Les détails les absorbent. Ils tiennent dans leurs mains quelques fils de l'administration et en laissent aller les grands ressorts.

L'histoire nous fait voir des rois, qui ont gouverné leurs États par eux-mêmes, ou des ministres, qui ont gouverné leurs maîtres, procurer à leurs nations quelques succès éphémères. Richelieu fit de grandes choses; Louis XIV eut des éclairs de bonheur; Albéroni parut un moment ranimer l'Espagne. La Prusse, élevée au-dessus de sa sphère, par les talens de son roi, étonne aujourd'hui l'Europe. Mais remarquons-le: jamais nation n'a eu de prospérité réelle et durable, que quand, par la nature de son gouvernement, il y a eu un corps permanent chargé de recueillir les lumières, de réduire les intérêts de l'État en système, de prendre conseil du passé pour l'avenir, de faire, en un mot, sur le tillac de l'État, ce que fait le pilote à la poupe du vaisseau, observer la boussole, les nuages, les vents, les écueils, et tenir route en conséquence. C'est avec ce corps que les dépositaires de la puissance exécutrice, rois, ministres, dictateurs, consuls, géraux, doivent venir se raccorder, consulter le système général de l'État, et prendre des délibérations. Ainsi était constituée l'ancienne Rome. Ainsi l'est, à quelques égards, l'Angleterre par son parlement, image bien imparfaite d'ailleurs de la majesté et des vertus du sénat romain.

Ceci me conduirait à examiner quelle est la forme de gouvernement la plus propre à l'exécution d'un plan de grande et saine politique; mais c'est une question que je ne veux pas approfondir. Mes lecteurs jugeront suffisamment, par l'exposé que je ferai ci-après, de ce que devrait être la politique, si un plan, qui doit embrasser toutes les parties de l'administration, la gloire publique, et la félicité particulière, le bonheur de la génération présente et celui des générations futures; qui doit être conduit à sa fin sans relâche et à travers les évènemens de plusieurs siècles, peut être raisonnablement confié à un gouvernement qui

est entre les mains d'un seul, et dont par conséquent les principes doivent varier, non seulement à tous les changemens de règne, mais même à tous les changemens de ministère, à toutes les révolutions qui se font dans les caractères, les passions, l'esprit, l'âge, la santé des souverains et de leurs ministres; à nn gouvernement qui, par conséquent, tour-à-tour vigoureux, faible, éclairé, ignorant, doit tour-à-tour s'élever, s'abaisser, se relever, décliner et finir, dans toutes ses secousses convulsives et irrégulières, par perdre son ressort, se briser et s'anéantir.

La politique, telle qu'elle s'offre à mes idées, est l'art de gouverner les penples; et, envisagée sous ce vaste point de vue, elle est la science la plus intéressante qui existe. Elle doit avoir ponr objet de rendre une nation heureuse au dedans et de la faire respecter au dehors. De là, elle se divise naturellement en deux parties: *politique intérieure* et *politique extérieure*.

La première sert de base à la seconde. Tout ce qui prépare le bonheur et la puissance d'une société, est de son ressort: lois, mœurs, coutumes, préjugés, esprit national, justice, police, population, agriculture, commerce, revenus de la nation, dépenses du gouvernement, impôts, application de leur produit; il faut qu'elle voie tous ces objets avec génie et réflexion; qu'elle s'élève au-dessus d'eux, pour apercevoir les rapports généraux et l'influence qui les lient les uns aux autres; qu'elle s'en rapproche ensuite, pour les observer et en suivre les détails; qu'elle ne s'occupe d'aucun exclusivement aux autres parce qu'en politique, ce qui fait fleurir trop, ou trop tôt une branche, épuise souvent et fait languir le rameau voisin, ou une autre branche éloignée. Il faut, en un mot, qu'elle conduise de front toutes les parties de l'administration; et, pour cela, qu'elle se forme un système général; qu'elle l'ait sans cesse devant soi, portant tour-à-tour les yeux sur lui, pour déterminer les opérations qu'il exige, sur le produit de ces opérations, pour voir s'il concourt à l'exécution du plan général.

Tandis que la politique intérieure prépare ainsi et perfectionne tous les moyens du dedans, la politiqne extérieure examine ce que le résultat de ces moyens pent donner à l'État de force et de considération au dehors; et elle détermine sur cela son système. C'est à elle à connaître les rapports de toute espèce qui lient sa nation avec les autres peuples; à démêler les intérêts illusoires et apparens d'avec les intérêts réels; les alliances qui ne peuvent être que passagères et infructueuses d'avec ces liaisons utiles et permanentes que dictent la position topographique ou les avantages respectifs des contractans. C'est à elle à calculer ensuite les forces militaires dont l'État a besoin pour en imposer à ses voisins, pour donner du poids à ses négociations. C'est à elle à constituer ses forces militaires relativement au génie et aux moyens de la nation, à les constituer surtout de manière qu'elles ne soient pas au-dessus de ses moyens, parce qu'alors elles épuisent l'État, et ne lui donnent qu'une puissance factice et ruineuse. C'est à elle à y introduire le meilleur esprit, le plus grand courage, la plus savante discipline, parce qu'alors elles peuvent être moins nombreuses, et que cette réduction de nombre est un soulagement pour les peuples. Il me semble enfin entendre la politique intérieure, quand elle a préparé le dedans de l'État, disant à la politique extérieure: « Je vous remets

» une nation heureuse et puissante; ses » campagnes sont fécondes, ses den- » rées sont plus que suffisantes à ses » besoins, la population y est nom- » breuse et encouragée, les lois y sont » respectées, les mœurs y sont pures, » le vice s'y cache, la vertu s'y montre » et n'attend que d'être employée. » Achevez mon ouvrage, faites consi- » dérer au dehors ce peuple que je rends » heureux au dedans. Mettez à profit » ce patriotisme que j'ai fait naître dans » tous les cœurs, ces vertus guerrières » dont j'ai fécondé le germe, formez » des défenseurs à ces moissons; que » leur produit, qui n'est point absorbé » par mes impôts, ne soit point dévoré » par des armées étrangères; appelez » les étrangers dans ses ports. Ouvrez » des débouchés à son commerce. Ren- » dez son alliance précieuse. Faites re- » douter ses armes et jamais son am- » bition. »

La politique intérieure ayant ainsi préparé une nation, quelles facilités ne trouve pas la politique extérieure à déterminer le système de ses intérêts vis-à-vis de l'étranger à former une milice redoutable! Qu'il est aisé d'avoir des armées invincibles dans un État où les sujets sont citoyens, où ils chérissent le gouvernement, où ils aiment la gloire, où ils ne craignent point les travaux! Qu'une nation devenue puissante par ses ressources intérieures doit en retirer de considération au dehors! Qu'alors ses négociations diminuent de complication et acquièrent de poids! Que sa manière de les conduire peut devenir franche et ouverte! C'est la faiblesse de nos gouvernemens qui apporte dans leurs négociations tant d'obliquité et de mauvaise foi. C'est elle qui fomente la division entre les peuples, qui tâche de corrompre réciproquement les membres des administrations. C'est elle qui fait que toutes les nations se surveillent entre elles par des voies que l'on n'ose avouer; que les unes soudoient les autres; qu'elles achètent la paix; qu'elles se suscitent mutuellement des troubles et des embarras. C'est elle qui dicte ces rivalités en tout genre, basses et nuisibles; cet empiètement perpétuel du commerce d'une nation sur le commerce de l'autre; ces lois prohibitives, ces droits qui repoussent l'étranger, ces traités qui favorisent une nation au préjudice des autres; ces calculs chimériques de balance, d'exportation et d'importation; moyens misérables et compliqués qui, au bout d'un siècle, n'ont rien ajouté à la puissance du gouvernement qui les a le plus adroitement employés. C'est la faiblesse de nos gouvernemens, en un mot, qui craint la prospérité des autres nations, qui voudrait toutes les affaiblir ou les corrompre; politique semblable à celle qui leur fait affaiblir ou corrompre leurs propres sujets; politique bien différente de celle d'un bon gouvernement qui, sans chercher à contrarier le bonheur et la puissance de ses voisins, tâcherait de s'élever au-dessus d'eux par sa vigueur et par ses vertus.

C'est de même la faiblesse de nos gouvernemens qui rend nos constitutions militaires si imparfaites et si ruineuses. C'est elle qui, ne pouvant faire des armées citoyennes, les fait si nombreuses. C'est elle qui, ne sachant les récompenser par l'honneur, les paie avec de l'or. C'est elle qui, ne pouvant compter sur le courage et la fidélité des peuples, parce que les peuples sont énervés et mécontens, fait acheter au dehors des milices stipendiaires. C'est elle qui hérisse les frontières de places. C'est elle enfin qui est occupée à éteindre les vertus guerrières dans les na-

tions, à ne pas même les développer dans les troupes, parce qu'elle craindrait que de là elles ne se répandissent chez les citoyens et ne les armassent un jonr contre les abus qui les oppriment. Je reviendrai, dans l'instant, sur ce qui concerne les constitutions militaires, cette partie de la politique si importante et si négligée. Achevons de dire ce qui empêche nos gouvernemens de se conduire d'après les principes de la science vaste et intéressante que je viens de définir.

Cette science, envisagée sous le point de vue que j'ai présenté, n'est traitée dans aucnn ouvrage; elle n'est l'objet de l'éducation d'aucun homme principal, peut-être pas même celui des recherches d'aucun particulier. De là tous les hommes que la fortune porte à la tête des administrations ne sont pas des hommes d'État; ils ont tout au plus étndié quelqnes parties de l'administration; les autres leur sont inconnues. Ils les dirigent au hasard, et selon la rontine établie. L'étude qu'ils ont faite de quelques parties de l'administration devient même funeste aux autres parties, parce qu'alors celles qu'ils connaissent sont à leurs yeux les seules importantes, les seules privilégiées. Ils s'en occupent, à l'exclusion de celles qu'ils ne connaissent pas; et ces dernières sont abandonnées à des *sous-ordres*.

On objectera peut-être qu'il est impossible que l'esprit d'nn senl homme embrasse toutes les parties d'nne science aussi vaste. Comment faisaient donc les Romains, qui passaient successivement par toutes les charges de la république? Comment faisaient ces hommes tour à tour édiles, questeurs, censenrs, tribnns, pontifes, consuls, généraux? Ayons des gouvernemens qui le veuillent, qui le rendent nécessaire, qui dirigent en conséquence l'éducation publique, nous aurons de ces esprits supérieurs et universels, qui font la gloire et les destins des empires. D'ailleurs, est-ce un homme seul qui doit conduire tons les détails de l'administration d'un peuple? Plusieurs concourent à cet important ouvrage; ils s'attachent chacun au détail d'une partie, ils les approfondissent, ils les perfectionnent. Du concours des connaissances, répandnes sur chaque branche, se forme ainsi peu à peu cette masse de lnmières qui éclaire toute l'administration. Au milieu de ces hommes, il snffit qu'il s'élève, et il peut surgir, quelque génie vaste. Celui-là s'empare, si je peux m'exprimer ainsi, des connaissances de tous, crée ou perfectionne le système politique, se place au hant de la machine et lui imprime le mouvement. Pour diriger l'ensemble de l'administration, il n'est pas nécessaire qu'il ait approfondi les détails de toutes les parties; il suffit qu'il connaisse ceux des parties principales, le résultat des autres, la relation que chacune d'elles doit avoir avec le tout; il suffit que quand il aura besoin de descendre vers les détails d'une partie, pour éclairer les *sous-ordres* qui en sont chargés, ou pour la raccorder au système général, il soit doué de ce tact subtil et précieux qui voit et qui juge. Ainsi, dans la vaste carrière des mathématiques, chacun s'attache à un objet, et poursuit la vérité par des chemins différens. Les Newton, les Leibnitz, les d'Alembert s'élèvent au faîte de la science, planent sur elle, se réservent l'étude des parties les plus difficiles; mais, chemin faisant, ils voient les progrès des autres branches, ils fixent les opinions, ils répandent leur méthode et leur génie sur la science entière. Ainsi, pour me servir d'une

autre comparaison plus vaste, qui réponde mieux à l'importance de la science du gouvernement, dans la hiérarchie de ces intelligences que la mythologie de quelques peuples fait veiller sur l'univers, il y a des génies inférieurs qui sont chargés chacun d'un élément; et le grand Être les domine et les dirige.

Il faut observer que la politique, en devenant plus parfaite, deviendrait moins difficile. L'imperfection d'une science ajoute presque toujours à sa difficulté. Les ténèbres de l'ignorance, les sophismes des préjugés en enveloppent alors les principes; on les complique, on les multiplie; on croit par là suppléer à leur insuffisance. La base de toutes les opérations étant fausse, les conséquences erronées s'accroissent chaque jour; elles s'embranchent les unes dans les autres. Bientôt s'élève une théorie d'erreurs, mille fois plus compliquée et plus difficile à saisir que ne le serait l'enchaînement des vérités qui forment la science. C'est surtout dans la politique que les déviations ont ces suites rapides et funestes. Quand cette science sera redressée, quand elle portera sur des principes sûrs et immuables, comme la justice et la vertu, elle deviendra simple et lumineuse. Elle rejettera tous ces moyens de détail, ces supplémens, ces palliatifs dont la faiblesse a surchargé et corrompu toutes les parties de l'administration. En proportion de ce qu'un État sera mieux constitué, de ce qu'il aura plus de puissance réelle, il deviendra plus facile à gouverner. Les États faibles et mal constitués sont sans cesse le jouet des circonstances et de la fortune; ils craignent les agitations du dedans et les attaques du dehors. Entraînés par la politique de leurs voisins, ils sont presque toujours obligés de se mouvoir en sens contraire à leurs véritables intérêts. Ce n'est qu'à force de tyrannie, d'adresse, de petits moyens, d'obliquité, de mauvaise foi, qu'ils conservent une existence précaire et languissante. Ils ressemblent à ces faibles bâtimens, hasardés sur le vaste sein des mers. Obligés sans cesse de louvoyer, de changer de manœuvre, de tenir une route opposée à leur but, de respecter tous les vaisseaux qu'ils rencontrent, recherchant leur compagnie, tâchant de se mettre dans leur sillage; un nuage les alarme, une vague peut les couvrir, un écueil les briser.

Il n'en sera pas ainsi d'un État bien constitué et réellement puissant; je dis réellement, parce qu'il faut bien distinguer la puissance véritable, fondée sur la bonne proportion et constitution d'un État, d'avec l'apparence de la puissance, fondée sur une trop grande extension de possessions, sur des triomphes momentanés, sur les talens d'un grand homme, en un mot, sur tout ce qui peut ne pas durer. Un tel État sera facile à gouverner; sa politique extérieure pourra être uniforme et stable. Il ne craindra rien de ses voisins; il ne voudra rien entreprendre sur eux. Au dehors, il aura la considération qu'inspirent la modération et la force. Sur ses frontières veillera une milice redoutable et citoyenne. Au dedans prospérera un peuple nombreux et vertueux. Que lui importeront les intrigues des autres puissances, les passions des hommes qui les gouvernent, les guerres qui les déchirent? Il ne sera pas jaloux de leur richesse; il ne le sera pas de leurs conquêtes. Il n'ira pas les troubler dans leurs possessions lointaines. Il sait que trop s'étendre, c'est s'affaiblir; que des colonies éloignées, si elles

fournissent à un commerce de luxe, entretiennent les vices de la métropole ; que si, plus heureuses, elles peuvent tout tirer de leur sein, elles se fortifient et se détachent, tôt ou tard, de cette injuste métropole qui veut trop les asservir. Il n'empiétera pas sur leur commerce. Il n'aura besoin ni de règlement, ni de traités, ni de calculs de prétendue balance. Il sait que les denrées appellent les échanges; que pourvu qu'on leur aplanisse des débouchés, elles s'y portent d'elles-mêmes, et sans avoir besoin d'encouragement. A l'entrée de ses ports, aux barrières de ses frontières, seront inscrits ces mots qui formeront tout le code de son commerce : LIBERTÉ, SURETÉ, PROTECTION. Ces avenues, toujours ouvertes, ne se fermeront que pour le luxe et les vices, et il ne craindra pas que ces poisons funestes s'introduisent en fraude. Il ne se fait de contrebande que quand il y a des acheteurs; que quand les objets sont prohibés par la tyrannie du gouvernement ou par l'avarice du fisc; que quand le gouvernement, inconséquent et faible, tonne contre elle et la tolère, ou la favorise en secret. Mais ici la politique intérieure sera vigilante et ferme; elle aura proscrit, dans l'opinion publique, le luxe et les vices. L'assentiment unanime de la nation les regardera comme les fléaux de sa prospérité. Où se cacheraient-ils dans cette terre, qui leur est étrangère? Dénoncés par tous les citoyens, poursuivis par le gouvernement, ils n'y trouveront point d'asile.

Cet État aura rarement à négocier avec ses voisins. Presque tous les intérêts des autres nations lui seront indifférens. Il aura eu l'art de rendre son bien être indépendant d'elles. Peut-être n'entretiendra-t-il point d'ambassadeurs; mais, en revanche, il fera voyager des hommes éclairés, non pour épier les moyens de nuire à ses voisins, pour lever le plan de leurs côtes et de leurs places, pour espionner leurs démarches, les secrets de leurs cours, pour corrompre les membres de leurs gouvernemens, mais pour étudier, à visage découvert, les hommes, les sciences, les mœurs, les abus, le bien et le mal; pour donner partout une idée avantageuse de la nation, pour s'y montrer simples, instruits, vertueux, pour rapporter ensuite à la patrie le produit de leurs connaissances, comme les abeilles ingénieuses rapportent le suc des fleurs à leur ruche. Il accueillera, à son tour, les étrangers, et il les recevra sans jalousie, sans soupçon. Il ne craindra pas qu'ils visitent ses arsenaux, ses ports, ses places, ses troupes. Il n'y a que la faiblesse ou l'ambition qui cache ses moyens. Un gouvernement puissant et modéré laisse voir les siens, sans méfiance, sans ostentation. Il les laisse voir, comme ses chemins, ses villes, ses campagnes, ses peuples; sûr que le spectacle de ses ressources fera désirer son amitié, redouter ses armes.

L'État dont je parle aura des possessions si rassemblées, si proportionnées à ses moyens de défense, qu'il ne craindra point l'inimitié de ses voisins. Dans un tel État, on ne distinguera ni le centre ni les extrémités; toutes les parties seront également florissantes; toutes auront entre elles une communication si facile, un rapport si grand d'intérêts, que, là où sera le danger, là se rassembleront bientôt toutes les forces. Il aura une milice nerveuse, supérieure à celle de ses voisins, des citoyens heureux, intéressés à la défense de cette prospérité. Est-ce avec

des stipendiaires, avec des troupes constituées comme le sont aujourd'hui toutes celles de l'Europe, qu'on viendra attaquer de tels hommes? Quelle différence les motifs et les préjugés apporteront dans le courage des deux partis!

Si enfin, malgré sa modération, il est offensé dans ses sujets, dans son territoire, dans son honneur, il fera la guerre; mais lorsqu'il la fera, ce sera avec tous les efforts de sa puissance; ce sera avec la ferme résolution de ne pas poser les armes qu'on ne lui ait donné une réparation proportionnée à l'offense. Son genre de guerre ne sera pas même celui que tous les États ont adopté aujourd'hui. Il ne voudra pas conquérir pour garder ses conquêtes. Il fera plutôt des expéditions que des établissemens. Terrible dans sa colère, il portera chez son ennemi la flamme et le fer. Il épouvantera, par ses vengeances, tous les peuples qui pourraient être tentés de troubler son repos. Et qu'on n'appelle pas barbarie, violation des prétendues lois de la guerre, ces représailles fondées sur les lois de la nature. On est venu insulter ce peuple heureux et pacifique; il se soulève, il quitte ses foyers; il périra, jusqu'au dernier, s'il le faut; mais il obtiendra satisfaction, il se vengera, il assurera, par l'éclat de cette vengeance, son repos futur. Ainsi la justice, modérée, attentive à prévenir le crime, sait, quand le crime est commis, se rendre inexorable, poursuivre le coupable, appesantir sur lui le glaive des lois, et ôter, par l'exemple, aux méchans la tentation de devenir criminels.

Cet État, vigilant à réprimer ses injures, ne sera, par sa politique, l'allié d'aucun peuple, mais l'ami de tous. Il leur portera sans cesse des paroles de paix. Il sera, s'il le peut, le médiateur de leurs querelles, non par des vues intéressées, non pour mettre à profit sa médiation, non par suite de calculs chimériques de balance, de pouvoir. J'ai déjà dit combien toutes ces combinaisons de la politique moderne lui seraient indifférentes. Il offrira son arbitrage, parce que la paix est un bien, et qu'il en connaît le prix; parce que la guerre interrompt la communication qui doit exister entre les peuples, et qu'à cet égard elle est nuisible aux États qu'elle avoisine. De même les tremblemens de terre font sentir leurs contre-coups hors des limites de leur foyer. Il dira à ses voisins : « O » peuples! ô mes frères! pourquoi » vous déchirer? Quelle fausse politi- » que vous égare? Les nations ne sont » point nées ennemies; elles sont les » branches d'une même famille. Venez » mettre à profit le spectacle de ma » prospérité. Venez recueillir mes lu- » mières, apportez-moi les vôtres. Je » ne crains point que mes voisins de- » viennent heureux et puissans; plus » ils le deviendront, plus ils s'attache- » ront à leur repos. C'est de la félicité » publique que naîtra la paix univer- » selle. »

Enfin l'État que je dépeins aura une administration simple, solide, facile à gouverner; elle ressemblera à ces vastes machines qui, par des ressorts peu compliqués, produisent de grands effets; la force de cet État naîtra de sa force, sa prospérité de sa prospérité. Le temps, qui détruit tout, augmentera sa puissance. Il démentira ce préjugé vulgaire qui fait croire que les empires sont soumis à une loi impérieuse de décadence et de ruine. Si l'on jette les yeux sur l'histoire, cette loi semble exister; elle est écrite sur les débris de tant de trônes, sur les tombeaux de

tant de peuples; mais elle n'est point irrésistible. Elle ne fait point partie de ce fatalisme qui sans cesse détruit et reproduit l'univers. Qu'un bon gouvernement soit la base d'un empire, qu'il sache maintenir ses principes, l'État s'élèvera toujours jusqu'à ce qu'il ait atteint le point de son ascendance, où est sa plus grande force. Si ce gouvernement est assez habile pour démêler ce point, par-delà lequel son élévation ne ferait que l'affaiblir; s'il sait l'y arrêter, s'il sait toujours l'y soutenir, l'État, fixé à ce faite de puissance, et inébranlablement affermi sur la mer orageuse des destins, pourra voir les évènemens et les siècles se briser à ses pieds.

O ma patrie ! ce tableau ne sera peut-être pas toujours un rêve fantastique. Tu peux le réaliser; tu peux devenir cet État fortnné. Un jour peut-être, échappant aux vices de son siècle, et placé dans des circonstances plus favorables, il s'élèvera snr son trône un prince qui opérera cette grande révolution. Dans les écrits de quelques-uns de mes concitoyens, dans les miens peut-être, il en puisera le désir et les moyens. Il changera nos mœurs, il retrempera nos âmes, il redonnera du ressort au gouvernement, il portera le flambeau de la vérité dans toutes les parties de l'administration; il substituera, à notre politique étroite, compliquée, la science vaste et sublime que j'ai tenté de peindre. Alors s'évanouiront ces fausses lumières qui nons égarent, ces petits talens que nous honorons du nom de génie, ces préjugés que nous appelons des principes. Alors s'écroulera le système monstrueux et compliqué de nos lois, de nos finances, de notre milice. Alors s'anéantiront, devant cet homme supérieur, les réputations de ces souverains qu'on a encensés, de ces ministres qu'on a crus des hommes d'État. Il rendra la nation ce qu'elle peut devenir. Enfin, ayant mis le comble à sa prospérité, ne pouvant plus y ajouter qn'en la rendant durable, il changera lui-même la forme dn gouvernement. Il appellera autour du trône ses peuples, devenus ses enfans. Il leur dira : « Je » veux vous rendre heureux après moi. » Je vous remets des droits trop étendus, dont je n'ai point abusé, et dont » je ne veux pas que mes successeurs » abnsent. Je vous appelle à partager » avec moi le gouvernement. Je me » réserve les honneurs de la couronne, » le droit de vous proposer des lois sages, le pouvoir de les faire exécuter, » quand vons les aurez ratifiées, l'autorité absolue, la dictature perpétuelle, dans toutes les crises qui menaceront l'État. Voici les statuts de » ce gouvernement nouveau; voici ses » lois : je ne veux plus régner que selon elles et par elles. Que ma famille, » qui va jnrer avec moi, me succède à » ces conditions. Recevez nos sermens, » comme nous allons recevoir les vôtres. » Si de part ou d'autre, il y a des infracteurs, les lois seront leurs juges. »

Quelle politique, que celle qui dicterait à un roi tont-puissant cette résolution magnanime ! Eh ! croit-on que ce roi et ses successeurs en fussent moins heureux, en eussent moins d'autorité? Ce premier créateur d'nn peuple nouveau serait adoré de son ouvrage. Ses successeurs, tant qu'ils seraient vertueux, règneraient par le souvenir de leur ancêtre, par l'évidence du bien, par le despotisme des lois, le seul qui affermisse les trônes, qui ne dégrade pas les peuples; le seul qui soit fait pour les jours de lumière et de philosophie, qui commencent à se lever sur nos têtes.

CHAPITRE II.

Tableau de l'art de la guerre depuis le commencement du monde. — Situation actuelle de cette science en Europe. — Son parallèle avec ce qu'elle fut autrefois. — Nécessité du rapport des constitutions militaires avec les constitutions politiques. — Vices de tous nos gouvernemens modernes sur cet objet.

Il est triste de reconnaître que le premier art qu'aient inventé les hommes a été celui de se nuire, et que depuis le commencement des siècles, on ait combiné plus de moyens pour détruire l'humanité que pour la rendre heureuse. C'est cependant une vérité bien prouvée par l'histoire. Les passions naquirent avec le monde; elles enfantèrent la guerre. Celle-ci produisit le désir de vaincre, et de se nuire avec plus de succès, l'art militaire enfin. D'abord faible à sa naissance, il ne fut d'homme à homme, que le talent de tirer parti de son adresse et de sa force. Il se borna, dans les premières familles, à la lutte, au pugilat ou à l'escrime de quelques armes grossières. Bientôt il s'étendit avec les sociétés; il combina plus de moyens et de forces; il rassembla une plus grande quantité d'hommes. Il fut alors à peu près ce qu'il est aujourd'hui chez les peuples asiatiques, un amas de connaissances si informes, qu'on ne peut guère l'honorer du nom de science. Il s'éleva sur la terre des hommes ambitieux, et cet art, perfectionné par eux, devint l'instrument de leur gloire. Il fit, dans leurs mains, le destin des nations. Il détruisit ou conserva les empires. Il précéda enfin, chez tous les peuples, les arts et les sciences, et y périt à mesure que ceux-ci s'étendirent.

Suivons l'art militaire dans ses révolutions : nous le verrons parcourir successivement différentes parties du globe, portant tour à tour gloire et supériorité aux peuples qui le cultivèrent; fuyant les nations riches et éclairées; s'arrêtant de préférence chez les nations agrestes et pauvres, parce que les âmes y ont plus de courage et d'énergie. Nous remarquerons particulièrement cinq ou six grandes époques, qui sont, à proprement parler, les âges et les temps où il s'est fait de grands changemens dans les principes.

C'est chez les peuples de l'Asie, chez les Perses surtout, que l'art de la guerre commença à prendre quelque consistance. Les Égyptiens, amis des sciences et de la paix, y firent toujours peu de progrès. Excepté sous Sésostris, ils ne furent jamais conquérans. Après la mort de Cyrus, le luxe lui fit quitter la Perse, et il passa chez les Grecs. Ce peuple, ingénieux et brave, le perfectionna, et le réduisit en principes. Alexandre vint, l'étendit encore, et conquit l'Asie, qui en avait été le berceau. A cette époque, il parut au plus haut point de splendeur, et la phalange fut réputée la première ordonnance de l'univers.

Pendant ce temps-là, quelques Troyens fugitifs et errans s'établissaient sur les côtes de l'Ausonie. Ils apportaient avec eux les principes de tactique échappés des ruines de Troyes, et ceux que leur avaient appris les funestes succès des Grecs. Les habitans du pays, repoussés par leurs armes, finissaient par s'unir avec eux. Des aventuriers, descendans de cette colonie, bâtissaient un hameau à quelques lieues d'elle. Des brigands se joignaient à eux, et ce hameau devait un jour être la capitale de l'univers. En songeant aux ténèbres répandues sur l'origine de Rome, à ses étranges fondateurs, à ses grandes destinées, on se rappelle

ces fleuves qui ne sont quelquefois, à leur source, que des ruisseaux ignorés. Tullus Hostilius, un des souverains de cet État naissant, lui créait des lois, une milice, une tactique; et ainsi, tandis que les Grecs se croyaient le premier peuple militaire du monde, il s'élevait à deux cents lieues d'eux une nation nouvelle, une ordonnance totalement opposée à la leur, qui devait enfin les vaincre et les faire oublier.

Les Romains, ambitieux et guerriers par leur constitution, profitant des lumières et des fautes de tous les siècles, dûrent bientôt prendre l'ascendant sur tous les peuples connus. L'Italie, divisée, plia sous le joug. Carthage lutta quelque temps. Mais les talens d'Annibal ne purent la défendre contre les vices de son gouvernement, et contre la supériorité de celui de sa rivale. Elle eut le sort des nations riches et commerçantes. Elle fut vaincue. Les Grecs l'éprouvèrent et résistèrent encore moins. Amollis par le luxe et par les richesses, ils tendirent les mains aux fers des Romains. Contens, pourvu qu'on les laissât écrire, peindre et sculpter, ils se consolaient bassement en régnant, par les arts, sur un peuple qui leur enlevait l'empire des armes.

Dans le dernier âge de la république, Rome se vit maîtresse du monde. Il n'y eut plus alors dans l'univers connu qu'une seule puissance, qu'une seule tactique. Toutes les institutions militaires étaient anéanties ou fondues dans celles des Romains. L'art de la guerre parut donc, une seconde fois, au plus haut point de sa splendeur. Mais ce moment ne pouvait pas durer. Pour qu'une science, et celle-là particulièrement, se soutienne et s'étende, il faut que plusieurs nations à la fois s'y attachent et la cultivent. Il faut qu'elles y soient excitées par l'ambition et la nécessité. Les Grecs étaient devenus guerriers par leurs divisions intestines, par l'ambition de leurs gouvernemens, par le besoin d'opposer du courage et des principes aux invasions des Perses. Les Romains s'étaient de même formés en défendant leurs foyers, en attaquant les Samnites, pauvres et redoutables, en combattant surtout de grands hommes; Annibal et Pyrrhus les instruisirent à force de les vaincre. Mais, quand Rome régna paisiblement sur l'univers, quand elle n'eut plus d'ennemis que ses richesses et ses vices, la discipline dégénéra, l'art militaire ne fut plus qu'une étude de théorie et de spéculation abandonnée à quelques légionnaires obscurs et méprisés. Les Parthes, les Gaulois, les Germains attaquaient de toutes parts les frontières de l'empire. Les légions, jusqu'alors invincibles, furent souvent vaincues. Mais ces guerres lointaines n'allarmaient pas encore l'Italie. Les empereurs, assoupis sur leur trône, portaient à peine leurs regards aux extrémités de l'empire. Ils ne voyaient pas l'abâtardissement de leur milice et le précipice qui se creusait sous leur grandeur.

Vespasien, Titus, Trajan et quelques autres princes remédièrent passagèrement à ces maux. Ils rétablirent la discipline dans les troupes; ils firent la guerre eux-mêmes, et ils la firent avec succès. Mais à ces grands hommes succédaient des princes faibles ou des tyrans. Les ressorts du gouvernement se relâchaient de nouveau, les plaies politiques devenaient plus profondes et plus incurables. Les légions vendaient l'empire au lieu de le défendre. Rome ne put survivre à tant de corruption. Des essaims de Goths, de Huns, de

Vandales, attaquèrent l'empire; ils vinrent avec le nombre et le courage; et on ne leur opposa ni le courage qui supplée quelquefois à la discipline, ni ni la discipline qui peut suppléer au courage. L'empire ne fut plus, pendant un siècle et demi, qu'un colosse languissant et abattu dont chacun s'arracha les dépouilles; et, ce qu'il y eut de remarquable, c'est que ces Romains avilis appelaient barbares les peuples qui les subjugaient; étrange aveuglement d'une nation qui, de son ancienne splendeur, n'avait conservé que l'orgueil de ses aïeux, et qui faisait consister sa grandeur dans son luxe et ses théâtres.

Il ne resta plus bientôt à l'univers que le souvenir de cette puissance qui l'avait enchaîné. Les papes s'assirent sur le trône de Rome; les Turcs sur celui de Constantinople. L'art militaire, déjà presque ignoré dans la décadence du bas-empire, se perdit entièrement sous ses ruines, et ne reparut en Europe que plusieurs siècles après. Pendant tout cet intervalle, ainsi que durant les siècles qui le précédèrent, l'Europe fut sans tactique, sans discipline et presque sans troupes réglées. L'anarchie des gouvernemens, la tyrannie des seigneurs féodaux, l'ignorance générale, l'oppression spirituelle qu'exerçait le clergé empêchaient les arts de renaître. Tous les livres des anciens étaient entre les mains des prêtres, et ces prêtres avaient intérêt à maintenir l'Europe dans les ténèbres. Elles faisaient leur grandeur.

Qu'offre à nos yeux l'histoire des premiers siècles de notre monarchie et de tous les États actuels? Des émigrations de Goths battues par Clovis ou par Mérovée, qui allaient au-devant d'elles avec des laboureurs rassemblés pour quinze jours seulement; des Germains et des Saxons subjugués par Charlemagne, parce qu'il était plus brave et plus puissant qu'eux; les incursions des Normands, héritiers du courage et de l'indiscipline des Vandales leurs aïeux; partout des armées sans ordre et sans science; des batailles gagnées par le hasard ou par la valeur, et jamais par la discipline; des conquêtes rapides comme des torrens, et surtout dévastatrices comme eux. Un prince qui aurait paru alors avec du génie et de bonnes troupes eût soumis l'Europe. Voyez ce que fit Gustave avec vingt-cinq mille Suédois, dans un temps où elle entrevoyait déjà le crépuscule de la renaissance des arts.

La découverte de la poudre ne perfectionna pas l'art militaire. Elle ne fit que fournir de nouveaux moyens de destruction, et porter le dernier coup à la chevalerie, institution que nos siècles de lumières doivent envier à ces temps d'ignorance! Les armes à feu retardèrent même vraisemblablement le progrès de la tactique, parce qu'alors les armées s'approchèrent moins, et qu'il entra encore plus de hasard et moins de combinaisons dans les batailles.

Gustave et Nassau parurent enfin. L'un combattait pour la liberté de son pays, l'autre pour l'amour de la gloire. Tous deux étudièrent l'antiquité. Tous deux cherchèrent, dans les débris des siècles les vestiges épars de la tactique et de la discipline. Peut-être, admirateurs outrés des anciens, en appliquèrent-ils trop servilement les principes aux temps où ils vécurent et aux armes en usage alors. Peut-être retardèrent-ils par là nos progrès, parce que leur autorité fut long-temps décisive, pour le siècle suivant, parce qu'elle soutint long-temps le préjugé des piques et de l'ordre de profondeur.

Mais ce qu'il y a de certain, c'est que sous eux l'art militaire reprit naissance, et que l'Europe, étonnée, dût crier au miracle, quand elle vit les troupes, le camp et les succès de Gustave.

Après sa mort, Bannier, Gassion, Veimar, Turenne, Montecuculi combattirent d'après ses principes. L'art militaire fit, sur quelques points encore, de nouveaux progrès. Ce fut le temps des grands généraux, commadant de petites armées, et faisant de grandes choses. Mais la tactique resta dans l'enfance. Il semblait qu'on n'osât pas perdre de vue les anciennes institutions. On craignit de s'égarer en s'écartant de l'ordonnance des anciens. On conserva les piques. On continna de croire que la force de l'infanterie consistait dans la densité de son ordre et dans son impulsion. On cita toujours les anciens, et on ne s'aperçut pas que deux mille ans s'étaient écoulés entre les anciens et nous; qu'il fallait d'autres principes, parce que les armes, les constitutions, et surtout la trempe des âmes, n'étaient plus les mêmes.

Le seizième siècle et le commencement de celui-ci éclairèrent de plus en plus l'Europe sur quelques branches de la guerre; mais sur d'autres ils la laissèrent ou la rejetèrent dans les ténèbres. Cohorn et Vauban perfectionnèrent l'attaque des places. Nous fûmes créateurs en ce genre; et, quoi qu'on en dise, bien supérieurs aux anciens. L'art de la défense ne fit pas les mêmes progrès, soit parce que le courage avait baissé, et que le courage est le véritable rempart des places, soit parce qu'on ne réfléchit pas assez qu'il n'y a de bonne défense que celle qui est offensive et qui multiplie les obstacles sur les pas des assiégeans. M. de Chamilli défendit Graves suivant ce principe, et il a eu peu d'imitateurs.

Il se fit en même temps, à d'autres égards, des changemens bien mal entendus, bien funestes à l'humanité et à la perfection de la science militaire. On eut, par exemple, des armées beaucoup plus nombreuses; on multiplia prodigieusement l'artillerie. Louis XIV, qui en donna l'exemple, n'y gagna rien. Il ne fit qu'engager l'Europe à l'imiter. Les armées, moins faciles à mouvoir et à nourrir, en devinrent plus difficiles à commander. Condé, Luxembourg, Eugène, Catinat, Vendôme, Villars, par l'ascendant de leur génie, surent remuer ces masses; mais Villeroi, Marsin, Cumberland et tant d'autres restèrent écrasés sous elles. Eh! comment les auraient-ils conduites? Les grands hommes dont je viens de parler, n'introduisirent dans les armées, ni organisation, ni tactique. Ils ne laissèrent point de principes après eux. Peut-être même, j'ose le dire, agirent-ils souvent par instinct plutôt que par méditation. De là, il ne pouvait pas se former de généraux sous eux; de là, quand le génie de ces hommes privilégiés ne marchait plus à la tête des armées, on tombait dans la nuit de l'ignorance. On accusait alors la fortune, la nature, la décadence du siècle, de la rareté des bons généraux. Il fallait bien qu'en s'en prît à ces causes chimériques. On regardait presque entièrement la science du commandement comme un don inné, comme un présent du ciel. On imaginait à peine que l'éducation et l'étude fussent nécessaires. La science de la guerre n'était développée dans aucun ouvrage d'une manière lumineuse. La tactique, surtout, consistait dans une routine étroite et bornée. Le maréchal de Puységur avait posé quelques principes au milieu de beaucoup d'erreurs; mais il

s'était bientôt arrêté ou égaré dans sa théorie. C'est au roi de Prusse qu'était réservée l'invention de l'art de diviser une armée, de simplifier les marches, de déployer les troupes, de manier cent mille hommes aussi facilement que dix mille.

Il y avait alors un grand schisme dans les opinions des militaires. La découverte des armes à feu devait-elle changer la tactique? Devait-on rejeter l'ordonnance des anciens à cause de sa profondeur et de l'effet de l'artillerie? Toute l'Europe fut divisée, flottante entre ces opinions. On écrivait de part et d'autre, et les discussions n'éclaircirent rien. Follard proposa les colonnes; il en faisait l'ordonnance fondamentale et presque exclusive de l'infanterie. Telle était alors l'ignorance, qu'il eut beaucoup de partisans. On vit le moment que toute l'infanterie allait reprendre la pique et se former en phalange. La guerre de succession et celle de 1733 se firent dans cette incertitude, les bataillons combattant tantôt à quatre, tantôt à six, les anciens officiers réclamant toujours les piques que Vauban leur avait fait quitter; la cavalerie n'ayant en France que de la valeur et point d'ordre; chez les étrangers, de l'ordre et point de légèreté; combattant chez nous à la débandade, chez les autres en masse, incertaine si sa force était dans son choc ou dans sa vitesse; ayant cru, pendant un temps, qu'elle devait aussi se servir de l'action du feu. Les généraux, plus indécis eux-mêmes, parce qu'ils avaient moins réfléchi sur ces discussions qu'ils regardaient comme oiseuses et subalternes, n'établirent de principes sur rien. La tactique ne les occupait pas. Ils semblaient la regarder comme indifférente aux succès de la guerre, et ce vice ne se laissait pas apercevoir parce qu'alors personne en Europe n'était plus éclairé.

On touchait cependant au moment de sortir de ces ténèbres. Le Nord offrait une seconde fois le phénomène d'une armée aguerrie et disciplinée. Charles XII combattait à la tête des Suédois encore animés de l'esprit de Gustave. Son infanterie était presque aussi infatigable, aussi disciplinée que celle des légions romaines, chargeait, comme elles, l'épée à la main, avait d'excellens officiers-généraux, et quelque connaissance des déploiemens modernes. Peut-être, enfin, Charles XII eût-il perfectionné l'art militaire, ainsi que son aïeul l'avait rétabli; peut-être eût-il été le Frédéric de son temps, mais il vécut trop peu. Possédait-il au reste assez de connaissances, avait-il assez d'étendue dans le génie? Ses premiers succès furent rapides, ainsi que le seront toujours ceux d'une armée disciplinée, sur une multitude ignorante. Il débuta comme Alexandre, se conduisit ensuite en aventurier, et finit comme Gustave. Après sa mort les Suédois dégénérèrent, et les Russes, qui les avaient vaincus sans les égaler, ne devinrent pas plus éclairés.

Ce fut toujours le destin du Nord de faire les révolutions militaires de l'Europe, comme celui du Midi de faire celles de l'Europe savante. Un royaume venait de s'élever sur l'Oder et sur la Sprée. Ces nouveaux souverains, ne pouvant avoir ni commerce ni marine, s'attachèrent à former une armée, et bientôt ils firent poids dans la balance générale par leurs prétentions et leurs soldats. Frédéric II parvint au trône, et il acheva ce qu'avaient ébauché ses pères. Prince habile et plein de l'étude des anciens, il y déploya le génie le plus vaste. Il doubla ses troupes par le nombre et plus encore par la discipline,

créa une tactique presque nouvelle, se forma des généraux, fut lui-même le plus habile de tous, conquit une province meilleure que son royaume, lutta contre autant d'ennemis que Louis XIV, avec moins de moyens et plus de gloire; enfin, avec peu de revenus, peu de population, peu de facultés dans ses sujets, il créa la puissance la plus militaire et la plus surprenante de l'Europe. Le règne de ce prince sera un des âges remarquables de la science de la guerre, comme celui d'Auguste et celui de Louis XIV sont des âges principaux dans l'histoire des lettres.

Tel est l'empire de l'habitude et des préjugés chez les peuples, que le roi de Prusse formait des troupes et créait une tactique, sans qu'aucune autre nation songeât à se mettre à sa hauteur. Il avait cependant battu plusieurs fois les Autrichiens dans la guerre de 1740. Il leur avait enlevé la Silésie. Tel fut le fruit de ses travaux. Pendant la paix qui suivit cette guerre, il formait des camps à Spandau et à Magdebourg. Il y perfectionnait ce que l'expérience lui avait fait trouver de vicieux dans sa tactique; il y introduisait ces déploiemens savans et avantageux, cette célérité incroyable et décisive, devenue si nécessaire en raison du plus grand nombre de soldats dont se composent aujourd'hui nos armées, et de l'étendue de leur front. Mais personne ne réfléchissait autour de lui. L'Autriche restait assoupie dans sa routine. La France croyait que, parce qu'elle avait vaincu avec sa constitution, elle devait vaincre encore. Les victoires de Flandre entretenaient cette sécurité malheureuse. Tout le reste de l'Europe, moins militaire que la France et l'Autriche, parce qu'il a moins d'intérêt à l'être, était dans le même engourdissement. Ce fut dans cette situation que commença la dernière guerre.

Depuis la guerre de succession, on n'avait pas tant vu d'armées en campagne, et réunies contre un seul prince. Sa science et leurs fautes furent le contre-poids de tant de forces. Jamais guerre ne fut plus instructive et plus féconde en évènemens. Il s'y fit des actions dignes des plus grands capitaines et des fautes dont les Marsin auraient rougi. On y vit quelquefois le génie aux prises avec le génie, mais plus souvent avec l'ignorance. Partout où le roi de Prusse put manœuvrer, il eut des succès. Presque partout où il fut réduit à se battre, il fut battu; évènemens qui prouvent combien ses troupes étaient supérieures en tactique, si elles ne l'étaient pas en valeur. Daun se conduisit avec lui en conséquence. Il évita les plaines, reçut les batailles dans les postes, et n'en livra que lorsqu'il put surprendre, ou qu'il ne se trouva pas obligé de manœuvrer. Il rétablit enfin les affaires de l'Autriche ainsi que Fabius, opposé à Annibal, avait rétabli celles de Rome. Aussi les Autrichiens disaient de lui, ce que les Romains disaient de Fabius, qu'il fut circonspect jusqu'à la timidité; mais pouvaient-ils, l'un et l'autre, se compromettre à manœuvrer avec des armées neuves et sans tactique, contre des ennemis que leurs chefs avaient rendus instruits et manœuvriers?

On vit dans cette guerre la quantité d'artillerie s'accroître jusqu'à l'immensité. Les Russes en traînaient avec eux jusqu'à six cents pièces. Le roi de Prusse et les Autrichiens, jusqu'à trois ou quatre cents; mais on vit en même temps tomber le préjugé qui attachait le même honneur à la prise d'un canon qu'à celle d'un drapeau. On vit (grande le-

çon pour les généraux), les armées du roi de Prusse ne pas être appesanties par cet attirail; faire des marches forcées; perdre des batailles avec la plus grande partie de leur canon, et s'arrêter à deux lieues du terrain où elles les avaient perdues.

Le nombre des troupes légères s'accrut aussi prodigieusement. Il fallut à des armées si nombreuses, chargées de tant d'équipages, de vivres et d'artillerie, des positions si étendues, des convois si fréquens, des établissemens si hasardés, des communications si longues, qu'on augmenta, comme à l'envi, de part et d'autre, l'espèce de troupes destinées à les attaquer et à les couvrir.

De ces deux changemens, que toutes les puissances belligérantes ont adoptés, en se calquant servilement les unes sur les autres, et dont je pense qu'un général, homme de génie pourrait avec avantage secouer les embarras, il s'ensuit qu'à la première guerre les armées seront plus dispendieuses, plus dévastatrices, plus pesantes; que les accessoires y seront plus nombreux que le principal. J'entends par ce dernier, les troupes de lignes, celles qui gagnent les batailles. Il s'ensuit que les guerres seront encore moins décisives et pourtant plus funestes aux peuples; car, c'est toujours sur eux que retombent les inventions nuisibles, les faux calculs, militaires ou politiques.

Tel est enfin aujourd'hui l'art militaire en Europe, qu'à le comparer à ce qu'il fut dans les siècles passés, dans les temps les plus éclairés de l'antiquité, il est devenu bien plus vaste et plus difficile. Chez les anciens on ne connaissait ni la science de l'artillerie, ni celle des mines, sciences fondées sur des spéculations abstraites et profondes; la théorie de leur balistique, le fouillage des Beces et des Daces (1) étaient, en comparaison, des arts informes et grossiers. La science de fortification des anciens, celle de leurs siéges ne se placeront certainement point en parallèle avec les connaissances des Vauban et des Cohorn. Ces dernières sont fondées sur le concours réfléchi de presque toutes les branches des mathématiques. Les autres, dépourvues de géométrie, étaient de misérables routines. On n'avait pas chez les anciens ces attirails prodigieux d'équipages d'artillerie, de vivres, si difficiles à mouvoir et à nourrir. On n'avait pas des armées aussi nombreuses. On connaissait peu les chicanes de la petite guerre. On ne s'embarrassait presque pas du choix des positions. On ne voit dans le récit des anciens historiens militaires aucun détail topographique. Les armées ayant de très petits fronts, l'espèce des armes n'occasionnant ni fumée ni tumulte, les batailles devaient être plus aisées à engager et à conduire. Je compare les guerres des Grecs, et la plupart des guerres des anciens, à celles de nos colonies dans l'autre continent. J'y vois cinq ou six mille hommes opposés les uns contre les autres; des champs de bataille étroits où l'œil du général peut tout embrasser, tout diriger, tout réparer. De nos jours, un bon major pourrait conduire la manœuvre de Leuctre ou de Mantinée aussi bien que le fit Épaminondas.

Je dis que la science de la guerre moderne, comparée avec celle des anciens, est plus vaste et plus difficile. Ce

(1) Ces peuples étaient les meilleurs mineurs du temps des Romains; on les employait beaucoup dans les siéges. Polybe et d'autres auteurs en parlent et expliquent la manière dont ils conduisaient leurs travaux.

(*Note des Réd.*)

n'est pas cependant qu'elle soit plus parfaite et plus lumineuse sur tous les points. Elle a fait des progrès à quelques égards; sous d'autres, elle s'est étendue et compliquée aux dépens de sa perfection. Nos armes à feu sont supérieures aux armes de jet des anciens. La science de l'artillerie l'emporte sur leur balistique, nos fortifications sur les leurs. Les places s'assiégent et se défendent avec plus d'art: voilà les progrès modernes; voilà l'effet des lumières mathématiques répandues sur la science de la guerre. Mais les armées sont devenues trop nombreuses; l'artillerie et les troupes légères se multiplient trop; les frontières des États sont mal à propos hérissées de places sur deux et trois lignes de profondeur. Ces places sont inutilement surchargées de pièces de fortification; les systèmes des ingénieurs sont la plupart trop exclusifs, trop méthodiques, trop peu combinés avec la tactique; les armées, devenues immenses, tant par l'augmentation des combattans que par les attirails et les embarras qu'elles traînent à leur suite, sont difficiles à mouvoir; les détails de leur subsistance forment une science dont les armées anciennes, moins nombreuses, plus sobres et bien mieux constituées, n'avaient point d'idée: voilà les erreurs et les abus qui compliquent la science moderne, qui multiplient les connaissances qui la composent, qui rendent les grands généraux si rares. Tel homme, dont l'esprit eût embrassé toutes les parties de l'art militaire des anciens, qui eût bien commandé quinze ou vingt mille Grecs ou Romains, tel homme, qui alors eût été un Xantippe, un Camille, ne suffit pas aujourd'hui à la moitié des connaissances qui composent la science moderne. Il est absorbé par les détails, aveuglé par l'immensité, étourdi par la multitude. Cent mille hommes dont il doit régler les mouvemens, le soin de pourvoir à leur subsistance, tous les obstacles produits par nos mauvaises constitutions, cent mille ennemis qui lui sont opposés, un plan de campagne à plusieurs branches, les combinaisons sans nombre qui résultent de la multiplicité des objets, tant d'attentions réunies forment un fardeau au-dessus de ses forces. Il reste fatigué et accablé sous lui, ou du moins il ne se remue que péniblement et qu'avec une partie de ses facultés. Il n'est enfin qu'un général du second ou du troisième ordre.

La science de la guerre moderne, en se perfectionnant, en se rapprochant des véritables principes, pourrait donc devenir plus simple et moins difficile. Alors les armées, mieux constituées et plus manœuvrières, seraient moins nombreuses. Les armes y seraient réparties, dans une proportion sagement combinée avec la nature du pays et l'espèce de guerre qu'on voudrait faire. Ces armées auraient des tactiques simples, analogues, susceptibles de se plier à tous les mouvemens. De là l'officier d'une arme saurait commander l'autre arme; on ne verrait pas des officiers-généraux, ignorant les détails des corps dans lesquels ils n'ont pas servi, démentir le titre qu'ils portent, ce titre, qui, en leur donnant le pouvoir de commander toutes les armes, leur suppose l'universalité des connaissances qui les dirigent. Les armées étant ainsi formées, elles seraient plus faciles à remuer et à conduire. On quitterait cette manière étroite et routinière, qui entrave et rapetisse les opérations; on ferait de grandes expéditions; on ferait des marches forcées; on saurait engager et gagner des ba-

tailles par manœuvres ; on serait moins souvent sur la défensive; on ferait moins de cas de ce qu'on appelle des positions. Les détails topographiques n'auraient plus la même importance ; ils ne surchargeraient plus au même point la science militaire. Les embarras étant diminués, la sobriété ayant pris la place du luxe, les détails des subsistances deviendraient moins compliqués et moins gênans pour les opérations. La science du munitionnaire consisterait à traîner le moins d'attirail possible, et à nourrir la troupe au moyen des ressources que le pays présente. L'artillerie, les fortifications s'éclaireraient de plus en plus. Elles suivraient, dans chaque siècle, les progrès des mathématiques qui leur servent de base; mais elles n'élèveraient ni l'une ni l'autre des prétentions exclusives et dominantes, des systèmes qui multiplient les dépenses et les embarras. Elles ne tiendraient, dans les armées et dans les combinaisons militaires, que le rang qu'elles doivent y avoir ; elles ne seraient, dans les mains des généraux, que des accessoires utilement employés à fortifier les troupes et à les appuyer. Enfin, toutes les branches de la science militaire formeraient un faisceau de rayons ; et c'est ce concours de lumières, qui, réuni dans l'esprit d'un seul homme, le constituerait général, c'est-à-dire capable de commander des armées.

Il serait intéressant de voir la science militaire se perfectionner ainsi en se simplifiant, en devenant moins difficile. J'ai dit ci-dessus comment la même révolution pourrait se faire dans la politique. Elle aurait lieu de même dans presque toutes les sciences, si on dépouillait leur théorie des erreurs qui les surchargent, des fausses méthodes qui les compliquent. Alors les hommes arrivant plus promptement et en plus grand nombre au faîte de ces sciences, ils pourraient en reculer les bornes ; alors la brièveté de leur vie ne les empêcherait plus d'en embrasser plusieurs à la fois, et de les étendre les unes par les autres. Alors l'encyclopédie des connaissances humaines, devenue un assemblage de vérités, s'élèverait et s'affermirait au milieu des siècles ; semblable à un arbre vigoureux, qui n'a aucune branche inutile, aucune qui lui nuise, et qui, s'étendant et paraissant se fortifier sur la base à mesure qu'il vieillit, répand l'ombre et les fruits sur ses heureux cultivateurs.

Mais pour achever le parallèle de l'art militaire chez les anciens, avec ce qu'il est de nos jours, il y a des objets bien importans, qui sont à l'art militaire ce que les fondemens sont à un édifice, et sur lesquels les Grecs et les Romains nous étaient fort supérieurs. Ce sont les moyens continuels dont se servaient leurs gouvernemens, pour former des citoyens, des soldats, des généraux. C'est la bonté de leur milice, la vigueur de leur discipline, l'éducation guerrière de leur jeunesse, la nature des peines et des récompenses; c'est ce rapport important qui liait leurs constitutions militaires à leurs constitutions politiques.

Aucun de ces objets ne semble intéresser les gouvernemens modernes. Il n'y en a point qui ait calculé le nombre et la constitution de ses troupes, sur la population de ses États, sur la politique, sur le génie national. Il n'y en a point où la profession de soldat soit honorée ; où la jeunesse reçoive une éducation guerrière; où les lois inspirent le courage et flétrissent la mollesse ; où la nation, en un mot, soit préparée, par ses mœurs et par

ses préjugés, à former une milice vigoureuse. Dans cet état même que nous appelons militaire, parce que son roi est un guerrier habile, dans cet État qui s'est agrandi par les armes, qui n'existe et ne peut se flatter de conserver ses conquêtes que par elles, les troupes n'y sont pas plus vigoureusement constituées qu'ailleurs; elles n'y sont point citoyennes; elles y sont, plus qu'en aucun autre pays, un assemblage de stipendiaires, de vagabonds, d'étrangers, que l'inconstance ou la nécessité amène sous les drapeaux, et que la discipline y retient. Cette discipline, ferme et vigilante sur quelques points, y est relâchée et méprisable sur beaucoup d'autres. Elle n'est, en comparaison de celle des Romains, qu'un enchaînement de choses de forme, de demi-moyens, de correctifs, de supplémens vicieux; ces troupes, mal constituées, ont eu des guerres heureuses, mais elles doivent ces succès à l'ignorance de leurs ennemis, à l'habileté de leur roi, à une science toute nouvelle de mouvemens, dont il a été le créateur. Qu'après la mort de ce prince, dont le génie seul soutient l'édifice imparfait de sa constitution, il survienne un roi faible et sans talens, on verra dans peu d'années le militaire prussien dégénérer et déchoir; on verra cette puissance éphémère rentrer dans la sphère que ses moyens réels lui assignent, et peut-être payer cher quelques annéss de gloire.

Si telle est la constitution militaire d'un État, dont le souverain est le plus grand homme de guerre de son siècle, qui instruit et qui commande lui-même ses armées, dont les armées forment, pour ainsi dire, toute la pompe et la cour, que doit être celle de ces États, où le souverain n'est pas militaire; où il ne voit pas ses troupes (1), où il semble dédaigner ou ignorer tout ce qui y a rapport; où la cour, qui suit toujours l'impression du souverain, n'est conséquemment point militaire; où presque toutes les grandes récompenses sont surprises par l'intrigue, où la plupart d'entre elles deviennent des apanages héréditaires; où le mérite languit, quand il est sans appui; où le crédit peut s'avancer sans talens; où faire fortune ne signifie plus acquérir de la réputation, mais amasser des richesses; où l'on peut, en un mot, être à la fois couvert de dignités et d'infamie, de grades et d'ignorance; servir mal l'État, et en posséder les premières charges; avoir le blâme public, et jouir de la faveur du souverain?

Mais sans parler des vices particuliers que le caractère des souverains et la corruption de leurs cours peuvent imprimer aux constitutions militaires de leurs États, comment calculer les abus sans nombre qui résultent du défaut de rapport entre l'administration militaire et les autres branches du gouvernement? De là ces États exclusivement marchands ou militaires, parce que le système momentané de leurs administrateurs fait mal à propos consister toute la force publique dans les richesses ou dans les armes. De là ces directoires de guerre qui n'ont pas vu d'armées, et règlent cependant le sort des armées; ces ordonnances militaires, faites par des gens de plume; ces ministres, qui, n'étant pas généraux, contrarient toujours les demandes et les opérations des généraux; ces généraux, qui, n'étant pas ministres, igno-

(1) On a reconnu combien la présence du roi dans ses armées et dans les camps de paix a excité le courage et l'émulation des troupes françaises.

rent l'influence qu'ont les opérations de la guerre sur la politique, et ce qu'il en coûte à l'intérieur des États pour soutenir la guerre. De là toutes ces constitutions militaires mal calculées, s'imitant réciproquement au hasard et sans méditation ; le nombre des troupes disproportionné aux moyens des États; les troupes, tantôt négligées et regardées comme un fardeau presque inutile, tantôt augmentées par-delà les bornes raisonnables, puis attirant, aux dépens des autres branches, toute l'attention du gouvernement. De là ces troupes si étrangement constituées et employées par le gouvernement, qu'elles ruinent l'État dont elles devraient faire la prospérité en même temps que la force ; qu'elles enlèvent à la population la plus belle espèce d'hommes ; que ces hommes y amollissent leurs mœurs et leurs bras à un tel point, que quand ils quittent cette profession, ils ne sont plus capables que des travaux dans les cités; que pendant la paix, on ne les occupe presque que d'exercices trop souvent insignifians ; qu'on les entasse dans des places, comme si l'ennemi était aux portes du royaume, c'est-à-dire, par conséquent, sur les frontières, dans les pays où les vivres sont le plus chers, où ils ont le plus de débouchés, où les habitans ont le plus de ressources et d'industrie ; au lieu de les disperser dans les provinces intérieures, qui manquent de vivification et de numéraire, qui ont plus de denrées que de consommateurs ; dans ces provinces qui sont en friche, et que le soldat pourrait cultiver, qui manquent de chemins, et que le soldat pourrait ouvrir. Dans le cours de mon ouvrage, je prouverai, par des détails, que ces abus existent, et qu'on peut y remédier. Faire le tableau des abus, sans en fournir à la fois les preuves et les remèdes, c'est s'ériger en déclamateur. C'est ressembler à ces médecins barbares qui annoncent des maux qu'ils ne peuvent ni expliquer ni guérir.

Il me reste à expliquer pourquoi l'histoire de l'univers nous représente toujours l'art militaire déclinant chez les peuples, à proportion que les autres arts y font des progrès. J'en ai moi-même fait l'observation, au commencement de ce chapitre. Mais ce n'est point aux arts ni aux sciences qu'il faut attribuer cette révolution ; c'est à la maladresse des gouvernemens. Ces effets ont été jusqu'ici contemporains, sans être nécessairement liés et dépendans. Les lumières ne peuvent nuire. Laissons ce préjugé funeste aux apologistes de l'ignorance. Les lumières chassent les erreurs, fixent les principes, amènent la vérité. Les siècles de lumières ne peuvent être des temps de malheurs pour l'humanité à moins qu'elles n'aient fait que des demi-progrès ; à moins qu'ainsi que chez les anciens les progrès n'aient porté sur les arts plus que sur les sciences, sur les connaissances frivoles plus que sur les connaissances utiles ; à moins que, comme alors, elles n'aient éclairé une partie du globe et laissé l'autre dans les ténèbres ; à moins que, comme aujourd'hui, elles ne soient le partage d'un petit nombre d'hommes, et que, rejetées par les gouvernemens, elles ne mettent aux prises la vérité avec les préjugés, la philosophie avec l'ignorance, le despotisme avec les droits de la nature. Encore faudrait-il se consoler des malheurs passagers qui pourraient naître du choc des lumières avec les ténèbres. Le crépuscule du matin éloigne la nuit, il fait espérer le jour. Enfin, quand la propagation des connaissances sera gé-

nérale, quand elle sera répandue à la fois sur les grands et sur les petits, sur les trônes et sur les peuples ; quand les gouvernemens seront en même temps instruits et vigoureux ; quand la lumière nous viendra d'eux, comme elle descend des astres qui sont sur nos têtes, la terre sera heureuse ; elle bénira ses gouvernemens comme ces astres bienfaisans qui la fécondent et qui l'éclairent.

Je reviens à mon objet. Ce ne sont pas les arts et les sciences qui ont fait déchoir l'art militaire chez les peuples de l'antiquité ; ce ne sont pas les arts et les sciences qui l'empêchent aujourd'hui de faire des progrès. Les lumières générales devraient au contraire perfectionner cet art avec tous les autres. Elles devraient rendre la tactique plus simple et plus savante, les troupes plus instruites, les généraux meilleurs. Elles devraient mettre la méthode à la place de la routine, les combinaisons à la place du hasard. Si, tandis que toutes les autres sciences se perfectionnent, celle de la guerre reste dans l'enfance, c'est la faute des gouvernemens qui n'y attachent pas assez d'importance, qui n'en font pas un objet d'éducation publique, qui ne dirigent pas vers cette profession les hommes de génie, qui leur laissent entrevoir plus de gloire et d'avantages dans des sciences frivoles ou moins utiles, qui rendent la carrière des armes une carrière ingrate dans laquelle les talens sont devancés par l'intrigue et les prix distribués par la fortune.

Si, enfin, un peuple s'amollit, se corrompt, dédaigne la profession des armes, perd l'habitude des travaux qui y préparent ; si une nation, étant dégradée à ce point, le nom de PATRIE n'y est plus qu'un mot vide de sens ; si ses défenseurs ne sont plus que des mercenaires, avilis, misérables, mal constitués, indifférens aux succès et aux revers (c'est par ces vices de mœurs et de constitution qu'ont déchu toutes les milices anciennes et que péchent toutes nos milices modernes). C'est encore la faute du gouvernement ; car le gouvernement doit veiller sur les mœurs, sur les opinions, sur les préjugés, sur les courages. Avec la vertu, l'exemple, l'honneur, le châtiment, il peut être plus puissant que le luxe, que les abus, que les vices, que les passions, que la corruption la plus invétérée. Avec ces mêmes lumières qu'on croit la cause de la décadence des empires, qu'il éclaire sa nation sur le précipice où elle se jette, qu'il se mette à sa tête, il l'entraînera : elle le suivra avec d'autant plus de soumission, que plus instruite, elle sentira mieux le bien qu'on lui prépare, le mal auquel on l'arrache, et la prospérité vers laquelle on veut la conduire. En général les gouvernemens des grands peuples sont bien loin de faire et de connaître seulement tout ce qui est en leur pouvoir. Ils ne sentent pas assez l'étendue de leurs ressources ; ils se laissent décourager par le nombre et l'ancienneté des abus : ils n'osent porter ni le fer, ni les remèdes, aux plaies qui les dévorent : ils s'agitent sans succès, comme des mourans, dans les convulsions de l'agonie. Ne nous lassons donc pas de leur répéter que, si leurs vices sont sans nombre, leurs moyens sont immenses ; qu'ils n'ont qu'à perfectionner leur constitution, devenir justes, éclairés, nerveux, qu'alors ils releveront bientôt les états ; que, si les vices corrompent rapidement, les vertus peuvent régénérer de même. Mettons sans cesse auprès du tableau effrayant de leurs maux, la possibilité encourageante de leur

guérison. Peut-être il s'élèvera à la tête des nations, des hommes qui ne désespéreront pas de leur salut, qui désireront le bien, qui aimeront la gloire, et à qui ces deux sentimens rendront tout facile. Le génie et la vertu peuvent naître sur les trônes.

Je n'ai offert ici qu'une ébauche imparfaite des révolutions de l'art militaire. Ce tableau mérite d'être l'objet d'une histoire complète. Qu'il serait intéressant d'y suivre les progrès de cet art, à travers le cours des siècles, de les suivre particulièrement chez les grands peuples, d'y observer ce qu'il était aux différentes époques progressives de leur élévation, de leur décadence, de leur ruine, et ce qu'il était en même temps chez les nations contemporaines, aux dépens desquelles ils s'élevaient, ou qui s'élevaient sur leurs débris ! Ces recherches instructives ne se borneraient pas simplement à l'histoire de l'art; elles examineraient, aux mêmes époques, les constitutions des milices des différens peuples, les rapports qu'elles avaient avec leurs constitutions politiques, avec leurs mœurs; car les succès militaires des nations dépendent, plus qu'on ne pense, de leur politique, de leurs mœurs surtout; et c'est cet enchaînement que ne nous montrent jamais assez la plupart des historiens, qui ne sont communément ni militaires ni philosophes, et encore moins l'un et l'autre à la fois. Il est digne de notre siècle de produire cet ouvrage intéressant. J'y encourage un de mes amis, qui le médite et le prépare depuis long-temps. Je dénonce ici son nom, son plan, ses talens (1). Je voudrais lui faire contracter, vis-à-vis de ses concitoyens, un engagement qu'il est en état de remplir, et dont l'exécution fera sa gloire particulière, en même temps que l'instruction publique.

(1) M. le chevalier d'Aguesseau, lieutenant-colonel du régiment de la Couronne.

CHAPITRE III.

De l'état actuel de la politique et de la science militaire en Europe, suivi de pensées détachées sur des objets intéressans.

Quand on ouvre l'*Esprit des Lois*, on s'attend à trouver le développement des principes qui ont servi de base à la législation ancienne et moderne; on espère que cet examen sera suivi d'un système de création et de réforme dans les lois actuelles de l'Europe, ou, tout au moins, dans celles de la nation. Mais, oserai-je le dire? faute de plan, cette espérance n'est pas remplie. Soit que l'immortel Montesquieu, tout occupé de la création de ses matériaux, ait dû dédaigner, dans la chaleur de son travail, de les assembler et de les polir, soit qu'écrivant de la hauteur de son génie, il dédaignât toutes les idées intermédiaires que nous attendions de lui, soit qu'il se proposât de descendre un jour vers les détails, de nous élever par eux jusqu'à lui, d'écrire, en un mot, pour le reste des hommes, après avoir écrit pour lui-même, son ouvrage est resté un monument incomplet. On y trouve des pensées sublimes, des vérités éparses et à demi-dévoilées, l'ébauche ou le germe de presque tous les principes politiques; mais on sent que toutes ces matières ont besoin d'être accordées et de former un édifice. On éprouve enfin, à la lecture de cet ouvrage, ce mélange de plaisir et de regret qu'inspirent ces tableaux dont on admire les détails, et qui, faute d'or-

donnance, ne produisent point d'effet.

Ce que je dis de l'*Esprit des Lois*, à combien d'autres ouvrages célèbres je pourrais l'appliquer! *L'Esprit* de M. Helvétius, ce livre plein de génie, ce livre écrit du style le plus fort, et qui justifie son titre, quel est son plan? Quel système, quelle chaîne complète d'idées sa lecture laisse-t-elle dans l'imagination? L'Encyclopédie enfin, cet ouvrage qui serait immortel, si son exécution répondait à son but, ne pouvait-elle pas être rédigée sur un plan plus vaste et plus lumineux? Fallait-il s'assujettir à la forme de dictionnaire, forme classique, qui, uniquement faite pour les langues ou pour des sciences de nomenclature, n'était pas propre à présenter le développement de toutes les connaissances humaines, en ce que tout l'effet de l'ordre qui y est suivi est de produire la confusion, de briser, à chaque mot, les idées, d'anéantir toute espèce d'intérêt. Que dirait-on d'un cabinet d'histoire naturelle, où les pièces de tous les règnes, pêle-mêle et confondues, seraient rangées par ordre alphabétique? L'Encyclopédie eût été bien plus intéressante et plus instructive, si les sciences y avaient été traitées par classes, et telles qu'elles ont dû, par le progrès de nos esprits, s'embrancher les unes sur les autres. Si l'on avait suivi, pour leur exposition, ce tableau divin qui est à la suite de la préface, elle eût été alors à la fois l'école et l'archive de toutes les sciences des hommes. Tous les autres livres de l'univers détruits, elle aurait suffi pour conserver nos lumières. En un mot, la postérité eût avec respect appelé notre siècle le siècle de l'Encyclopédie, comme l'époque de l'évènement le plus important et le plus glorieux pour l'humanité.

Dans tous les arts, il y a eu des hommes qui ont écrit, avec succès, de leur art : dans l'art militaire, presque tous les grands hommes n'ont point écrit, ou, s'ils ont écrit, ils n'ont pas donné d'ouvrages dogmatiques. Presque toujours des commentateurs pénibles, des faiseurs de systèmes, des hommes sans génie (1) ont multiplié les ouvrages, sans étendre les connaissances; de là, l'opinion si triviale et si fausse, quand elle est absolue, que les écrits militaires sont inutiles, que la science ne s'apprend pas dans les livres, etc.; de là, le ridicule dont on cherche à couvrir les militaires qui écrivent, et surtout ceux qui osent publier leurs recherches : préjugé qui ne peut qu'entraver le talent et entretenir l'ignorance.

Quels livres de tactique peuvent aujourd'hui servir à l'instruction? Sera-ce Puysegur, dont les principes sont ou faux, ou totalement détruits par la tactique actuelle? Sera-ce Folard, dont le préjugé soutient la réputation? Guichard, plus instructif que Folard sur les faits de l'antiquité, mais n'enseignant rien de la tactique moderne? Seront-ce ces dissertations sur l'ordre de profondeur? ces systèmes tour à tour détruits et renouvelés? Seront-ce toutes ces controverses polémiques, qui n'ont rien éclairci? Au milieu de

(1) Je suis loin de comprendre dans cette classe quelques auteurs respectables qui ont écrit sur différentes parties de la guerre, étrangères à la tactique, comme Vauban, Santa-Cruz, etc. Je n'y comprends certainement pas plusieurs auteurs estimés et vivans, dont les ouvrages ont développé mes connaissances et mon émulation, tels que M. le comte Turpin, M. de Mezeroi, M. Dumesnil-Durand, etc. Je parle de ce nombre infini d'écrivains qui ont répandu les ténèbres, la complication et l'ennui sur une science que l'on pourrait rendre intéressante, simple et lumineuse.

ces ouvrages, on peut trouver des idées utiles, des vues, de l'érudition; mais avec du génie, avec des lumières, comment n'être pas rebuté de leur aridité, de leurs longueurs, de leur style? Sans génie, sans lumières, comment y démêler ce petit nombre de vérités, perdu dans un abime d'erreurs?

Cette disette d'ouvrages didactiques n'existe pas également pour les ouvrages de maximes. César, Rohan, Montecuculi, Turenne, Saxe, le roi de Prusse, en offriront dans tous les temps à qui saura les entendre; mais il faut remarquer que ces livres ne peuvent pas être mis entre les mains de tout le monde; qu'ils ne peuvent être médités que par des généraux formés, ou par des officiers propres à le devenir. La manière dont ces grands hommes ont écrit n'est ni assez détaillée ni assez claire; ils écrivaient pour se rendre compte à eux-mêmes, plutôt que pour instruire. C'est ainsi que procède le génie, toutes les fois qu'il ne s'est pas formé le plan bien décidé d'enseigner. Il traite les objets comme il les a vus, c'est-à-dire rapidement et en planant sur eux. Il ne descend pas dans les détails. Il supprime toutes les idées intermédiaires, par lesquelles le commun des hommes se traîne avec effort d'une vérité à l'autre.

Un autre genre d'ouvrages militaires, que nous possédons en grand nombre, ce sont les mémoires contemporains, les histoires des guerres; mais combien peu d'hommes sont en état de démêler, dans des faits, les conséquences et les causes? Combien peu d'hommes savent lire avec fruit? D'ailleurs combien peu de ces ouvrages sont instructifs? Combien peu sont faits par des gens de guerre? Dans la plupart des histoires, je ne vois, en fait d'évènemens militaires, rien de certain que le nom des généraux et l'époque des batailles. Ce sont les gazettes du temps, plus ou moins éloquemment rédigées. J'avance que dans le genre didactique, il n'y a presque pas d'ouvrages utiles sur la guerre, qu'il n'y en a surtout presque point d'utiles et d'intéressans à la fois.

La moitié de l'Europe est habitée par des artistes, des rentiers, la plupart célibataires, gens qu'aucun lien n'attache au sol sur lequel ils vivent, et qui affichent hautement cette maxime dangereuse: *Ubi benè, ibi patria*. « La peste » est en Provence; eh bien! disent » ces cosmopolites, j'irai habiter la » Normandie. La guerre menace la » Flandre; j'abandonne cette frontière » à qui voudra la défendre, et je vais » chercher la paix dans les provinces » éloignées. Je porte avec moi mon » existence, mon art, ma fortune; » partout la terre nourrit et le soleil » éclaire. »

Ainsi, tandis que les arts et les lettres ont poli les nations, éclairé les esprits, rendu les mœurs plus douces, les gouvernemens n'ont pas su empêcher que les vices des hommes ne tournassent en poison une partie de ces remèdes salutaires. C'était du progrès des connaissances elles-mêmes qu'ils devaient tirer les moyens de rendre les peuples plus forts et plus heureux. Il fallait veiller à ce qu'elles ne se portassent que sur les objets utiles, à ce qu'elles n'attaquassent point les préjugés nécessaires. Il fallait soutenir ces préjugés par toutes les ressources de la législation. En vain nos vices eussent tenté de détruire les vertus nationales. Le cri de la nature, l'amour-propre, les récompenses, l'honneur, la honte, les peines, et surtout l'amour qu'inspire un bon gouvernement, l'auraient hautement emporté sur eux.

Le patriotisme eût repris des forces. Il eût été, non ce fanatisme funeste que nous admirons trop chez les anciens, mais cet assentiment réfléchi de reconnaissance et de tendresse qu'une famille heureuse a pour sa mère. Il fallait empêcher que l'industrie se portât vers les objets de luxe. Cela était facile ; car les arts frivoles ne sont que le produit des lumières humaines mal employées. Ils sont le résultat d'un bon levain, tourné en corruption. Les lettres, contre lesquelles on déclame tant, n'inspirent certainement ni la soif des richesses, ni la mollesse, ni le goût des superfluités de la vie.

C'est une chose bizarre que l'espèce d'instruction que l'on donne aujourd'hui aux troupes ; elle ne roule que sur un maniement d'armes et sur quelques manœuvres, la plupart compliquées et inutiles à la guerre. Qu'il y a loin de cette misérable routine à un système d'éducation militaire qui commencerait par fortifier et assouplir le corps du soldat, qui lui apprendrait ensuite à connaître ses armes, à les manier, à exécuter toutes les évolutions qu'il doit savoir, à se livrer, dans l'intervalle de ces exercices et comme par délassement, à des jeux propres à entretenir sa force et sa gaîté ! Après qu'on aurait ainsi dressé le soldat, on le familiariserait avec des représentations simulées de tout ce qu'il doit faire à la guerre ; il saurait porter des fardeaux, remuer la terre, faire des marches forcées, passer des rivières à la nage, travailler avec adresse à toutes les parties d'un retranchement. Passant une partie de sa vie dans des camps, il acquerrait l'habitude du service qu'il y doit faire, de la conduite qu'il doit tenir dans un poste avancé, en faction, en patrouille. Au moyen des grandes manœuvres, il s'accoutumerait à l'ordre qu'il doit observer dans les marches, au spectacle d'une armée, au bruit de l'artillerie, au concours des autres armes avec la sienne. Dans les exercices des places, on lui ferait contracter l'habitude des travaux de tranchée et de défense ; on lui apprendrait à couper une palissade, à la planter, à dresser une échelle, à attacher un pétard, ou à soutenir les gens qui l'attachent, à ouvrir un créneau, à savoir s'y placer, etc. Accoutumé, dans toutes les circonstances, à garder le silence, à obéir aux signaux et à la voix de ses officiers, à ne pas s'emporter au-delà du point attaqué, connaissant enfin toutes les situations que la guerre peut offrir, le soldat la désirerait sans cesse, ou plutôt, au danger près, la paix elle-même serait pour lui une guerre continuelle.

Il y aurait, dans un système d'éducation pareil, une instruction progressive et relative à tous les grades ; car, là où le soldat apprendrait les devoirs de soldat, l'officier subalterne apprendrait à conduire sa troupe, le capitaine sa compagnie, le colonel son régiment, l'officier-général sa division, le général son armée.

Qu'en France, où le prince est tout, où son exemple est législateur, où ses mœurs déterminent les mœurs publiques, un roi veuille ramener ses courtisans à une vie agissante et militaire ; que la sienne soit telle ; qu'il fasse élever ses enfans dans ce principe ; qu'il assiste à leurs exercices ; qu'il flétrisse de son indifférence les jeunes gens oisifs, voluptueux, ignorans ; qu'il distingue les autres, bientôt on verra disparaître la mollesse, le libertinage, la débauche obscure et ruineuse, et tous les vices qui dégradent les grands seigneurs ; bientôt, à la génération actuelle, succèdera une génération pro-

pre à la guerre et à la gloire. Ce champ de Mars que l'herbe couvre, et dont la Seine baigne inutilement les bords, ressemblera à ce champ fameux qu'arrosait le Tibre; on s'y exercera à vaincre; les statues de Henri, de Condé, de Turenne, en décoreront l'enceinte; elles crieront à leurs descendans : *Ces piédestaux t'attendent.* De la cour et de la capitale, l'esprit d'honneur et de courage passera dans les provinces étonnées. La noblesse, revenue des jouissances de luxe et de mollesse, abandonnera les villes pour rentrer dans ses châteaux; là, elle se trouvera plus heureuse et moins confondue; elle reprendra les mœurs de ses aïeux, en conservant ses lumières; elle redeviendra guerrière; le goût des armes et des exercices militaires, ramené dans la noblesse, passera bientôt chez le peuple; la bourgeoisie ne regardera plus l'état de soldat comme un opprobre; la jeunesse des campagnes ne craindra plus de tomber à la milice; elle s'assemblera, les dimanches et fêtes, pour disputer des prix de saut, de course et d'adresse. Ces prix, que le gouvernement fonderait dans chaque paroisse, vaudraient mille fois mieux que la stérile et coûteuse assemblée annuelle des milices; car, ayez des paysans vigoureux, lestes, déjà accoutumés au bruit des armes et à les manier; ayez, en même temps, une bonne discipline et des officiers, vous formerez bientôt des soldats. Qu'on ne croie pas, au reste, qu'une révolution pareille, dans les esprits et dans les mœurs, devînt funeste ni à l'agriculture ni à la tranquillité du royaume. Une nation, ainsi constituée, n'en serait que plus portée et plus endurcie aux travaux. Ce sont les peuples laboureurs qui sont les plus guerriers. Qu'on se rappelle les Romains dans leurs beaux jours; qu'on voie les Suisses. L'État y gagnerait la réforme d'une partie de ces armées nombreuses qu'il entretient sur pied. Lorsqu'un pays entier est militaire, au premier signal, tous ses habitans sont ses défenseurs. Quant à la tranquillité publique, elle n'en serait que plus assurée; l'histoire le prouve. Où se formèrent la fronde et la ligue? Dans Paris, au milieu de cette populace lâche, corrompue, avide de nouveautés, qui habite les villes. L'habitant de la campagne, occupé de sa culture, attaché à l'espoir de sa récolte, chérit la paix et les lois qui la lui donnent. Disons-le enfin, jamais la crainte des révolutions ne doit, en pareil cas, arrêter les opérations de la saine et sage politique; les gouvernemens ne les redoutent que quand ils sentent leur faiblesse ou leur injustice.

Si l'on ne veut pas que le royaume entier devienne une école de travaux et de guerre, il faudrait du moins que, lorsque les soldats sont enrôlés, les exercices de corps fissent une partie considérable de leur instruction. Il est étrange qu'uniquement dressés à manier un fusil, et à garder pendant trois heures des attitudes pénibles et contraires au mécanisme du corps, ils n'aient, quand la guerre arrive, aucune habitude des travaux qu'elle exige. Aussi une marche tant soit peu forcée les étonne; un ruisseau les arrête; quatre jours de pionnage les rebutent. Si l'on me dit que nos exercices actuels les occupent déjà assez, je répondrai que c'est parce que nos manœuvres sont compliquées, nos méthodes d'instruction mal entendues, notre prétention de précision et de perfection, sur beaucoup de points, minutieuse et ridicule. Je répondrai que la preuve que nos soldats ne sont pas assez occupés,

c'est que, pour remplir, dit-on, leur temps, on les surcharge de règles de discipline inquiétantes et odieuses; c'est qu'on a créé une tenue qui leur fait passer trois heures par jour à leur toilette, qui en fait des perruquiers, des polisseurs, des vernisseurs, tout, en un mot, hormis des gens de guerre. Et que résulte-t-il de cette vie fainéante et pourtant pénible, de ces travaux qui se font la plupart assis et à l'ombre? C'est qu'un soldat, qui a servi pendant dix ans, ayant perdu toute souplesse, toute aptitude aux travaux du corps, est contraint de se faire artiste, laquais ou mendiant. Qu'arriverait-il de l'échange de ces occupations frivoles en travaux durs et pénibles? C'est qu'un laboureur serait plus propre à être soldat; c'est qu'un soldat, quittant ses travaux, reprendrait sans peine la bêche et la charrue.

La misère de nos soldats est une des principales causes de l'avilissement de cette profession. Dans la plupart des garnisons du royaume, ils n'ont pas de quoi se nourrir. Il est incroyable par quelle complication de petits détails, de moyens parcimonieux et abusifs, les chefs des corps sont obligés de suppléer à la modicité de la solde. C'est avec six sous huit deniers par jour que le roi paie, habille, équipe et nourrit un soldat; c'est avec trois sous par jour qu'on lui donne, les retenues, pour la masse d'habillement, pour celle de linge et de chaussure, pour la livre et demie de pain, souvent d'une qualité très médiocre, ayant été prélevées, que ce soldat est obligé de pourvoir à sa subsistance et à son entretien journalier. C'est avec cela qu'il faut qu'il soit poudré, ciré, vernissé, en un mot, sans trou ni tache. C'est ce soldat, attristé de son état, fatigué de ce qu'on exige de lui, enchaîné par la discipline, surchargé dans ses casernes d'une infinité de petites règles monastiques, nécessaires sans doute, mais que son attachement à sa profession pourrait seul lui faire supporter; c'est cet homme, souvent exténué par une modique nourriture, toujours réduit à boire de l'eau, privé de toute espèce de divertissemens, humilié par l'insolente fainéantise de la livrée, par le mépris du dernier bourgeois, par la dépense que le plus pauvre artisan fait pour sa récréation, les jours de dimanches et de fêtes; c'est ce soldat, n'ayant au dessous de lui, dans la classe des malheureux, que l'homme manquant de tout, ou ce journalier de nos campagnes, qui partage avec sa famille un pain trempé de sueurs et de larmes; c'est lui qui doit défendre la patrie, et verser son sang pour elle; c'est de lui qu'on a l'injustice d'exiger de l'honneur et des vertus; et nos constitutions militaires se bouleversent depuis un siècle, sans qu'on remédie à ce vice primitif, sans qu'on veuille sentir qu'avant de discipliner et d'instruire des troupes, il faudrait leur donner de la considération et les nourrir.

Chaque classe d'hommes, chaque nation a sa démarche comme sa physionomie. Qu'on voie marcher un Basque ou un Allemand, un Hollandais ou un Provençal, un homme élevé dans les villes ou un habitant de la campagne, un laboureur ou un artiste, on reconnaîtra ces différences; on en apercevra jusque dans la marche de deux frères nés dans le même climat et élevés dans le même métier: l'un baissera la pointe du pied, l'autre marchera du talon; l'un marchera pesamment et lentement, l'autre avec légèreté et vitesse, effets infaillibles de la différence de leurs constitutions, de celle de leurs caractères, et du pli machinal

et particulier de mouvement que leurs jambes auront contracté dans l'enfance. Il n'y a qu'un seul point sur lequel le mécanisme de la marche s'opère semblablement chez tous les hommes. Tous accompagnent de leur corps le transport de la jambe, tous portent alternativement le poids du corps sur la jambe qui est à terre, et lèvent, en même temps qu'ils posent cette jambe à terre, le pied opposé qui va former le second pas.

Toutes les fois que les bataillons seront réunis, toutes les fois qu'ils exerceront en terrain libre et ouvert, il faut que les tambours et la musique accompagnent leur marche et leurs mouvemens; il le faut à plus forte raison devant l'ennemi, où l'ame du soldat a bien plus besoin d'être échauffée et soutenue. Je désirerais pour cela que nos instrumens fussent plus sonores, plus éclatans, que le rithme de notre musique fût plus vif, plus serré, plus adapté à la différence des circonstances et des mouvemens; qu'il y eût, par exemple, des airs consacrés au combat, joués à la guerre et pendant les combats seulement; des airs dont alors les modulations fussent au plus haut degré de chaleur et de véhémence. Nos organes auraient-ils changé? La musique aurait-elle dégénéré? Se serait-elle amollie, affaiblie? Ou bien doit-on traiter de fable ce que l'histoire rapporte de ce Timothée, de cet air phrygien qui forçait les peuples de la Grèce à courir aux armes?

Il n'est pas douteux, je crois, que nos armes de jet, en considérant nos fusils comme tels, ne soient infiniment supérieures à celles des anciens, tant pour la longueur de la portée, que pour la justesse. Quelle différence, en effet, de ces traits lourds, embarrassans, que chaque soldat ne pouvait porter qu'en petite quantité, qui n'étaient chassés qu'à bras ou par l'action d'une corde, moteurs faibles, incertains, sujets à inconvénient et à déviation, avec ces petits globes de métal que le soldat peut porter en grand nombre, et qui sont forcés à suivre une direction presque certaine, par la forme de ces tubes cylindriques dans lesquels ils sont comprimés, et par la force de ce fluide inflammable et élastique que le débandement d'un ressort anime et met en action avec une vitesse incroyable?

Veut-on une preuve de la supériorité de nos fusils sur toutes les armes de jet, comme frondes, arcs, javelots lancés à la main, etc.? c'est l'empressement avec lequel tous les sauvages du nouveau monde ont quitté ces derniers pour adopter nos fusils, malgré l'inconvénient du bruit, qui cependant en est un réel, même pour des hommes dont la chasse fait toute la nourriture et l'occupation.

Il faut beaucoup de temps pour former un bon cavalier. Ce que j'entends par un bon cavalier, ce n'est point un homme exercé à manier son cheval avec grace et adresse, ce n'est point un écuyer; c'est un homme robuste, placé à cheval ainsi qu'il doit l'être, relativement à la structure de son corps et à la facilité la plus grande de le gouverner, le gouvernant et le dirigeant à son gré; mais plutôt par l'éperon et le poignet, plutôt par son étreinte et son assiette vigoureuse, que par les aides et toutes les finesses de l'équitation; c'est un homme intrépide à cheval, et qui, moins instruit que brave, n'imagine rien d'impossible pour son cheval et pour lui; c'est avec cela un homme qui aime son cheval, qui le soigne comme un fantassin doit soigner son fusil; qui connaisse tous les détails journaliers nécessaires à sa conservation; qui ait

fait plusieurs campagnes, et qui, par conséquent, familiarisé avec les combats, les fatigues, les accidens, ne soit étonné de rien. Lorsque dans la guerre fabuleuse des Centaures, les Grecs parlent de ces intrépides Chiron, Orion et autres, à la tête chenue et aux jambes infatigables, c'étaient sans doute de vieux cavaliers thessaliens, montés sur des chevaux vigoureux; c'étaient des cavaliers tels que le mien qu'ils voulaient peindre. Une partie de notre cavalerie, bien tenue, mais sans barbe et sans expérience, ne peut se comparer qu'à de jeunes élèves de Duguast rassemblés en escadrons.

C'est, ce me semble, une étrange chose, et qui porte bien l'empreinte du caractère national, que le système d'après lequel nous travaillons depuis six ans à former notre cavalerie. Elle était dans l'ignorance et enchaînée par les vices de sa constitution; elle ne pouvait faire un pas pour en sortir. La paix de 1763 se fait; le gouvernement change cette constitution et en substitue une, si non parfaite, du moins propre à l'essai d'une instruction, et à l'encouragement de l'émulation. On dit au gouvernement, et on lui dit avec raison, que le grand vice de la cavalerie française est le défaut d'instruction; qu'elle ne sait pas manier ses chevaux; qu'avant de dresser l'escadron, il faut dresser le cavalier. Le gouvernement, frappé de cette vérité, ordonne qu'on construise des manéges, appelle des écuyers, jette un coup d'œil favorable sur tous ceux qui apportent du zèle et de l'aptitude aux institutions nouvelles. A l'instant toutes les têtes fermentent; les villes de guerre, les quartiers se remplissent d'écoles d'équitation; il n'y a plus de bons officiers que ceux qui manient un cheval avec adresse, les vieux cavaliers n'ont ni la souplesse ni la grâce qu'on exige; il faut les renvoyer, il faut en user de même à l'égard des anciens officiers. On dirait que toute la science de la cavalerie s'apprend dans la poussière des manéges. Cependant, au milieu de cette effervescence, les principes de l'équitation ne sont ni posés ni reconnus; on les discute, on les change. Deux systèmes différens partagent les opinions, sans compter nombre de petites éducations particulières imaginées par les chefs des régimens. Les années passent, les chevaux se ruinent, les cavaliers sont excédés, on forme dans chaque régiment quelques officiers écuyers, et dix ou douze cavaliers (sous-officiers dans une académie) créats: notez que ces derniers le sont à peine, qu'ils désirent leur congé pour aller se faire piqueurs en France ou chez l'étranger. Dans les régimens les plus avancés, on met cinquante ou soixante hommes par escadron en état de manœuvrer, on forme les autres successivement, mais successivement aussi l'engagement des hommes formés est à son terme; des recrues leur succèdent, des chevaux neufs remplacent de même les chevaux dressés et ruinés, chose devenue synonyme par les travaux établis dans les manéges. Bref, dans cette fluctuation continuelle d'individus et de principes, dans ces écoles outrées de détail et de précision, tout se consume, les hommes, les chevaux, et ce qu'il y a de plus précieux encore, le temps de la paix, ce temps fugitif et irrévocable qui devrait être employé à rassembler de grands camps, à exécuter de grandes manœuvres et à étudier leur résultat.

Eh! dirait la raison à tous ces instituteurs modernes, si la raison était appelée à leur conseil, quel est votre but? Notre but est de sortir de l'igno-

rance, puisque toute l'Europe s'éclaire; notre but est de rendre la cavalerie manœuvrière, et pour cela d'établir des écoles..... D'accord, mais avant que d'établir des écoles, cherchons la vérité, posons des principes. Vous avez, je pense, songé que vos cavaliers sont ou doivent être, en plus grande partie, des paysans bien épais, bien grossiers, et par conséquent bien sourds à toutes les recherches d'un art raffiné. Vous avez réfléchi, sans doute, que votre constitution vous oblige à congédier tous les ans le huitième de ces cavaliers; qu'il en meure, qu'il en déserte tous les ans quelques-uns; qu'en temps de guerre ces deux branches de consommation s'accroissent considérablement; vous avez fait le même calcul pour les chevaux; vous saurez donc qu'il faut, pour vos cavaliers et pour vos chevaux une instruction prompte, simple, et qui les mette le plus tôt possible en état d'entrer dans l'escadron. Maintenant, messieurs les instituteurs, vous prétendez que l'équitation est la base indispensable de cette instruction; mais de quelle espèce d'équitation parlez-vous? Si c'est de cet art qui, à force de vouloir rendre un cheval agréable et souple, lui fait la bouche délicate, les aides fines et les jarrets tremblans; si c'est de cet art par le moyen duquel vos jeunes gens, placés de très bonne grâce, ne savent pas au bout de deux ans maîtriser un cheval, gardez ces leçons pour les manéges; elles ne conviennent ni à l'espèce de nos cavaliers, ni à celle de leurs chevaux, ni au temps qu'on peut employer à leur éducation; gardez-les à plus forte raison, si vous n'êtes pas d'accord sur vos principes; si chacun de vous veut asseoir le cavalier et mener le cheval à sa manière, en soutenant cependant que ses principes sont les meilleurs; car je ne puis croire que ce soit d'une main, d'une jambe placée de telle ou telle façon, que dépende entièrement la conduite du cheval. Vous croyez l'équitation très perfectionnée en France, vous la croyez fondée sur des principes certains; je ne vois pas qu'en France les écuyers soient plus hardis et plus adroits, je n'y vois pas leurs chevaux se remuer avec plus d'aisance et se fatiguer moins. Votre prétendue bonne grâce est affaire d'opinion. Quatre mille ans avant vous on montait à cheval avec des principes différens. Les Scythes, les anciens Numides, les Maures d'aujourd'hui, les Turcs actuels, tous ces peuples que la nature fait cavaliers en naissant, sont assis sur leurs chevaux et les manient autrement que nous.

Quelques-unes de ces nations ne connaissent pas l'usage de la bride et des harnais; encore aujourd'hui la cavalerie de Maroc et d'Alger a des selles plus courtes et plus légères que les nôtres; des étriers très larges et très courts; elle galope le haut du corps en avant, les genoux relevés, les jambes raccrochées, de manière que le talon appuie légèrement au flanc du cheval. Voyez les Anglais qui, cependant ont les meilleurs chevaux et les plus hardis piqueurs de l'Europe, les Espagnols, qui ont les chevaux les plus fins, la cavalerie prussienne qui, pour n'être pas la meilleure de l'Europe, est cependant la seule qui soit manœuvrière, ces peuples n'ont ni votre assiette, ni vos principes. Tous sont seulement d'accord sur un point dont vous ne convenez pas; c'est qu'il faut étriver (placer l'étrier) très court et mener dans un escadron les chevaux par la rudesse et par la vigueur, plutôt que par art et par principes. Enfin, messieurs, con-

cluerait la raison, vous n'avez pas, depuis six ans, achevé l'éducation d'un régiment entier. La moitié de la cavalerie du royaume fait encore les talons et change de main dans la poussière des manéges. Portez ailleurs votre lente méthode, votre bonne grâce, votre théorie raffinée; elles peuvent être le fruit de beaucoup de méditations, mais je ne m'en servirai pas; car je veux des cavaliers et non pas des écuyers.

On a long-temps fait la guerre sans cette espèce de troupes que nous appelons aujourd'hui *troupes légères*; car les armés à la légère des anciens ne leur ressemblaient en rien, ni par leur constitution, ni par l'usage qu'on en faisait; ils étaient vêtus plus légèrement que les autres troupes, ils étaient armés différemment, ils étaient composés d'une autre espèce d'hommes, ils faisaient cependant corps avec les pesamment armés, ils marchaient avec eux, combattaient avec eux, faisaient en un mot partie de l'ordonnance de combat. Nos troupes légères, au contraire, sont armées et habillées comme nos autres troupes; elles sont composées de la même espèce d'hommes; mais elles ne font point corps avec elles; elles ont un genre de guerre et des fonctions séparées. Un jour de bataille elles ne se mettent point en ligne; elles ne sont presque comptées que comme hors-d'œuvre dans la disposition générale. Les Parthes, les Numides, les Thessaliens, cette cavalerie si légère et si vantée dans l'histoire, ne peuvent pas non plus se comparer à nos troupes légères, puisque c'étaient des nations entières ainsi constituées, habituées à ce genre de guerre, de vitesse et de désordre, et n'ayant point de troupes d'une autre espèce : tels sont encore aujourd'hui les Tartares de Crimée et quelques peuples de la côte d'Afrique.

Comment faisaient donc les anciens pour avoir des nouvelles, pour faire des courses, pour se garder contre les surprises, pour remplir tous les objets dont nous avons aujourd'hui assigné l'exécution aux troupes légères? Cette question est trop intéressante, trop propre à jeter du jour sur la grande partie de la guerre, pour que je ne cherche pas à la résoudre.

Les anciens avaient un autre genre de guerre que nous; ils faisaient en général moins de marches et moins de mouvemens; ils étaient retranchés dans tous leurs camps; ils avaient pour principe de se tenir toujours le plus près possible de l'ennemi. En étaient-ils éloignés? Comme leurs camps étaient des citadelles, ils avaient moins besoin de postes extérieurs; dans ces camps étaient à la fois leurs arsenaux, leurs magasins, leurs ateliers de toute espèce; ils avaient soin de les asseoir à la portée de la mer, d'une rivière, d'une ville ou d'un grand entrepôt fortifié. Voyons, pour nous donner une idée de leur conduite à cet égard, la belle campagne de César en Afrique; il n'avait que des légions, et il faisait la guerre contre une multitude d'Africains, bien autrement habiles que nos troupes légères à harceler, à inquiéter, à couper des subsistances. Les anciens se mettaient-ils en marche? Ils détachaient à leur avant-garde, c'est-à-dire à un quart de lieue ordinairement, ou à quelques stades tout au plus dans les pays ouverts, ce qu'ils appelaient des coureurs; c'étaient des hommes armés à la légère, tirés des légions, et propres à ce service. Cela suffisait parce que leurs armées, peu nombreuses, et rangées sur une ordonnance à lignes redou-

blées, passaient promptement de l'ordre de marche à celui de combat. Étaient-ils dans le cas de faire un détachement? Ce détachement était composé, ou de gens tirés des légions, ou même d'une ou plusieurs légions. Je parle de la milice de Rome dans ses beaux jours; car ensuite elle dégénéra; elle eut des équipages immenses, une grande quantité de machines de guerre; elle quitta ses armures défensives, ne se retrancha plus, se mêla avec des milices de toutes les provinces de l'Empire; et alors il lui fallut de l'infanterie barbare et de la cavalerie légère, pour faire la guerre en avant d'elle, pour garder ses camps; l'on sait ce qui en résulta, la honte des aigles romaines et la ruine de l'Empire.

Quand Gustave et Nassau rétablirent l'art militaire en Europe, il ne leur vint pas dans l'idée de créer une espèce de troupes particulières pour faire la guerre en avant d'eux, et pour veiller à la sûreté de leurs armées. Ils se conduisirent comme les anciens, ils n'eurent point d'armées nombreuses, ils eurent peu d'attirails de guerre et d'équipages, par conséquent moins de magasins, moins de convois, des communications moins longues et moins difficiles. Ces principes subsistaient, à beaucoup d'égards, du temps de Turenne. Ce grand homme préférait de commander de petites armées; il avait l'excellente maxime de se tenir le plus qu'il pouvait à la portée et à la vue de l'ennemi; il faisait peu de détachemens, il ne morcelait pas son armée, il la faisait remuer en entier; aussi ne voit-on pas qu'il ait imaginé de créer des troupes légères. On ne commença à en voir qu'après lui. Alors les armées devinrent prodigieusement plus nombreuses et plus chargées d'embarras; la manière de faire la guerre changea; on chercha, soit pour profiter de cette immensité de troupes, soit pour trouver plus de facilité à la nourrir, à embrasser par les opérations militaires une plus grande étendue de pays. On fit beaucoup de détachemens, on eut de grosses réserves, des corps particuliers. De là, longues et difficiles communications; magasins emplacés sur plusieurs points; nécessité, au milieu de ce morcellement, d'être éclairés au loin pour avoir le temps de se rassembler, et d'opposer comme aux échecs, mouvement à mouvement, et pièce à pièce; nécessité de couvrir ces longues communications et d'inquiéter celles de l'ennemi. Ces objets firent naître l'idée d'avoir des corps de troupes privativement destinées à les remplir. Quelques officiers, revenus des guerres de Hongrie, avaient vu les troupes irrégulières turques et hongroises; ils avaient amené quelques cavaliers de cette dernière nation. Ce fut ce qui donna au maréchal de Luxembourg l'idée de lever en 1692 le premier régiment de hussards qui ait paru en France. Ce régiment se nommait *Mortagni*. Ensuite le maréchal de Villars en fit lever un second, et l'électeur de Bavière en donna un troisième au roi; ainsi, dans le siècle précédent, le maréchal de Brissac, faisant la guerre en Piémont, avait imaginé les premiers dragons (1). Je cite ce qui s'est fait en

(1) Les Espagnols furent les premiers qui imitèrent les Français, et bientôt toutes les autres puissances levèrent successivement des dragons. Ces dragons du maréchal de Brissac étaient proprement de l'infanterie à cheval; ils conservèrent pendant quelque temps le mousquet et la pique. On leur donnait de mauvais chevaux afin que la perte fût moins grande quand ils seraient obligés de les abandonner. Ils ne portaient ni bottes ni éperons, et lorsqu'ils mettaient pied à terre pour combattre, ils attachaient leurs chevaux deux à deux.

France parce qu'alors la France combattait contre l'Europe, et que, malgré ses malheurs dans la guerre de 1700, c'étaient les règlemens et les institutions de son militaire qui donnaient le ton à l'Europe. A ces hussards et dragons se joignit bientôt l'usage des compagnies franches. Louis XIV en entretenait un assez grand nombre. C'étaient des compagnies, levées par des officiers suisses et non avouées par les Cantons, qui faisaient cette sorte de service, et l'on voit dans l'histoire de ce temps-là, que ces compagnies, peut-être plus utiles que nos corps de troupes légères actuels, faisaient des coups bien plus hardis. Il eût sans doute été heureux qu'on s'en fût tenu là; on s'y tint pendant la guerre de 1733, mais il n'en fut pas de même dans celle de 1740. L'héritière de Charles VI fut obligée de se jeter entre les bras des Hongrois; alors parurent en Allemagne les peuples de ce royaume, les Transilvains, Croates et autres, milices irrégulières et indisciplinées, que la maison d'Autriche n'avait jamais tenté d'appeler dans ses armées, soit par politique, soit parce qu'elle ne s'en sentait pas aimée. Les généraux de Marie-Thérèse en disciplinèrent une partie; mais, désespérant d'assouplir tous ces hommes à demi-sauvages à la règle commune, ils tolérèrent que l'autre partie continuât de servir selon son génie et ses habitudes. Marie-Thérèse étant consolidée sur les trônes de ses ancêtres, conserva sur pied ses fidèles Hongrois et Transilvains qui, plus tard, parurent pour la première fois en Flandre et sur le Rhin. Les ignorans affirmèrent que cette milice, dont la destination est de harceler sans cesse les avant-postes et les grand'-gardes, avaient détruit nos armées de Bohême et de Bavière. Il eût été plus exact de dire que nos armées avaient été victimes du climat et de nos propres fautes; on dit qu'il fallait leur opposer des troupes à peu près semblables. Le maréchal de Saxe organisa des ulhans; on leva des régimens qu'on nomma *troupes légères*. A l'autre bout de l'Europe, le roi de Prusse augmentait aussi, dans le même temps, ses hussards et ses dragons pour faire face aux arrière-bans de Hongrie; ainsi se termina la guerre de 1740. Dans celle de 1756, cette augmentation réciproque de troupes légères a été poussée plus loin encore. Car, dans toutes nos constitutions sans principes, tout se fait par imitation et par engouement. Telle est enfin aujourd'hui en France la situation des opinions sur cet objet, que beaucoup d'officiers osent avancer que les troupes légères sont les corps les plus importans et les plus utiles d'une armée; qu'il faut les multiplier, les rendre supérieures en nombre et en bonté à celles de l'ennemi. Il semble, à les entendre, que ces corps soient l'école de la guerre, que ce ne soient qu'eux qui la fassent ou la doivent faire : étrange prévention que celle qui peut confondre ainsi la pratique de manier quelques troupes, d'éclairer un pays, de faire quelques expéditions hardies, d'engager et de conduire un petit combat, avec la science immense et plus qu'humaine de remuer une armée, de donner une bataille, de créer et de diriger le plan d'une campagne; prévention dont les suites pourront former quelques bons chefs d'avant-garde, peut-être même quelques bons lieutenans de généraux, mais certainement jamais des hommes du premier genre, comme les Turenne et les Luxembourg.

Sans doute il faut qu'une armée s'é-

claire, couvre ses communications, harcelle l'ennemi; mais n'y aurait-il pas un système de guerre par lequel on rendrait toutes ces opérations moins compliquées? Ne pourrait-on pas employer à la plus grande partie de ces opérations ce que nous appelons des troupes régulières? Enfin, en admettant qu'il faille entretenir des corps de troupes, privativement destinées à les remplir, la constitution qu'on donne à ces corps, et particulièrement celle qu'on leur donne en France, est-elle la meilleure et la plus avantageuse?

Les machines de guerre des anciens étaient incommodes et de peu d'effet. Notre artillerie est plns simple, plus ingénieuse, plus facile à monvoir; son exécution est plus certaine et plus meurtrière. Quelques militaires ne sont pas de cet avis; mais comment oser comparer des machines qu'on ne pouvait mettre en jen qu'à force de vervins, de treuils, de moufles, de cordages, à des armes d'une manœuvre aisée, et qui, par l'inflammation snbite de la poudre, chassent des mobiles plus pesans et plns destructifs; des machines dont les montans et les bras donnaient tant de prise aux batteries opposées, à des armes que l'on pent rendre presque inaccessibles anx coups de l'ennemi; des machines dont le tir n'était pas horizontal, dont la plus grande étendue de portée était au-dessous de la moyenne portée des nôtres, dont la rectitude de portée était bien plns imparfaite; des machines qni permettaient qu'une place se défendit plusieurs années, et que des tours de charpente d'nne élévation prodigieuse subsistassent devant elles plusienrs jours, à des armes qui, tantôt sous des angles de projection élevés, lancent leurs mobiles à des portées inouïes, qui, tantôt sous des angles moins sensibles, chassent ces mobiles horizontalement, battent de but en blanc des terrasses énormes, les détruisent en peu de jours, enfilent des prolongemens, les ricochent, empêchent l'ennemi de s'y maintenir, et finissent enfin par détruire toutes les places qui ne sont pas délivrées par des secours du dehors, on par les fantes de ceux qui les assiégent.

Qu'on ne conclne pas de là que la science de l'artillerie soit arrivée au point de perfection où elle peut atteindre. Dimensions des pièces, construction des affûts, effets de la poudre, jet des mobiles, portée de ces mobiles, presque tout, sur ces différens objets, est encore système ou erreur. Il y a pen de principes dans cette science qui ne soient contestés. Plusienrs points de première importance sont encore un problème, et le seront peut-être long-temps. On ignore quels sont les effets de la poudre; jusqn'à quel point elle agit sur les mobiles qu'elle chasse, soit relativement à sa qnalité, à sa quantité, à la manière dont elle est employée, aux impressions que l'air fait sur elle, soit relativement au métal, à la longueur et à l'épaisseur des pièces. On ignore la quantité de force motrice par laqnelle les mobiles sont chassés, et la diminntion snccessive de vitesse qu'ils épronvent par la résistance plns ou moins forte de l'air. La théorie de la balistiqne est encore incertaine; on a cherché en vain jusqu'ici une équation générale, qui, dans tous les cas, déterminât la courbe décrite par le centre de gravité d'un corps sphérique projeté en l'air. On n'a que des tables approximatives des portées de but en blanc primitif. Là où le pointement du but en blanc primitif n'a pas lieu, il faut le faire par estime et par tâtonnement, ainsi qne c'était l'an-

cienne méthode, ou avec le coin de mire, ou bien par le moyen des hausses et des visières mobiles, nouvelle invention trop compliquée, trop peu solide peut-être, et qui exige une théoric pratique et des précautions qu'on ne doit pas attendre dn soldat, surtout au milieu du tumulte et du danger d'un combat. On voit qu'il y a loin de tout cela à la perfection de l'art. Il est donc apparent que le temps, que les connaissances mathématiques qui se répandent, et font de plus en plus fermenter les esprits chaque jour, produiront des découvertes nouvelles, et que ces découvertes amèneront de nouveaux principes. Pnisse seulement le gouvernement exciter le génie sur cette importante branche du militaire comme sur toutes les autres, et en même temps contenir l'inquiétude des novateurs, ne pas rejeter sans examen, et ne pas adopter sans épreuves! Puissent les épreuves qu'il ordonnera n'être pas ce que j'ai ouï dire qu'elles étaient trop souvent, des assemblées dont le résultat est connn avant qu'elles se tiennent, soit parce que l'autorité des officiers qui y président entraîne et couvre toutes les opinions, soit parce que chacun y apporte sa prévention plutôt que son jugement, et l'avis qu'il veut conserver plutôt que l'impartialité qui fait qu'on veut voir avant de juger.

Je ne vois pas, sans frémir, les dispositions de notre nouveau système d'artillerie relativement à la formation de l'équipage de campagne d'nne armée. Il est réglé que chaque bataillon aura à sa suite deux pièces de canon de qnatre, et qu'indépendamment de cela, le parc de l'artillerie sera composé snr le pied de deux pièces de canon par bataillon; donc nne armée de en bataillons traînera à sa suite quatre cents pièces do canon. Ces quatre cents pièces de canon exigeront deux mille voitures pour le transport des munitions, outils, effets de rechange, pontons et antres attirails nécessaires. Voilà deux mille quatre cents attelages faisant au moins neuf mille six cents chevaux; voilà plus de deux mille charretiers-conducteurs, gardes d'artillerie, capitaines de charrois, etc. Notez que, vu le mauvais état de nos haras, ces chevaux s'achètent presque tous en Snisse ou en Allemagne; que ces charretiers sont tous des paysans robustes, vigoureux, enlevés à l'agriculture et à la population. Il faudra, pour le service de ces quatre cents pièces, à raison de douze canonniers ou servans, l'nn portant l'autre, par pièce, environ quatre mille soldats, non compris les officiers. Que le roi ait plusieurs armées sur pied, comme les circonstances ne peuvent que trop souvent l'exiger; qu'il faille attacher de l'artillerie à ces armées dans la même proportion; qu'il en faille garnir les places menacées, les côtes, les ports, les vaisseaux, voyez l'énorme quantité de canons, de charrois, d'embarras; voyez le ruineux entretien de tant d'attirails. Car si l'artillerie augmente si prodigieusement dans les armées, elle s'accroîtra de même partout; partout on mettra en elle sa confiance unique; on n'attaquera plus, on ne défendra plus les places que par le canon; on ne croira plus ses côtes en sûreté, que quand elles seront couvertes de batteries. Il en sera sur mer comme sur terre; les vaisseaux ne se joindront plus, ils ne se battront que par leur artillerie. Que seront, pour remplir tant d'objets, huit mille hommes d'artillerie que le roi entretient aujourd'hui? Il faudra ou en doubler le nombre, ou, ce que l'on se propose dans le nouveau système, y

suppléer par des bataillons de milice qu'on attachera à ce service. Peut-on se flatter alors que dans un corps aussi nombreux, il y ait la même instruction et les mêmes lumières? Peut-on espérer que la plus grande partie de ces bouches à feu ne sera pas manœuvrée par des agens inexperts et maladroits? Peut-on voir, sans gémir sur l'emploi malentendu des hommes, la même quantité de soldats, qui, du temps des Turenne et des Gustave, composait seule une armée, ne servir aujourd'hui qu'à la manœuvre des machines de guerre d'une de nos armées.

Quel fruit retirera-t-on de cette énorme quantité d'artillerie? Si l'ennemi en a dans la même proportion, voilà, de part et d'autre, les armées difficiles à mouvoir et à nourrir; voilà toutes les actions de guerre réduites à des affaires de poste et d'artillerie; les marches, à quelques transports lourds et rares d'une position à une autre position peu éloignée; toutes les opérations subordonnées à des calculs de subsistance. Dès-lors plus rien de grand, plus de science militaire. Si l'ennemi, plus habile, ose s'écarter de l'opinion reçue, et n'avoir que cent cinquante pièces de canon avec une armée égale de cent bataillons, tous les avantages seront de son côté. Il combinera en conséquence la formation et la nature de cet équipage d'artillerie. Il n'aura point ce que nous appelons des pièces de régiment, parce qu'il calculera que ces pièces n'ont pas des portées assez longues et assez décisives; que dispersées et formant de petites batteries, elles ne remplissent point de grand objet; que commandées par les officiers d'infanterie (1), qui la plupart n'ont aucune connaissance de l'exécution de l'artillerie, elles ne soient souvent mal emplacées, et consomment inutilement beaucoup de munition. Par la même raison que les petits calibres sont de peu d'utilité, il aura moins de pièces de parc de quatre longues; il en aura, je suppose, cinquante seulement; les autres seront toutes du calibre de huit, de douze et de seize. Il aura sur le nombre au moins vingt obusiers, espèce de bouche à feu dont les bons effets ne nous sont peut-être pas assez connus. Ensuite, pour compenser de plus en plus son infériorité d'artillerie, que je suppose être de cent cinquante à quatre cents, il aura des divisions en réserve, dans différens dépôts, et dans les places à portée de l'armée; il saura les tirer de là pour remplacer ses pertes, ou pour se renforcer, dans des dispositions défensives, s'il se trouve réduit à en prendre. Il renforcera d'attelage toute l'artillerie destinée à suivre son armée, aura un grand nombre de chevaux haut-le-pied, et se donnera par là plus de moyens pour porter son artillerie d'un point à l'autre et s'y fortifier, ou s'y dégarnir rapidement. Mais ce n'est pas tout : ayant moins d'artillerie que l'ennemi, il la fera servir toute par des canonniers plus adroits et plus experts; il ne courra pas risque de confier des divisions à des officiers sans pratique et sans lumières; son artillerie deviendra donc bientôt supérieure du côté de l'exécution. Il cherchera de même à la rendre telle du

(1) Dans le nouveau système, on se propose d'attacher au service des pièces de régiment, des compagnies du corps royal; mais les officiers du corps royal, qui commanderont ces compagnies, ne seront pas aux ordres des commandans des brigades ou des régimens, et ils seront obligés de se conformer à ce que ces derniers détermineront pour l'emplacement et l'exécution de leurs pièces.

côté de la rapidité des mouvemens. Il la fera entrer, avec plus d'intelligence, dans la combinaison de ses dispositions de marche et de combat. Il la manœuvrera comme ses troupes, et de concert avec elles. Il créera enfin pour elle une tactique de déploiemens et de ruses, par laquelle il saura opposer égalité et supériorité dans les parties de son ordre de bataille qui devront être attaquantes ou attaquées, dans le temps qu'il refusera et mettra hors de portée de l'ennemi les parties de cet ordre qu'il dégarnira d'artillerie. Les opérations de sa campagne seront calculées d'après la constitution de son armée à cet égard, et d'après celle de l'ennemi. Il fera vis-à-vis de lui une guerre de mouvement; il le désolera par des marches forcées, auxquelles l'ennemi sera contraint d'opposer des contre-marches qui seront lentes, destructives pour les attirails prodigieux et attelés avec économie, qu'il traînera à sa suite, ou bien qui l'obligeront à laisser en arrière la plus grande partie de ces embarras; alors ils seront à armes égales, et il aura pour lui la perfection et la supériorité de manœuvre des siennes. Enfin, fût-il obligé d'attaquer l'ennemi ou de recevoir son attaque, il ne se croira pas battu, parce qu'il aura moins de canons à lui opposer. Ses batteries, mieux disposées, mieux emplacées, mieux exécutées, des pièces d'un calibre plus décisif, des prolongemens plus habilement pris, lui donneront encore l'avantage. Eh! quelles batailles ont été perdues, parce que l'artillerie a manqué à l'armée vaincue? Je vois partout que peu de pièces ont agi, et que beaucoup sont restées dans l'inaction, ou faute d'emplacement, ou faute de pouvoir atteindre à l'objet, ou faute de savoir les porter rapidement au point d'attaque.

J'ai vu, pendant la guerre dernière, des pièces de régiment tirer sans relâche, tandis que des batteries de pièces de huit du parc, qui étaient voisines, trouvaient le même but trop éloigné pour y user leurs munitions. Cette ineptie, qui dura trois heures et consomma inutilement mille cartouches, me rappelle un de nos officiers-généraux s'emportant contre le commandant d'une batterie, parce qu'il ne tirait pas. Ce dernier, occupé alors d'une nouvelle disposition qu'il donnait à ses pièces pour prendre un revers sur l'ennemi, répondit *qu'il cherchait son prolongement. Eh! monsieur*, répliqua l'officier-général qui se désespérait, et ne savait pas ce que c'était que prolongement, *voilà comme est le corps royal: il prolonge toujours.*

A quoi servira toute l'intelligence possible dans la disposition des marches, si nous ne cherchons à diminuer cette quantité énorme d'attirails, d'équipages, de valets, si bien nommée par les anciens *impedimenta;* si pour cela nous ne devenons plus sobres, moins amoureux de nos aises, plus endurcis aux travaux? Je ne m'étendrai pas là-dessus; car une pareille révolution ne peut s'opérer qu'en changeant l'esprit et les mœurs actuels. Or, changer l'esprit et les mœurs d'une nation ne peut être l'ouvrage d'un écrivain quel qu'il soit. Ce ne peut être que celui du souverain ou d'un homme de génie, dans les mains duquel de grands malheurs et le cri public, plus fort que les cabales, remettront, pendant quelques années de suite, le timon de la machine.

Si une nation était pourvue de troupes et de généraux tels que je me les imagine, ses armées pourraient être bien moins nombreuses que ne le sont celles qu'on a aujourd'hui, et cepen-

dant valoir mieux et exécuter de plus grandes choses. Elle aurait dans ses armées moins de cavalerie, moins de troupes légères, moins d'artillerie. Son infanterie serait mieux armée, plus aguerrie, mieux disciplinée, plus manœuvrière; elle saurait se suffire à elle-même comme l'ancienne infanterie des légions romaines. Sa cavalerie serait peu nombreuse; mais sa bonté, sa vélocité, sa science de mouvement suppléeraient à son petit nombre. Ses troupes légères feraient en même temps le service de ligne, et ses troupes de ligne feraient, au besoin, le service de troupes légères; par conséquent point de double emploi, point de corps inutilement et dispendieusement employé à un seul objet. Son artillerie serait peu nombreuse, mais elle n'aurait que des calibres utiles et propres à produire de grands effets; elle serait bien constituée, bien allégée, bien attelée, bien disposée dans ses emplacemens, bien exécutée dans l'action. Tous les corps qui composeraient ses armées auraient une tactique simple, analogue l'une à l'autre, et prête à servir les combinaisons des généraux. De pareilles armées ne seraient point embarrassées par une quantité immense d'équipages; elles seraient sobres, infatigables, plus amoureuses de gloire que de commodité; elles sauraient vivre des denrées du pays, et ne seraient pas subordonnées aux calculs étroits et routiniers d'un entrepreneur de subsistances; enfin, de semblables armées, commandées par de grands hommes, renouvelleraient les prodiges opérés autrefois par de petites armées contre des multitudes ignorantes; elles feraient encore de grandes conquêtes et des révolutions dans les empires.

C'est une chose bien étrange que la manière dont on forme aujourd'hui les armées. La guerre se déclare; on résout dans le cabinet des ministres qu'il faut attaquer l'ennemi sur un tel point, et se défendre sur tel autre. Voilà par conséquent des armées à former, des généraux à choisir. Comment cela se fait-il? Le département de la guerre, si c'est ce département qui a la prépondérance du crédit dans le conseil du souverain, propose une armée en Allemagne et une en Flandre. On observera que souvent le ministre, qui est à la tête de ce département, ne sait pas ce que c'est qu'une armée, ou que, s'il est militaire, rarement il arrive qu'il ait commandé des armées, encore plus rarement qu'il les ait bien commandées; par conséquent il ne peut asseoir un plan de guerre avec connaissance de cause. Cependant ce plan est arrêté; on se résout à former deux armées; on décide, je suppose, d'agir offensivement en Flandre, et de rester sur la défensive en Allemagne. Comment se détermine la force de ces deux armées? On spécule quelle sera la quantité de troupes que l'ennemi pourra opposer dans chacun de ces points. On dit : L'ennemi aura une armée de soixante mille hommes en Flandre, faisons-en une de quatre-vingts, puis agissons offensivement dans cette partie; il en a une de soixante en Allemagne, formons-y en une de quarante, et tenons-nous y sur la défensive. On nomme ensuite les corps qui doivent composer les armées. Une méchante règle de proportion ou plutôt de routine veut que l'armée étant de tant de milliers d'hommes, il s'y trouve tant d'infanterie, tant de cavalerie, tant de troupes légères, tant d'artillerie. On choisit les généraux, on entre en campagne; les généraux, la plupart

du temps, comptant sur le nombre bien plus que sur la science, n'ont ni paix ni relâche qu'ils n'aient obtenu des renforts. C'est aujourd'hui pour couvrir un point, à la protection duquel leur armée ne peut atteindre; demain ce sera pour s'opposer à une diversion, qui souvent n'aurait pas eu lieu s'ils avaient serré la mesure à l'ennemi; cette fois, c'est parce que l'ennemi a trois cents pièces de canon et qu'ils n'en ont que deux cents. Une autrefois, c'est parce qu'il a quinze mille hommes de troupes légères et qu'ils n'en ont que dix. Ils ne sentent pas qu'ayant moins d'artillerie ils ont moins d'embarras, que leurs deux cents bouches à feu bien employées équivaudraient facilement aux trois cents de l'ennemi; que, pour rendre ces dernières inutiles, il n'y a qu'à faire vis-à-vis de lui une guerre de marches et de mouvemens. Ils ne sentent pas que l'ennemi, ayant quinze mille hommes de troupes légères, et ces troupes légères étant constituées comme elles le sont aujourd'hui, il est affaibli par cette espèce de troupes; qu'il n'y a, pour lui ôter cet avantage apparent, qu'à éviter la guerre de détail et la faire toujours en masse. Ils ne sentent pas, enfin, que le grand art de la guerre, c'est de suppléer au nombre plutôt que de l'augmenter, d'engager les actions avec l'arme dans laquelle on est supérieur, et d'appuyer ou de refuser celle dans laquelle on est le plus faible. Réciproquement et en se modelant les unes sur les autres, les armées s'augmentent donc à un tel point, que les généraux ne savent plus comment les manier, les pays comment les nourrir, les gouvernemens comment les entretenir et les payer. Des généraux plus éclairés seraient même obligés de se conformer à la routine établie, et de demander des armées nombreuses. Car, est-il en Europe des troupes citoyennes, des troupes qui, par leur constitution, leur esprit, leur valeur, leur sobriété, leur aptitude aux travaux, leur science de manœuvres, soient si décisivement supérieures à celles des États voisins, qu'on puisse dire : avec quarante mille hommes j'oserai tenir campagne, et campagne offensive contre soixante mille! Y a-t-il des troupes qui aient assez de confiance dans leur courage, dans leur tactique, dans leurs généraux, pour considérer comme un embarras et un affaiblissement, tout nombre au-delà des proportions raisonnables, pour ne pas être étonné d'entrer en campagne vis-à-vis d'une armée supérieure? Y a-t-il en Europe des généraux auxquels les gouvernemens abandonnent assez d'autorité pour qu'ils puissent à l'avance acquérir cette confiance et l'inspirer, en formant à cet effet des troupes pendant la paix, en les faisant, si je puis m'exprimer ainsi, à leur système et à leur main? Si par hasard il s'élève dans une nation un bon général, la politique des ministres et les intrigues des courtisans ont soin de le tenir éloigné des troupes pendant la paix. On aime mieux confier ces troupes à des hommes médiocres, incapables de les former, mais passifs, dociles à toutes les volontés et à tous les systèmes, plutôt qu'à cet homme supérieur qui pourrait acquérir trop de crédit, résister aux opinions qu'on aurait adoptées, se rendre le canal des grâces militaires du souverain, et devenir enfin l'homme des troupes, le général-né. On veut pouvoir donner des armées à commander à ses créatures; on veut accoutumer les troupes à recevoir aveuglément tel homme que ce soit, que l'on voudra mettre à leur tête; je dis tel

nomme que ce soit, pourvu qu'il ait le brevet du souverain. La guerre arrive, les malheurs seuls peuvent ramener le choix sur le général habile; on l'emploie, mais en même temps on le contrarie, on le traverse; le dirai-je? on voudrait (si un tel partage était possible) que la besogne réussît et que le général échouât. Ce général parvient à réparer les affaires, à les soutenir; bientôt on craint sa réputation, on est importuné de sa gloire, on fait la paix; le général déjà formé, ou qui commençait à se former, n'est plus consulté, plus employé. Ses taleus se rouillent ou n'achèvent pas de se perfectionner; les troupes qu'il connaissait changent, se renouvellent, prennent d'autres institutions, d'autres principes. Ainsi, quand des malheurs nouveaux le replacent à la tête des armées, il se trouve étranger à ces armées, et ces armées lui sont étrangères. Ce tableau est l'histoire de presque tous les États dans presque tous les temps; qu'on ne m'accuse pas d'avoir voulu en désigner aucun.

Quelle différence de cette manière de former les armées à celle dont les Grecs, les Romains, dont tous les grands conquérans ont formé les leurs! Miltiade, Thémistocle, Épaminondas comptaient-ils les forces de l'ennemi? Alexandre compara-t-il les siennes avec celles de l'Asie, quand il voulut la conquérir? il partit avec une armée de cinquante mille hommes pour aller détrôner un roi qui pouvait en armer des millions. Annibal partit avec soixante mille hommes pour la conquête de l'Italie; Scipion, avec cinquante mille pour attaquer Carthage. César, avec quelques légions, soumit les Gaules, l'Afrique et une partie de l'Asie. Et, pour citer un seul moderne, Gustave, avec vingt-cinq mille Suédois, fut la terreur de l'Empire. Ces grands hommes savaient bien qu'ils allaient attaquer des armées supérieures; ils savaient qu'on leur opposerait et plus de troupes qu'ils n'en avaient, et quelquefois des armes et des manières de combattre inconnues à leurs soldats; mais ils avaient leur plan, leur tactique, leurs armées élevées par eux et pleines de confiance en eux. Dans la tête du petit nombre d'hommes qui les suivaient était profondément gravé que c'est la science et le courage qui donnent la victoire, et non la multitude.

Voyons particulièrement les Romains, ce peuple militaire et conquérant par sa constitution. Il eut affaire à des ennemis redoutables, à des nations courageuses et bien conduites; il les vainquit. Mais aussi, examinons comment les armées de Rome étaient composées. Elles étaient assujetties à une formation et à des proportions dont on ne s'écartait pas, quelles que fussent les forces de l'ennemi. L'armée consulaire, c'est-à-dire l'armée complète, était de cinquante mille hommes. Il y avait ensuite l'armée tribunaire, ou la demi-armée. Un danger imminent menaçait-il la république? Elle mettait à la fois sur pied deux armées consulaires; c'était son plus grand effort, et il n'eut lieu que dans deux ou trois occasions. Je ne prétends pas dire que cela puisse être imité entièrement par nos États modernes. Je ne prétends pas que dans un royaume, qui a de vastes frontières, qui peut être attaqué sur plusieurs points à la fois, et dans lequel les citoyens ne sont pas soldats, on puisse se borner à n'avoir qu'une seule armée; mais je crois qu'il serait du moins très possible d'avoir des armées moins nombreuses, et de ne pas s'assujettir à régler leur composition intérieure sur celle des armées

ennemies. Je crois que soixante-et-dix mille hommes devraient être la proportion de l'armée la plus considérable, et qu'une armée pareille, bien constituée et bien commandée, lutterait avec avantage contre une de quatre vingts et de cent mille. Je crois que tout général, qui connaîtra les ressources de la tactique, et qui sera sûr de ses troupes, ne voudra jamais que la sienne soit au-dessus de cette proportion, parce qu'il calculera que ce qu'il paraîtrait gagner du côté du nombre, il le perdrait par l'accroissement de l'embarras, par la lenteur des mouvemens et par la difficulté des subsistances. Enfin, Turenne le disait, et l'opinion de ce grand homme doit faire loi. « Toute armée de plus de cinquante » mille hommes est incommode pour » celui qui la commande et pour ceux » qui la composent. »

Mais, pour qu'un général ose se charger d'une responsabilité aussi grave que celle de s'écarter de la routine, en introduisant un nouveau genre de guerre, il faut, je le répète, qu'il ait d'excellentes troupes; il faut que, si elles ne sont pas composées de l'élite des citoyens, et que la constitution de l'État soit telle que le gouvernement n'y puisse et n'y veuille rien changer, elles réparent du moins ce vice primitif par toute la perfection possible dans leur constitution intérieure, dans leur discipline et dans leur tactique. Il faut que le temps de la paix soit mis à profit pour les former, pour instruire, elles, ainsi que les hommes qui doivent les commander. Les camps, que je vais proposer, rempliront, je crois, cet important objet.

C'est une idée bien ancienne que celle de former des camps de paix. Les Romains étaient dans cet usage, leurs légions campaient presque toute l'année. Au moyen de cette institution, la discipline de ces légions survécut quelque temps à la corruption de l'empire. Mais peu à peu le luxe pénétra dans ces camps; il y relâcha la discipline; il les peupla d'histrions, de courtisanes, d'ouvriers, de marchands, de toutes les professions qui engendrent la mollesse et qui portent à la débauche. Il en fit des villes, et alors les vertus guerrières n'ayant plus d'asile, c'en fut fait d'elles et de l'empire.

Aucune nation n'a imité les Romains; aussi aucune milice n'a égalé la leur. Louis XIV et Auguste Ier ont formé des camps de paix; mais c'étaient uniquement des camps de parade. Ces princes cherchaient l'occasion de donner des fêtes d'un nouveau genre; ils faisaient ostentation de leurs troupes comme des dorures de leurs palais. Le roi de Prusse est le premier moderne qui ait formé des camps d'instruction, qui ait fait servir ces camps à exécuter des marches, des ordres de bataille et à former des généraux. On sait le fruit qu'il en a retiré; et cependant, quelle différence de ces camps de quinze jours, et exclusivement destinés à rendre des troupes manœuvrières, à ces camps stables où les Romains bravaient les saisons, remuaient la terre, pliaient à la guerre leurs corps et leurs esprits!

Pendant la paix dernière, on a formé aussi des camps en France; mais on n'avait pas alors les premières notions de la tactique: on faisait bonne chère, on manœuvrait pour les dames, on se séparait sans avoir rien appris. Pendant cette paix nous formons tous les ans des camps, et ils ne sont guère plus utiles. Le temps s'y passe en revues et en exercices de détail. C'est à qui y paraîtra avec les armes les plus

brillantes, les soldats les mieux tenus ; c'est à qui y surprendra le plus adroitement de petits suffrages et de grosses pensions. On n'y exécute point de manœuvres de la grande école et propres à former des officiers généraux ; on brigne pour y venir et pour y revenir l'année suivante. Si, au milieu de ces futilités, quelques officiers plus éclairés élèvent la voix pour dire que ces camps ne remplissent pas l'objet, qu'il faut rassembler une armée et l'instruire aux grandes opérations de la tactique, on leur répond, on qu'il n'en est pas encore temps, ou que les officiers généraux ne sont pas faits pour venir à l'école.

Nous ne savons guère prendre des ordres de bataille momentanés et combinés sur la circonstance ; nous ignorons, pour tout dire en un mot, l'art de manœuvrer les armées. Si nous l'avions connu, que de batailles nous avons perdues qui ne se fussent seulement pas données! Je n'en citerai qu'une dont l'exemple et le malheur sont bien frappans pour la nation.

Notre armée part du camp de Minden avec une disposition combinée dès la veille sur une reconnaissance faite dans la matinée. C'est notre droite, considérablement renforcée, qui doit attaquer la gauche de l'ennemi, qui, dans cette reconnaissance, avait été trouvée faible et susceptible d'attaque. On débouche dans une grande plaine, et vis-à-vis une longue lisière de bois derrière laquelle était cachée la disposition de l'ennemi. Suivant la routine établie, on se met en bataille, on étale deux lignes dont l'ennemi peut à loisir compter la force ; au lieu, du moins, de laisser les lignes en arrière, et d'en dérober la faiblesse à l'ennemi à la faveur du pays coupé, placé à l'entrée de la plaine, on porte ces lignes en avant, on les dispose sur la droite qui était chargée de l'attaque. On porte même partie du centre en avant de cet alignement, et presque sur la lisière du bois occupé par l'ennemi. On observera encore que cet ordre de bataille devait être pris au point du jour ; mais que, par une suite de la maladresse de nos troupes, et de leur peu d'habitude à exécuter de grandes manœuvres, à sept heures, les lignes tâtonnent encore leur disposition. Cependant l'ennemi a changé la sienne dans la nuit et dans la matinée ; sa gauche, qu'on croyait faible et dégarnie, est renforcée de troupes ; des retranchemens et des batteries s'y sont élevés. Dans une telle situation, cette aile est inattaquable. On détermine, avec raison, qu'il ne faut pas engager sur ce point un combat dont le succès ne pourrait qu'être funeste. On délibère, le temps se perd, l'ennemi voit notre centre porté trop en avant et composé de deux faibles lignes de cavalerie sans infanterie pour les soutenir ; il forme sur lui une disposition à couvert par les bois qui sont sur son front, débonche, l'attaque, l'enfonce et gagne la bataille. Qu'on fût arrivé sur l'ennemi dans l'ordre oblique, qu'on se fût tenu en colonnes jusqu'à ce qu'on eût jugé quelle était la situation de l'ennemi, cette bataille n'aurait pas eu lieu ; l'ennemi n'eût pas pu démêler les parties faibles de notre disposition, et former une attaque sur elles. On eût reconnu que sa gauche était renforcée et à l'abri d'être attaquée ; on fût, au pis-aller, rentré dans l'ancien camp ; c'eût été une reconnaissance sans perte et sans honte. Car j'ose avancer que c'est à tort qu'on appelle faux mouvement la marche que fait une armée pour aller en attaquer une autre, et le parti qu'elle prend de se retirer quand

elle voit qu'elle ne peut pas engager le combat avec avantage. Un général habile et manœuvrier tentera des mouvemens pareils sans croire faire, en se retirant, un aveu d'infériorité; c'est en les répétant qu'il trouvera enfin une occasion favorable. Chez les anciens, l'armée qui était sur l'offensive présentait ainsi le combat à l'ennemi, afin de l'engager à sortir de ses retranchemens et à accepter l'engagement, se retirant ensuite quand elle ne voyait pas une occasion assez favorable d'attaquer : ainsi Annibal battit les Romains à Trasimène et à Cannes; ainsi, dans leur belle campagne de 1675, se tâtèrent souvent, sans jamais s'engager, Turenne et Montecuculli. Ces grands hommes savaient bien précisément en quoi consistaient la honte ou la gloire.

Lorsque toutes les autres sciences s'étendent et se perfectionnent par des théories lumineuses, la science de la guerre sera-t-elle donc la seule qu'on abandonne à la routine? la croit-on si vague, si dénuée de principes positifs, qu'elle ne doive pas être enseignée? Est-ce l'indignation d'Annibal, quand il entendit le rhéteur d'Éphèse donner des leçons sur l'art militaire, qui a à jamais ridiculisé le projet de le démontrer dans des écoles? Annibal prit en pitié un rhéteur obscur et ignorant qui se permettait de parler devant lui des devoirs du général : il eût aimé à entendre un homme de guerre, un Xantippe, un Épaminondas, raisonner de la théorie de son art; il eût senti que dans un pays où de grands hommes commanderaient les armées pendant la guerre, il faudrait encore que, pendant la paix, ils prissent la peine de se former des troupes et des successeurs.

Dans la plupart des pays de l'Europe, les intérêts du peuple et ceux du gouvernement sont séparés; le patriotisme n'est qu'un mot; les citoyens ne sont pas soldats; les soldats ne sont pas citoyens; les guerres ne sont pas les querelles de la nation, elles sont celles du ministère ou du souverain; cependant elles ne se soutiennent qu'à prix d'argent et au moyen des impôts; ajoutez que dans quelques-uns de ces États, ces impôts sont excessifs; que le peuple y est mécontent, misérable et dans une situation qu'aucune révolution ne peut empirer.

On ne voit pas dans l'histoire, mais il est aisé de concevoir comment pouvaient et devaient subsister ces petites armées des républiques grecques, faisant la guerre à quelques lieues de leur territoire; et quelle espèce de guerre: des incursions de quelques jours, faites pendant la saison des récoltes, et terminées ordinairement par une bataille à la suite de laquelle les deux parties allaient réparer leurs pertes et cultiver leurs champs!

L'histoire nous laisse également sans lumières, et il est plus difficile d'y suppléer, sur la manière dont subsistèrent ces armées quand l'ambition des États de la Grèce, augmentée avec leur puissance, les fit plus nombreuses, et les porta à la conquête des îles voisines et de quelques parties de la côte d'Asie. On voit seulement qu'alors le soldat, qui combattait auparavant gratuitement, eut une solde réglée. L'histoire dit que cette solde était toute en argent, et elle en marque le montant. Le soldat était-il chargé ensuite, au moyen de cette paie, de pourvoir à sa nourriture? Comment y pourvoyait-elle? L'armée était-elle pourvue de magasins? Voilà ce que nous ignorons. Je pourrais donner des conjectures sur tous ces objets; mais il est

inutile de hasarder des conjectures où manquent les lumières.

On sait bien moins encore comment subsistaient ces multitudes presque fabuleuses avec lesquelles les rois de Perse tentèrent d'envahir la Grèce. Elles étaient si nombreuses, elles traînaient à leur suite une si grande quantité d'attirails et de bêtes de charge, qu'elles mettaient à sec, dit l'hyperbolique Hérodote, les rivières auprès desquelles ils séjournaient, et que la disette et la peste s'établissaient après elles dans les pays où elles avaient passé. On peut conclure de là que ces armées vivaient, au hasard et sans méthode, des moyens que leur offrait le pays; et, ce qui le confirme, c'est que leurs expéditions n'étaient que des incursions. Ces inondations armées avaient le cours des torrens et s'écoulaient comme eux.

Au reste, ce n'est pas le cas de regretter que l'histoire ne nous dise point comment ces armées de barbares subsistaient dans leurs expéditions; elles y périssaient, comme dans les combats qu'elles livraient, victimes de leur immensité et de leur ignorance. Mais on doit regretter, en revanche, de n'avoir pas plus de détails sur les procédés de subsistance employés par des conquérans heureux et habiles, tels que Cyrus, Alexandre, Annibal. L'histoire ne nous en transmet aucun. Nous ne voyons jamais leurs armées arrêtées par des formations de magasins et par des calculs de subsistance. Sans doute elles vivaient dans les pays où elles faisaient la guerre et des denrées de ce pays; sans doute elles étaient sobres et endurcies; sans doute aussi avaient-elles des combinaisons de subsistance moins compliquées, moins timides, moins financières que les nôtres. Qu'on songe aux expéditions de ces armées; qu'on voie Alexandre, partant de la Macédoine pour aller conquérir l'Asie; qu'on suive Annibal, partant d'Espagne pour aller porter la guerre à Rome, passant les Pyrénées, traversant les Gaules, ayant à chaque pas des peuples inconnus à se concilier ou à combattre, s'ouvrant ensuite un chemin à travers les Alpes, descendant en Italie, et s'y soutenant neuf ans victorieux et sans recevoir aucun secours de Carthage. Qu'on place ces campagnes en parallèle avec les nôtres; qu'on transporte ces vastes opérations sur l'échelle actuelle de nos combinaisons militaires, on sera forcé de révoquer l'histoire en doute, ou de convenir que nos facultés n'ont plus une aussi vaste portée.

Les guerres des Romains ne nous instruisent pas plus sur les détails de la science des subsistances chez les anciens. On conçoit qu'ils durent être simples et faciles tant que les armées romaines eurent affaire aux peuples du *Latium*. Mais quels ils furent quand Rome entreprit des guerres étrangères et lointaines, voilà ce qu'aucun historien ne nous apprend. Quelques traits, épars çà et là, forment toutes nos lumières. Il est quelquefois mention, dans Tite-Live, des distributions de vinaigre, de vin et de grains; on y voit des légions, qu'on voulait punir, condamnées au pain d'orge, preuve qu'il s'en distribuait d'une autre espèce au reste de l'armée. On lit dans Végèce que les préfets du camp, office purement militaire, étaient chargés du détail des subsistances. On y lit que les centuries romaines avaient des moulins à bras, qu'on leur distribuait du grain en nature. Ailleurs il est dit que dans les expéditions, chaque soldat portait sa portion de farine pour quinze jours, et

qu'ensuite, arrivé au camp, il faisait, avec cette farine détrempée, une manière de gâteau qui servait à sa subsistance. Cet usage de moulins à bras et des distributions de grain ou de farine aux troupes, a été proposé plusieurs fois de notre temps et traité de chimère. Un exemple instructif qu'on doit enfin recueillir de l'étude de la constitution des légions romaines dans le temps de leur vigueur et du résultat de leurs opérations, c'est la tempérance, l'austérité, la patience infatigable qui en étaient la base. De telles troupes savaient s'accommoder à toute espèce de nourriture, et au besoin, endurer la faim et la soif. Aussi, nulle part, dans l'histoire du bel âge militaire de cette nation, on ne voit les opérations arrêtées par des calculs de subsistance. Dans nos histoires modernes, on verra, à chaque pas, les combinaisons de subsistance faire séjourner les armées et commander aux généraux.

Une autre vérité importante qu'on peut retirer de l'étude des guerres romaines, vérité dont le résultat contrarie nos systèmes de subsistance actuels, c'est que les armées vivaient dans le pays et aux dépens du pays. *Il faut que la guerre nourrisse la guerre*, disait Caton dans le Sénat, et cette maxime était, chez les Romains, une maxime d'État. Dès qu'une armée avait mis le pied chez l'ennemi, c'était au général, qui la commandait, à la faire subsister; et, celui-là avait le plus utilement servi la république, qui, en faisant la campagne la plus glorieuse, avait le mieux entretenu son armée, et rapporté, après la campagne, le plus d'argent au trésor public. Delà la solution de cet état de guerre presque continuel au milieu duquel fleurissait la république. Elle recevait de la guerre accroissement et richesse, comme nos États d'aujourd'hui, par la constitution désordonnée de leurs systèmes militaires, en reçoivent affaiblissement et misère. Scipion portait la guerre en Afrique; et, bien loin d'épuiser Rome pour nourrir son armée, les greniers de Rome se remplissaient de blés d'Afrique. César allait conquérir les Gaules, et Rome n'entendait plus parler de lui que par le bruit de ses victoires. Non-seulement son armée n'était point à la charge de l'État, mais il enrichissait cette armée; il faisait passer des fonds au trésor public, il en réservait pour ses vastes desseins; il embellissait les Gaules après les avoir soumises; il y changeait la face des villes; il y construisait des chemins qui sont encore aujourd'hui des monumens; avec l'or des Gaules, il préparait des fers à la Germanie, à la patrie elle-même; et les Gaules cependant aimaient sa domination. Nous n'avons pas l'art de conduire des guerres ainsi; mais revenons à celui qui fait l'objet de mes recherches.

J'ai eu tort de dire qu'il n'existe pas un morceau dans l'histoire où il y ait quelques détails suivis sur la manière dont les Romains faisaient subsister leurs armées. J'en retrouve un; c'est le détail de la belle campagne de César en Afrique, contre les lieutenans de Pompée. Ce morceau précieux, mis au jour et restauré par Guichard, prouve combien leur science de subsistance était différente de la nôtre; combien elle était plus simple dans ses moyens, plus hardie dans ses combinaisons et moins gênante pour les opérations. César descend en Afrique avec quelques légions seulement; il s'y trouve sans vivres, sans magasins, sans places de guerre. Une tempête a dispersé et éloigné la plus grande partie de sa

flotte. Les ennemis se rassemblent de toutes parts; il a contre lui les Numides infatigables, et bien autrement harcelans que nos troupes légères actuelles. Il se retranche au pied de la mer; de là, pied à pied, et conservant toujours sa communication avec ce premier entrepôt, il s'avance dans le pays, y établit des postes par échelons, s'empare de la ville d'*Adrumettum*, en fait un second entrepôt, y forme des magasins; puis, ayant reçu des renforts, abandonne sa première position, en prend une seconde plus offensive, fait des détachemens et des établissemens plus andacieux; et enfin, toujours harcelé et toujours vainqueur, se soutient, est joint par toutes ses forces, les déploie alors, bat les lieutenans de Pompée, dissipe leur armée, pacifie l'Afrique, et termine ainsi la campagne la plus glorieuse et la plus périlleuse qu'il ait faite.

César descendait avec une armée en Afrique, et il n'y portait ni vivres, ni attirails; en cela il se conduisait en grand homme et non en aventurier; il calculait qu'il descendait dans un pays abondant, peuplé, rempli de villes ouvertes ou faiblement fortifiées; que, dans de tels pays, une armée peu nombreuse et bien conduite trouve toujours à vivre, ne fût-ce que des denrées que la prudence fait tenir en réserve aux hommes qui l'habitent. Il calculait qu'en faisant de longs préparatifs sur la côte d'Italie, il donnait le temps à l'Afrique de se rassembler et de venir lui disputer le débarquement; que les expéditions lointaines veulent être imprévues, hardies, rapides; et que, lorsqu'aux yeux du vulgaire elles paraissent hasardées, l'homme de génie qui les dirige les tient souvent pour les plus certaines.

Ces temps de décadence, qui minèrent l'empire romain, et les siècles de barbarie qui suivirent sa chûte, n'offrent rien d'instructif sur aucune branche de la guerre. Jusqu'à l'époque de Nassau et de Gustave, les armées se battirent sans combinaison et subsistèrent à peu près de même. Les campagnes étaient des espèces d'incursions. On se répandait dans le pays; on marchait par corps et en cantonnant. Si l'on se rassemblait, c'était pour quelques jours seulement, et seulement pour livrer combat. Le pays subvenait, comme il pouvait, à la subsistance des gens de guerre, et il n'y pouvait pas fournir long-temps à cause de l'extrême indiscipline qui régnait parmi eux.

Sous Nassau et sous Gustave, un nouvel ordre naquit dans les armées; les troupes apprirent à camper, à marcher, à combattre. Avec l'austère discipline que ces grands hommes établirent, il fallut d'autres procédés de subsistance. Les armées, rassemblées dans des camps, eurent besoin de magasins. Gustave faisait faire des distributions journalières de pain et de viande à ses soldats. Dans les opérations forcées, ils savaient vivre plus sobrement; il les avait élevés à se nourrir de tout, et à jeûner sans murmure. Cet esprit subsista encore longtemps après lui dans les troupes suédoises. Les nouvelles méthodes de subsistance n'entravaient cependant point les opérations de Gustave et des généraux habiles qui lui succédèrent. Alors les armées étaient peu nombreuses; elles ne traînaient pas à leur suite une énorme quantité d'artillerie et d'équipages. Le luxe n'avait pas énervé les mœurs et augmenté les besoins. Avec ces petites armées, on pouvait faire de grandes conquêtes. Les généraux faisaient eux-mêmes l'office de munitionnaires. Le duc de

Rohan, dans son *Parfait Capitaine*, en détaille les fonctions. Il s'élève contre quelques-uns qui avaient proposé de confier ces détails à des personnes non militaires ; comme si, dit-il, pourvoir à ce que l'armée vive, ne faisait pas partie de l'art de la conduire.

Ce fut sous la fin du règne de Louis XIII et sous Louis XIV que les armées, s'organisant avec plus de perfection, les subsistances furent délivrées régulièrement aux troupes. Les détails des subsistances cessèrent en même temps d'être dans les mains des militaires. Si les généraux eurent la maladresse de s'estimer heureux d'en être débarrassés, les ministres les virent, sans doute avec plaisir, entrer dans leur département, parce que cela leur assujettit, en quelque sorte, les opérations et les généraux.

Les subsistances de nos armées ont été depuis, tour à tour, administrées par entreprise et par régie. M. de Louvois fut le premier ministre qui donna de l'extension et de l'importance à cette branche de détails, jusque-là regardée comme très subalterne. Elle le devenait moins en effet par le changement qui s'était fait dans le système de guerre, par l'augmentation prodigieuse des armées et de leurs attirails, par l'espèce de la plupart des campagnes qui se passaient toutes en siéges. J'ai dit ailleurs comment, dès lors, il ne se fit presque plus, de part et d'autre, ce que j'appelle la grande guerre. La science parut consister à opposer place à place, magasin à magasin. L'amas des approvisionnemens, précaution sage, quand elle a ses bornes, était dégénéré en manie chez M. de Louvois. Il en avait sur toutes les frontières. Il prétendait par-là tenir dans sa main tous les moyens des opérations, et décider les plans de campagne. Il les décidait en effet. Ses adulateurs l'appelaient le général des généraux. Je ne prétends pas dire que M. de Louvois n'eût du génie, qu'il n'ait rendu de grands services aux armes de Louis XIV ; mais, pour quelques succès passagers, auxquels contribua et sa supériorité à manier le nouveau système de guerre, il occasionna par la suite de grands maux. Il trompa Louis XIV sur sa puissance réelle ; il introduisit un genre de guerre désastreux pour la population et pour les finances ; il augmenta les armées, les dépenses ; et, n'ayant pas sous ces deux rapports des moyens supérieurs au reste de l'Europe, il ne gagna rien ; il força seulement les autres princes à se liguer contre Louis XIV, et à ruiner leurs États comme lui.

Après la mort de M. de Louvois, Louis XIV eut de mauvais ministres, et des généraux plus mauvais encore. Cependant la routine était prise et adoptée par toute l'Europe ; il n'était plus possible d'y rien changer. Obligée de faire face partout, la France se trouva accablée sous une défensive malheureuse. Il est inouï, ce que les nouveaux systèmes de subsistance, introduits par M. de Louvois, coûtèrent alors de millions au royaume. Il n'y avait pas de bataille perdue ou de ville prise, qui n'entraînât des pertes de magasins immenses. Les malheurs accessoires devenaient plus destructifs que le malheur principal. Hocstet fit perdre quarante millions de magasins établis, par échelons, depuis nos frontières jusqu'au Danube. A Turin, on abandonna, devant la place et dans le reste du Piémont, une quantité prodigieuse d'attirails et d'approvisionnemens. Chamillard avait triplé les moyens, comptant assurer par là des succès à La Feuillade, son gendre. A

cela on ne peut pas objecter que ces magasins fussent formés aux dépens de l'ennemi ; ils l'étaient aux frais de la France. Presque toute la partie de l'Allemagne, où nous faisions la guerre, était notre alliée ; et les achats, qu'y faisait le roi, s'y payaient comptant. En Piémont, des ménagemens pour la duchesse de Bourgogne faisaient payer, sous main, les livraisons qu'on demandait hautement au pays à titre de contributions. Le royaume était obéré de dettes ; toutes les fournitures de subsistances se faisaient par entreprises ; les marchés des entrepreneurs augmentaient à chaque campagne. C'était l'usure qui vendait ses services à la nécessité.

Notre système de subsistance ne s'est point amélioré depuis la guerre de 1700 ; il est devenu de plus en plus financier et ruineux. Le désordre des finances et la routine ont toujours fait recourir aux entreprises. Rendons justice, cependant, à la compagnie qui, pendant les deux dernières guerres, a été chargée de la fourniture du pain dans nos armées. Cette compagnie citoyenne a servi avec honneur ; elle a quelquefois perdu sans murmurer, et n'a jamais gagné avec excès. J'ai suivi l'apurement de ses comptes de la dernière guerre ; son gain, proportionné à ses avances, à l'incertitude du paiement, aux non-valeurs des effets royaux qu'elle a remboursés, n'a été qu'un gain légitime. Malheureusement cette compagnie n'a pas été chargée de toutes les branches d'entreprises relatives aux troupes. Aussi, qu'on se rappelle particulièrement les horreurs de la campagne de 1757 : le brigandage était au comble, les hôpitaux étaient des charniers (1). Je m'arrête ; je ne veux pas souiller ma plume à faire le recensement des crimes.

Je ne suis pas exclusif ni outré dans mes opinions ; je ne dirai pas à une armée : « N'ayez point d'équipages de » vivres, de magasins, de moyens de » transport ; vivez toujours du pays ; » avancez, s'il le faut, dans les déserts » de l'Ukraine, la Providence vous » nourrira. » Je veux, je crois l'avoir déjà dit, qu'une armée ait un équipage de vivres, mais le moins nombreux possible, proportionné à sa force, à la nature du pays où elle doit agir, et aux moyens qu'exigent les opérations ordinaires. Je veux que, partant d'un fleuve, d'une frontière, elle ait, sur cette base, des magasins et des entrepôts bien disposés relativement à leur sûreté et au plan de ses opérations. Je veux que, si elle est dans le pays ennemi, ses magasins soient formés aux dépens du pays et par les soins du pays. Je veux, autant qu'on le pourra, que le pays soit chargé de la manutention, comptabilité, conservation, reversement d'un lieu à l'autre, afin de n'avoir, au moyen de cela, ni dommages, ni évènemens, ni employés, ni procès-verbaux à payer. Je veux qu'en pays ami ou ennemi, les magasins soient formés des subsistances qui font la nourriture habituelle des nationaux, parce qu'alors on les aura à meilleur compte et en plus grande abondance ; par conséquent, si les habitans se nourrissent de seigle, les troupes s'en nourriront, et l'on ne s'assujettira point, parce qu'un règlement de bureau aura déterminé, il y a quatre-vingts ans, l'espèce et la forme du

(1) Ce serait un ouvrage bien intéressant pour l'humanité, que celui qui traiterait du meilleur plan d'administration pour les hôpitaux d'une armée, et de la meilleure police à y observer.

pain qui doit être délivré au soldat, à ne leur en distribuer que de cette forme et de cette espèce.

Je veux, tant que les opérations seront simples, faciles, à portée des établissemens qu'on aura formés, que le pain soit confectionné et délivré dans la règle accoutumée; que la régie remplisse son service avec le plus d'ordre et d'exactitnde possibles. J'entends que les moyens de transport, qu'on pourra se procurer dans le pays, soient employés aux détails intérieurs de cette manutention, afin que par là les équipages des vivres soient soulagés d'autant, dépérissent moins, restent constamment à la disposition du général, et prêts à servir efficacement dans une opération extraordinaire. Les mouvemens viennent-ils à se mnltiplier et à se succéder, est-il nécessaire de faire une opération hardie, des marches extraordinaires? il faut alors que la régie force de moyens, il faut qu'elle sache s'écarter de ses méthodes de routine et de précision. L'ennemi prend, je suppose, une position inattendue, et où je ne veux ni ne puis l'attaquer; je suis sûr de le déposter ou de le prendre à revers en marchant sur son flanc. Suivant notre routine actnelle, il faut que, pour ce changement de direction, je me forme de nouveaux établissemens et de nouveaux rayons de communication. On me demande quinze jours pour la formation de ces établissemens; on allègue qn'il faut rassembler des matériaux, bâtir des fours, etc. Voilà précisément où je ne veux pas, s'il se peut, que les vivres me commandent; voilà où je veux que la régie redouble d'industrie, que l'armée vive des ressources du pays, qu'elle sache souffrir, changer de nourriture, jeûner, s'il le faut, sans murmure. C'est un mouvement qui, dans cette circonstance, est l'objet principal; toutes les autres combinaisons ne sont qu'accessoires, et il faut tâcher de les lui soumettre. Il faut que l'ennemi me voie marcher, quand il me croira enchaîné par des calculs de subsistances; il faut que ce genre de guerre nouveau l'étonne, ne lui laisse le temps de respirer nulle part, et lni apprenne, à ses dépens, cette vérité constante, qu'il n'y a presque pas de position tenable devant une armée bien constituée, sobre, patiente et manœuvrière. Les momens de crise passés, mon mouvement ayant rempli son objet, alors les subsistances rentrent dans le système accoutumé d'ordre et de précision. On tient compte aux troupes des efforts qu'elles ont faits, dn mal qu'elles ont souffert. C'est par cette alternative bien ménagée, de douceurs et de travaux, qu'on éloigne d'elles le dégoût, l'ennui, l'indiscipline, les maladies; c'est par elle qu'on leur fait faire, dans l'occasion, des choses au-dessus des forces hnmaines. Enfin, si je suis dans un pays ennemi, et que ce pays soit abondant, je suspends les dépenses de la régie pour tout le temps qu'il peut y fournir; je vis à ses frais. Je les suspends, à plus forte raison, si j'y entre en quartier d'hiver; je fais faire les livraisons par le pays, ainsi que les emmagasinemens, les fournitures, les comptabilités. Là, je venx que les troupes soient dédommagées de la fatigue de la campagne, qu'elles vivent chez l'habitant, qu'elles mettent leur solde en réserve. Je règle ce qu'elles peuvent exiger, sur un pied raisonnable, et dans l'espèce de denrées que le pays consomme. En même temps que je procure ces douceurs aux troupes, j'établis et je maintiens une discipline de fer pour réprimer les moindres désordres. Pendant cet intervalle de re-

pos, les équipages des vivres sont réparés et remontés, et la régie prépare, dans le silence, les moyens pour la campagne suivante.

Ceci me conduit à une vérité politique importante, qui n'est pas assez sentie par notre gouvernement : c'est qu'à un royaume constitué et puissant, comme la France devrait l'être, il faudrait rarement de grands alliés, et jamais de petits ; il devrait surtout éviter d'en avoir dans le pays, ou aux environs du pays où il porte le théâtre de la guerre. C'était une maxime d'État chez les Romains : ceux qu'ils appelaient leurs alliés étaient des espèces de vassaux ; ils contribuaient aux frais de la guerre ; ils nourrissaient l'armée, si elle était sur leur territoire. Notre politique de ménagemens, de considérations, de subsides secrets, est petite et ruineuse pour un grand peuple ; elle est surtout funeste aux opérations militaires ; elle embarrasse les généraux, et met les armées mal à l'aise. La France, au point de splendeur et de prépondérance où devrait la porter un plan de régénération, qu'il faut malheureusement désespérer de voir, devrait au milieu de l'Europe, dont elle est le centre, se soutenir seule et par son propre poids ; elle devrait, avec cette manière franche, large, hardie, qui convient aux grands empires, dire à ses voisins : « Je ne veux point m'étendre ; je tâcherai de ne me pas » faire d'ennemis, et je ne veux point » d'alliés. »

Nos troupes ne sont pas constituées militairement. Nos mœurs ne sont pas militaires. Nos soldats, et nos officiers encore moins, n'ont ni la frugalité, ni la patience, ni la force de corps, qui sont les qualités primordiales et constitutives des gens de guerre. Ces qualités ne sont pas honorées dans notre siècle ; elles y sont affaiblies et tournées en ridicule par le luxe et par l'esprit qui domine. Nous sommes des sybarites ; et telle est cependant l'influence de l'exemple et de la mode sur notre nation, à la fois faible et forte, légère et capable de réfléchir, que, si le souverain voulait en changer les mœurs, lui donner l'esprit militaire, apprendre à commander ses armées, les commander en personne, en bannir le luxe, être lui-même frugal et patient à souffrir, avant peu d'années les vertus guerrières y deviendraient communes et respectées autant qu'elles le sont peu aujourd'hui. L'honneur, si facile, de régénérer la nation ne tentera-t-il donc jamais un de nos princes ?

CHAPITRE IV.

Système de guerre actuel, examiné sous le rapport de la politique et de l'administration. — Qu'il serait impossible et même désavantageux de le changer. — Que ce système, en outre qu'il est plus parfait et plus savant que tous ceux qui ont existé, est moins ruineux pour les peuples, plus propre à entretenir la paix et empêcher les conquêtes, les dévastations et les grandes révolutions que la guerre entraînait autrefois.

Ce qu'on reproche au système de guerre moderne, c'est la nécessité qu'il impose d'entretenir constamment sur pied des armées nombreuses ; l'immensité de leurs attirails ; les dépenses inouïes de nos guerres actuelles, dépenses telles qu'on achèterait souvent, avec ce qu'il en coûte pour les soutenir, le fonds des pays qu'on se dispute ; la consommation plus désastreuse encore, d'hommes qu'elles entraînent.

Les philosophes, on, pour parler plus juste, les gens faisant profession de philosopher, attribuent à ce système des effets bien funestes : « Les » armées, disent-ils, sont à la fois les » instrumens de l'oppression et les éco» les de l'esclavage ; c'est par la terreur » qu'elles imposent, qu'aucun peuple » n'ose soulever ses chaînes et regar» der en face ses tyrans. » De là, ne considérant plus les armées que sous ce point de vue, oubliant que s'il est des guerres injustes, il en est de nécessaires ; que si les troupes sont quelquefois des suppôts de despotisme, elles sont plus souvent la sauve-garde des nations, ils confondent ensemble le fléau et la profession, passent de l'horreur de l'un à la haine de l'autre, appellent les gens de guerre des stipendiaires, des satellites, et cependant jouissent de la sécurité que les gens de guerre leur procurent, soit en conservant la paix, parce qu'ils veillent autour d'eux, soit en écartant la guerre de leurs foyers, parce qu'ils vont combattre et mourir au loin pour eux.

Il y a dans ces imputations, faites au système de guerre moderne, quelques vérités mêlées à beaucoup d'erreurs et d'injustices. Je vais en entreprendre l'analyse et la réfutation. Je vais prouver que de tous les systèmes de guerre qui ont existé, le système moderne est le plus savant et le plus parfait, si on le considère du côté de l'art, et en même temps le plus avantageux aux gouvernemens et aux nations ; le moins destructeur, le moins calamiteux, le plus conservateur de la paix et des empires, si l'on calcule ses effets et ses résultats. Sans doute il m'est doux de défendre une science que je cultive et une profession qui m'honore ; mais, ce plaisir à part, la solution de ce problème peut changer utilement le cours des opinions.

Reconnaissons d'abord, comme une base incontestable, que la philosophie s'élève en vain contre la guerre, qu'elle n'en détruira pas l'usage. Pour y parvenir, il faudrait anéantir les passions ; il faudrait créer des peuples d'anges ; encore voyons-nous que l'orgueil et l'ambition finirent par mettre ces derniers aux prises avec leur Créateur. Si la guerre est un résultat infaillible des passions de l'espèce humaine, il faut donc un art de la faire, et des hommes qui s'y consacrent.

Cette base posée, déclamer contre la guerre en vers et en prose, porter des anathèmes philosophiques contre elle, c'est battre l'air de vains sons ; car sûrement les princes ambitieux, ou injustes, ou puissans, ne seront pas contenus par là. Mais ce qui peut et ce qui doit nécessairement en résulter, c'est d'éteindre peu à peu l'esprit militaire, de rendre le gouvernement moins occupé de cette importante branche de l'administration, et de livrer un jour la nation, amollie et désarmée, ou, ce qui revient à peu près au même, mal armée, et ne sachant pas se servir de ses armes, au joug de nations aguerries qui auront moins de lumières peut-être, mais plus de jugement et de prudence.

Parlerai-je d'une autre erreur plus étrange encore, c'est celle qui fait penser à des gens de beaucoup d'esprit, mais égarés par leur cœur, qu'un jour il n'y aura plus de guerre, que les peuples et les souverains se rendront sur cela à l'évidence de la raison et des lumières : comme si les hommes, soit individuellement, soit réunis, pouvaient jamais cesser d'être animés par la vengeance, par l'ambition, par l'amour de la gloire, par l'intérêt, toutes

passions naturelles ou factices qui ont leur source dans le cœur humain ou dans les préjugés dont nous sommes imbus!

Le roi de Prusse, la czarine sont certainement des souverains très philosophes; mais je doute qu'ils laissent jamais faire par leurs voisins rien qui blesse leur intérêt ou leur gloire. On vient de voir le roi de Prusse s'engager à soixante-huit ans dans une guerre dont peut-être sa santé n'aurait pu ni soutenir le fardeau, ni lui permettre de voir la fin. Mais l'intérêt de sa puissance, le rôle de protecteur de l'empire, dont il lui importait de grossir l'héritage de sa maison, enfin le fantôme de la postérité qui assiége les grands hommes, et qui lui aurait demandé compte de ses trésors, de ses forces, de ses talens, de toute sa gloire passée, s'il eût laissé consommer l'envahissement de la Bavière; voilà ce qui l'a animé.

Il y a sans doute en Angleterre beaucoup de philosophie et de philosophes; mais ces philosophes, avant tout, sont ou commerçans directs, ou indirectement attachés à la prospérité du commerce; dès-lors l'intérêt du commerce est pour eux le premier et le plus pressant de tous. C'est cet intérêt qui les fait se déchirer avec leurs frères américains; c'est lui qui les mettra toujours en guerre avec nous aussi souvent que nous tenterons de relever notre marine; c'est lui qui, de ce peuple si libre et si fier de sa liberté chez lui, fait un peuple si oppresseur, si ami de la tyrannie en Asie. C'est cet intérêt qui rend les Anglais si durs et si altiers dans les vexations qu'ils font essuyer à nos négocians aux Indes, qui leur fait déchirer les toiles que nous commandons sur les métiers des tisserands, qui leur fait défendre à nos vaisseaux de tirer du canon dans le Gange, même le jour de la Saint-Louis. C'est cet intérêt qui leur a fait détruire de fond en comble Pondichéry, parce que Pondichéry était la rivale de Madras, et qu'où il y a rivalité, il ne peut plus y avoir ni pitié ni justice. Les Anglais sentent que leur conduite dans cette partie du monde est inique et vexatoire; mais il leur importe de nous humilier aux yeux des naturels du pays et de s'y montrer la nation prépondérante; car la crainte ajoute à la considération, et la considération est un poids réel dans la balance des nations.

Les Anglais sont philosophes assurément; mais leurs ouvrages, leurs théâtres, leurs clubs, ne retentissent pas de déclamations contre la guerre et contre les citoyens qui s'y dévouent. Ils honorent leur marine militaire, qu'ils regardent comme leur boulevart et leur défense véritables. Ils ne regrettent point les sommes énormes qu'on y emploie, et ils ne s'en plaignent que quand il n'est pas résulté de ces dépenses des armemens assez formidables. Plus conséquens que nous enfin, quand ils font la guerre, ils ne la font pas à demi, et ils y emploient tous les moyens de leur puissance.

Quand la guerre s'élève entre deux nations, sans doute il serait plus simple, plus expéditif et moins sanglant qu'elles voulussent confier leurs destinées à un petit nombre de combattans, et souscrire à recevoir la loi du parti vainqueur. Ainsi ce fut quelquefois l'usage dans l'antiquité. Ainsi firent les Romains et les Albains dans le fameux combat des Horaces. Ainsi l'on a vu des rois regardant l'obligation de combattre pour leur nation comme le premier devoir du trône, vider ou proposer de vider entre eux les différends de leurs peuples. Quelques exemples

de ces sortes de duels n'ont pu en établir l'usage; et il faut convenir, en effet, que rien ne serait plus absurde et plus insensé. Quoi! un peuple ferait dépendre son sort, ses intérêts, sa gloire, d'un combat particulier! Un faux pas, une arme d'une moins bonne trempe, un homme, ou plus adroit, ou plus fort, ou plus brave, déciderait si une nation entière doit gouverner ou obéir! Et si les souverains devaient combattre de leur personne, si à l'évènement de leur combat étaient attachées les destinées de leurs sujets, il ne faudrait donc plus ni génie ni vertu, et ce serait aux gladiateurs à régner.

Il a passé par la tête de quelques rêveurs de bien public que les guerres pourraient se décider par de petites armées, que les souverains pourraient convenir entre eux de n'entretenir que des armées proportionnées à l'étendue de leurs états et de leurs moyens; mais cette chimère s'évanouit au premier examen. S'il pouvait y avoir jamais un congrès de souverains, assemblé pour traiter du bonheur du genre humain, il serait plus aisé d'y réaliser le projet de paix perpétuelle, que d'y former de pareilles conventions; qui établirait cette proportion? Où serait l'échelle arithmétique de l'armement de chaque puissance? La Russie prétendrait que l'étendue est la mesure de la force; la France dirait que c'est la population; l'Angleterre, le commerce; la Hollande, la richesse; le roi de Prusse pourrait dire que c'est le talent et le génie du souverain.

Laissons là ces chimères; examinons et traitons les deux manières les plus usitées, les plus habituelles que toutes les nations, tant anciennes que modernes, ont eues de vider leurs débats. La première est en faisant la guerre elles-mêmes, c'est-à-dire en s'armant au moment où la guerre se déclare, en choisissant les plus jeunes, les plus vigoureux, les plus ardens, les plus généreux, puis en en allant combattre avec un amas, plus ou moins informe, désigné sous les noms de communes, d'hommes d'armes, d'arrière-ban, de pospolite, de milice enfin. La seconde consiste à entretenir constamment et à grands frais sur pied des armées que la paix prépare, discipline, forme à la guerre, sur lesquelles les nations se reposent du soin de leur défense; derrière lesquelles enfin, si on excepte les pays qui sont le théâtre des opérations, elles sèment, recueillent, jouissent de toutes les douceurs de la vie, ne prenant de part à la guerre que par curiosité ou par des affections personnelles, et les évènemens qu'elle produit n'étant déjà plus que les songes de l'histoire quand ils leur parviennent.

Cette première manière est entièrement perdue en Europe. Les Turcs seuls l'ont conservée; ils la paient cher, et leur dernière guerre avec les Russes a jugé sans retour le procès entre la multitude et la discipline. Il restait encore la pospolite des Polonais; neuf ou dix mille Russes, menés à la moderne, ont dissipé partout ces hordes impuissantes. Dans toute l'Europe enfin, il n'y a plus aujourd'hui que des nations qui paient des troupes réglées, des armées perpétuelles, des armées toujours en présence, pour se battre à leur place.

Il est question maintenant d'examiner laquelle des deux manières est la plus avantageuse aux gouvernemens, et la moins onéreuse aux nations et à l'humanité.

La question est si évidente relativement aux gouvernemens, que je n'aurai pas besoin de m'y arrêter. Sans

armées et sans de grandes armées, les grands États ne peuvent avoir ni sûreté, ni considération, ni politique. Ils se mettraient à la merci du premier souverain, inférieur en puissance réelle, en moyens, en population, qui, avec de l'ambition et du talent, voudrait se faire une existence par les armes. Ainsi le roi de Prusse, faisant de sa cour un camp, tournant toutes ses forces vers le militaire, et ayant même l'adresse de les grossir, en appelant à son service beaucoup d'étrangers, eût fini par abattre la maison d'Autriche, si elle n'avait, à son exemple, formé une armée capable de la balancer. Mais sans parler du dehors, et en descendant du grand au petit pour étendre la question aux États qui ne peuvent point entretenir d'armée, sans forces militaires quelconques, les gouvernemens n'auraient ni autorité, ni appui, ni force coactive. La forme du gouvernement et l'étendue du pays ne font que modifier ce principe; mais partout il faut des troupes. Depuis la France jusqu'à la république de Venise, il faut, dans une proportion et dans une forme quelconque, entretenir des soldats.

Ici les philosophes vont s'élever, ils vont faire retentir les mots si vagues et si souvent mal conçus de despotisme et de liberté. Examinons ce qui fonde leurs clameurs, et réduisons à la vérité, et surtout à la possibilité, leurs vœux et leurs déclamations.

Sans doute les troupes peuvent quelquefois servir d'instrument au despotisme; mais le despotisme n'existait-il pas avant qu'il y eût des troupes réglées? N'existe-t-il pas en Orient, où il n'a pour agens que des eunuques et des bourreaux? Louis XI, sans armée, ne fut-il pas plus despote que Louis XIV, créateur des grandes armées? Sont-ce des troupes qui ont exécuté le massacre de la Saint-Barthélemy? Tous les souverains de l'Europe ont des troupes; à quelle barbarie les emploient-ils? C'est quand les princes sont faibles et armés d'un demi-pouvoir, qu'ils sont plus dangereux peut-être. C'est alors que la défiance les accompagne, et que la résistance les aigrit; c'est alors qu'ils s'entourent d'espions et de bourreaux. C'est alors qu'un Louis XI fait de son palais une citadelle, et de cette citadelle le cachot et le charnier de ses victimes. C'est alors qu'un Henri III fait assassiner les Guises qu'il redoute; c'est alors qu'on donne ordre d'arrêter, mort ou vif, le maréchal d'Ancre, ce qui n'est qu'un autre assassinat pallié.

L'usage des armées perpétuelles eût été funeste à l'humanité dans des temps de barbarie et d'ignorance; aujourd'hui les lumières, l'évidence de la raison, la douceur des mœurs, enfin tout, jusqu'à la mollesse et à l'affaiblissement des caractères, ôte à cette institution tout son danger. Les armées sont les appuis les plus fermes de l'autorité légitime, de l'autorité se contenant dans de justes bornes; mais elles sont en même temps un frein tacite à la tyrannie. Un Charles IX commandant à ses troupes le massacre de ses sujets; un Néron voulant incendier sa capitale, ne trouveraient dans ses troupes que les instrumens de sa déposition.

Sans doute la liberté est perdue, sans doute elle est presque impossible à recouvrer partout où les souverains ont des armées formidables; mais j'entends par liberté le droit de se gouverner elles-mêmes, car voilà, chez les nations policées, à quoi il faut la réduire; conviendrait-elle à presque toutes les grandes nations de l'Europe? La plupart d'entre elles ne sont ni si-

tuées ni constituées pour former des républiques. Il faut, pour goûter cette forme de gouvernement, une certaine trempe de caractère et d'esprit; il faut des mœurs, de la pauvreté, de la simplicité; il faut n'avoir pas connu toutes les jouissances empoisonnées et corruptrices du luxe, des lettres et des arts. Il faudrait qu'une partie des individus de chaque nation n'eût pas contracté l'habitude et la nécessité de vivre des grâces et des abus de toute espèce dont abonde le régime monarchique. Il y a telle nation enfin, parvenue au point que, si on lui faisait présent de sa liberté, elle n'en saurait point faire usage, tomberait dans l'anarchie, et redemanderait bientôt à grands cris le gouvernement contre lequel elle déclame aujourd'hui.

On citera l'Angleterre; on dira que l'Angleterre est à la fois riche et corrompue, et cependant forte et libre. Mais c'est à son heureuse situation, c'est aux mers qui l'environnent et qui la défendent, que l'Angleterre doit d'avoir maintenu jusqu'ici la forme de son gouvernement. C'est cette situation qui lui permet de se passer d'armées de terre, ou du moins d'en avoir une peu considérable. Ses flottes lui tiennent lieu de remparts et de bataillons; et tel est l'avantage des forces de mer, quand toutefois elles sont fondées, comme celles de l'Angleterre, sur un grand commerce maritime, qu'elles s'alimentent et s'entretiennent par ce commerce même. Tel est encore leur avantage, qu'en défendant l'Angleterre contre les ennemis du dehors, elles ne mettent pas dans les mains du souverain une puissance dangereuse; car avec une flotte, on n'est point maître d'un pays. Mais supposons l'Angleterre au milieu du continent, comme l'Allemagne; supposons seulement qu'elle ne fût pas séparée de la France par un bras de mer, alors elle serait obligée d'avoir des armées de terre; alors, sous le premier roi guerrier et victorieux, la prérogative royale s'étendrait, les contrepoids de son autorité seraient affaiblis; enfin tout l'équilibre de cette belle constitution serait ébranlé dans ses fondemens.

Laissons donc la philosophie se repaître de chimères qui ne peuvent se réaliser; parlons de notre situation. Nous habitons un grand continent, nous avons des frontières d'un immense développement, des voisins belliqueux et puissamment armés. Le gouvernement monarchique est celui qui convient le mieux à une telle position. C'est celui, quoique l'histoire fournisse quelquefois des exemples opposés, qui est le plus capable d'expédition, de secret et de vigueur; c'est celui qui peut le mieux opérer la réunion et le concours des moyens d'une aussi grande masse. Par une conséquence de cette situation, il nous faut des armées proportionnées à notre puissance et à celle des nations qui nous avoisinent. La Pologne a fait la triste expérience des abus de l'anarchie républicaine; par un funeste système de liberté, elle n'a voulu ni armées ni places de guerre; elle a craint de se mettre dans les mains de son souverain, et elle est devenue l'esclave et la proie des puissances monarchiques et formidablement armées qui l'environnent.

Examinons maintenant si d'abord il serait possible, puis ensuite s'il serait avantageux aux nations modernes de faire la guerre elles-mêmes, au lieu de la faire par des suppôts, c'est-à-dire par des troupes réglées.

La discipline et les progrès de l'art en tout genre, ont mis aujourd'hui une

si prodigieuse différence entre des armées qui seraient rassemblées passagèrement pour combattre, telles que pourraient les composer nos milices ou nos arrière-bans, et des armées constituées et entretenues de longue main pour cet objet, qu'il ne reste, même avec une grande supériorité de nombre, nul terme d'égalité entre les premières et les dernières, nulle possibilité raisonnable de se hasarder avec les unes contre les autres; enfin, que la nation qui, entourée de voisins armés suivant le système moderne, voudrait revenir à l'ancien système, et, si je puis m'exprimer ainsi, se battre elle-même pour gagner son argent, serait, relativement à ses voisins, dans la même proportion de désavantage et de faiblesse qu'un homme désarmé, ou ne sachant pas manier ses armes, vis-à-vis d'un homme armé et exercé à manier les siennes.

La résistance des Américains, leurs succès, n'ont pas changé mon opinion. D'abord je crois que la différence dont j'ai parlé ci-dessus n'en existait pas moins entre l'armée anglaise et celle de Washington, et même entre celle de Burgoine, qui a mis bas les armes, et celle de Gates qui l'a fait capituler. Je crois que si on pouvait consulter les officiers étrangers qui ont vu cette guerre, que si on pouvait ouvrir la bouche à celui d'entre eux qui s'y est fait un si beau nom, ils conviendraient unanimement que les malheurs des Anglais ne viennent que de leurs propres fautes; que leurs généraux ont manqué de plan, pris de fausses mesures, mal à propos divisé leurs forces: qu'ils ont fait surtout la grande faute de ne pas assez sentir la supériorité de leurs moyens, et d'oublier que des troupes réglées, qui comptent avec des milices, perdent dès-lors même leur principal avantage, qui consiste dans l'opinion qu'elles doivent avoir de leur supériorité; et qu'elles donnent par là, à ces dernières, de la contenance et de la force. Je crois enfin qu'ils se réuniraient tous pour avouer qu'ils ont souvent gémi de cette prodigieuse différence; et, qu'en supposant que l'amour de la liberté existe unanimement parmi les Américains, ce sentiment, qui fait quelquefois des héros parmi les individus, est pour la multitude, un véhicule moins sûr que la discipline.

Mais, quand la guerre des Anglais en Amérique n'aurait pas eu l'issue que je crois devoir être de toute guerre faite avec des troupes réglées bien conduites, contre une nation armée, cet exemple ne prouverait rien encore contre mon opinion; car cette guerre ne ressemble en rien à celle qui se fait en Europe. Les Anglais sont à deux mille lieues de leur pays. Les vivres, l'embarras des transports, la lenteur et l'incertitude des convois, la nature du sol qui, par ses grandes rivières, ses lacs, ses forêts présente de plus grands obstacles que notre continent; la difficulté de s'avancer dans les terres quand on tire toutes ses subsistances de la côte et de ses flottes; tout cela peut balancer la supériorité que la discipline et l'espèce de leurs troupes donnent d'ailleurs aux Anglais sur les Américains.

Examinons la différence qu'apportent aujourd'hui la discipline et les progrès de l'art entre les armées et le fonds des nations. Cette différence était déjà immense du temps de Louis XIV, on fut au moment de l'éprouver d'une manière terrible; car, si en 1710, au lieu de l'heureux évènement de Denain, la seule, la dernière armée qui restait à Louis XIV, eût éprouvé encore un malheur comme celui d'Hochstet, on

eût vu ce que serait devenu le premier royaume de l'Europe, n'ayant plus d'armées. A quelques places de la frontière près, ce royaume était encore intact; vingt millions d'habitans n'avaient seulement pas entendu le bruit du canon, et cependant le prince Eugène fût arrivé sans obstacle jusqu'à la capitale. Frappé avec raison de ses longues calamités, mais conservant encore de la dignité sous leur poids, le maître de ce vaste empire n'osait, en cas de défaite, espérer qu'une mort honorable. *Si vous êtes battu*, avait-il écrit au maréchal de Villars, *ne l'écrivez qu'à moi seul; je connais les Français : votre lettre à la main, je traverse Paris, je vous amène cent mille hommes, et nous nous ensevelissons ensemble sous les ruines de la monarchie.*

Mais c'est à l'époque du roi de Prusse, qu'il faut à juste titre regarder comme un nouvel âge dans la science militaire, que la différence apportée par le système de guerre moderne entre les armées et les nations, est devenue bien plus sensible encore. Ce prince a fait naître un nouvel ordre de choses; il a créé une nouvelle discipline, nne nouvelle tactique, un nouveau genre de guerre. Son armée, toujours complète, toujours pourvue de tous les attirails nécessaires, toujours menaçante, est devenue comme cette barrière formidable de légions qui, dans les beaux jours de Rome, veillait autour des frontières. Rival de voisinage et de gloire, l'Empereur a embrassé le même système, et marche sur les mêmes traces. Il ne s'agit plus enfin aujourd'hui, comme on faisait sous Louis XIV, et comme on a continué de faire long-temps après lui, de lever de grandes augmentations à la guerre pour faire ensuite de grandes réformes à la paix. Les progrès de l'art, la nécessité de l'instruction, l'importance de la discipline, obligent à faire de la paix l'école de la guerre, et à entretenir les armées sur un tel pied qu'elles puissent entrer en campagne au premier signal. Par là, les troupes réglées, acquérant de plus en plus la supériorité sur le fonds des nations, les nations sont moins que jamais dans le cas de se passer d'elles, ni de pouvoir se mesurer avec elles.

Les choses en étant à ce point, quelle grande nation oserait s'écarter du système reçu! mais je vais démontrer que la sûreté, la nécessité à part, l'intérêt des nations modernes est encore d'entretenir des troupes réglées pour faire la guerre, plutôt que de faire la guerre elles-mêmes.

Quand les nations sont à demi-barbares, quand elles n'ont ni lumière, ni commerce, ni richesses, ni luxe; l'oisiveté des nobles, la vigueur des jeunes gens, l'ardeur des ambitieux, la férocité générale des esprits, enfin, l'appât de la seule espèce de gloire qui leur soit connue, portent beaucoup d'hommes vers les armes. Aux arts de premier besoin près, il n'y a presque que deux occupations, labourer et combattre. Tels étaient les Romains dans les premiers âges de la république; les consuls plantaient leurs drapeaux dans le Champ-de-Mars, et la jeunesse accourait en foule se ranger sous leurs ordres. Tels étaient encore la plupart des peuples de l'Europe il y a deux siècles. Les troubles de religion, l'anarchie du gouvernement féodal, les entretenaient dans nn état de guerre presque continuel. Chaque seigneur, chaque ville, chaque paroisse avait sa bannière. Comme il ne fallait ni discipline ni science, chacun pouvait au besoin s'armer et combattre. On se rappelle la facilité avec laquelle se fai-

saient ces émigrations armées sous le nom de croisades. Il est si aisé de détacher de leur sol et de mener à la mort des hommes qui ne savent que faire de leur vie! Dans nos nations modernes, les lumières et les richesses ont, à cet égard, fait tout changer de face. Elles ont créé une foule de professions nouvelles, ouvert en tous sens des débouchés, énervé les corps, amolli les courages et fait sentir le prix de la vie. On appellerait aujourd'hui en vain les citoyens à la défense de leur pays; excepté la noblesse qu'un reste de préjugé y ferait aller (1), toutes les autres classes sont occupées, toutes ont leurs liens, leur profession, leurs intérêts, leurs devoirs; il ne resterait à l'entière disposition du gouvernement que la dernière classe du peuple qui s'y ferait traîner plutôt que conduire. Plus les nations sont riches, éclairées, heureuses, moins elles peuvent donc combattre elles-mêmes; plus il leur est à la fois nécessaire et avantageux de commettre et d'entretenir une petite portion d'entre elles pour se vouer à leur défense, et pour être leurs représentans.

Si, dans un gouvernement quelconque, tout le monde doit sa part de l'impôt, la défense publique est un devoir plus sacré sans doute, et le tribut de son sang est, avant tout, celui que, dans l'institution primitive, personne n'a le droit de refuser. Or, voilà la dette, voilà l'impôt dont les gens de guerre, entretenus par la nation, soulagent le magistrat, le négociant, le savant, l'artiste, le père de famille, enfin, jusqu'au citoyen inutile qui pèse sur la terre qui le nourrit et qui ne fait rien pour elle.

Je laisse à juger maintenant s'il est juste de déclamer contre les gens de guerre, de chercher à avilir les troupes par le nom de stipendiaires, et de paraître toujours regretter la dépense qu'elles occasionnent. Et en quoi les gens de guerre sont-ils donc plus stipendiaires que le magistrat qui reçoit des gages, et que l'homme de lettres et que l'artiste qu'on pensionne? Si, dans la masse générale des salaires, on compare les leurs à ceux des autres professions, ils sont les moindre de tous. Si on compare ensuite les services; les autres professions donnent leur temps, celle-là donne son sang et sa vie.

Ne nous laissons donc pas aller à ces fausses spéculations d'une philosophie qui ne peut apprécier dans le cabinet ni les localités des pays et des gouvernemens, ni les intérêts et les passions des souverains; ne croyons pas que ces grandes puissances étrangères en viennent jamais à désarmer et à laisser tomber leur constitution militaire. Cette constitution est devenue la base de leur politique et de leur grandeur; elle est analogue à la situation de leurs États, à l'esprit, aux mœurs, au caractère de leurs sujets. Des nations, plus heureusement situées, jouissent du commerce, des arts, des richesses; il ne peut rester à ces peuples que l'existence des nations reculées dans le continent, celle d'être agricoles et guerriers. Chez eux, le luxe, le raffinement des esprits, ne sapent et ne relâchent point, comme chez nous, la discipline militaire et le goût des armes; chez eux, il n'y a qu'un état, qu'une profession, qu'un débouché pour la fortune et pour la gloire; chez eux, tout homme en naissant est soldat, et la nation entière est la pépinière de l'armée; chez eux enfin, la puissance militaire est le premier objet, toutes les dépenses s'y rapportent; et pour suffire à

(1) Il faut se reporter à l'époque à laquelle Guibert écrivait.

l'entretien des armées, les cours ont presque adopté la simplicité des camps.

S'ensuit-il de là qu'il faille adopter le système de ces nations pour ne devenir que militaires comme elles? Non, sans doute : il faut jouir de tous nos avantages; il faut profiter de cette abondante population, qui nous permet de faire face à la fois au commerce, aux arts, à l'agriculture et à la guerre. Il faut remplir la destination que la nature semble nous avoir assignée d'être un peuple universel; mais il faut avoir une armée qui soutienne cette grande destinée, et qui nous fasse respecter de nos voisins. La différence d'eux à nous, c'est que pour avoir une armée, ils sont obligés de réunir, d'épuiser tous leurs moyens; c'est qu'en ayant une armée, ils n'ont rien au-delà. Chez nous l'armée peut exister sans nuire aux autres parties de l'administration; elle ne doit être que la sauvegarde derrière laquelle toutes les autres professions, également encouragées par les moyens qui leur sont relatifs, également chères au gouvernement, seront florissantes et heureuses.

Mais si les armées nombreuses, introduites par le système de guerre moderne, ne contribuent pas à la prospérité de l'État autant qu'à sa force, c'est la faute des gouvernemens, et non celle de ce système; car il y aurait des moyens sans nombre de rendre les troupes moins onéreuses aux nations. On pourrait, ainsi que le font les Russes, ne pas exiger une taille aussi élevée pour le soldat, et ne pas enlever ainsi à la population la plus belle espèce d'hommes. On pourrait, comme le pratiquent le roi de Prusse et l'empereur, favoriser les mariages des soldats, aider à la subsistance des enfans, élever les mâles dans la profession de leurs pères. Cet encouragement pour les mariages, cette éducation pour les enfans qui en naîtraient, et une foule d'autres avantages encore, pourraient être la suite et le fruit de la méthode des garnisons et quartiers sédentaires, mise à la place de cette vie errante et ruineuse qu'on fait mener à nos régimens. Au lieu de n'occuper les troupes qu'à des exercices puérils; au lieu de les entasser dans des places de guerre, comme si l'ennemi était aux portes du royaume, et par conséquent sur les frontières, où les vivres sont toujours plus chers et ont le plus de débouchés, où les habitans ont le plus de ressources et d'industrie; on pourrait les disperser dans les provinces intérieures qui manquent de vivification et d'espèces, et qui ont plus de denrées que de consommateurs. On pourrait leur répartir des terrains incultes, les employer aux travaux publics, à l'ouverture de plusieurs grands canaux qui nous manquent encore, à la confection des chemins et à la réparation de ceux qui existent.

Tel est le résultat du système de guerre moderne, que l'argent en est plus que jamais devenu le nerf et le moyen; que les petits souverains ne peuvent plus avoir de troupes sur pied que pour les vendre, parce qu'ils ne seraient pas assez riches pour les mettre en action; que les grands souverains consomment la plus grande partie de leurs revenus à suffire à l'entretien de leurs troupes sur le pied de paix, et qu'à la guerre ils sont tous réduits aux emprunts, et après quelques campagnes, soit vainqueurs ou vaincus, à peu près également ruinés, et forcés de désirer la paix.

Ce résultat devrait être avantageux aux puissances riches; il devrait surtout l'être à la France, qui, à d'immenses richesses, joint une immense po-

pulation. Ses revenus sont, à eux seuls, plus forts que ceux de la maison d'Autriche, du roi de Prusse et de la Russie; mais, par une fatalité dont la Providence veut sans doute faire le contrepoids de sa supériorité, elle entretient à peine, avec quatre fois autant de dépense, un militaire aussi nombreux que celui de la Russie, et avec une dépense double, un beaucoup moins formidable que celui de la Prusse et de la maison d'Autriche.

Autrefois, lorsqu'on n'avait que de petites armées, quand la guerre se faisait sans beaucoup d'attirails et à peu de frais, quand il n'y avait pas d'armées constamment sur pied, et que les armées ne se formaient que passagèrement pour le temps de la guerre, et quelquefois même pour le moment des expéditions seulement, les guerres étaient beaucoup plus fréquentes, et l'Europe en était perpétuellement le théâtre. Chaque petit souverain, chaque seigneur tant soit peu puissant avait le droit et le moyen de la faire; il leur suffisait de convoquer leurs vassaux. A plus forte raison la guerre était-elle facile aux grands souverains. Pour le plus léger grief, on courait aux armes.

Quand l'art militaire commença à renaître, quand des troupes un peu mieux réglées prirent la place de cette espèce de milice féodale, comme ces troupes étaient encore en petit nombre, comme elles se levaient et s'armaient à peu de frais, cela ne ralentit point encore la fureur et la fréquence des guerres. On vit l'Europe pleine de petites armées. De simples généraux, n'ayant de droit que leur épée, s'attachaient des aventuriers, et faisaient la guerre pour leur compte ou se vendaient aux souverains. Ainsi firent Bertrand Duguesclin, le connétable de Bourbon, le duc de Weimar, etc. De là, ces stipendiaires sous toutes sortes de noms, reitres, lansquenets, archers, condottieri, que l'Allemagne et l'Italie fournissaient à nos armées. Ces petits princes, qui aujourd'hui vendent pacifiquement leurs troupes pour suffire au luxe de leurs petites cours, ces petits princes, aujourd'hui réduits à se mettre sous la protection des grandes puissances, pour n'être pas dépouillés par elles, étaient tous alors turbulens et ambitieux. Ils faisaient la guerre à la tête de leurs troupes et pour eux-mêmes. Il n'y avait pas jusqu'aux évêques qui ne s'en mêlassent. Je ne citerai, entre autres, que le fameux Van-Galen, évêque de Munster. Je ne dois pas négliger de rappeler qu'indépendamment de toutes ces troupes, il y avait de grandes monarchies, telle que celle de France, par exemple, où les princes du sang et les grands seigneurs entretenaient beaucoup de gentilshommes et de gens armés. Nos princes avaient des gardes, des troupes, des places de guerre, et beaucoup d'emplois militaires à leur nomination.

Ainsi, en comptant tout ce qui était en armes alors, il y avait peut-être en Europe autant d'hommes qu'aujourd'hui voués à cette profession; mais il n'en résultait ni un aussi grand appareil ni d'aussi grands effets, parce que l'on manquait d'argent et de méthodes pour les réunir; parce que le système de guerre de ces temps ne l'exigeait pas; enfin, parce qu'il n'y avait pas, comme aujourd'hui, ces grandes masses de puissances qui ont anéanti toutes les autres, et qui, en même temps, plus despotiques dans leur intérieur, ont réuni dans leurs mains toutes les forces éparses qui composaient l'ancien régime féodal. Ce qui forme aujourd'hui les armées de cinq ou six souve-

rains de l'Europe, eût été autrefois soudoyé par cinq cents maîtres. Servir pour servir, il me semble que ceux qui y sont destinés ont gagné au change; car les grands tyrans, si ces souverains étaient tentés de le devenir, sont encore de meilleure composition que les petits, et la servitude s'ennoblit un peu par la grandeur du maître.

Ainsi dans ces siècles, certainement plus malheureux que le nôtre, les guerres étaient bien plus fréquentes, plus longues; elles se faisaient dans bien plus de points à la fois. Aujourd'hui que la guerre ne peut se faire qu'avec des troupes réglées, avec des armées nombreuses, disciplinées de longue main, et constamment entretenues sur pied, cinq ou six grandes puissances seules ont en Europe le droit et les moyens de la faire; je dis le droit, car les puissances secondaires ne l'ont plus de fait; elles sont réduites à s'attacher aux puissances de premier ordre, et à faire juger leurs différens par elles. C'est donc déjà beaucoup que cinq ou six têtes seules aient la disposition de ce fléau, et ce sont déjà beaucoup de probabilités de plus en faveur de la paix; car moins il y a de têtes, moins il y a certainement de rivalités, d'intérêts et de passions en présence.

Ce n'est pas tout encore : quand la guerre est facile à faire, quand elle n'exige que peu d'avances primitives, quand il ne faut pour l'entreprendre que rassembler des hommes, les armer et courir sur l'ennemi; alors on s'échauffe pour de légers motifs, on obéit à un premier mouvement, on déclare la guerre et on la fait, comme un particulier met l'épée à la main pour repousser une offense. C'était ainsi qu'en usaient autrefois les nations et les souverains.

Aujourd'hui la guerre est devenue si difficile à entreprendre, elle exige tant de frais, tant d'avances, une mise dehors si ruineuse, des perspectives de succès si incertaines, des chances si peu complètes, et à la paix, une ruine à peu près si égale pour le vainqueur et pour le vaincu, que les souverains balancent long-temps à s'y déterminer.

Par la même raison que les guerres étaient autrefois plus fréquentes, elles étaient plus longues; et par la même raison qu'elles sont aujourd'hui plus rares, elles sont aujourd'hui plus courtes. Ces résultats, en apparence si opposés, sont la suite de la différence des moyens qu'on employait alors, et de ceux qu'on emploie aujourd'hui. Alors on agissait avec peu de forces à la fois, et par conséquent avec peu d'efforts; de là, on pouvait répéter ces efforts souvent et les prolonger long-temps. Aujourd'hui on agit avec des forces immenses, et par conséquent avec d'immenses efforts. Ils doivent donc bientôt épuiser, et donner le besoin de se reposer long-temps. La dernière guerre, qui a été et qui sera vraisemblablement la plus mémorable de notre siècle, a mis cinq cent mille combattans en armes, et elle a duré six ans. La plus célèbre guerre de l'autre siècle n'avait mis aux prises que cent mille combattans dans toutes les armées respectives, mais elle a duré trente ans. Je ne hasarderai point de prononcer laquelle des deux a coûté le plus de sang et de larmes au genre humain; mais plusieurs raisons me paraissent incontestablement prouver que le système de guerre moderne est moins meurtrier et moins dévastateur que l'ancien.

D'abord, il est hors de doute que l'usage des armes à feu a rendu les combats infiniment moins sanglans.

Les causes de cette différence sont trop sensibles, et l'histoire en fournit trop de preuves, pour que j'aie besoin de m'y arrêter. Il est hors de doute encore que, vu l'art avec lequel les batailles s'engagent aujourd'hui, elles ne peuvent plus être générales, et par conséquent aussi meurtrières et aussi décisives.

Mais ce n'est pas sous ce seul rapport que le système de guerre moderne est plus favorable à l'humanité. Aujourd'hui les guerres sont devenues moins cruelles. Hors des combats, on ne répand plus de sang; on respecte les prisonniers, on ne détruit plus les villes, on ne ravage plus les campagnes. La philosophie, les lumières, l'adoucissement universel des mœurs, ont sans doute contribué à cette révolution; mais elle est aussi le résultat du système de guerre moderne.

Le système de guerre moderne ayant fait en Europe des armées et des nations deux classes absolument séparées, les habitans des pays où se fait la guerre n'en sont plus que les spectateurs.

Il me reste à considérer ici le système de guerre moderne relativement à l'art en lui-même. Si on envisage d'abord cet art du côté de l'immensité et de la difficulté, il est supérieur à ce qu'il fut dans tous les siècles de l'antiquité. Chez les anciens, on ne connaissait ni la science de l'artillerie ni celle des mines; sciences fondées sur des spéculations abstraites et profondes. Qu'était la théorie de leurs armes et de leur balistique, auprès de celle de Bélidor, de Robbins, etc.? Qu'était le fouillage des Bèces et des Daces auprès de notre art des mines? Mettra-t-on la science des fortifications des anciens, celle de leur attaque et défense des places en parallèle avec celle de Vauban?

Mais il est un point sur lequel l'art de la guerre a éprouvé une grande révolution, et par où il doit devenir cher à la saine philosophie et à l'humanité. Autrefois l'art de la guerre était presque tout entier dirigé vers l'offensive. Il avait pour but principal d'attaquer et d'envahir. Les armes des anciens étaient plus favorables à l'attaque qu'à la défense; de là leur ordre unique et exclusif était offensif; qu'enfin ils ne savaient combattre qu'en attaquant. La science des positions, et tout ce qui s'appelle aujourd'hui guerre défensive leur était donc à peu près inconnu; livrer des combats était toujours leur objet, et ces combats, par la nature de leurs armes et par l'espèce de leur tactique, étaient plus meurtriers et plus décisifs que les nôtres. Ainsi trois batailles renversèrent l'empire de Darius, empire presque aussi grand que l'Europe. La bataille de Cannes eût détruit la république romaine, si Annibal n'eût pas fait la faute de s'arrêter à Capoue; et celle de Zama décida du sort de Carthage.

Malgré l'invention des armes à feu, tant qu'elles ne furent pas perfectionnées, tant que la tactique resta dans l'enfance, c'est-à-dire jusqu'au milieu du seizième siècle, la guerre se fit à peu près sur les mêmes principes; on connut toujours peu la science des positions et de la défensive. Les batailles continuèrent d'être la grande et presque l'unique opération, et d'entraîner des invasions et des conquêtes.

A cette époque, qui fut celle du prince de Parme, de Nassau, de Gustave, l'art changea de face; on commença à mettre de l'importance et du prix aux positions, aux retranchemens, aux places de guerre. C'est aux guerres de Flandre que nous devons cette révolution, parce que les Hollandais, lut-

tant toujours contre les Espgnols, à nombre inégal, furent obligés de se renforcer par l'art et par la discipline. C'est à eux que l'on doit le système de fortification moderne, l'usage des retranchemens adaptés à la guerre de campagne, et enfin les premiers élémens de ce genre de guerre, au moyen duquel, avec des forces inférieures, aidées des obstacles du pays et des ressources de l'art, on défend, on retarde, on empêche les invasions par des armées supérieures.

Aujourd'hui enfin, le système de guerre moderne est plus que jamais tourné à la défensive. C'est peut-être un abus, un vice de l'art; car le pour et le contre peuvent être également soutenus; mais c'est un résultat certainement avantageux à la tranquillité des nations et à la sûreté des empires.

Cette prédominance de la défensive dans le système de guerre moderne tient à l'espèce de nos armes actuelles, qui sont plus favorables à la défense qu'à l'attaque; à la supériorité que les positions donnent aux troupes qui les défendent sur celles qui les attaquent; à l'usage habituel que les armées ont aujourd'hui de se poster; aux appuis favorables que prêtent les places de guerre.

Du changement majeur qui s'est fait dans l'art de la guerre moderne, il s'ensuit donc que cet art est essentiellement et primitivement devenu protecteur et conservateur; il s'ensuit que la défensive s'étant de plus en plus perfectionnée, et l'offensive étant devenue plus difficile, les guerres sont nécessairement moins décisives; qu'elles s'arrêtent aux frontières des États, et que plus rarement elles pénètrent dans l'intérieur; il s'ensuit par conséquent, que le fléau parcourt moins d'espace, qu'il est concentré dans des points et qu'il fait moins de ravages. Une armée, formidable, habilement commandée et faisant la guerre avec toutes les lumières du système moderne est comme ces barrières utiles qu'on établit sur les frontières pour éloigner la contagion.

Quels sont les résultats que je prétends tirer de cette discussion? ils se réduisent à ce qui suit:

Que la guerre est un fléau sans doute; mais qu'elle est un fléau inévitable.

Que pour le rendre plus rare, pour l'éloigner d'elle, il faut que la France soit assez puissamment armée pour ôter à ses voisins le désir de l'attaquer ou de rien faire qui nuise à ses intérêts.

Que la nécessité d'entretenir une armée étant établie, il faut que cette armée réponde à la grandeur du royaume, à sa population, à son système politique et à toutes les circonstances qui l'environnent. Car, quoi qu'il en puisse coûter, il faut pouvoir défendre ses possessions et recueillir ce qu'on y sème; il faut conserver quelque considération et se mettre à l'abri de l'envahissement. Ce qu'il y a de plus cher et de plus onéreux, c'est d'avoir une demi-armée; car, avec cela, on n'est jamais au niveau ni de sa politique, ni de son rang, ni du rôle qu'on doit jouer, et toute dépense qui est insuffisante est celle qu'il faut vraiment regretter.

Qu'ayant une armée, il faut l'avoir au moins égale, et s'il se peut, supérieure à celles des autres puissances en discipline et en instruction. Car, ce qui coûte cher, tant au présent que dans l'avenir, c'est une armée médiocre; attendu que sa dépense à la paix n'est pas moindre que celle d'une

bonne, et qu'à la guerre ou ne retire pas l'intérêt de son argent par des victoires.

Que pour avoir une excellente armée, il faut avant tout qu'elle ait un esprit militaire; que si cet esprit est affaibli dans une nation, *il faut qu'il se retrouve et se conserve dans son armée; que ce doit être un des soins les plus importans du gouvernement, que c'est le feu sacré qu'il doit entretenir; car ce feu une fois éteint, c'en est fait de Rome et de ses destinées* (1).

Que tel doit être l'esprit d'une armée pour que cette armée soit redoutable; car le métier des armes n'est pas un métier de raison et de philosophie; c'est un métier contre nature et où il faut sans cesse en étouffer les mouvemens. C'est un métier où il ne faut pas que les mœurs soient trop douces, parce que si elles le sont, elles courent risque d'affaiblir les qualités militaires; c'est un métier qu'il faut aimer pour le bien faire, et, qu'à facultés égales, celui qui l'aime le plus fait toujours le mieux; c'est un métier, enfin, auquel il faut conserver soigneusement tous les prestiges de gloire et d'honneur qui l'élèvent et l'ennoblissent; car, si les gens qui le font venaient à raisonner et à sentir comme des philosophes, ce qu'ils auraient certainement de mieux à faire, ce serait de l'abandonuer ou de le faire avec mollesse.

C'est une philosophie bien dangereuse, bien mal entendue, bien dépourvue de lumières, malgré l'orgueilleuse prétention qu'elle a de les répandre, que celle qui cherche à décrier à la fois la guerre, l'art et la profession.

Le système de guerre moderne, au lieu des anathêmes et des malédictions philosophiques, mérite donc la reconnaissance des peuples et la plus grande attention de la part des gouvernemens. Il faut enfin se rappeler les paroles de l'immortel Bacon : « Aussitôt qu'un » peuple naturellement belliqueux né» gligera les armes et tombera dans la » mollesse, la guerre viendra fondre » sur lui de tous côtés. Un empire qui » dégénère ue songe qu'aux richesses; » c'est un appât pour ses voisins qui, » le preuant dans un temps de fai» blesse, en ont bientôt fait leur con» quête et leur proie. »

(1) Les rédacteurs de la Bibliothèque historique et militaire saisissent cette occasion de rappeler à leurs souscripteurs l'excellent ouvrage que le lieutenant-général Lamarque publia il y a vingt-deux ans : *de l'Esprit militaire en France, des causes qui contribuent à l'éteindre, et de la nécessité et des moyens de le ranimer*. Lamarque, frappé de la justesse des réflexions de Guibert, traita cette question avec autant de logique que de patriotisme, car Lamarque fut non-seulement l'un des Généraux les plus brillans, mais encore l'un des écrivains les plus distingués de notre époque.

EXTRAITS DE GUIBERT.

CONSIDÉRATIONS

SUR

L'ARTILLERIE.

PRÉFACE.

De Gribeauval est un des officiers-généraux qui ont le plus honoré la France. Né à Amiens, en 1715, il entra au service en 1732, en qualité de volontaire, dans le régiment Royal-artillerie, où il sut se distinguer. Capitaine en 1752, sa réputation était si bien établie, qu'il fut désigné par le comte d'Argenson pour aller en Prusse, étudier le nouveau système d'artillerie, et l'application de pièces légères à chacun des corps de l'armée. Gribeauval s'acquitta avec succès de cette mission, non-seulement dans son objet principal, mais il rédigea, dans le cours de son voyage, plusieurs mémoires intéressans sur les fortifications des places qu'il avait eu occasion de visiter. Il était parvenu au grade de lieutenant-colonel, lorsque, sur la demande de Marie-Thérèse, et avec l'autorisation du roi, il passa au service de l'Autriche; il y fut nommé général commandant le génie et le corps des mineurs. Chargé de diriger le siége de Glatz, c'est à ses savantes dispositions que l'Autriche fut redevable de la prise de cette place, l'une des plus importantes de la Silésie. Le siége de Schweidnitz, dirigé par Frédéric II en personne, lui offrit l'occasion de se mesurer avec ce grand capitaine; il défendit cette place, et pendant plus de deux mois, il fit échouer les tentatives du roi. Schweidnitz, dont les fortifications n'étaient pas dans le meilleur état, et dont les Autrichiens, l'année précédente, s'étaient emparés, après un bombardement de deux jours et un assaut de quelques heures, résista à soixante-trois jours de tranchée ouverte, et Frédéric était même au moment de lever le siége, lorsque l'explosion

d'un magasin à poudre fit sauter un bastion entier; l'assaut étant alors pratiquable, les Autrichiens se virent obligés de capituler.

Les systèmes de Bélidor et de Gribeauval partageaient alors les opinions des militaires; Frédéric, qui donnait la préférence à celui de Bélidor, ne sembla pas d'abord estimer à sa juste valeur l'homme que les chances de la guerre faisaient tomber dans ses mains; mais le monarque revint promptement de ses préventions : il se plut à accorder à son prisonnier les témoignages d'égards les plus flatteurs; il le fit souvent appeler auprès de lui, et vit avec regret le moment où il fut rendu à la liberté. En 1761, l'impératrice-reine éleva Gribeauval au grade éminent de feld-maréchal lieutenant, et lui accorda la grand'croix de Marie-Thérèse. A la paix, qui fut signée l'année suivante, Gribeauval n'hésita pas à abandonner la position élevée qu'il occupait en Autriche; il voulut consacrer ses talens à sa patrie; rappelé par le duc de Choiseul, il revint occuper en France le poste plus modeste de colonel d'artillerie. Taut de dévouement devait être récompensé : Gribeauval fut élevé au grade de maréchal-de-camp, puis de premier inspecteur d'artillerie en 1776.

Depuis cette époque, sa vie fut, s'il est possible, plus utilement encore occupée; on lui doit l'ordonnance qui fixe la proportion des troupes d'artillerie relativement à la force de l'armée; l'établissement des écoles de cette arme sur le pied où, sauf quelques légères modifications, elles sont encore aujourd'hui; la formation des corps de mineurs, dont le roi lui confia le commandement; le perfectionnement des fabriques d'armes, des forges et des fonderies; les nouvelles proportious établies pour les différens calibres des bouches à feu, dont le poids fut diminué, opération aussi importante que délicate, puisque, sans nuire à leur portée, à leur puissance, leur emploi rendu plus facile, devint par conséquent applicable dans un plus grand nombre de circonstances et de localités. Le service des arsenaux, l'ordre à établir dans tous ceux du royaume, attirèrent ensuite l'attention de Gribeauval ; par ses

soins, des ouvriers exercés et dirigés par des officiers instruits, produisirent des pièces de charonnage sur un modèle tellement uniforme, que l'on put réunir dans le même train, dans le même affût, des pièces préparées sur divers points : ainsi leur remplacement en campagne n'offrit plus de difficulté, de retards. C'est encore à Gribeauval que l'on doit le perfectionnement du fusil; il fit adopter le modèle dit de 1777. Par ses ordres et sous sa direction, furent calculées et rédigées les tables de construction; on lui doit la création du musée d'artillerie, puisqu'il réunit tous les modèles dans un dépôt central. Il fit enfin adopter, dans tous leurs détails, ses plans d'artillerie *volante*, et nos vieux militaires, qui ont fait les premières campagnes de la guerre de la révolution, savent quels services rendit cette arme, qui étonnait l'ennemi par la promptitude de ses mouvemens, et qui plus tard fut adoptée par les puissances de l'Europe; il en avait puisé la première pensée lors de la guerre de sept ans, et il l'avait modifiée et perfectionnée.

Gribeauval, ainsi que Guibert, ainsi que tous les hommes supérieurs, excita l'envie. Qui pourrait le croire aujourd'hui! l'adoption du nouveau modèle de fusil que le temps a consacré fournit le prétexte à de calomnieuses accusations; Gribeauval fut momentanément suspendu de ses fonctions; grâce à la justice éclairée de Louis XVI, il les reprit bientôt et les conserva jusqu'à sa mort, arrivée au mois de juin 1789. Gribeauval fut pour l'artillerie ce que Vauban avait été pour les fortifications. Nous n'oublierons jamais qu'en 1809, après la mémorable journée de Wagram, nommée la bataille des canons, nous avons entendu Napoléon, et quelle autorité! dire au quartier-général que *Gribeauval est le père de l'artillerie française.* Les officiers de cette arme, qui a si virtuellement contribué à nos succès, liront avec intérêt ces lignes consacrées à retracer les titres qui recommandent à notre reconnaissance l'une des gloires les plus utiles de notre France bien-aimée.

(*Note des Rédacteurs.*)

CONSIDÉRATIONS SUR L'ARTILLERIE.

Depuis cinquante ans, nos généraux d'artillerie (et nous n'en désignerons aucun nominativement, pour ne pas nous rendre coupables d'omissions involontaires), depuis cinquante ans, nos généraux, mettant à application les découvertes dans les sciences mathématiques et physiques ainsi que l'expérience qu'ils ont retirée d'une guerre presque non interrompue d'un quart de siècle, ont introduit dans cette arme des améliorations tellement importantes, qu'elle justifie complètement aujourd'hui la réputation qu'elle s'est acquise en Europe. C'est bien de notre artillerie que l'on peut dire, ainsi que de tous les corps de notre armée, que nous la présentons avec orgueil à nos amis et à nos ennemis. Le traité d'artillerie de Guibert offre un intérêt puissant; il permettra d'apprécier l'état actuel : nous devions donc le reproduire, mais seulement en extrait raisonné.

Par suite de l'adoption du fusil à percussion, le feu est devenu presque immanquable : l'application de la percussion rend la réalité du feu indépendante de l'état humide de l'atmosphère, de l'encrassement ou la perte de l'ancienne pierre de silex. Le fusil, modèle de 1777, devenait souvent inutile entre les mains du soldat. Autre inconvénient de l'ancien système : la pierre qui s'abattait sur le bassinet était fixée au milieu du chien par un morceau d'étoffe de laine, lequel, après plu-

sieurs coups tirés, se consumait et laissait échapper la pierre; la feuille de plomb elle-même pouvait aussi se détacher. La disposition du fusil à percussion remédie à ces inconvéniens, et rendra les opérations de l'infanterie indépendantes de toutes causes de retard ou d'interruption.

C'est une évaluation difficile à établir, même par approximation, que celle du nombre de coups de fusil qui portent; ce nombre varie en raison, 1° de la distance à laquelle les feux sont exécutés; 2° du séjour plus ou moins long du soldat sous le drapeau; 3° du temps de durée d'une action de feu, car, après la première émotion, presque inévitable chez les jeunes soldats, ils se hâtent cependant, tandis que les vieux militaires tirent avec quelque lenteur; ces derniers laissent tomber avec mesure l'arme sur la main gauche, et ne lâchent la détente qu'après avoir pris un point de mire. C'est par cette raison que le feu à volonté est plus meurtrier que le feu de peloton. Guibert estime qu'en raison du bruit, de la fumée, du tumulte, du dérangement, sur cinq cent mille coups de fusil tirés dans le cours d'une action, on n'en compte environ que deux mille qui portent, c'est-à-dire un sur cinq cents; Lloyd estime la proportion à un sur deux cents. Les tacticiens allemands et anglais affirment que la supériorité de la mousqueterie décide le sort des actions. Les tacticiens français pensent que ce feu n'a pour résultat que d'engager une action avec des chances plus ou moins favorables, s'en remettant pour la décider à l'attaque corps à corps, à la baïonnette. Nous sommes loin d'établir qu'il faille négliger l'instruction qui apprendra au soldat à tirer le meilleur parti de son fusil; mais nous pensons, avec l'expérience de nos dernières campagnes, que la baïonnette est l'arme du courage, de l'adresse, l'arme décisive lorsqu'on peut l'employer, en un mot l'arme nationale des Français.

(*Note des Rédacteurs.*)

ARTILLERIE.

CHAPITRE Ier.

De l'artillerie en général. — Ses avantages trop élevés par les uns, et trop abaissés par les autres. — Son utilité réelle.

Dire, comme l'ont fait quelques tacticiens, que l'artillerie est un accessoire plus embarrassant qu'utile plus bruyant que meurtrier; en conséquence, parler peu de l'artillerie, ne la faire entrer pour rien dans les combinaisons de la tactique, c'est une erreur que l'expérience et la raison condamnent. Dire, avec quelques officiers de l'arme, que l'*artillerie est l'âme des armées ;* que *la supériorité d'artillerie doit décider la victoire ;* c'est une erreur qui est, ou l'effet d'une prévention de corps, ou celui de l'amour de l'art qu'on cultive. Tel serait l'aveuglement extrême et également déraisonnable de deux hommes qui croiraient, l'un, que tous les mobiles lancés par les bouche à feu atteignent leur but; que l'exécution de l'artillerie est certaine, et d'autres que le hasard seul dirige ces mobiles, et qu'en conséquence l'effet du canon ne doit être compté pour rien dans la combinaison d'une disposition.

Mais qu'importe d'où viennent les erreurs, dès que les erreurs existent? Trop vanter l'artillerie et trop croire à ses effets, la déprimer trop, et faire trop peu de fonds sur elle, ce sont deux extrêmes également préjudiciables. Je vais chercher la vérité.

L'artillerie est aux troupes ce que sont les flancs aux ouvrages de fortification. Elle est faite pour les appuyer, pour les soutenir, pour prendre des revers et des prolongemens sur les lignes qu'elles occupent. Elle doit, dans un ordre de bataille, occuper les saillans, les points qui font contrefort, les parties faibles, ou par le nombre, ou par l'espèce des troupes, ou par la nature du terrain. Elle doit éloigner l'ennemi, le tenir en échec, l'empêcher de déboucher. L'artillerie, bien employée relativement à ces différens objets, est un accessoire utile et un moyen de plus pour l'homme de génie : donc la tactique de l'artillerie doit être analogue à celle des troupes; donc il faut que les com-

mandans des troupes sachent bien le résultat qu'on peut attendre des différentes dispositions ou exécutions des bouches à feu, afin de combiner ce résultat dans leur disposition générale.

Machines, agens, poudre, mobiles, milieux, circonstances, tout, en un mot, contribue à rendre les portées des bouches à feu incertaines, soit pour la justesse, soit pour l'étendue. Pointez à la portée du but en blanc, une pièce sur un objet isolé qni présente peu de surface; il faudra peut-être dix, peut-être cent coups avant de toucher cet objet. Je le suppose atteint: le coup suivant, tiré sous le même angle de projection, par les mêmes canonniers, avec la même charge, la même qualité de poudre en apparence, s'écartera plus ou moins sensiblement du même but. Que conclure de cette incertitude? Que le canon, considéré dans son effet individuel, et pointé vers un objet isolé et présentant peu de surface, est une machine peu redoutable. Mais ce n'est point ainsi qu'on l'emploie dans les combats. Il n'y est pas question d'un point unique, ce sont des lignes, des masses de troupes; là, si l'on comprend l'usage de l'artillerie, on forme de grosses batteries; on bat, non des points déterminés, mais des espaces, des débouchés; on fait usage du ricochet, on prend des prolongemens; on s'attache uniquement à porter ses mobiles dans le plan vertical de l'ordonnance ennemie; on remplit, non le petit objet de démonter un canon ou de tuer quelques hommes; mais le grand objet, l'objet décisif, qui doit être de couvrir, de traverser de feux le terrain qu'occupe l'ennemi et celui par lequel l'ennemi voudrait s'avancer. L'artillerie, ainsi placée, ainsi exécutée, fait beaucoup de mal.

Voilà les effets avantatageux qu'on peut se promettre de l'artillerie; ils deviendront moins décisifs et moins redoutés, à proportion que les troupes seront plus aguerries, mieux ordonnées et plus manœuvrières. Aguerries, elles ne s'exagéreront pas le ravage que peut causer l'artillerie ennemie; elles ne prendront pas la quantité de bruit pour la quantité de danger; elles sauront que pour dix lignes de direction qui peuvent conduire les boulets vers elles, il y en a cent d'aberration où ils ne peuvent leur nuire; elles comprendront, la nécessité d'essuyer le feu du canon une fois posée, que, si l'on est en panne, ou si l'on combat de pied ferme, la la frayeur ne garantit pas; que, si l'on marche pour attaquer, le moyen de faire cesser, ou du moins de diminuer le danger, est d'arriver sur l'ennemi, parce qu'alors l'ennemi s'étonne, chancelle, et pointe avec moins de justesse. Bien ordonnées, et habilement manœuvrières, elles s'en tiendront, devant le canon, à une ordonnance mince, et qui offre à ses coups le moins de prise possible. Si elles sont en colonnes, elles sauront promptement quitter cet ordre de profondeur, pour se mettre en bataille par des mouvemens simples, rapides, qui ne pourront occasionner ni désordre ni confusion. Elles sauront, au moyen de la discipline et de l'habitude des manœuvres, qu'elles auront contractées, se mettre à l'abri du feu de l'artillerie par tous les moyens que le terrain offrira; là, si elles sont en panne, mettre devant elles une petite éminence, se couvrir d'un ravin, se rassembler en colonne derrière un rideau, se placer derrière un terrain mou et marécageux où le ricochet ne puisse point faire effet: ici, rompues en colonne par division,

ou par demi-bataillon, présenter ainsi à l'ennemi, au lieu d'une ligne continue, de minces divisions, avec de grands intervalles, vues par le flanc, et offrant seulement trois files au pointement de l'ennemi. D'autres fois, elles se mettront ventre à terre, ayant en avant d'elles quelques hommes intelligens pour les avertir de ce qui se passe; elles ne regarderont pas, ainsi qu'on l'a fait dans un siècle de préjugés et d'ignorance, ces précautions comme déshonorantes; car, la première loi de la guerre est de ne pas exposer le soldat, quand cela n'est pas nécessaire, pour l'exposer ensuite sans ménagement quand la nécessité l'exige. Enfin, si elles doivent marcher à l'ennemi, elles sauront profiter de toutes les ressources du terrain; déboucher en colonne par des points qui ne seront pas vus de l'artillerie ennemie, si ces points conduisent à portée; ou, s'il n'y a point de débouchés pareils, marcher rapidement à l'ennemi, jetant en avant de leur marche des compagnies de chasseurs éparpillées pour attirer son attention, le harceler de coups de fusil, et s'attacher principalement aux canoniers des batteries.

CHAPITRE II.

Constitution actuelle de notre artillerie. — Parallèle de l'ancien système avec le nouveau.

Mon projet n'est point d'entrer ici dans la discussion des sentimens qui partagent aujourd'hui les artilleurs sur les détails intérieurs de leur art, comme proportion des bouches à feu, construction des affûts, théorie des tirs, etc. A quoi servent des discussions, quand elles ne répandent pas de lumières sur les objets qu'on traite?

S'il y a eu jusqu'ici tant de révolutions dans les systèmes d'artillerie; si, de nos jours, les sentimens sont encore partagés sur une infinité d'objets, c'est que dans un corps où il y a nécessairement de l'étude et un travail habituel, il faut que les esprits fermentent et agissent. Eh! gardons-nous de désirer, tant qu'un art n'est pas à sa perfection, que les idées soient stables et uniformes; ce serait un présage fâcheux d'engourdissement et d'ignorance.

La révolution, qui s'est faite à la paix, a bouleversé l'artillerie encore plus que les autres parties de notre constitution militaire. Ce bouleversement a produit du bien et du mal; c'est le sort commun des opérations humaines. Mais lequel a prévalu? C'est ce que, sans entrer dans les détails, je vais examiner en résumant les résultats.

On a changé la proportion des pièces et la construction des affûts. Un nouveau système d'artillerie de campagne et de siége s'est élevé sur les débris de l'ancien. Ses adversaires prétendent que ces grands changemens ont coûté des sommes énormes. Je sais, moi, de science certaine, qu'elles n'ont pas été telles; j'en ai vu les détails. Eh! l'eussent-elles été, si le nouveau système est meilleur, s'il rend l'artillerie française supérieure à celle de l'ennemi, si par là il influe sur le gain d'une bataille, la dépense est plus que compensée. En politique, il n'y a que les erreurs qui coûtent : les dépenses utiles sont économie.

En changeant les proportions et les affûts de l'artillerie de campagne, on l'a considérablement allégée. Je joins ici une table de comparaison qui fera

connaître cette différence (1). Les partisans du nouveau système prétendent que les pièces n'y ont perdu ni du côté de l'étendue, ni du côté de la rectitude de la portée ; ils disent qu'avec l'artillerie qu'on mènera en campagne, ils auront des portées proportionnées aux objets et au but de la guerre de campagne. Les partisans de l'ancien système leur objectent qu'en raccourcissant et atténuant les pièces pour les alléger, on a perdu sur la longueur et la justesse des portées ; que les inconvéniens du recul ont prodigieusement augmenté. Ils regrettent les pièces longues, et la solidité, moins ingénieuse et moins compliquée, des anciens affûts ; ils prétendent qu'il ne fallait pas que les affûts de campagne fussent différens des affûts de siége ; que c'est une complication de moyens et de dépense, qui privera de la facilité de reverser tour à tour l'artillerie des armées dans les places, et celles des places dans les armées. Les épreuves auraient pu faire découvrir le vrai sur quelques-uns de ces objets, par exemple, sur la longueur et la justesse des portées ; mais, comme je l'ai déjà observé, la plupart des épreuves qui se font dans les écoles d'artillerie ne décident rien, et leur résultat est toujours conforme à l'opinion dominante. Enfin, les officiers d'artillerie, qui ne sont ni de l'un ni de l'autre parti, ceux qui aiment le vrai et le bon, quelles que soient ses livrées, conviennent que l'ancienne artillerie de campagne était trop pesante ; que les mouvemens de tactique des troupes étant devenus plus rapides et plus savans, il fallait que l'artillerie s'y conformât ; qu'en conséquence, on a bien fait d'alléger les pièces ; que leur raccourcissement peut bien leur avoir fait perdre quelque chose de leur portée, mais qu'au-delà de celle qui leur reste, les coups étaient si incertains, que cette perte, plus apparente que réelle, ne doit point laisser de regrets. Ils disent qu'elles ont peut-être aussi perdu de leur justesse, mais que cette différence est si peu sensible qu'elle ne peut donner de désavantage, parce que dans la guerre de campagne, il s'agit de battre de grands espaces et non des points ; et que, si par hasard on veut battre des points, comme des retranchemens, ou d'autres obstacles qu'il est à propos de détruire, on rapproche l'artillerie à des distances qui ne permettent plus que l'aberration des mobiles soit sensible ; ils disent que les anciens affûts de places avaient besoin d'être changés ; qu'ils étaient trop difficiles à manœuvrer, à dérober au feu de l'enne-

(1) Comparaison des poids des nouvelles pièces de 16, de 12, de 8 et de 4, avec ceux des anciennes de même calibre, montées sur leurs affûts.

Avec leur avant-train.

Calibres.	Pièces nouv.	Pièces ancienn.	Différence.
de 16	6330	6589	259
de 12	3814	4966	1152
de 8	2927	3579	652
de 4	1819	2380	561

Sans avant-train.

Calibres.	Pièces nouv.	Pièces ancienn.	Différence.
de 16	5789	6289	500
de 12	3208	4613	1395
de 8	2321	3216	895
de 4	1317	2017	700

mi, et à réparer au milieu des embarras d'un siége. Jusque-là tout serait bien dans les changemens qui ont été faits; mais ils blâment les masses énormes et maladroites, substituées à ces derniers affûts; ils regrettent qu'on paraisse vouloir renoncer, pour la guerre de campagne, aux pièces de 16. Ils demandent avec quoi on battra des maisons, des abattis, des retranchemens tant soit peu épais, et tels que la main des hommes peut en quatre jours en élever en rase campagne; ils se plaignent de la trop grande quantité de pièces de 4 qu'on se propose d'attacher, soit aux régimens, soit au parc; ils proposent un plus grand nombre et un usage plus fréquent des obusiers; ils blâment la complication d'avoir deux espèces de cartouches à balle, l'invention ingénieuse et compliquée des visières mobiles, celle de vis de pointage, et quelques autres détails, soit dans les affûts, soit dans la manœuvre des pièces, qu'il serait trop long de rapporter ici. En un mot, ils approuvent plus qu'ils ne blâment, et ils conviennent tous que le génie de l'auteur du nouveau système (1) est digne de sa fortune.

CHAPITRE III.

Inconvéniens d'une artillerie trop nombreuse.

Oserai-je maintenant m'élever contre un abus épidémique venu du nord de l'Europe, et adopté dans le nouveau système, sans doute parce qu'on a cru ne pouvoir se dispenser d'imiter trois grandes puissances qui nous ont donné l'exemple sur ce point? Je veux parler de l'immense quantité d'artillerie; abus que nous tenons de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche.

Combien l'histoire de tous les siècles se ressemble! et qu'il est étonnant que cette similitude d'évènemens n'instruise pas les hommes! Dans la haute antiquité, on n'eut d'abord que quelques chariots armés en guerre, pour garnir les ailes et pour entamer le combat. L'usage de ces chariots s'accrut peu à peu prodigieusement. Cyrus en trouva jusqu'à vingt mille dans l'armée d'Astyage, son beau-père. Cette armée était en même temps sans discipline et sans courage. Il prit le parti de réduire à cinq cents cette quantité de chariots armés, exerça les troupes, les aguerrit, mit la science à la place de l'embarras, et battit l'armée ennemie, qui, traînant à sa suite un nombre immense d'attirails de guerre, n'avait que de l'embarras et pas de science. Il en fut de même pour les machines

(1) On devrait, pour l'instruction des jeunes officiers, réunir en collection les relations des siéges célèbres, sous les rapports de l'attaque et de la défense. Jusqu'à présent, les détails publiés immédiatement après l'évènement, et à des époques bien éloignées entre elles, se trouvent épars dans de nombreux ouvrages ou feuilles détachées. Comment alors les consulter, et se former un corps de doctrine, un enseignement complet? En parlant avec l'autorité des faits, on ne courrait plus le risque d'engouement ou de dépréciation dont il est bien difficile de se défendre au moment où l'action vient d'être accomplie. En 1810, Carnot, dans son excellent ouvrage *de la Défense des Places fortes*, a présenté un tableau chronologique des siéges les plus remarquables, depuis celui de Syracuse, par les Athéniens, en l'an 413 avant l'ère chrétienne, jusqu'au siége de Barcelone par le maréchal de Berwick, en 1713. L'intention de Carnot, si capable d'ailleurs de traiter cette matière, était seulement de citer des noms et des dates, car il n'a accompagné cette nomenclature d'aucune discussion critique, se bornant à relater quelques faits connus. Nous pensons que la relation des siéges célèbres offrirait un intérêt puissant, et nous livrons cette idée à messieurs les généraux et officiers des armes spéciales à qui les connaissances nécessaires permettraient d'exécuter un travail qui deviendrait classique, si, comme nous n'en doutons pas, il est rédigé avec le soin qu'on doit attendre des progrès des études historiques.

de jet, qui succédèrent à l'usage des chariots armés. Les Romains, aguerris et disciplinés, pour tout dire en un mot, les Romains de la république n'en avaient point à la suite de leurs légions. Peu à peu on en eut quelques-unes pour battre les retranchemens, pour occuper les points principaux dans les ordres de bataille. Cette petite quantité, relative et suffisante à l'objet proposé, pouvait être regardée comme un progrès de l'art militaire; mais on en accrut successivement le nombre : la tactique déchut, les courages dégénérèrent; alors l'infanterie ne sut plus résister à la cavalerie. Il fallut de grosses machines de jet pour l'appuyer; on en traîna jusqu'à trente par légion; on en couvrit le front des armées; les combats s'engageaient par là, et souvent ils finissaient sans qu'on en fût venu aux mains. Ces temps furent ceux de la honte et de la ruine de l'empire.

Suivons l'histoire de nos siècles : nous y verrons pareillement les nations placer leur confiance dans la quantité de leur artillerie, en raison de la diminution du courage, et de l'ignorance des vrais principes de la guerre. Les Suisses, qui humilièrent la maison de Bourgogne, ces Suisses dont François Ier et Charles-Quint se disputaient l'alliance, dédaignaient le canon; ils se seraient cru déshonorés de s'en servir. C'était une étrange prévention, effet de leur ignorance; elle causa leur défaite à Marignan. Mais encore cet excès valait-il mieux que celui où l'on a donné depuis. Il supposait du courage, et celui dans lequel nous sommes tombés ne fait honneur ni à notre courage ni à nos lumières. Où commença l'usage des trains énormes d'artillerie? Ce fut chez les Turcs, chez les Russes. Les czars Jean et Basile menaient avec eux trois cents pièces de canon dans leurs guerres contre les Tartares. Ces retranchemens de Narva, que Charles XII emporta avec huit mille Suédois, étaient garnis de cent cinquante bouches à feu. Pierre-le-Grand discipline sa nation, et diminua cette quantité d'artillerie. Après lui elle reparut dans les armées russes; on les vit, lors de la guerre dernière, conduire à leur suite jusqu'à six cents pièces de canon; et certainement l'armée russe n'était pas, de toutes celles qui se battaient alors en Europe, la plus savante et la plus manœuvrière. Ses mouvemens se ressentirent de sa pesanteur. Elle reçut des batailles sans en savoir donner; elle en gagna sans en pouvoir profiter, toujours obligée d'abandonner ses succès pour se rapprocher de ses magasins. Les Autrichiens eurent, à l'*instar* des Russes, une artillerie nombreuse et formidable. Ils firent la guerre relativement à cette quantité. Ils tâchèrent de réduire leurs combats à des affaires de poste. On ne vit de leur côté ni les grands mouvemens, ni les marches forcées, ni la supériorité de manœuvre.

Le roi de Prusse, dira-t-on, n'avait-il pas aussi une artillerie immense? sans doute; mais, outre qu'il en eut moins que les Autrichiens, elle était emplacée ou en réserve dans ses villes de guerre plutôt que dans ses armées. C'était de là qu'il la tirait pour réparer ses désastres. C'était de là qu'il en faisait arriver des renforts sur ses positions défensives. Sa tactique en diminua l'embarras. Il sut la perdre et la remplacer. En traînait-il beaucoup lorsqu'il volait de Saxe en Silésie, de la Silésie sur l'Oder? Il en trouvait dans les place qu'il possédait sur ces différens points, ou bien il savait combattre avec le peu qu'il avait amené. A Rosbach, il n'eut jamais plus de douze pièces en batterie, et il n'y en avait

que quarante à son parc. A Lissa, ce ne fut pas son artillerie qui battit les Autrichiens. Règle générale, lorsqu'on tournera son ennemi, lorsqu'on l'attaquera par des manœuvres, lorsqu'on engagera sa partie forte contre sa partie faible, ce n'est point avec de l'artillerie qu'on décidera le succès; puisque entamer alors un combat d'artillerie, ce serait donner le temps à l'ennemi de se reconnaître, de se renforcer, et perdre conséquemment tout le fruit de la manœuvre qu'on aura faite.

Parlons de nous : à l'époque de la paix de 1762, la quantité prodigieuse d'artillerie introduite dans les armées des autres puissances, l'influence qu'on supposa qu'elle avait eue dans les combats, firent juger nécessaire de changer entièrement la constitution de notre artillerie. On reprochait particuculièrement à nos pièces de campagne d'être trop pesantes, trop difficiles à manœuvrer. Mais, lorsqu'on aura établi des proportions bien calculées, pourquoi vouloir mener à la guerre un trop grand nombre de bouches à feu? Ne sera-ce pas perdre l'avantage qu'on a voulu acquérir, et changer les embarras de l'espèce de l'artillerie contre ceux de la quantité?

Je vais maintenant parler de la tactique de l'artillerie; car il en existe une pour l'artillerie comme pour les troupes, une qui tient à celle des troupes, qui doit être calculée sur elle, et qui, à beaucoup d'égards, peut lui être rendue analogue. Cette tactique se divise naturellement en deux parties, *mouvement*, *exécution*.

CHAPITRE IV.

Mouvemens de l'artillerie.

La science des mouvemens de l'artillerie embrasse toutes les dispositions par lesquelles l'artillerie peut, dans un ordre de marche, marcher avec les troupes, et ensuite, dans un ordre de bataille, se mettre en position d'appuyer ces troupes par son feu.

Les mouvemens des troupes doivent absolument régler ceux de l'artillerie. J'ai tâché de donner aux premiers toute la simplicité et la rapidité dont ils sont susceptibles. Il faut que l'artillerie s'y conforme autant que la différence de ses moyens le lui permet.

Voyons d'abord comment elle doit se disposer pour un ordre de marche.

Une division d'artillerie, soit parquée, soit emplacée, pour entrer en action, peut être considérée comme un bataillon; et chaque pièce de canon ou voiture d'attirails qui la compose, comme une des fractions qui en font partie. Elle peut en conséquence, comme un bataillon, se mettre en ordre de marche de deux manières, *par son flanc* ou *de front*, soit en avant ou en arrière. Dans le premier cas, chaque pièce ou voiture n'a qu'un quart de conversion successif à faire pour se mettre en file; c'est ce que j'appellerai mettre de l'artillerie en ordre de marche par le flanc. Dans le second, il faut que chaque pièce rompe en avant ou en arrière, pour se mettre en marche; c'est ce que j'appellerai mettre de l'artillerie en ordre de marche de front.

Ces formations de l'artillerie en file ou colonnes sont relatives à une marche; elles peuvent de même s'exécuter par deux, par trois ou par quatre pièces, de manière que la colonne ait deux, trois ou quatre pièces de front, et qu'ainsi elle ait moins de profondeur.

Les mouvemens de l'artillerie, pour passer de l'ordre de marche à l'ordre de bataille, n'ont pas un rapport moins grand avec ceux des troupes. Si la marche est de flanc (comme dans la *pl. XII*,

fig. 1), l'artillerie se formera successivement par des quarts de conversion, aux points désignés pour son emplacement. Si la marche, an contraire, est de front (comme dans la *fig.* 2), la colonne d'artillerie doublera ses files, pour se mettre sur deux pièces de front. Ce mouvement préliminaire se fera dès le moment qu'elle approchera du terrain où elle devra se former, et en même temps que les troupes feront de leur côté leurs mouvemens préparatoires de déploiement. J'ai vu dans la dernière guerre les colonnes d'artillerie, devant se former de front, ne pas savoir diminuer leur profondeur, rester patiemment sur une file, et se mettre ensuite en batterie par les mouvemens processionels marqués dans la *fig.* 3; il est vrai que la même pesanteur, le même défaut d'intelligence, étaient alors dans la tactique de toutes les armes. La colonne d'artillerie étant formée sur deux files, elle déploiera, au signal qui lui en sera fait, sur les deux pièces de la tête, une pièce tournant à droite, et l'autre à gauche, ou bien deux à droite et deux à gauche. (*Voyez fig.* 4 et 5.) L'officier, commandant l'artillerie, pourra même, relativement aux points où il voudra emplacer ses pièces, et au terrain qu'il aura sur ses flancs, prendre telle fraction de sa colonne qu'il jugera à propos pour point d'alignement, et faire déployer les autres sur elle; j'appelle *fraction* les deux pièces couplées l'une à côté de l'autre.

Je suppose que, dans les manœuvres de marche ou de formation en bataille, les voitures d'attirail et de munitions ne seront point mêlées avec le canon, et que même, dans quelques circonstances, elles en seront séparées. Ainsi l'ordre ordinaire et habituel des marches sera de mettre tout le canon d'une division ensemble, puis toutes les voitures d'attirails et de munitions de cette division. Quand on voudra avoir une plus grande quantité de canons prête à entrer en action au premier instant, on rassemblera plusieurs divisions de canons, et leurs équipages à la suite. Lorsqu'on voudra avoir l'artillerie à la tête des troupes pour protéger leur déploiement, comme il est en même temps intéressant que les troupes arrivent, et se forment le plus tôt possible à l'appui de cette artillerie, cette dernière sera débarrassée de toutes ses voitures d'attirails et de munitions qu'on mettra alors à la queue des colonnes.

Il me reste à dire un mot du système que nous avons adopté depuis la paix, de ne manœuvrer nos pièces, une fois entrées en action ou prêtes à y entrer, qu'à bras d'hommes. Ce système, qui est une suite de l'allègement de notre artillerie, a certainement de grands avantages. Les manœuvres en seront moins confuses que lorsqu'elles étaient embarrassées de charretiers et par les chevaux. Lorsqu'elles se feront devant l'ennemi, elles offriront moins de prise, et seront moins ralenties par les accidens. Il ne faut pourtant pas s'imaginer qne cette manière de manœuvrer les pièces puisse s'employer partout. 1° Toutes les épreuves qui se sont faites à cet égard dans nos écoles, se sont passées sur des surfaces planes, solides, et sur lesquelles le canon mené à bras roulait sans efforts. Or, la guerre offrira souvent des terrains difficiles, escarpés, détrempés par les pluies, où la manœuvre deviendra trop lente et trop pénible pour les canonniers qui, après avoir mis les pièces en batterie, ont ensuite besoin de force et d'adresse pour les exécuter.

2° J'admets la manœuvre à bras pour

tous les mouvemens de proche en proche, mais il y en a une infinité d'autres où il s'agira de se mouvoir rapidement, ou de parcourir des distances considérables, comme pour porter de l'artillerie en renfort, d'une colonne, ou d'un point à un autre, pour saisir à toutes jambes un plateau avantageux, pour retirer l'artillerie d'un point où elle est en prise, etc. Là, il faut nécessairement se servir de chevaux. N'embrassons donc point de méthode exclusive sur cet objet: ne manœuvrons pas toujours nos pièces avec des chevaux, ainsi qu'on le faisait autrefois: ne prétendons pas aussi les manœuvrer constamment à bras d'hommes, comme on veut le faire aujourd'hui; employons ces agens tour-à-tour, et suivant les circonstances; ils n'apportent aucune différence à la nature des mouvemens auxquels l'artillerie doit s'exercer.

CHAPITRE V.

Exécution de l'artillerie.

J'ai pu proposer mes idées particulières sur la partie que je viens de traiter. Les manœuvres de l'artillerie tiennent à celles des troupes, elles doivent en dériver, j'ai donc été conduit nécessairement à parler de celles de l'artillerie; il n'en est pas de même de l'exécution des bouches à feu; elle est proprement du ressort des officiers d'artillerie.

Ce que j'appelle *exécution de l'artillerie*, c'est non seulement l'art de se servir des bouches à feu et de calculer leurs effets, c'est encore celui de les emplacer et de diriger leurs coups de manière que le résultat de ces attentions combinées soit, en faisant le plus de mal possible à l'ennemi, de donner la plus grande protection possible aux troupes pour lesquelles elles agissent. Les troupes et l'artillerie étant unies ensemble par une protection réciproque, il faut que, pour tirer le parti le plus utile des machines qui sont sous sa conduite, l'officier d'artillerie connaisse la tactique des troupes, sinon les détails intérieurs de cette tactique, au moins le résultat des principaux mouvemens, les changemens qu'ils apportent dans l'ordonnance des troupes, le dommage ou l'appui que les troupes, dans telle ou telle occasion, peuvent recevoir de l'artillerie exécutée ou emplacée de telle ou telle manière. Il faut pareillement, et à plus forte raison, que l'officier d'infanterie et de cavalerie, lui qui, commandant les armes, commande nécessairement l'artillerie, il faut, dis-je, que cet officier connaisse, sinon les détails intérieurs de construction, d'attirail et d'exécution de l'artillerie, au moins le résultat de tous ces détails, les portées des différentes bouches à feu, emplacées ou exécutées de telle ou telle manière, le dommage ou l'appui que les troupes peuvent en recevoir. Faute de ces connaissances, ou il ne saura pas employer l'artillerie avec intelligence dans sa disposition générale, ou il sera obligé de s'en rapporter aveuglément, pour toutes les manœuvres de cette artillerie, à un officier de l'arme, qui peut-être à son tour, faute d'avoir porté ses vues au-delà de la conduite mécanique de son canon, ne le disposera pas de manière à remplir l'objet général, ou enfin il contrariera, par ignorance, les dispositions de cet officier d'artillerie, qui peut-être en aurait fait de bonnes. Voici une table estimative des distances:

TABLE ESTIMATIVE

des distances auxquelles on peut commencer à compter sur les effets de l'artillerie dans les affaires de campagne (1).

CALIBRE DES PIÈCES.	DISTANCES POUR LES PIÈCES chargées à boulet.	DISTANCES POUR LES PIÈCES CHARGÉES A CARTOUCHE.	
		à grosses balles.	à petites balles.
	TOISES.	On n'a point encore déterminé l'espèce de cartouche dont on se servira à la première guerre pour les pièces de calibre.	
de 16	de 500 à 550		
		TOISES.	
de 12	400 à 500	de 350 à 250	à 250
de 8	400 à 450	300 à 200	à 200
de 4	350 à 400	250 à 130	à 150

Cette table, particulièrement relative à nos pièces actuelles, et telles qu'on se propose de les employer à la première guerre, pourra servir à apprécier de même les effets des pièces étrangères, dont les calibres de campagne ne diffèrent des nôtres que parce qu'ils sont de proportion impaire, comme 19, 13, 9, 7 et 3. Quant aux dimensions des pièces étrangères, elles sont différentes chez presque toutes les nations; mais ces différences n'influant que par-delà les portées raisonnables et certaines, toute comparaison à cet égard serait minutieuse et inutile. Je dirai seulement qu'en général pres-

(1) Les coups étant encore très peu assurés aux différentes distances désignées dans la table pour les pièces chargées à boulet, il faudra tirer lentement pour pouvoir pointer avec attention, et augmenter progressivement la vivacité du feu, en raison de la diminution des distances.

On peut certainement faire usage du canon à des portées plus considérables, puisqu'une pièce de 16, pointée à quinze degrés, porte environ à douze cents toises, et qu'une pièce de 12 du nouveau modèle porte à huit cent quatre-vingts toises sous l'angle de six degrés; mais au-delà des limites indiquées dans la seconde colonne de la table, on ne peut compter sur un effet décisif, qu'en suppléant, par un grand nombre de pièces, aux irrégularités des grandes portées.

Il n'est pas même possible de donner des à peu près sur les portées des pièces tirées à ricochet, dont les effets peuvent être quelquefois très utiles dans les affaires de campagne; il faudrait, pour chaque cas particulier, une approximation différente.

Dans beaucoup de circonstances du service de l'artillerie, il ne faut se déterminer à un parti définitif, qu'après quelques coups d'épreuve; mais le nombre n'en est jamais bien considérable, quand la théorie et la pratique ont formé le coup-d'œil d'un officier d'artillerie.

Les mêmes raisons ont empêché de parler des portées des obusiers de six pouces. Cette arme, dont on se sert trop rarement et en trop petite quantité dans les affaires de campagne, porte sa bombe ou son obus à six cents toises, pointée sous l'angle de vingt-deux degrés; mais alors elle ne ricocherait point, et perdrait, par conséquent, la cause de ses plus grands effets; c'est donc encore à quelques coups d'épreuve qu'il faudra avoir recours pour fixer l'angle de projection, suivant les circonstances du terrain.

On a construit des cartouches à balles de fer battu, pour les obusiers, il ne faudra en faire usage qu'à cent cinquante ou deux cents toises de l'ennemi.

que toutes les artilleries des autres nations, cherchant à s'alléger en même temps qu'à s'augmenter, ont diminué la longueur et la pesanteur de leurs pièces. Il n'y avait, la guerre dernière, que les Anglais et nous qui eussions des petits calibres à longue proportion.

Je n'ajouterai point à cette table des calculs sur le rapport des charges aux portées, c'est-à-dire sur la quantité de poudre dont il faut que les charges soient composées relativement au calibre des mobiles, à leur espèce et à la distance à laquelle on veut les pousser. Je ne dirai point sous quels angles de projection les pièces doivent être pointées pour en tirer tel ou tel effet. Ces connaissances appartiennent exclusivement à l'officier d'artillerie. C'est lui qui est chargé de l'exécution des bouches à feu, et il suffit à l'officier, commandant les armes, de savoir qu'il peut, en telle ou telle position, demander à l'officier d'artillerie de lui procurer des feux qui remplissent tel ou tel objet.

L'officier commandant les armes doit, aussi bien que l'officier d'artillerie savoir choisir les emplacemens, disposer les pièces, diriger les feux et les ménager.

La disposition la plus avantageuse de l'artillerie, considérée, soit du côté de l'emplacement, soit du côté de l'exécution, est, sans contredit, celle qui rend ses effets les plus meurtriers et les plus nuisibles à l'ennemi.

Les coups les plus meurtriers étant indubitablement ceux qui parcourent la plus grande longueur sur le terrain occupé par les troupes ennemies, il est certain que leur effet augmentera à mesure que ces troupes seront rangées sur une plus grande profondeur, puisqu'alors le boulet ne cessera de détruire que quand il aura perdu sa force, et que quand même il n'aurait pas touché les premiers rangs, il aura son effet de plongée ou de ricochet sur les derniers.

Pour obvier à ce prodigieux et meurtrier effet de l'artillerie, toutes les troupes de l'Europe ont abandonné l'ordonnance de profondeur, pour prendre avec raison un ordre plus mince, et qui donne moins de prise aux tirs du canon.

Les troupes étant ainsi rangées, celles d'infanterie sur trois, et celles de cavalerie sur deux de profondeur, si l'artillerie ne tirait que de but en blanc et droit devant elle, son feu serait bien peu redoutable, puisque le boulet le plus heureusement dirigé ne pourrait tuer ou mettre hors de combat que deux ou trois hommes au plus.

Afin de tâcher de faire parcourir à ces mobiles la trajectoire, sur laquelle ils peuvent rencontrer plus d'ennemis, seule manière de remédier à l'irrégularité et au hasard des portées, l'artillerie doit donc chercher à prendre des prolongemens, des revers et des ricochets sur la troupe qu'elle veut battre.

Pour se procurer ces avantages, il faut qu'elle place ses batteries de manière à écharper sur la ligne ennemie, observant que cette batterie forme avec cette ligne un angle de plus en plus aigu, à mesure qu'on s'en rapproche, et enfin un angle presque nul quand on en est fort près, c'est-à-dire que les batteries doivent s'établir, dans ce dernier cas, presque tout-à-fait sur le flanc.

Le même principe doit s'appliquer aux batteries destinées à battre une colonne; ainsi on doit les placer de manière qu'elles écharpent sur un angle d'autant plus grand qu'on en sera

plus éloigné, et ensuite les placer vis-à-vis d'elle quand on en sera très rapproché, cette position produisant alors le même effet que si elle était prise sur le flanc d'une ligne de troupes, et étant propre à donner le prolongement le plus efficace possible.

Règle générale. Il faut donc, toutes les fois que cela est praticable, ne pas placer ses batteries vis-à-vis des points que l'on veut battre, à moins que, dans le cas où l'on ne pourrait pas s'approcher assez, l'obliquité ne fît trop perdre sur la longueur de la portée : et, si l'on doit battre plusieurs points à la fois, comme cela arrive ordinairement quand on dispose des batteries vis-à-vis une ligne de troupes, il faut les placer de manière que les coups de l'une aillent frapper vis-à-vis de l'autre. Ces batteries, qu'on nomme croisées, se protégent et se défendent réciproquement.

Indépendamment de la protection mutuelle que les batteries doivent tâcher de se donner, il faut les faire fortes. Alors elles procurent des effets décisifs ; elles font trouée, elles préparent la victoire. Au contraire, la même quantité de pièces dispersées est plus propre à irriter l'ennemi qu'à le détruire. L'objet de l'artillerie, enfin, ne doit point être de tuer des hommes sur la totalité du front de l'ennemi ; il doit être de renverser, de détruire les parties de ce front, soit vers les points où il peut venir attaquer le plus avantageusement, soit vers ceux où il peut être attaqué avec le plus d'avantage.

Il ne s'ensuit pas de la maxime posée ci-dessus, qu'on doive réunir trop d'artillerie dans une seule et même batterie ; ce serait tomber dans un autre inconvénient : celui de donner trop de prise à l'ennemi. Il convient seulement de réunir sur le même objet plusieurs batteries peu distantes l'une de l'autre, et il faut y joindre l'attention, si le terrain le permet, de ne pas placer ses batteries sur la même ligne, afin que, si l'ennemi peut se ménager des prolongemens sur elles, ces prolongemens ne traversent pas toutes les batteries à la fois.

Les pièces de chaque batterie doivent conserver un espace assez considérable entre elles pour manœuvrer avec aisance et ne donner que peu de prise. Dix pas paraissent la distance qu'il faut conserver. Ce principe est important ; car, comme dans une action on ne pointe pas une pièce contre une pièce en particulier, mais contre toute la batterie opposée, tant vide que pleine, il est évident que celle qui aura ses pièces trop rapprochées recevra plus de coups dangereux.

C'est une erreur de croire que le canon doive être placé de préférence sur des hauteurs fort élevées au-dessus des objets qu'on veut battre. Un commandement de quinze à vingt pieds, sur une étendue de trois cents toises, est avantageux, en ce qu'il aide à prendre des revers favorables ; plus sensible, il est désavantageux, parce que l'angle de tir s'éloigne d'autant plus de l'horizon ; les coups deviennent incertains ; les boulets s'enterrent ; on ne peut se donner des ricochets ; le danger de l'ennemi diminue à mesure qu'il approche : effets contraires à ceux que procurent des positions rasantes ou dominantes dans la proportion indiquée ci-dessus, en ce que de ces dernières les tirs sont horizontaux : en ce qu'elles permettent de ricocher, et en ce que, découvrant tout, elles ne laissent pas à l'ennemi de terrain où il soit à couvert.

Dans tous les emplacemens de batteries de combat, et par conséquent

de batteries ambulantes qu'on a à choisir, il faut avoir attention d'éviter ceux qui offrent des obstacles aux manœuvres ultérieures, soit pour aller en avant, soit pour se retirer, comme haies, fossés, ravins, marais, hauteurs très escarpées. On doit ne pas placer les batteries trop haut et trop à découvert; car alors l'ennemi en oppose de plus fortes qui les détruisent, ou dispose les siennes de manière à les battre avantageusement. On doit chercher à se couvrir, et particulièrement à s'épauler sur les flancs, ne fût-ce que d'une petite élévation d'un ou de deux pieds seulement. Cela préserve les canonniers, couvre les manœuvres du canon, et rend son effet plus assuré. On doit enfin, autant qu'il est possible, éviter de placer les batteries devant ses propres troupes, ou sur de médiocres élévations qui se trouvent derrière elles; c'est offrir à l'ennemi deux objets à la fois à battre; c'est attirer son feu sur les troupes; c'est gêner leurs mouvemens, si l'on est en avant d'elles; c'est les inquiéter, et s'exposer à leur faire du mal par quelques coups malheureux, si on est placé en arrière En un mot, quand les dispositions du terrain ne permettent pas de choisir d'autres emplacemens, il vaut mieux doubler les troupes les unes derrière les autres, et laisser des intervalles pour l'artillerie que de tomber dans l'inconvénient de les masquer par le canon, ou de les soumettre à des batteries trop peu élevées.

Si l'on occupe une position défensive, les pièces de gros calibre doivent être employées de préférence dans les points principaux, dans ceux où l'on peut voir le mieux et de plus loin l'ennemi, et le prendre en écharpe, de revers et de flanc; on en doit faire, si je peux m'exprimer ainsi, les grosses batteries de protection et de défense, tandis que les pièces d'un calibre plus léger, renforcées de bras et d'attelages, et divisées sur plusieurs points, se tiendront prêtes à se porter rapidement en renfort aux parties menacées, et à prendre leur disposition d'après la disposition de l'ennemi.

Si l'on attaque, il faudra emplacer les pièces de gros calibre dans les partie de l'ordre de bataille les plus faibles et les plus éloignées de l'ennemi, du côté des fausses attaques, sur les hauteurs qui peuvent empêcher l'ennemi de tenter quelque effort sur elles, sur les pièces qui peuvent appuyer les flancs de la véritable attaque, et donner des revers éloignés sur le point attaqué. Les portées de ces pièces étant plus longues, elles y feront effet. Leurs mouvemens étant plus lourds, elles auront moins à agir; et en cas de retraite, comme elles seront hors de prise, elles ne tomberont pas au pouvoir de l'ennemi. Les pièces de petit calibre, renforcées de bras et d'attelages, se porteront, au contraire, en avant avec les troupes attaquantes, comme plus susceptibles de seconder les mouvemens de ces troupes, de suivre l'ennemi s'il est repoussé, de protéger la retraite, et de se retirer elles-mêmes si l'on est battu; et parce qu'il n'est pas nécessaire d'avoir de longues portées dans les points où l'on est déterminé à s'approcher et à combattre.

On ne doit pas, comme on le fait beaucoup trop aujourd'hui, s'en tenir à la routine de mettre tout son canon avec l'infanterie, et croire ne pouvoir en placer à un point où elle n'est pas à portée de le soutenir. Il faudrait savoir en appuyer aussi la cavalerie, ainsi que le pratiqua le grand Frédéric lors de la guerre de 1740, placer des batteries, soit sur son flanc, soit en avant

d'elle, s'il y a des positions favorables, y placer surtout des obusiers, dont l'effet sera terrible contre la cavalerie ennemie, soit pour l'ébranler avant qu'elle ne soit chargée, soit pour y jeter le désordre si c'est elle qui vient à la charge. Ces canons et obusiers attachés, dans une disposition de combat, à une aile de cavalerie, seront renforcés d'attelages, et mis par conséquent en état de suivre ses mouvemens. Dans tout pays ouvert, qui peut mieux défendre le canon que la cavalerie? Qui peut mieux, à son tour, fortifier une aile de cavalerie inférieure, que du canon placé à son appui? Que deviendra ce canon, dira-t-on, si la cavalerie est battue? Ce qu'il deviendra: il sera pris, et ce ne sera qu'un petit mal ajouté au désastre de la cavalerie; mais le plus souvent il empêchera que cette cavalerie ne soit battue; et si elle 'bat, il rendra ses succès plus décisifs et plus complets. J'aurai occasion de dire ci-après combien peu il faut craindre de mettre du canon en prise, quand on peut en tirer un effet utile.

La première disposition de l'artillerie dans un combat étant faite, il faut ensuite que les pièces manœuvrent et changent d'emplacement, suivant les circonstances, soit pour se conserver les revers et les prolongemens qu'elles auront pris sur l'ennemi, soit pour rassembler leurs feux sur les points décisifs, soit pour s'y porter, et pour se tenir toujours en mesure avec les troupes auxquelles elles sont attachées. C'est relativement à cette science et à cet à propos de mouvemens, que j'ai avancé que l'armée, dont l'artillerie saurait manœuvrer avec le plus d'intelligence et de rapidité, pourrait ne traîner à sa suite que moitié moins de bouches à feu que l'ennemi, et, avec cela, lui être encore supérieure, parce que chez elle toutes ses bouches à feu seront employées, et utilement employées.

Voilà à peu près tous les principes suivant lesquels on doit emplacer et disposer l'artillerie. Il reste, et c'est là le grand art, art que la pratique et le génie peuvent seuls donner, à appliquer ces principes au terrain et aux occasions; car l'attaque et la défense d'un poste, le passage d'une rivière, les combats dans telle ou telle nature de pays, les ordres de bataille de telle ou telle espèce exigent des dispositions différentes d'artillerie, que les bornes de cet essai ne me permettent point de détailler.

Comme ce n'est point le bruit qui tue, comme l'incertitude des portées augmente en raison de l'éloignement des points qu'on veut battre ou du peu d'attention que l'on donne au pointement, il faut s'attacher à pointer avec exactitude plutôt qu'à tirer avec vitesse; il faut pointer surtout avec beaucoup d'attention, quand les portées sont éloignées, et augmenter la vivacité de son feu progressivement à la diminution des distances, parce qu'en proportion de cette diminution, les coups s'assurent toujours davantage.

Ce principe n'est pas assez connu des troupes; leur grand grief contre l'artillerie est toujours qu'elle ne fait pas assez de feu; la mesure de leur contenance dans une canonade semble être la quantité de bruit que font les batteries qui les soutiennent. Faute de connaissances, les officiers supérieurs d'infanterie ou de cavalerie eux-mêmes entretiennent ce préjugé, ils sont les premiers à se plaindre de ce que le canon ne tire pas sans relâche; et qu'arrive-t-il de là? C'est que souvent l'officier d'artillerie se laisse entraîner à ces clameurs, perd de vue le principe

exposé ci-dessus, tire trop vite et à des portées trop incertaines, fait peu de mal à l'ennemi, le rend par là plus audacieux, consomme inutilement des munitions, et finit par s'en trouver dépourvu dans le moment où son feu aurait besoin de devenir le plus vif.

Il ne faut jamais engager des combats d'artillerie à artillerie que quand les troupes de l'ennemi, étant à couvert du feu qu'on pourrait faire sur elles, ses batteries y sont exposées, et nuisent beaucoup aux troupes qu'on protége. Si au contraire les positions qu'on occupe sont meurtrières pour l'ennemi, il faut porter tous les efforts de l'artillerie sur ses troupes et sur les obstacles qui les couvrent pour tâcher de les détruire, et ne chercher à en imposer au canon ennemi qu'autant que cela est nécessaire pour protéger les troupes qu'on doit soutenir. Cette maxime est souvent négligée par les officiers d'artillerie, soit qu'il leur paraisse plus brillant d'éteindre aux yeux des troupes les feux des batteries qui leur sont opposées, soit qu'ils ne sentent pas assez que les troupes sont l'objet principal, que l'artillerie devient inutile si elles sont détruites ou mises en désordre, au lieu que l'artillerie étant détruite, il n'y a rien de fait, puisqu'il reste encore des troupes à vaincre.

Si les batteries sont obligées d'attaquer les batteries ennemies, on ne doit pas pointer pièce contre pièce, il faut embrasser de son feu tout le terrain occupé par la batterie ennemie; de même, si l'on tire sur des troupes, il faut rassembler tous ses efforts sur l'espace qui en sera le plus couvert, et où les boulets venant à manquer, les troupes qui servent de but primitif trouveront en deçà, en arrière ou à côté d'elles, d'autres troupes à atteindre.

Hors les occasions de fausse attaque ou de stratagème, toute canonade qui n'a pour objet que celui de tuer quelques hommes au hasard et aux dépens de beaucoup de munition, est misérable et ridicule. Il est cependant très commun d'en voir ordonner de pareilles.

Le ricochet, employé à propos, n'est pas moins avantageux dans les actions de campagne que dans les siéges. Il est excellent contre la cavalerie, contre des lignes de troupes redoublées, contre des retranchemens, et peut-être n'en faisons-nous point assez d'usage.

Il est important, dans l'exécution des bouches à feu, de savoir à propos employer le boulet et les cartouches à balle, et de ne pas quitter trop tôt l'un pour se servir de ces dernières en faveur desquelles on a un préjugé trop généralement avantageux; car si elles produisent des effets terribles quand on s'en sert sur des terrains secs, mais sensiblement horizontaux et à des portées raisonnables, et telles qu'elles sont indiquées sur la table que j'ai donnée, il s'en faut bien qu'elles aient des effets aussi certains et aussi décisifs que le boulet, au-delà de ces portées, ou dans des terrains irréguliers, mous, couverts, plongeans ou plongés. Si les distances sont trop grandes, il faut pointer les pièces sous des angles de projection très marqués, et alors la plupart des mobiles s'écartent de la direction principal et passent par dessus le but qu'on devait atteindre. Si les terrains ne sont pas favorables, la plus grande partie des balles est interceptée et amortie. Dans ces dernières circonstances, il faut donc indubitablement préférer l'usage du boulet; le boulet

atteint de beaucoup plus loin, s'écarte moins de sa direction, ricoche, va frapper la seconde ligne quand il manque la première, renverse les obstacles, épouvante par le bruit et présente aux nouveaux soldats des blessures plus effrayantes. Je détaille les raisons de cette maxime, parce qu'elle est contraire à l'opinion reçue dans nos troupes. Faute de réflexion, faute d'officiers assez instruits pour détruire des préjugés de routine, accrédités parmi elles, je les ai presque toujours entendus se plaindre de ce que notre artillerie ne tirait pas à cartouche, assez et d'assez loin, et citer les effets de l'artillerie étrangère qui en fait mal à propos un grand usage et à des portées excessives.

On doit avoir la plus grande attention à ne pas consommer inutilement les munitions; cela a été dit souvent, mais les troupes n'en connaissent pas encore assez l'importance. Il y a cependant un calcul simple; on ne peut, sans des dépenses et des augmentations d'équipages énormes, porter plus de deux cents coups par pièce et soixante par homme, non compris ceux dont les gibernes sont remplies. Or, à un coup de canon et à trois coups de fusil par minute, c'est pour environ trois heures. Combien d'actions peuvent durer davantage! Combien d'actions peuvent être suivies le lendemain d'un autre combat? Je passe au soldat qui ignore tout cela, qui ne réfléchit pas, de vouloir que le canon tire toujours; mais est-il pardonable aux officiers d'avoir assez peu de connaissance des détails pour joindre leurs cris aux murmures du soldat.

On ne doit pas abandonner mal à propos de l'artillerie, ni craindre mal à propos de la perdre. Cette maxime est si importante, si faussement étendue, si peu mise en pratique, qu'elle a besoin d'être développée. Il faut que les troupes contractent l'habitude de ne pas abandonner trop légèrement le canon, et qu'elles attachent une sorte de point d'honneur à ne pas le perdre, parce qu'alors l'artillerie ayant confiance dans les troupes qui la soutiennent, se comportera avec plus de vigueur et se croira en quelque sorte obligée, par reconnaissance, à se comporter ainsi. Il faut que l'artillerie de son côté s'accoutume à manœuvrer avec hardiesse, à se hasarder et à se soutenir dans des emplacemens avancés, à ne pas regarder si on la soutient, quand ses effets sont décisifs et meurtriers, à n'abandonner ses pièces que quand l'ennemi est, pour ainsi dire, dans sa batterie, puisque c'est l'exécution de ses dernières décharges qui est la plus terrible; il faut qu'elle attache son point d'honneur, non à conserver ses machines, qui ne sont au bout du compte que des engins faciles à remplacer, mais à les faire jouer le plus efficacement et le plus long-temps possible. Si ces pièces sont prises, ce n'était pas aux soldats d'artillerie, qui n'en sont que les agens, à les défendre, c'est aux troupes à les reprendre, ou, dans une autre occasion, à remplacer leur perte. En un mot, c'est à l'officier-général qui commande, à cet homme qui doit tout voir de sang-froid et sans erreur, de se servir des préjugés des troupes, de ceux de l'artillerie, de son autorité enfin, pour, suivant les circonstances, exposer le canon, le sacrifier ou le conserver. C'est à lui de calculer qu'en telle occasion il faut ramener le canon, soit pour aller prendre ailleurs une position meilleure, soit pour que le soldat découragé ne prenne pas la retraite pour une fuite; qu'en telle occasion il faut l'exposer

pour qu'il nuise plus long-temps et plus efficacement à l'ennemi; qu'en telle autre enfin, il faut le laisser prendre, parce qu'il en coûterait trop de sang, ou un temps trop précieux pour le défendre; et parce qu'après tout, à la guerre, il n'y a pas de honte à faire ce qu'il est impossible d'éviter.

CHAPITRE VI.

Rapport de la science des fortifications avec la tactique et avec la guerre en général.

La science des fortifications et celle de la tactique sont intimement liées l'une à l'autre. C'est de la science des fortifications que la tactique défensive emprunte quelques-uns de ses principes, comme la nécessité d'appuyer les flancs d'une disposition, et d'ordonner toutes les parties de cette disposition, de manière qu'elles se protégent mutuellement; la nécessité par conséquent de réunir sur les points principaux, sur les parties les plus menacées, la plus grande quantité de feux et de forces. C'est, à son tour, sur la tactique que sont fondés les bons et véritables principes de la science des fortifications, puisque les ouvrages doivent être assis et combinés relativement à la nature du terrain, à l'espèce des troupes, à leur nombre, à leur ordonnance, à l'esprit qui les anime, à ces différens objets supputés tant du côté de celui qui défend, que de celui qui attaque.

Il résulte de là que pour être tacticien, il faut connaître la science des fortifications, et que pour être ingénieur, il faut être tacticien. La première partie de cette conséquence est admise et reconnue dans le militaire, sans que cependant les officiers s'éclairent en conséquence. La seconde semble ne pas l'être assez parmi les ingénieurs.

C'est surtout dans la détermination des fortifications de campagne qu'on doit sentir combien il est important que la tactique dirige les idées. Faute de cela, on procède avec lenteur, on n'ose s'écarter de la routine de méthode; on voit l'effet d'une pièce de fortification, le rapport qu'elle aura avec la pièce voisine; mais on ne s'occupe point de l'ensemble général de la position, de l'objet qu'elle doit remplir; on remue de la terre, on multiplie les ouvrages, et l'on ne calcule ni qui défendra cette immensité d'ouvrages, ni que des troupes, enfermées dans des retranchemens pareils, perdent tout l'avantage que pourraient donner la manœuvre et la science.

Quel est le but des fortifications? C'est de mettre une troupe inférieure par le nombre, par le courage ou par la science des mouvemens, en état de résister à une troupe qui lui est supérieure en quelqu'un de ces points. Donc toute fortification suppose des vues défensives, et n'est par conséquent que le pis-aller de la troupe qui s'y renferme; donc toutes les fois qu'un général se sentira la supériorité du génie, et qu'il verra ses troupes plus nombreuses, plus aguerries et plus manœuvrières, il se gardera bien de mettre des retranchemens devant lui; il prendra l'offensive, il manœuvrera, il attaquera; ou, si quelquefois il reçoit le combat, ce ne sera que parce qu'il aura mis l'ennemi dans la nécessité de le donner avec désavantage, ou parce qu'il préméditera un mouvement qui, avant le combat ou pendant le combat même, lui rendra l'offensive qu'il aura paru abandonner.

Voyons ce qui arrivera à un général

qui, se trouvant inférieur à l'ennemi, se conduira différemment, et suivant les principes usités dans les armées modernes. S'il prend le parti de construire des lignes et de se mettre derrière elles, pour peu que son ennemi sache manœuvrer, elles seront tournées, surprises, percées ; et je n'ai pas besoin de dire pourquoi elles le seront : tant d'exemples et de raisons reconnues rendent cette conséquence sensible. S'il se jette dans une position excellente, et dont tout le front soit couvert par une continuité de retranchemens, il se liera les mains ; il ne sera plus en mesure de faire craindre l'offensive à l'ennemi ; il jettera dans son armée l'esprit de timidité et de découragement ; il n'osera se compromettre hors de sa position. Je veux que l'ennemi ne puisse l'attaquer de vive force dans sa citadelle ; il le désolera par des courses sur ses flancs, sur ses communications, sur le pays qui l'intéresse ; il s'approchera de lui, il le resserrera, il l'assiégera ; offensif et mobile, il prendra sur cette armée, ainsi retranchée, tous les avantages que l'assiégeant a sur l'assiégé, et sur des ouvrages qui sont immobiles et défensifs : il ira à elle par tranchée ; il réunira sur quelques points de cette position tous ses feux et ses efforts ; il l'obligera ou à l'extrémité fâcheuse d'abattre ses retranchemens, et de venir présenter un combat désavantageux, ou à celle de mettre bas les armes, ainsi que l'ont fait les Saxons à Pirna, ainsi que l'aurait fait Pierre, sur le Pruth, sans l'adresse de la Czarine.

Mais je veux que, revenu avec son siècle du préjugé qui existait autrefois en faveur des lignes et des camps retranchés, il ne prenne ni l'une ni l'autre de ces défensives. S'attachera-t-il à ne se présenter à l'ennemi que dans des positions couvertes par plusieurs points retranchés, comme redoutes, batteries, villages, abattis, etc., faisant en quelque sorte de son armée la courtine de ces bastions ? C'est aujourd'hui la grande routine de la défensive moderne, routine sans doute préférable à celle qu'elle a remplacée, mais sujette elle-même à beaucoup d'inconvéniens ; 1° en ce qu'elle réduit l'armée qui s'en sert à la défensive, et que c'est déjà une espèce d'échec de recevoir la loi des dispositions de l'ennemi, d'être sans cesse occupé à parer, et de n'être pas en mesure de lui porter coup à son tour ; 2° en ce que l'ennemi ne court jamais aucun risque décisif en attaquant une armée ainsi postée. Battu, il se retire, et il est rare qu'avec des précautions bien prises, il craigne la poursuite. Vainqueur, il peut rendre sa journée complète, parce qu'il déborde et prend de revers les postes occupés : ainsi fut pris Hochstett ; ainsi l'auraient peut-être été Antoin et une partie de l'armée du maréchal de Saxe, si les bonnes dispositions des ennemis avaient soutenu ce que le hasard leur fit entreprendre ; 3° en ce que de deux choses l'une : si les points fortifiés sont trop éloignés l'un de l'autre, comme à Fontenoi, à Lauffelt, à Rocoux, l'ennemi passe entre deux, ou bien, fait, vis-à-vis chacun de ces points, une disposition qui les enveloppe à demi de batteries et de forces supérieures, les emporte, met à découvert l'armée qui les soutient, et gagne la bataille. Si ces points fortifiés sont rapprochés au point de se protéger et de se flanquer mutuellement, cette position retombe dans l'inconvénient des camps retranchés ; toute l'armée se trouve emplacée dans des points où elle est réduite à la défensive la plus passive et la plus inégale. Si l'un de ces points est forcé,



comment rétablir le combat? Il ne reste point assez de troupes, point d'assez grands efforts à employer pour chasser l'ennemi du bastion où il s'est établi, et de la courtine sur laquelle il se sera bientôt étendu; et que deviennent alors toutes les troupes emplacées dans des postes où elles sont débordées, prises à revers, et d'où elles ne peuvent plus se retirer qu'avec peine? 4° Cette défensive, fondée sur des positions retranchées, est enfin contraire à toutes les grandes vues de la guerre, elle n'a du moins certainement jamais été la manière des grands capitaines. On n'a qu'à récapituler les batailles qu'ils ont données; ils ont presque toujours attaqué; et s'ils ont reçu des combats, ce n'a presque jamais été derrière des retranchemens.

Il ne résulte pas de là qu'il n'existe quelques occasions où une armée puisse se retrancher. Je blâme l'abus qu'on fait des positions retranchées, et non l'usage qu'il est quelquefois à propos d'en faire. Si, par exemple, une armée inférieure occupe une position importante, et par laquelle elle traverse absolument les projets de l'ennemi; si, voulant couvrir un siége, un pays, une opération, elle trouve une de ces positions uniques, qui ne laissent à l'ennemi ni la ressource des manœuvres ni celle des diversions, et qui l'obligent nécessairement à venir attaquer dans cette position; si enfin l'avantage qu'on trouvera à y recevoir la bataille est plus grand que celui qu'on se procurerait en allant au-devant de l'ennemi, il n'y a pas à balancer à augmenter la force d'une position pareille par des retranchemens; encore faut-il qu'ils soient disposés tellement qu'on conserve la possibilité d'agir offensivement sur l'ennemi, si ses dispositions d'attaque ou les mouvemens du combat donnaient lieu d'espérer de tirer de ce parti une victoire plus certaine ou plus complète. Il faut, en un mot, que ces retranchemens soient tels que l'armée, qui est derrière eux, ne puisse être réduite au rôle d'assiégée, et qu'il reste une entière liberté de mouvemens au génie de l'homme qui la commande, ainsi qu'au courage et à la science de manœuvres des troupes qui la composent.

Voici donc comme je pense qu'une armée devrait se retrancher en pareil cas : ce serait, non par des retranchemens continus, ou, ce qui reviendrait au même, par des points retranchés, distribués symétriquement de distance en distance, de manière à se flanquer et à se protéger mutuellement; ce serait en retranchant quelques points de sa position seulement, comme ceux qui sont vis-à-vis des débouchés, si l'ennemi est réduit à déboucher, ceux où l'on ne peut disposer qu'un petit nombre de troupes, et les troupes sur le courage et les manœuvres desquelles on compte le moins; ce serait en se retranchant ainsi sur quelques points et en les mettant à l'abri d'être emportés, tandis qu'en réunissant sur d'autres points nus et ouverts l'élite et le plus grand nombre de ses troupes, on y préparerait contre l'ennemi une disposition vigoureuse, et prête à devenir offensive au moindre faux mouvement qu'on lui verrait faire.

Qu'on prenne la peine d'y réfléchir, cette manière de défendre une position, absolument opposée à la routine actuelle, serait cependant conforme à tous les grands et véritables principes de la guerre; 1° elle serait offensive, qualité primordialement constitutive de toute défensive d'armée; 2° les retranchemens y seraient ramenés à leur véritable usage, qui est de suppléer

au nombre inférieur ou à la mauvaise espèce de troupes, et de mettre à couvert des parties faibles et dégarnies; ils ne seraient qu'un accessoire combiné et employé dans la disposition générale, de manière à fortifier là quelques points, pour laisser porter ailleurs l'élite et la majeure partie des troupes, c'est-à-dire à donner là une somme de résistance supérieure aux aux efforts de l'ennemi, pour procurer ailleurs une somme d'efforts supérieurs à son offensive.

Autant je pense que les retranchemens doivent être rarement employés par une armée, autant je crois, au reste, que tous les postes et corps détachés doivent en faire usage, surtout si ces postes ou corps détachés occupent des points où il soit nécessaire qu'ils résistent, s'ils couvrent une opération, s'ils gardent un entrepôt, un magasin, un débouché; car dans ces occasions, il s'agit de tenir ferme, d'attendre du secours, et le petit nombre, quelque brave, quelque bien posté qu'il soit, peut être accablé par la multitude; or, de bons retranchemens suppléant à l'infériorité du nombre, et mettant en état d'attendre des renforts, c'est le cas d'en construire; ils sont, dans cette circonstance, le moyen principal et primitif de la défensive.

Par une conséquence du raisonnement posé ci-dessus, il ne faut pas que les postes ou corps détachés s'occupent de se retrancher, lorsqu'ils sont simplement destinés à servir de masque, à couvrir une plus grande étendue de pays que celle qu'ils peuvent occuper : dans le premier cas, leur but n'est pas de combattre, mais d'avertir; dans le second, il est inutile de retrancher quelques points, puisqu'ils ne pourraient tout défendre et qu'ils ne serviraient qu'à indiquer à l'ennemi où il faut qu'il cherche à percer. C'est en manœuvrant, en se tenant sans cesse en mouvement le long de la ligne de défense qu'on a choisie, qu'on peut espérer de s'oposer à lui. Dans l'un et l'autre cas enfin, tout poste ou corps de troupes qui prendra le parti de se retrancher, c'est-à-dire celui de s'établir dans une position et de s'y arrêter plusieurs jours, s'exposera à s'y faire attaquer avec avantage, parce qu'il donnera à l'ennemi la tentation et le temps de combiner un mouvement offensif sur lui. Ceci n'exclut pas l'excellente maxime de passer les nuits dans la meilleure position possible, de rendre, si l'on est à portée de l'ennemi, cette position encore meilleure par quelques retranchemens placés, non de manière à faire de la position une position de combat, puisqu'on ne veut pas en recevoir, mais à donner le temps de se rassembler, de rappeler ses postes, à couvrir et à faciliter la retraite.

Enfin, savoir à propos se retrancher, ou ne pas se retrancher, distinguer les occasions où des retranchemens peuvent être utiles, inutiles ou funestes, les combiner, quand on a résolu d'en construire, avec l'objet qu'on se propose, avec ce qu'on peut faire de ses troupes, avec ce que peut l'ennemi, et pour cela ne pas en abandonner la détermination à un ingénieur, si cet ingénieur n'est en même temps homme de guerre et tacticien : voilà le devoir des officiers qui commandent des troupes à la guerre; Il faut pour cela qu'ils aient les connaissances nécessaires, il faut qu'à cet effet il soit établi dans les troupes des écoles, et des écoles de pratique, bien plus que de théorie, pour la construction, l'attaque et la défense des fortifications de campagne. Je prouverai qu'en six mois un

officier pourra acquérir les connaissances indispensables sur cette partie de la science militaire. Ce seront ensuite, s'il est né homme de guerre, l'expérience, les occasions, la fermentation d'esprit qui naît toujours de la vue des choses et des évènemens, quand on a quelques lumières acquises, qui l'affermiront dans ces connaissances et lui apprendront à en faire usage.

Je viens de chercher à établir le véritable rapport que les fortifications de campagne doivent avoir avec la tactique et avec les opérations militaires : examinons maintenant l'influence que la grande fortification, la fortification permanente, c'est-à-dire les places de guerre, ont eue sur le système militaire de l'Europe. Cela nous conduira à chercher jusqu'à quel point cette influence devrait exister, et nous trouverons qu'il s'en faut que ce point soit celui où elle existe.

L'esprit d'imitation et de manie, qui fait aujourd'hui si prodigieusement augmenter l'artillerie et les troupes légères, semblait, sur la fin du dernier siècle vouloir convertir toutes les villes en places de guerre. Vauban et Cohorn donnaient une si grande célébrité à leur art, et presque toute l'Europe militaire était si ignorante alors, qu'il n'est pas étonnant que ces deux hommes, avec du génie et des principes, aient entraîné toutes les opinions. Cohorn fortifia la Hollande, Vauban fortifia la Flandre, le Rhin et une partie des frontières du royaume. Il bâtit ou répara près de cent forteresses. On vit, en Flandre surtout, s'élever des chaînes de places sur deux ou trois lignes; on vit en même temps, car les erreurs partant du même principe sont ordinairement contemporaines, des provinces entières couvertes par des lignes; ces lignes étaient, à le bien prendre, des *polygones multipliés* et ajoutés l'un à l'autre sur un développement immense. Tel est enfin le reste du préjugé répandu alors, que la plupart des calculateurs politiques, en pesant les forces de la France avec celles des États voisins, font encore entrer aujourd'hui pour beaucoup trop dans la balance cette quantité de places dont quelques-unes de ses frontières sont garnies, comme si des bastions pouvaient défendre à eux seuls les villes qu'ils enveloppent; comme si la destinée de ces villes, quelque bien fortifiées qu'elles soient, ne dépendait pas de la bonté et de la vigueur des troupes qui les défendent et les soutiennent; comme si enfin des places mal défendues ne tournaient pas à l'épuisement, à la honte et à l'esclavage certain des peuples vaincus, qui en ont été les constructeurs et les maîtres.

Qu'est-il cependant résulté de cette multiplication énorme de forteresses? Les guerres en sont devenues plus ruineuses et moins savantes : plus ruineuses du côté de l'argent et des hommes, parce qu'elles en ont consommé alors une bien plus grande quantité. Il a fallu construire ces places, il faut les entretenir; mais ce ne serait encore rien que cette mise de dépenses primitives et annuelles. Ces places construites, il faut les approvisionner; il faut les garder même en temps de paix; il faut en temps de guerre les couvrir, les défendre, attaquer celles de l'ennemi; d'où il a fallu augmenter de part et d'autre le nombre des troupes et de tous les attirails relatifs, entretenir ces troupes et ces attirails en temps de paix, par conséquent être perpétuellement dans un état de guerre qui ne laisse jamais respirer les peuples.

Voyons avec un peu plus de détail comment notre système de places a nécessairement augmenté les armées. Les places des anciens étaient simplement environnées d'un mur avec un fossé, et d'un mur dont les tours ou les autres ouvrages à flanc étaient peu saillans. Elles n'avaient point de pièces de fortification extérieure, par conséquent elles exigeaient des garnisons moins nombreuses; il fallait des armées moins considérables pour les investir et les assiéger. Les places modernes occupent des terrains bien plus vastes. Aux courtines de leur première enceinte tiennent des bastions, dont la capacité doit être grande, pour qu'ils soient susceptibles d'une bonne défense. En avant de cette enceinte, il y a un fossé, des demi-lunes, un chemin couvert, un glacis, puis des ouvrages extérieurs, quelquefois tellement multipliés les uns devant les autres, que le dernier de ces ouvrages se trouve à quatre ou cinq cents toises du corps de la place. On sent ce que des circonférences pareilles exigent de moyens pour être défendues et pour être investies.

Cependant, en même temps qu'un État construit des places sur ses frontières, l'État voisin tâche d'en construire sur les siennes; ainsi il s'élève à l'envi forteresse contre forteresse. C'est en Flandre surtout que s'est vue cette rivalité; on eût dit que la France, l'Autriche, la Hollande croyaient augmenter leur puissance en augmentant le nombre de leurs bastions. Ces boulevarts étant élevés de part et d'autre, il a fallu faire la guerre avec des armées plus nombreuses. Il fallait d'abord des garnisons dans les places, ensuite il fallait une armée pour faire les siéges, et souvent une autre armée pour les couvrir.

C'est déjà un grand mal occasionné par la multiplication et par le système actuel de nos places de guerre, que l'accroissement prodigieux des armées et des dépenses, puisque ce surcroît épuise les peuples et la population. Examinons maintenant si l'art de la guerre y a gagné, si les guerres en sont devenues plus vigoureuses et plus décisives.

Les armées étant devenues plus nombreuses, et traînant à leur suite une beaucoup plus grande quantité d'attirails, il eût fallu que la tactique eût fait, en raison de cet accroissement, des progrès relatifs; elle n'en fit pas, et par conséquent les armées ne furent que des masses plus compliquées, plus pesantes, plus difficiles à mouvoir et à nourrir. Il y eut moins de grands mouvemens en jeu de part et d'autre, moins de manœuvres, moins d'habileté. Dans les pays couverts de places, comme la Flandre, la guerre prit un caractère de routine et de mollesse, qui n'est certainement pas celui du génie. On peut à peu près calculer ce que chaque campagne devait produire. Une ou deux batailles, la plupart du temps conduites et décidées par le hasard, s'y donnent ou s'y reçoivent, soit pour couvrir des places, soit pour préparer ou couvrir des siéges. Celui qui les perd se retire derrière ces places, et celui qui les gagne fait ou finit tranquillement quelques siéges. La campagne suivante, c'est la même chose, et ainsi des autres, jusqu'à ce qu'un des deux partis, se sentant à ses dernières places, et par conséquent, suivant nos calculs actuels, à ses dernières ressources, se hâte de conclure la paix, c'est-à-dire, pour peindre d'un seul trait cette manière de guerre, que deux cent mille hommes de part ou d'autre vont pendant quelques années

sur la frontière, répandre beaucoup de sang et d'argent, sans qu'il en résulte ordinairement d'autre effet décisif que celui de la prise de quelques places, et de l'épuisement à peu près égal des vainqueurs ou des vaincus.

A voir cela, sous le point de vue de la philosophie et de l'humanité, il peut être heureux que, soit l'effet des places, soit celui de la routine établie, les guerres se passent ainsi en petites opérations, en alternatives de places prises et reprises, au lieu de conquérir et de ravager comme elles faisaient autrefois. Mais, à envisager l'objet militaire, l'art de la guerre y a sans doute perdu, puisque ses effets sont moins grands; puisqu'enfin ils ne remplissent pas le premier et le malheureux but qu'ils doivent avoir, celui de faire le plus de mal possible à l'ennemi, et de décider promptement les querelles des nations.

Il ne s'ensuit pas de là que l'art de construire de bonnes places, de les attaquer, de les défendre, porté au point où il l'est sur quelques parties, et perfectionné, comme il pourrait l'être, sur beaucoup d'autres, ne fasse honneur à l'esprit humain, et ne soit une branche intéressante de la vaste science de la guerre; mais on lui a fait jouer un trop grand rôle; on a oublié qu'il n'était qu'un accessoire, et que la grande tactique, la tactique des mouvemens, celle qui fait gagner les combats, était le principal; on a trop compté sur les places de guerre; on les a trop multipliées.

Il est très vrai que l'enchaînement de malheurs et de fautes qu'éprouva la France dans la guerre de succession, eût porté les alliés en Picardie et peut-être plus loin, sans toutes les places de Flandre qui les arrêtèrent pas à pas. Mais qu'est-ce que cela prouve en faveur de la multiplicité des places? Elles ont été utiles; elles ont rendu les progrès des alliés plus lents et moins décisifs; mais il fallait avoir une tactique et de bonnes troupes; il fallait ne pas laisser tomber la discipline établie par Louvois; il fallait s'être attaché à former des officiers-généraux; il fallait ne pas faire un Chamillard ministre, et les courtisans de Mme de Maintenon généraux; on eût tenu la campagne avec avantage; on eût conservé en Flandre l'ascendant qu'une armée nationale et voisine de son pays aurait dû naturellement avoir sur une armée de confédérés, dont quelques-uns étaient très éloignés de leur pays; on eût gagné les batailles, au lieu de les perdre : conséquemment on n'aurait pas eu besoin du secours désastreux des places. De ce qu'un enchaînement inouï de fautes et de maladresse, de ce que les vices de notre constitution militaire ont rendu quelques places utiles, n'en concluons donc pas en faveur de leur quantité.

Les places font, dit-on, la force de l'État. Cette assertion exige une large modification; car les places en elles-mêmes n'ajoutent pas plus à la force d'un État que ses arsenaux et ses attirails de guerre, qui ne deviennent des moyens que quand on a des armées en état de s'en servir. Il n'y a dans un État de force réelle et existante par elle-même, que des troupes portées au plus haut point d'instruction et de discipline. Ayez des places de guerre, et les meilleures possibles, si en même temps vous n'avez pas d'armée, ou si cette armée est mauvaise, ces places, quelque multipliées, quelque fortes qu'elles soient, ne serviront qu'à faire des garnisons prisonnières, et à affermir les conquêtes de l'ennemi. Qu'on voie la Hollande hérissée de places, et

défendue ordinairement par des troupes mercenaires et sans vigueur : en 1672, elle fut envahie presqu'en totalité dans six semaines. Elle ne fut sauvée que par ses inondations, par le parti qu'elle prit de mettre à la tête du peu de troupes qui lui restaient, le prince d'Orange qui leur rendit le courage, et reprit l'offensive sur les Français dispersés et affaiblis par la garde de ces mêmes places qu'ils avaient conquises, et mal à propos gardées, au lieu de les détruire. Dans l'avant-dernière guerre, on l'a vue de même prête à être envahie. Le maréchal de Saxe, supérieur en génie et en habileté aux généraux ennemis, avait donné l'ascendant à nos armées; il gagnait les batailles. De là, toutes les places mollement défendues ouvraient leurs portes : tant il est vrai que le destin des places est toujours réglé par celui des combats, que les places ne sont qu'un accessoire, et que l'important, ce à quoi il faut s'attacher, c'est à avoir une armée supérieure en manœuvre et maîtresse de la campagne.

Sans les places, les guerres seraient plus dévastatrices, l'intérieur des États courrait plus de risque. Voilà, de toutes les objections, la plus fondée, et celle qui milite le plus fortement en faveur des places. Approfondissons-la soigneusement. De la manière dont se fait la guerre aujourd'hui, il est constant qu'elles empêchent les incursions, et retardent l'invasion d'un pays. Il reste à savoir seulement si les places seraient des obstacles pour des armées autrement constituées que les nôtres, si une cavalerie infatigable et facile à nourrir, comme celle des Numides et des Tartares, craindrait de passer entre elles pour aller faire des courses dans le pays, et rentrer par une province opposée. Reste à savoir si un général, homme de génie, à la tête d'une armée qu'il aurait accoutumée à la patience, à la sobriété, aux choses grandes et fortes, n'oserait pas laisser derrière lui toutes ces prétendues barrières, et porter la guerre dans l'intérieur des États, aux capitales mêmes. Les doutes que je propose ici serviront peut-être à faire voir que, si les places retiennent l'ennemi sur les frontières, et éloignent la guerre du cœur des États, c'est plutôt à cause de l'espèce et de la similitude de nos constitutions, à cause de la routine de guerre que nous avons adoptée, que par rapport aux obstacles réels qu'elles opposent.

Mais il ne s'agit pas de la manière dont la guerre pourrait se faire, il s'agit de celle dont elle se fait; et relativement à cette dernière, relativement à nos constitutions militaires, et, bien plus encore à nos constitutions politiques, les places ont une utilité dont je vais parler, et qui me les ferait conseiller à la plupart des États de l'Europe. Cette utilité n'a peut-être pas été aperçue sous le même point de vue par leurs plus zélés partisans.

Dans la plupart des pays de l'Europe, les intérêts du peuple et ceux du gouvernement sont très séparés : le patriotisme n'est qu'un mot; les citoyens ne sont pas soldats; les soldats ne sont pas citoyens; les guerres ne sont pas les querelles de la nation, elles sont celles du ministère ou du souverain; cependant elles ne se soutiennent qu'à prix d'argent et au moyen des impôts; ajoutez que, dans quelques-uns de ces États, ces impôts sont excessifs; que le peuple y est mécontent, misérable, et dans une situation qu'aucune révolution ne peut empirer. Cela posé, je dis que, dans les états de cette nature, les places sont utiles; car, indépendamment des services qu'elles rendent

contre les troubles du dedans, il est important pour eux que les guerres avec l'étranger se fassent toujours hors des frontières; si elles pénétraient dans l'intérieur, il n'y aurait nulle ressource vigoureuse à attendre de la part des peuples. Indifférens et sans courage, ils baisseraient la tête sous le nouveau joug. Les malheurs pourraient amener de grands troubles et des secousses dans le gouvernement; tout au moins, ils occasionneraient des révolutions dans le ministère. Mais qu'il existe un État libre, un peuple qui ait des mœurs, des vertus, du courage, du patriotisme; un peuple qui fasse la guerre à peu de frais, parce que tous les citoyens s'armeront pour la défense commune, sans exiger de salaire; un peuple qui se gouverne par lui-même, et par conséquent, dans les temps de crise, mette nécessairement à sa tête l'homme le plus éclairé et le plus digne; je dirai qu'un tel pays peut se passer de places; qu'il doit même s'en passer, afin de conserver sa liberté; qu'en n'ayant point de places, il ne court aucun risque d'être subjugué : premièrement, il y a à parier que ses armées plus braves, mieux constituées, mieux commandées, arrêteront l'ennemi sur la frontière; si le contraire arrive, l'État ne sera pas en danger pour la perte de quelques lieues de pays; ses citoyens se rassembleront de toutes parts contre l'ennemi commun. Plus l'ennemi aura de succès, plus il faudra qu'il s'étende et qu'il s'affaiblisse; où sera l'ennemi, là sera la frontière, parce que, si je peux m'exprimer ainsi, l'État ne fera que se replier sur lui-même, et que partout où il restera de la terre et des hommes, l'État subsistera encore. Ainsi les campagnes de Rome étaient inondées par les Gaulois, Rome était détruite; mais ses chevaliers, son nom, ses destinées s'étaient retirés sur la colline du Capitole, en attendant qu'un citoyen rassemblât les débris de la nation, et vînt chasser les vainqueurs.

Résumons, le plus brièvement possible, ce que je pense sur les places de guerre. Elles se sont trop multipliées; elles sont comptées pour beaucoup trop dans la balance des forces des États, et dans le système actuel de guerre. Elles ont rendu les guerres plus ruineuses, en ce qu'elles ont obligé de renforcer et de multiplier les armées; elles les ont rendues moins savantes et moins décisives, en ce qu'elles ont fait négliger la grande tactique, l'art des batailles, en ce qu'elles ont, en général, rétréci les vues et les opérations militaires. D'un autre côté, elles ont rendu les guerres plus douces; elles empêchent les incursions, les dévastations; elles peuvent, bien défendues, empêcher ou retarder les conquêtes; elles ne procureraient peut-être pas ces derniers avantages, si les armées étaient différemment constituées, si un nouveau genre de guerre était substitué à la routine adoptée; mais cela n'étant pas, il faut compter les effets qui existent. Enfin, politiquement parlant, les places sont nécessaires à la plupart de nos gouvernemens; elles le seraient moins en proportion de ce qu'ils seraient plus libres, plus vigoureux, plus vertueux, plus aimés des peuples; elles le sont davantage, en raison de ce qu'ils s'éloignent plus de ces qualités.

Il me reste à dire comment les places peuvent être le plus avantageuses à un État. C'est quand, par exemple, les débouchés sur la frontière se réduisant à quelques points, ces places les occupent et les défendent; c'est quand la frontière se trouvant, par la nature du pays, ouverte et sans obstacle, elles

sont assises sur quelques points principaux, comme rivières, confluens de rivières, etc.; c'est lorsque, quelque part qu'elles soient assises, elles sont grandes, capables de contenir des magasins, des arsenaux, des entrepôts d'armée; c'est quand, étant ainsi, elles sont fortifiées de manière à recevoir de grosses garnisons, des débris d'armée; et cependant, au besoin, à pouvoir se défendre avec peu de troupes; c'est, en un mot, quand elles sont des places d'armes, des points d'entrepôt et d'appui, des bastions dont une armée bonne et manœuvrière est la courtine, ou en avant desquels cette armée peut agir offensivement avec la sûreté d'en retrouver l'appui en cas d'échec; ou enfin que cette armée peut les abandonner à leur propre force, en attendant les circonstances favorables d'attaquer l'ennemi qui les assiége.

Je reviens à dire qu'il faut que les places soient en petit nombre : si elles sont multipliées, il faut se consumer en grosses garnisons pour les garder, ce qui oblige à ne pas tenir la campagne et à prendre la défensive; ou, si l'on n'en met que de faibles, l'ennemi semble les menacer toutes, manœuvre, dérobe un mouvement, et finit par investir celles qui se trouvent dépourvues; au lieu de cela, si l'on n'a qu'une ou deux places à couvrir, on peut ne pas les perdre de vue, primer toujours l'ennemi sur chacune d'elles, et lui tenir tête avec toutes ses forces rassemblées. Ceci tient à l'opinion que j'ai établie ci-dessus, que la guerre en grand, la guerre de campagne doit toujours être l'objet principal, parce que c'est le sort des armées qui règle celui des places.

Je reviens de même à dire qu'il faut que les places soient grandes, de manière à pouvoir servir d'entrepôt et d'appui aux armées : si elles sont petites, si elles sont comme toutes nos places des second et troisième ordres, elles sont inutiles : elles ne sont pour les armées ni des points de retraite, ni des points de ralliement, ni des points d'établissement. Que l'ennemi les assiége, elles ne peuvent manquer d'être prises; qu'il ne veuille pas les assiéger, il lui est aisé de les masquer, il peut souvent même, sans inconvénient, les laisser derrière lui. Met-on de faibles garnisons dans des places de cette nature? les ouvrages abandonnés à la défensive de méthode sont bientôt accablés par la supériorité de l'assiégeant. Y place-t-on des garnisons nombreuses? elles n'en sont souvent que plus tôt prises, parce que ce nombre y devient embarras, parce que la plupart des commandans ignorent l'art de se créer des dehors sous les approches de l'ennemi, et de profiter de la force de leur garnison pour rendre leur défense offensive. Enfin la grande et la décisive raison qu'on peut donner contre cette sorte de places, c'est qu'il est tout au moins inutile de les construire à l'avance et à grands frais; c'est qu'à la guerre il serait possible de suppléer à l'objet momentané qu'elles remplissent par des postes fortifiés momentanément. A-t-on besoin d'un entrepôt, d'une tête de quartier, d'un point pour défendre un débouché? Qu'on choisisse une ville, un village, une hauteur, un terrain avantageux, qu'on emploie beaucoup de bras à s'y retrancher; dans peu de jours on va en faire un poste où de bonnes troupes et un homme de tête se soutiendront assez pour donner le temps à l'armée de les secourir. Quels services rendent de plus les petites places construites et entretenues à grands frais? On peut at-

tendre un siècle entier avant que l'occasion se présente d'en faire usage; alors on les laisse dégrader, ou si on les entretient, voilà, pendant un siècle, des dépenses annuelles qui forment des sommes considérables, et qui auraient pu être bien plus utilement employées; cependant, quand elles sont assiégées, si une armée ne vient à leur secours, elles finissent par être prises; ainsi, à quelques jours près, les postes élevés en terre, tels que je les propose, rempliraient encore l'objet qu'elles remplissent aujourd'hui. En un mot, ces derniers ont des avantages que les places ne peuvent avoir; c'est que la circonstance détermine leur position, et par conséquent la détermine toujours bien plus convenablement à l'objet du moment; c'est que la circonstance ayant changé, on abandonne le poste, ou on le rase, pour en aller faire un autre ailleurs; c'est qu'on fait son poste proportionnément à l'objet qu'on veut qu'il remplisse, au nombre de jours qu'on veut qu'il tienne, au nombre ou à l'espèce de troupes qu'on veut y mettre, à la force et à l'habileté de l'ennemi qu'on a devant soi; c'est qu'enfin l'officier qu'on charge de la défense du poste préside en même temps à sa construction, la dirige suivant ses vues de défensive et ses moyens, tandis qu'au contraire, dans la plupart des places, ses vues et ses moyens se trouvent en contradiction avec l'espèce, la disposition trop grande ou trop bornée de leurs ouvrages.

L'inconvénient de toutes les places, et un inconvénient qui devient plus sensible à proportion qu'elles sont plus multipliées, c'est qu'en général les circonstances qui en ont déterminé l'assiette et le système de construction, venant à changer par la révolution des évènemens, ces places se trouvent ou inutiles, ou mal emplacées, ou sans rapport avec les circonstances du moment. Pour nous convaincre de cette vérité, jetons les yeux sur deux cents places qu'on compte en France. Un homme qui n'aurait pas réfléchi sur leur position serait porté à croire qu'avec cette quantité de forteresses, toutes les provinces du royaume sont couvertes, et nous avons des frontières qui en sont absolument dégarnies; il n'y en presque point dans nos provinces maritimes; nos plus grands ports, nos établissemens de marine sont à peine, du côté de terre, à l'abri d'un coup de main. Ailleurs nous avons deux ou trois lignes de places : nous en avons dans des points où elles ne couvrent rien, où elles ne défendent rien; c'est que la frontière, dans de certaines parties, s'est avancée, et que dans d'autres elle a reculé; c'est qu'autrefois on avait pour système d'opposer place à place, et que celles de l'ennemi ne subsistant plus, les nôtres sont, dans quelques points, devenues inutiles; c'est qu'alors on avait la manie de tout fortifier; c'est qu'aujourd'hui cette branche de l'administration n'est pas conduite sur un plan plus déterminé. On n'a ni le courage de raser ou d'abandonner totalement une partie des places, ni assez d'argent pour les entretenir; on les répare à demi. Il en est d'inutiles qu'on conserve par respect pour Vauban, ou pour d'autres préjugés de routine; il en est qu'on augmente, parce que des villes ont des octrois qui font les fonds annuels de leur entretien, et qu'il est de règle établie que ces fonds doivent être employés aux fortifications de ces villes, ces villes n'en eussent-elles pas besoin. Il en est que les directeurs ou ingénieurs en chef se plaisent à bouleverser ou surcharger de pièces inutiles, afin de con-

trecarrer l'opinion de leurs prédécesseurs, ou de suivre la leur. Il en est autour desquelles on fait des enceintes d'ouvrages qu'une armée seule pourra défendre; travaux sur l'immensité, sur l'inutilité et sur la cherté desquels on ne peut s'empêcher de gémir quand on songe que, si on n'a pas une armée à jeter dans ces ouvrages, ils ne sauveront pas la place; que, si l'on a une armée, il vaudrait mieux qu'elle tînt la campagne, qu'elle couvrît la place par une position bien prise ou par une guerre de mouvemens, et qu'enfin, en cas de malheur ou d'infériorité trop grande, elle se retranchât sous la place, et se soutînt dans ses dehors jusqu'à ce que la fortune eût changé.

On voit combien il serait important que le gouvernement s'occupât de cet objet, qu'il arrêtât à cet égard un plan combiné sur la situation actuelle du royaume et sur les véritables principes de la guerre. Si j'ai bien démêlé ces derniers, ce plan devrait être d'avoir, dans toutes les provinces frontières, à proportion de leur étendue, une ou plusieurs grandes et bonnes places situées non-seulement dans la position la plus avantageuse en elle-même, mais dans celle qui, à voir la chose en grand, couvre ou appuie le mieux la frontière; ce que j'ai appelé, en un mot, des places à entrepôt et à ralliement.

Ce serait d'avoir, en arrière des provinces frontières et dans quatre points principaux pour la totalité du royaume, quatre autres places destinées à recevoir les fonderies, les arsenaux, les ateliers de fabrication militaire de toute espèce; car il est inouï que la plupart de ces établissemens se trouvent sur la frontière et dans des villes de première ligne. Nos deux établissemens d'artillerie sont à Douai et à Strasbourg; presque tous nos fers coulés et nos armes blanches se manufacturent dans des villages sur la frontière, et tellement sans protection, que toutes les fois que la guerre en approchera, il ne tiendra qu'à un parti ennemi d'y venir mettre le feu.

Ce serait, après avoir déterminé les grandes places qu'il est important à la France d'entretenir, ainsi que les quatre places d'ateliers et d'arsenaux dont je viens de parler, de faire dans ce système les changemens que les circonstances exigeront, comme, par exemple, à la suite d'une guerre malheureuse, et qui aura rendu frontière une province qui ne l'était pas, de fortifier cette province ainsi que l'était celle qu'on a perdue; et de même dans une guerre heureuse et qui aura reculé les frontières du royaume, d'abandonner les fortifications des anciennes limites, et de fortifier les nouvelles, en sorte que l'État ait des frontières sur lesquelles, ou en avant desquelles ses armées puissent faire la guerre avec avantage, et que toutes les dépenses relatives à la construction et à l'entretien des places, soient appliquées avec combinaison et avec fruit; ce serait enfin d'abandonner l'entretien de toutes les autres places, ou peut-être de les faire raser, parce que ce grand nombre de forteresses, la plupart trop petites, mal situées, à demi-dégradées, est ruineux, inutile et contraire aux bons et véritables principes de la guerre, et parce qu'en cas de guerre on peut, ainsi que je l'ai avancé, suppléer avantageusement à cette espèce de places par des postes retranchés relativement à l'objet du moment.

Mais, pour exécuter avec fruit des changemens si importans, il faut au préalable avoir perfectionné toutes les

parties de notre constitution militaire : il faut avoir des troupes à l'épreuve et manœuvrières, des généraux sachant les conduire, et qui, osant s'écarter de la routine établie, adoptent, pour ainsi dire, un nouveau genre de guerre. Il faut des troupes infatigables, accoutumées aux travaux, et qui puissent au besoin et promptement créer les places mobiles dont j'ai parlé, comme les légions romaines construisaient les *castrums* qu'elles employaient au même usage ; il faut exercer ces troupes à la construction et à la défense de ces postes, avoir sur cet objet des écoles continuelles et bien dirigées : il faut enfin former les bras et le courage des soldats, l'instruction des officiers ; car les troupes étant une fois parvenues à ce point de perfection, avec de la terre et des hommes, on fait aisément des postes qui remplissent l'objet des places.

Feu M. le maréchal de Broglie avait prouvé cette vérité à Prague. Dix-huit ans après, ses successeurs ont renouvelé son exemple à Cassel et à Gœttingen. Gœttingen n'avait qu'une enceinte en terre, dégradée et susceptible d'insulte presque partout. En un mois, elle fut mise en état de défense, approvisionnée et abandonnée à ses propres forces. Les ennemis s'approchèrent et furent étonnés de voir une place menaçante où ils ne s'attendaient qu'à trouver un poste insultable. A Cassel, M. le comte de Broglie créa une partie de ses dehors pendant le siége. Il en créa quelques-uns sous le feu de l'ennemi. Il élevait travail contre travail, terre contre terre. Qu'on suive l'histoire en un mot, ce sont ces places du moment, si je peux m'exprimer ainsi, qui ont soutenu les siéges les plus vigoureux ; c'est qu'un commandant, qui sait réparer une mauvaise enceinte, imaginer des obstacles, les faire naître, les avancer, pour ainsi dire, sur les pas de l'assiégeant, a ordinairement dans la défense de ses travaux, l'intelligence, le sang-froid et l'opiniâtreté d'exécution.

Ayant osé avancer mes opinions sur le véritable usage qu'on devrait faire des fortifications, je peux, bien à propos du corps qui les dirige, oser dire que, dans cette révolution de systèmes, il y aurait une autre constitution à lui donner, une constitution qui le rapprocherait davantage des troupes et de la connaissance de toutes les autres parties de la guerre ; qui lui donnerait même sur l'art qu'il cultive, des écoles plus instructives et plus militaires ; qui enfin, détruisant beaucoup de préjugés, suite de la constitution actuelle et de la manière dont on le fait servir, le rendrait propre à plus et de plus grands objets.

CHAPITRE VII.

Considérations générales.

Alors même que l'histoire ne nous apprendrait pas que les Grecs sont les premiers qui ont réduit l'art d'ordonner les troupes en dogmes et en principes, nous serions forcés d'en convenir en voyant le nom de cet art tirer son origine d'un mot grec. Ainsi, l'Europe militaire voudrait en vain désavouer que les armes et les documens de la France lui ont donné le ton pendant plus d'un siècle : presque tous les termes techniques de l'art de la guerre, tirés de notre langue, déposeraient contre elle. Aux yeux de la plupart des militaires, la tactique n'est qu'une branche de la guerre, aux miens elle

est la base de cette science ; elle est cette science elle-même, puisqu'elle enseigne à constituer les troupes, à les ordonner, à les mouvoir, à les faire combattre ; elle est la ressource des petites armées et des grandes armées, elle peut suppléer au nombre et manier la multitude ; elle embrasse la connaisance des hommes, des armées, des terrains, des circonstances ; car ce sont toutes ces connaissances réunies qui doivent déterminer ses mouvemens.

Il faut diviser la tactique en deux parties : l'une élémentaire et bornée, l'autre très composée et sublime. La première renferme tous les détails de formation, d'instruction et d'exercice d'un bataillon, d'un escadron, d'un régiment. La seconde partie est à proprement parler la science des généraux ; elle embrasse toutes les grandes parties de la guerre, comme mouvemens d'armées, ordres de marches, ordres de batailles ; elle tient par là et s'identifie à la science du choix des positions et de la connaissance du pays, puisque ces deux parties n'ont pour but que de déterminer plus sûrement la position des troupes. Elle tient à la science des fortifications, puisque les ouvrages doivent être construits pour les troupes et relativement à elles ; elle tient à l'artillerie, puisque les mouvemens et l'exécution de cette dernière arme doivent être combinés sur leur position et leurs mouvemens ; elle est tout, enfin, puisqu'elle est l'art de faire agir les troupes, et que toutes les autres parties ne sont que des choses secondaires qui, sans elle, n'auraient pas d'objet ou ne produiraient que de l'embarras ; il n'existe pas d'écrits dogmatiques sur cette seconde partie. La tactique disparut avec les beaux jours de l'empire romain : perdue sous les ruines de l'empire d'Occident, inconnue pendant les siècles qui suivirent, elle fut relevée par Nassau et Gustave-Adolphe. Après eux, elle ne fit aucun progrès ; Puységur posa quelques principes ; le maréchal de Saxe n'eut pas le temps de recréer l'art : cette gloire était réservée au grand Frédéric. Il fit voir à l'Europe le phénomène d'une armée nombreuse et à la fois manœuvrière et disciplinée ; il prouva que les mouvemens d'une armée de cent mille hommes sont assujettis à des calculs aussi simples, aussi certains que ceux de dix mille hommes ; que le ressort qui fait mouvoir un bataillon étant trouvé, il ne s'agit plus que de combiner une plus grande quantité de ces ressorts et de savoir les manier. Ses victoires ont démontré l'excellence de ses découvertes ; alors on s'est jeté sur ses documens ; on l'a imité sans méditation, sans discernement et sans tenir compte de l'influence que le génie particulier de chaque peuple, que la nature du gouvernement et des armes doivent exercer sur la tactique, et des différences qui inévitablement en résultent.

Dans les premiers temps, chaque nation avait son armure, sa tactique, sa constitution particulière, et ces différences durent varier les ordonnances. Il fallait aux Grecs, armés de piques, un ordre condensé qui les unît et qui favorisât leur impulsion ; comme ils étaient ingénieux, ils firent de la tactique un art de complication et de calcul ; chaque homme, chaque file eut son nom. Les Romains, armés de *pilums*, d'épées et d'autres armes de main, eurent besoin de plus d'espace et de liberté dans leurs rangs. Moins subtils et plus guerriers que les Grecs, ils créèrent un ordre plus simple, plus maniable, qui leur permettait non

seulement plus de rapidité, mais encore de se secourir mutuellement. La cavalerie numide et espagnole, armée de lances, ne dut combattre que sur un rang, et à de grands intervalles, afin de prendre librement carrière et de manier plus librement son arme. Ainsi fit la cavalerie thessalienne, qui était à demi-nue et armée de haches, tandis que les cavaleries grecque et romaine, plus massives et armées d'épées, se formèrent sur plusieurs rangs. Les Gaulois, robustes, ignorans et braves, méprisèrent toute espèce de tactique et s'armèrent d'épées. Les Francs, plus braves encore et plus impétueux, allaient à l'ennemi avec de grands cris et n'ayant pour toute arme qu'une espèce de hache appelée francisque; ils la lançaient à dix pas de l'ennemi, se servant ensuite d'une épée courte et tranchante.

Jusqu'à l'époque de la découverte des armes à feu, et même jusqu'à la fin du dix-septième siècle, le génie des peuples influa encore sur leur ordonnance et sur leur armement. La cavalerie allemande, toujours pesante, tenait aux lances, aux armures de toutes pièces, escadronnait sur trois rangs et pouvait, ainsi formée, en envoyer un à la charge et contenir les deux autres. L'infanterie de cette nation était entièrement composée de gens de traits et d'arquebusiers; elle était la première de l'Europe pour les armes de jet et de feu, la plus molle pour les attaques et pour les combats corps à corps. L'infanterie Suisse, armée de piques, était propre à tous les ordres de consistance et de profondeur, en raison de son phlegme et de l'ordre inaltérable qu'elle conservait dans ses files; il en était de même de l'infanterie espagnole. A cette époque, il était à peine question en Europe des Prussiens et des Russes; les Suédois et les Danois, peuples du nord de la Germanie, se modelaient sur les Allemands. Les Français, sans ordre, sans discipline, peu propres aux combats de feu et de plaines, se montraient redoutables dans les attaques de postes et à l'épée. Ils avaient, ainsi qu'aujourd'hui, ce premier moment de vigueur et d'impétuosité, ce choc qu'un jour rien n'arrête et que le lendemain un léger obstacle rebute. Notre cavalerie fut la première à renoncer à la formation de profondeur à cause de la difficulté qu'elle éprouvait à observer ses files. Toute la cavalerie de l'Europe avait conservé ses armes défensives; faisait usage du feu, combattait sur trois rangs en masse et au trot; la nôtre, seule, était nue, armée d'épées, formée sur deux rangs, et allait à la charge à toutes jambes et sans ordre. Les Anglais n'avaient pas de tactique, rarement de grands généraux; mais un ordre qui tient à la force de leurs armes, un courage peu capable d'offensive, mais difficile à faire reculer.

Aujourd'hui, toutes les nations de l'Europe, mêlées, confondue par les mœurs, la politique, les voyages, se modèlent les unes sur les autres; mais c'est dans les constitutions et les méthodes militaires que cette imitation est surtout générale et marquée; elles ont les mêmes armes et la même ordonnance, soit parce que le même degré d'entendement et de lumières, les éclairant simultanément, elles ont senti la supériorité des armes à feu sur les armes de jet des anciens; soit qu'étant devenues molles et oisives, maladroites, inexpertes aux exercices de corps, elles ont dû préférer de concert une arme qui exige moins de courage, de force et d'adresse; la même ordonnance, parce que, ainsi que je l'ai ob-

servé ci-dessus, c'est toujours l'espèce des armes qui détermine l'ordonnance des troupes. A quelques différences près, toutes les troupes de l'Europe ont les mêmes constitutions, imparfaites, mal calculées sur leurs moyens et dont l'honneur ni le patriotisme ne sont la base. Ces armées sont composées de la portion la plus vile et la plus misérable des citoyens, d'étrangers, de vagabonds, d'hommes qui, pour le plus léger motif d'intérêt ou de mécontentement, sont prêts à quitter leurs drapeaux.

La manière dont les anciens faisaient la guerre était plus propre à rendre les nations braves et belliqueuses : un peuple battu à la guerre éprouvait les dernières misères ; souvent on égorgeait les vaincus, ou on les traînait en esclavage. La crainte de ce traitement, faisant une forte impression sur les esprits, devait nécessairement porter les peuples à perfectionner la discipline et à se livrer avec plus d'ardeur aux exercices militaires. Cette crainte devait rendre la guerre la première des professions. Mais, de nos jours, la civilisation ayant étendu ses bienfaits, les guerres sont devenues moins cruelles : le sang n'est plus répandu que dans les combats, on respecte les prisonniers, on ne saccage plus les villes, on ne ravage plus les campagnes. Les peuples vaincus acquittent seulement des contributions ; et, conservés par le conquérant, leur condition n'empire pas. De là, les nations prennent moins d'intérêt aux guerres ; la querelle qui s'agite n'est plus exclusivement la leur ; ils la considèrent comme celle du gouvernement : de là le soutien de cette querelle abandonné à des mercenaires, et l'état militaire regardé comme un ordre onéreux, et qui ne doit pas compter parmi les autres ordres de citoyens ; de là surtout l'extinction du patriotisme, et, conséquence inévitable, le relâchement des courages.

L'éducation du soldat devrait embrasser trois objets : 1° les exercices du corps, 2° les exercices d'armes et d'évolutions, 3° la représentation des différentes situations où l'on peut se trouver à la guerre ; le premier de ces objets devrait entrer dans l'éducation de toute la jeunesse du royaume. C'est l'excès de la tenue que j'attaque, et non la tenue raisonnée ; contenue en de justes proportions, elle est indispensable, elle est une preuve de discipline, elle contribue à la santé du soldat, elle l'élève elle le place dans la classe des citoyens aisés. Elle n'était pas négligée chez les Romains : elle se portait particulièrement sur leurs armes ; mais elle ne les empêchait pas de s'occuper de travaux durs et pénibles : ces derniers faisaient la base et l'objet principal de leur éducation. Une armée romaine essuie des revers en Espagne : le sénat envoie Caton pour la commander : il la trouve répandue dans des quartiers, indisciplinée, amollie, chargée d'or et de honte. Les soldats étaient parés comme des femmes. Caton les fait camper, les exerce, les tient sans cesse en mouvement, les accable de travaux : « Romains indignes, leur dit-il, jusqu'à ce que vous sachiez vous laver dans le sang, je vous laverai dans la boue. »

Mais c'est en vain que l'on formera des soldats endurcis et guerriers tels que l'étaient les légionnaires à Rome, si l'on ne remet cette profession en honneur, si l'on n'attache à elle par un espoir flatteur et lucratif ; si l'on n'augmente pas sa paie, immobile depuis deux cents ans, tandis que les denrées et salaires ont doublé, triplé ;

si l'on ne lui fait désirer la guerre, qui lui promet des récompenses; enfin, si l'on n'assure des secours à ses infirmités, à sa vieillesse, à sa femme et à ses enfans.

CHAPITRE VIII.

Ordonnance de l'infanterie. — Sa formation. — Principes qui doivent déterminer l'une et l'autre.

Constituée et armée uniformément, ainsi qu'elle l'est aujourd'hui, il n'y a plus qu'une sorte d'infanterie et par conséquent qu'une seule ordonnance, variée à la vérité suivant les terrains, et cependant la même dans sa base et dans ses principes. Les anciens, ayant de l'infanterie pesante et de l'infanterie armée à la légère, étaient obligés d'avoir une ordonnance pour chacune d'elles. Notre infanterie, au contraire, réunit les deux propriétés, puisque le fusil, armé de sa baïonnette, est à la fois une arme de jet et de main; par le fusil, elle est donc propre aux combats de jet, et par la baïonnette, aux combats de choc. Le fusil, armé de sa baïonnette, est une arme supérieure à toutes celles en usage jusqu'à nos jours. Cette arme pourrait cependant être perfectionnée; il y a un parti plus grand à tirer de la baïonnette; on devrait calculer et enseigner une sorte d'escrime pour son emploi, pour la croiser, pour empêcher d'en gagner le feu. L'infanterie, étant propre à la double action du feu et du choc, il lui faut une ordonnance qui règle, qui explique l'usage de ces deux propriétés; mais, en cas qu'une seule ordonnance ne puisse suffire à ce double objet, et que l'on reconnaisse que deux soient nécessaires, il faut que, de celle qui sera reconnue être l'ordonnance primitive, habituelle, on puisse passer facilement et avec promptitude à l'ordonnance accidentelle et momentanée. Mais, laquelle sera l'ordonnance primitive et habituelle? L'ordonnance du feu, ou celle du choc? Cette question veut être examinée. Avant d'être en mesure d'aborder l'ennemi, il faut se mettre en bataille, arriver à l'ennemi sans être mis en désordre ou détruit par son feu; il faut au contraire lui faire craindre aussi du feu : donc il est nécessaire que l'ordonnance primitive et habituelle soit l'ordonnance propre au feu, c'est-à-dire l'ordre mince : je déterminerai la proportion.

La multiplicité de l'artillerie, la science du choix des postes, celle des retranchemens ont rendu aujourd'hui les actions de choc infiniment rares; celles de feu étant plus communes, raison de plus pour que cette ordonnance soit la première. On m'objectera peut-être que la nature du terrain ou la situation de l'ennemi exigent qu'on aille à lui sans tirer et qu'on engage une action de choc. Je suis, plus que personne, partisan de cette manière d'attaquer; c'est celle du courage, c'est celle de la nation, et presque toujours celle de la victoire. Je vais prouver maintenant que l'ordre mince est presque toujours le plus avantageux et le plus favorable pour engager une action de choc.

Commençons par détruire le préjugé d'après lequel on croyait augmenter la force d'une troupe en augmentant sa profondeur. Toutes les lois sur le mouvement et le choc des corps deviennent des chimères quand on veut les appliquer à la tactique; d'abord, un corps ne saurait être comparé à une masse; car cette masse n'est pas

un corps compacte et sans interstices. Puis, dans une troupe qui aborde l'ennemi, il n'y a que les hommes du rang qui le joint qui aient force de choc; tous ceux qui sont derrière eux ne pouvant se serrer et s'unir avec l'adhérence et la pression qui existerait entre des corps physiques; ils sont inutiles et ne font souvent qu'occasionner du désordre et du tumulte. Enfin, ce prétendu choc, pût-il avoir lieu de manière à ce que tous les rangs y contribuent, il existe dans une troupe composée d'individus qui, machinalement du moins, calculent et sentent le danger, une sorte de mollesse et de désunion de volontés qui ralentit nécessairement la détermination de la marche et la mesure du pas. De là, plus de quantité entière, absolue de mouvement, plus de produit de masses et de vitesse, plus de choc; car le choc suppose que la vitesse, une fois imprimée au corps et mue par la force motrice, continue jusqu'à la rencontre du corps choqué.

Mais, dira-t-on, si vous niez que la profondeur de l'ordonnance ajoute à la force, alors vous voulez que l'infanterie soit rangée sur un homme de hauteur. Non, mais je veux que la profondeur de l'ordonnance soit déterminée par l'espèce d'armes et par la protection que ces armes peuvent porter au premier rang. Or, trois hommes, l'un derrière l'autre et bien exercés, peuvent tirer avec facilité; les baïonnettes du second et du troisième rang, peuvent, lorsque les rangs se serreront, former frise et appui pour le premier. Donc, je veux qu'on se forme sur trois rangs, et dans aucun cas sur quatre ou six; car, au-delà de trois hommes de profondeur, on ne tire ni feu ni augmentation de force des rangs qui se trouvent derrière les trois premiers. S'il arrivait cependant que la nature du terrain, qui conduirait à couvert sur l'ennemi, ou que l'attaque d'un retranchement, ou enfin quelque autre circonstance, qui doit être promptement jugée, rendit la diminution du front nécessaire pour se renforcer sur un point pour y attaquer et percer, alors il faut former l'infanterie en colonnes; mais ce ne sera pas pour avoir la pression exacte et chimérique que quelques tacticiens se promettent, ni pour augmenter la prétendue force du choc; ce sera pour se procurer cette succession continue de mouvement qui fasse qu'une division, entraînée par la division suivante, soit comme forcée d'arriver sur le point où l'on veut faire effort; ce sera surtout parce que cet ordre donne de la confiance au soldat et intimide l'ennemi. Voici en résumé mon opinion sur cette question grave : l'ordonnance primitive et habituelle de l'infanterie doit être sur trois rangs de profondeur; l'ordonnance momentanée et accidentelle sera en colonne. Puis, c'est au moyen de la fréquence des exercices et manœuvres que l'on parviendra à passer, selon l'occurence, avec ordre et rapidité de l'une à l'autre de ces ordonnances : le succès en dépend.

Si l'on objecte qu'il est difficile de faire marcher en ligne mince et flottante un bataillon dont on a étendu le front aux dépens de la profondeur, je répondrai qu'on y parvient en divisant cette ligne elle-même en plusieurs parties. Un bataillon formé sur trois rangs doit avoir un front de cent quarante à cent quatre vingts files, ce qui porte le bataillon de quatre cent vingt hommes à cinq cent quarante : tout ce qui est au-dessous du premier chiffre est trop faible pour supporter quelques pertes; tout ce qui est au-dessus est trop

étendu et trop flottant. Guibert n'approuve pas la composition d'un bataillon de guerre ou de campagne porté à huit cents hommes, en même temps qu'il veut que ces bataillons soient portés au plus à cent quatre vingts files, et constamment tenus au complet au moyen d'hommes robustes et exercés dans les dépôts. Le nombre impair est la base de toute formation du bataillon; division de droite, division de gauche et division du centre; chacune se compose de trois compagnies; trois bataillons forment un régiment, trois régimens une division, et trois divisions forment l'infanterie d'une armée. Le Le nombre trois divise une troupe en trois parties: droite, gauche et centre, et cette division est plus favorable aux combinaisons de la tactique que la division en quatre parties; choisie par les Grecs, elle fut adoptée par Gustave-Adolphe et Charles XII. Il était nécessaire, pour procéder avec méthode, de poser d'abord les principes de l'ordonnance et de la formation de l'infanterie. Loin de rien détruire, Guibert veut seulement tirer parti de ce qui existe, et, moyennant quelques légers changemens, nos bataillons, dont la formation est la plus avantageuse, réuniront les propriétés du feu, du choc, de la légèreté et même de la profondeur.

Les anciens apportaient une attention particulière à la formation des files; chacune d'elles, chaque soldat avait un nom particulier; la nomenclature de leur tactique était immense. Chez les Romains, un soldat occupait toujours la même place dans la même file; il était désigné par un numéro gravé sur son bouclier. Les officiers de chaque centurie, de chaque cohorte, étaient distingués par des panaches de diverses couleurs. Ce point est trop négligé de nos jours; on devrait, dans la formation des rangs, avoir surtout égard à la vétérance du soldat; la formation unique, exclusive par taille, n'aboutit qu'à une vaine parade; elle humilie l'ancien soldat qu'elle laisse constamment au dernier rang; Guibert voudrait que le premier rang fût composé des soldats les plus anciens.

Les principes de la marche chez les Grecs et les Romains se sont perdus avec les détails intérieurs de leurs écoles de tactique; on ne peut cependant douter qu'elle ne fût uniforme et cadencée; mais nous ne connaissons ni le mécanisme, ni la mesure, ni la vitesse de leurs pas. Ce n'est qu'au commencement du dix-huitième siècle que la marche cadencée a été adoptée en Europe; le maréchal de Saxe, qui contribua puissamment à l'introduire dans nos armées, disait que tout le secret de la tactique est dans les jambes. Guibert distingue trois sortes de pas : ordinaire, accéléré et pas de course; selon lui, la mesure du pas ordinaire doit être de vingt pouces; fixée à deux pieds, il fatigue le soldat d'une taille peu élevée. La vitesse du pas ordinaire doit être de quatre-vingts par minute, de cent soixante pour le pas redoublé et de deux cent vingt pour le pas de course. La nécessité d'assujettir le soldat à l'égalité du pas, sous le double rapport de l'étendue et de la vitesse, n'a plus besoin d'être démontrée. Le pas de flanc, ou par file, est la base de tous les déploiemens. Les compagnies, chacune en particulier, ayant été dressées à la marche, on en réunira successivement deux, trois, quatre, puis le bataillon entier, puis le régiment. Le pas ordinaire est le pas de principe, de parade. Il faut sans doute qu'une troupe qui marche en bataille soit alignée; mais quel est l'objet de cet

alignement et jusqu'à quel point faut-il le porter?

Alors que tous les combats d'infanterie se terminaient à l'arme blanche et par le choc, il était indispensable que l'alignement d'une troupe allant à la charge fût d'une régularité exacte, aussi voit-on que l'on s'en préoccupait beaucoup en Grèce et à Rome; mais aujourd'hui qu'il arrive peu que deux corps d'infanterie s'abordent, se heurtent et se croisent à la baïonnette, l'alignement trop minutieux, trop symétrique, devient un point non seulement difficile, mais encore impossible à atteindre si la ligne d'infanterie est considérable. L'alignement vraiment utile consiste donc dans un accord de mouvement de la perfection duquel on approchera plus ou moins selon que l'étendue du front ou la nature du terrain le rendront possible, mais qui n'engagera jamais à faire ralentir ou raccourcir le pas; car le premier objet de la marche est d'avancer : toute marche qui ne remplit pas cet objet est puérile et ridicule. L'infanterie doit seulement marcher devant elle, droit et perpendiculairement à l'extrémité de ses ailes, de manière à arriver avec exactitude à une donnée parallèle à son front. Guidé ainsi, un bataillon ne flottera pas, ne s'ouvrira pas, ne se jettera pas sur son intervalle, et lorsqu'on aura ordonné à une ligne d'infanterie de se porter sur tel point, soit pour atttaquer l'ennemi, pour l'embrasser ou pour le tourner, cette ligne arrivera droit à l'objet indiqué : l'officier, qui conduira une aile de cette ligne, prendra une direction de marche perpendiculaire au front de l'ennemi en donnant aux parties qui débordent une direction offensive sur le flanc; les études du champ d'école auront appris à assurer l'alignement et la direction de la marche : ces deux points sont importans.

Les évolutions faites devant l'ennemi doivent être faciles, en petit nombre, et surtout exécutées avec promptitude; car le mouvement que fait une troupe pour passer d'un ordre à un autre la jette nécessairement dans un état de désunion et de faiblesse d'où il est important qu'elle sorte le plus promptement possible. Il n'y a pas d'évolution dangereuse en elle-même; tout dépend de la circonstance à laquelle on l'applique, et cet à-propos consiste dans la combinaison la plus précise du temps qu'on emploiera à faire son mouvement, et de celui nécessaire à l'ennemi pour venir le troubler. La pratique seule peut servir de guide.

L'école du soldat, le maniement d'armes, la marche, les feux, les évolutions, les mouvemens de conversion, les formations en colonne, en bataille, les changemens de front ont été traités par Guibert avec des détails étendus et didactiques que nous ne croyons pas devoir reproduire dans la crainte de surcharger inutilement notre texte, puisque ces matières ont été l'objet de de règlemens spéciaux et élémentaires qui laissent peu à désirer. Le lecteur reconnaîtra que, par suite du plan que nous avons adopté, nous avons soin de ne traiter que des questions d'un intérêt général et élevé.

CHAPITRE IX.

Essai sur la tactique de la cavalerie.

En tenant compte de la différence essentielle qui existe entre l'arme de l'infanterie et celle de la cavalerie, il doit cependant régner entre elles une

grande analogie puisque elles concourent au même but, chacune selon ses moyens. Le bataillon et l'escadron étant formés, les détails cessent et leurs efforts n'ont plus qu'un seul objet; ce sont des pièces d'échiquier qui, ainsi que l'artillerie, se trouvent dans la main du même joueur. Un général en chef, digne de ce nom, doit combiner leurs ressources et les faire concourir à un résultat unique.

Chez les nations sans discipline et sans lumières, la cavalerie est la première arme des armées; dans celles ou la discipline et les lumières ont fait des progrès elle devient la seconde; mais la seconde, nécessaire, indispensable et souvent décisive. La perfection de l'art militaire ouvre aux opérations de l'infanterie une carrière plus vaste qu'à celles de la cavalerie. L'infanterie, propre aux travaux, aux siéges, aux combats, à toutes les natures de pays, peut se suffire à elle-même, tandis que la cavalerie, qui n'est propre qu'à une seule action, qu'à une seule nature de terrain, ne saurait se passer de la protection de l'infanterie. En même temps que je considère la cavalerie comme la seconde arme, je dis aussi qu'elle est partie essentielle, constitutive d'une armée. En effet, c'est souvent la cavalerie qui décide le sort des combats, qui en complète les succès, qui protége l'infanterie lorsqu'elle est dispersée; c'est elle qui fournit les avant-gardes, qui tient la campagne, c'est à elle que sont exclusivement confiées les expéditions rapides. L'infanterie pourrait agir et combattre sans la cavalerie; mais elle n'avancerait qu'à pas bien lents; elle serait incessamment harcelée, et exposée à manquer de subsistances, de munitions. La cavalerie, sans infanterie, ne saurait s'établir dans aucune position, et ne produirait rien de décisif; mais la cavalerie doit plutôt être bonne que nombreuse. Plus on fera de progrès en tactique, plus on sera convaincu de cette vérité; à mesure que la tactique fera des progrès, lorsque l'infanterie ne se croira pas battue alors qu'elle ne sera pas soutenue par la cavalerie, cette dernière arme n'entrera que pour une juste proportion dans la composition d'une armée. Si la cavalerie est portée au-delà des bornes raisonnables, elle devient onéreuse pour l'État qui doit l'entretenir en temps de paix; et, s'il ne l'augmente qu'au moment où la guerre éclate, il faut alors entrer en campagne avec des régimens nouveaux, avec des cavaliers inexpérimentés, avec des chevaux non dressés: un bataillon peut, sans porter atteinte essentielle à son ensemble, recevoir quelques jeunes soldats; mais qu'on introduise, dans l'escadron le plus instruit, des cavaliers ou des chevaux non dressés, le faux mouvement d'un seul suffit à faire échouer une manœuvre entière.

La cavalerie n'a qu'une manière de combattre: la charge ou le choc; son feu ne produit presque aucun résultat; mais la cavalerie, ayant la faculté de se transporter avec rapidité d'un point sur un autre, peut subitement changer la face des évènemens. Pour que la cavalerie jouisse de cette vélocité de mouvemens à laquelle sont dus de pareils résultats, il faut qu'elle ne soit pas appesantie par ses armes, ni contrariée par son ordonnance. Il faut donc renoncer, pour la cavalerie, à l'ordonnance de profondeur et aux armures pesantes. La cavalerie en panne doit se tenir hors de la portée du feu de la mousqueterie; elle ne doit s'attaquer à l'infanterie que lorsque cette dernière est ébranlée et en mauvaise contenance, parce qu'alors le feu qu'elle es-

suiera est peu redoutable. Guibert, en désapprouvant toutes armes défensives contre le feu, voudrait cependant que l'on prît quelques précautions pour garantir le cavalier contre l'arme blanche; qu'on couvrit sa tête d'un casque à l'épreuve du coup de sabre et ses épaules de trois rangs de chaînes de mailles attachées sur une épaulette de cuir. La cavalerie, allant à la charge, a sans contredit une force de choc, mais qui n'est produite que par la vitesse avec laquelle elle se meut, et par la quantité de masse du premier rang seulement; ainsi, pour procurer à la cavalerie une plus grande quantité de mouvemens et une force de choc plns décisive, ce n'est pas la profondeur de son ordonnance, mais la quantité de vitesse qu'il faut augmenter. Il existe une différence remarquable entre l'action de choc d'une troupe d'infanterie et celle d'une troupe de cavalerie. La première est sonvent ralentie dans son mouvement par l'instinct machinal qui fait hésiter le soldat à l'approche du danger. La troupe de cavalerie, au contraire, étant une fois déterminée, les chevaux s'animent à un tel point par l'accélération et par l'ensemble du mouvement, qu'ils entraînent la volonté du cavalier et le portent jusque sur l'ennemi sans que la force motrice éprouve de ralentissement.

L'ordonnance habituelle de la cavalerie doit être sur deux rangs; ce n'est pas que le second augmente la force de choc; car, là où il ne peut y avoir pression exacte, la quantité de masse ne saurait s'accroître; mais c'est pour que le second rang puisse remplacer les pertes et les vides du premier, c'est pour qu'arrivé sur l'ennemi, et étant mêlé avec lui, ce second rang augmente le nombre des combattans. Le front de l'escadron doit être calculé sur sa profondeur; trop petit, il n'anrait pas de consistance et son choc serait sans effet. La juste proportion du front de l'escadron de guerre, portée à cent cinquante ou cent soixante hommes, sera de quatre-vingts cavaliers. Lorsque deux escadrons se choquent, si toutefois ils en arrivent au coup de poitrail, ce n'est jamais, surtout s'ils ont un grand développement, par le front entier de l'escadron vainqueur que l'escadron vaincu est renversé; il est ordinairement emporté par le centre ou par une aile; donc une partie du front qui a chargé n'a pas agi et n'a même peut-être pas abordé; donc cette partie inutile aurait manœuvré sur le flanc et avec succès; donc les petits escadrons sont plns propres à aborder l'ennemi et à faire contact de tout leur front. Lorsque j'ai proposé de réduire le front du bataillon à cent cinquante files, j'ai insisté sur la nécessité de le tenir constamment au complet au moyen de soldats et de chevaux dressés. Ces deux conditions sont encore plus indispensables pour l'escadron dans lequel il ne faut introduire ni cavaliers, ni chevaux neufs; nn seul mouvement, un mouvement isolé suffisant pour le désaccorder. Il fant beaucoup de temps pour former un bon cavalier; Guibert accorde ce titre non à un homme exercé à manier son cheval avec grace et adresse, non à un écuyer, mais au soldat robuste placé sur son coursier ainsi qu'il doit l'être, et le dirigeant par son étreinte et par son assiette vigoureuse par l'éperon et le poignet plus encore que par les finesses de l'équitation. Un bon cavalier est celui qui a servi plusieurs années et qui ne trouve rien d'impossible à lui et à son cheval. C'est dans la formation en bataille, dans la promptitude et la régularité avec les-

quelles ce mouvement est exécuté, que consistent véritablement la science, la force et l'action de la cavalerie.

Tous les mouvemens de la cavalerie doivent se faire en bataille; il peut cependant se présenter quelques occasions où il soit avantageux de charger en colonne, dans le cas, par exemple, où l'on devrait attaquer une infanterie environnée qui présenterait un flanc, ou qui laisserait des angles dégarnis de feux, et sur la capitale desquels on pourrait arriver presque à couvert. Alors les colonnes d'attaque de la cavalerie doivent être composées de demi-escadrons, ou d'escadrons se suivant à peu de distance, se portant sur l'infanterie par une succession d'efforts, et conservant, au moyen des intervalles, la faculté de manœuvrer et de changer la direction de leurs attaques. Chacune de ces colonnes ne doit pas être composée d'un grand nombre d'escadrons; il est préférable de les multiplier et d'en attacher à tous les angles; car leur profondeur, sans augmenter l'effet de la charge, offrirait plus de prise au feu de l'ennemi, qui deviendrait alors plus meurtrier. Une autre occasion, où il est convenable de charger en colonne, est celle où l'on devra, avec une cavalerie supérieure, charger un corps de cavalerie en nombre inférieur, mais occupant une position avantageuse, et les ailes tellement appuyées, qu'il ne puisse être tourné ou tâté par de l'infanterie ou par de la cavalerie, à laquelle on aurait fait mettre pied à terre.

L'arme de la cavalerie est une arme d'inspiration; il faut savoir distinguer et saisir le moment préfix et bien fugitif où il convient de manœuvrer, d'attaquer. Ici tout dépend du chef, de la vivacité de son coup d'œil, de son habileté. Il y a encore beaucoup à faire pour la cavalerie; il convient de rechercher les principes sur lesquels seront fondées sa constitution définitive, son ordonnance; il faut simplifier ses manœuvres, les rendre plus rapides, plus décisives et plus analogues à celles de l'infanterie.

La science militaire est seule une encyclopédie; c'est la plus intéressante des sciences, soit qu'on la considère sous le rapport de la variété de ses détails, de l'importance de son objet, de la gloire ou des grands intérêts qui en dépendent.

CHAPITRE X.

Des ordres de bataille. — Ordre parallèle, ordre oblique.

Il faut appeler ordre parallèle, dit Guibert, une disposition de bataille dont le front, développé parallèlement à celui de l'ennemi, peut entrer en action à la fois de toutes les parties qui la composent. Quand je dis parallèlement, on ne doit pas entendre ce mot dans sa précision géométrique; car il y a peu de localités qui puissent permettre à deux armées de s'étendre sur des fronts exactement parallèles l'un à l'autre. Le nom d'ordre parallèle appartient donc à une disposition qui place tous les corps de deux armées les uns vis-à-vis des autres, en mesure et à portée de combattre. C'est ainsi que les armées furent disposées dans les premiers âges de la science militaire. Ces armées n'étaient pas aussi nombreuses que celles de nos jours; elles se formaient sur une ordonnance moins étendue : on était armé de manière à avoir besoin de s'approcher pour se nuire; on ne connaissait pa

toutes les finesses de la tactique ; on était moins éclairé, peut-être était-on plus courageux. Chacun voulait combattre, avoir part au danger, à la gloire. Les batailles étaient plus sanglantes que les batailles modernes. L'ordre parallèle, étant le plus simple, a été l'ordre primitif. Végèce distingue sept ordres de bataille ; Guibert les réduit à deux, l'ordre parallèle et l'ordre oblique.

Les armées supérieures en nombre s'efforçaient d'envelopper l'ennemi et d'agir sur ses flancs. Cependant des généraux habiles, placés à la tête d'armées peu nombreuses, cherchèrent les moyens de snppléer à cette infériorité, en perfectionnant la tactique par des mouvemens mieux combinés ; ils reconnurent qu'ils pouvaient porter l'élite de leurs forces sur un des points de l'ordre de batailles, et n'engager le combat que sur un seul point : voilà la naissance de l'ordre oblique. Puis les armées inférieures, au moyen de retranchemens, et profitant des obstacles naturels du pays, réduisirent à peu de points la possibilité de les attaquer ; aussi l'ordre oblique n'est presque plus en usage, et le système actuel de guerre est fondé sur la science des mouvemens et le choix des positions. Les progrès de l'art, en substitnant l'ordre oblique à l'ordre parallèle, ont rendu les batailles moins meurtrières. Il est henrenx pour l'humanité que le talent des généraux, et non une plns grande effusion de sang, décide la question. Le grand Frédéric a incontestablement la gloire d'avoir retrouvé les dispositions de l'ordre oblique, connu, à la vérité, des anciens, mais dont les détails d'application avaient été perdus.

Guibert, à l'autorité duquel il faut souvent avoir recours, donne le nom d'ordre oblique « à toute disposition » où l'on porte sur l'ennemi une partie » et l'élite de ses forces, et où l'on » tient le reste hors de portée ; toute » disposition, en un mot, où l'on attaqne avec avantage un on plusieurs » points de l'ordre de bataille ennemi, » tandis qu'on donne le change aux » autres points, et qu'on se met hors » de mesure de pouvoir être attaqué. » Tout ce qui peut tromper l'ennemi, snr la répartition des troupes, dans l'ordre de bataille, ainsi que sur leur destination, devant être employé dans l'ordre oblique, il faut savoir y faire usage du mélange combiné des déploiemens à distances serrées et à distances onvertes. Un autre avantage de l'ordre oblique étant d'étonner l'ennemi par une disposition imprévue, et de l'attaquer avant qu'il ait eu le temps de changer la sienne, il faut disposer les colonnes à distances si bien combinées, qu'aussitôt déployée, l'aile qui doit attaquer puisse marcher promptement à l'ennemi ét le joindre ; c'est au général, chargé de lancer les colonnes, qu'il appartient d'imprimer à ce mouvement la vivacité et la régularité qui doivent en assurer le succès.

CHAPITRE XI.

Rapport de la connaissance des terrains avec la tactique.

Les ordres de bataille, chez les Grecs et les Romains, étant plus profonds et moins étendus que les nôtres, n'exigeaient pas un grand développement ; donc la reconnaissance des terrains avait moins d'importance ; on trouve à peine quelques détails topographiques dans le récit de leurs batailles, qui se livraient presque toujours en plaine ;

les manœuvres étaient le seul moyen employé. Une arme appuyait l'autre arme; la cavalerie formait les ailes. César remporta la victoire à Pharsale, parce qu'il avait disposé son armée en échelons obliques; il est rarement question dans l'histoire ancienne d'une aile qui ait cherché protection dans la nature du terrain. Quant aux affaires de postes, il n'en est jamais fait mention; l'espèce des armes et de la tactique des anciens ne les y rendait pas propres. La phalange n'avait de force que dans les plaines. Une légion romaine avait toute sa confiance en ellemême. Tant que l'infanterie fut brave et bien armée, tant que les machines de guerre ne se multiplièrent pas, tant qu'on se battit corps à corps, il en fut ainsi; mais lorsque les légions dégénérèrent, lorsqu'elles quittèrent les armes défensives, elles devinrent timides et tremblantes dans les plaines, lorsque les catapultes et les balistes se multiplièrent dans les armées, comme les canons se multiplient aujourd'hui dans les nôtres, on commença à avoir recours aux ressources du terrain, on chercha les hauteurs, on espéra augmenter par elles l'effet des machines de jet, on tâcha de mettre des obstacles entre l'ennemi et soi. Dans les guerres d'Arien contre les Alanes, on voit les détails de la disposition d'une bataille, qui rapprochent beaucoup ce temps-là des nôtres.

Presque indifférens sur les ressources que les pays coupés pouvaient offrir à leurs ordres de bataille, les anciens paraissaient encore bien moins occupés des connaissances topographiques, dans la conduite journalière de leurs opérations. Jusqu'à la seconde guerre Punique, on ne voit nulle part la tactique romaine avoir quelque relation avec le terrain. Fabius fut le premier qui commença à mettre à profit la nature du pays, pour s'opposer aux succès d'Annibal. Ses imprudens prédécessurs s'étaient fait battre dans les plaines; il sentit qu'il était trop inférieur en tactique à son adversaire, pour s'y compromettre; il chercha les hauteurs, prit des positions, fit une guerre de mouvemens, évita les combats. Sa conduite sauva Rome, et elle y trouva des censeurs; tant les principes de cette belle campagne étaient inconnus aux Romains, accoutumés à combattre plutôt qu'à manœuvrer!

L'histoire nous fait voir César occupé quelquefois de la nature du pays, dans le choix de ses camps; mais le peu de détails topographiques, dans lesquels César entre lui-même dans ses mémoires, semble prouver que ces détails n'étaient pas regardés comme bien importans alors. Ils le furent encore bien moins dans ces temps d'ignorance et de barbarie, qui succédèrent aux beaux jours de l'empire; toutes les parties de l'art militaire dégénérèrent à la fois; les campagnes ne furent plus que des incursions; et le hasard ou le courage décida seul des combats.

Quand les armes à feu eurent acquis quelque perfection, le terrain dut commencer nécessairement à prendre de l'influence sur les opérations de la guerre. L'infanterie chercha les pays coupés; elle occupa par préférence les villages, les bois, les hauteurs. Ces points devinrent des postes et des appuis intéressans à se procurer; ils entrèrent par conséquent dans les combinaisons de la castramétation et de la tactique. Ce fut sans doute une nouvelle ressource pour le génie, et un pas de plus vers la perfection de l'art; mais, comme presque partout l'abus suit la vérité, peu à peu cette influence

des terrains sur les opérations est devenue trop absolue. La science du mouvement des troupes a été négligée; on a cru qu'il était inutile de manœuvrer, que toute la science de la guerre consistait à choisir des positions avantageuses. De là se sont élevés tant d'officiers topographes, réels ou prétendus, qui remplissent les états-majors de l'armée et les cabinets des ministres; officiers qui, pour la plupart, n'ont aucune connaissance de la tactique, aucune habitude de manier les troupes, qui regardent même cette connaissance et cette habitude comme au-dessous d'eux. Cette manie de topographie, cette prévention outrée des états-majors d'armée en faveur des détails dont ils sont chargés, étaient faites pour s'accréditer surtout en France, parce que tous les officiers y sont portés à raisonner, et à se croire relevés par des fonctions qui, revêtues de quelque apparence d'importance, initient aux mystères des opérations.

Sans doute la science de la reconnaissance des terrains est importante; il faut qu'elle soit cultivée, et que ses résultats entrent dans les combinaisons journalières de la guerre; mais il faut aussi qu'elle ne soit regardée que comme une branche de la tactique, qui est la science-mère; il faut donc que les officiers de l'état-major de l'armée soient tacticiens; il faut qu'ils sachent disposer et manier les troupes; il faut que dans leurs supputations, ils n'oublient pas que les troupes défendent encore plus les positions qu'elles ne sont défendues par elles; que le terrain n'est jamais que l'accessoire, et que l'arme est toujours le principal; il faut enfin qu'ils n'aient point la prétention aveugle de croire que toute la science de la guerre et la sublimité du métier réside dans leur travail de cabinet.

Pour que cela fût ainsi, comment devrait-on choisir les officiers de l'état-major? Parmi des hommes qui eussent l'habitude des détails et des mouvemens de toutes les armes; parmi les officiers-majors ou supérieurs des corps; parmi ceux qui ont le plus d'intelligence, le plus d'activité, le plus de sagacité et de justesse dans le coup-d'œil. Comme ensuite c'est un talent que de bien reconnaître un pays, et que ce talent est fondé sur une théorie dont il est important d'acquérir la pratique, ces officiers formeraient, en temps de paix comme en temps de guerre, un corps d'état-major permanent. Ce corps serait sous la direction d'un officier-général, qui lui-même joindrait aux talens les plus décidés pour la grande partie de la guerre, la science et l'habitude de remuer toutes les armes qui entrent dans la composition d'une armée, qui par conséquent ne regarderait pas la tactique comme une science minutieuse et subalterne, sous la direction d'un officier-général, en un mot; car la dénomination de ce grade, qui trop souvent ne tient presque rien de ce qu'elle promet, signifie un homme qui, par son étude et par son expérience, a embrassé toutes les parties de la guerre, et qui connaît l'analogie qu'elles doivent toutes avoir entre elles.

Où se tiendraient les écoles d'instruction de cet état-major? Au milieu des troupes, dans les grandes garnisons, dans les camps de paix. Là, plus de supputations idéales, et que la pratique ne peut pas éclairer; là, les grandes opérations de la guerre, comme marches, ordres de bataille, seraient mises à exécution et combinées avec le terrain; là, conséquemment la tactique serait enseignée, c'est-à-dire la tactique telle que je l'ai définie : *La*

science de toutes les parties de la guerre; là, les officiers d'état-major acquerraient de plus en plus l'habitude de manier les troupes, se fortifieraient le coup d'œil contre les illusions que produit la multitude, contre les différences d'un terrain nu ou couvert de troupes; là, enfin, ces officiers se familiariseraient de plus en plus avec les troupes, au lieu de tendre à s'en séparer, au lieu de les regarder comme des ressorts purement mécaniques.

Le meilleur moyen de devenir habile dans la science de reconnaître les terrains, c'est la pratique journalière; il faut, dans sa jeunesse, voyager, chasser, se promener militairement. Ainsi faisait Philopœmen : Polybe le cite. Ainsi feront tous les officiers qui voudront s'élever aux grandes parties de la guerre; car, dans quelque arme qu'on serve, la science du coup d'œil est de la plus grande importance. Guibert propose la formation d'écoles spéciales pour les officiers. De ces écoles sortiraient de bons officiers-majors; et de ces officiers-majors, d'excellens sujets pour les états-majors des armées.

Lorsqu'on a le coup d'œil formé; lorsqu'on sait apprécier parfaitement un terrain, mesurer les distances jugées sous différens aspects; lorsqu'on s'est affermi la vue contre les illusions sans nombre que peuvent produire la différence des terrains, la quantité et la complication des troupes de différentes armes, vues sous différens aspects; les manœuvres de ces troupes, les ruses de tactique dont elles se servent, si elles sont habilement maniées; l'horizon plus ou moins serein, et mille autres causes accidentelles ou locales. Il s'agit d'apprendre à voir un pays militairement, c'est-à-dire à démêler promptement et sûrement quelle influence ce pays peut avoir sur les opérations militaires; quelle position il offre, dans tel ou tel cas, à l'armée ou au corps de troupes dont on suppute les mouvemens; quels y seraient les débouchés et l'ensemble d'une marche sur tel ou tel point; enfin les rapports généraux et de détails que cette masse de pays pourrait avoir avec les armées qui y agiraient. Mais ce talent-là peut s'augmenter, et non s'acquérir, par l'habitude; il est un présent de la nature et l'instinct du génie. Car supposons un homme qui sera excellent topographe, qui démêlera et embrassera bien, de l'œil et de l'imagination, l'ensemble d'un pays, abstraction faite de troupes et de circonstances : si cet homme n'est pas né homme de guerre, qu'on le transporte dans un terrain couvert de troupes; qu'il y soit obligé de combiner ses connaissances locales avec des opérations militaires; qu'il soit chargé de déterminer un mouvement ou une position, relativement à telle ou telle circonstance, il sera embarrassé, incertain, aveuglé, et s'il se détermine enfin, il prendra le mauvais parti. A plus forte raison le prendra-t-il, s'il faut, comme il arrive souvent en campagne, que sa détermination soit prompte, qu'elle s'élance comme son coup d'œil, qu'elle soit prise au milieu du tumulte et du danger, et des inconvéniens qu'offrent tous les faux partis qui environnent souvent le seul qui soit bon. C'est cette sagacité de coup d'œil et de jugement qui gagne les batailles, et que la nature ne donne, dans l'espace d'un siècle, qu'à quelques hommes privilégiés.

La science du coup d'œil et la connaissance des terrains étant intimement liées avec la tactique, on voit combien de fausses et d'inutiles lumières donneront les écoles d'état-major, qui ne seront pas constituées d'après

ce principe fondamental. Je vais le faire sentir encore davantage. Il s'agit de choisir une position pour une armée. Si celui qui se trouve placé à sa tête n'est pas tacticien, comment saura-t-il combiner, relativement à la force de cette armée, l'étendue que cette position devra avoir? Comment aura-t-il égard, dans le choix de cette position, à l'espèce d'arme dans laquelle l'armée est la plus forte ou la plus faible; à l'espèce d'ordre de bataille dans lequel il peut être le plus avantageux de l'occuper? Faute de cette combinaison, on prend des positions bonnes en elles-mêmes, mais qui se trouvent défectueuses, relativement au nombre et à l'espèce de troupes qui les garnissent. On prend des positions dont le front est redoutable, et où l'armée ne peut pas manœuvrer, faute de fond. On en prend d'autres qui sont formidables de toutes parts, mais dans lesquelles l'armée, réduite à la défensive, perd l'avantage de pouvoir manœuvrer, et profiter des fautes de l'ennemi. On en prend enfin que, par un mouvement qu'on n'a pu prévoir, l'ennemi parvient, ou à tourner, ou à percer, ou à faire abandonner, sans qu'on ait le pouvoir de lui résister.

Mais après qu'une position est déterminée, après même qu'elle est reconnue avantageuse, soit relativement aux vues d'offensive et de défensive, soit par rapport au nombre et à l'espèce des troupes qui doivent l'occuper, il reste une manière d'y disposer les différentes armes, dans laquelle il faut encore que la tactique soit combinée avec la connaissance du terrain. Ce mélange de combinaisons est un art qui a aussi ses principes. Soit, par exemple une lisière de hauteurs, déterminée pour être le front de la position que l'armée doit occuper. Que, suivant la routine, on y ordonne la disposition des troupes, étant sur le terrain même, et en parcourant le front de la position, on court risque de ne pas distribuer les armes dans les emplacemens qui peuvent leur être le plus avantageux, et de ne pas tirer de la position tout le parti dont elle est susceptible. En se portant, au contraire, en avant de la position, et aux points par où l'ennemi pourrait arriver sur elle, on en découvrira plus parfaitement l'ensemble et les détails; on verra d'abord le terrain qui est en avant, l'aspect qu'elle présente à l'ennemi, la disposition d'offensive qu'elle peut lui indiquer. Se supposant ensuite à la place de l'ennemi, on cherchera quels sont les moyens par lesquels il pourrait attaquer cette position; et, partant de là, quels sont les contre-moyens qu'on pourra lui opposer. En voyant la position de face, on jugera mieux l'emplacement qu'il faut y donner à chaque espèce d'armes; les saillans avantageux à occuper par des batteries; l'effet que le feu de ces batteries doit faire sur les débouchés par où peut arriver l'ennemi; le point des hauteurs le plus convenable à occuper, pour que le feu de l'infanterie ne soit pas trop plongeant; les rideaux derrière lesquels on peut poster une partie des troupes à l'abri du feu des batteries de l'ennemi, ou lui faire illusion sur le nombre de ses forces, et sur la véritable disposition qu'on lui oppose. De ces principes généraux, Guibert passe, sans transition, à cette conclusion : à un royaume puissant tel que la France, il faudrait rarement de grands alliés et jamais de petits; il faut surtout éviter d'en avoir aux environs du pays où il porte le théâtre de la guerre. C'était une maxime chez les Romains;

leurs alliés étaient des sortes de vassaux qui contribuaient aux frais de la guerre et qui nourrissaient l'armée lorsqu'elle se trouvait sur leur territoire. Notre politique de subsides secrets, de ménagemens, est petite et ruineuse pour un grand peuple; elle embarrasse les généraux; elle met les armées dans une position fausse. La France, placée au milieu de l'Europe dont elle est le centre, devrait se soutenir seule par son propre poids; elle devrait, avec cette allure franche et hardie, qui convient aux grands empires, dire à ses voisins : je ne veux pas m'étendre, je tâcherai de ne pas me faire d'ennemis et je ne veux pas d'alliés.

CHAPITRE XII.

Subsistances.

L'art de pourvoir à la subsistance des troupes est une des branches les plus importantes de la science de la guerre. Il est aisé de concevoir comment pouvaient subsister les petites armées des républiques grecques faisant, à quelques lieues de leur territoire, une incursion pendant la saison des récoltes; incursion terminée par une bataille après laquelle chaque parti rentrait pour réparer ses pertes et cultiver ses champs. Lorsque l'ambition des États de la Grèce et l'accroissement de leur puissance rendirent leurs armées plus nombreuses, le soldat reçut en argent une solde réglée. L'armée formait-elle des magasins? On ne sait comment subsistaient ces armées innombrables à la tête desquelles les rois de la Perse tentèrent d'envahir la Grèce. Les légions romaines étaient tempérantes, austères, infatigables; elles savaient supporter la faim, la soif; aussi ne voit-on pas qu'à l'époque de la plus grande gloire de Rome aucune opération ait été arrêtée par des calculs de subsistances; mais, dans les temps modernes, que de projets arrêtés, que d'entreprises abandonnées parce que l'on n'a pu, ainsi que le disait Frédéric, pourvoir *aux besoins du ventre de l'armée.*

DES

CONNAISSANCES NÉCESSAIRES

A UN GÉNÉRAL EN CHEF D'ARMÉE,

PAR

LE GÉNÉRAL COMTE DE LACUÉE CESSAC.



AVIS DES ÉDITEURS.

Cet ouvrage, que nous ne croyons pas devoir reproduire en entier, offre des conseils dont l'utilité sera appréciée par nos lecteurs. Nous sommes des hommes d'actualité, soldats de la République, du Consulat et de l'Empire, nous nous faisons honneur d'appartenir à notre époque, mais nous saisissons l'occasion de rendre à chacun la justice qui lui est due. Se montrer ingrats envers ceux qui nous ont précédés dans la carrière, ne serait-ce pas mériter qu'on oubliât aussi nos faibles services?

Le Traité du général en chef, qui parut vers 1780, fut attribué au jeune capitaine de Cessac Lacuée, qui, depuis 1794 jusqu'en 1814, a rendu d'éminens services à la France.

DES

CONNAISSANCES NÉCESSAIRES

A UN GÉNÉRAL EN CHEF D'ARMÉE.

Les peuples confient à un général en chef d'armée une partie de leurs forces, une portion de leur autorité pour assurer leurs propriétés, maintenir leurs droits, accroître leur gloire et pour réprimer ou punir une nation ennemie. Après le rôle de souverain, celui de général en chef est donc le plus grand et le plus beau qu'on puisse jouer sur le théâtre du monde; mais, si rien n'est plus glorieux que de bien remplir cette place éminente, rien n'est aussi plus difficile. Pour peu qu'on réfléchisse à la multitude de connaissances qu'elle demande; pour peu qu'on ait entrevu le grand nombre de qualités qu'elle exige, rien ne doit plus étonner que de voir un seul homme suffire à un semblable fardeau.

— La science de la guerre, aussi vaste que compliquée, se compose de l'assemblage de plusieurs sciences réunies, enchaînées l'une à l'autre, qui se prêtent un mutuel appui, et dont on ne saurait détacher un seul anneau sans que la chaîne soit rompue. — Les militaires sont partagés aujourd'hui, comme les littérateurs l'étaient jadis, en détracteurs et en partisans de l'antiquité. Les détracteurs des anciens disent: l'invention de la poudre à canon et des machines qui en ont été une suite nécessaire, a changé la constitution des États et des armées; par conséquent la manière de faire la guerre n'est plus la même; donc les anciens ouvrages des Grecs et des Romains sur la tactique sont superflus à notre instruction. Les partisans des anciens répondent : les inventions modernes et les variations dans la constitution militaire n'ont produit aucun changement dans la manière de faire la guerre, par conséquent les Grecs et les Romains doivent encore être nos maîtres dans cet art, ainsi qu'ils sont les meilleurs modèles dans tant d'autres genres. Je ne décide pas entre ces deux opinions, peut-être outrées; mais ne peut-on pas dire : le général ne sera vraiment habile qu'après avoir connu les auteurs anciens et médité les modernes. Si les modernes ont perfectionné, les anciens ont inventé; il est donc indispensable de recourir aux originaux: Thucydide, Polybe, Xénophon, Végèce, l'empereur Léon, Polien, Frontin, César seront donc les premiers livres que le général en chef

devra méditer. —Lorsqu'on s'est longtemps nourri des leçons que contiennent les ouvrages didactiques, que l'on a exécuté tout ce que ces ouvrages enseignent sur la manière d'appliquer la théorie à la tactique, que l'on a fait sur le papier et sur le terrain une multitude de suppositions différentes, et que l'on a ainsi perfectionné son coup d'œil et appris tout ce qui appartient à chaque grade, on a fait un grand pas, on possède la science; mais l'art ne s'apprend pas dans les ouvrages didactiques. Ce n'est qu'en étudiant les grands modèles qu'on peut en acquérir la connaissance; mais que ceux qui étudieront l'art de la guerre dans les différens ouvrages que nous venons d'indiquer, se gardent bien de s'en tenir, sur chaque objet, à ne recueillir qu'une seule autorité, qu'un seul exemple. En s'en rapportant à un seul auteur, on courrait risque d'être induit en erreur, on pourrait perdre une foule de circonstances instructives. Souvenez-vous que si dans les langues il n'est pas de mots parfaitement synonymes, il n'est pas d'exemples parfaitement semblables aux yeux d'un militaire instruit. En rapprochant les maximes qui paraissent opposées, vous pourrez beaucoup plus aisément les accorder les unes avec les autres; vous reconnaîtrez facilement celles qui n'ont qu'une apparence de vérité et les distinguer de celles qui sont vraies. Ne négligez pas de prendre note des fautes qu'auront commises les grands hommes dont vous lirez l'histoire; leurs erreurs vous seront aussi utiles que l'expérience que vous pourriez acquérir à vos dépens, et nous sommes mieux instruits par les fautes des autres que par une conduite à l'abri de tous reproches. Ce n'est donc qu'en consultant plusieurs historiens, ce n'est qu'après avoir lu ce qu'ont écrit les hommes des différens pays, des divers partis, des différentes sectes, qu'on est assuré de trouver la vérité. Non seulement on jouira de cet avantage inappréciable, mais on recueillera ainsi une infinité de circonstances qui auront échappé à tel écrivain, mais que tel autre n'aura pas négligées. D'après tout cela on pourra se former une idée vraie de chaque évènement, et en porter un jugement sûr.

Mais comme les militaires ne peuvent tirer une grande utilité de la lecture des meilleurs historiens s'ils sont privés d'une bonne carte topographique ou d'un plan bien détaillé, on ne négligera rien pour se procurer un pareil plan; avant de l'étudier, on tâchera cependant d'en faire un soi-même d'après la description de l'historien. On comparera les deux plans, et s'ils sont semblables, on sera assuré d'avoir saisi tous les détails. On retracera, sur le plan qu'on aura fait, les mouvemens des différens corps; on remarquera les fautes, on y remédiera; enfin, se plaçant alternativement à la tête des deux armées, on cherchera à se surpasser soi-même. Toutes les fois que des voyages vous conduiront vers des lieux célèbres par des combats; alors, muni de votre description, de vos plans, vous parcourrez plusieurs fois le champ de bataille, vous ordonnerez en idée les deux armées comme leurs chefs les avaient disposées, vous les ferez combattre, et vous rectifierez, par cette espèce de pratique, ce que votre théorie avait de défectueux. Vous reconnaîtrez aussi les marches et les campemens des grands *généraux*, les postes avantageux qu'ils ont choisis, etc. C'est ainsi que le grand Condé apprit l'art de la guerre; c'est à l'étude des campemens et des mar-

ches de César qu'il dut les victoires à jamais célèbres qu'il remporta ; c'est ainsi qu'il mérita que les capitaines des siècles futurs vinssent à leur tour s'instruire sur ses traces, en reconnaissant jusqu'aux moindres postes qu'il occupa.

— La connaissance de la géographie est nécessaire pour apprendre la théorie de la guerre; elle l'est encore plus pour la pratique de l'art militaire. Le général ne doit pas se contenter de connaître la situation respective des différens États, leurs frontières, les villes principales et les rivières qui les arrosent. Ces connaissances ne lui suffiraient pas encore : il doit entrer dans tous les détails; il faut qu'il connaisse les accidens du terrain, la situation des villages, des hameaux, la position d'une maison isolée, la largeur d'un pont, l'étendue d'un bois, les chemins, les sentiers.

— L'étude des langues est nécessaire au général en chef; il doit apprendre d'abord les dialectes des puissances limitrophes; la langue allemande sera la première pour un général français; la langue anglaise suivra immédiatement, puis l'italien, l'espagnol et le russe. Ne devrait-on pas obliger tous les officiers français à savoir au moins l'allemand et l'anglais?

— On donne le nom de droit des gens aux lois réciproques que les divers peuples ont établies entre eux, et qu'ils sont convenus de suivre pendant la paix et pendant la guerre. Ces lois, dit Montesquieu, sont fondées sur ce principe, que les diverses nations doivent se faire dans la paix le plus de bien, et dans la guerre le moins de mal qu'il est possible, sans nuire à leurs véritables intérêts. On ne mettra pas en doute l'utilité de cette science pour le *général* d'armée; elle lui apprendra jusqu'où s'étendent les droits de la victoire; elle lui fera connaître si les moyens qu'il se propose d'employer pour l'obtenir sont justes, et s'ils sont fondés sur les conventions générales. Pour s'instruire dans cette science, le *général* aura quatre guides assurés dans les ouvrages de Grotius, Puffendorf, Montesquieu et du baron de Wolf. Le *Droit de la Guerre et de la Paix* du premier; le *Droit de la Nature et des Gens* du second, ouvrages traduits par Barbeyrac; l'*Esprit des Lois* du troisième, et les *Institutions du Droit de la Nature* du quatrième, sont des livres excellens que le *général* devrait avoir étudiés, et que le reste des militaires devrait avoir lus.

— Outre le droit des gens, qui est universel et réciproque entre les peuples, chaque nation a encore son droit public que Montesquieu appelle droit politique. Les lois qui composent ce droit marquent le rapport de ceux qui gouvernent avec ceux qui sont gouvernés. Il est nécessaire au *général* de savoir quels sont ces rapports, et chez le peuple dont il doit commander les armées, et chez les nations alliées ou ennemies. Instruit du système de chaque gouvernement et de ses lois fondamentales, sachant quels sont les droits de la puissance souveraine, ceux des peuples, les conventions, les traités faits avec les nations voisines, les bornes du commerce, de la navigation, etc.; il pourra plus aisément former un bon plan de guerre et de campagne ; et souvent, s'il sait en profiter, le choc des divers pouvoirs lui offrira l'occasion d'acquérir de la gloire à peu de frais; car la manière de faire la guerre à un despote, à une république démocratique, aristocratique ou fédérative, militaire ou commerçante, enfin, à un gouvernement mixte, doit être réellement différente. Parmi les

droits publics, celui de l'Allemagne mérite une étude particulière à cause de la quantité de princes, de républiques et d'autres souverains dont on doit ménager les différens intérêts.

— Outre le droit des gens et le droit public, le *général* d'armée doit connaître encore celui qu'on appelle droit civil, et qui est l'expression des rapports que les citoyens ont entre eux. Il n'est pas nécessaire que le chef d'une armée connaisse à fond la jurisprudence civile; mais, comme il se présentera certainement, dans le cours de son commandement, des circonstances où il lui sera nécessaire de se décider d'après les lois écrites, ne faut-il pas qu'il les connaisse?

— La politique instruit des divers intérêts des peuples et des souverains; elle apprend quelle est la meilleure manière de traiter avec eux; elle enseigne au chef d'une armée le moyen de pratiquer des intelligences utiles à l'exécution de ses desseins. L'étude de cette science est donc nécessaire au *général*, et les capitaines les plus célèbres s'en sont constamment occupés. Eugène et Villars, ces deux célèbres rivaux, négocièrent à Radstat avec la même supériorité de génie qui les avait fait triompher à Malplaquet et à Denain. Marlborough, après avoir employé l'été à vaincre les Français, s'occupait pendant l'hiver à négocier contre eux. Tallard, prisonnier en Angleterre, fit oublier, par ses négociations, qu'il avait causé notre honte à Hochtedt. En un mot, les La Trimouille, les Brissac, les Destrades, les Rohan, les Belle-Isle, les Grammont et mille autres, ont servi l'État comme ambassadeurs et comme *généraux*, et leurs négociations ont autant contribué à leur renommée que leurs victoires.

— Quoique beaucoup de militaires conviennent que l'art de la guerre a, comme tous les autres, ses principes et ses règles; quoique l'histoire des nations démontre à chaque page que la victoire se laisse plutôt enchaîner par un *général* habile que par des soldats nombreux, le peuple des guerriers, et quelques personnages remarquables par les places élevées qu'ils occupent, croient encore qu'on peut commander les armées avec gloire sans s'être livré à des études longues et constantes, et que pour obtenir des succès il suffit d'être né *général*. De tous les préjugés, celui-là est un des plus funestes; seul, il pourrait, par les désastres qu'il entraîne après lui, précipiter la chute d'un État. Si ce préjugé était aussi répandu parmi nous que jadis, s'il était aussi fortement enraciné qu'il est dangereux, nous n'oserions l'abattre; mais, comme l'expérience l'a ébranlé, comme les lumières de notre siècle ont préparé sa chute, nous espérons que de légers efforts suffiront à sa destruction.

On a vu, dit-on, des *généraux* enfans et des *généraux* ignorans remporter des victoires: cela est vrai; mais ces *généraux* ignorans n'avaient-ils pas en tête des *généraux* plus ineptes qu'eux? Ces *généraux* ignorans n'ont-ils pas eu une fois la sagesse d'adopter un bon avis, et tous les *généraux* enfans qu'on pourrait nous citer pour exemples, n'ont-ils pas été des princes qui, pourvus d'un bon conseil, et aidés par des hommes que le travail avait formés, recueillaient le mérite des actions exécutées par d'autres mains? Sous Auguste, par exemple, Agrippa fut-il regardé comme le vainqueur d'Actium? Et, dans des siècles plus voisins du nôtre, ne voyons-nous pas la multitude ne remonter jamais au

premier ressort, et attribuer toujours la gloire où elle voit la puissance? C'est ainsi qu'on attribua au génie de Charles XII les victoires que les Suédois remportèrent sous le règne de ce prince, tandis qu'en soulevant le voile au travers duquel les historiens nous ont montré ce roi célèbre, on reconnaît que la disposition et la conduite de ses batailles étaient toujours confiées au comte de Lævenhaupt, et que le roi ne réservait pour lui-même que le soin de charger l'ennemi à la tête de sa cavalerie. On découvre que le fameux débarquement devant Copenhague fut projeté par le général Stuard; que l'attaque des retranchemens ennemis à Narva fut l'ouvrage de Gundwil; que le général Altendorff conçut l'idée du passage de la Duna, et mit au jour le stratagème fameux qui le rendit facile; on voit que le roi de Suède dut la plupart de ses succès aux *généraux* qui avaient servi sous Charles XI, comme Alexandre dut ceux qui l'ont immortalisé aux *généraux* formés par Philippe; on découvre enfin que la campagne de 1718, qui fut entièrement rédigée par Charles XII, ne fut point comparable à ses premières entreprises, et qu'elle coûta la vie à son auteur.

Mais le grand Condé, dira-t-on peut-être, ne naquit-il pas ce que les autres deviennent? Non. Le prince de Condé est, au contraire, un exemple frappant du pouvoir de l'étude et du travail. En le prouvant, je crois placer un nouveau laurier sur la tête de ce héros.

Le duc d'Enghien remporta, à vingt-deux ans, une victoire célèbre; il vainquit Mélos et Fuentes. Mais Enghien n'avait-il pas reçu une excellente éducation? N'avait-il pas vécu sans cesse au milieu des hommes les plus savans dans tous les genres? L'étude de l'histoire n'avait-elle pas été l'objet de sa première passion? Le prince de Condé, son père, n'avait-il pas été son instituteur? Richelieu, étonné de ses connaissances, n'avait-il pas jugé qu'il deviendrait le plus grand capitaine de l'Europe et le premier homme de son siècle? Le duc d'Enghien n'avait-il pas fait l'apprentissage de la guerre sous le maréchal de la Meilleraie? N'avait-il pas été instruit par les fautes que commit ce favori de Richelieu? N'avait-il pas servi sous le maréchal de Châtillon, un des meilleurs *généraux* de Louis XIII? n'avait-il pas fait la campagne de Roussillon en homme qui se prépare à commander les armées? Enfin, le duc d'Enghien, commandant à Rocroy, n'avait-il pas sous lui le maréchal de l'Hôpital et Gassion, ce digne élève de Gustave Adolphe? Changeons donc maintenant de langage; ne disons plus que Condé naquit grand *général*, nous attenterions à sa gloire; disons, au contraire, qu'il le devint par l'étude et le travail.

Mais admettons pour un instant que quelques hommes naissent avec le génie de la guerre; ce feu ne s'éteindra-t-il pas s'il n'est entretenu? Qui osera d'ailleurs se flatter d'être compris dans cette classe d'êtres supérieurs nés avec la pénétration qui supplée aux lumières acquises? La nature ne se repose-t-elle pas pendant des siècles entiers après avoir produit un génie élevé? Enfin, ces hommes extraordinaires n'auraient-ils pas étendu plus loin la gloire de leur nom? N'auraient-ils pas rendu de plus grands services à leur patrie si, par un travail assidu, ils eussent perfectionné les talens dont ils avaient été doués? Ainsi, même dans cette supposition, l'étude de la science militaire, et l'acquisition des connaissances qui ont un rapport

immédiat avec l'art de la guerre, n'en seraient pas moins nécessaires. Dans les hommes nés pour devenir *généraux*, l'étude développerait, rectifierait et montrerait dans leur plus beau jour les talens dont ils auraient été doués; et, quant aux hommes bornés par la nature à ne jouer que des rôles subalternes, cette étude les aiderait du moins à imiter les grands hommes, si elle ne parvenait pas à les leur faire égaler. L'opinion contraire s'est accréditée seulement parce qu'elle autorise notre paresse et notre goût pour les plaisirs; elle a été célébrée dans tous les temps par l'envie et la vanité, parce qu'elle caresse notre amour propre, et qu'elle semble nous décharger du tribut de louanges si légitimement dû aux hommes formés par le travail et par l'étude.

Pour rendre les connaissances moins nécessaires, on a dit encore que l'expérience pouvait suppléer à l'étude. Ce langage était bien naturel dans la bouche des militaires des derniers siècles; pendant ces temps, que j'ose appeler malheureux, le feu de la guerre était sans cesse allumé dans quelque partie de l'Europe, souvent même il l'embrasait tout entière; les guerriers volaient, dès l'âge le plus tendre, vers les lieux où il éclatait avec plus de force; on ne parvenait au commandement des armées qu'après avoir vu une multitude de combats, les deux partis étaient ensevelis dans une ignorance égale; et, quand la paix se montrait pendant quelques instans, on se livrait à des jeux, à des plaisirs qui offraient encore l'image des combats. Les militaires pouvaient donc sans danger, dans ces temps orageux, confier leur instruction à l'expérience; mais aujourd'hui tout a changé de face, grâce à la sage politique qui s'est introduite dans les conseils des princes, et à la philosophie qui les a éclairés. Les guerres sont rares aujourd'hui, et l'on peut prévoir qu'elles le deviendront encore davantage. L'Europe a fait de grands pas dans la science militaire, nos jeux et nos plaisirs ne respirent que la mollesse et la volupté; on parvient enfin aux grades les plus élevés sans avoir vu ni combattu les ennemis; il est donc indispensable de nos jours pour apprendre l'art militaire de recourir à l'étude. Ah! combien le nombre des ressources qu'elle nous fournit n'est-il pas supérieur aux faibles secours que l'on trouve dans l'expérience! L'intervalle qui sépare le commencement et la fin de la vie militaire est si court que ces deux extrémités paraissent se toucher; quelque temps d'ailleurs que le même *général* reste à la tête des armées, comme il n'a jamais à conduire deux grandes affaires qui se ressemblent parfaitement, il est presque toujours à son coup d'essai, et dans les camps, presque jamais un coup d'essai ne fut un coup de maître. Les leçons que donne l'expérience sont souvent fatales à celui qui les reçoit, souvent même à une nation entière; de plus, se trouve-t-il à la guerre deux occasions de faire la même faute, et n'est-il pas plus sage et plus utile de s'instruire par celles des autres que par celles qu'on ferait soi-même? L'histoire ne nous prouve-t-elle pas que l'expérience seule ne corrige point? Le duc Robert, frère de l'infortuné Charles Ier, roi d'Angleterre, ne perdit-il pas trois batailles pour avoir commis trois fois la même faute. Il est donc très difficile que l'art de la guerre, exercé sans théorie, produise des effets heureux; et une longue expérience, qui n'est pas appuyée sur des connaissances acquises par l'étude,

n'est le plus souvent qu'une longue habitude d'erreurs.

L'étude, par un chemin facile et abrégé, nous conduit à des lumières plus étendues, plus parfaites; on est rarement à portée de tout voir tandis que la lecture peut tout enseigner; elle seule forma le célèbre Iphicrate, apprit à L. Lucullus à vaincre Mithridate et à réduire l'Arménie sous le joug de Rome. Elle donna au célèbre duc de Guise la supériorité qu'il eut sur les guerriers de son siècle; en un mot, les plus grands *généraux* anciens et modernes sont presque tous son ouvrage. C'est donc aux principes écrits qu'on doit avoir recours; sans leur aide on manque souvent le but auquel on se propose d'atteindre, ou au moins on y arrive très tard. Ce qu'on apprend par l'étude ne suffit pas, il est vrai, pour former un grand *général*; il faut que l'expérience perfectionne l'homme de guerre, qu'elle lui apprenne à faire usage des principes que la théorie lui a fournis; en un mot, le général doit joindre les connaissances militaires au génie de la guerre, les leçons des siècles passés à sa propre expérience, et la spéculation à la pratique; mais il doit toujours commencer par acquérir les connaissances qui lui sont utiles. Elles sont divisées en connaissance des hommes et en connaissances relatives aux sciences et aux arts; occupons-nous d'abord de la connaissance des hommes.

Le commandant en chef doit s'attacher, avant tout, à connaître le général qui lui est opposé; lorsqu'il y sera parvenu, il devinera aisément tout ce que le chef ennemi doit entreprendre contre lui, et comment il l'exécutera. Il pourra aller au-devant de ses desseins et les rompre; il pourra en former lui-même, dont la réussite sera d'autant plus assurée, qu'il les aura calculés d'après des idées plus saines. Rapportons quelques exemples pour démontrer combien il importe à un général en chef de bien connaître son adversaire. Turenne assiégeait Cambrai; le grand Condé voulait introduire du secours dans la place. Pour l'en empêcher, M. de Turenne posta d'abord l'aile droite de sa cavalerie sur une des grandes avenues de la ville; mais deux heures après, ayant fait réflexion que le vainqueur de Rocroi était trop habile pour suivre, en pareille rencontre, un grand chemin plutôt qu'un petit sentier, il déposta sa cavalerie, et la plaça sur une petite avenue. Le prince, de son côté, jugeant bien que le maréchal aurait fait cette réflexion, partit avec trois mille chevaux, suivit le grand chemin, et entra dans Cambrai sans éprouver presque aucune difficulté. Ainsi la connaissance du général qu'il avait en tête servit plus au prince de Condé que n'aurait pu faire toute sa valeur. Turenne commit une faute, dira-t-on peut-être; en garnissant le sentier, il n'aurait pas dû dégarnir la grand'route. Si cette conduite fut une faute (on doit être circonspect à blâmer les grands hommes), que cette faute serve à notre instruction; qu'elle nous apprenne qu'on ne doit jamais assez compter sur les passions, sur l'ignorance ou même sur les lumières du général ennemi, pour ne pas se conduire d'après les règles dictées par la prudence; que cette faute nous apprenne encore qu'on doit toujours craindre de voir son adversaire faire une fois des réflexions sages; dompter sa passion dominante dans une occasion décisive, ou recevoir un bon conseil et en profiter. Oui, l'homme lent et circonspect peut devenir actif et entreprenant; le savant peut

faire une fausse démarche, ou parce qu'il est mal instruit, ou parce qu'il est obligé de hasarder le tout pour le tout. C'est ainsi qu'à Denain une faute qui aurait dû faire essuyer au maréchal de Villars la défaite la plus complète, lui servit à remporter une victoire signalée. Comme le prince Eugène était persuadé que ce général habile ne hasarderait pas une manœuvre aussi délicate que celle de traverser une rivière ayant l'ennemi sur ses flancs, il ne crut que les Français tentaient le passage de l'Escaut que quand il ne fut plus temps de les en empêcher. Mais si l'opinion que le prince Eugène avait conçue de son adversaire l'a empêché une fois de profiter d'un moment avantageux, en combien d'autres circonstances cette connaissance ne lui a-t-elle pas été utile? Une des maximes militaires de ce grand homme était qu'avant d'entrer en campagne, un général doit connaître à fond le caractère des généraux ennemis.

Le marquis de Feuquières assiégeait Coni en 1691, et touchait au moment de se rendre maître de la place, lorsqu'il reçut ordre de M. de Catinat d'aller relever la garnison de Casal. Le prince Eugène, qui, pendant la durée du commandement de Feuquières, n'a osé employer ni la ruse ni la force ouverte, parce qu'il sait bien qu'il a affaire à un général aussi habile qu'intrépide, le prince Eugène, dis-je, averti que le commandement de l'armée assiégeante reste entre les mains du marquis de Bulonde, qu'il connaît pour un petit génie, extrêmement crédule et facile à s'alarmer, forme aussitôt le projet de lui faire lever le siége, et assure le duc de Savoie qu'il délivrera bientôt la place; mais comme il aime mieux encore (car c'était un de ses principes) réussir par la ruse que par la force ouverte, il emploie le stratagème que nous allons rapporter, stratagème qu'il imagine d'après la connaissance du général ennemi. Il écrit une lettre au marquis de la Rovère, commandant de la place; il lui marque qu'il vient à son secours avec un corps d'armée, et qu'il espère, dès le lendemain, attaquer les assiégeans dans leurs lignes; il le prie de tout disposer de son côté pour faire une sortie générale pendant qu'il sera aux prises avec l'ennemi. Il donne cette lettre à un paysan, à qui il ordonne de faire toute la diligence possible pour la porter au gouverneur. Cet homme ne manque pas, comme Eugène l'a prévu, d'être arrêté par des partis français; on trouve sur lui la lettre du général ennemi; on la remet à Bulonde. A peine l'a-t-il lue, qu'il se livre aux plus vives inquiétudes; il ne donne plus ses ordres qu'en bégayant; il ne songe qu'à lever le siége et à hâter sa retraite. Ni une lettre d'avis qu'il avait reçue de M. de Catinat, ni une défense expresse d'abandonner le siége, ni un secours considérable et certain que son général lui annonce, rien ne peut le rassurer, rien ne peut le retenir; il ordonne de plier bagage, et à peine l'armée a-t-elle détendu, qu'il fait battre aux champs. abandonnant son artillerie, ses munitions et une partie de ses équipages.

Ainsi, sans effusion de sang, et par la seule connaissance du général qu'il avait en tête, le prince Eugène fit lever aux Français le siége de Coni, obligea Catinat à repasser le Pô, et battit son arrière-garde au passage de cette rivière.

Le prince Eugène ne se bornait pas à connaître le commandant en chef de l'armée qu'il avait en tête; il étudiait aussi les généraux subalternes, et

cette étude lui fut souvent utile. Dans la campagne de 1701, au combat de Carpi, il fait passer l'Adige à une partie de son armée, au-dessous de Labadia, et à la faveur des fossés dont ce pays est coupé, il se poste de manière à ne craindre ni M. de Catinat, ni M. de Tessé, ni M. de Saint-Fromont ; et, par sa position, il se trouve à portée de combattre celui des deux derniers officiers-généraux qu'il lui plaira ; mais quoiqu'il puisse aisément attaquer le comte de Tessé à Légnana, il préfère de tomber à Carpi sur M. de Saint-Fromont, qu'il sait être très inférieur en connaissances militaires au comte de Tessé. En 1706, au passage de la même rivière, et au même endroit, il se conduisit de la même manière. Il en usa de même au passage de l'Escaut, en 1708 ; car, pouvant tenter facilement le passage de cette rivière du côté de Pottes, qui était sans doute le côté le plus aisé, et où le marquis de Guébriant était avec un corps de troupes assez médiocre, il aima mieux attaquer le côté de Berken, qui paraissait impraticable.

Quoique jusqu'ici nous ayons paru ne nous adresser qu'au commandant en chef, les militaires subalternes ne doivent pas imaginer qu'ils puissent impunément négliger les connaissances dont nous venons de nous occuper ; dans quelque rang qu'ils soient placés, comme ils doivent toujours aspirer à commander les armées, ils doivent aussi chercher constamment à acquérir les connaissances qui peuvent leur faire remplir avec gloire la place élevée de général. Qu'on se garde bien de condamner cette ambition ; loin d'être blâmable, elle est noble, utile et même nécessaire : elle est noble, parce qu'elle annonce de l'énergie, de la grandeur d'âme et un amour violent de la gloire, passions dont on doit désirer que tous les guerriers soient animés ; elle est utile, parce que bien commander est un art qui demande de longues études, et des réflexions qu'on ne peut faire au moment de l'exécution ; elle est utile encore, parce que l'homme qui ambitionne les honneurs du commandement se livre nécessairement tout entier à chacun des emplois qu'il occupe pour en mériter de plus relevés ; elle est nécessaire, parce qu'il faut, pour exécuter de grandes choses, se proposer un but qui, par son éloignement, exige de grands efforts ; elle est nécessaire enfin, parce que le désir d'atteindre à ce terme anime toutes les facultés de notre âme, et par là fait de nous des hommes nouveaux.

INTENDANCE MILITAIRE.

Le but constant de nos efforts a été de justifier notre titre en présentant à nos lecteurs le tableau complet de l'art depuis la période grecque jusqu'à nos jours. Une seule partie, les subsistances, n'a pas été traitée par nous; et, cependant, comment faire manœuvrer une armée, si l'on n'a pourvu à ses besoins matériels? Les anciens ne nous ont laissé aucuns documens à cet égard. Dans les temps plus rapprochés, aux quinzième, seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, des marchés étaient passés avec des compagnies chargées des fournitures. Mais, que d'abus, de dilapidations, pour arriver à un service mal assuré! Trop fréquemment les plans du général en chef sont demeurés sans exécution, faute de pouvoir assurer les distributions nécessaires sur tels points indiqués. La création de l'intendance militaire, qui régularise et centralise le service des subsistances, des fourrages, de la solde, des hôpitaux, est encore un des titres qui attestent le génie prévoyant de Napoléon. Aujourd'hui, sauf quelques cas imprévus et inévitables dans les chances d'une campagne, le général en chef se trouve affranchi de soins qui embarrassaient sa marche. Les services rendus par l'intendance militaire sont incontestablement moins brillans que ceux du champ de bataille, mais leur utilité est appréciée par les hommes spéciaux.

DE LA DÉFENSE

DES

PLACES FORTES,

OUVRAGE

COMPOSÉ PAR ORDRE DE SA MAJESTÉ IMPÉRIALE ET ROYALE,

POUR L'INSTRUCTION DES ÉLÈVES DU CORPS DU GÉNIE,

ET PUBLIÉ EN 1810

PAR CARNOT,

ANCIEN OFFICIER DE CE CORPS, ANCIEN MINISTRE DE LA GUERRE,
MEMBRE DE L'INSTITUT DE FRANCE ET DE LA LÉGION-D'HONNEUR.

Dans la défense des Places fortes, la valeur et l'industrie ne suffisent point l'une sans l'autre; mais elles peuvent tout, étant réunies.

PRÉFACE.

Carnot (Lazare-Nicolas-Marguerite), né à Nolay en Bourgogne, en 1753, mort à Magdebourg (Prusse) en 1823. Bien jeune encore, des dispositions innées le portèrent vers l'étude des mathématiques et des hautes spéculations militaires. A vingt-huit ans, il était capitaine du génie; à trente ans, il reçut la croix de Saint-Louis. Envoyé à l'Assemblée législative, ses talens l'appelèrent au Comité militaire, à la Convention nationale, puis au Comité de salut public. A la Convention, il fut chargé d'organiser les moyens de résister aux attaques de la coalition de Pilnitz; uniquement occupé de ces soins, il resta étranger aux mesures ordonnées par ses collègues, et qui avaient pour objet la direction des affaires politiques. Seul, il régularisa, embrigada et mit en mouvement la réquisition qui appelait à la défense de la patrie les jeunes Français de l'âge de dix-huit à vingt-cinq ans. Du fond de son cabinet il créa douze armées, calcula, arrêta les plans de campagne, en surveilla l'exécution. Il appela au commandement des hommes encore inconnus, mais que son génie avait devinés; enfin il modifia la guerre de méthode en la combinant avec la guerre d'inspiration. On s'étonne à l'idée qu'un seul homme ait pu suffire, et pendant cinq années, à ces immenses travaux.

Quelques écrivains ont attribué à Monge la création de l'Ecole centrale des travaux publics, depuis l'Ecole polytechnique. Cette grande pensée appartient à Carnot, qui, aidé du conventionnel Prieur, de la Côte-d'Or, fonda, au commencement de 1796, cette institution célèbre, imitée par l'Europe, et d'où sont sortis tant de généraux, d'officiers supérieurs et d'hommes qui brillèrent dans les sciences et les arts; Carnot y avait appelé, en qualité de professeurs : La Place, La Grange, Monge, Berthollet, Chaptal, Hassenfratz. La création de l'Ecole centrale des travaux publics suffirait seule pour recommander la mémoire de Carnot, qui avait calculé l'impulsion que ce centre de lumières devait donner aux esprits.

Membre du Directoire, après la promulgation de la constitution de l'an III, Carnot, ainsi qu'au Comité de salut public, n'y fut encore occupé que d'opérations militaires. A la chute de Robespierre, il fut poursuivi comme jacobin; après le 18 fructidor, il fut proscrit comme royaliste, tant il est dans la destinée des hommes essentiellement nationaux de se trouver en butte aux attaques de tous les partis. Au 18 brumaire, le portefeuille de la guerre lui fut confié; il prit donc part à la gloire de Marengo et de Hohenliden. Le bel ouvrage *la Défense des Places fortes*, qu'il publia quelques années ensuite, fut adopté pour l'enseignement des écoles militaires de l'Empire. Après les funestes événemens de la campagne de 1813, Carnot, serviteur constant de la France et courtisan du malheur, et qui, depuis sept ans, vivait dans la retraite, vint spontanément offrir son épée à l'Empereur. Ah! c'est qu'alors la France était menacée; il se présentait au moment où d'autres hommes, comblés de biens et chargés d'honneurs, méditaient déjà une double trahison envers leur patrie et leur bienfaiteur. Napoléon lui confia le gouvernement d'Anvers : c'est sur ce point important que les alliés portaient leurs premiers efforts. Carnot ne disposait que d'une garnison bien insuffisante de six mille hommes; mais Carnot commandait dans Anvers, ainsi que Bayard dans Mézières. La place

fut investie par une armée de soixante mille hommes sous les ordres du prince royal de Suède. Ce dernier invoquant les souvenirs d'une ancienne amitié, essaya d'entamer des négociations avec l'inflexible gouverneur, qui n'écouta que la voix de l'honneur. Consignons ici un fait qui prouve que Carnot sut concilier ses devoirs avec ceux de l'humanité. Le conseil de défense avait reconnu la cruelle nécessité, pour dégager les abords de la place, de détruire le riche et populeux faubourg de Bourgterhoud; Carnot réunit les habitans: « Votre faubourg est condamné, leur dit-il, mais je veux tenter de le » sauver; faites entrer dans la place vos femmes, vos enfans, vos » bestiaux, vos meubles; vous, cependant, restez dans vos maisons. » Jurez-moi d'y mettre vous-mêmes le feu lorsque le moment sera » venu, et je vous donne ma parole de n'exiger de vous ce doulou- » reux sacrifice qu'à la dernière extrémité. » Cependant les évènemens se pressaient; Louis XVIII était rentré à Paris; Carnot eut ordre de rendre Anvers, et les habitans de Bourgterhoud, qui devaient à son humanité la conservation de leurs propriétés, consignèrent leur reconnaissance en plaçant au-dessus de la porte de France cette inscription: ***Faubourg Carnot.*** Ceci prouve également en faveur des Anversois, du général Carnot et du Roi qui voulut que l'inscription fût respectée. Les Français cependant n'oublieront jamais l'hospitalité accordée par Guillaume Ier à nos proscrits qui bientôt après trouvèrent dans ses États asile et protection : les Nassau sont de nobles princes placés à la tête d'une noble nation.

Au 20 mars 1815, Carnot fut chargé du portefeuille de l'intérieur, et dans ce poste, le plus délicat de tous, il rendit encore d'éminens services au pays; on lui doit l'organisation de nombreux bataillons de gardes nationales, destinés à être mobilisés, et que la catastrophe de Waterloo rendit inutiles; la création de vastes ateliers de fabrication d'armes, où il avait appelé tous les ouvriers en fer et en cuivre, les mécaniciens, les fondeurs de la capitale; la création d'hôpitaux

supplémentaires; la réunion d'immenses réserves de vivres, de munitions. Au milieu de ces graves travaux, nous n'oublierons pas les ordres que le ministre donna pour que le secret des lettres fût respecté. Le mémoire imprimé sur la situation de la France, et qu'il avait adressé au Roi après la première restauration, contenait des conseils utiles et dignement exprimés; un pareil langage ne pouvait être compris par ces mauvais conseillers qui entouraient le trône, et qui devaient le perdre une seconde fois.

Le mérite supérieur de Carnot était apprécié dans toute l'Europe; en 1817 et en 1818, il refusa les offres de la Russie et de la Prusse; une seconde fois exilé de France, il voulut rester fidèle à sa patrie, loin de laquelle il devait mourir. Carnot fut à la fois un officier-général du mérite le plus éminent et un grand citoyen. Les écrivains de tous les partis se sont accordés à rendre la justice la plus éclatante à sa rigide probité. Carnot, après avoir long-temps disposé de la fortune publique, est mort pauvre et ne laissant même pas à sa famille l'héritage paternel. Nous terminerons cette notice en rappelant les paroles d'un contemporain : *La renommée de Carnot est un de ces beaux titres de gloire que l'Europe envie à la France.*

(*Note des Rédacteurs.*)

DE LA DÉFENSE DES PLACES FORTES.

OBJET ET PLAN DE CET OUVRAGE.

Sa Majesté impériale et royale, frappée du peu de résistance qu'ont opposée à l'ennemi, dans ces derniers temps, plusieurs forteresses, a ordonné qu'il fût rédigé une instruction spéciale, pour rappeler aux militaires chargés de la défense de ces boulevarts de l'Etat, l'importance de leurs fonctions et l'étendue de leurs devoirs, la gloire qui les attend, lorsqu'ils ont su les remplir, et les malheurs qu'ils attirent sur leur patrie et sur eux-mêmes, lorsqu'ils les ignorent ou les trahissent. Sa Majesté a voulu que cette instruction fût adaptée au cours d'études des élèves de l'Ecole impériale du génie, établie à Metz; et Elle a jugé à propos de me confier l'exécution de ce travail esquissé par Elle-même.

Pour répondre autant que je le puis aux intentions du Souverain, je me propose de recueillir ici les préceptes qui sont le fruit de la méditation et de l'expérience des maîtres de l'art: j'emprunterai le plus souvent qu'il me sera possible leurs propres paroles, et j'appuierai leurs maximes par des exemples tirés de l'Histoire ancienne et moderne.

Tous les devoirs de l'homme de guerre, chargé de la défense d'une place, se réduisent à deux : 1° être dans la ferme résolution de périr plutôt que de la rendre; 2° connaître tous les moyens que fournit l'industrie pour en assurer la défense : c'est aussi sur ces deux points que j'établis la division de cet ouvrage.

DE LA DÉFENSE

DES

PLACES FORTES.

PREMIÈRE PARTIE.

Que tout militaire chargé de la défense d'une place, doit être dans la résolution de périr plutôt que de la rendre.

CHAPITRE PREMIER.

L'obligation de défendre les places fortes jusqu'à la dernière extrémité est imposée par les lois de la discipline militaire. — Fausses objections contre ce principe. — Un militaire n'est responsable que de l'exécution des ordres qu'il reçoit. — Il ne lui appartient d'en examiner ni les motifs, ni les conséquences.

C'est la discipline militaire qui fait la gloire du soldat et la force des armées, car elle est le plus grand acte de son dévouement et le gage le plus assuré de la victoire. C'est par elle que toutes les volontés se réunissent en une seule; que toutes les forces partielles concourent vers un même but. Ainsi aucun obstacle ne se présente qu'elle ne l'anéantisse, aucune difficulté qu'elle ne la surmonte. La force qu'elle dirige, fût-elle très inférieure à une autre dont les parties seraient divergentes, elle produira toujours des effets plus certains; elle finira par la détruire, parce qu'en se concentrant successivement sur tous les points de cette dernière, elle opposera constamment le fort au faible. Enfin, c'est par cette vertu militaire qu'une poignée de Grecs abaissa l'orgueil des rois de Perse, qu'Alexandre porta ses armes victorieuses jusque sur les bords du Gange, que les Romains subjuguèrent tous les peuples du monde alors connu.

Parmi les Français, l'obéissance n'est point aveugle, et n'en est que plus héroïque : l'intelligence dont elle n'est jamais séparée, loin de la contrarier, lui sert à mieux exécuter les ordres qui lui sont donnés; mais elle veut être établie sur la confiance et l'abnégation qu'elle fait de ses propres lumières, est un hommage de plus qu'elle rend au chef qui la dirige.

La défense des places fortes est peut-être la partie de l'art militaire qui exige le plus de cette vertu supérieure, parce qu'elle y brille moins que sur les champs de bataille; mais ceux qui se sont consacrés à ce genre de combats n'en sont que plus dignes d'admiration et de reconnaissance.

La discipline militaire nous impose

à tous l'obligation de défendre jusqu'à la mort le poste qui est confié à notre fidélité. Les places de guerre sont de tous les postes les plus importans : ce sont des vedettes distribuées sur la frontière. Le devoir de ceux qui les défendent est le même que celui d'un corps de troupes qui serait établi dans un défilé pour en fermer le passage, et sur lequel reposerait la sécurité d'une armée. Sans doute un pareil poste ne serait pas abandonné à l'ennemi. Nous ne devons donc pas craindre que la ponctualité et le zèle se montrent moins actifs dans le service des places que dans les camps, du moment que tout guerrier saura qu'ils y sont également nécessaires, qu'ils n'y contribuent pas moins à la sûreté de l'État et aux succès des conceptions de son auguste chef, qui saura toujours les faire ressortir avec un éclat proportionné au dévouement qu'ils exigent.

Louis XIV, mécontent de ses gouverneurs et commandans de places, leur adressa la lettre circulaire suivante, qui, depuis cette époque, a toujours été regardée comme la base des devoirs de ceux à qui ces postes sont confiés; une ordonnance semblable avait déjà été rendue par Lonis XIII, comme on le voit par cette circulaire même :

« Traité de l'attaque et de la défense des places, » par M. le maréchal de Vauban. »

« MONSIEUR,

» Quelque satisfaction que j'aie de la » belle et vigoureuse défense qui a été » faite dans celles de mes places fortes » qui ont été assiégées depuis cette » guerre, et bien que ceux qui y com- » mandaient se soient distingués » en sontenant pendant plus de deux » mois leurs dehors, ce que n'ont point » fait les commandans des places enne- » mies, lesquelles ont été assiégées par » mes armes; cependant, comme j'es- » time que les corps de places peuvent » être défendus aussi long-temps que » les dehors, et que c'est sur ce prin- » cipe que, dès le règne du feu roi mon » très honoré seigneur et père, il a été » enjoint à tous gouverneurs de places » de guerre, par une clause expresse » qui s'est toujours depuis insérée dans » leurs provisions, de ne point se ren- » dre, à moins qu'il n'y ait brèche » considérable an corps de la place, et » qu'après y avoir soutenu plusieurs » assauts; j'ai jngé à propos de renou- » veler les mêmes ordres à tous les » commandans de mes places. C'est » pourquoi je vous écris cette lettre » pour vous dire qu'au cas que la place » que vous commandez vienne à être » assiégée par les ennemis, mon in- » tention est que vons ne la rendiez » point, à moins qu'il n'y ait brèche » considérable au corps d'icelle, et qu'a- » près y avoir soutenu an moins un as- » saut; et, ne doutant pas que vous ne » vous conformiez avec tout le zèle que » vous avez fait paraitre en toutes oc- » casions ponr mon service, à ce que je » vous prescris par la présente, je ne » vous la ferai plus expresse ni plus » longue, qne pour prier Dieu qu'il vous » ait, Monsieur, en sa sainte garde.

» Ecrit à Versailles, le sixième jour » du mois d'avril 1705. LOUIS. »

Cependant quelques militaires, même très braves, se sont récriés contre la rigueur de cette ordonnance, et par là, peut-être, ils ont fourni une sorte d'autorité à ceux qui ne cherchent que des prétextes pour se rendre promptement. Il n'est qu'une réponse à leur faire; c'est que des militaires ne sont point des législateurs, qu'un homme de guerre n'est responsable que de l'exécution des lois; qu'il commence à

les enfreindre du moment qu'il se permet des réflexions sur les inconvéniens dont toutes, peut-être, sont susceptibles. La guerre est un état violent, elle entraîne des mesures extraordinaires et une foule de malheurs inévitables qu'on ne souffre que pour en éviter de plus grands. Sans doute il est affreux d'exposer la population entière d'une grande ville à l'emportement d'un vainqueur qui peut l'enlever d'assaut; mais n'est-il pas plus affreux encore d'abandonner à sa licence et à la dévastation tout le pays couvert par cette place; d'exposer une armée dont elle peut couvrir le flanc et les derrières, à être prise à revers et à être complètement détruite, lorsqu'elle touchait au moment de recueillir le fruit de ses travaux?

Mais c'est d'ailleurs mal saisir l'esprit du règlement que de lui imputer le danger imminent de laisser passer au fil de l'épée les citoyens d'une ville. Ce règlement prescrit de soutenir l'assaut au corps de la place; mais il le prescrit, parce qu'il suppose que, conformément aux règles d'une bonne défense, le commandant n'aura point négligé de faire faire derrière la brèche un retranchement capable d'arrêter l'ennemi tout court, quand même l'assaut lui aurait réussi. Ce commandant est condamnable, non pas précisément pour n'avoir pas soutenu un assaut qui aurait pu compromettre le salut des habitans, mais au contraire, pour n'avoir pas pourvu de bonne heure à la sûreté de ces mêmes habitans par la construction d'un bon retranchement qui l'aurait mis en état de soutenir l'assaut avec sécurité.

La loi du 26 juillet 1792, article 1er, interprète la lettre de Louis XIV par le texte suivant:

Tout commandant de place forte ou bastionnée qui la rendra à l'ennemi avant qu'il y ait brèche accessible et praticable au corps de place, et avant que le corps de place ait soutenu au moins un assaut, si toutefois il y a un retranchement intérieur derrière la brèche, sera puni de mort, à moins qu'il ne manque de munitions et de vivres.

Mais ce texte ne justifie point le commandant de s'être rendu avant d'avoir soutenu l'assaut, parce que cela ne le dispense pas de faire un retranchement, à moins que, par quelque circonstance imprévue, il n'y eût impossibilité constatée. Ainsi l'objection tombe d'elle-même, et la responsabilité du commandant reste entière, sans que le salut des habitans soit compromis.

Le coupable, s'il arrivait qu'une place fût par évènement emportée d'assaut, après une résistance courageuse et bien entendue, ne serait point celui qui l'aurait soutenue au péril de sa vie, mais celui qui abuserait de sa victoire. Le premier a rempli héroïquement ses devoirs, le second déshonore son triomphe. Et qu'on ne dise point que le pillage est un droit de la guerre; ce droit n'exista jamais que parmi les barbares: les généraux les plus recommandables se sont, dans tous les temps, efforcés de le réprimer; et souvent ils y ont réussi, ainsi que le fit M. le maréchal de Saxe à la prise de Prague qu'il emporta par escalade. Il y donna de si bons ordres, que les soldats ne commirent aucun excès dans la ville Il est vrai néanmoins qu'un gouverneur ne doit pas exposer la bourgeoisie à une semblable incertitude; il doi commencer par assurer les derrières de la brèche par un bon retranchement, et la bourgeoisie elle-même, dont ce retranchement fait la sûreté, doit partager à cet égard les travaux de la garnison.

Si l'on veut avoir l'exemple d'une défense qui ait rempli les conditions prescrites par la lettre de Louis XIV, quoique antérieure à son règne, il faut lire la relation du siége d'Hesdin, faite par le chevalier de Ville qui en avait dirigé lui-même, comme ingénieur, les opérations sous les ordres de M. de la Melleraye, grand-maître de l'artillerie. La ville d'Hesdin a soutenu plusieurs siéges; celui dont il est ici question eut lieu sous Louis XIII, en 1637. Les Français attaquaient la ville, et les Espagnols la défendaient sous les ordres du comte de Hanapes, gouverneur. La relation du chevalier de Ville peut servir de modèle en ce genre; comme elle renferme plusieurs réflexions utiles, et qu'elle donne une idée de la manière dont on procédait de part et d'autre dans la guerre des siéges à cette époque, j'en citerai plusieurs passages, en regrettant que les bornes de cet écrit ne me permettent pas de la rapporter tout entière.

« Le vendredy 20 may, l'armée s'approcha à demie lieue de Hesdin, où » chacun prit son camp, et son champ » de bataille. A mesme temps que ceux » de la ville virent paroistre les nostres, » ils mirent le feu à tous les deux faux» bourgs avec si grande haste, qu'ils » n'eurent pas loisir de porter rien de » ce qu'ils y avoient laissé.

» Le dimanche 22, les tranchées » commencèrent à être ouvertes.

» Cependant le roy part de Sainct» Germain le 25 may, toute la cour » l'accompagne; chacun veut participer » à l'honneur d'une si glorieuse entre» prise. Toute la noblesse abandonne » Paris, et on n'y voit plus personne » qui ne soit honteux d'y porter une » espée.

» L'éminentissime cardinal duc de » Richelieu suit le roy le jour même. » Dès-lors chacun s'assure de la prise » de Hesdin; on ne fait plus compte de » ses fortifications, de la force de la » garnison, et de la quantité des ca» nons et munitions qu'on craignoit » auparavant.

» Tant plus nous avancions le com» blement du fossé, tant plus l'ouvrage » estoit difficile, parce que les en» nemis, outre les mosquetades, ils » se servoient plus advantageusement » de leurs artifices; il ne leur falloit » plus jetter si loing les grenades, les » cercles, les pots à feu; ils laissoient » rouler au long de la bresche les bom» bes, et décendoient avec des chaisnes, » des fagots et des gabions couverts de » composition et les arrestoient et fai» soient brusler où il leur sembloit plus » à propos.

» La réputation de ce siége estoit si » grande que tous ceux qui habitoient » les provinces voisines y venoient » pour le voir, et plusieurs des pays » fort éloignez. Monsieur le nonce du » pape, et Monsieur l'évesque de Beau» vois le vindrent voir le 20 de juin; et » encor que leur profession ne fust pas » de s'approcher des lieux périlleux, » néantmoins ils y voulurent aller, » puisque le roy y avoit été. Leur cu» riosité fut autant louée, comme le re» proche fut grand aux gentils-hommes » du pays qui n'y vindrent pas.

» Ces jours icy, les ennemis com» mencèrent à ne plus tirer tant du ca» non comme ils avoient accoustumé; » nous conjecturâmes de là qu'ils » avoient fautes de boulets ou de pou» dre; ils ménagèrent fort mal leurs » munitions pour avoir trop tiré au com» mencement et sans nécessité; ils en » manquèrent à la fin, lorsqu'ils en » avoient plus de besoin.

» Les deux mines (aux bastions at» taqués par Champagne et Piémont

» furent toutes prestes après midi. » Monsieur le grand-maistre résolut de » ne les faire jouer qu'à six heures du » soir affin qu'on peust se loger de » jour, parce que la nuit nous estoit » trop dommageable pour les raisons » que nous avons dites. Il estoit ad- » verty que les ennemis se préparoient » depuis plusieurs jours à soustenir » l'assaut, que le gouverneur l'avoit ré- » solu, que les soldats y estoient tous » disposez, que les artifices estoient » tout prests, et les retranchemens » achevez. Il jugea qu'une attaque ne » se pouvoit faire qu'avec perte signa- » lée des nostres, et particulièrement » de quantité de gentils-hommes de » marque volontaires, et qu'il n'eust pu » empescher d'y aller des premiers. Il » donna l'ordre pour faire seulement » un logement, où tout aussitôt on fe- » roit des fourneaux, pour faire sauter » peu à peu, et sans perte des nostres, » les retranchemens que les ennemis » avoient préparés.

» Les montagnes voisines estoient » toutes couvertes de spectateurs, et » tout estoit couvert d'hommes. Par » cet appareil les ennemis cogneurent » que nous nous préparions à faire » quelque grand effort, bien plus que » nous n'avions dessigné : eux ne man- » quent pas aussi de disposer tout ce » qui estoit nécessaire pour résister » courageusement. Nostre canon tire » furieusement tout le jour, la mos- » quetterie sans cesse, les trompettes » font les fanfares, tout est en mouve- » ment. Sur les six heures du soir on » met le feu aux deux mines, celle de » Piedmont fait autant d'effet que l'au- » tre, encor qu'elle n'eust que la moitié » de la poudre. Je croy que de celle » de Champagne, il n'en prit que le » premier fourneau et que la saucisse » en fut estouffée par l'éboulement de » la terre, avant que le feu peust aller » jusqu'aux autres; néantmoins toutes » les deux bresches estoient grande- » ment ouvertes et faciles à monter; » mais le malheur des passages et ponts » qui se rompirent, nous empeschèrent » encor cette fois d'aller plus avant. » Tout à l'instant les ennemis se mons- » trent sur la bresche, quelques-uns à » découvert, font leur salve, roulent en » bas des chevaux de frise montez sur » deux roues, jettent quantité de gre- » nades, de cercles, de pots, et toutes » sortes d'artifices couvrent la bresche » de feu. Les mosquetades sifflent sans » cesse de tous costez, tout est couvert » de fumée, de nostre canon, de leurs » feux et de leurs mosquets. Ils crient, » ils s'exhortent les uns les autres et té- » moignent qu'ils se veulent deffendre » sans crainte; ils se mettent à travail- » ler derrière la bresche, nous voyons » jetter la terre, et quoyque nostre ca- » non tirast furieusement contre ces » lieux, ils ne cessoient pas de travail- » ler et de tirer.

» Le vingt-huitième juin, sur les six » à sept heures du soir, on commanda » de donner. Ceux de Bellefond et de » Mondejus s'advancent vers l'ennemi » et vont à la bresche. Le Chenoy, ca- » pitaine du régiment de Mondejus, » avec Dumont, se tiennent là-dessus à » la mercy des mosquetades qui pleu- » voient sans cesse. Les soldats com- » mandez les suivent, et se mettent en » devoir de travailler. Ceux des tran- » chées tirant continuellement nos ca- » nons de toutes les batteries, n'inter- » rompent point de tirer dans les para- » pets et lieux où ceux de la place fai- » soient leurs défenses; mais cela » n'empeschoit pas que les ennemis ne » fissent pleuvoir une espaisse gresle » de mosquetades. Les bombes roulent » au long de la bresche, les grenades

» crèvent de tous costez, et les pierres » volent partout. Les cercles, les pots à » feu, les gabions bruslans, et tous les » autres artifices couvrent tonte la » bresche de feu; on ne sait où se mettre, le péril est partout; les uns sont » tuez des coups de mosquets, les autres estropiez des grenades, tous » sont blessez par quelqu'un de ces tirs; » il n'en revient point de sauve. On » veut recommencer l'effort, mais ceux » de dedans n'interrompent point leur » défense; ils se rafraischissent les uns » après les autres, et la résistance est » aussi puissante à la fin qn'an commencement, tellement que les derniers n'ont pas meilleur traitement » que les premiers. Avant que les nostres puissent commencer à travailler » ils sont tuez ou blessez, et tant plus » nous persévérons, tant plus la perte » des nostres est grande; les ennemis » ne se rebutent pas, parce qu'ils sont » à couvert et qu'ils reçoivent pen » de mal et en font beaucoup; et les » nostres au contraire en reçoivent » sans en faire, et sans pouvoir advancer le travail. Jamais attaque n'a esté » plus opiniastre ny mieux soutenue.

» Il fut résolu de faire le lendemain » deux fortes attaques par les deux passages du fossé, et d'autres sur des » ponts de bois et de joncs, pour aller » aux autres lienx ruinez, à la cortine » et aux flancs, aussi rompus et aussi » aisez à monter que ceux où la mine » avoit jouez. Tous se retirèrent pour » faire un plus grand effort le lendemain.

» Au lever du soleil, environ une » heure après que le sieur de la Fregelière fut tué, un tambour vint sur la » bresche qui bat la chiamade. On » cesse de tirer; il se montre, et dit que » ceux de la place demandoient à parlementer.

» Les articles qu'ils prétendoient furent portés au roy, qui en retrancha » et ajouta ce qu'il jugea à propos; enfin, après quelques demandes et quelques réponces, ils furent conclus sur » le midy avec les conditions qui s'en » suivent.

» Il leur fut accordé que toute la garnison sortiroit le lendemain 30 juin, » à dix heures du matin, avec leurs armes, chevaux et bagages, tambour » battant, enseigne déployée, balle en » bouche et mesche allumée des deux » bouts;

» Qu'ils pourroient emmener deux » pièces de canon, l'une de vingt et » l'autre de vingt-quatre livres de » balle, et un mortier avec qnatre tonnes de mesches, etc., etc.

» Il sortit treize cents hommes à pied » sous les armes, et environ cinq cents » sur les chariots, tant blessez, que malades, que paysans, et six-vingts chevau-légers. Il y avoit, outre cela, » plus de quatre mille femmes et près » de cinq cents chariots, sans ceux que » nous leur avions fournis, chargez de » meubles et de personnes. Le roy les » voulut voir sortir, et parla au gouverneur, le loua de la deffence qu'il avoit » faite, et lui témoigna qu'il faisoit estime de sa personne.

» Les murailles du costé de l'attaque » estoient fort gastées, à cause des cinq » bresches qu'il y avoit, à chaque face » du bastion, une de seize toises d'ouverture d'assez facile montée, les » orillons et flancs tous rompus et une » autre bresche à la cortine. Dans le » bastion qui estoit attaqué par Piedmont, ils avoient fait plusieurs retranchemens les uns après les autres. » Dn costé de l'attaque de Champagne, » ils estoient meilleurs. Un fossé creusé » dans le rempart tout au long de la » cortine, palissadé comme les autres,

» servoit de retranchement en cet en- » droit.

» Ils avoient aussi préparé quantité » d'artifices pour deffendre la bresche, » quantité de grenades et des bom- » bes, des cercles, des gabions gué- » deronnez et plusieurs autres sem- » blables.

» Outre cela, à chaque flanc il y avoit » une pièce de canon pointée vers la bres- » che, qu'il fut impossible de démon- » ter, à cause que les orillons les cou- » vroient, encor qu'on les eust telle- » ment rompus, qu'on pouvoit facile- » ment monter en haut. »

On voit, par ces citations, que ce qui avait été prescrit par Louis XIII aux gouverneurs français, et ce qui l'a été depuis par la lettre de Louis XIV, avait été observé dans la défense d'Hesdin par le gouverneur espagnol. Il y avait cinq brèches au corps de place, et il avait trouvé moyen avec sa petite garnison de faire faire des retranchemens à chacune d'elles. Les assiégeans avaient inutilement tenté de s'y loger, ils en avaient été repoussés vigoureusement, et tout était disposé pour soutenir au besoin une attaque générale de vive force, sans compromettre le salut des habitans.

Cependant cette défense est plutôt sage que brillante; elle aurait pu être poussée beaucoup plus loin, et peut-être l'eût-elle été, comme l'assurèrent les assiégés après la capitulation, si la poudre, qu'ils avaient inutilement consommée dans les commencemens, ne leur eût manqué.

Néanmoins, puisque cette défense satisfait à ce qui a été prescrit depuis par la lettre de Louis XIV, on peut conclure que le devoir qu'elle impose n'est rien moins qu'excessivement sévère. Et en effet, il est bien en arrière de ce qui se pratiquait chez les anciens, de ce qu'on a vu encore dans un grand nombre de siéges qui ont eu lieu seulement depuis Charlemagne, avant et après l'invention de la poudre, du temps même de Louis XIV, et postérieurement à lui; et lorsqu'on pense que cette circulaire a été provoquée par le maréchal de Vauban, l'homme le plus philanthrope peut-être de tout le siècle d'alors, on ne peut s'empêcher de demeurer convaincu, que cette mesure était indispensable, et peut-être insuffisante. Ce grand ingénieur, non moins illustre par ses travaux pour l'administration civile, que par ses exploits militaires, ajoute, à cette circulaire rapportée dans son *Traité de la défense des Places*, les réflexions suivantes.

«Traité de l'attaque et de la défense des places.»

« La plupart des places mal défen- » dues l'ont moins été par le peu de » courage des gouverneurs que parce » qu'ils n'en ont pas entendu la défense. » La raison de cela, c'est que tous les » gouvernemens sont donnés ou ache- » tés; ceux qui sont donnés, le sont » ordinairement à de vieux officiers » pour récompense de leurs services, » sans faire beaucoup d'attention à leur » capacité, que l'on suppose plutôt telle » qu'elle devrait être, qu'on ne la con- » naît, en quoi l'on se trompe fort. » Beaucoup de ces officiers, qu'un peu » de faveur a aidés à faire le chemin, » ne songent guère qu'à faire leur » cour, et à faire valoir leur gouverne- » ment, pour avoir de quoi subsister » une partie de l'année à Paris et à la » cour où ils résident le plus qu'ils peu- » vent. Sont-ils obligés de venir dans » leur place? c'est à condition de n'y » demeurer que le moins qu'ils pour- » ront, et sur le pied d'y tenir table de » jeu, de bonne chère, et d'aller en vi-

» site dans les environs faire des parties » de chasse, etc.; c'est à peu près tout » ce qui les y occupe : d'application à » bien connaître le fort et le faible de » leurs places, aucune, ou si peu, que » ce peu ne les rend pas plus savans. » Très rarement se donnent-ils la peine » d'examiner le détail de leur garde, » de visiter les postes, ni de faire quel» que ronde; et quand je dirais que pas » un ne la fait au temps où nous som» mes, je ne croirais pas mentir. Il y a » plus que cela, c'est qu'ils ne la font » ni de jour ni de nuit, dedans ni de» hors, ni près ni loin. C'est une inap» plication générale à étudier leur forti» fication, et leur usage, le rapport que » les pièces qui la composent ont entre » elles en général et en particulier; les » protections qu'elles se peuvent ré» ciproquement donner; les chicanes » dont elles sont capables; le mal » qu'elles peuvent faire à l'ennemi, » tant qu'elles sont en notre pouvoir, et » celui que nous en pouvons recevoir » quand nous les avons perdues. Ce » sont toutes choses qu'ils devraient » savoir parfaitement. Cependant je » puis dire que de tous les gouverneurs » que j'ai connus, j'en ai fort peu vus » qui se soient donné la peine de s'en » instruire. Ce qui fait que peu d'entre » eux entendent les accessoires de leur » défense, l'usage qu'ils pourraient » faire de leur fortification, si elle était » bien entendue, et jusqu'où se peut » porter une bonne défense. Ils ne sa» vent jamais juger sainement du degré » de force ou de faiblesse où ils se trou» vent pendant les accès du siége. Pas » un n'entend le ménagement des mu» nitions, ni de quelle quantité il en a » besoin, ce qui fait que tous font des » demandes fort extraordinaires, et que » quelque quantité qu'ils en puissent » avoir, ils en manquent toujours, » parce qu'elles sont la plupart dissipées » et très mal économisées.

» On peut dire la même chose des ar» mes de rechange, à quoi ils ne font pas » grande attention avant que le besoin » les presse. Ils savent encore moins le » nombre et la quantité de troupes qui » leur sont nécessaires; jusqu'à quel » point et comment il les faut ménager » dans un siége, pour ne les pas expo» ser mal à propos : la même chose de » l'usage de leur canon. Tous attendent » à travailler à leurs retranchemens » jusqu'à ce que l'ennemi les presse; » c'est-à-dire, quand il n'est plus temps » de le faire, par la quantité de boulets, » de bombes et de pierres qui pleuvent » de tous côtés sur les pièces atta» quées (qui sont celles qu'il faudrait » avoir retranchées de bonne heure), ce » qui leur cause pour lors un empêche» ment qu'ils ne sauraient plus surmon» ter. Rien n'est donc plus commun » que de voir des gouverneurs qui, » n'entendant point la défense de leurs » places, y font des fautes très gros» sières; le tout, parce qu'ils ne s'y sont » pas préparés, faute de résidence, » d'étude et d'application. De là suit » nécessairement l'étonnement et l'em» barras où ils se trouvent quand ils se » voient assiégés, ce qui produit pres» que toujours une très mauvaise dé» fense; au lieu que s'ils demeuraient » plus assidûment dans leurs places, » qu'ils s'appliquassent à les bien con» naître, en y employant deux ou trois » heures de temps par jour; qu'ils en » fissent souvent le tour dehors et de» dans; qu'ils consultassent ceux qui » les viennent voir, et qui ont la répu» tation d'y entendre quelque chose; » qu'ils en fissent des extraits relatifs à » un bon plan, ils pourraient, dans une » année ou deux de temps, se rendre » capables et très savans. Sans cette ap-

»plication, un homme commandera »fort bien dix années de temps dans »une place sans mieux la connaître »que le premier jour. Ce qui est ici re- »proché aux gouverneurs se doit ap- »pliquer aussi aux lieutenans de roi et »majors, qui sont pour l'ordinaire les »second et troisième commandans de »la place. »

Plus loin, M. de Vauban s'exprime de la manière suivante :

« Entre ceux qui défendent mal les »places, on pourrait mettre les offi- »ciers-généraux et commandans parti- »culiers qu'on y envoie dans l'attente »d'un siége, pour suppléer au défaut »des gouverneurs du savoir-faire des- »quels on se défie. Ceux-ci n'ont peut- »être jamais vu la place dont il s'agit »que cette fois-là; comme ils ne la »peuvent pas connaître en si peu »de temps, ils sont sujets à commettre »de terribles fautes, ce qui ne leur ar- »rive que trop souvent. D'ailleurs, le »gouverneur, qui est toujours fâché de »ce qu'on lui donne un maître, ne »s'ouvre à lui que le moins qu'il peut: »il ne lui donne pas grande connais- »sance de ce qu'il pense, et tout cela »concourt à la perte des places, de la »défense desquelles l'un et l'autre s'ac- »quittent fort mal. Après quoi, et lors- »qu'ils sont dehors, on les voit se dé- »chaîner contre elles, les décrier et »leur imputer des défauts qu'elles »n'ont point et que la plupart ne con- »naissent pas. Faible moyen pour ex- »cuser leur ignorance, pour ne pas »dire leur lâcheté!

»Il serait à souhaiter que les gou- »vernemens des places ne fussent don- »nés qu'à des officiers dont la capacité »dans la fortification et le service de »l'infanterie serait entièrement con- »nue; elles se défendraient tout au- »trement qu'elles ne le font aujour- »d'hui, où les meilleures et les plus »exactement fortifiées ne font guère »plus de défense que les médiocres. »Quand Menin, l'une des bonnes pla- »ces du royaume, s'est rendue, je me »suis laissé dire qu'il y avait encore »deux demi-lunes à prendre, les des- »centes du fossé à faire, un flanc de la »place qui, n'ayant pour imposer que »l'inondation, ne pouvait être battu; »ce flanc défendait le bastion le plus »endommagé de l'attaque. Celui de la »droite ne l'était que très peu : plus »de réflexion et de connaissance de »la fortification aurait fait valoir ces »deux demi-lunes, toutes deux fort »bonnes et très bien revêtues, et nous »aurait épargné la honte d'avoir per- »du une aussi bonne place en si peu »de temps. Il faudrait exiger des gou- »verneurs, pour empêcher des exem- »ples de cette nature, un projet de dé- »fense, après qu'ils auraient fait un an »ou deux de séjour dans leurs places; »ce projet servirait à faire connaître »leur capacité dans la défense. La né- »cessité de le dresser et d'en rendre »compte eux-mêmes les mettrait au »moins dans l'obligation de donner »quelque application à leur métier et »d'étudier la fortification. Si, après »plusieurs projets de défense, on ne »leur apercevait aucune capacité, au- »cune connaissance de la bonté de »leur place, et de la défense que »peut faire chaque ouvrage en parti- »culier, il faudrait les priver de leurs »emplois. On sait assez le bien qui ré- »sulterait d'une pareille chose, sans »qu'il soit nécessaire de l'expliquer. »

On voit, par ces réflexions du maréchal de Vauban, qu'il attribue, et sans doute avec raison, la mauvaise défense des places à l'ignorance des commandans plutôt qu'au manque de courage. En effet, un commandant qui a vu

l'ennemi s'approcher en peu de jours et presque sans difficulté, de la queue des tranchées jusqu'au bord du fossé, malgré toute l'artillerie des remparts, s'imagine, en voyant cette artillerie entièrement démontée et ses feux presque éteints, qu'il ne faut plus à l'assiégeant que quelques heures pour aborder le corps de place; et, effrayé du danger que courent la garnison et la bourgeoisie, il n'ose tenir davantage, c'est-à-dire qu'il se rend lorsque la véritable défense ne fait, pour ainsi dire, que de commencer; il n'est pas en état de rassurer les autres, puisque lui-même il n'a plus de confiance dans ses propres moyens. Il en serait tout autrement, si le chef connaissait les ressources que lui offre sa situation, s'il avait su économiser ses munitions, s'il savait ordonner un bon retranchement, faire des sorties à propos, employer les contre-mines et les fougaces.

Remarquons bien que ce prétexte, fondé sur le danger auquel un assaut au corps de la place expose les habitans, n'a pas même lieu pour les citadelles, forts et châteaux, où il n'y a point de bourgeoisie, et qui composent, à eux seuls, la plus grande partie des postes défensifs : la garnison y est comme dans une redoute, fermée et fortifiée avec le plus grand soin, parce qu'elle doit servir de point d'appui à un corps d'armée. Or, quel est le militaire qui pourrait entendre parler de capitulation dans un pareil poste? C'est le poste d'honneur, c'est le passage des Thermopyles; et que dirait aujourd'hui l'histoire, de Léonidas et de ses trois cents Spartiates, s'ils eussent capitulé?

« J'avais résolu (dit le chevalier de » Ville dans son chapitre des Capitula- » tions et Redditions des places) de ne » point mettre ce chapitre, pour faire » entendre aux gouverneurs qu'ils ne » doivent jamais capituler, et que c'est » celuy auquel ils doivent moins étu- » dier ou savoir; toutefois, parce qu'il » peut arriver qu'après une raisonnable » résistance, le prince veut qu'on ren- » de la place pour plusieurs considéra- » tions qu'il peut avoir, et parce qu'à » la fin le lieu et la terre manquent » pour se retrancher, ou qu'on n'a plus » de soldats pour se deffendre, ou des » munitions pour tirer, ou des vivres » pour se nourrir, on est contraint de » capituler.

» C'est une chose bien certaine, que » jamais on ne refuse composition lors- » qu'on la demande, en quel état qu'on » soit, et que le gouverneur est bien » plus estimé, et a plus d'honneur d'a- » voir mauvaise composition pour s'es- » tre trop bien deffendu, que de se » rendre trop tôt pour avoir quelque » avantage : c'est en quoy plusieurs » gouverneurs mal expérimentés ont » failly et se sont rendus infames, eux » et leur postérité, pour n'avoir pas » soutenu autant qu'ils devoient, de » peur que l'ennemy ne leur feroit » point party, s'ils se deffendoient jus- » ques aux derniers travaux. Puisque » nous avons vu plusieurs faire cette » faute, je pourrois donner cet advis, » que l'ennemy, quelque force qu'il » aye, ne peut prendre une place mé- » diocrement fortifiée, mais bien def- » fendue; qu'il n'y vienne pied à pied » avec le temps, et que l'attaque a tous » ses ordres et sa suite, comme nous » avons cy-devant escrit. Il faut que » l'ennemy se campe, fasse ses batte- » ries et tranchées, force les dehors et » contr'escarpes, rompe les deffences » et flancs, passe le fossez, fasse jouer » la mine ou fasse bresche avec le ca- » non; et après cela, qu'il se loge là- » dedans, se rende maistre des retran-

» chemens, et qu'au dernier le gouver-
» neur sera reçu à composition très
» honorable, aura la gloire de s'estre
» deffendu vaillamment, sera loué des
» ennemis et estimé de son prince. »

« Je n'approuverai jamais (dit M. de
» Feuquières) la conduite des gouver-
» neurs qui croient se devoir ménager
» une capitulation avec ce qu'on appelle
» faussement des marques d'honneur,
» que je crains fort que les fautes dans
» la défense ou la capitulation préma-
» turée ne leur aient acquises.

» Je tiens ces marques d'honneur
» pour véritables marques de honte, et
» je crois que l'attaquant est bien plus
» disposé à traiter avec des marques
» d'honneur un gouverneur qui lui dis-
» pute tout son terrain avec capacité et
» valeur, et qu'il voit encore en dispo-
» sition de lui vendre bien cher ce qui
» lui en reste, que non pas celui dont
» la défense a été sans capacité et sans
» valeur, et qui par conséquent n'aura
» pas mérité l'estime de l'ennemi. »

La conclusion précise que nous tirerons de ce chapitre, c'est qu'un officier chargé de la défense d'une forteresse, s'il ne songe qu'à mettre sa responsabilité à couvert, peut se borner à la stricte exécution de ce qui est prescrit par la circulaire de Louis XIV ; mais que s'il veut marcher sur les traces des Jeanne d'Arc, des Bayard, des Guises, des Chamilly, il ne se contentera point de paraître sur la brèche une fois pour la forme ; il en chassera vigoureusement l'ennemi autant de fois que celui-ci osera s'y présenter ; il emploiera tout ce que le courage et l'industrie réunis pourront lui suggérer pour ralentir et détruire les travaux de l'assiégeant. Il se hâtera de faire de solides retranchemens derrière les brèches, et plusieurs les uns derrière les autres ; il les défendra tous successivement avec la plus grande obstination, et enfin il ne proposera de capitulation que lorsqu'il n'en restera plus qu'un, c'est-à-dire lorsqu'il verra que cette capitulation est devenue nécessaire au salut des habitans, et qu'il pourra dire, comme François Ier : *Tout est perdu, hormis l'honneur.*

CHAPITRE II.

Obligation de défendre les places fortes jusqu'à la dernière extrémité, confirmée par l'importance de ces points militaires. — Que les forteresses ne se placent point au hasard. — Qu'elles forment un grand ensemble, dont toutes les parties sont liées entre elles, et avec le système général de la guerre. — Que cet ensemble peut être entièrement rompu, les plus grands projets déconcertés et la sûreté de l'État compromise, par la mauvaise défense d'une seule forteresse.

Tout militaire, chargé de la défense d'une place forte, connaît maintenant ses obligations : les premières lignes de cet ouvrage ont dû l'en instruire. Nous pourrions donc passer de suite aux moyens de les remplir, c'est-à-dire aux moyens que fournit l'industrie pour prolonger la défense aussi loin qu'elle peut aller. Mais il est satisfaisant pour un brave de savoir que son dévoûment n'est point inutile à sa patrie, et qu'en exposant sa vie pour elle, il lui rend un service signalé. Nous allons donc faire voir que les points fortifiés, dont la défense obstinée est si rigoureusement prescrite, doivent être en effet défendus avec cette ténacité, pour la sûreté intérieure de l'État, et le succès des plus grandes entreprises militaires.

Les forteresses ne sont point distri-

buées au hasard sur une frontière; elles forment un grand ensemble, dont toutes les parties sont liées entre elles, et avec le système général de la guerre. Il en est qui ont un objet spécial et déterminé, quoiqu'elles tiennent toujours, à certains égards, au système général, comme celui de mettre à l'abri d'insulte un port de mer, un grand arsenal, un entrepôt considérable de commerce ou de subsistances, une colonie lointaine. L'importance de semblables positions n'a pas besoin d'être démontrée.

D'autres ont pour objet d'arrêter l'invasion de l'ennemi, et de garantir d'une attaque imprévue : telles sont celles qui sont placées sur les grands débouchés, les routes principales communiquant du dedans au dehors, les gorges des montagnes qui peuvent servir de routes, l'entrée et la sortie des rivières navigables, les lieux où les fleuves qui bordent la frontière offrent des passages commodes, les points de la côte maritime facilement abordables aux flottes ennemies. Il est clair que la défense de tous ces points est tellement importante, que les omissions commises à cet égard pourraient entraîner des désastres qui seraient ressentis jusqu'au cœur de l'État, et répandraient l'alarme jusqu'aux extrémités de l'empire.

Il est des places dont la destination principale est de couvrir les flancs et les derrières d'une armée active qui s'éloigne hors des frontières, sur la confiance que doivent lui inspirer ces points d'appui, soutenus par des garnisons proportionnées au service qu'ils exigent. Si une pareille place était emportée, l'armée active se trouverait entre deux feux, la retraite lui serait coupée; et, au moment peut-être de forcer l'ennemi à conclure une paix long-temps désirée, elle se verrait elle-même exposée à la nécessité de transiger pour son propre salut, ou de se faire jour, l'épée à la main, au milieu des plus grands obstacles.

Dans d'autres forteresses sont établis les dépôts de subsistances et les munitions pour subvenir aux besoins des armées, soit dans le cas d'une guerre défensive, soit lorsqu'elle doit servir de magasin à une armée active pour se porter en avant. Une semblable position, enlevée par l'ennemi, est un des évènemens malheureux les plus difficiles à réparer. On aura épuisé au loin toutes les ressources du pays pour les mettre en lieu sûr et pour alimenter l'armée. L'ennemi arrive, obligé de tirer lui-même avec la plus grande difficulté ses subsistances de ses propres magasins, dont un des premiers points de la guerre est de s'attacher à lui couper les communications; au lieu de cela, on lui abandonne ceux qu'on a pris soi-même tant de soin à former; on lui fournit les moyens dont il manquait de pousser la guerre en avant; on perd de son côté les moyens d'opérer; on se réduit à l'inaction et à la détresse.

D'autres places ont pour objet de servir de retraite à une armée qui aurait pu recevoir un échec, et à en recueillir les débris. Si ce refuge est enlevé, que deviendra l'armée? Elle sera poursuivie sans pouvoir se rallier; elle se trouvera dispersée de tous côtés, et détruite partiellement.

Enfin la plupart des places fortes remplissent à la fois plusieurs destinations; partout elles assurent les communications, toujours si importantes à la guerre, et les rendent très difficiles pour l'ennemi. On les établit toujours pour en faire les points de réunion du plus grand nombre de routes, de ri-

vières et de canaux : ce sont des points centraux, d'où partent tous les mouvemens ; si ces points viennent à être enlevés, l'ensemble est rompu, et une trouée faite intercepte les secours mutuels ; l'ennemi pénètre jusqu'au cœur de l'État, et c'est alors qu'il faut reconquérir son propre pays.

Des places fortes, établies de distance en distance sur un fleuve qui, comme le Rhin, sert de limite à l'empire, rendent l'attaque sur cette partie de la frontière comme impraticable à l'ennemi, et excessivement dangereuse pour lui ; car en occupant les lieux les plus commodes pour le passage, elles le rendent très difficile à l'ennemi, et en supposant que ce passage lui eût réussi, elles l'exposent toujours, s'il veut continuer son invasion, sans prendre d'abord ces places, à être poursuivi sur ses derrières et séparé de son propre pays, ou à une diversion par ces places elles-mêmes, qui sont des passages tout faits ; et si l'ennemi veut s'emparer d'abord de ces places, elles lui offrent de grandes difficultés, parce que le fleuve, séparant les divers quartiers de l'armée assiégeante, les expose à être surpris et battus successivement.

Les places fortes en général, lorsqu'on peut compter qu'elles tiendront long-temps, offrent de grands moyens pour faire diversion, parce que, pendant les longues opérations du siége entrepris par l'ennemi, on a le temps de faire une expédition dans son pays même, par un autre point, d'y porter la terreur, et de revenir encore lui faire lever le siége, s'il ne l'a pas déjà abandonné pour venir à la défense de ses propres foyers.

Celui qui a un bon cordon de forteresses est toujours maître d'accepter ou de refuser la bataille. Il y jette tout ce que la campagne environnante a pu fournir de subsistances, et se retire avec son corps d'armée, sous la protection de ses places intérieures, se contentant de harceler l'ennemi. Alors, si celui-ci veut pénétrer, il ne pourra réunir les vivres qui lui sont nécessaires pour rester en masse ; il sera obligé de se disséminer pour s'en procurer au loin ; on pourra l'attaquer en détail, et quoique plus faible que lui, le combattre toujours avec avantage.

L'ennemi qui veut envahir un pays, entouré de places fortes, ne saurait dissimuler long-temps ses projets; il ne peut pénétrer sans faire d'abord une trouée. Les siéges qu'il est obligé d'entreprendre pour cela exigent de grands préparatifs en matériel, et des mouvemens de troupes qui indiquent facilement le but de ses entreprises. S'il prend une de ces places de première ligne, il y emploiera le temps de la campagne ; et, au commencement de la campagne suivante, il y trouvera toutes les ressources de l'assiégé réunies vers le lieu de la trouée commencée ; et, si la résistance qu'il peut prévoir lui fait changer de projet, la place qu'il aura prise ne lui servira plus de rien ; il aura consumé inutilement son temps et ses moyens.

Les forteresses dispensent d'avoir toujours l'armée active totale sur pied, parce qu'en arrêtant le premier choc de l'ennemi, elles donnent le temps de rassembler les forces. Il suffit que les cadres soient formés et que l'organisation en soit arrêtée. Sous ce rapport, elles offrent de grands moyens d'économie, en hommes, en objets de consommation et en argent ; elles mettent même les hommes de nouvelle levée en état d'être presque aussi utiles que les vieilles troupes, parce que des milices nouvelles peuvent tenir garni.

son dans les places de seconde et troisième ligne, et s'y former au service, pendant les délais et les chances qu'entraîne la résistance des places de la première ligne; elles peuvent même faire plusieurs parties du service dans les places attaquées.

Il est des forteresses dont l'objet est plus circonscrit, et qui n'en sont pas moins importantes par leurs positions; telle est la ville d'Elseneur, en Danemark, qui, par les contributions qu'elle impose aux vaisseaux de commerce qui traversent le Sund, se trouve être un objet de revenu pour le souverain qui la possède; telle est la forteresse de Gibraltar, qui donne aux Anglais la faculté d'empêcher qu'aucune autre puissance en guerre avec eux puisse passer par le détroit sans une escorte considérable, et qui leur procure un asile contre les gros temps ou les suites d'un combat livré dans ces parages éloignés de leur métropole.

On se détermine quelquefois à fortifier un point, moins par les avantages directs qui en résultent, que simplement pour en priver l'ennemi; d'autres fois on est invité à placer un fort sur un point déterminé, uniquement par son site heureux, et comme pour achever ce que la nature a commencé. Mais souvent il est telle place qui paraît peu utile, et qui, par des circonstances imprévues, peut devenir un point de la plus haute importance; telles sont, en général, celles de la troisième ligne, qui peuvent sauver l'Etat, si l'ennemi, ayant épuisé tous ses moyens pour enlever celles de la première et de la seconde qui la couvraient, se trouve hors d'état de lutter contre les dernières ressources que la durée de leur défense a donné à l'assiégé le temps d'y accumuler.

Traité de la sûreté des Etats, par le moyen des forteresses.

La petite place de La Fère fit perdre, par sa résistance, à Henri IV, l'importante ville de Calais; « Henri IV, dit » Maigret, voulant entrer en Flandre, » assiégea La Fère, pour ne laisser aucune place derrière soi: par là, l'archiduc Albert eut le temps d'unir ses » forces, et bien qu'il ne pût forcer le roi » à lever le siége, il y fit entrer un se» cours, par le fameux George Bassa, » pour en prolonger la défense, et s'en » alla attaquer la ville de Calais, qui » était d'une plus grande conséquence » que celle de La Fère; il y retrancha si » bien ses quartiers, qu'il fut impossi» ble aux Français de la secourir, et » enfin il l'emporta d'assaut.

» Qui arrêta (continue le même au» teur) les progrès qu'Annibal faisait con» tre les Romains, si ce ne fut la lon» gue résistance que firent Spolette et » les autres petites places qu'il attaqua? » Qui conserva la Flandre au roi d'Es» pagne après la perte de la bataille de » Nieuport, l'an 1600, si ce ne furent les » forteresses? Les Hollandais remportè» rent bien la victoire, et demeurèrent » maîtres de la campagne, mais pour » cela ils ne se rendirent pas maîtres » de la Flandre, et n'y gagnèrent pas, » pour ainsi dire, deux pouces de ter» rain. S'il n'y eût point eu de forte» resse en Piémont, après la bataille » de la Marsaille, en 1693, il s'en se» rait suivi la perte du reste des Etats » du duc de Savoie. Le gain de celle » de Fleurus en 1690, de Nerwinde en » 1693, etc., aurait rendu Louis XIV » maître de toute la Flandre. »

Chacun sait que depuis cette époque, la Flandre française, qui a conservé ses places, a résisté à toutes les attaques, sans que les ennemis, malgré leurs

succès en divers temps, aient jamais pu l'entamer; que la Flandre autrichienne, au contraire, où, par une fausse politique on les avait la plupart abandonnées, a été conquise pour toujours par les Français, après deux ou trois batailles gagnées; et qu'enfin la Hollande, qui était hérissée de places fortes, devant lesquelles la puissance de Philippe II et celle de Louis XIV avaient successivement échoué, a été également conquise par les Français en une seule campagne, pour les avoir négligées et dépourvues d'approvisionnemens : exemple frappant et à jamais mémorable, et de l'importance des forteresses, et de la nécessité de les tenir toujours munies de ce qui doit servir à leur défense!

Voici comment s'exprimait, au sujet des places fortes, un duc des Ursins, à Rome, sur la place du Capitole :

Vie du duc d'Albe.

« Lorsque Rome triomphante se » voyait maîtresse du monde, lorsque » ses armées, ou plutôt la profonde » soumission de tous les peuples ne lui » laissaient rien à craindre, elle se for- » tifiait, non qu'elle eût peur, mais » pour s'ôter tout sujet de craindre; » afin que si l'occasion s'en présentait, » elle eût du moins une retraite au mi- » lieu d'elle-même, où elle pût se ga- » rantir des revers de la fortune, et » donner à la victoire le temps de se » déclarer pour elle. Considérons seu- » lement que le grand Alexandre vit sa » fortune sur le point de l'abandonner » devant Tyr, et que Rome victorieuse » ne fit rien devant Numance. Quelque » braves que soient les peuples, quel- » que infatigables qu'ils soient, s'ils » n'ont pas des villes fortifiées, leur » puissance tombe bientôt, et on peut » la comparer à ces masses prodigieu- » ses, qui n'ayant rien de solide, se » détruisent en peu de temps. C'est » ce que l'expérience de plusieurs siè- » cles prouve indubitablement. D'ail- » leurs, quand une fois la consternation » s'est emparée des esprits dans une ar- » mée, son ennemi la bat toujours en » rase campagne; mais trouve-t-elle » un fleuve derrière lequel son général » puisse la camper, elle reprend cou- » rage et repousse bientôt son ennemi. » C'est ainsi qu'on arrête un vainqueur; » mais si l'on peut se jeter dans une » bonne place, c'est alors que ce vain- » queur cesse de l'être, et souvent blan- » chit. Le vaincu a tout le loisir de re- » prendre ses esprits, il le fatigue et » l'affaiblit par de fréquentes sorties, » ou par des assauts vigoureusement » soutenus, et lui fait employer un » temps considérable, pendant lequel » il remet sur pied d'autres troupes et » fait venir de puissans secours qui rui- » nent cet assiégeant, soit en lui cou- » pant les rivières, soit en forçant ses » lignes. Combien de grands capitaines » ont échoué devant un château bien » fortifié; combien de belles et puis- » santes armées se sont entièrement » ruinées devant les remparts d'une ci- » tadelle! Elles ont alors à combattre » non seulement le soldat, mais les in- » jures de l'air, le froid et le chaud, les » pluies, les neiges, la grêle, la disette, » les maladies, le désespoir. Qui ne sait » quels avantages les Impériaux retirè- » rent de la prise de François I[er], qui » ne tomba entre leurs mains, que » parce que Pavie, bien fortifiée et bien » défendue, l'arrêta long-temps. Char- » les-Quint, presque toujours victorieux » en rase campagne, trouva devant Mar- » seille et devant Metz, les bornes de sa » victoire et de sa fortune, et fut obligé

» de lâcher le pied après une perte très » considérable. »

CHAPITRE III.

Les menaces de l'ennemi, les bombardemens, les surprises, les attaques partielles annoncent ordinairement l'impuissance où il est de former une attaque régulière. Tous ces moyens doivent être repoussés avec mépris.

Il n'est aucun militaire, sans doute, qui ne soit bien convaincu maintenant qu'en obéissant à la loi qui lui prescrit de défendre son poste jusqu'à la dernière extrémité, il remplit un devoir important envers sa patrie ; ainsi on le trouvera toujours disposé à repousser de son énergie les plus violentes attaques. De quel œil une garnison valeureuse se verra-t-elle donc insultée par de simples bravades, par de vaines menaces qui décèlent presque toujours l'impuissance de former un siége régulier?

Si l'on réfléchissait sur les immenses préparatifs qu'exige le siége en forme d'une place lorsqu'elle est bien défendue, on serait rassuré par un triple rang de forteresses, telles que celles dont la France est entourée ; car à peine l'ennemi en aurait-il pris une, en la supposant vaillamment défendue, qu'il ne lui resterait plus de moyens matériels, au moins à proximité, pour en attaquer une seconde, et encore moins une troisième. Il est donc tout simple qu'avant de s'engager dans une pareille entreprise, il essaie tous les moyens de parvenir plus promptement et plus économiquement à son but. Ainsi, il fait jouer d'abord les ressorts de la terreur, de la surprise, des attaques de vive force, de la corruption ; il entretient des intelligences dans la place, il y fomente des divisions, il paralyse les forces du dedans par la défiance ; il déploie au dehors un appareil fictif de troupes et d'artillerie ; il menace, il bombarde les habitans, pour que l'épouvante et la confusion les portent à se rendre de suite.

Sans une grande prévoyance de la part des chefs pour prévenir un semblable désordre, sans une vigilance extrême pour dépister dès le principe les mal-intentionnés, sans la plus vigoureuse fermeté au milieu de la crise, le danger de perdre la place dans ces circonstances, est souvent plus grand qu'au moment même d'un assaut auquel on s'attend, et dont la défense est préparée ; ce danger pourtant n'est réel que par le défaut d'ensemble dans les mesures, et parce qu'on ignore que les précautions les plus simples suffisent pour dissiper ce nuage. Les places de Lille, de Thionville, de Landau, nous ont donné un bel exemple de la conduite à tenir en pareil cas, au commencement de la révolution, et lorsque ces sortes d'attaques étaient, pour ainsi dire, encore toutes nouvelles pour nous.

Mais les expéditions de ce genre nous ont mieux réussi qu'aux ennemis ; car il n'était presque aucune de leurs places qu'on ne pût enlever au moyen de quelques bombes jetées, en y joignant la menace d'en jeter davantage. On pencha donc alors pour l'opinion du maréchal de Saxe, qui ne veut de fortifications que dans les lieux où il n'y a point de bourgeoisie, c'est-à-dire que M. de Saxe ne voudrait que de simples camps fortifiés dans les lieux où l'on n'entretiendrait que de la troupe régulière, pour qu'elle puisse se défendre à toute extrémité, et faire des retranchemens successifs, sur toute l'étendue du terrain renfermé dans l'enceinte. Ce système mériterait d'être discuté;

s'il était question de construire de nouvelles places fortes; mais on n'ira pas détruire ce qui existe pour s'établir sur une nouvelle base qui a aussi ses inconvéniens, ainsi que l'a judicieusement observé le général d'Arçon. Voici comment il s'exprime à ce sujet :

Considérations militaires et politiques sur les fortifications.

« On dira, par exemple, qu'à la manière dont on attaque les places aujourd'hui, avec des moyens d'artillerie » monstrueux, des bombes foudroyantes, des projectiles incendiaires, des » pluies de pierres et de feu, etc., il » n'est plus permis en cet état de » choses de faire participer les citoyens » des villes à ces désastres; que la » masse des habitans, dans les villes » plus ou moins peuplées, pourrait se » soulever et forcer la partie militaire à des redditions prématurées; » qu'en conséquence il faut abandonner » toutes les communes fortifiées, raser » ces remparts qui leur attirent tant » de calamités, se porter en des lieux » inhabités, y élever des fortifications, » et fonder ainsi des places toutes militaires et rien que militaires.

» Loin d'affaiblir l'objection, je ne » sais si elle a été présentée sous des » dehors aussi favorables; quoi qu'il en » soit, ces assertions paraissent assez » fortes pour mériter un examen. Nous » observerons d'abord que les partisans de cette opinion ont, peut-être, » trop affecté de grossir la somme des » calamités auxquelles les villes assiégées se trouvent exposées; que ce » n'est pas d'aujourd'hui que l'on pratique l'usage des bombardemens et » des matières incendiaires; que ces » moyens de destruction furent anciennement très accrédités; ce qui » n'empêcha pas que, du sein de ces » villes embrasées, on ne vît sortir les » plus vigoureuses défenses; que, » dans ces temps-là, on savait très bien » parer et remédier à ces accidens, et » qu'à l'avenir les progrès de l'industrie » conservatrice, dont nous parlerons à » la suite, fourniront, pour s'en garantir, des ressources bien autrement effectives. On observe d'ailleurs, qu'en » jetant les yeux sur toutes les villes » qui ont éprouvé ces malheurs pendant cette guerre (de la révolution), » on ne laisse pas de les retrouver encore florissantes. Nous ne parlons pas » d'un grand nombre de communes, » grandes ou petites, qui ont éprouvé » de véritables désastres; mais ce n'était pas assurément comme places de » guerre, puisque celles-là précisément » ne sont point fortifiées : ce qui les a » dévorées, ce sont les feux empoisonnés de la discorde, cent fois plus violens et plus désastreux que tous ceux » des guerres extérieures. Mais nous » citerons les bombardemens de Lille, » Thionville, Landau et d'autres encore; peu de temps après, tout était » réparé. Les indemnités nationales ont » effacé ces malheurs du moment, et » les citoyens, loin de s'en plaindre, » s'enorgueillissent de leurs pertes, et » de leurs dangers; loin de provoquer des redditions, ils ont même » contribué essentiellement à leur défense.

» Mais, ce qu'il faut surtout observer, ce sont les communes des villes » de guerre qui ont été respectées » *parce qu'elles étaient fortifiées*, tandis » que les villes ouvertes, à portée des » frontières, ont été doublement saccagées et à plusieurs reprises, ruinées, » pillées, brûlées, et les notables entraînés en ôtage pour caution de con-

» tributions énormes, et auxquelles » même il était impossible de satisfaire. » Remarquez que ces calamités sem- » blaient être confusément prévues; » car il n'existe peut-être pas une de » ces communes ouvertes, dans le voi- » sinage des frontières, qui, dès le com- » mencement de cette guerre, n'ait ré- » clamé en général quelque moyen » pour s'en garantir, et c'était, par le » fait, demander des fortifications.

» Il faut observer que les pertes oc- » casionnées par les bombes et autres » projectiles se réduisent à très peu de » chose. Dans une petite place, telle » que Landau, lors des siéges de l'autre » siècle, où les attaques les plus vio- » lentes se sont prolongées pendant » soixante-et-dix et quatre-vingts jours, » où les citoyens étaient dépourvus des » abris que l'on réservait aux défen- » seurs, on voit au total cinq habitans » tués ou blessés par accident. Les der- » niers bombardemens de Landau, » Lille, Thionville et autres places, » n'ont pas occasionné de plus grandes » pertes à proportion; mais il faut dis- » tinguer les accidens provenant des » incendies; ces accidens furent fré- » quens et terribles dans les premiers » jours du dernier bombardement de » Lille; mais c'est qu'on y avait oublié » les plus simples précautions. Les ci- » toyens, bientôt revenus d'une alarme » si chaude, préparèrent eux-mêmes » quelques mesures de surveillance; » ces précautions suffirent; les acci- » dens cessèrent dans les derniers » jours.

» Observez d'abord que, sur cin- » quante boulets rouges, à peine un » seul peut-il adresser sur un point » dangereux; il n'enflamme pas même » les bois les plus secs, lorsqu'il ne fait » que les transpercer; il faut qu'il s'y » fixe, et pour cela il faut qu'il s'arrête » précisément à l'expiration de sa force » de percussion.

» Les bombes sont beaucoup moins » à craindre encore, relativement à » l'objet de l'incendie, parce que les » artifices dont on peut les remplir ne » s'écartent pas du point de la chute. » Les obus, qui traînent leurs artifices, » sont plus dangereux, quoique ces » mèches, qui ne font que toucher les » bois sans les pénétrer, soient inca- » pables de les enflammer; cependant » tous ces incendiaires auront une vé- » ritable prise sur les magasins à four- » rages et autres matières entassées en » grand volume: les mobiles enflam- » mans qui les atteignent s'enfoncent, » s'y perdent, on ne peut plus en re- » trouver les foyers; il est très difficile » d'y remédier. Ainsi donc, ces der- » niers objets (lorsque les magasins à » l'épreuve ne pourront les contenir) » seront séparés et subdivisés en un » grand nombre de petits magasins iso- » lés; dès lors, on pourrait les aban- » donner, et même les laisser brûler » sans conséquence; il est bien entendu » que les objets précieux et les appro- » visionnemens seront mis à couvert » sous des bâtimens voûtés; et s'ils » étaient insuffisans, ils seront garantis » par des blindages.

» A l'égard des autres édifices, ils se- » ront préservés par une surveillance » qui deviendra très facile dès que les » mesures en seront prévues et prépa- » rées. Tous les citoyens seront tenus » d'entretenir à leur porte des cuviers » pleins d'eau: des compagnies de volon- » taires gardes-feu seront formées; elles » seront distribuées dans tous les quar- » tiers où les mobiles incendiaires pour- » ront atteindre; des dépôts de seaux, » d'échelles, d'outils, de pompes et » d'injectoires portatifs seront multi- » pliés et placés sous leur main. Les

» gardes-feu auront leurs quartiers » dont les maisons leur seront affec- » tées; les uns seront postés en obser- » vation, et les autres dispersés en pa- » trouilles circulant dans une conti- » nuelle activité. Tous ces postes seront » renforcés à proportion des différens » quartiers plus ou moins exposés, à » raison de leur situation, relativement » aux positions des batteries de l'atta- » que. Les individus en seront d'ail- » leurs toujours prêts à se réunir sur les » points qui pourraient être menacés » de dangers pressans; mais ils revien- » dront à leur poste de surveillance; » ils n'auront aucune autre fonction » dans le cours de la défense. Avec ces » seules précautions, les accidens seront » extrêmement rares dans les grandes » places; mais dans les quartiers très » peuplés, dont les maisons habitées » jusque dans les greniers, seront obs- » truées par une multitude de petites » cases, il sera plus difficile d'y porter » des remèdes, parce que les mobiles » incendiaires s'y perdent plus aisé- » ment; cependant les surveillans y se- » ront naturellement plus multipliés, » indépendamment de quoi l'attention » des gardes-feu s'y portera bien plus » particulièrement. »

Outre ces mesures principales, on fait dépaver les rues qui se trouvent les plus exposées aux bombes, et on y met du fumier pour amortir les éclats.

Lorsque l'ennemi tire à boulets rouges, on se sert de tenailles et de cuillères de fer pour les retirer des pièces de bois où ils pourraient être logés et pour les enlever.

« De la fréquence des coups et de » leur peu d'effet, *dit Jean Boyvin,* » *dans la relation du siége de Dôle, par* » *les Français, en* 1636, naquit le peu » d'estime et la risée. Le peuple, qui » voyait que les boulets ne faisaient que » percer les toits de leur grosseur, di- » sait par raillerie que les Français » voulaient entrer dans la ville par les » lucarnes des greniers; les petits en- » fans couraient par les rues pour es- » pier la portée des coups, et avec de » grandes huées allaient à la cherche » des boulets. »

Les Anglais ont souvent bombardé plusieurs de nos villes maritimes sans jamais y faire de grands dégâts. Le Hâvre notamment a été différentes fois bombardé par eux, particulièrement à deux reprises en 1759; et, quoiqu'il y eût beaucoup de maisons de bois, l'exacte surveillance qu'on y a mise a prévenu tous les accidens.

Les bombardemens sont donc en général beaucoup moins à craindre qu'on ne le pense ordinairement; mais, en supposant même qu'il en résultât des désastres considérables, comme ils ne sauraient faire brèche aux murailles de la place, ce ne peut jamais être un motif pour la rendre; il est vraisemblable, au contraire, que celui qui bombarde une ville ne le fait que parce qu'il n'a pas le temps de s'arrêter, ou les moyens de faire un siége en règle.

« Les places de Willemstadt et de » Breda, dit le général d'Arçon, étaient » attaquées en même temps par deux » généraux d'opinions différentes sur » les moyens de résoudre les siéges; » l'un voulait tout brûler en arrivant; » l'autre voulait tout ménager, excepté » les fortifications et le moral des dé- » fenseurs. Le premier crut jeter l'é- » pouvante en débutant par tout in- » cendier; cela fait, il ne lui resta plus » rien à faire; tout le désastre possible » était consommé, et les défenseurs ne » pouvant plus être affectés du grand » mal de la peur, s'aperçurent que

» leurs fortifications étaient entières : » dès ce moment, ils méprisèrent des » feux qui, ultérieurement, ne pou-» vaient plus être qu'impuissans. Le se-» cond fit valoir en menaces le peu de » moyens qu'il avait, et surtout ceux » qu'il n'avait pas ; il supposa que les » fantômes de la peur, l'imagination » frappée de terreur, sur des désastres » seulement annoncés, étaient infini-» ment plus puissans sur des têtes fai-» bles, que n'eussent été les désastres » eux-mêmes, à quelque excès que l'on » fût en état de les porter. Enfin, le » premier, qui avait tout saccagé de » loin, fut obligé de lâcher prise ; et, le » second, qui avait ménagé les habi-» tans, réussit. Ceci soit observé pour » annoncer que ces ressources de brû-» lures, prétendues si puissantes, pour-» ront bien passer de mode, d'autant » plus promptement encore, lorsque les » moyens de remédier à ces désastres » seront accrédités. »

Cet évènement est un de ceux qui eurent lieu au commencement de la révolution. Dans le cours de cette même guerre, nous employâmes souvent ainsi les menaces et le bombardement lorsque nous manquions de moyens réels. L'exemple le plus saillant de l'effet de ces menaces, est celui qui nous rendit les quatre places de Valenciennes, Condé, le Quesnoy et Landrecies, qui nous avaient été prises par les ennemis. Après la bataille de Fleurus, gagnée le 8 messidor an II, l'ennemi étant repoussé au loin, nous formâmes sur-le-champ le blocus des quatre places tombées au pouvoir de l'ennemi, et qui faisaient la trouée ; celles de Landrecies et du Quesnoy furent bientôt enlevées par des attaques régulières ; mais il restait les plus difficiles et les plus importantes, Valenciennes surtout qui avait été parfaitement réparée par l'ennemi, complètement approvisionnée, renfermant une forte garnison et une immense quantité d'artillerie. Nous n'avions de notre côté aucun des moyens nécessaires pour former un siége régulier, à peine pouvions-nous maintenir le blocus, le matériel nous manquait absolument ; et cependant il était de la plus haute importance pour nous de reprendre ces places au plus vite, pour renforcer de ces troupes, qui formaient le blocus, l'armée active qui faisait tête aux ennemis et qui avait grand besoin de ce secours. C'est dans ces circonstances que nous nous déterminâmes à sommer les garnisons de ces places de se rendre à discrétion ; les menaces étaient d'autant plus violentes que nous étions moins en mesure de rien exécuter. Ces places se rendirent, les garnisons furent faites prisonnières, tout le fruit des campagnes employées par l'ennemi pour s'en emparer fut perdu pour lui en un moment, la trouée fut rebouchée, nos détachemens rejoignirent l'armée, et nous eûmes dès lors sur les forces coalisées un ascendant qui s'est constamment soutenu.

Voici un autre exemple que fournit encore la suite des évènemens de la même guerre. En 1795, nous cherchions à faire un passage sur le Rhin, et à nous procurer une tête de pont sur la rive droite, qui était toute occupée par l'ennemi, tandis que nous avions la rive gauche. Nous fîmes simplement établir une batterie de mortiers sur les bords du fleuve, vis-à-vis Manheim ; nous pensâmes que cette ville, quoique bien fortifiée, suivant les principes de Cohëorn, ne tiendrait pas contre le bombardement, parce qu'elle renfermait beaucoup de beaux édifices qu'on ne voudrait pas laisser détruire ; et, en effet, à peine les bat-

teries eurent-elles commencé à jouer, que la place se rendit, ce qui nous procura une magnifique tête de pont.

En 1702, lorsque le maréchal de Villars, qui était parti de l'Alsace pour aller rejoindre l'électeur de Bavière, arriva près de Kintzingen, il fit sommer la garnison de mettre bas les armes, sous peine d'être passée au fil de l'épée, déclarant que, si elle osait tirer un seul coup, tout serait mis à feu et à sang dans la ville. Le commandant, intimidé par ces menaces, se rendit sans coup férir. On trouva dans la ville, qui était bien fortifiée, une nombreuse artillerie et beaucoup de munitions de guerre et de bouche.

M. de Villars dit aux officiers-généraux en partant de Kintzingen : *Avouez, messieurs, que si cette place ne se fût pas rendue, il nous eût été impossible de la prendre, n'ayant pas de canon, et nous n'aurions pu aller par conséquent plus loin. Il faut quelquefois que la hardiesse supplée aux forces. Des menaces, faites à propos à un ennemi qui se croit supérieur et hors d'insulte, ne peuvent que le surprendre, et lui donner souvent des alarmes qui l'obligent à accorder des choses qu'on ne saurait obtenir autrement.*

Ces exemples prouvent qu'il faut savoir braver les menaces de son ennemi, et qu'elles ne sont, le plus souvent, que l'effet de l'impossibilité où il se trouve de déployer des forces suffisantes pour former des attaques régulières. La reddition des places, en pareil cas, lui fournit précisément les moyens dont il manquait, des places intactes, des magasins, des troupes qui deviennent disponibles, lorsqu'il aurait fallu les employer à former le siége.

A l'égard des autres entreprises de ce genre, comme surprises, escalades, attaques de vive force, sujet trop négligé par les auteurs modernes, on trouvera tout ce qui les concerne dans le Traité des Fortifications du chevalier de Ville.

CHAPITRE IV.

Si une place ne se défendait point jusqu'à la dernière extrémité, il serait à peu près indifférent qu'elle fût bien ou mal fortifiée. — Les difficultés réelles ne commencent qu'au glacis. — La défense des brèches, étant l'opération la plus critique et la plus meurtrière pour l'assiégeant, est aussi la plus capable de le rebuter, et la plus décisive pour l'honneur de la garnison.

La construction des places fortes, leur entretien, leur approvisionnement, entraînent le souverain à d'énormes dépenses. Ces dépenses sont bien employées, puisqu'elles suppléent à des dépenses beaucoup plus grandes, qu'il faudrait faire pour augmenter l'armée active en proportion convenable. En effet, il faudrait placer à tous les débouchés, à tous les lieux où ces postes sont utiles, des corps de troupes qui pussent en tenir lieu, c'est-à-dire huit ou dix fois aussi considérables que ceux qui en composent les garnisons; car il est reconnu par l'expérience qu'une garnison peut tenir tête à une force à peu près décuple, à laquelle il faudrait en opposer une équivalente, s'il n'y avait une place forte pour y suppléer.

L'effet que produit celle-ci est même plus sûr, parce que, quelle que soit la force de l'agresseur, elle peut toujours résister à un coup de main; au lieu qu'un corps quelconque de troupes peut être attaqué à l'improviste par un corps beaucoup plus considérable, inopinément rassemblé, et se trouver obligé d'abandonner, au moins momentanément, la

frontière, en la laissant ouverte à l'ennemi.

Mais les services importans que peuvent rendre les places supposent qu'elles sont confiées à des personnes sûres, capables, déterminées; autrement elles produiraient une fausse sécurité, et seraient souvent plus nuisibles qu'utiles, puisque l'ennemi s'en saisirait facilement, et s'en servirait ensuite lui-même, comme d'un point d'appui pour porter la guerre en avant.

Ces grandes dépenses, nécessitées par les places fortes, ont pour objet d'y adapter les meilleures maximes connues sur la fortification, les constructions indiquées par les maîtres de l'art; mais de quoi serviront tous ces travaux, si l'on rend les places avant que ces mêmes travaux soient seulement entamés par l'ennemi? Or, en général, ces travaux sont le corps de place même, ou lui tiennent de fort près; c'est là que se trouve ce qui constitue proprement le système de la fortification; ce système est enveloppé par le chemin couvert et les glacis. Jusque-là peu importe le tracé; il n'est presque pas même aperçu; il est composé de parties qui se flanquent, quel que soit ce tracé, et dont les feux se croisent sur les avenues, un peu plus, un peu moins bien; mais la différence du meilleur au plus mauvais ne peut produire au plus qu'une différence de deux ou trois jours sur les progrès des attaques jusqu'au glacis.

« S'il était vrai, dit le général d'Arçon, qu'une place eût quelque raison de se rendre, après que l'attaquant serait parvenu à se loger sur le chemin couvert, il serait d'abord très égal que les places fussent bien ou mal fortifiées, car il n'en coûte pas plus d'aborder le chemin couvert de la place la plus formidable, » que celui de la plus faible; ce n'est » toujours, dans ces deux hypothèses, » qu'une masse de terre couvrante, » également accessible; et très peu importe, en effet, à l'opération du logement, que les remparts et leurs » dépendances soient ou ne soient pas » parfaitement organisés. Ceux qui » avancent de pareilles propositions ne » savent pas que c'est précisément à » ce terme où ils prétendent finir leur » défense, que les braves gens commencent la leur; ils ne savent pas » que ce serait dispenser l'assiégeant » de la reprise des chemins couverts, » dont on peut le chasser plusieurs fois » de suite; ils ne savent pas que ce serait lui épargner l'embarras de reconstruire ses batteries de brèche, » qu'on peut faire sauter à différentes » reprises; ils ne savent pas que ce serait le dispenser des travaux pénibles et meurtriers des descentes et » des passages de fossé, sur les demi-lunes d'abord, et ensuite sur les bastions; ils ne savent pas que les attaquans ne peuvent s'attacher au » corps de place, qu'ils n'aient procédé » contre les demi-lunes et les tire-en-brèche qu'elles peuvent renfermer; » ils ne connaissent pas les ressources » que les défenseurs peuvent employer » pour démasquer tout à coup des feux » conservés, pour revenir offensivement sur les logemens étroits et timides où les attaquans ne peuvent » déployer leur supériorité; ils ne » connaissent pas les avantages de la » successibilité des retranchemens en » retirades, ni les chicanes des caponières, ni les déblais des brèches, par » les effets des mines ou des fougaces, » ni les retranchemens dans les bastions, etc.; enfin ils ne se doutent » pas des grandes et véritables ressources de la défense. Autant vau-

» drait se rendre à la première som-
» mation. »

Ce serait donc bien en pure perte que de si grands travaux auraient été préparés autour et près du corps de place, si, dès que l'ennemi les aperçoit, il fallait les lui rendre. Un vieux corps de place à tours anciennes est aussi bon à trois cents toises que la fortification de Vauban ou celle de Cormontaingne; on peut lui envoyer des boulets et des bombes d'un rempart qui a trois siècles, comme d'un bastion fait suivant les principes modernes. Ce n'est qu'en s'approchant que l'ennemi voit peu à peu les difficultés s'accroître, qu'il se trouve de plus en plus gêné dans ses mouvemens, resserré dans ses attaques, pris en flanc, quelquefois de revers, et qu'étant obligé de se défiler de toutes parts, il se voit réduit à cheminer par des circuits continuels, à enfoncer ses tranchées, et même à se faire des galeries souterraines, où il rencontre d'autres obstacles et d'autres dangers, préparés à l'avance et liés au système de la fortification. Toutes ces difficultés disparaissent, si l'on se rend avant le terme prescrit par l'impossibilité de se défendre davantage. Dans cette proximité du corps de place, chaque minute coûte plus d'hommes à l'assiégeant qu'un jour entier lorsqu'il est à l'ouverture de la tranchée; chaque coup de canon de l'assiégé est plus meurtrier que cinq cents tirés au commencement du siége. Les sorties produisent des effets infiniment supérieurs et moins dangereux pour la garnison, parce que l'ennemi est plus éloigné des corps qui doivent le soutenir, tandis qu'au contraire l'assiégé se rapproche du centre de ses moyens. Les entreprises sur la tête des sapes sont bien plus fréquentes, bien plus promptes, et le désordre qu'elles occasionnent est bien plus grand, bien plus difficile à réparer. C'est à l'attaque des brèches que l'assiégé, quoique inférieur en nombre, est cependant beaucoup plus fort par sa position; parce qu'il domine; qu'il ne peut être attaqué que sur un front égal au sien à l'étranglement de la brèche; qu'il ne peut être tourné; que la cavalerie n'a point d'action sur lui; que l'ennemi n'a point encore d'artillerie, tandis que lui, défenseur, s'il a su profiter de ses avantages, doit en avoir plusieurs pièces cachées, qu'il a su réserver pour cet instant décisif. En un mot, ce qu'a fait l'assiégeant jusqu'alors n'est qu'un jeu auprès de ce qui lui reste à faire. Il sera bientôt rebuté si l'assiégé tient bon, et celui-ci touche au moment de recueillir le fruit de ses travaux.

Une place qui ne tient pas autant qu'elle pourrait le faire, ne donne pas le temps aux secours d'arriver. Souvent elle n'est attaquée par l'ennemi que pour opérer une diversion, et forcer une armée éloignée d'abandonner ses entreprises pour venir la protéger. Alors, pour empêcher qu'il ne remplisse son objet, et ne point affaiblir l'armée active, il faut avoir le temps de rassembler les dépôts de l'intérieur, de réunir les garnisons voisines, de faire même, au besoin, de nouvelles levées; si la place est rendue avant que tout cela soit organisé, bien loin d'avoir été utile, elle aura occasionné des mouvemens pénibles et dispendieux; elle aura inspiré une fausse confiance qui peut devenir fatale, et elle fournira à l'ennemi un point fort, dont le voisinage obligera à un développement de force toujours en surveillance, toujours en action, pour l'empêcher d'étendre sa conquête.

Lorsque l'ennemi fait une pareille expédition, s'il trouve une résistance à laquelle il ne s'attendait pas, il est humilié de voir ses sacrifices inutiles; il n'ose plus rien tenter de semblable; c'est pourquoi il fait ses derniers efforts; et, voyant que tout lui échappe, s'il n'emporte pas la place d'emblée, il fait jouer tous les ressorts; il ne néglige rien : bombardement, surprise, coup de main, corruption, terreur, tout est mis en œuvre; il s'expose aux chances les plus malheureuses, tandis que l'assiégé n'a à soutenir qu'un effort de peu de durée, pour se couvrir d'une gloire immortelle.

Lorsqu'on réfléchit sur la consommation d'approvisionnemens en tous genres qu'exige un long siége, à la difficulté des transports, aux maladies qu'occasionne l'arrière-saison, on conçoit combien est fâcheuse et coupable une réduction prématurée. Il est très rare, en effet, que l'assiégeant puisse rassembler tout le matériel qui lui est indispensable, et même, lorsqu'il en aurait les moyens, rarement le fait-il, parce qu'il compte sur le peu de fermeté des défenseurs; il n'a souvent ni assez de troupes pour l'armée de siége, ni armée d'observation; et, dans le cours de la guerre de la révolution, il n'y a peut-être pas eu un seul exemple d'un approvisionnement complet pour attaquer. Cependant il ne faut dans ce cas qu'un peu de tenacité; car l'ennemi ne peut attaquer que mollement, ses moyens sont épuisés avant qu'il soit parvenu à la moitié de ses travaux; il fait sommer la ville avec de grandes menaces, prêt à s'en aller lui-même, si on lui montrait une ferme résolution. Mais il a compté sur la faiblesse et l'ignorance des chefs, et il réussit à leur faire signer une capitulation d'autant plus honteuse réellement, qu'elle est conçue en termes plus honorables; car c'est précisément parce qu'il sent qu'on peut se défendre encore, et peut-être lui faire lever le siége, qu'il accorde tout ce qu'on veut.

Il aurait fallu se défendre encore, ne fût-ce que pour gagner l'arrière-saison et consommer le reste des approvisionnemens, afin d'empêcher l'ennemi d'en profiter, et lui faire consommer les siens; car avec ces approvisionnemens réunis, il peut, lorsque la saison n'est pas encore fort avancée, attaquer tout de suite une place de la seconde ligne, avant qu'elle ait eu le temps de s'approvisionner elle-même, la réduire promptement comme la première, passer à la troisième, prise au dépourvu, et achever ainsi la trouée en une seule campagne, lorsqu'il eût suffi d'un peu de constance pour le faire échouer, ou au moins l'arrêter plusieurs années, et lui faire user tous les moyens de continuer la guerre offensive.

Les peuples de la haute antiquité étaient bien forcés de défendre leurs villes jusqu'à la dernière extrémité; il y allait, pour chacun des individus, de tout ce qu'il pouvait posséder au monde : tout l'empire était, pour ainsi dire, concentré dans une seule place. Cette capitale prise, les biens et les personnes devenaient la proie de l'ennemi. Il se partageait le butin; l'empire changeait de maître; le peuple était emmené en captivité, et le prince vaincu avec toute sa famille, était attaché au char de son superbe vainqueur pour orner son triomphe.

Ainsi les places n'avaient aucun rapport au système général de la guerre; on allait au-devant de son ennemi, on livrait une bataille ordinairement décisive. Si le sort des armes était contraire, on se retirait dans sa capitale;

on s'y renfermait avec ce qui restait de plus précieux, et on s'y défendait avec l'arme du désespoir.

Les villes de Troie, Ninive, Babylone, Sardes, etc., nous offrent des exemples célèbres de semblables événemens.

Les Grecs, les Romains, les Carthaginois lièrent davantage leurs forteresses à leur système de guerre; ils en firent des clés de leurs vastes possessions, et cependant leur importance n'étant guère moindre que dans les temps antérieurs, la guerre de l'attaque et de la défense des places continua chez eux à jouer un rôle égal au moins à celui de la guerre de campagne, et leurs siéges furent aussi célèbres que leurs batailles : tels furent ceux de Syracuse, Veïes, Tyr, Lylibée, Sagonte, Carthage, Numance, Alise, Jérusalem, Palmyre.

Les peuples modernes d'Europe se sont, pour la plupart, mis à l'abri de ces terribles expéditions, en multipliant davantage leurs places fortes. Le sort de ces peuples ne dépend plus aujourd'hui du succès d'une seule bataille. Une place prise n'entraîne qu'un malheur partiel et réparable; on peut même perdre sa capitale et la recouvrer, parce que la frontière offre une multitude d'asiles de sûreté; trois lignes de places fortes, les unes derrière les autres, arrêtent la trop grande ambition d'un conquérant, et le ruinent en détail.

Mais peut-être que cette grande multiplicité de forteresses fait qu'on attache moins d'importance à chacune d'elles en particulier, et qu'on les défend avec moins d'obstination. Cependant, si elles nous garantissent des fléaux qu'entraînaient les guerres d'autrefois, c'est à condition que du moins les points attaqués se défendront comme faisaient les places anciennes; autrement le mal ne serait que retardé et non empêché; car l'ennemi, après la prise de trois ou quatre places, se trouverait au cœur de l'État, et bientôt auraient lieu les mêmes désastres que ceux dont l'histoire ancienne est remplie. Nos forteresses concentrent les hostilités et les circonscrivent sur un local de peu d'étendue; voilà leur avantage. Mais ce local étroit, il faut en convenir, n'est souvent guère moins malheureux que n'étaient autrefois les contrées envahies. Ce local est sacrifié momentanément au salut de tous; mais pour que tout le reste soit sauvé en effet, il faut que dans ce lieu concentré l'ennemi trouve la même résistance, la même obstination que celles qui devraient avoir lieu si la nation entière y était réunie, et qu'il fallût y défendre sa vie, sa famille, sa liberté; aussi n'est-ce pas un mérite médiocre que celui d'une belle défense, et peut-être qu'une des causes principales de la faible résistance que font les places actuelles, vient de ce qu'on a semblé jusqu'à ce jour n'attacher qu'une considération secondaire à ceux des officiers supérieurs qui en sont chargés. On donne souvent ces commandemens, comme par forme de retraite, à d'anciens officiers qui ne peuvent plus supporter les fatigues d'une campagne active; on n'y envoie quelquefois que des vétérans, des dépôts des troupes de nouvelle levée, pour y tenir garnison; on semble supposer que le service n'en est pas aussi essentiel que celui des armées mobiles. Ce concours de circonstances diminue trop souvent l'opinion qu'on doit avoir de l'importance du poste qu'il faut défendre. Mais si les corps les plus exercés et les plus actifs doivent être en effet plus généralement employés en ligne, c'est

parce qu'il n'y a que ceux-ci qui puissent exécuter avec précision les manœuvres de la tactique; tandis que les autres peuvent très bien servir dans les villes de guerre, pourvu qu'il s'y trouve un noyau de troupes bien exercées; c'est même là l'un des avantages les plus remarquables des places; mais s'il y faut moins de tactique, il n'y faut pas moins de courage ni de persévérance à supporter toutes les privations, ni de cette vertu d'autant plus héroïque, qu'elle est nécessairement moins remarquée qu'en un champ de bataille, sous l'œil du souverain lui-même, ou d'une grande partie de ses compagnons de gloire, et en présence d'une grande armée tout entière.

Que n'a-t-on pas à souffrir dans une place assiégée, lorsqu'on est résolu d'en pousser la défense à toute extrémité? Je ne rappellerai point à ce sujet ce qu'on peut voir dans toutes les descriptions de semblables évènemens; qui a pu les lire sans émotion? C'est aux hommes destinés à une pareille défense qu'un gouverneur, marchant à leur tête, peut bien adresser, comme autrefois un capitaine romain à ses soldats, ces paroles sublimes : *Eò, eundem est, milites, undè redire non necesse est*.

Quelle récompense ne méritent pas des soldats dignes d'entendre de semblables paroles! le chef qui les prononce! C'est au souverain seul, c'est au héros dont la présence a si souvent, au milieu des périls, enflammé les guerriers du plus noble enthousiasme, qu'il appartient d'apprécier ces faits militaires et d'en placer les auteurs au rang de gloire qu leur appartient.

CHAPITRE V.

Combien il est dangereux de laisser porter coup au moral du soldat. — Puissance de l'opinion dans une place assiégée. — Ressort qu'imprime une généreuse résolution. — Découragement que produit la seule idée qu'il faut finir par se rendre. — Prodigieux effets de l'enthousiasme, de la belle contenance des chefs, du désir de la gloire, de l'amour de la patrie, des principes religieux.

Loin de se laisser ébranler par de vaines menaces, par la chute de quelques bombes, un homme courageux et instruit ne s'effraie pas même de voir l'ennemi logé sur la contrescarpe, et se disposer à l'attaque du corps de place. Il médite de son côté les moyens de le faire échouer dans une entreprise aussi hasardeuse. Il inspire au soldat sa propre confiance, il lui fait connaître l'ascendant que lui donne sa position, une position où il occupe la hauteur, où il ne peut être tourné, où il ne peut être attaqué que sur un front égal au sien, et où il faut que l'ennemi arrive par un chemin escarpé, contre-miné, battu en flanc et de revers. Il montre enfin à ses frères d'armes que c'est un moment décisif pour leur gloire, et il sait faire passer dans tous les cœurs le noble désir de s'illustrer par une défense à jamais mémorable.

Cependant il se trouve des hommes qui, loin de partager et de propager ces sentimens généreux, ne semblent s'appliquer qu'à ébranler le moral des troupes par des insinuations aussi perfides que pusillanimes. C'est une fausse gloire, suivant eux, que celle qu'on prétend acquérir par une défense poussée au-delà de certaines bornes: ils affirment qu'une longue expérience et des calculs raisonnables ont fixé, pour

ainsi dire, la durée de celle que doit faire chaque place, suivant la nature de son site, sa grandeur, son tracé; qu'il suffit d'atteindre à cette durée pour être à l'abri des reproches, et pour mériter même qu'il soit dit qu'on a fait une belle défense; qu'on ne peut outre-passer cette durée sans exposer la garnison et les habitans à des malheurs que l'humanité nous ordonne de prévenir; que les combats ne doivent plus être aussi meurtriers qu'autrefois; que les siéges ne sont plus ce qu'ils étaient avant l'invention de la poudre; que vouloir pousser la résistance au-delà des limites ordinaires, c'est renouveler le système des guerres à mort, qui n'ont plus lieu que chez les sauvages, et nous faire rétrograder vers les siècles de la barbarie; qu'enfin il vaut mieux céder quelques jours plus tôt, pour obtenir une capitulation honorable, que d'être prisonniers de guerre ou de s'exposer aux horreurs d'un assaut.

Nous avons répondu d'avance à ces discours captieux en leur opposant le texte des lois qui prescrivent à tout militaire de défendre jusqu'à la dernière extrémité le poste qui lui est confié. Mais ils n'en sont pas moins pernicieux, parce qu'ils affaiblissent insensiblement l'énergie des plus braves défenseurs, en détruisant tout ce qui peut l'alimenter et la soutenir, en leur ôtant l'espoir du succès, qui était de chasser l'ennemi; celui de la récompense, qui était la gloire attachée au triomphe, et enfin la confiance même d'avoir été utile à la patrie, par une résistance qu'on leur représente comme mal entendue et sans profit pour la chose en elle-même.

Dès que l'oreille s'ouvre à ce langage de séduction, la persuasion ne tarde point à se faire jour, les ressorts de la discipline se relâchent, le courage se ramollit, l'homme intrépide se voit successivement abandonné; tout s'énerve, tout se corrompt autour de lui; il se trouve tout à coup seul de son opinion, considéré peut-être lui-même comme un homme dangereux.

Ceux qui ont remarqué quel est le pouvoir de l'opinion en toutes choses, avec quelle rapidité elle change et nous entraîne malgré nous, sentiront combien, dans une place assiégée, isolée de toute communication, de tout secours, il importe à la sûreté de sévir rigoureusement contre les premiers auteurs de ces discours empoisonnés, trop souvent suggérés par l'ennemi, répandus par ses émissaires secrets, et qui sont toujours les premières étincelles d'une sédition dont bientôt il n'est plus possible d'arrêter les effets.

Mais de quel étonnement n'est-on pas frappé lorsqu'on apprend que des chefs, que des gouverneurs sont quelquefois les premiers à corrompre l'opinion; qu'on les a vus préparer les esprits à une capitulation qu'ils méditaient, peut-être, déjà dès le premier jour des attaques, en discréditant de toutes les manières possibles la place qu'ils avaient à défendre? Ces faits ne sauraient se croire, s'ils n'étaient attestés par des hommes d'un témoignage irréfragable: Voici ce que dit à ce sujet M. le maréchal de Vauban :

« J'ai vu assez souvent plusieurs de » nos gouverneurs parler mal de leur » place, et fort peu en dire du bien, soit » qu'ils ne les connussent pas, ou qu'ils » voulussent de bonne heure préparer » le public à ne pas attendre grand'- » chose de leur résistance. En l'un et » l'autre cas de pareils discours ne valent » rien, et ceux qui les tiennent mérite- » raient bien d'être déchargés de l'em-

» ploi qui leur donne occasion de faire » semblables plaintes. »

Ces commandans sans doute ne sont pas de ceux dont le chevalier de Ville nous a tracé le modèle dans son *Traité de la charge des gouverneurs*, ouvrage excellent encore aujourd'hui.

« Le gouverneur dans vne place (dit » le chevalier de Ville) représente la » personne du roy ; de sa fidélité, de sa » vigilance et de son courage dépend » la conservation des habitans du pays » et de la place. J'estime que c'est vne » des plus importantes charges qui soit » dans vn État ; et, si l'on considère sa » conséquence, j'oserois la comparer, » voire quelquefois la préférer à celle » d'un général, selon l'importance des » places où ils commandent ; car il y en » a aucunes d'où dépend une province, » et quelquefois partie de l'État ; et la » perte d'une de ces places n'est pas » moins dommageable que la perte » d'vne armée. Après vn combat, on » se peut rallier et refaire l'armée, » mesme asseurer le pays, se retirant » dans les places voisines ; mais diffici- » lement reprend-on vne bonne place » après l'avoir perdue : c'est pourquoy » le prince doit avoir grand égard en » l'élection des gouverneurs de telles » places.

» J'estime qu'on doit considérer de » quelle façon ils se sont conduits jus- » ques alors, et comme ils ont vescu ; » car il n'est pas possible qu'on force si » fort son naturel, et durant un si » long temps, qu'on ne donne cognois- » sance de ses inclinations. Vn homme » qui a vescu toute sa vie en homme » d'honneur, rarement fera-t-il vne » lâcheté lorsqu'il sera à ces charges. » Et au contraire, celuy qui aura sou- » vent fait des mauvaises actions, et » qui aura vn mauvais naturel, s'il » trouve occasion, il se relaschera de la » contrainte qui lui aura fait dissimuler » ses vices ; on revient toujours à son » naturel, et les dissimulations ne sont » que pour peu de temps.

» Ceux qui se sont toujours mon- » trez fidèles, et qui ont eu plusieurs » emplois où on a pu les cognoistre, » sont sans doute à préférer à tous » autres. Nous en avons veu qui, dans » l'abord par leur adresse, ont si bien » sceu contrefaire leur humeur, qu'ils » se sont faits estimer braves gens, et » par l'effronterie à s'introduire et la » hardiesse à débiter leurs menteries, » ont obtenu des gouvernemens de » places importantes, où estant atta- » quez, les ont misérablement rendues ; » et, pour en avoir pris punition de » leur teste, la place n'en est pas reve- » nue au prince : c'est pourquoy il faut » peser plustost les effets que les paro- » les, ne croire jamais à des gens qui se » vantent et font mestier de fanfaron- » nerie.

» Si on donne quelque gouver- » nement à des personnes d'aage » pour récompense des services qu'ils » auroient rendus, il n'est pas à propos » de les mettre dans les places fron- » tières, car au lieu de leur procurer » un repos, on les mettroit dans le tra- » vail : dans ces lieux il faut des hom- » mes verds qui puissent agir et souf- » frir la fatigue, tant par les soins qu'ils » doivent avoir de la conservation de » leur place et du païs, comme de la » deffence, s'ils sont attaquez. Qui » veut bien s'acquitter de cette place » ne doit pas dormir toutes les nuits ; » il faut qu'il tienne les soldats et les » habitans en crainte ; qu'il en ait vn » soin continuel et qu'il visite souvent » les murailles ; c'est pourquoy ceux » qui seront vieux seront plus propres » à estre mis dans les places qui sont » dans le corps de l'Estat, où les soins

» et les fatigues ne sont pas si néces-
» saires.

» Outre ces qualitez qui leur sont na-
» turelles, ils en doivent avoir d'autres
» acquises, partie par l'étude, partie
» par l'exercice; ils doivent sçavoir ce
» qui est de leur charge; car il est fort
» absurde de donner des gouvernemens
» à des personnes qui ne sçavent ce qu'il
» leur faudra gouverner et commander,
» et qu'on leur donne pour leur ap-
» prendre en les exerçant : cette mode
» est très périlleuse, car les fautes qui
» se commettent en cet exercice sont de
» trop grande conséquence et irrépa-
» rables. Pour vouloir faire l'essay des
» personnes par vne épreuve qui cous-
» teroit si cher, il faut que devant qu'ils
» y prétendent, ils aient acquis toutes
» les intelligences nécessaires. Et il ne
» suffit pas d'avoir ouy dire ou leu, il
» faut avoir veu, et particulièrement
» s'estre trouvé à divers siéges, soit à
» la défense ou à l'attaque des places,
» dont j'aimerois mieux l'attaque, parce
» qu'on voit l'un et l'autre, ce qui ne
» se fait si bien à la deffence. Vn qui
» ne s'est jamais rencontré à ces occa-
» sions se trouve fort estonné lorsqu'il
» y est; tout l'embarrasse, et ne sçait
» quelle résolution prendre: tout ce
» que fait l'ennemy luy donne crainte,
» parce que tout luy est impréveu. Voir
» vne puissante armée qui l'environne
» de tous costez, tant de canons qui ti-
» rent sans cesse, et les tranchées qui
» se font si promptement (au moins les
» premières), luy font penser que sa
» place est autrement attaquée que les
» autres, et qu'il est impossible de te-
» nir contre de si violens efforts, et
» croyent qu'ils ont fait leur devoir, et
» qu'ils se peuvent rendre, lorsqu'il
» faudroit qu'ils commençassent à bon
» escient à se deffendre; les exem-
» ples que nous avons veu m'en
» font ainsi parler. Au contraire, vn
» homme qui s'est trouvé à plusieurs
» siéges s'asseure qu'il verra bientost
» périr la meilleure partie de cette ar-
» mée, que ce tiraillement de canon ne
» luy peut faire aucun mal; que les
» premiers travaux sont fort aisez à ad-
» vancer, ne s'estonne jamais de ce qui
» arrive, parce qu'il prévoit ce qui doit
» arriver, ou si quelque chose se fait
» contre son opinion, l'expérience et le
» jugement luy fournissent des moyens
» d'y remédier; bref, il sait ponctuelle-
» ment comme il faut que les ennemis
» marchent, les efforts qu'ils peuvent
» faire et les résistances qu'il leur peut
» opposer, et sçait jusqu'à quel point
» il peut et doit tenir, et ne se rend
» que lorsqu'il a fait tout ce qu'un
» homme d'honneur peut faire.

» Il faut qu'un gouverneur aime sa
» place comme la chose qui luy est
» plus chère au monde, et d'où dépend
» son honneur et sa vie, parce qu'il
» doit se proposer, en y entrant, qu'a-
» près la perte de sa place il ne doit
» plus vivre; c'est pourquoy il doit
» avoir autant de soin de sa conserva-
» tion comme de soi-même, et doit
» toujours penser comme il pourroit la
» rendre meilleure, mieux gardée et
» mieux munie. Et en temps de paix,
» il doit prévoir à tout ce qui luy pour-
» roit arriver en temps de guerre, et se
» fournir, lorsqu'il n'en a pas besoin,
» de ce qu'il croit qu'un jour luy sera
» fort nécessaire; c'est une mauvaise
» coustume d'attendre à fortifier et
» munir les places jusqu'à la veille qu'on
» craint d'être attaqué, difficilement
» peut-on faire avec si grande haste ce
» qu'on a bien de la peine de faire en
» plusieurs années; c'est pourquoy on
» y doit pourvoir de bonne heure si on
» ne veut pas être surpris; car, pour
» moy, je ne trouve point d'excuse plus

» impertinente pour vn gouverneur, » ou pour tout autre qui a vn grand » commandement en chef, de dire qui » eust pensé cela? Il doit penser à tout » ce qui peut arriver, on il est incapa- » ble des charges de si haute consé- » quence.

» Enfin, je concluray avec cette pro- » position, qu'il me semble qu'il n'y a » point de charge dans la guerre avec » laquelle on puisse acquérir plus d'hon- » neur et de réputation, qu'en celle de » gouverneur, lorsqu'il est attaqué et » qu'il se défend dans une bonne place. » On présuppose toujours que celuy qui » attaque vne place vient avec assez de » force pour l'emporter, et qu'enfin » toute place attaquée doit être prise; » c'est pourquoy si celuy-là ne la prend » pas, il mérite plus de blasme qu'il » n'acquiert d'honneur en la prenant, » parce que l'un est directement contre » ce qu'on s'est proposé, et suppose » manquement; l'autre est comme vne » chose qu'on estoit bien assuré de » voir arriver ainsy. Mais vn qui def- » fend vne place, premièrement il » est seul, et tout ce qui se fait luy » est attribué, soit bien ou mal. La » deffence dépend de la conduite et de » l'intelligence de celuy qui l'ordonne » et bien peu de la fortune; s'il se » deffend si bien qu'il contraigne l'en- » nemy à lever le siége, ce sera comme » vne merveille et contre l'opinion de » tous : mesme de se deffendre plus » qu'on ne croit pouvoir tenir; on at- » tribue tout cela au courage et à l'in- » telligence de celuy qui commande » dans la place. Enfin, j'estime que » celuy qui fait lever vn grand siége » acquiert plus d'honneur que celuy qui » gagne une bataille, parce que, sou- » tenant si long-temps, il deffait vne » armée, conserve ses soldats, la place » et l'État du prince. »

On ne sera pas surpris de tout ce qu'exige de la part d'un gouverneur le brave chevalier de Ville, lorsqu'on réfléchira sur l'importance et la difficulté de ses fonctions. Ce n'est pas seulement d'une action d'éclat que dépend le succès, c'est, à proprement parler, d'une suite non interrompue d'actions d'éclat. Ce n'est pas assez qu'il paie de sa personne, il faut qu'il ait le don de se faire seconder avec zèle : il a besoin du plus grand sang-froid, de l'application la plus soutenue, pour tout connaître, tout prévoir, tout ordonner, et l'activité doit briller dans ses yeux; il faut que tout s'anime à sa voix, que tout s'électrise à son aspect, que tout s'enflamme de ses regards, que son visage inspire la confiance, rende le courage aux faibles, en impose aux mal intentionnés. *J'aimerais mieux*, disait le général athénien Chabrias, *une armée de cerfs commandée par un lion, qu'une armée de lions commandée par un cerf.*

Le soldat suit presque toujours l'exemple de ses chefs; c'est dans leur contenance qu'il voit ce qu'on a droit d'attendre de lui, et rarement voit-on des actes de faiblesse sous un commandant intrépide. Au siége de Bude par Soliman II, en 1529, la ville ayant capitulé, la garnison défila devant les janissaires qui insultèrent les soldats et leur reprochèrent leur peu de courage, quoique la place eût été bien défendue, mais non peut-être jusqu'à la dernière extrémité. Un soldat allemand justement irrité, se tourna vers l'un de ces janissaires : *Qu'as-tu à me reprocher*, lui dit-il? *je ne commande pas, j'obéis.*

Il est certain qu'une garnison bien dirigée, bien munie de ce qui est nécessaire, peut faire lever le siége à une armée dix fois aussi nombreuse qu'elle; mais il faut que le chef le veuille et qu'il soit résolu de périr plutôt que de

céder. Un service régulier et même bien exécuté ne suffit pas; il faut de l'enthousiasme; il faut qu'une grande passion soit l'âme d'un grand ensemble; partout où l'on ne réussira point à réunir ces deux choses, il n'y a rien à espérer; on sera toujours réduit à une défense limitée et soumise au calcul.

Toutes les actions célèbres en ce genre sont dues à un genre quelconque d'exaltation. Dans l'antiquité, lorsqu'un peuple entier défendait sa capitale, cette exaltation était l'impérieuse nécessité, la première de toutes les lois. Chez les Grecs et chez les Romains, ce fut l'amour de la patrie; au temps des croisades et de la chevalerie, ce fut un sentiment mixte de piété, d'honneur et de galanterie; lors de la fondation des républiques helvétique et batave, ce fut la haine de la tyrannie; l'histoire de la ligue nous montre ce que peuvent le fanatisme et l'esprit de faction; enfin, les siéges de Calais, d'Orléans, de Saint-Jean-de-Losne, prouvent que la fidélité au prince peut aussi devenir une grande et généreuse passion.

N'espérons pas obtenir des effets sans cause, un dévouement héroïque sans un ressort qui élève puissamment l'homme au-dessus de lui-même. Combien sont donc coupables ceux qui cherchent à comprimer ce ressort, à raisonner quand il ne faut qu'agir, à ralentir enfin l'impulsion d'un sentiment qui ne se définit pas, mais qui est l'unique principe de tout ce qui se fait de beau et de grand dans le monde!

Un homme de cœur s'indigne à la seule pensée qu'il faudra finir par capituler. Les Espagnols assiégeant la ville de Bène, sous Henri II, le maréchal de Brissac proposa au fameux Blaise de Montluc de se jeter dans la place pour la défendre. Mais Montluc témoigna beaucoup de répugnance à s'en charger, parce qu'il craignait d'être obligé de se rendre faute de subsistances. *Que ferai-je*, dit-il, *dans une ville où, sous trois jours, les soldats mourront de faim? Je ne sais pas faire des miracles. — Si vous étiez dans la place*, lui dit le maréchal, *je la croirais sauvée; du moins vous obtiendriez une capitulation honorable. — Que me dites-vous là, Monsieur*, répondit Montluc; *j'aimerais mieux être mort que de voir mon nom en pareilles écritures;* il se jeta cependant dans la place, et la défendit si courageusement qu'il en fit lever le siége.

Je crois pouvoir me dispenser de répondre longuement à ceux qui avancent que, se défendre avec une si grande opiniâtreté dans les places fortes, c'est faire rétrograder les mœurs vers les siècles de la barbarie; car, qui ne voit tout de suite quel est le but perfide de cette observation? Qui ne sait que c'est au contraire par un système de frontière, défendue isolément place par place jusqu'à la dernière extrémité, qu'on prévient le plus efficacement les irruptions faites à la manière des barbares?

Je ne répéterai point ce que j'ai déjà dit à ce sujet dans le chapitre précédent; il me suffit de rappeler que dans l'antiquité, comme encore aujourd'hui chez les peuples non policés, une seule bataille décidait du sort de l'empire, parce qu'ils n'avaient point de forteresses et que le carnage était toujours affreux et général; que chez nous, au contraire, par le système des places fortes, on sauve l'ensemble par le sacrifice momentané d'un seul point; que dans tout le reste de l'empire les citoyens vivent dans la sécurité la plus

profonde et se livrent tranquillement à leurs occupations habituelles, quoique souvent très voisins du théâtre où la guerre est le plus animée.

Quant aux prétendus calculs dont nous avons dit un mot ci-dessus, et par lesquels on croit pouvoir assigner la durée du siége dont une place est susceptible, et l'époque de sa reddition, nous tâcherons de les apprécier dans le chapitre suivant.

CHAPITRE VI.

Absurdité des calculs par lesquels on prétend déterminer la durée d'un siége et en fixer le terme. — Contradictions de ceux qui établissent de semblables calculs. — Ils sont démentis par les faits les plus importans. — Ils ne tendent qu'à affaiblir l'énergie des défenseurs.

On a toujours regardé comme essentiel qu'il y eût dans les armées un corps d'officiers chargés spécialement de tenir le journal exact de tout ce qui s'y fait de remarquable; qui eût soin de lever la carte topographique du théâtre des opérations, le plan de chaque bataille, et qui indiquât sur ce plan les mouvemens exécutés par chacun des corps militaires pendant l'action.

Indépendamment de l'intérêt que doit avoir un pareil travail pour tout homme de guerre, il est une source d'instructions utiles: il apprend à réfléchir sur la cause des succès et des revers; il fait apercevoir les fautes commises de part et d'autre; il enseigne à les éviter dans de nouvelles occasions et à profiter de celles de l'ennemi.

On tient également le journal régulier de tous les siéges qui se font pendant le cours de chaque campagne. Ce journal marque jour par jour, ou plutôt nuit par nuit, quel a été le progrès des tranchées, l'effet des sorties, des mines et des contremines, des attaques méthodiques et de vive force. Ces journaux forment un corps d'expériences militaires qui est en quelque sorte le répertoire des commandans et des officiers du génie, dans la guerre des siéges, tant pour l'attaque que pour la défense.

L'un des résultats les plus remarquables de ces expériences, est qu'une place de telle ou telle grandeur, fortifiée suivant telle ou telle méthode, est susceptible d'une défense commune de tant de jours à peu près; car c'est sur ce nombre de jours qu'on règle les munitions qui doivent former l'approvisionnement de chaque place de la même classe et l'ensemble de la défense.

Mais il est un élément, et c'est le plus important de tous, qui ne saurait entrer dans ces sortes de calculs, c'est l'enthousiasme, cet amour de la patrie et de la gloire qui animait les héros de l'antiquité, ceux des croisades, ceux de la chevalerie, et encore plusieurs guerriers fameux, tant des siècles derniers que nos contemporains.

Cependant ces traits de bravoure, qui sortent des règles établies sur la marche des défenses communes, rendent illusoire et même dangereuse l'application des calculs dont nous avons parlé ci-dessus; car, en limitant sur une durée très restreinte les moyens nécessaires à une défense prolongée, elles interdisent en quelque sorte ces exceptions brillantes.

Mais S. M., qui a montré en tant de circonstances qu'elle sait mettre en action les ressorts secrets de cette puissance morale, veut que ce qui a fait exception jusqu'à ce jour, soit dé-

sormais la règle ; elle n'admet point des calculs où l'on néglige comme accessoire ce qui doit faire la force principale ; elle désapprouve une théorie décourageante qui met incessamment sous les yeux d'une garnison valeureuse l'instant de sa reddition ; elle veut que tout défenseur s'anime au seul espoir de vaincre : tout autre calcul est à ses yeux un abus de la science, et S. M. m'ordonne formellement de réfuter une pareille doctrine.

N'est-ce pas en effet entrer indirectement dans les vues de ceux qui travaillent à dépraver l'opinion, que d'établir froidement une supputation qui tend à démontrer que telle place ne peut tenir que tel temps, qu'elle doit se rendre tel jour ? Ces calculs sont faux, et, quand ils seraient vrais, ils ne seraient utiles à rien et ne pourraient qu'affaiblir la généreuse résolution des braves.

M. le maréchal de Vauban était loin sans doute de ces intentions perfides, lorsqu'en vue d'établir une base approximative pour les approvisionnemens des places de guerre, il crut devoir composer des tables, où pour chaque ordre de places, on pût voir ce qu'il faut de garnison, de subsistances, d'artillerie et de munitions, d'après la durée présumée du siége qu'elle pourrait avoir à soutenir. Voici comment cet illustre ingénieur s'exprime à ce sujet :

« Avant que de se déterminer sur » les magasins à faire dans une place, » et sur la force de sa garnison, il est » nécessaire de supputer la durée du » siége qu'elle peut soutenir, c'est ce » que nous allons faire ici, plutôt pour » servir d'instruction que pour en pro» poser une règle bien certaine, parce » que toutes les places étant différentes » les unes des autres, il faut s'y con» duire par rapport au plus ou au moins » de pièces qu'elles peuvent opposer à » l'ennemi, et selon que les avenues en » sont plus ou moins faciles. Au sur» plus, il faut toujours supposer deux » choses : l'une, que la garnison y fera » toujours son devoir du mieux qu'il » lui sera possible ; l'autre, que l'en» nemi attaquera par l'endroit le plus » fort, ce qui arrive assez souvent ; au» quel cas il ne faut pas qu'un gouver» neur, brave homme et intelligent, » soit contraint de se rendre avant le » temps, faute d'avoir de quoi pro» longer sa défense aussi long-temps » qu'elle peut raisonnablement aller.

» Nous supposerons donc une place » régulière de six bastions bien revê» tus et terrassés à l'épreuve, toutes » ces demi-lunes revêtues de même, » son fossé aussi revêtu, soit qu'il soit » sec ou plein d'eau, le tout enveloppé » d'un bon chemin couvert palissadé et » traversé, avec les glacis bien faits, et » la campagne des environs unie, sans » aucun couvert ni commandement » jusqu'à l'extrême portée du canon ; le » tout sans autres dehors ni retranche» mens extraordinaires. Sur ce pied» là nous réglerons cette estimation » comme ci-après.

» Pour l'investiture de la place, fa» çon des lignes, amas de matériaux » et préparatifs pour l'ouverture de la » tranchée, neuf jours : c'est à peu » près le temps que nous y avons em» ployé. . . . . 9 jours.

» Depuis l'ouverture de la » tranchée jusqu'à portée de » l'attaque du chemin con» vert, neuf jours ; c'est en» core le temps que nous y » avons employé plus com» munément. 9

» Attaque et prise du che» min couvert, y compris

» les discussions de ses places d'armes et traverses, » et un parfait établissement. 4

» Descente et passage de » fossé de la demi-lune. . . 3

» Attachement du mineur, ou l'équivalent pour » les batteries de canon, » jusqu'à l'ouverture d'une » brèche raisonnablement » grande. 4

» Prise et discussion des » dedans de la demi-lune. . 3

» Passage du grand fossé » aux deux bastions, que l'on » suppose commencé avant » la prise de la demi-lune. . 4

» Attachement du mineur, » ou établissement des bat» teries sur le chemin cou» vert, pour ouvrir la place » et y faire une brèche rai» sonnable 4

» Défense et soutien des » brèches après la place ou» verte. 2

» Reddition de la place » après la capitulation. . . . 2

» Fautes de l'ennemi, né» gligences de sa part et plus » value de la défense, esti» mées à quatre jours. . . . 4

» Total quarante-huit » jours.

Total. . . 48 jours.

» *Nota.* 1° Si la demi-lune était re» tranchée par un réduit revêtu et ter» rassé à l'épreuve, elle pourrait sou» tenir trois à quatre jours de plus.

» 2° S'il y avait un bon retranche» ment revêtu à la gorge des bastions » attaqués, cela pourrait encore allon» ger la défense de cinq à six jours » plus ou moins selon qu'il serait bien » fait, et que la défense de l'intérieur » des bastions serait bien ménagée et » bien entendue.

» 3° S'il y avait des tenailles, le pas» sage du fossé pourrait être retardé » encore de quelques jours de plus.

» 4° S'il y avait un bon ouvrage à » cornes ou l'équivalent bien revêtu, » avec une demi-lune et un chemin » couvert, sa résistance pourrait allon» ger la défense de dix ou douze jours.

» 5° S'il y avait des redoutes ou quel» que redoublement de chemin cou» vert, ce serait encore autant d'obs» tacles qui pourraient retarder les » progrès des attaques.

» Où cela se trouvera, il en faudra » faire des estimations judicieuses, et » les faire plutôt fortes que faibles, at» tendu que la force des garnisons et » le projet des munitions devant se ré» gler sur l'estimation de la durée du » siége, il faut en toutes manières en » éviter le manquement par la raison » ci-dessus.

» 6° Cette estimation est fort serrée, » je l'avoue, et j'aurais dû compter la » durée du siége plus longue; mais j'ai » pensé que les pertes d'hommes, les » blessés et les gens épars ou cachés, » feront un équivalent de huit ou dix » jours, capables de suppléer au dé» faut, si les consommations sont mé» nagées. »

Parmi les officiers du génie qui se sont fait un nom après M. de Vauban, on remarque M. de Cormontaingne, directeur des fortifications de la Moselle, et mort maréchal de camp en 1752. Cet habile ingénieur joignit beaucoup de réflexions à beaucoup d'expérience; il fit un grand nombre de siéges, et profita des remarques qui s'offrirent à lui dans le cours de ses opérations militaires, pour en améliorer les constructions. Il adapta au système des fortifications françaises les retranche-

mens des places d'armes rentrantes, qui nous avaient coûté tant d'hommes et tant de temps au siége de Bergop-Zoom, en 1747 ; il reconnut la nécessité des grands réduits dans les demi-lunes ; il donna à ces mêmes demi-lunes de grandes saillies, afin d'obtenir des revers sur les logemens de l'ennemi dans le chemin couvert ; enfin, il perfectionna notablement toutes les parties de son art, et parvint à composer le système de fortifications qui est aujourd'hui considéré comme le meilleur par la plupart des officiers du génie, et il eut l'avantage d'en faire lui-même une importante application aux Doubles-Couronnes de la Moselle et de Belle-Croix à Metz, qui, par ses constructions, est devenue au moins dans ces portions principales de son enceinte, une place de la première force.

Mais, soit modestie de la part de M. de Cormontaingne, soit qu'il sût combien il est difficile de faire agréer les nouveautés, il ne présenta jamais son tracé, et les résultats de tous ses travaux, que comme de légères modifications de ce qu'avait fait avant lui le maréchal de Vauban, comme de simples perfectionnemens que le temps amène toujours aux meilleures choses, sans altérer la gloire des inventeurs, et qui n'auraient pu échapper à M. de Vauban lui-même, s'il eût vécu davantage. C'est ainsi que M. de Cormontaingne fit adopter sans contradiction ses nouvelles idées, et qu'il réussit enfin à introduire dans le système de M. de Vauban beaucoup plus d'innovations que M. de Vauban, lui-même, n'en avait faites à celui du comte de Pagan, qui l'avait précédé. Au surplus, si ces changemens furent heureux, la vraie gloire de M. de Vauban n'en pouvait souffrir, car elle n'est point fondée sur la perfection de son tracé, mais sur l'habileté avec laquelle il savait profiter du site et des accidens du terrain, et surtout sur le nouvel art d'attaquer les places, art dont il doit être considéré comme le véritable créateur.

De tous les services qu'a rendus M. de Cormontaingne à l'art défensif, le plus important est celui d'avoir parfaitement développé les avantages de la fortification en ligne droite, avantages aperçus et traités positivement par Fabre, habile ingénieur du règne de Louis XIII, sentis et appréciés par M. de Vauban, mais qu'il était réservé à M. de Cormontaingne de mettre dans tout leur jour et de confirmer par d'heureuses applications.

Nous avons vu précédemment comment M. de Vauban avait évalué par aperçu, d'après sa longue expérience, la durée probable de chacune des périodes d'un siége, afin de se procurer une base pour les approvisionnemens ; M. de Cormontaingne voulut perfectionner cet aperçu comme tout le reste : il essaya de le réduire en calcul exact, et de plus, il imagina d'en faire une application nouvelle, absolument étrangère à l'objet qu'avait eu en vue le maréchal de Vauban. Cette application consiste à se servir des résultats de ce calcul prétendu exact, pour établir une échelle de comparaison précise entre les forces des différens systèmes de fortifications quelconques existans, ou qui pourraient être proposés dans la suite.

Mais ces calculs mathématiques ont produit de très mauvais effets, parce que le temps fixé par eux pour la défense d'une place a été pris pour un *maximum*, tandis que ce n'est qu'un *minimum*. Ainsi, par exemple, le temps fixé pour la durée du siége de l'hexa-

gone par les calculs de M. de Cormontaingne, étant de vingt-trois jours seulement, on a regardé ces vingt-trois jours, comme le *maximum* de durée du siége de l'hexagone, tandis que dans cette durée on ne considère que la défense résultante de l'effet des armes à feu qui est la moindre, et qu'on y fait abstraction de la défense par les coups de main, qui est infiniment plus efficace, mais qui, parce qu'elle dépend du degré de courage de la garnison, est par là même indéfinie et non susceptible d'être soumise au calcul.

D'ailleurs, sous le rapport de l'approvisionnement des places, les calculs de M. de Cormontaingne étaient inutiles, parce que les aperçus de M. de Vauban suffisaient bien pour remplir cet objet; et sous le rapport de la nouvelle application qu'a voulu en faire M. de Cormontaingne, qui était de comparer les valeurs des divers systèmes de fortifications existans ou possibles, ces calculs étaient erronés, même en faisant abstraction de toute autre défense que de celle des armes à feu, parce qu'ils n'étaient applicables qu'aux constructions connues ou légèrement modifiées, les seules sur lesquelles les journaux de siége eussent fourni les données suffisantes; mais pour des constructions entièrement nouvelles, on ne pouvait y appliquer la méthode de M. de Cormontaingne, sans qu'il entrât beaucoup d'arbitraire dans les évaluations, et de partialité en faveur ou contre tel ou tel tracé, déjà adopté ou rejeté mentalement, par esprit de corps ou par amour-propre d'auteur.

Enfin ces calculs ont révélé le secret de la faiblesse de tous les systèmes connus jusqu'alors, et particulièrement de celui de M. de Cormontaingne lui-même, lequel, d'après ses propres calculs et dans le cas le plus favorable, qui est celui de la ligne droite, ne peut tenir plus de quarante jours de tranchée ouverte.

Ainsi se forma cette opinion très fausse et très préjudiciable, que les places ne sauraient se défendre longtemps, qu'elles sont presque inutiles, et qu'il vaudrait mieux employer les dépenses qu'elles entraînent, en augmentation de forces actives. Cette opinion, qui a eu beaucoup de vogue en France, quelques années avant la révolution, en aurait, si elle eût pu prévaloir, infailliblement entraîné la ruine, pendant cette crise terrible, où elle a été sauvée maintes fois par la résistance de ces places, et particulièrement par celles de Landau, Lille, Maubeuge.

Cette même opinion avait déjà séduit Joseph II, empereur d'Allemagne, et l'avait déterminé à démolir ou faire démanteler les places fortes de la Belgique : aussi cette belle contrée, qui avait été pendant tant de siècles le théâtre de la guerre, sans être conquise, le fut par les Français en une seule campagne et sans retour, pendant cette même révolution, qui semblait devoir entraîner leur extermination et le démembrement de leur pays.

Je reviendrai sur les calculs de M. de Cormontaingne. A la mort de cet officier-général, ses mémoires et papiers furent confiés à M. de Fourcroy, pour en faire l'analyse et en tirer ce qui s'y trouverait d'utile. M. de Fourcroy était un officier-général du même corps, recommandable par ses services; mais il avait peu de lucidité dans l'esprit; il voulut mêler ses propres idées, qui n'étaient pas toujours heureuses, à celles de M. de Cormontaingne; il s'enveloppa d'un certain langage, moitié mystérieux, moitié scientifique, et finit par ne donner qu'un fort mauvais ou-

vrage, qu'il publia, au nom des officiers-généraux du corps du génie, sous le titre de ***Mémoires sur la fortification perpendiculaire.***

Les fonctions de premier inspecteur-général des fortifications, qu'exerçait M. de Fourcroy, ayant imprimé à ses écrits une espèce de sanction, il est nécessaire d'en détruire l'effet par une courte réfutation.

Pour mettre dans tout son jour l'incroyable absurdité des calculs de M. de Fourcroy, il suffira d'analyser l'exemple principal allégué par lui-même. Voici donc son raisonnement :

Une fortification quelconque, dit-il, est d'autant meilleure, qu'elle est susceptible d'une plus longue défense, et qu'elle coûte moins; donc son mérite doit être représenté par le quotient du nombre de jours qu'elle peut tenir, depuis la tranchée ouverte jusqu'à la reddition de la place, divisé par la dépense de sa construction. C'est ce quotient que M. de Fourcroy appelle le *moment* de la fortification, et ce qu'il prend, comme on vient de le dire, pour la véritable échelle de son mérite ou de sa valeur, comparativement à toute autre espèce de fortification.

En appliquant cette théorie aux valeurs relatives de deux fronts de fortification moderne, c'est-à-dire construits suivant les principes de M. de Cormontaingne, l'un appartenant à l'hexagone, l'autre au dodécagone réguliers, il établit le calcul suivant :

Le nombre de jours de tranchée ouverte devant le front hexagonal est de. . . . . 22 jours.

Le nombre de jours de tranchée ouverte devant le front dodécagonal est de. . 30

Les dépenses des deux fronts sont égales; donc, suivant le principe des momens, posé par M. de Fourcroy, le mérite du front hexagonal est au mérite du front dodécagonal comme 22 est à 30, ou comme 11 est à 15.

Appliquons maintenant le même principe, donné comme général par M. de Fourcroy, non pas, comme ci-dessus, à deux fronts seulement, mais à deux places entières. Supposons qu'on fasse bâtir deux places neuves entières, l'une hexagonale, l'autre dodécagonale, et proposons-nous de trouver le mérite comparatif de ces deux places avec l'échelle de M. de Fourcroy. Nous dirons donc :

Le nombre de jours de tranchée ouverte devant le front de la place hexagonale est de. 22

Le nombre de jours de tranchée ouverte devant le front de la place dodécagonale est de. 30

Les dépenses des deux places sont entre elles comme 1 est à 2, puisque la seconde place contient deux fois autant de fronts que la première, et que les dépenses de tous ces fronts sont égales.

Donc, suivant le principe des momens, le mérite de la place hexagonale est au mérite de la place dodécagonale comme $\frac{1}{22}$ est à $\frac{2}{30}$, ou comme 22 est à 15.

Ainsi, d'après ce nouveau calcul, strictement établi, comme le premier, sur le principe général des momens de M. de Fourcroy, la place hexagonale aurait un mérite bien supérieur à celui de la place dodécagonale, tandis que, par le premier, c'est le front dodécagonal qui l'emporte sur l'autre.

La cause de cette contradiction, que l'auteur sans doute n'avait pas prévue, est visiblement le vague des mots, tels que celui de *mérite*, qu'il a voulu assujettir à un calcul mathématique. De

plus, il a négligé, dans son appréciation, les principaux élémens de l'objet à considérer, par exemple la perte des hommes de part et d'autre ; car comment l'assiégeant continuera-t-il ses opérations, si on lui tue la plus grande partie de son monde avant qu'il puisse arriver au pied de la brèche? Et qui ne voit d'ailleurs, en s'en tenant aux seuls élémens mis en œuvre par M. de Fourcroy, qu'une seule place, qui pourrait soutenir un siége d'un an, serait bien préférable en général à quatre autres, dont chacune ne pourrait tenir que trois mois, puisque celles-ci pourraient être enlevées toutes les unes après les autres, par une force médiocre ; tandis que pour prendre la première, il faut une force majeure et des préparatifs immenses, souvent supérieurs à tous les moyens de l'assiégeant ; que de plus, il faudrait continuer le siége pendant l'hiver, ce qui ruine l'armée et donne à l'ennemi le temps de ramasser des troupes nombreuses pour venir au secours de la place, ou pour former ailleurs une diversion puissante.

En voilà assez sur la théorie de M. de Fourcroy. M. de Cormontaingne n'avait pas donné dans de semblables écarts ; il s'était borné à mesurer la force des places par la durée de leur résistance. L'expérience, disait-il, apprend qu'il faut tant de temps à un certain nombre de travailleurs pour fouiller une toise cube de terre, tant pour exécuter telle longueur de tranchée, tant pour tel rameau de mine, tant pour construire une batterie, tant pour faire un épaulement donné, tant pour faire une brèche proposée. Or, comme les travaux d'un siége quelconque se composent toujours d'une série de semblables opérations, et que cette série est connue pour chaque cas par la théorie des attaques de M. de Vauban, il n'y a aucun siége dont on ne puisse calculer la durée, et par conséquent, aucune place dont on ne puisse évaluer la force.

Ce raisonnement, très plausible en apparence, est cependant très faux et très dangereux ; il est faux, en ce qu'il repose sur des abstractions qui ne doivent point avoir lieu ; il est dangereux, en ce qu'il offre pour *maximum* de la défense ce qui n'est que le *minimum;* qu'il en résulte la persuasion générale que les places ne sauraient se défendre long-temps ; que les défenseurs en sont découragés, et qu'un gouverneur croit avoir fait beaucoup quand il a atteint ce prétendu *maximum*, lorsqu'au contraire il n'a fait qu'une très médiocre défense.

Les abstractions que fait M. de Cormontaingne sont celles des coups de main, tandis qu'il est prouvé par l'histoire qu'il n'y a jamais eu de belles défenses, de défenses prolongées, que par les coups de main. Voici le texte de M. de Cormontaingne.

Mémorial pour la fortification, page 100.

« La force des places de guerre ou la
» durée de leur défense varie beaucoup,
» comme nous l'avons dit, par des cir-
» constances totalement indépendantes
» du plus ou moins d'intelligence dans
» l'officier qui en a dirigé la fortification.
» Le nombre des troupes qui s'y trou-
» vent ; l'état et la quantité de toutes ses
» munitions ; la fermeté et le degré de
» capacité de l'homme qui y comman-
» de, ainsi que de tous ses aides, toutes
» ces causes influent infiniment sur la
» résistance d'une place ; de même la
» conduite, bonne ou mauvaise, de
» l'assiégeant, comparée à celle de
» l'assiégé, peut abréger ou prolonger

» la durée d'un siége. Ce sont là des » *accessoires* dans l'examen desquels » nous n'entrerons pas ici, et qui au» ront leur place dans le Mémorial » pour la défense et dans celui pour » l'attaque des places; nous voulons » seulement discuter ce qui résulte » pour leur force, de la bonne ou man» vaise disposition des ouvrages.

» Nous avons un excellent moyen » d'en juger, dans le calcul de leurs » attaques dépouillé de tous ces *acci*» *dens;* nous pouvons supposer dans » l'assiégeant l'art de pousser ses tra» vaux, suivant les règles ordinaires, » aussi rapidement qu'il est possible et » prudent de le faire vis-à-vis d'une » garnison qui voudrait se bien défen» dre; n'admettre cependant, de la » part de l'assiégé, aucun usage des » ressources qu'il pourrait tirer de son » industrie, comme sorties, fourneaux, » contre-approches, coupures ou re» tranchemens, etc.; le supposer seu» lement de pied ferme dans tous ses » ouvrages, et faisant feu sur les atta» ques, jusqu'au moment où le pre» mier assaut le force à les abandon» ner. »

Ainsi M. de Cormontaingne n'admet dans ses calculs que l'effet des armes à feu; il y néglige, comme *accessoires*, comme de simples *accidens*, la bravoure et l'industrie; or, ce sont cependant ces accessoires précisément qui font les défenses brillantes et prolongées; il n'y eut jamais, sans eux, que des défenses communes, un *minimum* de défense, le *maximum* ne pouvant avoir lieu que par ces prétendus accessoires.

Cependant quel doit être notre objet? Est-ce d'obtenir le *minimum* ou le *maximum* de la défense? En vain M. de Cormontaingne annonce pour sa théorie des correctifs qui auront, dit-il, leur place dans le *Mémorial pour la Defense*. Je ne trouve point ces correctifs dans le Mémorial sur la Défense; j'y vois seulement le détail de certaines chicanes capables de prolonger une défense de quelques jours, mais aucun de ces traits hardis qui forcent les ennemis de lever le siége ou de se morfondre plusieurs années devant une place. Quand même ces grands moyens se trouveraient dans le *Mémorial de la Defense*, comme l'annonce M. de Cormontaingne, l'impression faite n'en resterait pas moins; il n'en serait pas moins dit et il n'en demeurerait pas moins constant dans l'opinion, que les places, fortifiées par M. de Cormontaingne lui-même, ne peuvent tenir au-delà de vingt-sept, trente, quarante jours au plus, comme dans la fortification en ligne droite, qui est le cas le plus favorable.

On est sans doute étonné de voir que toutes les ressources de l'art, dirigées par les plus habiles maîtres, ne puissent, d'après leurs propres calculs, conduire un assiégé au-delà du quarantième jour, et l'on se demande comment il se fait qu'autrefois, lorsque les villes de guerre étaient à peine entourées d'une muraille, elles tenaient cependant beaucoup plus longtemps.

La réponse ordinaire, et qui se présente le plus naturellement, est que si l'art de fortifier les places s'est perfectionné, l'art de les attaquer s'est encore perfectionné davantage; que la poudre et les armes à feu ayant été inventées, toutes les défenses de l'assiégé se trouvent ruinées en peu de temps, par les batteries de l'assiégeant, et ses remparts culbutés par les mines; que cependant une sorte d'équilibre s'était maintenue entre l'attaque et la défense jusqu'au siècle de Louis XIV, mais

qu'alors le génie de Vauban fit tout d'un coup pencher la balance du côté de la science des attaques. Et, en effet, on fut tellement étonné de la chute successive et précipitée des places les plus renommées jusqu'alors, qu'on n'osa plus, pour ainsi dire, songer à se défendre; on crut pouvoir céder sans déshonneur à un tel ascendant, et c'est ainsi que s'établit enfin cette maxime, devenue triviale, qu'il n'y a point de place imprenable.

Cependant j'observe que l'invention de la poudre fournissait de nouvelles armes à l'assiégé aussi bien qu'à l'assiégeant; que si elle avait donné à celui-ci l'art des mines, elle avait donné à l'autre l'art des contre-mines; que depuis M. le maréchal de Vauban, on a vu encore de très belles défenses; qu'enfin cette triste maxime, qu'aucune place n'est maintenant imprenable, fût-elle vraie, ne devrait jamais sortir de la bouche d'un homme investi de la confiance du gouvernement, d'un militaire à la fidélité duquel le souverain a remis l'une des clés de son empire.

Malgré l'autorité du nom de Cormontaingne, ses calculs ont déjà été critiqués par plusieurs officiers distingués du corps du génie.

Conseil de guerre privé sur l'évènement de Gibraltar.

« Il nous paraît assez difficile, dit le » général d'Arçon, d'apprécier géomé» triquement ce que vaudraient les » saillies de l'audace dans une place » qui refuserait aux assiégeans la pos» sibilité de développer leur supério» rité, qui les priverait de l'action des » ricochets contre les faces les plus dé» couvrantes, qui leur ôterait l'espace » nécessaire pour l'emplacement des » batteries de contre-flanc; enfin une » combinaison d'ouvrages, qui, en » conservant aux défenseurs la facul» té de multiplier les retours offen» sifs, ajouterait aux avantages physi» ques, les dispositions les plus pro» pres à favoriser et à maintenir le » courage d'esprit. Il existe nécessai» rement beaucoup d'arbitraire sur ces » sortes d'évaluations. »

Nous voyons pareillement qu'en 1792, un autre officier du même corps, qui depuis a été inspecteur-général des fortifications, avait cru devoir s'élever à la tribune de l'Assemblée nationale, au nom du comité militaire dont il était rapporteur, contre ces calculs rétrécis des écoles sur la durée des siéges.

Le mal est qu'en adoptant pour la défense les mêmes armes que pour l'attaque, c'est-à-dire les armes à feu, on ait renoncé aux anciennes, comme moins avantageuses. Voilà l'erreur et la véritable cause du peu de défense des places actuelles. On pouvait et on devait employer pour la défense les armes anciennes et les armes nouvelles, et on s'est borné aux dernières, qui sont bien plus utiles à l'assiégeant, mais qui le sont beaucoup moins à l'assiégé; le premier doit procéder méthodiquement dans sa marche; il doit s'emparer pied à pied de tous les refuges de l'ennemi; tel est le principe général de M. de Vauban; et la raison en est évidente, puisque l'un avançant toujours, l'autre reculant toujours, il faut bien que celui-ci finisse par être entièrement chassé. Mais, par la même raison, ce n'est point pied à pied, c'est par des coups de main que celui-ci doit se défendre, qu'il doit attaquer successivement toutes ses têtes d'ouvrages, non pas au loin, mais sur ses propres remparts et sur les parties rap-

prochées; car si l'assiégeant n'est pas en force pour soutenir ces travaux, ils seront détruits à mesure qu'ils seront poussés en avant, et s'il est en force partout, c'est alors qu'en faisant usage du feu très rapproché, il sera nécessairement très meurtrier pour celui qui devra le soutenir constamment.

C'est donc principalement sur les coups de main que doit être fondé le véritable système de la défense des places, et si les armes à feu sont les plus avantageuses à l'assiégeant, l'arme blanche, au contraire, est la plus favorable à l'assiégé.

Et sans elle, en effet, sans les combats corps à corps, sans la défense des brèches, nous ne voyons pas qu'aucune belle défense ait jamais eu lieu, et jamais avec eux la plus mauvaise place n'a manqué de prolonger sa défense d'une manière inespérée. Voilà une vérité constante, qui appartient à l'histoire ancienne comme à l'histoire moderne, aux siècles qui ont précédé l'invention de la poudre, comme à ceux qui l'ont suivie. Ce fait répond à ceux qui affectent d'invoquer sans cesse l'expérience du passé, pour se dispenser d'examiner aucune idée nouvelle. Cette expérience nous démontre qu'à moins qu'on ne parvienne à imaginer quelque moyen de résistance inconnu jusqu'à ce jour, aucune défense prolongée n'aura jamais lieu sans la remise en activité du combat corps à corps. Or, c'est justement ce genre de combat qu'exclut formellement le calcul proposé par M. de Cormontaingne; faut-il donc s'étonner que sa plus longue défense soit au plus de quarante jours?

Suivant le journal que donne cet officier-général, de l'attaque d'un hexagone, fortifié suivant son propre système, la défense ne peut aller au-delà du trente-cinquième jour, et il termine les travaux de cette journée par ces paroles : *Il est temps de se rendre.* Crillon se fût écrié : Il est temps de commencer à se battre. Il eût dit, comme au siége de Quillebœuf : *Crillon est dedans et l'ennemi dehors.* Ainsi, lorsque Bayard défendait les murs de Mézières tout en brèches, M. de Cormontaingne, son compagnon d'armes, lui aurait crié : Il est temps de se rendre; ainsi, lorsque Guise réparait les brèches de Metz sous les feux redoublés de l'ennemi, M. de Cormontaingne, son compagnon d'armes, lui aurait crié : Il est temps de se rendre. M. de Cormontaingne était sûrement brave; il l'a prouvé souvent. Il avait ce courage réfléchi qui soumet tout au calcul, au milieu même du danger, mais non ce courage bouillant, ce courage d'exemple qui entraîne à sa suite une garnison valeureuse sur la brèche, qui culbute les ennemis, les poursuit, renverse leurs travaux, et détruit en une heure ce qui a coûté un mois de fatigues à l'assiégeant.

C'est le zèle de la perfection en tout qui a engagé M. de Cormontaingne à rechercher ce degré de précision; mais c'est un zèle malentendu. Il est aisé de concevoir les fâcheux effets qui doivent en être le résultat. Un gouverneur croira avoir fait beaucoup, comme je l'ai déjà dit, s'il a défendu sa place quarante jours, puisque c'est le *maximum* fixé par la théorie. Le soldat qui sait n'avoir que quarante jours au plus de défense, et ne pouvoir aspirer à la gloire de faire lever le siége, n'attache pas beaucoup d'importance à tenir deux ou trois jours de plus ou de moins; il perd toute son énergie, ou va mollement, ou ne songe qu'à mettre sa responsabilité à couvert. On obtient enfin une espèce de marche ré-

trograde mesurée, qu'on appelle une belle défense, et qui n'est souvent qu'une vaine et hâtive consommation de tout ce qui était dans les magasins.

Puisque les plus célèbres ingénieurs reconnaissent que la théorie ne fournit par elle-même aucun moyen de prolonger la défense des places, tandis que l'expérience a prouvé que cette défense peut être bien au-delà prolongée, il faut que dans les calculs il y ait un élément essentiel de négligé. Cet élément, c'est la valeur, la valeur qui ne saurait en effet se calculer. Si nous voulons que nos places résistent, comme ont résisté les places de Mézières, de Metz, de Mastricht, de Graves, il faut que nous les défendions comme ont fait les Bayard, les Guise, les Calvo, les Chamilli, c'est-à-dire qu'il faut que nous nous présentions sur la brèche, que nous y soutenions l'assaut, non pas une fois seulement, mais jusqu'à ce que l'assiégeant soit hors d'état d'en livrer de nouveaux.

Quoi! partout en rase campagne, le combat corps à corps décide de la victoire, et ce combat ne sera point admis dans la défense des places! Tous les postes à la guerre s'attaquent et se défendent à la baïonnette, et les remparts seuls, qui sont les postes les plus importans, les mieux fortifiés par le choix de leurs positions et par les travaux de l'art, les remparts, dis-je, seront les seuls points où l'on n'osera paraître avec l'arme reconnue de tout temps, pour la plus sûre et la plus décisive entre les mains des Français! Et une ville de guerre, pour laquelle auront été faits les plus grands sacrifices, qu'on aura pourvue de tout ce qu'exige une longue résistance, sur l'appui de laquelle on aura compté pour la sûreté de l'intérieur, pendant qu'on a porté la masse des forces au dehors pour une expédition lointaine, une telle place, dis-je, aura tenu à peine un mois, qu'on y parlera déjà de capitulation! Au bout de trente-cinq jours, on entendra des chefs annoncer qu'il est temps de se rendre, tandis qu'on a vu de misérables bicoques tenir des années, et forcer enfin l'ennemi d'abandonner son entreprise; tandis qu'on a vu un simple blockhaus arrêter les Français eux-mêmes, pendant près de quinze jours, au dernier siége de Dantzik, pour le couronnement du chemin couvert et le passage du fossé!

La fortification serait d'un bien petit avantage, si elle ne pouvait procurer qu'un appui si faible et si précaire; et il n'est pas étonnant que des généraux, s'appuyant sur les résultats du calcul, aient soutenu leur parfaite inutilité. Mais heureusement ces calculs sont faux, les places fortes sont d'une importance bien supérieure à celle que leur supposent leurs plus zélés partisans, et l'expérience a montré mille fois que, sans elles, il n'y a rien d'assuré au dedans, aucune entreprise majeure à faire au dehors.

De ce que les meilleures places ne peuvent, suivant certains calculs, prolonger leur défense au-delà de quarante jours, tandis qu'on a vu les plus mauvaises tenir des années entières, on aurait grand tort de conclure qu'il est presque indifférent d'avoir des places bien ou mal fortifiées. Les places sont des machines qui multiplient la puissance en raison de la longueur des leviers. Une place bien fortifiée réduit l'ennemi à une brèche étroite, tandis qu'une mauvaise expose les remparts à être ouverts à la fois de tous côtés; la première prend des flancs et des revers sur l'ennemi dans tous les points qui en sont susceptibles; elle ralentit la mar-

che de l'assaillant, la rend très périlleuse, protége au contraire les coups de main de l'assiégé, et assure sa retraite pour lui procurer de nouveaux retours offensifs; elle multiplie les pertes de l'un, elle diminue celles de l'autre; elle exige du premier des préparatifs immenses et souvent supérieurs à tous ses moyens; elle les épuise et le met hors d'état de rien entreprendre de plus, tandis qu'elle économise et tient en sûreté le matériel du second; en un mot, elle met celui-ci en état de résister à un ennemi dix fois plus fort que lui, non pas un mois seulement, mais indéfiniment, en raison des subsistances et des munitions qu'il a pu réunir et renfermer avec lui dans sa place.

M. le maréchal de Saxe n'aimait point les places fortes; mais c'est qu'il regardait comme une chose impossible qu'elles fussent toutes suffisamment approvisionnées; et c'est précisément parce qu'il les regardait comme susceptibles d'une très longue défense, qu'il en regardait l'approvisionnement comme si difficile.

« Les richesses d'un prince, dit-il, » ne s'étendent pas à faire de pareils » magasins, pour tout un pays, dans » toutes les places qui sont en risque » d'être attaquées. Et quand il aurait la » pierre philosophale il ne le pourrait » pas parce qu'il mettrait la famine dans » ses États.

» Les siéges que l'on a faits en Brabant n'auroient pas eu des succès si » rapides si les gouverneurs n'avoient » pas calculé le temps de leur résistance » avec celui de la durée de leurs vivres; » c'est pourquoi ils désiraient autant que » l'ennemi que la brèche fût bientôt prête » pour pouvoir se rendre honorablement; et, malgré cette bonne volonté » mutuelle, j'ai vu plusieurs gouverneurs être obligés de le faire, sans » avoir eu l'honneur de sortir par la » brèche. »

Mais ce qui prouve que M. de Saxe avait grande confiance dans la longue durée de la défense dont les bonnes places, bien approvisionnées, sont susceptibles, c'est qu'il propose lui-même un système de fortification qu'il attribue au roi de Pologne, son père, et qu'il regarde comme à peu près imprenable.

Les autres réflexions de cet habile général, sur l'objet dont il s'agit, doivent être citées; elles imprimeront l'autorité d'un nom célèbre aux vérités importantes que nous avons déjà démontrées.

« C'est cependant sur la fin d'un » siége, dit-il, où il faut marquer plus » de vigueur, parce que c'est alors qu'il » est question de coups de main, et » que, plus vous marquez de vigueur, » plus l'ennemi se dégoûte, parce qu'alors les maladies se mettent dans son » camp, que les fourrages et les vivres » lui manquent, et enfin que tout concourt à sa ruine, ce qui décourage et » officiers et soldats; si, avec cela, ils » sentent que la résistance devient plus » forte, et qu'elle augmente à mesure » qu'ils se flattent de la voir diminuer, » ils ne savent plus où ils en sont, et se » dégoûtent totalement. C'est pourquoi il faut toujours réserver les meilleures troupes pour les coups de » main, ne leur pas seulement permettre de mettre le nez sur le rempart, » et surtout ne les point faire veiller; » mais, dès qu'ils ont fait leur expédition, les renvoyer à leur quartier.

» Pour revenir au feu du chemin » couvert ou des remparts sur les travailleurs pendant la nuit, ce n'est que » du bruit.....; c'est là que l'arme » blanche brilleroit.

» En voilà assez pour faire connoître » que les assiégés n'ont pas pendant » le cours d'un siége d'occasions plus » avantageuses de combattre l'ennemi » que celles que leur fournissent les » ouvrages, pourvu que l'on puisse y » communiquer aisément.

» Bien des gens s'imaginent que, » lorsque la brèche est faite, il n'y a plus » de salut et qu'il faut abandonner l'ou- » vrage; il est vrai que l'on ne sauroit » guère empêcher le logement, mais » on peut les en chasser et les obliger » à donner cent assauts, parce que l'on » peut s'y maintenir toujours plus fort » qu'eux, et leur tuer avec avantage » une infinité de monde. Ils n'ont, en » ce cas, qu'un parti à prendre, qui est » de faire sauter l'ouvrage, et il y a ap- » parence qu'ils s'en aviseront un peu » tard. Mais si les ouvrages, quand il y » a des fossés secs, sont contreminés » de façon qu'il y règne une galerie » souterraine tout autour, l'ennemi ne » pourra y rien faire avec la mine, tant » que je serai maître de l'ouvrage, parce » que s'il creuse plus bas que moi, il » trouvera l'eau. Pour du reste, les mi- » nes font plus d'épouvante que de » mal, et l'on trouve presque toujours » moyen de les éventer ou de les pré- » venir.

» J'ai toujours eu en tête un certain » ouvrage qui fut pris et repris trente- » six fois au siége de Candie : cet ouvrage » a coûté plus de vingt-cinq mille hom- » mes aux Turcs, et cela me donne » bonne opinion de ceux qu'on peut » r'attaquer. Dans tout le cours d'un » siége, il n'y a point d'occasions plus » avantageuses, pour combattre l'enne- » mi, que celles que ces ouvrages four- » nissent, parce que l'on ne sauroit » être vu du dehors; qu'il faut que » l'ennemi vienne toujours par la brè- » che, et que s'il s'avise d'y mener du » canon, c'est du canon perdu pour lui. » Enfin, je crois qu'une telle forteresse » dégoûteroit furieusement de l'envie » que l'on a pour les siéges. »

Ces paroles d'un grand général n'ont pas besoin de commentaires.

Avant de terminer ce chapitre, je citerai un passage important du chevalier Folard.

Traité de la défense des places des anciens.

« Les anciens avoient coutume de » munir prodigieusement de vivres, les » places fortes et menacées d'un siége, » non pas pour trois ou quatre mois, » mais pour trois ou quatre années tout » au moins; deux raisons les y obli- » geoient; la crainte d'être bloqués et » la loi inviolable de se défendre jus- » qu'à la dernière extrémité. Les mo- » dernes se précautionnent moins à » l'égard des vivres, comme dans le » reste; ils croient qu'il suffit d'un ap- » provisionnement de trois ou quatre » mois, dans les villes les plus fortes et » les plus importantes; cela fait pitié. » Je conviens que la loi des résistances » au degré le plus extrême, est une » chimère en ce temps-ci, on la ren- » voie aux anciens et à nos pères qui » radotoient; mais on devroit considé- » rer que l'ennemi bien informé de l'é- » tat des choses, mesurant la force de » la place, aux vivres qui sont dedans, » et à la dépense d'un long siége, ai- » mera mieux et gagnera plus, s'il est » raisonnable, à la prendre par un » blocus que par un siége dans les for- » mes; il sera du moins assuré de s'en » rendre le maître en trois ou quatre » mois, faute de vivres, car le siége » peut durer tout autant par la résis- » tance des assiégés. »

Nous avons eu un bel exemple de cela pendant la révolution par la prise

de Luxembourg, qui fut obligée de se rendre à nous, après huit mois de blocus, faute de subsistances; tandis qu'avec une défense médiocre, si elle eût eu des vivres, elle eût pu tenir beaucoup plus long-temps contre un siége en règle: ainsi nous fîmes, sans perte d'hommes et sans consommation de choses, la conquête d'une des plus fortes et des plus importantes places de l'Europe, dans le plus bel état de défense, et remplie de munitions de guerre.

CHAPITRE VII.

Pièces officielles relatives à l'objet traité dans cette première partie. — Nouvelles lettres-patentes délivrées par S. M. aux gouverneurs et commandans de places. — Enquête sur la conduite de ceux qui sont prévenus de les avoir mal défendues.

La désuétude dans laquelle était tombé l'ancien formulaire des brevets délivrés aux gouverneurs des places, a décidé Sa Majesté à leur donner de nouvelles lettres-patentes, où, en confirmant les dispositions des anciennes ordonnances, elle annonce la ferme résolution où elle est d'en maintenir désormais sévèrement l'exécution. Nous allons donner la teneur de ces nouvelles lettres-patentes, appliquée à la place de *Sas-de-Gand*, à laquelle Sa Majesté a nommé le colonel *Lafosse*.

Nous rapporterons ensuite, conformément aux ordres de Sa Majesté, les enquêtes et jugemens rendus contre les commandans accusés d'avoir mal défendu les places qui leur avaient été confiées.

« NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et les constitutions de l'État, empereur des Français, roi d'Italie et protecteur de la Confédération du Rhin.

» La place de Sas-de-Gand étant menacée par l'ennemi, nous avons résolu de nommer pour commander cette place un officier d'une bravoure distinguée.

» Nous avons pris en considération les services du sieur Lafosse, colonel, et nous l'avons nommé, et nommons par ces présentes, commandant de la place de Sas-de-Gand.

» Nous lui enjoignons de se rendre sur-le-champ dans ladite place de Sas-de-Gand, et de n'en plus sortir sous quelque prétexte que ce soit après son armement, d'inspecter et de visiter fréquemment les approvisionnemens de siége et les magasins d'artillerie, d'avoir soin qu'ils soient abondamment pourvus et conservés à l'abri des attaques de l'ennemi et de l'intempérie des saisons. Nous lui ordonnons de nous conserver cette place, et de ne jamais la rendre sous aucun prétexte. Il aura toujours devant les yeux les conséquences inévitables d'une contravention à nos ordres; nous entendons et voulons qu'il courre les hasards d'un assaut pour prolonger la défense et augmenter la perte de l'ennemi. Puis, donc, que la reddition de la place doit être le dernier terme de tous ses efforts, et le résultat d'une impossibilité absolue de résister, nous lui défendons d'avancer cet évènement malheureux par son consentement, ne fût-ce que d'une heure, et sous le prétexte d'obtenir par-là une capitulation plus honorable.

» Nous voulons que toutes les fois que le conseil de défense sera réuni, pour consulter sur les opérations, il y soit fait lecture desdites lettres patentes à haute et intelligible voix.

» Donné le dixième jour du mois

d'août, an de grâce mil huit cent neuf, de notre règne le sixième. »

En conférant au général Colaud, sénateur et gouverneur d'Anvers, le commandement de cette place, Sa Majesté a employé les mêmes expressions; mais elle y a ajouté plusieurs particularités importantes relatives à la localité; c'est pourquoi je pense qu'il est convenable de rapporter ici ces lettres-patentes.

« NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et les constitutions de l'Etat, empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin.

» La place d'Anvers étant en état de siége, nous avons résolu de nommer, pour commandant de cette place, un officier d'une bravoure distinguée dont nous aurions éprouvé le zèle et la fidélité dans maints combats.

» Nous avons pris en considération les services du général de division, sénateur Colaud, et nous l'avons nommé et nommons par ces présentes commandant de la place d'Anvers, en état de siége. Conformément à notre décret du 11 de ce mois, qui le nomme gouverneur de cette place, nous lui enjoignons d'être rendu avant le. . . . dans ladite place d'Anvers, et de ne plus sortir de ses remparts au moins au-delà d'une portée de fusil de ses ouvrages avancés, sous quelque prétexte que ce soit, d'inspecter et de visiter fréqnemment les approvisionnemens de siége et les magasins d'artillerie, d'avoir soin qu'ils soient abondammment pourvus et conservés à l'abri des attaques de l'ennemi et de l'intempérie des saisons. Nous lui enjoignons de prendre toutes les précautions pour accroître lesdits approvisionnemens, et pour que les habitans aient un approvisionnement aussi considérable que les circonstances peuvent le permettre, et qui surpasse même proportionnellement celui de la place. Il fera faire par des commissaires civils et militaires les vérifications pour constater l'existence desdits approvisionnemens, dans les quarante-huit heures qui suivront son arrivée à Anvers; il obligera les habitans à se pourvoir de futailles et de baquets, à les entretenir constamment remplis d'eau; trois inspecteurs, nommés pour chaque rue, feront ensemble des visites domiciliaires pour l'assurance de l'exécution de cet ordre. Il ordonnera que les pompes à incendie soient mises dans le meilleur état de service; il les placera en réserve dans des lieux à l'abri, autant que possible, du feu des ennemis; il prendra les mesures nécessaires pour en augmenter le nombre. Il formera un approvisionnement de fascines nécessaires pour les gabionnages, de palissades de rechange, et il fera rassembler tous les bois de blindage qu'il pourra se procurer.

» Nous lui ordonnons de nous conserver cette place, et de ne jamais la rendre sous aucun prétexte. Dans le cas où elle serait investie et bloquée, il doit être sourd à tous les bruits répandus par l'ennemi, ou aux nouvelles qu'il lui ferait parvenir. Il n'en résistera pas moins à ses insinuations comme à ses attaques, et ne laissera point ébranler son courage. Sa règle constante doit être d'avoir le moins de communications que possible avec l'ennemi; il aura toujours devant les yeux les conséquences inévitables d'une contravention à nos ordres, ou d'une négligence à remplir les devoirs qui lui sont imposés. Il n'oubliera jamais, qu'en

perdant notre estime, il encourt toute la sévérité des lois militaires, et qu'elles condamnent à mort tout commandant et son état-major, s'il livre la place, lors même que deux lunettes seraient prises et le corps de la place ouvert. Dans le cas où l'ennemi aurait fait sauter la contrescarpe, il faut en prévenir les suites en se retranchant dans l'intérieur des bastions. Enfin, nous entendons et voulons qu'il courre les hasards d'un assaut pour prolonger la défense et augmenter la perte de l'ennemi. Il songera qu'un Français doit compter sa vie pour rien si elle doit être mise en balance avec son honneur, et cette idée doit être pour lui et pour ses subordonnés le mobile de toutes ses actions. Puis, donc, que la reddition de la place doit être le dernier terme de tous ses efforts et le résultat d'une impossibilité absolue de résister, nous lui défendons d'avancer cet évènement malheureux, par son consentement, ne fût-ce que d'une heure, et sous le prétexte d'obtenir par-là une capitulation plus honorable.

»Nous voulons que toutes les fois que le conseil de défense sera réuni pour consulter sur les opérations, il y soit fait lecture desdites lettres-patentes, à haute et intelligible voix.

» Donné le onze août mil huit cent neuf, et de notre règne le sixième. »

Le général de division Monnet, ayant été prévenu d'avoir mal défendu la ville de Flessingue dont il avait le commandement, Sa Majesté a ordonné qu'il serait fait à ce sujet une enquête dont nous allons rapporter le procès-verbal.

Conseil d'enquête sur la reddition de Flessingue.

« Ce jourd'hui 28 septembre 1809, à midi, les soussignés, membres du conseil d'enquête, nommés par Sa Majesté l'empereur et roi, et convoqués par Son Excellence le comte d'Hunebourg, ministre de la guerre, en exécution de la lettre close adressée à Son Excellence par Sa Majesté, et conçue ainsi qu'il suit :

« M. le comte d'Hunebourg, notre » ministre de la guerre, des rapports » qui sont sous nos yeux contiennent » les assertions suivantes: Le gouverneur, commandant la place de Flessingue, n'aurait pas exécuté l'ordre » que nous lui avions donné de couper » les digues et d'inonder l'île de Walcheren aussitôt qu'une force supérieure ennemie y aurait débarqué; il » aurait rendu la place que nous lui » avions confiée, l'ennemi n'ayant pas » exécuté le passage du fossé, le revêtement du rempart étant sans brèche » praticable et intact, dès-lors, sans » avoir soutenu d'assaut, et même lorsque les tranchées des ennemis n'étaient qu'à cent cinquante toises de » la place, et lorsqu'il avait encore quatre mille hommes sous les armes; » enfin, la place se serait rendue par l'effet d'un premier bombardement. Si » telle était la vérité, ce gouverneur » serait coupable, et il resterait à savoir » si c'est à la trahison ou à la lâcheté » que nous devrions attribuer sa conduite. Nous vous écrivons la présente » lettre close, pour que, aussitôt après « l'avoir reçue, vous ayiez à réunir un » conseil d'enquête qui sera composé » du comte Aboville, sénateur; du » comte Rampon, sénateur: du vice-amiral Thévenard, et du comte Songis,

» premier inspecteur général de l'artillerie. Toutes les pièces qui se trouveront dans votre ministère, dans ceux » de la marine, de l'intérieur, de la police, ou de tout autre département, » sur la reddition de la place de Flessingue, tant sous le rapport de sa défense, que de tout autre objet qui » pourrait intéresser notre service, seront adressées au conseil pour nous » être mises sous les yeux avec le résultat de ladite enquête. Cette lettre, » n'étant à autres fins, nous prions » Dieu, M. le comte d'Hunebourg, qu'il « vous ait en sa sainte garde.

» Donné en notre camp impérial de » Schœnbrunn, le 7 septembre 1809.

» Signé NAPOLÉON.

» Par l'empereur,

» Le ministre secrétaire-d'Etat.

» Signé H. B. MARET.

» Pour copie conforme,

» Le ministre de la guerre.

» Signé comte D'HUNEBOURG. »

Se sont rendus à l'hôtel du Dépôt général de la guerre, rue de l'Université, lieu désigné pour la tenue des séances du conseil; où étant, ils ont fait choix de M. Besson, chef de division au ministère de la guerre, membre de la Légion-d'Honneur, pour remplir les fonctions de secrétaire, et ont aussitôt donné avis à Son Excellence le ministre de la guerre de leur installation.

Extrait du procès-verbal du conseil d'enquête sur la reddition de Flessingue.

» Le conseil d'enquête, nommé par S. M. l'empereur et roi, et convoqué par S. Exc. M. le comte d'Hunebourg, ministre de la guerre, conformément à la lettre close de S. M., datée de Schœnbrunn, le 7 du mois de septembre dernier, et conçue ainsi qu'il suit:

(*Voyez* ci-dessus le texte de ladite lettre close.)

» Assisté de M. Besson, chef de division au ministère de la guerre, membre de la Légion-d'Honneur, chevalier de l'empire, remplissant les fonctions de secrétaire du conseil.

» Vu les pièces ci-annexées, au nombre de cent soixante-quatorze, que nous avons cotées, numérotées paraphées et inventoriées;

» Considérant qu'antérieurement au 15 mars 1807, S. M. l'empereur et roi a donné elle-même des instructions détaillées au général de division Monnet, pour mettre la place de Flessingue et l'ile de Walcheren à l'abri de tout évènement militaire;

» Considérant que, le 22 avril 1809, le ministre de la guerre a écrit à ce général, qu'un armement considérable se préparait en Angleterre, et lui a commandé de faire les dispositions nécessaires pour mettre cette place à l'abri des entreprises des Anglais;

» Et que ce général a répondu que toutes les dispositions et précautions étaient prises pour défendre le plus vigoureusement possible la place de Flessingue; que toutes ses batteries étaient en bon état et approvisionnées, et qu'il avait des approvisionnemens suffisans en munitions et vivres de siége;

» Considérant que, le 30 juillet suivant, à cinq heures du soir, l'ennemi a effectué un débarquement entre le fort de Haak et le Polder; que sa force présumée était d'environ dix-huit mille hommes; que le 2 août il était devant Flessingue, et avait pris position : 1° au Nolle, à environ huit cents mètres de

la flèche de Platendick; 2° un peu à gauche du chemin qui mène à Middelbourg, dans l'endroit dit le Chemin des Dames, à environ huit cents mètres du saillant du bastion n° 4; 3° au nouveau fort établi entre Flessingue et le fort de Ramekens, à environ cent mètres de la place de Ramekens; que la flèche de Platendick et celle du côté de Ramekens sont éloignées du corps de la place d'environ cent dix mètres, et que l'ennemi est resté dans ces positions jusqu'au moment de la capitulation, sauf quelques attaques d'avant-postes;

» Considérant que le général Monnet a rendu compte, le 31 juillet dernier, au ministre de la guerre, des mouvemens et de la position de l'ennemi, et que Son Excellence lui a rappelé le 2 août suivant les ordres et les instructions qui lui avaient été donnés par Sa Majesté, sur la conduite qu'il devait tenir dans une circonstance semblable, pour empêcher l'ennemi de prendre position dans l'île de Walcheren.

» Que les instructions de Sa Majesté ordonnaient à ce général, s'il se trouvait pressé par l'ennemi, de couper les digues plutôt que de rendre la place;

» Que ce général a accusé au ministre de la guerre la réception de sa lettre du 2 août, et a répondu le 5 du même mois, à M. le général et sénateur Rampon, qu'il était inutile de lui rappeler ses devoirs et les fermes intentions de Sa Majesté impériale et royale; qu'il saurait, dans tous les temps et dans toutes les circonstances, remplir les uns et se soumettre aux autres;

» Que cependant le général Monnet, pressé dans Flessingue par une force supérieure, a hésité à couper les digues; qu'il n'en a fait percer qu'une du côté de Ramekens, l'a fait reboucher pendant vingt-quatre heures, et l'a fait rouvrir ensuite; que cette ouverture n'a produit que peu d'effet, parce que le point où elle a été faite n'avait pas été bien choisi; qu'il aurait fallu la faire cinquante mètres plus loin, du côté de Ramekens, et en outre percer la digue à côté du vieux Flessingue, où on aurait eu sur-le-champ une inondation suffisante;

» Considérant que, suivant l'état dressé par le général Monnet, le 15 juillet 1809, la garnison de Flessingue était composée de quatre mille quatre cent quatre-vingt-un hommes et dix-sept chevaux, dont trois mille huit cent cinquante-trois hommes et dix-sept chevaux présens;

» Que les généraux Rampon, Chambarlhac et Rousseau ont fait passer dans Flessingue, du 1er août jusqu'au 6 du même mois, trois mille cent quarante-trois hommes, savoir :

» Le 1er août, six cent soixante hommes du 3e bataillon du 65e régiment;

» Le 2 août, mille trois hommes, dont six cent huit du 4e bataillon de la 8e demi-brigade de réserve, trois cent soixante-quinze provenant des 25e, 72e et 108e régimens, et vingt canonniers;

» Le 4 août, trois cent vingt hommes du 4e bataillon du 48e régiment;

» Le 6 août, mille cent soixante hommes, dont cinq cent cinquante de la 8e demi-brigade, quatre cent vingt du 48e régiment, et cent quatre vingt-dix du régiment de Prusse, ce qui forme un total de six mille neuf cent quatre-vingt-seize hommes et dix-sept chevaux;

» Et que d'après les lettres écrites au ministre de la guerre, par le général Monnet, y compris celle datée de Lichfield, le 8 octobre dernier, il n'y aurait eu que mille neuf cent soixante-

trois hommes tués, blessés ou faits prisonniers;

» Considérant qu'au moment où l'ennemi s'est présenté devant la place, elle avait des approvisionnemens, en cas de siége, pour quatre mille hommes et cent chevaux pendant quatre-vingt-dix jours;

» Que le général Monnet, dans sa lettre précitée, datée de Lichfield, annonce que le feu de l'ennemi a consumé quatre principaux magasins des vivres;

» Qu'il a été déclaré,

» Par le sieur Dourster, garde du génie, qu'il n'avait rien appris à cet égard;

» Par le sieur Korlowski, commandant du 1er bataillon irlandais, que le feu de l'ennemi n'avait détruit ni vivres, ni approvisionnemens de siége;

» Et par M. le maire de Flessingue, qu'il n'avait brûlé que deux magasins de fourrages.

» Considérant que la place n'a essuyé qu'un bombardement d'environ trente-six heures, les 13, 14 et 15 août; que ce bombardement, ainsi que le canon de l'ennemi, n'a fait aucun dommage notable au corps de la place;

» Qu'au moment de la capitulation, il n'y avait point de brèche au rempart, et que la place a été rendue sans que l'ennemi ait exécuté le passage du fossé, sans qu'elle eût soutenu d'assaut, et lorsque nos troupes occupaient encore les dehors;

» Considérant que cette capitulation, qui a été signée dans la nuit du 15 août, a excité le mécontentement et même l'indignation de la garnison;

» Considérant enfin, qu'il résulte des déclarations de plusieurs personnes, que le général Monnet a perçu et fait percevoir à son profit, depuis 1803 jusqu'en 1806, sans donner ni faire donner de quittance aux parties intéressées, un droit de dix sous hollandais, ou vingt-deux sous tournois, par demi-ancre de genièvre exporté, et que la seule maison de madame Wecks, à Flessingue, a payé pour son compte, de 50 à 80 mille florins, dans l'espace d'environ trois ans.

» Le conseil d'enquête déclare :

» Que le général Monnet n'a point exécuté, comme il aurait dû le faire, l'ordre de Sa Majesté l'Empereur et Roi, de couper les digues s'il était pressé par l'ennemi, plutôt que de rendre la place;

» Qu'il a rendu la place lorsqu'elle n'avait encore essuyé qu'un bombardement d'environ trente-six heures, ayant plus de quatre mille hommes de garnison, l'ennemi n'ayant pas exécuté le passage du fossé, n'ayant point donné d'assaut, et le rempart étant sans brèche, et lorsque l'ennemi était encore à huit cents mètres de la place, et que nos troupes en occupaient les dehors; par conséquent, sans qu'il y ait eu de siége;

» Que ce général est coupable, et que l'on ne peut attribuer sa conduite qu'à la lâcheté ou à la trahison;

» Le conseil déclare en outre que ce général a exercé des concussions, en percevant et faisant percevoir à son profit, depuis 1803 jusqu'en 1806, un droit de dix sous hollandais, ou vingt-deux sous tournois, par demi-ancre de genièvre exporté.

» Fait à Paris, à l'hôtel du dépôt général de la guerre, ce 25 novembre 1809, à trois heures après-midi, et les membres du conseil d'enquête ont signé, avec le secrétaire, la minute du présent procès-verbal.

» *Signé* le comte D'ABOVILLE, le comte RAMPON, le vice-amiral THEVENARD, le comte SONGIS, et BESSON. »

« Ce jourd'hui, 25 novembre 1809, à trois heures de l'après-midi, au moment où le conseil levait sa séance, le ministre de la guerre lui a fait parvenir une lettre que lui a adressée, de Lichfield, le 24 octobre dernier, le général Monnet, et dans laquelle se trouvait une réponse de ce général à la lettre de Sa Majesté l'Empereur et Roi à son ministre de la guerre, sur la reddition de Flessingue, en date du 7 septembre dernier.

» Le conseil a pris lecture de ces deux pièces, et après avoir mis la matière en délibération, il a arrêté qu'elles n'étaient point de nature à lui faire apporter aucun changement à la déclaration qu'il venait de faire.

» Il a accusé réception de ces pièces à Son Excellence, les a cotées S, numérotées 163 et 164, paraphées et inventoriées.

» Il a ensuite levé sa séance.

» Fait à Paris, à l'hôtel du dépôt général de la guerre, les jour, mois et an que dessus, et ont les membres du conseil d'enquête et le secrétaire signé la minute du présent procès-verbal.

» *Signé* le comte D'ABOVILLE, le comte RAMPON, le vice-amiral THEVENARD, le comte SONGIS, BESSON. »

« Renvoyé à notre ministre de la » guerre, pour faire exécuter les lois de » l'empire envers les prévenus.

» Au palais des Tuileries, le 6 dé» cembre 1809.

» *Signé* NAPOLÉON. »

Une semblable enquête ayant été ordonnée par Sa Majesté, relativement à la reddition des îles de la Martinique et de Cayenne, nous en rapporterons également ici les procès-verbaux.

« *Rapport à Sa Majesté l'Empereur et Roi, sur la reddition du fort Desaix et de la Martinique.*

» Le conseil d'enquête, composé de :

» Son Excellence le maréchal comte Serrurier, président ;

» Son Excellence le comte Dejean, ministre de l'administration de la guerre ;

» Le comte l'Espinasse, sénateur ;

» Et le comte Gassendi, conseiller-d'Etat :

» Formé par Sa Majesté pour connaître les causes et les circonstances de la reddition du fort Desaix et de la Martinique, après avoir pris connaissance des divers récits de ces évènemens, avoir fait différentes observations aux officiers qui en ont été acteurs, et se trouvent aujourd'hui en France ; avoir comparé, pesé et discuté leurs réponses, et avoir reçu communication de M. le comte Decrès, ministre de la marine, des derniers états de situation des divers approvisionnemens de cette colonie ;

» A l'honneur de présenter à Sa Majesté les résultats suivans de ses opinions :

» Au 1er janvier 1809, les troupes de ligne étaient de deux mille quatre cents hommes, non compris quatre cents malades ; elles se sont accrues, le 2 février suivant, de trois cent cinq hommes de l'équipage de la frégate l'Amphitrite, qui a été brûlée. Dans ce nombre sont comprises deux compagnies de canonniers de ligne (deux cent treize hommes).

» Il devait y avoir dans l'île quatre bataillons de gardes nationales, qui

pouvaient être de cinq à six cents hommes chacun.

» Les approvisionnemens de guerre, d'après les états du 1er janvier 1808, et ce qui avait été envoyé dans le courant de cette année, consistaient en :

	FORT DESAIX.	Arsenal et port de France.	Sur la côte, hors de service.
14 canons de 24 et 16 en bronze.	14	»	»
131 canons de fer de 36, 24 et 18.	34	30	67
77 canons de fer de 12, 8, 6, 4 et 2.	34	23	20
29 canons de campagne.	12	14	3
25 mortiers	12	6	7
9 obusiers.	5	3	1
4 caronades de 36.	2	2	»
289 bouches à feu sur affûts divers, dont 30 affûts de côte, approvisionnées en général, les canons, de 1000 à 300 boulets, suivant les calibres; les mortiers; de 200 bombes; les obus, *idem*.	113	78	98
	191		98

» 5,000 fusils avec baïonnettes;

» 1,500,000 cartouches d'infanterie;

» 11,000 livres de plomb, pouvant fournir 220,000 balles;

» 357,000 pierres à fusils;

» 300,000 livres de poudre ;

» 17,000 sacs à terre.

» Les approvisionnemens de bouche, à la reddition de l'île, consistaient encore en :

» 1,300 barils de farine, de 220 livres l'un;

» 1,500 livres de biscuit;

» 300 tierçons bœuf salé, de 240 livres l'un;

» 98 barils porc salé, etc., etc.

» On s'attendait, à la Martinique, d'être attaqué dès le mois de novembre 1808, d'après les préparatifs que les Anglais faisaient à la Barbade. L'artillerie et le génie étaient en mesure, autant que les moyens de la colonie avaient pu le permettre. Le capitaine-général avait donné ses ordres et ses instructions pour réunir, au premier coup de canon d'alarme, les gardes nationales ou milices, qu'il ne tenait pas rassemblées par la crainte de diminuer ses subsistances; il avait, de concert avec son état-major et les officiers supérieurs des troupes, arrêté un plan de défense qui consistait à concentrer ses forces dans un rayon de trois lieues autour du fort Desaix, et en avant de ce fort était un camp retranché qu'on venait de réparer. L'ardeur des troupes et le bon esprit de la colonie lui faisaient espérer une belle défense.

» Le 30 janvier, à la pointe du jour, on signale l'escadre anglaise, et bientôt après le débarquement en deux endroits, au Robert, de cinq mille à sept mille hommes, au Marin, de trois mille hommes, et le reste de l'escadre filant vers Case-Navire; le capitaine-général présume qu'il s'y fera un troisième débarquement de cinq mille hommes, parce qu'il a été instruit que les Anglais l'attaqueraient avec quinze mille hommes.

» Le capitaine-général envoie sur

chacun des deux points de débarquement effectué, deux bataillons de gardes nationales sans troupes de ligne ; elles auraient dû cependant former la tête de ces deux détachemens. Aussi ces gardes nationales ne rendirent-elles aucun service : le bataillon de la pointe ne parut pas, et les autres se débandèrent deux jours après. Au contraire, le capitaine-général fait marcher contre le débarquement présumé et non effectué de la Case-Navire, le 82e régiment, qui devait être fort de mille cinq cents hommes.

» Il eût été préférable que les troupes de ligne déjà rassemblées, volassent les premières au point de débarquement ; que laissant un détachement pour éclairer l'ennemi sur un des deux points et servir de noyau à la réunion des gardes nationales, tout le reste marchât sur le second point, pour culbuter ou du moins arrêter les Anglais.

» On ne voit nulle part qu'on ait disposé quelques pièces de campagne pour protéger la retraite, en supposant qu'on n'ait pas eu de chevaux pour les conduire et appuyer les troupes en marchant à l'ennemi.

» Le capitaine-général, averti que les Anglais doivent attaquer le camp retranché qui couvre le fort Desaix en avant du seul front attaquable ; que la flotte ennemie est sous le cap Salomon, loin de Case-Navire, fait revenir le 82e régiment pour défendre le camp. La colonne anglaise venue de Robert, avait repoussé successivement jusque dans ce camp, les deux corps qu'on lui avait opposés.

» Ce camp n'était pas tenable par les troupes trop peu nombreuses qu'on avait. Les ennemis occupaient le morne Lacatte qui le domine, et l'on ne put l'en déloger ; y fût-on parvenu, par sa supériorité il eût bientôt rejeté les Français dans leur camp. Le 2 février, les Anglais l'attaquèrent par la droite (le poste Landais), et furent repoussés ; mais la seule crainte d'être attaqué par la gauche, et de voir la retraite des troupes sur le fort Desaix coupée, fait abandonner ce camp le même jour.

» Ainsi ce camp est dominé : la gauche n'est pas assez forte pour forcer d'attaquer par la droite, et pouvoir se retirer sur le fort Desaix, si on ne peut résister ; il faut trop de monde pour y tenir, parce qu'il faudrait occuper le morne Lacatte ; il ne convenait donc pas pour la circonstance. Il fallait occuper les forts de France et Desaix, et le morne des Olives, position inexpugnable centrale entre Saint-Pierre, le fort de France, la Trinité, d'où l'on peut tomber sur les derrières des assiégeans du fort Desaix.

» La défection des gardes nationales, le 2 février, fait résoudre le capitaine-général à évacuer le fort de France sur le fort Desaix. Il donne, dès le 3, pour faire cette évacuation, sept à huit cents hommes de corvée ; il fait brûler l'*Amphitrite*, etc ; il charge le sous-directeur d'artillerie de retirer ou de détruire tous les approvisionnemens de guerre. Cet officier n'exécute l'ordre qu'en partie ; cependant il a eu au moins quatre jours pour le faire ; car les Anglais n'y débarquent que le 7, arborent leur pavillon le 8, et dès le 11 tirent, avec les mortiers français et leurs bombes, sur le fort Desaix, sur lequel les autres batteries ne tirent que le 19 au soir ; ce qui accélère de beaucoup la fâcheuse situation de ce fort.

» C'est une faute capitale et sans excuse au sous-directeur d'artillerie Sancé, de n'avoir pas exécuté l'ordre du capitaine-général ; c'est aussi une faute de n'avoir pas fait surveiller cette

importante opération. Mais le parti d'évacuer le fort de France si promptement, sans être menacé de l'ennemi qui n'arrive que cinq jours après, est d'autant plus surprenant, que l'opinion d'un officier du génie, très instruit, rapportée dans un mémoire sur la défense de la Martinique, qui a été apostillé et approuvé par le capitaine-général Villaret, est : qu'il faut que l'ennemi prenne le fort Desaix avant de s'emparer de celui de France ; et, en effet, les localités des deux forteresses, bien examinées, rendent cette opinion très sontenable ; les approches du fort de France, qui occupe en entier une langue de terre allongée dans la mer, sont très difficiles, et l'ennemi qui s'y loge est écrasé par le fort Desaix qui le domine de quatre cent cinquante pieds; anssi les batteries dn fort Desaix font-elles beanconp d'effet en tirant contre les Anglais au fort de France.

» On aurait pu parer, comme on l'a déjà dit, à la défection des gardes nationales, en les mêlant aux troupes de ligne, et les renfermant ensemble dans les trois points à défeudre, les deux forts et le morne des Olives.

» L'Ilet-aux-Ramiers, point essentiel de défense de la rade du fort de France, se rend le 4 ; il y avait cent trente hommes, et ils n'ont eu que quatre tués et douze blessés ; ce n'est pas là se défendre. Mais la résistance était inntile, dès que le 2 on avait abandonné le fort qui défend la rade de l'autre côté.

» Jusqu'au 8 février, on tire les bouches à feu sur les Anglais qu'on aperçoit; mais ces feux étaieut de nul effet, les Anglais étaient à neuf cents toises; on ne voyait pas ce qu'ils faisaient, parce qu'on n'avait pas découvert les terrains environnans, ce qu'on aurait dû faire, au moins dans les lieux où, en 1794, ils avaient établi des batteries. Le but étant éloigné, on tirait sous un grand angle ; ce qui détruisait les affûts et les plate-formes.

» Il faut savoir arrêter nn feu qui ne nuit point à l'ennemi, qui altère votre artillerie, et qui n'est qu'un vain bruit.

» On n'ose faire des reconnaissances ni des sorties sur les Anglais, parce qu'on est séparé d'eux par des ravins impraticables ; parce qu'ils sont sur tous les points plus forts que les troupes qu'on pourrait envoyer contre eux !

» Ces opinions peuvent être contredites et discutées ; mais peu importe.

» Dn 8 au 19, on continne ces inntiles feux sur des buts éloignés.

» On tire avec plus de succès sur les batteries établies par l'ennemi an fort de France, et on les fait taire plusieurs fois.

» On fait dans le fort des ouvrages ntiles, comme traverses, blindages, mais en démolissant ceux faits dans les fossés pour abriter la garnison, parce qu'on manquait de bois propres à cet objet. On garnit de sacs à terre les reins de la voûte du grand magasin à poudre, n'ayant pas de bois pour blinder; ceux qu'on a sont employés à blinder sa porte, celle des dix casemates, de la grande traverse, etc.

» C'est nne grande faute de ne s'être pas procuré des bois pour blinder le grand magasin à poudre, puisque l'île en pouvait fournir. M. Dupuget avait dit qu'on croyait ce magasin à l'abri de la bombe, sans l'assurer formellement ; depuis sept ans, on eût pu le vérifier. Dans le doute, et pressé par le peu d'espace des bâtimens nécessaires, c'est nne grande faute encore de n'avoir pas fait évacuer ce magasin dans

es galeries de contre-mines et les poternes, pour se donner les moyens d'abriter les soldats entassés dans les casemates, et les affûts abandonnés en pleiu air aux chutes des bombes qui les out tous brisés. Cet expédient était dicté par la pénurie des bois de blindage, par le genre d'attaque que l'ennemi préparait, genre d'attaque que sa lenteur annonçait, que des espions ou des reconnaissances auraient fait découvrir; enfin par l'évacuation, qui, faite dans le siége de 1794, devait être sue de beaucoup de monde.

» Le 19 au soir, les Anglais démasquèrent sept batteries. Le capitaine-général dit qu'elles étaient armées de cinquante-quatre bouches à feu. Le directeur du génie, qui les indique dans sa relation, par leur uom, leur emplacement, n'en compte que trente-neuf, dont dix-huit mortiers, cinq obusiers et 16 canons. Les bombes de l'ennemi tirent jusqu'au 24, ébranlent on endommagent toutes les casemates, détruisent les plates-formes, les affûts, les blindages, font sauter les magasins provisionnels des batteries du fort; dix bombes déjà, le 23, étaient tombées sur la voûte du grand magasin à poudre. Suivant le directeur du génie, cette voûte était enfoncée et lézardée en trois endroits; elle avait cédé sur nne étendue de trois à quatre pieds et sur une largeur de plusieurs rangs de briques. Ce dernier affaissement est le seul que mentionne le capitaine-général; il lui donne la longueur de quatre briques sur cinq d'épaisseur, et quinze lignes de protubérance intérieure. Cet accident fait naître la terreur de voir sauter le magasin à poudre sous les premières bombes qui pourront y tomber.

» Cette terreur, qui a été le motif de pressantes sollicitations des officiers supérieurs de la garnisou, auprès du capitaine-général, pour capituler, n'eût pas eu lieu si on eût évacué ce magasin du 2 au 8, comme on l'a dit; car il y avait au plus trois cents milliers de pondre en trois mille barils de cent livres, et la garnison était de quinze cents hommes, dont on avait les moyens. Mais n'ayant pas fait cette disposition, et n'ayant pas pris avant le siége la mesure prescrite de tout temps de blinder le magasiu, il fallait réserver les bois qu'on avait, pour le blinder dans les endroits endommagés, tout de suite après la chute d'une bombe. Il paraît qu'on n'eût eu à blinder qu'en dix endroits. Cette précaution eût calmé les craintes de l'explosion, puisque les sacs à terre employés avaient été insuffisans. Le blindage des portes des casemates pouvait être suppléé par d'autres moyens; on les couvre par nne traverse faite à deux toises environ; on défonce à sept ou huit pieds l'intervalle entre la porte et la traverse, et on purge bien le terrain de pierres, ou on laisse vide l'espace, et on communique par des planches. La méthode de défoncer les terrains intérieurs, quond on le peut, des lieux bombardés, affaiblit beaucoup l'effet des bombes; on eût pu la pratiquer peut-être au fort Desaix.

» Le capitaine-général, voyant la garnison tourmentée de la crainte de l'explosion du magasin, estimant qu'il avait perdu un tiers des troupes de ligne de l'île, dont sept cents aux combats du 1er février et deux cents dans le courant du siége, a cru devoir étouffer la voix de son courage, et céder aux instances réitérées des chefs et officiers supérieurs dont il connaissait les taleus, le zèle, la bravoure et l'attachement à Sa Majesté, afin de conserver, par une capitulation, des soldats

valeureux qui pouvaient être utiles encore à leur patrie. Sans doute ces troupes, dans l'enceinte des fortifications encore intactes, auraient pu essuyer jusqu'au renversement de ses remparts les feux de l'assiégeant; mais un secours nombreux était incertain, les craintes de l'explosion du magasin n'étant pas calmées, leur petit nombre ne permettant pas de s'aller mesurer en rase campagne avec un ennemi trop supérieur, l'avis unanime des officiers étant de se rendre, le préfet colonial s'étant joint à eux, on crut devoir capituler.

» Le capitaine-général, dans ses lettres et mémoires envoyés au conseil d'enquête, allègue les motifs suivans, qui, ayant rendu très fâcheuses les circonstances où il se trouvait, peuvent justifier sa conduite. Suivant lui :

» 1° L'attaque par le bombardement (genre inouï, dit-il)... mais les Anglais firent de même en 1794, et bombardèrent le fort avec trente-un mortiers, du 13 au 20 mars. (Ils avaient en outre trente-cinq canons;)

» 2° La défection des gardes nationales.... On a dit dans ce rapport qu'en les combinant avec les troupes de ligne et les renfermant dans les forts, on eût pu, peut-être, en tirer parti;

» 3° La crainte de l'explosion du magasin à poudre... On a dit qu'on pouvait la prévenir ou au moins la calmer;

» 4° La proclamation du général Beckvith, de déporter les hommes de couleur... L'ennemi est maître de ses proclamations;

» 5° Une lettre du 6 mai 1808, écrite par le préfet colonial au ministre de la marine, et qui, tombée entre les mains des Anglais, avait provoqué l'invasion de l'île... Cette lettre a paru au conseil, sage, mesurée, exposant en général les besoins de la colonie, telle qu'elle devait être, et telle que le capitaine-général en a écrit lui-même durant sept ans. Cette lettre, d'ailleurs, fut confiée à un bâtiment léger, excellent voilier.

» En résumant les causes et les circonstances de la reddition de la Martinique, le conseil d'enquête trouve que les principales sont :

» De ne s'être pas mis en mesure d'arriver sur l'ennemi avant son débarquement;

» D'avoir divisé ses troupes en trois corps, lorsqu'il n'y avait que deux débarquemens effectués; d'en avoir composé un tout en gardes nationales; d'avoir renvoyé le plus fort détachement, tout en troupes de ligne, sur le troisième débarquement présumé, au lieu de marcher contre une des deux divisions débarquées avec le plus de troupes possible, et ne faisant qu'éclairer l'autre division ennemie;

» De n'avoir pas combiné ensemble les gardes nationales et les troupes de ligne, et renfermé les premières dans les forts;

» D'avoir évacué le fort de France, sans attendre l'ennemi, ayant même en troupes de ligne de quoi y laisser une garnison;

» De n'avoir pas fait surveiller les opérations du sous-directeur d'artillerie chargé de retirer ou de détruire les munitions de guerre au fort de France, où les Anglais ont trouvé canons, mortiers, projectiles, etc.;

» D'avoir occupé un camp mal choisi, puisqu'on l'a abandonné le même jour qu'on a repoussé une attaque de l'ennemi, au lieu d'occuper le poste central et inexpugnable du Morne-des-Olives;

» D'avoir entassé trop de troupes dans le fort Desaix, qui n'a des case-

mates que pour trois cents hommes, ce qui indique une garnison d'environ mille hommes;

» De n'avoir pas blindé le magasin à poudre du fort Desaix, au lieu des portes des casemates;

» De n'avoir pas évacué ce magasin dans les galeries de contre-mines, dans la poterne, pour avoir un local qui mît à couvert la garnison et les affûts laissés en plein air, que les bombes ont détruits;

» De n'avoir pas enfin blindé, avec les débris restans des blindages des casemates, les endroits de la voûte du magasin à poudre, endommagés par les bombes, pour rassurer la garnison qui craignait l'explosion de ce magasin.

» Malgré cette exposition des causes de la reddition du fort Desaix, le conseil n'a vu qu'avec la plus grande surprise qu'on n'ait pas attendu pour se rendre que l'ennemi assiégeât la place, puisque le bombardement n'avait pas entamé les fortifications, et qu'on ait cédé à la crainte de voir sauter le magasin à poudre.

» Le conseil croit devoir dire encore à Sa Majesté que ces causes et circonstances de la reddition de la Martinique, qu'il vient d'exposer, sont déduites des relations du siége, des mémoire et lettres de M. le capitaine-général, et des réponses aux observations faites par le conseil au chef de l'état-major, au directeur du génie, au colonel du 82e; et que, si on les considérait d'après une lettre confidentielle écrite de la rade de Quiberon, par un agent supérieur de la colonie, ces causes et circonstances paraîtraient sous un jour plus défavorable.

» Paris, 29 novembre 1809.

» *Signé* le maréchal comte SERRURIER, le comte DÉJEAN, le comte DE L'ESPINASSE, le G. GASSENDI. »

« Renvoyé au ministre de la marine, pour faire exécuter les lois de l'empire contre les prévenus.

» Au palais des Tuileries, le 6 décembre 1809.

» *Signé* NAPOLÉON. »

« *Rapport fait à Sa Majesté impériale et royale, sur la reddition de la Guyane française.*

» SIRE,

» En exécution des ordres de Votre Majesté impériale et royale, consignés dans sa lettre close du 7 septembre dernier, le conseil d'enquête, composé des comtes de Cessac, Hulin et Rosily, s'est occupé d'examiner :

» 1° Si le sieur Victor Hugues, commissaire-commandant en chef de la Guyane française, avait employé tous les moyens qu'il avait entre ses mains pour la défense de la colonie que Votre Majesté lui avait confiée;

» 2° S'il s'était rendu à un petit nombre d'hommes, pour mettre à couvert ses plantations et sa fortune.

» Afin de mettre Votre Majesté à portée de juger, en pleine connaissance de cause, la conduite de M. Victor Hugues, nous croyons devoir lui présenter le tableau de la situation géographique et militaire de la Guyane française.

» Cette colonie est une vaste contrée baignée au nord par la mer, et qui s'étend le long de la côte à l'est jusqu'au fleuve d'Oyapock, où commencent les possessions portugaises; et à l'ouest, jusqu'au fleuve de Maroni, qui la sépare des possessions hollandaises.

» Cayenne en est le chef-lieu.

» Cette ville, autrefois fortifiée, fu- démantelée du côté de la terre, peu de

temps après l'arrivée de M. Victor Hugues dans la colonie. Ce commissaire ne conserva que la citadelle et les ouvrages qui la défendent du côté de la mer. Ces ouvrages sont revêtus en pierre; les batteries sont à barbettes, et se trouvaient armées, lors de la reddition, de dix-huit à vingt pièces de canon du calibre de 24 et de 12.

» L'île de Cayenne se divise en deux parties, par une rivière creusée de main d'homme, ayant trente pieds de largeur, nommée la Crique-Fouillée.

» L'île entière est bornée au nord par la mer; au sud, par la rivière du tour de l'île, de soixante pieds de large; à l'est, par la rivière de Mahury: à l'ouest par la rivière de Cayenne.

» La partie de l'île de Cayenne, située entre la Crique-Fouillée et la rivière du tour de l'île, est un terrain presqu'entièrement inondé, plus difficile à attaquer qu'à défendre, puisque, pour y arriver, il faut remonter par la rivière de Mahury, et s'être emparé de trois positions qui en défendent l'entrée, et qui sont propres à être armées de batteries.

» La première de ces positions, appelée le Diamant, est sur une montagne à la pointe de l'île; on n'y parvenait que par un sentier difficile; elle était regardée comme imprenable.

» A dix-huit cents toises de distance, sur la droite, était la seconde position, nommée le Dégras-des-Cannes.

» La troisième nommée le Trio, était établie à l'entrée de la Crique-Fouillée, à environ mille toises à droite du Dégras-des-Cannes.

» Le pays, situé entre la rivière de Mahury et celle d'Approuague, est entièrement inondé, à l'exception de la partie cultivée le long de la côte, qui fut desséchée par le creusement du canal de Torcy, de chaque côté duquel se trouvent situées les principales habitations de la colonie, et notamment celle de M. Victor Hugues : les digues, formées par ce canal, donnent un moyen direct de communiquer de Mahury à l'Approuague.

» Il existe encore deux autres communications : la première, en descendant la rivière de Mahury ou celle de Cayenne et du tour de l'Ile jusqu'à Roura, et suivant la crête des montagnes de la Gabrielle et de Kaw, qui forment une chaîne jusqu'à Approuague. Cette communication conduit au village d'Approuague, près le collége, habitation du gouvernement.

» La troisième communication est un ancien chemin abandonné, et qui conduit de Roura par derrière les montagnes, à quinze lieues de l'embouchure de l'Approuague.

» Ces trois communications, les seules qui existent, étaient faciles à défendre

» Le reste du pays étant, comme l'observe M. Hugues, un vaste cloaque à travers duquel il est presque impossible de pénétrer, se trouvait à l'abri de toute invasion.

» Cette position offrait de grands moyens de défense à M. Victor Hugues; mais le récit des opérations militaires que ce chef a dirigées prouvera à Votre Majesté combien peu il a su en profiter, et qu'il n'a pris, pour s'assurer de la conservation de l'île de Cayenne, et par conséquent de la colonie entière, que des mesures incertaines ou fausses.

Le 3 décembre 1808, les Portugais venant de la partie qu'ils occupaient à l'est de Cayenne, doublèrent le cap Orange, et entrèrent dans la baie d'Oyapock, au nombre de huit cents hommes.

» Leur projet n'était visiblement alors

que de s'emparer de leurs anciennes limites. On remarque qu'ils n'osèrent même débarquer que sur la rive droite de l'Oyapock; mais n'éprouvant aucune résistance, ils passèrent sur la rive gauche, s'emparèrent de tout le pays situé entre la rivière de ce nom et celle de l'Approuague.

» Cette arrivée de l'ennemi était bien loin d'être imprévue par M. Victor Hugues; déjà, de son aveu, il avait été averti, par des avis particuliers, des projets et des entreprises de la maison du Brésil.

» Il avait été prévenu, d'une manière plus positive et plus directe, de l'invasion des ennemis, par le brick la *Joséphine*, qui avait aperçu la flotille à l'embouchure de l'Oyapock.

» Le 9, il en reçut officiellement l'avis par un manifeste que lui adressa le commandant portugais, au nom du prince du Brésil.

» M. Victor Hugues, qui, malgré la défiance où il devait être des intentions du prince du Brésil, n'avait, jusqu'à ce jour, ni visité lui-même la frontière qu'il devait défendre, ni exercé, ni multiplié ses troupes, ni augmenté ses approvisionnemens et ses munitions, ni armé, ni fortifié ses positions, sembla vouloir s'occuper de la défense de la colonie; il fit un appel aux anciens militaires, ordonna la levée de cinq cents nègres, prescrivit l'armement de quatre positions sur la rivière de Mahury, et fit partir de Cayenne un détachement de quatre cents hommes, commandés par le lieutenant Sirdey, pour défendre la frontière.

» Cependant l'ennemi, qui n'avait point trouvé de résistance sur l'Oyapock, crut pouvoir tenter de s'emparer de l'Approuague.

» Il envoya une chaloupe dans la rivière de ce nom; mais elle fut prise par les habitans, qui firent prisonniers et envoyèrent à Cayenne seize matelots et deux officiers composant l'équipage. Ce léger échec, dû à la fidélité des habitans du pays, ne rebuta point l'ennemi; il entra le 15, à huit heures du matin, dans la rivière de l'Approuague avec une petite flotille, pénétra encore sans résistance jusqu'à la rivière du Corrouai, et s'en empara; le détachement, commandé par le lieutenant Sirdey, arriva pour être témoin de cette nouvelle entreprise, et il ne put s'opposer à son succès.

» Après une faible résistance, il se retira au collége, habitation du gouvernement.

» Il emmena avec lui les noirs de cette habitation, et fit sa retraite sur Cayenne, tandis qu'une cinquantaine de Portugais, envoyés de la rivière de Corrouai, mettaient le feu à cette même habitation, la seule qui fut incendiée dans cette partie de la colonie.

» L'ennemi, maître de l'Approuague, chercha à s'y établir, à s'y fortifier; mais comme il vit que Victor Hugues ne faisait rien pour le repousser et l'arrêter, il médita de nouvelles entreprises.

» M. Hugues, instruit de tous ces mouvemens, continuait à préparer lentement ses moyens de défense; il fit alors rétablir les postes que nous avons décrits; la position du Diamant fut armée de deux pièces de 24 et une de 8, et défendue par quarante hommes, commandés par un capitaine.

» Le deuxième poste, celui du Dégras-des-Cannes, fut armé de deux pièces de 8, et défendu par quinze hommes seulement, commandés par un sergent.

» Le troisième poste, nommé Trio, fut armé de deux pièces de 8, et dé-

fendu par trente-sept hommes, que commandait un capitaine.

» En face de ce poste, sur la rive droite de la rivière de Mahury, et à l'embouchure du canal de Torcy, fut établie une autre batterie de deux pièces de 8 et d'une pièce de campagne à la Rostaing; ce dernier poste fut défendu par cent vingt hommes, commandés par un capitaine.

» Les forces militaires de la colonie se composaient à cette époque, ainsi qu'il suit :

» Hommes (officiers compris) 386	511	Européens,
» *Idem*, détachés dans l'île. . . . 125		troupes d'élite.
» Plus, deux cents hommes de couleur et habitans du pays, organisés en sapeurs, pionniers, gendarmes et milice, ci. . .		200 hommes.
» M. Victor Hugues avait armé, de plus.		500 esclaves.
» Total. . .		1211 hommes,

dont M. Victor Hugues pouvait disposer; il y avait de plus alors, dans la rivière de Cayenne, le brick la *Joséphine*, de 14 canons et quatre-vingts hommes d'équipage, le même qui avait donné l'avis de l'invasion des ennemis.

» Toutes les déclarations attestent que la colonie était suffisamment pourvue de vivres.

» Les poudres étaient en assez grande quantité pour repousser l'attaque de l'ennemi; d'après la déclaration de M. Joniot, capitaine d'artillerie, il y avait eu trente-huit milliers de cartouches de distribuées et six cents gargousses; et il restait en magasin encore vingt milliers de cartouches, six cents gargousses et quatre milliers de poudre en barils.

» Telles étaient les ressources de M. Victor Hugues, pour défendre la colonie qui lui avait été confiée, lorsque les Anglais et les Portugais se présentèrent devant l'embouchure de la rivière de Mahury, et menacèrent l'île de Cayenne. Leurs forces consistaient en une corvette anglaise de vingt pièces de canon, une goëlette, deux bricks, quelques pirogues du pays, et autres petites embarcations; le tout contenant environ six cents hommes de débarquement, dont cent Anglais, le reste Brésiliens et quelques Portugais.

» Le 7, à trois heures du matin, ils effectuèrent leur débarquement, surprirent le poste du Diamant, tuèrent le capitaine dans son hamac, et se portant rapidement sur le Dégras-des-Cannes, ils enlevèrent ce poste sans résistance, s'y établirent, et s'occupèrent du débarquement du reste de leurs troupes; ils avaient obtenu ces premiers succès avec environ cent hommes.

» M. Victor Hugues, instruit, dès quatre heures et demie du matin, de la prise de ces deux postes, réunit toutes ses forces, et sortit de Cayenne pour se porter sur le Dégras-des-Cannes.

» L'ennemi avait au plus cent cinquante hommes de débarqués.

» La marée basse rendait très difficile le débarquement du reste.

» Le poste du Dégras-des-Cannes, où il cherchait à s'établir, n'étant point fermé par la gorge, il était alors aisé à M. Victor Hugues, qui avait un nombre considérable d'hommes sous ses ordres, de culbuter l'ennemi par une attaque vigoureuse, et de prendre ou rejeter à la mer tout ce qu'il avait pu débarquer.

» M. Hugues ne crut point devoir suivre ce parti; s'arrêtant un jour entier à deux lieues de Cayenne et à une lieue de l'ennemi, il perdit un temps

précieux, que l'ennemi employa à débarquer le reste de ses troupes. Les réclamations des militaires qui entouraient le commandant en chef, les vives sollicitations de quelques officiers expérimentés, qui lui représentaient la nécessité d'attaquer l'ennemi, dont le débarquement s'effectuait toujours, ne purent vaincre sa résolution.

» Ce ne fut qu'à six heures du soir qu'il se décida à faire attaquer le Dégras-des-Cannes par cent cinquante hommes seulement, commandés par deux capitaines, tandis qu'avec environ trois cent cinquante hommes d'élite, il fit un mouvement rétrograde.

» L'attaque du Dégras-des-Cannes, ordonnée à l'entrée de la nuit, fut infructueuse.

» L'ennemi avait eu le temps de réunir toutes ses forces, en rappelant celles qu'il avait dirigées sur le poste du Trio.

» Instruit de la retraite absolue de Victor Hugues, il attaqua le lendemain les postes du Trio et du canal de Torcy, et s'en empara.

» M. Hugues, qui, à la tête de l'élite de ses troupes, qui n'avaient pas encore tiré un coup de fusil, était rentré à Cayenne, ne pensa plus alors qu'à se rendre; sans convoquer de conseil de guerre, sans réunir ni consulter les autorités civiles, il traita seul, avec le commandant portugais, des conditions de la capitulation.

» Ce précis, recueilli sur les faits énoncés par M. Victor Hugues lui-même, sur les déclarations des militaires, des employés civils et des habitans de la colonie, donne assez de lumières sur la conduite de M. Victor Hugues.

» Le conseil d'enquête a pensé, Sire, et Votre Majesté le pensera comme nous, que les lenteurs, les fausses dispositions et la pusillanimité de ce chef ont décidé du sort de la colonie dans cette circonstance importante.

» En effet, Sire, l'incendie des habitations, la révolte des noirs, tous les malheurs dont se plaint M. Victor Hugues, et qu'il exagère, la perte enfin de la colonie de la Guyane française n'ont été que les suites naturelles de la faiblesse ou de l'ineptie de ce commissaire de Votre Majesté.

» Nous ne doutons pas, Sire, que si M. Victor Hugues eût attaqué les ennemis le 7 au matin, lorsqu'à peine il avait débarqué cent cinquante hommes, il ne les eût repoussés entièrement, et n'eût empêché leur grand débarquement qui eut lieu à midi.

» Si même, après avoir perdu la journée du 7, il avait, le 8 et le 9, marché contre l'ennemi, il pouvait encore réparer ses fautes et forcer les Portugais à abandonnner leurs entreprises: il pouvait les contraindre à quitter l'Approuague et l'Oyapock, en se servant, contre leurs faibles embarcations, de la frégate *la Topaze* qui lui était envoyée de France avec cent hommes de troupes, et qui arriva le 12, lorsque la capitulation était signée. Par là, il lui était encore facile de rétablir et de maintenir l'ordre dans la colonie.

» M. Victor Hugues donne pour justification de sa conduite plusieurs motifs que nous devons soumettre à Votre Majesté, mais qu'un léger examen suffit pour détruire.

» Le premier est la faiblesse des forces de sa garnison qu'il porte à trois cent trente-huit hommes seulement.

» Cependant, Sire, son état de situation du 1er janvier, et la déclaration unanime de tous les militaires la font monter à cinq cent onze hommes de troupes de ligne, indépendamment des

milices et des esclaves armés; ce qui portait à peu près au double ses forces militaires.

» L'ennemi n'en avait pas autant : ses troupes se composaient d'environ cinq cents Indiens peu aguerris et mal armés, et d'une centaine d'Anglais.

» M. Hugues lui-même était bien persuadé que ses forces étaient suffisantes, puisque le 30 décembre, qu'il s'exagérait celles de l'ennemi en les évaluant à quatorze cents hommes, il écrivait au ministre de la marine, que si l'ennemi ne se présentait pas avec des forces plus considérables, il avait assez de monde pour le repousser vigoureusement et tenir jusqu'au mois de mars.

» M. Hugues prétend qu'il avait peu de poudres et qu'elles étaient de mauvaise qualité.

» La déclaration de M. Joniot, capitaine d'artillerie, consignée dans l'interrogatoire qu'il a subi à la Rochelle, à son arrivée en France, répond à la première partie de son assertion.

» Quant à la mauvaise qualité de la poudre, elle est démentie par le fait même, puisque M. Hugues assure que beaucoup d'ennemis ont été tués par le feu de ses troupes.

» Il est à remarquer d'ailleurs que, dans le moment même de la première invasion de l'ennemi, M. Hugues avait le moyen d'avoir des poudres fraîches, le corsaire la *Joséphine*, venant de Bordeaux, armé de quatorze canons, et ayant quatre-vingts hommes d'équipages, était dans le port de Cayenne; M. Victor Hugues devait le retenir et utiliser les ressources qu'il lui offrait en munitions et en hommes; il pouvait l'employer avec succès à défendre l'entrée de la rivière de Mahury contre les faibles embarcations de l'ennemi, et à le prévenir de ses mouvemens. Au lieu de le retenir, M. Hugues l'expédia, le 4 janvier, pour France, chargé de marchandises coloniales. On assure que ce bâtiment était à la consignation de la maison Farnoux et compagnie à laquelle M. Victor Hugues est, dit-on, associé.

» M. Hugues cherche aussi à excuser sa lenteur et sa faiblesse devant l'ennemi, par la nécessité où il s'est trouvé de faire halte. Le temps était si mauvais, dit-il, les chemins si difficiles, la chaleur tellement insupportable, que plusieurs officiers et soldats tombèrent de fatigue.

La distance de Cayenne au moulin de Loyola, où s'arrêta M. Hugues, n'est que de deux lieues; ce trajet se fit à six heures du matin, dans le mois de janvier, saison où les chaleurs sont extrêmement tempérées dans cette partie du monde; le chemin, depuis Cayenne, est couvert par des plantations d'arbres; il est très beau, au dire des habitans, et praticable pour les voitures, même dans toutes les saisons.

» Il est donc absurde de dire que les soldats tombaient de fatigue. M. Hugues cite pour exemple le capitaine Frison; mais il faut observer que cet officier, par sa constitution et son immense embonpoint, ne peut supporter sans incommodité la plus légère marche.

» M. Hugues prétend se justifier de n'avoir point convoqué de conseil de guerre, et de n'avoir suivi aucune loi ni aucun règlement relatifs à la position où il se trouvait, en disant que, n'étant point militaire, et n'ayant jamais eu aucun grade dans l'armée, ces lois et règlemens ne peuvent lui être applicables.

» M. Hugues avoue cependant, lui-même, qu'il fut envoyé à Cayenne,

non-seulement comme administrateur, mais encore comme commandant en chef les troupes de terre et de mer. C'était lorsqu'il fut investi de ce commandement qu'il devait reconnaître son insuffisance. S'il n'était pas militaire, pourquoi en prenait-il le titre et les décorations, et empêchait-il, ainsi, que la colonie fût confiée à un militaire capable de la défendre?

» M. Hugues cherche aussi à rejeter sur les habitans de Cayenne une partie de ses torts ; il se plaint du mauvais esprit qui régnait dans la ville.

» Cependant, le 30 décembre, il écrivait au ministre de la marine : « Je vois » avec plaisir que la garnison et les ha» bitans sont animés d'un bon esprit. »

» Si les fautes de M. Victor Hugues, Sire, n'étaient pas suffisamment démontrées, on pourrait demander encore à ce gouverneur pourquoi, connaissant l'inexpérience du jeune capitaine Chevreuil, il lui avait confié le poste du Diamant, considéré comme le plus important, tandis que le capitaine Girard, officier expérimenté et plus ancien, avait réclamé l'honneur de commander ce poste?

» On pourrait lui demander aussi pourquoi, connaissant l'importance du deuxième poste, le Dégras-des-Cannes, il s'est contenté de le faire garder par quinze hommes commandés par un sergent?

» Nous devons également, Sire, faire observer à Votre Majesté, qu'en même temps que M. Victor Hugues donnait une défense aussi faible aux trois postes principaux de l'île, il plaçait cent vingt hommes au canal de Torcy, poste éloigné de l'attaque, et qui ne pouvait guère servir qu'à protéger sa propre habitation.

» Tels sont, Sire, les motifs qui nous ont convaincus que le commissaire de Votre Majesté, commandant en chef la Guyane, n'a pas employé tous les moyens à sa disposition pour la défense de la colonie qui lui avait été confiée.

» L'avis du conseil d'enquête est, Sire, que la conduite de ce commissaire doit être examinée par les tribunaux sur plusieurs griefs dont Votre Majesté trouvera l'énumération dans le résultat de l'enquête que nous avons joint à ce rapport.

» Le conseil d'enquête, Sire, n'a pu rien découvrir d'assez positif pour éclairer la religion de Votre Majesté, sur la question de savoir si M. Victor Hugues s'était rendu à un petit nombre d'hommes pour mettre à couvert ses plantations et sa fortune.

» Si l'on en croit la majorité des créoles, ce gouverneur a ramassé une grande fortune en se servant de son influence et de son autorité pour se réserver à lui seul le commerce exclusif de la colonie. Mais nous n'avons pas cru devoir asseoir notre jugement sur des déclarations verbales, dont quelques-unes peuvent avoir été dictées par l'effet de la haine dont un grand nombre d'habitans de Cayenne paraissent animés contre l'ex-commissaire de Votre Majesté.

Toutefois, Sire, nous pensons que, fût-il vrai que Victor Hugues n'eût pas été entraîné à rendre la colonie par l'espoir de sauver sa fortune, il n'en importe pas moins à Votre Majesté de faire subir à ce commissaire l'épreuve d'un jugement par un tribunal.

» Nous sommes,

Sire,

De Votre Majesté Impériale et Royale, les très humbles et très obéissans serviteurs et très fidèles sujets.

» Signé le comte Cessac, le général comte Hullin, le comte de Rosily, vice-amiral.

» Paris, 1er décembre 1809. »

Résultats de l'enquête formée en exécution des ordres de S. M. I. et R.

« Le conseil d'enquête formé en exécution de la lettre close de Sa Majesté l'empereur et roi : 1° pour connaître des causes et circonstances de la reddition de Cayenne et Guyane française aux troupes brésiliennes et britanniques ; 2° pour examiner si M. Victor Hugues, commissaire de Sa Majesté, commandant en chef à la Guyane française, ne s'est rendu à un petit nombre d'hommes quo pour mettre à couvert ses plantations et sa fortune ;

» Après avoir entendu le sieur Victor Hugues, et pris connaissance de divers mémoires et pièces à l'appui qui lui ont été remis par ce commissaire ;

» Après avoir entendu de même plusieurs habitans de l'Ile de Cayenne, et militaires qui en formaient la garnison, ou lu divers mémoires qu'ils lui ont fait parvenir ;

» Délibérant sur le premier point de l'ordre de Sa Majesté, savoir :

» Premier point. M. Victor Hugues a-t-il employé tous les moyens qu'il avait entre ses mains pour la défense de la colonie qui lui avait été confiée ?

» Estime que ce commissaire n'a pas employé ces moyens pour se défendre, et que sa conduite doit être examinée par les tribunaux, sur les griefs ci-après énoncés :

» 1° Pendant neuf ans que Victor Hugues a gouverné la colonie de la Guyane française, il ne s'est pas une seule fois transporté sur la frontière de l'est de son gouvernement, la seule qui, de son propre aveu, pouvait être attaquée, et qui, d'après lui-même, devait l'être tôt ou tard, depuis l'arrivée de la conr de Portugal dans le Brésil ;

» 2° Averti que cette invasion devait être prochaine, il a négligé les moyens de la prévenir ou de la repousser, et n'a songé à mettre l'Ile de Cayenne en état de défense que, lorsque l'ennemi, malgré la timidité et l'incertitude qu'il avait montrées, avait pourtant envahi sa frontière.

» 3° Il n'a mis sur la rivière de Mahury, seul point par lequel l'ennemi devait et pouvait pénétrer dans l'île de Cayenne, aucun bâtiment armé, ni chaloupe, ni canot qui pût en disputer l'entrée, ou du moins avertir les forts de l'attaque de l'ennemi, et il avait à sa disposition un bâtiment armé en guerre et marchandises, qui aurait empêché l'entrée de la rivière et la prise de ses batteries, qu'il a fait partir pour la France, bâtiment dont l'équipage, les poudres, les canons auraient pu lui être du plus grand secours.

» 4° Il n'a placé à la batterie du Diamant qu'un poste de quarante hommes ; et, au lieu de confier ce poste, le premier et le plus important, à un officier de troupes de ligne expérimenté, et qui l'avait réclamé, il en a remis le commandement à un jeune créole qui a laissé surprendre son poste et a été tué dans son hamac.

» 5° Il n'a placé au poste, le deuxième en importance, celui du Dégras-des-Cannes, qu'un sergent et quinze hommes, tandis qu'il en a placé cent vingt à un poste éloigné, et qui ne pouvait guère servir qu'à couvrir sa propre habitation.

» 6° Il n'a pris aucun moyen pour être averti à temps du moment où l'ennemi donnerait dans la rivière afin de l'empêcher de débarquer.

7° Averti du débarquement de l'ennemi, et de la prise du poste du Diamant et du Dégras-des-Cannes, il a perdu en vaines hésitations le moment de reprendre ces deux postes, de battre

l'ennemi et de le jeter dans la rivière. Il avait les forces nécessaires pour cet objet.

» 8° Lorsqu'il s'est résolu à attaquer l'ennemi, il n'a envoyé contre lui qu'une partie de ses forces, trop faible et point choisie avec assez de soin, et il a conservé avec lui, à une lieue du point qu'il devait reprendre, la majeure partie de ses troupes, parmi lesquelles étaient celles d'élite.

» 9° Il n'avait fait distribuer à ses postes et à ses troupes qu'une quantité beaucoup trop faible de munitions de guerre, tandis que les magasins de Cayenne renfermaient suffisamment de poudres et de mobiles pour la défense de la colonie.

» 10° Il ne s'est jamais porté de sa personne en vue de l'ennemi, et il est rentré dans la place de Cayenne accompagné de cette majeure partie de ses troupes d'élite, qui n'avaient pas tiré un seul coup de fusil.

» 11° Résolu à capituler, il est sorti lui-même de la place et est allé seul traiter avec l'ennemi, et cela sans avoir préalablement ni assemblé de conseil de guerre, ni pris l'avis des autorités civiles, qu'aux termes des lois il devait consulter.

» 12° La capitulation qu'il a faite pourrait être considérée comme belle, si elle eût été précédée par la perte de plusieurs combats et par la destruction de la plus grande partie de ses forces. Mais dans l'état des choses le conseil d'enquête n'a vu, dans l'acquiescement de l'ennemi aux conditions qui lui ont été proposées par Victor Hugues, que l'empressement à faire un pont d'or à un adversaire qui aurait pu se défendre. L'on a cru remarquer encore que l'ennemi se défiait lui-même de ses forces, et qu'il craignait que la capitulation ne fût un piége, puisqu'il n'est entré dans la place que deux jours après cette capitulation.

» Second point. Le commissaire de Sa Majesté, Victor Hugues, ne s'est-il rendu à un petit nombre d'hommes que pour mettre à couvert ses plantations et sa fortune?

» Le conseil d'enquête n'a pu rien découvrir d'assez positif pour émettre une opinion motivée. Si on en croit la majorité des créoles, Victor Hugues a ramassé une grande fortune qu'il a voulu sauver; mais ils n'articulent que des faits trop vagues pour asseoir un jugement. Fût-il vrai que Victor Hugues n'eût pas été entraîné à rendre la colonie par l'espoir de sauver sa fortune, le conseil pense qu'il n'en importe pas moins de faire subir à ce commissaire l'épreuve d'un jugement par un tribunal.

» Paris, 1er décembre 1809.

» *Signé :* le comte DE CESSAC, le général-comte HULLIN, le comte de ROSILY, vice-amiral.»

« Renvoyé à notre ministre de la » marine et des colonies, pour faire » exécuter les lois de l'empire contre » les prévenus.

» Au palais de Trianon, le 20 dé- » cembre 1809.

» *Signé* NAPOLÉON. »

L'histoire de France a heureusement peu de faits à citer en ce genre; bien des places ont été rendues par ignorance, quelques-unes par faiblesse, presque point par trahison.

Voici ce que dit sur cela M. de Feuquières :

« Pour entrer à présent dans le dé- » tail des siéges dont la conduite, dans » la défense, a été assez mauvaise pour » obliger les princes à faire punir, par » des conseils de guerre, des gouver-

» neurs qui ont rendu mal à propos les » places qui leur avoient été confiées, » je commencerai par celui de Naërden, en l'année 1673, assiégé par » M. le prince d'Orange et défendu » par M. Dupas.

» M. de Luxembourg, qui commandoit dans les conquêtes du roi en » Hollande, entra dans la place quelques heures avant qu'elle fût investie, » et en était parti après avoir concerté » avec M. Dupas de le secourir, dès » que la cavalerie seroit rassemblée.

» Ce gouverneur, à qui la tête tourna dès qu'il vit l'armée ennemie campée autour de sa place, la rendit » avant que l'ennemi fût seulement » maître du chemin couvert, et signa » une capitulation, contre le sentiment » des principaux officiers de sa garnison. Le roi envoya ordre à M. de » Luxembourg de faire assembler un » conseil de guerre, devant lequel l'affaire fût portée et le procès de M. Dupas instruit. Il fut dégradé des armes en présence des troupes mises » en bataille pour ce sujet, et condamné à une prison perpétuelle. La raison pour laquelle le conseil de guerre » ne le condamna point à mort, fut » qu'il ne se trouva point d'ordonnance » qui condamnât un poltron à perdre » la vie.

» En 1703, M. le duc de Bourgogne » assiégea et prit le vieux Brisach. » L'empereur, mal content de la conduite du gouverneur, le fit arrêter et » mettre au conseil de guerre, qui le » condamna à avoir la tête tranchée. » Le comte de Marsilly, qui étoit aussi » dans la place, fut, par le même conseil de guerre, dégradé des armes.

» Il pourroit bien y avoir quelque » chose à redire dans la conduite de » ces deux commandans, et je rapporte cet exemple seulement pour » faire voir que les autres princes sont » plus sévères que nous, et punissent » rigoureusement ceux qui, dans la » défense des places qui leur sont commises, font des fautes qui en causent » trop tôt la perte : en quoi je ne les » blâme point.

» En ces entrefaites (est-il dit dans » la relation du siége de Metz) fut découverte l'entreprise du Bastard de » Fontanges et de Clavières, soldats de » la compagnie du capitaine Bahus, » qui avoient quelque pratique avec » l'empereur, laquelle, du commencement, ils avoient fait semblant de » mener avec le sceu de M. de Guyse : » par le moyen de quoi on espéroit » s'en prévaloir ; mais il fut trouvé » qu'ils avoient incliné du costé de » l'ennemy, et fait d'autres menées » qu'ils céloient à M. de Guyse, bien » dommageables au service du roy ; » mesme soubs couleur de faire entrer » un simple soldat dans la ville, y avoient » mis un ingénieur de l'empereur. Ils » furent retenus prisonniers ; et peu » après le dit Clavière mourut de maladie, de qui la tête fut mise sur la » porte de Champagne, et le Bastard » ayant confessé la vérité du fait, il fut » exécuté à la fin du siége. »

En 1638, le marquis de Léganès, général des troupes espagnoles, se présenta devant Brême, et forma le siége de cette ville. Montgaillard en était gouverneur ; la garnison n'était que de six cents hommes, et son commandant se faisait payer comme si elle eût été de dix-sept cents complets. Cette avarice sordide devint funeste à son auteur ; car les défenseurs de Brême, se voyant trop faibles pour résister aux assiégeans, forcèrent Montgaillard d'ouvrir les portes de la place, le 27 de mars ; ce qui fit condamner cet officier à perdre la tête. Le maréchal de Cré-

qui, l'un des plus grands capitaines de ce temps-là, et qui toute sa vie avait fait la guerre en Italie, avait été tué d'un coup de canon, le 17 de ce mois, en reconnaissant les retranchemens des Espagnols devant le fort de Brême.

En 1675, Trèves fut assiégée par un corps de vingt mille Allemands, sous la conduite des princes de Lunebourg. Cette ville était vivement pressée, lorsque le maréchal de Créqui, homme d'un courage entreprenant, capable des actions les plus belles et les plus téméraires, essaya de la secourir. Il était en marche, lorsque le 11 d'août, il fut tout-à-coup rencontré par les impériaux à Consarbruck. Surpris, sans être déconcerté, il ose, avec huit mille hommes, attaquer dix-huit mille combattans. L'action fut très vive d'abord; mais la cavalerie française ayant pris la fuite, tout le reste de sa petite armée cessa de résister; et tout ce que cet intrépide général put faire, fut de se jeter dans Trèves, à travers de nouveaux périls, après avoir perdu deux mille soldats, son artillerie et son bagage. Il défendit la place avec le plus grand courage. Il voulait s'ensevelir sous les ruines des remparts ouverts de tous côtés. Tout le monde, la garnison et les bourgeois demandaient à grands cris à capituler. Le maréchal s'obstine à tenir encore. On murmure; on se révolte. Un capitaine de cavalerie, nommé Bois-Jourdan, va traiter avec les ennemis sur la brèche. On n'a point vu commettre une lâcheté avec tant d'audace. Il menace le maréchal de le tuer, s'il ne signe. Créqui se retire, avec quelques officiers fidèles, dans une église, où il aima mieux être pris à discrétion, le 6 septembre, que de se rendre. Peu de temps après, Bois-Jourdan fut arrêté dans sa fuite, et jugé à Metz par le conseil de guerre. Son crime n'avait point d'exemple. On le condamna à faire amende honorable, tête et pieds nus, la corde au cou, la torche au poing, et à être décapité sur un échafaud; ce qui fut exécuté le 2 d'octobre. Tous ses complices furent dégradés et bannis.

Je termine ce chapitre par l'extrait des articles de lois qui sont relatives au sujet dont il s'agit.

Loi du 26 juillet 1792.

ARTICLE PREMIER.

Tout commandant de place forte ou bastionnée, qui la rendra à l'ennemi avant qu'il y ait brèche accessible et praticable au corps de ladite place, et avant que le corps de place ait soutenu au moins un assaut, si toutefois il y a un retranchement intérieur derrière la brèche, sera puni de mort, à moins qu'il manque de munitions ou de vivres.

ART II.

Les places de guerre étant la propriété de tout l'empire, dans aucun cas les habitans ni corps administratifs ne pourront requérir un commandant de la place de la rendre, sous peine d'être traités comme des révoltés et des traîtres à la patrie.

Loi du 21 brumaire an V, titre III.

ARTICLE PREMIER.

Tout militaire ou autre individu, attaché à l'armée ou à sa suite, convaincu de trahison, sera puni de mort.

ART. II.

Sont réputés coupables de trahison, 1° etc.;

8° Tout commandant d'une place assiégée, qui, sans avoir pris l'avis, ou contre le vœu de la majorité du conseil militaire de la place (auquel devront toujours être appelés les officiers en chef de l'artillerie et du génie), aura consenti à la reddition de la place avant que l'ennemi y ait fait brèche praticable, ou qu'elle ait soutenu un assaut.

Arrêté du Directoire exécutif, du 16 messidor de l'an VII de la république française.

ARTICLE PREMIER.

Tout commandant de place forte qui, à dater de l'ouverture de cette campagne, aurait capitulé avec l'ennemi, pour rendre une place qui lui était confiée, sans avoir forcé les attaquans de passer par les travaux lents et successifs des siéges, et avant d'avoir repoussé au moins un assaut au corps de place sur des brèches praticables, sera traduit devant un conseil de guerre, pour y être jugé conformément aux lois.

ART II.

Les membres du conseil de guerre qui auront signé ces honteuses capitulations, et ceux qui, ayant droit d'y assister, n'auraient pas protesté contre, seront également traduits au conseil de guerre, pour y être jugés conformément aux lois.

ART. III.

Le ministre de la guerre désignera le conseil de guerre qui devra connaître de ces délits, et demeure chargé de l'exécution prompte du présent arrêté, qui sera imprimé au bulletin des lois.

CHAPITRE PREMIER.

Instruction pratique par l'exemple.—SECTION I. Exemples tirés de l'histoire ancienne.—SECTION II. Exemples tirés de l'histoire moderne.

Chacun sait que, dans les sciences pratiques, les exemples sont préférables aux meilleurs préceptes; c'est pourquoi j'ai pensé que pour remplir l'objet de cette seconde partie, il convenait d'en consacrer le premier chapitre à la notice des siéges les plus fameux, tant de l'antiquité que des temps postérieurs. Ce chapitre étant fort étendu, je le diviserai en deux sections; la première contiendra la notice des siéges anciens; et la seconde, celle des siéges modernes, depuis Charlemagne. Ces notices sont extraites presque littéralement de divers historiens.

Non-seulement chacun de ces précis est une leçon pratique importante pour l'art défensif, et sous ce rapport il contribue essentiellement à remplir l'objet de cette seconde partie; mais ces mêmes précis, par leur réunion, forment pour la guerre des siéges, faits avec les armes anciennes, ou du moins avec le concours d'un fort petit nombre d'armes à feu, ce que sont pour ces dernières armes les journaux qui ont servi de base aux calculs dont nous avons parlé dans le chapitre VI de la première partie. Elles démontrent invinciblement combien ces premières défenses sont supérieures aux dernières, et par conséquent combien il est avantageux pour les assiégés de ramener tout au combat de l'arme blanche, et de réduire l'ennemi à la nécessité d'attaquer toujours de vive force, conformément au principe que nous établirons dans le chapitre III de cette seconde partie.

SECTION PREMIÈRE.

Exemples tirés de l'histoire ancienne.

Siége de Syracuse par les Athéniens, l'an 413 avant Jésus Christ.

La plus florissante république de la Sicile était la ville de Syracuse. Cette cité puissante, riche, bien peuplée, située sur la côte orientale de l'île, était composée de cinq quartiers différens, qui, tous renfermés par de fortes murailles, et fortifiés avec des tours, de distance en distance, formaient, en quelque sorte, autant de places fortes, et présentaient à peu près la figure d'un triangle. Du côté de la mer, on remarquait l'île d'Ortygie, qui renfermait la citadelle, et commandait aux deux ports qui l'environnent. Elle communiquait par un pont avec Achradine, le plus beau, le plus grand, le mieux fortifié de tous les quartiers. Au-dessus d'Achradine, on voyait, d'un côté, le quartier de Tyque et et celui de Néapolis, ou Ville-Neuve, qui, séparés l'un de l'autre par un mur, s'avançaient tous deux en pointe vers l'occident, et se terminaient à une hauteur qui les commandait et qu'on nommait Épipole. Une vaste enceinte de murailles renfermait tous ces quartiers, et cette muraille immense était défendue par deux forts nommés : l'un Eurivèle, et l'autre Labdale.

La seizième année de la guerre du Péloponèse, les Ségestains, opprimés par les Sélinontains que soutenaient ceux de Syracuse, vinrent implorer le secours d'Athènes. Jamais cette république n'avait été si puissante, et en même temps si enivrée de sa grandeur. Suivant l'avis d'Alcibiade et malgré les vives représentations de Nicias, le peuple écouta favorablement les prières des députés. On équipa sur-le-champ une superbe flotte de cent cinquante navires, et l'on en donna le commandement à Alcibiade, à Nicias et à Lamacchus. On fit voile vers Syracuse, et pendant la nuit on entra dans le grand port, et l'on prit terre près d'Olympie sans avoir été aperçu. Les Syracusains avaient fait de grands préparatifs; et, pleins de courage, ils avaient résolu de se bien défendre. L'arrivée soudaine des ennemis les déconcerta cependant un peu; mais bientôt ils bannirent cette première terreur, et se mirent en bataille devant les murs de leur patrie. On donna le signal en même temps de part et d'autre. Comme les intérêts étaient les mêmes, le combat fut opiniâtre, et la victoire passa plus d'une fois de l'un et de l'autre côté. Un orage, qui survint tout à coup, intimida les Syracusains. Ils plièrent et se retirèrent dans la ville après une longue et vigoureuse résistance. Cet échec ne servit qu'à ranimer leur ardeur. L'on rétablit et l'on augmenta les fortifications; et, pour mieux obéir, on confia toute l'autorité militaire à un seul chef qui fut Hermocrate, personnage également illustre et par sa valeur et par son expérience.

Cependant les Athéniens s'emparèrent d'Épipole; et, malgré les fréquentes sorties des assiégés, ils vinrent à bout d'environner la ville d'un mur de circonvallation. Nicias, par le rappel et l'exil d'Alcibiade et la mort de Lamacchus, tué dans une action, se vit sans collègue et seul maître de toutes les opérations. Ce général, paraissant oublier tout à coup sa lenteur ordinaire, fit entrer sa flotte dans les deux ports, et pressa vivement la ville par terre et par mer. Syracuse, ainsi bloquée et toujours vaincue, se voyait réduite à la dernière extrémité. Déjà les

citoyens désespérés songeaient à se rendre, lorsque Cylippe, capitaine lacédémonien, envoyé à leur secours avec de bonnes troupes, survint tout à coup, sans que Nicias se fût mis en peine de l'empêcher d'aborder, tant il comptait sur la victoire! Aussitôt l'espérance renaît dans tous les cœurs. La joie publique fait cent folies. On proclame le Spartiate père et libérateur de Syracuse. Ce général ne trompa point l'attente des alliés. Il commença par faire savoir aux Athéniens qu'il leur donnait cinq jours pour sortir de Sicile. On ne daigna pas répondre à cette proposition. Quelques soldats demandèrent au héraut « Si la présence d'une cappe » lacédémonienne et d'un méchant bâ» ton pouvait faire changer la fortune? » Enfin, il fallut de part et d'autre se disposer à une bataille. Le fort Labdale fut emporté d'assaut, et tous les Athéniens qui le défendaient passés au fil de l'épée. Chaque jour on en venait à de petits combats où Cylippe avait constamment l'avantage. Tant de pertes affaiblirent tellement Nicias qu'il fut obligé de se cantonner vers la côte de Plemyre, qui forme l'entrée du grand port, afin d'y conserver ses bagages et de pouvoir soutenir sa flotte. Il n'y fut pas long-temps en repos. Le Lacédémonien vint l'attaquer, emporta ses forts, s'empara d'une partie de ses bagages, pendant que les Syracusains battaient sur mer la flotte ennemie. L'infortuné Nicias était dans la dernière consternation. Il avait instruit Athènes du triste état où se trouvait l'armée depuis le débarquement des Spartiates; on lui avait promis du secours, mais il n'arrivait point, et ses besoins étaient pressans. Enfin, il était sur le point de périr, lorsqu'on vit une flotte athénienne de soixante-treize galères, commandée par Démosthène, entrer fièrement dans le port. Ce général, moins expérimenté que brave, pour profiter de l'alarme où son approche inopinée avait jeté la ville, forma sur-le-champ quelques attaques, contre l'avis de Nicias. Sa témérité lui coûta cher. Il perdit un grand nombre de soldats, et détruisit en un instant toutes les espérances que son arrivée avait fait naître. Bientôt les Athéniens se virent réduits à une extrémité plus triste encore qu'auparavant. On songea à lever le siége après avoir tenté la fortune dans un nouveau combat naval, la victoire fut encore pour les assiégés, qui ôtèrent même à leurs ennemis les moyens de fuir par mer, en les enfermant dans le grand port. Il fallut donc tâcher de s'échapper par terre. Hermocrate en ayant eu avis, s'empara de tous les passages à l'insu des Athéniens. Ces malheureux fugitifs s'étant mis en marche pendant la nuit, tombèrent dans les embuscades qu'on leur avait dressées de toutes parts. Ils se défendirent long-temps comme des lions; mais, vaincus par le nombre, par la fatigue et par la faim, ils se rendirent tous à discrétion. On les jeta dans la prison publique, où ils menèrent une vie plus triste mille fois que la mort la plus cruelle. Nicias et Démosthène, leurs chefs, périrent par la main du bourreau, au mépris de la parole qu'on leur avait donnée. Telle fut l'issue de cette guerre qui durait depuis plus de deux ans, et dont Athènes s'était promis les plus grands avantages.

Siége de Veïes par les Romains, 390 ans avant Jésus-Christ.

La république, fatiguée de se voir sans cesse traversée dans ses projets par les Véïens, leur déclara la guerre, après une trêve de vingt ans; et, pour

mieux réussir dans ce grand dessein, on résolut le siége de leur capitale. Située sur un roc très escarpé, abondamment pourvue de tout, la famine seule pouvait la réduire. L'ouvrage était long, mais il n'effraya pas. Il fallait défendre le soldat des rigueurs de l'hiver; on lui dressa des tentes de peaux, qui lui tinrent lieu de maisons. Les Veïens, dans une sortie, avaient surpris les assiégeans, brûlé leurs machines, ruiné la plupart de leurs ouvrages. Tous les ordres de l'État, enflammés du désir de la vengeance, jurèrent de ne point partir du camp que la ville n'eût été prise. Les chevaliers, auxquels la république devait fournir des chevaux, offrirent de se monter à leurs dépens. Le sénat, qui ne cherchait que la gloire et l'intérêt de l'empire, charmé de ce zèle unanime, assigna, pour la première fois, une paie aux gens de cheval, et à tous les volontaires qui se rendraient au siége. On eut bientôt rétabli les ouvrages ruinés; on en fit de nouveaux et plus considérables que les premiers. Rome concevait les plus grandes espérances, lorsque les brouilleries et la haine des tribuns militaires, L. Virginius et M. Sergius, qui commandaient l'armée, firent presque échouer ses efforts. Les Capenates et les Falisques, voisins des Veïens, et par conséquent intéressés à leur conservation, armèrent secrètement, surprirent et attaquèrent le camp des Romains. Les deux tribuns, ne pouvant vivre ensemble, s'étaient séparés, et avaient partagé l'armée en deux corps. Les ennemis tombent sur Sergius. En même temps, les assiégés, de concert avec eux, font une sortie et l'attaquent de leur côté. Le soldat, étonné, combat faiblement, et plutôt pour défendre sa vie que pour donner la mort à l'ennemi. On cherche bientôt sa sûreté dans la fuite. Tout s'ébranle, tout se confond; la déroute devient générale. Virginius aurait pu sauver son collègue; mais il aima mieux satisfaire sa jalousie et sa haine, en jouissant de sa défaite. Le sénat les obligea d'abdiquer leur charge. On fit leur procès, et on les condamna à une grosse amende : faible punition pour un si grand crime! Les Falisques et les Capenates, enflés de leurs succès, revinrent à la charge; mais pour cette fois, ils furent repoussés avec une perte considérable. Cependant le siége n'avançait pas beaucoup; et tout l'effort des armes romaines se terminait à ravager les terres des ennemis. L'année suivante, la guerre fut encore plus malheureuse. Sous de vains prétextes de religion, on déposa les tribuns militaires dont on n'était pas content. On eut recours à un dictateur, comme dans les plus pressans besoins de la république. M. Furius Camillus, dont la rare valeur et la haute capacité avaient brillé plus d'une fois dans le commandement, fut élevé à cette suprême dignité. La présence de ce grand homme rétablit la discipline militaire, énervée par la division des chefs, et ramena la fortune sous les étendards des Romains. On serra la place de plus près; et, par son ordre, on releva les forts que les ennemis avaient renversés, il défit les Falisques et les Capenates; et, après cette victoire, de mauvais augure pour la ville assiégée, il fit pousser l'attaque avec beaucoup d'ardeur. Mais, désespérant enfin de réussir par la force, il eut recours à la sape et aux mines. Ses soldats, à force de travail, et à l'insu des assiégés, s'ouvrirent une route souterraine, qui les conduisit jusque dans le château. De là, se répandant dans la ville, tandis que le général amusait les

Veïens par un assaut, les uns allèrent charger ceux qui défendaient les murailles ; les autres rompirent les portes, et toute l'armée entra en foule dans la place. Les citoyens, éperdus, ne savent où fuir. Toutes les issues sont fermées. Les uns sont écrasés sous la chute des maisons qui s'écroulent ; les autres sont consumés dans les flammes. Partout on voit paraître l'affreuse image de la mort. Le soldat fnrieux immole tout ce qui s'offre à ses coups. On n'entend de toutes parts que des cris lamentables. Le dictateur, touché d'un si triste spectacle, fait cesser le carnage, désarme les prisonniers ; et, pour s'acquitter de sa promesse, abandonne le pillage à ses troupes victorieuses. Ainsi tomba, après dix ans de siége, cette superbe ville, qui avait été, durant trois cent cinquante-sept ans, la plus redoutable rivale de Rome. La république n'apprit cette victoire qu'avec les transports de la joie la plns vive ; et tous les ordres de l'État s'empressèrent à l'envi d'honorer le triomphe de Camille.

Siége de Tyr par Alexandre-le-Grand, 332 ans avant Jésus-Christ.

L'ancienne ville de Tyr ayant été détruite par Nabuchodonosor, 573 ans avant l'ère chrétienne, les habitans s'étaient retirés dans une île voisine où ils bâtirent une nouvelle ville qui porta le même nom, et dont la gloire effaça bientôt le souvenir de la première.

La nouvelle Tyr s'appelait orgueilleusement *la Reine de la mer*, qui en effet lui apportait le tribut de toutes les nations du monde. Elle voulait bien reconnaître Alexandre pour ami, mais non pour maître. Le conquérant de l'Asie la fit sommer de se rendre. Il ne fut point écouté ; il se disposa donc à l'attaquer dans les formes. Il éleva une digue qui fnt d'abord ruinée par les assiégés avec tous les ouvrages qni avaient coûté bien des sueurs à ses soldats. Il la rétablit avec plus de peine encore ; mais, lorsqu'on l'achevait, un vent impétueux la renversa. Il y fit travailler de nouveau ; et, pour chasser les ennemis qui étaient maîtres de la mer, il assembla une flotte. La digue fut bientôt conduite au point où la voulait Alexandre. Il fit dresser des tours et des béliers et s'avança avec sa flotte contre les murailles. Les Tyriens, désespérés, ne savaient qnel parti prendre, lorsque tout-à-coup il s'éleva un furieux orage qui les sauva encore pour cette fois. Ils avaient envoyé des ambassadeurs à Carthage pour demander du secours à cette colonie sortie de leur sein. Elle était dans un anssi triste état que sa mère. Frustrés de cette espérance, ils ne perdirent point courage. Pour se défendre avec plus d'intrépidité, ils envoyèrent leurs femmes et leurs enfans à Carthage ; il n'y eut point d'inventions et de stratagèmes dont ils ne s'avisassent pour ruiner les travaux des assiégeans, et faire échouer leurs attaques vives et fréquentes. Enfin le roi de Macédoine, irrité, fit donner un assaut général. Jamais l'on n'attaqua et l'on ne se défendit avec plus de valeur. Alexandre lui-même monta sur une haute tour, où, étant reconnu par la richesse de ses armes, il servit de but à tous les traits des assiégés. Les Macédoniens, animés par l'exemple et le danger de leur prince, redoublèrent de courage, prirent enfin la ville et tuèrent tout ce qui s'offrit à leur fureur. On fit trente mille prisonniers qui furent tous vendus. Cette ville avait soutenu, durant sept mois, tous les efforts d'Alexandre, l'an 332 avant Jésus-Christ.

Siége de Lilybée par les Carthaginois, l'an 242 avant Jésus-Christ.

Lilybée était la plus forte place qu'eussent les Carthaginois en Sicile, et sa perte devait entraîner celle de tout ce qui leur restait dans l'île. Les Romains n'oublièrent rien pour s'en rendre maîtres, ni les ennemis pour la bien défendre. Les consuls, ayant fait jouer leurs machines, abattirent plusieurs tours à coups de bélier. Les assiégés, serrés de fort près, firent une sortie, la flamme à la main, pour ruiner les ouvrages: ils furent repoussés avec perte. Mais une autre fois, ayant profité d'un vent favorable, l'incendie qu'ils causèrent fut si grand, que tous les efforts des assiégeans ne purent l'arrêter. Cet accident fit changer le siége en blocus. La nouvelle qui en vint à Rome, loin d'abattre les esprits, sembla renouveler l'ardeur et le courage des citoyens; dix mille hommes passèrent le détroit, et allèrent joindre les assiégeans. Cependant ce renfort ne hâta pas le succès du siége. Les flottes romaines, chargées de porter des vivres et des machines, furent ou défaites à force ouverte, ou brûlées par Carthalon qui les surprit; enfin, une tempête causa tant de dommage à la marine des Romains, qu'il ne leur restait plus que deux vaisseaux; ils renoncèrent donc à la mer sans lever pourtant le siége de Lilybée. On fut plusieurs années sans faire rien de remarquable. C'étaient tous les jours de nouvelles ruses de guerre, des piéges, des surprises, des approches, des attaques; mais rien n'était décisif. Il fallut faire de nouveaux efforts pour équiper une nouvelle flotte; le zèle des particuliers eut bientôt mis deux cents galères en mer; on en donna le commandement au consul Lutatius, qui s'empara de tous les postes avantageux qui étaient aux environs de Lilybée. Il prévoyait qu'il faudrait incessamment venir à un combat; aussi n'oublia-t-il rien pour en assurer le succès. La flotte ennemie parut bientôt. Le dessein d'Hannon, qui la commandait, était d'approcher d'Eryx sans être aperçu des Romains, pour déposer ses vivres et prendre avec lui le vaillant Amilcar; mais le consul pénétra ses vues, et les fit échouer par sa présence subite. Il indiqua le combat pour le lendemain. Malheureusement le vent se trouva favorable aux ennemis. Il hésita s'il devait donner la bataille; cependant, faisant réflexion qu'il n'aurait à faire qu'à des vaisseaux chargés et pesans, au lieu que, s'il attendait le calme, il lui faudrait combattre contre l'élite de l'armée de terre, et, ce qui était encore plus formidable, contre le courage intrépide d'Amilcar, il ne délibéra plus; il fit donner le signal. L'animosité des deux nations rendit le combat cruel et douteux; mais l'infatigable valeur des Romains l'emporta. Les Carthaginois prirent la fuite; cinquante de leurs vaisseaux furent coulés à fond, et soixante et dix pris avec tout l'équipage. Le nombre des prisonniers passa dix mille. Cette défaite désespéra Carthage: elle demanda la paix à quelque prix que ce fût; Rome la lui vendit cher. Un des articles du traité était l'évacuation de Lilybée et de toute la Sicile. Ainsi finit la première guerre punique.

Siége de Sagonte par Annibal, l'an 219 avant Jésus-Christ.

Annibal, qui avait hérité de son père une haine mortelle contre les Romains, ne put voir sans indignation l'asservissement de sa patrie à ces fiers républicains. Il prépara tout de loin pour

rompre avec succès l'indigne traité par lequel Carthage avait perdu ses plus beaux domaines; et, formant dès-lors le dessein hardi de porter la guerre et la terreur de ses armes jusqu'aux portes de Rome, il commença le siége de Sagonte, ville puissante et riche, alliée des Romains, et qui seule pouvait faire échouer ses ambitieux projets. On éleva des ouvrages, on attaqua la ville de trois côtés différens, on fit agir le bélier, on ébranla les murs, on fit tomber des tours; mais les Sagontins se défendaient avec courage. Tous les jours on en vient aux mains; la victoire est souvent incertaine, et si l'ennemi fait des brèches, elles sont aussitôt réparées par de nouveaux murs. Les Romains apprirent l'extrémité où étaient réduits leurs fidèles alliés; au lieu de voler à leur secours, on envoie une ambassade à Carthage. Elle y fut reçue avec hauteur. Le plus ancien des députés demanda la cause du siége de Sagonte. Les sénateurs ne répondant point à sa question: « Je porte, leur dit-il d'un ton fier en leur montrant un pan de sa robe qui était plié, je porte ici la paix ou la guerre, choisissez. » On lui répondit qu'il pouvait choisir lui-même. « Eh bien, je vous donne donc la guerre, répliqua-t-il en déployant le pan de sa robe. « Nous l'acceptons de bon cœur et la ferons de même, » s'écrièrent les Carthaginois avec fierté. Ainsi commença la seconde guerre punique (l'an de Rome 534). Cependant Annibal pressait le siége avec beaucoup d'ardeur. Les Sagontins étaient réduits à la dernière misère et se voyaient sans ressources. On parla d'accommodement; mais les conditions leur parurent si dures, qu'ils ne purent se résoudre à les accepter. Les sénateurs firent porter dans la place publique tout leur or et leur argent, et celui qui appartenait en commun à l'État, le jetèrent dans le feu qu'ils avaient fait allumer pour cet effet et s'y précipitèrent eux-mêmes. Dans ce moment, une tour, que les béliers frappaient depuis long-temps, tombe tout à coup avec un bruit épouvantable. Aussitôt les Carthaginois entrent en foule dans la ville, s'en rendent maîtres en peu de temps, et passent au fil de l'épée tous ceux qui étaient en âge de porter les armes. Malgré l'incendie, le butin fut fort grand: Annibal réserva tout l'or et tout l'argent pour servir à ses desseins. Ainsi fut prise cette ville infortunée, victime de son alliance avec les Romains, après huit mois du siége le plus cruel et le plus laborieux qui fût jamais.

Siége de Carthage par les Romains, 146 ans avant Jésus-Christ.

Carthage sur pied rappelait toujours le souvenir des batailles de Trasimène et de Cannes. C'était une perspective affligeante pour Rome. On résolut de la détruire, et ce fut le sujet de la troisième guerre punique. A peine les Carthaginois eurent-ils appris que l'armée romaine approchait, qu'ils envoyèrent des députés aux consuls, pour se livrer, eux, et tout ce qui leur appartenait, entre les mains des Romains. Après leur avoir demandé des ôtages, on leur ordonna de livrer sans fraude et sans délai toutes leurs armes. Cet ordre était dur; mais il fallait se résoudre à l'accepter. On l'exécuta sur-le-champ. On vit arriver dans le camp une longue suite de chariots chargés de tous les préparatifs de guerre qui étaient dans Carthage: deux cent mille armures complètes, un nombre infini de traits, de javelots, deux mille machines propres à lancer des pierres et

des dards. Marchaient ensuite les députés carthaginois, accompagnés de ce que le Sénat avait de plus respectables vieillards, et la religion de plus vénérables prêtres, pour tâcher d'exciter la compassion. « Je loue votre » promptitude, leur dit Censorinus, » l'un des consuls. Le Sénat vous » ordonne encore de sortir de Car» thage qu'il veut détruire, et de trans» porter votre demeure où il vous plai» ra, pourvu que ce soit à quatre lieues » de la mer. » Ce fut un coup de foudre pour les députés. En vain se livrèrent-ils aux plus grands transports de la douleur; en vain essayèrent-ils d'attendrir les Romains: il fallut partir, et porter à Carthage cette réponse désespérante. Un cri général apprit au peuple quel était son sort; et aussitôt le désespoir, la rage, la fureur s'emparèrent de tous les cœurs. On se détermina tout d'un coup à défendre la patrie. Asdrubal eut le commandement des troupes. On se hâta de fabriquer des armes. Les temples, les palais, les places publiques devinrent autant d'ateliers. Hommes et femmes y travaillaient jour et nuit. Chaque jour on faisait cent quarante boucliers, trois cents épées, cinq cents piques ou javelots, mille traits et un grand nombre de machines pour les lancer. On manquait de matières pour faire des cordes : les femmes, excitées par un beau zèle, coupèrent leurs cheveux. Les consuls actuels et leurs successeurs ne firent rien de considérable; ils se contentèrent d'assiéger faiblement la rivale de l'empire, et plusieurs fois même ils essuyèrent de grandes pertes. Ce ne fut que la troisième année de la guerre, que Scipion, surnommé depuis le second Africain, et petit-fils adoptif du grand Scipion, ayant été déclaré consul, eut la gloire de renverser Carthage.

Cette superbe ville contenait alors sept cent mille habitans. Elle était située dans le fond d'un golfe, environnée de la mer, en forme d'une presqu'île, dont l'isthme, qui la joignait au continent, était large d'une lieue et un quart. La presqu'île avait dix-huit lieues de circuit. Du côté du continent, outre la citadelle appelée Byrsa, la ville était close d'une triple muraille haute de trente coudées, sans les parapets et les tours qui la flanquaient, à égales distances, et qui étaient séparées l'une de l'autre de quatre-vingts toises. Il y avait deux ports du côté du couchant. Le premier était pour les marchands, l'autre, pour les vaisseaux de guerre; ainsi, l'on peut distinguer trois parties dans Carthage : le port qui était double, appelé quelquefois *Cothou*, à cause d'une petite île de ce nom qui était vis-à-vis; la citadelle Byrsa, et la ville proprement dite, qui environnait la citadelle, et était nommée *Mégara*.

Scipion, après avoir rétabli la discipline militaire entièrement ruinée, songea à pousser le siége avec vigueur. Ayant fait prendre à ses troupes des haches, des leviers et des échelles, il les conduisit, de nuit, en grand silence, vers Mégara, qu'il attaqua vivement, en jetant de grands cris. Les ennemis furent effrayés de cet assaut nocturne et soudain. Néanmoins, ils se défendirent avec courage, et les Romains ne purent escalader les murailles. Scipion aperçut une tour qu'on avait abandonnée : il y envoya un bon nombre de soldats hardis et déterminés, qui, par le moyen des pontons, passèrent de la tour sur les murs, se jetèrent dans Mégara et en brisèrent les portes. Le général y entra dans le moment, chassa de ce poste les ennemis qui, troublés par cette nouvelle attaque aussi

imprévue que la première, et croyant que toute la ville avait été prise, s'enfuirent dans la citadelle, et y furent suivis par les troupes mêmes qui campaient hors de la ville. Elles abandonnèrent leur camp aux Romains, et songèrent aussi à se mettre en sûreté. Asdrubal, irrité de cette honteuse déroute, fit avancer sur les murs tout ce qu'il avait de prisonniers romains, et à la vue des ennemis, il leur fit subir les supplices les plus cruels. On leur crevait les yeux; on leur coupait le nez, les oreilles, les doigts; on leur arrachait toute la peau de dessus le corps avec des peignes de fer; enfin, on mettait le comble à cette barbarie, en les précipitant du haut des remparts. Ces exécutions inhumaines firent horreur aux Carthaginois; mais le tyran ne les épargnait pas eux-mêmes, et plusieurs sénateurs, qui s'opposaient à son despotisme, payèrent de leur vie leur zèle trop généreux. Scipion se voyant maître de l'Isthme, fit construire un mur du côté des assiégés, qu'il acheva au bout de vingt jours, et qui mit ses troupes en sûreté, en même temps qu'il coupait les vivres à la place, où l'on n'en pouvait plus porter que par la mer, ce qui souffrait de très grandes difficultés, parce que la flotte romaine faisait une garde exacte. Après ce grand ouvrage, si heureusement exécuté, il en entreprit un autre plus étonnant encore; ce fut de fermer l'entrée du port par une levée. Les assiégés insultèrent d'abord à l'apparente témérité du consul; mais, quand ils virent que l'ouvrage avançait considérablement, ils commencèrent à craindre, et songèrent à prendre des mesures pour le rendre inutile. Femmes et enfans, tout le monde se mit à travailler, avec un tel secret, que Scipion ne put jamais rien apprendre par les prisonniers, qui rapportaient seulement qu'un grand bruit se faisait entendre dans le port, sans qu'on sût ce qui s'y faisait.

Enfin, tout étant prêt, les Carthaginois ouvrirent tout d'un coup une nouvelle entrée d'un autre côté du port, et parurent en mer avec une flotte assez nombreuse, nouvellement construite avec les vieux matériaux qui se trouvèrent dans les magasins. On convient que, s'ils avaient été sur-le-champ attaquer la flotte romaine, ils s'en seraient infailliblement rendus maîtres, parce qu'ils l'auraient trouvée sans rameurs, sans soldats, sans officiers. Ils se contentèrent de braver l'ennemi, et ne se présentèrent que deux jours après pour se battre sérieusement. Cette bataille devait décider du sort des deux partis : elle fut longue et opiniâtre. Dans le combat, les brigantins carthaginois se coulant par dessous les bords des grands vaisseaux des Romains, leur coupaient tantôt la poupe, tantôt le gouvernail, et tantôt les rames; et s'ils se trouvaient pressés, ils se retiraient avec une promptitude merveilleuse, pour revenir incontinent à la charge. Enfin, les deux armées ayant combattu avec un égal avantage jusqu'au soleil couchant, les Carthaginois se retirèrent, dans le dessein de recommencer le lendemain. Une partie de leurs vaisseaux ne pouvant entrer assez promptement dans le port, parce que l'entrée en était trop étroite, alla mouiller auprès d'une terrasse fort spacieuse, où les Romains les poursuivirent. Le combat recommença encore plus vivement que jamais, et dura bien avant dans la nuit. Les Carthaginois y souffrirent beaucoup, et ce qui leur resta de vaisseaux se réfugia dans la ville. Le lendemain matin, Scipion attaqua la terrasse, s'y logea, s'y for-

tifia, et y fit construire, du côté de la ville, une muraille de briques, sur laquelle il plaça quatre mille hommes, avec ordre de lancer sans cesse des traits et des dards sur les ennemis. Ainsi finit la campagne de l'an de Rome 605.

Au retour du printemps, Scipion attaqua tout à la fois le port appelé Cothou et la citadelle ; il se jeta dans la grande place de la ville, voisine de Byrsa, et d'où l'on montait à cette forteresse par trois rues en pente, bordées, de côté et d'autre, d'un grand nombre de maisons, du haut desquelles on lançait une grêle de dards sur les Romains. Ils furent contraints, avant de passer outre, de forcer les premières maisons, et de s'y poster, pour pouvoir de là chasser ceux qui combattaient des maisons voisines. Le combat, au haut et au bas des maisons, dura pendant six jours, et le carnage fut horrible. Pour nettoyer les rues et en faciliter le passage aux troupes, on tirait avec des crocs les corps des habitans qu'on avait tués ou précipités du haut des maisons, et on les jetait dans les fossés, la plupart encore vivans et palpitans. Dans ce travail, qui fut long et pénible, on avait soin de relayer les soldats, qui avaient succombé à la fatigue. Le seul Scipion ne voulut point dormir, ni se donner qu'à peine le temps de prendre quelque nourriture. Les assiégés étaient aux abois, et, le septième jour de cette attaque, on vit paraître des hommes en habit de supplians, qui demandaient, pour toute composition, qu'il plût aux Romains de donner la vie à tous ceux qui voudraient sortir de la citadelle; ce qui leur fut accordé. Il en sortit cinquante mille, tant hommes que femmes, qu'on fit passer vers les camps, avec bonne garde. Asdrubal se retrancha dans un temple d'Esculape, avec les transfuges, au nombre de huit cents, et sa femme et ses enfans. Il s'y défendit encore quelque temps; mais enfin, vaincu par la faim et la fatigue, il fallut succomber. Le général carthaginois, qui voulait sauver sa vie, vint se rendre secrètement à Scipion, qui le fit voir aussitôt aux transfuges. Ces malheureux, transportés de fureur, vomirent contre le traître mille injures, et mirent le feu au temple. Pendant qu'on l'allumait, la femme d'Asdrubal, s'étant parée le mieux qu'elle put, vint se mettre à la vue de Scipion avec ses deux enfans, et après avoir accablé de reproches son perfide époux, et invoqué contre lui la vengeance des dieux et des Romains, elle égorgea ses enfans, les jeta au feu, puis s'y précipita elle-même : tous les transfuges en firent autant.

Ainsi tomba la superbe Carthage, cette ville qui avait été si florissante pendant sept cents ans, et dont l'empire était comparable aux plus vastes, aux plus redoutables puissances. Scipion ne put refuser des larmes aux derniers soupirs de cette république fameuse, la rivale de sa patrie. Il l'abandonna au pillage pendant plusieurs jours, et fit mettre en réserve l'or, l'argent, les statues et les offrandes qui se trouvèrent dans les temples, et qui servirent d'ornement à son triomphe.

Siége de Numance par Scipion, 133 ans avant Jésus-Christ.

Les Arvaques, peuple d'Espagne, dont Numance était la capitale, avaient uni leurs forces à celles de Viriathus. Les Romains songèrent à venger cette infraction des traités. Pendant plusieurs années on ne fit que quelques tentatives peu importantes. Q. Pompeïus, le

premier noble de la maison des Pompée, voulut entreprendre le siége de la capitale; mais il fut battu, et ses troupes furent tellement affaiblies, qu'il envoya des agens secrets pour conclure un traité de paix avec les Numantins. Quand son successeur fut arrivé, il nia qu'il cût fait aucun traité, et la guerre recommença de nouveau. Les Romains essuyèrent encore de grandes pertes. Popilius, leur général, s'approcha de Numance. Les habitans n'allèrent point, suivant leur usage, à la rencontre de l'ennemi. Ils se tinrent renfermés dans leurs murs, sans paraître et sans faire aucun mouvement. Cette apparente tranquillité trompa le proconsul; persuadé que les assiégés, découragés par les défaites précédentes, craignaient d'en venir aux mains, il ordonna à ses troupes d'appliquer les échelles aux murailles, pour escalader la ville. On s'empresse d'obéir. Popilius alors, voyant qu'on ne se disposait pas à lui résister, conçoit quelque soupçon. Il fait sonner la retraite. Mais le soldat, flatté d'emporter la ville d'assaut, et de s'enrichir du butin, se retire à regret et lentement. Tout-à-coup les assiégés sortent par plusieurs portes, renversent tous ceux qui étaient montés sur les échelles, poursuivent les autres, et défont une partie de l'armée. Mancinus, successeur de Popilius, vint mettre le comble à l'ignominie des Romains. Il n'y eut pas une rencontre, il ne se donna pas une escarmouche où les Numantins n'eussent l'avantage, en sorte que le soldat romain, découragé, ne pouvait plus soutenir ni la voix, ni la vue d'un Numantin. Le général voulut dissiper cette frayeur indigne des légions de la république. Dans cette vue, il s'éloigna de Numance pendant la nuit. Mais les assiégés, avertis de sa retraite, partirent au nombre de quatre mille, coururent, sans perdre de temps, après les fuyards, donnèrent sur l'arrière-garde, en firent un grand carnage, poussèrent le reste dans des lieux fort difficiles et presque sans issue, et quoique l'armée romaine montât à plus de vingt mille hommes, ils l'enveloppèrent de telle sorte qu'il ne lui fut pas possible de se retirer de ce mauvais pas. Mancinus, désespéré, envoya un hérault, pour demander quelque composition. Il conclut un indigne traité, par le ministère de Tibérius Graccus, et partit pour Rome. Ce traité fut déclaré nul, et l'on continua une guerre qui affligeait extrêmement et qui déshonorait le peuple romain. Vainqueur de tant de nations, il voyait, depuis plusieurs années, tous ses efforts échouer devant une ville, et ses armées presque toujours battues par des ennemis qui d'eux-mêmes étaient très faibles, et que la seule incapacité des généraux avait rendus jusque-là formidables. Pour remédier à de si grands maux, on songea à mettre en place un homme d'un grand mérite, et qui fût capable de rétablir l'honneur de la république. Le destructeur de Carthage parut le seul en état de terminer la guerre de Numance. On le créa consul, et on lui donna l'Espagne pour département.

A peine Scipion se fut-il montré à ses troupes, que tout changea de face: la discipline fut rétablie, le luxe fut proscrit. Les femmes de débauche, qui se trouvaient dans le camp au nombre de plus de deux mille, les valets inutiles, les marchands, et tous ceux dont le talent est de nourrir la mollesse et le libertinage, furent obligés de prendre la fuite. Le soldat s'accoutuma à reprendre ses travaux ordinaires, et à se conformer aux ordres du général. Cette importante réforme occupa Scipion

pendant toute sa première campagne. Il vint ensuite près de Numance, pour y prendre ses quartiers d'hiver. En vain les assiégés présentèrent la bataille, le général romain ne l'accepta jamais. Une seule fois, il en vint aux mains avec eux, parce que ses fourrageurs étaient en danger. Il força les Numantins de prendre la fuite; mais il ne les poursuivit pas, content d'être parvenu à faire voir à ses soldats, ce qui paraissait presque un prodige, ces fiers Espagnols fuyant devant eux. Pour ôter aux assiégés toute espérance et toute ressource, il fit conduire une ligne de contrevallation autour de la ville. Numance était située sur une colline, et avait près d'une lieue de circuit; la contrevallation en eut le double. Ensuite on creusa un large fossé, qui fut revêtu de pieux, et l'on construisit un mur qui avait huit pieds d'épaisseur et dix de hauteur, sans compter les créneaux. Le fleuve Durius passait le long des murs, et servait à faire entrer des vivres et des troupes dans la place. Pour le fermer, Scipion bâtit sur les deux rives deux forts, d'où il jeta sur toute la largeur du fleuve de longues et fortes poutres attachées, des deux côtés, à de gros câbles. Ces poutres étaient armées de grandes pointes de fer, qui, étant perpétuellement agitées par le mouvement des eaux, fermaient le passage aux nageurs et aux plongeurs, et à ceux qui auraient voulu paraître dans les barques. Pour être informé de tout, il établit, sur toute l'étendue des retranchemens, des soldats assez près les uns des autres, qui jour et nuit, devaient donner avis, chacun à son voisin, de tout ce qui se passait et de tout ce qu'il apprenait. L'armée romaine montait à soixante mille hommes : la moitié était destinée à garder les murs; vingt mille à combattre, quand il en serait besoin, et dix mille à relever ceux-ci et à les soutenir. Chacun avait sa place et son devoir marqués, et les ordres qu'on recevait étaient exécutés sur-le-champ. Il n'était pas possible qu'un siége si bien conduit ne couvrît de gloire celui qui en était l'âme. Vainement les Numantins formaient-ils des attaques, ils rencontraient partout une main prête à repousser leurs inutiles efforts. Désespérés, ils se renfermaient dans leur ville, pour y dévorer un reste de provisions que, jusqu'à ce jour, la famine avait épargnées. Quelque opiniâtre que fût leur courage, quelque excessive que fût leur fierté, les maux qu'ils éprouvaient les contraignirent de demander la paix. Abarus, chef de l'ambassade, dit à Scipion que toute la grâce qu'il le suppliait de leur accorder, était de les traiter humainement, ou de leur permettre de périr dans un combat, les armes à la main. Le général romain leur répondit qu'ils n'avaient qu'à s'abandonner à la discrétion des Romains, et livrer toutes leurs armes. Cette condition mit les assiégés en fureur; ils massacrèrent leurs députés, et recommencèrent leurs sorties, toujours sans succès. La famine devint si grande, qu'on se nourrissait de chair humaine. Vaincus enfin par ce terrible fléau, ils se rendirent à Scipion. Plusieurs ne voulurent point survivre à leur patrie, et se donnèrent la mort. La ville fut renversée de fond en comble; tous les citoyens furent vendus, cinquante seulement furent réservés pour le triomphe du vainqueur. Tout le crime des Numantins avait été de ne point fléchir sous la domination d'une république ambitieuse, qui prétendait donner des lois à l'univers. C'est faire l'éloge de cette ville belliqueuse, que de dire que,

pendant toute cette guerre, qui dura tant d'années, elle n'avait que huit mille hommes qui portassent les armes. Jugurtha et Marius se couvrirent de gloire dans ce siége, et méritèrent l'estime de Scipion. Numance fut détruite l'an 133 avant Jésus-Christ.

Siége d'Alise (1) par Jules-César, cinquante-deux ans avant Jésus-Christ.

Le siége d'Alise est l'évènement le plus mémorable de toutes les guerres de César dans les Gaules. Quoique les Commentaires de cet illustre général romain soient entre les mains de tout le monde, j'ai cru ne devoir rien retrancher de la relation qu'il fait lui-même de ce siége fameux, parce que cette relation forme à elle seule, en quelque sorte, un excellent traité de l'attaque et de la défense des places; on y retrouve des exemples de presque tout ce qui se pratique encore aujourd'hui, avec les seules modifications qu'ont nécessitées le changement des armes, tous les actes de diligence, de bravoure et d'industrie qu'on peut attendre de deux nations qui combattent sous les plus illustres généraux de leur siècle, l'une pour la gloire, l'autre pour la liberté. S'il faut enfin que l'une des deux succombe, c'est à cause du poids que mettent dans la balance du côté de l'ennemi, le génie, la science et le bonheur. Voici donc, en son entier, la relation de ce siége, tirée des Commentaires de César, Guerre des Gaules, livre VII.

« Après avoir été témoin de la déroute de toute sa cavalerie, Vercingétorix fit rentrer ses troupes dans son camp, comme il les en avoit fait sortir, et prit aussitôt le chemin d'Alise, ville de l'Auxois, après avoir donné ordre au bagage de le suivre incessamment. César, de son côté, plaça le sien sur un coteau voisin, sous la garde de deux légions, et se mit à sa poursuite tant que le jour dura, lui tua environ trois mille hommes de son arrière-garde, et le lendemain campa devant Alise. Après avoir reconnu la place, et voyant les ennemis consternés depuis la défaite de leur cavalerie, qu'ils regardoient comme la principale force de leur armée, il exhorta ses troupes au travail, et commença ses lignes de contrevallation autour de la ville.

» Elle étoit située sur le haut d'un coteau fort élevé, en sorte qu'elle lui parut ne pouvoir être emportée que par un siége en forme. Au pied du coteau couloient deux rivières, l'une d'un côté, l'autre de l'autre. Il y avoit devant la ville une plaine d'environ une lieue de long : de tous les autres côtés, des collines peu éloignées et de la même hauteur, entouroient la place. L'ennemi, campé au pied des murs, du côté qui regarde l'orient, occupoit tout le coteau de ce côté-là, et avoit

(1) Alise ou Alexie, ancienne ville de la Gaule celtique, n'est plus aujourd'hui qu'un village de Bourgogne, département de la Côte-d'Or, appelé Sainte-Reine, sur le mont Auxois. Nous avons déjà donné, d'après notre propre travail, tome III, pages 117 et suivantes, les détails du siége d'Alise, et cependant nous avons dû conserver ici ceux traduits par Armand Dabancourt, et rappelés dans l'ouvrage de Carnot. La comparaison permettra au lecteur d'apprécier des différences essentielles entre la traduction scolastique d'un professeur et le travail consciencieux d'hommes spéciaux, et de reconnaître, encore une fois, que nous ne nous contentons pas de reproduire. Notre travail a été d'ailleurs accompagné d'un plan indicatif (que nous avons fait dresser sous nos yeux) des ouvrages que César avait fait élever, et qui déterminèrent la conquête d'Alise. Ainsi sera mieux apprécié ce fait d'armes, considéré comme l'un des plus glorieux de ce grand capitaine. (*Note des Rédacteurs.*)

devant lui un fossé et une muraille sèche, haute de six pieds. Notre ligne de contrevallation avoit près de quatre lieues de tour; notre camp étoit avantageusement situé, et défendu par vingt-trois forts, où l'on faisoit une garde très exacte pendant le jour contre les sorties inopinées; la nuit on y tenoit des troupes plus nombreuses, et partout des sentinelles.

» Pendant qu'on travailloit à ces ouvrages, il se donna un combat de cavalerie dans la plaine entrecoupée de collines, qui, comme nous l'avons dit plus haut, avoit une lieue d'étendue: il fut très opiniâtre de part et d'autre. Comme la nôtre étoit pressée par l'ennemi, César envoya les Allemands pour la soutenir, et mit ses légions en bataille à la tête de son camp, pour arrêter l'infanterie ennemie en cas d'attaque. Cette précaution ranima notre cavalerie; et les ennemis s'étant mis en fuite, s'embarrassoient les uns les autres par leur grand nombre, et s'étouffoient en voulant passer par des portes trop étroites. Les Allemands les poursuivirent vivement jusqu'à leurs retranchemens; on en fit un grand carnage. Quelques-uns abandonnèrent leurs chevaux, pour tâcher de traverser le fossé et de passer par-dessus la muraille. Dans ce désordre, César fit un peu avancer les légions qu'il avoit placées à la tête des retranchemens; ce qui effraya encore plus les Gaulois qui gardoient le camp; ils crurent qu'il venoit à eux du même pas, et se mirent à crier aux armes. L'effroi en porta plusieurs à se jeter dans la ville; Vercingétorix en fit fermer les portes, de peur que le camp ne fût abandonné. Les Allemands ne se retirèrent qu'après avoir tué bien du monde, et pris un grand nombre de chevaux.

» Vercingétorix résolut de renvoyer pendant la nuit toute sa cavalerie, avant que les Romains eussent achevé leur ligne de contrevallation. En la congédiant, il donna ordre à chacun de retourner dans son pays, et d'en ramener tous ceux qui seroient en âge de porter les armes. Il leur représenta les services qu'il leur avoit rendus, les conjurant de ne point l'abandonner, et de ne point laisser à la merci des ennemis un homme qui avoit tout sacrifié pour la liberté publique; qu'il avoit des vivres à peu près pour un mois; que cela pouvoit aller un peu plus loin en les ménageant; mais que s'ils négligeoient de revenir dans ce terme, ils le feroient périr, lui et quatre-vingt mille hommes d'élite. Après leur avoir ainsi parlé, vers les neuf heures du soir, il fit passer sans bruit sa cavalerie par l'endroit de nos lignes qui n'étoit pas fini; commanda, sous peine de mort, qu'on lui apportât tout le blé qui se trouvoit dans la ville; le distribua à chacun par mesure, mais petite; en fit de même du bétail, dont les habitans de l'Auxois avoient amené une grande quantité; puis il fit rentrer dans la place toute l'infanterie qui campoit devant. Dans cet état, il résolut d'attendre le secours de la Gaule, et se mit en devoir de soutenir la guerre.

» César, instruit de toutes ces particularités par les prisonniers et par les déserteurs, fit travailler aussitôt aux fortifications suivantes. On creusa d'abord un fossé à fond de cave, dont les bords étoient escarpés, et qui avoit vingt pieds de largeur et de profondeur; et, à quatre cents pas de là, il établit le reste de ses retranchemens; par là il embrassa autant de terrain qu'il en falloit pour empêcher que l'on ne pût si facilement l'envelopper, ni venir à lui en bataille, et que, par surprise, ou de nuit, les ennemis n'ac-

courussent en foule attaquer nos tranchées, ou lancer à tout moment des traits sur nos travailleurs. Il fit faire encore deux fossés de quinze pieds de large sur autant de profondeur, et l'on remplit, des eaux que l'on tira de la rivière, le fossé intérieur qui étoit dans la plaine et au pied des hauteurs. Derrière ces fossés, on éleva une terrasse et un rempart de douze pieds de haut, garni d'un parapet à créneaux, et de gros troncs d'arbres fourchus, plantés à la jonction du parapet et du rempart, afin d'empêcher l'ennemi de monter: le tout étoit flanqué de tours placées à quatre-vingts pieds l'une de l'autre.

» Nos soldats étoient obligés en même temps d'aller chercher du bois, de pourvoir aux vivres et de travailler aux fortifications: pour fournir à tout cela, il falloit aller loin, ce qui diminuoit le nombre de ceux qui restoient au camp. Les Gaulois faisoient d'ailleurs souvent des sorties par plusieurs portes, pour tâcher d'interrompre nos travaux: César donc jugea nécessaire d'ajouter encore quelque chose à ces ouvrages, afin qu'il fallût moins de monde pour défendre ses lignes. Ayant ordonné d'abattre des troncs d'arbres ou de très fortes branches qu'on polit et aiguisa par un bout, il fit faire un fossé de cinq pieds de profondeur devant les lignes, et l'on y planta ces pieux les branches en haut; ils étoient attachés ensemble par le pied afin qu'on ne pût les arracher. Il y en avoit cinq rangs liés ensemble et entrelacés les uns dans les autres; de sorte que ceux qui s'y étoient engagés, s'embarrassoient et se blessoient à ces branches pointues; les soldats les appeloient des ceps. Au devant, on eut soin de creuser des fosses profondes de trois pieds, rangées en quinconce, plus étroites par le haut que par le bas. Là, on planta des pieux ronds, gros comme la cuisse, durcis au feu et pointus, qui ne sortoient de terre que de quatre doigts, et qui, pour tenir plus ferme, étoient chaussés de terre par le pied: l'ouverture de la fosse étoit couverte de ronces et de broussailles pour cacher le piége. Il y avoit huit rangs de ces fosses ainsi garnies, à trois pieds de distance l'un de l'autre. Les troupes les nommoient des lys parce qu'ils y ressembloient. Au-devant de tout cela, César fit enfoncer des semelles de bois d'un pied de long, garnies de pointes de fer, ou des espèces de chausses-trapes; on en mit partout, à peu de distance les unes des autres: les soldats leur donnoient le nom d'aiguillons.

» Ce travail fini, il fit tirer dans les terrains les plus unis qu'on put trouver, et dans l'espace d'environ cinq lieues de circuit, une pareille ligne de circonvallation, qui pût mettre à l'abri des ennemis du dehors, afin que si en son absence ils venoient attaquer ses lignes, ils ne pussent, même avec les plus grandes forces, les investir de tous côtés; et, pour éviter que ses troupes ne s'exposassent en allant tous les jours aux vivres et au fourrage, il leur ordonna de s'en fournir chacun pour trente jours.

» Pendant que ces choses se passoient auprès d'Alise, les Etats de la Gaule s'étant assemblés, réglèrent qu'au lieu de faire prendre les armes à tous ceux qui étoient en état de les porter, comme Vercingétorix l'avoit ordonné, chaque peuple fourniroit un certain nombre de troupes, pour éviter le désordre et la confusion, pour que la discipline militaire fût mieux observée, et qu'il fût plus aisé de pourvoir aux vivres. En conséquence, on taxa les Autunois, avec ceux de Suze, du Niverñois et de Briançon, leurs vas-

saux, à trente-cinq mille hommes ; les Auvergnats avec ceux du Quercy, du Gévaudan et du Vélai qui en dépendent, à un pareil nombre ; ceux de Sens, de la Franche-Comté, du Berri, de la Saintonge, du Rouergue et du pays Chartrain, à douze mille hommes ; ceux du Beauvoisis, à dix mille hommes ; les Limousins, au même nombre ; ceux du Poitou, de la Touraine, de Paris et du Soissonnais, à huit mille hommes chacun ; ceux de l'Amiénois, de la Lorraine, du Périgord, de Hainaut, de Boulogne et de l'Agénois, chacun à cinq mille ; les Manceaux, au même nombre ; les Artésiens, à quatre mille hommes ; ceux de Rouen, de Lisieux et d'Evreux, à trois mille chacun ; ceux de Bâle et du Bourbonnais, à trente mille ; toutes les nations situées le long de l'Océan, que les Gaulois appellent Armoriques, et du nombre desquelles sont ceux de Quimpercorentin, de Rennes, d'Avranches, de Bayeux, de Saint-Paul-de-Léon, de Tréguier et de Saint-Brieu, de Vannes et du Cotentin, chacune à six mille hommes. Les peuples du Beauvoisis furent les seuls qui ne contribuèrent point, parce que, dirent-ils, ils vouloient en leur propre et privé nom faire la guerre aux Romains sans tenir à personne. Cependant, à la prière de Comius, leur allié, ils envoyèrent deux mille hommes.

» C'est ce même Comius qui, comme on l'a dit, avoit servi César si utilement et avec tant de fidélité dans la guerre contre les Anglais ; aussi, en sa considération, ce général avoit exempté sa nation de tout tribut, l'avoit rétablie dans tous ses droits, et lui avoit même annexé le comté de Bourgogne. Mais telle étoit l'opinion de toute la Gaule pour recouvrer sa liberté et la réputation qu'elle avoit eue dans les armes, que cette nation, sans être touchée des bienfaits et de la bienveillance dont César l'avoit honorée, entra de tout son cœur dans cette guerre, et y contribua de tout son pouvoir. Les Gaulois assemblèrent huit mille chevaux et environ deux cent quarante mille hommes de pied. On en fit la revue sur les frontières du pays d'Autun ; on leur donna des officiers, et on nomma pour les commander en chef Comius, seigneur d'Arras, Virdumare et Eporedorix, tous deux Autunois, et Vergasillaunus, Auvergnat, parent de Vercingétorix. On y ajouta un conseil des députés de chaque nation. Tous partirent pleins d'ardeur et de confiance, et marchèrent au secours d'Alise ; il n'y en avoit aucun qui ne fût persuadé qu'il ne seroit pas possible de soutenir la vue d'une si prodigieuse multitude, surtout parce que nous aurions en même temps à repousser les sorties des assiégés, et à soutenir au dehors tant de troupes de cavalerie et d'infanterie.

» Cependant les assiégés qui avoient consumé tous leurs vivres, et qui reconnaissoient que l'époque à laquelle ils attendoient du secours étoit expirée, ignorant ce qui se passoit chez les Autunois, assemblèrent leur conseil, et délibérèrent sur le parti qu'ils devoient prendre. Les avis furent fort partagés ; une partie alloit à se rendre, une autre à faire une vigoureuse sortie pendant que la faim ne les avoit pas encore trop affoiblis. Je ne dois pas, ce me semble, oublier ici le discours de Critognat, à cause de sa singulière et exécrable cruauté. Ce seigneur, d'une haute naissance et d'un grand crédit en Auvergne, parla ainsi : « Je ne dirai rien » du sentiment de ceux qui donnent » à un esclavage honteux le nom de » reddition ; on ne doit, selon moi, » ni les regarder comme citoyens,

» ni les admettre dans ce conseil. Je » ne m'adresse qu'à ceux qui sont » pour une sortie, parce que je dé- » couvre, comme vous, dans leur opi- » nion, des traits de l'ancienne va- » leur de nos ancêtres. Mais c'est » foiblesse et non pas fermeté, de ne » pouvoir supporter un peu la disette. » Il se trouve aisément plus de gens » qui s'exposent volontiers à la mort, » qu'il n'y en a qui souffrent patiem- » ment la douleur. Cependant je me » rendrois volontiers à cet avis (car » l'honneur a beaucoup de pouvoir sur » moi), si, en le suivant, nous ne ris- » quions que de perdre la vie; mais » ici, en prenant une résolution, il » faut avoir égard à la Gaule entière, » que nous avons appelée à notre se- » cours. Quelle sera, je vous prie, le » découragement de nos voisins et de » nos proches, s'ils se voient obligés de » combattre presque sur les cadavres » de quatre-vingt mille hommes des » leurs égorgés sur la place? Ne refu- » sez pas votre secours à ceux qui, » pour vous en donner, négligent leur » propre vie; n'allez pas, par impru- » dence, par témérité ou par foiblesse, » accabler toute la Gaule, et la préci- » piter dans une éternelle servitude. » Quoi! parce qu'ils ne sont pas arri- » vés précisément au jour marqué, » vous douteriez de leur fidélité et de » leur constance? Hé! quoi donc, pen- » sez-vous que les Romains s'occupent » tous les jours à se retrancher de plus en » plus, uniquement pour leur plaisir? » Si vous ne recevez point de nouvelles » de la Gaule, parce que les passages » sont fermés, les Romains ne vous assu- » rent-ils pas par leur conduite que le se- » cours approche? C'est parce qu'ils en » sont effrayés, qu'ils passent les jours » et les nuits à faire ouvrage sur ou- » vrage. Quel est donc à présent mon » avis? C'est de faire aujourd'hui ce » que nos ancêtres firent autrefois » dans une guerre bien moins dange- » reuse qu'ils avoient contre les Cim- » bres et les Teutons : lorsqu'ils se vi- » rent renfermés dans leurs villes, et » réduits à la même disette que celle » que nous éprouvons, ils se nourri- » rent de la chair de ceux que leur » âge rendoit inutiles à la guerre, » plutôt que de se rendre aux enne- » mis. Si nous n'avions pas cet exem- » ple, je pense qu'en faveur de la li- » berté, il seroit très beau de le don- » ner et de le laisser à nos descendans. » Car enfin, qu'a-t-on jamais vu de » pareil à cette guerre? Les Cimbres, » après avoir ravagé la Gaule, et lui » avoir porté un coup mortel, se reti- » rèrent enfin pour courir dans d'au- » tres pays; ils nous laissèrent nos » droits, nos lois, nos champs, notre » liberté. Mais les Romains, que de- » mandent-ils? que veulent-ils? L'en- » vie et la jalousie seules les condui- » sent : ils ne pensent qu'à accabler » ceux qui se sont acquis de la réputa- » tion par leur valeur; qu'à s'emparer » de leurs terres et de leurs villes, qu'à » les faire gémir sous un éternel escla- » vage : ils n'ont jamais eu d'autre but » en faisant la guerre; et si vous igno- » rez ce qui se passe chez les nations » éloignées de vous, jetez les yeux sur » la Gaule narbonnaise votre voisine, » qui, après avoir été réduite en pro- » vince romaine, après avoir vu ses lois » et ses coutumes changées, asservie » aux haches et aux faisceaux, gémit » sous un joug sans fin. »

» Chacun ayant dit son avis, il fut résolu que les malades, les vieillards, les femmes et les enfans sortiroient de la ville, et que l'on tenteroit tout avant de suivre le sentiment de Critognat; mais qu'on s'y résoudroit, s'il le falloit,

et si le secours tardoit trop, plutôt que de se rendre et d'accepter la paix. Les peuples de l'Auxois, qui les avoient reçus dans leurs villes, furent obligés d'en sortir avec leurs femmes et leurs enfans, et s'étant approchés de nos lignes en pleurant, demandèrent instamment d'être faits esclaves pour du pain; mais César mit des gardes sur le rempart pour empêcher qu'on ne les reçût.

» Cependant Comius et les autres chefs à qui le commandement général avoit été donné, arrivent à Alise avec toute l'armée, et vont se poster sur une hauteur hors de la ville, environ à cinq cents pas de notre camp. Le lendemain toute leur cavalerie descend, et couvre toute cette plaine de trois mille pas dont on a parlé, l'infanterie se tenant cachée sur les hauteurs, à quelque distance de là. Comme de la ville on découvrait toute la campagne, les assiégés ayant aperçu le secours, sortent avec empressement pour se féliciter les uns les autres, et pour se réjouir ensemble de leur arrivée. En même temps ils se rangèrent en bataille sous les murs de la ville, comblèrent sur-le-champ le fossé de claies et de fascines, et se préparèrent à une sortie sur nous, et à tout évènement.

» César, après avoir placé son armée sur l'une et sur l'autre ligne de circonvallation et de contrevallation, afin qu'au besoin chacun connût le poste qu'il devoit occuper et s'y tint, fit sortir sa cavalerie pour escarmoucher contre celle des ennemis. De tous les camps on voyoit ce qui se passoit dans la plaine, parce qu'ils étoient sur des hauteurs; ce qui rendoit tous les soldats attentifs à voir quelle seroit l'issue de cette escarmouche. Les Gaulois avoient jeté quelques archers et quelques gens armés à la légère dans leurs escadrons de cavalerie, pour la soutenir si elle plioit, et pour arrêter l'impétuosité de la nôtre. Ils blessèrent d'abord plusieurs de nos cavaliers, qui furent obligés de se retirer. Les Gaulois, qui virent nos gens poussés par le grand nombre des leurs, se crurent assurés de la victoire : dans cette persuasion, tous de concert, tant ceux qui étoient dans la ville que ceux qui étoient venus au secours, jetoient des grands cris de joie pour encourager leurs gens. Comme les deux camps étoient témoins de ce qui se passoit, et que les belles actions non plus que les lâches ne pouvoient être cachées, chacun étoit animé à bien faire par le désir de la gloire et sur la crainte de l'ignominie. L'action avoit presque déjà duré depuis midi jusqu'au soleil couché sans qu'il y eût rien de décisif, lorsque les Allemands, serrés tous ensemble en un gros escadron, tombèrent sur les ennemis et les poussèrent; les ayant mis en fuite, ils enveloppèrent leurs gens de traits et les taillèrent en pièces. Dans les autres quartiers, nos gens poussèrent aussi les ennemis et les poursuivirent jusqu'à leur camp sans leur donner le temps de se rallier. Ceux qui étoient sortis de la ville, affligés de cette défaite, et ne comptant presque plus sur la victoire, se renfermèrent dans leurs murailles.

» Les Gaulois n'ayant point paru en bataille tout le jour suivant, préparèrent pendant ce temps quantité de claies, d'échelles, de crocs; et étant sortis vers minuit de leur camp, sans bruit, ils se coulèrent jusqu'aux retranchemens que nous avions vers la plaine; ensuite, poussant tout d'un coup un grand cri pour avertir les assiégés de leur arrivée, ils se mettent à jeter leurs claies, et à coups de frondes, de flèches et de pierres, travail-

lent à déloger les nôtres de dessus le rempart; en un mot, ils attaquent le camp de toutes parts. En même temps Vercingétorix qui entend le cri, donne le signal et sort de la ville. Les nôtres courent aux retranchemens, chacun prend le poste qui lui avoit été assigné les jours précédens; et à coups de frondes, de fléaux, de leviers et de balles de plomb dont on avoit fait provision, ils épouvantent fort les assaillans. Nos machines les accablèrent de traits; et comme l'action se passoit dans la nuit, il y eut des deux côtés beaucoup de blessés. M. Antoine et C. Trébonius, lieutenans-généraux, qui avoient ces quartiers-là à défendre, tiroient des soldats des forts éloignés, et les envoyoient au secours de nos gens partout où ils les voyoient pressés.

» Tant que l'on ne se battit que de loin, les traits que les Gaulois nous lançoient nous firent beaucoup de mal à cause de la quantité; mais en approchant, ou ils s'enferroient eux-mêmes dans les chausse-trappes, ou ils tomboient dans nos fossés et y étoient percés, ou ils périssoient des javelots qu'on leur jetoit, tant du rempart que des tours. Après bien des coups donnés et reçus de part et d'autre, le jour parut sans que nos retranchemens eussent été forcés en aucun endroit, et l'ennemi se retira dans la crainte d'être enveloppé et qu'on ne vînt à tomber sur lui des quartiers que nous avions sur la montagne. Cependant ceux de la ville, mettant en usage tout ce que Vercingétorix avoit fait préparer pour l'attaque, comblèrent les premiers fossés; mais cette manœuvre les ayant occupés trop long-temps, ils aperçurent, avant d'avoir pu arriver à nos retranchemens, que leurs gens s'étoient retirés; alors, sans rien faire de plus, ils rentrèrent dans la ville.

» Les Gaulois se voyant repoussés deux fois avec perte, délibèrent sur ce qu'ils doivent faire. Ils font venir ceux qui connoissent le pays, s'informent de la situation du haut de notre camp, et comment il est fortifié. Du côté du septentrion, il y avoit une colline qu'on n'avoit pu renfermer dans les lignes à cause de sa vaste étendue; nos gens avoient donc été obligés de les conduire le long du pied de la montagne et sur la pente, dans un poste assez désavantageux. C. Antistius Réginus et C. Caninius Rebilus, lieutenans-généraux, gardoient ce quartier avec deux légions. Les chefs des ennemis l'ayant fait reconnoître par leurs espions, firent marcher de ce côté-là cinquante-cinq mille hommes choisis sur toutes les nations qui passoient pour avoir le plus de bravoure; ils réglèrent secrètement entre eux quand et comment il faudroit faire l'attaque, et ils convinrent de la faire sur le midi. Ils donnèrent la conduite de ces troupes à Vergasillaunus, Auvergnat, l'un des quatre chefs, et parent de Vercingétorix. Vergasillaunus sortit du camp sur les six heures du soir avec ses troupes; et ne se trouvant plus qu'à peu de distance de nos retranchemens vers le point du jour, il les cacha derrière la montagne, et les laissa se reposer de la fatigue de la nuit. Vers le midi, il se rendit au quartier dont nous venons de parler; en même temps la cavalerie ennemie s'avance vers nos retranchemens du côté de la plaine, et le reste de leurs troupes se montre en bataille à la tête du camp.

» Vercingétorix qui les aperçoit du haut du château d'Alise, sort avec son monde, ses longues perches, ses galeries couvertes, ses faux et tout l'attirail qu'il avoit fait préparer pour l'assaut. Le combat s'allume en même temps :

tout est attaqué, et s'il y a quelque endroit qui paroisse foible, c'est là que l'on court. Les Romains ont tant de fortifications à défendre, qu'il ne leur est pas aisé d'être partout. Ce qui contribuoit encore beaucoup à étonner nos gens pendant l'action, c'étoient les cris des Barbares qui se faisoient entendre derrière eux, et la réflexion qu'ils faisoient, que leur salut dépendoit de la valeur des autres; car on est souvent plus inquiet d'un danger éloigné, que de celui que l'on a sous les yeux.

» César avoit choisi un endroit d'où il pouvoit voir ce qui se passoit dans chaque quartier, et ne manquoit pas d'envoyer du secours aux endroits qui en avoient besoin. Chacun se dit à soi-même, que c'est ici le moment de faire le plus grand effort. Les Gaulois, d'un côté désespèrent de leur salut et de leur liberté, s'ils ne viennent pas à bout de forcer nos retranchemens; les Romains, de l'autre, comptent que s'ils demeurent victorieux en cette occasion, ils verront la fin de leurs travaux. Le poste que nous avions le plus de peine à défendre, étoit celui où nous avons dit que Vergasillaunus fut envoyé, parce que cette petite élévation qui commandoit sur la pente avoit un grand avantage. Les uns nous lancent des traits de dessus cette hauteur, d'autres montent à l'assaut couverts de leurs boucliers; à tout moment des gens frais relèvent ceux qui sont fatigués: la terre qu'ils jettent dans nos retranchemens leur donne la facilité de les franchir, et les garantit de tous les piéges que nous avions cachés en terre; nous manquions d'armes et nos forces étoient épuisées.

» Dans ces circonstances, César détache à notre secours Labiénus avec six cohortes, et lui ordonne, s'il ne peut pas arrêter les ennemis, de retirer les cohortes pour faire une sortie, lui recommandant de n'en venir là qu'à la dernière extrémité. Il va lui-même encourager le reste, et les exhorter à ne pas se rebuter du travail, leur représentant que c'étoit alors l'heure et le moment de couronner tous leurs combats précédens et d'en recueillir le fruit. Les troupes qui étoient dans la place, désespérant de pouvoir forcer les retranchemens de la plaine à cause de leur hauteur, tâchent d'emporter les quartiers que nous avions sur la montagne, et ils y portent tout ce qu'ils avoient préparé pour l'assaut. Ils délogent à force de traits ceux qui combattoient de dessus les tours: ils se font des passages en comblant le fossé avec de la terre et des fascines; et avec des faux ils détruisent le rempart et le parapet.

» D'abord César y envoie le jeune Brutus avec six cohortes: ensuite il y fait marcher Fabius, lieutenant-général, avec sept autres; enfin le combat s'échauffant de plus en plus, il y va lui-même porter du secours. Il rétablit le combat, repousse les ennemis: après quoi il se rend dans l'endroit où il avoit envoyé Labiénus. Il y fait venir quatre cohortes du fort le plus voisin, ordonne à une partie de la cavalerie de le suivre, fait sortir l'autre des lignes et lui ordonne de tourner tout autour, et d'attaquer les Gaulois en queue. Quand Labiénus vit que le rempart ni le fossé n'avoient pu arrêter les ennemis, il ramassa des forts voisins trente-neuf cohortes que le hasard lui présenta, et envoya informer César du dessein qu'il avoit. César accourut pour se trouver à l'action.

» Il est reconnu à la couleur de l'habit dont il avoit coutume de se parer dans un jour de bataille; et les Gau-

lois, qui de la hauteur, le voient dans le penchant avec les escadrons et les cohortes dont il s'étoit fait suivre, viennent commencer l'attaque. Un grand cri s'élève des deux côtés, se répète sur le rempart et dans tous nos ouvrages. Nos gens ayant lancé leurs javelots, mettent l'épée à la main; en même temps notre cavalerie paroît à la queue des ennemis, et d'autres cohortes approchent. Les ennemis lâchent le pied, s'enfuient, et rencontrent notre cavalerie qui en fait un grand carnage. Sédulius, général et prince des Limousins, est tué; Vergasillaunus, Auvergnat, est fait prisonnier en fuyant; soixante-quatorze drapeaux sont pris et apportés à César. De ce grand nombre d'ennemis, peu rentrent dans leur camp. Ceux de la ville qui virent le massacre et la fuite de leurs gens, perdirent toute espérance de se sauver et abandonnèrent l'attaque de nos ouvrages. Les Gaulois qui étoient dans le camp, en ayant appris la nouvelle, prennent aussitôt la fuite. Si nos troupes n'avoient point été harcelées du travail du jour et des perpétuelles attaques auxquelles il leur avoit fallu résister, elles auroient pu faire périr toute cette armée. Vers minuit, notre cavalerie fut envoyée à leur poursuite, atteignit leur arrière-garde, et en tua ou fit prisonniers un grand nombre : les autres se sauvèrent dans leurs pays.

» Le lendemain Vercingétorix assembla le conseil, dit qu'il n'avoit point entrepris cette guerre pour ses intérêts particuliers, mais pour la liberté commune; que puisqu'il falloit céder au sort, il s'offroit à eux pour tout ce qu'ils voudroient faire de lui, soit que leur intention fût ou de le livrer vivant aux Romains, ou de les apaiser par sa mort. Sur cela on députe vers César, qui ordonne qu'on lui livre les chefs et les armes. Pour faire exécuter ces conditions, il se rend lui-même dans ses retranchemens à la tête de son camp. Là, les chefs ennemis paraissent devant lui. Vercingétorix est remis entre ses mains, et les armes sont apportées à ses pieds. »

Siége de Jérusalem par Titus, l'an 72 après Jésus-Christ.

La ville de Jérusalem, si célèbre sous tous les rapports, a soutenu, soit dans les temps antiques, soit dans ceux du moyen âge, plusieurs siéges fameux. Je ne parlerai ici que de celui qu'en fit Titus, sous le règne de l'empereur Vespasien son père.

Jérusalem, bâtie sur deux montagnes très escarpées, était divisée en trois parties : la Ville-Haute, la Ville-Basse, le Temple, et chacune d'elles avait ses fortifications particulières. Le Temple était comme la citadelle des deux villes; plusieurs murailles épaisses et fort élevées en rendaient l'accès impraticable; à côté s'élevait une forteresse qui le défendait, et que l'on nommait *Antonia*. Un triple mur, qui occupait l'espace de trois cents stades (1), enfermait la ville entière. Le premier de ces murs était flanqué de quatre-vingt-dix tours très hautes et très fortes; celui du milieu n'en avait que quatorze, et l'ancien soixante. Les plus belles de ces tours étaient celles d'Hippicos, de Phazaël et de Mariamne, qui n'étaient prenables que par la famine. Au septentrion, était encore le palais d'Hérode, qui pouvait passer pour une forte citadelle. Ainsi, pour se rendre maître de Jérusalem, il fallait former successivement plusieurs siéges, et, si l'on em-

(1) La stade était une mesure de cent vingt pas géométriques, équivalant à quatre-vingt-quatorze toises et demie.

portait quelque partie, le plus fort restait encore à faire. Telle était la place que Tite vint attaquer avec des soldats accoutumés à vaincre; et, malgré leur valeur, peut-être auraient-ils échoué, si les plus cruelles divisions n'eussent déchiré les entrailles de cette ville infortunée.

Une troupe de brigands et d'assassins, que l'impunité avait rassemblés, s'étaient jetés dans Jérusalem, et avaient à leur tête Éléazar, de race sacerdotale. Ces scélérats, qui se donnaient le beau nom de zélateurs, souillaient le temple par les plus grands crimes, et faisaient souffrir aux citoyens tous les malheurs d'une ville prise d'assaut par l'ennemi le plus cruel. Bientôt cette faction se divisa, et tourna ses armes contre elle-même. Un malheureux, nommé Jean de Giscala, avait supplanté Éléazar, et s'était rendu seul chef des zélateurs. Celui-ci, jaloux de l'autorité de son rival, se sépara de lui, et s'étant fait un grand nombre de partisans, s'empara de la partie intérieure du temple, d'où il dominait sur les troupes de Jean. D'un autre côté, Simon, fils de Gioras, que le peuple, dans son désespoir, avait appelé à son secours, s'était emparé de l'autorité, et tenait en son pouvoir presque toute la ville. Ces trois séditieux se faisaient une guerre horrible et continuelle, dont le peuple était toujours la triste victime. On ne trouvait plus de sûreté dans sa maison, et il était impossible de sortir de la ville, dont les factieux gardaient tous les passages. On tuait ceux qui osaient se plaindre, ou parler de se rendre aux Romains. La crainte étouffait la parole, et la contrainte renfermait les gémissemens au fond des cœurs. Lorsque Tite eut reconnu la place, qu'il eut fait avancer son armée et commencer les travaux, ces tyrans, voyant le danger qui les menaçait tous également, suspendirent leurs divisions et réunirent leurs forces pour conjurer l'orage. Ils firent coup sur coup plusieurs sorties si furieuses, qu'ils enfoncèrent les Romains; mais ces légers désavantages ne purent ralentir l'ardeur des assiégeans. Tite fit une seconde fois le tour de la ville pour connaître par quel endroit il faudrait l'attaquer; et, après que sa sagesse eut pris toutes les précautions nécessaires pour réussir, il fit jouer ses machines, mit ses béliers en batterie, et ordonna l'attaque par trois côtés différens. Après bien des efforts, et malgré la vive résistance des assiégés, il emporta le premier mur au bout de quinze jours. Animé par ce succès, il fit attaquer le second, commanda de pointer le bélier contre une tour qui le soutenait, et obligea ceux qui la défendaient à l'abandonner, et la fit tomber. Cette chute le rendit maître du second rempart, cinq jours après avoir pris le premier. Mais à peine jouissait-il de cet avantage, que les assiégés fondent sur lui, l'enfoncent, et regagnent le mur. Il fallut donc attaquer de nouveau. On le battit pendant quatre jours en plusieurs endroits à la fois, et les Juifs furent enfin obligés de céder. Tite ne voulait point leur perte. Pour les porter à rentrer dans le devoir, en les intimidant, il fit à leurs yeux la revue de ses troupes. Aucun spectacle n'était plus capable d'inspirer de la terreur : mais les séditieux ne purent se résoudre à penser à la paix. Le général romain s'en étant aperçu, partagea son armée pour former deux attaques du côté de la forteresse Antonia. Cependant, avant d'en venir à cette extrémité, il voulut encore essayer de ramener les rebelles.

Il leur envoya l'historien Joseph,

comme plus propre que tout autre à les persuader, parce qu'il était Juif, et qu'il avait tenu dans sa nation un rang considérable. Ce bon patriote leur fit un long et pathétique discours, pour les conjurer d'avoir pitié d'eux-mêmes, du peuple, du temple et de leur patrie. Il leur fit voir les malheurs qui les attendaient, s'ils n'écoutaient point un avis sage. Il leur rappela adroitement tous les maux qui avaient accablé leurs pères quand ils avaient cessé d'être fidèles à Dieu, et les merveilles que ce maître absolu de la nature avait opérées en leur faveur, lorsqu'ils lui furent attachés. Il finit sa harangue comme il l'avait commencée, en répandant un torrent de larmes. Les factieux se moquèrent de son zèle. Plusieurs furent persuadés, et cherchant à se sauver, ils vendirent ce qu'ils avaient de plus précieux pour une petite quantité de pièces d'or, qu'ils avalèrent, de peur que les tyrans ne les leur enlevassent, et se retirèrent vers les Romains. Tite les reçut avec bonté et leur permit d'aller où ils voudraient. Comme il s'en échappait tous les jours, quelques soldats s'aperçurent de cet or qu'ils avaient avalé. Aussitôt le bruit courut dans le camp que ces transfuges avaient le corps rempli de richesses. Ils en saisirent quelques-uns, leur fendirent le ventre pour vérifier ce fait et chercher dans leurs entrailles de quoi satisfaire leur abominable avarice. Deux mille de ces malheureux périrent de la sorte. Tite en conçut une telle horreur, qu'il aurait fait tuer tous les coupables, si leur nombre n'eût point excédé celui des morts. Cependant ce prince pressait vivement le siége. Après avoir fait élever de nouvelles terrasses, pour remplacer celles que les ennemis avaient détruites, il tint conseil avec ses principaux officiers. La plupart proposèrent de donner un assaut général; mais Tite, qui n'était pas moins avare du sang des soldats, que prodigue du sien, fut d'un sentiment contraire. Les assiégés se détruisaient eux-mêmes ; qu'était-il besoin d'exposer tant de guerriers courageux à la fureur de ces forcenés? Il forma donc le projet d'environner la place d'un mur qui ne permît plus aux Juifs de faire des sorties. L'ouvrage fut distribué entre toutes les légions, et fini en trois jours. Ce fut alors que les factieux, pour la première fois, désespérèrent de leur salut.

Si les maux du dehors étaient grands, ceux qui consumaient l'infortunée Jérusalem n'étaient pas moins terribles. Qui pourrait peindre, s'écrie Joseph, les tristes effets de la famine qui dévorait ces malheureux? Elle croissait de jour en jour, et la fureur des séditieux, plus redoutable encore que ce fléau, croissait avec elle. Rien de sacré pour eux; ils arrachaient tout aux infortunés citoyens. Une porte fermée signifiait qu'il y avait des vivres; ils l'enfonçaient, et leur tiraient presque les morceaux de la gorge avec une violence brutale. On frappait les vieillards; on traînait les femmes par les cheveux, sans égards pour l'âge, ou la condition. On n'avait nulle pitié de l'innocent qui pouvait à peine bégayer. Ceux à qui il restait encore quelque nourriture, s'enfermant dans le plus secret de leurs maisons, avalaient le grain sans l'écraser, ou se remplissaient de viandes crues de peur que l'odeur n'attirât chez eux ces inquisiteurs inhumains. On voyait se traîner d'un pas chancelant des hommes enflés, ou plutôt des fantômes, le visage desséché, les yeux creux, et tomber tout à coup où la faim leur donnait la mort. On n'avait plus ni la force,

ni le courage d'ensevelir les cadavres, tant le nombre en était grand! On ne voyait plus de larmes; les malheurs publics en avaient tari la source. On n'entendait plus de soupirs; la faim avait étouffé tous les sentimens de l'âme. Une multitude affamée courait çà et là et se jetait avidement sur ce qui ne serait même pas à l'usage des bêtes les plus immondes. Enfin Titus se hâta de terminer tant de maux par un assaut général.

On voulut escalader le temple. Les assiégés repoussèrent les Romains. On mit le feu aux portiques, et la flamme gagna jusqu'aux galeries sans que les Juifs se missent en peine de l'éteindre. Enfin ils voulurent faire un dernier effort, et se délivrer, s'il était possible, d'un ennemi qui les pressait si vivement ou périr les armes à la main et vendre chèrement le peu de vie qui leur restait. Ils sortirent avec impétuosité par une porte du temple, se jetèrent sur les Romains, les enfoncèrent; et sans doute ils les auraient poursuivis jusque dans leur camp, si Tite, qui voyait ce combat du haut de la forteresse Antonia dont il s'était rendu maître, n'eût volé promptement au secours des vaincus. Les nouvelles troupes font changer la fortune. Les Juifs sont accablés par le nombre et contraints de se renfermer dans le temple dont le prince ordonne l'assaut pour le lendemain. Mais dans ce moment un soldat, sans en avoir reçu l'ordre, et comme poussé par un mouvement surnaturel, se fait soulever par un de ses compagnons, et jette, par une fenêtre de ce vaste et superbe édifice une pièce de bois toute enflammée. Le feu prend aussitôt; les Juifs s'en aperçoivent, jettent de grands cris et font d'inutiles efforts pour arrêter les progrès de l'incendie. Titus lui-même accourt avec son armée pour aider les rebelles. Le soldat furieux ne songe qu'à repaître sa vengeance, et trompe les desseins de son général. Enfin la flamme consuma tout, et ce temple fameux fut réduit en cendres, la seconde année du règne de Vespasien. Les Romains firent un grand carnage. Les factieux, par une nouvelle attaque, retardèrent leur perte de quelques instans, et se cantonnèrent dans la ville et dans les trois tours d'Hippicos, de Phazaël et de Mariamne. Les vainqueurs se disposèrent à les assiéger; mais, à la vue des machines, les rebelles intimidés cherchèrent leur salut dans une prompte fuite et laissèrent les Romains maîtres de tout. Ils pillèrent la ville, tuèrent des milliers d'habitans et mirent le feu partout. Tite fut déclaré *imperator*, dénomination auguste qu'il avait méritée par sa rare valeur. Il entra dans Jérusalem en triomphe, admira la beauté et la solidité des fortifications qu'il fit abattre, à l'exception des trois tours qu'avaient tenues les factieux. Onze cent mille hommes périrent dans ce siége mémorable; quatre-vingt-dix-sept mille furent faits prisonniers. Jean fut trouvé dans des égoûts où ce scélérat s'était caché pour échapper aux Romains, et condamné à une prison perpétuelle. Simon fut obligé de se rendre après avoir défendu vaillamment sa liberté. Il servit à décorer le triomphe du vainqueur; puis on l'exécuta publiquement à Rome. Eléazar, qui avait échappé, s'étant retiré dans une forteresse, fut obligé de se donner la mort. Ainsi périrent ces barbares qui avaient causé la chute de leur patrie. Jérusalem fut ruinée, pour la seconde fois, l'an de Jésus-Christ 72, et 2177 après sa fondation. Tite, ayant récompensé la valeur de ses

soldats, retourna dans la capitale du monde, où il reçut les honneurs d'un glorieux triomphe.

Siége de Palmyre par Aurélien, en 272.

Après la bataille d'Emèse, Zénobie se renferma dans Palmyre, sa capitale, où Aurélien vint l'assiéger. Avant de commencer les attaques, ce prince voulut l'engager à se rendre; mais la fière reine lui répondit avec tant de hauteur, que l'empereur, irrité, pressa la place avec beaucoup d'ardeur. Les Palmyréniens se défendirent d'abord avec tant d'avantage, qu'ils insultaient même les assiégeans, et les exhortaient, avec une ironie amère, à ne pas tenter l'impossible. Le siége dura long-temps, et ce fut la disette de vivres qui mit fin à la résistance de la reine. Cette princesse, digne d'un meilleur sort, fut arrêtée et conduite devant l'empereur, qui l'emmena à Rome, pour orner son triomphe.

SECTION II.

Exemples tirés de l'histoire moderne.

Siége de Paris par les Normands, en 885.

Lorsque Clovis eut jeté dans les Gaules les fondemens de l'Empire français, Paris devint la capitale de ses États. C'est sous le règne de ce prince et de ses successeurs, qu'elle vit agrandir son enceinte; et bientôt elle occupa tout l'espace qui est renfermé entre les deux bras de la Seine. Dans la suite, les courses des Barbares obligèrent de la fortifier de plus en plus. On les défendit l'un et l'autre par une tour où l'on a bâti le grand et le petit Châtelet. En 885 on connut toute l'importance de ces précautions. Un essaim de Normands, avide de butin, vint assiéger Paris qu'ils avaient souvent et inutilement attaqué les années précédentes. Leur armée était de quarante mille hommes, et plus de sept cents bateaux couvraient la Seine dans l'espace de deux lieues. Les balistes, les galeries, les béliers, les brûlots, les tours, les cavaliers, toutes les machines de guerre inventées pour la destruction des villes, furent employés par les Barbares. Ils donnèrent six assauts furieux. Les Parisiens les soutinrent avec un courage inébranlable. Ils étaient animés par l'exemple de leur comte Eudes, que ses grandes qualités élevèrent depuis sur le trône français, et par les exhortations de l'évêque Gauzlin. Ce prélat, le casque en tête, un carquois sur le dos, une hache à sa ceinture, combattait sur la brèche, à la vue d'une croix qu'il avait plantée sur le rempart. Il trouva la mort en immolant une foule d'ennemis. Anscheric, qui lui succéda sur le siége épiscopal, hérita de son courage et de son amour pour la patrie. Il continua de conduire les assiégés. Il était secondé par l'abbé Ebole, neveu de Gauzlin. Cet intrépide ecclésiastique répandait partout l'étonnement et la terreur. La nature lui avait donné une force prodigieuse. Dans le second assaut, il courut sur la brèche, armé d'un javelot qui ressemblait à une grande broche, il en perçait les Normands, et criait à ses compatriotes: *Portez ceux-ci à la cuisine, ils sont tout embrochés.* Enfin, après dix-huit mois d'efforts, les Barbares firent une dernière tentative. Ils coururent en foule au pied des murailles. Ils n'étaient point attendus. Plusieurs d'entre eux avaient gagné les créneaux, et criaient déjà victoire. Dans ce moment, un soldat d'une taille médiocre, mais d'un courage

extraordinaire, nommé Gerbaut, suivi seulement de cinq hommes, aussi braves que lui, s'avance, tue les premiers qu'il rencontre, renverse les autres dans le fossé, arrache les échelles, pourvoit à la sûreté de cet endroit, et sauve la ville. Ce fut alors que le roi Charles-le-Gros, qui avait fait d'inutiles efforts pour secourir ses fidèles sujets, traita avec les Normands, et les fit consentir à se retirer, moyennant sept cents livres pesant d'argent, qu'on promettait de leur payer dans quelques mois.

Siége de Toulouse par Simon de Montfort, en 1217.

Pierre II, dit le Catholique, roi d'Aragon, ayant voulu faire une diversion en faveur de Raymond, comte de Toulouse, son beau-frère, était venu en 1213, avec une armée formidable, assiéger dans Muret, Simon de Montfort, implacable ennemi du comte Raymond. Mais Simon de Montfort, qui avait dans la place douze cents cavaliers et sept cents fantassins, fit une sortie si vigoureuse, qu'il tua aux ennemis, disent les historiens, quinze à vingt mille hommes; sept mille se noyèrent dans la Garonne, et Pierre d'Aragon, lui-même, perdit la vie.

Quatre ans après, en 1217, Simon de Montfort vint à son tour assiéger le comte Raymond dans Toulouse. Il essaya d'abord d'y entrer par le château narbonnais; mais il y trouva des guerriers intrépides, et vit échoner tous ses efforts. Il entreprend alors un siége dans les formes; il livre plusieurs combats sanglans; il donne plusieurs assauts terribles, et épuise ses forces pendant quatre mois. Un jour enfin, qu'il menait les assiégés battant jusque dans leurs fossés, une pierre, lancée par une femme, l'atteignit à la tête et le tua.

Siége d'Hennebon par Charles de Blois, en 1341.

Charles de Blois, fier de tenir en prison son compétiteur, le comte de Montfort, marcha vers Hennebon, où la comtesse de Montfort s'était retirée. Cette ville passait pour la plus forte place de la Bretagne, et les assiégés étaient encore animés par la présence et par l'exemple de leur incomparable héroïne. Elle fit des prodiges de valeur. Les plus rudes assauts se succédaient presque sans interruption. Armée de pied en cap, on la voyait combattre sur la brèche, courir à tous les postes, encourager ses gens, les faire avancer, les soutenir. Durant la plus terrible de ces attaques, elle monte au sommet de la forteresse, et de là, découvrant que la plus grande partie de l'armée ennemie était occupée à l'assaut, elle descend avec précipitation, monte à cheval, suivie de cinq cents hommes, sort par une porte éloignée de l'attaque, et fond avec la rapidité de l'éclair sur le camp des assiégeans. Elle renverse ce qui s'oppose à son passage; tout fuit devant elle. Les tentes sont arrachées ou livrées aux flammes. Bientôt l'embrâsement du camp est aperçu par les assiégeans. Ils abandonnent l'assaut pour arrêter l'incendie. La comtesse rassemble sa troupe et veut rentrer dans Hennebon; mais les ennemis se trouvant entre elle et la ville, elle tourne bride, et prend la route d'Aurai, où elle arriva heureusement, laissant ses ennemis aussi surpris que saisis d'admiration, lorsqu'ils apprirent que c'était la comtesse en personne qui leur avait donné une alarme si vive. Cinq jours après, elle

revient à la tête de sa petite troupe, force un des quartiers des assiégeans, et rentre dans la ville à la vue de l'armée. Hennebon ne fut pas prise; la comtesse de Montfort reçut d'Angleterre un secours de troupes, et elle obligea Charles de Blois à lever honteusement le siége.

Blocus de Calais par Edouard III, roi d'Angleterre, en 1346.

Après la fameuse bataille de Créci, Edouard, pour profiter de sa victoire, marcha vers Calais, qu'il investit au mois de septembre 1346. Calais était l'une des plns fortes villes qu'eût alors la France ; c'était la clef du royaume. La bonté de son port y attirait un commerce toujours florissant. Ses fortifications étaient à l'épreuve; son penple était guerrier; sa garnison nombreuse était redoutable; enfin le célèbre Jean de Vienne, son gouverneur, valait seul une armée entière. Tant de difficultés, tant d'obstacles, qui paraissaient insurmontables, ne furent point capables d'effrayer le monarque animé de plus en plus par ses triomphes. Au lieu de presser la ville par des attaques vives et meurtrières, il se contenta de la bloquer exactement par mer et par terre. Son camp, qu'il avait placé entre la ville, la rivière de Maye et le pont, devint une espèce de ville, aussi régulièrement fortifiée que celle qu'il assiégeait; les soldats se bâtirent des cabanes pour passer l'hiver. Ils creusèrent des retranchemens; ils élevèrent, de distance en distance, des redoutes, des fossés et des tours qui les mettaient à couvert de toute insulte. Cependant on faisait sortir de Calais toutes les bouches inutiles au nombre de dix-sept cents; ces malheureux proscrits vinrent au camp des Anglais. Edouard les reçut généreusement, leur fit donner à dîner, et deux sterlings à chacun. Cette cruelle précaution ne put sauver les assiégés des horreurs de la disette. La place, environnée d'ennemis depuis plus de neuf mois, avait vu disparaître toutes ses provisions : bientôt la misère devint extrême. On se vit contraint de manger les animaux les plus immondes. Des chiens, des chats, des souris, même, étaient des mets délicieux; et quand on eut épuisé ces vils alimens, on se vit réduit à la disette la plus affreuse, la plus désespérante. Néanmoins le courage des citoyens se soutenait toujours au milieu de tant de maux. L'amour de la patrie triomphait de la nature; ils aimaient mieux monrir que de reconnaître un autre souverain que Philippe. Ce prince n'oubliait rien pour les délivrer. Après plusieurs tentatives infructueuses, il rassembla une armée de soixante mille hommes, à la tête de laquelle il vint se présenter à Edouard. Bientôt il reconnut l'inutilité de ce nouvel effort : il envoya offrir la bataille; le roi d'Angleterre répondit froidement aux députés : « Je suis ici pour prendre Calais » et non pour me battre. Si votre maî» tre veut combattre, c'est à lui de voir » comment il s'y prendra pour m'y » contraindre. » En disant ces mots, il fit examiner anx députés toutes les fortifications de son camp, et les renvoya vers le monarque. Philippe, si cruellement bravé, frémissait de honte et de colère; mais, vaincu par la nécessité, il se retira, désespéré d'abandonner de si braves guerriers et des sujets si fidèles, à la discrétion d'un ennemi vainqueur, et qu'une longue résistance avait rendu implacable. La retraite du roi mit le comble à la douleur des généreux citoyens de Calais; ils ne songèrent plus qu'à se rendre. A leur

prière, Jean de Vienne monta aux créneaux des murailles, et fit signe qu'il voulait parler. Edouard envoya Gautier de Mauni et le sire de Basset pour conférer avec lui. « Chiers seigneurs, leur » dit le gouverneur, vous êtes moult » vaillans chevaliers en faits d'armes, et » savez que le roi de France, que nous » tenons à seigneur, nous a céans en- » voyés, et commandé que nous gar- » dions cette ville et châtel, si que » blâme n'en eussions, et lui nul dom- » mage : nous en avons fait notre pou- » voir. Or est notre secours failli, et » nous si estraints, que nous n'avons » de quoi vivre. Si nous conviendra » tous mourir, ou enrager de famine, » si le gentil roi, votre seigneur, n'a » merci de nous, laquelle chose lui » veuillez prier en pitié, et qu'il nous » veuille laisser aller tout ainsi que » nous sommes.

» Jean, répondit Gautier, nous sa- » vons une partie de l'intention de » Monseigneur le roi; car il nous l'a » dit : sachez que ce n'est mie son en- » tente que vous en puissiez aller ainsi ; » mais son intention est que vous vous » mettiez tous à sa pure volonté, ou » pour rançonner ceux qu'il lui plaira, » ou pour faire mourir. »

De Vienne redoubla ses prières et ses instances auprès de Mauni, pour l'engager à fléchir le courroux du monarque. L'âme généreuse du chevalier anglais fut pénétrée de douleur. Il promit : il se flatta de réussir. Tous les généraux se réunirent à lui pour calmer l'inflexible Edouard; et ce prince, cédant enfin à leurs vives supplications, leur dit : « Seigneurs, je ne veux mie » être tout seul contre vous tous. Sire » Gautier, vous direz au capitaine de » Calais, que la plus grande grâce qu'il » pourra trouver en moi, c'est qu'il se » parte de la ville six des plus notables » bourgeois, les chefs tous nus et tous » déchaussés, les harts au col, et les » clefs de la ville et du Châtelet en leurs » mains; et de ceux je ferai à ma vo- » lonté, et le ramanent je prendrai à » merci. »

Mauni se hâta de porter ces ordres du vainqueur; et Jean de Vienne le pria d'assister à la déclaration qu'il en allait faire au peuple. Tous les habitans, assemblés sur la place, attendaient la réponse d'Edouard avec cette inquiétude cruelle que donnent la crainte de la mort et l'espérance de la vie. Dès que l'arrêt eut été publié, un morne silence annonça l'anéantissement de tous les cœurs. On se regardait en frissonnant; on cherchait avec effroi ces six victimes du salut public ; on désespérait de les rencontrer. Enfin des cris lugubres, entrecoupés de sanglots, de gémissemens et de pleurs, interrompirent tout à coup ce vaste silence. Mauni, témoin d'un spectacle si touchant, ne put retenir ses larmes, et confondit ses soupirs avec ceux de ces citoyens désolés. Cependant le moment fatal approchait : il fallait se décider. Au milieu de ce peuple vaincu par la douleur, abattu, consterné, un héros, dont le nom doit vivre éternellement dans la mémoire des hommes, l'honneur de sa patrie, la gloire de la France, Eustache de Saint-Pierre, se présente, et suspend par ses paroles le désespoir de ses concitoyens : « Sei- » gneurs, grands et petits, s'écrie le » zélé patriote, grand mechef seroit de » laisser mourir un tel peuple qui cy » èst, par famine ou autrement, quand » on y peut trouver aucun moyen; et » seroit grande grâce devant notre Sei- » gneur, qui de tel mechef le pourroit » garder. J'ai en droit moi si grande » espérance d'avoir pardon en notre » Seigneur, si je meurs pour ce peuple

» sauver, que je veux être le premier. » A peine eut-il cessé de parler, qu'il reçut le prix le plus pur de la reconnaissance de ses concitoyens. « Chacun » l'alloit adorer de pitié. » Ils se prosternèrent à ses pieds, en les arrosant de larmes. Quel empire la vertu n'exerce-t-elle pas sur les cœurs! Jean d'Aire, imitant le courage de son cousin, voulut partager l'honneur de mourir pour la patrie, et vint se ranger à ses côtés. Jacques et Pierre Wisant, frères, et parens de ces généreux martyrs, brûlant du même zèle, se dévouèrent avec eux. Enfin deux autres citoyens, dont l'histoire n'a pas conservé les noms, ces noms sacrés qu'on aurait dû graver en caractères ineffaçables, achevèrent le nombre des six victimes. Le gouverneur, qui courbé sous le poids des années et des maladies, pouvait à peine se soutenir, monta à cheval et les conduisit jusqu'à la porte de la ville. Là, il les remit entre les mains de Mauni, en le priant d'intercéder pour eux auprès de son roi. Ils parurent devant Edouard, et lui présentèrent humblement les clefs de Calais. Leur magnanimité inspira de l'admiration et de la pitié aux seigneurs anglais qui environnaient le roi. Ce prince resta seul inflexible, il jeta sur eux un regard sévère, et commanda qu'on les conduisît au supplice. En vain le prince de Galles se jeta plusieurs fois à ses pieds, et s'efforça plusieurs fois de le fléchir : il fut inexorable. « Soit fait venir le coupe-» tête, répéta-t-il d'un ton terrible. » Ces illustres infortunés allaient perdre la vie. Edouard allait flétrir ses lauriers par une indigne vengeance, si la reine son épouse, héroïne généreuse, n'eût fait un dernier effort pour calmer son aveugle colère. Elle embrassa ses genoux, et le conjura, les larmes aux yeux, de ne pas souiller sa victoire. Le monarque baissa les yeux. « Ah! Ma-» dame, s'écria-t-il après un moment » de silence, j'aimasse mieux que vous » fussiez autre part qu'icy. Vous me » priez si acortes, que je ne puis vous » éconduire : si les vous donne à votre » plaisir. » Aussitôt la magnanime princesse les emmena dans son appartement, leur fit apporter à diner, les fit habiller, et les renvoya sous une escorte sûre, après leur avoir fait donner à chacun six pièces d'or pour leurs besoins. Le lendemain Edouard entra triomphant dans Calais, dont il chassa tous les habitans et qu'il peupla d'Anglais. On prétend que c'est la première attaque de place où l'on ait employé du canon.

Cette ville, aussi célèbre par le courage et la fidélité de ses habitans que par son importance, fut recouvrée par Henri II, en 1558. Le célèbre duc de Guise, qui avait déjà si vaillamment défendu Metz en 1552, reprit en huit jours de temps la ville de Calais, qui avait coûté un an à Edouard III, et que les Anglais avaient possédée pendant plus de deux siècles. Cette perte fut si sensible à la reine Marie, qu'elle en tomba dangereusement malade. *Hélas!* dit-elle, *Calais occupe si fort mon cœur, que si l'on en fait la dissection après ma mort, on n'y trouvera que cette ville.*

En 1596, pendant que Henri IV était occupé au siége de la Fère, les Espagnols attaquèrent Calais et la prirent : mais les habitans y signalèrent encore leur patriotisme. Après la reddition de la ville, les bourgeois se retirèrent, avec la garnison, à la citadelle, et s'y défendirent avec tant d'obstination, que les Espagnols furent obligés de la prendre d'assaut : plus de neuf cent soixante bourgeois y périrent; quelques-uns d'eux se retirèrent dans

l'église, où ils se défendirent encore avec tant de résolution qu'ils obtinrent quartier.

Siége de Rennes par les Anglais, en 1357.

En 1357, les Anglais s'approchèrent de Rennes, sous la conduite du duc de Lancastre, et en formèrent le siége.

Il y avait déja six mois que cette ville importante était investie, rien n'y pouvait entrer, et elle était dans une nécessité pressante lorsqu'un bourgeois de la ville s'offrit d'aller à Nantes avertir Charles de Blois du danger où se trouvait la place. A peine avait-il traversé le camp ennemi, qu'il rencontra Bertrand Duguesclin et lui dit le sujet de son voyage. Le chevalier breton rassemble aussitôt ses gens, qui formaient une petite troupe, se met à leur tête, vient fondre sur les retranchemens des Anglais, massacre tout ce qu'il rencontre, renverse les tentes, y met le feu, s'empare de deux cents chariots de vivres qu'il fait marcher devant lui, et entre dans Rennes où il est reçu comme un libérateur. Cet intrépide guerrier dès sa plus tendre enfance ne respirait que les combats. « Il n'y a point de plus » mauvais garçon au monde (disait sa » mère), il est toujours blessé, le visage » rompu, toujours battant ou battu. Son » père et moi nous le voudrions voir » sous terre. » On n'avait pu venir à bout de lui apprendre à lire. Son premier soin était de battre tous les maîtres qu'on lui donnait. « Je suis fort » laid, disait-il, et partant jamais je ne » serai bien venu des dames; mais puis» que je suis laid et mal fait je veux être » bien hardi. » Cette héroïque habitude était déjà bien contractée lorsqu'il entra dans Rennes. Le secours d'armes, de vivres qu'il apportait, et surtout sa présence, rendirent le courage aux assiégés qui désormais se crurent invincibles. Cependant les Anglais tentèrent un dernier effort. Ils firent approcher d'effrayantes machines et donnèrent le jour même un assaut général. Tout fut inutile; et le duc, désespéré, fut obligé de faire retraite, quoiqu'il eût juré d'emporter la ville ou de périr devant ses murs. Depuis ce jour, le nom de Duguesclin devint fameux dans toute la France, et l'Angleterre vit dès lors combien elle avait à craindre de ce héros naissant.

Siége de Reims par les Anglais, en 1359.

Edouard III, voyant que la trève conclue avec la France était expirée, partit de Calais, en 1359, avec une armée redoutable. Le monarque anglais se présenta devant Reims, dont il espérait se rendre maître en peu de temps; mais cette importante place était défendue par Jean de Craon son archevêque, prélat intrépide, et par une forte garnison. Les ennemis souffrirent beaucoup pendant ce siége, sans pouvoir se flatter d'avoir remporté d'autre avantage que de ruiner les environs de la ville. Enfin, après sept semaines d'inutiles efforts, Edouard abandonna une entreprise que le courage invincible des citoyens avait rendue impossible.

Siége de Montargis par les Anglais, en 1427.

En 1427, trois mille Anglais, sous la conduite des comtes de Warwick, de Suffolk et Jean de la Poll, fondirent sur Montargis dans le dessein de s'en rendre maîtres. Cette ville, avantageusement située sur la petite rivière du Loing, se défendit, durant trois mois, par le courage d'une garnison médiocre que commandait le brave La

Faille, gentilhomme gascon, et par le zèle de ses habitans. Une si longue résistance fit épuiser tous les magasins; et la place, dépourvue de vivres et de munitions, avait besoin d'un prompt secours pour soutenir encore les efforts de l'ennemi. Le comte de Dunois, avec seize cents hommes, et l'intrépide Etienne do Vignoles, dit La Hire, se chargèrent de chasser les Anglais. Ils étaient campés dans trois postes différens. Dunois se propose de former deux attaques. La Hire est commandé pour la première. Le chevalier part, et sur sa route rencontre un chapelain : il lui demande l'absolution. « Confessez-vous, dit le prêtre... » — Je n'en ai pas le loisir, répond le » guerrier : il faut tomber sur les » Anglais. Au reste, j'ai fait tout ce » que les gens de guerre ont accou- » tumé de faire. » Là-dessus, le chapelain lui bailla l'absolution telle quelle. La Hire, réconcilié, se prosterna et fit cette prière : « Dieu, je te prie » que tu fasses aujourd'huy pour La » Hire autant que tu voudrois que La » Hire fît pour toi, s'il étoit Dieu, et » que tu fusses La Hire! » Il se relève et fond comme un aigle sur le quartier de Jean de La Poll, tandis que Dunois se précipite sur celui de Suffolk. La Poll résiste d'abord avec courage ; mais enfin, accablé par les coups précipités des Français, il prend la fuite et se retire au quartier de Warwick. La Hire victorieux se réunit à Dunois : tous deux achèvent d'atterrer Suffolk qui combattait encore, et forcent Warwick d'abandonner le siége. Les guerriers de Charles VII entrèrent en triomphe dans la ville, amenant avec eux l'abondance et la sûreté. Le roi récompensa par des priviléges la valeur des habitans. Il leur accorda deux foires franches par chaque année, et la permission de porter sur leurs habits une *M* brodée d'or, distinction glorieuse qui n'appartenait alors qu'aux gens de condition. Cet heureux succès est la première époque de la supériorité que les armes de Charles reprirent sur celles de Henri VI.

Siége d'Orléans par les Anglais, en 1428.

Le 12 octobre 1428, sous le règne de Charles VII, les Anglais vinrent mettre le siége devant la ville d'Orléans : la garnison était faible, mais elle avait pour chefs des guerriers intrépides, les Gaucourt, les Dunois, les La Hire, les Xaintrailles, une foule de nobles de ce mérite, qui tous inspiraient aux soldats la valeur héroïque qui les animait. Les habitans, résolus de s'ensevelir sous les ruines de leur ville, plutôt que de subir un joug étranger, étaient devenus autant de héros. Les femmes partageaient cette ardeur martiale, et se dévouaient elles-mêmes pour la défense commune.

La tête du pont, du côté de la Sologne, était défendue par une forteresse appelée les Tourelles, au-devant de laquelle on avait commencé un boulevart. Ce fut par ce retranchement que le comte de Salisbury, général de l'armée anglaise, fit ses premières attaques. Les faubourgs embrasés à l'approche de l'ennemi, n'étaient pas encore entièrement consumés. Cette barrière l'arrête d'abord, mais bientôt il fit élever une bastille sur les ruines du couvent des Augustins, et l'on y dressa des batteries qui sans cesse foudroyaient les murs de la ville, les tourelles et le boulevart dont on voulait se rendre maître. Le canon fit une large brèche; on résolut d'y monter l'épée à la main. Le 21 d'octobre, la trompette donne le signal, et tout à

coup les Anglais placent leurs échelles au pied du rempart. Ils se poussent, ils se précipitent. On les reçoit avec intrépidité; on combat de part et d'autre avec une égale fureur. La haine nationale ajoute encore au désir de vaincre. Tandis que les assiégés précipitaient les ennemis dans les fossés, lançaient des pots à feu, faisaient rouler des pierres d'un volume énorme, les accablaient de cercles de fer embrasés, versaient des torrens d'huile bouillante, de cendres rouges; les femmes de la ville, non moins actives, « leur » apportoient tout ce qui à la défense » pouvoit servir, et, pour les rafraîchir » du grand travail, pain, vin, viande, » fruits, vinaigre, et touailles (ser- » viettes) blanches leur bailloient. Au- » cunes furent vues durant l'assaut, qui » Anglais repoussoient à coups de lan- » ces, des entrées du boulevart, et ès » fossés les abattoient. » Une si furieuse résistance déconcerte Salisbury. Il fait sonner la retraite, et par son ordre on travaille à l'instant à une mine. Elle est bientôt achevée. On se prépare à la faire jouer. Les assiégés s'en aperçoivent, et désespérant de conserver plus long-temps un poste menacé de toutes parts, ils y mettent le feu à la vue des Anglais et se retirent dans la forteresse des Tourelles. Pour la défendre encore quelques instans, ils élèvent un nouveau boulevart sur le pont même, dont ils abattent deux arches. Cependant ils ne purent résister plus long-temps aux efforts multipliés des Anglais. Le fort des Tourelles fut emporté, et ce poste avantageux offrit aux assiégeans une position commode et redoutable. Alors les Orléanais dirigèrent toutes leurs batteries contre cette partie de leur ville pour laquelle ils avaient tant combattu. Les ennemis, de leur côté, n'oublièrent rien pour s'y maintenir; et de part et d'autre on épuisa, soit pour attaquer, soit pour repousser, tout ce que la valeur la plus héroïque a de ressources. On était au milieu de l'automne: Salisbury, prévoyant que le siége serait long, résolut d'embrasser la place par une enceinte de plusieurs forts qui, placés de distance en distance, rendraient presque impossible l'entrée des secours et des convois. Pour diriger l'exécution de ce projet sur l'assiette de la ville, il se rendit au fort des Tourelles, d'où l'on pouvait considérer toute l'étendue des environs d'Orléans. Il s'occupait attentivement à cet examen, lorsqu'un boulet de canon lui emporta l'œil et la moitié du visage. Après avoir exhorté les principaux officiers à continuer le siége suivant le plan qu'il leur en avait tracé, il se fit transporter à Meun, où il mourut bientôt. Le comte de Suffolk, le lord Poll, son frère, Talbot, Glacidas et les autres chefs furent revêtus de son autorité; et ces capitaines, pleins de respect pour leur général, continuèrent leurs opérations suivant les instructions qu'il leur avait données.

Tous les jours, les assiégeans et les assiégés recevaient de nouveaux renforts. La garnison qui d'abord montait à peine à douze cents hommes, se trouvait composée de près de trois mille combattans; et l'armée anglaise, qui ne comptait au commencement que dix mille guerriers, s'était accrue jusqu'à vingt-trois mille soldats, qui se croyaient invincibles. La ville, attaquée premièrement par le seul côté de la Sologne, se trouvait investie presque toute entière par celui de la Beauce. Vis-à-vis des principales avenues d'Orléans, on éleva six grandes bastilles qui se communiquaient par soixante redoutes moins considérables, cons-

truites dans les intervalles. Il n'était pas possible d'entrer dans la place, sans passer sous l'artillerie des forts. Plus d'une fois les chefs français forcèrent des quartiers de l'armée ennemie pour introduire des convois. La rigueur de la saison n'interrompit pas les travaux; seulement, le jour de Noël, les Anglais proposèrent une suspension d'armes, et prièrent les assiégés de leur envoyer des musiciens pour célébrer cette grande fête avec plus de solennité. Les généraux se firent des présens. Le comte de Suffolck envoya au bâtard d'Orléans des rafraîchissemens, en échange d'une robe de panne que ce seigneur lui avait donnée. Jusqu'au commencement du carême, il ne se passa rien de remarquable. Les ennemis commençaient à manquer de vivres, parce qu'ils avaient ruiné le pays. Dès les premiers jours de février, le duc de Bedfort fit partir un convoi escorté de deux mille cinq cents hommes, sous la conduite du brave Fastot. Le comte de Clermont, ayant rassemblé près de trois mille soldats, auxquels se joignit un détachement de la garnison d'Orléans, résolut d'enlever le convoi. Il atteignit les Anglais à Rouvray, village de la Beauce. Fastot s'arrêta, fit un retranchement des chariots qui portaient les munitions, et ne laissa que deux issues, à l'une desquelles il plaça ses archers. L'armée française, plus courageuse que prudente, voulut, dès la nuit même, forcer ce retranchement. Les Français veulent combattre à cheval, et les Écossais à pied. Ce défaut de discipline produit l'effet qu'on en devait attendre. Après un combat opiniâtre, les Anglais sont vainqueurs. Six-vingts seigneurs, des plus distingués, restent sur la place, et les autres chefs rentrent dans la ville, ayant à peine cinq cents hommes d'armes. On nomma ce combat la Journée des Harengs, parce que le convoi, conduit par Fastot, consistait principalement en barils remplis de cette espèce de poissons.

Autant le succès de cette petite bataille releva l'espérance des Anglais, autant la défaite des troupes royales consterna le faible Charles VII, campé pour lors à Chinon. Désespérant de sa fortune, le monarque délibéra s'il ne devait point se réfugier dans le Dauphiné. C'était son avis; l'on s'y conforma. Déjà l'on était près d'exécuter une résolution si honteuse, lorsque deux héroïnes réveillèrent le courage du prince assoupi dans les bras de la mollesse. La reine, princesse au-dessus de son sexe et de son rang, et la belle Agnès Sorel, employèrent l'ascendant que donnaient leurs charmes, pour retenir le roi, qui ne put s'empêcher de rougir d'avoir moins de magnanimité que son épouse et sa favorite.

Cependant Orléans allait incessamment se trouver réduite aux dernières extrémités. Les assiégés n'osaient plus attendre leur délivrance d'un prince hors d'état de les assister, et qui lui-même conservait à peine une ombre de royauté. Il ne restait plus qu'un espoir de sauver la place, c'était de la mettre en séquestre entre les mains du duc de Bourgogne. Les envoyés, au nombre desquels était Xaintrailles, se rendirent d'abord près du duc, qui agréa la proposition, et vint avec eux à Paris, dans le dessein d'engager le duc de Bedfort à l'accepter. Mais le fier régent répondit que la ville ne serait reçue à traiter, qu'aux conditions de se soumettre aux Anglais. Cette nouvelle réveilla l'indignation et le courage des Orléanais. Tous résolurent de se défendre jusqu'au dernier soupir.

Tandis que la France consternée n'attendait plus que le coup qui devait consommer sa perte, une jeune fille, âgée pour lors de dix-sept ans, s'était fortement persuadée que Dieu la destinait à sauver sa patrie : cette jeune fille était Jeanne d'Arc. Je passe sur les détails de son histoire, qui sont assez connus. Les théologiens, après plusieurs interrogatoires, décidèrent qu'elle était inspirée. Le parlement de Poitiers lui fit demander qu'elle manifestât, par quelques prodiges, la vérité de ses révélations. « Je ne suis pas venue, dit-elle, à Poitiers, pour faire » des signes; mais conduisez-moi à » Orléans, et je vous donnerai des signes certains de ma mission. » Cette réponse si ferme étonne, surprend les juges; tous, d'une voix unanime, déclarent qu'il faut se servir au plus tôt de cet instrument céleste, que le Tout-Puissant envoie à la patrie. Charles lui fait donner une armure complète, un étendard, des écuyers, des pages, un intendant, un chapelain, une suite conforme à l'état d'un chef de guerre. La nouvelle amazone se met à la tête d'un convoi considérable, destiné pour Orléans. Bientôt ses guerriers sont remplis de son enthousiasme. Elle part, suivie du maréchal de Boussac, de Gilles de Rais, de l'amiral de Culaut, d'Ambroise de Loré, de La Hire; elle arrive, le 29 d'avril, à la vue de la place. Dunois vint au-devant d'elle. Il l'invite à satisfaire l'empressement que les habitans avaient de voir leur libératrice. Elle se rend à ses prières; elle entre comme en triomphe. Mille cris de joie se font entendre. Dès ce moment, les Orléanais se crurent invincibles, et le furent en effet. Tout change : les Anglais, vainqueurs jusqu'à ce jour, tremblent au seul nom de Jeanne d'Arc. Ils la croient magicienne, d'aussi bonne foi que les Français la croient inspirée. « Anglais, » leur écrit l'héroïne, vous qui n'avez » aucun droit à ce royaume de France, » Dieu vous ordonne, de par moi, » Jeanne la Pucelle, d'abandonner vos » forts, et de vous retirer. » On arrête les courriers; on ne répond que par des injures à cette sommation. Jeanne, outragée, mais redoutée, se dispose à prouver sa mission. Le mercredi, 4 de mai, elle choisit un corps de troupes; et, remplie d'une ardeur plus qu'humaine, elle se précipite sur les forts ennemis, et les emporte après un assaut de quatre heures. Elle songe ensuite à s'emparer du boulevart et du fort des Tourelles, où l'élite des Anglais s'était cantonnée sous les ordres du célèbre Glacidas. Après avoir fait ses dispositions durant la nuit, elle donne le signal aux premiers rayons du jour. On la suit; on monte avec elle sur les brèches; on se bat avec ardeur; on presse, on enfonce, on culbute l'ennemi qui se défend avec courage. On allait triompher, lorsque Jeanne, blessée à la gorge, est contrainte de se retirer pour mettre le premier appareil à sa blessure. Son absence éteint le courage des assaillans. Le soldat perd cette illusion guerrière, qui le rendait victorieux. Déjà chacun voulait se mettre en sûreté. Dunois lui-même était de cet avis; tout-à-coup la Pucelle se montre : elle court au pied du fort; elle y place son étendard. Son intrépidité passe dans tous les cœurs; on redouble d'efforts; on oublie les premières fatigues. Les Anglais fuient; le boulevart est emporté. Le lendemain, les vaincus se rangent en bataille du côté de la Beauce. Les Français, toujours conduits, toujours animés par leur héroïne, se présentent dans le même ordre, résolus de com-

battre, quoique inférieurs en nombre. Mais ces ennemis, autrefois si fiers et si terribles, n'osent tenir devant eux; ils s'éloignent précipitamment; ils abandonnent leurs malades, leurs bagages, leurs vivres, leur artillerie, et près de cinq mille morts. Ainsi, contre toute espérance, la ville d'Orléans fut délivrée le 8 de mai 1429. La reconnaissance publique s'épuisa, en quelque sorte, pour témoigner à Jeanne d'Arc combien on sentait vivement la grandeur de ses bienfaits. Le roi l'ennoblit avec son père, ses trois frères et toute sa postérité. On lui érigea une statue sur le pont de la ville qu'elle venait de sauver; et, pour éterniser la mémoire de cet heureux évènement, on établit une fête, que la tourmente révolutionnaire avait suspendue quelque temps, mais que Napoléon a glorieusement rétablie, et qui se célèbre tous les ans le 8 mai. On y prononce l'éloge de Jeanne d'Arc, qui, depuis ce siége mémorable, n'est plus appelée que *la Pucelle d'Orléans*.

Siége de Compiègne par les Anglais, en 1430.

En 1430, les Anglais vinrent assiéger Compiègne. Jeanne d'Arc et Xaintrailles s'y jetèrent pour la défendre, mais Jeanne d'Arc fut faite prisonnière, dans une sortie, peu de jours après. Les attaques furent poussées avec toute l'ardeur imaginable. On dressa les batteries; on creusa des mines qui furent éventées, et dans lesquelles plusieurs des assiégeans perdirent la vie. Le seul boulevart qui couvrait la tête du pont, du côté de la Picardie, se défendit pendant plus de deux mois. Cette glorieuse résistance était l'effet du zèle, de l'habileté et du courage de Flavi, gouverneur de Compiègne, que quelques auteurs ont accusé, sans fondement et même sans vraisemblance, d'avoir trahi Jeanne d'Arc, en faisant fermer trop tôt la barrière. Ce vaillant capitaine était secondé par Philippe de Gamaches, abbé de Saint-Pharon de Meaux, brave ecclésiastique, qui croyait avec raison la gloire de défendre la patrie compatible avec la vie religieuse.

Cependant Compiègne, investie depuis six mois, se trouvait réduite aux dernières extrémités. La famine, plus pressante encore que les efforts des ennemis, ne laissait entrevoir qu'un affreux avenir. Le comte de Ligni se flattait d'entrer bientôt dans la ville. Tout-à-coup Vendôme, Xaintrailles et plusieurs autres capitaines paraissent, à la tête de quatre mille combattans, pour secourir la place. On court au-devant d'eux; de part et d'autre on se range en bataille, et l'on reste en présence. Pendant ce temps, un détachement français entre dans Compiègne, se joint à la garnison; et, sous la conduite de Flavi, attaque une bastille défendue par le maréchal Brimen et le seigneur de Créqui. Deux fois, ils sont repoussés; mais, animés par Xaintrailles et par les habitans, hommes et femmes, qui venaient en foule partager le péril et la gloire, ils attaquent pour la troisième fois, et emportent le poste. Ce succès enflamme leur courage; ils construisent un pont de bateaux, passent l'Oise, et se rendent maîtres d'un second fort sur le bord de cette rivière. Les ennemis, effrayés, abandonnent une troisième bastille. Il ne leur en restait plus qu'une. Leur général, qui désespérait de pouvoir la défendre, y fait mettre le feu, et lève le siége avec tant de précipitation, qu'il abandonne la moitié de son bagage, ses vivres, ses munitions et son artillerie aux vainqueurs.

Siéges de Belgrade, l'un par Amurat II, en 1439, l'autre par Mahomet II, en 1455.

Au confluent du Danube et de la Save, s'élève la ville de Belgrade, capitale de la Servie. Sa situation avantageuse sur une colline, la bonté de son port, les remparts qui la défendent, ses richesses, la multitude de ses citoyens, en firent de tout temps un lieu célèbre. Le premier prince infidèle qui l'attaqua fut Amurat II. Ce monarque, suivi de toutes les forces de son empire, passa le Danube vers l'an 1439, s'arrêta devant Belgrade, l'environna de ses troupes, et la foudroya jour et nuit avec des canons de cent livres de balle; mais rien n'était capable d'intimider les courageux habitans de cette ville, résolus de s'ensevelir sous les ruines de leur patrie plutôt que de se rendre. Dès les premières attaques, le grand-seigneur abattit une partie des fortifications. Les bourgeois se présentèrent à la brèche, et repoussèrent les Musulmans à coups d'arquebuses et de flèches. Les Turcs, consternés de cette disgrâce, n'osèrent pendant plusieurs jours s'approcher des remparts. Enfin, un capitaine nommé Ali, guerrier intrépide, vint à bout de se retrancher sur le bord du fossé. De ce poste avantageux, il chasse les assiégés, les poursuit par la brèche, y donne l'assaut, et se répand dans la ville; il s'en croyait le maître. Tout-à-coup les habitans se rassemblent, fondent sur ses soldats, les font sortir par la même brèche après en avoir tué le plus grand nombre. Cette malheureuse tentative découragea tellement les Turcs, qu'Amurat leva le siége et rentra dans ses provinces.

En 1455, Mahomet II, qui venait de monter sur le trône ottoman à la place d'Amurat son père, voulut couronner ses exploits par la prise de Belgrade. Il l'investit par terre, tandis que ses vaisseaux la bloquaient du côté du Danube. Ladislas, roi de Hongrie, campait au-delà du Danube avec une grande armée. Ce prince, voyant bien qu'il perdrait la place s'il n'écartait les galères des infidèles, fit monter sur de grands bateaux l'élite de ses troupes, et tomba sur les Turcs avec tant de furie, qu'il prit vingt de leurs navires, en coula plusieurs à fond, et mit le reste en fuite. Cette victoire lui rendit la communication de Belgrade, où il fit entrer le fameux Jean Corvin, plus connu sous le nom d'Huniade, Vayvode de Transilvanie et gouverneur de Hongrie. Ce grand général était secondé par un cordelier nommé Jean de Capistran, mis depuis au rang des saints, et que le pape Alexandre VIII avait envoyé en Hongrie pour y prêcher la Croisade. Ce respectable moine, profitant en habile homme de la vénération que les troupes avaient pour sa personne, parcourait les rangs, montrait aux soldats la couronne du martyre suspendue sur leur tête et les remplissait d'un zèle religieux. Dans toutes les sorties, il se mettait à la tête des combattans le crucifix à la main; il se trouvait partout où le danger était pressant; il obligeait les guerriers à périr plutôt que de reculer. Ses paroles, ses exemples étaient un stimulant contre la crainte, et les troupes qu'il conduisait rentraient toujours victorieuses. Cependant l'artillerie musulmane faisait de terribles ravages; déjà les remparts offraient une large brèche. Mahomet ordonna l'assaut, conduisit ses troupes sur le bord du fossé, l'emporta, se jeta dans la ville, et fit commencer le pillage sans éprouver de résistance. Le calme trompeur qui régnait dans Belgrade était l'effet

de la sagesse d'Huniade. Pour surprendre les Ottomans au milieu même de leur triomphe, cet habile capitaine avait rangé ses soldats en bataille dans une place écartée. Ceux de la citadelle devaient, au premier son de trompette, se joindre à ceux qui par son ordre avaient abandonné la brèche, pour tomber de concert sur les Turcs et les envelopper. Le signal se fait entendre: les Hongrois paraissent de tous côtés. Les Turcs attaqués en tête, en queue, en flanc, ne savent où fuir; la plupart périssent sans se défendre; quelques-uns se précipitent dans les fossés; d'autres, en petit nombre, se retirent par la brèche. En vain Mahomet veut les soutenir, sa valeur opiniâtre est contrainte de céder à la fortune des chrétiens; et plus malheureux que son père, le vainqueur de Constantinople lève honteusement le siége de Belgrade, après avoir perdu un œil avec la plus grande partie de son artillerie et de son armée. Le brave Huniade mourut quelque temps après de ses blessures.

Siége de Beauvais par Charles-le-Hardi, duc de Bourgogne, en 1489.

Charles-le-Hardi, duc de Bourgogne, mortel ennemi de Louis XI, faisait à ce monarque une guerre cruelle. Après avoir commis de grands ravages, il se jeta tout à coup sur la ville de Beauvais, dans laquelle il croyait entrer sans résistance, parce qu'elle était sans garnison. Les faubourgs furent emportés d'emblée, et les bourguignons se regardaient déjà comme maîtres de la place, lorsque les bourgeois, animés d'un généreux courage, opposèrent à leurs coups un mur impénétrable. Les filles, les femmes partagèrent avec leurs pères et leurs époux les périls de cette glorieuse défense. Conduites par une femme nommée Jeanne Hachette, elles coururent se ranger sur les endroits de la muraille qui étaient les plus dégarnis. Jeanne Fourquet, l'une de ces héroïnes, arracha un étendard des mains de l'ennemi et le porta en triomphe dans la ville. La principale attaque des assaillans fut dirigée contre la porte de Bresle: déjà le canon l'avait fracassée; la brèche était ouverte, et la ville était prise, si les bourgeois ne se fussent avisés d'entasser en cet endroit une quantité prodigieuse de fagots et d'autres matières combustibles qu'ils allumèrent. La flamme suspendit l'impétuosité des Bourguignons. L'assaut, commencé sur les huit heures du matin, durait encore, lorsqu'au déclin du jour on vit arriver par la porte de Paris un corps de troupes. Ces braves guerriers, qui avaient fait ce jour-là quatorze lieues sans prendre haleine, abandonnèrent en arrivant leurs chevaux et leurs équipages aux femmes et aux filles qu'ils trouvèrent dans les rues et se jetèrent aux endroits de la muraille où le combat était le plus animé. Les assiégeans ne peuvent résister à la valeur de ces héros. Ils reculent d'abord, et bientôt ils prennent la fuite et se retirent en désordre dans leur camp. Le lendemain, dès le point du jour, un nouveau secours arrive. Les bourgeois reçoivent ces nouveaux défenseurs comme des libérateurs descendus du ciel; ils les comblent de caresses; ils dressent sur les places et dans les rues des tables couvertes de rafraîchissemens; ils les accompagnent sur les murailles, et le siége est levé.

Siége de Mézières par l'armée de Charles-Quint, en 1520.

L'empereur Charles-Quint, ayant rompu tout-à-coup la paix conclue



avec François Ier, fit marcher trente-cinq mille hommes vers la Champagne. Les villes frontières de cette province n'étaient point en état de résister, et les Impériaux pouvaient sans peine pénétrer, en peu de temps, au centre du royaume. Le monarque français, à cette nouvelle, assembla son conseil de guerre, pour délibérer sur le parti qu'il fallait prendre dans une circonstance si pressante. Après bien des avis, on conclut qu'il fallait brûler Mézières, ville qui aurait la première à soutenir les efforts de l'ennemi, et dévaster tous les environs, pour affamer les soldats du perfide empereur. Bayard seul s'opposa fortement à cette résolution désespérée. « Sire, dit-il au roi, il n'y a » point de place faible là où il y a des » gens de bien pour la défendre. J'irai » moi-même m'enfermer dans Mézières, » et je vous en rendrai bon compte. » On applaudit au généreux projet de l'intrépide chevalier. Une foule de braves et l'élite de la noblesse se disputent l'honneur de le suivre. Ils partent, et en peu de jours arrivent dans Mézières qu'ils trouvent hors d'état de soutenir le siége dont ils étaient menacés. Bayard commença par faire sortir toutes les bouches inutiles; ensuite, ayant fait rompre le pont de la Meuse, il ordonna de rétablir les anciennes fortifications et d'en construire de nouvelles. Il encourageait les travailleurs; il leur distribuait des récompenses pécuniaires; il partageait avec eux leurs pénibles fonctions. « Camarades, leur » disait-il souvent, nous sera-t-il re- » proché que cette ville soit perdue par » notre faute, vu que nous sommes si » belle compagnie ensemble, et de si » gens de bien? Il me semble que si nous » étions dans un pré, n'ayant devant » nous qu'un fossé de quatre pieds, en- » core combattrions-nous un jour en- » tier, avant que d'être défaits. Dieu » merci, nous avons fossé, murailles et » remparts, où je crois, avant que les » ennemis y mettent le pied, beaucoup » des leurs dormiront au fossé. » Ces paroles remplissaient tous les cœurs et chacun se croyait invincible sous un chef si magnanime.

Il n'y avait que deux jours que les Français étaient entrés dans la place, lorsqu'on aperçut l'armée impériale qui s'approchait de deux côtés, en deçà de la Meuse, sous les ordres du capitaine Sickingen, et au-delà, sous ceux du comte de Nassau. Le lendemain, ils envoyèrent un héraut sommer Bayard de leur remettre la ville. Ce député lui dit, « que ceux qui le messageoient » par devers lui, estimoient la grande » et louable chevalerie qui en lui estoit, » et seroient merveilleusement déplai- » sans s'il estoit pris d'assaut; car son » honneur en amoindriroit, et par » aventure lui coûteroit-il la vie... — » Dites à ceux qui vous envoient, ré- » pondit en riant le chevalier sans peur » et sans reproche, qu'avant que j'a- » bandonne une place que le roi, mon » maître, a bien voulu confier à ma » foi, j'aurai fait, des corps de ses en- » nemis entassés, le seul pont par où il » me soit permis d'en sortir. » Le héraut, congédié avec cette réponse, la rendit à ses maîtres, en présence d'un capitaine français, nommé Jean Picard, qui leur dit : « Messeigneurs, je » connois Bayard, et j'ai servi sous lui. » Ne vous attendez pas d'entrer dans » Mézières tant qu'il sera vivant; j'ai- » merois mieux qu'il y eût dans la » place deux mille hommes de guerre » davantage, et que sa personne n'y » fût point... — Capitaine Picard, de- » manda le comte de Nassau, ce sei- » gneur de Bayard est-il de bronze ou » d'acier? S'il est si brave, qu'il se

» prépare à nous le faire voir; car, » d'ici à quatre jours, je lui enverrai » tant de coups de canon, qu'il ne saura » de quel côté se tourner. . . . — A la » bonne heure, dit Picard ; mais vous » ne l'aurez pas comme vous croyez. » Aussitôt les généraux de Charles-Quint font dresser leurs batteries; et, en moins de deux jours, plus de cinq mille boulets tombèrent dans la ville. C'est dans cette occasion qu'on employa, pour la première fois, les bombes et les mortiers, tels qu'ils sont aujourd'hui. « Ce n'estoient de dehors, » dit Mezerai, que canonnades, que » bombes, que boulets enflammés; de » dedans, il pleuvoit des lances et des » cercles à feu, de l'huile bouillante, » des fascines goudronnées, des fusées » qui mettoient le feu partout. » Dès les premières décharges, mille hommes, épouvantés, prirent la fuite. « Tant mieux! dit Bayard; j'aime » mieux de tels coquins dehors que » dedans : pareille canaille n'estoit pas » digne d'acquérir de l'honneur avec » nous. » La place était vivement attaquée depuis plus de trois semaines. Le canon avait renversé une partie des murailles; et les ennemis se flattaient d'avoir bientôt entre leurs mains le chevalier et ses soldats. Mais Bayard, qui réunissait, dans un degré éminent, les deux qualités d'un grand capitaine, le courage et la ruse, imagina l'expédient le plus singulier pour se débarrasser de Sickingen qui l'incommodait beaucoup. Il chargea un paysan d'aller porter au seigneur Robert de la Marck, qui était à Sedan, une lettre conçue en ces termes : « Il me semble que, » depuis un an, vous m'aviez dit que » vous vous proposiez d'attirer le com- » te de Nassau au service du roi, notre » maître, et qu'il est votre parent. Je » le désirerois autant que vous, sur la » réputation qu'il a d'être gentil-ga- » lant. Si vous croyez que cela puisse » se faire, je vous donne avis d'y tra- » vailler plutôt aujourd'hui que de- » main, parce qu'avant qu'il soit vingt- » quatre heures, lui et tout son camp » seront mis en pièces. J'ai avis que » douze mille Suisses et huit cents » hommes d'armes doivent coucher » ce soir à trois lieues d'ici, qui, de- » main, au point du jour, fondront » sur lui, pendant que, de mon côté, » je ferai une vigoureuse sortie; et » sera bien heureux celui qui en » échappera. J'ai cru devoir vous en » prévenir; mais il faut me garder » le secret. »

Par l'ordre du chevalier, le villageois prend la route du côté du camp de Sickingen. A peine s'est-il éloigné de la ville, qu'on l'arrête. On le conduit au général; on le questionne; on le menace. Le bon homme, intimidé, découvre son secret, pour éviter la mort. Il donne la lettre à Sickingen ; ce capitaine la lit; et, plein d'indignation, il la communique à son conseil. La fureur s'empare de tous les esprits. On s'écrie que le comte de Nassau est un traître; on bat le tambour; on lève l'étendard ; on plie le bagage ; on passe la rivière. En vain le comte, instruit de cette résolution précipitée, veut retenir son collègue ; ses différentes députations ne servent qu'à augmenter les soupçons. On décampe de part et d'autre, et Mézières est délivrée. Durant ce tumulte, le porteur de la lettre était rentré dans la ville, et avait appris au chevalier tout ce qui lui était arrivé. Bayard éclata de rire en voyant l'heureux succès de son stratagème; et, dans l'excès de sa joie, il dit : « Puisqu'ils n'ont pas voulu commen- » cer le jeu, ce sera donc moi ; » et, dans l'instant, il leur envoya plusieurs

volées de canon, qui leur firent beaucoup de mal.

Ainsi fut levé le siége de Mézières, siége éternellement mémorable, puisqu'il sauva la France, où il n'y avait point alors d'armée en état d'arrêter quarante mille hommes. Il mit le comble à la gloire de Bayard. Tous les bons citoyens s'empressèrent de célébrer la valeur de ce héros toujours victorieux.

Siége de Rhodes par les Ottomans, en 1521.

En 1308, Foulques de Villaret, grand-maître des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, forma le projet de conquérir cette île, pour en faire le chef-lieu de son ordre. Secondé, dans ce grand dessein, par tous les souverains de l'Europe chrétienne, il entra dans l'île, battit plusieurs fois les Sarrasins et les Grecs, et se rendit maître de Rhodes, après quatre ans de fatigues. Cette ville devint florissante sous la domination des chevaliers, qui épuisèrent toutes les ressources de l'art pour la rendre imprenable. Ces précautions étaient nécessaires. Les Grecs, les Sarrasins, les Turcs essayèrent plusieurs fois d'y entrer. Mahomet II voulut l'assiéger; ses généraux furent battus; et lui-même mourut, en marchant pour cette expédition. La gloire de prendre Rhodes était réservée à Soliman II, dont les troupes s'approchèrent de l'île en 1521.

Villiers, de l'Isle-Adam, régnait alors sur les chevaliers de Saint-Jean : grand homme de guerre, intrépide, courageux, habile, fécond en ressources. Il avait tout au plus six mille guerriers à opposer à une armée de près de deux cent mille hommes; mais ces guerriers étaient, comme leur chef, remplis de la plus héroïque valeur, et préféraient la mort à l'esclavage. Rhodes fut investie. On ouvrit la tranchée hors de la portée du canon; et, quand on fut plus près de la ville, les infidèles dressèrent une batterie qui fut bientôt démontée par l'artillerie de la place. Les sorties fréquentes des chevaliers comblèrent leurs travaux. En peu de temps le découragement devint si général parmi les Turcs, qu'il fallut que le sultan vînt lui-même se montrer à ses troupes, pour animer leurs opérations par sa présence. Alors tout changea de face. Les officiers et les soldats ottomans, pour effacer jusqu'aux moindres traces de leurs murmures, s'empressèrent de se signaler sous l'œil du maître; et cette multitude de bras, jusqu'alors peu terrible, devint enfin redoutable. Les soldats et les pionniers poussèrent la tranchée sans relâche; on y travaillait le jour comme la nuit, et ils étaient relevés tour à tour par différens corps qui se succédaient les uns aux autres. Le grand-maître, les voyant soutenus par de gros détachemens, ne jugea pas à propos de continuer les sorties, dans lesquelles il perdait plus, par la mort d'un seul chevalier, que Soliman par celle de cinquante janissaires. Ainsi les infidèles, n'ayant rien à craindre que le feu de la place, travaillèrent avec tant d'activité, qu'ils conduisirent leurs travaux jusqu'à la contrescarpe; et, pour rendre leurs lignes plus solides, ils les revêtirent par dehors de poutres et de madriers bien liés ensemble. On augmenta ensuite les batteries qui ne cessèrent de foudroyer la ville, mais sans succès, parce que leurs boulets effleuraient à peine les créneaux des murailles. Ils en furent avertis par un Juif qui leur servait d'espion dans Rhodes. Aussitôt ils changèrent leurs batteries, qui dès-lors tirèrent plus heureuse-

ment. Voyant que la place était, pour ainsi dire, couverte et enterrée sous ses fortifications, ils résolurent d'élever deux cavaliers d'une hauteur supérieure à ces ouvrages, et qui commandassent la ville et ses boulevarts. Les soldats et les pionniers, par ordre du général, apportèrent, durant plusieurs jours, des terres et des pierres qu'ils plaçaient entre les portes d'Espagne et d'Auvergne, vis-à-vis le bastion d'Italie. Ces deux endroits étaient vus à découvert par le canon de la place. Des milliers d'hommes périssaient foudroyés, écrasés; mais on ne comptait point ces pertes, pourvu qu'on avançât l'ouvrage entrepris. Enfin, on vit paraître comme deux collines plus hautes de dix à douze pieds que la muraille, et qui la commandaient absolument. Le poste d'Allemagne fut le premier attaqué. Les Turcs dirigèrent leurs canons vers la muraille. On ne croyait pas qu'étant sans terre-plein, elle pût résister long-temps à la violence de ces machines destructrices. Le grand-maître s'y transporta, et la fit appuyer en dedans par de la terre, des poutres, des fascines; et, comme l'artillerie, placée sur la porte de son palais, dans un lieu élevé, portait directement sur les infidèles, les canonniers chrétiens les ruinèrent, et mirent en pièces leurs gabions et leurs mantelets ou parapets. Il en fallut refaire de nouveaux, qui ne durèrent pas plus long-temps que les premiers. Le canon de la ville abîmait tout; et celui des Turcs, au contraire, mal servi et pointé dans un endroit aussi élevé, battait toujours sur une même ligne, passait par-dessus la muraille, et tirait à coups perdus. Apparemment que ces canonniers ignoraient encore l'usage de plonger, et de tirer de haut en bas et contre le pied du mur. Rebutés du peu d'effet de leurs batteries, les officiers de Soliman les transportèrent contre la tour de Saint-Nicolas. On la foudroya avec douze canons de fonte; mais on eut le chagrin de voir le canon démonté, et les batteries ruinées par celles de la tour. Pour prévenir cet effet de l'adresse des canonniers chrétiens, on résolut de ne tirer que de nuit; et, pendant le jour, on enterrait le canon sous les gabions, dans le sable. A l'approche des ténèbres, on le remettait sur la plate-forme. Plus de cinq cents boulets portèrent contre l'endroit de la muraille qui regardait l'occident, et la firent crouler dans le fossé. On s'applaudissait du succès de cette batterie nocturne, et l'on se flattait d'emporter le fort au premier assaut; mais on fut bien étonné de voir paraître derrière les ruines une nouvelle muraille terrassée avec son parapet, et bordée d'artillerie qui en défendait les approches. Plein de colère, Soliman fit attaquer tous les principaux bastions de la place; et le canon ottoman, qui les battit jour et nuit, durant un mois entier, les endommagea pour la plupart. Cependant le nombre des chevaliers et des citoyens diminuait considérablement dans Rhodes. On manquait de poudre. Le grand-maître en fit faire avec du salpêtre dont on avait provision; et l'on espéra de pouvoir, avec ce faible secours, résister assez long-temps pour rebuter l'empereur.

La guerre jusqu'alors ne s'était faite, entre les assiégeans et les assiégés, qu'à coups de feu; et, quoique celui des Turcs, par la multitude de leurs canons et l'abondance de poudre, fût fort supérieur, cependant ils n'étaient pas encore maîtres d'un pouce de terrain dans les bastions et dans les ouvrages avancés de la place. Les retirades et les retranchemens, creusés par

les chevaliers, tenaient lieu des murailles abattues. On ne pouvait emporter ces nouveaux ouvrages que par un assaut; et, pour y monter, il fallait tenter la descente du fossé ou le combler. Soliman, qui avait un nombre prodigieux de pionniers dans son armée, en fit différens détachemens; les uns jetaient de la terre et des pierres dans le fossé; mais les chevaliers, par le moyen des casemates, enlevaient la nuit les décombres qu'on y avait jetés le jour. Les autres pionniers étaient employés à creuser des mines dans cinq endroits différens, dont chacune conduisait son approche vers le bastion opposé. Quelques-unes furent éventées par la vigilance du fameux Martinengue, auquel on est redevable de l'invention de découvrir, avec des peaux tendues et des tambours, en quel endroit se faisait le travail. Les Turcs avaient travaillé avec tant d'adresse, que les différens rameaux de ces mines allaient de l'un à l'autre; et tous, pour faire plus d'effet, aboutissaient au même endroit. Deux de ces mines jouèrent, l'une après l'autre, sous le bastion d'Angleterre. Leur explosion fut si violente, qu'elles renversèrent plus de six toises de la muraille, dont les ruines comblèrent le fossé. La brèche se trouva si large et la montée si facile, que plusieurs bataillons se présentèrent aussitôt à l'assaut avec de grands cris et le sabre à la main. Ils gagnèrent d'abord le haut du bastion, y plantèrent sept enseignes, et s'en seraient rendus maîtres, s'ils n'avaient rencontré derrière une traverse qui les arrêta. Les chevaliers, revenus de l'étourdissement qu'avait causé le bruit effroyable de la mine, accoururent au bastion, et chargèrent les Turcs à coups de mousquets, de grenades et de pierres. Le grand-maître, dans le moment que le volcan joua, était dans une église voisine, où il implorait, au pied des autels, le secours du Dieu des armées. Il jugea bien, à l'horrible fracas qu'il entendit, que l'éclat qu'avait fait la mine serait suivi d'un assaut. Il se lève, dans le moment que les prêtres, pour commencer l'office, entonnaient cette prière préliminaire : *Deus in adjutorium meum intende*, Seigneur, venez à mon secours. « J'accepte l'augure, » s'écrie le pieux général; et, se retournant vers quelques chevaliers qui l'accompagnaient : « Allons, mes frères, leur » dit-il, changer le sacrifice de nos » louanges dans celui de vos vies, et » mourons, s'il le faut, pour la défense » de notre sainte loi. » Il dit; et, la pique à la main, il s'avance d'un air terrible. Il monte sur le bastion, joint les Turcs, écarte, renverse, tue tout ce qui ose lui résister. Il arrache les enseignes ennemies, et regagne impétueusement le bastion. Le général de Soliman, Mustapha, rallie les fuyards, et les reconduit à l'ennemi, à coups de sabre. Il y marche lui-même avec audace. Le combat se renouvelle. La mêlée devient sanglante. Le fer et le feu sont également employés de part et d'autre; on se tue, de loin et de près, à coups de mousquet ou d'épée; on en vient jusqu'à se prendre corps à corps, et le plus fort ou le plus adroit tue son ennemi à coups de poignard. Les Turcs, en butte aux arquebusades, aux pierres, aux grenades, aux pots à feu, abandonnent enfin la brèche, et tournent le dos. Leur chef tâche, par ses menaces et par ses promesses, de ranimer leur valeur. On ne l'entend point. Tout fuit, tout se disperse; et Mustapha se retire avec eux, après avoir perdu plus de trois mille hommes.

C'est avec cet acharnement furieux

qu'on se disputa la victoire jusqu'au 24 septembre, où Soliman fit donner l'ordre pour un assaut général. Dès le point du jour les mahométans, divisés en quatre corps ou quatre armées, s'avancent de quatre côtés et montent fièrement sur la brèche, malgré les foudres qui partent de la place, malgré un déluge de balles, de flèches, de traits et de pierres : rien ne les arrête. Les chevaliers accourent en foule; ils repoussent les assaillans, ils les précipitent, ils renversent les échelles. Les infidèles reviennent à la charge avec plus d'impétuosité; mais tous leurs efforts sont inutiles : les chevaliers sont invincibles. Les prêtres, les religieux, les vieillards, et jusqu'aux enfans, tous veulent avoir leur part du péril, et repoussent enfin l'ennemi. Des femmes ne le cédèrent pas en intrépidité aux pionniers, ni en courage aux soldats. Plusieurs perdirent la vie en défendant leurs maris et leurs enfans.

Le mauvais succès de tous ses assauts rendit Soliman furieux : il fit périr Mnstapha à conps de flèches, et plusieurs antres capitaines auraient subi le même sort, si on ne lui eût pas persuadé qu'il pouvait encore réussir dans son entreprise. On ne cessa de combattre et de former des attaques jusqu'au milieu de l'hiver. Enfin les infidèles triomphèrent. Rhodes, presque entièrement détruite, n'avait plus de quoi les arrêter : la plnpart des chevaliers avaient trouvé la mort en défendant les fortifications. Il fallut capituler et abandonner cette île fameuse qui avait été, pendant près de trois siècles, la patrie d'une société de héros. Soliman n'abnsa point de sa victoire; il traita généreusement le grand-maître, qu'il consola, qu'il visita même, et qu'il plaignit comme le méritait ce personnage immortel.

Siége de Marseille par l'armée de Charles-Quint, en 1524.

Le connétable de Bourbon, voulant mériter par ses services la faveur de Charles-Quint, à qnl ce prince perfide s'était vendu, entreprit le siége de Marseille en 1524. Il assurait que trois coups de canon étonneraient si fort ces bons bourgeois, qu'ils viendraient la corde au cou lui présenter les clefs de leur ville. Mais ces braves citoyens résolurent de se défendre jusqu'à la dernière extrémité : les femmes même les plns qualifiées partagèrent avec les hommes les travaux les plus pénibles; l'ardeur de ces héroïnes fut si grande, qne les contre-mines, faites du côté de l'attaque, furent appelées la Tranchée-des-Dames, pour en perpétuer le souvenir.

Un boulet de canon, parti de la ville, tua deux gentilshommes et un prêtre qui célébrait la messe. Le connétable de Bourbon accourut au bruit que cansait cet accident, et demanda ce que c'était. Le marquis de Pescaire, rival de son crédit dans l'armée, lui répondit : « Monsieur, ce sont les consuls » de Marseille qui nous en apportent » les clefs. » Bourbon méritait cette raillerie sanglante. Depuis quarante jours il s'épuisait devant une place dont la conquête, selon lui, ne demandait que sa seule présence. Furieux, il ordonna de redoubler le feu de son artillerie, et bientôt il vint à bout de faire une brèche assez considérable pour donner l'assaut. Les ingénieurs envoyés pour la visiter, rapportèrent qu'il y avait nn fossé profond rempli de feu d'artifice et défendu par nn grand nombre de soldats. L'éternel ennemi dn connétable, Pescaire, vient en faire le détail au conseil de guerre,

et ajoute malignement : « Vous voyez, » Messieurs, que les Marseillais tien- » nent toute prête nne table bien cou- » verte, afin de recevoir comme il faut » ceux qui voudront aller les visiter. » Nous ferlons mieux, je pense, de re- » tourner en Italie, où les Français » pourraient bicn nous prévenir. » La haine qu'on portait au dnc de Bourbon fait applaudir à cet avis. D'ailleurs, François Ier venait au secours de la ville assiégée avec une armée de quarante mille hommes. Les Impériaux plièrent bagage, et se hâtèrent de se retirer avec la honte de n'avoir pu réussir.

Siége de Péronne par le comte de Nassau, en 1536.

Le comte de Nassau, un des généraux de Charles-Quint, menaça Péronne en 1536. Les habitans, qui voyalent qu'on ne s'occupait pas sérieusement de leur conservation, se disposaient à abandonner leur ville, quand ils fnrent déterminés à la défendre jusqu'à la dernière extrémité, par la résolution de d'Estourmel, gentilhomme du voisinage. Cet homme généreux, prévoyant les suites funestes de la perte de cette place, s'y transporte avec sa femme et ses enfans, y fait conduire tous les grains qu'il a chez lui ou qu'il peut obtenir de ceux qui sont touchés de ses discours ou de son exemple ; il y distribue son argent et celui qu'il trouve dans la bourse de ses amis ; il y montre une valeur, nne activité, une intelligence qui rassurent les plus timides. Il parvient, par cette condnite à en faire lever le siége.

Siége de Landrecies par l'empereur Charles-Quint, en 1543.

L'empereur Charles-Quint, à la tête d'une armée de cinquante mille hommes, vint, en 1543, se présenter devant Landrecies, ville des Pays-Bas, dans le Hainaut français. Cette place était médiocrement fortifiée. Bâtie sur la Sambre, dans une plaine basse et très unie, un fossé rempli d'eau et quelques ouvrages faisaient toute sa défense. Mais elle comptait dans son enceinte trois mille fantassins aguerris, et deux cents cavaliers d'élite que l'exemple et l'intrépidité de La Lande, leur commandant, rendaient invincibles. En vain le monarque allemand fit-il foudroyer la ville avec cinquante pièces de canon ; en vain épuisa-t-il toutes les ressources de sa formidable puissance, pour faire réussir ses attaques multipliées, Landrecies fut l'écueil de sa fortune ; et ce prince, qui prétendait envahir toute la France, vaincu devant une bicoque, fut obligé d'en abandonner la conquête après six mois d'inutiles efforts.

Siége de Metz par Charles-Quint, en 1552.

Charles-Quint, ayant recommencé la guerre contre la France, vint, sur la fin d'octobre 1552, mettre le siége devant Metz avec une armée de cent mille fantassins, de douze mille cavaliers, et d'une nombreuse artillerie. La ville était grande et si faible qu'il pouvait se flatter, avec raison, de n'y pas trouver beaucoup de résistance. François de Lorraine, duc de Guise, s'y était enfermé avec deux princes de sa maison, trois princes du sang, cinquante seigneurs de la première qualité, cinq cents gentilshommes avec lenr suite, et cinq mille hommes de la meilleure infanterie de France. Avec cette poignée de guerriers illustres, de Guise soutint durant soixante-cinq jours les efforts opiniâtres du plus redoutable potentat de l'Europe, et l'obligea en-

fin de se retirer sans oser livrer l'assaut, quoique le canon eût fait brèche en plusieurs endroits. Le froid, les maladies, les sorties fréquentes avaient détruit le tiers de cette armée formidable. Le prince de la Roche-sur-Yon en poursuivit les tristes restes. Ayant joint quelques compagnies de cavalerie, il leur présenta le combat. L'officier qui les commandait, s'étant retourné: « Seigneur, leur dit-il, comment vou» lez-vous que nous ayons la force de » combattre? vous voyez qu'il ne nous » en reste pas assez pour fuir. » Touché de compassion, le prince permit à ces malheureux de continuer leur retraite. Le duc de Guise recueillit généreusement tous les malades qui n'avaient pu suivre leurs compagnons, et les distribua dans les villages voisins et dans les hôpitaux.

C'est dans ce siége que Metz perdit son ancienne splendeur. On fut obligé, pour la défendre, de détruire au dedans et au dehors plus de trente églises magnifiques, dont quelques-unes renfermaient les tombeaux de plusieurs rois de la race carlovingienne. On frappa plusieurs médailles pour éterniser la mémoire de la délivrance de Metz. L'une représentait la devise de l'empereur. C'étaient les colonnes d'Hercule avec ce mot latin *ultrà*, pour faire entendre que, par son expédition en Afrique, ce prince avait porté ses armes victorieuses bien au-delà des pays qu'avait parcourus le grand Alcide. On ajouta au corps de la devise une aigle enchaînée et attachée aux colonnes, avec ces mots: *non ultrà metas*. L'équivoque du mot *metas* devenait très piquante pour Charles-Quint, parce qu'il signifiait également la ville de Metz et les colonnes d'Hercule.

On ne peut trop admirer la conduite du duc de Guise pendant tout le cours de cette défense, sa prévoyance, son activité, son talent à encourager les troupes. Il entretenait surtout l'émulation par des sorties, petites mais continuelles, où les différens chefs de ces expéditions partielles, cherchaient à se signaler et à se surpasser les uns les autres.

« M. de Guise (dit M. de Salignac, » auteur de la relation de ce siége) al» loit d'heure à autre recounoître le » dommage que nos murailles et tours » receuoient, et se mettre en lieu d'où » il pust mesurer le tout de son œil, » sans se fier au rapport qu'on luy en » pouuoit faire, s'exposant beaucoup de » fois à plus grand hazard, que l'im» portance d'vne si grande perte, qu'eust » esté de sa persoune en ce lieu, et en » temps de telle affaire n'eust bonne» ment requis. Il pouruoyoit auec le » Seigneur Pierre Strozzy (qui n'auoit » peu d'aduis, ni faute de moyens en » telles choses) et auec les Seigneurs » de Gounor, de Saint-Remy et de » Camille Marin à sauuer nos deffeu» ces, à en faire de nouuelles, et or» donner noueaux remparts là où il » estoit besoin. En quoi on ne sçauroit » estimer qui aidoit plus à M. de Guise, » ou l'expérience et pratique qu'il » pouuoit auoir eu auparauant de telles » choses, ou bien son naturel disposé à » la conduite et maniement du fait et » appartenances de la guerre. Et croy » que les deux ensemble le rendoient » si entendu, qu'en la plus grande par» tie des délibérations qui s'en fai» soient, son opinion se trouuoit digne » d'estre exécutée.

» Le iour après vingt'huitième du » mois, continuants les ennemis leur » batterie, ouurirent la tour d'En» fer de dix-huit ou vingt pieds de » large, devinants l'endroit d'vne che» minée qu'estoit le plus foible du mur,



» ou bien quelqu'vn de la ville qui » sçauoit le contenu du dedans, le leur » auoit enseigné. Sur le midy tout ce » parc de mur d'entre les tours des » Wassieux et Ligniers, pour auoir esté » fort battu, et coupé assez bas, com- » mença peucher en dehors, et se dé- » partir de la terre qui l'appuyoit. » Deux heures après continuants les » ennemis y tirer, tomba tout d'un » coup dans la fausse braye, mais vne » partie soubs soy, rendant la montée » malaisée pour venir à l'assaut.

» Les ennemis voyants renuerser la » muraille, ietterent vn cry, et firent » démonstration d'vne grande loye, » comme s'ils estoient arriuez à bout » d'une partie de leur entreprise. Mais » quand la poussière fust abattue, leur » laissa voir le rempart desjà de huit » pieds par dessus la brèche, encor que » bien raz et large, ils eurent à ra- » battre beaucoup du compte qu'ils » auoient fait, sans estendre plus auant » cette grande rizée qui ne s'entendit » plus.

» Vn de nos soldats, appelé Montilly, » fit la brauade de descendre inconti- » nent par la bresche, comme pour » donner counoissance aux ennemis » qu'il ne se soucioit guères qu'on y » peust aisément monter. Nos gens de » guerre de pied et de cheual plantè- » rent leurs enseignes, guidons et cor- » nettes sur le rempart : et tous les ma- » tins, au remuement de la garde, on » ne failloit les y mettre. Gros nombre » de nos harquebouziers, que M. de » Guise avoit fait aposter, ayants atten- » du que la muraille fust ostée, comme » s'il leur eust fait empeschement, tirè- » rent incontinent, et tousjours iusques » à la nuit dans les tranchées et caua- » liers des ennemis, qui fust cause que » depuis leurs harquebouziers de la » tranchée du bord du fossé, s'advi- » sèrent de faire des petites canonniè- » res dans le terrain, pour tirer à cou- » uert, et de point en blanc au long de » la bresche, afin de garder que les » uostres ne s'osassent présenter au- » dessus : toutesfois les gens d'armes » ayants l'armet en teste, et leurs sayes » de liurée vestus, ne laissoient à mon- » ter beaucoup de fois au plushaut, pour » y uuider la hotte, sans craindre le » danger : tellement que les pyonniers » mesmes et femmes, qui seruoient au » rempart, s'accoustumèrent peu à peu » à les suiure. Le reste du iour, les en- » nemis essayèrent ce rempart qu'ils » voyoient à coups de canon ; mais, » combleu qu'il fust fraischement fait, » toutesfois se trouua en plusieurs en- » droits assez fort pour arrester le » boulet.

» La nuit ou cessa la batterie qui » avoit depuis le matin esté de neuf » cents à mille coups de canon, et nous » à plus grande diligence que iamais » esleuasmes et renforçasmes le rem- » part ; pouruoyants quant à la tour » d'Enfer, de ieter de la terre deuant » l'ouuerture, et y faire vn rempart es- » pais iusques à la moitié du second » estage, réseruant l'autre moitié qui » estoit deuers nous pour sauuer des » canonniers, abattre le long de la » fausse-braye deuant la bresche, et » nous y loger dedans pour la dé- » fendre.

» Les deux iours d'après leur batte- » rie se couduisit plus lentement qu'au- » parauant ; car ils ne tirèrent que six » cent trente coups, tant au long du » rempart de la bresche, pour nous » garder d'y porter terre, qu'à la tour » d'Enfer, laquelle après auoir esté rem- » parée en l'estage de dessus, enuiron » sept ou huit pieds de large, par où » ils entrèrent en espérance de nous en » chasser, et venir maistres du second

» qui leur estoit assez ouuert, puis- » qu'ils ne pouuoient de là en auant » estre assez offencez par ce grand œil » de la clef de la voûte qui voit sur la » bresche; mais il y fust pourueu, com- » me en l'autre estage, d'vn rempart » fait de fumier, de quelque peu de » terre, et de balles de laine, le plus » léger qu'on pouuoit, pour ne pas » charger trop la voûte. Ce soir, sur le » tard, M. de Guise eust quelque ad- » uertissement que les ennemis entre- » prenoient de venir la nuit gagner la » tour d'Enfer, ayants fait grande pro- » uision de fascines aux tranchées pour » y faire la montée, dont il commanda » au seigneur de Biron y aller auec » vingt gentilshommes de la compa- » gnie de M. le prince de la Roche- » sur-Yon, pour renforcer la garde ius- » ques à minuit, et au seigneur d'An- » tragues auec autres vingt de sa com- » pagnie le venir releuer. Ce que fust » par après continué toutes les nuits » par la gendarmerie et caualerie par » rang de chacune compagnie. Les » princes et seigneurs voulurent estre » de la partie; MM. de Nemours, de » Montmorency, de Martigues, de Dan- » ville et autres, commencèrent les pre- » miers de veiller au logis du comte de » la Rochefoucaud, voisin de là, pour » s'y trouuer au besoin. M. de Guise » trauailla cependant à faire remuer » des pièces d'artillerie de la plate-for- » me Sainte-Marie, au bouleuart et al- » lée de la porte Champenoize, qui es- » toit déià remparée, et y auoit canon- » nières pour battre en flanc à ladite » tour.

» Le comte d'Aiguemont partit du » camp auec deux mille cheuaux et » quelques enseignes de gens de pied, » pour aller au Pont-à-Mousson, où il » entra; et passant outre, se uint pré- » senter deuant la ville de Thoul, qu'il » somma de se rendre: à quoi le sei- » gneur d'Esclanolles, gouuerneur d'i- » celle, fist responce, que quand l'Em- » pereur auroit prins Mets et seroit ve- » nu faire autant d'efforts contre sa » ville, il aduiseroit lors à la responce » qu'il deuoit faire.

» Le septiesme du mois, de grand » matin, on ouit sonner beaucoup de » tabourins au camp de l'Empereur, et » sur les huit heures, deux grosses » troupes de leurs gens de pied s'ap- » prochèrent au bord des tranchées, » derrière ces murailles qui s'étendent » vers Saint-Arnould, par-dessus les- » quelles on voyoit apparoistre leur » grand nombre de piques. Et bien » que M. de Guise n'estimast y auoir » grand danger, estant encore la fau- » braye deuant la bresche toute saine » et entière, il fist toutesfois, sans don- » ner alarme, rendre tous les gens de » guerre aux lieux qu'il leur estoit » ordonnez, tant aux bresches, flancs, » places de secours, qu'au long des mu- » railles, où se trouua bien petit nom- » bre de gens pour vne ville de si grande » garde, mais tous appareillez de bien » faire, et monstrant cette bonne vo- » lonté et délibération qu'il falloit pour » vaillamment repousser l'ennemy. Les » princes de Bourbon, les deux Guise, » celui de Nemours, le duc Horace, » MM. de Montmorency, Vidame de » Chartres, de Martigues, et les autres » seigneurs et gens de bonne maison, » auec plusieurs gentilshommes, mar- » chants sous la cornette de M. de Gui- » se, prindrent le premier rang à la » bresche, suiuis d'vn bon nombre » de soldats. Cependant ledit seigneur » alla visiter les vns et les autres, non » sans auoir grand aise du maintien et » bonne contenance qu'il voioit en cha- » cun, ni sans les solliciter encores en » passant par beaucoup de ces bons mots

» qui incitent à l'honneur, à la vertu et » à la victoire. Le capitaine Fauars, » maistre de camp, ordonnoit de ses » gens de pied, et encores par dessus » luy le seigneur Pierre Strozzy, en- » semble sur les gens de cheual. Le » seigneur de Saint-Remy estoit pré- » paré de ces artifices à feu et engins » de guerre, lesquels auoient esté ap- » portez de bonne heure en vne mai- » son prochaine, pour les emploier sur » les premiers qui viendroient. Aussi le » seigneur de Crenay, et autres gen- » tilshommes et soldats, choisis de tou- » tes les compagnies et bandes aux cos- » tez de la bresche, pour exécuter bon » nombre de harquebouzes à croc; pa- » reillement le seigneur d'Ortobie et » ses compagnons, commissaires de » l'artillerie, auec leurs canonniers aux » flancs et deffeuces, et fusrent toutes » choses si promptement mises en leur » ordre, et l'ordre mesme partout si » bien obserué, que les ennemis eussent » prins mauuais conseil de nous venir » assaillir. Aucuns d'eux s'aduisèrent » d'aller sur la montagne, qui regar- » doit la bresche, d'où ils la peurent voir » fournie de museaux de fer, de mor- » rions et corselets, qui ne fust chose » qui leur deust beaucoup plaire.

» Trop long seroit à raconter, et » possible ennuyeux de particulariser » toutes les saillies (sorties) qui se sont » faites durant le siége, desquelles aussi » vne partie n'a peu venir à ma connois- » sance, à cause qu'il s'en faisoit en » mesme heure deux ou trois par di- » verses portes, et quelquesfois nos » gens ne rencontrants les ennemis, » s'en retournoient sans faire autre » chose digne de récit. Suffira que par » le récit d'une partie soit monstré ne » s'estre iamais présenté un senl moyen » de nuire ou de gagner sur l'ennemi, » que M. de Guise ne l'ait entrepris et » fait sagement exécuter, tenant tous- » jours l'entreprise secrette jusques à » l'heure qu'il y enuoioit; et lors eu » ayant bien instruit le chef, qui la » deuoit conduire, ietoit premièrement » les coureurs dehors tous ensemble, » et puis ceux de la grosse troupe bien » serrés, sans y permettre dauantage » que le nombre qu'il auoit ordonné, » faisant mettre des gens de guerre » aux lieux de gardes en armes, afin » que l'aduenture, lorsque serions amu- » sez d'un costé, l'on ne nous surprint » de l'autre, et luy se tenoit à la porte » auec autre nombre de gens tant de » pied que de cheual, afin que si quel- » que occasion se présentoit de faire » dauantage, ou bien qu'il fallust sou- » tenir et recevoir les nostres pour es- » tre foibles, il pust promptement faire » sortir ceux-cy aussi auant qu'il en » verroit estre besoin : n'ayant iamais » fait retraite quand il y auoit grosse » troupe dehors, fust de pied ou de » cheual, que au pas et en bon ordre, » et que la trompette et tabourin ne » l'eussent sonnée, aduertissant toutes » fois n'estre raisonnable, qu'on de- » mourast longuement dehors à la teste » d'un camp.

» Les deux jours ensuyvans se firent » force saillies, de quinze et vingt che- » uaux, sur les routes de ceux qui com- » mençoyent s'en aller; et par quel- » ques Espagnols autres des leurs qui » furent prins, nous sceumes le deslo- » gement de l'Empereur du château de » la Oigne, qui s'en estoit parti ce pre- » mier jour de l'an, et retiré à Thion- » ville, auec le malcontentement qu'on » peut penser de se voir descheu de son » espérance, et sa grande armée qu'il » auoit assemblée de diuers endroits de » la chrétienté, ruinée, son entreprise » tournée à néant, et luy quasi mis » pour seruir d'exemple à faire voir au

» monde, que la force et conseil des » plus grands hommes n'est rien au re- » gard de la prouidence de Dieu. »

Siége de Malte par les Turcs, en 1565.

Après la conquête de Rhodes par Soliman II, les chevaliers se retirèrent dans l'île de Malte, du consentement de Charles-Quint, qui leur accorda cet asile. Entre les mains de cet ordre militaire, Malte devint bientôt le plus fort boulevart de la chrétienté contre les entreprises des Turcs; aussi ces infidèles s'empressèrent-ils de détruire ce nouveau refuge de la religion, et le fameux Dragut vint en former le siége, en 1565, avec une armée de plus de trente mille hommes. Il livra plusieurs assauts terribles que les chevaliers soutinrent avec leur bravoure ordinaire. Le général ottoman y trouva la mort. Le bacha qui lui succéda, le terrible Mustapha, attaqua vivement le fort Saint-Elme, le plus petit de la ville, et il l'emporta après bien des fatigues. Mais en y entrant il ne put s'empêcher de dire : « Que ne fera » pas le père, puisque le fils, qui est si » petit, nous coûte nos plus braves » soldats? » Il vit dès lors que la conquête de Malte était humainement impossible, et ne songea plus qu'à se retirer. Il fit prendre tous ceux qu'on trouva parmi les morts et qui conservaient encore quelque souffle de vie. On leur ouvrit l'estomac, on leur arracha le cœur, et pour insulter à l'instrument de notre salut dont ces malheureux guerriers portaient la marque sur leurs habits, on fendit leurs corps en croix, on les revêtit de leurs subrevestes; et, après les avoir attachés sur des planches, on les jeta dans la mer. Ces cadavres défigurés furent portés dans la ville par les ondes. Le grand-maître, Jean de la Valette, ne put retenir ses larmes. Animé d'une juste indignation, il usa de représailles; et pour apprendre au bacha à respecter les droits de l'humanité, il fit égorger sur-le-champ tous les prisonniers turcs, et, par le moyen du canon, on jeta les têtes toutes sanglantes de ces infortunés jusque dans le camp de leurs compatriotes.

Siége de Tergoës par les Flamands, en 1572.

Les Flamands, révoltés contre Philippe II, roi d'Espagne, voyant le duc d'Albe occupé au siége de Mons, en 1572, résolurent de profiter de cette circonstance pour faire la conquête de Tergoës en Zélande. Ils s'en approchèrent donc avec une armée de huit mille hommes d'infanterie, pourvue de l'artillerie et des munitions nécessaires pour cette expédition. Tergoës, plus fortifié par la nature que par l'art, n'avait alors dans ses murs qu'une garnison de quatre cents hommes, commandée par Isidore Pachéco. L'Escaut, au long duquel cette ville s'étend, la rend inattaquable dans la partie qu'il baigne. Du côté de la terre, elle est environnée par des marais, et ses défenseurs avaient fortifié les endroits faibles avec tout le soin possible. Les Flamands, après avoir investi la place, en pressèrent le siége avec la plus grande ardeur. Malgré les sorties vives, fréquentes et meurtrières des assiégés, on poussa fort loin les tranchées; et bientôt l'artillerie, qui ne cessait de foudroyer les remparts, fit une brèche assez large pour monter à l'assaut. On voulut le tenter. Déjà l'élite des Flamands s'était avancée avec la plus intrépide résolution. Les assiégés les préviennent, et leurs efforts sont si terribles, que les assaillans, déconcer-

tés, se retirent dans leurs lignes, après avoir perdu beaucoup de monde et plusieurs de leurs chefs. Un second assaut donné d'un autre côté, fut aussi malheureux. Les ennemis n'entreprenaient rien ponr avancer leurs ouvrages, que les assiégés n'y opposassent les plus grands obstacles. Derrière une conpure ils en élevaient sur-le-champ une autre : la nuit n'interrompait point leur travail. Les femmes disputaient aux plus vaillans soldats la gloire de défendre la patrie : le conrage snppléait au nombre. Les assiégeans, rebutés par cette continuité de manvais succès, prirent alors le parti de forcer la ville par la famine, et convertirent le siége en blocus.

Cependant le duc d'Albe, qui venait de se rendre maître de Mons, jeta ses regards sur Tergoës, et ordonna à Sanche d'Avila et à Christophe Mondragoné de secourir au plus tôt cette place importante. On arma promptement un nombre suffisant de navires pour y embarqner le secours, et le faire descendre par la branche septentrionale de l'Escaut, sur laquelle Tergoës est situé. Mondragoné, chef de cette entreprise, ayant rassemblé nn corps de tronpes espagnoles, allemandes et walonnes, tenta plus d'nne fois de descendre le fleuve à l'aide du reflnx, et de débarquer ses soldats; mais il n'y put réussir. Les ennemis bonchèrent constamment le passage; et leur marine, très supérieure à celle du roi, fit toujours avorter le projet. D'Avila, qui conduisait les troupes de terre, crnt qu'en établissant sur les bords de l'Escaut quelques batteries, le feu du canon contraindrait l'ennemi de s'éloigner, et pourrait procurer à Mondragoné un instant favorable pour arriver à sa destination. On exécuta ce dessein sur la proposition qu'il en fit; mais l'évènement ne répondit pas à ce qu'il avait espéré. L'artillerie, embourbée dans un terrain fangeux, par lequel il fallait la conduire, ne put avancer assez loin. Enfin, on désespérait de délivrer Tergoës, lorsque le capitaine Plumart, né dans ce canton, qu'il connaissait parfaitement, brave homme, très attaché au service du roi, vint trouver les capitaines espagnols, et proposa de passer à gué la partie de l'île qu'une tempête effroyable avait submergée en 1532; il promit que la traversée, quoique d'environ trois lieues, serait heureuse en la faisant à marée basse, et offrit d'exécuter son projet. On en sentait toute la grandeur et tonte la difficulté; mais le mérite de Plumart donnait de la force à sa proposition. On fit faire en diligence un grand nombre de petits sacs; on les remplit de poudre à canon, de mèches, de biscuits; et, sans différer plns longtemps, on transporta les troupes an village d'Aggior, an dedans de l'angle de l'île le plus proche de la terre ferme, où il était plus aisé de tenter le passage. On avait choisi, pour cette étonnante entreprise, trois mille hommes d'infanterie dans les trois nations qui composaient l'armée royale; Mondragoné en eut le commandement. Cet habile guerrier, persuadé qne la marée la plus basse qui monte et s'écoule dans l'espace de douze henres, ne donnait pas un temps suffisant, voulnt entrer dans l'eau dès le commencement du reflux, et sur-le-champ, il conduisit ses soldats à l'endroit d'où ils devaient se porter dans la partie inondée.

Il y fit distribuer un sac à chacun d'eux, et leur ordonna de le porter sur l'épaule, afin d'empêcher qu'il ne fût mouillé; puis, les ayant remplis de la plus vive ardenr, par un discours tout de feu, il se met à leur tête, et s'avance

dans cet ordre. Les Espagnols marchent les premiers; les Allemands viennent ensuite, et sont suivis des Wallons. Il les arrange en files étroites, afin que les soldats soient plus sûrs du gué, et puissent plus aisément se secourir. Tons s'encouragent mutuellement. Enfin, après avoir traversé cette vaste plaine d'eau, avec la plus grande constance, ils arrivent heureusement à la digue d'Yersichen, village éloigné de deux lieues de Tergoës. Mondragoné, après avoir laissé la nuit à ses troupes pour se reposer, comptait les conduire au secours de la ville à la pointe du jour; mais il ne fut pas nécessaire d'attaquer les assiégeans. A la nouvelle du passage des royalistes, ils furent tellement épouvantés, qu'ils abandonnèrent le siége, et se hâtèrent de s'embarquer. On les poursuivit; on attaqua leur arrière-garde, et on la tailla en pièces.

Siége de Harlem par les Espagnols, en 1573.

Le siége de Harlem par les Espagnols, en 1573 (dit Strada), fut mémorable par une infinité d'évènemens. On y renouvela cette ancienne façon de faire porter les lettres par des pigeons; car un peu avant que les passages fussent entièrement fermés, les habitans de Harlem avaient porté des colombiers de la ville quelques pigeons privés dans l'armée navale dn prince d'Orange, et dans les villages voisins qui étaient de leur parti; de sorte que quand il en était besoin, on lâchait quelqnes-uns de ces pigeons avec des lettres attachées sous leurs ailes; et, comme ils se souvenaient de leur colombier et de leurs petits, ils retournaient en même temps dans Harlem. Le prince d'Orange anima durant les trois derniers mois, par le moyen de ces messagers aériens, les habitans de cette ville à se défendre et à soutenir le siége; mais enfin un de ces pigeons, lassé de voler, s'étant abattu dans le camp des Espagnols, fut tiré par un soldat qui ne savait pas cet artifice, et ainsi l'on découvrit les lettres et les secrets qu'il portait; cela fut cause, depuis, que les soldats tiraient indifféremment snr tous les pigeons qu'ils voyaient voler.

Il y eut aussi une compagnie de femmes de Harlem, qui se rendit illustre dans cette guerre. Elles disputaient avec les hommes de l'assiduité au travail pour la fortification de la ville; elles étaient animées par *Kennava*, femme d'un courage mâle, âgée environ de cinquante ans; et, sous la conduite de cette guerrière, ayant eu la hardiesse de faire sur leurs murailles le devoir et l'exercice de soldats, et de paraître parmi eux dans les sorties qu'on faisait sur les Espagnols, elles ne donnèrent pas moins de courage à la ville, que d'admiration aux ennemis.

Il n'y eut cependant rien de plus merveilleux dans ce siége, que la fermeté des assiégés; car, encore que le secours eût été défait jusqu'à trois fois, et qne leurs murailles, percées de dix mille trois cent soixante coups de canon, les laissassent à déconvert, néanmoins ils ne voulurent point entendre les conditions qu'on leur proposa de rendre leur ville; et, bien qn'ils fussent rédnits à un petit nombre, ils y suppléèrent de telle sorte, tant de jour que de nuit, par lenr vigilance et par leur assiduité, qn'on ne ponvait lever la tête hors des tranchées, qu'ils ne tirassent aussitôt de plusieurs endroits de la ville. J'ai ouï dire que cela fut cause que les soldats espagnols, ou pour se moquer des ennemis, ou pour leur faire user leur poudre, faisaient

quelquefois voir à demi des casques qu'ils élevaient des tranchées sur des piques, et qu'en même temps ils étaient percés à coups d'arquebuse. Quoiqu'ils fussent réduits par la famine, durant les deux derniers mois, à manger des souris, leurs souliers et toutes sortes d'ordures, ils ne perdirent pas encore leur obstination ni leur audace, résolus de se précipiter plutôt au milieu de leurs ennemis, et de mourir en combattant, que de se laisser égorger comme des bêtes dans les murailles de leur ville. Ils eussent sans doute exécuté cette résolution, si leurs enfans et leurs femmes ne les eussent retenus par leurs pleurs, par leurs cris et par leurs embrassemens, comme ils étaient près de sortir.

La prise de Harlem, comme sont tous les longs siéges, apporta aux Espagnols plus de gloire que d'avantage; car l'armée y ayant été diminuée de beaucoup, et retardée même par la mutinerie des soldats, Frédéric, qui en était parti pour aller assiéger Alkmaër, fut contraint de lever ce siége à l'entrée de l'hiver.

Siége de Livron par Saint-Lary-Bellegarde, en 1574.

Louis de Saint-Lary-Bellegarde, l'un des favoris de Henri III, fut envoyé par ce monarque, en 1574, contre les Huguenots du Dauphiné. Il était à la tête d'une bonne armée, et croyait remporter de grands avantages. Dans cette persuasion, il attaqua la petite ville de Livron qui n'était défendue que par les habitans. Mais il fut repoussé dans trois assauts; et les femmes trouvèrent sa conduite si méprisable, que pour l'insulter, elles vinrent en foule filer leurs quenouilles sur la brèche. Ces bravades piquèrent enfin le général catholique. Il donna un nouvel assaut; les femmes le soutinrent seules, repoussèrent les assiégeans avec vigueur, et forcèrent Bellegarde à lever le siége.

Siége de Leyde par les Espagnols, en 1574.

Les Espagnols (dit Strada) firent le siége de Leyde sous la conduite de François Valdès, avec plus de courage que de bonheur.

Valdès, ayant d'abord pris les dehors des ennemis, et bientôt après quelques forts voisins, et enfin fermé de tous côtés le chemin des vivres à une ville si peuplée, peu s'en fallut qu'il ne la réduisît à la dernière nécessité. Il écrivit néanmoins aux assiégés une lettre toute remplie de douceur, par laquelle il leur présentait des conditions assez favorables s'ils voulaient se rendre, bien qu'il leur témoignât par la même lettre qu'il savait leur nécessité; mais ils lui répondirent avec mépris et avec orgueil qu'ils ne manqueraient pas de vivres tandis que le bras gauche leur resterait, et qu'ils le mangeraient s'il en était besoin, se réservant le bras droit pour défendre leur liberté. Valdès, furieux de cette réponse, fit hâter les approches, assiégea la ville plus étroitement, et par ce moyen il excita un si grand désordre dans Leyde, où de tous côtés les habitans mouraient de faim, que la populace, à qui l'extrémité avait fait perdre toute patience, menaça publiquement d'ouvrir les portes à l'ennemi, si les magistrats ne recevaient les conditions auxquelles on leur proposait de se rendre. Valdès, en ayant eu avis, résolut d'assaillir la ville qui était déjà ébranlée par ce tumulte, et commanda que toute l'armée se tînt

prête, dans trois jours, pour l'assaut général.

Tout le terroir de Leyde et les campagnes voisines sont entrecoupés de plusieurs ruisseaux qui y font quantité de tours et de détours; le Rhin même passe au travers de la ville, et s'y répand en beaucoup d'endroits, et bien que l'Yssel et la Meuse en soient éloignées, celle-ci prenant son cours vers Rotterdam, et celle-là vers Tergouwe, toutefois elles s'en approchent par les ruisseaux et par les canaux qui sont tirés de part et d'autre; mais de peur que ces rivières et ces canaux ne se répandent dans les campagnes, quand ils sont enflés des eaux de la mer, et qu'ils ne portent sur la terre la fureur de l'Océan qu'ils ressentent en eux-mêmes, l'industrie des hommes leur a opposé des digues, et pour ainsi dire prescrit des bornes; de sorte qu'après que les Hollandais eurent fait savoir leur dessein à ceux de Leyde, par le moyen de quelques pigeons, ils rompirent les digues qu'ils avaient élevées par le travail et par les dépenses de plusieurs années, contre les débordemens de la mer et des rivières, et firent passer sur les campagnes l'Yssel, la Meuse, et même l'Océan, comme un secours inopiné; ainsi ils ensevelirent, par l'inondation de ces eaux, tant leurs propres héritages que tous les villages voisins, afin que par ce ravage, ayant fait à leurs vaisseaux un chemin sur la terre, ils noyassent le camp des assiégeans, et qu'ils portassent aux assiégés, dont ils étaient éloignés de quarante milles, ce qui est à peine imaginable, et des vivres et des soldats.

Cette nouvelle sorte de mer qu'on vit naître subitement parmi les arbres et les villages, et cette multitude de vaisseaux qu'on voyait sortir de ces forêts eussent pu même donner du plaisir aux Espagnols, comme s'ils eussent regardé sur le théâtre des Romains, ces naumachies qui succédaient aux forêts et aux batailles faites pour le divertissement, s'ils n'eussent connu en même temps qu'on venait les attaquer par un spectacle si nouveau; que tant d'eaux s'étaient assemblées pour amener ce secours contre eux, et que par conséquent on leur ôtait l'espérance de prendre Leyde par les munitions que l'on portait sur ces vaisseaux. On ne saurait dire combien il parut sur cet Océan nouveau de vaisseaux équipés de soldats et de canons, de tous les ports et de toutes les îles prochaines, pour le secours de cette ville, soit par la conspiration de tous les peuples, soit par une haine commune contre la religion catholique, que quelques-uns se glorifièrent de témoigner ouvertement, en portant à leurs chapeaux de petites lunes, avec ce vers, qui servait d'inscription :

Nous aimons mieux le Turc que nous n'aimons le Pape.

Cette armée n'était pas moindre que de cent cinquante vaisseaux tous armés en guerre et remplis de toutes sortes d'armes, et il n'y avait pas moins de douze cents soldats outre les matelots. Toutefois les Espagnols ne perdirent pas courage; et lorsqu'ils étaient contraints par les eaux qui croissaient, de quitter quelque fort dont l'assiette était trop basse, ils défendaient les autres avec une opiniâtreté si courageuse, que pour faire quelque sorte de digue contre la violence des eaux et des ennemis, n'ayant point de hoyaux ni de pareils outils, ils se servaient, pour remuer la terre, de leurs poignards et de leurs épées, et la portaient avec leurs casques et leurs cuirasses.

Nous lisons que ceux du Tournésis firent autrefois la même chose en pareille nécessité dans les Pays-Bas, lorsqu'ils assiégeaient le camp de Q. Cicéron, ayant été contraints de remuer la terre avec leurs épées et de la transporter avec leurs sayes. Mais d'autant que le danger devenait plus grand par les eaux qui croissaient d'heure en heure outre mesure, et qui se haussaient par la mer qui avait alors un plus grand flux, à cause de la pleine-lune et du vent du nord-ouest qui soufflait, les Espagnols, assiégés plutôt qu'assiégeans, jetèrent la plus grosse artillerie dans quelques fosses prochaines, et enfin par une terreur soudaine de Valdès, qui se repentit trop tard d'avoir laissé échapper l'occasion de prendre cette ville, ils levèrent le siége de Leyde, quatre mois après l'avoir commencé.

Mais cette faite ne se fit pas sans beaucoup de pertes, car l'ennemi, qui suivait les Espagnols avec des crocs et des crampons attachés au bout de perches ou à des cordes qu'il lançait de loin, les blessait cruellement, ou en attirait plusieurs prisonniers dans les vaisseaux.

Siége d'Anvers par les Espagnols, en 1584.

J'entreprends (dit Strada) d'écrire le siége le plus mémorable, le plus fameux qu'on ait jamais formé devant une ville : car jamais on n'arrêta les rivières avec de plus grands travaux, ni jamais l'esprit humain ne conçut des inventions plus hardies, ni jamais des troupes, à qui plusieurs siéges avaient donné de l'expérience et du courage, ne combattirent plus vaillamment. On fit en cette occasion des forts sur des fleuves rapides; on fit des mines sous les eaux; on fit passer les rivières par-dessus les digues; on fit d'autres digues sur les rivières.

Le prince de Parme se présenta devant Anvers, à la tête d'une puissante armée, et commença ses opérations par l'attaque des deux forts de Lillo et de Liefkensoëch, que les rebelles avaient construits sur les bords de l'Escaut. Un stratagème singulier, qu'imaginèrent les Italiens de l'armée royale, chargés de faire le siége du dernier, en favorisa beaucoup le succès. Ils rassemblèrent un grand nombre de charrettes chargées de foin vert, et y mirent le feu. La fumée, que le vent portait sur le fort, étouffant la garnison, elle fut contrainte de se retirer un peu à l'écart. Les assaillans en profitèrent, montèrent sur les remparts, emportèrent la place. Le prince ne fut pas aussi heureux à Lillo. Mondragoné, ne l'ayant pas attaqué aussi brusquement qu'il l'aurait pu, y laissa entrer un renfort considérable, et perdit à ce siége six semaines et deux mille hommes. On l'abandonna, et l'on se contenta de masquer le fort du côté de la terre, et de réprimer les courses des troupes qui s'y étaient renfermées.

Le prince entreprit ensuite un ouvrage de la plus grande difficulté : c'était de fermer le passage de l'Escaut. Au mois de septembre, il fit bâtir deux forts en face l'un de l'autre, pour assurer la navigation. Dès qu'ils furent achevés, après qu'on les eut bien garnis d'artillerie, on travailla à la construction d'un pont, projet chimérique en apparence, et du succès duquel pourtant dépendait celui du siége d'Anvers. Pour faciliter le transport des matériaux nécessaires, le général espagnol fit creuser un canal large et profond, et dont la longueur avait plus de deux lieues. On l'appela le canal de Parme,

par honneur pour le grand homme qui l'avait entrepris. Ce prince, afin de suivre les travailleurs, et les animer par son exemple, avait établi son quartier au village de Béversen. Le comte Pierre Ernest de Mansfeld, lieutenant-général de l'armée, commandait du côté du Brabant, et campait à Staboëch, un peu au-dessous d'Anvers. Mondragoné s'était retranché presque au bord de la rivière, en face de Lillo, où il contenait les ennemis. On avait bâti de toutes parts des forts, soit pour s'assurer des digues, et empêcher les rebelles d'inonder la campagne, en les coupant; soit pour fermer toute communication avec les places voisines, et arrêter les secours; soit enfin pour s'opposer à la flotte ennemie, et suppléer à la faiblesse de celle du roi. Le marquis de Roubais, officier d'une réputation brillante, et qui la méritait, fut chargé de veiller à la confection du pont: il mit tant d'activité dans les soins qu'il se donna, qu'on espéra de voir bientôt cet ouvrage important conduit à sa perfection.

Cependant les assiégés, effrayés du progrès des Espagnols, étaient en proie aux plus vives inquiétudes. Chaque citoyen craignait pour sa fortune. On n'espérait aucun secours capable d'arrêter le coup prêt à tomber sur toutes les têtes. Tous les cœurs étaient ébranlés; et l'on déclarait ouvertement qu'on ne voulait plus soutenir un siége qui devait coûter beaucoup de sang et de travaux. Saint-Aldegonde, alors bourguemestre d'Anvers, osa seul combattre cette résolution publique. Ses discours pleins de feu ranimèrent le courage abattu de ses concitoyens; et, par ses sentimens généreux, il sut les engager à jurer, d'une commune voix, qu'ils renonçaient pour toujours à l'obéissance de Philippe. On publia un édit par lequel il était défendu, sous peine de mort, de prêter l'oreille à aucun accommodement proposé par les royalistes. On se prépara ensuite, avec plus d'ardeur que jamais, à la défense la plus opiniâtre; et pour la prolonger, on ordonna de ne distribuer les vivres qu'avec mesure. On forma plusieurs compagnies de bourgeois en état de porter les armes; et l'on fit tous les préparatifs nécessaires pour traverser la construction du pont fatal.

Outre les vaisseaux qu'on avait armés pour empêcher ou retarder les travaux, on résolut d'employer plusieurs navires singuliers qu'on devait emplir d'artifice, afin de ruiner les ouvrages déjà faits. Les redoutes que le prince avait formées sur les bords du fleuve gênaient la croisière des frégates d'Anvers. On construisit un vaisseau d'une grandeur énorme, et on le pourvut d'une forte artillerie, afin de les attaquer. Cette masse immense ressemblait en quelque sorte à une forteresse flottante. Les assiégés en conçurent de si grandes espérances, qu'ils l'appelèrent LA FIN DE LA GUERRE, titre fastueux dont la sagesse et l'activité du prince de Parme fit connaître toute la vanité.

Déjà les estacades qui formaient les culées de chaque côté du pont, touchaient à leur perfection, malgré les efforts des rebelles, qui livraient sans cesse de sanglans combats. Ils firent par terre et sur l'Escaut toutes les évolutions capables de troubler les assiégeans. Mais, quelque chose qu'on entreprît, ils parvinrent enfin à se procurer un assez grand nombre de vaisseaux pour fermer le fleuve au milieu de son cours; et, le 25 février 1585, le pont fut entièrement achevé.

Son emplacement fut choisi entre les villages d'Ordam et de Calloo, parce

que le lit du fleuve y était moins large que partout ailleurs, et que son cours faisait en cet endroit un coude plus marqué, en sorte que les bâtimens ennemis ne pouvaient tomber perpendiculairement sur le pont. Pour le commencer, on avait battu, sur chacune des deux rives opposées de l'Escaut, de longues files de gros pieux, que l'on prolongea autant que la profondeur du fleuve put le permettre. On les assembla transversalement, et dans toute leur longueur, avec des pièces de bois très fortes et très solides ; c'est ce qu'on appela *les estacades* : celle de Calloo avait deux cents pieds de long, et celle d'Ordam neuf cents ; l'espace qu'elles laissaient entre elles était de douze cent cinquante pieds. On forma sur chacune d'elles une espèce de place d'armes, capable de contenir un corps de troupes assez nombreux pour les défendre, et protéger les bâtimens qui devaient continuer le pont. Elles furent bordées d'un parapet d'où le soldat, à l'abri des coups de l'ennemi, pouvait l'incommoder de son feu. Les deux forts construits aux deux têtes du pont, c'est-à-dire à l'extrémité des estacades, du côté de la terre, en protégeaient les deux flancs. On les avait garnis, à cet effet, d'une artillerie nombreuse ; on établit aussi des batteries dans les places d'armes. A ces précautions on ajouta celle de hérisser des deux côtés les estacades de grosses poutres terminées en pointe et ferrées : elles saillaient assez loin en dehors, et de gros pieux, enfoncés dans le fleuve, les soutenaient à fleur d'eau. On se proposait par là d'éloigner les navires ennemis, et d'affaiblir leur attaque. Lorsque les estacades furent achevées, on approcha les bâtimens destinés à fermer le reste du cours de l'Escaut dans la partie la plus profonde et la plus large. On choisit trente-deux barques de soixante pieds de long sur douze de large, on les plaça à vingt-deux pieds de distance l'une de l'autre ; on les fixa chacune dans leur emplacement par deux bonnes ancres, et elles furent liées toutes ensemble avec un grand nombre de fortes chaînes. Chaque barque était garnie de trente soldats et de quatre mariniers, et défendue par deux canons aux deux extrémités. Le nombre total des canons distribués sur les estacades et le pont était de quatre-vingt-dix-sept. On couvrit encore le pont d'une défense extérieure, afin de le mettre à l'abri de toute entreprise. On savait que l'ennemi construisait des espèces de brûlots, avec lesquels il se proposait d'y mettre le feu. On craignait d'ailleurs que les vaisseaux, qu'on avait armés dans la ville assiégée, ne vinssent l'attaquer au-dessus en même temps que les navires des confédérés tenteraient de l'attaquer au-dessous. Pour le garantir de ce double danger, on fit de grands radeaux avec un nombre de mâts solidement attachés ensemble, qu'on mit à flot dans toute la largeur du pont, et qui présentaient à l'ennemi une sorte de rempart ou de parapet. Cet ouvrage immense, qui avait environ deux mille quatre cents pieds de long, demanda sept mois de fatigue et d'application. Les ingénieurs qui en eurent la direction s'appelaient Jean-Baptiste Plato et Properce Barrochio. Ce fut ce dernier qui donna l'idée des radeaux qui couvraient le pont.

La place, cependant, n'oubliait rien pour détruire l'effet de cette étonnante entreprise : elle avait à son service un fameux ingénieur italien, nommé Giambelli, natif de Mantoue. Ce fut lui qui inventa et fit exécuter ces bâtimens destructeurs, que depuis on ap-

pela machines infernales. Ils étaient construits avec des bois très épais et solidement assemblés, au milieu desquels était pratiqué un foyer de mine, proportionné à leur grandeur. La mine était formée par une bonne maçonnerie en briques à chaux et à sable, et il n'y avait qu'une lumière pour mettre le feu à la poudre dont on devait la remplir. Ces funestes vaisseaux étaient chargés de blocs de pierres, de boulets de différens calibres, enfin de toutes sortes de matériaux d'un grand poids, entassés autant qu'il avait été possible, afin que l'effet de la mine fût d'autant plus grand que la résistance se trouverait plus forte. Giambelli employa plus de huit mois à mettre tout en état. Le grand navire, dont on a déjà parlé, ne fut pas si promptement achevé. C'était un vaisseau à deux ponts très élevés. Celui de dessous était armé de plusieurs canons gros et petits; celui de dessus était une grande place d'armes, où l'on établit un corps de troupes assez considérable, qui, du haut de ce poste, devait faire un feu de mousqueterie très vif. Ce bâtiment énorme n'avait que deux grands mâts égaux, placés à chacune de ses extrémités, lesquelles avaient à peu près la même forme. Afin qu'il pût approcher des redoutes construites par les royalistes sur les bords de la rivière, il était tout-à-fait plat, et ne s'enfonçait pas à proportion de sa pesanteur, parce qu'il était porté à flot sur un grand radeau de grosses poutres soutenues par des tonneaux vides.

Telles étaient les ressources que les habitans d'Anvers s'étaient ménagées pour rouvrir la navigation de l'Escaut; ils y avaient mis toutes leurs espérances. Les confédérés devaient seconder leurs efforts. Un grand nombre de vaisseaux armés attendaient auprès de Lillo l'effet des machines infernales, afin d'agir en même temps; on essaya de reprendre le fort de Liefkensoëch, et l'on en vint à bout.

Le 4 avril, on vit enfin paraître sur le lit du fleuve ces deux redoutables machines nommées l'une, la Fortune, et l'autre, l'Espérance, suivies de quelques navires plus petits. Ils se laissaient tous aller au cours de la marée; et n'ayant personne à bord, ils voguaient, pour ainsi dire, abandonnés à eux-mêmes, et entraînés par le reflux. Ils flottaient à peine, qu'il s'éleva au-dessus d'eux un tourbillon de feu, qui, après avoir brûlé quelques instans, parut aussitôt s'apaiser et s'éteindre. Les spectateurs en furent étonnés. Tout-à-coup un des petits bâtimens vint à éclater, lorsqu'il était encore éloigné du pont, et ne produisit d'autre effet que de jeter un nuage de fumée très épais. Tous ceux qui étaient construits de même n'opérèrent rien de plus. On n'avait plus à craindre que les deux grands vaisseaux qui approchaient insensiblement. Le premier (c'était la Fortune) s'arrêta sur la rive gauche de la rivière, creva avec le plus horrible fracas, et réduisit en poudre la garnison d'une redoute voisine, et plusieurs soldats qui s'étaient dispersés dans les environs. Quelqu'épouvantable qu'en fût l'effet, celui de l'Espérance effraya encore plus, et causa un dommage considérable. Le vaisseau avait été conduit au point de réunion d'une des estacades et des busques qui formaient le pont. Ce fut dans ce lieu qu'il éclata. L'air resta long-temps obscurci. L'affreuse secousse que reçut la terre s'étendit à plusieurs milles. l'Escaut sortit de son lit, et ses vagues écumantes franchirent les rivages avec impétuosité. Les corps des tristes victimes qui avaient

péri dans cet embrâsement, ne conservaient pas même la figure humaine. La grêle épaisse de pierres et de toutes sortes d'instrumens de mort que lança cet effroyable volcan, tombant de toutes parts, un grand nombre d'infortunés furent tués ou blessés, ou maltraités de la manière la plus cruelle. Cinq cents royalistes périrent; des milliers d'autres furent estropiés ou dangereusement blessés. La mort du marquis de Roubais mit le comble au deuil de cette fatale journée. Le dommage que le pont avait reçu ne fut pas aussi considérable qu'on l'avait craint. Mais le désordre était si grand, que tout était perdu, sans doute, si, dans ce moment, les ennemis avaient attaqué cet ouvrage. Ils n'eurent aucune connaissance du terrible effet de la machine infernale; et la bonne contenance des assiégeans leur en imposa, jusqu'à leur faire croire que le pont n'avait rien souffert.

Les citoyens d'Anvers n'avaient plus d'espérance que dans le grand vaisseau, qu'ils appelaient *la fin de la guerre*. On le mit en œuvre. Ce vaste château s'approcha d'une des redoutes construites sur le bord de la rivière, du côté du Brabant. Ceux qui le montaient commencèrent à faire un feu terrible; ils étaient plus de mille qui soutenaient l'effet du canon par celui de la mousqueterie, et qui descendirent à terre pour attaquer la redoute de plus près; mais ils échouèrent. Le fort brava leurs batteries, et ils livrèrent à la garnison des assauts inutiles. Au contraire, leur énorme bâtiment fut si fracassé par l'artillerie de la redoute, qu'on eut bien de la peine à le réparer, et à le mettre en état d'être employé de nouveau. Cette seconde tentative fut aussi malheureuse que la première, et tous les efforts qu'on fit depuis, soit pour emporter les ouvrages, soit pour rompre le pont, furent également infructueux. Le plus mémorable des combats qui se livrèrent dans ces occasions, fut celui de la contre-digue. Le champ de bataille n'avait que dix-sept pieds de largeur; les Anversois voulaient l'emporter, à quelque prix que ce fût. Animés par les exemples et les exhortations de Saint-Aldégonde et du comte d'Hohendoë, ils repoussèrent plus d'une fois les royalistes, et se crurent maîtres de l'objet de leurs généreux efforts; mais, accablés par le nombre des ennemis plutôt que vaincus, ils cédèrent le triomphe et se retirèrent sous les murs de leur ville, ayant perdu deux mille cinq cents hommes et trente navires. Après cette sanglante victoire, qui lui avait coûté plus de mille soldats, le prince de Parme enleva aux assiégés tous les postes voisins qui tenaient pour eux, et les réduisit à se renfermer dans leur ville. Le désespoir fut alors à son comble. Tous les citoyens n'avaient d'autre perspective devant les yeux, que les horreurs de la famine qui se faisaient déjà cruellement sentir, et l'inévitable nécessité de céder au vainqueur. Le peuple s'attroupa et se souleva ouvertement contre les chefs, qui voulaient toujours se défendre. Il fallut enfin consentir à entrer en négociation; on envoya au prince de Parme des députés pour convenir des articles de la reddition. Saint-Aldégonde, qui était à leur tête, retarda pendant deux mois, sous différens prétextes, la conclusion du traité, croyant, par ces délais adroits, donner aux secours qu'il attendait le temps d'arriver. Enfin, le 17 août 1585, la capitulation fut signée. Le vainqueur fit ensuite son entrée dans la place avec tout l'appareil d'un triomphe. Monté sur un coursier superbe,

armé de pied en cap, il marchait au milieu de plusieurs corps d'infanterie et de cavalerie qui ouvraient et fermaient cette brillante pompe. Elle se termina par rendre grâces au Dieu des batailles, qui tient dans ses mains la défaite et la victoire.

Attaque de Château-Renaud par le duc de Mayenne, en 1589.

La petite ville de Château-Renaud, dans la Touraine, n'ayant que de mauvaises murailles, sembla au duc de Mayenne une proie facile à enlever par les ligueurs; mais son commandant, Sarronet, gentilhomme breton, homme intrépide, valait seul une armée. Pour augmenter la sûreté de sa place, il avait fait creuser à l'entour de profonds retranchemens. Mayenne avait cru qu'il suffirait d'une simple sommation pour emporter une tellè bicoque. Une première tentative ne réussit point. Curieux de connaître les intentions du gouverneur, il lui fait demander ce qu'il espère de ses retranchemens : *y enterrer le duc de Mayenne avec son armée, s'il ne se retire promptement.* Tant de résolution étonne le duc, qui se trouve trop heureux d'un léger prétexte pour abandonner une entreprise dont le succès lui paraît incertain avec un tel homme à combattre.

Attaque de Quillebœuf par l'amiral de Villars, en 1592.

Pendant les troubles de la ligue, Henri IV ordonna de fortifier Quillebœuf, dont il venait de s'emparer. Chagrin de cette perte, le duc de Mayenne confie cinq mille hommes à l'amiral de Villars pour la reprendre. Les fortifications que le roi venait de faire commencer n'étaient pas encore en état de défense; leur étendue, de plus d'une lieue, semblait rendre l'occupation de Quillebœuf bien facile. Bellegarde, grand-écuyer de France, entreprit de la défendre avec quarante-cinq soldats, dix gentilshommes, et ses habitans qui étaient encore en petit nombre. Il avait seulement de la poudre et des munitions, mais peu de vivres. Il reçoit successivement cinquante soldats, douze gentilshommes, et le brave Talbot. Villars fait sommer Bellegarde de se rendre le quinzième jour du siége. Celui-ci rejette ses propositions avec fierté; le dix-septième, il soutint courageusement un assaut. Sa résistance donna le temps à Fervaques de venir au secours de Bellegarde avec douze cents hommes et quelque infanterie. Villars, averti de leur marche, leva le siége. Les troupes de secours admirèrent la témérité de Bellegarde, d'oser tenir dix-sept jours, non pas dans une ville, mais dans un village dont le fossé, dans les endroits où l'on avait commencé de le creuser, n'avait que quatre pieds de profondeur et de largeur.

Siége d'Ostende par les Espagnols, en 1601.

Henri Haëstens a publié la relation du siége d'Ostende, sous le titre de *la Nouvelle Troie, ou Mémorable Histoire du siége d'Ostende.* Ce siége est, en effet, l'un des plus étonnans qu'il y ait jamais eu, l'un de ceux où l'on ait déployé de part et d'autre le plus d'audace et de génie, et il est aussi une des preuves les plus sensibles qu'une garnison, qui peut être rafraîchie et ravitaillée à volonté, est comme inexpugnable. Il y eut au siége d'Ostende un nombre prodigieux d'assauts livrés et repoussés avec fureur; enfin, les assié-

gés ne se rendirent que quand la terre leur manqua pour se retrancher, et encore ce fut par ordre formel des États-Généraux, auxquels la durée de ce siége avait donné le moyen de se dédommager, en enlevant aux Espagnols d'autres villes non moins importantes alors pour eux qu'Ostende, telles que l'Écluse, Grave, Ysendik. Les assiégeans, commandés par le marquis de Spinola, employèrent à ce siége trois ans et soixante-dix-huit jours, et y perdirent plus de soixante et dix mille hommes. La ville n'était plus qu'un tas de décombres lorsqu'elle fut rendue, et les habitans se retirèrent presque tous à l'Écluse et lieux circonvoisins.

Siége de Montauban par le connétable de Luynes, en 1621.

Le connétable de Luynes, suivi du roi Louis XIII, des maréchaux de Lesdiguières, de Saint-Géran, de Praslin, de Thémines et de Chaulnes, des ducs de Mayenne, de Guise, de Vendôme, de Montmorency et de Chevreuse, du prince de Joinville, de Bassompierre, de Schomberg, en un mot, de tous les grands seigneurs du royaume, se présenta devant la ville de Montauban, le 17 d'août 1621, et en forma le siége. Cette place des huguenots fut aussi vigoureusement défendue par *La Force, le père*, qu'elle fut mal attaquée par le favori du monarque français: aussi fut-il obligé de se retirer, le 2 de novembre, après avoir fait, pour l'emporter, d'inutiles efforts.

Siége de La Rochelle par Louis XIII, en 1627.

Le cardinal de Richelieu voulut signaler son ministère par la conquête de La Rochelle. Il en fit ordonner le siége, malgré l'avis des ennemis de sa grandeur et de sa puissance; et, dans le cours de 1627, une armée de vingt-trois mille hommes, ayant Louis XIII à leur tête, vint se présenter devant ce dernier asile des protestans. Le cardinal conduisait toutes les opérations, sous le nom du roi; il était secondé par le duc d'Angoulême et les maréchaux de Schomberg et de Bassompierre. C'est ce même Bassompierre qui avait dit au conseil: *Vous verrez que nous serons assez fous pour prendre La Rochelle.* La ville était vaste, bien fortifiée, bien située, pourvue d'une nombreuse artillerie, remplie de munitions de toute espèce, et défendue par des habitans que le zèle de la religion avait rendus presque invincibles. Ils élurent pour maire, gouverneur et général de leur ville, Jean Guiton, homme d'une valeur déterminée. A peine eut-il été revêtu de l'autorité attachée à sa place, qu'il assembla les habitans; et prenant un poignard: « Je serai maire, leur » dit-il, puisque vous le voulez absolu» ment; mais c'est à condition qu'il me » sera permis d'enfoncer ce poignard » dans le sein du premier qui parlera » de se rendre. Je consens qu'on en » use de même envers moi, dès que je » proposerai de capituler; et je de» mande que ce poignard demeure » tout exprès sur la table de la chambre » où nous nous assemblerons dans la » maison de ville. »

Richelieu cependant travaillait à bloquer la place. Par son ordre, on forma une circonvallation qui occupait l'espace de trois lieues; on la protégea de treize forts, flanqués de redoutes, et garnis d'artillerie. Mais le grand point était de fermer le port, afin d'arrêter les secours qui pourraient venir d'Angleterre. On essaya d'enfoncer des pieux pour en embarrasser l'entrée,

on tendit une barre d'une force et d'une longueur extraordinaires : tous ces moyens furent inutiles. Enfin le cardinal résolut de faire une digue. Dès qu'il en eut proposé le plan, tout le monde se récria contre un projet si absurde ; il n'y eut que Louis Métézeau et Jean Tiriot, tous deux architectes français, qui osèrent se charger de l'exécuter; et on les regarda comme des visionnaires. Il fallait fermer un canal qui avait sept cent quarante toises de largeur, dans lequel la mer se précipitait avec violence; et, quand le vent était impétueux, elle y roulait des vagues si furieuses, qu'il semblait ridicule de vouloir leur opposer aucun ouvrage humain. On enfonça dans la mer, depuis la pointe de Coreille jusqu'au Fort-Louis, de longues poutres, de douze pieds en douze pieds; d'autres poutres, aussi fortes, les liaient en travers. On jeta dans les intervalles de grosses pierres sèches, auxquelles le limon et la vase servaient de ciment. Cette digue fut tellement élevée, que, dans les plus hautes marées, les soldats y étaient à sec. Son épaisseur était à l'épreuve du canon; elle avait par le bas environ douze toises de largeur, et quatre seulement par le haut, de sorte qu'elle était en glacis. On éleva à chaque bout un fort; l'on eut soin de laisser une ouverture au milieu pour donner passage aux marées; mais, pour empêcher les vaisseaux ennemis de pénétrer par cette ouverture, on en rendit l'entrée impraticable, en faisant couler à fond quarante vaisseaux remplis de pierres maçonnées, et en enfonçant quantité de gros pieux dans la mer. Ce grand et merveilleux ouvrage, qui demanda près de six mois de fatigues, était défendu par plusieurs batteries de canon, dressées dans la terre ferme, et par deux cents vaisseaux de toute grandeur, bien armés, qui bordaient le rivage. On connut bientôt tout l'avantage de cette digue. La Rochelle, qui jusqu'alors avait tiré ses provisions par mer, les consomma en peu de temps, et les Anglais, qui deux fois s'approchèrent pour délivrer ou ravitailler la place, furent obligés de renoncer à leurs tentatives. Enfin, après un an de blocus, les réformés, réduits, depuis plusieurs semaines, à ne se nourrir que d'herbes et de coquillages, se voyaient moissonner chaque jour par la famine. Déjà ce triste fléau avait tué plus de douze mille personnes; des maisons entières étaient remplies de cadavres. Un jour le maire vit une personne exténuée par la faim : « Elle n'a plus qu'un souffle » de vie, lui dit quelqu'un. — En êtes- » vous surpris? répondit-il; il faudra » bien que nous en venions là, vous et » moi, si nous ne sommes plus secou- » rus.... — Mais, ajoute un autre, la » faim emporte tous les jours tant de » monde, que bientôt nous n'aurons » plus d'habitans. — Eh bien, reprit- » il, il suffit qu'il en reste un pour fer- » mer les portes. »

Tel était l'opiniâtre courage du chef des habitans de La Rochelle; et ses soldats, à peine en état de soutenir leurs mousquets, songeaient à mourir plutôt que de se rendre. Il ne leur restait plus qu'un souffle de vie, lorsque, le 28 octobre 1628, ils demandèrent à capituler. Les articles portaient que le roi pardonnait aux Rochellois, les rétablissait dans leurs biens, et leur accordait l'exercice libre de leur religion; que les capitaines et gentilshommes sortiraient de la ville l'épée au côté, et les soldats un bâton blanc à la main, après qu'ils auraient juré de ne jamais porter les armes contre le service du roi. Les troupes prirent, le 30, posses-

sion de la ville, et le monarque y fit son entrée le 1er de novembre. Les fortifications furent démolies, les fossés comblés, les habitans désarmés et rendus taillables, l'échevinage et la communauté de ville abolis. Il y avait près de deux cents ans que La Rochelle ne reconnaissait presque de souverains que ses magistrats. La conquête en coûta quarante millions, mais peu d'hommes, à Louis XIII.

Siége de Saint-Jean-de-Lône en 1635.

La petite ville de Saint-Jean-de-Lône, en Bourgogne, fut assiégée en 1635 par les armées combinées de l'Empereur, du roi d'Espagne et du duc Charles de Lorraine, formant ensemble quatre-vingt mille hommes; mais la défense fut si vigoureuse, qu'elles furent contraintes de lever le siége. Le roi Louis XIII, pour récompenser le courage et la fidélité des habitans, leur accorda plusieurs priviléges.

Siége de Dôle par Henri II, prince de Condé, en 1636.

Henri II, prince de Condé, attaque Dôle en 1636; il annonce aux assiégés, par une patente, qu'il les prend sous la protection de Louis XIII, s'ils se soumettent sous trois jours, il somme ensuite la garnison de se rendre. « Rien ne » nous presse, reprend le gouverneur » Lavergne; après un an de siége nous » délibérerons sur le parti à prendre. » Condé, qui voit qu'il a affaire à des gens de cœur, multiplie les attaques; il hasarde les sommations après les plus légers avantages. Sa conduite devient si ridicule qu'on le somme enfin lui-même de lever le siége. Un trompette vient lui déclarer que, s'il veut se retirer, les habitans de Dôle lui accorderont six jours francs, afin qu'il puisse s'en aller en sûreté avec son armée; « Que si » votre altesse rejette cette offre, elle » pourra bien s'en trouver mal. — Et » moi, répondit le prince en colère, je » ne recevrai point ceux de Dôle à » composition, à moins qu'ils ne me la » viennent demander la corde au cou. » Les assiégés poussent l'insulte encore plus loin; ils menacent d'arrêter Condé devant leurs murs aussi long-temps qu'il a demeuré dans le ventre de sa mère; et puis de l'obliger ensuite d'en lever le siége. Condé redouble d'efforts pour ne pas prendre un parti si honteux; cependant, après avoir épuisé toutes ses ressources, il y est obligé.

Siége de Lérida par le prince de Condé, en 1647.

Le 8 mai 1647, le prince de Condé quitta Barcelonne, et en six jours arriva devant Lérida, dans le dessein d'en former le siége. Cette ville fameuse est située sur la Sègre. Un mur épais, divers bastions, quelques ouvrages à cornes, un fossé large et profond, un beau château qui lui sert de citadelle, la rendent moins redoutable que sa position sur un roc si vif et si dur qu'il est presque impossible de le percer. Philippe IV en avait confié la défense à Dom Georgio Britt, Portugais, l'un des hommes de l'Europe qui avait le plus de valeur, d'expérience, de réputation, de générosité, de politesse. Sa garnison était composée de quatre mille hommes d'élite, et la place munie d'une artillerie nombreuse, et d'une si grande quantité de vivres et de munitions de guerre, qu'il eût été difficile de les épuiser en six mois de tranchée ouverte. L'armée française ne montait qu'à seize mille hommes, mal payés, et par conséquent mauvais soldats. Le

maréchal de Grammont la commandait sous les ordres du prince; le comte de Marsin et le duc de Châtillon remplissaient les fonctions de lieutenans-généraux; le marquis de la Moussaie, M. Darnauld, le comte de Broglie, le chevalier de la Valière, le marquis de la Trousse et le comte de Tavanes, celles de maréchaux de camp. Condé s'établit dans les lignes du comte d'Harcourt, qui, quelques mois auparavant, avait inutilement bloqué Lérida. La paresse des Espagnols les avait laissé subsister. Le prince les assura par de nouveaux forts, et forma toutes ses dispositions. Dès les premières attaques, le chevalier de la Valière, qui s'était flatté d'un prompt succès, fut tué, et sa mort resta sans vengeance, parce qu'on attendait de jour en jour la grosse artillerie qui n'arrivait point. Ce délai faisait languir le bouillant général dans une inaction pénible. Pour surcroît de disgrâce, la Sègre, grossie par la fonte des neiges des Pyrénées, déborda avec tant de violence qu'elle entraina les ponts de communication. A l'instant, Britt, qui suivait d'un œil judicieux toutes les démarches, toutes les situations de l'ennemi, qui épiait toutes les occasions favorables, sort de la place avec la plus grande partie de sa garnison; et, profitant de l'absence du prince et du maréchal occupés à prendre quelques châteaux, il fond sur le quartier de Marsin, abandonné à ses propres forces, et qui avait envoyé la cavalerie fourrager à plusieurs lieues du camp. Dans cette circonstance funeste, Marsin s'arme de tout son courage, il se présente d'un air intrépide à la garnison de Lérida, et soutient pendant près de deux heures tous les efforts des Espagnols. Animés par l'exemple de leur chef, les Français font des prodiges: ils repoussent le gouverneur, ils attaquent, ils renversent quatre cents chevaux embusqués dans les masures d'un faubourg. L'ennemi déconcerté cherche son salut dans la fuite. Les vaincus se jettent dans la rivière et regagnent à la nage les remparts de leur ville. Cependant Condé revient au camp, rétablit les ponts et dispose deux attaques. L'une, qu'il conduit lui-même, embrasse une vieille église, changée en forteresse, et située à deux cents pas de la ville. L'autre, dirigée par Grammont, est dressée vers une chapelle également fortifiée. Le 27 de mai, le régiment de Champagne, précédé des vingt-quatre violons du prince, ouvre la tranchée en plein jour, avec toutes les démonstrations de la joie et de l'espérance. Tout répond d'abord aux vœux des assiégeans. Les progrès sont rapides, l'officier, le soldat même, animés par le succès, se livrent avec ardeur aux travaux de la guerre, que leur général partage avec eux; mais bientôt tout change. Le découragement succède tout à coup à cette allégresse; les obstacles qui se rencontrent à chaque pas dissipent l'illusion. En vain le prince prie et menace, en vain il punit et récompense: le guerrier immobile se refuse à d'inutiles fatigues. Britt, qui avait vu tranquillement les premières approches des Français, s'aperçoit qu'il est temps d'agir. Il redouble le feu de son artillerie et de sa mousqueterie. Il prépare chaque jour des sorties terribles et meurtrières. Plusieurs fois il nettoie la tranchée, il détruit les travaux, il renverse les batteries. Dans l'une de ses actions, qui fut la plus sanglante du siége, il se précipita sur la tranchée de Condé, suivi de plus de la moitié de sa garnison; en moins de quelques minutes, il massacra tous les mineurs, brûla les fascines, encloua le canon, blessa à la tête et

prit M. Darnauld. Déjà le régiment suisse de Bromme, effrayé d'un si grand désastre, avait abandonné tous les postes, lorsque Condé accourt, lui, quatrième. D'abord il force les Suisses, à grands coups d'épée, de retourner à la tranchée : il dégage Darnauld, regagne à découvert, et sous le feu prodigieux de la place, tous les postes abandonnés. Enfin il oblige le gouverneur à chercher un asile dans Lérida. Cette victoire est d'autant plus remarquable qu'elle fut remportée par ces mêmes Suisses qui, peu de momens auparavant, avaient paru si épouvantés.

Le prince, après cet exploit glorieux, se hâta de rétablir les ouvrages. Cinq jours entiers furent employés à ce travail; et l'on se porta aux attaques avec une nouvelle ardeur. Britt, étonné de tant de constance, résolut de tout hasarder pour arrêter les progrès qui pouvaient bientôt lui devenir funestes. Le 11 de ce mois, entre midi et une heure, c'est-à-dire dans l'instant même que Condé quittait la tranchée pour aller dîner chez le comte de Marsin, au-delà de la Sègre, la garnison presque entière sort de Lérida, et tombe sur le régiment de Montpouillon à la tête duquel le marquis de la Moussaie gardait les travaux. Le succès des assiégés fut rapide. Une partie du régiment est taillée en pièces, l'autre échappe par une prompte retraite. La Moussaie défend presque seul la batterie, n'ayant d'autre espoir que de périr l'épée à la main. Au bruit effroyable qui se fait entendre, le prince, prêt à passer la rivière, s'arrête, prête l'oreille, distingue des clameurs, en devine la cause, donne ses ordres et court à bride abattue vers la tranchée dont l'ennemi était le maître. Le premier objet qui frappe ses regards, ce sont ces mêmes Suisses qui, dans une autre occasion, avaient pris la fuite, et qui, dans celle-ci, réparaient leur honneur par des faits d'armes héroïques. A la vue du prince, ils remplissent l'air de cris d'allégresse. Leur ardeur guerrière se ranime ; et, dans la joie d'avoir Condé pour témoin de leurs exploits, ils témoignent tant d'andace et de fierté que ce grand général n'eut besoin que de leur secours pour triompher des Espagnols et regagner les postes perdus. Cependant l'infatigable Britt, dangereusement blessé, se faisait traîner en chaise sur les remparts et à la brèche, encourageant le soldat, plus encore par ses actions que par ses paroles, augmentant sans cesse le feu de son artillerie, paraissant enfin déterminé à s'ensevelir sous les débris de sa place. Il avait rassemblé nne si prodigieuse quantité de feux d'artifice et de grenades, qu'il vint à bout deux fois de brûler la galerie des assiégeans. Elle ne fut rétablie qu'avec beaucoup de peine. Une si opiniâtre résistance avait tellement découragé l'infanterie française qu'elle s'enfuyait dès qu'elle entendait le funeste cri d'*alerte à la muraille!* qui partait de la place, et qui était toujours suivi d'un sanglant combat.

Toutefois, malgré la défense héroïque du gouverneur, il est constant que Lérida eût succombé, si le prince eût reçu de la France le nombre de troupes et la quantité de munitions qui lui avaient été promises, ou même si la désertion, causée par l'excès des chaleurs et des fatigues, n'eût ruiné l'armée. Déjà il était venn à bout de faire brèche à la muraille de la ville et à celle du château. Tout à coup il apprend que l'armée espagnole, une fois plus nombreuse que la sienne, s'approche pour le combattre. Il n'y avait pas à délibérer ; il fallait, ou emporter

la place d'assaut, ou se résoudre à lever le siége, cruelle alternative! Condé, que l'Europe s'était accoutumée à regarder comme invincible, doit-il céder à un ennemi qu'il a tant de fois vaincu? Hasardera-t-il un assaut avec des troupes consternées? et s'exposera-t-il à la même destinée que d'Harcourt, pour être ensuite le triste témoin de la perte de la Catalogne? Cette dernière réflexion décide le magnanime général. L'amour de la patrie l'emporte sur celui de la gloire. Il assemble ses capitaines, et leur expose son projet. Cette résolution était désirée depuis long-temps, elle fut applaudie; et l'on se disposa à la retraite avec tous les transports de la joie la plus vive. On la fit heureusement, le 17 de juin; et Britt, qui était sorti de Lérida avec toute sa garnison, n'osa attaquer l'arrière-garde. Ce capitaine, durant tout le cours du siége, s'était distingué par des procédés généreux. Il ne laissa passer aucun jour sans envoyer des rafraîchissemens au prince; et, quand ce héros eut abandonné son entreprise, il lui écrivit qu'il se serait fait une véritable joie de lui apporter les clefs de Lérida, si son devoir ne l'eût forcé de ne les remettre qu'entre les mains du roi qui lui en avait confié la garde.

Siége de Candie par les Turcs, en 1667.

Les Turcs, moins formidables, il est vrai, que sous Mahomet, Sélim et Soliman, mais dangereux encore, assiégèrent régulièrement Candie en 1667. Quelques galères de Malte et du Pape furent les seuls secours fournis aux Vénitiens contre une inondation de soixante mille Turcs, dans une île réputée le boulevart de la chrétienté. Mais elle avait un digne rempart dans le courage et la valeur du noble Morisini, généralissime des Vénitiens. Il y soutint cinquante assauts, plus de quarante combats souterrains, et éventa plus de cinq cents fois les mines des assiégeans. En vain le grand-visir Kiuperli tenta de corrompre ce grand homme, en lui proposant de le faire prince de Valachie et de Moldavie; il fut insensible à ces offres. Louis XIV donna inutilement aux autres princes l'exemple de secourir Candie. Ses galères et ses vaisseaux, nouvellement construits dans le port de Toulon, y portèrent sept mille hommes, commandés par le duc de Navaille, secours trop faible dans un si grand danger, parce que la générosité française ne fut imitée de personne! La Feuillade, simple gentilhomme français, fit une action qui n'avait eu d'exemple que dans les temps de la chevalerie; il conduisit, à ses dépens, près de trois cents gentilshommes à Candie, quoiqu'il ne fût pas riche. Si quelque autre nation avait fait pour les Vénitiens à peu près autant que la France, Candie aurait pu être délivrée; mais ces faibles secours ne servirent qu'à retarder sa prise. Le duc de Navaille, voulant signaler son entrée dans la ville par quelque action d'éclat, fait résoudre une sortie qu'il exécute avec ses troupes. Les commencemens de cette entreprise sont très brillans. On détruit les travaux des assiégeans, on encloue leurs canons, on force leurs lignes; les Turcs, surpris, vont se noyer dans la mer, ou se réfugier dans des montagnes peu éloignées. Les Français se regardent déjà comme les libérateurs de la ville. Malheureusement leur ardeur excessive leur ôta la victoire. Un soldat, étant entré, avec sa mèche allumée, dans un magasin à poudre souterrain, pratiqué au-dessous des batteries, y met le feu par mégarde. Les munitions, embrâ-

sées par ce funeste accident, font sauter le bastion avec toutes les troupes qui sont dessus. L'imagination ardente des Français leur fait croire aussitôt que tout est miné sous leurs pieds; ils prennent l'épouvante et fuient dans un désordre extrême. Ce découragement est remarqué des Turcs qui fondent aussitôt sur les Chrétiens et en font un horrible carnage. Désespérant de sauver Candie, le duc de Navaille se rembarqua avec huit mille Français envoyés par Louis XIV en différens temps. Abandonné de ses alliés, Morisini capitula en 1669. Le grand-visir, plein d'estime pour son courage, lui accorda tout ce qu'il voulut. Le 16 septembre, les Turcs prirent possession d'une conquête qui leur coûta plus de cent mille hommes. Tous les habitans en sortirent, et la garnison enleva l'artillerie. Les Turcs, dans ce siége, se montrèrent supérieurs aux Chrétiens, même dans l'art militaire. Les plus gros canons qu'on eût vus en Europe furent fondus dans leur camp; ils firent, pour la première fois, des lignes parallèles dans leurs tranchées, usage que nous avons pris d'eux, mais qu'ils tenaient d'un ingénieur italien.

Siége de Grave par les Hollandais, en 1664.

La ville de Grave (dit M. de Quincy), que le général Rabenhaut assiégeait depuis la fin du mois de juillet avec des troupes des États-Généraux et de l'électeur de Brandebourg, était défendue par M. de Chamilli, lieutenant-général, officier d'une grande réputation. Le prince de Condé, qui connaissait sa valeur, et que cette place était fournie abondamment de tout ce qui était nécessaire pour soutenir un long siége, ne s'inquiéta pas beaucoup lorsqu'il apprit que les ennemis avaient entrepris d'en faire le siége, et ne sortit point de ses postes d'auprès de Charleroy. Le général Rabenhaut fit ses approches avec assez de facilité; mais, à mesure qu'il les poussait plus avant, il trouva une garnison si opiniâtre, que par les fréquentes sorties qu'elle faisait, on aurait eu de la peine à dire si c'était lui qui attaquait ou qui était attaqué, puisque ce général ne prenait pas un pouce de terrain, que les assiégés ne le reprissent aussitôt l'épée à la main. Depuis long-temps on n'avait vu une si belle et si longue défense, et la fortune secondant la valeur de M. de Chamilli, il ne se passa presque point d'occasion où il ne remportât l'avantage. Cela fit connaître au général Rabenhaut qu'il s'était trompé, lorsqu'il s'était flatté de réduire cette place avec le peu de monde qu'on lui avait donné; et, comme il voyait que ses troupes diminuaient tous les jours, il fut obligé de prendre le parti de se fortifier dans son camp, pour se mettre à couvert des fréquentes entreprises de M. de Chamilli, qui ne se contentait pas de l'attaquer dans ses tranchées, mais jusqu'au milieu de ses troupes. Il prit cette résolution d'autant plus tôt, qu'il savait bien que le prince d'Orange attendait tous les jours les troupes de l'électeur de Brandebourg, qui, ayant manqué au traité fait par le roi, s'était lié avec ses ennemis, et que lorsqu'elles seraient arrivées, aussi bien que les troupes de Brunswick, il était impossible que le roi ne fût obligé d'affaiblir l'armée du prince de Condé pour renforcer celle de M. de Turenne qui était très faible sur le Rhin, et que, par ce moyen, le prince d'Orange serait en état de lui envoyer un renfort de troupes pour achever cette entreprise. Cependant M. de Chamilli, profitant du

repos qu'on lui laissait, fit travailler à fortifier les endroits de la place qui en avaient besoin, en quoi il fut bien secondé par sa garnison. Il se passa pendant ce temps-là plusieurs actions particulières. M. de Chamilli manquant d'argent, et les ôtages hollandais, pour les contributions, étant renfermés dans Grave, ils rentraient au pouvoir des États-Généraux après la prise de cette place, et c'est ce qui avait déterminé les alliés à s'attacher plutôt à cette conquête qu'à toute autre, et parce que la plupart des munitions de guerre, qu'on avait retirées des places hollandaises que la France avait abandonnées, y avaient été réunies. Le comte d'Estrades, qui commandait dans Mastricht, détacha M. de Melin, colonel, qui trouva moyen d'entrer dans Grave, d'y porter de l'argent, d'en retirer les ôtages, de passer à travers les ennemis, et de les conduire à Mastricht. Tout cela fit que, lorsque le prince d'Orange y arriva, avec l'armée hollandaise, après la levée du siége d'Oudenarde, le siége n'était pas plus avancé que le jour que le général Rabenhaut y avait ouvert la tranchée. Le 24 octobre, le prince d'Orange fut joint par le prince Charles de Lorraine, par le Rheingrave et par le prince de Waldek. Ce prince se préparait à pousser vigoureusement le siége, et M. de Chamilli à défendre la place avec la même opiniâtreté et la même valeur qu'il avait déployées pendant quatre-vingt-treize jours, toute ruinée qu'elle était par les bombes, lorsqu'il reçut des ordres du roi de se rendre, pour conserver la vie à tant de braves gens qui y étaient, et qui auraient péri inutilement, si on leur eût permis d'en continuer la défense.

Siége de Philipsbourg par le prince de Bade, en 1676.

En 1676, le prince Frédéric de Bade-Dourlach, général de l'armée des Cercles, fut chargé du siége de Philipsbourg. M. Du Fay, gouverneur de la place, prit de son côté toutes les mesures possibles pour une longue défense; il fit de si continuelles sorties sur leurs approches, qu'ils ne furent en état d'ouvrir la tranchée que la nuit du 24 au 25 de juin. Dès le lendemain matin, les travailleurs furent mis en fuite, et les travaux en partie comblés par les assiégés. Tant que le siége dura, les impériaux ne prirent pas un pouce de terrain, qui ne leur fût disputé avec la dernière opiniâtreté, et dont on ne les chassât le moment d'après.

Les troupes qui attaquaient la place grossissant tous les jours par celles que les États de l'empire et les confédérés y envoyaient continuellement, et les batteries nouvelles qu'ils avaient faites ayant commencé à tirer le 9 de juillet, à l'attaque du prince Herman de Bade, et le 17, à celle du comte de Westmüller, elles firent un grand effet. Celui-ci attaqua un petit ouvrage détaché, qu'il emporta; mais dès le lendemain, il fut repris par les assiégés. Le comte de Westmüller l'ayant fait attaquer, une seconde fois, le même jour, il l'emporta encore; mais le débordement du Rhin étant survenu, le contraignit de l'abandonner presque aussitôt. Tant d'attaques, de sorties et de combats ne pouvaient se passer sans la perte de beaucoup de monde, de la part des assiégeans; ils y perdirent, entre autres, le prince Pio, l'un de leurs généraux, qui fut tué dans la tranchée le 29 juillet. Le même jour, ils commencèrent à tirer quinze mor-

tiers qui foudroyèrent la place pendant le reste du siége.

Comme on était dans les plus grandes chaleurs de l'été, l'eau fut bientôt retirée, et les assiégeans travaillèrent avec beaucoup de diligence à réparer le désordre que le débordement avait causé dans les tranchées. Ils avancèrent tellement leurs travaux, que M. Du Fay fit savoir à M. de Luxembourg que s'il n'était secouru, il n'y avait pas moyen de conserver la place; mais, comme il n'en recevait point de réponse, il vit bien que sa conservation roulait plutôt sur lui que sur le secours du duc de Luxembourg. Il continua ses sorties, dans lesquelles il éprouvait tantôt la bonne et tantôt la mauvaise fortune, mais qui retardaient toujours les travaux des Allemands. Un jour, ayant fait un détachement plus fort qu'à l'ordinaire, il poussa ceux qui avaient la tête de la tranchée, et fit plier tout ce qui était devant lui; mais des troupes, étant survenues au secours des assiégeans, l'obligèrent de se retirer, après avoir perdu cinquante hommes, ce qui lui fit prendre le parti de ne plus faire que de petites sorties, pour conserver son monde.

Cependant le Rhin déborda encore une fois, et incommoda beaucoup les assiégeans; mais les eaux s'étant écoulées comme la première fois, ils rétablirent les travaux qui avaient été un peu endommagés, et se virent en état d'attaquer le chemin couvert, ce qu'ils firent le 2 août. Ils entreprirent cette action avec de gros détachemens qui marchèrent en même temps sur tout le front de l'ouvrage à cornes. Après une résistance des plus vives et des plus opiniâtres de la part des assiégés, il fut emporté du côté de l'attaque du marquis de Bade; les Allemands y firent une perte si considérable, que les caporaux des régimens de Souches, de Staremberg, de Pio et de Grana, qui donnèrent de ce côté-là, se trouvèrent commandans. Les impériaux y eurent quinze cents hommes de tués. M. Du Fay fit le lendemain, pour le reprendre, une tentative qui ne lui réussit pas, et les ennemis s'y logèrent entièrement.

M. le maréchal de Luxembourg, ayant reçu du roi l'ordre de marcher au secours de la place, fit, pour y parvenir, tous les efforts qu'on pouvait se promettre d'un si grand général; mais ayant reconnu l'impossibilité de forcer les lignes du prince de Bade, il repassa le Rhin. Alors M. le duc de Lorraine somma de nouveau M. Du Fay de se rendre, tout espoir d'être secouru s'étant évanoui. Il lui fit dire qu'il avait acquis assez de réputation, en défendant cette place avec tant de valeur pendant un si long temps, afin de pouvoir obtenir une capitulation honorable, qu'il n'aurait point, s'il tardait à le faire. Le gouverneur fit réponse que s'il voulait envoyer quelqu'un, il lui ferait voir que par l'état de sa garnison et des fortifications de la place, il ne pouvait pas accepter le parti qu'il lui proposait, sans risquer de perdre l'estime qu'il avait en la bonté de marquer pour lui. Nonobstant cette réponse, il se voyait consumer tous les jours; et, quoique sa garnison fût de bonne volonté, et le corps de sa place bon, il lui restait si peu de poudre, qu'il était obligé de faire tirer du canon rarement. Il trouva moyen de le faire savoir à la Cour, par un homme qu'il fit sortir; sur quoi, M. de Louvois lui fit dire, de la part du roi, qu'il était si satisfait de la longue défense qu'il avait faite, qu'il pouvait rendre la place lorsqu'il le jugerait à propos; cette permission ne ralentit point sa fermeté et

son courage. Le prince de Bade-Dourlach, ayant fait attaquer la partie dn chemin convert dont il n'avait pu se rendre maître, il le défendit avec tant de valeur, que les ennemis ne s'en virent les maîtres qu'après une action très vive et très longue, et qu'après y avoir eu un grand nombre de soldats tués et blessés : parmi ces derniers était le duc Frédéric-Auguste de Brunsvick-Wolfembutel, qui commandait cette attaque, où il fut lui-même dangereusement blessé.

Sitôt que les ennemis se virent maîtres de tout le chemin couvert, ils y établirent des batteries pour battre en brèche la demi-lune et l'ouvrage à cornes; ils attachèrent à la demi-lune le mineur qu'ils passèrent au moyen d'une galerie. Mais les assiégés la brûlèrent et tuèrent le mineur; en sorte qu'ils furent obligés de faire une brèche à cette demi-lune avec leur batterie; elle fut assez grande le 3 de septembre (1676) pour l'attaquer après avoir fait le passage du fossé. Ils s'en saisirent avec moins de résistance qu'ils n'avaient espéré; mais à peine y eurent-ils été une demi-heure, que M. Dn Fay les en chassa, après avoir tué une partie des troupes qui la gardaient et qui travaillaient au logement. Les troupes qui firent cette action se retranchèrent si bien sur la brèche, que, les Allemands étant revenus une seconde fois pour l'attaquer, y furent repoussés, ce qui contraignit le prince de Bade-Dourlach de prendre des mesures pour attaquer en même temps cette demi-lune et un des demi-bastions de l'ouvrage à cornes; mais M. Du Fay, manquant absolument de poudre, et ayant reçu des ordres dn roi de conserver la vie au reste d'nne garnison qui avait donné tant de marques de valeur pendant le cours d'un si long siége, fit battre la chamade le 8, au grand étonnement des assiégeans, qui n'ayant pu, depuis trois mois de siége se rendre encore maîtres de la demi-lune, eurent de la peine à concevoir ce qui pouvait obliger des gens, qui venaient de donner tant de marques de valeur et d'opiniâtreté, à se rendre si vite.

Le prince de Bade-Dourlach accorda à M. Du Fay les conditions les plus honorables qu'il demanda, et quoique la retraite de M. de Luxembourg et les ordres dn roi fissent assez connaître aux assiégés qu'on ne songeait plus à les secourir, M. Du Fay ne laissa pas d'obtenir qu'on mît à la tête de la capitulation, qui fut signée le 9 septembre, qu'il ne sortirait de la place qne le 17, si avant ce temps-là, elle n'était seconrue par une armée royale qui y fît entrer mille ou huit cents hommes au moins. Il en sortit, le jour marqué, tambour battant, mèche allumée, enseignes déployées, sa cavalerie l'épée à la main, avec huit pièces de canon, un mortier et quatre bateaux de cuivre; il fut conduit à Haguenau.

Siége de Mastricht par le prince d'Orange, en 1676.

Le prince d'Orange (dit M. de Quincy), était occupé pendant le siége d'Aire à l'attaque de Mastricht; l'armée avec laquelle il tenta cette entreprise était composée des troupes de Hollande d'Espagne, de Brunswick et d'Osnabruck, de trois régimens Anglais et de quelques régimens de l'Empereur et de Brandebourg : elle se trouvait plus forte et plus nombreuse qu'elle n'avait encore été depuis le commencement de la guerre; mais l'entreprise était difficile, non-seulement à cause des fortifications qui étaient excellentes, mais encore eu égard à une

forte garnison de quatre mille cinq cents hommes d'infanterie, savoir, un bataillon de Picardie, trois de Piémont, deux de Bourbonnais, un de Jonsac et un de Vierset, deux régimens de cavalerie et un de dragons. M. de Calvo, maréchal de camp, officier de réputation et de beaucoup de valeur, y commandait en l'absence du maréchal d'Estrades, que le roi avait envoyé plénipotentiaire à Nimègue. M. de Calvo, qui avait toute sa vie servi dans la cavalerie, et n'était pas par conséquent fort entendu dans la défense des places, en fit l'aveu aux officiers qui étaient sous ses ordres, et leur ordonna de prendre les mesures qu'ils trouveraient les plus convenables pour faire une belle défense, ajoutant qu'il déférerait volontiers à tous les avis et aux propositions qu'ils lui feraient pour le bien du service, et qu'il en ordonnerait l'exécution, hors celle de se rendre, à quoi il ne consentirait jamais, et qu'il périrait plutôt sur la brèche.

Le prince d'Orange ayant déterminé le temps pour faire investir Mastricht, laissa à Nivelle une partie de son armée, sous le commandement du duc de Villahermosa, pour observer les mouvemens du maréchal de Schomberg, qui était pour lors campé à Quévrain, et se mit en marche avec le reste, qui montait à quarante mille hommes. Il investit la place le 7 juillet, il fit travailler aux lignes de circonvallation qui était d'une longue étendue, la place étant d'une grande capacité, et donna tous ses soins pour faire arriver dans son camp toute l'artillerie et les munitions nécessaires pour une si grande entreprise; en sorte qu'il fut en état d'y faire ouvrir la tranchée le 18. Il fit d'abord la principale attaque du côté de la porte de Boisleduc; mais y ayant fait quelques travaux, il trouva à propos de la changer et de la pousser vers un bastion détaché qui s'appelait Dauphin. Les travaux qu'il fit faire avançaient fort lentement par les fréquentes sorties que faisait faire M. de Calvo; de sorte qu'à chaque pas que faisaient ses troupes, elles étaient obligées de livrer autant de combats; ce qui forçait le prince d'Orange d'être presque toujours dans les tranchées pour animer ses troupes par sa présence.

Les assiégés, pour disputer davantage le terrain, travaillèrent à un retranchement dans le bastion Dauphin, pendant que les assiégeans s'en étant à la fin approchés, se disposaient à l'attaquer, après que le prince d'Orange en eut fait la disposition. Cette action se fit en sa présence au signal convenu; les assiégés se précautionnèrent de leur côté pour se défendre; les troupes commandées des assiégeans y marchèrent avec tant de valeur, qu'après un long combat elles chassèrent les Français de l'angle flanqué du bastion, et travaillèrent en même temps à s'y loger. Les assiégés se retirèrent derrière leur retranchement, d'où ils faisaient un grand feu; mais M. de Calvo, qui était dans le dehors, fit marcher un détachement de gens frais, qui attaquèrent avec tant de courage, qu'ils les chassèrent après une longue résistance. Le prince d'Orange, qui était présent, ne voulant pas donner aux assiégés le temps de s'y fortifier, à quoi ils travaillaient avec beaucoup de diligence, y fit marcher des troupes d'élite; l'on combattit de part et d'autre avec beaucoup de valeur; mais les Français, obligés de céder enfin à la multitude, se retirèrent une seconde fois; M. de Calvo y envoya encore un nouveau détachement, qui, malgré tous les efforts qu'il fit, ne put empêcher les ennemis d'en demeurer

les maîtres; et toutes ces actions finirent par une mine que M. de Calvo fit jouer, qui enleva beaucoup de monde aux ennemis. Le prince d'Orange, que la grande perte qu'il avait faite dans ces actions, n'avait pas rebuté, voyant que la pointe du bastion était tellement ruinée que ses troupes ne pouvaient plus s'y loger, fit pousser le travail sur la droite pour attaquer l'angle de l'épaule; les Français firent une traverse dans ce qui leur restait de bastion, et cela en plein jour et avec une diligence incroyable; ils se tinrent sur leurs gardes pendant la nuit; mais le matin du 1er août, le prince d'Orange les ayant fait attaquer, les assiégés se trouvèrent à moitié endormis, et avant qu'ils eussent le temps de prendre les armes, il y en eut une grande partie de tués, le reste fut chassé. M. de Calvo, au désespoir de la perte de ce bastion, promit une demi-pistole à chaque soldat qui en chasserait les ennemis; il s'en présenta quatre cents, et ayant mis de bons officiers à leur tête, ils marchèrent aux ennemis avec beaucoup de valeur; mais ayant été reçus avec autant de courage, la plupart furent taillés en pièces, ce qui détermina M. de Calvo à faire jouer une seconde mine qui emporta en l'air la plupart de ceux qui étaient dessus. Il fut question, après cette dernière action, de se rendre maître du dernier bastion. Toutes les troupes étaient si intimidées et si rebutées, qu'on fut obligé de donner beaucoup d'eau-de-vie à celles qu'on commanda; elles attaquèrent les assiégés avec tant de furie, que les Français se culbutèrent les uns sur les autres, et il ne fut pas possible à M. de Calvo de les faire retourner au combat; il fit jouer une troisième mine qui acheva de faire sauter le bastion et ceux qui étaient dessus. N'y ayant plus de mine à craindre, les ennemis y montèrent et se retranchèrent dans les ruines, et le prince d'Orange y fit établir du canon qui battit le corps de la place.

Depuis la prise de ce bastion, dont on a donné le détail à cause de la singularité de sa défense, les assiégés défendirent pareillement pied à pied les autres ouvrages et avec la même valeur, de façon qu'il y avait six semaines que le siége durait, et que les ennemis n'étaient point encore maîtres de la contrescarpe, lorsque le prince d'Orange apprit que le maréchal d'Humières, après la prise d'Aire, avait envoyé la plupart de ses troupes au maréchal de Schomberg, qui avait reçu ordre de marcher au secours de la place; cela le porta à faire des efforts surprenans pour s'en rendre maître avant son arrivée. Il fit attaquer le 9 août le chemin couvert de l'ouvrage à cornes et d'une demi-lune. Après une très longue résistance, le feu s'étant mis à la poudre et aux grenades des assiégés, à la gauche de l'attaque des ennemis, ce désordre fut cause qu'ils l'emportèrent de ce côté-là, non sans une grande perte; mais du côté de la droite ils ne purent s'en rendre maîtres que le 12, qu'ils l'attaquèrent une seconde fois.

Ils furent occupés au passage du fossé et à faire brèche à l'ouvrage à cornes, jusqu'au dix-huitième jour qu'ils l'attaquèrent; mais quelques efforts qu'ils fissent pour l'emporter, ils furent si vigoureusement repoussés, et les mines en enlevèrent un si grand nombre, qu'après un combat opiniâtre de part et d'autre, leurs soldats rebutés se retirèrent en confusion dans leurs travaux.

Cependant le prince d'Orange sachant que le maréchal de Schomberg était déjà fort près, résolut de faire sur

cet ouvrage à cornes un dernier effort, dans l'espérance que M. de Calvo se rendrait, si cet ouvrage était pris, d'autant plus qu'il y avait une grande brèche au corps de la place. Il fit pour cet effet un détachement de la plus grande partie des officiers d'infanterie de son armée, dont il forma un corps, qu'il envoya à l'attaque le 26 août en plein midi. Ces officiers allèrent à l'assaut avec beaucoup de fierté et de valeur; mais ils trouvèrent une si grande résistance de la part des troupes qui gardaient cet ouvrage, qu'après avoir fait une perte irréparable pour leur armée, ils furent contraints de se retirer.

Le maréchal de Schomberg ayant reçu les troupes que le maréchal d'Humières lui avait envoyées, se mit aussitôt en mouvement pour combattre le prince d'Orange ou pour l'obliger à lever le siége. Il fit marcher une lieue devant lui M. de Montat avec huit mille hommes, dont étaient tous les grenadiers de l'armée; il suivit ce corps, marcha sur huit colonnes, ses bagages dans le milieu; il arriva dans cet ordre à une lieue de Tongres, où il fit tirer trente-deux pièces de canon pour avertir M. de Calvo qu'il marchait à son secours.

Le prince d'Orange, instruit de sa marche, et voyant que les derniers efforts qu'il avait faits lui avaient été inutiles, assembla un conseil de guerre dans lequel il fut arrêté de lever le siége. Il donna aussitôt des ordres pour conduire la grosse artillerie, les munitions, les malades et les blessés sur le bord de la Meuse, où ils furent embarqués. Il releva toutes les gardes et se retira ensuite avec beaucoup d'ordre.

Siége de Barcelone par le maréchal Berwick, en 1713.

La ville de Barcelone a été assiégée nombre de fois et toujours défendue avec éclat. Elle fut prise le 11 septembre 1714 par les Français, sous les ordres du maréchal de Berwick, après onze mois de blocus et soixante-un jours de tranchée ouverte. La dernière attaque dura depuis quatre heures du matin jusqu'à onze, que les assiégés se retirèrent dans la nouvelle ville, qui n'est séparée de l'autre que par une simple muraille. Ils se rendirent enfin à discrétion, sur la promesse que leur fit le maréchal, de conserver leur vie et de sauver la ville du pillage, moyennant une somme d'argent dont on conviendrait. Le siége avait été poussé avec vigueur et soutenu avec opiniâtreté. Les femmes, les prêtres, les religieux, tout avait été soldat. On compta parmi les morts plus de cinq cent quarante ecclésiastiques séculiers et réguliers, qui avaient prouvé, par mille exploits, que quelquefois sous le froc il se trouve un grand courage.

Siége et blocus de Gênes par les Autrichiens et les Anglais, en 1800.

La défense de Gênes, en 1800, par l'aile droite de l'armée d'Italie, sous le commandement du général en chef Masséna, qui s'était lui-même enfermé dans la place, est l'une des plus obstinées et des plus brillantes que nous offre le tableau de l'histoire moderne. Elle a duré depuis le 5 germinal an VIII (5 avril 1800) jusqu'au 5 prairial, c'est-à-dire soixante jours, dans le dénuement le plus absolu et les plus horribles privations. Le journal de cette défense ayant été rédigé et publié sous les auspices du général en chef, *par un officier distingué de cette armée, qui avait lui-même coopéré à toutes les opérations*, nous ne nous permettrons pas d'en rien retrancher. Ce journal doit être lu en son entier et médité par tous les mili-

taires appelés à défendre les places, comme une source d'instructions précieuses, et comme un modèle admirable de constance et d'intrépidité (1).

CHAPITRE II.

Reconnaissance que doivent faire, même en temps de paix, dès leur arrivée dans une place, les commandans et les officiers du génie auxquels cette place est confiée. — Des propriétés de cette place relativement à l'ensemble de la frontière. — Du site. — De la forme des ouvrages et de leurs rapports respectifs. — Des bâtimens militaires.

Après avoir montré ce que la conservation des forteresses exige du courage de leurs défenseurs, nous examinerons ce qu'elle réclame de leurs talens.

La bravoure étant supposée la même entre l'assiégeant et l'assiégé, il est évident que celui-ci sera forcé de céder à l'autre, s'il n'existe pas pour lui un art qui le dirige dans le choix de ses positions, qui lui apprenne à se couvrir, à former autour de lui une enceinte dont toutes les parties se soutiennent mutuellement, à employer enfin de la manière la plus avantageuse les armes qui sont à sa disposition.

L'intention de Sa Majesté n'a point été que cet écrit, composé par ses ordres, fût un traité de cet art, puisqu'elle est informée qu'il existe sur ce sujet d'excellens ouvrages consacrés spécialement à l'instruction des élèves du corps du génie; mais elle a voulu qu'on y rappelât les principes essentiels à une belle défense, et qu'on remît sous les yeux des militaires plusieurs points trop négligés jusqu'à ce jour, quoiqu'ils soient les plus décisifs pour leur propre gloire et pour la sûreté de l'État. Je n'insisterai donc pas sur ces points principaux, et je passerai rapidement sur les autres.

La première chose qu'ait à faire un commandant ou un officier du génie qui arrive dans une place, est de l'étudier à fond pour en connaître les rapports, l'ensemble et les détails.

Il doit s'appliquer à connaître ses communications soit par eau, soit par terre, avec les places voisines, amies et ennemies, pour donner la main aux premières et contrarier les opérations appuyées par les secondes, pour faire de petites diversions, harceler par ses détachemens l'ennemi, intercepter ses convois, lever des contributions dans son pays, surprendre quelques-uns de ses quartiers ou postes mal gardés. Nous ne répéterons pas ce qui a été établi au sujet de l'utilité des places fortes en général dans le chapitre II de la première partie; il suffira de dire ici qu'on doit appliquer ces principes généraux à la place qu'on veut examiner, afin de connaître les propriétés qui lui sont propres, relativement à l'ensemble de la frontière.

Il faut ensuite discuter avec la plus grande attention tout ce qui tient au site de la place et aux accidens du terrain qui l'environne.

« Dans une longue paix, dit M. de » Vauban, les gouverneurs et les prin» cipaux officiers des places fortes ou» blient que leurs villes peuvent être » assiégées, et ils en négligent les en» virons.

» Le gouverneur ne doit jamais rien » souffrir sous la portée de son canon,

(1) Le journal du siége de Gênes, rappelé par Carnot, a été rédigé par le lieutenant-général baron Thiébault, l'un des officiers d'état-major général les plus distingués de l'Europe. Ce document, que Carnot recommande à la méditation de tous les militaires appelés à défendre les places, est devenu bien rare : nous saurons cependant nous le procurer, et nous nous ferons un devoir de le mettre sous les yeux de nos lecteurs. (*N. des Réd.*)

» qui puisse lui dérober la vue des en» nemis; il ne doit y laisser aucun fossé » sec à remplir, aucun buisson à cou» per, aucune éminence, s'il est possi» ble, sans la faire raser et aplanir.

» Il doit tous les jours s'attaquer lui-» même en secret, et chercher autant » de différentes défenses qu'il invente » de uouvelles attaques. »

Il faut douc examiner si la place u'est point dominée par quelques hauteurs à la portée du canon. C'est leur défaut ordinaire; car le besoin d'eau ayant déterminé à les bâtir presque toutes sur des rivières, il arrive communément que, soit d'un côté soit d'un antre, et souveut de plusieurs côtés à la fois, la place se trouve commandée, ou du moins dans quelques parties de sa fortification. On remédie à cela jusqu'à un certain point par l'art d'établir le relief par rapport au terrain, c'est-à-dire, de diriger les branches et les terre-pleins des ouvrages, de manière que l'intérieur ne puisse en être vu du dehors, malgré l'élévation du terrain extérieur. Cet art est connu dans les écoles sous le nom de défilement; il appartient à une théorie dont on occupe spécialement les élèves du corps du génie. Mais comme ce défilement a été généralement assez mal observé dans les anciennes places, il faut que les officiers du génie, employés dans ces places, s'occupent à y remédier, autant que possible par des mouvemens de terre dans l'intérieur, ordinairement peu dispendieux, lorsque ces hautenrs sont médiocres; mais si elles sont considérables, cela sera plus difficile; voici ce que dit à ce sujet M. de Vauban :

« Les cavaliers et les grosses traver» ses sont nécessaires à plusicurs pla» ces; les traverses pour parer aux en» filades de quelques parties comman» dées, et les cavaliers, pour faire le » même effet, et commander à quel» ques parties du dehors où l'élévation » du rempart ne peut découvrir; mais » il ne faut point les mettre dans les » bastions, s'ils ne sont revêtus et ab» solumeut séparés de leur terre» plein.

» Les commandemens nuisibles aux » places, sont ceux qui se trouvent dans » l'étendue de la portée du canon; plus » ils sont près, plus ils sont dangereux. » Quand ou peut les raser, c'est tou» jours le mieux, sinon il faut les occu» per par quelques ouvrages, ou s'en » éloigner, en sorte que toutes les vues » d'enfilade qu'ils pourraient avoir sur » la fortification, leur soient bouchées » par des traverses à l'épreuve, placées » à propos, et capables d'en rompre » l'effet. »

Les commandemens dont nous venons de parler sont un grand désavantage; mais ce désavantage est ordinairement racheté par d'autres circonstances favorables que M. de Vauban a détaillées avec soin. Son grand art dans la construction des places était, comme l'on sait, de profiter habilement de ces circonstances ou accidens du terrain; il sera donc très utile de méditer ce qu'il dit sur ce point essentiel, le voici :

« Il n'y a point de place qui n'ait » quelque propriété particulière qui » peut lui être avantageuse, quand on » sait la découvrir et en profiter. » Par exemple, s'il y en avait uue » coupée en deux par une rivière, » chose assez commune, c'est une pro» priété dont on peut tirer plusieurs » avantages.

» 1° Si l'ennemi attaque par un des » côtés des entrée ou sortie de cette » rivière, et qu'il n'occupe pas l'autre : » de là même on pourra se prolonger » sur celui qui ne sera point attaqué,

» prendre des revers sur les tranchées.

» 2° S'il attaque par les deux côtés » de la rivière à la fois, ses attaques » étant divisées, il aura de la peine à » les soutenir, et il sera obligé de » monter beaucoup plus fort; sinon il » sera exposé à être battu à l'une ou à » l'autre de ses attaques par les sorties, » à cause de la difficulté des communi- » cations interrompues par le canal de » cette rivière.

» 3° S'il y a des retenues d'eau ou » des écluses à l'entrée de cette place, » en arrêtant les eaux on pourra inon- » der quelques parties des environs, » comme à Oudenarde, Tournay, Con- » dé, Menin, Douay, Valenciennes et » plusieurs autres qui ont ces avan- » tages, au moyen desquels, grande » partie de leur circuit devenant inac- » cessible, c'est un avantage considé- » rable; et si on peut ménager des » courans dans les fossés, ce sera en- » core un nouvel obstacle qu'on op- » posera à l'ennemi.

» 4° Si la place est environnée de » marais qui n'en permettent les ap- » proches que par des chaussées, c'est » un grand avantage, en ce que les » tranchées en sont toujours mauvaises, » sujettes aux écharpes et aux enfilades » du canon de la place, ce qui rend leur » marche fort lente et très meurtrière, » et donne moyen à la place de pouvoir » défendre son chemin couvert de pied » ferme, comme aussi le loisir de pré- » parer les retranchemens des autres » parties.

» 5° Si une partie du circuit de la » place est située sur des rochers es- » carpés, et à l'abri de l'escalade, c'est » autant de pièces inaccessibles; et par » conséquent un avantage, en ce que » cette partie n'a pas besoin de grands » soins, ni de beaucoup de troupes » pour sa sûreté.

» 6° S'il y a de grands dehors à la » place, comme des ouvrages à cornes » ou à couronne, quelque pièce équiva- » lente de plus que les choses ordinai- » res; où cela se trouvera, ce sera » autant de moyens d'en pouvoir re- » doubler la défense, ou de la prolonger » considérablement, parce que l'on » peut opiniâtrer la résistance de ces » pièces, sans crainte que si elles sont » emportées de vive force, cela puisse » exposer le corps de la place à quelque » événement fâcheux.

» 7° S'il y a des demi-lunes doubles, » dont les intérieurs soient revêtus, » c'est un moyen sûr de prolonger la » défense de la grande, et de faire va- » loir tous les autres petits retranche- » mens qu'on y voudra faire, sans » crainte que leur prise puisse être sui- » vie d'un succès qui mette la place en » danger.

» 8° S'il y a des pièces collatérales » qui aient des vues ou quelques croi- » sées sur les fronts attaqués, ce sera » encore un os à ronger pour l'enne- » mi, auquel elles causeront du retard » pour se parer de leur effet, si on sait » en faire un emploi convenable.

» 9° S'il y a quelques flancs dans le » front attaqué, dont l'opposé direct » ne puisse être occupé par les batte- » ries ennemies, ce flanc sera très fu- » neste à l'ennemi, parce que pouvant » faire usage de son canon et de sa » mousqueterie dans le temps d'un as- » saut, il pourra lui faire manquer » son coup, et lui causer de grandes » pertes.

» 10° S'il y a des retranchemens re- » vêtus dans les bastions attaqués, et » de longue main préparés, que l'en- » nemi ne puisse pas ruiner par ses » batteries du dehors, la garnison pour- » ra hardiment soutenir plusieurs as- » sauts au corps de la place, sans

» craindre qu'elle puisse être em-» portée.

» 11° S'il y a une vieille enceinte » intérieure sur pied en tout ou en » partie, qu'elle soit revêtue, et qu'elle » avoisine le derrière de la fortification » moderne attaquée, on pourra, selon » qu'elle sera disposée, la faire servir » d'un bon retranchement, à même fin » que les précédentes.

» 12° Si le fossé de la place est re-» vêtu, l'ennemi, en allant à l'assaut, » sera obligé de défiler par les seules » ouvertures et défenses qu'il se sera » faites; ce qui lui causera un désavan-» tage considérable. »

Lors donc qu'on fera l'examen d'une place forte, il sera nécessaire de fixer son attention sur chacune de ces propriétés principales, et de la comparer aux différentes parties de l'enceinte, pour savoir jusqu'à quel point telle ou telle de ces propriétés peut lui appartenir.

On tâchera principalement de reconnaître ce qu'on nomme le front d'attaque, c'est-à-dire celui qui est le plus faible. Cela est ordinairement très connu dans chaque place, et facile à juger. Ce sont presque toujours les parties les plus saillantes, à moins qu'elles ne soient resserrées entre des lieux voisins inaccessibles, qui ne permettraient point à l'ennemi de développer ses attaques, et de prendre des prolongemens sur les branches des ouvrages, ou bien situées derrière une inondation, ou sur quelque pointe escarpée, ou bien enfin défendues par des fortifications redoublées ou contreminées.

C'est ce que M. de Vauban donne à connaître par ses maximes générales sur les attaques, où il s'exprime ainsi :

« Ne jamais attaquer par des lieux » serrés et étroits, ni par des marais, » et encore moins par des chaussées, » quand on le peut par des lieux secs » et spacieux.

» Ne jamais attaquer par les angles » rentrans qui puissent donner lieu à » l'ennemi d'envelopper ou croiser sur » la tête des attaques, parce qu'au lieu » d'embrasser, il se trouverait, par les » suites, que la tranchée serait enve-» loppée, comme il est arrivé au siége » de Turin. »

La première de ces deux remarques suit de ce qu'il faut toujours, en toute action de guerre, avoir, autant que possible, un front supérieur à celui de l'ennemi, et que particulièrement devant un front de fortification, il serait impossible, si l'on ne pouvait l'embrasser, de prendre des prolongemens sur ses faces pour faire agir les ricochets.

La seconde tient aux propriétés de ce qu'on nomme la fortification en ligne droite : propriétés bien développées par M. de Cormontaingne, et qui appartiennent, dans un plus haut degré encore, à la fortification rentrante dont parle ici M. de Vauban. Au surplus, M. de Vauban observe qu'il ne faut pas toujours se fier à ce que l'ennemi attaquera par le point le plus faible, parce qu'il y a des cas où ce point, qui est le plus faible par lui-même, ne l'est pas, lorsqu'on le considère relativement à d'autres circonstances particulières, telles que la position respective des armées belligérantes, ou la facilité du transport des matériaux.

L'art de la fortification est nécessairement lié étroitement avec celui des attaques, et l'on ne juge bien des parties plus ou moins fortes d'une place, que par la difficulté plus ou moins grande de les attaquer. Il sera donc essentiel, lorsqu'on fera l'examen des différens fronts d'une place, d'appliquer à chacun d'eux les remarques importantes qui suivent, et qui sont le

résultat de la longue expérience de M. de Vauban, dans la science des attaques, dont il est le créateur. En indiquant à l'assiégeant ce qui constitue le fort et le faible de la place qu'il doit attaquer, il indique évidemment à l'assiégé ce qu'il doit faire, de son côté, pour augmenter la résistance et corriger les parties défectueuses de sa place.

« Il n'y a point de place, dit-il, qui » n'ait son fort et son faible, à moins » qu'elle ne soit d'une construction ré» gulière, et située au milieu d'une » plaine rase et vaste, telle qu'est le » Neuf-Brisach; mais comme il se trou» ve peu de places fortifiées de la sorte, » et que presque toutes sont régulières » en parties, et irrégulières en d'au» tres, par rapport à leurs fortifications, » presque toujours composées de vieil» les et de nouvelles pièces, elles ont tou» tes quelque défaut ou avantage, par » rapport à la situation, plus grand à » un côté qu'à l'autre, ou par la nature » de la campagne des environs; cela » fait une diversité qui nous oblige à » autant de différentes observations. » Développons ceci le mieux que nous » pourrons, la chose en vaut bien la » peine.

» Si la fortification d'une place a » quelque côté situé sur un rocher de » vingt-cinq, trente, quarante, cin» quante ou soixante pieds de haut, » que ce rocher soit sain et bien es» carpé, nous la dirons inaccessible par » ce côté; si ce rocher bat au pied » d'une rivière d'eau courante ou dor» mante, ce sera encore pis; si quel» que côté en plein terrain est bordé » par une rivière qui ne soit pas guéa» ble, et qui ne puisse être détournée, » que cette rivière soit bordée, du côté » de la place, d'une bonne fortification » capable d'en défendre le passage, on » pourra la dire inattaquable par ce » côté; que si son cours est accompa» gné de prairies basses et marécageu» ses en tout temps, elle le sera encore » davantage.

» Si la place est environnée en par» tie d'eau et de marais qui ne se puis» sent dessécher, et en partie accessi» ble par des terrains secs qui bordent » ces marais; que ces avenues soient » bien fortifiées, et qu'il y ait des piè» ces dans les marais qui ne soient pas » abordables, et qui puissent voir de » revers les attaques du terrain ferme » qui les joint; ce ne doit pas être là » un lieu avantageux aux attaques, à » cause de ses pièces inaccessibles, par» ce qu'il faut pouvoir embrasser ce » que l'on attaque. Si la place est en» vironnée de terres basses et de ma» rais, comme il s'en trouve aux Pays» bas, et qu'elle ne soit abordable que » par des chaussées, il faut :

» 1° Considérer si on ne peut point » dessécher les marais, s'il n'y a point » de temps dans l'année où ils se des» sèchent d'eux-mêmes, et en quelle » saison; en un mot, si on ne peut pas » les faire écouler et mettre à sec.

» 2° Si les chaussées sont droites ou » tortueuses, enfilées en tout ou en » partie de la place, et de quelle éten» due est la partie qui ne l'est pas, et » à quelle distance de la place; quelle » en est la largeur, et si l'on peut y » tournoyer une tranchée en la défi» lant.

» 3° Si on peut asseoir des batteries » au-dessus ou à côté sur quelque ter» rain moins bas que les autres, qui » puisse croiser sur les parties atta» quées de la place.

» 4° Voir si les chaussées sont si fort » enfilées qu'il n'y ait point de trans» versales un peu considérables qui » fassent front à la place d'assez près, » et s'il n'y a point quelque endroit

» qui puisse faire un couvert considé-» rable contre elles, en relevant une » partie de leur épaisseur sur l'autre, et » à quelle distance de la place elles se » trouvent.

» 5° Si des chaussées voisines l'une » de l'autre, qui aboutissent à la place, » se joignent, et en quel endroit, et si, » étant occupées par les attaques, elles » se peuvent entre elles secourir par » des vues de canon croisées, ou de » revers sur les pièces attaquées.

» 6° De quelle nature est le rempart » de la place et de ses dehors; si elle a » des chemins couverts, si les chaus-» sées qui les abordent y sont jointes, » et s'il n'y a point quelque avant-fossé » plein d'eau courante ou dormante, » qui les sépare. Où cela se rencontre, » nous concluons qu'il ne faut jamais » attaquer par là, pour peu qu'il y ait » d'apparence d'approcher de la place » par ailleurs, parce qu'on est presque » toujours enfilé et continuellement » écharpé du canon, sans moyen de » s'en pouvoir défendre, ni de s'en » rendre maître, ni embrasser les par-» ties attaquées de la place.

» A l'égard de la plaine, il faut :

» 1° Examiner par où on peut em-» brasser les fronts de l'attaque, parce » que ceux-là sont toujours à préférer » aux autres.

» 2° La quantité des pièces à pren-» dre avant de pouvoir arriver au corps » de la place, leur qualité, et celle du » terrain sur lequel elles sont situées.

» 3° Si la place est bastionnée et re-» vêtue.

» 4° Si la fortification est régulière » ou à peu près équivalente.

» 5° Si elle est couverte par quantité » de dehors, quels et combien, parce » qu'il faut s'attendre à autant d'affai-» res qu'il y aura de pièces à prendre.

» 6° Si les chemins couverts sont » bien faits, contre-minés et palissa-» dés, et si les glacis en sont raides et » non commandés des pièces supérieu-» res de la place.

» 7° S'il y a des avant-fossés, et de » quelle nature.

» 8° Si les fossés sont revêtus et pro-» fonds, secs ou pleins d'eau; de quelle » profondeur; si elle est dormante ou » courante, et s'il y a des écluses, et la » pente qu'il y peut avoir de l'entrée » des eaux à leur sortie.

» 9° S'ils sont secs; quelle en est la » profondeur, et si les bords en sont » bas et non revêtus. Au reste, on doit » compter que les plus mauvais de tous » sont les fossés pleins d'eau quand » elle est dormante.

» Les fossés qui sont secs, profonds » et revêtus, sont bons; mais les meil-» leurs sont ceux qui, étant secs, peu-» vent être inondés, quand on le veut, » d'une grosse eau courante ou dor-» mante, parce qu'on peut les défen-» dre secs et ensuite les inonder, et y » exciter des torrens qui en rendent le » trajet impossible. Tels sont les fossés » de Valenciennes, du côté du Ques-» noy, qui sont secs, mais dans lesquels » on peut mettre telle quantité d'eau » dormante ou courante qu'on voudra, » sans qu'on le puisse empêcher. Tels » sont encore les fossés de Landau, » place moderne, dont le mérite n'est » pas encore bien connu. Cette place » toute neuve, et sans être achevée, a » déjà soutenu trois grands siéges, » dont aucun n'a été conduit avec une » grande intelligence, et les défenses » l'ont été encore plus mal.

» Les places qui ont de tels fossés, » avec des réservoirs d'eau qu'on ne » leur peut ôter, sont très difficiles à » forcer, quand ceux qui les défendent » savent en faire usage.

» Les fossés revêtus, dès qu'ils ont

» dix, douze, quinze, vingt et vingt-» cinq pieds de profondeur, sont aussi » fort bons, parce que les bombes ni le » canon ne peuvent rien contre ces » revêtemens, et que l'on n'y peut en-» trer que par les descentes, c'est-à-» dire en défilant un à un ou deux à » deux au plus; ce qui est sujet à bien » des inconvéniens; car on vous chi-» cane, par différentes sorties, sur vo-» tre passage et vos logemens de mi-» neurs; ce qui cause beaucoup de » retardement et de perte, outre que » quand il s'agit d'une attaque, on ne » la peut soutenir que faiblement, par-» ce qu'il faut que tout passe par un » trou ou deux, et toujours en défilant » avec beaucoup d'incommodité.

» Il faut encore examiner si les fossés » sont taillés dans le roc, si ce roc est » continu et dur; car s'il est dur et mal » aisé à miner, vous serez obligé de » combler ces fossés jusqu'au rez du » chemin couvert pour faire votre pas-» sage, qui est un travail long et diffi-» cile, principalement s'il est profond; » car ces manœuvres demandent beau-» coup d'ordre et de temps, pendant le-» quel l'ennemi, qui songe à se défen-» dre, vous fait beaucoup souffrir par » ses chicanes; il détourne les maté-» riaux, arrache les fascines, y met le » feu, vous inquiète par ses sorties » et par le feu de son canon, de ses » bombes et de sa mousqueterie, contre » lequel vous êtes obligé de prendre de » grandes précautions, parce qu'un » grand feu, de près, est fort dange-» reux; c'est pourquoi il faut de néces-» sité l'éteindre par un plus grand et » bien disposé.

» Après s'être complètement instruit » de la qualité des fortifications de la » place que l'on doit attaquer, il en faut » examiner les accès et voir si quelque » rideau, chemin creux ou inégalité de » terrain peut favoriser vos approches » et vous épargner quelque bout de » tranchée. S'il n'y a point de comman-» dant qui puisse vous servir; si le ter-» rain par où se doivent conduire les » attaques est doux et aisé à renverser; » s'il est dur et mêlé de pierres, cail-» loux et rocailles, ou de roches pelées, » dans lequel on ne puisse que peu ou » point s'enfoncer.

» Toutes ces différences sont consi-» dérables; car si c'est un terrain aisé » à manier, il sera facile d'y faire de » bonnes tranchées en peu de temps, » et on y court bien moins de risques. » S'il est mêlé de pierres et de cailloux, » il sera beaucoup plus difficile, et les » éclats de canon y sont dangereux.

» Si c'est un roc dur et pelé, dans le-» quel on ne puisse s'enfoncer, il faut » compter d'y apporter toutes les terres » et matériaux dont on aura besoin; » de faire les trois quarts de la tranchée » de fascines et de gabions, même de » ballots de bourre et de laine, ce qui » produit un long et mauvais travail, » qui n'est jamais à l'épreuve du canon » et rarement du mousquet, et dont on » ne vient à bout qu'avec du temps, du » péril et beaucoup de dépense; c'est » pourquoi il faut éviter tant que l'on » peut d'attaquer par de telles ave-» nues. »

Quand on a reconnu les avantages et les désavantages du site général de la place, et du site particulier de chaque front, il faut examiner ce qu'on nomme le Système des fortifications, c'est-à-dire son tracé, le nombre et la disposition des pièces en particulier, voir si chacune des pièces qui le composent remplit bien son objet, et s'il n'est pas susceptible de quelque amélioration peu coûteuse. Il ne s'agit point ici de rechercher quel est le meilleur système possible de fortifica-

tions; il ne s'agit pas de démolir les places qui existent, pour en construire d'autres, mais il s'agit de bien défendre celles qu'on a, et pour les bien défendre, il faut les bien connaître. Lorsqu'on les connaît bien, qu'on les a envisagées sous tous leurs rapports, on y découvre souvent des propriétés qui valent au moins celles qu'on aurait pu leur procurer par des constructions nouvelles. Les places de M. de Vauban, comme sont presque toutes celles qui forment le grand cordon des frontières de l'empire, ont le grand avantage de la simplicité, et celui d'être bien appropriées au site. C'est assez d'avoir à les entretenir, ou du moins à y faire quelques légères modifications. En général elles sont susceptibles d'une très bonne défense, comme nous le prouverons dans le chapitre III. Il leur manque principalement des souterrains, des lieux abrités pour les hommes, les subsistances, l'artillerie, les munitions. Voilà leur défaut essentiel, auquel il faut remédier peu à peu. M. de Vauban sentait la nécessité des feux couverts, il a essayé de s'en procurer par ses tours bastionnées. Cet essai n'a point réussi, et il en est resté un grand préjugé contre les batteries casematées. Cependant plusieurs personnes se sont élevées contre ce préjugé. M. de Montalembert l'a attaqué le premier, et avec d'excellentes raisons. Un amour-propre mal entendu lui a suscité des adversaires, qui, au lieu de s'attacher à montrer simplement l'abus qu'il avait fait de son principe, ont attaqué le principe lui-même. M. de Montalembert a certainement rendu un service important à la fortification, en ramenant les idées sur les feux casematés, qu'on regardait avant lui comme impraticables en grand, tandis que le contraire est prouvé.

« C'est une vérité généralement » adoptée aujourd'hui (dit M. Gay de » Vernon) que les feux casematés sont » d'une exécution facile, qu'on doit » les employer dans une infinité de » circonstances, et que leur combinai» son avec les autres élémens de forti» fications, est la seule manière de com» poser des systèmes susceptibles d'op» poser une résistance proportionnée » aux besoins de la guerre, et à la vio» lence des attaques qui semblent tous » les jours prendre de nouveaux ac» croissemens. »

Mais M. de Montalembert a abusé de ces feux couverts en voulant les faire servir aux défenses éloignées, et cela seul pouvait les discréditer plus que n'avait fait auparavant le non-succès de celles de M. de Vauban; parce qu'il est évident qu'en quelque nombre que puissent être les feux casematés, on aura bientôt détruit leurs voûtes, si elles sont vues de la campagne, qu'elles ne ralentiront pas sensiblement le progrès des tranchées, et que cependant leur consommation en poudre et projectiles sera si grande, qu'elle surpassera tous les approvisionnemens possibles.

Le véritable usage des feux couverts consiste à les placer dans les lieux où ils ne puissent être battus directement, à moins que ce ne soit par des batteries très inférieures. C'est uniquement pour les garantir des bombes et des ricochets qu'on les couvre, et non pour qu'elles puissent lutter long-temps contre des batteries directement opposées.

La première condition pour que des feux couverts remplissent leur objet, est donc qu'ils soient parfaitement dérobés aux vues de la campagne, d'où ils pourraient être battus de plein fouet. Leur destination est exclusive-

ment pour les défenses rapprochées; et alors, si l'on veut employer leur action directe, ce ne doit être que pour empêcher ou détruire l'établissement de l'ennemi sur les ouvrages mêmes de la place.

Mais l'emploi principal et véritablement essentiel des feux couverts, est de prendre des revers sur les travaux de l'ennemi; non seulement parce qu'il lui est bien plus difficile de se garantir de ces feux de revers, mais encore parce qn'alors ces feux converts sont absolument indestructibles par les batteries de l'assiégeant; car, étant converts, ils sont d'abord à l'abri de la bombe et du ricochet; et étant dirigés sur les revers des travaux de l'ennemi, ils sont dérobés aux coups directs; et c'est alors qu'ils fournissent un nonveau genre de défense infiniment supérieur à tout ce qui existe, et procurent l'avantage de conserver un feu très meurtrier, intact jusqu'à la fin dn siége.

On pent les placer ou dans des casemates voûtées, ou sous des blindages à l'épreuve de la bombe: ceux-ci sont de beaucoup préférables, 1° comme moins dispendieux; 2° comme occupant moins de place et s'élevant moins haut, ce qui les rend plus faciles à cacher; 3° comme snsceptibles d'être déplacés et même transportés aux endroits du besoin; 4° comme moins sujets à la fumée, à cause des ouvertures qui restent entre les pièces de bois du blindage; 5° en ce que les coups de canon étonnent les maçonneries et les dégradent assez promptement, ce qui n'a pas lieu dans les batteries blindées; 6° enfin, en ce que souvent l'on peut employer celles-ci dans les places actuelles, sans démolitions ni constructions nouvelles.

Ces batteries blindées ont été proposées par l'ancien directeur des fortifications de Saint-Omer, où elles ont été éprouvées pour la première fois, et où elles ont parfaitement réussi. On en trouve le développement dans le *Mémorial pour la défense des places*, de M. de Cormontaigne, auquel les éditeurs semblent les avoir attribuées, mais c'est par inadvertance.

Si les casemates sont moins avantageuses pour contenir des batteries que les blindages, elles ont une autre espèce d'utilité qui les rend très précieuses, c'est de servir de souterrains pour les magasins et de galeries pour les contremines. C'est par le défaut des uns et des autres que pêchent la plupart de nos places, ainsi qu'on l'a déjà dit; si donc toute l'escarpe qui forme l'enceinte d'nne place était voûtée à l'épreuve de la bombe, cette casemate continne lui procurerait des avantages inappréciables.

C'est pour remplir au moins en partie ce but important, que dans les ouvrages neufs, les officiers dn génie ont pris le parti de construire des revêtemens en décharge. Cette construction, adoptée par le comité des fortifications, sur la proposition de l'ancien directeur de Saint-Omer, le même qui a fait aussi adopter les batteries blindées, cette construction, dis-je, rénnit l'avantage de procurer de longues galeries de mines toutes faites, celui d'une grande économie, et surtout celui de rendre les brèches très difficiles à faire praticables, à cause des pieds-droits qu'on ne pent parvenir à rompre complètement, comme on l'éprouva à Dillembourg pendant la guerre de sept ans, quoique cette construction y fût très imparfaite, n'ayant pas eu pour but de remplir cet objet.

Revenons à l'examen du système existant des fortifications de la place.

Ce système comprend le tracé, le relief, le commandement et le défilement. A chaque pas que l'on fait en suivant les remparts, il faut fixer son attention sur chacun des points principaux. Par rapport au tracé, il faut examiner si toutes les parties sont vues et suffisamment flanquées, si les parapets et terre-pleins sont assez larges, s'il y a moyen de caser quelques pièces d'artillerie que l'ennemi ne puisse apercevoir ou contrebattre, et surtout si l'on peut se procurer quelques revers sur les glacis ou quelques tires-en-brèche. Par rapport au relief, il faut examiner si l'on découvre bien la campagne, si les maçonneries sont bien couvertes par les glacis, si les parapets sont assez hauts pour couvrir les tirailleurs, si les fossés sont profonds, et principalement si le mur d'escarpe est assez élevé pour être à l'abri de l'escalade et des attaques de vive-force. Par rapport au commandement, c'est de considérer si les pièces sont placées, suivant les règles reçues, bien en amphithéâtre, pour que celles du dedans dominent convenablement celles du dehors. Cette règle cependant est rejetée comme très mauvaise, par de savans militaires : M. de Saxe la réprouvait absolument; on ne peut se dissimuler ses graves inconvéniens, qui sont qu'aucun coup tiré par l'assiégeant n'est perdu, qu'au contraire on ne peut souvent faire usage de ceux de la place, crainte de tuer les défenseurs qui sont dans les ouvrages avancés; enfin, qu'on ne peut dérober les ouvrages intérieurs aux batteries éloignées, principalement aux atteintes du ricochet, d'où résulte que dès le premier jour de la tranchée ouverte, les feux de la place sont presque tous démontés. Aussi plusieurs officiers du génie ont-ils proposé de ne donner aucun commandement du dedans au dehors, ou même de le prendre en sens contraire, et leurs raisons sont très fortes. Enfin, par rapport au défilement, il faut bien examiner si sur le terre-plein des ouvrages on n'est point aperçu du dehors. Ce défaut qu'on croirait, d'après les premiers principes de la fortification, ne devoir se rencontrer nulle part, est au contraire très commun, et c'est un de ceux qui méritent le plus toute l'attention des officiers du génie.

Au surplus, il ne faut pas se figurer qu'on ne saurait se défendre que sur une enceinte bastionnée. La meilleure défense est d'abord une bonne muraille haute et bien revêtue, qu'on ne puisse escalader ni emporter d'emblée. Car il faudrait nécessairement y faire brèche, et ces brèches formeront des étranglemens que leur position rend toujours susceptibles d'une vigoureuse défense. « Remarquez (dit le général » d'Arçon) que ces flanquemens com- » passés dont on fait tant de cas dans » les dispositions du cabinet, ne pro- » duisent dans les actions que des avan- » tages bien faibles et souvent illusoi- » res : on voit en effet dans chacun de » ces ouvrages, qui, de loin ou de près, » participent à la crise d'une attaque, » qu'il existe une sorte d'égoïsme, du- » quel il résulte qu'on s'intéresse infi- » niment moins à la sûreté de ses voi- » sins qu'à la sienne propre. »

C'est pour ces mêmes raisons qu'il ne faut pas non plus trop s'effrayer du mot d'angles morts. La plupart de ces angles n'ont aucun danger, soit parce qu'ils sont à peu près inaccessibles par les fossés pleins d'eau ou leur grand éloignement du lieu des attaques, soit parce que l'ennemi peut toujours déboucher en force de très près sur ceux qui voudraient les insulter. Tel est,

dans le système de M. de Vauban, l'angle que fait la tenaille dans son milieu, et dont on a raison de ne pas s'inquiéter.

Il faut examiner si chacune des pièces qui entrent dans la composition des fronts de la place remplit bien son objet, si elle a les dimensions convenables et si elle est susceptible de retranchement.

On prendra garde aux ouvrages revêtus et à ceux qui ne le sont pas, tant aux escarpes qu'aux gorges et contrescarpes, et surtout à la facilité et à la sûreté de toutes les communications aux ponts dormans et ponts levis, portes, poternes, etc.

On remarquera s'il y a un chemin des rondes: M. de Vauban regrettait de n'en avoir pas fait partout, et ce n'était pas sans raison; non que le chemin des rondes soit très utile en lui-même, mais comme alors le parapet se trouve très reculé, la brèche n'en entraîne pas la chute, ce qui est extrêmement important pour sa défense.

M. de Cormontaingne a très bien démontré la nécessité des réduits dans les demi-lunes; il faut donc examiner s'il y en a, s'ils sont revêtus, ou s'il est possible d'en faire.

Les retranchemens dans les bastions sont encore plus indispensables: il faut, s'il n'y en a point, ou en faire tout de suite, ou en avoir au moins le projet fait et arrêté d'avance, pour pouvoir y mettre la main aussitôt que le front d'attaque est connu.

C'est un grand défaut que le manquement de la tenaille devant un front, parce que sans elle la brèche peut se faire sur tout le pourtour de la place, et qu'il est très difficile d'exécuter des sorties.

Les caponnières vis-à-vis le milieu de la courtine, lorsqu'elles sont bien faites, sont très utiles pour la défense du fossé; celle que l'on pourrait faire à l'angle flanqué du bastion ne le serait pas moins. Un ravelin, qui couvrirait cette pointe, et qui s'élèverait du fond du fossé jusqu'à la hauteur de l'escarpe, serait d'un excellent usage pour couvrir les flancs des batteries du chemin couvert, et pour disputer vigoureusement le passage du fossé.

Un autre genre de défense, qui mérite aussi beaucoup de considération, est celui du plantage des glacis en arbres proposé par M. de Saint-Paul. Cette méthode, qui se pratique beaucoup à présent, est on ne peut plus utile, tant par la quantité de bois qu'elle fournit et dont on a un si grand besoin dans les places assiégées, que par les racines qui restent après la coupe et qui rendent très difficile le progrès des sapes.

Il serait à désirer qu'on plantât de même en charmille le haut de la banquette des chemins couverts, au-dessous du parapet, ainsi que l'ont fait quelques officiers du génie; ce serait un excellent moyen de suppléer aux palissades qui sont si dispendieuses. On devrait également ne pas négliger de planter d'épines les ouvrages en terre; ce qui vaudrait mieux que les fraises et palissades qu'on y place à la hâte au moment du besoin. Ces haies bien entretenues ne sont guère inférieures à un mur d'escarpe. On pourrait employer pour cet objet le genêt épineux, qui est d'une très grande défense.

Quant aux manœuvres d'eau, on sait que souvent elles procurent des moyens de défense supérieurs à tous ceux qu'on pourrait tirer de la plus grande perfection dans le système des fortifications proprement dites. Il faut donc les étudier avec le plus grand

soin : c'est la partie scientifique de l'art des officiers du génie ; c'est là que le calcul et la théorie de l'hydrodynamique peuvent s'exercer utilement. La pente et le cours des eaux doivent être bien étudiés, leur entrée et leur sortie constamment surveillées, ainsi que les écluses, portes d'eau et égouts, pour éviter les surprises, soit par stratagème, soit de vive force.

S'il existe un moyen de rétablir l'équilibre entre l'attaque et la défense, c'est sans doute celui des contre-mines; moyen d'autant plus précieux qu'il seconde admirablement tous les autres et qu'il coûte peu d'hommes. Malheureusement jusqu'ici on n'a pas attaché à ce moyen l'importance qu'il doit avoir et que devraient lui attirer quelques ouvrages excellens publiés sur cette matière. Il faut que l'officier du génie connaisse bien toutes les galeries de contre-mines de la place qui lui est confiée, qu'il en parcoure tous les rameaux, qu'il se familiarise avec les détours, qu'il en étudie la correspondance avec les parties supérieures du terrain, le moyen de les aérer, et qu'il sache d'avance tout le parti qu'il pourra en tirer dans l'occasion.

Enfin on visitera très soigneusement tous les bâtimens militaires, tels que les casernes de soldats et les quartiers de cavalerie, les arsenaux, les magasins à poudre, les hôpitaux militaires, les corps-de-garde, prisons, souterrains, etc.; on examinera s'ils sont solides, bien aérés, suffisans pour leur objet; et dans le cas contraire, quels sont les moyens d'y suppléer. On trouve les détails relatifs à ce dernier objet, dans la *Science des Ingénieurs* de Belidor, ouvrage utile, qui pourtant aurait besoin d'être refait.

CHAPITRE III.

De la place supposée en état de guerre. — Dispositions défensives. — Du personnel et du matériel nécessaire à la défense. — Garnison. — Artillerie. — Subsistances. — Approvisionnemens de tous genres.

Il serait fort inutile d'avoir d'excellentes places de guerre, si elles demeuraient sans forces actives, et sans approvisionnemens ; elles tomberaient bientôt entre les mains de l'ennemi qui sans doute en ferait un meilleur usage. Une ville forte n'est, à proprement parler, qu'une grande batterie : si cette batterie est sans canon, ou si ces canons sont sans hommes pour les servir, ou si ces hommes sont sans subsistances, il ne restera plus qu'une position heureuse qui appartiendra au premier occupant.

Ainsi l'art de pourvoir une place de tout ce dont elle peut avoir besoin pour sa défense, est aussi essentiel que celui de la bien construire, et les soins qu'il exige sont sans cesse renaissans, parce que les approvisionnemens se consomment, et qu'il faut une assiduité continuelle pour les entretenir et les renouveler.

M. de Vauban est, comme nous l'avons dit, le premier qui se soit occupé de former des tableaux pour l'approvisionnement de toutes les places, et sous ce nom il comprend la garnison, l'artillerie, les subsistances. M. de Cormontaingne a cherché ensuite à perfectionner les tableaux de M. de Vauban; mais, pour avoir voulu y apporter trop de précision, il a ôté aux assiégés la latitude nécessaire pour une longue défense, et nous avons vu les inconvéniens majeurs qui résultent de ses calculs. Comme il suppose qu'on ne se

défend que par le feu, que jamais on ne détruit les travaux de l'assiégeant, qu'on ne reprend jamais un ouvrage qui a été une fois perdu, il règle ses approvisionnemens sur le *minimum* de la défense, de sorte que l'ennemi a presque aussitôt fait de réduire la place par blocus que par un siége régulier. Il est vrai cependant que M. de Cormontaingne propose d'ajouter aux subsistances, pour le cas du blocus et pour le prolongement de la défense, par les actions de vigueur; mais c'est trop peu de chose, ponr qu'on puisse espérer de faire une résistance comparable à celles dont nous avons cité un si grand nombre d'exemples, et nous eussions pu en citer beaucoup d'autres.

Il faut convenir aussi que c'est ici que se rencontre la plus grande difficulté, si bien que de très célèbres généraux, tels que M. le maréchal de Saxe, la regardant comme insurmontable, ont mieux aimé renoncer entièrement au système des forteresses, quoiqu'ils pensassent d'ailleurs qu'on pouvait les rendre imprenables, que d'exposer l'État aux inconvéniens d'être entouré d'un cordon de places mal ou point du tout approvisionnées. C'est donc un sujet digne des plus profondes réflexions, mais qui tient plus à l'administration suprême elle-même qu'aux commandans d'armes et aux officiers du génie. C'est à eux de mettre sous les yeux du gouvernement les besoins de leur place, d'insister, antant qu'ils le peuvent, pour qu'elle soit constamment pourvue de tout ce qui lui est indispensable, mais ils ne peuvent rien de plus. C'est seulement lorsque la place est mise en état de siége, qne leur devoir est de rassembler promptement toutes les ressources du pays environnant, de les mettre en lieu de sûreté, de veiller à leur bonne distribution et à leur économie.

Les petites places ont l'inconvénient de ne pas fournir des abris suffisans pour couvrir tous les approvisionnemens nécessaires à un long siége, nne grande partie reste exposée aux bombes; et pour se donner plus d'espace, on est souvent obligé de construire de grands dehors, comme des ouvrages à couronne.

Les grandes places ont un autre inconvénient, c'est que, malgré les règlemens, il est impossible d'astreindre les citoyens à s'approvisionner pour la durée d'un long siége: quelle que soit leur bonne volonté, ils n'ont pas les facultés pécuniaires. On fait bien passer dans les villes de l'intérieur une partie des personnes qui ne font que consommer sans être utiles; mais la mesure est violente, et comme impossible lorsque la ville a une grande population.

Il serait à désirer que dans les grandes places on pût établir peu à peu des greniers d'abondance qui, aux approches du besoin, distribueraient dans toutes les petites places environnantes, et que ces magasins fussent voûtés à l'épreuve de la bombe, si on ne pouvait les éloigner suffisamment du point d'attaque.

Les tableaux d'approvisionnemens dressés à ce sujet par les grands ingénieurs dont nous avons parlé, ont au moins l'avantage de fournir la nomenclature des choses nécessaires, et à peu près les proportions convenables. Seulement il faut les regarder comme faits pour un *minimum* de défense, et les augmenter dans un même rapport autant que possible. Il est difficile qu'il puisse y en avoir trop; car on peut tenir ponr certain qu'une bonne garnison se défendra indéfiniment dans une bonne

place aussi long-temps qu'elle aura de quoi vivre et de quoi combattre.

Mais souvent il arrive qu'on a beaucoup de choses, et que parce qu'on manque seulement de quelques unes qui sont essentielles, on ne peut prolonger sa défense; par exemple, on aura assez de subsistances, mais on manquera de bois pour faire cuire les alimens; on aura trop de pièces d'artillerie et point d'affûts; ce seront les fusils, la poudre ou les outils de divers genres qui manqueront: c'est à quoi il faut donner toute son attention. Les tableaux existans peuvent préserver d'un pareil accident, parce qu'ils fournissent du moins la nomenclature des objets et le rapport de leurs quotités.

Ce serait ici le lieu de placer ces tables considérées sous ce point de vue; mais comme elles remplissent les ouvrages classiques, ce serait répéter inutilement ici ce qu'on trouve si facilement ailleurs; je me bornerai donc à quelques réflexions générales qui tiennent à la question importante dont il s'agit.

La garnison peut être composée en partie de nouvelles milices qui y acquièrent bientôt de l'expérience; mais il faut nécessairement un noyau de troupes parfaitement aguerries et déterminées.

L'artillerie, la poudre, les munitions, ne sauraient se trouver en trop grande quantité dans une place qu'on veut bien défendre, mais il faut au préalable avoir disposé des abris sûrs et en étendue calculée. Il faut surtout des mineurs, et tant qu'il y en aura, il est plus que probable qu'on ne sera pas obligé de se rendre.

On ne saurait non plus jamais avoir trop de bois; avec le bois on fait de suite un bon retranchement, des tambours en charpente, des fraises, des palissades; on supplée aux souterrains, on se procure des communications multipliées, on rétablit les affûts brisés, on construit des radeaux pour la défense du fossé, on se couvre en un moment dans les lieux les plus exposés, et l'on se met en mesure de se loger à l'abri au plus près des têtes de sape. Le chauffage et la nourriture des troupes en exigent d'ailleurs une grande consommation.

C'est une chose précieuse, lorsqu'on peut se la procurer, qu'un vaste emplacement qui puisse servir au parcage des chevaux et bestiaux, et d'autres où l'on cultive des légumes. Cela peut avoir lieu lorsque la force de la garnison permet d'avoir un camp retranché sous les murs de la place, ou lorsque cette place n'étant attaquable que sur un point, il se rencontre, au dehors de son enceinte, de grands espaces couverts par une inondation, ou une grande rivière facile à garder.

On supplée aux souterrains par les caves des particuliers, en recouvrant les voûtes d'une grande quantité de fascines croisées les unes sur les autres, et de fumier ou de terre.

S'il n'y a pas de moulins dans la ville, ou s'ils peuvent être ruinés par l'ennemi, on établit des moulins à bras en suffisante quantité.

On a proposé des casernes défensives, voûtées, à l'épreuve de la bombe. Rien certainement ne serait plus avantageux pour procurer du repos au soldat, pour servir d'hôpitaux où les malades seraient au moins délivrés d'inquiétude en même temps qu'ils souffrent physiquement; où l'on placerait les effets qui doivent être abrités, et qui en même temps pourraient servir d'excellens retranchemens derrière les bastions.

Enfin, dans les lieux où l'on ne peut

se procurer de bonne eau en suffisante quantité, comme il arrive dans plusieurs villes maritimes, il est indispensable qu'il y ait de grandes citernes bien couvertes contre les feux verticaux, entretenues par le gouvernement, indépendamment de celles qui doivent exister dans les maisons particulières.

De plus grands détails sur tous ces objets ne sont pas du ressort de cet Ouvrage ; mais on ne peut trop engager les gouverneurs et tous les officiers qui doivent concourir avec eux à la défense des places, à s'occuper avec la plus grande sollicitude de ce qui concerne les approvisionnemens en tous genres, car c'est véritablement la partie la plus délicate de leurs travaux, et celle où la négligence cause le plus souvent la reddition prématurée des meilleures forteresses.

CHAPITRE IV.

De la mise en état de siége. — Mesures commandées par les circonstances. — Investissement. — Ouverture de la tranchée. — Défense éloignée. — Défense rapprochée (1).

Il y a dans la défense d'une place trois périodes à distinguer essentiellement. La première, depuis l'investissement jusqu'à l'ouverture de la tranchée ; la seconde, depuis l'ouverture de la tranchée jusqu'aux premiers logemens de l'assiégeant sur le glacis ; et la troisième, depuis les premiers logemens sur le glacis jusqu'à l'attaque du dernier retranchement. La première de ces périodes répond à la construction des lignes de circonvallation et de contrevallation de l'assiégeant : la seconde répond aux travaux de la tranchée jusqu'à l'établissement de la troisième parallèle, qui a lieu ordinairement près de la queue des glacis, et c'est cette période de la défense qu'on nomme Défense éloignée : la troisième période comprend l'attaque du chemin couvert, le passage du fossé, la prise de la demi-lune et de son réduit, et enfin celle du bastion et de ses retranchemens. C'est cette dernière période de la défense qu'on nomme Défense rapprochée.

La première de ces trois périodes se passe, de la part de l'assiégé, presque toute en préparatifs. L'ennemi lui-même n'attaque pas encore précisément ; il ne fait que se préparer, et se mettre en mesure contre les entreprises qu'on pourrait faire sur lui, soit du dehors, soit du dedans. L'investissement est ordinairement précédé de ce qu'on nomme la mise en état de siége ; c'est l'état où se trouve la place, lorsque le souverain jugeant la place menacée au point d'exiger des mesures extraordinaires, confère au gouverneur ou commandant le droit de disposer de tout dans la place et aux environs, comme si elle était réellement assiégée. C'est à cette époque qu'il faut en effet commencer les mêmes dispositions défensives, que si la place était déjà investie.

On s'empare d'abord de tous les postes avantageux qui entourent la place à la portée du canon, afin d'obliger l'ennemi, s'il arrive, à forcer préalablement ces points, ce qui le retarde d'autant, ou ce qui le contraint à étendre ses lignes et son camp d'une manière démesurée. Enfin il en résulte pour l'assiégé plus de temps et de li-

(1) Dans cet écrit je n'emploie que les mesures anciennes, à cause des fréquentes citations que j'ai été obligé d'y faire des Ouvrages de M. de Vauban et autres écrivains, qui ont écrit avant l'établissement des mesures actuelles ; ce qui aurait rendu les rapprochemens difficiles, si j'en avais usé autrement.

berté pour exécuter, sans inquiétude, tous les mouvemens, transports de matériaux et travaux avancés qu'exigent les circonstances. Ce temps est très précieux; mais il faut que ses postes avancés aient avec la place une communication assurée, parce qu'autrement l'ennemi les couperait, ou les enleverait de vive-force.

Comme il est toujours très important de savoir quels sont les projets de l'ennemi, il faut envoyer de petits détachemens à la découverte, avoir des espions, tâcher de faire quelques prisonniers, desquels on puisse tirer de bons renseignemens sur la force et la position des armées ennemies, ainsi que sur les lieux où elles font leurs plus grands préparatifs.

Quand l'investissement est fait, on envoie de petits détachemens jusqu'à quatre ou cinq cents toises des glacis; ces détachemens se mettent en embuscade ventre à terre pour tout observer; ils tâchent de correspondre, et le soir ils se rapprochent des chemins couverts. Alors ils laissent passer les personnes isolées qui s'approchent de la place, probablement pour la reconnaître, et lorsqu'elles sont trop engagées pour se retirer, on en fait des prisonniers, qu'on interroge sur la situation de l'armée ennemie, et dont on tire ordinairement des lumières très importantes.

On ne doit jamais rien négliger pour avoir des nouvelles de l'ennemi; dans cette première période surtout, il est extrêmement avantageux de savoir quel sera le front d'attaque et le lieu de l'ouverture de la tranchée. Les petits détachemens dont nous venons de parler seront très utiles pour cela, et comme l'ennemi est encore fort éloigné, ils ne risqueront guère d'être surpris et enlevés.

Il est également essentiel de donner et recevoir fréquemment des nouvelles de l'armée amie. Autrefois on élevait pour cela des pigeons qu'on exerçait à porter et rapporter des lettres attachées sous leurs ailes. On envoie aujourd'hui des explorateurs déguisés, qui connaissent bien le pays, et qui vont et viennent sans cesse, autant qu'ils le peuvent. On observe aussi continuellement du haut des tours, et on ne peut nier qu'il ne fût très avantageux, dans toutes les périodes du siége, d'avoir un ballon aérostatique, qu'on tiendrait avec des cordes, élevé à la plus grande hauteur possible. Au fameux siége de Dôle, en 1636, les Français, qui étaient assiégeans, ruinèrent à coups de canon la tour de la principale église, qui découvrait à plus de dix lieues les environs, sous prétexte qu'on tirait sur eux du haut de cette tour. Il n'en était rien, dit Jean Boyvin, auteur de la relation de ce siége. « Les François n'estoient pas si mal informés de nos affaires, qu'ils ne sçussent bien qu'en ce clocher on n'avoit jamais donné coup que de cloche : et c'estoit ce qui les piqnoit, parce que cette échauguette esclairoit toutes leurs allées et venues, et aux occasions donnoit l'alarme si à propos, et avec telle distinction de coups, que tous ceux de la ville sçavoient en même temps si l'ennemy s'advençoit ou reculoit, et de quel costé: et encor par certains drapeaux de différentes couleurs, arborés ores d'une part, ores d'autre, signaloit l'infanterie ou la cavalerie qu'elle descouvroit. »

« Il est à présumer (dit M. de Vauban) que le gouverneur aura eu soin de se munir d'un chiffre pour donner des nouvelles au général et aux villes voisines, et qu'il sera convenu des signaux pour établir une cor-

» respondance du plus haut clocher de » la ville avec un ou deux de la cam- » pagne.

» Comme il est important de savoir » de quel côté l'ennemi attaquera, on » pourra le démêler en observant la » partie où nos troupes auront plus de » désavantage, où le resserrement des » gardes sera plus fréquent. On en » jugera aussi par l'amas des maté- » riaux plus abondant, et par l'établis- » sement du parc, qu'on tâche toujours » de faire à portée de l'ouverture de la » tranchée. Tout cela pourra se décou- » vrir des lieux élevés de la place, avec » de bonnes lunettes, mais il sera en- » core plus sûr de l'apprendre par des » espions. »

A cette époque, l'assiégé se hâte de compléter ses approvisionnemens en tous genres, et de les mettre en sûreté, soit dans les souterrains, s'il y en a, soit sous des blindages : il fait rentrer tout ce que les environs lui offrent de ressources, les grains, les chevaux, les fourrages, les bestiaux, les bois et même les ouvriers de la campagne qui peuvent être utiles pour les travaux de la défense.

Le premier soin d'un commandant assiégé doit être de faire sortir de la place les personnes inutiles ; plus il retarde cette opération, moins elle est efficace; il les fait accompagner jusqu'aux places voisines par de bonnes escortes pour leur sûreté.

On fait de suite recouper les parapets et former les banquettes, tant sur les remparts que dans les chemins couverts; on arme ceux-ci d'un rang de palissades sur tout le pourtour de la place, et d'un double rang sur le front d'attaque, aussitôt qu'on parvient à le découvrir. On fait également fraiser et palissader les ouvrages en terre susceptibles d'attaque; en même temps on met des barrières partout où il en est besoin; on a soin des poternes, des cunettes et des bateaux qui servent aux communications; on donne de l'air aux souterrains et aux galeries de contremines, enfin on dispose tout pour pouvoir s'en servir au premier moment.

On fait confectionner diligemment une grande quantité de fascines, piquets, gabions, sacs à terre, etc. On ne saurait jamais avoir trop de toutes ces choses.

Les plus petits détails dans le courant du service quoiqu'indispensables, ne sont point susceptibles d'entrer dans cet écrit; on les trouve avec tous leurs développemens dans les ouvrages classiques qui font partie du cours ordinaire d'instruction des élèves du génie, et l'on ne peut trop les exhorter à n'en négliger aucun. Les plus célèbres officiers de ce corps en ont de tout temps senti l'importance, et n'ont pas dédaigné de s'en occuper essentiellement.

On redouble d'attention pour que le service journalier de la garnison se fasse avec la plus grande ponctualité; on tire de la bourgeoisie les hommes en état de porter les armes; on les organise en compagnies; on les emploie aux lieux les moins exposés, à la garde des magasins, aux travaux retirés des retranchemens que l'on construit ou qu'on répare.

On établit une police sévère et une exacte surveillance envers les personnes suspectes.

Lorsque la garnison est peu nombreuse, on règle le service par tiers, c'est-à-dire, qu'un tiers de la garnison est sous les armes devant l'ennemi, un second tiers est toujours prêt à marcher, et le troisième se repose. Quand la garnison est forte, la moitié se repose, un quart est en présence de l'en-

nemi, et le reste se tient toujours prêt à marcher.

On forme le conseil de défense, on a un plan-directeur sur lequel on discute chaque jour ce qu'il y a de mieux à faire, et on tient le procès-verbal des opérations, afin de pouvoir dresser le journal de la défense, et rendre compte un jour au gouvernement de tout ce qui s'est fait pendant le siége.

Dans ces premiers temps, les surprises, les attaques de vive-force, les escalades sont très dangereuses, parce que l'ennemi se trouve tout porté et très nombreux; de sorte que pour éviter les formalités d'un siége, il cherche naturellement à tenter un coup de main; il faut donc être continuellement sur ses gardes, veiller soigneusement à ce que rien ne diminue la hauteur des remparts, que les portes dérobées qui donnent sur les jardins des fossés, et auxquelles on fait souvent peu d'attention en temps de paix, enfin l'entrée et la sortie des eaux, les égouts et pas sages provisoires soient exactement fermés. Il faut en même temps éclairer toutes les avenues de la place pendant la nuit par des balles à feu, la moindre négligence à cet égard pouvant avoir les plus terribles conséquences vis-à-vis d'un ennemi entreprenant, et rendre inutiles les dispositions les plus savantes d'ailleurs.

On rase tout ce qui offusque la vue jusqu'à la portée du canon, et l'on comble les petits fossés qui favoriseraient les approches ou la reconnaissance de la place.

Dans chaque ville de guerre on sait à peu près le temps nécessaire pour tendre les inondations; on les commence donc de manière qu'elles puissent être achevées avant le commencement des attaques.

On fait mettre les barbettes en état, et on y fait placer du canon, qui y reste jusqu'à ce que l'ennemi ait établi ses batteries; on tâche de tromper l'ennemi sur la portée du canon de la place, afin de l'engager à mal asseoir et son camp et l'ouverture de la tranchée.

Dès que le lieu de cette ouverture est connu, on fait préparer les embrasures et les plate-formes pour les batteries; on fait faire les ouvrages de fortifications passagères qui peuvent être utiles, tels que les flèches au pied du glacis. Ces flèches, mises à l'abri du coup de main, retardent, comme on le sait, beaucoup le commencement de la troisième période, qui est la plus importante.

« A cette époque on doit, dit M. de » Vauban, faire travailler diligemment » à des fourneaux sous le glacis de la » contrescarpe, et avancer aux pointes » des angles saillans de la même con» trescarpe de petits travaux enfoncés » en forme de contre-garde, sous le » parapet desquels on fera aussi quan» tité de petits fourneaux, et on fera » planter des palissades à deux pieds » du parapet, au-dedans de l'ouvrage, » élevés d'un pied et demi plus que la » hauteur du petit travail. »

En même temps on établit promptement les ponts de communication, dont les bois ont dû être préparés d'avance et mis en magasin.

On travaille au plus vite à faire les réduits dans les demi-lunes qui n'en ont pas, et des retranchemens aux bastions. Il serait bien à désirer que ces travaux, d'où dépend la bonne défense de la place, fussent faits de longue main et revêtus à l'escarpe : au défaut de ceux-ci, il faut les faire le plus solidement possible en terre et en fascinage, sur des plans arrêtés d'avance et médités à loisir; il y a des cas où on

peut les faire même en maçonnerie. « L'on a vu à Lérida, en 1647 (dit » M. de Vauban), les assiégés fonder » et élever une muraille à l'épreuve » du canon, entre l'ouverture de la » tranchée et la place, à qui elle for- » mait une seconde enceinte du côté » de la place. »

On élève encore des réduits aussi forts que possible, dans les places d'armes rentrantes et saillantes du chemin couvert : faute de mieux on se borne à les faire en charpente, ou avec des palissades.

Lorsque l'ennemi commence à cheminer sur les capitales, on fait ce qu'on appelle une ligne de contre-approche : c'est une tranchée droite, enfilée de la place, et que l'on dirige sur les flancs de l'ennemi logé dans ses parallèles et ses boyaux de tranchée. Cette ligne, recommandée par M. de Vauban, n'est pas assez en usage. Il faut au moins, lorsqu'on ne peut pas l'exécuter, tâcher de saisir quelque position momentanée et favorable pour surprendre l'ennemi sur les enfilades de ses travaux ; ce qui peut souvent se répéter plusieurs fois dans le cours d'un siége.

A mesure que l'assiégeant approche de la place, le danger de l'attaquer corps à corps diminue, parce qu'on a moins loin à l'aller chercher, moins de temps à demeurer exposé à son feu, et plus de facilité à faire la retraite. Mais à cette distance, ce ne sont encore que de petites sorties qu'il faille hasarder ; il ne s'agit que d'interrompre les travailleurs, et les disperser pour leur faire perdre tantôt une nuit, tantôt une autre; et non de livrer des combats. Si cependant on s'aperçoit que celui-ci, plein de la confiance qu'on ne l'attaquera pas sérieusement, néglige les précautions nécessaires à sa sûreté, on le surprendrait de temps en temps par de vigoureuses sorties, bien appuyées par l'artillerie volante, la cavalerie et les batteries de la place ; il faut toujours être habile à prendre son ennemi sur le temps, et à profiter de toutes ses fautes.

« Les sorties faites à propos, dit » M. de Vauban, peuvent considéra- » blement retarder les approches. Il y a » peu d'actions à la guerre, où la dili- » gence et la bonne conduite soient plus » nécessaires qu'en celle-ci. Par la di- » ligence, vous surprenez les ennemis ; » par la vigueur, vous les mettez en » désordre, et les contraignez d'aban- » donner un travail qu'ils ne gagne- » ront et ne rétabliront pas facilement, » quand vous l'aurez détruit ; et, par la » bonne conduite, vous vous servez de » leurs travaux contre eux-mêmes, et » faites ensuite, d'une fuite forcée, une » belle retraite. Enfin la bonne con- » duite garantit presque toujours des » dangers que suit la mauvaise. La » connaissance que le gouverneur aura » de la faiblesse ou de la mauvaise con- » duite de ceux qui seront de garde à » la tranchée, doit obliger de les atta- » quer avec plus ou moins de force ; il » doit encore le faire lorsque le mau- » vais temps aura mis l'ennemi hors » d'état de pouvoir se servir de ses ar- » mes à feu contre les troupes qui sor- » tiront sur lui ; et, comme le succès » des sorties fait un des principaux re- » tardemens de l'attaque, le gouver- » neur ne doit pas se contenter d'avoir » une seule fois battu l'ennemi, et dé- » truit ses travaux ; il doit si bien pren- » dre ses mesures par lui-même, que » sans trop fatiguer les soldats, il re- » bute l'assiégeant, tantôt par de peti- » tes et même de fausses sorties, et » tantôt par de véritables, qui produi- » sent leurs effets.

» Je ne sais quelle raison a pu em-

» pêcher jusqu'ici les gouverneurs de » faire sortir de leurs places quinze ou » vingt maîtres pour chasser les tra- » vailleurs de l'attaque. Je ne demande » pas que cette petite troupe combatte, » mais qu'elle fonde seulement sur six » ou sept cents hommes, qui n'ont » pour toute arme que l'épée et la » pelle, et qui ne demandent qu'un » prétexte pour se retirer, ou, pour » mieux dire, de prendre la fuite. » Quelque soin que prenne ensuite un » officier-général pour rassembler les » pionniers, il est certain qu'il ne s'en » retrouvera pas la moitié, ce qui re- » tardera extrêmement le travail. Ou- » tre l'effet de cette petite sortie, dont » je viens de parler, elle en produira » un autre non moins considérable que » le premier, puisqu'elle servira à dé- » couvrir les postes que tiendront les » troupes commandées, sur la droite » et la gauche des attaques, pour sou- » tenir les travailleurs; lesquels étant » reconnus par les assiégés, ils feront » feu, à coup sûr, sur ces troupes qui » n'ont point de convert pour s'en ga- » rantir. »

C'est une défense mal entendue, que de faire un grand feu d'artillerie pendant les deux premières périodes du siége; de cette erreur, dans laquelle tombent presque toujours les commandans qui ne sont pas assez instruits de ce qui regarde la guerre des siéges, il résulte que les canons sont tous démontés ou hors de service, avant qu'on ait pu les employer utilement, et que la plus grande partie des munitions est consommée, lorsque le vrai temps de s'en servir, qui est la troisième période des attaques, est arrivé. C'est ici un préjugé duquel ont beaucoup de peine à revenir ceux qui se figurent vaguement que la bonne défense d'une place est proportionnée au bruit qu'on y fait.

« Je souhaiterais cependant, dit M. de » Vauban, qu'un gouverneur ne se » servît jamais de son canon, que pour » rompre quelque batterie plus faible » que celle qu'il y peut opposer, ou » quelque logement qui l'incommode- » derait dans la suite, parce que l'on » doit ménager extrêmement la pou- » dre dans une place assiégée. D'ail- » leurs, à bien considérer toutes cho- » ses, les assiégeans ont toujours plus » de canons que les assiégés, et plus » de munitions; ce qui les rend tout-à- » fait supérieurs, surtout aux places » ordinaires. Ainsi je crois qu'il serait » plus utile de réserver la poudre pour » la mousqueterie, qui en consomme » moins, et fait plus de mal aux assié- » geans, et pour de petits fourneaux; » car la charge de dix ou douze pièces » de batterie, placée sous un logement, » le détruit plus facilement que cent » volées de canon. »

L'usage de l'artillerie, dans les premiers jours de la tranchée ouverte, n'a pour objet que d'obliger l'ennemi à faire ses travaux solides, et à ne rien négliger pour la sûreté de sa marche, ce qui la ralentit; et il suffit pour cela de la canonner lorsqu'on voit qu'il se néglige ou veut aller trop vite; mais les grands effets de l'artillerie de la place n'ont lieu que dans la troisième période de la défense, et elle doit être soigneusement conservée pour cela. On peut cependant suivre très utilement, dans plusieurs circonstances, le conseil que donne M. de Cormontaingne, de tirer de la place, à ricochet, sur les tranchées. Cette méthode est économique, et fait beaucoup plus de ravage que le canon tiré de plein fouet. On peut également employer les obusiers pour ces ricochets; l'effet en sera plus considérable.

Voilà pour ce qui regarde les deux

premières périodes du siége ; jusqu'ici la défense a dû être à peu près la même pour tous les systèmes de fortification, parce que l'ennemi n'était pas encore parvenu jusqu'aux ouvrages mêmes, ses premiers travaux n'ayant eu lieu qu'au milieu de la campagne. Maintenant qu'il commence à établir son logement sur le pied des glacis, cette défense va devenir spéciale, et doit se modifier suivant la nature des ouvrages qu'il faut attaquer successivement. Ici est la ligne de démarcation entre ce qu'on nomme Défense éloignée et Défense rapprochée. Ces deux espèces de défenses diffèrent essentiellement par leur objet. Le but de la première est seulement de retarder la marche de l'ennemi; celui de la seconde est de l'arrêter tout-à-fait, ou de le détruire entièrement, s'il persiste à vouloir continuer ses opérations. Lorsque l'assiégeant est encore au loin dans la campagne, bien retranché dans son camp ou dans ses places d'armes, il serait trop hasardeux de lui aller présenter le combat avec des forces très inférieures; on se borne à le harceler. Il serait aussi trop dispendieux, à cette distance, de vouloir anéantir ses travaux à coups de canon : toutes les munitions que peut contenir une place seraient bientôt consommées sans que l'on puisse espérer d'obtenir un effet considérable; car sur cent coups, à peine deux ou trois porteraient-ils.

Mais lorsque l'ennemi commence à entamer les ouvrages de la place, qu'il établit sa troisième parallèle à la queue des glacis, le temps est venu de songer, non pas seulement à multiplier les chicanes et les petits moyens, qui peuvent retarder, mais non empêcher la perte de la place; il faut concevoir le projet de l'ensevelir entièrement dans la masse des terres, qu'il entreprend de remuer pour arriver jusqu'au dernier retranchement; l'exécution de ce projet est même, on l'ose dire, plus facile que celui de le retarder seulement de huit jours; en interposant à chaque pas, entre lui et nous, quelque nouvel obstacle, toujours facile à surmonter par un adversaire, si supérieur en nombre et en moyens de toute espèce.

Pour bien régler sa défense, il faut s'attacher à connaître d'abord le principe des bonnes attaques. Ce principe est, sans contestation, celui qu'a constamment suivi M. le maréchal de Vauban; celui qui a donné à sa méthode une supériorité si grande, et qu'il expose comme il suit, dans son résumé, intitulé : *Maximes générales des attaques ;* car c'est pour les assiégeans qu'il écrivait alors :

« Employer la sape dès que la tran-
» chée deviendra dangereuse, et ne
» jamais faire à découvert ni par force
» ce que l'on peut par industrie, at-
» tendu que l'industrie agit toujours
» sûrement, et que la force ne réussit
» pas toujours, et on hasarde pour l'or-
» dinaire beaucoup. *Maxime VII.*

» Ne jamais porter un ouvrage en
» avant près de l'ennemi, que celui qui
» doit le soutenir ne soit en état de le
» faire avantageusement. *Max. XII.*

» Employer les batteries à ricochet
» et les cavaliers de tranchée, à la prise
» des chemins couverts, par préférence
» aux attaques de vive force, dans tous
» les endroits où on pourra le faire.
» *Max. XIV.*

» Observer la même maxime à l'at-
» taque de tous les dehors et même du
» corps de la place. *Max. XV.*

» La précipitation dans les siéges ne
» hâte point la prise des places, la re-
» tarde souvent, et ensanglante tou-
» jours la scène : témoins, Barce-

» lone, Landau et plusieurs autres.
» *Max. XVII.*

» Ne jamais s'écarter ni s'éloigner
» de l'observation des règles, sous
» prétexte qu'une place n'est pas bon-
» ne, de peur de donner lieu à une
» mauvaise de se défendre comme une
» bonne. *Max. XXII.* »

On voit, par ce qui précède, comme on le voit par l'ouvrage entier de M. de Vauban, que le véritable esprit de sa méthode, son principe fondamental, est que l'*assiégeant doit toujours, autant qu'il le peut, gagner pied à pied, et non par violence, les points qu'il veut occuper.* D'où il suit qu'au contraire *le but de l'assiégé doit être de réduire son ennemi à ne pouvoir rien lui enlever que de vive force.* C'est cette vérité qu'il ne faut jamais perdre de vue, et qui doit diriger l'assiégé dans toutes les opérations de la défense.

Il est clair, en effet, que si l'assiégé prend la résolution de ne se défendre que pas à pas, contre un ennemi plus fort que lui, et qui l'attaque par le même procédé, il faudra qu'il lui cède successivement toutes ses positions; il pourra bien le retarder dans sa marche, par une série de petites difficultés sans cesse renaissantes, mais non l'arrêter ni le détruire. Au lieu que, dans les coups de main, c'est souvent le plus faible qui l'emporte, lorsqu'il est ou le plus courageux, ou le plus habile, ou le mieux secondé par sa position. Nous supposons ici la bravoure et les talens égaux entre l'assiégé et l'assiégeant; mais il reste à celui-ci un terrain choisi et préparé par l'art. Le secret donc est de tirer le meilleur parti possible de cet avantage, et ce secret consiste à ramener tout à une suite de coups de main. A la guerre, dit le grand Frédéric, il faut toujours vouloir ce que l'ennemi ne veut pas; or, ici qu'est-ce que l'ennemi ne veut pas? C'est le coup de main; son grand principe est de vous chasser méthodiquement et pied à pied de toutes vos positions; le vôtre doit donc être de l'obliger à vous attaquer de vive force partout. Qu'est-ce que l'ennemi a intérêt d'éviter? Ce sont les actes de vigueur; il faut donc les multiplier. Qu'est-ce que l'expérience a montré lui être fatal dans tous les temps? Qu'est-ce qui, dans tous les temps, a produit de belles défenses? Ce sont les combats corps à corps; il faut donc rétablir ces combats; et, au lieu de regarder tout cela comme moyens accessoires, il faut en faire le moyen principal, regarder, au contraire, tout le reste comme secondaire, non pour en négliger l'application, mais pour le subordonner à la défense principale, et la rendre plus efficace.

Ce n'est point par une science purement géométrique, par des systèmes de fortification plus ou moins ingénieux, qu'on peut suppléer aux coups de vigueur. Un tracé, habilement combiné avec le relief et avec le site de la place, peut ralentir considérablement les progrès de l'assiégeant; mais quelque lents que soient ces progrès, il avance insensiblement, envahit successivement tous les points, et vous chasse enfin de toutes vos positions. Il n'y a qu'un moyen de l'arrêter absolument : c'est de détruire ses propres travaux à mesure qu'il les exécute; et cela ne peut se faire que par des coups de main.

L'avantage de cette manière de se défendre, en attaquant, pour ainsi dire, toujours soi-même, est évident; car l'ennemi, quoique beaucoup plus fort en masse, est obligé, par la nature même de son procédé, de s'étendre beaucoup, et par conséquent d'être

faible en chaque point. Ainsi, en l'attaquant à l'improviste, tantôt sur un de ces points, tantôt sur un autre, on est toujours certain de la supériorité, d'anéantir partiellement ses travaux, et enfin de le détruire entièrement lui-même en détail.

Saisissons bien l'esprit de la méthode proposée; elle ne consiste point à tenir de pied-ferme dans un ouvrage, en faisant lutter d'égal à égal une garnison médiocre contre une force majeure; mais, au contraire, à opposer toujours le fort au faible. Ou l'ennemi vous attaquera de vive force, suivant l'usage pratiqué communément autrefois, ou bien par la marche régulière pratiquée depuis M. de Vauban. Si l'ennemi attaque brusquement avec des troupes nombreuses, il faut lui céder momentanément, le laisser exposé, le plus long-temps possible, au feu le plus vif de tous les points environnans, qui doivent être préparés pour cela. S'il persiste à vouloir demeurer dans le lieu qu'il a pris, il y perdra son détachement tout entier; s'il se retire, c'est alors qu'il faut revenir en force avec la plus grande vivacité, le pousser l'épée dans les reins sans s'aventurer, culbuter ses logemens, et revenir promptement pour ne pas demeurer soi-même exposé à son feu, lorsqu'il aura opéré sa retraite.

Si, au contraire, l'ennemi prend la marche régulière de M. de Vauban; qu'il chemine pied à pied, qu'il cherche à vous cerner, à vous envelopper de toutes parts, à vous resserrer de plus en plus par ses places d'armes, ses demi-places d'armes, ces empiétemens insensibles en apparence, mais qui deviennent bientôt effrayans par leur continuité de jour et de nuit, alors l'immense développement de ses travaux vous fournit les moyens de tomber inopinément tantôt sur un point, tantôt sur l'autre; vous attaquez ses têtes de sape, toujours mal soutenues, parce que, s'il mettait beaucoup de monde pour les protéger, le feu de la place lui deviendrait très meurtrier. Vous percerez impunément ses tranchées et ses couronnemens de chemin couvert, qui ne peuvent être que faiblement gardés en chaque point, et vous y porterez un bon détachement, non pas seulement comme dans les premières périodes du siége, pour faire fuir les travailleurs, mais pour les tuer et raser leurs travaux.

Ainsi votre but, dans tous les cas, et ce à quoi vous parviendrez en prenant toujours l'ennemi sur le temps, sera d'opposer dans toutes les circonstances le fort au faible, malgré la disproportion des moyens qui, comparés en masse, sont de beaucoup en faveur de l'ennemi.

Si M. de Vauban eût eu autant d'occasions d'étudier les vrais principes de la défense, qu'il en a eu d'étudier ceux de l'attaque, il eût sans doute prouvé par les faits tout ce que nous venons de dire. La simplicité de ses systèmes de fortification montre qu'il sentait très bien que ce n'était pas dans un labyrinthe de petits ouvrages qu'il plaçait sa confiance, mais dans la facilité à déboucher en force à chaque instant, pour tomber isolément sur chaque portion des travaux de l'ennemi.

Faisons l'application de ces principes généraux aux principales époques de la défense rapprochée, qui est celle dont il s'agit en ce moment et la seule qui en soit susceptible.

La première opération qui se présente est le couronnement du chemin couvert. La troisième parallèle de l'ennemi est établie, il est logé sur les glacis, il s'avance à la double sape sur

les capitales des bastions et de la demi-lune ; son but est de nous chasser du chemin couvert pied à pied, c'est-à-dire par des cavaliers de tranchée qui en enfilent les branches : eh bien ! il faut le contraindre à l'attaquer de vive force, car son avantage est de la prendre autrement : c'est une suite de la maxime fondamentale de M. de Vauban, et c'est ce qu'il articule ailleurs d'une manière positive et spéciale, pour l'attaque du chemin couvert. « Toutes les fois, dit-il, qu'on peut se » rendre maître du chemin couvert par » industrie, sans être obligé d'en venir » aux mains, c'est sans contredit le » meilleur moyen qu'on puisse em- » ployer.

» Mais si ce chemin couvert n'est » point battu des ricochets, qu'on ne » soit pas en état de le dominer par de » petits cavaliers, qu'il soit bien tra- » versé et la garnison forte, on sera » peut-être obligé d'en venir aux » mains, et de le forcer par une atta- » que générale. »

Les plus habiles généraux ont tous adopté cette méthode d'attaquer les chemins couverts. « Cette manière cir- » conspecte et sage, dit M. de Feuquiè- » res, assure tellement la possession » d'un glacis, qu'on ne le peut plus » perdre. Je rejette entièrement l'an- » cien usage d'attaquer des contrescar- » pes de vive force, comme étant d'une » trop grande consommation d'hom- » mes. La manière de forcer l'attaqué à » abandonner sa contrescarpe et son » chemin couvert pratiqué et mis en » usage par M. de Vauban, est la meil- » leure, la plus sûre et celle qui coûte le » moins d'hommes. Je ne rapporterai » ici que trois exemples des contres- » carpes attaquées de vive force, pour » prouver que cette ancienne manière » est absolument à rejeter. »

Les trois exemples que cite M. de Feuquières, sont ceux de Mastricht, en 1673, de Mayence, en 1689, et de Namur, en 1695.

Puisque l'intérêt de l'assiégeant est d'éviter l'attaque de vive force dans l'invasion du chemin couvert, celui de l'assiégé est évidemment d'empêcher que son ennemi puisse s'en emparer autrement ; et le moyen nous en est indiqué par les paroles de M. de Vauban, rapportées ci-dessus. Car, puisqu'on est obligé d'en venir aux mains, lorsque le chemin couvert n'est point battu de ricochets, ni dominé par les cavaliers de tranchées, l'assiégé doit faire tout ce qu'il faut pour empêcher les uns et les autres. Or, il est évident que les effets du ricochet et des cavaliers se réduiront à bien peu de chose, si avant les attaques on a élevé aux angles saillans du chemin couvert des bonnettes fort hautes. Car alors l'ennemi ne pourra plus donner à ses cavaliers, qui sont vers le milieu de la pente des glacis, assez de relief pour s'élever au-dessus de ces bonnettes et plonger dans les branches du chemin couvert. Ces mêmes bonnettes, par leur élévation formant traverse, arrêteront en grande partie l'action du ricochet, même avant l'établissement des cavaliers ; et ceux-ci, qui sont placés sur leurs directions, les intercepteront entièrement, si on essaie de les construire. Par le moyen de ces simples bonnettes, qui sont des ouvrages de campagne médiocres, on empêche donc l'effet des ricochets et des cavaliers, et par conséquent on amène l'ennemi à la nécessité d'attaquer le chemin couvert de vive force.

C'est ce que M. de Vauban observe lui-même. « Il y a, dit-il, une chose » bien sérieuse à remarquer, c'est que, » comme les places de guerre sont pres-

» que toutes irrégulières et différemment situées, il s'en trouve sur des » hauteurs où le ricochet, ayant peu de » prise ne pourrait dominer avec assez » d'avantage. Il y a encore celles où les » situations, qui pourraient convenir » au ricochet, sont ou des marais ou des » lieux coupés de rivières qui empêchent l'emplacement des batteries, » et celles enfin où les glacis élevés par » leur situation sont si raides qu'on ne » peut plonger le chemin couvert, par » les logemens élevés en cavaliers » qu'on peut faire vers le milieu du » glacis. Lorsque cela se rencontrera, » on pourra être obligé d'attaquer le » chemin couvert de vive force. »

La manière de résister à cette dernière attaque n'est point de la soutenir long-temps de pied ferme, mais seulement jusqu'à ce que l'ennemi ait coupé la palissade, opération qui sera très meurtrière pour lui, puisqu'il sera obligé de la faire sous les baïonnettes de l'assiégé, attendu que les ricochets n'ont pu la détruire. Pour empêcher l'assiégeant d'aborder facilement cette palissade, il faudra jeter sur le glacis, jusqu'à trois ou quatre toises en avant, une grande quantité de chausse-trapes; si cet espace en est, non pas simplement parsemé, mais en quelque sorte couvert, ce sera un très grand obstacle et qui coûtera beaucoup de monde à l'ennemi. Si enfin il vient à bout de couper la double palissade qu'on a coutume de mettre sur le front d'attaque, on se retirera subitement, et cependant en bon ordre, afin de laisser l'assiégeant seul exposé à tout le feu de l'artillerie et de la mousqueterie des remparts préparés pour cela; et lorsque, fatigué du massacre, il prendra le parti de s'en retourner, on reviendra sur lui, on achèvera sa déroute, on détruira ses travaux, et on se rétablira dans le chemin couvert.

Il est vrai que, suivant les principes de M. de Vauban, l'assiégeant ne doit tenter une semblale expédition que quand il est parvenu à éteindre préalablement tous les feux de la place. Mais si les feux de la place sont éteints à cette époque, c'est que l'assiégé l'aura bien voulu. Celui-ci ne doit tirer qu'à barbette, jusqu'à l'établissement des premières batteries de l'assiégeant: à cette époque, il doit se hâter de retirer son canon qui, sans cela, serait bientôt tout démonté; ne plus tirer qu'à la dérobée, tantôt d'un point, tantôt de l'autre. Ensuite, lorsque l'ennemi attaque le chemin couvert, et que ses batteries ne peuvent plus agir, de peur de tirer sur ses propres gens, qui ne sont presque plus séparés de l'assiégé, on garnit de nouveau, bien vite, le rempart de petites pièces de canon à mitraille, ou d'obusiers, il est impossible que l'ennemi persiste à demeurer dans une pareille position.

Le lieu le plus favorable à l'assiégé, pour se retirer après cette attaque de vive force, est la place d'armes rentrante de chaque côté, sous la protection de son réduit, et des feux du bastion et de la demi-lune; mais il faut convenir que cette retraite n'est pas très commode, par la manière dont nos places sont construites, et que si l'ennemi, bravant tous les feux dont il est entouré, continuait à poursuivre l'assiégé, et le forçait d'abandonner aussi ses places d'armes rentrantes, et de se réfugier dans le fossé, celui-ci n'aurait plus de moyen de revenir sur l'assiégeant, après l'attaque de vive force, sinon par quelques petits escaliers qu'on nomme Pas-de-Souris, et que le retour offensif dont nous avons parlé, lui serait à peu près interdit. Le mur de contres-

carpe se tournerait donc alors contre l'assiégé lui-même, et l'assiégeant se trouverait sur le chemin couvert, comme dans un fort, dont il serait désormais impossible de le débusquer.

C'est sans doute d'après ces observations justes, que de très habiles généraux ont pensé que les murs de contrescarpes étaient beaucoup moins utiles que nuisibles; car, ainsi que nous venons de le dire, ils se tournent contre l'assiégé du moment que le chemin couvert est pris; il n'y a plus de retours offensifs à espérer, puisque ce n'est pas en défilant par des pas-de-souris et des barrières étroites, qu'on peut tomber en colonne à l'improviste sur une sape. Si au contraire, au lieu du mur de contrescarpe, il y avait partout un talus en pente douce et presque en glacis, il est évident que l'assiégé serait toujours en mesure d'attaquer avec supériorité tel point du chemin couvert qu'il jugerait à propos; et que si l'ennemi, pour se garantir de ces attaques soudaines, voulait constamment se tenir en force majeure partout, il serait forcé de laisser perpétuellement exposée au feu de la place une grande quantité de troupes qui seraient bientôt entièrement détruites.

Observons que si le mur de contrescarpe était supprimé, et qu'à sa place il existât un glacis en dedans, il serait inutile de laisser, comme on le fait, cinq toises de largeur au chemin couvert, quatre pieds suffiraient, c'est-à-dire, qu'il n'y aurait plus, à proprement parler, que la banquette; mais cette banquette serait accessible partout, et le glacis dont nous venons de parler servirait d'un chemin couvert en pente, très large, qui donnerait peu de prise aux ressauts du ricochet, et sur lequel l'assiégant ne pourrait se loger sans être vu de tous les feux du corps de la place.

Les murs de contrescarpe ne sont donc avantageux que dans les petites places où la faiblesse de la garnison ne lui permet pas de tenter le moindre coup de main, et se trouve par conséquent réduite à retarder l'ennemi par des chicanes; et il serait à souhaiter que du moins les gorges des places d'armes rentrantes fussent en glacis vers le fossé, au lieu de n'y communiquer que par des escaliers.

Il est vrai que l'assiégeant, lorsqu'il aura réussi à enlever de vive force le chemin couvert, pourra poursuivre l'assiégé jusque sous ses murailles d'enceinte; mais ce n'est là qu'un avantage apparent et faux; car il ne s'agit pas pour l'assiégeant de faire une incursion momentanée dans les fossés de la place, il s'agit d'y former un établissement solide. Or, c'est ce qu'il ne saurait faire loin de la masse des forces qui devraient le soutenir, exposé à tous les feux de la place, des caponnières, des demi-lunes, des réduits de places d'armes saillantes et rentrantes, et à tous les coups de main de la garnison. Mais je m'abstiendrai d'étendre plus loin ces observations; car il n'est aucunement question ici de proposer de nouveaux systèmes de fortification, encore moins de conseiller des destructions sous prétexte d'améliorer; il faut savoir se borner à ce qui existe, et en tirer le meilleur parti possible (1).

C'est cette continuelle alternative des coups de main et du jeu des batte-

(1) Sur les nouvelles idées qui peuvent servir à améliorer le système défensif, on lira avec fruit l'ouvrage de M. Gay de Vernon, intitulé: *Traité élémentaire d'Art militaire et de Fortification.*

ries qui doit empêcher l'assiégeant de couronner le chemin couvert, sans qu'il en coûte rien, pour ainsi dire, à l'assiégé; il est aisé de voir combien ces manœuvres alternatives sont facilitées par la non-existence du mur de contrescarpe, lorsque cela se rencontre ainsi; et il faut se rappeler, à ce sujet, ce que nous avons déjà cité de M. le maréchal de Saxe sur le siége de Candie, où un ouvrage, non revêtu à la gorge, fut pris et repris trente six fois, et coûta vingt-cinq mille hommes aux assiégeans. Il ne reste donc à ceux-ci que la ressource de la guerre souterraine: or c'est avoir déjà fait beaucoup que de l'avoir réduite à un moyen si lent, et où l'assiégé lutte contre lui d'égal à égal sur un terrain préparé par lui-même, et dont lui seul a le secret. Mais il est à remarquer de plus, que cette ressource ne conduit l'assiégeant à rien. Il ne fait que remuer la terre par l'explosion de ses mines, il ne peut l'emporter; elle reste là pour être le théâtre de nouveaux coups de main semblables aux premiers. Les contre-mines de l'assiégé, au contraire, détruisent les logemens de son ennemi, et l'empêchent de gagner un pouce de terrain. Obligé de garder la tranchée pour se garantir des attaques imprévues sans cesse renouvelées, il reste en butte à tous les feux de la place, et son armée se consume jusqu'au bout, tant qu'il y a des mineurs et de l'artillerie dans la garnison.

Pour empêcher cet effet de l'artillerie de la place, M. de Vauban prescrit avec raison, comme nous l'avons déjà dit, de l'éteindre entièrement; il le prescrit à chaque instant, comme la chose la plus essentielle, parce qu'il sent bien que le succès de sa méthode en dépend absolument; mais aussi, pour empêcher ce succès, il n'y a qu'à savoir conserver ces feux qu'il veut éteindre, et c'est ce que l'assiégé peut et doit toujours faire. Pour cela, il ne faut pas qu'il les abandonne dès le premier instant au ravage des batteries à ricochet. Il faut qu'il sache qu'un seul coup de canon, ménagé pour la défense rapprochée, est plus utile que cinquante, tirés sur la queue des tranchées; qu'une ou deux pièces d'artillerie adroitement dérobées à la vue de l'ennemi, cachées seulement derrière un orillon, et mises à l'abri de la bombe sous un blindage, est une chose si précieuse, qu'il est comme impossible aux colonnes ennemies qu'elles prennent en flanc, de monter à l'assaut; que s'il attend le moment favorable pour ouvrir de nouvelles embrasures, derrière lesquelles sont des pièces de canon couvertes contre les feux verticaux, jusqu'au moment du besoin, l'ennemi verra sans cesse les feux de la place se rallumer, lorsque les croyant bien éteints, il aura pensé pouvoir venir poser son logement sur la crête du chemin couvert.

Avec ces attentions, l'assiégé conservera certainement son feu jusqu'à la fin, et il viendra même une époque où il pourra être mis dans sa plus grande activité, tandis que celui de l'assiégeant sera forcé de se taire. Cette époque est celle où la ligne de démarcation entre les deux armées commencera à s'effacer; car, dans cette mêlée, les batteries de l'assiégeant lui détruiraient plus de monde qu'à l'assiégé, et celui-ci, au contraire, après avoir attiré son ennemi au plus près, n'a qu'à se retirer brusquement, pour le laisser seul exposé au feu le plus meurtrier.

Je ne pense donc pas que jamais l'assiégeant puisse s'établir solidement

sur une contrescarpe bien faite, en présence d'une bonne garnison, et cependant ce n'est proprement là que le commencement des hostilités. Il faut ensuite qu'il fasse la descente de fossé par une galerie, et qu'il arrive par un long défilé au fond de ce fossé. Comment concevoir qu'il puisse y déboucher, si l'assiégé, au lieu de n'opposer que de perpétuelles retirades, prend le parti d'attaquer lui-même à chaque minute? Il a tant de débouchés pour arriver, en un instant, à ce passage étranglé, il lui est si facile de disperser les matériaux de l'épaulement, de brûler en masse des fagots passés un à un, de renverser les frêles travaux d'un pont mal affermi, que si, en rase campagne, une poignée de soldats pouvait se saisir d'une pareille position, elle s'y regarderait avec raison comme inattaquable.

Joignons à ce coup de main les batteries biaisées de la courtine et de la tenaille, qui ont vue sur ce débouché, et qu'il est très difficile de détruire, les batteries sur chaloupes dans les fossés pleins d'eau, les feux de caponnières, les coups dérobés que l'on dirige du haut de la brèche même, lorsqu'elle est faite, les fourneaux qui peuvent renverser vingt fois la descente de fossé, et enfin les abattis avec lesquels, en s'y prenant de bonne heure, on masque ce débouché par des obstacles contre lesquels le canon ne peut rien, et la bombe très peu de chose, et l'on sera sans doute surpris que ce pas hasardeux soit franchi par l'assiégeant, quelques efforts qu'il fasse.

J'ignore comment l'ennemi parviendra à la brèche, si le chemin couvert et le passage du fossé sont bien défendus. Mais en supposant qu'enfin le terme est venu de la défendre, voyons ce qu'il faut faire pour que l'assiégeant ne puisse outrepasser l'étranglement qu'elle forme.

Je suppose que d'abord le gouverneur a eu soin de faire faire un bon retranchement; autrement, la brèche une fois forcée, la place n'aurait aucun moyen de se garantir. Avec un retranchement, au contraire, l'enceinte de la place peut être prise et reprise nombre de fois, et c'est précisément cette série d'actions de vigueur qui doit faire succomber enfin l'assiégeant, si la défense est habilement conduite.

Voyons d'abord comment M. de Vauban veut qu'on attaque les brèches; prenons pour exemple celle de la demi-lune.

« Il faut, dit-il, se préparer au logement par l'amas des matériaux nécessaires, comme fascines, gabions, » sacs à terre et quantité d'outils » dont il faut avoir provision, le plus » près qu'il sera possible, sans embarrasser la tranchée, et les ranger sur » le revers par tas. On aura soin de » bien accommoder les logemens qui » doivent faire feu, préparer toutes » les batteries de canon, de bombes » et de pierriers, de commander cinq » ou six compagnies de grenadiers » d'extraordinaire, à telle fin que de » raison, et avertir ceux qui commandent les batteries de ce qu'ils devront exécuter, suivant les signaux » qu'on leur transmettra, et pour cet » effet, les faire venir sur les lieux pour » les voir de plus près et recevoir leurs » instructions.

» Le signal pourra se faire par un » drapeau qu'on élevera sur la pointe » des logemens du chemin couvert, » en lieu où il puisse être vu de toutes les batteries en même temps et » des logemens, observant de faire disparaître les autres; moyennant quoi » tout étant prêt, les fusils passés entre

» les sacs à terre, prêts à faire feu, on » attendra en silence le signal, qui » sera de hausser le drapeau quand il » faudra faire feu, et de le baisser » quand on le voudra faire cesser. Cela » préparé de la sorte et les brèches en » état, on fera monter deux ou trois » sapeurs dans la brèche, non vers la » pointe, mais sur la droite et la gau- » che, joignant les endroits où finira la » rupture des murs du côté des épau- » les, où il se fait pour l'ordinaire un » couvert entre la partie du revête- » ment qui demeure sur pied et celle » qui tombe.

» Ces deux ou trois sapeurs se met- » tront dans ces couverts, et tireront » les décombres en bas en remontant » vers le haut; ils feront place pour » eux et pour deux ou trois autres » qu'on y fera monter, avec ordre à » tous de s'en revenir quand l'ennemi » se mettra en devoir de les en chas- » ser. Dans ce cas, aussitôt qu'ils en » seront dehors, il faudra faire le si- » gnal; et les batteries de toute espèce » et les logemens faisant leur devoir, » il est sûr que l'ennemi n'y demeu- » rera pas long-temps, et qu'il en sera » bientôt écarté.

» Sitôt qu'on s'en apercevra, il fau- » dra baisser le drapeau et faire re- » monter les sapeurs, qui, reprenant » leur ouvrage, le diligenteront de leur » mieux, avec ordre de l'abandonner » comme la première fois, dès que » l'ennemi se représentera; ce qu'il » pourra bien faire une seconde fois, » et même une troisième. A chaque » fois il faudra toujours recommencer » à faire jouer les batteries, même » celle du chemin couvert, ce qui » écartera certainement l'ennemi et » laissera la liberté d'établir le loge- » ment: ce ne sera apparemment que » la première et seconde fois qu'ils re- » viendront, qu'ils feront jouer les » mines, s'il y en a, ce qui sera la » marque infaillible qu'ils abandon- » nent l'ouvrage. Ces mines ne seront » pas d'un grand effet, attendu qu'elles » joueront à vide si nos gens n'y sont » pas, ou dans l'endroit où il n'y aura » personne, comme à la pointe, ou » dans celui où il y en aura peu; au- » quel cas elles ne pourront attraper » que trois ou quatre hommes au plus. » Cependant les sapeurs auront pré- » paré quelques couverts dans l'exca- » vation, qu'il faudra occuper par de » petits détachemens quand il en sera » temps, sans trop se presser; mais » sitôt qu'ils auront abandonné l'ou- » vrage, il faudra travailler de vive » force au logement, et le bien assu- » rer dans l'excavation des brèches, et » non plus avant; ensuite l'étendre à » droite et à gauche sur le rempart, et » y entrer par des sapes, formant une » portion de cercle qui occupe tout le » terre-plein de son angle flanqué, » d'où l'on coulera après par les ex- » trémités le long des faces de la droite » et de la gauche, jusqu'à ce que l'on » se soit mis en état de forcer les re- » tranchemens de la gorge, ce qui n'ira » pas loin.

» La suite du logement de la demi- » lune sera continuée jusqu'à son en- » tière occupation, qui ne sera termi- » née que par la prise du retranche- » ment de la gorge, s'il y en a, et par » l'établissement fait tout le long de » ses bords; ce qui aura lieu par le pro- » longement des sapes à droite et à » gauche le long du rempart, comme » il a été dit ci-dessus, et par une tran- » chée menée en dedans de la place. » Les prolongemens des sapes met- » tront à portée de prendre les traver- » ses en état de voir la communica- » tion de la tenaille à la demi-lune, et

» la tranchée facilitera les attaques des » retranchemens à la gorge quand il » en sera temps. »

On voit, par ce détail, que M. de Vauban, fidèle à son principe, veut qu'on tâche de s'emparer de la demi-lune, pied à pied, et non de vive-force. Telle est sa maxime, constamment couronnée du succès, tant qu'il est possible d'en faire usage : celle de l'assiégé doit donc être au contraire d'empêcher, de toutes les manières possibles, que l'ennemi puisse emporter cette même demi-lune autrement que de vive-force. En effet, dans une attaque de vive-force, il est évident qu'à bravoure égale entre l'assiégeant et l'assiégé, celui-ci doit l'emporter, car il ne peut être attaqué que sur un front égal au sien, ainsi le nombre ne fait plus rien en ce moment, et l'avantage de la position est, sous tous les rapports, pour lui : il ne peut être inquiété sur ses derrières, et c'est lui au contraire, qui par ses sorties inopinées pourra surprendre ceux de son ennemi, en même temps qu'il aura pu ménager quelques pièces d'artillerie pour le prendre à revers. Enfin la retraite est assurée par le réduit, non pas pour y trouver un dernier refuge, mais pour en déboucher cent fois de suite et reprendre la position momentanément abandonnée.

Puisque l'avantage est tout pour l'assiégé, dans le cas de l'attaque de vive-force, c'est à lui de réduire l'assiégeant à ne pouvoir l'attaquer autrement. La marche à suivre est la même que celle qui a été prescrite pour la défense de la contrescarpe; mais à la brèche, l'avantage est bien plus grand puisque le front d'attaque est plus resserré, le foyer des corps de réserve plus rapproché, et que l'ennemi ne peut aborder cette brèche que par de longs défilés. Il s'agit donc d'empêcher que l'ennemi n'établisse son logement au haut de la brèche, que de là il ne s'étende de droite et de gauche pour vous cerner et embrasser bientôt tout le terre-plein de l'ouvrage, ainsi que le prescrit M. de Vauban.

Comme tout ce travail s'exécute pied à pied, en cheminant à la sape, il faut, pour l'arrêter, harceler sans aucune interruption les têtes de sape. Chacune d'elles est conduite par quelques travailleurs sans moyens de défense, et soutenus seulement en arrière par un très petit nombre de soldats; il n'y a donc qu'à tenir au plus près de ces travailleurs, de médiocres détachemens abrités jusqu'au moment d'agir.

Ces détachemens ne laisseront pas un instant les travailleurs tranquilles; ils tomberont sur eux avec vivacité, les tueront, renverseront leurs travaux commencés, et seront retirés avant que les soldats destinés à soutenir ces travailleurs soient arrivés, quelque diligence qu'ils puissent faire. D'autres fois les petits détachemens de l'assiégé chasseront les travailleurs en jetant force grenades dans la tête de sape; d'autres fois enfin, ils la culbuteront par une fougasse ou l'explosion d'une simple bombe enterrée à proximité.

Si la chute de l'escarpe n'a pas entraîné le parapet, et que l'ennemi cherche à se couler dans son épaisseur pour gagner insensiblement les épaules de l'ouvrage à droite et à gauche, il suffira de tirer du réduit avec de gros canons dans ce parapet; car, quoiqu'il soit à l'épreuve, comme le logement de l'ennemi le partage en deux suivant sa longueur, le boulet percera jusqu'à ce logement et y tuera les travailleurs. Le même moyen peut être employé dans un grand nombre d'occasions, et

il est surprenant qu'on ne se soit point encore avisé de le mettre en usage. Si le parapet était encore trop épais pour que le boulet pût atteindre l'ennemi dans son logement, il suffirait de le démaigrir un peu. Les obus pourront être employés dans ces occasions avec encore plus de succès.

Mais un moyen plus efficace encore, sera celui de pratiquer quantité de coupures perpendiculairement depuis l'escarpe jusqu'à la gorge, ce qui fera de l'ouvrage une suite alternative de traverses épaisses de trois ou quatre toises au sommet, et de fossés profonds, par exemple de douze pieds et large de même au fond. Alors les sapes de l'ennemi ne pourront cheminer sans traverser ces fossés qui sont des espèces de lignes de contre approche et sans se faire prendre en flanc par les fusiliers, ou même le canon à cartouche qu'on aura mis à la gorge dans l'enfilade de chacun de ces fossés. L'assiégé embusqué dans ces mêmes fossés, dans de petits enfoncemens, et abrité par quelques blindages, s'y trouvera en mesure de tomber à chaque instant comme l'éclair sur les travailleurs, ou de les accabler de grenades, ou enfin de s'enfoncer dans le massif des traverses et de faire sauter pièce à pièce toutes les parties du logement de l'ennemi.

Par ces manœuvres, il est évident que l'assiégé aura rempli son principal objet qui est de réduire l'assiégeant à l'attaquer de vive force, c'est-à-dire à lui livrer l'assaut, et ainsi disparaîtra, non pas la supériorité de l'artillerie, qu'on ne saurait empêcher, mais celle qui résulte de la marche prescrite par M. de Vauban, et qui est fondée essentiellement, comme nous l'avons dit, sur ce principe qu'il faut envahir graduellement et pied à pied, toutes les positions de l'assiégé. L'ennemi ne pourra plus attaquer que de vive force partout, comme on faisait dans le seizième siècle, lors des défenses de Rhodes, de Metz, de Leyde, et comme on l'a fait encore postérieurement à Ostende, à Candie, à Lérida.

Il nous reste donc à traiter de la dernière scène, mais la plus sanglante et la plus décisive, celle des assauts. Les anciens, qui ne défendaient pas leurs places autrement, nous ont appris par leur expérience comment on devait les soutenir. L'invention des armes à feu étant survenue, il fallut modifier la méthode des anciens, et l'on adopta celle qui s'est pratiquée jusqu'au maréchal de Vauban. Depuis cette époque, il n'y a presque plus d'assaut, et c'est l'effet même de sa nouvelle méthode des attaques; mais comme nous croyons avoir prouvé que l'assiégé peut toujours réduire son ennemi à ne l'attaquer que de vive force, nous pensons que les assauts seront nécessairement remis en vigueur et que la doctrine des anciens à cet égard, combinée sur l'usage des armes à feu et des mines, doit redevenir la base de notre nouveau système de défense. Je ne puis donc mieux terminer cet Ouvrage qu'en rapportant le beau chapitre du chevalier de Ville, sur la manière de soutenir les assauts.*

« C'est à présent, dit-il, qu'il faut » desployer ce qu'on a d'inuention, » mettre en œuure toute sorte d'arti- » fices, et exposer toute la force et le » courage; car tout ce que l'ennemy » a fait n'est que pour venir à l'assaut » et entrer dans la place; et toutes les » presparations qu'on fait dans une pla- » ce, tant des fortifications extérieures » que du corps mesme, et toutes les » résistances, ne font que l'empescher » d'entrer en estant si proche. Il ne

» faut rien espargner puisqu'on a destiné le tout à cet effect.

» Les machines et les artifices seruent beaucoup en cette action, mais plus que toute autre chose, la force et le courage des soldats. C'est en cette occasion qu'on connoist ceux qui sont braues gens; car sans doute s'il y a des poltrons, ils commenceront à murmurer et à parler de se rendre; ce que le gouuerneur ne doit aucunement permettre : ains chastier exemplairement ceux qui en diront le moindre mot.

» Auant que l'ennemy vienne à l'assaut, il faut qu'il ait fait bresche ou auec le canon, ou auec la mine, telle que la montée en soit aisée. Pour sçauoir si elle est raisonnable, il enuoyera quelqu'vn pour la reconnoistre. Il faut tascher qu'il n'en rapporte pas la nouuelle; car on doit auoir aux costez de la bresche des mousquets à crocs ou des pièces courtes pour tirer contre ceux-là; car les canons seront alors desmontez si l'ennemy a fait son deuoir, ou bien on aura ruiné les lieux où on les peut mettre; et quand mesme on en auroit quelqu'vn en estat, il faut le garder pour deffendre la bresche, parce que, si on le tire auant l'assaut, l'ennemy fera en sorte de le desmonter; c'est pourquoy il faut le conseruer pour vne meilleure occasion.

» Si l'ennemy fait la bresche auec le canon, il ne peut tirer que de jour; de nuit, quelle inuention qu'on sçache auoir, les coups sont presque tous perdus. On taschera à la resparer de nuit, refaisant ce qui sera rompu ou auec de la terre, ou auec des pièces de bois, ou bien, si on peut, on mettra en diuers endroits de la montée de la bresche des palissades de cinq ou six pieds de hauteur, plantées bien ferme en terre, ayant des pointes de fer pliées en bas; cela arreste l'ennemy lorsqu'il veut monter, ou s'il les veut rompre à coups de canon, il luy faudra beaucoup de temps, et la nuit en suiuant, on en peut remettre d'autres.

» Que s'il bat si furieusement qu'il ne donne aucun relasche, on disposera le lieu de telle façon qu'on le puisse deffendre à couuert; car outre les retranchemens qu'on doit auoir desia faits plus arrière sur le bord de la bresche, on esleura quelque petit parapet de sacs de terre, ou de gabions, ou d'autre chose si toutesfois l'ennemy en donne le loisir. S'il bat tousiours, on se mettra à costé, de façon qu'on flanque et descouure la montée, et qu'on soit à couuert de la batterie.

» Au haut de la bresche, où il faut que l'ennemy se loge estant monté, ou aux premiers retranchemens lorsqu'on voit ne pouuoir plus resparer ces lieux, on fera de nuit quelque fougasse, à laquelle on puisse donner le feu quand on voudra, des lieux qui sont plus arrière; on parsèmera sur la bresche plusieurs cloux à quatre pointes, qu'on appelle chaussetrapes; ce sont autant d'empeschemens pour l'ennemy; des planches toutes pleines de cloux pointus qui sortent dehors quatre doigts sont excellemment bonnes pour mettre sur la bresche; mais il faut qu'elles soient épaisses et de bois pesant, et qu'elles soient attachées auec des chaisnes de fer, afin que l'ennemy ne puisse ny les oster ny renuerser. Les chenaux de frise seront aussi vn grand obstacle à ceux qui voudront monter.

» A costé de la bresche on rangera quantité de mousquets à croc pour tirer contre les premiers qui vien-

» dront armez à l'espreuve du mousquet, des pièces courtes chargées de » ferraille, et particulièrement de ces » pierriers que nous auons cy-deuant » dit qui se chargent à boëte : les canons » de réserue seront aussi en estat. On » tiendra prests toute sorte de feux » d'artifice, comme bombes, qu'on peut » faire rouler par dessus des aix qui » auront vn rebord de chaque costé » qui les conduisent bien auant dans la » bresche, afin que les nostres ne » soient endommagez ; des grenades, » des barils foudroyans, des soliues » roulantes armées et chargées de feux » d'artifice, des mortiers pour jetter, » plusieurs autres inuentions, des espinars, des bruslons, des sautereaux, » des flasmes, des taupes, et plusieurs » autres que nous descrirons autre » part. On aura aussi des chaudières » pleines d'huile bouillante qu'on jettera auec de grosses cuillères amanchées d'vne longue perche, quantité » de pierres pour jetter à la main, et » tout ce qu'on croit pouuoir nuire à » l'ennemy.

» Quand l'ennemy fait la bresche » auec la mine, parce que c'est vn » prompt effort, et qu'il donne bientost après, on n'a pas loisir ny de » resparer la bresche, ny d'y mettre » les obstacles que nous auons dit. Il » faudra auoir presparé deux ou trois » retranchemens à l'endroit où on doit » faire la mine, afin que, s'il en emporte vn, il y en reste vn autre, ou » deux tout entiers, ou afin de ne point » perdre de terre sans disputer, n'en faisant qu'vn fort arrière. Du reste, on » presparera toutes les machines, armes et artifices, ainsi que nous auons » dit, les tenant toutesfois vn peu esloignez du lieu où la mine doit joüer, » afin qu'ils ne soient emportez par » sa violence.

» Puisque l'ennemy fait vne mine, » on est bien asseuré qu'il ne montera » pas au haut de la muraille qu'elle » n'ait joüé ; c'est pourquoy il ne faut » pas tenir des soldats là-dessus ny autour de ce lieu, au moins de jour, » parce que de loin on peut descouurir » s'il voulait faire quelque surprise ; de » nuit, on y tiendra seulement vne » sentinelle : le corps-de-garde sera » vn peu à l'escart du lieu où se fait la » mine.

» On est aussi asseuré d'estre attaqué par les endroits auxquels on voit » que l'ennemy s'est approché pied à » pied, de telle façon qu'auec ses tranchées, trauerses et galleries, il s'est » logé au pied de la fortification, et » qu'il a rompu ou sapé, ou miné ; c'est » l'endroit par où sans doute il taschera » d'entrer, ou pour le moins s'y loger. » Il y a aussi des indices par lesquels » on peut connoistre quand l'ennemy » veut donner. Quelquefois, auant que » mettre le feu à la mine, il fait sommer ceux de la place à se rendre, et » c'est afin de ne gaster pas la place, » de laquelle il espère bientost estre » maistre, ce qui pourtant ne se doit » faire qu'aux lieux qu'on est asseuré » de prendre, parce qu'à vn lieu fort » de monde, ce seroit les aduertir de » se mettre en deffence ; l'ennemy » fera aussy des efforts extraordinaires » tout le jour et toute la nuit précédente, » pour rompre les deffences, ne donnant aucun relasche aux ennemis, » ny temps de les réparer : on verra » aussi que plus de soldats, qu'ils n'auoient accoustumé, entrent ce jour » dans les tranchées ; si on ne peut pas » les voir, on les jugera par le bruit et » par les piques qu'on verra sortir hors » des tranchées en plus grande quantité » que les autres jours : tout le monde » sera en action ; l'armée se presparera

» et tout le camp se mouura extraordi-» nairement : ceux qui ne combattent » pas, et qui viennent par curiosité, » s'assemblent en troupes sur les lieux » hauts, pour voir ce combat : bref on » voit des mouvemens qui donnent as-» sez à connoistre que l'ennemy se » prespare à cette action ; les espions » ne doiuent pas manquer de faire leur » deuoir, d'aduertir ceux de la place » des lieux que l'ennemy veut atta-» quer, du nombre, de la qualité des » soldats qui sont destinez à cet ef-» fect, des armes, machines et artifices » desquels il se veut seruir, l'ordre qu'il » doit tenir, et toutes les autres parti-» cularitez qu'ils pourront descouurir, » et qu'ils jugeront seruir à la deffence » des assaillis.

» Ce sont les choses qu'on doit pres-» parer ; reste à dire du nombre des » soldats, de leurs armes, de l'ordre » qu'on doit tenir tant, en la distribu-» bution des soldats, du jeu des artifi-» ces, du temps qu'il faut pour les faire » agir, et toutes les autres circonstan-» ces nécessaires d'estre obseruées » dans vne action si importante.

» Je voudrois distribuer mes soldats » en la façon suiuante, j'en ferois trois » parties, dont l'vne feroit un gros que je » tiendrois dans la grande place d'armes » en estat d'aller aux lieux où il seroit » nécessaire pour la deffence : du reste » j'en ferois quatre parties, les trois » me seruiront pour deffendre les trois » attaques que je suppose que l'enne-» my peut faire, et l'autre quart seroit » dispersé au reste de la place, par » les lieux qui ne seroient pas atta-» quez ; comme, par exemple, si j'auois » trois mille hommes, je mettrois un » gros de mille hommes dans la place » d'armes, cinq cents hommes à cha-» cune des trois attaques, et cinq cents » hommes au reste de la place : les cinq » cents qui seront aux attaques, je vou-» drois les partager ainsy : cent qui se-» roient à la bresche pour tirer et def-» fendre, cent cinquante seroient plus » arrière pour soustenir et rafraischir » ceux-ci, les autres cent cinquante se-» roient en bas du bastion en bataille, » ou à costé sur les remparts, à couuert » des parapets, les cent restant se met-» troient aux flancs ou lieux qui pour-» roient flanquer et descouurir la bres-» che ; les bourgeois seroient dispersez » en mesme proportion que ceux qui se-» roient destinez pour deffendre les pos-» tes attaquez, parce que difficilement » ils se veulent exposer aux périls qu'ils » voyent deuant eux ; ils seruiroient » pour jetter des feux d'artifice, ruer » continuellement des pierres, appor-» ter des munitions et autres rafrais-» chissemens ; les autres feroient des » corps-de-garde par les places et rues, » bien que j'estime cela fort peu né-» cessaire, et se mettront en garde tout » autour du reste de la place, meslez » auec les soldats, parce que dans vne » place assiégée je ne voudrois jamais » me fier à garder vn poste, fust-il at-» taqué ou non, à des bourgeois seuls, » car d'eux-mesmes ils sont craintifs ; » il faut nécessairement quelques-vns » hardis meslez parmy eux pour les en-» courager, et cela les fait quelquefois » esuertuer ; il faut garnir tout le contour » de la place de soldats, c'est-à-dire » qu'il y ait garde partout ; encore que » l'ennemy n'y fasse point d'attaque, » si on en abandonnoit quelques par-» ties sans y laisser personne, l'enne-» my en pourroit estre aduerty, l'atta-» quer et l'emporter, mesme les lieux » qu'on croit forts de nature, et diffi-» cilement accessibles ; il faut les gar-» der de peur d'estre pris par là, com-» me plusieurs autres l'ont esté ; il est » vrai qu'il y faut moins de monde,

» comme nous auons dit cy-deuant au » chapitre des gardes.

» Les soldats doiuent être ainsi armez : à chaque corps, il y en doit » auoir vn nombre d'armez à l'espreuue » du mousquet ; comme par exemple, » au premier cent, je vondrois qn'il y » en eust vingt ainsi armez, et aux autres qui soustiendroient, autant à chaque corps, y en ayant tout autant à » chaque attaque ; il y en faudroit pour » trois, cent octante, si on en auoit de » reste, on les bailleroit au corps de » réserue. Il seroit nécessaire qu'il y » eust tout autant de rondaches, qui seroient portées par ceux qui ne seroient » pas armez ; au deffaut d'iceux, on » pourroit porter des mantelets à l'espreuue du mousquet, pour en faire » à vn instant vn parapet tout autour » de la bresche : or parce qu'il faut » qu'ils soient fort épais pour estre à » l'espreune, et par conséquent difficiles à manier ; je voudrois les faire » fort estroits de six ou huit pouces, » hauts de quatre pieds, auec des trons » ponr tirer ; on les mettroit les vns » contre les autres, afin de tenir à couuert tous ceux qui seroient à la deffence ; les soldats, outre leurs épées, » auront des piques fortes, et quelques-vns auec des crochets pour jetter par terre, ou attirer à soy, ceux » qu'on pourroit accrocher des ennemis ; les pertuisanes et hallebardes » seroient aussi fort bonnes.

» On entre-meslera vn piquier et vn » mousquetaire, et en quelques endroits on mettra les mousquets à » croc, et les deux tiers des mousquets » qui seront autour de la bresche, je » voudrois qu'ils fussent fort courts, » sçavoir de deux pieds, ou deux pieds » et demy, ayant vn pouce on dauantage de calibre, chargez de plnsieurs » balles ; et la raison est, parce que les » tirs sont forts courts, et tirant dans » vne meslée, cette quantité de balles » endommageroit grandement les assaillans. Les autres mousquets, les » mousqnets à croc et pièces courtes » serniront pour nuire à ceux qui seroient armez à l'espreuue des mousquets ordinaires ; parce que j'entends que les mousquets des garnisons soient plus forts que ceux qu'on » porte à la campagne, tellement qu'il » n'y ait point d'armes, ou bien peu à » l'espreuue de ces mousquets.

» Les pièces courtes que nous auons » dit, et les pierriers qui se chargent » à boëte, seront logez à costé de la » bresche, aux lieux où ils ne pourront estre ny vus ny rompus par les » canons des ennemis : les mortiers à » jetter les fenx d'artifice seront aussy » en lieux couuerts, et toutes les autres » inuentions qu'on aura presparées » pour deffendre la bresche, seront » mises aux endroits qni ne sont point » descouuerts, desquels on se seruira » comme nous le dirons cy-après.

» En cette occasion on peut voir » clairement combien sont nécessaires » et vtiles les orillons ; car outre les aduantages des flancs conuerts pour » rompre les galleries auec les trois » pièces de réserue que l'ennemy ne » sçauroit desmonter ; sçauoir, l'vne au » flanc haut, l'autre au flanc bas, et » l'autre à la fansse braye, encore » qu'elles ne descouurent que la face » du bastion, aussi ne peut-on les » gaster, si on ue loge les batteries » là-dessus ; et lorsque l'ennemy vient » à l'assaut pour se loger dans la bresche, il n'y a personne qui ne voye » comme on peut faire passer le temps » aux assaillans auec ces trois pièces : » on les tiendra donc toutes prestes, et » quantité de cartouches pour les recharger promptement ; au lieu de

» balles seules, on y mettra des chaisnes, ferrailles, barres de fer et autres » blocailles.

» Tout estant disposé en bon estat, » et tous les lieux attaquez, garnis éga» lement, et le reste de la place gardé » par le nombre des soldats nécessai» res, lorsqu'on verra que l'ennemy » veut faire joüer la mine, ce qu'on » connoistra par les indices que nous » auons dit, on fera retirer tous les » soldats, qu'il n'y ait personne sur le » bastion, se tenant un peu à l'escart; » lorsqu'elle aura joüé, on s'appro» chera, se couurant sur le bord de la » bresche, auec des sacs ou hottes, ou » barriques, ou mantelets; mais il ne » faut pas se haster de se présenter, » parce que les ennemis auront sans » doute pointé tous leurs canons pour » tirer sans cesse contre la bresche, afin » qu'on n'y vienne à la deffence; c'est » pourquoy on se tiendra aux costez » ou aux retranchemens qui descou» vriront dans icelle; cependant il faut » que l'ennemy passe le fossé à des» couuert, à cause que la gallerie sera » rompue et couuerte du débris de la » muraille; c'est lors, que ceux des » flancs doiuent faire leur deuoir à » force de tirer des coups de mous» quets, et de canons, dès qu'ils com» menceront à les descouurir : comme » ils s'approcheront, ceux qui seront » à la deffence de la bresche les sa» lueront de leurs mortiers, pierriers, » canons courts, mousquets et autres » armes qu'ils auront presparées : à » mesure qu'ils s'approcherout et qu'ils » tascheront à monter, on jettera les » feux d'artifice, grenades, bombes, et » tels autres que nous auons dit cy» dessus : les pierres voleront conti» nuellement, jettées par ceux qui » seront plus arrière à couuert; s'ils » s'efforcent à monter plus haut, on » opposera les mantelets, les ronda» ches, les piques, et toute sorte d'au» tres armes, les huiles bouillantes, les » artifices, et la recharge des boëtes » continuera tousiours, tellement que » tout le lieu soit continuellement en » feu; les mousquetaires, tout aussi» tost qu'ils auront tiré, se retireront » pour recharger, et feront place aux » autres qui seront tous prests : si l'en» nemy opiniastre le combat, il faudra » rafraischir ceux-ci, et faire aduan» cer les autres frais, qui sont plus ar» rière, qui s'opposeront à ceux que » l'ennemy enuoyera de nouueau. » Quand on a soustenu le premier » choc, il faut bien espérer du reste; » car il faut croire que ce sont les plus » hardis, et les mieux armez; lorsqu'on » sera dans l'effort du combat, on fera » joüer quelques barils foudroyans, ou » bien si on auoit pu apprester quelque » fougasse, comme lorsque la bresche » se fait auec le canon, on y donnera » le feu : les bombes et autres artifices » qu'on fera rouler dans la foule, fe» ront un très grand effect : on fera tout » agir sans cesse; si l'ennemy se retire » pour réunir et donner lieu au canon » de tirer contre les nostres, ils se met» tront aussitost à couuert, à costé ou » dans les plus proches retranchemens, » et s'ils reuiennent, on les receura en » la mesme façon qu'on aura fait la » première fois.

» Les ennemis rencontrant vne si » asseurée résistance, se contenteront » pour cette fois de se loger sur la » bresche, se couuraut auec des ga» bions et planches; alors les canons » qui seront aux flancs, tireront conti» nuellement là-dessus, et du haut de la » bresche on fera rouler ou descendre » les mesmes artifices que nous auons » dit pour rompre la gallerie, jusques » à ce qu'on les aura fait desloger; et

» en mesme temps la nuit on resparera » la bresche le mieux qu'on pourra, » en escarpant la montée et y faisant » plusieurs palissades, et vn fossé au » haut, laissant antant de terre qu'il » faut pour estre à l'espreuue du ca- » non, lequel sera sans doute en angle » rentrant comme est tousiours la bres- » che, afin que tout soit flanqué : on » mettra aussi en bon estat les retran- » chemens qui seront plus arrière, y » faisant des palissades au deuant, et » toutes les deffences qui peuuent em- » pescher l'approche à l'ennemy, et » arrester ses efforts. Icy on remar- » quera que les flancs fichans ont vn » grand aduantage, parce qu'ils des- » couurent dans les logemens que l'en- » nemy fait dans la bresche, ce qne les » rasans ne sçauroient faire.

» Parce que les feux d'artifice sont » vne des principales pièces et des plus » nécessaires ponr la deffence d'vne » bresche, je diray le moyen de s'en » seruir, sans tomber aux accidens qui » arriuent ordinairement : ceux qui » auront charge de les garder, se tien- » dront à couuert plus arrière, les met- » tant en des lieux couuerts; et lors- » qu'on s'en voudra seruir, ceux qui » les doiuent jetter les prendront des » mains d'autres, qui les prendront de » ceux qui les ont en garde, et qui leur » porteront : pour les jetter, ils s'ad- » uanceront sur le bord de la bresche, » et les ayant jettez, se retireront tout » aussitost pour en aller prendre d'au- » tres.

» Les grenades dans les pots de terre, » achevez de remplir de poudre, et des » mesches allumées autour, sont bon- » nes pour jetter dans les bresches, » parce qu'elles prennent immédiate- » ment, et les pots tombent à terre et » se cassent; mais il faut estre bien » adroit à les manier, car si on les laisse » choir, elles feront autant de mal aux » nostres, comme jettées à propos, en » font aux ennemis. Je donneray dans » mes artifices quelques inuentions » pour faire prendre les grenades im- » médiatement comme elles tombent.

» Que sy on est contraint d'abandon- » ner la bresche, on se retirera aux » plus proches retranchemens pour » faire nouuelle deffence ; cependant, » s'il est besoin, on enuoyera querir » du secours de ceux qui sont dans la » place d'armes, ce qui toutesfois ne » sera plus lors nécessaire; car après » auoir fait vne bonne résistance à la » bresche, et ayant vn retranchement » fait à propos, l'ennemy ne hazardera » pas le reste de ses soldats, et ne les » fera pas donner à descouuert contre » vn lieu bien fortifié, et quand il le » feroit, asseurément il n'y gagneroit » rien, parce qu'il y aura palissade, » fossé, bons flancs, armes et artifices » de toute sorte, et gens frais pour les » deffendre.

» Pour s'aduancer, il se seruira de » la mine ou de la sape; la nuit d'après, » comme il presparera ses logemens et » recommencera l'attaque, il faudra » faire vne sortie, et porter les instru- » mens et machines nécessaires, pour » rompre et brusler les logemens des- » quels nous auons parlé aux sorties, » et comme il faut rompre la gallerie.

» Lorsque l'ennemy attaquera les re- » tranchemens, on fera les mesmes ré- » sistances qu'on a faites à la bresche » et aux dehors, à quoy on aura beau- » coup plus d'aduantage ; parce qu'as- » seurément après tant d'efforts faits, il » faut que les plus courageux ayent » esté tuez, et si les autres sont rebu- » tez, ils ne voudront pas retourner » aux attaques, et si on les y con- » traint, ils ne feront rien qni vaille; » car véritablement dans vne armée,

» ce n'est pas le nombre qui fait la » force, mais c'est le nombre des gens » de cœur, et lorsqu'il n'y en a plus, il » ne faut rien craindre, on résistera fa» cilement aux autres.

» Le gouuerneur qui veut faire tout » ce qu'vn homme de bien peut faire, » doit se deffendre jusques à ce qu'il » n'aura plus de quoy se couurir; ce» pendant qu'il aura soustenu ces lieux » que nous auons dit, il aura eu loisir » de faire ses retranchemens géné» raux, dans lesquels il doit encore » faire vne nouvelle deffeuce, encore » que ces ouvrages ne puissent pas » estre si forts, estant nouvellement » faits; aussy les ennemis sont les plus » foibles, leurs canons gastez, et es» ventez à force de tirer; les munitions » consommées, et toute l'armée lassée, » la disposition et l'ordre de la deffeuce » seront les mesmes que nous avons » dit. Vn gouuerneur ne doit jamais » parler de capituler qu'alors que le » prince lui commande, ou qu'il man» que de lieu ou de terre pour se » couurir, ou de soldats, ou de mu» nitions. »

On sent qu'à cause du perfectionnement des armes, il y a quelques modifications à faire à ce que dit, dans tout ce chapitre, le chevalier de Ville; mais le bon sens indique suffisamment ces modifications.

Peut-être n'insiste-t-il pas assez sur l'emploi des chausse-trapes; c'est une excellente défense en pareilles circonstances, parce qu'elle est extrêmement portative, et qu'elle embarrasse, plus que toute autre chose, la marche de l'ennemi; il faut en couvrir la brèche. Le canon même n'a presque aucune prise sur ces petits corps pointus; et, lorsque la brèche en est convenablement couverte, il faut à l'ennemi un temps considérable pour les enlever, de quelque manière qu'il s'y prenne.

On doit également employer cette arme défensive, avec profusion, audevant des nids-de-pie et des petites places d'armes que fait l'ennemi pour soutenir ceux de ses soldats qui sont destinés à soutenir la tête des sapes au haut de la brèche; car ils ne pourront passer que difficilement et très lentement par-dessus toutes ces pointes étendues sur une grande largeur, pour arriver au secours de leur tête de tranchée attaquée à l'improviste, elle sera culbutée, leurs travailleurs tués, et la retraite effectuée avant qu'ils aient pu les joindre; et, lorsqu'ils s'en retourneront, ils éprouveront encore un retard qui les laissera long-temps exposés au feu des réduits, des coupures et des retranchemens.

Les chevaux de frise et les herses de fer sont aussi très utiles; mais ils sont difficiles à manier et faciles à rompre par le canon : j'aimerais mieux employer, à leur place, des espèces d'étoiles à six pointes, pesant depuis dix jusqu'à trente livres chacune, pour qu'un seul homme puisse la porter et la placer tout de suite où il faut. On en pourrait garnir le haut de la brèche au moment de l'assaut, chacun des soldats portant une ou deux de ces espèces de hérissons qu'il placerait devant lui, où, en les enchevêtrant les uns dans les autres, ils formeraient une sorte d'abattis.

Pour faire une de ces étoiles, il n'y a qu'à prendre trois petites bûches à brûler, soit de brin, soit fendues, de deux ou trois pieds chacune, ou des bâtons gros comme le poignet, et les assembler perpendiculairement les uns aux autres, en les encastrant à mibois, et les arrêtant avec de grands clous, des boulons, ou seulement des

chevilles de bois. Les bouts seront taillés en pointe, ou armés d'un fer pointu.

Partout où il faudra arrêter momentanément un mouvement brusque de l'ennemi, deux ou trois rangées de ces étoiles enchevêtrées formeront une espèce de cheval de frise continu qui vaudra mieux qu'une palissade, et qu'on pourra enlever quand on voudra le reporter ailleurs; on peut facilement trouver le moyen de les attacher sur place l'une à l'autre par des espèces de crochets.

Enfin, nous ne devons pas omettre un autre très bon moyen d'arrêter pour un temps, au bord d'une brèche en haut, l'impétuosité de l'assaillant : c'est de creuser, tout le long de cette brèche, un fossé large et profond qu'on remplit de bois à brûler, de fagots goudronnés et de toutes sortes de matières combustibles. On attend que l'ennemi commence de monter à l'assaut, et l'on allume sur-le-champ, de toutes parts, l'amas de bois; on y jette, de plus, des feux d'artifice et nombre de petits sacs de poudre. Aussi longtemps qu'on peut entretenir l'activité de cette flamme, l'ennemi est arrêté et demeure exposé aux feux de flanc, aux tirs en brèche, et aux feux verticaux qui tombent sur lui. Cette défense, proposée par plusieurs militaires, et particulièrement par M. Vaultier, me paraît encore préférable à celle d'entretenir, comme on l'a pratiqué souvent avec succès, un grand feu au pied de la brèche, parce qu'il est plus difficile à l'assiégé d'entretenir celui-ci, et plus facile à l'assiégeant de l'éteindre, que lorsqu'il est allumé dans un fossé au haut de la brèche.

Dans cet ouvrage, je me suis attaché au grand principe de la défense, principe fondé sur celui des meilleures attaques connues, qui sont celles de M. de Vauban; c'est à ce même principe qu'il faut rapporter et subordonner une foule de détails dans lesquels nous n'aurions pu entrer sans répéter ce qui se trouve dans beaucoup d'autres ouvrages connus, et sans faire perdre de vue le but essentiel vers lequel nous devions tendre constamment. Ce but est le principe dont nous venons de parler, principe qui tend à substituer les exemples donnés dans le premier chapitre de cette seconde partie, à ceux que fournissent les journaux de siége sur lesquels ont été basés les calculs réfutés dans le chapitre VI de la première, c'est-à-dire à substituer le *maximum* de la défense au *minimum*, ou enfin la défense par l'arme blanche à la défense par les armes à feu, autant que peuvent le comporter la nature des choses et les procédés actuels de l'assiégeant. Nous résumerons, dans la conclusion qui suit, les fondemens de cette nouvelle et importante doctrin e

CONCLUSION GÉNÉRALE.

Des principes exposés dans cet écrit, nous déduirons cette grande maxime, qui nous a servi d'épigraphe :

Dans la défense des places fortes, la valeur et l'industrie ne suffisent point l'une sans l'autre; mais elles peuvent tout, étant réunies.

VALEUR! INDUSTRIE! Toute la défense des places est dans ces deux mots, qui ont fait chacun le sujet d'une des deux parties de cet ouvrage; mais on a dû remarquer, dans tout ce qui a été dit, que pour être efficaces, il faut qu'elles agissent toujours de concert; qu'elles ne cessent jamais de se seconder mutuellement.

En effet, quelle que soit la bravoure de l'assiégé, puisque celle de l'assiégeant lui est supposée égale, il est évident que la petite troupe sera forcée de céder à la grande, à moins que la première n'ait une industrie qui lui soit propre, pour compenser l'infériorité du nombre; ainsi, en pareil cas, la bravoure seule ne saurait lui suffire.

L'industrie seule, ou faiblement secondée, suffit encore moins; car, d'après le calcul des plus savans ingénieurs, il n'est aucune place, même fortifiée suivant les meilleurs principes, qui, abstraction faite des actes extraordinaires de vigueur, qu'on ne peut faire entrer dans le calcul, puisse tenir plus de quarante jours de tranchée ouverte, contre une attaque régulière.

Mais s'il est vrai que, prises séparément, la valeur et l'industrie ne suffisent point, d'un autre côté, les fameuses défenses des anciens contre des ennemis aussi braves qu'eux, celles qui ont eu lieu, lors de la chevalerie et jusqu'à l'invention de la poudre, contre des assaillans non moins intrépides, et enfin, plusieurs défenses également brillantes, qui appartiennent aux siècles postérieurs, prouvent que quand la valeur d'une garnison se joint au talent des chefs qui la dirigent, la défense peut se prolonger indéfiniment, en raison des subsistances et des approvisionnemens de la place.

La véritable cause de l'extrême différence qui existe entre les belles défenses dont nous venons de parler, et celles qui ont été calculées mathématiquement, vient évidemment de ce que ces dernières sont supposées s'opérer uniquement par le feu, et de ce qu'un ouvrage, une fois enlevé, est censé ne pouvoir jamais être repris; tandis que les anciens ne connaissaient pas même les armes à feu; que dans

le moyen-âge, on en employait très peu à la guerre des siéges; qu'enfin, au petit nombre de défenses brillantes qui ont eu lieu dans les temps modernes, les assiégés n'ont regardé les armes à feu que comme des moyens secondaires; qu'ils fondaient leurs moyens principaux sur l'emploi de l'arme blanche et les combats corps à corps. C'est par ce genre de combats que, dans le cours d'un siége, le même ouvrage était pris et repris nombre de fois; ce qui est la vraie manière d'en prolonger extraordinairement la durée, et d'épuiser les forces de l'ennemi.

Or, la bravoure est plus nécessaire sans doute, dans le combat corps à corps, que dans celui des armes à feu, soutenu derrière un parapet; ainsi, quoique les troupes soient aujourd'hui aussi braves qu'elles l'aient jamais été, c'est bien réellement parce qu'on ne fait pas jouer à leur bravoure, dans la défense des places, le même rôle qu'autrefois, le même rôle qu'on lui fait jouer encore dans la guerre de campagne, que les défenses modernes sont inférieures à ce qu'elles étaient; et il demeure prouvé, comme on l'a dit ci-dessus, que ces deux élémens, la bravoure et l'industrie, qui, pris séparément, ne sauraient suffire, peuvent, au contraire, tout, lorsqu'ils sont combinés; qu'alors ils se multiplient, pour ainsi dire, l'un par l'autre, et qu'ils produisent des résultats supérieurs à ceux de l'attaque elle même.

Il demeure également prouvé, par suite de cette maxime, que si les armes à feu sont les plus favorables à l'assiégeant, les armes blanches, au contraire, sont les plus favorables à l'assiégé; et que celui-ci doit, autant qu'il le peut, ramener le système général de sa défense à une série non interrompue de coups de main. En effet, que peut-il y avoir de plus insignifiant qu'une défense qui se borne à faire un feu continuel sur des tranchées où l'on ne voit personne, et à se retirer à mesure que l'ennemi avance, au moyen de la sape dans cette tranchée couverte? N'est-il pas évident que celui-ci marche presque sans aucune perte, et qu'il exécute ses travaux presque aussi vite que si l'assiégé ne tirait pas un seul coup? C'est cependant sur cette prétendue défense qu'est calculée la durée du siége dans les principes de M. de Cormontaingne et de ceux qui professent sa doctrine; aussi, de leur propre aveu, toute la perfection qu'ils ont pu ajouter au tracé de M. de Vauban, se réduit à une prolongation de sept à huit jours au plus; chétive amélioration, que même on leur conteste, et qu'ils achètent par un surcroît de dépense. Convenons que ce n'est point en tirant force balles dans les parapets d'une sape, qu'on peut en arrêter les progrès; mais que c'est en attaquant de vive force la tête de cette sape, en tuant les travailleurs qui y sont sans défense, et qui ne peuvent être que faiblement soutenus par les fusiliers qui sont derrière eux; c'est, dis-je, en harcelant perpétuellement cette tête de sape, soit par de petits détachemens qui tombent dessus à l'improviste, soit en y jetant sans cesse des grenades, soit en la faisant sauter par de petites fougasses. Ainsi l'art doit se diriger essentiellement vers les moyens de loger ces petits détachemens à couvert, au plus près de ces têtes de sape, et d'en assurer la retraite.

Autrefois on n'attaquait guère que de vive force; on se défendait de même, et les plus mauvaises places tenaient des années entières; aujourd'hui les attaques se font pied à pied; la défense suit le même procédé, et les

meilleures places de guerre tiennent à peine un mois. D'où vient cela? Ce n'est point de la supériorité de l'artillerie des assiégeans, puisque l'on voit encore de temps en temps des défenses comparables à celles des anciens; mais ces défenses n'ont lien que quand on prend le parti de se défendre comme eux, c'est-à-dire par des coups de main. Il faut donc, si l'on veut conserver ses places, en revenir à ce mode; il faut rétablir, dans la défense des remparts, l'usage des combats à l'arme blanche, reconnus déjà pour si décisifs partout ailleurs pour la valeur française; il faut qu'an lieu d'être accessoires, comme on a vn que le suppose M. de Cormontaingne pour établir ses calculs, ces combats aient essentiellement partout la prééminence; qu'enfin le système des constructions, l'usage de l'artillerie, l'emploi des contre-mines, toutes les ressources, en un mot, que peut suggérer l'art, suivant les diverses circonstances, soient rapportés et constamment subordonnés à cette défense majeure, à ce but principal.

On se convaincra facilement qu'ici la théorie doit être d'accord avec l'expérience; car, dans l'emploi des armes à fen, il est naturel que l'assiégeant ait toute la supériorité; son artillerie est toujours beancoup plns nombreuse: comme il enveloppe le front d'attaque, ses feux sont convergens, et l'assiégé prête de toutes parts le flanc aux ricochets. Mais à l'arme blanche, c'est le contraire; dans la mêlée, l'assiégeant ne peut plus faire usage de son feu, parce qu'il se détruirait lui-même; il ne peut se présenter à la brèche snr un front plus grand que celui de l'assiégé. Celui-ci ne peut être pris en flanc ni ur les derrières; il occupe la hautenr, et ne peut être abordé que par un chemin escarpé et miné, snr lequel il peut faire rouler des poutres, des pierres, des bombes, des feux d'artifice; enfin, il voit lui-même en flanc les colonnes de son ennemi; et, avec un peu d'industrie, il pent les battre de revers. L'assiégé a donc tont l'avantage dans ce genre de combats.

L'art de la défense n'est donc point, comme l'ont imaginé quelques personnes, celui d'éluder le choc à la faveur d'nn rempart, mais, au contraire, celui de pouvoir se battre avec avantage un contre dix; celui d'être sans cesse agresseur, lorsqu'on semblait condamné, par les circonstances, à être constamment chassé et poursuivi, à chercher perpétuellement quelqne retraite nouvelle pour éviter d'être accablé par un ennemi supérieur. L'industrie est de convertir le système général de la défense en une suite d'attaques partielles, mais multipliées et combinées de manière à opposer toujours le fort au faible, sans cependant jamais compromettre une partie trop considérable de ses forces.

Si, pour éviter l'avantage que donnent à l'assiégé les attaques faites de vive force par son adversaire, celui-ci prend le parti de procéder méthodiquement, et de s'emparer, pied à pied, de toutes les défenses de la place, ce qui constitue le grand principe des attaqnes de M. de Vauban, l'assiégé ne sera pas forcé pour cela de renoncer aux coups de main, qui doivent faire toujours la base de son système défensif; mais il devra les combiner avec l'emploi des armes à feu, de manière que par le jeu alternatif des uns et des autres, il empêche l'ennemi de s'établir jamais solidement en aucun point.

Le véritable esprit de la défense ne consiste ni à livrer des combats intempestifs et trop inégaux, ni à faire de

continuelles retirades, en se contentant de retarder la marche de l'assiégeant par une série de petits obstacles, mais à épier toutes les occasions de prendre celui-ci, sur le temps, par un coup de main inopiné, lorsqu'il s'affaiblit quelque part, pour s'étendre et pour embrasser, par son développement, les ouvrages de la place, et, au contraire, à le laisser tout d'un coup exposé au plus grand feu de la place, préparé pour cela, lorsqu'on le voit se réunir en masse. En général, on peut dire que contre les attaques, faites par coups de main, il faut se défendre pied à pied; et contre les attaques, faites pied à pied, il faut se défendre par coups de main.

Sur ce principe, dans les points où l'on craint d'être attaqué de vive force, il faut semer le plus d'obstacles possible, comme palissades, herses, chausse-trapes, étoiles à pointes, mantelets, abattis, puis se retirer, pour laisser l'ennemi seul exposé au plus grand feu de la place, pendant tout le temps qu'il emploiera à détruire ou écarter ces obstacles; il faut, de plus, avoir des corps de réserve à couvert, et à quelque distance, pour tomber sur les premiers détachemens qui auraient franchi ces mêmes obstacles. Dans les points, au contraire, où l'ennemi pousse ses attaques pied à pied, comme aux têtes des sapes, il faut se loger au plus près de lui, et nettoyer l'intervalle qui en sépare, afin de pouvoir tomber à chaque instant sur ses travailleurs, les surprendre, et avoir opéré sa retraite, avant que la force, qui doit soutenir ces travailleurs puisse être arrivée.

Ce mode essentiel de défense doit cependant, par sa nature même, être réservé pour la dernière période du siége : dans les premières, il ne pourrait avoir lieu, puisqu'il faudrait aller chercher l'ennemi trop loin pour pouvoir le surprendre, et revenir sans éprouver sa réaction. A cette distance, il serait absurde aussi de prétendre arrêter le progrès de ses tranchées, à force d'artillerie. Il faut donc, pendant les premières périodes du siége, se borner à tirer sur les points négligés par l'ennemi, et à faire de temps en temps des sorties, ordinairement petites, pour disperser ses travailleurs, le rendre circonspect dans sa marche, et l'obliger de donner à ses travaux une solidité qui en empêche l'avancement trop rapide. D'ailleurs l'alternative continuelle du feu et de l'arme blanche, qui doit faire la base de la défense rapprochée, exige que l'on conserve son feu jusqu'à la fin, et qu'on ne l'expose pas, dès les premiers jours, au ravage des ricochets et des bombes. Ce principe résulte évidemment de ce que M. de Vauban, dont la méthode dans les attaques est, avec raison, regardée comme la meilleure, ne veut pas que l'assiégeant se porte sur le théâtre de cette défense rapprochée, que les feux de la place ne soient préalablement bien éteints. Et, en effet, sans cette précaution, ses tranchées, ses parallèles, ses cavaliers, ses couronnemens de chemin couvert seraient bientôt détruits, et il n'y aurait aucune sûreté derrière ses minces parapets gabionnés, ou de terre remuée, qui sont bien à l'épreuve du mousquet, mais non pas à l'épreuve du canon ni des obus; d'où il suit que tout le système des attaques de M. de Vauban est à peu près anéanti, du moment que l'assiégé trouve le moyen de conserver une bonne partie de son artillerie pour la dernière période du siége; et certes, cela ne lui est pas bien difficile. Cette observation est très importante : « Ces fascines, » ces tréteaux, dit M. de Turenne

» (*Mémoires sur la guerre*), vous dérobent à l'œil de l'ennemi, qui, sans » cela, verroit tout ce qui se fait dans » la tranchée; ils vous mettent aussi à » couvert du mousquet, mais non pas » dû canon. »

DE L'ÉCRIT QU'ON VIENT DE LIRE, RÉSULTE, JE CROIS, BIEN ÉVIDEMMENT, CETTE VÉRITÉ TRANQUILLISANTE : C'EST QUE LES BARRIÈRES DE L'EMPIRE FRANÇAIS SONT ABSOLUMENT INEXPUGNABLES, POUR QUELQUE PUISSANCE OU RÉUNION DE PUISSANCES QUE CE SOIT, SI ELLES SONT BIEN DÉFENDUES : C'EST QU'UNE BONNE GARNISON, ÉTABLIE DANS L'UNE DE NOS PLACES ACTUELLES, ET ANIMÉE DU NOBLE DÉSIR DE S'ILLUSTRER PAR UNE DÉFENSE MÉMORABLE, PEUT, AUSSI LONG-TEMPS QU'ELLE SE TROUVERA POURVUE DE SUBSISTANCES ET DE MUNITIONS, TENIR TÊTE A UNE ARMÉE DIX FOIS AUSSI NOMBREUSE, ET SE PROMETTRE ENFIN DE LA FAIRE ÉCHOUER, ET MÊME DE LA DÉTRUIRE ENTIÈREMENT, SI CELLE-CI S'OBSTINAIT A VOULOIR SURMONTER LA RÉSISTANCE.

MÉMOIRE ADDITIONNEL

OU L'ON PROPOSE

UNE NOUVELLE MANIÈRE DE DÉFENDRE LES PLACES.

Il y a bien des années que j'ai imaginé une nouvelle manière de défendre les places; mais je ne l'ai point fait connaître jusqu'à présent, parce qu'elle aurait pu être employée contre la France elle-même par les ennemis; je me réservais de prendre, à cet égard, l'initiative dans une occasion importante, si je me trouvais un jour chargé de la défense d'une place assiégée, comme cela pouvait arriver par les fonctions de mon état. Mais aujourd'hui que le temps est arrivé d'appliquer à la plus grande sûreté des frontières françaises tout ce qu'on pourra découvrir d'utile pour perfectionner l'art défensif, je n'hésite plus à rendre publiques mes anciennes réflexions.

Si le moyen que j'ai à proposer mérite quelque attention, c'est sans doute par son extrême simplicité, qui le rend applicable partout, et indépendant de tout système de fortification; c'est parce qu'il n'exige l'emploi d'aucune arme nouvelle, et qu'à proprement parler, il n'a rien de nouveau lui-même, puisqu'il ne consiste que dans l'emploi plus fréquent d'un moyen déjà usité; ce moyen est celui des feux verticaux, que je propose de multiplier prodigieusement dans la défense des places, et dont je vais discuter les effets sous ce nouveau rapport. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a senti l'utilité de ces feux verticaux multipliés. « Comme les » pierres et les grenades (dit M. de Vauban), jetées avec des mortiers, font » plus de mal encore que les bombes, » et qu'elles tuent et blessent beaucoup » plus de monde, il faudra s'en précautionner de son mieux. »

Mais l'effet de ces feux verticaux n'ayant point été exactement analysé, on n'a pu apprécier le ravage extrême qu'ils peuvent occasionner, et l'on n'en a jamais fait la base de la défense, comme je le propose ici.

Un fusilier, qui tire de derrière un parapet, est obligé de se découvrir beaucoup. Un canon que l'on tire, soit à barbette, soit même par une embrasure, reste fort exposé à tous les coups de l'assiégeant, ainsi que ceux qui le servent; et, de plus, les feux horizontaux qui partent des fusils et des canons de la place, vont presque tous se perdre dans les parapets des tranchées et des sapes de l'ennemi. Mais si, au lieu de tirer horizontalement, le fusilier tirait obliquement en l'air, comme

par exemple, sous l'angle de 45 degrés, et si, au lien du canon, on faisait usage de mortier sous le même angle, il ne serait pas nécessaire de faire des coupures dans les parapets pour les embrasures; les fusiliers et les mortiers se trouveraient entièrement à couvert des feux directs, et l'on conçoit même qu'en s'enfonçant au-dessous du parapet, il serait facile d'établir des blindages qui garantiraient les hommes attachés à ces batteries, des bombes et des ricochets. Il reste donc à savoir quel est le degré d'efficacité de ces feux verticaux, substitués, comme je le propose, à la plus grande partie des feux horizontaux.

Je suppose qu'on ne commence à faire usage de ces feux verticaux qu'à l'établissement de la troisième parallèle, parce qu'auparavant les coups seraient trop incertains; depuis cette époque jusqu'à l'ouverture des brèches, il se passera au moins dix jours, suivant les calculs les plus restreints. Il s'agit donc de savoir quel sera, pendant ces dix jours, l'effet qu'auront produit, dans l'armée assiégeante, les feux verticaux tirés de la place.

La troisième parallèle étant supposée à cinquante toises des angles flanqués des bastions et de la demi-lune, et le côté extérieur du polygone étant supposé de cent quatre-vingts toises, le champ occupé par l'armée assiégeante, entre les deux capitales des bastions attaqués, sera à peu près de cent quatre-vingts toises, multipliées par cinquante toises ou neuf mille toises carrées; mais je les porte à quinze mille toises carrées pour calculer sur le *minimum* d'effet, et pour tenir lieu de l'espace occupé par l'ennemi, à droite et à gauche du front attaqué, parce qu'en effet les bonnes règles exigent qu'il s'étende des deux côtés, en débordant les capitales, pour embrasser le front et contenir l'assiégé.

Maintenant, sur cette étendue de quinze mille toises carrées, il faut savoir la superficie que couvrent réellement, par leurs corps, les hommes de l'armée assiégeante, qui composent les travailleurs et la garde de la tranchée. On compte ordinairement que ce nombre d'hommes doit être au moins égal aux trois quarts de celui qui forme la garnison, parce qu'il faut toujours que cette portion du corps assiégeant soit en état de repousser la sortie que pourrait faire la garnison tout entière. Supposant donc seulement une garnison de quatre mille hommes, il faudra au moins trois mille hommes de garde à la tranchée, c'est-à-dire que le nombre des assiégeans, répandus sur les avenues de la place, sera au moins de trois mille hommes; et puisque ces avenues occupent, comme on l'a dit ci-dessus, un espace de quinze mille toises carrées, le nombre des assiégeans sera la cinquième partie du nombre des toises carrées occupées par les mêmes avenues, c'est-à-dire dans la proportion d'un homme sur cinq toises carrées.

Supposons maintenant que la projection du corps d'un homme sur une surface horizontale soit seulement d'un pied carré, il faudra trente-six hommes pour occuper pleinement et sans interstices la valeur d'une toise carrée; donc, le nombre des assiégeans étant d'un homme pour cinq toises carrées, sa projection sera d'un pied carré sur cent quatre-vingts, c'est-à-dire que la superficie, occupée réellement par les individus qui composent l'armée assiégeante, sera la cent quatre-vingtième partie de tout le champ sur lequel s'étendent ses travaux.

Il suit donc de là qu'en général, sur

cent quatre-vingts coups tirés de la place en ligne inclinée ou parabolique, un doit frapper l'ennemi dans une longue série de décharges; c'est le *minimum* des effets que puissent produire les feux verticaux, parce que j'ai supposé toutes les données beaucoup au-dessous de ce qu'elles sont réellement. Par exemple, j'ai supposé l'assiégeant uniformément répandu sur le terrain qu'il occupe; or, environ la moitié de ce terrain est prise par les fossés où l'ennemi n'est pas encore, il est concentré sur le glacis, où il est facile de concentrer aussi tous les feux verticaux, ce qui en double à peu près l'effet, surtout en dirigeant ces feux sur les capitales où l'ennemi est plus rassemblé. De même, j'ai évalué à un pied carré seulement la projection du corps d'un homme; mais un travailleur courbé, un homme qui marche ou qui a les bras en mouvement, offre bien plus de prise; et d'ailleurs la ligne décrite par la balle ne le frappe pas perpendiculairement: elle vient sous un angle qui approche de quarante-cinq degrés; et, sous cette direction, un homme présente une surface plus que double de celle de sa projection sur un plan horizontal. Il est donc clair que l'effet des feux verticaux est beaucoup plus considérable que nous ne l'avons supposé; que le calcul serait encore fort restreint, quand nous supposerions que sur cinquante balles lancées en l'air, il y en a une qui porte; mais, pour éviter les fausses objections, nous nous en tiendrons à notre premier résultat, que sur cent quatre-vingts balles lancées, une au moins frappe l'ennemi.

Je suppose qu'on établisse seulement six mortiers de douze pouces sur le rempart des bastions attaqués et de la demi-lune, c'est-à-dire deux sur chacun de ces ouvrages, à l'angle flanqué dans le sens de la capitale, pour tirer le long de cette même capitale, sur les zigzags de l'ennemi, parce que c'est là, comme nous venons de le dire, qu'il se trouve le plus rassemblé.

J'observe d'abord qu'en s'établissant derrière le parapet, redressant intérieurement ce parapet perpendiculairement à la capitale, s'enfonçant de douze ou quinze pieds dans le terre-plein du rempart, s'épaulant de droite et de gauche, et blindant la batterie à l'épreuve de la bombe, de manière à ne laisser que le jour nécessaire pour que le feu s'échappe librement sous l'angle de quarante-cinq degrés, j'observe, dis-je, d'abord que cette batterie de deux mortiers, l'un à droite, l'autre à gauche de la capitale, se trouvera parfaitement à l'abri des bombes et des ricochets, aussi bien que des feux directs. Les derrières de la batterie seront laissés tout ouverts pour éviter la fumée, et on fera régner autour, soit une barrière, soit un petit fossé plus bas encore que le sol de cette batterie, pour éviter les éclats des bombes qui pourraient tomber aux environs.

Le mortier de douze pouces, dont la bombe pèse cent cinquante livres, peut lancer un poids égal de petites balles de fer battu, d'un quart de livre chacune, ce qui fera six cents balles à chaque coup; ainsi les deux mortiers de la batterie lanceront ensemble, à chaque décharge, douze cents balles, et par conséquent les six mortiers des trois batteries en lanceront, à chaque décharge, trois mille six cents. Donc, puisque, sur cent quatre-vingts balles, une doit porter, sur les trois mille six cents, il y en aura vingt qui porteront, c'est-à-dire qu'à chaque décharge des trois batteries, il y aura vingt des assiégeans mis hors de combat.

Il nous reste à savoir combien de décharges on peut faire dans les vingt-quatre heures, tant du jonr que de la nuit.

Je suppose que de chaque mortier, on tire cent conps par jour ; ce qui fait à peu près nn quart-d'heure d'intervalle d'un coup à l'autre. Pnisque les batteries mettent hors de combat vingt hommes à chaque décharge, il y aura pour chaque jour, depnis l'établissement de la troisième batterie, deux mille hommes hors de combat, et par conséquent, pendant les dix jours compris jusqu'à l'attaque des brèches, vingt mille hommes.

La force de la garnison a été supposée de quatre mille hommes ; snpposant donc l'armée assiégeante cinq fois aussi forte, elle se trouvera de vingt mille hommes, c'est-à-dire qu'elle sera entièrement détruite, avant seulement que d'être en mesure d'insulter les brèches.

Si la garnison était plus forte, l'ennemi perdrait des siens en proportion, de sorte que pour une garnison de dix mille hommes, il en perdrait cinquante mille par la senle action des feux verticaux, indépendamment des autres genres de défense et des maladies.

Je n'ai snpposé que dix jours depuis l'établissement de la troisième parallèle jusqu'à l'attaque des brèches ; mais quelle est la place qui n'en exige pas le double ou le triple ? Or, le nombre d'hommes perdus par l'assiégeant deviendra aussi donble ou triple ; mais j'ai voulu prévenir tous les sujets de contestation, en adoptant le *minimum* même des calcnls que j'ai réfutés ailleurs. Par cette même raison, j'ai supposé que chaque mortier ne tirait qu'un coup par quart-d'heure, quoiqu'on puisse facilement lui en faire tirer le double sans échauffer la pièce.

Il est donc impossible de réduire une place quelconque, soit petite, soit grande, défendue de cette manière, à moins qu'on n'invente quelques nouveaux moyens d'attaqne, quoique ces moyens soient aujourd'hui regardés comme parvenus au *maximum* de leur perfection.

Si l'assiégeant, pour se soustraire à cette pluie de balles, essaie de cheminer sous des blindages, on conçoit qu'à la moindre sortie, il sera mis dans la plus grande confusion ; car comment se dégagera-t-il de ces longues galeries blindées pour faire tête à l'assiégé ? Comment réparera t-il, à chaque fois, le désordre occasionné dans ses logemens ? Comment empêchera-t-il qu'on ne les culbute ou qu'on ne les brûle ? Et où trouvera-t-il une assez grande quantité de bois pour suffire à un semblable travail, abstraction faite du temps énorme qu'il faudrait pour l'exécuter.

Si l'assiégeant prend le parti de cheminer sous terre, en se bornant à attaquer par les mines, il se réduira de luimême à une condition pire que celle de l'assiégé, qui a ses contre-mines préparées ; il ne pourra plus avoir de batteries, an moins rapprochées, puisqu'elles ne seraient plus gardées. L'assiégé conservera donc tout son feu, et il est évident qu'un pareil siége est impossible.

Observons que la garnison n'est point du tout exposée, ni fatiguée par ce nouveau genre de défense ; qu'elle roule tout entière sur quelques compagnies de bombardiers ; qu'il n'y a ni canons démontés, ni affûts brisés ; qu'il s'agit seulement de seconder cette opération par des sorties faites à propos, pour inquiéter l'ennemi, et le forcer d'avoir toujours grand monde à la garde des tranchées, afin d'augmen-

ter l'effet des feux verticaux qui doivent le détruire; qu'enfin il est important surtout d'y joindre la guerre souterraine, qui coûte fort peu d'hommes, afin de gagner dn temps et d'arrêter l'ennemi, le plus possible, sous la grêle des balles.

Ce genre de défense a encore cela de particulier, que l'assiégeant ne peut user de réciprocité envers l'assiégé; car celui-ci laisse agir ses mortiers qui sont sous des blindages, en se tenant lui-même sous les abris de la place; tandis que l'assiégeant est obligé de cheminer à ciel ouvert, et de conserver toujours dans ses tranchées un nombre d'hommes suffisant pour les garder contre les sorties imprévues de l'ennemi.

Je n'ai supposé que six mortiers en activité; on peut en mettre beauconp plns, et les placer ailleurs qu'aux points indiqués : par exemple, dans les premiers jonrs, on peut les mettre sur les saillans dn chemin couvert, et pendant les derniers, sur la courtine ou le milieu de la tenaille. Le lieu le plus convenable pour enfiler les branches du chemin couvert est sur les deux faces de la demi-lune, anx points où elles sont rencontrées par le prolongement de la crête du chemin couvert des bastions; et, sur les faces des bastions, aux points où elles sont rencontrées par les prolongemens de la crête dn chemin couvert de la demi-lune. En plaçant deux nouveaux mortiers à chacun de ces quatre points, on en aura en tout quatorze, qui couvriront sans cesse tont le glacis de projectiles, et ne permettront certainement pas que l'ennemi s'y établisse.

On peut aussi suppléer aux mortiers de douze pouces par d'autres de dix ou de huit, par des obusiers, ou même par des pierriers qu'on chargerait, si l'on vent, de balles. Ces balles ne devant être portées qn'à cinquante toises au plus, la charge de pondre serait très petite, fatiguerait peu les pièces, et n'occasionnerait qne peu ou point de recul, ce qui en rendrait le service facile.

Enfin on peut, comme je l'ai dit au commencement, employer de simples fusiliers qu'on exercera à tirer sous l'angle d'à peu près quarante-cinq degrés, et qu'on pourra placer, soit le long de la courtine, soit dans les fossés, auprès des angles flanqués, vis-à-vis des capitales, où l'on pourra même, si l'on veut, établir des blindages pour les fusiliers.

En se servant des mortiers, pierriers ou obusiers, il sera nécessaire de faire auparavant quelqnes coups d'épreuve, pour régler les portées, et faire varier, an besoin, l'angle du pointage.

Il me reste à dire un mot sur la dépense qu'entralne ce nouveau mode. Comme il s'agit seulement ici de six mortiers, ou, si l'on veut, de douze ou quinze, qui tirent de quart-d'heure en quart-d'henre, avec de très petites charges de poudre, et que cela dispense de tirer grand nombre d'autres pièces d'artillerie, il est évident que l'économie en argent, aussi bien qu'en hommes, est un nouvel avantage de cette méthode. Quoique j'aie supposé les balles faites de fer battu, comme les charges de poudre seront fort petites, il est possible que les balles de fer fondu puissent résister aux chocs sans se briser, ce qui épargnerait considérablement sur la dépense; mais, en supposant le contraire, ce que l'expérience peut apprendre facilement, il ne serait pas nécessaire, pour cela, d'avoir de grandes provisions de fer battu; il suffirait d'avoir des barres ordinaires de fer carré, depuis huit jus-

qu'à douze lignes d'équarrissage ; ces barres, qui peuvent servir à toutes sortes d'usage, seraient coupées pendant le siége même, en morceaux longs d'un pouce à peu près, et sans se donner la peine de les arrondir, on chargerait de cette mitraille les mortiers, obusiers ou pierriers, ce qui produirait le même effet que les balles; et non seulement on ferait usage de ces fers tenus en magasins et toujours utiles, mais on en trouverait des provisions toutes faites chez les serruriers et maréchaux de la ville ; cependant il serait à propos que tout cela fût ensaboté et appuyé sur un culot de fer, placé au fond de l'âme de la pièce.

MÉMOIRE

SUR LA

FORTIFICATION PRIMITIVE

POUR SERVIR DE SUITE

AU TRAITÉ DE LA DÉFENSE DES PLACES FORTES;

PAR CARNOT.

DISCOURS PRÉLIMINAIRE

DU

TRAITÉ DE LA DÉFENSE DES PLACES FORTES.

Quoique, dans tout le cours de ce Traité, j'aie eu à cœur d'être compris par les personnes qui ont seulement les premières notions de l'art militaire, j'ai pensé que la longueur seule de l'ouvrage, et la nécessité où je me suis trouvé quelquefois d'entrer dans des discussions techniques, pourraient en interdire la lecture à un assez grand nombre : et comme cependant, dans un sujet qui intéresse si fort la société entière, il importe que les connaissances ne soient pas concentrées dans un seul corps, je me suis attaché, dans ce discours préliminaire, à résumer, avec toute la précision possible, les principaux points de cette partie de l'art, qui d'ailleurs n'est point abstraite; afin que tout le monde, même ceux qui n'en ont fait aucune étude, puissent en saisir l'esprit et en juger sainement. Je me propose donc, dans ce discours, d'exposer en peu de mots l'état de la question, sujet de cet ouvrage, de faire connaître la situation actuelle des choses à cet égard, la nécessité reconnue d'y apporter des changemens, et enfin quels sont ceux de ces changemens qui paraissent les plus propres à l'améliorer.

C'est l'équilibre des forces militaires qui rend les États indépendans les uns des autres. Mais toutes les puissances ne pouvant mettre sur

pied le même nombre d'hommes, cet équilibre ne saurait jamais subsister, que par des obstacles, soit naturels, soit artificiels, qui prêtent un point d'appui au plus faible, et retardent au moins l'invasion de son pays, jusqu'à ce que les autres puissances, intéressées au maintien de cet équilibre, aient réuni leurs efforts pour contrebalancer ceux de la puissance prépondérante.

Si de grandes chaînes de montagnes, d'immenses forêts, des déserts arides, des marais impraticables, ou la mer, séparent les frontières de ces différentes puissances, ces obstacles seront des fortifications naturelles, supérieures à tous les travaux de l'art; mais si les lignes de démarcation sont établies au milieu de plaines fertiles, traversées par des communications faciles, il faudra suppléer par des travaux d'industrie à ces défenses naturelles.

Des retranchemens continus, ou murailles non interrompues, comme celle qui borne la Chine au nord, seraient des ouvrages trop dispendieux, trop difficiles à garder dans toute leur étendue : et il suffirait que l'ennemi les eût forcés en un point, pour qu'il en fût maître partout. Le besoin et la réflexion ont bientôt fait sentir qu'il vaut mieux se borner à garder les points principaux par des places isolées, dans lesquelles on rassemble tous les moyens nécessaires à une défense locale, et qui, quoique séparées, n'en font pas moins l'effet d'une ligne continue : parce que si l'ennemi voulait pénétrer dans les intervalles, il se trouverait exposé à être harcelé sur ses derrières, et coupé par les garnisons de ces places, qui se répandraient dans ces intervalles, et rendraient la retraite impossible ou du moins très périlleuse.

De semblables points d'appui ne sont pas même inutiles au plus fort, parce que les autres puissances pourraient à son insu former des coalitions contre lui, l'attaquer à l'improviste, ou profiter de quelques troubles intérieurs dans ses États, les susciter même, pour y empêcher les levées, et l'organisation exacte qu'exige toute force armée, quelque nombreuse qu'elle soit.

L'expérience a prouvé qu'un cordon régulier de places fortes, distribuées convenablement sur les frontières, était le plus sûr moyen de prévenir ces crises, et de préserver les États de ces grandes et subites révolutions qui les bouleversèrent si souvent autrefois, et qui bouleversent encore les pays qui sont entièrement dénués de fortifications; que c'est par elles qu'on est dispensé d'avoir continuellement sur pied d'innombrables armées, pour garder toutes les aveuues du territoire; qu'elles empêchent les peuples civilisés de devenir la proie des barbares, et le sort des nations d'être compromis par le mauvais succès d'une bataille; qu'elles maîtrisent jusqu'à un certain point les hasards, assurent la possession des passages importans, des ports, des entrepôts de subsistances, des grands établissemens de commerce; qu'elles préviennent une multitude de guerres, par la série des difficultés qu'elles laissent entrevoir aux conquérans, et par les ressources qu'elles offrent à l'opprimé; qu'en un mot, suivant l'expression de Montécuculli, ce sont *les ancres sacrées qui sauvent les Etats.*

Ce n'est pas qu'on ne puisse abuser des places fortes, comme on abuse des meilleures choses; mais leur institution n'en est pas moins bonne et utile, l'abus facile à éviter, et leurs inconvéniens généralement bien au-dessous des avantages qu'elles peuvent procurer. Ce sont les armes défensives des puissances, comme les boucliers le sont des individus : les boucliers ne blessent point, ils ne font que parer les coups. Les places fortes sont de même essentiellement conservatrices, et seules sous ce rapport, parmi les grands instrumens de guerre, elles semblent être justifiées aux yeux de l'humanité.

Mais pour que les places fortes puissent produire les heureux effets qu'on a le droit d'en attendre, il faut qu'elles soient inexpugnables à l'aide de leur garnison, ou que du moins, elles puisseut être assez longuement défendues, pour ôter aux ennemis l'envie de les attaquer. Il faut aussi qu'elles n'inspirent point une fausse confiance, en laissant penser qu'elles peuvent se défendre d'elles-mêmes. Il faut enfin

qu'elles n'affaiblissent point l'esprit militaire, qui doit toujours être puissamment maintenu dans chaque pays, pour que ce pays ne devienne pas le jouet des puissances étrangères, et pour qu'il soit dispensé du besoin d'être injuste ou astucieux envers elles.

Si les places n'étaient pas susceptibles d'une longue défense, elles ne rempliraient pas leur objet; car elles ne donneraient pas à celui qui serait attaqué le temps de réunir ses propres forces ou celles de ses alliés contre l'agresseur. La place tomberait entre les mains de celui-ci, augmenterait encore sa force comparative, et produirait, par conséquent, l'effet diamétralement opposé à l'équilibre qu'il s'agit de maintenir.

Il faut savoir maintenant si les places, telles qu'elles existent, telles que nous savons les défendre dans l'état actuel des choses, remplissent cette condition fondamentale. Or l'expérience prouve le contraire; car nous voyons, par le relevé des journaux de tous les siéges modernes, que, sauf quelques exceptions rares, dues à des circonstances particulières, nos places médiocres ne peuvent tenir plus de vingt jours, et les meilleures plus de quarante jours (1) : intervalle qui ne

(1) M. de Vauban calcule les munitions nécessaires tant pour l'assiégeant que pour l'assiégé, sur le pied de trente jours, à peu près, de tranchée ouverte; M. de Cormontaingne, sur le pied de vingt à quarante jours, suivant la grandeur des places. Personne ne doute cependant que nos places de premier ordre, telles que Lille, Metz, Strasbourg, ne puissent tenir beaucoup plus long-temps, et l'expérience le prouve. Mais ces exceptions sont en très petit nombre, et viennent de ce que ces places ont des enceintes redoublées, ou des manœuvres d'eau, ou d'autres avantages tirés de la nature du site, ou enfin de ce qu'elles sont contreminées; mais surtout de ce qu'en temps de siége elles sont toujours pourvues d'une garnison vigoureuse, et de tous les approvisionnemens dont elles ont besoin pour une longue résistance. Il n'en est pas moins vrai de dire qu'en général, dans le mode actuel de défense, la durée moyenne des siéges est de trente jours au plus; et c'est M. de Cormontaingne lui-même qui pose en principe que le *maximum* est de quarante jours.

suffit point pour rassembler des forces imposantes, surtout si les armées se trouvent employées à des expéditions lointaines.

Il n'en était pas ainsi autrefois : les places fortes se défendaient pendant des années entières, et le plus souvent, après de vains efforts, l'assiégeant se voyait obligé de lâcher prise, avec une armée totalement ruinée. Le siége d'une place était donc alors une opération décisive, aussi bien pour celui qui l'entreprenait que pour celui qui avait à le soutenir.

Tel était l'état des choses lorsque parut M. de Vauban : elles changèrent bientôt de face; Vauban créa un nouvel art des attaques, aucune place ne put tenir contre ses procédés; toutes succombèrent au terme à peu près dont nous avons parlé ci-dessus.

Mais cet illustre ingénieur, toujours occupé de l'attaque, ne fit rien d'important pour la défense : il construisit à la vérité beaucoup de places neuves; mais presque toutes avant que d'avoir fait ses grandes découvertes sur la science des attaques : elles ne furent donc pas disposées pour contrebalancer l'ascendant de son nouvel art, et ces nombreux monumens firent seulement connaître les ressources du génie de leur auteur, pour adapter la fortification au terrain, et profiter de ses avantages naturels; mais elles ne rétablirent point l'équilibre que M. de Vauban avait rompu lui-même, et laissèrent, pour ainsi dire, regretter l'inexpérience où l'on avait été jusqu'alors.

Ses successeurs ont cherché à rétablir cet équilibre sans y avoir réussi; et de leur aveu, les changemens qu'ils ont faits à sa manière de fortifier, ne procurent pas aux places fortes une résistance sensiblement plus grande que celle qui avait lieu auparavant.

Cette branche de l'art militaire est donc restée inférieure aux autres, et l'on sent chaque jour le besoin de travailler à la rétablir dans le rang qu'elle a perdu.

Malheureusement, les talens supérieurs des hommes qui s'en sont occupés sans succès remarquables, ont conduit à la persuasion com-

mune que la chose est impossible. M. de Vauban lui-même, obligé de changer de rôle sur la fin de sa vie, et de chercher de nouveaux moyens de défense, n'a laissé sur cela qu'un petit nombre d'idées éparses; et les travaux qu'il fit exécuter alors, portent le caractère d'imperfection de tous les arts naissans. Sa méthode des attaques avait eu pour objet et pour résultat, de ne pas laisser sur les remparts un seul point qui fût habitable pour les défenseurs, où l'on pût conserver une pièce d'artillerie. *Il voulut alors rendre à l'assiégé ce qu'il lui avait ôté;* il renouvela, pour le mettre à couvert, l'emploi des casemates qu'on avait abandonnées, il en fit établir d'une construction particulière à Landau et à Neufbrisach; mais elles n'atteignirent qu'imparfaitement le but qu'il s'était proposé, et laissèrent seulement voir quelles avaient été ses intentions.

Ses disciples, au nombre desquels M. de Cormontaingne tint le premier rang, tout en affectant la plus scrupuleuse fidélité aux principes de leur maître, exclurent néanmoins précisément celui de ces principes, que M. de Vauban avait regardé comme seul capable de rétablir l'équilibre perdu; les casemates furent abandonnées de nouveau, et décidément bannies des fortifications modernes. On imagina un nouveau système qui fut annoncé comme une simple modification de celui de Neufbrisach, quoiqu'il en différât par ce point essentiel; on établit des formules pour calculer la durée probable des siéges, suivant la nature de leur tracé seulement, et sans y tenir aucun compte, ni des actes de vigueur que peut faire une garnison, ni des moyens que peut procurer la disposition des ouvrages, soit pour favoriser les coups de main, soit pour mettre l'artillerie à couvert; on décida, d'après ces formules, qu'on avait atteint le *maximum* de la perfection, et il fut en quelque sorte interdit d'autorité aux jeunes officiers du génie, de se livrer à de nouvelles recherches sur la même question. C'est ainsi que cette branche de la science militaire devint une sorte de transaction tacite entre l'assiégeant et l'assiégé; que des

retirades méthodiques fixèrent l'époque précise de la capitulation pour chaque ordre de forteresse; que ce ne fut plus l'art de défendre les places qui fut enseigné dans les écoles, mais celui de les rendre honorablement, après certaines formalités convenues.

Une réflexion bien simple aurait dû cependant faire reconnaître de suite le peu de solidité des bases de ce calcul; c'est qu'il est établi en principe dans l'art militaire, et prouvé par un grand nombre d'expériences, que toute place qui peut être ravitaillée à volonté, comme le sont ordinairement les ports de mer, est toujours très difficile à prendre, quel que soit d'ailleurs le tracé de sa fortification. Il n'est donc pas vrai que ce tracé soit le seul ni même le principal élément de la défense. C'est au contraire un élément très secondaire; le principal, comme on le voit par le fait que nous venons de rapporter, consiste dans la force de la garnison et le matériel des approvisionnemens.

M. de Montalembert, qui n'était point astreint à la discipline des officiers du génie, ressuscita le système des casemates qu'avait voulu introduire M. de Vauban, mais sur des bases différentes et beaucoup plus étendues; elles ne furent plus dans sa fortification une espèce d'accessoire, mais le principe fondamental de toutes ses constructions; il prouva par de grandes expériences, que les défauts qui les avaient fait proscrire pouvaient être corrigés, et que l'usage en était facile. Cette découverte fit époque, elle fut combattue avec d'autant moins d'urbanité par les antagonistes de M. de Montalembert, que la raison n'était pas de leur côté.

Mais M. de Montalembert, quoique d'un esprit inventif, ne tira de sa découverte aucun parti avantageux, et les applications qu'il en fit à la composition d'un grand nombre de systèmes, ne furent point heureuses. Il se fia trop à la multitude de ses feux casematés pour empêcher les approches de l'ennemi; il ne les déroba point aux batteries de la campagne, qu'il prétendit faire taire avec les siennes; sans

prendre garde, que quand même il aurait eu la supériorité du nombre des canons, les clefs de ses voûtes battues de plein-fouet, devaient être bientôt détruites, sans qu'il pût les rétablir, et que la quantité seule des munitions qu'il aurait fallu consommer pour arrêter les progrès de l'ennemi, était un obstacle invincible à l'adoption de ces systèmes. Cependant la vérité fondamentale a surnagé, et les casemates sont généralement reconnues aujourd'hui par les ingénieurs eux-mêmes, comme l'unique moyen de conserver l'artillerie, et de sauver les défenseurs, sans lesquels une place, quelque parfaite qu'elle soit par elle-même, n'est plus qu'un corps sans âme, une machine sans moteur.

Mais, à quoi serviront ces casemates, si l'on ne parvient à les dérober aux vues de l'ennemi? Et si on ne les empêche d'être vues par l'ennemi, comment le verra-t-on soi-même, puisqu'il est évident qu'on ne peut voir sans être vu? Comment fera-t-on feu sur lui, sans recevoir ses coups réciproquement? Comment enfin pourra-t-on l'arrêter ou seulement ralentir sa marche? Voilà le problème qui est maintenant à résoudre, et dont M. de Montalembert ne s'est point occupé.

La solution de ce problème est cependant fort simple, et c'est l'un des deux points principaux qui servent de base à la nouvelle doctrine. Cette solution s'obtient bien simplement, en substituant des feux courbes ou verticaux, tels que celui des mortiers et des pierriers, au feu direct des canons et de la mousqueterie. Car les premiers peuvent, étant casematés, tirer par-dessus les parapets qui les dérobent aux vues de la campagne, se trouver ainsi à l'abri de tous les coups, et néanmoins aller chercher l'ennemi derrière ses épaulemens, tandis que des feux directs, tels que ceux qui font la base de la défense actuelle, sont nécessairement aperçus de tous les points qu'ils peuvent découvrir eux-mêmes; que le plus souvent ils sont battus par plongée, d'enfilade et de revers, et qu'enfin ils ont à lutter contre la force

toujours supérieure de l'assiégeant, qui, masqué par des parapets contre ces feux directs, ne leur laisse presque aucune prise.

Mais la solution de cette première difficulté ne suffit point pour détruire l'effet des attaques de M. de Vauban; car sa méthode consiste marcher avec peu de monde, à s'avancer pied à pied, à cerner et envelopper peu à peu par ses lignes toujours bien liées entre elles, toujours bien soutenues les unes par les autres, toutes les défenses de la place; sans jamais brusquer les attaques, tant qu'il peut s'en dispenser; sans jamais rassembler sur un même point une grande masse de forces; sans jamais compromettre, comme on le faisait avant lui, par des coups de main hasardés, une portion considérable de son armée. Marchant toujours avec circonspection, toujours couvert par ses épaulemens, le feu de la place ne peut lui atteindre, dans ses têtes de tranchée, que par hasard un petit nombre de travailleurs qu'il fait remplacer aussitôt; et c'est avec cette marche compassée et lente en apparence qu'il abrège pourtant d'une manière inimaginable la durée des siéges; qu'il en atténue prodigieusement le danger pour l'assiégeant, et qu'il rend le succès de ses opérations infaillible.

Peu de personnes paraissent avoir saisi le véritable esprit de ce système des attaques de M. de Vauban; peu ont remarqué en quoi précisément consiste le caractère qui le distingue de la méthode pratiquée avant lui, et c'est ce qui fait sans doute qu'on n'a pas trouvé le véritable genre de défense qu'il convient d'opposer à ce système d'attaques. M. de Vauban lui-même semble croire que la place doit toujours finir par être prise, et que l'assiégé ne peut se promettre autre chose que de retarder plus ou moins la marche de l'ennemi. Ce préjugé pouvait en quelque sorte paraître légitime chez un homme accoutumé à ne trouver jamais d'obstacle insurmontable; mais son influence n'en a pas été moins nuisible, en ce qu'elle a détourné les idées du noble but qu'elles doivent se proposer, *qui est la levée du siége, et les a retenues dans cet esprit de chicanes et de retirades*

successives, qui n'a été que trop bien suivi depuis cette époque. On s'est persuadé naturellement que le mode de défense devait se conformer à celui des attaques; que puisque celles-ci procédaient pied à pied, il fallait que l'autre fît de même. On peut assurer que cette méprise est la cause primitive de cette infériorité constante où est resté l'art défensif; il est certain au contraire qu'en principe général, il faut que l'assiégé opère toujours en sens inverse de l'assiégeant; que, contre les attaques de vive force, il doit se défendre pied à pied, et que contre les attaques faites pied à pied il doit se défendre de vive force. Car, si l'ennemi se trouve en force sur les avenues de la place, il serait absurde d'aller lui présenter le combat avec une garnison qu'il faut infiniment ménager; mais c'est alors que, comme il offre une grande prise aux projectiles, il faut l'en accabler. Au contraire, s'il n'a que des travailleurs mal soutenus dans les têtes de sape, c'est alors que la multitude des projectiles tomberait à vide, tandis qu'avec de légers détachemens, il sera facile d'être partout plus fort que l'ennemi, de tuer ou disperser ses travailleurs et de culbuter ses travaux.

Mais mon objet, dans ce Discours, est simplement de faire voir comment, dans le système des attaques de M. de Vauban, on peut contraindre l'assiégeant, malgré ses principes contraires, à venir se présenter en masse sur les avenues de la forteresse, sous le feu voisin de toutes les casemates à feux verticaux dont nous avons parlé ci-dessus, et comment, par conséquent, il se trouve forcé d'éprouver toutes les pertes qu'a voulu lui faire éviter M. de Vauban. C'est la solution de ce nouveau problème, qui fait le second point fondamental de la nouvelle doctrine que j'essaie ici d'établir.

Cette solution s'obtient en pratiquant sur toutes les avenues de la place un grand nombre de débouchés faciles et d'une retraite assurée, afin de pouvoir se porter à volonté et subitement sur chacun de ces points environnans. Car alors, si l'ennemi se contente de mettre quel-

ques travailleurs dans les têtes de sape, on fera sur eux, comme on vient de le dire, des sorties brusques d'un petit nombre d'hommes pour tuer les travailleurs et détruire leur ouvrage; et si, au contraire, l'ennemi met beaucoup de forces à proximité pour soutenir ces travailleurs, on aura rempli l'objet qu'on s'était proposé, celui d'attirer l'assiégeant en masse sous l'immense quantité des feux verticaux couverts dont j'ai parlé ci-dessus.

Le nouveau mode de défense consiste donc dans ce jeu alternatif des sorties et des feux verticaux, de manière que l'ennemi ne puisse éluder ceux-ci sans s'exposer à celles-là, ni se mettre en mesure contre les premières, sans se faire accabler par les autres.

Je suis loin de prétendre cependant qu'on doive exclure de la défense des places l'emploi des feux directs. Il en faut pour contrarier l'établissement des premières batteries; il en faut pour surprendre l'ennemi en les portant sans préparation, tantôt sur un point, tantôt sur un autre; il en faut encore, pour être mis sur le champ en batterie, lorsque l'ennemi vient à masquer son propre feu par ses nouveaux logemens; il en faut enfin, pour balayer les fossés, lorsque l'ennemi veut surprendre la ville ou tenter une escalade. Mais toutes ces choses n'ont lieu que par momens. Pour la marche régulière, il faut une autre espèce de tir qui puisse aller chercher l'ennemi dans le fond de ses tranchées, c'est-à-dire, qu'habituellement alors ce sont les feux verticaux qui doivent jouer le rôle principal, et que les feux directs n'y sont que secondaires.

Il est vrai que nos fortifications aujourd'hui existantes ne sont guère disposées pour remplir la double intention des feux verticaux casematés et des coups de main, parce que d'une part elles manquent entièrement d'abris pour l'artillerie et pour les défenseurs, et que de l'autre, elles n'offrent pour communications et pour faire les coups de main dont nous venons de parler, que des défilés étroits, dont l'ennemi observe les débouchés, et qu'il détruit facilement. Mais on peut, par

quelques travaux du moment, multiplier et agrandir ces débouchés suivant les localités, et suppléer aux casemates par des blindages. J'ai discuté au long, dans l'ouvrage même, ces défauts et beaucoup d'autres qui sont inhérens à la fortification actuelle, et j'ai proposé les moyens d'y remédier, soit dans le cas de forteresses neuves à construire, soit dans le cas où il s'agit seulement de corrections ou de modifications à faire aux anciennes places. Dans ce Discours préliminaire je me borne à ce qui regarde l'acte même de la défense proprement dite, sans m'occuper des constructions. J'observerai seulement que dans le système de fortifications appelé moderne, bien loin de remédier aux deux défauts majeurs dont nous venons de parler, on n'a fait que les aggraver : 1° en en proscrivant absolument les feux couverts; 2° en multipliant les barricades qui séparent l'assiégé de son ennemi, de sorte que les retours offensifs sont devenus encore plus difficiles qu'autrefois. On y est donc réduit, pour toute défense, au feu direct dont nous avons fait voir la presque nullité. Aussi on peut accorder à M. de Cormontaingne, que ses calculs, fondés sur cette hypothèse, sont réellement applicables à son propre système, dont ils démontrent la faiblesse; mais ils ne le sont nullement au nouveau mode qu'il n'avait pu prévoir dans ses formules, absolument étrangères à l'alternative des deux moyens essentiels sur lesquels est fondé ce nouveau système de défense.

Ce sont les développemens de ce que nous venons de dire, les preuves détaillées, les applications, les diverses conséquences qui en dérivent, qui font le sujet de l'ouvrage que j'ai entrepris; ainsi pour fixer les idées sur le but précis de cet ouvrage, et afin qu'on n'y cherche pas ce que je n'ai pas eu la prétention d'y mettre, je dirai que c'est simplement *l'exposé des changemens qui me paraissent devoir être faits aux méthodes actuellement pratiquées dans la construction et la défense des places*. Tel est le cercle dans lequel je me suis renfermé; mon but n'étant pas d'enseigner ce qui se fait, mais ce que je

crois qui doit se faire (1). Ce que j'ai dit de plus n'est que pour la liaison des idées, et pour mettre de l'ensemble dans les principes.

Quelque certaines, au surplus, quelque palpables que soient les vérités que je viens d'établir, ce serait méconnaître la marche ordinaire de l'esprit humain, que de penser qu'elles seront accueillies sans éprouver de longues contradictions; elles auront le sort de toutes les autres vérités; elles seront long-temps repoussées, elles le sont d'avance. La force seule des choses en amènera un jour l'adoption plus ou moins tardive.

« La coutume, *dit le général Lloyd*, est un tyran plus impérieux » que tous les despotes de l'Orient. Il n'y a point d'argument direct » qui puisse arracher des esprits une opinion bien ou mal fondée; » c'est au temps seul, aidé de quelques circonstances favorables, à la » sécher dans ses racines. On se donne bien de la peine, pour ne » gagner que de la haine, quand on entreprend de démontrer à un » homme qu'il est dans l'erreur, et que son opinion est absurde. »

Ces observations du général Lloyd, quoique faites avec un peu d'aigreur, n'en sont pas moins vraies et de tous les pays.

Quelques objections m'ont été faites sur les premières éditions; j'ai répondu en peu de mots dans celle-ci à ces objections, qu'il m'eût suffi peut-être d'énoncer, pour en faire sentir la petitesse et le ridicule.

Mais il en est une sur laquelle je me crois obligé d'entrer ici dans quelques développemens, parce qu'elle a séduit des personnes de bonne foi, et je reconnais qu'en effet, je n'avais pas donné sur cela, dans les premières éditions, des explications suffisantes. Il s'agit du sacrifice d'hommes qu'exige en apparence le nouveau mode de défense proposé. Ce sacrifice, au contraire, comme on va le voir, n'est pas, à

(1) Ceux qui veulent connaître à fond ce qui se pratique réellement aujourd'hui dans la construction, l'attaque et la défense des places, ne peuvent mieux faire que de consulter l'ouvrage de M. de Bousmard, en quatre volumes in-4°, avec un atlas in-folio de planches.

beaucoup près, aussi considérable que dans le mode actuel, et c'est ici même que se trouve le résultat le plus important de la nouvelle doctrine. Pour s'en convaincre, il suffira d'analyser succinctement et de comparer les deux méthodes.

Dans le mode actuel, l'artillerie et les défenseurs sont rangés tout à découvert sur les remparts, occupés à faire perpétuellement un feu très inutile, puisqu'ils ne font que tirer devant eux, sur un ennemi qu'ils ne voient pas, et qui leur est dérobé par des épaulemens où vont s'enterrer les balles et les boulets qu'on leur envoie.

Mais si le feu de la place est insignifiant pour le succès de la défense, celui de l'assiégeant ne l'est pas contre elle. Il enfile toutes les branches des ouvrages par des ricochets, et si quelque obstacle s'oppose à l'établissement de ces ricochets, il écrase ces mêmes ouvrages par des pierres et des bombes, au point que deux ou trois jours lui suffisent pour démonter toute l'artillerie des remparts, tuer ou estropier la plus grande partie des défenseurs, briser les palissades, et balayer en un moment tout ce qui ose encore se montrer. Alors, n'ayant plus rien à craindre, pas même ce vain bruit qu'avait pu faire l'assiégé d'abord, l'assiégeant vient planter ses batteries sur le haut du glacis, fait brèche en trente-six heures au mur le plus épais, et la place est forcée de se rendre sur-le-champ; à moins que, par un fanatisme de bravoure, la garnison ne prenne le parti extrême de soutenir un assaut dont le mauvais succès peut entraîner le massacre de la population entière. Telle est l'histoire de tous les sièges depuis la méthode des attaques imaginées par M. le maréchal de Vauban. Voyons maintenant quels sont les procédés de la nouvelle défense proposée.

D'abord dans ce nouveau mode, du moment que l'assiégeant a établi ses batteries au milieu de la campagne, il ne doit plus paraître sur les remparts ni un seul homme, ni une seule pièce de canon. Tout est retiré dans des casemates ou sous des blindages, d'où l'assiégé se contente de tirer à ricochet sur les tranchées et le long des capitales,

en attendant que l'ennemi s'approche assez pour se trouver sous la portée de ses pierriers casematés, c'est-à-dire sur le glacis même de la place. Alors, si cet ennemi se présente en force, l'assiégé met en jeu tous les pierriers et l'accable de projectiles, sans que les coups de l'assiégeant puissent tomber sur qui que ce soit de la place, sinon par un hasard qu'on ne saurait prévoir.

Si au contraire l'assiégeant se borne à pousser des têtes de sape, dans lesquelles il y ait seulement quelques travailleurs, on forme une multitude de petits détachemens qui, partant à l'improviste, pendant qu'on suspend l'action des pierriers, marchent rapidement sur les têtes de sape, tuent les travailleurs, culbutent leurs tranchées, et sont revenus avant que l'ennemi, dont le système supposé alors est de se tenir hors de la portée des feux verticaux, ait pu venir au secours de ces travailleurs. Telle est la marche prescrite à l'assiégé, depuis le commencement du siége jusqu'à la fin.

Je demande maintenant laquelle de ces deux méthodes est la plus sûre pour les défenseurs, et la plus meurtrière pour l'assiégeant ? Il ne faut pas être bien savant pour répondre à cette question.

Sans doute il faut de la valeur et de l'industrie tout ensemble, pour conduire une défense telle que je viens de la proposer; il faut de la valeur pour les coups de main multipliés qui doivent avoir lieu à l'attaque continuelle des têtes de sape; il faut de l'industrie pour saisir le moment convenable, prendre l'ennemi sur le temps, mettre l'artillerie et les hommes à couvert, lorsqu'ils ne sont pas employés à ces attaques; mais n'est-il pas évident que ces deux élémens incontestables de toute bonne défense, la valeur et l'industrie, sont ici combinés de la manière la plus avantageuse, tandis que, dans les procédés ordinaires, ils le sont sans fruit; que le second y manque absolument, et que le mauvais emploi du premier ne fait qu'accélérer la perte totale de l'assiégé.

La méthode proposée est fondée sur les coups de main; elle con-

siste essentiellement à convertir le système général de la défense en une série d'attaques partielles; mais remarquons que ces coups de main se font toujours en opposant le fort au faible, un détachement de gens armés contre un groupe de travailleurs surpris et peu ou point soutenus. Remarquons que ces attaques partielles n'ont jamais lieu au loin; que la scène se passe toujours sur le glacis et sous le feu immédiat de la place; que si l'ennemi y vient, il est accablé de feux verticaux; que s'il n'y vient pas, on n'a rien à en craindre, et qu'on reste alors maître du champ de bataille.

L'expérience prouve qu'on court bien moins de risque en faisant, par intervalle, des incursions momentanées pour surprendre l'ennemi, qu'en demeurant toute une journée collé derrière un parapet, enfilé et plongé de toutes parts; et cependant la première manœuvre produit un tout autre effet que la seconde, au moral aussi bien qu'au physique. Elle entretient le courage; elle soutient la confiance, qui est le gage de la victoire. Le caractère national du Français est d'attaquer toujours; il gagne de l'audace en allant à l'ennemi; il en perd, s'il attend; un rôle passif ne lui couvint jamais. Pourquoi ne ferait-on pas usage de ces données dans la défense des places, aussi bien que dans la guerre de campagne? C'est une grande erreur que de négliger, dans un calcul, ces résultats d'une longue suite de faits.

Dans le système actuel des retirades méthodiques, la perte de la place est inévitable; dans le nouveau système, au contraire, on n'est jamais forcé de la rendre, aussi long-temps qu'on a des hommes, des subsistances et des munitions, parce qu'on ne perd pas un seul point du théâtre de la défense rapprochée, qu'on ne le reprenne aussitôt, et avec moins de perte d'hommes que s'il avait fallu le défendre quelques heures seulement de pied ferme. La valeur est donc mieux employée dans le nouveau mode, mieux secondée par l'industrie.

La valeur et l'industrie sont donc, ainsi que je l'ai avancé, les deux élémens de la défense, et chacune fait le sujet d'une des parties de

mon ouvrage. C'est dans la première de ces deux parties que j'ai cité une multitude d'exemples de siéges anciens et modernes, pour faire connaître combien le premier de ces élémens influe sur la défense des places, combien il est fécond en ressources, combien il prête de secours à l'industrie elle-même.

Ce serait cependant prendre le change, que de considérer ces exemples comme des règles à suivre littéralement. Ils ne sont tels ni sous le rapport de l'industrie, ni même sous celui de la bravoure. Sous celui de l'industrie, quoiqu'ils suggèrent une foule de stratagèmes toujours utiles, ils offrent néanmoins, en général, des procédés trop inférieurs à l'état des connaissances actuelles; sous celui de la bravoure, ils n'offrent point une conduite suffisamment tempérée pour les mœurs de notre siècle; ils se ressentent de la barbarie que les cordons de places fortes ont eux-mêmes infiniment contribué à bannir de l'art militaire. L'opinion générale se révolterait contre les fureurs qu'ont souvent inspirées, dans la défense des places anciennes, l'aveuglement des prétentions et les haines personnelles. Ce n'est plus là du courage, car le courage est généreux; il sait faire le sacrifice de ses ressentimens, et reconnaître les lois de la nécessité.

La ligne de démarcation qui existe entre la bravoure, qui fait la gloire des héros, et la férocité, qui déshonore les faux braves, est tracée dans les cœurs. Les lois positives, qui doivent toujours être les interprètes de l'opinion des sages, la déterminent clairement; elles assignent le terme auquel un gouverneur peut se rendre, et je dirai même qu'alors il le doit; car elles ne l'autorisent point à faire égorger la population d'une ville confiée à sa surveillance. Elles ont marqué l'ouverture du dernier retranchement pour le terme de la capitulation; mais elles exigent de lui qu'il se hâte de faire ce retranchement, et qu'il défende tout ce qui est en avant jusqu'à son dernier soupir. La loi exige des défenseurs tout ce qui est dans l'ordre des choses possibles; exiger plus qu'elle, c'est vouloir qu'elle ne s'exécute pas.

Il n'y a aucune contradiction à poser, en principe, qu'une place ne doit jamais se rendre, tant qu'elle est pourvue d'hommes, de vivres et de munitions, et à fixer néanmoins, pour terme de la défense, l'ouverture de la brèche au dernier retranchement. C'est qu'en effet, cette brèche ne peut jamais avoir lieu, si la place est bien défendue ; car, pour faire brèche au retranchement, il faut que l'ennemi dresse sa batterie sur l'enceinte du corps de place. Or, cette batterie sera ou ne sera pas soutenue ; si elle n'est pas soutenue, elle doit être enlevée sur-le-champ, d'un coup de main, par la garnison ; et si elle l'est, elle sera écrasée, ainsi que le détachement qui la soutient, par les feux verticaux sans nombre, qui doivent être blindés ou casematés derrière le parapet du retranchement. C'est la brèche au corps de place qui doit être défendue à toute extrémité ; en la défendant ainsi, on empêchera qu'il n'en soit fait une au retranchement, et le salut des habitans ne sera jamais compromis. En posant donc, en principe, que la place ne doit point se rendre, on ne fait qu'imposer aux commandans l'obligation de la défendre avec toute la bravoure dont ils sont capables, et avec tous les moyens d'industrie dont ils ont pu acquérir la connaissance, par une constante application à des devoirs d'une si haute importance.

Il serait trop long de faire voir ici combien, sous divers autres rapports, le nouveau système de défense épargne de rigueurs et de dévastations gratuites. J'observerai seulement, et c'est ce qu'il y a de plus remarquable à cet égard, que comme il concentre toute la défense sur le glacis même, il n'exige plus ni le rasement des maisons qui sont au-delà sous le canon de la place, ni l'incendie des faubourgs (1); que l'expulsion même des bouches, appelées inutiles, n'est plus une

(1) Il faut se rappeler que quatre années après, le général Carnot, gouverneur d'Anvers, a mis ce principe d'humanité en application, et sans nuire à la défense de la place qui lui était confiée. (*Note des Rédacteurs.*)

chose qui doive paraître indispensable, d'après le mode d'approvisionnemens qui dérive des principes généraux établis

Ce n'est donc point au système que je propose, mais au système que je combats, qu'il faut imputer de sacrifier inutilement les hommes et les choses. Suivant ce dernier, le mérite d'une forteresse doit se mesurer uniquement par la durée probable du siége, sans aucun égard aux pertes respectives des deux parties belligérantes. Il vaut mieux pour l'assiégé, dans ce système, retarder d'un jour la marche des attaques, que d'anéantir la moitié de l'armée ennemie; il vaut mieux gagner une heure que de sauver la moitié de la garnison. On ne calcule que le temps; faut-il être étonné que les sectateurs d'une pareille doctrine se mettent si peu en peine de procurer des abris à leurs défenseurs, et qu'ils n'imaginent rien de mieux que d'entasser chicanes sur chicanes?

Mais malheureusement tous ces petits moyens ne remplissent point l'objet qu'on s'en était promis : ils ne retardent en aucune manière la perte de la place, qui suit nécessairement toujours celle de ses défenseurs. Le seul moyen de retarder cette perte, de l'empêcher, lorsqu'elle peut être empêchée, est donc de tourner ses vues sur la conservation de ces mêmes défenseurs, et la plus grande destruction des ennemis. Or, c'est assurément ce qu'on n'obtiendra pas, en abandonnant ces défenseurs à toute la fureur des batteries dont ils sont plongés et enveloppés par l'ennemi, pendant qu'au contraire celui-ci demeure dans ses tranchées, inaccessibles à tous les coups directs, les seuls qu'on ait résolu de lui porter. Il est évident que c'est justement le contre-pied de ce procédé qu'il faut prendre ; qu'il faut donner des abris aux défenseurs, aller chercher l'ennemi au fond de ses tranchées par des feux plongeans, et empêcher en même temps qu'il ne puisse en éluder les effets : que pour cela il faut le contraindre à s'accumuler dans ces mêmes tranchées, et à y demeurer constamment en force, par la crainte de voir à chaque moment ses sapes surprises et ses travaux

détruits par des coups de mains inopinés. Or telle est dans son ensemble la nouvelle marche proposée.

Ces moyens, dira-t-on, ne sont-ils pas employés; ne fait-on pas des sorties; n'a-t-on pas des pierriers pour la défense des places?

Oui, on fait des sorties, et l'on a des pierriers; mais ces moyens sont infiniment secondaires dans la défense actuelle, tandis qu'ils doivent en faire le moyen principal. On fait des sorties grandes et rares; il faut qu'elles soient au contraire petites et fréquentes, et que, pour en assurer l'effet, il y ait sur toutes les avenues de la place, une multitude de débouchés : or, ces débouchés n'existent pas. On a quelques pierriers; mais il en faut un très grand nombre, il faut qu'ils soient rendus indestructibles, et pour cela il faut des abris blindés ou casematés; or il n'y a point de semblables abris. Ce sont les demi-moyens qui perdent tout, qui discréditent les meilleures choses, qui font échouer tous les projets, et qui ne font jamais qu'aggraver le mal en tous genres.

Les contre-mines, dira-t-on encore, sont depuis long-temps considérées comme méritant la préférence sur tous les autres moyens connus, pour rétablir autant que possible l'équilibre entre l'attaque et la défense; ne vaudrait-il pas mieux employer ce moyen que ceux que vous proposez? Sur cela j'observe, 1° qu'un des moyens n'empêche pas l'autre, et qu'au contraire ces deux moyens secondent très efficacement l'un l'autre; 2° que malgré l'utilité bien reconnue des contre-mines, et les avantages réels qu'on en a tirés dans quelques occasions, l'expérience n'a pas en général répondu aux grands effets qu'on s'en était promis; 3° qu'au contraire, depuis l'invention des mines surchargées et de la suppression possible du bourrage, la guerre souterraine paraît être un nouveau moyen d'abréger encore la prise des places, plutôt qu'un moyen de prolonger leur défense; 4° que les grands systèmes de contre-mines n'existent presque plus nulle part et entraîneraient à des dépenses énormes, s'il fallait les établir; 5° que les grands

systèmes qui s'étendent au loin dans la campagne, en leur supposant tout le succès possible, ne font que gagner du temps, mais sans contribuer efficacement à la destruction bien plus importante de l'ennemi, qui est encore trop éloigné; 6° que la guerre souterraine ne peut produire à la fois ces deux effets, savoir, le retard des progrès de l'assiégeant et sa destruction, lesquels ne peuvent avoir lieu que dans la défense rapprochée, en le retenant sous le feu voisin des remparts. Mais alors les simples fougasses produisent le même effet que des contre-mines préparées d'avance : et l'emploi de ces fougasses entre tout aussi bien dans notre nouveau plan de défense que dans le mode actuel.

Tel est le compte préliminaire que j'ai cru devoir rendre, de mon ouvrage, aux personnes dont on doit respecter l'opinion, et qui s'identifiant au bonheur de la patrie, ne peuvent cependant approfondir toutes les questions qui s'y rapportent.



MÉMOIRE

SUR

LA FORTIFICATION PRIMITIVE,

POUR SERVIR DE SUITE

AU TRAITÉ DE LA DÉFENSE DES PLACES FORTES.

Les premières fortifications furent probablement de simples murailles, ou des terrasses revêtues, sans formes déterminées et sans flanquement. La nécessité d'empêcher l'ennemi d'approcher du pied de ces murailles ou de ces terrasses, pour les saper sans qu'on pût le voir d'en haut, fit successivement imaginer les machicoulis, les tours, les lignes angulaires ou à redans, et enfin la ligne bastionnée.

Mais l'énorme quantité d'artillerie employée dans la suite à l'attaque des places, et surtout l'invention du ricochet, rendirent à peu près inutiles ces remparts droits, derrière lesquels étaient rangés les défenseurs, et il fallut songer à de nouveaux moyens de conservation.

Alors on s'occupa d'améliorer le tracé; on couvrit le corps de place par un grand nombre de dehors; on inventa l'art du défilement; on mit à profit les accidens du terrain, pour se dérober aux plongées de l'ennemi, pour prendre des revers sur les avenues de la place; on construisit des retranchemens, des blindages, des casemates; on mit en usage les contre-mines, les lignes de contre-approche, etc., mais toujours sans succès remarquables; et l'attaque conserva sur la défense la supériorité qu'elle s'était acquise.

S'il est quelques moyens de rétablir l'espèce d'équilibre qui existait autrefois entre l'attaque et la défense, il me semble que ce doit être en convertissant le système général de cette défense en une série d'attaques partielles, en combinant les retours offensifs avec l'emploi des armes à feu, de manière à prendre toujours l'ennemi sur le temps; tellement que là où il est peu nombreux, on tombe sur lui à l'improviste par détachemens, et que là où sa sûreté l'oblige de se rassembler en grand nombre, on fasse pleuvoir sur lui une grêle de projectiles.

C'est ce principe que j'ai essayé de développer dans mon *Traité de la Défense des Places fortes*, ouvrage très imparfait sans doute, mais qui peut mettre sur la voie pour parvenir à des résultats plus importans.

Mais à ce sujet, une nouvelle réflexion se présente naturellement; c'est de savoir si la fortification bastionnée

ou angulaire, en général, est bien en effet la plus propre à favoriser cette combinaison, et si, en prenant pour base de la défense cette alternative, dont je viens de parler, des coups de main avec l'emploi des armes à feu, il ne serait pas plus avantageux d'en revenir, pour le fond, à ces anciens remparts circulaires, ou qui n'avaient aucune forme déterminée. Telle est la question que je me suis proposé d'examiner ici.

Je diviserai ce que j'ai à dire sur cet objet en deux paragraphes : dans le premier, je traiterai de la fortification primitive en général ; dans le second, j'appliquerai les mêmes principes aux améliorations possibles du système bastionné.

§ Ier.

De la fortification primitive en général.

Le fléau de toutes nos fortifications modernes est le ricochet. Or, le moyen le plus efficace pour l'éviter sur des remparts découverts paraît être de donner à la magistrale de ces remparts toute autre forme que la ligne droite, c'est-à-dire toute autre forme que celle qui lui est assignée par des systèmes bastionnés ou angulaires quelconques. Le seul changement des lignes droites en lignes courbes remédierait donc déjà, en grande partie, au plus grave des inconvéniens connus ; mais la chose est-elle praticable, sans donner lieu à d'autres inconvéniens plus graves encore? Voilà ce qu'il s'agit de savoir. Or, il m'a paru que non seulement ce changement était très possible, mais que, loin d'être nuisible, il devait au contraire procurer une foule d'autres avantages, tels que ceux de la simplicité, de l'économie, et surtout de la grande facilité qui en résulte de plier la fortification à tous les accidens d'un site irrégulier.

Pour fixer les idées, je supposerai d'abord que l'espace à fortifier soit absolument circulaire, et que la ligne magistrale, ou cordon du mur d'escarpe du corps de place, soit une circonférence exacte.

Derrière ce mur d'escarpe circulaire j'établis un rempart en terre composé d'un chemin des rondes, d'un parapet et d'un terre-plein pour l'artillerie.

Ce corps de place est entouré d'un fossé, puis de deux couvre-faces concentriques, en avant l'un de l'autre, comme deux ceintures parfaitement circulaires, ayant chacune son mur d'escarpe, son chemin des rondes et son fossé. Le tout est enveloppé par un glacis ordinaire, au-delà duquel est un avant-fossé que termine un mur de contrescarpe, toujours de forme circulaire et concentrique au corps de la place.

D'après ce léger aperçu du nouveau système, je vais entrer dans tous les développemens nécessaires, au moyen du profil pris sur l'un quelconque des rayons de l'enceinte circulaire ; ce profil étant, par hypothèse, le même pour tous.

Soit AB (planche Ire, fig. 1), une ligne horizontale, que je suppose représenter le terrain naturel. A douze pieds ou quatre mètres (1) au-dessous,

(1) Dans ce Mémoire, comme dans le *Traité de la Défense des Places fortes*, j'ai fait usage indifféremment des mesures anciennes et des mesures nouvelles, parce que j'ai eu souvent à y parler des fortifications existantes qui ont été tracées sur les anciennes mesures. Au surplus, comme il ne s'agit pas ici d'une précision mathématique, je supposerai, en nombres ronds, que la toise est équivalente à deux mètres. Les dessins sont cotés en mètres seulement.

e trace une seconde ligne horizontale pour représenter le fond des fossés.

De ce fond des fossés s'élève le mur d'escarpe *ab* du corps de place, auquel je donne vingt-quatre pieds de hauteur, six pieds d'épaisseur, et que je suppose être vertical des deux côtés, c'est-à-dire sans talus ni retraites. Cette hauteur de vingt-quatre pieds est suffisante ici pour empêcher les surprises, parce qu'en avant du corps de place, il y a deux autres enceintes revêtues, celles des deux couvre-faces qu'il faudrait escalader.

Du sommet *a* du mur d'escarpe, je mène une droite horizontale *a*C, à laquelle je donne dix toises ou vingt mètres de longueur ; le point C représente la crête du premier couvre-face. De ce point C, j'abaisse une verticale C*m* sur la ligne horizontale qui représente le fond des fossés; puis, de ce point *m*, je porte en avant, sur cette même horizontale, dix-huit fois la hauteur C*m*, c'est-à-dire soixante-et-douze toises ou cent quarante-quatre mètres ; ce qui détermine le point F. Je mène la ligne CF, que je nomme *ligne de plongée*. Cette ligne de plongée aura par conséquent vingt-quatre pieds de pente sur cent quarante-quatre mètres de longueur, ou quatre pouces par toise, qui est la pente ordinaire des glacis.

A vingt-sept mètres en avant, dans le sens horizontal, je marque le point D, qui représentera la crête du second couvre-face ; et à vingt-sept mètres en avant de cette crête, je marque sur la même ligne de plongée le point E, qui représentera la crête du glacis.

Je donne trois toises ou six mètres d'épaisseur au terre-plein de chacun des deux couvre-faces, et je suppose leurs talus intérieurs et extérieurs à terres roulantes. Quant au talus intérieur du glacis, je donne à sa base le double de sa hauteur, afin qu'on puisse y monter très facilement.

Par cette construction la tête du glacis se trouve élevée de trois pieds au-dessus du terrain naturel, et par conséquent de quinze pieds ou cinq mètres au-dessus du fond du fossé. Ainsi la base de son talus est de dix mètres.

En avant de chacun des deux couvre-faces, dans le fond des fossés qui les séparent entre eux et du glacis, sont des murs de trois pieds d'épaisseur et douze pieds de hauteur, éloignés chacun de deux mètres du talus des terres qui sont en avant. Derrière chacun de ces murs est un chemin des rondes qui le sépare du couvre-face qui est derrière, et auquel ce mur sert d'escarpe. Le terre-plein de ce chemin des rondes, est de six pieds au-dessous du sommet de ce mur, afin que l'homme qui s'y trouve soit entièrement couvert par ce même mur, qui est crénelé ; le long de son parement intérieur on place une quantité de dez de pierre ou de bois de dix-huit pouces de hauteur, pour exhausser le soldat lorsqu'il veut tirer ou jeter des grenades par-dessus ce mur.

A l'extrémité de la ligne de plongée, c'est-à-dire au point où elle rencontre celle qui représente le fond des fossés, je laisse sur le prolongement de cette dernière un espace de quelques toises, qui se règle d'après le besoin qu'on a de terres pour les remblais. Cet espace forme un avant-fossé continu, et tient lieu d'une grande place d'armes, faisant tout le tour de la forteresse en dehors du glacis. Enfin, cette place d'armes est couverte, du côté de la campagne, par un mur vertical de trois pieds d'épaisseur, élevé depuis le fond du fossé jusqu'au terrain naturel. Ce mur, qui, par conséquent, aura douze pieds de

hauteur, est ce que j'appellerai *mur de contrescarpe*.

Derrière le revêtement du corps de place, que je suppose crénelé et de six pieds d'épaisseur, est le rempart en terre, composé d'un chemin des rondes, d'un parapet et d'un terre-plein pour l'artillerie. Le chemin des rondes a douze mètres de largeur, et son terre-plein est de douze pieds au-dessous du sommet de revêtement; la crête du parapet en terre, qui est derrière, est élevée de vingt-quatre pieds au-dessus du terrain naturel, ou trente-six pieds au-dessus du fond du fossé; la largeur de son terre-plein est de trois toises ou six mètres, et son talus extérieur est à terres roulantes. Au pied de ce talus, dans le chemin des rondes, règne un contre-mur de neuf pieds de hauteur et trois pieds d'épaisseur pour arrêter les projectiles qui pourraient tomber sur le talus, et pour les empêcher de rouler dans le chemin des rondes. Le terre-plein pour l'artillerie est supposé de quinze ou seize mètres de largeur, et huit ou neuf pieds au-dessous de la crête du parapet; derrière ce terre-plein sont supposés son talus et ses rampes. On communique du pied de ces talus intérieurs au fond du fossé du corps de place par des poternes.

Comme le canon placé sur ce terre-plein est peu ou point exposé au ricochet, à cause de sa forme circulaire, les pièces en batterie ne peuvent guère être atteintes autrement que par la bombe. Une fois que ces pièces sont établies, elles ne sont sujettes à aucun déplacement, à moins que, par hasard, quelques-unes d'entre elles ne viennent à être démontées, et qu'il ne faille en amener d'autres à leur place.

Le chemin des rondes forme une batterie basse qui fait tout le tour, et dans laquelle on établit une rangée continue de mortiers et de pierriers. On communique de plain-pied de l'intérieur de la place à cette batterie basse par des passages souterrains pratiqués sous le rempart en terre; ce qui rend facile l'approvisionnement de cette batterie continue. Les créneaux percés dans le revêtement qui couvre le chemin des rondes servent pour les fusiliers et grenadiers, lorsqu'on suspend l'action des mortiers et pierriers. Ce revêtement n'étant, par la construction, éloigné que de vingt mètres de la crête du premier couvre-face, il est évident qu'on peut défendre ce couvre-face, depuis le chemin des rondes, par des grenades jetées à la main; le second couvre-face est défendu de la même manière depuis le chemin des rondes du premier; et, enfin, la crête du glacis est encore défendue de même depuis le chemin des rondes du second couvre-face, avec des grenades lancées à la main, et qui vont tomber jusque dans le couronnement du glacis.

On fait au premier couvre-face une banquette de deux mètres seulement de largeur, pour y mettre des fusiliers, tant que la batterie des pierriers qui sont dans le chemin des rondes du corps de place, n'est pas encore mise en jeu; le peu de largeur de cette banquette et sa forme circulaire la dérobent à l'action du ricochet; et, comme elle est commandée de vingt-quatre pieds par la batterie de canons du corps de place, le feu de cette artillerie et celui de la mousqueterie du premier couvre-face peuvent avoir lieu simultanément.

On communique d'une coupure à l'autre par des passages pratiqués sous les couvre-faces, voûtés à l'épreuve, et fermés par de doubles portes à l'entrée

et à la sortie. L'objet de ces passages souterrains est : 1° de faciliter et assurer la libre circulation des défenseurs ; 2° de servir d'abris pour ceux qui sont destinés aux coups de main et petites sorties ; 3° de s'opposer aux entreprises du mineur qui chercherait à faire sauter le couvre-face. Il est essentiel de remarquer, à cet égard, que la seule fonction du contre-mineur est d'aller sous terre au-devant de l'ennemi pour l'empêcher d'établir ses fourneaux ; mais qu'il doit bien se garder d'en faire lui-même en cet endroit, puisque ce serait détruire les garanties prochaines de son corps de place : il a tout l'avantage sur l'ennemi en ne construisant point de fourneaux, puisque son travail en est d'autant moindre, et qu'il n'a proprement qu'une simple surveillance à exercer.

Le talus intérieur du glacis, n'étant point revêtu, mais au contraire à pente très douce, sert aux défenseurs à faire des sorties brusques par-dessus la crête, quand ils veulent et où ils veulent, en franchissant cette crête tout-à-coup, soit pour attaquer en flanc les tranchées faites sur le glacis, soit pour harceler de front les têtes de sape ; c'est un débouché continu qui occupe tout le circuit de la place. La retraite est protégée par le mur crénelé formant l'escarpe du couvre-face qui est derrière, et qui tient lieu d'une palissade que le canon ne saurait rompre. Les soldats, rangés derrière ce mur, ne masquent point le feu de l'artillerie du rempart, non plus que celui de mousqueterie du premier couvre-face ; et celui qu'ils font de leurs créneaux, joint aux grenades qu'ils jettent, par-dessus le mur, dans les têtes de sape de l'ennemi, empêche que celui-ci ne puisse couronner le glacis pied à pied. Si c'est de vive force qu'il veuille opérer le couronnement, il faudra que ce soit sous le feu direct du canon de la place, sous celui de la mousqueterie rangée sur la banquette du premier couvre-face et sous celui des grenades qui lui seront jetées à la main du chemin des rondes du second couvre-face, tous ces feux pouvant avoir lieu simultanément.

Il en faut dire autant du mur crénelé qui est dans l'autre coupure. Chacun de ces murs peut être considéré tout-à-la-fois, à l'égard du couvre-face qui est derrière, comme un revêtement d'escarpe, auquel il faut nécessairement faire brèche avant de pouvoir donner l'assaut ou faire son logement à la sape ; et, par rapport au couvre-face ou au glacis qui est en avant, ce même mur produit l'effet d'une palissade que l'ennemi ne peut briser par le ricochet et qui l'empêche d'y établir son logement.

Pour apprécier les effets de ce genre de défense, il faut se rappeler ce que dit M. de Cormontaingne au sujet du couronnement du glacis dans le système ordinaire. « S'il arrive, dit ce savant ingénieur, qu'il soit resté quelqu'un dans l'angle du chemin couvert, où il y a un petit espace que les cavaliers ne sauraient découvrir, et que les grenades lancées de ce point incommodent si fort les sapeurs, qu'ils ne puissent cheminer, il faudra, sans hésiter, faire sortir un sergent avec six ou huit grenadiers qui, se portant subitement sur le haut du chemin couvert de cet angle, feront feu à bout touchant sur ceux qui l'occupent, viendront regagner ensuite le boyau au plus vite, et réitéreront cette manœuvre si l'ennemi s'obstine. »

Ce que dit ici M. de Cormontaingne pour les seuls angles saillans des glacis

ordinaires, a lieu dans le nouveau système pour tous les points du circuit de la place. Il n'en est aucun sur tout le pourtour du couronnement où l'assiégé ne puisse jeter à la main autant de grenades qu'il le veut de derrière le mur crénelé qui règne dans le fond du fossé; mais il y a cette différence, que, dans le nouveau système, il ne servirait de rien à l'assiégeant de faire sortir de la tranchée des grenadiers pour faire feu sur les défenseurs, attendu que ceux-ci sont couverts par le mur, et que ce mur étant crénelé, ce seraient les grenadiers assiégeans eux-mêmes qui recevraient les coups de fusil.

Indépendamment de ces grenades que l'assiégé lance de ce chemin des rondes dans le couronnement du glacis, et de la mousqueterie qui part de ses créneaux, il peut se porter lui-même tout à coup du haut de ce glacis, par son talus intérieur, qui est à pente très douce, faire feu sur les travailleurs qui sont dans la tête de sape, ou leur jeter des grenades, et faire sa retraite aussitôt après sous la protection de ces créneaux.

M. de Vauban pose en principe, avec grande raison, qu'on ne doit jamais attaquer le chemin couvert de vive force que quand il n'est pas possible de s'en emparer pied à pied, parce que l'attaque de vive force est une opération des plus critiques et des plus meurtrières pour l'assiégeant. D'un autre côté, il déclare qu'on est cependant obligé d'en venir à cette extrémité lorsqu'on n'a pas pu parvenir à rompre la palissade par le ricochet, ou à plonger dans le terre-plein par des cavaliers de tranchée, parce qu'alors l'assiégé, demeurant maître de son chemin couvert, ne cesserait de harceler de là les têtes de sape, qui se trouveraient toujours à sa proximité, et ne leur permettrait pas d'avancer. Or tel est le cas dans le nouveau système, parce que l'escarpe de chacun des couvre-faces remplit, à l'égard de l'ouvrage qui est en avant, l'effet d'une palissade que le ricochet ne saurait rompre. L'assiégeant est donc obligé d'attaquer de vive force pour chasser l'assiégé par un combat corps à corps; mais comme le premier ne peut pas plus couper ou détruire à la main ce mur tenant lieu de palissade que le rompre avec le canon, il s'ensuit qu'il ne saurait joindre son ennemi, ni par conséquent le chasser de vive force de son chemin des rondes, qui lui tient lieu de chemin couvert, et que, par conséquent, il ne peut enlever la crête du glacis, non plus que celles des deux couvre-faces qui viennent ensuite, et qui sont défendues de même, ni pied à pied, ni de vive force.

Avant d'arriver au couronnement de ce glacis, il est clair qu'il faut avoir fait un premier couronnement au haut de la contrescarpe. Or, si l'on a pratiqué dans le mur de cette contrescarpe, en la construisant, des enfoncemens ou petites galeries souterraines de six ou huit toises de longueur, de plain-pied avec le fond du fossé, et fermées à leurs entrées par des portes à l'épreuve du mousquet, les défenseurs pourront s'y mettre à l'abri, et en partir à volonté pour inquiéter l'ennemi dans ce couronnement, soit par la guerre souterraine, soit par des sorties.

Pour exécuter ces sorties, je pratiquerais, dans la contrescarpe, et dans le sens des rayons, des coupures de deux toises de largeur chacune, et de douze toises de longueur en rampe, pour monter de l'avant-fossé ou grande place d'armes au terrain de la campagne environnante, et faire, à l'improviste, des excursions sur les der-

rières et sur les flancs des travaux de l'ennemi. Ces coupures, comme on le voit, sont toutes dans l'enfilade des canons de la place; on pourrait les espacer l'une de l'autre d'environ cent mètres, et placer entre elles, à égales distances, les enfoncemens ou petites galeries dont nous avons parlé ci-dessus. Ces débouchés seraient fermés par des barrières, des chevaux de frise ou des sauts de loup, sur lesquels on jetterait, au besoin, de petits ponts volans en madriers.

Tant que l'ennemi sera encore loin dans la campagne, on se contentera de tirer du rempart à ricochet sur ses zigzags, et de plein fouet sur ses batteries; lorsqu'il sera arrivé au haut de la contrescarpe, pour y faire son logement et construire à ses batteries, il s'y trouvera, sur tout le pourtour, en prise au feu direct de l'artillerie du corps de place, à la mousqueterie du premier couvre-face, et à toute la rangée de pierriers que l'assiégé aura pu établir dans le chemin des rondes du second couvre-face, le plus voisin du glacis, sans que les défenseurs, ainsi distribués, soient exposés à tirer les uns sur les autres.

Lorsqu'ensuite l'ennemi ouvrira la contrescarpe pour opérer sa descente de fossé, comme celle-ci est découverte juqu'au pied, tant des remparts du front attaqué que de ses parties collatérales, le débouché sera battu directement et d'écharpe par un immense développement d'artillerie et de mousqueterie, sans que pour cela l'action des feux verticaux du chemin des rondes du second couvre-face soit interrompue.

Après la descente de fossé, et pendant que l'ennemi s'avancera sur le glacis, on établira une nouvelle rangée de pierriers dans le chemin des rondes du premier couvre-face, et l'on retirera ceux du second. Ainsi, le même nombre de pierriers sera toujours en action, sauf les points vis-à-vis desquels il se trouvera des hommes dans le chemin des rondes du second couvre-face, sur quoi il sera toujours facile de s'entendre, à cause de la proximité des deux endroits.

En supposant que l'assiégeant soit parvenu à s'emparer de la crête du glacis et du couvre-face le plus avancé, il faudra nécessairement qu'il se tienne en force dans la coupure qui les sépare, pour ne pas être attaqué à l'improviste dans cette même coupure sur ses deux flancs: alors l'assiégé quitte la banquette de son premier couvre-face, qu'il avait occupée jusqu'alors, et il établit sa ligne de mousqueterie dans le chemin des rondes du corps de place, d'où il tire par les créneaux, dès que l'ennemi commence à paraître au haut de ce couvre-face, ce qui n'empêche pas le feu simultané du canon du rempart. De plus, les défenseurs, étant ainsi retirés du couvre-face, lancent leurs grenades à la main, depuis le chemin des rondes du corps de place, sur ce même couvre-face, qui n'en est éloigné que de dix à douze toises. Enfin, on met en jeu la nouvelle rangée de pierriers qu'on a dû établir dans ce chemin des rondes, en observant de faire retirer les soldats qui sont en avant dans ce même chemin des rondes chaque fois qu'on se dispose à mettre le feu aux pierriers qui sont derrière.

Ces pierriers, qui s'approvisionnent facilement de la place par les passages pratiqués de plain-pied sous la masse de terre du rempart, inonderont de projectiles tout le terrain qui est en avant, où l'ennemi, comme on vient de le dire, est obligé de se tenir en

force, pour ne pas être sans cesse harcelé sur ses deux flancs.

Tels doivent être les procédés de la défense jusqu'à ce que la brèche soit faite au corps de la place. Que cette brèche soit enfin ouverte, soit avec le canon placé je ne sais où, soit par la guerre souterraine, je ne sais comment, au moins sera-ce toujours dans un mur d'escarpe dont le parapet est isolé par le chemin des rondes. Ainsi ce parapet ne tombera point dans le fossé, et l'assiégé le conservera jusqu'à la fin. Par conséquent, en supposant qu'il soit décidé à soutenir l'assaut, il ne cessera de pouvoir faire rouler des grenades grosses et petites le long de cette brèche, qui restera haute et escarpée; et si l'assiégeant ne parvient point à donner à cette brèche une grande largeur, il ne pourra éviter d'être pris, pendant l'assaut, sur ses deux flancs par le chemin des rondes, en même temps que ses derrières seront menacés d'être attaqués de même par les coupures du glacis et par la grande place d'armes, qui règne au bas de la contrescarpe, tout autour de la place.

Quoique ce nouveau système de fortification ne soit pas fondé sur le principe du flanquement, il est à remarquer qu'il n'est aucun point du théâtre des opérations qui ne soit défendu de très près par une grande quantité de feux, soit d'un genre, soit d'un autre; ce qu'on ne saurait dire du système bastionné, tel qu'on l'admet aujourd'hui, et pour lequel ce qu'on appelle flanquement n'existe véritablement que de nom (1). Il est à remarquer surtout que, dans le nouveau système ici proposé, l'ennemi, depuis le couronnement du glacis jusqu'à la fin du siége, ne cesse pas un seul instant d'être sous le jet de la grenade à la main, qui, au jugement des plus célèbres ingénieurs, est, de toutes les armes connues, la plus dangereuse et la plus propre à arrêter entièrement la marche de l'ennemi. Ce genre de défense rend comme impossible le procédé méthodique des sapes, prescrit par M. de Vauban, et réduit l'assiégeant à n'attaquer jamais que de vive force, ce qui doit être, comme je l'ai dit maintes fois, le but constant des efforts de l'assiégé, puisque c'est ainsi qu'il peut ramener l'état des choses à ce qu'il était avant M. de Vauban.

Si l'on demeure bien convaincu de cette vérité, que le succès de la défense consiste, en effet, essentiellement dans l'art de contraindre l'ennemi à n'attaquer jamais que de vive force, afin de le tenir continuellement exposé à découvert au feu de la mousqueterie et de l'artillerie de la place, on sentira que le vrai moyen d'y parvenir est de le harceler tellement dans ses têtes de sape, qu'il lui soit impossible de cheminer ainsi pied à pied. Or il est visible que ce qu'il y a de plus efficace pour harceler ainsi l'ennemi dans ses têtes de sape est, d'une part, la multiplicité des petites sorties faites de près à l'improviste, et de l'autre, le jet fait avec profusion de grenades jetées à la main dans ces mêmes têtes de sapes (1); il faut donc que le logement de l'assiégé soit constamment au

(1) On sait que les ouvrages du système appelé moderne sont, pour la plupart, très mal flanqués, ou ne le sont point du tout. Le corps de place même n'est point exempt de ce défaut, qui est si grave aux yeux des partisans de ce système.

(1) De ce qu'on doit toujours, autant que possible, contraindre l'ennemi à n'attaquer jamais que de vive force, il faut se garder d'en conclure qu'on doive alors lui résister de pied ferme; il faut en conclure tout le contraire; car on ne cherche à se faire attaquer de vive

plus près possible de celui de l'assiégeant; et pour qu'une fortification soit bonne, il faut qu'elle puisse se prêter à ce genre de défense; c'est-à-dire qu'elle doit être disposée de manière que, dans la défense rapprochée, le cheminement de l'ennemi ne puisse se faire que sous le jet immédiat des grenades à la main, et sans cesse menacé d'une attaque subite. Les coups tirés de loin ne peuvent que ralentir, mais non arrêter entièrement le progrès des sapes; les grandes sorties sont facilement prévenues et repoussées par l'ennemi. La proximité continuelle du logement de l'assiégé de celui de l'assiégeant, pendant toute la défense rapprochée, est donc indispensable pour le succès de cette défense; et voilà pourquoi M. de Vauban prend toujours tant de soin, lorsqu'il veut porter son attaque sur un point quelconque, de commencer par en écarter l'assiégé, soit par ses ricochets, soit par ses pierriers, soit par ses cavaliers de tranchée, et qu'il n'attaque enfin de vive force que quand il lui est impossible de faire autrement. C'est donc à remplir cette condition, de se loger toujours au plus près de l'ennemi, à couvert autant que possible de son feu et de ses coups de main, que doivent s'appliquer ceux qui sont chargés de construire les places fortes; et la fortification primitive, qui fait la base du système précédent, me paraît être ce qu'il y a de plus propre à remplir cette condition.

Ce système n'est, à proprement parler, que la fortification primitive elle-même; c'est-à-dire telle qu'elle pouvait exister avant l'invention du flanquement: ce n'est autre chose qu'un long glacis, commençant près du corps de place, et finissant à l'extrémité de la ligne prolongée. Dans ce glacis sont faites transversalement plusieurs coupures assez peu éloignées l'une de l'autre pour que chacune d'elles puisse être défendue de celle qui est derrière par des grenades jetées à la main, et pour qu'il en résulte autant d'enceintes revêtues, auxquelles il faille faire brèche, soit pour les enlever d'assaut, soit pour s'y loger à la sape. En un mot, la place entière n'est, à proprement parler, qu'une vaste tour enveloppée d'un glacis, dont tous les points sont susceptibles d'être défendus par une alternative continuelle de coups de main et de l'emploi des armes à feu, conformément au principe que j'ai posé pour la défense des places fortes en général.

On ne manquera pas de m'objecter que ces coupures dans les glacis sont autant de parallèles ou places d'armes toutes faites pour l'assiégeant, et que les couvre-faces en terre sont des parapets tout construits. Admettons cela pour un instant; mais ce sera seulement lorsqu'ils seront pris. Or la difficulté est de les prendre, d'empêcher ensuite que l'assiégé ne les reprenne: c'est de s'y garantir des retours offensifs qui, pouvant à chaque instant se renouveler sur ses deux flancs par ces mêmes

force que pour obliger l'ennemi de se montrer en masse exposé au feu de la place. Ce serait donc aller directement contre le but que d'opposer alors la défense de pied ferme, puisque, pendant la mêlée, le feu de la place demeure nécessairement suspendu. La règle naturellement amenée par la réflexion est que, contre les attaques de vive force, il faut employer principalement le feu direct de l'artillerie et de la mousqueterie; et que, contre les attaques méthodiques ou faites pied à pied, ce sont principalement les feux courbes lancés de près, comme la grenade à la main, et les petites sorties, qu'il faut mettre en usage. Je reviendrai, dans une autre note de ce Mémoire, sur la défense dite de pied ferme, parce que c'est le point le plus essentiel de tous, et que les idées à ce sujet ne paraissent pas être encore bien assises.

coupures, obligent l'assiégeant à demeurer constamment en force sur le théâtre des attaques, où pleuvent les feux verticaux. La meilleure place possible pour la défense d'un pays devient aussi une forteresse toute faite pour l'ennemi, du moment où elle est prise.

Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai dit, dans mon ouvrage, au sujet des feux courbes ; je crois y avoir répondu d'avance à toutes les objections qui m'ont été faites depuis : il se peut qu'il y en ait quelques-unes de vraies ; mais elles ne se rapportent qu'à de simples accessoires, et les principes n'en subsistent pas moins.

Des expériences faites sur des projectiles trop petits ne prouvent rien, sinon qu'il faut en employer de plus gros.

Celles qui ont été faites par le général prussien Sharnhorst ont confirmé l'opinion que nos prédécesseurs s'étaient formée de l'efficacité des feux courbes, et l'ont augmentée ; elles ont appris que le pierrier, employé d'une manière convenable, porte beaucoup plus loin qu'on ne l'avait cru jusqu'alors, et disperse moins ; que les pierres ne s'écrasent point et sont meurtrières ; qu'en un mot, cette arme remplit à elle seule toutes les vues d'action et d'économie qu'on peut désirer. Cela suffit à mon objet, qui est uniquement celui de la défense des places ; et le surplus n'est, à cet égard, qu'une théorie oiseuse (1).

Je passe sous silence une foule d'autres considérations relatives aux avantages de la fortification primitive dont je viens de parler, tels que celui d'un meilleur commandement sur la campagne, celui d'une plus grande sûreté dans les communications, celui de la suppression du palissadement et des nombreux travaux d'urgence qu'exige, dans le système ordinaire, la seule mise en état de siége ; enfin, et principalement, la conservation des défenseurs, qui, dans le nouveau système, sont la plupart du temps sous des voûtes à l'épreuve ou dans des chemins des rondes dérobés aux vues de l'ennemi, ou sur des banquettes qu'on ne peut battre en ricochet, à cause de leur peu de largeur et de leur forme circulaire ; tandis que dans le système aujourd'hui pratiqué, le ricochet en détruit une si grande quantité, sur les remparts et sur les chemins couverts, sans qu'il en résulte la moindre utilité pour le succès de la défense.

J'ai supposé d'abord, pour plus de simplicité, que l'enceinte de la place était parfaitement circulaire ; mais il est évident qu'on peut lui donner une autre forme courbe quelconque, sans rien changer à ses propriétés, et, par là, adapter cette fortification à tous les accidens du terrain ; tandis qu'on ne saurait y plier les longs côtés de la ligne bastionnée sans la livrer aux effets désastreux de la plongée des ricochets. Ce nouveau système est donc infiniment plus maniable et plus convenable

(1) M. le major Borkenstein, dans le savant Traité qu'il vient de publier à Berlin, sur l'Artillerie, fait voir que mon calcul sur les chances relatives aux feux courbes s'accorde parfaitement avec les résultats qu'ont fournis les expériences du général Sharnhorst, et que je n'en ai évalué tous les avantages qu'au *minimum* ; c'est-à-dire que, sur cent quatre-vingts coups tirés au hasard en ligne parabolique, un au moins doit porter, comme je l'ai supposé, en prenant le terme moyen sur un très grand nombre de coups. Quant à ce qui regarde la grosseur des projectiles, M. le major Borkenstein fait observer, avec juste raison, que ce n'est point là le nœud de la difficulté, parce que si les projectiles de quatre onces ne suffisent pas, on saura bien en employer de huit ; que si ceux de huit sont encore trop petits, on en emploiera

à la fortification irrégulière ; on peut lui faire suivre les sinuosités d'une enceinte déjà tracée, ceux d'une rivière, d'une chaîne de hauteurs ou de la mer.

On peut également, suivant ce système, fortifier les endroits trop resserrés pour la ligne bastionnée, et les rendre susceptibles à peu près de la même défense que les grandes places.

Par exemple, le moindre fort carré bastionné, en lui donnant pour côté extérieur trois cents mètres seulement, exigerait un emplacement de quatre-vingt-dix mille mètres carrés entre les quatre côtés extérieurs, et cependant ne procurerait qu'une fortification étranglée et très mauvaise à tous égards : tandis qu'une enceinte cir-

de seize; qu'enfin, si ceux d'une livre ne sont pas encore assez gros, on en emploiera de deux, de trois, etc. Voyez son ouvrage écrit en allemand, 2 vol. in-4, intitulé :

Versuch zu einem lehrgebäude der theorisch-practischen artillerie wisenschaft. Von Carl Friedrich Borkenstain, major in koniglich norwegischen dienste, ritter von Schwerdtorden. Berlin, 1822. — Gedruckt und verlegt bey G. Reimer.

Ceux mêmes qui se sont le plus attachés à faire la critique de mon système de défense par les feux verticaux conviennent tous que jusqu'ici on a eu le tort de négliger beaucoup trop ce moyen, unanimement recommandé par les plus célèbres ingénieurs. Cet aveu me suffit. Je n'ai certainement pas eu la pensée de m'en attribuer la découverte, puisque j'ai moi-même invoqué l'autorité de ces maîtres de l'art par la citation que j'ai faite de tout ce qu'ils ont dit de plus fort à ce sujet. Mais si ce moyen de défense n'était pas nouveau en théorie, il l'était au moins dans la pratique; je pouvais donc, ainsi que je l'ai fait dans mon ouvrage, me l'être réservé pour en faire l'application dans quelque occasion importante. Je pourrais faire observer aussi qu'il y a quelque différence entre l'emploi des feux courbes comme moyen simplement auxiliaire, ainsi qu'on l'a toujours fait, et l'emploi de ces mêmes feux comme moyen principal (quoique nullement exclusif), comme je l'ai proposé; car cette différence change totalement, non seulement le système général de la défense, mais encore celui de l'armement, et celui de la construction même des places.

En dernière analyse, la seule objection plausible qui m'ait été faite est celle de dire : Vos projectiles sont trop petits; or, à cela il y a aussi une seule réponse à faire : Employez-en de plus gros, les pierres ne manquent pas.

Sans me livrer à de vaines discussions sur le mérite comparatif des armes anciennes et des armes nouvelles, il me suffit de savoir qu'une flèche est meurtrière pour que je lui donne la préférence, même sur les armes à feu, lorsque l'usage en est plus sûr et plus commode. Ici, par exemple, je crois qu'on pourrait employer avec succès des arcs, des arbalètes ou la fronde, pour remplacer, au besoin, les pierriers dans les chemins des rondes des couvre-faces et du corps de place. Les mortiers portatifs de Coehorn pourraient y être d'un excellent usage de même que le petit mortier à main que j'ai proposé pour tirer par les créneaux. Si les inconvéniens auxquels on prétend que celui-ci est sujet ne sont pas entièrement imaginaires, du moins est-il mille moyens d'y remédier, soit en diminuant convenablement la charge de poudre, soit en augmentant l'angle d'inclinaison, soit en l'armant d'un fort crochet, pour empêcher le recul. Quand même la portée de cette arme serait réduite à trente ou quarante toises seulement par la diminution de la charge de poudre, elle serait encore très précieuse, parce que, lancée ainsi de l'intérieur d'un ouvrage, elle aurait encore assez de force pour franchir les fossés les plus larges, et aller tomber dans les batteries de brèche et les contre-batteries de l'ennemi.

J'ajouterai, par occasion, que, malgré le ridicule qu'on a voulu jeter sur l'expédient proposé par M. Flachon de la Jomarière, de détremper au moyen de pompes les terres du logement de l'ennemi, je persiste à croire que ce moyen pourra s'utiliser. Si, par exemple, lorsque l'assiégeant donne l'assaut au bastion, il y avait au bas du rempart, derrière la brèche, plusieurs pompes dont les jets retombassent sur cette brèche, je doute fort qu'il lui fût possible d'y monter, et encore moins d'y établir un logement. Il y a des personnes auxquelles il ne faut point proposer d'innovations; ce n'est cependant que par des innovations que les arts font des progrès. Les premiers essais en toutes choses sont ordinairement très imparfaits, mais ils renferment quelquefois le germe de vérités utiles.

culaire du rayon de cent mètres, qui n'exigerait qu'un emplacement de trente mille mètres carrés, c'est-à-dire le tiers seulement du fort dont on vient de parler, disposée suivant le nouveau système, pourrait faire une excellente place.

Au premier coup-d'œil on pourrait croire que la dépense du nouveau système, ici proposé, doit être plus considérable que celle du système de M. de Cormontaingne; mais avec un peu d'attention, on reconnaîtra facilement que c'est le contraire, et qu'on peut la rendre encore beaucoup moindre sans altérer essentiellement ses propriétés.

1° Le mouvement des terres pour les déblais et remblais est beaucoup moins dispendieux dans le nouveau système que dans l'autre, parce que les fossés sont moins profonds, et que les excavations s'y font sans épuisement d'eau.

2° Les murs du nouveau système, étant tous circulaires, exigent beaucoup moins de développement pour renfermer un espace donné, que ceux qui ont une forme angulaire ou bastionnée.

3° Ces murs étant détachés des terres exigent moins d'épaisseur, et ceux auxquels j'attribue six pieds d'épaisseur, par exemple, peuvent, sans nuire essentiellement à leur solidité, être réduits à cinq et même à quatre. De plus, leurs paremens étant verticaux, ces murs ne sont point sujets aux dégradations qui ruinent en peu d'années les murs terrassés ou en talus.

4° Les murs d'escarpe et de contrescarpe du nouveau système, ainsi que ceux qui sont dans les coupures du glacis, sont beaucoup moins élevés respectivement que ceux d'escarpe, de contrescarpe et de gorge de l'ancien.

5° On peut, sans inconvénient sensible, supprimer entièrement la contrescarpe du nouveau système, en lui substituant un simple talus en terre ou un glacis à contre-pente; on peut également supprimer le contre-mur de trois mètres de hauteur et de trois pieds d'épaisseur, établi dans le chemin des rondes du corps de place pour arrêter les projectiles qui roulent sur le talus, et y suppléer par une simple tranchée faite au pied de ce talus.

6° L'immense quantité de pierres de taille employées dans le système actuel pour revêtir les angles saillans, et pour les soubassemens dans les fossés pleins d'eau, est d'une très grande dépense, qui n'a pas lieu dans le nouveau système, où toutes les fondations, d'ailleurs, se font à sec.

7° Le terrain occupé par la fortification, et qu'il faut par conséquent acheter des particuliers, est beaucoup moins considérable dans le nouveau système que dans l'autre.

8° Le nouveau système dispense du palissadement et d'une immense quantité de barrières, de rampes, de tambours en charpente, etc., qui deviennent bientôt inutiles si la place n'est point assiégée.

Je fais abstraction des retranchemens et autres ouvrages accessoires, parce que c'est pour un système comme pour l'autre.

D'après ces considérations, et sans entrer dans le toisé circonstancié de chacun d'eux, il est évident que la dépense du nouveau système est tout au plus moitié de celle du système de M. de Cormontaingne.

On peut renforcer de plusieurs manières le système dont on vient de parler. La première, et la plus importante, est un retranchement général, c'est-à-dire une nouvelle enceinte en dedans de la première, et faisant tout le

tour de la place intérieurement : cette nouvelle enceinte est susceptible de divers degrés de force ; on peut se contenter d'en faire un simple mur de capitulation, pour l'instant où l'ennemi, déjà maître du corps de place, serait parvenu à y établir ses batteries de brèche. Dans ce cas, il suffit d'un bon mur crénelé, isolé du rempart par une rue, et élevé depuis le sol de la place jusqu'à la hauteur de la crête du même rempart. Si l'on veut augmenter la force de ce retranchement, on adossera à ce mur, en dedans de la place, une suite d'arcades à l'épreuve de la bombe, de sept ou huit toises de profondeur, sur lesquelles on établira un terre-plein pour les batteries de canons, soit découvertes, soit blindées, dont le parapet sera en pierres ou en briques, attendu qu'il ne peut être aperçu de la campagne. Les arcades qui sont au-dessous forment autant de souterrains pour servir de magasins et même de casernes.

Mais le mieux serait, en effet, de construire une caserne défensive qui fît tout le tour de la place, en laissant entre elle et le pied du rempart une large esplanade qui servirait aux exercices de la troupe, ainsi que de parc à l'artillerie et pour les effets de la fortification, et où l'on pourrait réserver un emplacement pour servir de promenade publique. Il faut toujours de grandes casernes et de vastes souterrains dans une place assiégée, pour qu'elle soit capable d'une bonne défense ; et la disposition indiquée ici me paraît la meilleure. Au surplus, vis-à-vis des parties de l'enceinte qui sont éloignées des fronts attaquables, la clôture pourrait être réduite, comme on l'a dit plus haut, à un simple mur crénelé.

Une seconde manière de renforcer l'enceinte de la place serait de prolonger la queue des glacis jusqu'à six pieds au moins au-dessous de l'eau, lorsque le terrain s'y prête, en éloignant d'autant la contrescarpe, qui aurait alors beaucoup plus de hauteur, et régnerait ainsi derrière un fossé plein d'eau. Comme cette contrescarpe serait toujours vue directement en plein depuis le corps de place, ainsi que le fossé, la descente et le passage de ce fossé plein éprouveraient de grandes difficultés. L'assiégé se ménagerait ses communications par de petits ponts de bois ou de petites chaussées.

Une troisième manière de renforcer les parties faibles de l'enceinte serait de construire au haut de la contrescarpe, à quelques toises en avant du bord, une chaîne de fortins, pour servir de postes avancés, et tenir l'ennemi plus long-temps éloigné de la place. Ces fortins peuvent recevoir toutes sortes de formes, comme celles de redoutes, de flèches, de lunettes, suivant les circonstances ; on y entre par des passages souterrains, dont la porte est dans le mur de contrescarpe, dont le fortin doit être assez proche pour en être défendu par des grenades jetées à la main ; chacun de ces fortins doit aussi pouvoir se défendre isolément, en jetant des grenades de son intérieur sur le logement de l'ennemi, lorsqu'il vient le cerner.

Par exemple, pour construire un semblable fortin en forme de redoute carrée, dont un des angles regarde la campagne, il n'y a qu'à examiner le tracé donné (planche I, fig. 2).

A est une portion du mur de la contrescarpe dans lequel est pratiquée une porte dont le seuil est au niveau de l'avant-fossé qui est derrière, ou un peu au-dessus de l'eau, s'il y en a

dans cet avant-fossé. De cette porte, on communique de plain-pied par un passage souterrain, voûté à l'épreuve, de six à huit toises seulement, à l'intérieur de la redoute, par l'un des angles; ce souterrain doit se fermer par une double porte à l'entrée et à la sortie. Cette redoute n'est autre chose qu'une petite place d'armes de dix mètres seulement de face, close par un mur de six pieds d'épaisseur et haut de dix-huit, de manière qu'il domine le terrain environnant de six pieds. Au niveau de ce terrain, c'est-à-dire à six pieds au-dessous du sommet de ce mur de la redoute, règne intérieurement une banquette de deux pieds de largeur, prise sur l'épaisseur du mur, dont le haut se trouve ainsi réduit à quatre pieds d'épaisseur, et forme une espèce de parapet, dans lequel sont percés des créneaux de trois en trois pieds; et, entre ces créneaux, sont des dés de pierre, pour exhausser le soldat lorsqu'il veut tirer ou jeter des grenades par-dessus ce parapet; on monte à cette banquette par des gradins. Il y a, dans la partie inférieure de ce mur, un second rang de créneaux, pratiqués sous de petites arcades, pour abriter le soldat, et dont le seuil est d'un mètre au-dessus du terre-plein de la redoute.

Cette redoute est entourée de tous côtés par un fossé de six mètres, excepté à l'endroit du passage d'entrée, qui est séparé de ce fossé par un mur crénelé semblable au premier. Ce fossé est de plain-pied avec le terre-plein de la redoute, et son mur extérieur ne s'élève qu'à la hauteur de la contrescarpe.

Au-delà de ce fossé, mais seulement vis-à-vis des deux faces extérieures, est le couvre-face de la redoute, auquel je donne dix mètres d'épaisseur, dont six pour son parapet, deux pour le talus extérieur de ce parapet, et deux pour la banquette qui est derrière. La hauteur de la crête de ce couvre-face est la même que celle du mur de la redoute.

Ce couvre-face est revêtu et entouré d'un fossé qui est de plain-pied avec l'autre, et vient se réunir à lui; il en est seulement isolé par un mur crénelé placé dans l'alignement des faces intérieures de la redoute, mais qui ne s'élève qu'à la hauteur de la gorge du couvre-face, et se termine en dos d'âne au-dessus.

On communique de l'intérieur de la redoute au petit fossé clos qui la sépare de son couvre-face, par une porte de quatre pieds seulement de hauteur et huit de largeur, afin que l'ennemi, s'il voulait pénétrer dans l'intérieur de la redoute par ce petit fossé, ne pût le faire que difficilement, en se baissant beaucoup, et en défilant un par un, dans cette redoute, au milieu des défenseurs. On donne trois pieds de largeur à ces portes, pour qu'elles puissent servir à ramener les blessés; on monte, du petit fossé clos à la banquette du couvre-face, par de petits gradins.

En examinant cette construction, on voit: 1° que l'ennemi ne saurait couper la communication du fortin à la place, puisqu'elle se fait par une galerie souterraine dont l'entrée appartient à l'assiégé; 2° que le couvre-face de la redoute fournit un feu de mousqueterie rasant sur la campagne, et que le peu de largeur de sa banquette ne donne point de prise au ricochet; 3° que l'ennemi ne peut aborder ce couvre-face d'aucun côté sans venir s'établir sur le bord de son fossé, qui est défendu par les grenades que l'assiégé peut jeter à la main, tant de la

banquette du couvre-face que de celle de la redoute elle-même; 4° que si l'ennemi veut se loger sur le couvre-face, il s'y trouvera sous le feu de mousqueterie des créneaux de la redoute et sous le jet des grenades lancées à la main, de son intérieur; 5° que quand même l'ennemi serait maître du fossé extérieur du couvre-face, il ne le serait pas pour cela du fossé intérieur, et encore moins de la redoute elle-même; 6° qu'en supposant la redoute prise et occupée par l'ennemi, on peut l'y accabler par des grenades lancées à la main depuis le haut du mur de contrescarpe, auquel, dans ce cas, on aura eu soin de faire une banquette; 7° que cette petite pièce se défend par elle-même sans le secours d'aucune autre, et indépendamment de tout flanquement; 8° qu'elle prend des revers sur la contrescarpe, de manière qu'on ne peut couronner celle-ci sans avoir pris tous les fortins qui la couvrent sur l'étendue du front d'attaque; 9° qu'enfin, en supposant une chaîne continue de ces fortins sur le bord de la contrescarpe, éloignés l'un de l'autre d'environ cent mètres, de manière que chacune des coupures faites à la contrescarpe pour les sorties, comme nous l'avons dit plus haut, se trouve placée entre deux de ces fortins, ces sorties seraient efficacement protégées de droite et de gauche.

On voit, par ces détails, que de semblables fortins peuvent augmenter considérablement la défense de la place; qu'ils tiennent lieu d'une première enceinte, et donnent le temps nécessaire pour faire intérieurement les dispositions convenables.

J'ai dit qu'on pouvait donner à ces fortins toutes sortes de formes: les figures 2, 3, 4, en offrent divers exemples, et s'expliquent assez d'elles-mêmes, d'après ce qui vient d'être dit.

Un autre moyen d'augmenter la force de la place consisterait à établir, sur la pente du glacis, des lignes de contre-approche, pour favoriser les sorties et prendre des revers sur les travaux de l'ennemi.

De simples tranchées droites creusées en terre, telles que le sont les lignes ordinaires de contre-approche, ne rempliraient point l'objet, parce que leur intérieur ne pourrait être dérobé aux vues de l'ennemi; il faut ici qu'elles soient faites en relief et en zigzags, c'est-à-dire qu'elles soient formées d'une suite de traverses élevées sur la pente du glacis, en recouvrement l'une de l'autre, de manière qu'il y ait entre elles un libre passage que l'ennemi ne puisse apercevoir, mais dont tous les points soient vus et défendus de la place, problème qui peut, je crois, se résoudre comme il suit:

Je trace (planche I, fig. 5), dans la direction du rayon, une droite AB, de la crête du glacis jusqu'à l'avant-fossé qui la termine au bas; à droite et à gauche de ce rayon, je lui mène deux parallèles, qui en soient éloignées de douze mètres chacune, ce qui fait un intervalle de vingt-quatre mètres entre ces deux parallèles. J'établis ensuite entre elles des traverses en recouvrement, telles qu'on les voit dans la figure; ces traverses forment comme une suite de zigzags, dont les angles sont supposés de soixante degrés. La largeur de chacune de ces traverses est de quatre mètres, et leur hauteur de deux; de sorte que le terre-plein supérieur de ces traverses forme une pente parallèle à ce glacis, commandée de deux mètres par le parapet du corps de place. La ligne serpentante, qui passe entre elles, marque le sentier de

communication de la crête du glacis à l'avant-fossé de la grande place d'armes qui règne au bas de la contrescarpe. Toutes les parties de ce sentier sont aperçues du corps de place, en même temps qu'elles sont couvertes des vues du dehors par les traverses elles-mêmes; ces traverses couvrent également, par leur relief, la crête du glacis par où se font les sorties. Enfin, il est évident que l'assiégé peut, non seulement se servir de ces traverses, comme parapets, pour faire feu sur l'assiégeant, mais encore déboucher partout, à droite et à gauche, entre elles, sur les travaux de l'ennemi, pour l'attaquer de flanc et de revers, ou tirer par les intervalles.

Je suppose qu'il y ait de semblables lignes de contre-approche de cinquante en cinquante mètres, ce qui occupera près de la moitié de la surface du glacis; alors l'ennemi ne pourra exécuter ses opérations à côté de ces lignes, sans se voir continuellement harcelé de droite et de gauche. S'il prend le parti d'étendre ses tranchées des deux côtés, pour s'en emparer, il en rencontrera d'autres plus loin; ainsi, quelle que soit l'étendne qu'il veuille embrasser, il aura toujours une de ces lignes de contre-approche très près de lui, sur chacun de ses flancs. On conçoit que ces ouvrages doivent être faits d'avance, et qu'il faut les mettre au nombre des ouvrages permanens.

Enfin, un moyen dont on peut encore se servir pour augmenter la force de ce système, consisterait à planter et entretenir soigneusement, au haut de la contrescarpe, une forte haie vive de huit ou neuf pieds de hauteur, avec une berme de quelques mètres en dedans, sur le bord, et qui fera tout le tour de la place.

Cette berme servira comme d'un premier chemin des rondes pour empêcher les surprises et la reconnaissance de la place; car celui qui est en dedans voit celui qui est en dehors de loin et sans être vu.

Les avantages que procure cette haie vive regardent moins le front d'attaque lui-même immédiatement, que les portions de l'enceinte qui en sont le plus éloignées, parce qu'elle dérobe à la vue de l'ennemi ce qui se passe en cet endroit sur le glacis; de sorte qu'on peut, par exemple, y faire parquer le bétail nécessaire à la consommation de la garnison. On peut aussi y faire des manœuvres et des dispositions pour tomber en ordre et en force, même avec de la cavalerie et de l'artillerie, sur les derrières du front d'attaque, par la grande place d'armes ou avant-fossé, en appuyant l'une des ailes à la contrescarpe, lorsque l'ennemi, après la descente de cet avant-fossé, s'avance en cheminant sur le glacis.

Si l'assiégeant pense qu'il lui soit nécessaire de détruire cette haie, soit en la coupant à la main, soit à coups de canon, ce ne sera pas sans une grande perte d'hommes ou une grande consommation de munitions de guerre. Dans tous les cas, elle aura rendu des services importans, surtout celui d'empêcher la reconnaissance de la place. L'assiégé coupe lui-même ensuite les portions de cette haie qui pourraient lui dérober les manœuvres de l'ennemi, ce qui ne sera nécessaire qu'après l'achèvement de la seconde parallèle, parce que jusqu'alors on voit très bien les cheminemens de la tranchée, depuis le rempart, par-dessus la haie.

---

§ II.

Application des principes exposés dans le paragraphe précédent, à l'amélioration des systèmes bastionnés.

Les observations développées dans le paragraphe précédent peuvent, jusqu'à un certain point, s'appliquer à l'amélioration des systèmes bastionnés; tel est l'objet de ce second paragraphe.

Pour cela, je reprendrai le plan que j'ai proposé dans mon *Traité de la Défense des Places*, en y faisant des modifications propres à rendre plus sensibles les avantages qu'on peut tirer de l'emploi des feux courbes combinés avec les retours offensifs.

La fig. 1, planche II, représente le plan d'un des fronts du système proposé; je suppose que ce front appartienne à un octogone régulier.

Je trace la ligne magistrale du corps de place comme dans le système ordinaire de M. de Vauban, c'est-à-dire que le côté extérieur est supposé de cent quatre-vingts toises, les faces des bastions d'environ cinquante-deux toises, les flancs à peu près perpendiculaires aux lignes de défense.

Derrière le revêtement ou mur d'escarpe, que je suppose avoir six pieds d'épaisseur, et vingt-quatre pieds de hauteur au-dessus du fond des fossés, est le rempart en terre, composé: 1° d'un chemin des rondes large de six pieds, et aussi de six pieds plus bas que le dessus du mur. La portion de ce mur, qui couvre le chemin des rondes, est crénelée; 2° d'un parapet en terre élevé de douze pieds au-dessus de la muraille, et large de six toises, savoir : trois toises pour son terre-plein, et trois toises pour son talus extérieur, qui se termine en bas au chemin des rondes; 3° du terre-plein du rempart destiné à l'artillerie, de sept toises de largeur, sans compter les rampes et le talus. On communique, de l'intérieur de la place au chemin des rondes, par des passages souterrains pratiqués sous le rempart.

Derrière ce rempart est une rue de dix ou douze mètres de largeur, après laquelle vient le retranchement général faisant tout le tour de la place, et composé : 1° d'un revêtement de six pieds d'épaisseur, et élevé jusqu'au niveau de la crête du parapet qui est en avant, c'est-à-dire de vingt-quatre pieds au-dessus du sol de la place. La portion de ce retranchement qui répond à la gorge du bastion, est perpendiculaire à la capitale; 2° d'un terre-plein établi à deux toises au-dessous du haut du revêtement, et dont la largeur est de seize mètres, afin de pouvoir y construire des batteries blindées, dont nous donnerons l'explication plus bas; 3° d'un espace suffisant, derrière le terre-plein, pour les rampes et les talus.

En avant de la portion de ce retranchement, qui fait face à la gorge du bastion, est un épaulement en terre, pour couvrir le revêtement qui est derrière, contre les coups de ricochet qui peuvent venir dans le sens de la capitale, et pour servir de parapet à une batterie de mortiers et de pierriers, qui sera dressée pendant le siége, et dont l'effet doit être d'empêcher le logement de l'ennemi sur les faces des bastions.

Au-devant de la courtine est la tenaille avec son avant-corps, que je nommerai ensemble *boulevart central;* le tout est revêtu; mais l'escarpe a dix-huit pieds de hauteur au-dessus du fond du fossé, et la gorge douze

seulement, c'est-à-dire que celle-ci est de niveau avec le terrain naturel. Les ailes sont dans le prolongement des faces des bastions. Les faces de l'avant-corps sont alignées aux angles de flanc du corps de place, et le sommet de son angle saillant est le point-milieu du côté extérieur du polygone; de sorte que les trois angles flanqués des deux bastions et du boulevart central sont en ligne droite. Les flancs de ce boulevart sont perpendiculaires aux lignes de défense, et leur longueur est de seize à dix-huit mètres. La crête du parapet de ce même boulevart est de six pieds au-dessous de celle du corps de place, ou dix-huit pieds au-dessus du terrain naturel, il est séparé de la courtine et des flancs des bastions par un fossé de six à huit mètres.

En avant du boulevart central est la demi-lune, qui a le même relief que lui; ses branches ont vingt-huit mètres de largeur, savoir : huit mètres pour le terre-plein, y compris la banquette, et dix mètres pour chacun des talus, qui sont à terres roulantes; le bas de son talus extérieur est aligné à l'angle d'épaule du bastion. Cette demi-lune, étant de même relief que le boulevart central, empêche qu'on ne puisse prendre de la campagne aucun ricochet sur celui-ci, dont les faces et les flancs vont couper les branches de cette demi-lune.

Au-devant de chacun des bastions et de la demi-lune est une contre-garde ou couvre-face, dont le relief est de douze pieds au-dessus du terrain naturel, ou vingt-quatre pieds au-dessus du fond des fossés; de sorte qu'ils couvrent exactement les maçonneries des ouvrages qui sont derrière. Leur largeur est de vingt-quatre mètres, savoir : huit mètres pour le terre plein, y compris la banquette, et huit mètres pour chacun des talus, qui sont à terres roulantes.

Les couvre-faces des bastions n'en sont séparés, au fond des fossés, que de six mètres, afin que du chemin des rondes, qui est derrière l'escarpe de ces bastions, on puisse jeter à la main des grenades sur le terre-plein, et jusque sur le talus extérieur de ces pièces. Ces couvre-faces se trouvent ainsi séparés à leurs épaules, dont je suppose les profils en maçonnerie, par un fossé d'environ douze mètres du boulevart central, et par un fossé de dix mètres, des épaules de la demi-lune et de son couvre-face.

Une traverse appuyée à la branche du couvre-face du bastion et parallèle à celle de la demi-lune, couvre le débouché qui existe entre l'une et l'autre: le relief de cette traverse est le même que celui du couvre-face. Le côté opposé est terminé par un mur qui, prolongé de part et d'autre, joint la demi-lune avec son couvre-face, ce qui forme entre elles un large fossé servant de place d'armes. Le mur dont nous venons de parler est crénelé à droite et à gauche de la traverse, pour défendre la place d'armes, d'une part, et de l'autre pour sauver l'angle mort formé par la jonction de cette traverse avec le couvre-face du bastion. Dans ce mur doivent être ménagées des portes pour les communications et les sorties. La demi-lune est revêtue extérieurement d'un mur crénelé, derrière lequel règne un chemin des rondes. La place d'armes, dont nous venons de parler, fournit un vaste emplacement pour les feux verticaux.

A l'angle flanqué de chacune des trois contre-gardes, dont nous venons de parler, est établi un fortin à redoute pentagonale, tel que celui qui est indiqué (planche I, fig. 3), pour donner

des feux rasans sur la campagne, et défendre les fossés.

Enfin, tout le système de cette fortification est enveloppé par un glacis à contre-pente, qui vient finir dans le fossé à douze mètres des couvre-faces, et s'étend du côté de la campagne autant qu'il en est besoin pour fournir les terres nécessaires à tous les remblais.

Il me reste à expliquer, comme je l'ai annoncé plus haut, la construction des batteries blindées, qui doivent être établies sur le terre-plein du retranchement général vis-à-vis de la gorge des bastions.

Le sol de ces batteries (planche II, fig. 2) est, comme je l'ai dit plus haut, à douze pieds au-dessous du cordon du revêtement: dans ce revêtement sont percées les embrasures à trois pieds au-dessus du sol; ces embrasures sont éloignées de quinze pieds de milieu en milieu. Chaque pièce de canon occupe sa case particulière de neuf à dix pieds de largeur dans œuvre, huit pieds de hauteur et dix mètres de profondeur. Les murs de refend sont donc de cinq à six pieds d'épaisseur, huit pieds de hauteur et dix mètres de longueur; ils sont perpendiculaires au mur de revêtement avec lequel ils sont liés par la construction des maçonneries. Sur ces murs de refend sont posés, de l'un à l'autre, des poutres ou de simples corps d'arbres en grume formant au-dessus de chaque case un blindage de quatre pieds d'épaisseur, lequel, par conséquent, arasera le dessus du revêtement. Enfin, on chargera encore ce blindage de six ou huit pieds de terre ou de fascines, pour le mettre entièrement à l'épreuve de la bombe. La batterie est ouverte par derrière pour l'évacuation de la fumée, et il y règne un terre-plein de six mètres pour la facilité des mouvemens.

Si l'on manquait de bois ou de temps pour l'exécution d'un pareil blindage, on pourrait se borner à une espèce de demi-blindage, c'est-à-dire qu'au lieu de l'étendre depuis le revêtement jusqu'à l'extrémité intérieure des murs de refend, qui ont dix mètres de longueur, on ne l'étendrait que jusqu'à trois ou quatre mètres de revêtement, ce qui servirait toujours à couvrir les canonniers.

C'est avec ces batteries blindées, qui ne peuvent d'ailleurs être aperçues du dehors, et qu'on peut, par conséquent, regarder comme indestructibles, que l'assiégé accueillera l'ennemi, lorsque celui-ci commencera à paraître sur le haut du bastion, pour y former son logement ou nid de pie. A l'effet de ces batteries de canon blindées se joindra celui de vingt à vingt-cinq pierriers rangés derrière l'épaulement de la gorge du bastion, comme il a été dit ci-devant.

Lorsque l'ennemi entreprendra le siége de cette place, il pourra se proposer d'y pénétrer, ou par un seul bastion, ou par les deux bastions d'un même front, comme on le fait ordinairement.

Autrefois on attaquait par un seul bastion, mais on a reconnu les inconvéniens de ce procédé. En effet, ou ces bastions sont retranchés d'avance, ou ils ne le sont pas. S'ils ne le sont pas; et qu'on attaque par un seul bastion, l'assiégé pourra s'y retrancher pendant le siége; mais s'il est attaqué par deux bastions à la fois, il ne le pourra pas; car il faudrait alors qu'il fît un retranchement à chacun des deux bastions attaqués, ce qui ne se peut, puisqu'il a déjà bien de la peine à en retrancher un, tant bien que mal. L'assiégé, dans ce cas, n'aura donc pas besoin de se loger sur les bastions pour y établir

ses batteries, et la place sera obligée de se rendre dès que les brèches y seront faites.

Supposons maintenant que les deux bastions soient retranchés d'avance. Si l'ennemi attaque par l'un des deux seulement, il faudra qu'il s'établisse au-dessus pour faire brèche au retranchement; mais alors son logement sera battu des deux bastions collatéraux qui, n'étant pas eux-mêmes attaqués, n'ont point à s'occuper de leur propre défense, et rendront ce logement très difficile à établir. Si, au contraire, l'ennemi attaque tout-à-la-fois les deux bastions d'un même front, les défenseurs de chacun d'eux ayant à pourvoir à leur propre sûreté, concentreront leurs moyens autour d'eux, et ne s'occuperont point de l'autre bastion attaqué; c'est ce que démontre l'expérience, car, ainsi que le dit le général d'Arçon, « On » voit dans chacun des ouvrages qui, » de près ou de loin, participent à la » crise d'une attaque, qu'il existe une » sorte d'égoïsme, duquel il résulte » qu'on s'intéresse infiniment moins à » la sûreté de ses voisins qu'à la sienne » propre. A peine, dit pareillement » M. de Bonsmard, s'aperçoit-on du » feu de flanc pendant le passage du » fossé; on est bien plus occupé des » grenades qu'on reçoit du haut de la » brèche, et des parties de la face en- » core debout de part et d'autre. »

Il est donc évident que, soit qu'il y ait des retranchemens préparés d'avance dans les bastions, soit qu'il n'y en ait pas, il est, en général, plus avantageux pour l'assiégeant d'attaquer tout-à-la-fois les deux bastions d'un même front qu'un seul.

Cependant on doit aussi considérer le nombre des pièces à prendre; car, dit M. de Vauban, il faut s'attendre à autant d'affaires. Si, par exemple, les demi-lunes n'ont point de réduits, il y aura également trois pièces à prendre, soit qu'on attaque par les deux bastions à-la-fois, soit qu'on attaque par un seul. Dans le premier cas, il faudra forcer une demi-lune et deux bastions, et dans le second un bastion et deux demi-lunes. Si les deux demi-lunes ont des réduits, et qu'on attaque par un seul bastion, il y aura cinq pièces à prendre, savoir, les deux demi-lunes, les deux réduits et le bastion, tandis qu'il n'y en aurait que quatre en attaquant les deux bastions à la fois, savoir, la demi-lune, son réduit et les deux bastions. Ainsi, dans ce second cas, on aura un motif de plus pour attaquer les deux bastions à-la-fois. Si, au contraire, il n'y avait point de réduits aux demi-lunes, mais qu'il y eût des contre-gardes aux bastions, en attaquant deux d'entre eux, il y aurait cinq pièces à prendre, savoir la demi-lune du front, les deux contre-gardes et les deux bastions; tandis qu'en attaquant par un seul bastion, il n'y aurait que quatre pièces à prendre, savoir, les deux demi-lunes, la contre-garde et le bastion. Cette considération pourrait donc déterminer à n'attaquer, dans ce cas, que par un seul bastion.

Dans le système proposé, il y a neuf pièces à prendre avant d'arriver au retranchement général, soit qu'on attaque deux bastions à-la-fois, soit qu'on en attaque un seul; savoir, pour le premier cas, les deux bastions attaqués, leurs deux couvre-faces et leurs deux fortins, la demi-lune, son couvre-face et son fortin : en tout neuf pièces. Pour le second cas, il y a le bastion d'attaque, son couvre-face et son fortin, les deux demi-lunes, leurs deux couvre-faces et leurs deux fortins : en tout pareillement neuf pièces. Ainsi, dans ce cas, par les considérations développées

ci-dessus, il y aurait avantage pour l'assiégeant à attaquer deux bastions à-la-fois.

Mais si nous comparons ainsi, sous le rapport du nombre des pièces à prendre, le nouveau système proposé au système actuellement pratiqué, nous voyons un avantage immense en faveur du premier, puisqu'il s'y trouve neuf pièces à prendre avant d'arriver au retranchement général, tandis que dans le système actuel il n'y en a que quatre, en supposant qu'il existe un pareil retranchement, et pas une seule lorsque le retranchement n'existe pas, ce qui est le cas ordinaire (1).

Que si maintenant nous considérons la difficulté de prendre chacune de ces pièces particulièrement, nous trouverons que l'avantage est encore beaucoup plus grand du même côté ; car si nous comparons, par exemple, la défense du bastion dans les deux cas, nous voyons que, dans le système aujourd'hui pratiqué, la brèche s'ouvre à la face de ce bastion dès que l'assiégeant est logé sur la pointe du glacis de la demi-lune (défaut radical de ce système) ; que son parapet tombe dans le fossé avec l'escarpe, et laisse à découvert tout le terre-plein du rempart qui est derrière, et même le retranchement, s'il y en a un ; que la chute de ces terres aplanit la brèche et la rend d'un accès facile ; qu'enfin, la trouée, qui existe entre le bastion et la tenaille, donne à l'assiégeant la faculté de faire brèche à la courtine, et de tourner le retranchement qui pourrait être fait à la gorge du bastion. Or toutes ces défectuosités disparaissent dans le nouveau système. Pour faire brèche au bastion, il faut d'abord s'être établi sur la contre-garde ou l'avoir fait sauter par une mine, et le peu de largeur de celle-ci ne permet ni l'un ni l'autre sans les plus grandes difficultés. L'assiégé conserve jusqu'à la fin le parapet de son bastion, la brèche demeure haute et escarpée ; et si l'ennemi ne vient pas à bout de détruire à peu près tout le mur d'escarpe qui couvre le chemin des rondes, l'assiégé viendra par ce même chemin des rondes l'attaquer sur ses deux flancs lorsqu'il donnera l'assaut, ou le harceler dans ses têtes de sape, s'il procède pied à pied. Ensuite, lorsqu'il voudra s'établir sur la brèche, il y sera pris de flanc et de revers, à bout touchant, par le boulevart du centre, qu'il ne peut battre en ricochet, et par tout le flanc de l'autre bastion, par-dessus cebon-

(1) Il est de fait qu'une place qui n'a point de retranchement, ainsi que le sont presque toutes celles qui existent aujourd'hui, est mise en brèche dès le quatrième jour, de ce qu'on peut appeler proprement la défense rapprochée, c'est-à-dire depuis le couronnement du chemin couvert, et, par conséquent, obligée de se rendre le sixième jour au plus tard, si l'on ne veut pas qu'elle soit exposée à être emportée d'assaut, et cela sans que l'ennemi ait une seule pièce à prendre. Je pourrais ajouter que même un retranchement ne garantirait point la place de cet évènement avec des parapets, que la brèche entraîne dans le fossé, comme ceux qui existent. Le système appelé *moderne* ne remédie point à ce défaut majeur ; mais ses partisans prétendent qu'il est impossible de faire mieux, et que le peu de résistance dont il est susceptible tient à la nature même des armes employées par l'assiégeant ; mais puisqu'il est prouvé par l'expérience que le mode des attaques contribue à la reddition plus ou moins prompte de la place, pourquoi le mode de défense ne contribuerait-il pas à retarder ou à empêcher cette reddition ? Pourquoi ne pas convenir d'un fait notoire ? C'est que, depuis l'emploi de l'artillerie dans la guerre des siéges, les procédés de l'attaque se sont infiniment perfectionnés, tandis que ceux de la défense et de la construction sont restés les mêmes, à très peu de chose près ? Il est cependant difficile de croire que la défense qui, par sa nature, est subordonnée au mode d'attaque, soit parvenue, avant celle-ci, à son plus haut degré de perfection.

levart (1); lorsqu'enfin il sera parvenu tout en haut pour former son nid-de-pie, il s'y trouvera sous le feu direct du canon du retranchement, et sous la grêle de projectiles lancés par les mortiers et pierriers qui sont rangés à la gorge du bastion.

La prise de la contre-garde de ce bastion n'offre pas moins de difficultés, car elle est battue de flanc et de revers par les feux plongeans du boulevart du centre et du bastion opposé. Elle est sous le feu direct à bout touchant de la mousqueterie des créneaux du bastion qu'elle couvre, et sous celui des grenades jetées à la main du chemin des rondes du même bastion, qui n'est éloigné du terre-plein de cette contre-garde que de dix-huit à vingt mètres. Le talus intérieur de cette pièce étant à terres roulantes, elle peut être prise et reprise maintes fois, avant que l'assiégeant puisse s'en assurer la possession définitive. Les sorties pour faire ces coups de main ne peuvent être empêchées que des logemens qui seraient établis sur la pointe même de cet ouvrage; logemens qu'il est comme impossible de maintenir sous la multitude des feux auxquels ils seraient exposés de toutes parts, sans pouvoir se couvrir par le peu d'espace qu'ils occupent. Prétendre se frayer un passage sous cette pièce, à la sape, malgré le contre-mineur, les sorties, le feu direct des créneaux, et la pluie des grenades lancées du haut de la pièce elle-même, de la traverse qui s'appuie sur elle et du chemin des rondes, est encore plus absurde.

Avant de prendre cet ouvrage, il faut s'être emparé du fortin qui est à son angle flanqué. Or ce fortin est non seulement défendu par les demi-lunes collatérales et leurs couvre-faces, mais il est par lui-même, et sans le secours d'aucune autre pièce, capable d'une résistance opiniâtre.

De plus, il est évident que l'ennemi ne peut s'établir sur ce fortin, situé dans un angle rentrant, sans s'être préalablement emparé de la demi-lune, et que, pour être maître de celle-ci, il faut d'abord être maître de son couvre-face et de son fortin : or ceux-ci sont flanqués et défendus par une immense quantité de feux, tant d'artillerie que de mousqueterie. Il ne faut donc pas croire qu'il fût facile à l'assiégeant, ni même qu'il pût lui être fort utile de se faire, sur la pointe de ce couvre-face, un logement pour observer les mouvemens intérieurs de l'assiégé; car celui-ci l'aurait bientôt débusqué d'un poste si mal soutenu. En effet, cette pointe est battue par toute l'artillerie des faces des bastions, par une grande partie de celles de la courtine et du boulevart central, et par tout le développement de mousqueterie des deux couvre-faces des deux bastions. Il n'existe pas un seul point, dans toute la fortification, sur lequel on puisse concentrer une si grande quantité de feux de tous genres. Si, néanmoins, l'assiégeant veut à tout prix se maintenir sur cette pointe, il sera indispensable, ainsi que le prescrit M. de Vauban pour tous les cas analogues, qu'il pousse son logement de droite et de gauche jusqu'aux extrémités des branches, autrement l'assiégé reviendrait, par ces mêmes bran-

(1) On peut, à chacun des angles d'épaule perpendiculairement à la face, établir, pendant le siége, deux pièces de canon blindées, pour enfiler le chemin des rondes. Ces pièces seront couvertes, contre le ricochet, par des pièces de bois inclinées, jusqu'au moment de l'assaut; alors elles seront tout-à-coup démasquées, et l'ennemi ne pourra plus tirer sur elles, parce qu'il se trouvera, sur la brèche, interposé entre elles et ses propres batteries.

ches, l'attaquer par ses deux flancs, en montant à l'improviste sur ces deux branches, soit par les rampes, soit par les talus intérieurs, qui sont à terres roulantes, et qu'on peut adoucir autant qu'on le veut.

En voilà, je pense, assez pour convaincre les personnes de bonne foi : c'est pour elles seulement que j'écris. D'autres pourront affirmer, si cela est entré dans leurs vues, qu'une seule enceinte, qui est mise en brèche dès le premier moment de la défense rapprochée, vaut mieux que cinq bien couvertes, et qu'il faut enlever successivement à la sape ou de vive force. Il n'y a point de paradoxe qu'on ne puisse soutenir, point de vérité qu'on ne puisse obscurcir.

En prenant, comme je l'ai fait, dans mon *Traité de la Défense des Places*, l'alternative des retours offensifs et de l'emploi des armes à feu, pour base de cette défense, j'ai supposé que les attaques étaient dirigées suivant la méthode de M. de Vauban, qui consiste à s'avancer graduellement par des opérations toujours bien liées, à couvert par de bons parapets, les flancs bien appuyés, et c'est contre de semblables attaques que j'ai soutenu, et que je soutiens plus que jamais, qu'il faut principalement employer les feux verticaux, comme pouvant seuls atteindre l'ennemi au fond de ses tranchées (1). Mais si l'on juge à propos d'abandonner les principes de M. de Vauban ; si, au lieu d'approcher pied à pied, on multiplie les attaques en l'air et de vive force, comme au seizième siècle, je me défendrai aussi comme on le faisait au seizième siècle, lorsque les siéges duraient plusieurs années et échouaient le plus souvent. Il n'y a point de pacte fait entre l'assiégeant et l'assiégé pour la manière d'attaquer et de défendre ; et il faut croire que l'un n'est pas moins attentif que l'autre à profiter de tous les avantages que les circonstances peuvent lui offrir.

(1) Les demi-mesures perdent tout, comme je l'ai déjà dit ailleurs. Bien des personnes croiraient peut-être avoir fait beaucoup, en mettant dans une place assiégée autant de mortiers ou de pierriers que de pièces de canon, ainsi que le propose M. de Vauban. Qu'arriverait-il alors? C'est que la place serait censée avoir été défendue par des feux verticaux, et que, cependant, n'ayant pas fait une résistance beaucoup plus grande que les autres, on en conclurait que la défense par les feux verticaux ne vaut pas mieux que par les feux directs, et le préjugé ne ferait que s'enraciner de plus en plus. Mais M. de Vauban, non plus que tous ceux qui ont, jusqu'ici, le plus recommandé l'usage des feux courbes, ne les a jamais considérés que comme un moyen purement secondaire ; et, dans cette hypothèse, c'est beaucoup, en effet, d'armer la place d'autant de mortiers ou de pierriers que de canons. Il n'en est point ainsi lorsque l'on se propose, comme je l'ai fait, de considérer les feux courbes comme moyen principal dans la défense rapprochée. Ce ne sont pas alors autant de pierriers que de canons qu'il faut employer, mais dix fois plus; il faut au moins deux cents de ces pierriers, dont la moitié soit toujours en action: telle est l'idée fondamentale de mon système de défense; et c'est là qu'est la nouveauté. Ces pierriers, pouvant être de fer coulé et de peu d'épaisseur, coûteraient peu ; et, comme ils ne jettent que des pavés avec de petites charges de poudre, la dépense qu'ils occasionneraient serait, en résultat, beaucoup moindre que celle qu'exige le mode actuel. De plus, je suis persuadé qu'on pourrait, en très grande partie, suppléer à ces feux verticaux par des arcs, des arbalètes et la fronde; mais il faudrait, pour cela, le vouloir, et avoir dans chaque place, suivant son importance, un bataillon franc ou une compagnie franche, inamovibles et rompus à ces divers exercices, ainsi qu'au tir de l'arquebuse. Mais, je le répète, ces moyens ne sont point exclusifs, et ne doivent diminuer en rien l'action des feux directs. C'est de la combinaison des uns et des autres employés judicieusement avec les retours offensifs, que résultera la bonne défense.

En résumé, quel doit être raisonnablement le but de nos recherches? Il me semble que c'est de ramener, s'il est possible, l'état des choses à ce qu'il était avant les méthodes imaginées par M. de Vauban. Or, toutes les découvertes essentielles de M. de Vauban, dans l'art d'attaquer les places, se réduisent à deux points : 1° l'invention du ricochet; 2° la substitution des attaques régulières et faites pied à pied aux attaques décousues et de vive force qui étaient autrefois usitées. C'est donc essentiellement à neutraliser les effets de ces deux procédés qu'il faut s'appliquer dans l'art de construire et de défendre les places.

Or, quant au ricochet, les meilleurs expédiens qu'on ait imaginés jusqu'ici sont : 1° la science du défilement, qui consiste à faire passer les plans qui contiennent les branches des ouvrages au-dessus des positions où l'ennemi peut établir ses batteries; 2° à couvrir ces branches par des bonnettes, des cavaliers ou des traverses suffisamment élevées; 3° à diriger ces mêmes branches dans des marais ou autres points inaccessibles, afin de les soustraire aux enfilades; 4° à étendre la fortification en ligne droite, afin que les prolongemens des faces tombent si près des autres parties de la fortification, que l'ennemi ne puisse s'y établir sans se trouver à la grande proximité de l'artillerie de la place; 5° à donner aux ouvrages un grand relief afin que les boulets de l'ennemi passent par-dessus sans y retomber, ou qu'en y remontant, ce soit sous un angle trop grand pour se relever et faire des ricochets; 6° à donner aux branches des ouvrages très peu de longueur en ligne droite, et même à les rendre absolument courbes s'il est possible; 7° à leur donner très peu de largeur, afin qu'elles offrent moins de prise aux batteries d'enfilade de l'ennemi; 8° à blinder ou casemater les emplacemens destinés à l'artillerie de la place et à ses défenseurs; 9° à dérober entièrement les ouvrages aux vues du dehors, en ne leur donnant pas plus de relief qu'à ceux qui sont en avant; 10° à n'employer sur les remparts qu'une artillerie très légère et très mobile, afin de pouvoir la déplacer aisément et la soustraire promptement aux batteries préparées de l'ennemi.

La combinaison de tous ces moyens fait une partie essentielle de la science des officiers du génie; et, en les employant habilement, ils peuvent parvenir, sinon, à détruire entièrement les effets du ricochet, du moins à les atténuer infiniment.

A ces moyens j'en ajouterai ici un autre, qui me paraît mériter d'autant plus de considération qu'il est très simple, et également applicable aux places anciennes et aux places à construire.

Ce moyen consisterait à planter irrégulièrement sur tous les glacis un grand nombre d'arbrisseaux de cinq à six mètres de hauteur, de manière qu'ils déroberaient à l'ennemi, pendant les premiers jours du siége, l'ensemble des ouvrages de la place, l'empêcheraient d'en faire la reconnaissance, et de prendre les alignemens nécessaires pour l'emplacement des batteries de ricochet. Il serait toujours facile à l'assiégé, en étudiant le terrain et en élaguant à propos ces arbrisseaux, de se ménager entre eux des échappées pour découvrir de la place tous les points de la campagne; tandis qu'ils n'offriraient à l'ennemi qu'un labyrinthe, dont l'aspect changerait au gré de l'assiégé, qui abattrait ou élaguerait à volonté, tantôt l'un, tantôt l'autre de ces arbrisseaux. Toute cette plantation peut et doit se faire sans

nuire à celle des grands arbres, qui ont été proposés par M. de Saint-Paul pour un autre objet, et dont l'utilité est reconnue.

Le second objet de l'assiégé doit être d'empêcher l'ennemi de suivre, au moins dans la défense rapprochée, la marche méthodique des sapes, afin de le contraindre à n'attaquer jamais que de vive force. Voyons, s'il est possible, comment on remplira ce second objet, encore plus important que le premier.

Ce qui s'offre d'abord, comme nous l'avons déjà dit plusieurs fois, est de se loger toujours au plus près de l'ennemi, de manière à ce qu'il se trouve continuellement sous le jet de la grenade, et exposé, dans ses tranchées, aux coups de main brusques, aux petites sorties, sans qu'il puisse user de représailles; car, se trouvant ainsi sans cesse harcelé dans ses têtes de sape, il sera obligé de les discontinuer et d'attaquer de vive force. Il s'agit donc de savoir comment l'assiégé peut se procurer de semblables logemens pendant tout le cours de la défense rapprochée; or, c'est M. de Vauban lui-même qui va nous l'indiquer.

« Toutes les fois, dit ce grand ingénieur, qu'on peut se rendre maître » du chemin couvert, par industrie, » sans être obligé d'en venir aux » mains, c'est, sans contredit, le meil- » leur moyen qu'on puisse employer.

» Mais si ce chemin couvert n'est » point battu des ricochets, ou si les » glacis, élevés par leur situation, sont si » raides qu'on ne peut plonger dans le » chemin couvert par les logemens » élevés en cavaliers qu'on peut faire » vers le milieu du glacis, on pourra » être obligé d'attaquer le chemin cou- » vert de vive force. »

Voilà donc un cas où M. de Vauban reconnaît que l'assiégeant peut se trouver obligé d'attaquer de vive force : c'est lorsque l'assiégé est couvert dans sa position par un obstacle, ne fût-ce qu'une palissade, que le ricochet ne saurait détruire, et qu'on ne peut d'ailleurs parvenir à le dominer et plonger dans cette position, pour l'en chasser préalablement.

De là, je conclus que pour réduire l'ennemi à ne pouvoir attaquer le chemin couvert, ou toute autre position semblable, que de vive force, il n'y a qu'à : 1° substituer à la palissade un obstacle que ne saurait rompre le ricochet, tel, par exemple, qu'un bon mur crénelé; 2° substituer au glacis bas à pente douce, comme les glacis ordinaires, un glacis très haut à pente raide, comme les glacis coupés.

Donc, pour réduire l'ennemi à ne pouvoir jamais attaquer que de vive force pendant tout le cours du siége, il faut lui présenter une série d'obstacles de ce genre, c'est-à-dire toujours des glacis coupés à l'épreuve du canon direct, avec un mur crénelé derrière à l'épreuve du canon à ricochet.

Telles sont, en effet, les conditions que j'ai tâché de remplir dans les deux systèmes exposés ci-dessus, et principalement dans celui de la fortification primitive.

D'après ces principes, qui me paraissent incontestables, je pense qu'il serait possible, sans beaucoup de dépenses, d'augmenter considérablement la force des places actuellement existantes, en transformant aux angles saillans les glacis ordinaires en glacis coupés, et en substituant à la palissade un mur crénelé qui régnerait, vers le milieu de la largeur du chemin couvert, tout le long de ses branches.

Je remarque d'abord que, par cette construction, tout demeure flanqué sur

les glacis, et qu'elle ne donne lieu à aucun angle mort; car, pour cela, il n'y a qu'à prolonger les pans de glacis de places d'armes rentrantes, jusqu'au terrain naturel, et enlever tout le massif des terres comprises entre ces plans, ainsi prolongés, et les talus des glacis coupés vis-à-vis des angles flanqués des bastions et de la demi-lune. Ces massifs de terres enlevées pourront être employés très utilement, soit à relever les glacis en général, soit à faire des traverses, des bonnettes, des barbettes, des cavaliers; car il ne faut pas oublier que le relief de la fortification ne saurait être trop grand, ainsi que l'observe, avec raison, M. de Cormontaingne, et qu'on n'a jamais autant de terres qu'il serait à désirer.

Je suppose d'abord qu'on en emploie une partie à former, dans le terre-plein de chacune des places d'armes saillantes, tant des demi-lunes que des bastions, dans le sens de sa capitale, une traverse élevée de deux mètres au moins au-dessus de la crête du glacis coupé. Cette traverse arrêtera la plupart des coups de ricochet, et très peu de ceux qui passeront par-dessus pourront retomber dans le chemin couvert. De plus, cette même traverse annulerait également l'effet des cavaliers de tranchée, s'il y en avait; mais ces cavaliers ne sauraient même avoir lieu, parce que le glacis n'existant plus, il faudrait leur donner trop de hauteur pour qu'ils puissent plonger par-dessus la traverse.

En général, malgré le préjugé contraire, il est certain que les glacis coupés sont beaucoup plus avantageux que les glacis à pente douce. Ceux-ci sont aux autres ce qu'une brèche très aplanie est à une brèche escarpée, et qui demeure telle malgré les coups de canon qu'on peut tirer dedans. De plus, leur peu de largeur ne permet point à l'assiégeant de se loger au-dessus pour y établir ses batteries; et, s'il veut les attaquer par la guerre souterraine, elle est tout en faveur de l'assiégé, auquel il est toujours facile de prévenir l'ennemi, et de l'empêcher d'établir ses fourneaux, sans qu'il ait besoin d'en faire lui-même. Les glacis à longue pente favorisent d'ailleurs singulièrement l'attaque méthodique, tandis que les glacis coupés ou à pente raide nécessitent l'attaque de vive force, comme l'observe M. de Vauban; et enfin les premiers absorbent une immense quantité de terres, qui pourraient être employées d'une manière infiniment plus utile.

Tels sont les moyens par lesquels on peut neutraliser, en très grande partie, les deux découvertes principales de M. de Vauban, et ramener l'état des choses à ce qu'il était autrefois, en réduisant celui qui assiége à n'attaquer jamais que de vive force (1). Les autres

(1) J'ai dit, dans une de mes notes précédentes, que je reviendrais sur la manière de se défendre contre les attaques de vive force, et des inconvéniens de ce qu'on nomme défense de pied ferme; cela est d'autant plus nécessaire, que bien des personnes me semblent être encore dans l'erreur à cet égard, et que M. de Vauban lui-même ne paraît pas avoir eu des idées entièrement fixes sur ce point essentiel. Tantôt il approuve, par exemple, et tantôt il blâme la défense des chemins couverts de Kayserwert, qui fut faite de pied ferme. C'est qu'en effet la défense de ces chemins couverts fut admirable comme trait de bravoure, mais très mauvaise sous le rapport de l'industrie. « L'assiégé, dit M. de Vauban, y perdit trois » cent cinquante à quatre cents hommes en » deux heures de temps, ce que dix jours de » siége de plus n'auraient peut-être pas fait, si » le détail de la défense eût été plus ménagé. » Mais comment fallait-il ménager cette défense? C'est ce que M. de Vauban ne dit pas. Puisque l'ennemi attaquait de vive force, il fallait nécessairement ou lui tenir tête, comme on l'a

moyens d'améliorer la défense ont été suffisamment développés dans le cours de cet ouvrage, et sont fondés principalement sur la combinaison des retours offensifs et de l'emploi des armes à feu; mais surtout sur celui d'une immense quantité de feux verticaux. Il ne me reste rien à dire à ce sujet; c'est à l'expérience seule qu'il appartient de confirmer, de détruire ou de perfectionner les aperçus que j'ai proposés. Je reviens, en finissant, au principal objet de ce Mémoire, qui est la fortification primitive.

De ce que j'ai dit sur le peu d'efficacité des feux de flanc dans le système bastionné, faut-il en conclure que je regarde le flanquement en général comme une chose absolument inutile? Non, sans doute; je dis seulement qu'on ne doit pas en faire un principe exclusif; et les plus habiles ingénieurs ont pensé de même, puisque tous leurs systèmes sont remplis d'angles morts ou de parties non flanquées. La fortification est assujettie à plusieurs maximes dont aucune n'est absolue, mais qu'il faut combiner et modifier suivant les circonstances, de manière que l'ensemble ou le résultat seul de cette combinaison aille le mieux possible au but qu'on se propose.

On prend pour axiome que tout point doit être flanqué et défendu. Le mot flanqué est ici de trop; il suffit que ce point soit défendu, n'importe comment, pourvu qu'il le soit bien. Il peut être défendu par des feux de flanc; mais il peut l'être aussi, et souvent beaucoup mieux, par des feux directs, par des feux courbes, par des feux souterrains, par des sorties, par des manœuvres d'eau. En admettant toutes ces défenses comme propres à

fait, ou abandonner le chemin couvert pour ne plus y rentrer, puisque toute communication se trouvait à l'instant coupée, au moyen du mur de contrescarpe. La garnison s'est bravement défendue de pied ferme; mais elle a perdu trois cent cinquante à quatre cents hommes sans fruit, sans faire autre chose qu'accélérer la prise de la place par la perte de ses défenseurs.

Lorsque l'ennemi entreprend de couronner le chemin couvert de vive force, ce n'est ni de pied ferme, ni par des sorties prématurées, qu'il faut le combattre, mais uniquement par la mousqueterie et l'artillerie des remparts, auxquelles il faut se hâter de faire jour, pour leur laisser produire librement tout leur effet, ce qui dure ordinairement deux ou trois heures. « Après quoi, dit M. de Vauban, on peut revenir par la droite et par la gauche par de bons » détachemens, et attaquer l'ennemi, pour lors » affaibli, et encore mal établi dans ses nouveaux » logemens. »

On peut donc être surpris de lire dans un ouvrage moderne, réputé classique, que dans le cas du couronnement entrepris de vive force, l'assiégé doit, aussitôt que les colonnes assaillantes gagnent le haut du glacis, faire tout-à-coup cesser le feu des remparts, sortir de ses places d'armes, et marcher à l'ennemi pour le combattre.

C'est le renversement de tous les principes; il s'agit ici de l'opération la plus décisive, comme l'observe très bien l'auteur; et certes, c'est mal choisir son moment pour aller combattre un ennemi supérieur, pour défiler en sa présence par des barrières, pour faire taire le feu de ses propres remparts, que d'attendre que cet ennemi arrive avec l'élite de ses troupes en ordre de bataille; tandis que cette seule fois, pendant tout le cours du siége, il est obligé de se montrer, en masse et très long-temps, entièrement à découvert. Ce n'est point, ainsi qu'on le voit par les paroles citées plus haut de M. de Vauban, aussitôt que les colonnes assaillantes gagnent le haut du glacis, qu'il faut sortir de ses places d'armes pour le combattre, mais deux ou trois heures après, lorsqu'il est affaibli par des décharges multipliées d'artillerie et de mousqueterie, et encore mal établi dans ses nouveaux logemens.

J'ai cru devoir signaler une erreur aussi grave, échappée, sans doute, à un auteur estimable, parce que le passage qui la contient a été déjà cité inconsidérément par d'autres écrivains, non comme un contre-sens, mais comme autorité, pour étayer de fausses doctrines.

se suppléer les unes aux autres, ainsi que la raison l'indique, on se donne une grande latitude pour varier la disposition des ouvrages, et pour sortir enfin d'une routine dont les effets sont si bornés, d'après tant de journaux de siége, tant réels que fictifs : un vaste champ s'ouvre dès-lors à l'imagination.

Prenons pour exemple un hexagone régulier bastionné. Sa tenue, suivant le journal fictif, doit être de vingt jours seulement, savoir : quatorze jours jusqu'au couronnement du glacis, et six autres jours pour forcer le corps de place, desquels, deux pour l'établissement des batteries, deux pour faire brèche, et deux pour le dispositif de l'assaut.

Maintenant, au lieu de cette place bastionnée, supposons-en une autre de même capacité intérieure, mais dont la magistrale soit entièrement circulaire, entourée d'un fossé concentrique de cinq ou six toises seulement de largeur, enveloppé d'un glacis de même relief et de même pente que celui du polygone bastionné, dont nous venons de parler, mais avec un chemin couvert ou simple banquette de six pieds seulement de largeur. Je suppose, de plus, que l'escarpe soit un mur vertical de quatre pieds d'épaisseur, percé de créneaux, avec un chemin des rondes par derrière. Je dis que cette dernière place doit tenir autant que l'autre, d'après le journal fictif; mais qu'en réalité, elle aura sur elle de grands avantages.

Je dis d'abord qu'elle tiendra vingt jours, de même que la première; car il faudra évidemment les mêmes tranchées, les mêmes places d'armes et demi-places d'armes, la même somme enfin de travaux matériels, pour arriver au couronnement du glacis; puis le même temps pour construire les batteries, le même temps pour faire brèche, le même temps pour le dispositif de l'assaut; mais, comme on va le voir, la fortification bastionnée est d'ailleurs, sous tous les rapports, très inférieure à celle qui est purement circulaire.

1° Celle-ci coûtera beaucoup moins, parce que le mur d'escarpe aura moins de développement, et que l'épaisseur sera moindre, n'ayant point de poussée à soutenir. Sa dégradation, par l'intempérie des saisons, sera aussi beaucoup moindre, à cause des paremens verticaux de son revêtement; 2° le rempart circulaire ne donne aucune prise au ricochet, non plus que son chemin couvert, tandis qu'en peu de jours toute l'artillerie de la place bastionnée sera hors de service, le palissadement des chemins couverts ruiné, et les défenseurs en très grande partie tués ou blessés; 3° la brèche sera très difficile à faire et à rendre praticable à l'enceinte circulaire, parce que le peu de largeur du fossé ne permet pas au canon de l'assiégeant de plonger jusqu'au pied de l'escarpe, dont une partie restera debout et non recouverte de terres, comme aux autres brèches; que le chemin des rondes empêche le parapet de tomber dans le fossé et de le combler; et qu'enfin le talus extérieur, étant à terres roulantes, conserve la raideur de sa montée, malgré l'effet des batteries de brèche; 4° le chemin des rondes procure une ligne de mousqueterie couverte, qui tire à bout touchant sur l'ennemi, lorsque celui-ci veut établir son logement sur le haut du glacis et le chemin couvert. De plus, le chemin des rondes n'étant qu'à la distance d'environ huit toises de la crête du glacis, le couronnement de ce glacis se

trouve sous le jet des grenades lancées à la main, de ce chemin des rondes; 5° si l'ennemi n'a pas prodigieusement élargi la brèche, lorsqu'il voudra donner l'assaut, l'assiégé pourra venir de droite et de gauche par le chemin des rondes, attaquer la colonne assaillante sur ses deux flancs; 6° l'assiégeant ne saurait attacher le mineur au corps de place, parce que celui-ci est couvert par le mur d'escarpe qui est détaché des terres, et qu'on ne peut l'attaquer d'un côté sans être entendu de l'autre; 7° les communications sont beaucoup plus faciles dans le rempart circulaire, parce qu'elles se font par des passages souterrains qui servent en même temps d'abri aux défenseurs.

Je ne pousserai pas plus loin ce parallèle entre la fortification bastionnée et la fortification purement circulaire. Il est évident que ce parallèle est tout à l'avantage de la dernière. Le flanquement est donc une défense peu importante, et M. de Bousmard, que j'ai déjà cité, dit avec raison que l'on s'en aperçoit à peine. Cependant cette fortification circulaire n'est que l'ébauche du système qui a été proposé au commencement de ce Mémoire.

Concluons encore de ce même parallèle, qu'il ne faut pas juger du mérite d'une forteresse uniquement par la somme des travaux matériels que doit faire l'assiégeant pour s'en emparer, mais aussi et surtout par la difficulté de ces travaux, et par les moyens que savent se procurer les défenseurs, suivant les localités, pour s'opposer à leur exécution.

L'un des plus grands avantages de la fortification circulaire est de pouvoir fournir des feux directs dans tous les sens, sur les avenues de la place, tandis que dans la fortification bastionnée ou angulaire, il y a au-devant de chaque angle flanqué, à droite et à gauche de la capitale, un grand espace qui en est entièrement dépourvu; et c'est ce qui fait que l'assiégeant choisit les capitales pour y faire cheminer ses tranchées. Par exemple, si l'angle flanqué d'un bastion est droit, il y a un quart entier de l'horizon dont le sommet de cet angle est le centre, qui ne reçoit aucun feu direct: si l'angle est de 60°, comme aux demi-lunes ordinaires, il y aura deux tiers. A la vérité, l'on peut diriger de loin, comme de la courtine, quelques pièces d'artillerie sur ces espaces, en biaisant les embrasures; mais outre que l'on affaiblit ainsi beaucoup les parapets, comme le fusilier tire naturellement devant lui, ces mêmes espaces n'en demeurent pas moins dénués du feu de mousqueterie, qui est le plus important. Ceux de ce genre qui se croisent sur les capitales, partent de trop loin pour être fort dangereux. De plus, lorsque l'assiégeant vient établir ses batteries sur les saillans du glacis, vis-à-vis des angles flanqués, la pièce de fortification qui est derrière, et qui, si elle était arrondie sur le devant, pourrait faire feu sur ces batteries, en plongeant et à bout touchant, se trouve n'avoir absolument aucune action sur elles.

On dira peut-être que si l'enceinte était sans flanquement, l'ennemi pourrait y attacher sur-le-champ le mineur ou des sapeurs, pour y faire brèche sans canons; mais indépendamment de ce que cela ne peut avoir lieu parce que le mur est détaché des terres et crénelé, c'est ici, sous tous les rapports, une grande erreur qu'il est important de relever. Ces sapeurs ou mineurs ne viendront pas seuls ou faiblement soutenus, car alors l'assiégé n'aurait qu'une sortie à faire pour les tuer. Il faut donc qu'ils soient appuyés

par une force capable de tenir tête à la garnison. Or, cette force ne peut venir à découvert, puisqu'elle serait évidemment foudroyée par l'artillerie de la place. Elle ne peut donc arriver que par des tranchées bien liées et bien soutenues les unes par les autres, c'est-à-dire, en suivant les mêmes procédés que ceux qu'on emploie aujourd'hui.

C'est en cela que les siéges actuels diffèrent essentiellement de ceux qui étaient en usage avant l'invention de la poudre. Les anciens venaient au pied des murs pour les saper ou pour les battre avec le bélier, et comme nous, ils étaient obligés de soutenir leurs travailleurs contre les sorties de l'assiégé; mais les soldats qui soutenaient les travailleurs n'avaient pas, comme nous, besoin de se couvrir de parapets, et de venir en louvoyant par des boyaux de tranchée, parce que les projectiles lancés par les assiégés ne pouvaient les aller chercher bien loin, et que les casques, les cuirasses et les boucliers des assiégeans suffisaient pour les garantir contre la plupart de ces projectiles. Ainsi, ils paraissaient avec sécurité en force autour des murs de la place, tandis qu'aujourd'hui nous ne pouvons en approcher que par des tranchées profondes et bien couvertes.

Les tours dont les anciens flanquaient leurs murailles leur étaient nécessaires, parce que c'était de là seulement qu'ils pouvaient combattre avec quelque avantage leur ennemi, attaché au pied de ces murailles pour les saper ou pour les battre avec le bélier; mais le canon, qui tient aujourd'hui lieu du bélier, ne saurait se placer comme lui au pied de la muraille à laquelle on veut faire brèche : ce canon est établi sur la crête du glacis, et pourrait être battu directement du haut du rempart qui est vis-à-vis, si celui-ci était approprié pour cela beaucoup plus efficacement qu'il ne peut l'être d'un flanc très éloigné, contre lequel il est aisé de se couvrir par un simple épaulement. C'est donc une fausse analogie qui a fait penser qu'on pouvait remplacer les tours anciennes par des bastions, lors de l'invention de la poudre, et la découverte des armes à feu aurait dû ramener à la fortification primitive, au lieu d'en écarter de plus en plus.

Il serait à souhaiter que l'on voulût peser ces réflexions mûrement, dans le seul intérêt des progrès de l'art, sans passion et sans préjugés.

JOURNAL

DES

OPÉRATIONS MILITAIRES

DU SIÉGE ET DU BLOCUS DE GÊNES,

PRÉCÉDÉ D'UN

COUP-D'OEIL SUR LA SITUATION DE L'ARMÉE D'ITALIE,

DEPUIS LE MOMENT OU LE GÉNÉRAL MASSÉNA EN PRIT LE COMMANDEMENT, JUSQU'AU BLOCUS,

ACCOMPAGNÉ DE PLUSIEURS TABLEAUX

ET D'UNE CARTE DE LA PLACE ET DES ENVIRONS DE GÊNES.

Par Paul THIÉBAULT,

GÉNÉRAL DE BRIGADE.

PRÉFACE.

Thiébault (le baron Paul-Charles-François-Adrien-Henri-Dieudonné), fils de Thiébault, secrétaire du grand Frédéric. En 1792, la France était attaquée; le jeune Thiébault, qui venait de terminer ses études en droit, s'engagea volontairement dans un des bataillons que Paris envoyait aux frontières. Sa bravoure, sa capacité le firent distinguer; il eut l'honneur de parcourir tous les grades, et chacun d'eux fut la récompense d'une action d'éclat, de blessures ou de services importans. Tour-à-tour sergent, lieutenant, capitaine, nous le voyons aux armées de la Moselle, des Ardennes, du Rhin, du Nord et d'Italie. Chef de bataillon après la bataille de Rivoli, nommé adjudant-général sur le champ de bataille de Capoue, il rejoint ensuite le général en chef Masséna à Gênes. En 1800, promu au grade de général de brigade, encore sur le champ de bataille; membre de la Légion-d'Honneur à la création de l'ordre, puis commandant, il fait avec la même distinction les campagnes d'Austerlitz et d'Iéna. Gouverneur du pays de Fulde, les habitans lui offrirent une épée d'honneur en témoignage de leur reconnaissance; Thiébault avait administré paternellement leur pays.

Après la paix de Tilsitt, nommé chef d'état-major du corps qui marche sur Lisbonne; en 1808, général de division, gouverneur de la Biscaye et de la Vieille-Castille, il fit bénir son administration. N'oublions pas la particularité suivante: le général Thiébault, dans les mains duquel l'épée et la plume étaient également bien placées, écrivit l'histoire de l'Université de Salamanque, qui, pour lui témoigner sa gratitude, lui conféra le doctorat; cet ouvrage manquait; les Espagnols l'ont traduit et adopté; certes il est piquant de voir réunis sur la même tête le bonnet de grenadier et celui de docteur. A Salamanque, les habitans donnèrent le nom de Thiébault à la belle place que le général fit établir au centre de la ville. A Aldea de Ponte, à la tête de trois mille hommes, il soutint pendant trois jours de glorieux combats contre l'arrière-garde de Wellington, forte de quinze mille hommes. En 1813, de retour à l'armée d'Allemagne, il fut nommé gouverneur de Lubeck, puis commandant supérieur de Hambourg. Il servit la France jusqu'au dernier moment, car, en 1815, il commandait encore au pont de Charenton. En 1818, Thiébault fut l'un des huit lieutenans-généraux d'état-major et président de la commission chargée de rédiger les programmes des cours de l'Ecole d'application, car il est telle direction élevée dont le prétendu zèle ne saurait se charger, et pour laquelle force est bien de recourir aux capacités. Thiébault a été suivi dans sa retraite par l'estime et la sympathie du pays; sa carrière a été glorieusement remplie; peu d'états de services peuvent être comparés aux siens; c'est par ses talens, par son courage que de la position de soldat il s'éleva aux premiers grades. Le général Thiébault est l'un de nos écrivains militaires les plus distingués; sa place est marquée auprès des Mathieu Dumas, des Suchet, Davoust, Lamarque et de tant d'autres officiers, honneur de nos armées, également recommandables par leurs faits d'armes, leurs combinaisons du champ de bataille et par leurs travaux dans le cabinet; réponse concluante aux vaines allégations de ceux qui, vaincus par nos armes et par le cou-

rage intelligent de nos chefs, s'efforçaient de rabaisser les hautes combinaisons de la tactique et de la stratégie à la force brutale du cimeterre musulman.

Les principaux ouvrages militaires du général Thiébault, sont :

1° *Manuel des Adjudans-Généraux et des Adjoints employés dans les Etats-Majors divisionnaires*, un vol. in-8°, 1799.

2° *Vues sur la Réorganisation des Quartiers-Généraux et des Etats-Majors*, un vol. in-8°, 1810. (Les principes exposés dans cet ouvrage ont été en partie adoptés lors de la dernière organisation du corps royal d'état-major.)

3° *Journal des Opérations du Siége et du Blocus de Gênes* (déclaré classique par Carnot), un vol. in-4°.

4° *Manuel général du service des Etats-Majors généraux et divisionnaires dans les armées*, un vol. in-8°, 1813.

5° *Relation de l'Expédition de Portugal en* 1807 *et* 1808, un vol. in-8°, 1818.

6° *Lettre d'un officier français à lord Wellington, sur ses six dernières campagnes*, 1815.

En parlant du Journal des opérations du siége et du blocus de Gênes, Carnot a dit : *Le Journal de la défense de Gênes doit être lu en entier par les militaires appelés à défendre les places, comme une source d'instructions précieuses et comme un modèle de constance et d'intrépidité*. La seconde édition de cet excellent ouvrage est entièrement épuisée. Le général Thiébault, et nous aimons à l'en remercier comme d'un nouveau service qu'il rend à l'armée, a bien voulu non seulement nous permettre de le reproduire en extrait, mais encore nous communiquer le paragraphe suivant qui sera placé en tête de la troisième édition qu'il prépare. Ce fragment fera comprendre l'influence que la défense héroïque de Gênes, défense prolongée au prix des plus affreuses privations et d'un courage qui résista même à la faim, exerça sur l'évènement de la bataille de Marengo qui avait rendu l'Italie à la France. Nous ferons seulement remarquer que le général Thiébault s'est attaché à faire ressortir les services de ses camarades de tous grades, tandis que par une modestie qui sera dignement ap-

préciée, son nom se trouve à peine sous sa plume; mais cette omission, la seule qu'il ait commise, le lecteur saura la réparer.

Dans l'édition nouvelle que nous annonçons, et qui achevera de faire du Journal du siége et du blocus de Gênes un ouvrage à la fois historique, didactique et classique, ouvrage dont la place est marquée dans toutes les bibliothèques militaires, le général Thiébault, après avoir consacré une partie de son introduction à comparer cet événement avec les siéges et blocus les plus célèbres de l'histoire ancienne et moderne, sous les rapports de la situation respective des troupes avant le siége et le blocus, de la durée de l'un et de l'autre, de la disproportion des forces, des moyens et de l'acharnement dans les combats, de l'héroïsme de la défense et des résultats de sa prolongation, continue ainsi :

« Et cependant si de ces faits déjà si extraordinaires, je passe au courage dans les souffrances, au stoïcisme dans les privations, à la résignation aux extrémités qui en ont été la suite, je trouverai qu'ils distinguent et honorent les défenseurs de Gênes autant et plus peut-être que la gloire des armes, qu'ils ne permettent aucune comparaison et l'emportent sur tout ce que l'histoire rappelle.

» Sans doute on ne peut rien ajouter à l'horreur de la famine que supportèrent les habitans de Syracuse, de Sagunte, de Carthage, d'Alise, de Jérusalem, de Palmyre, de Calais, de La Rochelle, d'Harlem, et même de Paris, assiégé par Henri IV.... Mais quand on pense qu'à Paris c'étaient des révoltés luttant contre leur roi et redoutant sa justice; à La Rochelle, des protestans combattant pour leur religion; à Harlem, des habitans dévoués au prince d'Orange et haïssant les Espagnols; à Calais, des Français soutenant les droits de leur souverain et voulant sauver leur ville et leur fortune; et dans les autres siéges que je viens de citer, que c'étaient des hommes défendant leur patrie, leurs biens, leur liberté, leurs familles, leur existence et cherchant à échapper au pillage, à l'esclavage, au mas-

» sacre, à une destruction entière; quand on songe que dans ces occur-
» rences la totalité des habitans, réunis d'intérêts et d'efforts, faisaient
» cause commune avec les troupes, les excitaient, les soutenaient par
» les transports d'un vœu unanime, d'un intérêt immense et commun,
» d'une ardeur qui tenait de la frénésie, et les renforçaient en com-
» battant avec elles, on conçoit que l'on se soit réduit à manger des
» animaux immondes, de l'herbe, de vieux cuirs, et même de la chair
» humaine, comme au dernier siége de Paris, et, antérieurement, aux
» siéges de Sancerre et de Jérusalem par Titus, et à en faire adopter la
» résolution, comme Critognat le fit à Alise; et l'on explique de même
» le désespoir des Syracusiens et des huit cents transfuges de Carthage;
» les Numantins se tuant eux-mêmes, au moment de la chute de leur
» place; douze mille personnes mourant de faim à La Rochelle, et
» presque autant à Calais, sans parler de se rendre; les habitans
» d'Harlem voulant se précipiter, en masse, sur les baïonnettes des
» assiégeans, etc., etc. Mais *ce qui est unique dans l'histoire*, c'est
» que pour aucun de ces motifs, en défendant une ville étrangère, et
» qui renfermait soixante-quinze mille habitans et réfugiés, qu'il
» fallait observer et contenir, en faisant une guerre ordinaire, en lut-
» tant, d'une part, contre des intrigues, des séductions, des trahisons,
» si propres à démoraliser, rebuter et décourager les troupes, à exci-
» ter les habitans à la révolte, et de l'autre, contre une armée et une
» flotte, dont les chefs, avec toutes les garanties du droit des gens,
» offraient, sans cesse, *les plus honorables conditions*, on eût fait,
» par dévouement pour sa patrie, par l'effet du caractère d'un seul
» homme, pour l'honneur, enfin, ce qui n'avait jamais résulté que de la
» fureur des partis, du fanatisme, de la terreur, du désespoir, et d'une
» volonté unanime, justifiée par toutes les considérations humaines;
» enfin que, de cette sorte, on ait porté la constance jusqu'à dévorer
» ce qui ne paraissait pas susceptible d'être mangé, *des havre-sacs*
» et *des gibernes*, jusqu'à perdre par la famine et les épidémies, un

» nombre effrayant de citoyens et de soldats, c'est-à-dire plus de » trente mille, et que, par l'excès du besoin, l'on en soit venu à » cette épouvantable extrémité, dont on ne consacre ici le souvenir » qu'avec un sentiment mêlé d'horreur et de pitié, je veux dire de » manger de la chair humaine, ainsi que cela est arrivé sur plusieurs » champs de bataille.

» Enfin, sous le rapport des résultats, la constance et la bravoure » des Syracusiens, sous Harmocrate, délivrèrent leur patrie; et l'opi- » niâtre défense de Spolette et autres petites places de l'Italie, retarda » l'exécution des projets d'Annibal contre les Romains et sauva Rome, » peut-être; la valeur des Parisiens les préserva du joug des Nor- » mands; deux fois, et sous les ordres d'Huniade, les habitans de Bel- » grade, en conservant leur ville, arrêtèrent les ravages d'Amurat et de » Mahomet II, et couvrirent l'Europe; la défense de Marseille débar- » rassa la France d'une des armées de Charles-Quint; et Landrecies » fut l'écueil de sa fortune; la prise d'Ostende coûta quatre-vingt-dix » mille hommes aux assiégeans, et le siége de Candie immortalisa » Corsini. Qu'ajouterai-je?... De nos jours, la durée des siéges de » Lille, de Thionville et de Landau, la durée des blocus de Maubeuge, » concoururent puissamment à couvrir nos frontières, à arrêter l'en- » nemi, et à donner à nos armées le temps de se remettre et de se » réorganiser, et la défense de Mayence, tout en conservant sa garni- » son à la France, détruisit, pour ainsi dire, une armée tout entière » à l'Autriche; et cependant la durée de la défense de Gênes eut des » conséquences plus importantes, puisqu'elle força l'ennemi à se mor- » celer, qu'elle commença la ruine et la défaite d'une des plus belles » armées que l'Autriche ait mises en campagne; qu'elle la contraignit » à des sacrifices que l'occupation même de cette ville ne pouvait plus » compenser, et qui furent irréparables; qu'elle facilita l'entrée de » l'Italie à l'armée de réserve, et qu'elle rendit la victoire de Marengo » possible; et que d'autant plus glorieuse qu'elle résultait de plus d'ef-

» forts et fut plus importante, cette défense forma le premier anneau » de cette chaîne d'évènemens surnaturels qui en 1800, et postérieu- » rement à cette époque, illustrèrent la France et couvrirent l'Europe » des monumens de sa gloire.

» Ainsi, sous le rapport de la situation respective des troupes, de » l'état de débandement dans lequel le général Masséna trouva l'ar- » mée d'Italie, du temps bien évalué, des forces, de la famine, des » épidémies et des pertes; du nombre comme de la nature des com- » bats, et de leur acharnement, des résolutions les plus hardies, des » motifs les plus magnanimes, enfin des résultats, il est évident que » le siége et le blocus de Gênes, déjouant les plus vastes projets, con- » tribuant au succès des plus hautes conceptions, et faisant briller » d'un nouvel éclat la gloire d'un grand capitaine, l'emportent sur tout » ce qu'en ce genre de guerre il est possible de leur comparer. »

Paris, 12 pluviôse an IX républicain.

André MASSÉNA,

Au citoyen Paul Thiébault, général de brigade.

Je vous renvoie ci-joint, citoyen général, le manuscrit d'après lequel doit se faire la seconde édition du Journal du Siége et du Blocus de Gênes.

Je l'ai lu avec toute l'attention que mérite un ouvrage destiné à consacrer un évènement que le zèle et le dévouement de tant de braves rendraient mémorable, quand même les circonstances eussent été différentes.

Il est impossible d'être plus exact dans les détails, plus rigoureusement vrai dans les raisonnemens, et plus juste dans les conséquences que vous ne l'êtes.

Je ne vous parlerai pas de ce que votre amitié vous a dicté relativement à moi; mais je ne puis manquer de vous témoigner combien j'ai aimé à remarquer le soin particulier avec lequel vous vous êtes plu à rendre justice aux corps qui ont défendu Gênes, et aux chefs de tous grades sous les ordres desquels ils ont combattu durant cette époque si pénible et si glorieuse pour eux tous.

Je vous assure de mon estime et de mon attachement.

Masséna.

COUP-D'OEIL

SUR

LA SITUATION DE L'ARMÉE D'ITALIE,

DEPUIS LE MOMENT OU LE GÉNÉRAL MASSENA EN A PRIS LE COMMANDEMENT, JUSQU'AU BLOCUS DE GÊNES.



La ville de Gênes, située sur le bord de la mer, est bâtie en amphithéâtre, sur le penchant d'une montagne, dont la base occupe une étendue d'environ quatre milles d'Italie, et qui sépare la Ligurie en deux parties à peu près égales. Elle est entre les torrens de la Polcevera et du Bisagno, qui donnent ou doivent leurs noms à deux vallées à peu près parallèles, par lesquelles on arrive à la haute crête des Apennins.

Cette ville est fermée par deux enceintes de fortifications; l'une, intérieure, occupe la moitié de la montagne sur le penchant de laquelle Gênes est bâtie; et l'autre, extérieure, renferme la totalité de la montagne, et forme un angle exact, dont la mer est la base. Les deux côtés de ce même triangle s'élèvent sur des escarpemens qui regardent les deux vallées, et forment un angle aigu, sur la sommité de la montagne; l'ouvrage qui le couvre se nomme l'Eperon, à cause de la figure que forme l'ensemble de cette double enceinte. Il part de cette sommité une crête en dos d'âne, qui déverse par des escarpemens très difficiles, situés à sa droite et à sa gauche, sur les deux torrens. Du côté opposé à celui par lequel elle tient à la ville, elle déverse sur une espèce de col par lequel se fait la communication des deux vallées de la Polcevera et du Bisagno. C'est entre l'Eperon et ce col que se trouve la position des Deux-Frères, c'est-à-dire deux pointes qui coupent cette crête et la commandent, et le Mont-Isolé, sur lequel est bâti le fort Diamant. Au-delà de ce col, la crête recommence et se prolonge en s'élevant jusqu'à la sommité des Apennins. C'est sur la gauche du Bisagno que se trouvent les forts de Quezzi, de Sainte-Tècle et de Richelieu, qui défendent les approches de la Madona-del-Monte et d'Albaro.

Le terrain, sur lequel les fortifications de Gênes se trouvent tracées, a été parfaitement saisi; les flancs et les vues y sont multipliés avec une connaissance exacte des sites bizarres qui l'environnent. Le rempart est d'une largeur prodigieuse, ce qui le rend susceptible de toutes les sortes d'ouvrages qui peuvent ajouter à la défense.

Le blocus de Gênes est, par son importance et par les circonstances qui l'ont accompagné, l'une des opérations les plus faites pour inspirer un vif intérêt aux militaires et à tous les Français, et pour tenir une place distinguée

dans l'histoire de cette nouvelle guerre de la révolution.

Afin qu'il ne reste aucun doute à cet égard, il suffit de se rappeler que Gênes (la seule place importante qui, en 1800, nous restât en Italie) se trouvait en même temps l'objet de l'ambition de la maison d'Autriche, et de la sollicitude de la République française; que Gênes, défendue par une poignée de soldats débiles, composant, après les désastres de la dernière campagne, les débris de l'armée d'Italie, fut attaquée par une armée fraîche, victorieuse et quintuple de la nôtre; que la prise de Gênes avait paru si importante à l'empereur d'Autriche, que c'est à Vienne que s'arrêta le plan de cette attaque, dans laquelle on mit à profit nos maux présens et passés, notre dénuement, notre misère, et tous les désavantages de notre position militaire; et que la coalition entière semblait avoir en quelque sorte attaché l'honneur de la campagne, ou du moins de son début, à l'occupation de cette place. D'ailleurs tout devait d'autant plus évidemment faire désirer aux puissances de la coalition de conquérir Gênes, et à la France de la conserver, que l'empereur parvenant à nous l'enlever, se trouvait maître de l'Italie entière, pouvait espérer de reprendre ses premières positions sur les Alpes-Maritimes, attaquer la Suisse, ou, avec la réunion de ses troupes, résister aux efforts que nous pourrions faire de ce côté, ou enfin renforcer son armée du Rhin; et que nous, restant toujours maîtres de Gênes, nous formions une diversion puissante, qui ne pouvait manquer de favoriser, d'une manière heureuse, les opérations de nos armées dans la Suisse, ou leur entrée en Italie, par les débouchés du Haut-Piémont

Mais indépendamment de ces considérations majeures, et sans même parler des avantages commerciaux que Gênes procure, de quelle importance militaire n'est pas, pour l'armée qui doit faire la guerre dans le Piémont, cette place qui offre en même temps un lieu commode pour les arrivages et les magasins, et un point d'appui infiniment respectable? De quelle importance n'est-elle pas pour le commerce et la sûreté de la Corse et du midi de la France?

Tout fut donc mis en usage par l'ennemi pour s'assurer de cette conquête, qu'il entreprit avec tous les avantages possibles. Suivons la série étonnante des faits qui composent cet historique, et voyons combien le génie peut suppléer aux ressources, et la valeur au nombre.

Mais avant de commencer la narration des faits particulièrement relatifs au blocus, jetons les yeux sur la situation de l'armée, lorsque le général Masséna en prit le commandement; tout présageait pour elle d'inévitables désastres, et en effet, de quelque côté que l'on portât ses regards, on ne découvrait que des principes de désorganisation et de mort.

Dénuée de tous secours, cette malheureuse armée, dans la misère la plus profonde, achevait l'hiver le plus rigoureux sur les âpres rochers de la Ligurie.

Pâles, languissans et défigurés, affamés et nus, découragés et abattus, les soldats ne semblaient plus être que des spectres. Les routes étaient couvertes de mourans et de cadavres; et les malheureux qui parvenaient à se traîner jusqu'à un hôpital, y étaient sans paille, sans le plus léger aliment, sans secours d'aucune espèce, et y trouvaient, sur un marbre glacé, et au milieu des cadavres (que même à la fin,

dans beaucoup d'hôpitaux, on n'enterrait plus que très tard), une mort plus prompte, plus cruelle et plus certaine que dans les camps malsains et sur les routes qu'ils quittaient.

Dans l'armée, toutes les parties de service présentaient d'aussi déplorables résultats : partout la misère la plus cruelle faisait les ravages les plus affreux ; et comment y remédier? tout était vide, les magasins et les caisses ; tous les efforts successifs des différens chefs de cette armée n'avaient servi qu'à prouver leur inutilité ; toutes les ressources publiques et privées étaient épuisées ; toutes les espérances étaient évanouies ; et l'armée, dans cet état pitoyable, se consumait avec une rapidité effrayante, par les épidémies.

Les désertions, la faim, et les maladies qu'elles produisaient, enlevaient tous les jours trois à quatre cents hommes à l'armée, et il était à craindre que ces causes réunies ne parvinssent avant peu à la dissoudre entièrement.

Des maux de cette nature, portés à ce degré, et auxquels le gouvernement Directorial, malgré des promesses sans cesse réitérées, n'avait appliqué depuis sept mois aucun remède efficace, n'avaient pu manquer d'en produire toujours de nouveaux ; et c'est par leur concours que s'effectuait chaque jour l'entière dissolution de l'armée. Tout le monde fuyait ces contrées livrées au désespoir, on cherchait à échapper à la mort, qui de tous côtés y paraissait sous la figure la plus hideuse. C'est ainsi que, sans faire usage de ses armes, l'ennemi nous vit, dans la rivière de Gênes, perdre dans un seul hiver (le plus désastreux dont les annales de la guerre puissent faire mention) près de trente mille combattans. La solde était arriérée de cinq, six et sept mois.

Tel était pourtant l'état épouvantable de cette armée, lorsque le général Masséna, par le dévouement le plus généreux, quittant une armée victorieuse et dans l'abondance, en accepta le commandement.

Le général en chef, de son côté, fit exécuter avec tant de rigueur l'ordre qui prescrivait à tous les Italiens réfugiés de se rendre à Dijon, qu'il débarrassa Gênes d'un grand nombre de bouches inutiles.

La faim que nos soldats éprouvaient était telle, qu'ils mangeaient toutes les racines et les herbes qu'ils pouvaient découvrir sur les rochers arides qu'ils défendaient : c'est ainsi que toute une compagnie de la 24e de ligne s'empoisonna en mangeant une soupe de ciguë. A la fin, les hommes de corvée des corps un peu éloignés de Gênes n'avaient plus la force de venir aux distributions.

Cette misère générale, cette appréhension continuelle de disette étaient accablantes. Tout contrariait les intentions du général en chef, et annulait ses efforts. En effet, tout semblait se réunir contre lui : la négligence des uns, la mauvaise foi des autres, l'incapacité, le défaut de moyens, et les vents qui, pendant plus de quatre mois (circonstance qui n'était jamais arrivée), restèrent constamment contraires à l'arrivage des convois venant de France à Gênes. Les dieux et les hommes paraissaient conjurés pour assurer la perte de l'armée et de la Ligurie, ou pour préparer, par la difficulté du succès, la gloire la plus brillante à celui qui, malgré tant d'obstacles, parviendrait à un résultat heureux.

Mais que font aux maux présens et urgens des remèdes qui ne peuvent agir que dans la suite? Aussi, tout en espérant un avenir plus heureux, les embarras se multipliaient toujours, et

l'espoir alors fondé de les voir sous peu terminés, était ponr le général en chef un soulagement d'autant plus faible, que tout l'hiver s'était passé en vaines espérances et en une attente inutile; qu'il était arrivé au moment où les débouchés des Alpes étaient devenus praticables; qu'il savait que l'ennemi se préparait à rentrer en campagne, commençait à se rassembler, manœuvrait sur toute sa ligne, et déjà serrait les avant-postes de l'armée française; qu'il ne ponvait se dissimuler que ses troupes n'étaient pas en état de faire la guerre, et qu'il voyait leur découragement augmenter chaque jour, avec le prolongement de leurs maux. En effet, l'ennemi s'était renforcé et refait, pendant qu'en Italie l'armée française avait continué à se fondre et à s'anéantir.

On ne peut disconvenir que l'entrée en campagne dn général de Mélas ne soit digne des plus grands éloges, et ne mérite d'être citée, par les mesures au moyen desquelles il cacha les forces qu'il avait en Italie.

Toute cette armée autrichienne, rassurée par notre état et notre faiblesse, s'était bornée, pendant l'hiver, à nous faire observer par un simple cordon, et avait été répartie dans toutes les places du Piémont, de la Lombardie, du pays de Venise, du Bolonais, de la Marche d'Ancône et de la Toscane.

Ainsi divisée, elle avait en effet paru faible partout; mais elle avait reçu facilement tout ce qui avait pu être nécessaire à son entière restauration. Les recrues et les renforts qu'elle s'était procurés pendant son long repos, répartis d'après le même système, n'avaient presque pas été aperçus. Les rapports, de quelque côté qu'ils aient été reçus, avaient fait mention de si peu de troupes, que l'on regardait généralement cette armée comme très loin d'avoir réparé les pertes de la dernière campagne, d'antant plus que l'on avait répandu et accrédité le brnit que les maladies l'avaient considérablement réduite. Enfin l'on croyait encore qu'elle rentrerait tard en campagne, ou même que l'on pourrait la prévenir, lorsqne déjà les corps qui la composaient marchaient pour se rassembler.

Quand, par ce mouvement spontané, on vit toutes les villes fournir tout-à-coup de nombreux bataillons à l'armée active, et M. de Mélas réunir en peu de jours dix mille hommes en avant de Bobbio, sept mille en avant de Tortone, trente-cinq mille à Acqui et Alexandrie, et nons attaquer avec des forces aussi respectables, en laissant encore dans le Piémont tonte sa cavalerie, une artillerie superbe, et vingt mille hommes d'infanterie, l'étonnement fut universel, et l'on ne put s'empêcher d'admirer le secret de ces préparatifs, et la précision de l'exécution.

Mais un rapprochement qui, sans doute, n'échappera pas à l'histoire, c'est que deux mois et dix jours après, M. de Mélas a été battu par l'effet d'une ruse en partie semblable à celle qu'il venait d'employer, et bien plus étonnante par la hardiesse de sa conception, et par les difficultés que son exécution présentait.

De ces faits découlait une conséquence accablante: c'est que, forcée dans ses positions, l'armée n'avait en grande partie que Gênes pour retraite, et Gênes n'était pas approvisionnée; Savone même n'avait pu l'être. D'nn côté, le gouvernement ligurien déclarait ne pouvoir plus concourir à nonrrir les troupes; et pour surcroît de douleurs, les maladies continuaient leurs ravages; et pour comble d'embarras, l'argent, si nécessaire dans une

armée où tout abonde, manquait absolument dans celle-ci, où tout manquait avec lui. La poste des courriers, et des officiers de tout grade, portait sans cesse ces affligeans détails au premier consul; mais la position de l'armée était telle, qu'elle ne pouvait être secourue où elle était. C'est une vérité que le gouvernement n'avait pas pu avouer, mais qu'il est facile d'établir; et en effet, il lui aurait fallu, à cette armée, des sommes énormes pour changer sa situation; et de moindres dépenses pouvaient créer une armée tout entière. Il lui aurait fallu en infanterie d'immenses renforts: or, les troupes ne pouvaient y arriver qu'après une marche aussi longue que fatigante, et il n'y avait pas même dans la Ligurie de quoi nourrir et solder le peu de troupes qui y étaient. Il lui aurait fallu de la cavalerie, et l'on n'avait pas même le fourrage nécessaire pour faire vivre le petit nombre de chevaux des généraux employés dans l'armée. Il lui aurait fallu de l'artillerie, et il n'y avait pas de route pour l'amener, pas de chevaux pour la conduire, et pas de fourrages pour nourrir les chevaux. La mer, le seul moyen de nous procurer des secours, appartenait aux Anglais.

Quant au général Masséna, qui ne pouvait penser que l'armée de réserve fût en mesure de secourir l'armée d'Italie, il eut la douleur de se voir bloqué dans le moment où la pénurie et la misère étaient à leur plus haut degré; dans le moment où l'armée, sans fournisseurs, et après avoir épuisé une grande partie des ressources locales, n'avait pas dans ses magasins pour vingt-quatre heures de pain; et où, pour comble de malheur, il attendait à l'aile droite trois demi-brigades et trois régimens de cavalerie, et où il savait deux millions arrivés à Nice, et les dix-huit mille quintaux de blé expédiés de Marseille pour Gênes, par la compagnie Guyot.

Mais au 15 germinal, l'ennemi qui, par son attaque, ne nous laissa pas le temps de recevoir de secours, détruisit à la fois toutes nos espérances d'argent, de vivres et de renforts. Aussi, comme nous n'étions point en mesure, et qu'il n'y avait aucun équilibre de forces ni de moyens entre nous et lui, nous ne pouvions rien opposer au choc de ses masses; nous ne pouvions lui faire, avec quelqu'avantage, qu'une guerre telle que, par le résultat des mouvemens, nous parvinssions à le diviser, afin de nous porter réunis sur ses parties éparses. C'est d'après toutes ces données, que s'étant principalement dirigé sur Vado et sur Savone, il s'empara de la première de ces deux places dès le second jour de l'attaque, et isola par ce mouvement l'aile droite de l'armée. Cette dernière, seule, défendit Gênes contre tous les efforts des coalisés. Gênes était le but connu des tentatives de l'ennemi. Ce journal ne comprendra donc en détail que les opérations de cette aile, qui sont, par cette raison, ce qu'il y a de plus intéressant dans le rôle que ces débris de l'ancienne armée d'Italie furent appelés à remplir au commencement de cette nouvelle campagne.

JOURNAL

DES

OPÉRATIONS MILITAIRES

DU SIÉGE ET DU BLOCUS DE GÊNES.

Du 15 germinal.

Au 15 germinal, jour de la reprise des hostilités, l'aile droite de l'armée d'Italie, aux ordres du lieutenant d'armée, le général Soult, formait trois divisions.

Le tableau qui se trouve à la fin de ce volume, sous le nº 1, indique l'emplacement et la force de cette aile.

Elle était composée de quinze mille trois cent vingt hommes, desquels défalquant un cinquième, qui est au moins ce en quoi les états de situation diffèrent du nombre des combattans, l'on verra l'élite de tout ce qui restait de l'armée d'Italie, à peu près douze mille hommes.

Telle était la situation militaire de cette aile de l'armée, losrque la campagne s'ouvrit. Sa ligne qui, sans compter la marine, avait plus de soixante milles d'étendue, l'était beaucoup trop sans doute pour le nombre des hommes qui pouvaient être employés à sa défense. Elle ne pouvait néanmoins être resserrée : il fallait nécessairement garder les côtes pour prévenir le débarquement et protéger les arrivages, occuper tous les débouchés, et conserver, autant qu'il serait possible, les communications de cette aile avec le reste de l'armée; ce qui devenait même chaque jour d'autant plus important, que les rassemblemens, les mouvemens et les reconnaissances que, depuis plus de dix jours, l'ennemi faisait sur tout notre front, et les magasins considérables qu'il avait formés en plusieurs points différens de sa ligne, ne pouvaient permettre de douter d'une attaque prochaine et générale. Il était donc indispensable de l'observer de près et sur tous les points, et de suppléer à la faiblesse des moyens par tout ce que pouvaient la valeur, l'activité, et l'expérience la plus éclairée.

Aussi les instructions les plus précises et les mieux détaillées avaient-elles été données par le général en chef à ses lieutenans. Elles s'accordaient toutes à recommander de suivre le système des masses, et de réunir d'après cela chaque division aux premières tentatives de l'ennemi, ce parti étant le seul qui pût diminuer les risques de notre position, qui nous réduisait à n'avoir sur les différens points de notre ligne qu'une apparence de forces : enfin Gênes, le but connu des

projets de la coalition, avait de même été indiquée pour le point de retraite des trois divisions de l'aile droite.

Nous étions ainsi dans l'attente de l'explosion, lorsque le 15, l'apparition de toute la flotte anglaise fut le signal des attaques, qui en effet commencèrent le même jour : savoir à Recco que nous évacnâmes le matin, mais où nous rentrâmes le soir ; à Borgo-di-Fornari, où l'eunemi voulut couper la ligne de nos troupes, et où le général Poinsot le repoussa en lui faisant quatre-vingt-quatre prisonniers ; et sur les hauteurs qui se trouvent à la gauche de Cadiboua (1), où nous conservâmes, par une résistance opiniâtre, toutes nos positions.

16 Germinal.

Le 16 germinal l'attaque fut générale. Afin d'en présenter les principales circonstances, suivons-la de la droite à la gauche, c'est-à-dire depuis Recco jusqu'à Vado.

Elle eut lieu sur les troupes de la première division par un corps de dix mille Autrichiens, rassemblé en avant de Bobbio, auquel s'étaient joints tous les révoltés de Fontana-Buoua, et qui, sous les ordres du lieutenant-général *Baron Otto*, était destiné à se porter snr Gênes.

Monte-Cornua fut de ce côté le point de la principale attaque. L'ennemi, après avoir forcé Panesy, Saint-Alberto et Bargaglio, y arriva sur trois fortes colonnes, et par un mouvement rapide, contraignit la 74e, qui défendait cette position, à l'abandonner. Cette demi-brigade se retira, partie sur Nervi, partie sur le Monte-Faccio, où la 106e se porta pour la sontenir. Dans l'après-dîner, cette dernière position fut encore enlevée, malgré tout ce que, dans différens combats (anxquels la nuit seule mit fin), le géuéral de brigade Darnaud et ses troupes aient pu faire successivement pour la couserver et la reprendre.

Malgré ces avantages, l'ennemi eut cent prisonniers de faits dans cette affaire, où il ne nous en fit point (1). Nos troupes près d'être reployées de Recco, de Nervi et même de Bogliasco, prirent cependant position de manière à couvrir Gênes, et à ne pas abandouner Qninto, qui nous resta.

A Torriglia et Scoffera, l'attaque

(1) Il y a trois principaux débouchés, qui, dans la rivière du Ponent, versent du Piémont à la mer. Ces débouchés, tous praticables pour l'artillerie, sont le Col de Tende, Cadibona et la Bocbetta. En choisissant le premier, les Autrichiens réunissaient presque toute l'armée d'Italie sur leur derrière, manquaient un des premiers buts qu'ils devaient avoir (celui de la diviser), multipliaient les obstacles, et augmentaient leurs risques. En s'avançant par la Bocbetta, ils réunissaient toute l'armée française sur leur front, et ne tiraient aucun parti des avantages de leur position militaire.

Cadibona seul leur présentait presque tous les avantages réunis sans inconvéniens. En s'avançant par là, ils coupaient notre ligne, bloquaient Savonne qui était sans vivres, se liaient à la flotte anglaise par la rade de Vado (seul point de cette rivière où les vaisseaux puissent sûrement mouiller); forçaient l'aile droite à faire, pour les attaquer, des mouvemens extrêmement difficiles, pénibles et dangereux ; et enfin ils trouvaient, contre ses efforts et ceux du centre, d'inexpugnables positions sur les hauteurs de Saint-Jacques, de Monte-Notte, etc. Mais la lenteur des mouvemens de l'armée autrichienne annula pour elle la majorité des effets qu'elle devait attendre de son état, do nôtre, et de la bonté des plans arrêtés pour la campagne.

(1) Le chef de bataillon du Peliet, de la 106e, y fut blessé de cinq coups de feu.

Parmi les braves qui eurent encore occasion de se distinguer dans cette journée, le général Miolis nomma avec éloge le citoyen Guirmont, lieutenant des grenadiers de la 24e de ligne.

avait aussi été très vive. Le général de brigade Petitot, qui y commandait, s'y était défendu avec toute l'intelligence possible; mais le Monte-Faccio ayant été emporté, sa brigade, forte de mille combattans seulement, se trouvant compromise, il fut contraint d'opérer sa retraite sur Prato dans le Bisagno, où le général en chef le fit soutenir par la 73e, qu'il tira de Gênes à cet effet.

Le général Petitot, en donnant, dans une des charges de l'ennemi, l'exemple de la plus grande bravoure, fut blessé d'un coup de feu (1). Le chef de brigade Gond, de la 24e de ligne, le remplaça momentanément dans le commandement de cette brigade.

La seconde division avait été attaquée avec moins d'acharnement. Après un combat peut-être plus long qu'opiniâtre, les postes que nous avions à Cazella, Savignone, Borgo-di-Fornari, Pianone, Castagno et Ronco, afin de ne rien compromettre, s'étaient retirés devant des forces supérieures (2) que l'ennemi, après avoir bloqué Gavi, dirigeait par plusieurs routes sur la Bochetta, pour attaquer cette position de front et la tourner en même temps; ce qui détermina le général Gazan à faire prendre aux 2e et 3e de ligne, position à Buzalla, poste flanqué par la Scrivia et le Monte-Jovi, et si important à cause de l'embranchement des routes qui s'y croisent. Il retira aussi sur Molini les troupes qu'il avait à Voltaggio, et en avant de cette position, et qui, par Pianone et Castagno, auraient pu être enveloppées (3). Les cabanes de Marcarolo, Rossiglione et Monte-Calvo, attaquées avec beaucoup de vigueur, furent de même évacuées en un instant malgré les efforts de la 78e, chargée de les défendre; mais les troupes de cette demi-brigade reprirent presque de suite ces positions confiées à leur valeur (4). Cette reprise de Monte-Calvo était d'autant plus importante, que de cette position l'ennemi se liait avec les troupes qu'il avait à Sassello, pouvait, en descendant sur Cogoletto, couper toutes nos communications par terre avec Savone, et envelopper la troisième division.

Pendant que ces divers évènemens avaient lieu dans la première et la seconde division, la troisième, commandée par le général de brigade Gardane, soutenait de terribles combats.

Des trente mille hommes que M. de Mélas avait rassemblés seulement dans la province d'Acqui, vingt mille, sous ses ordres, marchaient sur Savone, par la route de Spigno, Dego, Cairo et Altare, et nous n'avions dans cette partie que trois mille combattans. Par des prodiges de valeur, ils arrêtèrent l'ennemi pendant trois heures en avant des redoutes de Torre, d'Altare et de Monte-Notte; mais, accablés par le nombre et toujours attaqués et chargés par des troupes fraîches et nouvelles, ils quittèrent, vers les dix heures du matin, ces ouvrages pour se retirer à Cadibona, où ils devaient prendre po-

(1) La 24e de ligne eut dans cette affaire douze officiers et cent cinquante sous-officiers et soldats tués ou blessés.

(2) Dans ce mouvement rétrograde, nous perdîmes un convoi de farine et d'eau-de-vie, destiné à Gavi, et qui fut pris près de Carosio, par la cavalerie ennemie.

(3) La 2e demi-brigade de ligne, qui se distingua par sa valeur et la précision de ses mouvemens, fit, vers le soir, soixante prisonniers à l'ennemi.

(4) La rentrée de nos troupes dans Rossiglione est entièrement due au dévouement que montra dans cette occasion le troisième bataillon de la 78e de ligne.

sition, mais où il fut impossible de les rallier, l'ennemi ayant profité de son premier succès avec tant de vitesse et d'impétuosité, que ce village fut presqu'aussitôt enlevé qu'attaqué.

C'est dans ce moment qu'arriva le lieutenant-général Soult (parti dans la nuit de Cornegliano). Il voit le danger qui, dans le désordre où il la trouve, menace toute cette division; et jugeant qu'il n'y avait qu'un coup de vigueur qui pût la sauver, il cède à la fois à un mouvement généreux et à l'impétuosité de son courage, il s'élance au milieu des soldats, saisit un drapeau de la 97e demi-brigade, et le porte dans l'endroit où les Autrichiens faisaient les plus rapides progrès. Ce trait d'audace, et d'un dévouement généreux, produit sur des Français un effet digne d'eux; les troupes se rallient, l'homme intimidé devient un brave, et l'ennemi est arrêté. L'adjudant-général Mathis, employé auprès du général Soult, est blessé dans ce moment.

Le général Soult prend, vers une heure après midi, la position de Monte-Moro. Le feu se ralentit; mais l'ennemi déborde bientôt la ligne des troupes qui lui défendaient les approches de Savone avec tant d'opiniâtreté. Une de ses colonnes, dont le mouvement occupait le plus le général Soult, était celle qui, descendant des hauteurs de la Stella, se dirigeait sur Albissola, seul point par lequel la division pouvait se retirer sur Gênes: sa position devenait critique: le général eût bien de suite effectué sa retraite; mais, pour jeter quelques vivres dans le fort de Savone, qui n'avait pu être approvisionné à cause de la disette de l'armée, il fallait gagner la nuit. Le général Soult, frappé de cette nécessité, manœuvre pour occuper l'ennemi: ce dernier prend le change pendant deux heures; mais vers trois heures après midi, il marche sur Monte-Moro. Cette position se trouvant à la fois tournée et attaquée de front, la retraite fut ordonnée; l'ennemi nous serra même de si près, qu'il entra avec nos troupes dans les faubourgs de Savone. Il en fut néanmoins chassé, et la ville nous resta pendant la nuit (1), temps précieux, pendant lequel le général Soult jeta dans le fort la 93e de ligne, forte de six cents hommes, chargea le général de brigade Bujet de sa défense, et lui donna, pour approvisionnemens les vivres qui devaient être distribués le 17 à la troisième division.

A deux heures du matin, ayant évacué la ville de Savone, il se rassembla aux Capucins (2) et se retira de là sur les hauteurs d'Albissola, où l'ennemi était déjà, mais d'où il fut chassé avec vigueur (3), par l'effet des mouvemens au moyen desquels le général Soult se fit jour.

Quelque succinct que soit ce tableau, il suffit néanmoins pour prouver que

(1) En tués et blessés, la 97e perdit dans ces différens combats quinze officiers, au nombre desquels était le chef de bataillon Crusy, et cent soixante-cinq sous-officiers et soldats.

(2) Toute la troisième division fut rassemblée là, excepté le deuxième et le troisième bataillon de la 3e légère, et le deuxième bataillon de la 63e. Ces trois bataillons, laissés dans les redoutes de Montenesino, ne les quittèrent après cinq heures du soir qu'au moyen d'un signal convenu à cet effet: coupés du reste de la division, ils se dirigèrent sur Voltry, après avoir forcé l'ennemi à la Stella, et ne rejoignirent la division que le 18, à la position de Varraggio.

(3) Le général de brigade Gardanne, connu par ses talens distingués, et par des connaissances militaires infiniment rares, ajouta encore dans cette journée sanglante à sa réputation si souvent justifiée.

ces combats de Torre, de Cadibona et de Monte-Moro, qui furent soutenus à coups de baïonnettes, de pierres et de crosses, ont dû coûter beaucoup de monde de part et d'autre. Il n'y eut cependant pas plus de proportion entre le nombre des morts et des blessés de l'ennemi et le nombre des nôtres, qu'il n'y en avait entre les forces respectives. En raison de notre faiblesse, l'ennemi ne pouvait tirer que sur des hommes épars; en raison de sa force, nous tirions toujours sur des masses (1).

Vers deux heures après midi, pendant que nos troupes soutenaient de tous côtés les attaques nombreuses et terribles, au moyen desquelles l'ennemi sépara l'aile droite du centre de l'armée, et prépara ainsi le blocus de Gênes, une frégate anglaise approcha de cette ville, et tira sur le quartier de Carignan (le plus populeux et le plus pauvre), à peu près quarante coups de canon. Le but, qui était de produire un soulèvement, fut manqué. Le peuple resta tranquille, et la frégate reprit le large vers trois heures.

17 Germinal.

L'ennemi, parvenu le 16 au soir à la vue de Gênes par l'occupation du Monte-Faccio, y avait allumé, pendant la nuit, un très grand nombre de feux, pour augmenter encore l'idée que ses premiers succès avaient donnée de sa force. Cette conduite avait pour but principal d'exciter à un soulèvement le peuple de la ville et celui de la campagne. Ce moyen ne fut pas le seul dont l'ennemi fit usage dans les mêmes vues. Par son ordre, le tocsin fut sonné en même temps dans toutes les vallées qui avoisinent Gênes : de nombreux émissaires furent envoyés dans tous les villages; et faisant à la fois servir à l'exécution de ses desseins, les voies de la rigueur et celles de la persuasion, ses agens furent chargés de caresser les uns et de menacer les autres. On fit plus, à l'égard d'un peuple pauvre et mercantile : ceux des habitans qui prirent les armes furent soldés, et les autres furent imposés (2).

Un de ces êtres vils qui trafiquent partout de leur infamie, ce même Assereto, dont nous avons parlé dans l'une des notes de cet ouvrage, était le principal instrument de ces manœuvres : M. le baron d'Aspres, colonel du régiment des chasseurs de son nom, commandant alors le corps de troupes qui nous avait enlevé le Monte-Faccio, était regardé par tous les Génois, comme l'homme qui en était l'âme.

Le général en chef, trop militaire pour ne pas chercher à tenir campagne le plus long-temps possible, et trop politique à la fois pour ne pas sentir la nécessité de battre l'ennemi sous les yeux de ces mêmes Génois qui avaient été témoins de ses avantages, résolut (avant de se livrer à des opérations qui pouvaient le retenir quelques jours loin de Gênes) de reprendre le Monte-Faccio, et arrêta cette attaque pour le lendemain matin. La nuit fut donnée aux dispositions, et le soleil en se levant éclaira la marche des deux colonnes destinées à cette entreprise.

(1) La 62e perdit ce jour-là cent vingt-huit hommes; dans le nombre des blessés se trouva le chef de bataillon Beaufils.

(2) Cette solde se prenait, partie sur les impositions ci-dessus rapportées, et partie sur des fonds fournis à cet effet par la duchesse de Parme, si l'on s'en rapporte aux dépositions de plusieurs espions fusillés à Gênes pendant le cours du blocus.

Le général Darnaud commandait celle de droite, composée de la 74ᵉ et de la 106ᵉ de ligne, et déboucha par Quinto.

Le général de division Miolis commandait celle de gauche, composée de deux bataillons de la 25ᵉ légère, moins leurs carabiniers (1), et marcha par Parisone.

Le feu des deux colonnes, quoique parties de points très éloignés, commença à quatre minutes de distance. Cet ensemble si heureux, et si remarquable dans un pays de montagnes, la valeur des troupes, qui fut supérieure à tous les éloges qu'on pourrait leur donner, le dévonement des officiers, l'exemple des chefs, la présence du général Masséna, tout concourut, malgré la supériorité du nombre et les avantages inappréciables de la position, à ramener la victoire sous nos drapeaux (2).

L'ennemi culbuté sur le Monte-Faccio, le fut de même à Panesi, à Saint-Alberto et à Scoffera, que successivement il voulut encore défendre, et où le général Darnaud prit position après l'en avoir chassé. Pendant ces derniers mouvemens, le général Miolis occupa le Monte-Cornua avec un corps de réserve.

Cette affaire fut hardie, rapide et brillante. Le chef d'escadron Burthe, premier aide-de-camp du général en chef, et qui, d'après ses ordres, avait suivi le mouvement des troupes commandées par le général Miolis, se couvrit de gloire dans cette affaire, et particulièrement en chargeant à la tête des grenadiers du bataillon de la 55ᵉ et de ceux des 73ᵉ et 106ᵉ qu'il avait eu ordre de conduire. On peut dire de ce militaire, que jamais le hasard ne lui offre en vain l'occasion de justifier et d'accroître la réputation que ses talens et sa bravoure lui ont acquise.

Au moment où le général en chef vit l'ennemi forcé sur ce point, il envoya aux deux bataillons de la 25ᵉ légère, qui combattait encore sous les ordres du général Miolis, l'ordre de se rendre à Gênes, et partit pour le Bisagno, avec sa réserve (le troisième bataillon et les carabiniers de la 25ᵉ légère). Mais la victoire, organisée par lui, l'y avait précédé, et déjà la brigade du général Petitot, alors sous les ordres de l'adjudant-général Hector, et qui, après avoir été renforcée par la 92ᵉ de ligne, était chargée d'opérer une diversion, battait l'ennemi de ce côté, lorsque le général Masséna y arriva, et se portait sur Campanardigo, où elle arriva dans la journée.

La reprise du Monte-Faccio, celle du Monte-Cornua, quinze cents prisonniers faits à l'ennemi, parmi lesquels se trouva le baron d'Aspres, nous offrent les résultats de ces différens combats (3). La réputation de ce dernier peut seule donner une idée de l'impression heureuse que sa prise fit en faveur de la bonne cause. Elle doubla nos avantages par son effet moral. Les

(1) La 25ᵉ légère partit à trois heures du matin de Cornegliano pour se rendre à la première division ; elle y fut remplacée par la 3ᵉ de ligne qui y resta en réserve.

(2) Pour gravir cette montagne, les soldats furent contraints de marcher pendant une demi-heure, et sous un feu très meurtrier, homme par homme. Cette attaque coûta à la 25ᵉ légère cent braves. Le capitaine Lallemand, les lieutenans Massy et Morcenary, et le sergent-major Belleville, tous quatre de cette demi-brigade, s'élancèrent les premiers dans les retranchemens du Monte-Faccio.

(3) Le baron d'Aspres, échappé aux troupes qui avaient enlevé le Monte-Faccio, se trouva dans le nombre des prisonniers que fit la 24ᵉ ligne, aux ordres de l'adjudant-général Hector.

patriotes reprirent courage, et les agitateurs furent comprimés (1).

La rentrée du général en chef à Gênes fut touchante; les acclamations universelles, produites par l'admiration et la reconnaissance, l'accompagnèrent (2).

La seconde division reprit dans la même journée Borgo-di-Fornari, Savigone et Cazella. La troisième rectifia sa ligne de Varraggio à Ciampani (3).

18 Germinal.

Toute cette journée fut donnée à des dispositions générales et particulières.

Les dispositions générales consistèrent à diviser l'aile droite en deux corps d'armée.

Le premier, chargé de la défense de Gênes, sous les ordres du général Miolis, forma deux divisions: la première, commandée par le général de brigade Darnaud, occupant l'est et le nord-est; et la seconde, commandée par le général de brigade Spital, occupant l'ouest et le nord-ouest.

Le second corps d'armée, devant tenir campagne, forma de même deux divisions: celle de droite, aux ordres du général de division Gazan, et celle de gauche, aux ordres du général de brigade Gardanne; le lieutenant-général Soult, marchant avec la première, et le général en chef avec la seconde.

Le but du mouvement général, était de débloquer Savone, de rétablir les communications avec le général Suchet, et de reprendre notre première ligne.

Le plan consistait à forcer l'ennemi de se morceler pour faire face à chacune des deux divisions qui devaient marcher à lui, séparées par tout l'intervalle qu'il y a des hautes crêtes des Apennins à la mer; de lui refuser brusquement la gauche, lorsque les troupes de la division Gardanne auraient dépassé les positions de Varraggio; de réunir, par un mouvement rapide, les deux divisions à Monte-Notte; aussitôt réunies par ce mouvement sur la crête des Apennins, d'attaquer les troupes que l'ennemi aurait dans cette partie, ou bien de se reployer sur celles qui tiendraient la marine, et surtout sur Savone et Vado, pour nourrir les troupes, et approvisionner cette première place avec les magasins que l'ennemi avait déjà dans la dernière; ou bien de conserver les hauteurs pour empêcher l'arrivée des renforts que l'ennemi pourrait recevoir; ou bien encore, de marcher au-devant du général Suchet, si ce dernier s'avançait vers nous, et parvenait à se porter à Cugliano, comme il en avait l'ordre, ou seulement occupait Saint-Jacques; le tout suivant les circonstances.

Dans la nuit du 18 au 19, tous les corps qui devaient composer la colonne

(1) Deux circonstances ajoutérent encore à la gloire de cette journée; l'une honore nos troupes, qui, malgré leur misère, ne dépouillérent pas les prisonniers qu'elles firent; l'autre honore les Génois, qui apportérent au-devant de nos blessés, du vin et du bouillon, et se disputèrent le plaisir de les porter sur des matelas, et dans des portantines ou chaises à porteurs préparées par eux à cet effet.

(2) Nous regrettons de ne pas avoir le nom de tous les braves de la division Miolis qui se sont particulièrement distingués dans cette occasion.

(3) L'activité de l'adjudant-général Dégiovani et les mesures par lesquelles il acheva de maintenir la tranquillité à Gênes, méritent ici une observation particulière.

C'est dans cette circonstance majeure, que se créant des ressources, il trouva moyen d'utiliser, pour le service de la place, le zèle de tous les Italiens réfugiés qui restaient à Gênes; qu'il fit former en compagnie volontaire tous les employés français de l'armée, et qu'il travailla si efficacement à toujours ranimer ou à soutenir le zèle de la garde nationale.

dn général Soult furent dirigés sur Voltry; quant à l'ennemi (par une inaction dont le motif nous est inconnu), il employa seulement cette journée à nous observer, et à porter différens corps de sa gauche et de sa droite vers le centre de ses positions qui était à Sassello.

De toutes parts autour de Gênes, le tocsin continua de sonner pendant cette journée; et ce qui prouve que l'ennemi avait des intelligences nombreuses dans la ville et dans les faubourgs, c'est que dans la soirée du 18, des fusées parties de Carignan et de Saint-Pierre-d'Arena, répondirent à différens signanx aperçus dans les montagnes et sur la mer.

19 Germinal.

A trois heures du matin, le tocsin redouble de tous côtés, et le bruit se répand que plusieurs milliers de Piémontais, réunis aux insurgés de la Ligurie, descendent de la Polcevera, pour couper la communication de Gênes à Voltry. La position de l'armée qui, dans ce moment, se tronvait morcelée à Gênes, à Voltry et à Varraggio, rendait ces nouvelles très alarmantes.

L'on annonce cependant des colonnes descendant sur Gênes de tous côtés.

Le général en chef, malgré l'agitation que produisent ces nouvelles, ne change rien à ses résolutions.

Les bruits du mouvement de l'ennemi devenant toujours plus sérieux, la Bochetta ayant été évacuée, et une forte colonne ennemie s'avançant sur Ponte-Decimo, le général en chef se détermine à laisser à Gênes le général de division Oudinot, chef de l'état-major-général, et le chef de brigade Marès, commandant le génie.

D'après le plan arrêté, le généra Soult devait être le même soir à Sassello; mais un des mouvemens de l'ennemi retarda le sien (1), par la nécessité d'assurer ses derrières, et de conserver ses communications avec Gênes.

Vers deux heures du matin, au moment où ce général se disposait à quitter Voltry pour se porter à Sassello, il apprit que l'ennemi, maître dn poste des cabanes de Marcarollo, s'était avancé jusqu'à Aqua-Santa, ou Nostra-Signora del Aqua (à trois milles de Voltry). Dans cette sitnation, convaincu de l'indispensable nécessité d'attaquer l'ennemi dans ses nouvelles positions, le général Gazan est chargé par lui de cette opération.

D'après les dispositions arrêtées, le général Poinsot marche sur Campo-Freddo avec nn bataillon de la 78e de ligne et la 92e, pour y observer et y inquiéter l'ennemi, pendant que denx antres colonnes parties, l'une de Sestri, et l'antre de Massone, se dirigent sur les Cabanes, qui, ainsi que Rossiglione, nous avaient été enlevées le 18.

A l'approche de nos troupes, Aqua-Santa est évacuée; mais, près de Marcarollo, l'ennemi, rassemblé au nombre de trois mille hommes, accepte le combat, dans lequel, forcé sur tous les points par une charge extrêmement vive, il est complètement mis en déroute, et perd, sans compter ses morts et ses blessés, deux pièces de canon et six cents prisonniers qu'il laisse au pouvoir du général Gazan.

Ce succès obtenu, le général Gazan

(1) Cette circonstance, qui n'avait point été prévue, détruisit entièrement et inévitablement l'harmonie de cette opération. Le lecteur s'en convaincra en se rappelant ce que nous venons de dire sur le plan de ce mouvement.

se porta à Campo-Freddo, que le général Poinsot venait de traverser, et où la division prit position dans la soirée du 19 (1).

Cette victoire, remportée à Marcarollo, assura le mouvement et les derrières de la division Gazan ; mais la nécessité absolue de ce combat n'en produisit pas moins le mal inévitable de mettre les troupes du général Soult hors d'état de concourir aux opérations que le général en chef avait arrêtées pour le lendemain.

20 Germinal.

Le 20, à quatre heures du matin, le lieutenant-général Soult se dirigea par Aqua-Bona, Martino et San-Pietro del Orba, sur Sassello. A un mille de Pallo, il fut informé que quatre régimens ennemis, formant huit mille hommes, venant de Monte-Notte, se portaient à la Verreria, et que le lendemain cette colonne devait attaquer le détachement que nous avions à Ciampani, et se porter ensuite à Voltry afin de couper la retraite à la colonne qui suivait la marine, et avec laquelle marchait le général en chef. Pour déjouer ce projet, le général Gazan prit, avec les 3e et 78e de ligne, position à Pallo, sur le chemin qui conduit de la Verreria à Pouzonne, et le général Poinsot reçut ordre d'attaquer, à la hauteur de Sassello, l'arrière-garde de l'ennemi, qui filait par là sur la Verreria.

A la tête du bataillon de la 25e légère, le général Poinsot exécuta ce mouvement avec tant d'impétuosité, que l'ennemi ne put lui résister, ni se rallier nulle part. La ville fut emportée au pas de charge ; une partie du régiment de Deutschmeister fut coupée de la même manière ; et lorsque le général Poinsot, à un mille au-delà de Sassello, atteignit l'artillerie de l'ennemi, escortée par cinquante hussards, il n'avait avec lui que quinze chasseurs, qui seuls avaient pu le suivre dans sa course rapide.

La victoire souriant à l'audace, trois pièces de canon restèrent en son pouvoir. L'ennemi perdit, outre cela, par la prise de Sassello, un convoi de deux cent mille cartouches, et six cents prisonniers.

Le général en chef, qui ne put être instruit des retards forcés que le général Soult éprouvait dans son mouvement sur Monte-Notte-Superiore, n'en effectuait pas moins le sien avec les troupes de la division Gardanne, qui venait d'être renforcée par un bataillon de grenadiers des corps restés autour de Gênes.

Cette colonne, qui ne formait pas plus de quatorze cents combattans, débouche, vers huit heures du matin, de Verraggio, passe par Castagnabo, et se dirige sur la Stella. A la moitié de sa route, elle se trouve en présence de différentes colonnes, qu'à une très petite distance, l'ennemi portait dans la même direction, en suivant les mamelons opposés à celui que tenaient nos troupes.

Ces colonnes autrichiennes, composées des corps des brigades de Saint-Julien, de Brentano et de Bellegarde, formaient la gauche et le centre de l'ennemi.

Dans cette situation, l'ennemi commence le feu ; nos troupes y répondent sans ralentir leur mouvement (le but étant de gagner les hauteurs sur les-

(1) En avant de Campo-Freddo, le général Poinsot atteignit le régiment d'Alvinzi, l'attaqua et lui fit cent vingt-quatre prisonniers. Dans cette affaire, le capitaine Humbert-Marchant, de la 92e, fit à lui seul cinq prisonniers à l'ennemi.

quelles la colonne de droite se dirigeait); l'ennemi, qui s'en aperçoit, marche sur nous, et déployant des forces décuples des nôtres, en couvre bientôt par différentes lignes les hauteurs, et force le général en chef à prendre position, afin d'attendre que le mouvement du général Soult sur Monte-Notte force l'ennemi à se diviser, et que l'arrivée de la colonne de droite, et du deuxième bataillon de grenadiers, achève de le mettre à même d'agir offensivement, et de suivre les dispositions du plan arrêté, plan d'après lequel cette division devait attendre l'attaque du général Soult pour faire la sienne.

Le feu devient terrible. Le général Gardanne est blessé : immédiatement après lui l'adjudant-général Cerisa l'est également; l'adjudant-général Campana, le chef d'escadron Burthe, le chef de bataillon Laudier, et le capitaine Marceau) tous trois aides-de-camp du général en chef) le sont en moins de trois heures, soit en portant des ordres, soit en ralliant les troupes, soit en soutenant la valeur des soldats par l'exemple de la leur.

Pendant ce temps, l'ennemi charge six fois notre front, et six fois il est repoussé avec une perte considérable; mais, comme nous n'étions pas en état de le poursuivre, il juge notre faiblesse, et se détermine à profiter de notre opiniâtre résistance pour nous envelopper.

Les impressions morales font tout sur nos troupes; l'idée qu'elles allaient être secondées par un second bataillon de grenadiers, et par la colonne de l'adjudant-général Sacqueleu, et que le général Soult tournait l'ennemi, leur fit faire des prodiges, en faisant soutenir, à mille quatre cents hommes, un combat de huit heures, contre plus de dix mille.

Le feu se ralentit pendant près de trois heures, que l'ennemi employa à former les deux fortes colonnes qui devaient nous tourner; et vers quatre heures du soir, il exécuta son mouvement, et nous força d'autant plus vite à une prompte retraite, que ni le deuxième bataillon de grenadiers, ni la colonne de droite, ni le général Soult n'avaient paru.

La supériorité de l'ennemi, la nature de son mouvement, son acharnement, les pertes de la journée, les difficultés du pays, tout ayant démontré au général en chef l'impossibilité de rien entreprendre avec les troupes de cette colonne, il laissa au général Fressinet (qui en avait reçu le commandement au moment où le général Gardanne avait été blessé), le soin de la retraite, lui envoya pour renfort la compagnie de ses gardes à pied, qui arrivait sur le champ de bataille, et se rendit à la colonne de droite, à travers d'horribles précipices, suivi de trois officiers, qui seuls lui restaient de tout son état-major, au risque d'être pris par l'ennemi, ou assassiné par les paysans armés qu'il rencontra dans les montagnes.

Mais enfin, à travers des périls de tant d'espèces, et après avoir été, vers la fin de sa marche surtout, constamment talonné par les tirailleurs ennemis, il arriva, après une heure et demie, précisément dans la route par laquelle cette colonne se retirait. Il lui fit de suite reprendre ses positions du matin sur les montagnes en arrière de Verraggio, et, se trouvant par-là sur le flanc gauche de l'ennemi, qui déjà avait dépassé ce village, il fit seconder, par le capitaine Mathivet, commandant quatre compagnies de la 62e, les efforts du second bataillon des grenadiers, qui enfin arrivé, favorisait la retraite de la colonne de gauche, et par-

vint ainsi, vers les neuf heures du soir, à arrêter l'ennemi.

A dix heures, il se rendit à Cogoletto (1), et, en faisant prendre à toutes les troupes position en avant de ce village, il donna les ordres les plus précis pour que les corps fussent de suite reformés, et rassembla en un seul corps les deux bataillons de grenadiers, qui avaient successivement donné dans cette journée. Son projet était de quitter la marine, d'appuyer sur sa droite, et de se réunir pendant la nuit au général Soult, afin de ne plus former qu'une masse, et alors de manœuvrer sur les différentes divisions de l'ennemi, ou de marcher droit à Loano pour y opérer la jonction du centre et de l'aile droite de l'armée, et de remarcher ainsi rassemblé au secours de Gênes. La nuit pouvait cacher son mouvement pendant quatre heures, et quatre heures pouvaient lui suffire pour assurer la réussite de cette entreprise : il instruisit les généraux Oudinot et Miolis de cette résolution, et fit de suite évacuer sur Gênes tout ce qui se trouvait sur la marine.

21 Germinal.

Cette idée de la réunion subite de toutes ses forces sur la droite de ses positions était vraiment militaire, et conséquente au système de guerre arrêté par le général en chef. C'est ce qu'il pouvait faire de plus décisif dans ce moment; ceux qui la comprirent furent frappés de sa justesse, que la situation des choses rendait évidente : cette jonction inattendue assurait en effet l'anéantissement du corps ennemi que le général Soult avait devant lui, et pouvait conduire à des résultats heureux.

Le départ étant fixé à deux heures du matin, le général en chef fit appeler à une heure le général Fressinet et tous les chefs des corps, pour leur communiquer son plan, et donner à chacun ses ordres particuliers sur ce qu'ils avaient à faire pour concourir à sa réussite.

Mais le général Fressinet lui déclara « qu'il avait été absolument impossible » de reformer les corps, et qu'il lui pa» raissait impossible de faire, avant le » jour, aucun mouvement. »

Cette déclaration ayant été en substance celle de tous les chefs des corps de cette division, le général en chef fut contraint de différer son entreprise.

Si le lecteur veut bien se rappeler l'état des troupes avant le blocus, leur faiblesse physique, le délabrement de leur santé à tous, et toutes les causes de découragement qui les entouraient, il concevra combien il était difficile de leur faire tenir campagne, et combien elles devaient être loin de pouvoir soutenir de nouvelles privations et de grandes fatigues.

Le jour vint et éclaira le peu d'ordre qui régnait parmi les troupes; le rapport fait par le général Fressinet et les chefs, était vrai à la lettre, et les corps ne se formèrent que dans la matinée.

Une reconnaissance que le chef de brigade Cassagne fit à la pointe du jour, et le rapport de l'adjudant-général Gautier qui arriva vers dix heures du matin de

(1) De toute cette journée, le général en chef n'avait point quitté les tirailleurs. Il avait perdu un général de brigade sur deux, deux adjudans-généraux sur trois, et trois aides-de-camp sur cinq. Vers la fin de l'affaire, il dit avec amertume à l'adjudant-général Thiébault, ce mot qui prouve combien il était vivement affecté de sa situation..... *La mort, Thiébault, n'a donc pas voulu de nous!* Dans la journée, il lui était échappé à différentes reprises de s'écrier..... *Comment, pas une balle pour moi!*

la division de l'aile droite, achevèrent de démontrer au général en chef la nécessité de renforcer le général Soult.

Avant midi, ces troupes, commandées par le général de brigade Fressinet, étaient en marche : mais, soit que l'ennemi ait eu connaissance du mouvement que le général en chef avait voulu faire, soit qu'il l'ait prévu, soit qu'il ait voulu renforcer le corps que le général Soult combattait, soit qu'il ait voulu se porter entre lui et le général en chef, ou les tourner l'un ou l'autre, le fait est qu'il faisait en même temps, et dans la même direction, un mouvement semblable à celui du général Fressinet, et que pendant quatre milles, les colonnes autrichiennes et françaises filèrent sur des crêtes parallèles à portée du canon l'une de l'autre.

Le lendemain, 21 germinal, le général Mouton reçut, en conséquence, à deux heures du matin, l'ordre de reconnaître la position de l'ennemi avec quatre cents hommes choisis par lui dans son corps. Dans sa marche, il ramassa quelques traînards autrichiens, et s'éclairant de leurs réponses, il apprit, entre autres choses d'eux, que les trois régimens qui tenaient la Verreria, étaient Lattermann, Deutschmeister et Wokasowitsch.

Au crépuscule, il arrive à la vue des premiers postes ennemis, soutenu par un bataillon de la 25e légère et par les grenadiers de la 2e de ligne ; il les attaque avec un seul détachement, et les force tous. Le major du régiment de Lattermann, avec une partie de son corps, s'avance pour protéger leur retraite. Son détachement est culbuté, et lui-même est pris. C'est ainsi que nos troupes arrivèrent à la Verreria, principale position de l'ennemi. Alors la défense devint vraiment opiniâtre ; mais la bravoure extraordinaire de nos troupes, jointe à la bonté des dispositions, leur fit surmonter les obstacles des lieux et du nombre ; et l'ennemi, pressé de tous côtés, fut, au bout de deux heures de combat, contraint d'effectuer sa retraite : ce mouvement rétrograde fut saisi ; les efforts redoublèrent avec les succès, et la victoire fut complète. Deux mille prisonniers et sept drapeaux en furent l'heureux résultat.

Cette affaire, dit le général Soult (dans son rapport au général en chef), fait le plus grand honneur au général Gazan. L'adjudant-général Gauthrin, chef de l'état-major de l'aile droite, s'y distingua. Les chefs de brigade Mouton, de la 3e de ligne, et Godinot, de la 25e, s'y comblèrent d'honneur. Le premier devança les plus braves dans l'attaque si importante de la Verreria. La conduite des troupes et de la plupart des officiers fut de même au-dessus de tout éloge, par les prodiges de valeur qui se renouvelèrent à chaque instant.

Cette jonction infiniment heureuse acheva de compléter cette journée, l'une des plus glorieuses comme des plus pénibles, de tout le mouvement du général Soult (1). Elle coûta à l'en-

(1) Sur ces entrefaites, tandis que les Autrichiens pliaient sous les efforts redoublés de nos braves, Assereto, ce déserteur de son pays et des drapeaux de la liberté, cet homme, que son infamie condamne à une espèce de célébrité, sommait Gênes de capituler.

C'était sans doute le comble de l'impudence et le coup de pied de l'âne, quoique le lion ne fût pas mourant.

Dans cette dégoûtante gasconnade, *Jules-Dominique Assereto*, en bon Génois, prophétisait à ses compatriotes qu'il allait, à la tête de quarante mille hommes de troupes, soutenues par quatre-vingt mille Autrichiens, prendre Gênes d'assaut, si sa sommation était rejetée.

nemi près de cinq mille hommes, dont les trois cinquièmes furent faits prisonniers de guerre (1).

La nuit obscure qu'il faisait (2), et le dispersement des troupes, décidèrent le lieutenant-général (pour ne rien compromettre), à ordonner que les troupes se ralliassent à Gros-Pasto, et que la position de l'Hermette ne fût tenue que par des postes. C'est ainsi que se termina, pour les troupes du général Soult, cette journée dans laquelle elles combattirent avec tant de succès les brigades de Bussy, de Lattermann et de Sticher, qui formaient, sous les ordres du comte de Palfy, le centre du corps que commandait en personne le général Mélas.

Un bataillon de la 78e fut chargé de conduire à Gênes les pièces de canons et les prisonniers que l'ennemi avait perdus, tant dans cette journée que la veille et l'avant-veille.

Mais pendant que la victoire couronnait ainsi sur notre droite les efforts des braves que commandait d'une manière si brillante le général Soult, l'ennemi, qui avait vu partir toute la colonne conduite par le général Fressinet, pressentit la faiblesse du corps qui restait à la gauche, et résolut d'en profiter pour le battre, et pouvoir, en cas de besoin, porter ensuite toutes ses forces réunies contre le général Soult.

Vers une heure après midi, il attaqua la 97e, qui, sous les ordres de son chef, tenait la position en avant de Cogoletto, sur la rive droite du torrent, et qui, en cas de retraite, avait ordre de se retirer sur la position qui se trouve à la gauche du même torrent, et où l'adjudant-général Gautier, qui arrivait de la colonne du général Soult, était en réserve avec le bataillon de grenadiers.

Pressée par des forces supérieures, on doit des éloges à la résistance que la 97e opposa aux premières attaques de l'ennemi; mais une fois chassée de sa position, sa retraite fut une véritable déroute. Tous les efforts pour la rallier ou lui faire monter la côte où était la réserve furent inutiles; et dans le plus grand désordre, elle se jeta tout entière sur les bords de la mer, où elle fut vivement canonnée par six chaloupes ennemies (qui suivaient tous nos mouvemens), et bientôt chargée par la cavalerie.

Quant au général en chef, lorsqu'il vit que dans un pays de montagnes, quarante-cinq hommes des hussards de Zeckler chargeaient impunément une demi-brigade tout entière, et que déjà ils étaient maîtres de Cogoletto, il se mit, avec le général Oudinot, à la tête d'une trentaine d'officiers et de guides qu'il avait avec lui, les chargea et les rejeta au-delà du torrent; là, soutenus par leur infanterie, ils se rallièrent: peu d'instans après ils revinrent à la charge, et furent une seconde fois repoussés (3), dans une deuxième charge que conduisit le chef

(1) Le peu de troupes dont on pouvait disposer pour conduire les prisonniers, fit qu'un grand nombre d'entre eux s'échappa, et retourna à l'ennemi. Cette circonstance nous en fit perdre un grand nombre dans toutes les affaires de ce blocus.

(2) La poursuite de l'ennemi s'était faite à la lueur seule de la mousqueterie.

(3) Ils eurent un hussard tué, deux pris, trois ou quatre blessés, dans ces deux charges qui nous coûtèrent trois blessés, dans le nombre desquels se trouva le citoyen Hatry, officier adjoint à l'état-major-général, et qui, par la chute de son cheval, fut pris après avoir reçu cinq coups de sabre. Nous perdîmes aussi dans cette charge le vaguemestre-général.

d'escadron Contant, commandant les guides du général en chef (1).

On voit par le tableau des évènemens de cette journée, que le but du général en chef fut cependant entièrement rempli, puisque la diversion qu'il parvint à opérer par l'effet de sa présence, assura les avantages si importans du général Soult, qui avait en effet non seulement les quatre cinquièmes, mais encore l'élite des troupes, et tous les généraux.

22 Germinal.

Nous trouvons ici une nouvelle preuve de ce que nous avons déjà dit sur les dangers que la difficulté des communications apporte à la guerre des montagnes. En effet, le général en chef, qui ignorait ce qui s'était passé aux divisions de droite, avait vainement envoyé au général Soult cinq officiers pour le prévenir de son mouvement rétrograde. Aucun n'était arrivé; et tandis que la colonne de gauche se repliait sur Gênes, celle de droite marchait sur Monte-Notte.

Le général en chef n'ayant point de nouvelles du général Soult, jugea par son silence qu'il n'avait reçu aucune de ses dépêches, et résolut alors de reprendre l'offensive pour seconder ses opérations, s'il avait des succès, ou faciliter sa retraite s'il avait des revers.

Pendant ces différens mouvemens, l'ennemi, en faisant descendre un nouveau corps de troupes des montagnes auxquelles Santo-Martino est appuyé, avait repris l'Hermette avec un autre corps d'environ cinq mille hommes, et le général Soult, toujours supérieur aux difficultés qui de tous côtés et à chaque instant se multipliaient sous chacun de ses pas, avait de nouveau formé le projet de l'en chasser.

Les munitions commençaient à manquer; cette circonstance eût été embarrassante pour beaucoup de chefs; elle ne le fut pas pour le général Soult, qui suppléa à ce manque, par l'ordre d'enlever cette position au pas de charge et à la baïonnette, et par la défense faite, sous peine de mort, de tirer un coup de fusil. Ces dispositions furent scrupuleusement suivies. Presque toutes les troupes furent, pour l'attaque, formées par sections en colonnes. La charge fut battue, et la position emportée. Nous fîmes dans cette affaire, très meurtrière pour l'ennemi, deux cents prisonniers, dans le nombre desquels se trouva le colonel du régiment de Keith (2). Le chef de brigade Cassagne, qui faisait alors fonction de général de brigade, justifia dans cette occasion l'opinion que l'armée avait de ses talens et de sa valeur.

Chassé des premières positions de l'Hermette, l'ennemi se rassembla sur les dernières hauteurs de cette montagne, ce qui détermina le général Soult à l'y faire attaquer par les généraux Gazan et Poinsot; mais l'ennemi avait sur ce point des retranchemens qui ne permirent pas de l'y forcer.

Quant au corps ennemi qui était descendu par Santo-Martino, il alla dans le plus grand désordre se rallier aux réserves qui étaient placées sur les hauteurs de Verraggio.

En conséquence de cette non-réussite de l'attaque de droite, la division se rassembla et prit position sur les

(1) Cet officier s'étant un peu trop abandonné en poursuivant l'ennemi, fut coupé un moment et faillit être pris. Il n'échappa qu'en passant avec son cheval à travers les barques qui couvraient le rivage.

(2) Le général Poinsot, en faisant ce colonel prisonnier, eut le fourreau de son sabre coupé par deux balles.

hauteurs qu'elle avait conquises dans la matinée, et la 63e partit pour Gênes, escortant les prisonniers et les blessés.

23 Germinal.

Les troupes aux ordres du général Soult ne firent ce jour-là aucun mouvement : la nature des nouvelles positions de l'ennemi, la fatigue, la faim et le manque de munitions, furent les motifs de cette halte, que, dans tous les cas, les nuages extrêmement épais qui, pendant une grande partie de la matinée, enveloppèrent ces montagnes si élevées, auraient nécessitée.

24 Germinal.

Le 24, l'ennemi se resserra, et prenant la ligne de l'Erro et du Resio, appuya sa droite à Albissola. Il renforça en même temps ses camps de la Moglia, de la Galera et de Santa-Justina.

Le général Soult suivit le mouvement, et voulut en profiter pour enlever le camp de Santa-Justina; mais ce fut vainement qu'il le fit attaquer par les 25e légère et 3e de ligne, commandées par le général Poinsot. Ce camp était retranché, et cet obstacle, qui n'avait pas été prévu, rendit dans cette entreprise l'effort de nos troupes inutile.

De son côté, le général en chef partit de Gênes le 23 au matin, arriva vers neuf heures à Voltry; les troupes qui y étaient se portèrent jusqu'à Verraggio, sans qu'il s'engageât d'affaire, l'ennemi ayant de même abandonné toute la marine pour se rassembler sur les hauteurs de Savone.

Le lendemain, le général en chef prit position en arrière d'Albissola, ayant son quartier-général à Celle (1).

Cette journée du 24 se passa en reconnaissances de part et d'autre.

Le soir, le général fit partir un bateau chargé de grains pour Savone; mais les corsaires l'empêchèrent d'arriver, et le forcèrent de rétrograder à Celle.

25 Germinal.

De très grand matin, l'ennemi détache une forte colonne des hauteurs de Savone. Cette colonne, qui paraît dirigée sur la Stella, appuie sur sa gauche, lorsqu'elle est arrivée à la hauteur de ce village; peu après elle quitte les crêtes et disparaît dans les gorges des montagnes, en remontant la rive droite du Resio.

Le général Masséna, dans la vue d'empêcher que cette colonne n'achevât son mouvement contre le général Soult, ou du moins qu'il ne s'en détachât d'autres, désirant d'ailleurs connaître les forces que l'ennemi conservait devant lui, et ses moyens de défense, le fait attaquer après quelques reconnaissances faites dans les mêmes vues.

En ordonnant ce mouvement, l'intention du général en chef était bien de profiter du succès, si la chance des combats lui avait décidément été favorable; mais il ne voulait pas compromettre le peu de troupes dont il pouvait disposer: c'est d'après cela, qu'en leur recommandant de ne rien aventurer, il ordonna au chef de la 73e de ligne de marcher avec sa demi-

(1) Toute cette marche se fit sous le feu de la flotte anglaise, qui nous tua plusieurs hommes, et nous força de quitter le chemin de la marine, et de marcher à travers les montagnes. La 106e seule perdit dans ce trajet neuf hommes, dont un officier.

brigade sur le couvent des Capucins, situé sur les hauteurs qui séparent Albissola de Savone, et à l'adjudant-général Gautier d'attaquer, avec le bataillon de grenadiers, les montagnes qui flanquent la gauche de cette position. Le général de division Oudinot, chef de l'état-major général de l'armée, chargé de commander cette attaque, conduisit la colonne de gauche. Quant au général en chef, qui par ces dispositions, ne conserva avec lui que la 106e demi-brigade, il la plaça de manière à en former sa réserve, et à mettre sa droite à l'abri de toute insulte.

L'ennemi avait dans cette partie deux de ses meilleurs régimens d'infanterie, et cinq bataillons de grenadiers; aussi sa défense, digne de ces troupes d'élite, fut-elle très opiniâtre; il se trouva cependant forcé un moment, et par le général Oudinot, et par l'adjudant-général Gautier, chacun sur des points différens; mais soutenu sur toute sa ligne par des troupes en échelons, et à des distances très rapprochées, il reprit vivement le terrain qu'il avait perdu, et poursuivit de même les grenadiers qui, en gravissant cette montagne, et par la nature du terrain, s'étaient éparpillés et n'étaient plus en mesure de se rallier. Dans les pays de montagnes, cet ordre par échelons est (pour peu que d'ailleurs les dispositions soient bonnes) le plus formidable de tous pour la défensive. Aussitôt que le général en chef s'aperçut que ses troupes battaient en retraite, il s'avança à la tête d'un des bataillons de la 106e, arrêta l'ennemi au moment où ce dernier voulut traverser le torrent d'Albissola; facilita de cette manière la retraite des grenadiers, qui de suite se reformèrent, et rejeta l'ennemi sur la montagne.

Le combat dura près de trois heures : il fut suivi par un tiraillement qui ne finit qu'avec le jour, et chacun reprit sa position primitive, après avoir fait de part et d'autre quelques pertes en blessés, morts et prisonniers. L'adjudant-général Gautier eut un cheval tué sous lui dans cette affaire. La nuit venue, et sur l'avis que l'ennemi filait sur notre droite, le général en chef se rendit à Verraggio, et fit prendre à l'adjudant-général Gautier, qui commandait alors la totalité des troupes dont nous venons de parler, la position en avant du village.

C'est là que le général en chef, inquiet de ne point avoir de nouvelles du général Suchet, et désirant surtout hâter les attaques qu'il lui avait ordonnées, fit partir à cet effet le général Oudinot (1) : conduit par le brave Bavastro, capitaine de corsaire, ce général, accompagné de son aide-de-camp Demangeot, arriva à Finale après peu d'heures de navigation.

Dans cette journée, la victoire ne couronna nulle part nos efforts; car pendant que la colonne, conduite par le général en chef, avait fait sur Savone un inutile effort, les troupes du général Soult cédaient de même à une supériorité trop disproportionnée.

Différens motifs qui résultaient de sa position et des mouvemens de l'ennemi, avaient déterminé ce général à risquer une affaire générale. D'un côté, ses troupes manquaient de pain depuis deux jours, et touchaient à la fin de leurs munitions; et d'un autre côté, l'ennemi se retranchait à la Moglia, et

(1) L'un des militaires les plus distingués par les qualités rares et si précieuses qui caractérisent l'homme de guerre, les talens qui les perfectionnent, cette délicatesse qui les anoblit, ces formes heureuses qui concilient toutes les affections.

s'était emparé de Sassello, d'où il menaçait les derrières du général Soult. Pour prévenir ses desseins que ce mouvement découvrait, il fallait combattre.

Le général Gazan fit son expédition de Sassello avec autant de célérité que de succès.

On eut dans cette occasion la mesure de ce que peuvent des troupes françaises. Sans repos, sans pain, et presque sans cartouches, les soldats marchèrent à l'ennemi avec un courage héroïque. Tout ce que peuvent l'honneur et l'intrépidité, fut déployé dans cette action extrêmement meurtrière. Deux fois, dix mille Autrichiens retranchés jusqu'aux dents, et ayant une nombreuse artillerie, cédèrent à la valeur d'une poignée de braves, qui deux fois parvinrent sur la crête des hauteurs de Ponte-Ivrea, et qui auraient fini par s'y établir, si M. de Mélas, avec une réserve de cinq mille combattans (1), ne fût arrivé vers la fin de la journée, et n'eût ranimé ses troupes par sa présence, et par ce renfort. Cette circonstance nous enleva une victoire qui fut long-temps balancée par les efforts surnaturels que firent nos troupes, par la bonté des dispositions, et par la manière avec laquelle (à l'exemple du général Soult) cette affaire fut conduite par tous les autres chefs qui s'y trouvèrent sous ses ordres. La nuit mit fin à ce combat terrible, après lequel chacun reprit les positions qu'il avait avant l'attaque.

Le général Fressinet fut blessé au commencement de cette affaire d'un coup de feu à la cuisse gauche, et ne quitta cependant le champ de bataille que, lorsqu'une demi-heure après, il reçut une seconde blessure à la tête.

(1) Les mêmes qui le matin étaient partis de Savone.

26 et 27 Germinal.

L'espèce de guerre que fait une armée, résultant nécessairement de sa situation et de sa force, il était tout naturel que M. de Mélas, et le général Masséna, suivissent une tactique tout-à-fait différente. Toujours aux prises avec un ennemi infiniment plus nombreux que lui, le but du général en chef avait toujours été de le diviser, en marchant sur deux colonnes. L'une faible, manœuvrait autant que cela lui était possible, tâchait d'occuper l'ennemi, et ne l'attaquait, ou ne recevait le combat que quand il n'y avait pas d'autre moyen de le tenir en présence, comme à Albissola, ou aucun moyen de l'éviter, comme à Cogoletto; l'autre tâchait de soutenir l'offensive, en réunissant la presque totalité de ses troupes sur les différens corps de l'ennemi, et de cette manière, de battre successivement ses divisions, comme on le voit à Marcarolo, Sassello, la Verreria, etc. L'ennemi, au contraire, pouvant se diviser sans trop s'affaiblir, cherchait toujours à nous envelopper, et ne nous faisait face sans nous charger, que pendant que des colonnes détachées nous tournaient de tous côtés. Dans le commencement des affaires, l'impétuosité de quelques-uns de nos corps, cette valeur qui fait parfois disparaître l'avantage du nombre, et des mouvemens heureusement combinés avaient fait tourner cette dernière manœuvre à notre avantage: mais, obligés d'employer toujours les mêmes corps, il était inévitable que des efforts si souvent répétés ne finissent par les épuiser.

L'ennemi perdait sans doute quatre ou cinq fois plus de monde que nous; mais, avec cette différence qu'il était

en mesure de réparer ses pertes, et que les nôtres étaient d'autant plus irréparables, que nos avantages étant le prix du dévouement le plus entier, les journées de gloire se payaient du sang des plus braves, de sorte que, tout en battant l'ennemi, nous nous affaiblissions par nos victoires, tandis que relativement à nous il se fortifiait même par ses défaites.

L'attaque des positions de l'ennemi à Albissola, la Galera, Ponte-Ivrea et la Moglia, n'ayant pas réussi, il ne restait qu'à se retirer. A quoi pouvait servir de s'arrêter plus long-temps dans d'affreuses montagnes, où les troupes étaient en proie aux privations de toute espèce, et où il n'y avait plus que des dangers pour elles? Indépendamment de ces considérations générales, il ne restait pas au général Soult trois cartouches par homme; il n'existait pas même une once de pain dans toute sa division. Les horreurs de la faim étaient telles, qu'elles avaient réduit les troupes aux dernières extrémités. Une situation semblable ne pouvait pas laisser de doute sur le parti qu'il y avait à prendre; aussi le 26, à une heure du matin, les troupes reçurent-elles l'ordre de se porter à Sassello, où le lieutenant-général, dans la vue, soit d'arrêter l'ennemi en l'occupant, soit de le diviser, soit de le porter à faire de faux mouvemens, et de se procurer par-là les moyens de donner un peu de repos à ses corps, prit une position telle, qu'il annonçait une marche vers Cairo ou Dego.

L'ennemi ne prit cependant pas le change sur les intentions du général Soult, et afin de ralentir sa marche, il ne tarda pas à l'attaquer, pendant que, fidèle à son système, une de ses colonnes se portait sur l'Hermette pour pouvoir seconder les troupes destinées à couper la retraite à celles du général Soult. Ce dernier pénétrant les vues de l'ennemi, pressa sa marche pour arriver rapidement à Gros-Pasto, et s'y rassembler.

Le général Soult n'était pourtant pas encore en position à Gros-Pasto, et déjà les postes avancés de la 92ᵉ de ligne, qui était à la Verreria, se battaient contre des troupes que l'ennemi avait détachées de ses camps de la Galera et de Santa-Justina.

En arrière de la Verreria, il y a une position d'où l'ennemi pouvait ôter tout moyen de jonction entre les colonnes conduites par le général en chef et le général Soult. M. de Bellegarde, que la supériorité de ses forces rendit trop confiant dans cette occasion, négligea de s'en emparer. Quant au général Soult, il profita d'un brouillard très épais pour faire reployer ses brigades, et pour s'y porter avec la plus grande partie de son monde, et quand ce brouillard fut dissipé, l'ennemi nous vit sur deux lignes, débordant son flanc droit, et placés de manière à couvrir Voltry. Il n'était que six heures du soir, les troupes à petite portée de fusil; le combat paraissait inévitable. Ces dispositions en imposèrent néanmoins à l'ennemi. L'affaire ne fut point engagée, et, dans une immobilité parfaite, l'on demeura en présence jusques après dix heures. Le général Soult alors, malgré l'excessive fatigue des soldats, absolument affamés, ordonna au général Gazan de mettre, à trois heures du matin, 27 germinal, ses colonues en mouvement, et de les diriger sur Voltry, en passant par Arenzano.

Elles arrivèrent à Lerca et à Arenzano en même temps que les troupes de la division de gauche, avec laquelle se trouvait le général en chef, et

qui, parties de Cogoletto, effectuaient même leur retraite sur Voltry, où les deux divisions prirent position dans l'après-midi, et où toutes les troupes qui les composaient furent réunies sous les ordres du général Soult, et reçurent des vivres et des munitions.

Tous les militaires éclairés, qui ont suivi le lieutenant-général Soult dans cette expédition, se sont plu à rendre hommage aux talens si distingués qu'il y a développés. Une circonstance qui a été principalement remarquée et admirée, c'est que tous les corps ont donné à leur tour; tous ont eu occasion de se faire connaître; aucun d'eux n'a été plus exposé ou plus employé que les autres; cette attention, qui a été la même pour les officiers-généraux et supérieurs qu'il avait sous ses ordres, lui a fait le plus grand honneur dans l'opinion générale.

Pour le général en chef, il se rendit à Gênes, où d'autres soins l'appelaient.

28, 29 et 30 Germinal.

Voltry ne nous présentant aucune position susceptible d'une défense avantageuse, du moment que l'ennemi était maître de la Madona di Sestri et de Rivarolo, il n'est pas douteux que, sous les rapports militaires, il n'eût été préférable de continuer, dès le matin du 28, la retraite des deux divisions sur Gênes, afin de ne pas risquer d'être coupé par Sestri ou Cornegliano. Mais il existait un peu de grain à Voltry; les distributions de la journée ne pouvaient être faites que le soir, et notre misère était telle, que les moindres quantités étaient précieuses pour nous. Il fut donc arrêté que le 28, les deux divisions seraient nourries à Voltry, et que cette journée serait employée à évacuer sur Gênes tout ce qui pouvait se trouver de vivres à Voltry, Pra, Sestri du Ponent et Cornegliano.

M. de Mélas, qui ne pouvait perdre de vue le double avantage que sa position militaire lui donnait constamment sur nous, résolut de profiter du séjour que nos troupes faisaient à Voltry, pour empêcher leur rentrée à Gênes; et en conséquence, dans la matinée du 28, il partagea en deux corps toutes celles qui se trouvèrent à sa portée. Son corps de droite, composé de trois régimens, devait, sous les ordres de M. de Bellegarde, attaquer notre centre, et occuper nos troupes en avant de Voltry. Son corps de gauche, composé de six régimens, et conduit par lui-même, devait se rendre à Sestri, forcer notre droite, et attaquer ensuite, par leurs revers, toutes les positions occupées par nos troupes (1).

Ce plan fut suivi à la lettre par l'ennemi; mais l'attaque de notre centre se fit avec trop de vigueur, le mouvement de M. de Mélas avec trop de lenteur, de sorte qu'au moment de leur retraite (qui se fit sous les ordres du général Gazan), nos troupes ne trouvèrent point encore l'ennemi à Sestri. Pendant ce mouvement rétrograde, elles soutinrent à Voltry, et en avant de cette position, de terribles combats: l'extrême valeur de la 106e, et surtout des trois compagnies de grenadiers, qui forcèrent le passage du premier pont de Voltry, déjà occupé par l'ennemi, et protégèrent jusqu'au dernier homme, la retraite de la brigade de gauche, aux ordres de l'adjudant-général Gautier, vainquit sur ce point tous les obstacles. Nous eûmes, dans ces différens combats, des compagnies à moitié détruites. Le soir, nos divi-

(1) Vers midi, ce mouvement avait été annoncé par un déserteur autrichien.

sions prirent position à la hauteur de Saint-André, et conservèrent même Sestri toute la nuit, afin de faciliter la retraite des corps qui la sontenaient. Pendant cette marche nocturne, la 78e perdit quatorze hommes qui se précipitèrent dans des abîmes, et la même demi-brigade soutint, sur la droite de Voltry, un combat que les Autrichiens lui livrèrent, éclairés par des flambeaux et par des torches.

Le citoyen Sibille, commandant des forces maritimes de l'armée, et qui, dans le moment où cette affaire s'engagea, exécutait avec sa flotille son mouvement sur Voltry, rentra dans Gênes.

Ce même jour fut marqué par la mort du général de division Marbot, officier justement estimé; il ne pnt échapper aux ravages de l'épidémie dont il avait été atteint à Savone, et qui, désolant alors tous les pays occupés par cette malheureuse armée d'Italie, leur faisait de cette manière partager une partie de ses désastres.

Le lendemain 29, les troupes passèrent la Polcevera, après avoir employé la nuit à se rassembler. La 62e soutint dans cette retraite un combat assez vif, sous les ordres du chef de brigade Cassagne.

Pendant cette série d'opérations de guerre, les troupes, restées aux ordres du général Miolis, avaient soutenu presque journellement des combats, qui, par leurs résultats, nous furent à peu près tous favorables. Ceux qui peuvent être cités sont ceux du 19, celui du 24, et celui du 27 germinal.

Ceux du 19, sur les hauteurs de Torriglia, où l'adjudant-général Hector, attaqué par une forte colonne ennemie, parvint, en l'enveloppant, à la battre et à lui faire près de trois cents prisonniers; et à la Bochetta, où nous fûmes forcés, et où, en faisant un mal prodigieux à l'ennemi, la 5e légère perdit, par sa résistance, cent vingt-deux hommes sur quatre cent vingt combattans. Celui du 24, en avant de Saint-Martin d'Albaro, et dans lequel, puissamment secondé par le chef de brigade Brun, commandant la 8e légère, le général Darnaud fit plus de cent prisonniers à l'ennemi, après l'avoir complètement battu; et (1) celui du 27, sur notre ligne, entre les forts dn Diamant et de Richelieu, ligne que l'ennemi attaqua trois fois, et où trois fois il fut, malgré sa supériorité, repoussé par l'adjudant-général Ottavi (2), qui, en le poursuivant, parvint à lui enlever la position de Monte-Croce, où il lui prit plus de cinquante hommes.

Le 30, tous les ouvrages de la place et toutes les positions environnantes furent visités par le général en chef, accompagné à cet effet du lieutenant-général Soult, du général Lamartil-

(1) Dans le commencement de cette affaire, le chef de brigade Brun eut le bras droit traversé d'une balle. Malgré cette blessure, il resta toute la journée sur le champ de bataille; il fit plus, il ne quitta pas un moment son corps pour se faire traiter. Parmi les braves que cette journée coûta encore à la même demi-brigade, nous citerons le chef de bataillon Moltié, blessé en chargeant à la tête des carabiniers, et qui, à l'affaire du 15, s'était déjà distingué, à Ruba, d'une manière particulière.

(2) Dans le rapport de ses opérations, le général Miolis, en rendant compte de ses différentes affaires, depuis le 15 jusqu'au 30, donne les plus grands éloges aux généraux Darnaud et Petitot, et à l'adjudant-général Ottavi; il en donne de même au chef de brigade Brun, au chef de bataillon Dupellier, de la 106e, au chef d'escadron la Villette, au chef de bataillon Lacroix, au capitaine de génie Delmas, à son aide-de-camp le capitaine Bernard, au citoyen Menard, sous-lieutenant à la 106e, et aux citoyens Dazzier et Migy, sergens à la 24e.

lière, commandant en chef l'artillerie, et du chef de brigade Marès, commandant le génie. Toutes les réparations nécessaires aux forts furent ordonnées; les changemens à opérer dans le placement des pièces le furent de même : un système général de défense fut arrêté, et le corps d'armée de droite reçut une organisation nouvelle.

D'après cette refonte, il ne forma plus que deux divisions et une réserve: la première aux ordres du général Miolis; la seconde aux ordres du général Gazan, et la réserve aux ordres du général Poinsot.

La division du général Miolis était forte de quatre mille cinq cents combattans, et occupa tout le Levant depuis la mer, jusqu'à la position des Deux-Frères, ainsi que nous venons de le détailler.

La division Gazan était forte de trois mille cinq cents hommes, et occupa tout le Ponent, c'est-à-dire Saint-Pierre d'Arena, la rive gauche de la Polcevera, jusqu'à Rivarolo, liant sa droite avec les postes avancés des Deux-Frères.

La réserve, forte de seize cents hommes, fut placée à Gênes.

On voit, par la force de ces trois corps, qu'en quinze jours de combat, l'armée avait perdu plus d'un tiers des braves qui la composaient.

1er et 2 Floréal.

Quelque brillante qu'eût été l'offensive, que pendant quinze jours le général Masséna avait soutenue, elle n'avait pu cependant lui laisser de doute sur la certitude qu'abandonné à ses propres forces, il n'avait, avec des troupes qui, à raison de leur état et de leur nombre, venaient de faire les plus grands efforts, rien à espérer par force des armes contre un ennemi qui, outre d'autres avantages incalculables, était cinq fois plus nombreux que lui, et venait d'obtenir sur le général Suchet un avantage qui avait momentanément forcé ce général à un mouvement rétrograde. Il s'attacha donc à se fortifier dans ses positions, à faire continuer la recherche des moyens de subsistance qui pouvaient se trouver à Gênes, et à établir la plus grande économie possible dans l'emploi de ceux existans. Pour le premier de ces objets, il appela toute la garde nationale au maintien du bon ordre et à la défense de la ville; chaque canonnier bourgeois eut sa place marquée dans une des batteries; chaque bataillon son service réglé, et ses places d'alarme déterminées; il fit de plus former en légion un grand nombre de réfugiés italiens qui étaient à Gênes, et auxquels se joignirent volontairement quelques centaines de Polonais, qui se trouvèrent parmi les prisonniers faits à l'ennemi.

Le commandement de cette légion, que l'adjudant-général Gautier avait organisée, fut confié au chef de bataillon Rossignol.

Ces mesures mirent le général en chef à même d'avoir presque toutes ses forces disponibles contre l'armée autrichienne.

Pour le second objet il fit, par tous les moyens, acheter tout ce que l'on put trouver de grains; et de plus il écrivit en Corse, il écrivit au général Suchet, il écrivit à Marseille. Il activa outre cela les recherches relatives aux subsistances, et se fit remettre l'état de tous les chevaux existans dans Gênes.

Pour le troisième, il établit une surveillance très sévère sur la manutention du pain et sur les distributions.

Excepté la reprise du Monte-Ratl, par le premier bataillon de la 78e de

ligne, ces deux jours se passèrent sans évènemens remarquables sous les rapports de la guerre; mais ils n'en furent pas moins activement employés par le général en chef. Une des opérations essentielles de ces journées, fut de centraliser le gouvernement, afin d'accélérer encore la marche des affaires, et d'assurer la prompte exécution de toutes les mesures arrêtées. A cet effet, le général en chef fit nommer, dans le sein même du gouvernement, une députation ou commission spéciale qui siégea chez lui, et qu'il présidait lui-même; mais comme il sentit qu'il fallait toujours laisser aux Liguriens l'exercice du pouvoir, et ne pas leur enlever l'autorité nationale, le gouvernement resta chargé de la sanction des arrêtés pris par cette commission.

C'est à ce moment que le général Masséna commença à recueillir une partie du fruit de toute sa conduite politique, militaire et administrative, depuis son arrivée à Gênes. La manière dont chacune de ses actions avait été caractérisée, ce qu'il avait fait, et, autant que tout cela, ce qu'il avait cherché à faire; l'expédition éternellement glorieuse qu'il terminait, tout en un mot l'avait tellement entouré de l'estime et de l'admiration générale, qu'il se trouvait, par l'effet de l'opinion, une force morale qui le mettait en état d'exécuter, pour le salut de Gênes et celui de l'armée, tout ce qui était humainement possible : aussi son influence, pendant les soixante jours du blocus, fut telle, qu'elle s'étendit à tout, et suppléa à tout. Elle valut à l'armée une force double de celle qui résultait du nombre de ses soldats; elle fit découvrir ou livrer tout ce qui existait en comestibles; elle donna, à une population aussi nombreuse, et qui après tout ne pouvait voir en nous que des étrangers, une patience qui n'a jamais eu d'exemple, et que peut-être on eût vainement attendue de beaucoup de villes de France; et elle fit supporter aux troupes les fatigues, la mauvaise nourriture, la misère et tous les fléaux qui les accompagnent.

L'on peut dire de lui qu'il se multiplia, qu'il multiplia tout autour de lui; et que, dans le nombre des problèmes que ce blocus laisse à résoudre, on remarquera surtout celui de savoir comment, dans un pays où, avant le blocus, il n'y avait pas de vivres pour trois jours, il en trouva ensuite, et pendant le blocus le plus rigoureux, pour soixante, de même qu'il retrouva des guerriers et des héros dans des soldats qui semblaient ne plus pouvoir supporter une marche.

L'homme ordinaire admirera ces résultats sans les comprendre: l'homme borné voudra douter de ce qu'il ne pourra concevoir; mais l'homme pensant et judicieux reconnaîtra dans ces faits les effets sublimes des grandes mesures et des grands exemples.

D'après l'avis que l'ennemi préparait une escalade, le général en chef fit rassembler toutes les grenades qui existaient dans les arsenaux de Gênes, et ordonna que, dès le jour même, les soldats employés à la défense des ouvrages et des forts, fussent exercés à en faire usage.

Quelques désordres commis dans nos troupes donnèrent, à cette époque, lieu à l'adresse suivante :

« Soldats,

» L'on m'a déjà porté plusieurs fois » des plaintes relativement à des voies » de fait et à des pillages exercés par » quelques-uns d'entre vous; ces excès » viennent de se renouveler très r...

» cemment à Bisagno et à Casteletto.

» Ils sont bien criminels, les militaires qui s'abandonnent à nne conduite aussi atroce, et qui aggravent de cettè manière les maux que la guerre fait déjà si cruellement peser sur les habitans de la Ligurie.

» Au surplus, songez que c'est une obligation ponr moi de punir et de protéger, et croyez que je la remplirai tout entière.

» Je protégerai les citoyens, et je ferai respecter leurs personnes et lenrs propriétés.

» Je punirai les coupables; et dès ce moment j'ordonne que tous les effets volés soient restitués; que les autenrs des vols soient arrêtés et traduits à une commission militaire; que les officiers commandant les compagnies cantonnées dans les villages, soient mis anx arrêts forcés, et qu'ils soient destitués, si, dans les vingt-qnatre heures, ils n'ont pas trouvé et désigné les coupables.

» Soldats, dont la carrière militaire se compose de bravonre, de privations, de vertus, ce n'est point à vous que je m'adresse, et vous êtes le plus grand nombre; je ne désigne ici que quelques malfaiteurs, qui veulent déshonorer nos armes, et qui servent les vues de l'ennemi. »

3, 4, 5 et 6 Floréal.

Le 3 floréal, l'ennemi tenta l'enlèvement des tronpes chargées de la défense de Saint-Pierre d'Arena.

Son plan, ingénieusement conçu, fnt exécnté avec audace; mais la valeur française et la présence d'esprit d'nn seul homme, firent tourner cette entreprise à la gloire de nos armes.

A trois heures du matin, nne grande heure avant le jour, l'ennemi fit passer la Polcevera à tout le régiment de Nadasti. Il fila entre Saint-Pierre d'Arena et Rivarolo; coupa, par ce mouvement, la 5e légère, qui tenait ce dernier poste, et la sépara des 3e et 25e légères, qui occupaient le premier; arriva par les jardins à Saint-Pierre d'Arena, força les gardes qui se trouvaient sur sa route, surprit le premier bataillon de la 3e, et les premier et troisième bataillons de la 25e légère, les rejeta sur les hauteurs et sur la Lanterne, et profita de ce moment d'avantage pour prendre à revers le deuxième bataillon de la 25e, qui était en position sur la Marine. Le colonel Nadasti, et l'un des aides-de-camp de M. de Mélas, avaient déjà fait trois officiers de ce bataillon prisonniers, lorsque le général Cassagne, avec les premier et troisième bataillons de la 25e légère, chargea. Le colonel Nadasti, déconcerté par ce mouvement, demanda au capitaine Chodron, de la 25e (l'un de ses prisonniers), le chemin le plus court pour regagner le pont de Cornegliano. Celui-ci, par une ruse que sa présence d'esprit lui suggéra, lui indiqua un chemin au travers d'un jardin. Ce colonel s'y jeta, quatre cent cinquante hommes de son régiment l'y suivirent; à peine y furent-ils entrés, que les citoyens Mougenot, capitaine, Henrion, lieutenant, Gautheret, sous-lieutenant, et Boulogne, chasseur de la même demi-brigade, s'emparèrent de la porte, et crièrent: *Bas les armes!* Le capitaine Chodron, changeant de rôle, leur dit anssitôt: *Messieurs, c'est vous maintenant qui êtes mes prisonniers.*

Ce capitaine Chodron avait été déshabillé par les Autrichiens. An moment où ils se virent pris à leur tour, les officiers de Nadasti, qui ne s'étaient point opposés à la manière avec laquelle il avait été traité, lui offrirent leurs montres, pour qu'il les fît respecter. *Gar-*

dez vos bijoux, répondit ce capitaine, *je n'en ai pas besoin pour faire pour vous ce que vous n'avez pas su faire pour moi.* L'un des officiers répliqua... *Nous avions perdu la tête.—La tête!* répliqua le capitaine, *on n'est pas fait pour être officier, quand on peut perdre la tête autrement que par un boulet de canon.*

L'ennemi laissa soixante morts dans Saint-Pierre d'Arena; nous perdîmes quarante hommes pris et trente-cinq blessés ou tués.

Le chef de brigade Godinot, commandant la 25[e] légère, s'étant trop avancé pour reconnaître l'ennemi, fut pris dès le commencement de l'affaire. Il fut échangé le surlendemain contre le colonel du régiment de Nadasti.

Cette attaque de Saint-Pierre d'Arena fut combinée avec une antre qne l'ennemi fit faire dans le même moment par un bataillon des chasseurs d'Aspres, sur la position des Deux-Frères, que défendait la 97[e] de ligne, et d'où, après une heure de combat, il fut repoussé avec perte.

Le même jour, le général Miolis fit faire de fortes reconnaissances dans le Bisagno, et en avant de la Sturla. Ces reconnaissances avaient pour but de suivre différens mouvemens faits de ces côtés par l'ennemi; elles donnèrent lieu à des combats très vifs, et coûtèrent quelqnes braves.

Le 4, le général en chef, fortement pressé de faire connaître sa position au premier consul, profita d'une nuit sombre pour lui dépêcher le chef d'escadron Franceschi, aide-de-camp du général Soult, officier qui s'était couvert d'honneur dans les dernières affaires, et qui, à l'entrée de la nuit, partit dans une nacelle (1), pour remplir cette mission.

Un règlement que le général en chef fit publier, eut pour but de déterminer tont ce qui tenait à la police de la place.

Dans la matinée, un parlementaire anglais était entré dans le port de Gênes, apportant au général Masséna une sommation rédigée dans la forme la plus honorable. Le général en chef y répondit en déclarant qu'il défendrait la ville jusqu'à la dernière extrémité; et fit connaître le tout aux habitans de Gênes par une proclamation.

Le 5, le général Masséna, sur la demande des généraux Spital, Gazan et Soult, destitua un officier supérieur, pour s'être permis devant sa troupe quelques propos de nature à la décourager. Il crut aussi devoir le même jour ranimer, par les nouvelles suivantes, l'esprit public de Gênes.

MASSÉNA, GÉNÉRAL EN CHEF, AUX HABITANS DE LA VILLE DE GÊNES.

« Le général Oudinot, chef de l'état-» major-général, est arrivé près du gé-» néral Suchet.

» Il est faux que le général Suchet » ait été battu; il a repoussé l'ennemi, » et au lieu d'avoir perdu mille hom-» mes à la dernière affaire, il a fait trois » cents prisonniers; il a reçu et reçoit » des renforts de France.

» Les armées du Rhin et de réserve » ont dû se mettre en monvement du

(1) Toutes les fois que le temps le permettait, le général en chef expédiait des officiers au premier consul ou au général Suchet. Beaucoup d'entre eux furent pris: de ce nombre sont le chef d'escadron Drouin, le chef de bataillon Lambert, etc. Par son intrépidité et son intelligence, le premier était différentes fois parvenu à braver ou à tromper les vaisseaux qui formaient le blocus de Gênes; et principalement dans une mission difficile et importante, dont il fut chargé pour la Corse, et qu'il remplit parfaitement.

» 10 au 20 germinal; celle du Rhin est » forte de cent cinquante mille hom- » mes; celle de réserve de soixante- » dix mille hommes. L'armée de ré- » serve entre en Italie par la vallée » d'Aost.

» Le Mont-Cenis est repris par nos » troupes.

» La forteresse de Savone est appro- » visionnée pour un mois.

» Le général Carnot est ministre de » la guerre; le général Berthier com- » mande l'armée de réserve.

» L'ennemi a voulu la guerre; les » armées françaises ouvrent la campa- » gne avec un développement de for- » ces imposantes, et tel, qu'il doit, par » la victoire, le forcer d'accepter la » paix.

» Habitans de la ville de Gênes! l'ar- » mée d'Italie, ferme dans la résolution » de vous défendre, voit approcher l'é- » poque de votre délivrance; persévé- » rez avec elle, et avant quinze jours » l'ennemi aura évacué la Ligurie. »

Le 6 floréal se passa sans offrir au- cun fait militaire qui mérite la peine d'être rapporté.

On conçoit néanmoins que, de notre côté, le désir de connaître la position et les mouvemens de l'ennemi, nous faisait faire de continuelles reconnais- sances, et que, de son côté, l'ennemi, qui était intéressé à tout nous cacher, et à rétrécir le cercle de notre ligne, s'opposait partout à notre marche. Il résultait donc inévitablement de là des escarmouches très fréquentes, mais dont le détail aurait d'autant moins d'intérêt qu'elles n'eurent aucune in- fluence directe ni indirecte sur le sort de Gênes ou des armées respectives.

Ce même jour 6, le règlement de police, arrêté le 4, fut suivi de diffé- rens ordres relatifs à des mesures de défense en cas d'attaques nocturnes.

7, 8 et 9 Floréal.

Depuis plusieurs jours, le général Masséna savait, par le contenu des dé- pêches qu'il avait reçues, le mouve- ment de l'armée de réserve. Différens rapports annonçaient des marches et contre-marches de la part de l'en- nemi. Tout cela détermina le général en chef à ordonner le 7 une recon- naissance forcée sur la position de l'ennemi, au-dessus de Cornegliano. Le général de brigade Cassagne, en conséquence des dispositions arrêtées à cet égard, passa, entre Saint-Pierre et Rivarolo, la Polcevera avec les pre- mier et second bataillons de la 3ᵉ lé- gère; il fit d'abord replier devant lui tous les avant-postes autrichiens; mais arrivé aux positions de l'ennemi, ce dernier, en montrant des forces con- sidérables, démasqua par son feu plus de quinze pièces de canons qui, dans tous les sens, battaient la rivière et les routes qui y conduisent ou qui en par- tent. Lorsque le général en chef eut vu ce qu'il désirait sur les forces et les moyens de défense de l'ennemi, il fit replier le général Cassagne, qui, dans son mouvement, avait été secondé par une fausse attaque que le second ba- taillon de la 25ᵉ légère avait faite vers l'embouchure de la Polcevera, sous les ordres de son chef de brigade Godinot.

La connaissance de quelques faits particuliers, et les rapports de déser- teurs autrichiens déterminèrent le gé- néral Masséna à faire un appel à tous les Français, Italiens et Polonais qui se trouvaient dans l'armée austro- sarde. La proclamation qui eut cet objet pour but, fut en conséquence traduite en allemand et en italien, im- primée par colonne dans les trois lan- gues, et répandue dans l'armée en- nemie avec profusion, et par tous

les moyens possibles, surtout par les espions, les prisonniers qu'on rendait, etc.

Les 8 et 9 il n'y eut rien de nouveau. Ce calme était celui qui précède les grands orages.

10 Floréal.

Le 10 floréal, à deux heures du matin, il s'engage une vive fusillade aux avant-postes de la position des Deux-Frères. Vers trois heures, le feu se ralentit dans cette partie. Avant quatre heures, notre ligne du Ponent est attaquée (1); l'action y commence par une vive canonnade qui part de toutes les batteries de la Coronata, et de six chaloupes canonnières qui prennent en flanc les retranchemens de la Marine, que défendait le deuxième bataillon de la 25e légère, à la tête du village de Saint-Pierre d'Arena.

A cinq heures, les avant-postes de la 5e légère sont obligés de se replier sur Rivarolo. L'ennemi charge trois fois, mais toujours inutilement, les retranchemens que les carabiniers de cette demi-brigade défendaient à l'entrée de ce village.

A six heures, l'ennemi se présente à la fois sur toute notre ligne du Levant; partout il déploie des colonnes d'attaque soutenues par de nombreuses réserves. Il nous force sur plusieurs points, et en faisant descendre du Monte-Faccio des forces très considérables, nous enlève le Monte-Rati, bloque le fort de Richelieu et s'empare du fort de Qnezzi, dont la construction n'était que commencée, et en avant duquel il prend position. Il tente l'enlèvement de la Madona-del-Monte; mais le chef de brigade Vouillemont manœuvre avec tant d'habileté, que, malgré le petit nombre de ses troupes, il conserve sa position.

Dans le même temps, l'ennemi presse vivement Saint-Martin d'Albaro. Parvenu dans les premières maisons du village, il soutient par nn feu terrible de croisées celui de ses tirailleurs, qui arrivent sous le plateau. Nos troupes s'ébranlent; déjà les ordres du général Darnaud ne sont plus entendus, et sa bravoure éclairée n'offre plus qu'un exemple inutile, lorsque le général en chef qui, parcourant toujours tous les points de sa ligne, ne pent jamais se faire attendre là où sa présence est nécessaire, et qui souvent semble s'y porter par inspiration, arrive accompagné de l'adjndant-général Thiébault et de quelques autres officiers, qu'il charge aussitôt de se joindre an général Darnaud, pour arrêter un tiraillement qui devenait général, et qui, chez nos troupes, est toujours un présage de retraite; pour faire rentrer les hommes détachés dans leurs compagnies respectives; pour renforcer les réserves en diminuant le nombre des éclaireurs, et pour faire prendre à quelques

(1) Par ces dispositions et la conduite des attaques de cette journée, M. le général Otto rendit hommage à son prédécesseur, M. de Schulembourg, qui, le 13 juin 1746, et avec des forces égales, attaqua de la même manière les troupes qui, sous les ordres de M. de Boufflers, défendaient Gênes.

Mais ce n'est pas la seule remarque que le rapprochement de ces deux journées fera faire à ceux qui les compareront. Le militaire observateur y verra, en suivant les détails qu'elles présentent, combien la manière actuelle de faire la guerre l'emporte sous les rapports de l'acharnement dans le combat, de la durée de l'action, de la complication des opérations et de leur rapidité, sur celles dont respectivement on faisait usage alors. En 1800, les Autrichiens firent en une matinée ce qu'en 1746 ils devaient exécuter en deux jours. En 1800, le général Masséna fit en trois heures ce qui devait en coûter quarante-huit à M. de Boufflers.

corps une position plus resserrée. Ces mesures rétablissent l'affaire au point que l'ennemi, qui avançait sous le feu le plus nourri et à la vue de beaucoup de troupes, s'arrête à l'instant où il cesse (1), et ne tarde pas à se resserrer lui-même, du moment où il voit moins de monde.

Vers neuf heures du matin, à la faveur d'une attaque extrêmement vive, et tout-à-fait inattendue, l'ennemi nous enlève la position importante des Deux-Frères (2), d'où il bloque le fort Diamant, qu'il somme quatre fois de se rendre (3), et d'où il commande les ouvrages de l'Eperon.

A peu près à la même heure, quatre cents Autrichiens, passant la Polcevera à la droite de Saint-Pierre, rejettent sur les hauteurs le premier bataillon de la 3e légère qui tenait cette position, et, soutenus par le feu de toute la ligne, pénètrent dans ce village jusqu'à la croisée des chemins. Le chef de brigade Godinot les charge à la tête du troisième bataillon de la 25e légère, leur tue plusieurs hommes, leur fait vingt prisonniers, et les force à repasser rapidement la rivière (4).

Enfin la 24e de ligne, qui occupait le revers de la montagne qui verse du fort de l'Eperon dans le Bisagno, soutint pendant plus de deux heures, et avec un avantage décidé, les efforts d'un ennemi très supérieur, et finit même, en lui enlevant le pont de Carega, par lui faire cinquante prisonniers.

Pendant ces opérations, qui prirent une partie de la matinée, et durant lesquelles, malgré la pluie la plus abondante, le feu ne fut interrompu sur aucun point, la flotte combinée rasait les côtes, et tirait, afin d'exciter le peuple à la révolte; mais tout était contenu par la force et la sagesse des mesures prises.

(1) Deux causes peuvent avoir produit cet effet; la première est que le rétablissement de l'ordre parmi nos troupes, multipliait les obstacles pour l'ennemi; la seconde est qu'il pouvait croire que nous nous préparions à charger.

(2) Après avoir donné à différentes reprises l'exemple du plus grand courage, le chef de bataillon Frossaro, commandant la 97e, a été tué à cette attaque, en chargeant l'ennemi à la tête de ses grenadiers.

(3) Les deux premières sommations furent faites le matin par le comte de Palfy, et les deux dernières par le comte de Hohenzollern, dans l'après-midi. La fermeté du commandant Bertrand, et la confiance que ne pouvait manquer de lui donner la valeur si souvent éprouvée de la 41e de ligne, qui composait la garnison de ce fort, rendirent toutes ces sommations inutiles.

Nous ne rapporterons ici que la dernière sommation, et la réponse qui fut faite.

Copie de la sommation réitérée, faite par le lieutenant-général comte de Hohenzollern, au commandant du fort du Diamant.

« Je vous somme, commandant, de rendre » votre fort dans l'instant; sans cela, tout est » prêt, je vous prends d'assaut, et vous passe au » fil de l'épée. Vous pouvez encore obtenir une » capitulation honorable.

» Devant le Diamant, à quatre heures du soir.

» LE COMTE DE HOHENZOLLERN. »

Réponse du commandant du fort.

« M. le général, l'honneur, le bien le plus » cher aux vrais soldats, défend trop impérieusement à la brave garnison que je commande, » de rendre le fort dont le commandement » m'est confié, pour qu'elle puisse consentir à » se rendre sur une simple sommation; et j'ai » assez à cœur, M. le général, de mériter votre » estime, pour vous déclarer que la force seule, » et l'impossibilité de tenir plus long-temps, » pourront me déterminer à capituler.

» *Signé* BERTRAND. »

(4) Les rapports des officiers pris dans cette journée se sont accordés à porter à vingt-cinq mille hommes les forces que l'ennemi employa contre nous au nord et dans le Levant, et à douze ou quinze bataillons celles qu'il avait dans le Ponent. En effet, comment eût-il pu suffire sans cela à des attaques si multipliées, dans un pays surtout où il était difficile qu'une colonne agît sur plus d'un point?

Aux premiers coups de canon, le général Masséna s'était porté à la Lanterne, pour observer les mouvemens de l'ennemi dans le Ponent. En un moment, il avait jugé que l'ennemi ne pouvait rien espérer de ce côté, et, en conséquence, il s'était rendu dans le Levant, où Gênes présente à la fois beaucoup moins d'étendue et beaucoup moins de défense, et qu'il jugea devoir être le point de la véritable attaque de l'ennemi.

Aussi, vers deux heures après midi, lorsqu'à travers tant d'attaques successives et différentes, de tant de mouvemens divers, le général en chef se fut assuré que le but de l'ennemi était de conserver la position des Deux-Frères, et d'enlever celle de la Madona-del-Monte, d'où il nous forçait d'évacuer Albaro, et d'où seulement on peut bombarder Gênes, il résolut de profiter de ses réserves qui n'avaient point encore donné, et de la sécurité que notre retraite et le temps affreux qu'il faisait, devaient donner à l'ennemi, pour l'attaquer à son tour, reprendre, s'il était possible, ses premières positions, et faire ainsi tourner contre l'ennemi ses propres entreprises. Cette résolution était audacieuse dans la situation des choses; mais que serait la guerre sans l'audace?

D'après ce plan, le général Soult fut chargé de l'attaque des Deux-Frères, et reçut à cet effet les 73e et 106e, ainsi que le troisième bataillon de la 2e de ligne. Le général en chef continua à diriger les opérations de la première division, commandée par le général Miolis, et la renforça, pour l'exécution de ses desseins, des deux premiers bataillons de la 2e et de la 3e de ligne.

Mais afin de ne rien aventurer, et avant de mettre ses réserves en mouvement, et de se porter ainsi sur le centre de l'ennemi, il jugea devoir en affaiblir la gauche, et pour cela il fit donner au général Darnaud l'ordre de ne laisser qu'un cordon devant l'ennemi, de forcer sa gauche, et de se reporter rapidement sur ses derrières, afin de le battre, et de lui enlever une partie des troupes qui avaient formé l'attaque de Saint-Martin, et passé la Sturla, près de la Marine, où l'adjudant-général Ottavi se trouvait avec le troisième bataillon de la 62e de ligne, et quelques compagnies des 8e légère et 74e de ligne.

Ce mouvement, que le général Darnaud exécuta avec autant de précision que de vigueur, lui fit infiniment d'honneur, et lui livra quatre cents prisonniers (1).

Cette opération assurait la droite des corps que nous pouvions faire avancer à la gauche d'Albaro. Il était alors près de trois heures du soir, et c'est à ce moment que le général Poinsot fut chargé de reprendre le fort de Quezzi, avec les premier et deuxième bataillons de la 3e de ligne, pendant qu'à la tête de la 78e de ligne, l'adjudant-général Hector tournerait le Monte-Rati, en suivant la crête qui lie la Madona-del-Monte au fort Richelieu.

Ce dernier mouvement, nécessairement très lent, ne put suffisamment seconder le premier, dans lequel nos

(1) Le capitaine Mathivet, de la 62e de ligne, adjoint à l'adjudant-général Thiébault, se trouvant, avec les citoyens Vaille, capitaine, et Drapier, sergent-major au même corps, avoir, par l'effet de leur courage, devancé leurs camarades, tombèrent seuls au milieu de quatre-vingts Autrichiens, commandés par quatre officiers. Ils étaient perdus; mais la présence d'esprit du capitaine Mathivet les sauva; elle fut telle, qu'il parvint à persuader aux ennemis qu'ils étaient enveloppés, à leur faire mettre bas les armes, et à les ramener prisonniers de guerre.

troupes furent vivement repoussées, et dans lequel le chef de brigade Mouton, commandant la 3e de ligne (1), et le chef de bataillon Chanu, du même corps, furent grièvement blessés.

Cette résistance opiniâtre de la part de l'ennemi achève de justifier cette entreprise aux yeux du général en chef; et quoiqu'il ne lui reste plus que deux bataillons de la 2e de ligne, il ordonne au général Miolis de se mettre à la tête du premier, et de se diriger sur le flanc droit de l'ennemi, et à l'adjudant-général Thiébault de se porter à la tête des quatre premières compagnies du second bataillon, et au pas de charge, sur son flanc gauche, pendant que les deux bataillons de la 3e, après avoir été ralliés par le général Poinsot, soutenaient au centre, et dans une position favorable, le choc redoublé des ennemis.

Le mouvement de l'adjudant-général Thiébault, qui était le plus direct, et celui qui coupait la retraite à l'ennemi, s'il avait pu s'exécuter vivement, donna lieu au combat le plus acharné sur ce point; l'ennemi se défendit en désespéré; attaqué trois fois, trois fois il repoussa cette petite colonne. Trop près pour faire usage des armes à feu, le combat continua à coups de crosses et de pierres. Dans la seconde charge, le citoyen Diey, adjoint à l'état-major général, fut tué; peu après, le capitaine adjoint Marceau fut blessé; mais bientôt, profitant de la supériorité du nombre, l'ennemi enveloppa cette colonne.

C'est alors que le général en chef fit avancer les quatre dernières compagnies du second bataillon de la 2e de ligne, qui étaient tout ce qui lui restait de troupes en réserve (1). L'adjudant-général Andrieux fut chargé de conduire ce demi-bataillon, et le général Masséna lui-même, à travers les pierres et le feu le plus meurtrier, suivi de ses officiers, marcha à la tête de ces troupes, jusqu'à ce qu'il eût opéré leur jonction avec la colonne à la tête de laquelle Thiébault combattait encore. Ce renfort décida la victoire, et deux cents prisonniers en furent le résultat.

Les adjudans-généraux Thiébault et Andrieux continuèrent à poursuivre l'ennemi (3), et effectuèrent en avant du fort de Quezzi (4) leur jonction avec les troupes du général de division Miolis (5), qui, de son côté, avait culbuté

(1) L'armée doit aux soins vraiment maternels de madame Brignole, chez laquelle le commandant Mouton était logé, d'avoir conservé en lui un des officiers du mérite le plus rare.

Que cette note serve à consacrer à cet égard la reconnaissance de tous ceux qui savent apprécier la vertu, et s'intéresser au sort des braves.

(2) En ce moment l'adjudant-général Dégiovani n'avait que quatre-vingts Français dans Gênes pour le service de la place et du port.

(3) Le chef d'escadron Hervo mérite d'être cité dans cette occasion, par la manière dont il se conduisit. Il est impossible de ne pas nommer ici le chef d'escadron Martigue, qui se distingua partout par son intrépidité, et par la manière dont il la fit partager aux troupes. Il serait de même injuste de ne pas parler du citoyen James, sous-lieutenant de la 2e de bataille, qui, par son audace, se couvrit aussi de gloire dans cette affaire, après laquelle il fut fait lieutenant.

(4) Ce point de Quezzi avait été désigné pour la construction d'un fort; le tracé en était fait, et l'exécution commencée. Il y avait déjà des parties du revêtement de quarante pieds de haut, d'autres plus basses, mais sans remparts en terre, et sans parapets. Trois grandes ouvertures dans les parties mortes, et très accessibles, éloignaient toute idée de rétablir ce fort, et ni les Autrichiens, ni les Français n'avaient encore songé à en tirer aucun parti pour la défense de la position.

(5) Le général Miolis se loue beaucoup de la conduite du chef de bataillon Manhin et du capitaine Margeri, de la 2e.

tout ce qui s'était trouvé sur son passage, et avait fait trois cent cinquante prisonniers.

Sur la droite, l'adjudant-général Hector, secondé par une sortie faite à propos par la garnison du fort de Richelieu, et par la charge que sur son front le général Miolis fit exécuter au général Poinsot, et à l'adjudant-général Andrieux, et au moyen de laquelle ils enlevèrent à l'ennemi ses deux dernières redoutes sur le Monte-Rati, fit mettre bas les armes à un bataillon ennemi de quatre cent cinquante hommes qui se trouva sans retraite, et qui fut pris avec son drapeau. On s'empara dans la même soirée de sept ou huit cents échelles destinées à l'escalade de Gênes et de ses forts, et faites de manière à ce qu'on pût y monter jusqu'à trois hommes de front. Ces échelles furent, pendant la nuit, brûlées par nos troupes.

De son côté, l'adjudant-général Gautier, qui, avec très peu de monde, occupait une forte colonne ennemie sur la rive gauche du Bisagno, lui fit soixante prisonniers, et l'empêcha de prendre les troupes du général Miolis à revers.

Enfin, sur tout le front de la première division, l'ennemi se trouva, vers cinq heures du soir, battu et mis en pleine déroute (1).

Trop habile pour ne pas profiter de l'effet que la vue de ces avantages avait produit sur ses troupes, le général Soult, placé de manière à planer sur les points de ces différens combats, saisit cet instant pour ordonner l'attaque des Deux-Frères, position terrible, où M. le général Hohenzollern avait rassemblé de grandes forces, et où, malgré les difficultés du terrain, il avait déjà fait porter à bras deux pièces de canon, tant il sentait l'importance de la conserver.

Le général de brigade Spital fut chargé d'enlever cette position, qui fut vigoureusement défendue; mais les talens et la valeur de ce général firent surmonter tous les obstacles; et par l'effet de son exemple, l'ardeur des attaquans s'étant toujours accrue à raison de la résistance, rien ne put ralentir leur mouvement. La 106e se conduisit dans cette affaire avec sa bravoure accoutumée. Au nombre de ses blessés, l'armée vit avec douleur le chef de bataillon Dunesme, qui la commandait. Cent cinquante hommes formant les débris de la 73e de ligne, commandés par le chef de bataillon Coutard, officier d'une grande distinction, arrivèrent les premiers, et sans avoir tiré un seul coup de fusil, au haut de la position d'où l'ennemi fut chassé, et où il laissa, avec une centaine de prisonniers, ses deux canons, qui de suite furent employés contre lui (2).

La terre resta jonchée de ses morts, dans le nombre desquels se trouva le colonel de Colloredo.

Les citoyens Fantucci, adjudant-général cisalpin, et Legrand, chef de bataillon du génie, au service de la république romaine, se firent remarquer dans cette affaire par leur conduite (3).

Ainsi se termina cette journée, la

(1) Dans son rapport sur les affaires de cette journée, le capitaine Deysavier, commandant alors la 63e de ligne, rend un compte infiniment avantageux de la conduite des lieutenans Ville, Abel et Galand, et du sous-lieutenant Nogier.

(2) En abandonnant les Deux-Frères, les Autrichiens sortirent leurs deux canons de leurs encastremens, et les firent rouler dans les fonds qui avoisinaient la batterie. Des grenadiers de la 73e s'en aperçurent, et les reportèrent au haut de la montagne avec une rapidité telle, qu'avant que les ennemis fussent hors de portée, on eut le temps de s'en servir contre eux-mêmes.

(3) Jaloux de jeter le plus grand jour sur les

plus brillante du blocus; journée qui coûta à l'ennemi plus de quatre mille hommes, daus le nombre desquels il y eu eut seize ceuts de pris, et qui le vit successivement attaquant, et attaqué, vainqueur et vaincu.

Cette journée, que la fortune sembla partager entre les combattans, et dans laquelle la victoire fut toujours pour celui qui prit l'offensive, sera éternellement glorieuse pour le général Masséna, aux yeux de tous les hommes en état de juger les opérations de la guerre.

Mais si elle fut belle sous les rapports militaires, combien ne fut-elle pas importante, relativement à l'esprit public des Génois, qui le matin avaient vu l'ennemi établi sous leurs murs, et qui perdaient par cette victoire, la crainte d'une attaque sérieuse par terre. Aussi l'enthousiasme fut-il tel, que le retour du général en chef chez lui fut un triomphe.

L'ordre du jour contint le lendemain le témoignage d'estime et de satisfaction que la conduite de tant de braves avait provoquée, et qu'il est si doux à un chef de leur rendre.

La 41e de ligne et son commandant, qui avaient défendu le fort Diamant, reçurent du général en chef une lettre de félicitation sur leur conduite.

Une distribution extraordinaire d'eau-de-vie fut faite à toutes les troupes.

Les résultats de cette journée furent de plus rédigés, adressés au gouvernement ligurien, traduits et imprimés dans les deux langues, publiés et affichés partout.

11 et 12 Floréal.

Le général en chef pensa devoir profiter des différentes impressions que la victoire du 10 avait dû faire sur nos troupes et sur celles de l'ennemi; et après avoir laissé reposer les corps pendant la journée du 11, il chargea, le 12, le général Miolis de faire différens mouvemens, afin d'attirer l'attention de l'ennemi dans le Levant, et d'y occuper les troupes qu'il y avait; et de son côté il fit porter, à la pointe du jour, une forte reconnaissance sur les positions de Coronata, occupées par l'ennemi, avec l'intention de la soutenir vigoureusement si l'ennemi faisait le moindre mouvement douteux; ou si, comme cela était possible, le défaut de succès de son attaque générale du 10 déterminait sa retraite, que le mouvement de l'armée de réserve pouvait ne pas tarder à rendre nécessaire.

Le chef de brigade Godinot, de la 25e légère, faisant fonctions de général de brigade, fut en conséquence chargé d'inquiéter l'ennemi sur la Polcevera, depuis la mer jusqu'à Rivarolo, avec la 3e légère, la 3e de ligne, et douze compagnies de grenadiers des corps non employés dans cette affaire.

Le général de division Gazan déboucha de ce dernier village; sa colonne, composée des 5e et 25e légère,

faits historiques qui illustrèrent dans cette journée les armes françaises, nous nommerons encore :

Guillaume, sergent-major de carabiniers à la 8e légère.

Les citoyens de Flandre et Vérove, lieutenans de la 78e, qui, secondés par deux soldats seulement, firent mettre bas les armes à cent Autrichiens.

Cousin et Delonne, sergens-majors au même corps, et qui, quoique blessés, restèrent au feu.

Chatelain, fusilier, qui s'empara du drapeau.

Et enfin le capitaine Robillard, le fourrier Ricasse, Abonelle, tambour; Lemasson, fusilier, qui se distinguèrent de même par des prodiges de valeur.

et de la 106e de ligne, se dirigea sur la gauche de la Coronata, et marcha de manière à la prendre à revers (1).

La 97e de ligne, débouchant de la position des Deux-Frères, fit de son côté une fausse attaque sur la chartreuse de Rivarolo.

Il y avait à peine une heure que le feu était commencé, et déjà le général Gazan, à la faveur d'une attaque extrêmement vive, arrivait aux pièces de l'ennemi, qui de son côté commençait à les évacuer; déjà tout un régiment de troupes légères autrichiennes avait posé les armes; mais quelques coups de fusil, tirés sur ce régiment au moment où il se rendait, et l'arrivée d'une forte réserve autrichienne changèrent soudainement la face des affaires, et nos troupes furent repoussées, emmenant cependant quatre-vingt-dix prisonniers avec elles (2).

Le général Soult fit soutenir la division Gazan par la 2e de ligne qui était restée en réserve sous les ordres du général Poinsot, et marcha lui-même à la tête d'une partie de cette demi-brigade, dès qu'il sut que le général Gazan était blessé; et, débouchant dans la Polcevera par le centre du village de Rivarolo, il prit un ordre de bataille tel que, par son feu, il arrêta les chasseurs de Bussi et le 5e régiment de hussards hongrois qui, par le lit de ce torrent, chargeaient pour couper la retraite à nos troupes (3).

La difficulté du terrain, le crénellement de tous les murs des jardins qui se trouvent sur ce coteau, les ouvrages multipliés dont l'ennemi l'avait couvert, les chevaux de frise dont toutes les routes étaient remplies, le feu croisé de plusieurs batteries tirant à mitraille, la grande supériorité des forces de l'ennemi, l'état de ses troupes, la faiblesse que produisait chez les nôtres le manque de nourriture, la perte de tant de bons officiers, le commandement de presque toutes les compagnies confié dans nos corps à des officiers à la suite, les longues souffrances, la misère, l'épuisement et le découragement d'un grand nombre (effet ordinaire de ces différentes causes), et enfin la blessure que, dans le moment décisif le général divisionnaire Gazan reçut à la tête, furent les causes évidentes de la non-réussite de cette tentative qui était très militaire, puisqu'en mettant à profit les effets de la victoire du 10, elle tendait à nous livrer l'artillerie dont l'ennemi avait couvert la Coronata, tous ses préparatifs de siége et d'escalade, beaucoup de prisonniers et les vivres que le général savait être arrivés pour plusieurs jours à Sestri; elle avait outre cela l'avantage de forcer l'ennemi à amener de nouvelles troupes contre nous, et à perdre du temps à reprendre cette position, et à la fortifier de nouveau.

Après cette affaire, il y eut une trêve de trois quarts-d'heure que l'ennemi demanda afin, disaient les officiers qui

(1) Ce mouvement annulait une grande partie de l'artillerie dont l'ennemi avait hérissé tout le coteau de la Coronata.

(2) Dans ce moment où l'ennemi redoubla le feu de son artillerie, un obus, après avoir frappé le mur, roula au milieu du groupe formé par le général en chef, et les officiers de son état-major, au commencement de l'avenue de Rivarolo, et y éclata aussitôt; il pouvait y faire les plus grands ravages, nous n'eûmes cependant à regretter que le capitaine Carlier, officier très estimé, et qui, à côté de moi, tomba raide mort par un éclat qui lui traversa la poitrine. Un grenadier qui se trouvait dans le groupe eut le genou brisé.

(3) La 106e perdit dans cette affaire cent trente hommes.

la proposèrent, que chacun pût ramasser ses morts et ses blessés, mais qu'ils employèrent à débaucher nos soldats. Plusieurs désertions suivirent des entretiens particuliers où des émigrés seuls avaient paru.

Aussitôt que le général en chef eut avis de cette trève, et avant d'en connaître même les détails, il avait ordonné qu'elle fût rompue.

Pendant tout le combat, dans lequel la 5e légère se conduisit très bien (1), l'escadre anglaise, forte de cinq vaisseaux et frégates, fut en bataille devant Cornegliano et Saint-Pierre d'Arena.

Cette journée fut cruelle pour l'état-major.

Le général de division Gazan y fut blessé, ainsi que l'un de ses aides-de-camp et son officier de correspondance.

L'adjudant-général Fantucci fut tué. Ses adjoints Fascarolo et Gasparinetti furent blessés. Le citoyen Carlier, adjoint à l'état-major-général, fut tué ainsi que nous venons de le dire.

Le capitaine Rosa, attaché à l'adjudant-général Reille, fut légèrement touché par un boulet heureusement amorti.

13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 Floréal.

L'adjudant-général Reille, parti le 11 d'Antibes, arriva le 13 à six heures du matin à Gênes, apportant des dépêches importantes au général en chef.

Pendant toute cette journée, l'ennemi travailla à ajouter encore de nouveaux ouvrages à son camp de la Coronata et à le hérisser de nouvelles pièces. Il fortifia surtout le côté par lequel nous avions manqué le lui enlever la veille, et fit sur plusieurs points des démonstrations d'attaque, dans la vue sans doute de protéger les travailleurs.

Dans la même journée le bruit se répandit qu'il avait reçu des renforts et que dans la nuit il devait escalader Gênes. Le fait est qu'entre autres mouvemens, il porta une colonne de plus de deux mille hommes du côté de Monte-Creto.

La 73e passa de la deuxième division dans la première et fut chargée de la défense du fort de Quezzi.

On rapporta dans la même journée que la cavalerie ennemie filait du côté du Piémont. Cette nouvelle confirma nos espérances sur la marche de l'armée de secours. Malgré cela les vivres éprouvèrent tout-à-coup un renchérissement considérable.

Le 14, dès la pointe du jour, l'ennemi fait jouer toutes ses musiques en signe de réjouissance.

Le 15, un petit bateau chargé de grains trompe les efforts des Anglais et apporte à Gênes des vivres pour cinq jours.

Les 16 et 17 n'offrent absolument rien de remarquable, aucun fait militaire, aucune nouvelle ne consacra ces journées, si ce n'est quelques reconnaissances qu'exécuta le général Miolis, le 16 surtout, mais qui ne conduisirent à aucun résultat qui puisse intéresser. Un des évènemens de ces journées, que nous ne pourrons cependant manquer de rapporter, c'est la destruction d'un aqueduc que les paysans armés coupèrent le 16, et qui était d'autant plus important qu'il faisait aller une grande partie des moulins de Gênes.

Le 18, un espion nous apprend que

(1) En tués et blessés, la 5e légère perdit dans cette affaire cent cinquante-neuf hommes, dont dix-huit officiers, au nombre desquels se trouva le chef de bataillon Manset. Ce dernier fut blessé en se faisant jour à travers les ennemis qui l'avaient enveloppé.

l'on a entendu pendant deux jours une très forte can nnade du côté de Turin; que l'opinion générale est que l'ennemi a été battu, que les Français marchent sur Milan. Le même espion ajoute que le 16 au soir, M. de Mélas, à la tête de dix mille hommes, a passé à Sassello, marchant vers le Piémont.

Le besoin d'encouragement fait recevoir ces nouvelles avec avidité.

Vers dix heures du matin, la flotille napolitaine, arrivée le 17, canonne et bombarde Saint-Pierre d'Arena et essaie ainsi son effet sur les réduits de quelques pauvres pêcheurs et sur quelques palais non habités ou changés en hôpitaux militaires. Deux corsaires français sortent du port de Gênes et répondent au feu de la flotille. Ils sont protégés dans cette sortie par la batterie de la Lanterne et par celle de la Marine établie à Saint-Pierre d'Arena. Au bout d'une heure, une des barques ennemies est traversée par un de nos boulets; cette circonstance met fin à ce combat ridicule et barbare.

Dans la même journée, le chef de brigade Pouchin, de la 108e, remplace dans le commandement de la place de Gênes, l'adjudant-général Dégiovani, qui est particulièrement employé auprès du général en chef.

Le 19, à la pointe du jour, la flotille napolitaine bombarde Albaro : son feu dure trois ou quatre heures.

L'ennemi fait dans cette journée différens mouvemens dans le Levant : le bruit se répand qu'il est arrivé douze cents Calabrais à Nervi.

Le 20, dans l'après-midi, dix-neuf coups de canon tirés par l'amiral anglais, et quelques décharges d'artillerie faites dans le camp ennemi se font entendre et donnent lieu à diverses conjectures.

21 Floréal.

Deux fois déjà depuis notre blocus, le Levant avait été pour nous un théâtre de victoires. Attaquans et attaqués nous y avions vu des légions menaçantes se changer devant nous en colonnes de prisonniers timides, et descendre humblement des cimes qu'elles couvraient avec orgueil.

Deux fois, et toujours par l'effet des combinaisons du général Masséna, l'armée y avait moissonné d'abondans lauriers; mais cette terre amie n'était point encore épuisée pour nous, et les victoires des 17 germinal et 10 floréal devaient en quelque sorte être éclipsées par une nouvelle victoire plus éclatante encore.

Une circonstance particulière en détermina l'instant : le général en chef, bien résolu de profiter du départ de M. de Mélas, et d'une partie de son armée, pour affaiblir encore le corps ennemi qui était resté chargé de notre blocus, méditait depuis plusieurs jours la manière de le forcer à s'éloigner ou à se renforcer autour de Gênes pour opérer une plus puissante diversion; mais le point, ou plutôt le moment de son attaque n'était point encore décidé, lorsque, le 20, il reçut du général Otto une lettre par laquelle ce dernier le prévenait que le jour même son canon tirerait en réjouissance d'une victoire remportée sur le général Suchet : cette nouvelle, qui aurait intimidé un homme faible, ou découragé un homme ordinaire, produisit sur le général Masséna un effet tout contraire. Une noble indignation s'empara de son âme, elle l'excita à venger son lieutenant, et lui fournit, avec cette idée mâle et généreuse, tous les moyens de l'exécuter.

En conséquence, et de suite, il arrêta pour le lendemain des disposi-

tions d'après lesquelles il divisa en quatre corps les troupes qu'il résolut de faire concourir à l'exécution de son projet.

L'un, sous les ordres du général Miolis, fut composé des 62e, 74e et 78e demi-brigades de bataille.

L'autre, sous les ordres du lieutenant-général Soult, le fut des 25e légère, 2e, 3e et 24e de ligne.

La 106e forma la réserve de la division Miolis, et les 92e et 97e, destinées à la fausse attaque, reçurent l'ordre de se porter en avant du Diamant pour occuper l'ennemi dans cette partie.

Le général Miolis fut chargé d'attaquer le Monte-Faccio, et le général Soult de le tourner, et d'envelopper par ce mouvement les troupes chargées de le défendre.

L'attaque de front se fit sur trois colonnes, savoir: la 78e, formant celle de gauche, et marchant sous les ordres de l'adjudant-général Gautier.

Le général Miolis occupait le centre avec la 74e, et avait sur la droite l'adjudant-général Reille, commandant la 62e, pendant que le chef de brigade Wouillemont, avec la 8e légère, occupait la Marine.

L'adjudant-général Gautier obtint des succès rapides, succès qu'il commanda autant par son courage que par ses dispositions et ses manœuvres, et au moyen desquelles il enleva à l'ennemi son camp retranché de Bavari, dans lequel la 78e trouva trente à quarante sacs de riz.

Le général Miolis et l'adjudant-général Reille s'emparèrent de même des premières positions de l'ennemi sur le *Monte-Faccio;* malheureusement ce dernier, en se repliant, ayant formé ses masses, profita d'un moment de fluctuation parmi nos troupes, et des avantages que lui offrait sa position; reprit brusquement l'offensive, les chargea avec beaucoup de vigueur, et les rejeta sur la Sturla, sans qu'il fût possible de les rallier, ou seulement de les arrêter; et cela, quoique le général en chef eût successivement fait, dans cette vue, avancer toute la réserve. Mais pendant que l'ennemi suivait avec acharnement cette partie de nos troupes, le général Soult opérait victorieusement son mouvement.

Il avait divisé ses forces en une avant-garde, et en un corps de bataille ou réserve. Le général Darnaud commandait à la première les 25e légère et 24e de ligne, le général Poinsot commandait à la seconde les 2e et 3e de ligne.

Parti vers cinq heures du matin (savoir, son avant-garde de Gavetto dans le Bisagno, et son corps de bataille des glacis de la porte Romaine), le général Soult avait suivi la gauche du Bisagno, passant par *Bisantino, Olmo, Prato, Olivetto et Cassolo*, culbutant devant lui les postes autrichiens qui étaient dans ces différens cantonnemens, en même temps qu'un corps détaché avait forcé les camps que l'ennemi avait sur le Monte-Creto. Arrivé à Cassolo, il passa la rivière; le général Darnaud s'empara rapidement des avancés du pont, et se porta jusqu'à l'embranchement des chemins de Torriglia et de Campanardigo, où l'ennemi pouvait prendre une position avantageuse; mais il n'eut pas le temps de se rallier. Pour le général Darnaud, il s'y arrêta le temps qui fut nécessaire pour y rassembler toutes ses troupes.

Arrivé au pied du Mont-Salviaggia, la 3e de ligne fut chargée, par le général Soult, de combattre une colonne ennemie qui s'avançait pour l'attaquer, et de couvrir ses derrières, ce qu'elle fit avec un entier succès.

Quant à la colonne du général Dar-

naud, elle se dirigea sur les hauteurs dites *Il-Becco*, parvint à la crête des montagnes, et coupa le chemin de Sorrl.

Pendant ce trajet, le général Darnaud avait battu l'ennemi à différentes reprises, et lui avait déjà fait plus de six cents prisonniers du régiment de Jordis et des chasseurs de Brentano. Mais se trouvant alors extrêmement éloigné du corps de bataille, il fut assailli par un corps ennemi beaucoup supérieur au sien par le nombre, et plus encore en ce que les troupes qui le composaient n'étaient pas, ainsi que celles du général Darnaud, affamées et harassées de fatigue. Dans cette position critique, il soutint plus de deux heures un combat dont ses talens seuls diminuèrent l'inégalité. Cependant un bataillon de la 2e de ligne, et ses grenadiers, arrivèrent sous les ordres du général Poinsot, et mirent à même de changer cette défensive pénible et difficile en une offensive brillante. Par les ordres du général Soult, qui arriva immédiatement après cette colonne, le bataillon de la 2e, et les grenadiers, furent de suite formés dans le centre en colonne serrée; la charge donna le signal de l'attaque; la 25e s'élança sur le flanc gauche de l'ennemi; la 24e sur son flanc droit; par cette manœuvre, l'ennemi surpris fut culbuté et précipité du haut des rochers. Plus de huit cents Autrichiens roulèrent dans les abîmes; un plus grand nombre fut pris dans les retranchemens de Monte-Faccio, monument éternel de la gloire du nom français, et témoin constant des défaites de ses nombreux ennemis.

Le général Soult, maître de Monte-Faccio, y fit faire une halte, après laquelle le général Darnaud se dirigea sur Nervi, dont il s'empara. Il y trouva des vivres pour ses troupes, et y prit deux pièces de canon.

Quant au général en chef, qui, à la manière dont toutes les troupes du général Miolis (excepté la 78e, aux ordres de l'adjudant-général Gautier), s'étaient retirées le matin, avait jugé qu'il était alors impossible de reformer de suite les corps qui les composaient, il leur avait fait prendre position à Saint-Martin d'Albaro et à la porte Romaine; avait fait recompléter leurs cartouches, et leur avait fait faire une distribution extraordinaire de vin; cette mesure le mit à même de les reporter en avant, vers une heure après midi; et il se trouva si bien en mesure pour secourir le général Soult (s'il en avait eu besoin), qu'avant quatre heures du soir le général Miolis avait déjà rétabli les communications avec les troupes que le général Soult avait laissées dans le Bisagno; qu'à la même heure, la 62e était en position sur le Monte-Rati, et que la tête de la colonne de droite, composée de la 8e légère, arriva à Nervi en même temps que les troupes du général Darnaud.

A la nuit, ce dernier se replia à Castagna. La 2e rentra à Gênes, y ramenant plus de quinze cents prisonniers. Le reste des troupes acheva le lendemain de reprendre ses premières positions, en conservant cependant le Monte-Faccio.

Vers le soir, cette victoire fut annoncée à Gênes au son des bandes militaires, et la ville fut illuminée.

L'enthousiasme fut même d'autant plus grand, que du moment où la division Miolis avait battu en retraite, il n'avait plus été possible au général en chef d'avoir des nouvelles du général Soult; et cette circonstance était extrêmement sérieuse, attendu que ce général se trouvait enveloppé par l'ennemi qu'il avait tourné; qu'agissant seul, il pouvait être accablé par le nom-

bre; et que par conséquent beaucoup de personnes avaient cru la journée complètement malheureuse, jusqu'au moment où l'on en publia le brillant résultat. Dans son rapport au général en chef, le général Darnaud donne, relativement à cette affaire, les plus grands éloges aux chefs des 25e légère et 24e de ligne, au chef d'escadron Lavilette (blessé dans la dernière charge), et au sous-lieutenant Mamard, de la 106e, qui y fut de même blessé.

22 et 23 Floréal.

Le général en chef, qui avait pour but constant d'approvisionner Gênes, à la faveur des avantages par lesquels il parvenait à éloigner l'ennemi de ses murs, jugea pouvoir profiter de la victoire du 21, pour chercher à en remporter une nouvelle avant que l'ennemi eût eu le temps de réparer ses pertes. Les succès brillans obtenus dans cette journée avaient bien fait apporter, des villages enlevés à l'ennemi, quelque bétail et des herbes dans Gênes; mais pour avoir des grains, il fallait encore étendre les conquêtes. D'un autre côté, le général Masséna connaissait assez la situation de son armée, pour savoir que dans un pays où la victoire échappe souvent au plus brave, pour favoriser le plus robuste, il était impossible, avec des troupes épuisées par de longues souffrances, et usées pour ainsi dire au moral comme au physique, de combattre deux jours de suite, surtout sur les rochers presque inaccessibles de la Ligurie, et contre un ennemi en présence duquel l'on ne pouvait arriver qu'après deux ou trois heures des efforts les plus pénibles, et déjà à moitié vaincu par la fatigue.

Le 22 fut donc, par nécessité, consacré au repos; il le fut de même à la célébration de la victoire de la veille, qui se fit à midi par vingt-cinq coups de canon, dont le motif fut officiellement annoncé aux généraux ennemis (1). Mais, le 23 au matin, le général en chef, malgré la nouvelle de la retraite du général Suchet sur le Var, se trouvant toujours supérieur aux caprices de la fortune, ou bien indépendamment de toute autre considération, voulant faire usage de toutes ses ressources, et cherchant à presser les évènemens à proportion que le temps semblait lui échapper avec plus de rapidité, marchait déjà à une expédition nouvelle, et qui, relativement à l'offensive (si souvent reprise par lui), devait être décisive entre les troupes qui défendaient Gênes, et celles qui, en ce moment, bloquaient cette place.

Le but de cette attaque était l'enlèvement du camp de Monte-Creto, point central de toutes les positions de l'ennemi autour de Gênes, et réellement la clef de toute la ligne; je dis la clef, parce que, maîtres de cette montagne, les localités sont telles que nous devions le forcer à s'éloigner de Gênes. Par suite de ce mouvement, nos forces pouvaient tout-à-coup être réunies, et par sa continuation, nous étions les maîtres de nous porter d'un côté sur les derrières de Coronata, d'où l'ennemi, dans le Ponent, nous gênait le plus, et de l'autre, dans le Levant, où l'ennemi n'avait que de faibles points d'appui. La perte de son

(1) A minuit, le 22, l'ennemi attaqua Saint-Pierre d'Arena avec vigueur. Deux cents hommes passèrent même la Polcevera; mais comme cette affaire n'est d'aucun intérêt connu, nous nous bornons à la citer, et à dire que ces deux cents hommes furent battus et repoussés par le sous-lieutenant Bazière, et vingt-cinq chasseurs de la 3e légère.

camp de Monte-Creto l'obligeait donc à se retirer sur la Bochetta et en arrière de Voltry et de Sestri du Levant, à évacuer Portofino, et à abandonner l'artillerie qu'il avait à Cornegliano, et à Sestri du Ponent, où même nous avions l'espérance de trouver quelques magasins.

Rien ne fut négligé pour assurer la réussite de cette opération si majeure, par les résultats qu'elle ne pouvait manquer d'avoir. C'était, en quelque sorte, la dernière tentative que le général Masséna pouvait songer à faire. La nécessité de contenir le peuple de Gênes, que des souffrances trop prolongées aigrissaient tous les jours davantage, et que par tous les moyens possibles on excitait à la révolte, ne pouvait plus guère permettre de sortir de cette place. Le choix des troupes et des chefs se fit avec un soin égal. Les troupes reçurent tout ce qu'il était possible de leur donner. Enfin, un espoir fondé faisait d'avance ranger cette journée au nombre de celles qui devaient nous laisser des souvenirs glorieux et consolans.

Mais, par un premier malheur, l'ennemi, qui avait senti l'importance de sa position de Monte-Creto, y avait rassemblé ou en avait rapproché une grande partie de ses forces; cette circonstance, ignorée par le général en chef, ne put donc rien changer à ses résolutions, et le corps destiné à cette attaque fut divisé en deux colonnes.

Celle de droite, composée des 3e légère, et des 2e, 3e, 24e et 62e de ligne, marchait, sous les ordres du lieutenant-général Soult, sur le camp de Monte-Creto. Elle partit de la porte Romaine, à huit heures du matin, et se dirigea par la vallée du Bisagno.

Celle de gauche, commandée par le général Gazan, déboucha par le fort de l'Éperon; et, passant par les Deux-Frères, se dirigea sur les Quatre-As, qui se trouvent à leur droite, et que l'ennemi occupait par de fortes redoutes, en même temps qu'il soutenait ces dernières par un camp considérable.

Les 3e légère et 62e de ligne, formant, sous les ordres de l'adjudant-général Gautier, l'avant-garde du général Soult, commencèrent le combat vers onze heures du matin. La valeur des troupes, l'intelligence de leur chef, leur confiance réciproque, signalèrent le début de cette journée par des succès marqués. Partout l'ennemi ployait devant cette petite colonne; et, au bout de plusieurs heures d'une marche qu'un combat continuel rendit extrêmement pénible, et après avoir enlevé deux camps et plusieurs retranchemens, elle arriva au camp de Monte-Creto, défendu par de nombreux ouvrages, et par une ligne de troupes soutenues par plusieurs réserves.

Pendant que l'adjudant-général Gautier avait obtenu ces différens succès, la 24e de ligne, sous les ordres de son chef, avait attaqué et enlevé, malgré la plus vigoureuse résistance, la montagne de l'Aspino à l'ennemi, et se trouvait de cette manière seconder les troupes chargées sur ce point de la principale attaque, et les flanquer.

Dans le même temps, la division du général Gazan était également aux prises avec l'ennemi; déjà la brigade du général Spital s'était emparée de ses premières positions; déjà l'on formait des pelotons pour suivre, un peu rassemblés, les braves qui marchaient sur les redoutes de l'ennemi, lorsque l'orage le plus violent et le moins attendu sembla tout-à-coup confondre la terre avec les cieux : des nuages, tellement épais qu'en se touchant l'on ne se

voyait pas, couvrirent les montagnes élevées que nous occupions, et enveloppèrent tous les combattans, au point que l'on ne s'apercevait plus qu'à la faveur des éclairs. Après trois quarts-d'henre d'un véritable délnge, pendant lequel personne n'osait faire un pas, chacun se trouva où l'orage l'avait pris; mais tout était mouillé, et la terre et les armes. Le moment de l'énergie (1) était passé. Les sentiers étaient devenus extrêmement glissans et difficiles, et pendant ce temps, l'ennemi s'était encore renforcé par l'arrivée des corps qui, placés dans les vallées environnantes et au-dessous des nuages, avaient pu marcher pendant l'état de stagnation dans leqnel nous avions été si long-temps. Les obstacles, en un mot, avaient augmenté en proportion de la diminution de nos moyens. On fit encore des efforts, mais ils furent tons malheureux. L'enthousiasme, ce ressort des âmes, qui est tout pour les Français, était usé.

Sur la gauche, le général Spital, en cherchant à ranimer ses troupes, eut son cheval tué sous lni, et lui-même se blessa dans sa chnte. L'adjndant-général Reille prit sa place, se jeta en avant, et ne put faire partager le courage dont il donna l'exemple avec le plus grand dévouement.

Sur la droite, l'adjudant-général Gantier, par la force dn sien, obtint encore une charge, au moyen de laquelle il enleva les redoutes qui défendaient le camp ennemi; mais aussitôt, ce dernier fait donner l'une de ses réserves, que conduit le général Hohenzollern lui-même. Le choc est terrible; l'on se bat corps à corps, et Gautier tombe blessé. Ses troupes reculent. Le lieutenant-général fait rapidement avancer le général Poinsot, à la tête de la 2e de ligne; l'ennemi plie à son tour, nos troupes arrivent au camp de Monte-Creto. Le feu est mis par elles aux baraques de ce camp; mais l'arrivée d'un nouveau corps ennemi rend encore cet effort inutile, et nos troupes se dispersent de nouveau. C'est alors que le lieutenant-général Soult, accompagné et secondé du chef d'escadron Soult, son frère et son aide-de-camp, et du citoyen Mengodt, lieutenant au 4e régiment de hussards, rallie la 3e de ligne. Les troupes, à sa voix, s'arrêtent un instant; il semble leur communiqner la valeur qui l'anime; mais une balle, qui lui fracasse la jambe droite, nous arrache la victoire. La retraite s'opère; et, pour comble de donleur, le général Soult reste au pouvoir de l'ennemi. Le terrain, naturellement glaiseux et incliné, était tellement imbibé, que nos soldats, exténnés de fatigue et s'y soutenant à peine, ne purent l'enlever, malgré les efforts qu'ils firent pour y parvenir. L'ennemi suivit d'autant plus faiblement notre mouvement rétrograde, qu'il avait détaché une colonne pour nous tourner. Cette colonne serait, en effet, arrivée assez à temps pour couper la retraite à la moitié de nos troupes, si elle eût eu affaire à tout autre qu'à des Français.

Il y eut, dans cette rencontre imprévue pour nos bataillons, une action assez vive, et dans laquelle le chef de brigade Perrin, commandant la 2e de ligne, reçut, à la jambe gauche, une balle dont il mourut vingt-trois jours après.

Au moment où le général en chef avait jugé l'entreprise manquée, il avait détaché, de la division Gazan,

(1) A la fin du blocus, elle était faible dans nos troupes, par l'effet de tout ce qu'elles avaient souffert.

l'adjudant-général Hector, qui, avec la 106ᵉ, descendit dans le Bisagno pour protéger la retraite des troupes du général Soult. Ce corps seconda très heureusement les efforts par lesquels la 2ᵉ de ligne se fit jour. Le soir, chaque corps rentra dans ses anciennes positions.

Pendant ces différens combats, le général Miolis occupa l'ennemi dans le Levant et dans le Bisagno, au moyen de fortes reconnaissances.

C'est ainsi que se termina pour nous cette journée d'un véritable deuil; cette journée fatale à tant de braves, et dans laquelle l'armée fit trois pertes irréparables pour elle. Le lieutenant-général Soult, par les services les plus signalés, justifia, pendant ce blocus, sa haute réputation.

La fortune inconstante partagea ses faveurs, et se joua, ce jour-là, de nos vœux et de nos espérances.

Cent vingt prisonniers ennemis restèrent en notre pouvoir; on prit avec eux un colonel, un major et huit autres officiers.

Pendant que l'armée avait été ainsi occupée hors de Gênes, quatre mille femmes, des sonnettes à la main, s'étaient rassemblées dans la ville en demandant du pain, et la fin de leur misère. De l'argent, distribué à propos par le commandant de la place, et sa sagesse, dissipèrent cet attroupement, mais ne purent tranquilliser sur un peuple nombreux, souffrant; et agité par des meneurs adroits.

24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 Floréal.

Le 27, à deux heures du matin, les galères et chaloupes napolitaines bombardent Gênes, et principalement le quartier de la Marine. Le peuple s'épouvante et fuit de toutes parts. Au milieu de la nuit, la ville est pleine de monde, des rumeurs se font entendre, des fusées partent de l'un des endroits où sont les prisonniers. La générale bat, mais ne rassemble presque personne de la garde nationale qui, depuis le 23, ne prenait presque plus de part aux mesures de police. Le zèle des patriotes était refroidi. Les menaces dont Assereto remplissait toutes ses proclamations les intimidait à proportion que notre position devenait plus critique.

Au milieu de tout le désordre de cette nuit, le général en chef parcourut toute la ville.

Le jour mit fin au bombardement (1).

Le 28, l'ennemi fait une forte reconnaissance sur le Monte-Faccio; il est repoussé après un combat d'une demi-heure.

Première décade de Prairial.

Rien ne peut peindre la cruelle proportion dans laquelle chacun des jours du mois de prairial a multiplié les maux que Gênes a soufferts par les effets de ce cruel blocus. Il faudrait, pour présenter à cet égard un tableau fidèle et complet, analyser, pour ainsi dire, les tourmens que l'on y a éprouvés, et calculer le nombre des malheureux qui, pendant ces jours de douleurs, ont été immolés à la nécessité, cette divinité terrible, devant laquelle tout plie, et qu'avec tant de raison les anciens disaient être de fer. Mais, sans chercher à présenter tous les détails de cette affreuse situation, sans

(1) Les femmes surtout continuèrent encore, malgré le jour, à rester en groupes. Près d'un de ces groupes des cris se firent entendre au moment du passage du général Masséna; il s'arrêta, fixa les séditieux, et son regard fit tout fuir.

rappeler toutes les circonstances de ces désastres, sans décrire la faim dévorante remplissant jour et nuit les airs des cris du désespoir, les rues de morts et de mourans (1), sans parler de ces victimes qui, faute de pain, ont terminé, dans des réduits hideux, leur affreuse existence; sans chercher des contrastes dans la rage des uns, dans le morne et profond abattement des autres; sans scruter toutes les horreurs de cette misère; sans tracer le tableau de tout un peuple pâle, défiguré et livide se disputant les chevaux qui, morts de maladie, étaient transportés à la voirie, s'arrachant les chiens, les chats et les autres animaux domestiques, et mangeant jusqu'à des souris, des rats et de l'herbe, la pâture des bestiaux qui avaient été dévorés; sans nous étendre davantage sur ces lugubres souvenirs, nous laisserons à chacun de nos lecteurs à se figurer quelles horreurs la famine doit avoir produites dans une enceinte de cent soixante mille âmes, où de tout temps il y a eu beaucoup de pauvres, et où, au commencement du blocus, le peuple ne recevait déjà plus par jour qu'une once de pain par personne.

Au 20 floréal, le général Masséna, par une de ces résolutions qui sont faites pour étonner tous ceux qui sont à même de les apprécier, osa (dans ce moment où cette immense population devenait cependant si redoutable) donner l'ordre de retrancher au peuple le pain que de temps immémorial le gouvernement lui faisait distribuer, et qui lui était alors plus nécessaire que jamais.

Le but de cette mesure audacieuse était de tout réserver à l'armée; mais, pour prévenir les malheurs qu'elle pouvait occasionner, le général en chef fit multiplier les soupes d'herbes que l'on vendait à bas prix au peuple, de même que pour le mettre à même de payer ces soupes, il fit solder, par la classe riche ou aisée, toute la classe indigente. Ainsi chaque père ou mère pauvre reçut seize sous par jour, et chaque enfant, ou autre individu pauvre sans enfant, dix sous.

Les curés donnèrent les listes de leurs paroissiens.

Le rôle de l'imposition personnelle servit de base pour l'assiette de ce nouvel impôt; et, de cette manière, ces secours furent régularisés.

Cette mesure, en formant deux nouveaux partis dans la ville, produisit encore le bien de faire cesser des murmures qui devenaient alarmans:

(1) En parlant de cette douloureuse époque, le citoyen Corvetto, chargé par le gouvernement de ses relations ordinaires avec le général en chef, a dit dans un rapport qu'il fit à ce sujet: « Des malheureux répandus dans les rues, » les remplissant de leurs gémissemens et tombant à chaque pas de pure défaillance; des » enfans délaissés et courant dans la ville en » jetant des cris aigus; des physionomies pâles » et défigurées où se peignaient à-la-fois le » désespoir du présent et les angoisses de l'ave- » nir; des morts et des mourans que la police » faisait bientôt enlever sans les formalités ac- » coutumées: voilà une faible esquisse du ta- » bleau déchirant qu'offrait aux yeux de » l'homme sensible une ville jadis si riche et si » florissante. » Et l'on pourrait ajouter avec l'auteur de l'*Essai sur l'état de Gênes* : Cette ville célèbre, qui couvrait la mer de ses vaisseaux, qui avait pris et délivré des rois, dont la puissance avait porté la guerre avec des succès éclatans dans diverses parties du monde et dont plusieurs États d'Italie avaient reçu la loi.

Mais un fait que l'histoire recueillera avec étonnement, c'est qu'au milieu d'un état de choses si violent, il n'y eut presque point d'insubordination dans l'armée, ni de mouvemens dans le peuple, point de vols, point de désordres, même dans les rues, lors du bombardement, et qu'à dix heures du soir tous les citoyens étaient habituellement retirés chez eux.

enfin l'on parvint par elle à substanter l'armée jusqu'au 1er prairial.

Alors les embarras les plus cruels se firent sentir. Il n'existait plus de quoi faire pour deux jours le pain déjà si mauvais que l'on distribuait aux troupes. Dans cette extrémité, le général en chef, qui pensait si justement que gagner du temps était tout gagner, mit tout en œuvre pour prolonger l'agonie.

A cet effet, il fit ramasser tout ce qui existait en amandes, en graine de lin, en amidon, en son, en avoine sauvage et en cacao; et, amalgamant le tout, il en fit faire une composition que l'on donna au lieu de pain. Il est impossible de rien imaginer de plus dégoûtant que cette nourriture, que la difficulté de sa manutention achevait de rendre exécrable, qui n'était qu'un mastic pesant, noir, amer, et tellement imbibé par l'huile du cacao et du lin, qu'il n'avait aucune consistance et n'était susceptible d'aucune cuisson (1).

Le besoin de diminuer les maladies que cette nourriture multipliait détermina à distribuer en même temps aux troupes du fromage, le peu de légumes verts que l'on pouvait se procurer, et quelques salaisons, de même que l'on distribua aux officiers des rations de chocolat. Dans les hôpitaux, où les besoins étaient doublement cruels et où l'on manquait de tout, on recevait à peine un peu de pain de son et quelques mauvaises confitures que l'on aurait encore été bientôt obligé de supprimer (à cause du mal qu'elles firent), quand même ce qu'on put en trouver n'aurait pas été de suite épuisé.

(1) On ne peut donner une idée de cette composition qu'en la comparant à de la tourbe imbibée d'huile.

A peu près dans ce temps, l'ordonnateur Aubernon fit faire un essai qui prouve encore combien le désir de se créer des ressources était en proportion de leur manque total. Cet essai consista à faire sécher dans les fours de la ville les épis encore verts des champs de blé qui se trouvent entre les deux enceintes de la ville, pour voir si l'on pourrait en retirer quelque chose qui ressemblât à de la farine. Mais les grains étant encore trop jeunes, leurs épis ne renfermaient qu'une substance laiteuse, et presque tous furent. Le petit nombre de ceux qui étaient plus formés donna en séchant une espèce de semoule, encore en si petite quantité, que dans huit jours tous les fours de la ville auraient à peine suffi pour distribuer aux troupes de quoi faire une soupe.

L'espérance que cette idée avait fait concevoir s'évanouit donc par cette expérience et fut mise au nombre des beaux rêves.

C'est ainsi que, par des efforts surnaturels, le dévouement le plus rare et le plus constant, fit d'une part multiplier les ressources, et de l'autre soutint le courage avec lequel les troupes supportèrent leurs privations, leurs fatigues et leur misère, et surtout fit recevoir, sans de trop vives plaintes, cette espèce de pain auquel cependant si peu d'estomacs pouvaient résister.

Les chiens rendaient ce pain après l'avoir avalé: chez les hommes, il ajoutait la fièvre à cette marque d'indigestion.

A onze heures du matin, l'aide-de-camp du général Gazan arrive chez le général en chef et le prévient que l'on entend le canon du côté de la Bochetta, et la fusillade du côté de Campo-Fredo.

Tous les officiers courent à leurs che-

vaux. Les uns se félicitent, les autres s'embrassent; les figures de nos ennemis secrets s'allongent aux cris de joie des patriotes. Un mouvement nouveau anime tout Gênes. De l'étonnement on passe à l'enthousiasme qui bientôt se change en délire. Déjà les troupes avaient pris les armes, et le général en chef était sur les hauteurs en avant de la Tenaille, pour voir si l'ennemi faisait quelque mouvement; mais les trois camps qu'il avait sur la rive droite de la Polcevera étaient dans leur état naturel. Partout il nous montrait ses forces ordinaires; un orage lointain parut expliquer le bruit entendu, et, après avoir presque acquis cette douloureuse certitude, tout le monde reprit ses positions ordinaires.

Ainsi se passa, pour Gênes et l'armée, cette journée si douce d'abord, et ensuite si cruelle, à cause du découragement qui succéda chez tout le monde à une espérance trompeuse, à laquelle il en coûtait d'autant plus de renoncer, qu'elle devenait à tout instant plus nécessaire, et qu'on s'y était plus entièrement livré.

Le général en chef reçut dans cette journée une demande d'entrevue de la part des généraux Keith, Otto et Saint-Julien. Il leur envoya l'adjudant-général Andrieux pour connaître les motifs de cette demande: elle avait pour but la remise d'une lettre que M. de Mélas écrivait au général Masséna, pour lui renouveler les offres de la capitulation la plus honorable.

Le citoyen Audrieux ne se crut point autorisé à s'en charger du moment où il en connut le contenu, et se borna à en rendre compte au général en chef pour lequel elle fut portée dans la journée aux avant-postes français.

Accoutumé à ne traiter avec les ennemis de son pays que les armes à la main, le premier mouvement du général en chef fut de rejeter toute ouverture semblable; mais nous étions arrivés au terme où Bonaparte savait que nous devions tomber. Le moment où il nous avait semblé pouvoir nous débloquer était passé. Ayant toujours su se ménager les moyens de faire ce qu'il a projeté ou résolu, il semblait à quelques militaires que Gênes n'était pas nécessaire à l'exécution de ses projets, puisqu'il ne débloquait pas cette place (1); et que, pendant que le général Mélas morcelait son armée pour la couvrir, Bonaparte marchait à l'exécution d'autres desseins. La diversion que la défense de Gênes avait fait faire à l'ennemi, et qui avait facilité à l'armée de réserve le débouché des Alpes, et son entrée dans le Piémont et la Lombardie, pouvait être tout ce que Bonaparte avait attendu de nous. Le plan de campagne prouvait d'ailleurs que le but du gouvernement n'avait jamais été de sacrifier l'armée d'Italie à Gênes; mais seulement de l'employer à tenir cette place autant que possible; et, après cela, d'occuper l'ennemi dans le Bas-Piémont (2) afin de l'y envelop-

(1) On croyait généralement à Gênes que le premier consul, profitant de l'entêtement du général Mélas à couvrir le blocus, tâcherait de surprendre Mantoue, se jeterait de là dans le Tyrol, ferait, en continuant son mouvement, sa jonction avec le général Moreau, et, à la tête des deux armées, irait à Vienne dicter les conditions de la paix. Mais il perlait des coups plus sûrs et plus rapides.

(2) Il est rare de voir un général réaliser les espérances de son ennemi aussi complètement que le fit M. de Mélas, en portant une partie de son armée sur le Var. En attaquant le midi de la France, il crut être plus heureux que ne l'avaient été le prince Eugène et le général Brawn, et il se trompa. Son plan et la manière dont il fut exécuté valaient en effet encore moins que les leurs.

per ensuite. D'un autre côté, il n'existait plus par homme une ration complète de cette composition, qu'à la place de pain on donnait aux troupes, et qui, distribuée par faibles portions, ne pouvait mener que jusqu'au 14. Presque tous les chevaux étaient mangés; il était, au surplus, temps de faire quelque chose pour des troupes qui, de leur côté, avaient tout fait, et que la patrie était si intéressée à conserver. Il était encore également important de sauver tout un état-major général et près de six mille malades ou blessés; enfin, c'eût été faiblesse que de ne pas savoir supporter un revers, dont au surplus, et indépendamment de toute autre considération, rien ne pouvait plus garantir, et que tous les efforts possibles avaient vainement concouru à prévenir, à éviter, ou du moins à retarder.

Ces motifs, qui tous démontraient l'évidente nécessité de se conserver l'avantage qu'offrait la démarche de l'ennemi, déterminèrent le général en chef à répondre : « *que quoique cette » ouverture fût prématurée, il se réser- » vait cependant de traiter de son objet » lorsqu'il s'en serait suffisamment oc- » cupé.* »

11 Prairial.

Avant une heure du matin, le bombardement de Gênes était déjà recommencé; mais il fut moins long et moins vif qu'à l'ordinaire. Le général en chef, qui, aux premiers coups, se rendait toujours à la batterie de la Cave, et de là à celle de la Lanterne, pour observer par lui-même tout ce qui se passait, tant au-dedans qu'au dehors de la place, se porta ce jour-là, de cette dernière place au fort de l'Éperon, pour juger du bruit du canon que l'on croyait y entendre; mais c'était encore l'illusion du désir, qui seule renouvelait cette erreur si douce. Après s'être assuré par lui-même de cette vérité, et après avoir appris, par les rapports de plusieurs généraux, envoyés à cet effet de tous côtés, que l'ennemi tenait toutes ses positions ordinaires, et n'avait fait pendant la nuit aucun mouvement, il rentra vers sept heures chez lui.

Instruit de ces différens faits, le général en chef rassemble chez lui, vers midi, les chefs des corps qui composent l'armée. Il se fait rendre compte par eux de l'état de leurs demi-brigades. Il concerte avec eux les moyens d'y ramener l'ordre et d'y resserrer les liens de la discipline, que l'excès des souffrances y relâchait sans cesse. Il fait des promotions; il charge les chefs de l'avancement de leurs sous-officiers, et les autorise même à casser ceux qui, dans cette circonstance difficile, ne justifieraient pas leurs promotions antérieures; enfin, il leur demande sur quoi il pourrait compter, s'il se déterminait à tenter une trouée?

A l'unanimité, tous lui déclarèrent qu'il ne pouvait espérer être suivi que par des officiers, les soldats n'étant plus en état de soutenir un combat, ni même une simple marche.

12 Prairial.

Jamais besoin de nouvelles ne fut plus grand; jamais silence ne fut plus complet ni plus accablant.

Quelques bruits vagues se répandent que six espions de Bonaparte ont déjà été arrêtés autour de Gênes, et fusillés par l'ennemi, et que la crue des eaux du Pô retarde la marche et les opérations de l'armée de secours, qui, le 3, était cependant rassemblée à Yvrea.

C'est tout ce qui parvint jusqu'à nous, encore avec tous les caractères de l'incertitude.

Ce qui malheureusement était trop évident, c'était l'accroissement des maux de toute espèce, le progrès des maladies, le nombre effrayant des morts dont la famine semait les rues, le tableau de la misère la plus affreuse; enfin celui du découragement, de la tristesse, du mécontentement et du désespoir, qui se manifestaient également sur les visages décolorés des habitans et des militaires.

Mais enfin, comme nous touchions au manque total de subsistances de tout genre, et que nous avions perdu tout espoir d'être secourus à temps, l'adjudant-général Andrieux, sous le prétexte d'une entrevue relative aux prisonniers, fut chargé d'aller recevoir à Rivarolo les propositions de l'ennemi, et d'entrer en négociation.

Le premier mot de l'ennemi fut que la capitulation qu'il offrait était, que l'armée retournât en France, mais que le général restât prisonnier de guerre.

« *Vous valez seul vingt mille hommes*, » écrivait M. Keith au général Masséna.

Mais ce dernier, déterminé à mourir plutôt les armes à la main, qu'à consentir à rien qui ne fût digne de lui, tranchant sur toutes les petites difficultés ou chicanes, répondit à cette première proposition, en déclarant qu'aucune négociation ne serait jamais ouverte, *si le mot de capitulation devait y être employé.*

13 Prairial.

Cette réponse fut portée par le citoyen Andrieux aux plénipotentiaires des généraux ennemis, et quelque précieux que fussent les momens de cette journée, déjà si critique, elle se passa en négociations orageuses. La tenacité des négociateurs ennemis empêcha d'arriver au but voulu par le général Masséna, qui tenait à la conservation de la totalité des armes et des bagages de son armée, et à ce qu'elle eût tous les moyens d'évacuation qui pouvaient lui être nécessaires.

14 Prairial.

Le 14 au matin, les négociations reprirent cependant; mais, vers quatre heures du soir, l'adjudant-général Andrieux fit prévenir le général en chef que les difficultés ne s'aplanissaient pas, et que les ennemis refusaient d'accorder que l'armée, évacuant Gênes, emportât avec elle plus de trois mille fusils et six pièces de canon.

Il fallait cependant se hâter de prendre un parti; car il n'y avait plus aucune distribution à faire le 15 à midi, et c'est dans cet état de détresse que le 14, vers six heures du soir, le général Masséna donna au citoyen Morin les pouvoirs extraordinaires d'après lesquels il se réunit de suite aux conférences, et pour instructions ce qui suit : *L'armée évacuera Gênes, avec armes et bagages, ou bien elle se fera jour demain par la force des baïonnettes.*

Pendant toute cette journée, la ville resta calme. La publicité des négociations contribua à cette tranquillité; car les souffrances étaient horribles (1).

(1) Cet état de douleurs produisit même un effet moral qui mérite d'être consacré : cet effet est que le prolongement de maux insupportables avait fini par isoler tout le monde; on ne tenait plus les uns aux autres que par l'appréhension de l'avenir, et le besoin de concourir mutuellement à la défense commune. Il n'y avait réellement plus d'autres liens que ceux du malheur.

Tous les traits étaient décomposés, toutes les figures portaient l'empreinte d'une profonde douleur ou d'un sombre désespoir; les rues retentissaient des cris les plus déchirans; de tous côtés la mort multipliait ses victimes, et l'épidémie dévastatrice et la faim dévorante, mettant le comble à tant d'horreurs, exerçaient à l'envi des ravages effrayans; tout enfin, dans ces affreux momens, semblait tomber en dissolution, et le peuple et l'armée (1).

Relativement à Gênes, on ne peut s'empêcher de l'observer ici, la conduite de cette malheureuse ville laisse un grand exemple de résignation (2)! Qui pourra jamais croire, en effet, que cent soixante mille âmes, si long-temps en proie à toutes les horreurs de la famine, voyant mourir de besoin un nombre prodigieux de vieillards et d'enfans, réduits à vivre d'herbes, de racines et d'animaux immondes ou morts de maladie, et malgré le dépérissement évident de leur santé, se soient déterminés à prolonger tant de calamités, plutôt que de tenter une révolte contre une troupe faible par son nombre, mais bien plus faible par son état physique, et pendant que de tous côtés on excitait ce même peuple à profiter de l'anéantissement de l'armée, pour terminer, disait-on, les souffrances de tous (3); effet, à jamais remarquable, de ce que peuvent sur un peuple les inimitiés nationales, et de ce que produisit, dans cette occasion, la haine des Génois contre le gouvernement autrichien.

Mais il y a plus à cet égard : c'est que le peuple, sans argent faute de travail, sans alimens à cause du prix excessif du peu de denrées que l'on voyait, réduit à la misère la plus hideuse, et livré à toutes les calamités, n'a jamais enlevé un pain, ni dans les boutiques, ni dans les rues de Gênes, et que plus de quinze mille âmes ont ainsi expiré de besoin à côté du pain qui aurait (momentanément du moins) pu les arracher au tombeau.

Cependant l'heure de la délivrance avait sonné; mais ce ne fut qu'après une discussion de neuf heures, et dans laquelle les négociateurs français voilèrent, par une contenance froide et assurée, et par une énergie toujours soutenue, le sentiment profond et douloureux que l'état dans lequel ils savaient l'armée et la ville, ne pouvait manquer de faire naître en eux, qu'ils parvinrent à annuler les efforts qu'une politique savante leur opposa de la part des négociateurs ennemis, et qu'ils remplirent les intentions du général en chef.

Cette conférence se termina le 15, à trois heures du matin, et l'adjudant-général Andrieux, ainsi que le citoyen Morin, portèrent de suite au général en chef, qui les attendait avec l'impatience inséparable de sa position, des conventions qui honoraient et l'armée et son chef.

(1) Pendant ce blocus, le jour naissant a souvent éclairé dans Gênes d'horribles tableaux.... A différentes reprises, il est arrivé, à ces heures, de trouver dans les rues des cadavres entassés, des mères mortes de faim, ayant au sein des enfans morts comme elles! etc.

(2) Si les Français firent, en 1746, cause commune avec les Génois, contre les troupes de l'Autriche et du Piémont, il faut convenir que les habitans de la ville de Gênes acquittèrent, dans cette occasion, la dette contractée par eux sous M. de Boufflers.

(3) Des Français même furent assez scélérats pour partager ce rôle infâme, pour provoquer le massacre de l'armée, et peindre, sous les couleurs les plus noires, la conduite héroïque du général en chef.

15 Prairial.

Dans la conférence dont nous venons de parler, l'on était convenu que de part et d'autre les chefs des armées se réuniraient le matin pour la clôture des négociations, la signature définitive des articles et l'échange des traités.

Cette disposition fut maintenue, et à neuf heures du matin, l'entrevue eut lieu dans la petite chapelle qui est au milieu du pont de Cornegliano, et qui, par la position respective des armées, se trouvait entre les postes français et autrichiens.

C'est là que se rendirent le général Masséna, commandant en chef l'armée française en Italie, accompagné de l'adjudant-général Reille et de l'adjudant-général Andrieux, du citoyen Morin et du chef d'escadron Contant, commandant les gardes; milord Keith, commandant dans la Méditerranée les forces navales combinées, le général Otto, commandant le blocus de Gênes, et le général Saint-Julien, chargé de la partie politique, chacun d'eux suivi de deux ou trois personnes seulement.

Pendant toute cette entrevue, qui allait décider du sort de tant de braves, le général Masséna conserva une fraîcheur d'idées si parfaite, et une gaîté si bien soutenue, qu'il fut toujours également fécond et heureux en saillies.

Jamais négociateur ne couvrit plus d'adresse par des formes plus franches et plus naturelles.

Cette aisance parfaite, et qui contrastait d'une manière si particulière avec la gravité des autres contractans, eut pour l'armée l'avantage de persuader à l'ennemi que notre position dans Gênes n'était pas aussi désespérée qu'elle l'était réellement; et pour le général Masséna, celui de lui faire obtenir tout ce qu'il demanda, en même temps qu'elle lui fit jouer et soutenir seul le premier rôle avec des hommes qui, par les circonstances, semblaient, momentanément du moins, appelés à le partager.

Un des moyens par lesquels il parvint au but qu'il s'était proposé, fut d'alimenter la mésintelligence qu'il savait exister (quant aux individus), entre les Anglais et les Autrichiens; et c'est ainsi que flattant à propos l'orgueil des uns aux dépens de l'amour-propre des autres, il se fortifia des faiblesses de tous.

Relativement à l'armée, une seule clause donna lieu ce jour-là à une vive discussion, et manqua d'annuler en un moment le travail de plusieurs jours de négociations.

Cette clause fut celle de faire partir huit mille hommes de nos troupes par terre (1). Le général Otto voulut même soutenir le refus d'y adhérer. Mais le général Masséna, reprenant alors toute la fierté qui convenait à son rôle, à son caractère et à son nom, termina cette contestation en rompant tout-à-coup une conférence qui, cependant, était sa dernière ressource. Ses adieux aux généraux ennemis furent : *Vous ne le voulez pas? eh bien, Messieurs, à demain.* Cette fermeté, la manière dont son parti fut pris, en imposèrent. Il fut rappelé, et l'article passa (2).

Dans toute cette conférence, le général Masséna eut infiniment à se louer

(1) C'est-à-dire le nombre exagéré de tout ce qui n'était pas dans les hôpitaux.

(2) On nous avait bien assuré que le général Masséna était vif, dit alors un officier autrichien; mais nous ne pensions pas alors qu'il le fût autant que cela.

de l'honnêteté de l'amiral Keith, qui, insistant toujours pour qu'on lui accordât tout, répétait à chaque instant : *Monsieur le général, votre défense est trop héroïque pour que l'on puisse rien vous refuser.* Il lui donna même des marques toutes particulières de déférence, d'estime et de considération (1).

Mais malgré tout ce que ce traité d'évacuation avait d'honorable, et par le fond, et par les formes que les généraux ennemis y mirent, il ne convenait point au général en chef, et contrariait ses désirs et ses espérances, ses vœux et ses desseins. Aussi, la possibilité de recevoir encore pendant la journée quelques nouvelles qui changeassent sa situation, le détermina-t-elle à ne signer que vers la nuit, et après avoir vingt fois répété aux Génois qui remplissaient ses appartemens : *Malheureux, sauvez donc encore votre patrie! Donnez-moi ou assurez-moi quelques vivres pour quatre ou cinq jours seulement, et je déchire le traité.*

Mais tout était épuisé, le courage des individus et les ressources publiques, et ce traité d'évacuation était le seul moyen qui restât au monde, pour ne pas perdre avec Gênes, que rien ne pouvait plus sauver, les débris des corps qui l'avaient défendue d'une manière si étonnante.

Enfin, à sept heures du soir, le général Masséna signa le traité, tel qu'il avait été arrêté le matin, et l'on se donna réciproquement des ôtages.

Le 15 au soir, la porte de la Lanterne fut occupée par deux bataillons hongrois.

Le chef d'escadron Burthe, alors convalescent des blessures reçues le 20 germinal, à Varraggio, fut chargé de porter au premier consul les drapeaux pris par l'armée.

Une partie de la nuit du 15 au 16 fut employée à délivrer des passeports à tous les réfugiés et patriotes italiens.

Le 16, avant le jour, le chef de bataillon Graziani, chargé par le général Masséna de porter au premier consul copie du traité d'évacuation, partit de Gênes à cet effet.

Le 16, à la pointe du jour, tout le quartier-général partit pour Antibes, sur cinq corsaires français.

La division Gazan se rendit le même jour à Voltry.

L'embarquement des troupes du général Miolis commença et continua les 17, 18, 19, etc.

L'évacuation des hôpitaux fut plus lente, mais se fit de même avec ordre.

Le général Miolis et l'état-major de l'armée ne quittèrent Gênes que le 28.

Telle fut la fin de ce blocus à jamais mémorable.

L'histoire des guerres de la révolution n'offre pas en effet de lutte plus glorieuse. Eh! qui ne voit que, dans cette lutte, tout militait en faveur de l'ennemi, auquel nos troupes n'avaient eu à opposer qu'un courage invincible? Vérité sur laquelle la série des faits que

(1) Le général en chef voulait emmener les cinq corsaires français qui se trouvaient à Gênes, et contre cette demande, le vice-amiral Keith alléguait les dispositions d'un bill *que vous n'êtes pas tenu de connaître*, disait-il au général Masséna; *mais que je dois respecter : d'ailleurs, monsieur le général*, ajouta-t-il, *nous avons, vous le savez, un parlement et deux partis en Angleterre.* Ces raisons étaient trop bonnes pour être combattues par des raisons, et le général Masséna le sentit; mais, reprenant le ton de la plaisanterie..... *Monsieur l'amiral*, lui dit-il, *quelle satisfaction la prise de quelques chétifs corsaires peut-elle ajouter pour vous à la prise de Gênes, qui est votre ouvrage..... Allons, milord, après nous avoir enlevé tous les gros, c'est bien le moins que vous me laissiez les petits. — Eh bien, monsieur le général*, répliqua l'amiral Keith en riant, *n'en parlons plus.*

nous venons de parcourir, ne peut laisser aucun doute ; vérité qui est reconnue et avouée par les amis et les ennemis de la gloire française, par ceux qu'elle console et qu'elle honore, comme par ceux qu'elle doit le plus humilier ; vérité qui est également évidente, soit que nous rappelions la situation des deux armées avant le blocus, soit que nous les examinions pendant le blocus même.

Et qu'y a-t-il de plus remarquable et de plus glorieux que ce qui tient à ce blocus? Qui pourra jamais le citer sans que l'orgueil national en soit flatté; se rappeler sans une noble satisfaction d'en avoir partagé les travaux, et y penser sans étonnement?

Menacé d'être assailli par des forces totalement supérieures aux siennes, le général Masséna, après avoir prévenu le gouvernement de tout, ose (en sacrifiant ce qui le concerne personnellement), attendre l'ennemi dans ses positions.

Il y est attaqué, et, ainsi que cela ne pouvait manquer d'arriver, forcé sur tous les points.

Mais bientôt il reprend l'offensive, et non content de battre l'ennemi sous les murs de Gênes, il va, avec huit ou neuf mille hommes débiles, jusqu'aux portes de Savone, disputer la victoire à plus de trente mille hommes, choisis dans la plus belle armée du monde, et tient campagne pendant quinze jours; les braves qu'il commande tuent ou blessent plus de huit mille hommes à l'ennemi; se replolent autour de Gênes sans que M. de Mélas parvienne à les couper ; ramènent plus de six mille prisonniers, et y rapportent, entre autres dépouilles, sept drapeaux et cinq pièces de canon, gage de leur victoire.

Tandis que des détails d'administration et de gouvernement semblaient devoir absorber tous les instans du général en chef, et que par des travaux pénibles il se crée des ressources en tous genres, l'ennemi, qui regarde son inaction comme une preuve de la faiblesse de ses troupes, vient l'attaquer de nouveau; et semblable au volcan, dont les irruptions soudaines portent la flamme et la mort dans tous les lieux qui l'avoisinent, cette poignée de héros, se rappelant son audace indomptée, multiplie encore ses victoires, lorsqu'elle semble réduite à une simple défensive, repousse l'ennemi partout où il se présente, l'attaque encore, le force à chercher sa sûreté derrière de nombreux retranchemens; le bat partout où elle peut le combattre, ou du moins lui fait éprouver, à différentes reprises, des pertes énormes, et force de cette manière, à l'étonnement et à l'admiration les ennemis les plus acharnés du nom français, de la liberté et de la gloire de la république (1). Qui pouvait jamais rien attendre de semblable de ces tristes débris de l'armée d'Italie? Qui aurait cru que, malgré la disproportion la plus marquée des moyens et des forces, ces malheureux soldats, sans pain et sans argent, sans habits et sans chaussure, souvent sans muni-

(1) On voit, par ce rapprochement à quelle diversion puissante cette défense offensive de Gênes (si cette expression peut être admise) força l'armée impériale, et combien elle dut favoriser toutes les opérations de l'armée de réserve, à la tête de laquelle le général Berthier descendait alors victorieusement des Alpes, et celles du centre de l'armée d'Italie commandée par le général Suchet.

Il est en effet reconnu que par cette suite non interrompue de combats si sanglans, M. de Mélas fut à plusieurs reprises obligé de rafraîchir et de renforcer les troupes du blocus, et de tenir constamment ses hommes d'élite autour de Gênes.

tions, à la fin presque sans chefs, n'ayant plus au monde que le sentiment de l'honneur national, aient encore été en état de soutenir plus de soixante-dix combats ou batailles, aient détruit à l'ennemi près de deux fois plus de monde qu'ils n'étaient de combattans; lui aient pris plus d'hommes qu'ils n'en avaient à lui opposer; l'aient souvent combattu avec ses propres cartouches (1); aient subsisté de son pain; aient contenu, au milieu de tous ces évènemens, une population de plus de soixante mille âmes (2); aient défendu par terre et par mer une ville dans laquelle il faut, suivant les règles, vingt mille hommes de garnison, et devant laquelle les Autrichiens n'ont jamais eu moins de vingt-cinq mille hommes de leurs meilleures troupes (3); aient vécu d'une nourriture que les chiens refusaient; aient supporté dans cet état soixante jours de blocus, quarante-cinq jours de siége, quinze jours de marches continuelles dans les rochers les plus difficiles, et sur les montagnes les plus escarpées; et sans compter tous les jours de combats qui les ont suivis, toutes les nuits de bombardement, la famine, plus terrible que tous ces maux, et la misère accablante qui y mettait le comble? Mais aussi quelles pertes de la part de l'armée! que d'efforts inouis! et quel fut le prix de tant de gloire (4)! Le lieutenant-général Soult fut blessé et pris. De trois généraux de division, un mourut de l'épidémie (le général Marbot), et un fut blessé (le général Gazan). De six généraux de brigade, quatre furent blessés (Gardanne, Petitot, Fressinet et Darnaud). De douze adjudans-généraux, six furent blessés (Cerisa, Mathis, Hector, Reille, Gautier et Noël Huart); un fut blessé et pris

(1) Nous étions à proportion presque aussi pauvres en munitions qu'en subsistances. Au moment où nous fûmes bloqués, la crainte de manquer de poudre fut une de celles qui occupèrent le plus le général en chef. On travailla de suite à en fabriquer, mais on ne put en faire, pendant le blocus, que douze mille livres; lors de l'évacuation, il ne restait pas dans les arsenaux quatre mille livres de poudre, celle avariée y comprise, et cela pour le service de l'artillerie, de l'infanterie et des pièces des côtes (les plus approvisionnées de toutes), qui pourtant ne l'étaient pas à dix coups chacune. Si l'on songe que chaque nuit de bombardement nous coûtait près de deux milliers de poudre, on sentira que si l'ennemi avait connu notre disette, quant à cet objet, il pouvait en deux jours épuiser toutes nos munitions.

(2) Gênes offre une population de cent à cent vingt mille âmes. Albaro, Saint-Martin, Bisagno, Saint-Pierre d'Arena, Casteletto, la Madona-del-Monte, tous les autres villages compris dans son enceinte, et les nombreux individus qui, de toute la Ligurie, par raison d'opinion ou de crainte, s'étaient réfugiés à Gênes lors de la reprise des hostilités, ajoutaient à ce premier nombre celui de quarante à soixante mille personnes.

(3) Non seulement la ville de Gênes fut préservée d'une attaque de vive force tant de fois annoncée, non seulement le peuple fut contenu, mais même toutes les approches de la place furent constamment défendues; et il fallut pour cela un triple effort, celui de résister à l'ennemi, celui de supporter la misère et celui de la faire supporter à une population de cent soixante mille âmes. Il est vrai qu'à la fin du blocus l'excès du mal rendit ce dernier effort peu pénible. Ce malheureux peuple, par les effets de la famine, des épidémies et de toutes les calamités que peuvent engendrer les guerres les plus cruelles, était réduit à un état d'anéantissement tel que la force physique nécessaire pour une insurrection n'existait réellement plus.

(4) Les ravages de cette misère ne se sont pas bornés aux braves que nous avons perdus à Gênes même. Pendant plusieurs mois chaque jour a ajouté parmi nos troupes de nouvelles victimes à celles que les maladies nous avaient déjà enlevées, et la moindre fatigue en a conduit dans les hôpitaux un nombre d'autant plus grand, qu'il a été impossible d'empêcher que l'intempérance ne suivît de si longues et de si cruelles privations. Quant aux habitans, il en est mort, après l'évacuation, près de cent par jour pendant trois mois.

(Campana); un fut tué (Fantuci); les officiers d'état-major et aides-de-camp furent aussi cruellement traités; deux d'entre eux furent tués, sept pris et quatorze blessés, parmi lesquels plusieurs le furent deux fois; le capitaine Marceau (frère de feu le général de ce nom), le fut en trois affaires différentes, trois fois en trente-un jours. Le chef de bataillon Lavilette, employé auprès du général Miolis, le fut, en un seul jour, trois fois, outre deux autres fois pendant le même blocus. Onze chefs de corps, sur dix-sept, furent blessés, tués ou pris. Les trois quarts des officiers des corps le furent également (1), ainsi que cinq à six mille combattans sur douze mille.

Et si l'on défalque encore près de deux mille hommes qui, par leur épuisement et leur dépérissement, étaient hors d'état de faire leur service, on ne trouvera plus dans dix-sept demi-brigades que trois à quatre mille hommes en état de se battre, la veille du jour de la convention d'évacuation (2); nous disons la veille, parce que le jour même, les troupes, n'ayant reçu dans la distribution, qui ne laissa rien dans aucun magasin ni dans aucun four, que deux onces de l'espèce de pain qu'on leur donnait, il est facile de concevoir qu'elles étaient hors d'état de faire une marche, ou seulement de suffire à aucun mouvement (3).

Après tant d'efforts, de constance, que peut-il manquer à la gloire de cette armée et de son chef? Rien, si ce n'est d'avoir eu un succès digne de l'un et de l'autre.

C'est à quoi la fermeté du général Masséna sut encore suppléer, lorsqu'il n'avait plus pour la soutenir que la force de son caractère.

C'est par elle qu'il en imposa à l'ennemi, au point de ne pas permettre que le mot de *capitulation* fût seulement employé dans la rédaction du traité d'évacuation de Gênes. C'est par elle qu'il obtint des conditions telle-

(1) Rien n'est plus digne d'éloge et d'admiration, que la conduite des officiers des corps dans ce blocus; pénétrés de la nécessité de commander, par leur exemple, les sacrifices et les efforts que les circonstances rendaient indispensables, ils se dévouèrent de la manière la plus honorable. Un exemple suffira pour prouver cette vérité. De quatre-vingt-dix-sept officiers qui, au commencement du blocus, se trouvaient dans la 2e de ligne, il n'y en eut que deux qui ne furent point blessés. La première cause de cet héroïsme fut sans doute la valeur nationale; mais ce qui ne dut pas manquer d'y contribuer beaucoup, ce fut le rare mérite des chefs de presque tous les corps, qui avaient eu eux d'inexprimables trésors....

(2) Dans ces trois ou quatre mille combattans, un grand nombre avaient encore, à raison de leur faiblesse, l'autorisation de faire faction assis, et avaient besoin qu'on les aidât à arriver jusqu'au lieu de leur faction. Or, que pouvait être, dans cet état surtout, cette poignée d'hommes pour une défense comme celle de Gênes? On peut se rappeler à cet égard que sous le commandement de M. de Boufflers, dix-huit mille hommes n'ayant pas paru suffisans pour la garde journalière des seuls ouvrages de la place de Gênes, le sénat rendit un décret par lequel il fut enjoint aux porteurs de chaises, et à tout domestique en âge de porter les armes de les prendre aussitôt. Il n'y eut, ajoute Bonamici, pas un maître qui n'offrît ses gens, pas un domestique qui refusât d'obéir.

(3) Les rues et les places étaient ce jour-là pleines de soldats couchés et qui n'avaient pas la force de se relever. Aussi étions-nous perdus si l'ennemi (ainsi qu'il en avait reçu l'ordre) avait ce jour-là levé le blocus: notre détresse était telle que, dans cette dernière supposition, nous aurions été obligés de capituler avec les Anglais pour ne pas mourir de faim; les environs de Gênes n'offraient aucune espèce de ressources, et nous ne pouvions plus être sauvés, c'est-à-dire être nourris que par l'ennemi. Ainsi débloquer Gênes n'était plus rien, si l'on ne pouvait en même temps le ravitailler, ou du moins sustenter l'armée.

ment honorables, qu'elles sont jusqu'à présent sans exemple; qu'il dicta des lois aux vainqueurs; qu'il changea une défaite en un triomphe; et qu'ainsi qu'un officier autrichien l'observa avec tout Gênes, ce fut l'ennemi qui eut l'air de capituler avec lui.

Présentons par un mot le résumé de tout ce qui précède : ce mot consiste à dire que pendant soixante jours, le général Masséna a fait, presque sans troupes, la guerre à toute une armée, s'est battu souvent sans munitions, a suffi sans fonds à d'inévitables dépenses, et a nourri l'armée sans magasins.

Ce rapprochement nous offre, pour ainsi dire, tout ce qui tient au blocus de Gênes; tout, excepté la gloire des braves qui s'y sont immortalisés.

EXTRAITS DE JOMINI.

PRÉCIS

DE

L'ART DE LA GUERRE,

OU

NOUVEAU TABLEAU ANALYTIQUE

DES PRINCIPALES COMBINAISONS DE LA STRATÉGIE, DE LA GRANDE TACTIQUE ET DE LA POLITIQUE MILITAIRE;

Par le Baron de JOMINI,

GÉNÉRAL EN CHEF,

Aide-de-camp général de S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

NOUVELLE ÉDITION,

CONSIDÉRABLEMENT AUGMENTÉE.

JOMINI (LE GÉNÉRAL BARON DE).

« C'est à tort que l'auteur de l'*Histoire de la Campagne de Saxe* attribue au général Jomini d'avoir porté, aux alliés, le secret des opérations de la campagne et la situation du corps de Ney. Cet officier ne connaissait point le plan de l'Empereur ; l'ordre du mouvement général, qui était toujours envoyé à chacun des maréchaux, ne lui avait pas été communiqué, et l'eût-il connu, l'Empereur ne l'accuserait pas du crime qu'on lui impute. Il n'a pas trahi ses drapeaux ; *il avait à se plaindre d'une grande injustice* ; *il a été aveuglé par un sentiment honorable. Il n'était pas Français* ; l'amour de la patrie ne l'a pas retenu. » (Extrait des Mémoires dictés par Napoléon à Sainte-Hélène.)

Il est des hommes sur la conduite desquels l'historien, avant de prononcer, doit attendre que le temps ait calmé l'effervescence des opinions et ramené les partis à une juste impartialité. Tel est le baron de Jomini. Étranger à la France par sa naissance, mais plein d'enthousiasme et de cœur, et saisi d'admiration pour l'héroïsme de ses armées, il vint lui offrir volontairement le secours de son génie et de son bras. Militaire aussi intrépide sur les champs de bataille qu'historien profond et stratégiste habile dans le silence du cabinet, il rendit de grands services à sa patrie adoptive, depuis le jour où les faisceaux de la république rayonnèrent, à Zurich, de l'éclat d'une grande vic-

toire, jusqu'à la journée mémorable de Bautzen. Entre Napoléon, qui l'appréciait dignement, et lui, il y eut des hommes puissans qu'offusquait sa réputation, et qui, non contens de l'éloigner des regards du maître, l'abreuvèrent d'humiliation et d'injustice. Las de ces persécutions, et plus encore peut-être de l'obscurité à laquelle on le condamnait, il se rappela malheureusement que la France n'était que sa patrie adoptive, que c'était volontairement qu'il lui avait offert son épée et ses talens, et qu'il avait le droit de les porter ailleurs. La Russie devint sa nouvelle patrie adoptive. Cette conduite donna lieu à des critiques violentes auxquelles il dédaigna de répondre, mais dont Napoléon, à l'heure suprême, l'a absout aux yeux de la postérité. Après la journée de Bautzen, dans laquelle le général de brigade Jomini avait rendu les plus importans services, le maréchal Ney avait demandé pour lui le grade de général de division qu'il avait si bien mérité. Au lieu de cette récompense, le major-général prince de Neufchâtel le mit à l'ordre du jour de l'armée, et le signala comme remplissant mal ses fonctions, sur le simple prétexte d'avoir envoyé ses feuilles de situation trois jours trop tard. Le cœur ulcéré de cette criante injustice, Jomini profita, en 1812, de l'amnistie de Parschwitz pour se rendre au quartier-général des alliés, afin de prendre le poste que la force seule l'avait empêché d'occuper en 1810.

Avant de présenter ici l'extrait de son *Précis de l'Art de la Guerre*, nous donnerons la liste complète des ouvrages du général Jomini, pour que l'on comprenne bien que ce n'est pas seulement la reconnaissance que lui doivent toutes les personnes qui étudient les matières militaires, mais bien l'impartialité qui a guidé notre plume dans l'appréciation de sa vie politique. On lui doit :

1° *Le Traité des grandes Opérations militaires*, ou *Histoire critique et militaire des Guerres de Frédéric II, comparées à celles de la Révolution*. Paris, 1805, 5 vol.

2° *Histoire critique et militaire des Campagnes de la Révolution* de 1792 à 1801 ;

précédée d'une introduction présentant le Tableau succinct des Mouvemens de la Politique européenne, depuis Louis XIV jusqu'à la Révolution, avec les principales Causes et les principaux Événemens de cette Révolution. Paris, 1819-1824, 15 vol. in-8° et Atlas.

3° *Vie politique et militaire de Napoléon, racontée par lui-même.* Paris, 1827, 4 vol. in-8° (anonyme).

4° *Précis politique et militaire de la Campagne de* 1815. Paris, 1839.

5° *Précis de l'Art de la Guerre et de la Politique des États; Résumé admirable des grandes Maximes qui ont fait la gloire des plus célèbres Capitaines, et qui doit être le Bréviaire de tous les Hommes d'état.* 2 vol. in-8°.

6° Plusieurs Brochures intéressantes, entre autres : *Observations sur les Probabilités d'une Guerre avec la Prusse, et sur les Opérations qui auront vraisemblablement lieu. — Une Réfutation des Erreurs du général Sarrazin, sur la Campagne de* 1813. — *Une Réfutation des Erreurs du marquis de Londonderry. — Une Politique stratégique avec le général Rühle de Lilienstern. — Correspondance avec le baron Monnier. — Correspondance avec M. Capefigue sur l'Invasion de la Suisse par les Autrichiens. — Deux Epîtres d'un Suisse à ses Concitoyens. — Système militaire de la Suisse.*

De tous les ouvrages du général Jomini, le plus important, celui qui mérite le plus incontestablement de passer à la postérité, c'est le *Précis de l'Histoire de la Guerre* (1). Nous aurions vivement désiré de pouvoir le reproduire en entier, mais des motifs que l'on comprend d'ailleurs de la part du libraire-éditeur, nous obligent à ne donner que des extraits raisonnés des articles les plus importans, et cette reproduction a été consentie par l'auteur et par l'éditeur, avec une bienveillance pour laquelle nous ne saurions leur témoigner trop de reconnaissance. Cependant, pour donner une idée juste de l'ouvrage, nous présenterons l'exposition complète des matières qu'il traite. Cette nomenclature suffirait pour attester que le général Jomini est également remarquable comme homme politique et comme militaire, si ses ouvrages ne l'avaient pas prouvé depuis longtemps.

(1) Paris, 1838, 2 vol. in-8°. Chez Anselin et Dumaine, rue Dauphine.

Dans son *Précis de l'Art de la Guerre*, l'auteur commence par définir les six branches distinctes qui constituent l'ensemble de l'art. 1° La politique de la guerre. — 2° La stratégie ou l'art de bien diriger les masses sur le théâtre de la guerre, soit pour l'invasion d'un pays étranger, soit pour la défense du sien. — 3° La grande tactique dès batailles et des combats. — 4° La logistique ou l'application pratique de l'art de faire mouvoir les armées. — 5° L'art de l'ingénieur, l'attaque et la défense des places. — 6° La tactique de détail. On pourrait même y ajouter la philosophie ou la partie morale de la guerre, mais il paraît plus convenable à l'auteur de la réunir dans une même section avec la politique. Le chapitre Ier traite de la politique de la guerre, en dix articles intitulés : Art. 1er. Guerres offensives pour revendiquer des droits. — Art. 2. Guerres défensives en politique et offensives militairement.—Art. 3. Guerres de convenance. — Art. 4. Guerres avec ou sans alliés.

Le chapitre II, intitulé : *De la Politique militaire*, traite de tout le système d'organisation intérieure, par lequel un état doit se préparer à la guerre par la création d'une bonne armée, de bons états-majors et de bonnes institutions.

Le chapitre III de cet ouvrage si remarquable renferme la stratégie proprement dite ; ici la bonté de l'auteur et celle de l'éditeur nous permettent de donner plus d'extension à nos citations. Nous allons profiter de cette permission que nous considérons à juste titre comme une bonne fortune pour nos lecteurs et pour nous.

DE LA STRATÉGIE.

Définition et principe fondamental.

L'art de la guerre se compose de cinq branches principales : la stratégie, la grande tactique, la logistique, la tactique de détail et l'art de l'ingénieur. Nous ne traiterons que les trois premières ; il est donc urgent de commencer par les définir.

Pour le faire plus sûrement, nous suivrons l'ordre dans lequel les combinaisons qu'une armée peut avoir à faire se présentent à ses chefs au moment où la guerre se déclare ; commençant naturellement par les plus importantes, qui constituent en quelque sorte le plan d'opérations, et procédant ainsi à l'inverse de la tactique, qui doit commencer par de petits détails pour arriver à la formation et à l'emploi d'une grande armée (1).

Nous supposons donc l'armée entrant en campagne : le premier soin de son chef sera de convenir, avec le gouvernement, de la nature de guerre qu'il fera ; ensuite il devra bien étudier le théâtre de ses entreprises ; puis il choisira, de concert avec le chef de l'État, la base d'opérations la plus convenable, selon que ses frontières et celles de ses alliés s'y prêteront.

Le choix de cette base, et plus encore, le but qu'on se proposera d'atteindre, contribueront à déterminer la zône d'opérations qu'on adoptera. Le généralissime prendra un premier point objectif pour ses entreprises ; il choisira la ligne d'opérations qui mènerait à ce point, soit comme ligne temporaire, soit comme ligne définitive, et s'attachant à lui donner la direction la plus avantageuse, c'est-à-dire celle qui promettrait le plus de grandes chances sans exposer à de grands dangers.

L'armée, marchant sur cette ligne d'opérations aura un front d'opérations et un front stratégique : derrière ce front elle fera bien d'avoir une ligne de défense pour servir d'appui au besoin. Les positions passagères que ses corps d'armée prendront sur le front d'opérations ou sur la ligne de défense, seront des positions stratégiques.

Lorsque l'armée arrivera près de son premier objectif et que l'ennemi commencera à s'opposer à ses entreprises, elle l'attaquera ou manœuvrera pour le contraindre à la retraite ; elle adoptera à cet effet une ou deux lignes stratégiques de manœuvres, lesquelles étant temporaires pourront dévier, jusqu'à certain point, de la ligne gé-

(1) Pour apprendre la tactique, il faut étudier d'abord l'école de peloton, puis celle de bataillon, enfin les évolutions de ligne ; alors on passe aux petites opérations du service de campagne puis à la castramétation, ensuite les marches, enfin la formation des armées. Mais en stratégie, le commencement part du sommet, c'est-à-dire du plan de la campagne.

nérale d'opérations, avec laquelle il ne faut point les confondre.

Pour lier le front stratégique à la base, on formera, à mesure qu'on avancera, la ligne d'étapes et les lignes d'approvisionnemens, dépôts, etc.

Si la ligne d'opérations est un peu étendue en profondeur et qu'il y ait des corps ennemis à portée de l'inquiéter, on aura à choisir entre l'attaque et l'expulsion de ces corps, ou bien à poursuivre l'entreprise contre l'armée ennemie, soit en ne s'inquiétant pas des corps secondaires, soit en se bornant à les observer : si l'on s'arrête à ce dernier parti, il en résultera un double front stratégique et de grands détachemens.

L'armée étant près d'atteindre son point objectif et l'ennemi voulant s'y opposer, il y aura bataille : lorsque ce choc sera indécis, on s'arrêtera pour recommencer la lutte ; si l'on remporte la victoire, on poursuivra ses entreprises pour atteindre ou dépasser le premier objectif et en adopter un second.

Lorsque le but de ce premier objectif sera la prise d'une place d'armes importante, le siége commencera. Si l'armée n'est pas assez nombreuse pour continuer sa marche en laissant un corps de siége derrière soi, elle prendra près de là une position stratégique pour le couvrir ; c'est ainsi qu'en 1796 l'armée d'Italie, ne comptant pas cinquante mille combattans, ne put dépasser Mantoue pour pénétrer au cœur de l'Autriche, en laissant vingt-cinq mille ennemis dans cette place, et ayant en outre quarante mille Autrichiens en face sur la double ligne du Tyrol et du Frioul.

Dans le cas, au contraire, où l'armée aurait les forces suffisantes pour tirer un plus grand fruit de sa victoire, ou bien qu'il n'y aurait pas de siége à faire, elle marcherait à un second objectif plus important encore. Si ce point se trouve à une certaine distance, il sera urgent de se procurer un point d'appui intermédiaire ; on formera donc une base éventuelle au moyen d'une ou deux villes à l'abri d'insulte qu'on aurait sans doute occupées : en cas contraire, on formera une petite réserve stratégique qui couvrira les derrières et protégera les grands dépôts par des ouvrages passagers. Lorsque l'armée franchira des fleuves considérables on y construira à la hâte des têtes de pont ; et si les ponts se trouvent dans d s villes fermées de murailles, on élèvera quelques retranchemens pour augmenter la défense de ces postes et pour doubler ainsi la solidité de la base éventuelle ou de la réserve stratégique qu'on y placerait.

Si au contraire la bataille a été perdue, il y aura retraite, afin de se rapprocher de la base et d'y puiser de nouvelles forces, tant par les détachemens que l'on attirerait à soi, que par les places et camps retranchés qui arrêteraient l'ennemi ou l'obligeraient à diviser ses moyens.

Lorsque l'hiver approche, il y aura cantonnemens d'hiver, ou bien les opérations seront continuées par celle des deux armées qui, ayant obtenu une supériorité décidée et ne trouvant pas d'obstacles majeurs dans la ligne de défense ennemie, voudrait profiter de son ascendant : il y aurait alors campagne d'hiver ; cette résolution, qui dans tous les cas devient également pénible pour les deux armées, ne présente pas de combinaisons particulières, si ce n'est d'exiger un redoublement d'activité dans les entreprises afin d'obtenir le dénouement le plus prompt.

Telle est la marche ordinaire d'une guerre ; telle sera aussi celle que nous suivrons pour procéder à l'examen des différentes combinaisons que ces opérations amènent.

Toutes celles qui embrassent l'ensemble du théâtre de la guerre sont du domaine de la stratégie qui comprendra ainsi :

1° La définition de ce théâtre et des diverses combinaisons qu'il offrirait ;

2° La détermination des points décisifs qui résultent de ces combinaisons et de la direction la plus favorable à donner aux entreprises ;

3° Le choix et l'établissement de la base fixe, et de la zône d'opérations ;

4° La détermination du point objectif qu'on se propose, soit offensif, soit défensif ;

5° Les fronts d'opérations, les fronts stratégiques et ligne de défense ;

6° Le choix des lignes d'opérations qui mènent de la base au point objectif ou au front stratégique occupé par l'armée ;

7° Celui des meilleures lignes stratégiques à prendre pour une opération donnée ; les manœuvres différentes pour embrasser ces lignes dans leurs diverses combinaisons ;

8° Les bases d'opérations éventuelles et les réserves stratégiques ;

9° Les marches d'armées considérées comme manœuvres ;

10° Les magasins considérés dans leurs rapports avec les marches des armées ;

11° Les forteresses envisagées comme moyens stratégiques, comme refuges d'une armée, ou comme obstacles à sa marche : les siéges à faire et à couvrir ;

12° Les points où il importe d'asseoir des camps retranchés, têtes de pont, etc. ;

13° Les diversions et les grands détachemens qui deviendraient utiles ou nécessaires.

Indépendamment de ces combinaisons qui entrent principalement dans la projection du plan général pour les premières entreprises de la campagne, il est d'autres opérations mixtes qui participent de la stratégie pour la direction à leur donner, et de la tactique pour leur exécution, comme les passages de fleuves et rivières, les retraites, les quartiers d'hiver, les surprises, les descentes, les grands convois, etc.

La deuxième branche indiquée est la tactique, c'est-à-dire les manœuvres d'une armée sur le champ de bataille, ou de combat, et les diverses formations pour mener les troupes à l'attaque.

La troisième branche est la logistique ou l'art pratique de mouvoir les armées, le détail matériel des marches et des formations, l'assiette des camps non retranchés et cantonnemens, en un mot l'exécution des combinaisons de la stratégie et de la tactique.

Plusieurs controverses futiles ont eu lieu pour déterminer, d'une manière absolue, la ligne de démarcation qui sépare ces diverses branches de la science : j'ai dit que la stratégie est l'art de faire la guerre sur la carte, l'art d'embrasser tout le théâtre de la guerre ; la tactique est l'art de combattre sur le terrain où le choc aurait lieu, d'y placer ses forces selon les localités et de les mettre en action sur divers points du champ de bataille, c'est-à-dire dans un espace de quatre ou cinq lieues, de manière que tous les corps agissans puissent recevoir des ordres et les exécuter dans le courant même de l'action ; enfin la logistique n'est au fond que la science de préparer ou

d'assurer l'application des deux autres. On a critiqué ma définition sans en donner de meilleure; il est vrai que beaucoup de batailles ont été décidées aussi par des mouvemens stratégiques, et n'ont été même qu'une série de pareils mouvemens; mais cela n'a jamais eu lieu que contre des armées dispersées, cas qui fait exception; or la définition générale ne s'appliquant qu'à des batailles rangées, n'en est pas moins exacte (1).

Ainsi, indépendamment des mesures d'exécution locale qui sont de son ressort, la grande tactique, selon moi, comprendra les objets suivans :

1° Le choix des positions et des lignes de bataille défensives;

2° La défense offensive dans le combat;

3° Les différens ordres de bataille, ou grandes manœuvres propres à attaquer une ligne ennemie;

4° La rencontre de deux armées en marche et batailles imprévues;

5° Les surprises d'armées (2);

6° Les dispositions pour conduire les troupes au combat;

7° L'attaque des positions et camps retranchés;

8° Les coups de main.

Toutes les autres opérations de la guerre rentreront dans le détail de la petite guerre, comme les convois, les fourrages, les combats partiels d'avant-garde ou d'arrière-garde, l'attaque même des petits postes, en un mot tout ce qui doit être exécuté par une division ou détachement isolé.

Du principe fondamental de la guerre.

Le but essentiel de cet ouvrage est de démontrer qu'il existe un principe fondamental de toutes les opérations de la guerre, principe qui doit présider à toutes les combinaisons pour qu'elles soient bonnes (3). Il consiste :

1° A porter, par des combinaisons stratégiques, le gros des forces d'une armée successivement sur les points décisifs d'un théâtre de guerre, et autant que possible sur les communications de l'ennemi sans compromettre les siennes;

2° A manœuvrer de manière à engager ce gros des forces contre des fractions seulement de l'armée ennemie;

3° Au jour de bataille, à diriger également, par des manœuvres tactiques, le gros de ses forces sur le point décisif du champ de bataille, ou sur la partie de la ligne ennemie qu'il importerait d'accabler;

4° A faire en sorte que ces masses ne soient pas seulement présentes sur le point décisif, mais qu'elles y soient mises en action avec énergie et ensemble, de manière à produire un effort simultané.

On a trouvé ce principe général si

(1) On pourrait dire que la tactique est le combat, et que la stratégie c'est toute la guerre avant le combat et après le combat, les siéges seuls exceptés, encore appartiennent-ils à la stratégie pour décider ceux qu'il faut faire et comment il faut les couvrir. La stratégie décide où l'on doit agir, la logistique y amène et place les troupes; la tactique décide leur emploi et le mode d'exécution.

(2) Il s'agit des surprises d'armées en pleine campagne, et non de surprises de quartiers d'hiver.

(3) Si maintes entreprises ont réussi quoique exécutées contre les principes, ce n'a été que dans le cas où l'ennemi s'en écartait lui-même encore davantage, et jamais lorsqu'il opérait bien. Ce n'est que contre des bandes indisciplinées que l'on peut s'en écarter sans danger.

simple que les critiques ne lui ont pas manqué. On a objecté qu'il était fort aisé de recommander de porter ses principales forces sur les points décisifs et de savoir les y engager, mais que l'art consistait précisément à bien reconnaître ces points.

Loin de contester une vérité si naïve, j'avoue qu'il serait au moins ridicule d'émettre un pareil principe général, sans l'accompagner de tous les développemens nécessaires pour faire saisir les différentes chances d'application; aussi n'ai-je rien négligé pour mettre chaque officier studieux en état de déterminer facilement les points décisifs d'un échiquier stratégique ou tactique. On trouvera, à l'article 19 ci-après, la définition de ces divers points, et on reconnaîtra dans tous les articles 18 à 22, les rapports qu'ils ont avec les diverses combinaisons d'une guerre. Les militaires qui, après les avoir médités attentivement, croiraient encore que la détermination de ces points décisifs est un problème insoluble, doivent désespérer de jamais rien comprendre à la stratégie.

En effet, un théâtre général d'opérations ne présente guère que trois zônes, une à droite, une à gauche, une au centre. De même, chaque zône, chaque front d'opérations, chaque position stratégique et ligne de défense, comme chaque ligne tactique de bataille, n'a jamais que ces mêmes subdivisions, c'est-à-dire deux extrémités et un centre. Or il y aura toujours une de ces trois directions qui sera bonne pour conduire au but important que l'on veut atteindre; une des deux autres s'en éloignera plus ou moins, et la troisième lui sera tout à fait opposée. Dès-lors, en combinant les rapports de ce but avec les positions ennemies et avec les points géographiques, il semble que toute question de mouvement stratégique, comme de manœuvre tactique, se réduira toujours à savoir si, pour y arriver, l'on doit manœuvrer à droite, à gauche, ou directement devant soi : le choix entre trois alternatives si simples ne saurait être une énigme digne d'un nouveau sphinx.

Je suis loin de prétendre néanmoins que tout l'art de la guerre ne consiste que dans le choix d'une bonne direction à donner aux masses; mais on ne saurait nier que c'est du moins le point fondamental de la stratégie. Ce sera au talent d'exécution, au savoir-faire, à l'énergie, au coup-d'œil, à compléter ce que de bonnes combinaisons auront su préparer.

Nous allons donc appliquer d'abord le principe indiqué aux différentes combinaisons de la stratégie et de la tactique, nous réservant de prouver, par l'histoire de vingt campagnes célèbres, que les plus brillans succès et les plus grands revers furent, à très peu d'exceptions près, le résultat de l'application ou de l'oubli que l'on en fit (1).

Du système des opérations.

La guerre une fois résolue, la première chose à décider, c'est de savoir si elle sera offensive ou défensive. Avant tout, il convient de bien définir ce qu'on entend par ces mots.

L'offensive se présente sous plusieurs faces : si elle est dirigée contre un grand État, qu'elle embrasse, sinon

(1) On trouvera la relation de ces vingt campagnes, avec cinquante plans de batailles, dans l'*Histoire de la guerre de sept ans*, dans celle des guerres de la Révolution, et dans la Vie politique et militaire de Napoléon, publiés par le général Jomini.

en entier, du moins en grande partie, c'est alors *une invasion*; si elle ne s'applique qu'à l'attaque d'une province, ou d'une ligne de défense plus ou moins bornée, c'est alors une offensive ordinaire; enfin, si ce n'est qu'une attaque sur une position quelconque de l'armée ennemie, et bornée à une seule opération, cela s'appelle *l'initiative des mouvemens* (1). L'offensive, considérée moralement et politiquement, est presque toujours avantageuse, parce qu'elle porte la guerre sur le sol étranger, qu'elle ménage son propre pays, diminue les ressources de l'ennemi, et augmente les siennes; elle élève le moral de l'armée et impose souvent la crainte à son adversaire; cependant il arrive aussi qu'elle excite son ardeur, lorsqu'elle lui fait sentir qu'il s'agit pour lui de sauver la patrie menacée.

Sous le rapport militaire, l'offensive a son bon et son mauvais côté; en stratégie, si elle est poussée jusqu'à l'invasion, elle donne des lignes d'opérations *étendues en profondeur*, qui sont toujours dangereuses en pays ennemi. Tous les obstacles d'nn théâtre d'opérations ennemi, les montagnes, les fleuves, les défilés, les places de guerre, étant favorables à la défense, sont aussi contraires à l'offensive; les habitans et les antorités du pays seront hostiles à l'armée envahissante, au lieu d'être des instrumens; mais si cette armée obtient un succès, elle frappe la puissance ennemie jusqu'au cœur, la prive de ses moyens de guerre, et peut amener un prompt dénouement de la lutte.

(1) Cette distinction paraîtra trop subtile : je la crois juste sans y attacher un grand prix. Il est certain que l'on peut prendre l'initiative d'une attaque pour une demi-heure, tout en suivant en général le système défensif.

Appliquée à une simple opération passagère, c'est-à-dire considérée comme initiative des mouvemens, l'offensive est presque toujours avantageuse, surtout en stratégie. En effet, si l'art de la guerre consiste à porter ses forces au point décisif, on comprend que le premier moyen d'appliquer ce principe sera de prendre l'initiative des mouvemens. Celui qui a pris cette initiative sait d'avance ce qu'il fait et ce qu'il veut; il arrive avec ses masses au point où il lui convient de frapper. Celui qui attend est prévenu partout; l'ennemi tombe sur des fractions de son armée; il ne sait ni où son adversaire veut porter ses efforts, ni les moyens qu'il doit lui opposer.

En tactique, l'offensive a aussi des avantages; mais ils sont moins positifs, parce que les opérations n'étant pas sur un rayon aussi vaste, celui qui a l'initiative ne peut pas les cacher à l'ennemi, qui, le découvrant à l'instant, peut, à l'aide de bonnes réserves, y remédier sur-le-champ. Outre cela, celui qui marche à l'ennemi a contre lui tous les désavantages résultant des obstacles du terrain qu'il devra franchir pour aborder la ligne de son adversaire, ce qui fait croire qu'en tactique surtout, les chances des deux systèmes sont assez balancées.

Au reste, quelques avantages que l'on puisse se promettre de l'offensive sous le double rapport stratégique et politique, il est constant qu'on ne saurait adopter ce système exclusivement pour toute la guerre, car il n'est pas même certain qu'une campagne, commencée offensivement, ne dégénère en lutte défensive.

La guerre défensive, comme nous l'avons déjà dit, a aussi ses avantages lorsqu'elle est sagement combinée; elle est de deux espèces : la défense

inerte ou passive, et la défense active avec des retours offensifs. La première est toujours pernicieuse; la seconde peut procurer de grands succès. Le but d'une guerre défensive étant de couvrir le plus long-temps possible la portion du territoire menacée par l'ennemi, il est évident que toutes les opérations doivent avoir pour but de retarder ses progrès, de contrarier ses entreprises en multipliant les difficultés de sa marche, sans néanmoins laisser entamer sérieusement sa propre armée. Celui qui se décide à l'invasion le fait toujours par suite d'un ascendant quelconque; il doit chercher dès-lors un dénouement aussi prompt que possible. Le défenseur, au contraire, doit le reculer jusqu'à ce que son adversaire soit affaibli par des détachemens obligés, par les marches, les fatigues, les privations, etc.

Une armée ne se réduit guère à une défense positive que par suite de revers ou d'une infériorité flagrante. Dans ce cas elle cherche, sous l'appui des places, et à la faveur des barrières naturelles ou artificielles, les moyens de rétablir l'équilibre des chances, en multipliant les obstacles qu'elle peut opposer à l'ennemi.

Ce système, lorsqu'il n'est pas poussé trop loin, présente aussi d'heureuses chances, mais c'est dans le cas seulement où le général qui se croirait obligé d'y recourir, aurait le bon esprit de ne pas se réduire à une défense inerte, c'est-à-dire qu'il se garderait d'attendre sans bouger, dans les postes fixes, tous les coups que l'ennemi voudrait lui porter; il faudra qu'il s'applique, au contraire, à redoubler l'activité de ses opérations, et à saisir toutes les occasions qui se présenteront de tomber sur les points faibles de l'ennemi, en prenant l'initiative des mouvemens.

Ce genre de guerre, que j'ai nommé autrefois la défensive-offensive (1), peut être avantageux en stratégie comme en tactique. En agissant ainsi, on se donne les avantages des deux systèmes, car on a ceux de l'initiative, et l'on est plus maître de saisir l'instant où il convient de frapper, lorsqu'on attend l'adversaire au milieu d'un échiquier que l'on a préparé d'avance au centre des ressources et des appuis de son propre pays.

Dans les trois premières campagnes de la guerre de sept ans, Frédéric-le-Grand fut agresseur; mais dans les quatre dernières, il donna le vrai modèle d'une défense-offensive. Il faut avouer néanmoins qu'il fut merveilleusement secondé par ses adversaires, qui lui donnèrent à l'envi tout le loisir et les occasions de prendre l'initiative avec succès.

Wellington joua le même rôle dans la majeure partie de sa carrière en Portugal, en Espagne et en Belgique, et c'était en effet le seul qui convînt à sa position. Il est toujours facile de faire le Fabius lorsqu'on le fait sur un territoire allié, que l'on n'a point à s'inquiéter du sort de la capitale ou des provinces menacées, en un mot, lorsqu'on peut consulter uniquement les convenances militaires.

En définitive, il paraît incontestable qu'un des plus grands talens d'un général est de savoir employer tour à tour ces deux systèmes, et surtout de savoir ressaisir l'initiative au milieu même d'une lutte défensive.

(1) D'autres l'ont nommée défense active, ce qui n'est pas aussi juste, puisque la défense pourrait être très active sans être offensive pour cela; on peut néanmoins adopter le mot, qui est le plus grammatical.

Du théâtre des opérations.

Le théâtre d'une guerre embrasse toutes les contrées où deux puissances peuvent s'attaquer, soit par leur propre territoire, soit par celui de leurs alliés ou des puissances secondaires qu'elles entraîneront dans le tourbillon par crainte ou par intérêt. Lorsqu'une guerre se complique d'opérations maritimes, alors le théâtre n'en est pas restreint aux frontières d'un État, mais il peut embrasser les deux hémisphères, comme cela est arrivé dans la lutte entre la France et l'Angleterre depuis Louis XIV jusqu'à nos jours.

Ainsi le théâtre général d'une guerre est une chose si vague et si dépendante des incidens, qu'il ne faut pas le confondre avec le théâtre des opérations que chaque armée peut embrasser indépendamment de toute complication.

Le théâtre d'une guerre continentale entre la France et l'Autriche peut embrasser l'Italie seule, ou l'Allemagne et l'Italie, si les princes allemands y prennent part.

Il peut arriver que les opérations soient combinées, ou que chaque armée soit destinée à agir séparément. Dans le premier cas, le théâtre général des opérations ne doit être considéré que comme un même échiquier, sur lequel la stratégie doit faire mouvoir les armées vers le but commun qui aura été arrêté. Dans le second cas, chaque armée aura son théâtre d'opérations particulier, indépendant de l'autre.

Le théâtre d'opérations d'une armée comprend tout le terrain qu'elle chercherait à envahir, et tout celui qu'elle peut avoir à défendre. Si elle doit opérer isolément, ce théâtre forme tout son échiquier, hors duquel elle pourrait bien chercher une issue dans le cas où elle s'y trouverait investie de trois côtés, mais hors duquel il serait imprudent de combiner aucune manœuvre, puisque rien ne serait prévu pour une action commune avec l'armée opérant sur l'autre échiquier. Si, au contraire, les opérations sont concentrées, alors le théâtre des opérations de chaque armée prise isolément, ne devient, en quelque sorte, qu'une des zônes d'opérations de l'échiquier général que les masses belligérantes doivent embrasser dans un même but.

Indépendamment des accidens topographiques dont il est parsemé, chaque théâtre ou échiquier, sur lequel on doit opérer avec une ou plusieurs armées, se compose pour les deux partis :

1° D'une base d'opérations fixe; 2° d'un but objectif principal; 3° de fronts d'opérations, de fronts stratégiques et de lignes de défense; 4° de zônes et de lignes d'opérations; 5° de lignes stratégiques temporaires et de lignes de communications; 6° d'obstacles naturels ou artificiels à vaincre ou à opposer à l'ennemi; 7° de points stratégiques géographiques importans à occuper dans l'offensive, ou à couvrir défensivement; 8° de bases d'opérations accidentelles et intermédiaires entre le but objectif et la base positive; 9° de points de refuge en cas de revers.

Pour rendre la démonstration plus intelligible, je suppose la France voulant envahir l'Autriche avec deux ou trois armées, destinées à se réunir sous un chef et partant de Mayence, du Haut-Rhin, de la Savoie ou des Alpes maritimes. Chaque contrée, que l'une ou l'autre de ces trois armées aurait à

parcourir, sera en quelque sorte une zône d'opérations de l'échiquier général; mais si l'armée d'Italie ne doit agir que jusqu'à l'Adige, sans rien concerter avec l'armée du Rhin, alors ce qui n'était considéré que comme une zône d'opérations dans le plan général, devient l'unique échiquier de cette armée et son théâtre d'opérations.

Dans tous les cas, chaque échiquier doit avoir sa base particulière, son point objectif, ses zônes et ses lignes d'opérations qui mènent de la base au but objectif dans l'offensive, ou du but objectif à la base dans la défensive.

Quant aux points matériels ou topographiques dont un théâtre d'opérations se trouve plus ou moins sillonné en tous sens, l'art ne manque pas d'ouvrages qui ont discuté leurs différentes propriétés stratégiques ou tactiques : les routes, les fleuves, les montagnes, les forêts, les villes offrant des ressources à l'abri d'un coup de main, les places de guerre ont été l'objet de maints débats, dans lesquels les plus érudits ne furent pas toujours les plus lumineux.

Les uns ont donné aux noms des significations étranges; on a imprimé et professé que les fleuves étaient les lignes d'opérations par excellence! Or, comme une telle ligne ne saurait exister sans offrir deux ou trois chemins pour mouvoir l'armée dans la sphère de ses entreprises, et au moins une ligne de retraite, ces nouveaux Moïses prétendaient donc transformer ainsi les fleuves en lignes de retraites, même en lignes de manœuvres! Il paraissait bien plus naturel et plus juste de dire que les fleuves sont d'excellentes lignes d'approvisionnement, de puissans auxiliaires pour faciliter l'établissement d'une bonne ligne d'opérations, mais jamais cette ligne elle-même.

Nous avons vu, avec un égal étonnement, un écrivain grave affirmer que, *si l'on avait un pays à créer pour en faire un bon théâtre de guerre, il faudrait éviter d'y construire des routes convergentes parcequ'elles facilitent l'invasion!!* Comme si un pays pouvait exister sans capitale, sans villes riches et industrieuses, et comme si les routes n'allaient pas forcément converger vers ces points où les intérêts de toute une contrée se concentrent naturellement et par la force des choses. Lors même qu'on ferait une steppe de toute l'Allemagne pour y reconstruire un théâtre de guerre au gré de l'auteur, des villes commerçantes se releveraient, des chefs-lieux se rétabliraient, et tous les chemins iraient de nouveau converger vers ces artères vivificateurs. D'ailleurs ne fut-ce pas à des routes convergentes que l'archiduc Charles dut la facilité de battre Jourdan en 1796? Et dans le fait ces routes ne favorisent-elles pas la défense plus encore que l'attaque, puisque deux masses, se repliant sur deux rayons convergens, et pouvant dès-lors se réunir plus vite que les deux masses qui les suivraient, seraient ainsi à même de les battre séparément.

D'autres auteurs ont voulu que les pays de montagnes fourmillent de points stratégiques, et les antagonistes de cette opinion ont affirmé que les points stratégiques étaient au contraire plus rares dans les Alpes que dans les plaines, mais qu'en échange, s'ils étaient moins nombreux, ils n'en étaient que plus importans et plus décisifs.

Quelques écrivains ont présenté aussi les hautes montagnes comme autant de murailles de la Chine inac-

cessibles pour tous; tandis que Napoléon, en parlant des Alpes Rhétiennes, disait « *qu'une armée devait passer partout où un homme pouvait poser le pied.* »

Des généraux non moins expérimentés que lui dans la guerre de montagnes, ont partagé sans doute la même opinion en proclamant la grande difficulté qu'on éprouve à y mener une guerre défensive, à moins de réunir les avantages d'une levée en masse des populations à ceux d'une armée régulière, la première pour garder les cîmes et harceler l'ennemi, la dernière pour lui livrer bataille sur les points décisifs à la jonction des grandes vallées.

En relevant ces contradictions, nous ne cédons point à un futile esprit de critique, mais seulement à l'envie de démontrer à nos lecteurs que, loin d'avoir porté l'art jusqu'à ses dernières limites, il existe encore une multitude de points à discuter.

Nous n'entreprendrons pas de démontrer ici la valeur stratégique des divers accidens topographiques ou artificiels qui composent un théâtre de guerre, car les plus importans seront examinés dans les différens articles de ce chapitre auxquels ils se rapportent; cependant on peut dire en général que cette valeur dépend beaucoup de l'habileté des chefs, et de l'esprit dont ils sont animés; le grand capitaine qui avait franchi le Saint-Bernard et ordonné le passage du Splügen, était loin de croire à l'*inexpugnabilité* de ces chaînes.

Des bases d'opérations.

Le premier point d'un plan d'opérations est de s'assurer d'une bonne base; on nomme ainsi l'étendue ou la fraction d'un état d'où une armée tirera ses ressources et renforts (1); celle d'où elle devra partir pour une expédition offensive, et où elle trouvera un refuge au besoin; celle enfin sur laquelle elle devra s'appuyer si elle couvre son pays défensivement.

Lorsqu'une frontière offre de bonnes barrières naturelles et artificielles, elle peut former ainsi, tour à tour, soit une excellente base pour l'offensive, soit une ligne de défense lorsqu'on se bornerait à vouloir préserver le pays d'invasion.

Dans ce dernier cas, il sera prudent de se ménager alors une bonne base en seconde ligne, car, bien qu'au fond une arme soit censée trouver un appui partout dans son propre pays, encore existe-t-il une grande différence entre les parties de ce pays entièrement dénuées de points et de moyens militaires, d'arsenaux, de forts, de magasins à l'abri, et les autres contrées où l'on trouverait de puissantes ressources de cette espèce : ce sont celles-là seulement qui peuvent être considérées comme des bases d'opérations solides.

Chaque armée peut avoir successivement plusieurs bases: par exemple, une armée française opérant en Allemagne aura pour première base le Rhin, elle pourra en avoir au-delà du fleuve partout où elle aura des alliés ou des lignes de défense permanentes d'un avantage reconnu; mais si elle est ramenée derrière le fleuve, elle trouvera une nouvelle base sur la Meuse

(1) Si la base d'opérations est le plus souvent aussi celle des approvisionnemens, il y a des exceptions, du moins pour ce qui concerne les vivres. Une armée française, placée sur l'Elbe, pourrait tirer sa subsistance des provinces de la Westphalie ou de la Franconie, et sa véritable base n'en serait pas moins sur le Rhin.

ou la Moselle; elle peut en avoir une troisième sur la Seine, nne quatrième sur la Loire.

En citant ces bases successives, je ne veux pas dire qn'elles doivent toujours être à peu près parallèles à la première: il arrive souvent au contraire qu'un changement total de direction devienne nécessaire: ainsi, une armée française, repoussée derrière le Rhin, pourrait bien chercher sa nouvelle base principale, soit sur Béfort ou Besançon, soit sur Mézières ou Sedan, comme l'armée russe, après l'évacuation de Moscou, quittant la base du nord et de l'est, vint s'appuyer sur la ligne de l'Oka et snr les provinces méridionales. Ces bases latérales, perpendiculaires au front de défense, sont souvent décisives pour empêcher l'eunemi de pénétrer au cœur du pays, ou du moins de s'y mainteuir.

Une base appuyée sur un fleuve large et impétueux, dont on tiendrait les rives par de bonnes forteresses situées à cheval sur ce fleuve, serait sans contredit la plus favorable qu'on pût désirer.

Plus la base est large, moins elle est facile à convrir, mais moins il sera facile aussi d'eu couper l'armée.

Un État, dont la capitale ou le centre de puissance est trop près de la première frontière, offre moins d'avantages pour baser ses défenseurs, qu'un État dont la capitale serait plus éloignée.

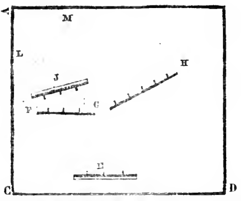
Toute base, pour être parfaite, doit offrir deux ou trois places d'une capacité suffisante pour y établir des magasins, des dépôts, etc. Elle doit avoir au moins une tête de pont retranchée sur chacune des rivières inguéables qui s'y trouvent.

Jusqu'à ce jour on a été assez généralement d'accord sur toutes les qualités que nous venons d'énumérer; mais il est d'antres points sur lesquels les avis ont été plus divisés. Plusieurs écrivains ont vonln qu'nne base, pour être parfaite, fût parallèle avec celle de l'adversaire; tandis qu'au contraire j'ai émis l'opinion que les bases perpendiculaires à celles de l'ennemi étaient les plus avantageuses, notamment celles qui, présentant deux faces à peu près perpendicnlaires l'nne à l'autre, et figurant un angle rentrant, assureraient une double base au besoin, rendraient maître de deux côtés de l'échiquier stratégique, procureraient denx lignes de retraite fort distantes l'une de l'autre, enfin faciliteraient tout changement de ligne d'opérations que la tournure imprévue des chances de la guerre pourrait nécessiter.

La configuration générale du théâtre de la guerre peut avoir aussi une grande influence sur la direction à donner aux lignes d'opérations (et par conséquent aux bases).

En effet, si tout théâtre de guerre forme un échiquier ou figure présentant quatre faces plus ou moins régulières, il peut arriver qu'une des armées, au début de la campagne, occupe une seule de ces faces, comme il est possible qu'elle eu tienne deux, tandis que l'ennemi u'en occuperait qu'nne seule, et que la quatrième formerait uu obstacle insurmontable. La manière dont on embrasserait ce théâtre de guerre présenterait donc des combinaisons bien différentes dans chacune de ces hypothèses.

Pour faire mieux comprendre cette idée, je citerai le théâtre de la guerre des armées françaises en Westphalie, depuis 1757 jusqu'eu 1762, et celui de Napoléon en 1806, représentés l'un et l'autre par la figure ci-après:



Dans le premier de ces théâtres de guerre, le côté A B était formé par la mer du Nord, le côté BD par la ligne du Weser, base de l'armée du duc Ferdinand; la ligne du Mein formait le côté CD, base de l'armée française, et la face AC était formée par la ligne du Rhin, également gardée par les armées de Louis XV.

On voit donc que les armées françaises, opérant offensivement, et tenant deux faces, avaient en leur faveur la mer du Nord formant le troisième côté, et que par conséquent elles n'avaient qu'à gagner le côté BD par des manœuvres, pour être maîtresses des quatre faces, c'est-à-dire de la base et de toutes les communications de l'ennemi comme le montre la figure ci-dessus.

L'armée française E, partant de la base CD, pour gagner le front d'opérations FGH, coupait l'armée alliée J, du côté BD, qui formait sa base; cette dernière aurait donc été rejetée sur l'angle L, A, M, formé vers Embden par les lignes du Rhin, de l'Ems et de la mer du Nord; tandis que l'armée française E pouvait toujours communiquer avec ses bases du Mein et du Rhin.

La manœuvre de Napoléon sur la Saale, en 1806, fut combinée absolument de même: il vint occuper à Jéna et à Naumbourg la ligne FGH, et marcha ensuite, par Halle et Dessau, pour rejeter l'armée prussienne J sur le côté AB, formé par la mer. On sait assez quel en fut le résultat.

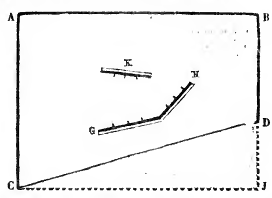
Le grand art de bien diriger ses lignes d'opérations consiste donc à combiner ses marches de manière à s'emparer des communications de l'ennemi sans perdre les siennes; on voit aisément que la ligne FGH, par sa position prolongée et le crochet laissé sur l'extrémité de l'ennemi, conserve toujours ses communications avec la base CD; c'est l'application exacte des manœuvres de Marengo, d'Ulm et de Jéna.

Lorsque le théâtre de la guerre ne sera pas voisin d'une mer, il sera toujours borné par une grande puissance neutre qui gardera ses frontières et fermera un des côtés du carré: sans doute ce ne sera pas une barrière aussi insurmontable qu'une mer; mais, en thèse générale, on peut toujours la considérer comme un obstacle sur lequel il serait dangereux de se replier après une défaite, et avantageux par-là

même de refouler son ennemi. On ne viole pas impunément le territoire d'une puissance qui aurait cent cinquante à deux cent mille hommes; et si une armée battue prenait ce parti, elle n'en serait pas moins coupée de sa base.

Si c'était une petite puissance qui bornât le théâtre de la guerre, il est probable qu'elle y serait bientôt englobée, et la face du carré se trouverait seulement un peu plus reculée jusqu'aux frontières d'un grand État, ou jusqu'à une mer.

La configuration des frontières modifiera parfois la forme des diverses faces de l'échiquier, c'est-à-dire que ces formes se rapprocheraient alors de celle d'un parallélogramme ou d'un trapèze selon le tracé des deux lignes de la figure suivante :



Dans l'un et l'autre cas, les avantages de l'armée qui se trouverait maîtresse de deux des faces et aurait la facilité d'y établir une double base, seraient encore bien plus positifs, puisqu'elle pourrait plus aisément couper l'ennemi de la face rétrécie qui lui resterait, ainsi que cela arriva, en 1806, à l'armée prussienne dans le côté BDJ du parallélogramme formé par les lignes du Rhin, de l'Oder, la mer du Nord et la frontière des montagnes de Franconie.

La base de la Bohême, en 1813, prouve, aussi bien que tout ce qui précède, en faveur de mon opinion, car ce fut par la direction perpendiculaire de cette base avec celle de l'armée française, que les alliés parviurent à paralyser les avantages immenses que la ligne de l'Elbe eût procurés sans cela à Napoléon; circonstance qui fit tourner toutes les chances de la campagne en leur faveur. De même, en 1812, ce fut en se basant perpendiculairement sur l'Oka et Kalouga que les Russes purent exécuter leur marche de flanc sur Wiazma et Krasnoï.

Au surplus, pour se convaincre de ces vérités, il suffit de réfléchir que le front d'opérations d'une armée, dont la base serait perpendiculaire à celle des ennemis, se trouverait établi parallèlement à la ligne d'opérations de ses adversaires, et qu'il lui deviendrait ainsi très facile d'opérer sur leurs communications et leur ligne de retraite.

J'ai dit plus haut que les bases perpendiculaires seraient surtout favorables lorsqu'elles présenteraient une double frontière, selon ce qui est tracé aux figures susmentionnées; or, les

critiques ne manqueront pas d'objecter que ceci ne s'accorde guère avec ce que j'ai dit ailleurs en favenr des frontières saillantes du côté de l'ennemi, et contre les lignes d'opérations doubles à égalité de forces.

L'objection serait plus spécieuse que juste, car le plus grand avantage d'une base perpendiculaire résulte précisément de ce qu'elle forme ce saillant qui prend à revers nne partie du théâtre des opérations. D'nn autre côté, la possession d'une base à deux faces n'emporte nullement l'obligation de les occuper en forces toutes les denx; il suffit, an contraire, d'avoir sur l'une d'elles quelques points fortifiés avec un petit corps d'observation, tandis que l'on porterait tout le poids de ses forces sur l'autre face, ainsi que cela eut lien dans les campagnes de 1800 et 1806. L'angle presque droit, formé par le Rhin depnis Constance à Bâle, et de là à Kehl, offrait au général Moreau une base parallèle, et une antre perpendiculaire à celle de son antagoniste. Il poussa deux divisions par sa gauche sur la première de ces bases, vers Kehl, pour y attirer l'attention de l'ennemi, tandis qu'il fila avec neuf divisions sur l'extrémité de la face perpendiculaire du côté de Schaffhouse, ce qui l'amena en pen de marches jusqu'aux portes d'Augsbourg, après que les deux divisions détachées l'eurent déjà rejoint.

Napoléon, en 1806, avait aussi la double base du Mein et dn Rhin, formant presque un angle droit rentrant; il se contenta de laisser Mortier sur la face parallèle, c'est-à-dire sur celle du Rhin, pendant qu'avec toute la masse de ses forces, il gagnait l'extrémité de la face perpendiculaire, et prévenait ainsi les Prnssiens à Gera et à Naumbourg sur leur ligne de retraite.

Si tant de faits imposans prouvent que les bases à deux faces, dont l'nne serait à peu près perpendiculaire à celle de l'ennemi, sont les meilleures, il faut bien reconnaître aussi que, dans le cas où l'on manqnerait d'nne base pareille, on pourrait y snppléer en partie par nn changement de front stratégiqne.

Une antre question non moins importante sur la meilleure direction à donner anx bases d'opérations, est celle qui se rattache aux bases établies sur les rives de la mer et qui ont aussi donné lieu à de graves erreurs, car autant elles sont favorables ponr les uns, autant elles seraient redoutables pour les autres, ainsi qu'on a pu s'en assurer par tout ce qui précède. Le danger qu'il y anrait pour une armée continentale à être refoulée sur la mer a été si fortement signalé, qne l'on ne sanrait trop s'étonner d'entendre encore vanter les avantages des bases établies snr ses rivages et qui ne sauraient convenir qu'à une armée insulaire. En effet, Wellington venant avec sa flotte au secours dn Portugal et de l'Espagne, ne ponvait adopter de meilleure base que celle de Lisbonne, on pour mieux dire celle de la presqu'île de Torres-Vedas, qui couvre les seules avenues de cette capitale du côté de terre. Ici les rives du Tage et celles de la mer ne couvraient pas seulement ses deux flancs, mais elles assuraient encore sa ligne de retraite qui ne pouvait avoir lieu qne sur ses vaisseaux.

Séduits par les avantages que ce fameux camp retranché de Torres-Vedras avait procurés au général anglais, et ne jugeant que les effets sans remonter aux causes, bien des généraux, fort savans d'ailleurs, ne voulurent plus voir de bonnes bases hormis celles qui, placées sur les rives de

la mer, procureraient à l'armée de faciles approvisionnemens, et des refuges avec des flancs à l'abri de toute insulte. L'aveuglement fut poussé à tel point, que le général Pfuhl soutenait, en 1812, que la base naturelle des Russes était à Riga, blasphème stratégique.

Fasciné par de semblables idées, le colonel Carion-Nizas imprima, qu'en 1813 Napoléon aurait dû placer la moitié de son armée en Bohême, et jeter cent cinquante mille hommes *aux bouches de l'Elbe*, vers Hambourg!!! oubliant que la première règle, pour toutes les bases d'une armée continentale, est de s'appuyer sur le front le plus opposé à la mer, c'est-à-dire sur celui qui placerait l'armée au centre de tous les élémens de sa puissance militaire et de sa population, dont elle se trouverait séparée et coupée, si elle commettait la faute grave de s'appuyer à la mer.

Une puissance insulaire, agissant sur le continent, doit naturellement faire le calcul diamétralement opposé, et cela pour appliquer néanmoins le même axiôme, qui prescrit à chacun *de chercher sa base sur les points où il peut être soutenu de tous ses moyens de guerre et trouver en même temps un refuge certain.*

Une puissance, forte à la fois sur terre comme sur mer, et dont les escadres nombreuses domineraient une mer voisine du théâtre des opérations, pourrait bien encore baser une petite armée de quarante à cinquante mille hommes sur le rivage, en lui assurant un refuge bien protégé et des approvisionnemens de toute espèce : mais donner une pareille base à des masses continentales de cent cinquante mille hommes, engagées contre des forces disciplinées et à peu près égales en nombre, ce serait toujours un acte de folie.

Cependant, comme toute maxime a ses exceptions, il est un cas dans lequel il peut être convenable de dévier à ce que nous venons de dire, et de porter ses opérations du côté de la mer : c'est lorsqu'on aurait affaire à un adversaire peu redoutable en campagne, et qu'étant maître décidé de cette mer, on pourrait s'approvisionner aisément de ce côté, tandis qu'il serait difficile de le faire dans l'intérieur des terres. Quoiqu'il soit fort rare de voir ces trois conditions réunies, ce fut néanmoins ce qui arriva dans la guerre de Turquie en 1828 et 1829. Toute l'attention fut fixée sur Warna et Bourgas, en se bornant à observer Schumla, système qu'on n'eût pas pu suivre en face d'une armée européenne, lors même qu'on eût tenu la mer, sans s'exposer à une ruine probable.

Malgré tout, cette guerre fut assez bien conduite, à quelques fautes près : on eut soin de se couvrir en s'assurant des forteresses de Braïlof, Warna et Silistrie, puis en se préparant un dépôt à Sizispoli. Dès qu'on fut suffisamment basé, on poussa droit sur Andrinople, ce qui auparavant eût été folie. Si l'on n'était pas venu de si loin, en 1828, ou que l'on eût eu deux mois de bonne saison de plus, tout eût été terminé dès cette première campagne.

Outre les bases permanentes, qui se trouveront ordinairement établies sur ses propres frontières, ou du moins dans le pays d'un allié sur lequel on pourrait compter, il en est aussi d'éventuelles ou temporaires, qui dépendent des opérations entreprises en pays ennemi : mais comme celles-ci sont plutôt des points d'appui passagers, nous en dirons quelques mots dans un article particulier, afin d'éviter la confusion qui pourrait résulter d'une similitude de dénomination.

———

Des points et lignes stratégiques, des points décisifs du théâtre de la guerre, et des objectifs d'opérations.

Il y a des points et des lignes stratégiques de diverses natures. Les uns reçoivent ce nom par le fait seul de leur site, duquel résulte toute leur importance sur l'échiquier des [opérations; ils sont donc des points stratégiques géographiques permanens. D'autres acquièrent leur valeur par les rapports qu'ils ont avec le placement des forces ennemies avec les entreprises que l'on voudrait former contre elles : *ce sont donc des points stratégiques de manœuvres* et tout-à-fait éventuels. Enfin il y a des points et lignes stratégiques qui n'ont qu'une importance secondaire, et d'autres dont l'importance est à la fois immense et incessante : ceux-ci je les ai nommés points *stratégiques décisifs.*

Je vais m'efforcer d'expliquer ces rapports aussi nettement que je les conçois moi-même, ce qui n'est pas toujours aussi facile qu'on le croit en pareille matière.

Tout point du théâtre de la guerre qui aurait une importance militaire, soit par son site au centre des communications, soit par des établissemens militaires et travaux de fortifications quelconques qui auraient une influence directe ou indirecte sur l'échiquier stratégique, sera de fait un point stratégique territorial ou géographique.

Un illustre général affirme, au contraire, que tout point qui réunirait les conditions susmentionnées ne serait pas pour cela un point stratégique, s'il ne se trouvait sur une direction convenable relativement à l'opération qu'on aurait en vue. On me pardonnera de professer une opinion différente, car un point stratégique est toujours tel par sa nature, et celui même qui serait le plus éloigné de la sphère des premières entreprises, pourra y être entraîné par la tournure imprévue des évènemens, et acquérir ainsi toute l'importance dont il serait susceptible. Il eût donc été plus exact, à mon avis, de dire que tous les points stratégiques ne sont pas des points décisifs.

Les lignes stratégiques sont également ou géographiques ou relatives seulement aux manœuvres temporaires; les premières peuvent être subdivisées en deux classes, savoir, les lignes géographiques qui par leur importance permanente appartiennent aux points décisifs du théâtre de la guerre (1), et celles qui n'ont de valeur que parce qu'elles lient deux points stratégiques entre eux.

De crainte d'embrouiller ces différens sujets, nous traiterons dans un article séparé des lignes stratégiques qui se rapportent à une manœuvre combinée, pour nous borner ici à ce qui concerne *les points décisifs et objectifs* de la zône d'opérations sur laquelle les entreprises seront dirigées.

(1) On me reprochera peut-être encore un barbarisme, parce que je donne le nom de point décisif ou objectif à des lignes, et qu'un point ne saurait être une ligne. Il est inutile de faire observer à mes lecteurs que les points objectifs ne sont pas des points géométriques, mais une formule grammaticale exprimant le but qu'une armée se propose. Et si l'on dispute aussi sur le mot décisif, vu qu'un point par lui-même est rarement décisif, on peut y substituer le mot *important*, bien qu'il n'exprime pas aussi fortement la pensée que j'y rattache. Il est inutile, je pense, d'ajouter qu'un point ne saurait être décisif qu'autant que les opérations seraient dirigées dans la sphère où il pourrait avoir une action sur leur résultat.

Quoiqu'il existe des rapports intimes entre ces deux espèces de points, vu que tout objectif devra nécessairement être un des points décisifs du théâtre de la guerre, il y a cependant une distinction à faire, car tous les points décisifs ne sauraient être à la fois le but objectif des opérations. Occupons-nous donc d'abord de bien définir les premiers, ce qui conduira plus facilement au bon choix des seconds.

Je crois qu'on peut donner le nom de *point stratégique décisif* à tous ceux qui sont susceptibles d'exercer une influence notable, soit sur l'ensemble d'une campagne, soit sur une seule entreprise. Tous les points dont le site géographique et les avantages artificiels favoriseraient l'attaque ou la défense d'un front d'opérations, ou d'une ligne de défense, sont de ce nombre, et les grandes places d'armes bien situées tiennent le premier rang parmi eux.

Les points décisifs d'un théâtre de guerre sont donc de plusieurs espèces. Les premiers sont les points ou lignes géographiques dont l'importance est permanente, et dérive de la configuration même de cet échiquier : prenons, par exemple, le théâtre de la guerre des Français en Belgique ; il est tout simple que celui des deux partis qui sera maître du cours de la Meuse, aura des avantages incalculables pour s'emparer du pays ; car son adversaire, débordé et enfermé entre la Meuse et la mer du Nord, ne pourrait recevoir bataille parallèlement à cette mer, sans courir risque d'une perte totale (1). De même, la vallée du Danube présente une série de points importans qui l'ont fait regarder comme la clef de l'Allemagne méridionale.

Les points décisifs géographiques sont aussi ceux qui rendraient maître du nœud de plusieurs vallées et du centre des plus grandes communications qui coupent un pays. Par exemple, Lyon est un point stratégique important, parce qu'il domine les deux vallées du Rhône et de la Saône, et qu'il se trouve au centre des communications de la France avec l'Italie et du midi à l'est ; mais il ne serait décisif qu'autant qu'il s'y trouverait une place forte ou un camp retranché avec tête de ponts.

Leipzig est incontestablement un point stratégique, parce qu'il se trouve à la jonction de toutes les communications du nord de l'Allemagne. Si cette ville était fortifiée, et située à cheval sur un fleuve, elle serait presque la clef du pays (si un pays a une clef, et si cette expression figurée veut dire autre chose qu'un point décisif).

Toutes les capitales, qui se trouvent au centre des routes d'un pays, seraient ainsi des points stratégiques décisifs, non seulement par cette raison, mais encore par les autres motifs statistiques et politiques qui ajoutent à cette importance.

Outre ces points, il existe, dans les pays de montagnes, des défilés qui sont les seules issues praticables pour une armée ; ces points géographiques peuvent être décisifs dans une entreprise sur le pays ; on sait ce que le défilé de Bard, couvert d'un petit fort, eut d'importance en 1800.

La seconde espèce de points décisifs est celle des points éventuels de manœuvres, qui sont relatifs et résultent de l'emplacement des troupes des deux partis ; par exemple, Mack se trouvant concentré en 1805 vers Ulm, et atten-

(1) Ceci ne s'applique qu'à des armées continentales et non aux Anglais, qui, basés sur Anvers ou Ostende, n'auraient rien à redouter de l'occupation de la ligne de la Meuse.

dant l'armée russe par la Moravie, le point décisif pour l'attaquer était Donawerth ou le Bas-Lech, car, en le gagnant avant lui, on coupait sa ligne de retraite sur l'Autriche et sur l'armée destinée à le seconder. Au contraire, en 1800, Kray se trouvant dans la même position d'Ulm, n'attendait le concours d'aucune armée du côté de la Bohême, mais bien du Tyrol et de l'armée victorieuse de Mélas en Italie; dès lors le point décisif pour l'attaquer n'était plus Donawerth, mais bien du côté opposé, c'est-à-dire par Schaffhouse, puisque c'était le moyen de prendre à revers son front d'opérations, de le couper de sa retraite, et de l'isoler de l'armée secondaire aussi bien que de sa base, en le rejetant sur le Mein. Dans la même campagne de 1800, le premier point objectif de Bonaparte était de fondre sur la droite de Mélas par le Saint-Bernard, pour s'emparer ensuite de ses communications; on juge que le Saint-Bernard, Yvrée et Plaisance n'étaient des points décisifs que par leurs rapports avec la marche de Mélas sur Nice.

On peut poser comme principe général que les points décisifs de manœuvres sont sur celle des extrémités de l'ennemi d'où l'on pourrait le séparer plus facilement de sa base et de ses armées secondaires, sans s'exposer soi-même à courir ce risque. On doit toujours préférer l'extrémité opposée à la mer, parce qu'il est aussi avantageux de refouler l'ennemi sur la mer que dangereux de s'exposer à pareille chance, à moins que l'on n'ait affaire à une armée insulaire et inférieure: dans ce cas on peut chercher à la couper de ses vaisseaux, bien que ce soit parfois dangereux.

Si l'armée ennemie est morcelée, ou étendue sur une ligne très longue, alors le point décisif sera le centre; car en y pénétrant on augmentera la division des forces ennemies, c'est-à-dire on doublera leur faiblesse, et ces troupes accablées isolément seront sans doute perdues.

Le point décisif d'un champ de bataille se détermine:

1° Par la configuration du terrain; 2° par la combinaison des localités avec le but stratégique qu'une armée se propose; 3° par l'emplacement des forces respectives.

Des points objectifs.

On pourrait dire de ces points comme de ceux qui précèdent, qu'il y a des points objectifs de manœuvres et d'autres qui sont géographiques, tels qu'une forteresse importante, la ligne d'un fleuve, un front d'opérations qui offrirait de bonnes lignes de défense ou de bons points d'appui pour des entreprises ultérieures. Cependant, comme le choix même d'un objectif géographique est une combinaison qui peut être rangée dans la classe des manœuvres, il serait plus exact de dire que les uns ne se rapportent qu'à des points territoriaux, et que les autres s'attachent exclusivement aux forces ennemies qui occupent ceux-ci.

En stratégie, le but d'une campagne détermine le point objectif. Si ce but est offensif, le point sera l'occupation de la capitale ennemie, ou celle d'une province militaire dont la perte pourrait déterminer l'ennemi à la paix. Dans la guerre d'invasion, la capitale est ordinairement le point objectif que se propose l'assaillant. Toutefois, la situation géographique de cette capitale, les rapports politiques des puissances

belligérantes avec les puissances voisines, les ressources, soit positives, soit fédératives, forment autant de combinaisons étrangères au fond à la science des combats, mais très intimement liées néanmoins avec les plans d'opérations, et qui peuvent décider si une armée doit désirer ou craindre de pousser jusqu'à la capitale ennemie.

Dans ce dernier cas, le point objectif pourra être dirigé contre la partie du front d'opérations ou de la ligne de défense, où se trouverait quelque place importante dont la conquête assurerait, à l'armée, la possession du territoire occupé: par exemple dans une guerre contre l'Autriche, si la France envahissait l'Italie, son premier objectif serait d'atteindre la ligne du Tessin et du Pô; le second point objectif serait Mantoue et la ligne de l'Adige.

Dans la défensive, le point objectif, au lieu d'être celui que l'on veut conquérir, sera celui que l'on cherche à couvrir. La capitale étant censée le foyer de la puissance, devient le point objectif principal de la défensive; mais il peut y avoir des points plus rapprochés, comme la défense d'une première ligne et de la première base d'opérations; ainsi une armée française, réduite à la défensive derrière le Rhin, aura pour premier point objectif d'empêcher le passage du fleuve; elle cherchera à secourir les places d'Alsace, si l'ennemi parvenait à effectuer son passage et à les assiéger; le second objectif sera de couvrir la première base d'opérations qui se trouvera sur la Meuse ou la Moselle, but que l'on peut également atteindre par une défense latérale aussi bien que par une défense de front.

Quant aux points objectifs *de manœuvres*, c'est-à-dire ceux qui se rapportent surtout à la destruction ou à la décomposition des armées ennemies, on jugera de toute leur importance par ce que nous avons déjà dit plus haut des points décisifs de la même espèce. C'est en quelque sorte dans le bon choix de ces points que consiste le talent le plus précieux pour un général, et le gage le plus sûr de grands succès. Du moins est-il certain que ce fut le mérite le plus incontestable de Napoléon. Rejetant les vieilles routines qui ne s'attachaient qu'à la prise d'une ou deux places, ou à l'occupation d'une petite province limitrophe, il parut convaincu que le premier moyen de faire de grandes choses était de s'appliquer surtout à disloquer et ruiner l'armée ennemie, certain que les États ou les provinces tombent d'eux-mêmes quand ils n'ont plus de forces organisées pour les couvrir (1). Mesurer d'un coup-d'œil sûr les chances qu'offriraient les différentes zônes d'un théâtre de guerre; diriger ses masses concentriquement sur celle de ses zônes qui serait évidemment la plus avantageuse; ne rien négliger pour s'instruire de la position approximative des forces ennemies; puis fondre alors avec la rapidité de l'éclair soit sur le centre de cette armée si elle était divisée, soit sur celle des deux extrémités qui conduirait plus directement sur ses communications, la déborder, la couper, l'entamer, la poursuivre à outrance en lui imprimant des directions divergentes; enfin ne la quitter qu'après l'avoir anéantie ou dispersée; voilà ce que toutes les premières cam-

(1) La guerre d'Espagne et toutes les guerres nationales pourraient être citées comme exceptions; cependant sans le secours d'une armée organisée, soit étrangère, soit nationale, toute lutte partielle des populations succomberait à la longue.

pagnes de Napoléon indiquent comme un des meilleurs systèmes, ou du moins comme les bases de celui qu'il préférait.

Appliquées plus tard aux immenses distances et aux contrées inhospitalières de la Russie, ces manœuvres n'eurent pas à la vérité le même succès qu'en Allemagne : toutefois on doit reconnaître que, si ce genre de guerre ne convient ni à toutes les capacités, ni à toutes les contrées, ni à toutes les circonstances, ses chances n'en sont pas moins les plus vastes, et qu'elles sont réellement fondées sur l'application des principes : l'abus outré que Napoléon fit de ce système, ne saurait détruire les avantages réels qu'on pourrait en attendre lorsqu'on saurait imposer une limite à ses succès, et mettre ses entreprises en harmonie avec l'état respectif des armées et des nations voisines.

Les maximes que l'on pourrait donner sur ces importantes opérations stratégiques, sont presque tout entières dans ce que nous venons de dire sur les points décisifs, et dans ce que nous exposerons plus loin en parlant du choix des lignes d'opérations.

Pour ce qui concerne le choix des points objectifs, tout dépendra ordinairement du but de la guerre, du caractère que les circonstances ou la volonté des cabinets lui imprimeraient, enfin des moyens de guerre des deux partis. Dans maintes occasions où l'on aurait de puissans motifs de ne rien donner au hasard, il serait plus prudent de borner le but de la campagne à l'acquisition de quelques avantages partiels, en ne visant alors qu'à la prise de quelques villes ou à obtenir l'évacuation de petites provinces limitrophes. Lorsque au contraire on se sentirait les moyens de courir de grandes chances avec espoir de succès, ce sera, comme Napoléon, à la destruction de l'armée ennemie qu'il faudra songer. On ne pourrait conseiller les manœuvres d'Ulm et de Jéna à l'armée qui marcherait uniquement pour assiéger Anvers. Par des motifs tout différens, il n'eût pas été prudent de les conseiller à l'armée française au-delà du Niémen, à cinq cents lieues de ses frontières, puisque les chances désastreuses eussent surpassé de beaucoup tous les avantages qu'on aurait pu se promettre.

Il est encore une sorte particulière de points objectifs qu'on ne saurait passer sous silence ; ce sont ceux qui, ayant pour but un point militaire quelconque, se rattachent néanmoins aux combinaisons de la politique bien plus qu'à celles de la stratégie ; dans les coalitions surtout il est rare qu'ils ne jouent pas un très grand rôle, en influant sur les opérations et sur les combinaisons des cabinets : on pourrait donc les nommer *des points objectifs politiques*.

En effet, outre les rapports intimes qui existent entre la politique et la guerre pour la préparation de celle-ci, il se présente, dans presque toutes les campagnes, des entreprises militaires formées pour satisfaire à des vues politiques, souvent fort importantes, mais souvent fort peu rationnelles ; et qui, stratégiquement parlant, conduisent à des fautes graves plutôt qu'à des opérations utiles. Nous nous bornerons à en citer deux exemples : l'expédition du duc d'Yorck sur Dunkerque en 1793, inspirée aux Anglais par d'anciennes vues maritimes et commerciales, donna aux opérations des coalisés une direction divergente qui causa leur perte, et ce point objectif n'était bon sous aucun rapport militaire. L'ex-

pédition du même prince sur la Hollande en 1799, également dictée par les mêmes vues du cabinet de Londres corroborées par les arrière-pensées de l'Autriche sur la Belgique, ne fut pas moins funeste, car elle motiva la marche de l'archiduc Charles de Zurich sur Manheim, opération fort contraire aux intérêts manifestes des armées coalisées à l'époque où elle fut résolue.

Ces vérités prouvent que le choix des points objectifs politiques doit être subordonné aux intérêts de la stratégie, du moins jusqu'à ce que les grandes questions militaires soient décidées par les armes.

Au demeurant, ce sujet est si vaste et si compliqué qu'il serait absurde de vouloir le soumettre à des règles: la seule que l'on puisse proposer est celle que nous venons d'indiquer: pour la mettre en pratique, il faut, ou que les points objectifs politiques adoptés dans le cours d'une campagne soient d'accord avec les principes de la stratégie, ou dans le cas contraire, qu'ils soient ajournés jusqu'après une victoire décisive. En appliquant cette maxime aux deux évènemens précités, on reconnaîtra que c'était à Cambrai, ou au cœur de la France, qu'il fallait conquérir Dunkerque en 1793, et délivrer la Hollande en 1799, c'est-à-dire en réunissant les efforts de la coalition sur un point décisif des frontières, et en y frappant de grands coups. Du reste, les expéditions de cette nature rentrent presque toutes dans la classe des grandes diversions.

Des fronts d'opérations, des fronts stratégiques, des lignes de défense et des positions stratégiques.

Il est certains points de la science militaire qui ont tant d'affinité entre eux, que l'on est souvent tenté de les prendre pour une seule et même chose, bien qu'ils diffèrent au fond.

De ce nombre sont les fronts d'opérations, les fronts stratégiques, les lignes de défense et les positions stratégiques. On pourra s'assurer, par les observations suivantes, des rapports intimes et de la différence qui existent entre eux, et apprécier les motifs qui nous ont décidé à les réunir dans un même article.

Des fronts d'opérations et fronts stratégiques.

Dès qu'une armée est disposée sur la zône de l'échiquier qu'elle veut embrasser, soit pour attaquer, soit pour se défendre, elle y occupe ordinairement des positions stratégiques.

L'étendue du front qu'elles embrassent et qui fait face du côté de l'ennemi, se nommera le front stratégique. La portion de l'échiquier d'où l'ennemi pourra présumablement arriver sur ce front en une ou deux marches, sera le front d'opérations.

Il existe entre ces deux sortes de fronts une si grande analogie, que bien des militaires les ont confondues tantôt sous l'une de ces dénominations, tantôt sous l'autre. En prenant néanmoins les choses à la rigueur, il est incontestable que le nom de front stratégique convient mieux pour désigner celui des positions réelles occupées par l'armée, tandis que le nom de front d'opérations désignerait mieux cet espace géographique qui sépare les deux armées, s'étend à une ou plusieurs marches au-delà de chaque extrémité de leur front stratégique, et où il est probable enfin qu'elles viendront s'entrechoquer.

Ceci paraît si rationnel, que je n'hé-

siterais nullement à consacrer désormais cette double définition, si je ne craignais d'être encore accusé de m'attacher à des subtilités de terminologie par trop minutieuses; car, dans l'application pratique que d'autres écrivains voudront faire de ces mots, il est probable que plusieurs d'entre eux continueront à ne pas les distinguer, et les emploieront indistinctement pour formuler une même idée. Je me contente donc de signaler la différence que l'on pourrait assigner à ces deux expressions, et de m'y conformer, pour ma part, autant que cela peut se faire.

Dès que les opérations d'une campagne seront sur le point de commencer, une des deux armées prendra sans doute la résolution d'attendre l'ennemi; dès-lors elle aura soin de s'assurer d'une ligne de défense plus ou moins préparée à l'avance, et qui pourra être, soit sur la ligne même du front stratégique, soit un peu plus en arrière. De là il résulte naturellement que parfois ce front semblera former également la ligne de défense, comme le cas s'en présenta en 1795 et en 1796 sur la ligne du Rhin, qui servit à la fois de ligne de défense aux Autrichiens ainsi qu'aux Français, tandis que le front stratégique et le front d'opérations des deux partis se trouvaient aussi sur cette ligne. C'est sans doute ce qui a fait confondre souvent ces trois choses, qui, pour se trouver réunies parfois dans une même localité, n'en sont pas moins des choses fort différentes. En effet, une armée n'a pas toujours une ligne de défense, surtout lorsqu'elle envahit un pays; elle n'a pas non plus de front stratégique lorsqu'elle se trouve réunie dans un seul camp, tandis qu'elle a toujours un front d'opérations.

La multiplicité des exemples ne pouvant rendre une démonstration que plus claire, j'en citerai encore deux pour faire juger la distinction proposée. Lors de la reprise des hostilités, à la fin de 1813, le front général d'opérations de Napoléon s'étendait d'abord depuis Hambourg jusqu'à Wittenberg, d'où il longeait la ligne des alliés jusque vers Glogau et Breslau, puisque sa droite était à Lowenberg; enfin il se rabattait en arrière sur la frontière de Bohême jusqu'à Dresde. Ses forces étaient réparties sur ce grand front en quatre masses, dont les positions stratégiques étaient intérieures ou centrales, et présentaient trois fronts différens. Ramené plus tard derrière l'Elbe, sa ligne réelle de défense ne s'étendait alors qu'entre Wittenberg et Dresde, avec un crochet en arrière sur Marienberg; car Hambourg, et Magdebourg même, se trouvaient déjà en dehors de son échiquier général, et il eût été perdu s'il eût songé à y porter ses opérations.

Comme autre exemple, je citerai sa position autour de Mantoue, en 1796; son front d'opérations s'étendait en réalité depuis les montagnes de Bergame jusqu'à la mer Adriatique, tandis qu'au besoin sa ligne réelle de défense était sur l'Adige entre le lac de Garda et Legnago, ensuite sur le Mincio, entre Peschiera et Mantoue, et que son front stratégique variait selon ses positions.

Ce serait, du reste, faire injure à nos lecteurs que d'insister plus longtemps sur ce point, et la distinction de ces trois objets étant reconnue, il ne nous reste qu'à les examiner séparément, et à présenter le petit nombre de maximes qui leur sont communes, ou qui sont propres à chacun d'eux en particulier.

Le front d'opérations étant donc l'espace géographique qui sépare le front stratégique des deux armées, et sur lequel elles peuvent venir se heurter, il se trouve ainsi ordinairement établi à peu près parallèlement à la base. Le front stratégique effectif, tout en embrassant un espace un peu moins étendu que le front des opérations éventuelles ou présumables, sera dans la même direction, et devra être ordinairement établi de manière à couper transversalement la ligne principale d'opérations, et à se prolonger au-delà des flancs de celle-ci de manière à la couvrir autant que possible.

Toutefois la direction de ce front peut varier aussi selon les projets que l'on forme, ou selon les attaques de l'ennemi, et il arrive assez fréquemment que l'on soit appelé à présenter, au contraire, un front perpendiculaire à la base et parallèle à la ligne d'opérations primitive.

Les changemens de front stratégique sont en effet une des grandes manœuvres les plus importantes; car, en formant ainsi une perpendiculaire avec sa propre base, on se rend maître de deux côtés de l'échiquier, et on place ainsi l'armée dans une situation presque aussi favorable que si elle avait une base à deux faces.

Le front stratégique adopté par Napoléon, dans sa marche sur Eylau, présentait toutes ces particularités; ses pivots d'opérations étaient à Varsovie et à Thorn, ce qui faisait de la Vistule une sorte de base temporaire; le front devint parallèle à la Narew, d'où Napoléon partit en s'appuyant sur Sierock, Pultusk et Ostrolenka, afin de manœuvrer par sa droite pour jeter les Russes sur Elbing et la mer Baltique. Dans de pareils cas, le front stratégique, pour peu qu'on trouvât un point d'appui sur sa nouvelle direction, produirait le même avantage que nous venons de signaler. Il faut seulement ne pas perdre de vue que, dans une semblable manœuvre, l'armée doit être sûre de pouvoir, au besoin, regagner sa base temporaire, c'est-à-dire qu'il est indispensable que cette base se prolonge derrière le front stratégique et s'en trouve ainsi couverte : Napoléon, marchant de la Narew par Allenstein sur Eylau, avait derrière sa gauche la place de Thorn, et, plus loin encore du front de l'armée, la tête de pont de Praga et Varsovie; en sorte que ses communications étaient parfaitement sûres, tandis que Beningsen, forcé de lui faire face et de prendre sa ligne de combat parallèlement à la Baltique, pouvait être coupé de sa base et refoulé sur les bouches de la Vistule. Napoléon exécuta un changement de front stratégique non moins remarquable dans sa marche de Géra sur Jéna et Naumbourg, en 1806. Moreau en fit un pareil en 1800, en se portant de l'Iller par sa droite sur Augsbourg et Dillingen, faisant face au Danube et à la France, et forçant par là Kray à évacuer son fameux camp retranché d'Ulm.

On peut donner à son front stratégique une pareille direction perpendiculaire à sa base, soit par un mouvement de conversion momentané, exécuté pour une opération de quelques jours seulement, soit en l'adoptant pour un temps indéfini dans le but de mettre à profit les avantages majeurs que certaines localités pourraient offrir, pour frapper des coups décisifs ou procurer à l'armée une bonne ligne de défense et de bons pivots d'opérations qui équivaudraient presque à une base réelle.

Il arrive souvent qu'une armée est forcée d'avoir des doubles fronts stratégiques, soit par la configuration de certains théâtres de guerre, soit parce que toute la ligne d'opérations offensive, un peu étendue en profondeur, exige d'être bien assurée sur ses flancs. Dans le premier cas, on peut citer pour exemple la frontière de Turquie et celle d'Espagne. Des armées qui voudraient franchir le Balkan ou l'Èbre seraient forcées d'avoir un double front : la première pour faire face à la vallée du Danube, l'autre pour faire face aux forces venant de Saragosse ou de Léon.

Toutes les contrées un peu vastes offrent plus ou moins cette même obligation ; par exemple : une armée française, marchant dans la vallée du Danube, aura toujours, soit du côté de la Bohême, soit du côté du Tyrol, la nécessité d'un double front stratégique, dès que les Autrichiens auraient jeté dans ces provinces des corps assez nombreux pour lui donner des inquiétudes sérieuses. Les pays seuls, dont la frontière serait très étroite du côté de l'ennemi, feraient exception, attendu que les corps qu'on y laisserait en se retirant pour menacer les flancs de l'ennemi, seraient eux-mêmes aisément coupés et pris. Cette nécessité des doubles fronts stratégiques est un des inconvéniens les plus graves pour une armée offensive, puisque cela oblige à de grands détachemens toujours dangereux jusqu'à certain point.

Il va sans dire que tout ce qui précède se rapporte surtout aux guerres régulières entre diverses puissances; car, dans une lutte nationale ou dans une guerre intestine, les hostilités embrassant presque toute la surface du pays, les divers fronts ne sauraient être circonscrits de la sorte. Cependant chaque grande fraction d'une armée qui agirait partiellement dans un but déterminé, aurait presque toujours son front stratégique particulier, qui serait déterminé autant par les localités que par l'emplacement des forces ennemies qu'elle serait appelée à combattre par grands rassemblemens; ainsi, dans la guerre d'Espagne, Suchet en Catalogne, Masséna en Portugal, avaient chacun leur front stratégique, bien que d'autres corps de la grande armée n'en eussent pas un bien déterminé.

Des lignes de défense.

Les lignes de défense sont de plusieurs natures; il y en a de stratégiques et de tactiques. Dans les premières, il y en a qui sont permanentes et tiennent au système de défense de l'État, comme les lignes de frontières fortifiées, etc.; d'autres qui ne sont qu'éventuelles, et se rapportent seulement à la position passagère où se trouve une armée.

Les lignes de frontières sont des lignes de défense permanentes, lorsqu'elles présentent un mélange d'obstacles naturels et artificiels, tels que des chaînes de montagnes, des grands fleuves et des forteresses, formant entre eux un système bien lié. Ainsi la chaîne des Alpes, entre le Piémont et la France, est une ligne de défense, puisque les passages praticables sont garnis de forts qui mettraient de grandes entraves aux entreprises d'une armée, et qu'au sortir des gorges, de grandes places d'armes couvrent encore les différentes vallées du Piémont. De même le Rhin, l'Oder, l'Elbe, peuvent à quelques égards être aussi considérés comme des lignes de défense

permanentes, à cause des places importantes qui les couvrent.

Toutes ces combinaisons se rapportant plutôt au système des places qu'aux opérations d'une campagne.

Quant aux *lignes de défense éventuelles*, on peut dire que toute rivière un peu large, toute chaîne de montagnes et tout grand défilé ayant sur leurs points accessibles quelques retranchemens passagers, peuvent être regardés comme des lignes de défense à la fois stratégiques et tactiques, puisqu'elles servent à suspendre, durant quelques jours, la marche de l'ennemi, et l'obligent souvent à dévier de sa marche directe pour chercher un passage moins difficile; dans ce cas, elles procurent un avantage stratégique évident; mais si l'ennemi les attaque de front et de vive force, alors il est constant qu'elles ont aussi un avantage tactique, puisqu'il est toujours plus difficile de forcer une armée derrière une rivière ou dans un poste fort par la nature et par l'art, que de l'attaquer en plaine découverte.

Toutefois il ne faut pas s'exagérer cet avantage tactique, puisqu'on tomberait dans le système des positions (starke positionen) qui a causé la ruine de tant d'armées; car quelles que soient les difficultés de l'abord d'un camp défensif, il est certain que celui qui y attendra passivement les coups de son adversaire finira par succomber (1). D'ailleurs, toute position très forte par la nature étant d'un accès difficile (2), il est aussi difficile d'en sortir que d'y arriver, et l'ennemi pourra avec peu de monde en garder les issues et bloquer, pour ainsi dire, l'armée dans sa position avec des forces inférieures à ses défenseurs; c'est ce qui arriva aux Saxons dans le camp de Pirna, et à Wurmser dans Mantoue.

(1) Il faut observer qu'il n'est pas question ici de camps fortifiés, qui font une grande différence.

(2) Il est question ici de positions pour camper et non de champs de bataille.

Des positions stratégiques.

Il est une certaine disposition des armées à laquelle on peut donner le nom de position stratégique, pour la distinguer des positions tactiques ou de combat. Les premières sont celles que l'on prend pour un temps donné, afin d'embrasser le front d'opérations sur une plus grande étendue que cela n'aurait lieu pour combattre. Toutes les positions prises derrière un fleuve ou sur une ligne de défense, dont les divisions seraient à certaine distance, comptent dans ce nombre : celles que les armées de Napoléon avaient à Rivoli, Véronne et Legnago pour surveiller l'Adige; celles qu'il avait en 1813 en Saxe et en Silésie, en avant de sa ligne de défense, étaient des positions stratégiques, aussi bien que celles des armées anglo-prussiennes sur la frontière de Belgique, avant la bataille de Ligny (1814), et celle de Masséna sur l'Albis, le long de la Limmat et de l'Aar, en 1799. Même les quartiers d'hiver, lorsqu'ils sont très serrés et placés en face de l'ennemi sans être garantis par un armistice, ne sont autre chose que des positions stratégiques; tels furent ceux de Napoléon sur la Passarge, dans l'hiver de 1807. Les positions journalières qu'une armée prend dans les marches qui ont lieu hors de portée de l'ennemi, et qu'on étend parfois pour lui donner le change ou pour faciliter les mouvemens, appartiennent aussi à cette classe.

On voit donc que cette dénomina-

tion peut s'appliquer également à toutes les situations dans lesquelles une armée se trouverait, soit pour couvrir plusieurs points à la fois, soit pour former une ligne d'observation quelconque, enfin pour toute position d'attente. Ainsi les positions étendues sur une ligne de défense, les corps établis sur un double front d'opérations, ou couvrant un siége pendant que l'armée opère d'un autre côté, en un mot presque tous les grands détachemens composés de fractions considérables d'une armée, sont également à ranger dans cette catégorie.

Les maximes que l'on pourrait donner sur les divers sujets qui précèdent sont en petit nombre, parce que les fronts, les lignes de défense et les positions stratégiques dépendent presque toujours d'une foule de circonstances combinées avec les localités qui varient à l'infini.

Pour les uns comme pour les autres, le premier des axiomes sera qu'ils doivent offrir des liens sûrs de communication avec divers points de la ligne d'opérations.

Dans la défensive, il est avantageux que les fronts stratégiques et les lignes de défense aient sur les flancs, de même que sur le front, de grands obstacles naturels ou artificiels qui puissent servir de points d'appui. Les points d'appui que peut offrir un front stratégique se nomment aussi des *pivots d'opérations*, ce sont des bases partielles pour un temps donné, et qu'il ne faut pas confondre avec les pivots d'une manœuvre. Par exemple, dans la campagne de 1796, Véronne fut un excellent pivot d'opérations pour toutes les entreprises que Napoléon fit autour de Mantoue pendant huit mois entiers. Dresde était de même, en 1813, le pivot de tous ses mouvemens. Ces points sont des places d'armes passagères ou éventuelles.

Les pivots de manœuvres sont des corps mobiles qu'on laisse sur un point dont l'occupation est essentielle, pendant que le gros de l'armée marche à de grandes entreprises; ainsi le corps de Ney était le pivot de la manœuvre que Napoléon fit par Donavert et Augsbourg pour couper Mack de sa ligne de retraite; ce corps, porté à cinq divisions, masquait Ulm et gardait la rive gauche du Danube. La manœuvre finie, le pivot cesse d'exister, tandis qu'un pivot d'opérations est un point matériel, avantageux sous le double rapport stratégique et tactique, et qui sert d'appui pour toute une période de la campagne.

Quant à la ligne de défense, la qualité la plus désirable, selon moi, est que cette ligne soit aussi peu étendue que possible; car plus elle sera rétrécie, plus facilement l'armée la couvrira si elle est rejetée sur la défensive. Il convient aussi que le front stratégique ait une étendue assez bornée pour que l'on puisse réunir les fractions qui le composent, sur un point opportun, aussi promptement que possible. Pour le front d'opérations, il n'en est pas tout-à-fait de même, car si ce front était trop rétréci, il serait difficile à une armée offensive de faire des manœuvres stratégiques qui pussent amener de grands résultats, vu que ce front rétréci offrirait à l'armée défensive les moyens de le couvrir plus aisément. Toutefois un trop grand front d'opérations ne convient pas non plus aux succès des opérations stratégiques offensives; car une étendue trop immense donnerait à l'ennemi, sinon une bonne ligne de défense, du moins des espaces assez vastes pour se soustraire aux résultats d'une manœuvre

stratégique bien combinée. Ainsi les belles opérations de Marengo, d'Ulm, de Jéna, n'auraient pas eu de pareils résultats sur un théâtre aussi étendu que celui de la guerre de Russie, en 1812, parce que l'armée, coupée de sa principale ligne de retraite, aurait pu en trouver une autre en se rejetant sur une zône différente de celle qu'elle avait primitivement adoptée.

Les positions stratégiques offrent, à peu de chose près, les mêmes combinaisons. Les conditions essentielles pour toute position pareille sont, qu'elle soit plus concentrée que les forces de l'ennemi auquel elle serait opposée, et que toutes les parties de l'armée aient des communications faciles et sûres pour pouvoir se réunir sans que l'ennemi fût en état d'y mettre opposition; ainsi, à forces à peu près égales, toutes les positions centrales ou inférieures seraient préférables aux positions extérieures, puisque ces dernières embrasseraient nécessairement un front beaucoup plus étendu et occasionneraient un morcellement de forces toujours dangereux. La grande mobilité des parties qui composent une position stratégique peut aussi contribuer à leur sécurité ou même à leur supériorité sur l'ennemi, par l'emploi alternatif et successif des forces sur les différens points de l'échiquier qui résultera de cette activité dans les mouvemens. Enfin une armée ne saurait occuper sûrement une position stratégique, sans prendre la précaution d'avoir une ou deux positions tactiques reconnues d'avance, à l'effet d'y réunir l'armée, de recevoir l'ennemi et de le combattre avec toutes les forces disponibles lorsque ses projets seraient bien démasqués; c'est ainsi que Napoléon avait préparé ses champs de bataille de Rivoli et d'Austerlitz, Wellington celui de Waterloo, et l'archiduc Charles celui de Wagram.

Soit qu'une armée campe, soit qu'elle trouve à proximité de ses positions des cantonnemens assez serrés pour y placer du moins une partie de ses forces, le général doit surtout veiller à ce que ces positions soient établies de manière à ne pas être trop étendues en front; une surface que l'on pourrait nommer en quelque sorte le carré stratégique, et qui présenterait trois faces à peu près égales, paraît le mode préférable; car toutes les divisions n'auraient qu'un espace moyen à parcourir pour arriver de tous les points du carré vers le centre commun qui serait destiné à recevoir le choc.

Comme d'ailleurs ces positions stratégiques tiennent à peu près à toutes les combinaisons d'une guerre, elles se représenteront dans la plupart des articles qui traitent de ces diverses combinaisons, et nous ne saurions rien ajouter de saillant sur cet objet, sans tomber dans des redites inutiles.

Avant de quitter des objets qui se confondent souvent dans les mêmes combinaisons, je dois dire encore deux mots sur les lignes de défense stratégiques. Il est incontestable que chacune de ces lignes doit avoir aussi son développement, un point particulier qui devra servir de ralliement pour la défense tactique, lorsqu'il s'agira de combattre sérieusement l'ennemi qui serait parvenu à franchir le front de la position stratégique. Par exemple, toute armée gardant une portion considérable du cours d'une rivière, ne pouvant tenir en force toute l'étendue de cette ligne, devra avoir, un peu en arrière au centre, un champ de bataille bien choisi d'avance pour y re-

cueillir ses divisions d'observation, et opposer ainsi toutes ses forces concentrées à l'ennemi. Je n'observerai rien sur ces positions de combat qui, rentrent dans le domaine de la tactique, et je ne dois parler ici que des lignes de défense stratégiques.

Une seule remarque qui nous reste à faire sur ces dernières, c'est qu'une armée offensive, entrant dans un pays avec l'intention de le soumettre ou même seulement de l'occuper temporairement, agira toujours avec prudence, quelque grands qu'aient été ses succès antérieurs, en se préparant une bonne ligne de défense pour lui servir au besoin de refuge dans le cas où un revers de fortune viendrait à changer la face des affaires. Ces lignes rentrant du reste dans la combinaison des bases temporaires ou éventuelles; nous nous bornerons à les indiquer ici pour compléter l'aperçu que nous donnons. Dans une science où tout se lie si étroitement, ces répétitions sont un inconvénient inévitable.

Combinaisons stratégiques du choix et de la direction des lignes d'opérations.

Si le choix d'une zône d'opérations offre des combinaisons très bornées, en ce sens qu'il n'existe jamais que deux ou trois de ces zônes sur chaque théâtre d'opérations, et que leurs avantages dépendent le plus souvent des localités, il n'en est pas tout-à-fait de même des lignes d'opérations; car leurs rapports avec les diverses positions de l'ennemi, avec les communications plus ou moins nombreuses de l'échiquier stratégique et avec les manœuvres projetées par le général en chef, les divisent en autant de classes différentes qui reçoivent leurs noms de ces mêmes rapports.

Nous appellerons *lignes d'opérations simples*, celles d'une armée agissant sur la même direction d'une frontière, sans former de grands corps indépendans.

Par *lignes d'opérations doubles*, j'entends celles que formeraient deux armées indépendantes l'une de l'autre sur une même frontière, ou aussi celles que suivraient deux masses à peu près égales en forces et obéissant néanmoins à un même chef, mais agissant séparément à de grandes distances et pour un long espace de temps (1).

Les lignes d'opérations intérieures sont celles qu'une ou deux armées formeront pour s'opposer à plusieurs masses ennemies, mais auxquelles on donne-

(1) On a critiqué cette définition, et comme elle a pu en effet donner lieu à des méprises, je crois devoir l'expliquer.

D'abord il faut ne pas oublier qu'il s'agit de lignes-manœuvres, c'est-à-dire de combinaisons, et non de grands chemins. Ensuite il faut admettre aussi qu'une armée, marchant par deux ou trois routes peu distantes les unes des autres, de manière à se réunir en deux fois vingt-quatre heures, n'a pas pour cela trois lignes d'opérations-manœuvres. Lorsque Moreau et Jourdan entrèrent en Allemagne avec deux masses de soixante-dix mille hommes indépendantes l'une de l'autre, ils formaient bien une ligne double; mais une armée française dont un détachement seulement partirait du Bas-Rhin pour marcher sur le Meyn, tandis que cinq ou six autres corps marcheraient du Haut-Rhin sur Ulm, ne formerait pas pour cela une double ligne d'opérations dans le sens que je donne à ce mot pour désigner une manœuvre. De même Napoléon, réunissant sept corps pour marcher par Bamberg sur Géra, pendant que Mortier, avec un corps seulement, marchait sur Cassel pour occuper la Hesse et flanquer l'entreprise principale, ne formait bien qu'une ligne générale d'opérations avec un détachement accessoire. La ligne territoriale se composait de deux rayons, mais l'opération n'était pas double.

rait une direction telle, que l'on pût rapprocher les différens corps et lier leurs mouvemens avant que l'ennemi eût la possibilité de leur opposer une plus grande masse (1).

Les lignes extérieures présentent le résultat opposé; ce sont celles qu'une armée formera en même temps sur les deux extrémités d'une ou de plusieurs masses ennemies.

Les lignes d'opérations concentriques sont plusieurs lignes qui partent de points éloignés pour arriver sur un même point, en avant ou en arrière de leur base.

On entend par *lignes divergentes* celles que prendra une seule masse partant d'un point donné, et se divisant pour se porter sur plusieurs points divergens.

Les lignes profondes sont celles qui, partant de leur base, parcourent une grande étendue de terrain pour arriver à leur but.

J'emploierai le mot de *lignes secondaires* pour désigner les rapports de de deux armées entre elles, lorsqu'elles agissent dans une sphère à pouvoir se prêter un mutuel appui ; ainsi l'armée de Sambre-et-Meuse était, en 1796, ligne secondaire de l'armée du Rhin ; en 1812, l'armée de Bagration était secondaire de l'armée de Barclay.

Les lignes accidentelles sont celles amenées par des évènemens qui font changer le plan primitif de campagne et donnent une nouvelle direction aux opérations. Ces dernières sont rares et d'une haute importance; elles ne sont ordinairement bien saisies que par un génie vaste et actif.

Enfin, on pourrait même ajouter à cette nomenclature les *lignes d'opérations provisoires*, et les *lignes définitives*; les premières désigneraient celles qu'une armée suit pour marcher à une première entreprise décisive, sauf à en adopter une plus solide, ou plus directe après les premiers succès; mais elles semblent appartenir autant à la classe des lignes stratégiques éventuelles qu'à celle des lignes d'opérations.

Ces définitions prouvent assez combien mes idées diffèrent de celles des auteurs qui m'ont devancé.

En 1796, les lignes d'opérations sur le Rhin sont calquées sur celles de 1737 et sur celles de Flandre en 1794, mais obtiennent, comme l'année précédente, un résultat bien différent. Les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse partent des deux extrémités de la base pour prendre une direction concentrique sur le Danube. Elles forment comme, en 1794, deux lignes extérieures. L'archiduc Charles, plus habile que le prince de Cobourg, profite de la direction intérieure des siennes pour leur donner un point de concentration plus rapproché, puis il saisit l'instant où le Danube couvre le corps de Latour, pour dérober quelques marches à Moreau, et jeter toutes ses forces sur la droite de Jourdan qu'il accable ; la bataille de Wurtz-

(1). Quelques écrivains allemands ont dit que je confondais les positions centrales (centralstellungen) avec la ligne d'opérations. En cela ils ont tort ; une armée peut avoir une position centrale en présence de deux corps ennemis, et ne pas avoir des lignes d'opérations intérieures, ce sont deux choses fort différentes. D'autres ont prétendu que j'aurais pu aussi bien employer le nom de rayons d'opérations pour désigner ce que j'entends par lignes doubles, etc.; quant à ceux-ci, leur raisonnement est plus spécieux, surtout si l'on veut figurer le théâtre d'opérations par un cercle; mais comme tout rayon est une ligne, je crois que c'est une dispute de mots.

bourg décide du sort de l'Allemagne, et contraint l'armée de Moreau, étendue sur une ligne immense, à faire sa retraite.

Bonaparte commence sa carrière extraordinaire en Italie. Son système est d'isoler les armées piémontaise et autrichienne ; il réussit, par la bataille de Millésimo, à leur faire prendre deux lignes stratégiques extérieures, et les bat ensuite successivement à Mondovi et à Lodi. Une armée formidable se rassemble dans le Tyrol, pour sauver Mantoue qu'il assiége; elle commet l'imprudence d'y marcher en deux corps *séparés par un lac*. L'éclair est moins prompt que le général français ; il lève le siége en abandonnant tout, se porte, avec la majeure partie de ses forces sur la première colonne qui débouche par Brescia, la bat et la rejette dans les montagnes. La seconde colonne, arrivée sur le même terrain, y est battue à son tour, et forcée à se retirer dans le Tyrol pour communiquer avec sa droite. Wurmser, pour qui ces leçons sont perdues, veut couvrir les deux lignes de Roveredo et de Vicence ; Bonaparte, après après avoir accablé et repoussé la première sur le Lavis, change alors de direction à droite, débouche par les gorges de la Brenta sur la ligne de gauche, et force les débris de cette belle armée à se sauver dans Mantoue, où ils sont enfin contrains à capituler.

En 1799, les hostilités recommencent; les Français, punis pour avoir formé deux lignes extérieures en 1796, en ont néanmoins trois sur le Rhin et le Danube. Une armée de gauche observe le Bas-Rhin; celle du centre marche sur le Danube; la Suisse, qui flanque l'Italie et la Souabe, est occupée par une troisième armée aussi forte que les deux autres. *Les trois corps ne pouvaient être réunis que dans la vallée de l'Inn, à quatre-vingts lieues de leur base d'opérations*! L'archiduc a des forces égales, mais il les réunit contre le centre qu'il accable à Stockach, et l'armée d'Helvétie est forcée d'évacuer les Grisons et la Suisse orientale.

Les coalisés commettent à leur tour la même faute que leurs adversaires; au lieu de poursuivre la conquête de ce boulevart central, qui leur coûta si cher ensuite, ils forment une double ligne en Suisse et sur le Bas-Rhin. Leur armée de Suisse est accablée à Zurich, tandis que celle du Rhin s'amuse à Manheim.

En Italie, les Français forment la double entreprise de Naples, où trente-deux mille hommes sont occupés inutilement, tandis que sur l'Adige, où doivent se porter les plus grands coups, l'armée trop faible essuie des revers accablans. Lorsque cette armée de Naples revient au Nord, elle commet encore la faute de prendre une direction stratégique opposée à celle de Moreau; Souvarow profite habilement de la position centrale qu'on lui laisse, marche à la première de ces armées, et la bat à quelques lieues de l'autre.

En 1800, Bonaparte est revenu d'Égypte, et cette campagne présente une nouvelle combinaison des lignes d'opérations: cent cinquante mille hommes filent sur les deux flancs de la Suisse, débouchent d'un côté sur le Danube, et de l'autre sur le Pô; cette marche savante assura la conquête de contrées immenses; l'histoire moderne n'avait offert jusqu'alors aucune combinaison semblable; les armées françaises forment deux lignes intérieures qui se soutiennent réciproquement; les Autrichiens sont forcés, au contraire, à prendre une direction extérieure qui

les met hors d'état de communiquer. Par la combinaison habile de sa marche, l'armée de réserve coupe l'ennemi de sa ligne d'opérations, et conserve elle-même toutes ses relations avec ses frontières et avec l'armée du Rhin, qui forme sa ligne secondaire.

La fig. III, ci-contre, démontre cette vérité et présente la situation respective des deux partis; A et AA indiquent le front d'opérations des armées de réserve et du Rhin; B et BB, celui de Mélas et de Kray; CCCC les passages du Saint-Bernard, du Simplon, du Saint-Gothard et du Splugen; D indique les deux lignes d'opérations de l'armée de réserve; E retrace les deux lignes de retraite de Mélas; LG marque le choc qui eut lieu à Marengo. HJK indiquent les divisions françaises conservant la ligne de retraite. On voit par cette figure que Mélas est coupé de sa base, et que le général français, au contraire, ne court aucun risque, puisqu'il conserve toutes ses communications avec les frontières et avec ses lignes secondaires.

L'analyse des évènemens mémorables dont nous venons d'esquisser l'ensemble, suffira pour convaincre de l'importance du choix des lignes-manœuvres dans les opérations militaires. En effet, il peut réparer les désastres d'une bataille perdue, rendre vaine une invasion, étendre les avantages d'une victoire, assurer la conquête d'un pays.

En comparant les combinaisons et les résultats des plus célèbres campagnes, on verra aussi que toutes les lignes d'opérations qui ont réussi se rattachaient au principe fondamental que nous avons présenté à diverses reprises, *car les lignes simples et les lignes intérieures ont pour but de mettre en action, au point le plus important, et par le moyen de mouvemens stratégiques, un plus grand nombre de divisions, et par conséquent une plus forte masse que l'ennemi*. On se convaincra également que ceux qui échouèrent renfermaient les vices opposés à ces principes, puisque toutes les lignes multipliées tendent à présenter les parties faibles et isolées à la masse qui doit les accabler.

Maximes sur les lignes d'opérations.

De tous les évènemens analysés ci-dessus, je crois qu'on peut déduire les maximes suivantes:

1° Si l'art de la guerre consiste à mettre en action le plus de forces possible au point décisif du théâtre des opérations, le choix de la ligne d'opérations étant le premier moyen d'y parvenir, peut être considéré comme la base fondamentale d'un bon plan de campagne (1). Napoléon le prouva par la direction qu'il sut assigner à ses masses, en 1805, sur Donawerth, et, en 1806, sur Géra; manœuvres habiles, que les militaires ne sauraient trop méditer.

2° La direction qu'il convient de donner à cette ligne dépend non seulement de la situation géographique du théâtre des opérations, mais encore de l'emplacement des forces ennemies sur cet échiquier stratégi-

(1) Je crois devoir répéter que je n'ai jamais admis la possibilité de tracer d'avance le plan de toute une campagne. Cela ne peut s'entendre que du projet primitif qui indique le point objectif que l'on se propose d'atteindre, le système général qu'on suivra pour y arriver, et la première entreprise que l'on formera à cet effet; le reste dépend naturellement du résultat de cette première opération et des nouvelles chances qu'elle amènera.

que. *Toutefois on ne saurait la donner que sur le centre ou sur l'une des extrémités : dans le cas seulement où l'on aurait des forces infiniment supérieures, il serait possible d'agir sur le front et les extrémités en même temps; dans toute autre supposition, ce serait une faute capitale* (1).

En général on peut poser en principe, que la meilleure direction d'une *ligne-manœuvre* sera sur le centre de l'ennemi, si celui-ci commet la faute de diviser ses forces sur un front trop étendu; mais que, dans toute autre hypothèse, lorsqu'on sera maître de son choix, on devra donner cette direction sur l'une des extrémités, et de là sur les derrières de la ligne de défense et du front d'opérations de l'ennemi.

L'avantage de cette direction ne provient pas seulement de ce qu'en attaquant une extrémité l'on n'a à combattre qu'une partie de l'armée ennemie; il en dérive un plus grand nombre encore de ce que sa ligne de défense est menacée d'être prise à revers. C'est ainsi que l'armée du Rhin ayant gagné, en 1800, l'extrême gauche de la ligne de défense de la Forêt-Noire, la fit tomber presque sans combat, et livra, sur la rive droite du Danube, deux batailles qui, bien que peu décisives en elles-mêmes, eurent pour résultat l'invasion de la Souabe et de la Bavière, par suite de la bonne direction de la ligne d'opérations. Les résultats de la marche qui porta l'armée de réserve par le Saint-Bernard et Milan sur l'extrême droite, et ensuite sur les derrières de Mélas, furent bien plus brillans encore; ils sont assez connus pour nous dispenser de les rappeler ici.

Cette manœuvre se trouve, il est vrai, en opposition flagrante avec certains systèmes un peu trop exclusifs, qui exigent des bases parallèles à celles de l'ennemi, et des lignes d'opérations doubles formant un angle droit dont le sommet serait dirigé sur le centre du front stratégique de l'adversaire. Mais nous avons déjà assez parlé de ces systèmes pour démontrer que nos maximes sont préférables. Toutefois, lorsqu'il s'agirait d'opérer sur le centre de l'ennemi, rien ne s'opposerait à l'adoption du système à angles droits de Bulow, pourvu qu'on ne tint aucun compte des conditions exagérées dont ses commentateurs l'ont surchargé, et que les lignes doubles qu'il nécessite fussent intérieures.

3° Il ne faut pas croire néanmoins qu'il suffise de gagner l'extrémité d'un front d'opérations ennemi pour pouvoir se jeter impunément sur ses derrières, car il est des cas où en agissant de la sorte on se trouverait soi-même coupé de ses propres communications. Pour éviter ce danger, il importe de donner à sa ligne d'opérations une direction géographique et stratégique telle, que l'armée conserve derrière elle une ligne de retraite assurée, ou qu'au besoin elle en trouve une d'un autre côté où elle pourrait se jeter pour regagner sa base par un de ces changemens de lignes d'opérations dont nous parlerons ci-après.

Le choix d'une telle direction est si

(1) On ne calcule pas l'infériorité d'une armée d'après le chiffre exact du nombre des soldats; les talens du chef, le moral des troupes, leurs qualités constitutives, comptent aussi dans la balance, et la supériorité sera toujours relative, bien que les proportions numériques y entrent pour beaucoup.

important, qu'il caractérise à lui seul une des plus grandes qualités d'un général en chef, et on me permettra d'en citer deux exemples pour me faire mieux comprendre.

Par exemple, si Napoléon, en 1800, après avoir passé le Saint-Bernard, eût marché droit par Turin sur Asti ou Alexandrie, et qu'il eût reçu la bataille à Marengo sans s'être assuré auparavant de la Lombardie et de la rive gauche du Pô, il eût été coupé de sa ligne de retraite plus complètement que Mélas de la sienne; tandis qu'ayant au besoin les deux points secondaires de Casal et de Pavie, du côté du Saint-Bernard, et ceux de Savone et de Tende, du côté de l'Apennin, Napoléon avait, en cas de revers, tous les moyens de regagner le Var ou le Valais.

De même, dans la campagne de 1806, s'il eût marché de Géra droit à Leipzig, et qu'il y eût attendu l'armée prussienne revenant de Weimar, il eût été coupé de sa base du Rhin, aussi bien que le duc de Brunswick de celle de l'Elbe; tandis qu'en se rabattant de Géra à l'ouest sur la direction de Weimar, il plaçait son front d'opérations en avant des trois routes de Saalfeld, Schleiz et Hof, qui lui servaient de lignes de communications, et qu'il couvrait ainsi parfaitement. Et si, à la rigueur même, les Prussiens avaient imaginé de lui couper ces lignes de retraite, en se jetant entre Géra et Bareith, alors ils lui eussent ouvert sa ligne la plus naturelle, la belle chaussée de Leipzig à Francfort, outre les dix chemins qui mènent de la Saxe par Cassel à Coblentz, Cologne et même Wesel. En voilà assez pour prouver l'importance de ces sortes de combinaisons; revenons à la suite des maximes annoncées;

4° Pour manœuvrer sagement, il faut éviter de former deux armées indépendantes sur une même frontière: un tel système ne pourrait guère convenir que dans les cas de grande coalitions, ou lorsqu'on aurait des forces immenses qu'on ne saurait faire agir sur une même zône d'opérations sans s'exposer à un encombrement plus dangereux qu'utile. Encore, dans ce cas même, vaudrait-il toujours mieux subordonner ces deux armées à un même chef, qui aurait son quartier-général à l'armée principale;

5° Par suite du principe que nous venons d'énoncer, il est constant qu'à forces égales, une ligne d'opérations simple, sur une même frontière, aura l'avantage sur une ligne d'opérations double;

6° Il peut arriver néanmoins qu'une ligne double devienne nécessaire, d'abord par la configuration du théâtre de la guerre, ensuite parce que l'ennemi en aura formé une lui-même, et qu'il faudra bien opposer une partie de l'armée à chacune des grandes masses qu'il aura formées;

7° Dans ce cas, les lignes intérieures ou centrales seront préférables à deux lignes extérieures, puisque l'armée qui aura la ligne intérieure pourra faire coopérer chacune de ses fractions à un plan combiné entre elles, et qu'elle pourra ainsi rassembler le gros de ses forces avant l'ennemi, pour décider du succès de la campagne (1).

Une armée, dont les lignes d'opérations offriraient de tels avantages, serait donc à même, par un mouvement

(1) Quand les fractions d'une armée sont distantes de quelques marches seulement du gros, et surtout lorsqu'elles ne sont pas destinées à agir isolément pour toute la campagne, ce sont alors des positions stratégiques centrales et non des lignes d'opérations.

stratégique bien combiné, d'accabler successivement les fractions de l'adversaire qui viendraient s'offrir alternativement à ses coups. Pour assurer la réussite de ce mouvement, on laisserait un corps d'observation devant la partie de l'armée ennemie que l'on voudrait se borner à tenir en échec, en lui prescrivant de ne point accepter d'engagement sérieux, mais de se contenter de suspendre la marche de l'adversaire à la faveur des accidens du terrain et en se repliant sur l'armée principale;

8° Une ligne double peut convenir aussi lorsqu'on a une supériorité tellement prononcée, que l'on puisse manœuvrer sur deux directions sans s'exposer à voir l'un de ses deux corps accablé par l'ennemi. Dans cette hypothèse ce serait une faute d'entasser ses forces sur un seul point, et de se priver ainsi des avantages de la supériorité, en réduisant une partie de ses forces à l'impossibilité d'agir. Néanmoins, en formant une double ligne, il sera toujours sage de renforcer convenablement la partie de l'armée qui, par la nature de son théâtre et par les situations respectives des deux parties, serait appelée à jouer le rôle le plus important.

9° Les principaux évènemens des dernières guerres prouvent la justesse de deux autres maximes. La première, c'est que deux masses intérieures, se soutenant réciproquement, et faisant face, à certaine distance, à deux masses supérieures en nombre, ne doivent pas se laisser resserrer par l'ennemi dans un espace trop rétréci, où elles finiraient par être accablées simultanément, ainsi que cela arriva à Napoléon à la célèbre bataille de Leipzig (1). La seconde, c'est que les lignes intérieures ne doivent pas non plus donner dans l'excès contraire, en s'étendant à une trop grande distance, de peur de laisser à l'ennemi tout le temps de remporter des succès décisifs contre les corps secondaires laissés en observation. Cela pourrait se faire néanmoins lorsque le but principal que l'on poursuivrait serait tellement décisif, que le sort entier de la guerre en dépendrait; dans ce cas on pourrait voir avec indifférence ce qui arriverait sur les points secondaires.

10° Par la même raison, deux lignes concentriques valent mieux que deux lignes divergentes; les premières, plus conformes aux principes de la stratégie, procurent encore l'avantage de couvrir les lignes de communications et d'approvisionnement; mais pour qu'elles soient exemptes de danger, on doit les combiner de manière à ce que les deux armées qui les parcourent, ne puissent rencontrer isolément les forces réunies de l'ennemi, avant d'être elles-mêmes en mesure d'opérer leur jonction;

11° Les lignes divergentes peuvent néanmoins convenir, soit après une bataille gagnée, soit après une opération stratégique par laquelle on aurait réussi à diviser les forces de son adversaire en rompant son centre. Alors il devient naturel de donner à ses masses des directions excentriques pour achever la dispersion des vaincus; mais quoique agissant sur des lignes divergentes, ces masses se trouveront néanmoins en lignes intérieures, c'est-à-

(1) Dans les derniers mouvemens qui précédèrent Leipzig, Napoléon n'avait plus au fond qu'une seule ligne d'opérations, et ses armées ne formaient plus que des positions stratégiques centrales; mais le même exemple qui est applicable à ces positions l'est aussi aux lignes d'opérations : c'est le même principe.

dire plus rapprochées entre elles et plus faciles à réunir que celles de l'ennemi;

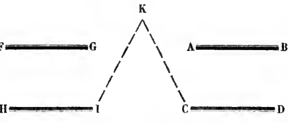
12° Il arrive parfois qu'une armée se voit forcée de changer de lignes d'opérations au milieu d'une campagne, ce que nous avons désigné sous le nom de lignes accidentelles. C'est une manœuvre des plus délicates et des plus importantes, qui peut donner de grands résultats, mais amener aussi de grands revers, lorsqu'on ne la combine pas avec sagacité, car on ne s'en sert guère que pour tirer l'armée d'une situation embarrassante. Nous avons donné, au chapitre X du Traité des grandes opérations, un exemple d'un pareil changement, exécuté par Frédéric à la suite de la levée du siége d'Olmutz.

Napoléon en projeta plusieurs, car il avait l'habitude, dans ses invasions aventureuses, d'avoir un pareil projet prêt à parer aux évènemens imprévus. A l'époque de la bataille d'Austerlitz, il avait résolu, en cas d'échec, de prendre sa ligne d'opérations par la Bohême sur Passau ou Ratisbonne, qui lui offrait un pays neuf et plein de ressources, au lieu de reprendre celle de Vienne, qui ne présentait que des ruines, et où l'archiduc Charles aurait pu le prévenir.

En 1814, il commença l'exécution d'une manœuvre plus hardie, mais favorisée du moins par les localités, et qui consistait à se baser sur la ceinture des forteresses d'Alsace et de Lorraine, en ouvrant aux alliés le chemin de Paris. Il est certain que si Mortier et Marmont eussent pu le joindre, et s'il avait eu cinquante mille hommes de plus, ce projet aurait pu entraîner les suites les plus décisives, et mettre le sceau à sa brillante carrière militaire;

13° Ainsi que nous l'avons dit plus haut (maxime 2°), la configuration des frontières et la nature géographique du théâtre des opérations, peuvent aussi exercer une grande influence sur la direction même à donner à ces lignes, comme sur les avantages que l'on peut en obtenir. Les positions centrales qui forment un angle saillant vers l'ennemi, comme la Bohême et la Suisse (voyez figures 2 et 3 de la carte annexée pag. 855), sont les plus avantageuses, parce qu'elles mènent naturellement à l'adoption des lignes intérieures et facilitent les moyens de prendre l'ennemi à revers. Les côtés de cet angle saillant sont donc si importans, qu'il faut joindre toutes les ressources de l'art à celles de la nature pour les rendre inattaquables.

Au défaut de ces positions centrales, on pourra y suppléer par la direction relative des lignes-manœuvres comme la figure ci-après l'explique:



CD manœuvrant sur la droite du front de l'armée AB; et HI se portant sur le flanc gauche de FG, formeront les deux lignes intérieures CK et IK sur

une extrémité de chacune des lignes extérieures AB, FG, qu'elles pourront accabler l'une après l'autre en y portant alternativement la masse de leurs forces. Cette combinaison présente les résultats des lignes d'opérations de 1796, de 1800 et 1809;

14° La configuration générale des bases peut avoir aussi une grande influence sur la direction à donner aux lignes d'opérations, laquelle devra naturellement être subordonnée à la situation des bases respectives, ainsi qu'on peut s'en assurer en se rappelant ce que nous avons dit plus haut. En effet, au simple examen de la figure annexée audit article, page 836, on voit que le plus grand avantage qui résulterait de la conformation des frontières et des bases, consisterait à prolonger celles-ci perpendiculairement à la base de l'ennemi, c'est-à-dire parallèlement à sa ligne d'opérations, ce qui donnerait la facilité de s'emparer de cette ligne sur le point qui conduit à sa base, et d'en couper ainsi l'armée ennemie.

Mais si, au lieu de diriger ses propres opérations sur ce point décisif, on choisissait mal la direction de sa ligne, tout l'avantage de la base perpendiculaire deviendrait nul. Il est évident que l'armée E, qui possèderait la double base AC et CD, si elle marchait par la gauche vers le point F, au lieu de se prolonger par sa droite vers GH, perdrait tous les avantages stratégiques de sa base CD.

Le grand art de bien diriger ses lignes d'opérations consiste donc, comme on vient de le voir, à combiner leurs rapports avec les bases et avec les marches de l'armée, de manière à pouvoir s'emparer des communications de l'ennemi sans s'exposer à perdre les siennes, problème de stratégie le plus important comme le plus difficile à résoudre.

15° Indépendamment des cas précités, il en est encore un qui exerce une influence manifeste sur la direction à donner aux lignes d'opérations : c'est celui où la principale entreprise de la campagne consisterait à effectuer le passage d'un grand fleuve en présence d'une armée ennemie nombreuse et intacte. On sent bien que dans ce cas, le choix de la ligne d'opérations ne saurait dépendre seulement de la volonté du général en chef, ou de l'avantage qu'il trouverait à attaquer certaine partie de la ligne ennemie, car la première chose à considérer, c'est de savoir le point où l'on pourrait effectuer le passage plus sûrement, et celui sur lequel se trouveraient les moyens matériels nécessaires à cet effet. Le passage du Rhin par Jourdan, en 1795, s'exécuta vers Dusseldorf, par la même raison qui décida celui de la Vistule, par le maréchal Paskiévitch, vers Ossiek, en 1831, c'est-à-dire parce que l'armée n'ayant pas à sa suite des équipages de pontons suffisans, il fallut faire remonter des grandes barques du commerce achetées en Hollande par l'armée française, de même que l'armée russe avait fait acheter les siennes à Thorn et Dantzig. Le territoire neutre de la Prusse fournit, dans ces deux circonstances, la facilité de faire remonter le fleuve à ces barques sans que l'ennemi pût y mettre obstacle. Cette facilité, d'un avantage incalculable en apparence, entraina néanmoins les Français aux invasions doubles de 1795 et de 1796, qui échouèrent précisément parce que la double ligne d'opérations qui en résulta donna les moyens de les battre partiellement. Paskiévitch, mieux avisé, ne fit passer la Haute-Vistule qu'à un simple déta-

chement secondaire, et après que l'ar- l'armée principale fnt déjà arrivée à Lowicz.

Lorsqn'on a des pontons militaires en suffisance, on est moins soumis aux vicissitudes du passage. Cependant il faut encore choisir le point qui offre le plus de chances de succès par les localités et la position des forces ennemies. La discussion entre Napoléon et Moreau pour le passage du Rhin, en 1800, que j'ai rapportée dans le tome 13 de l'histoire des guerres de la révolution, est un des exemples les plus curieux des différentes combinaisons que présente cette question à la fois stratégique et tactique.

L'emplacement choisi pour le passage exerce la même influence sur la direction qu'il convient de donner aux premières marches après qu'il est effectué, vu la nécessité où l'on se trouve forcément de couvrir les ponts contre l'ennemi, du moins jusque après une victoire; ce choix peut néanmoins, en tout état de cause, présenter une juste application des principes; car, en définitive, il se bornera toujours à la seule alternative d'un passage principal sur le centre ou sur une des extrémités.

Une armée réunie, qui forcerait le passage sur l'un des points du centre, contre un cordon un peu étendu, pourrait se diviser ensuite sur deux lignes divergentes afin de disperser les parties du cordon ennemi qui, se trouvant ainsi hors d'état de se réunir, ne songeraient guères à inquiéter les ponts.

Si la ligne du fleuve est assez courte pour que l'armée ennemie reste plus concentrée, et si l'on a les moyens de prendre après le passage un front stratégique perpendiculaire au fleuve, alors le meilleur serait peut-être de le passer sur une des extrémités, afin de rejeter toutes les forces ennemies en dehors de la direction des ponts. Au surplus, nous traiterons ce sujet à l'article 37 sur les passages de fleuves.

16° Il est encore une combinaison des lignes d'opérations qui ne doit pas être passée sous sileuce. C'est la différence notable qui existe entre les chances d'une ligne d'opérations établie dans son propre pays ou celle établie en pays ennemi. La nature de ces contrées ennemies influera aussi sur ces chances. Une armée franchit les Alpes ou le Rhin pour porter la guerre en Italie ou en Allemagne: elle trouve d'abord des états du second ordre; en supposant même que leurs chefs soient alliés entre eux, il y aura néanmoins dans les intérêts réels de ces petits états, ainsi que dans leurs populations, des rivalités qui empêcheront la même unité d'impulsion et de force qu'on rencontrerait dans un grand état. Au contraire, une armée allemande qui passera les Alpes ou le Rhin pour pénétrer en France, aura une ligne d'opérations bien plus hasardée et plus exposée que celle des Français qui pénétrerait en Italie, car la première aurait à heurter contre toute la masse des forces de la France unie d'action et de volonté (1).

Une armée sur la défensive, qui a sa ligne d'opérations sur son propre sol, peut faire ressource de tout; les habitans du pays, les autorités, les productions, les places, les magasins publics et même particuliers, les arsenaux, tout la favorise: il n'en est pas de même chez les autres, du moins pas ordinairement; on ne trouve pas tou-

(1) On comprend que je parle ici de chances ordinaires dans une guerre entre deux puissances seulement, et dans un état de calme intérieur.—Les chances des guerres de partis font des exceptions.

jours des drapeaux d'une couleur à opposer au drapeau national.

J'ai dit que la nature des contrées influençait aussi les chances des lignes d'opérations ; en effet, outre les modifications que nous venons d'exprimer, il est certain que l'établissement des lignes d'opérations dans des contrées fertiles, riches, industrielles, offrent aux assaillans bien plus d'avantages que celles dans des contrées plus arides et plus désertes, surtout lorsqu'on n'a pas à lutter contre des populations entières. On trouvera effectivement dans ces contrées fertiles, industrielles et populeuses, mille choses nécessaires à toutes les armées, tandis que dans les autres, on ne rencontrera que des huttes et de la paille; les chevaux seuls y trouveront de la pâture, mais il faudra traîner tout le reste avec soi, en sorte que les embarras de la guerre s'en accroîtront à l'infini, et que les opérations vives et hardies seront plus rares et plus hasardeuses. Les armées françaises, si bien accoutumées aux douceurs de la Souabe et de la riche Lombardie, faillirent périr, en 1806, dans les boues de Pulstuck, et périrent, en 1812, dans les forêts marécageuses de la Lithuanie.

17° Il est encore une règle relative aux lignes d'opérations, à laquelle plusieurs écrivains ont attaché une haute importance, qui semble fort juste quand elle est réduite en formules de géométrie, mais qui, dans l'application, pourrait être rangée dans la classe des utopies. Selon cette règle, il faudrait que les contrées latérales de chaque ligne d'opérations fussent débarrassées de tout ennemi, à une distance qui égalerait la profondeur de cette ligne, attendu que, sans cela, ces ennemis pourraient menacer la ligne de retraite ; idée que l'on a traduite géométriquement comme il suit : « Il ne peut y avoir de sûreté pour une » opération que quand l'ennemi se » trouve refoulé en dehors d'un demi- » cercle dont le milieu est le sujet le » plus central (mittelstes subject), et » dont le rayon (halbmesser) est égal » à la longueur de la ligne d'opéra- » tions. »

Puis, pour prouver cet axiome, tant soit peu obscur, on démontre que les angles de périphérie d'un cercle, qui ont le diamètre pour côté opposé, forment des angles droits, et qu'en conséquence l'angle à quatre-vingt-dix degrés exigé par Bulow pour les lignes d'opérations, ce fameux *Caput-Porci* stratégique, est le seul système raisonnable; d'où l'on conclut ensuite charitablement que tous ceux qui ne veulent pas que la guerre se fasse trigonométriquement sont des ignorans.

Cette maxime, soutenue avec tant de chaleur, et très spécieuse sur le papier, se trouve néanmoins à chaque pas démentie par les évènemens de la guerre; la nature du pays, les lignes de fleuves et de montagnes, l'état moral des deux armées, l'esprit des peuples, la capacité et l'énergie des chefs, ne se mesurent pas avec des angles, des diamètres et des périphéries. Sans doute des corps considérables ne sauraient être tolérés sur les flancs de la ligne de retraite, de manière à l'inquiéter sérieusement ; mais pousser trop loin la maxime tant vantée, ce serait s'enlever tout moyen de faire un pas en pays ennemi ; or il serait d'autant plus naturel de s'en affranchir, qu'il n'est pas une campagne des dernières guerres et de celles du prince Eugène et de Marlborough qui n'atteste la nullité de ces prétendues rè-

gles mathématiques. Le général Moreau ne se trouvait-il pas aux portes de Vienne, en 1800, quand Fussen, Scharnitz et le Tyrol entier étaient encore au pouvoir des Autrichiens? Napoléon ne se trouvait-il pas à Plaisance quand Turin, Gênes et le col de Tende, étaient occupés par l'armée de Mélas? Je demanderai enfin quelle figure géométrique formait l'armée du prince Eugène de Savoie, lorsqu'elle marchait par Stradella et Asti au secours de Turin, en laissant les Français sur le Mincio, à quelques lieues seulement de sa base?

Il suffirait, à mon avis, de ces trois évènemens, pour prouver que le compas des géomètres pâlira toujours, non seulement devant les génies tels que Napoléon et Frédéric, mais devant les grands caractères, tels que les Souvarow, les Masséna, etc.

Des moyens d'assurer les lignes d'opérations par des bases passagères ou des réserves stratégiques.

Lorsqu'on pénètre offensivement dans un pays, on peut et l'on doit même se former *des bases éventuelles*, qui, sans être ni aussi fortes ni aussi sûres que celles de ses propres frontières, peuvent néanmoins être considérées comme des bases passagères; une ligne de fleuve avec des têtes de pont, avec une ou deux grandes lignes à l'abri d'un coup de main, pour couvrir les grands dépôts de l'armée et servir à la réunion des troupes de réserve, pourra être une excellente base de cette espèce.

Toutefois il va sans dire qu'une pareille ligne ne saurait point servir de base passagère, si une force hostile se trouvait à proximité de la ligne d'opérations qui conduirait, de cette base supposée, à la base réelle des frontières. — Ainsi Napoléon aurait eu une bonne base réelle sur l'Elbe, en 1813, si l'Autriche était demeurée neutre; mais cette puissance s'étant déclarée contre lui, la ligne de l'Elbe, étant prise à revers, n'était plus qu'un pivot d'opérations très bon pour favoriser une entreprise momentanée, mais dangereux à la longue, si l'on venait à y essuyer un échec notable.

Or, comme toute armée battue en pays ennemi peut toujours être exposée à ce que son adversaire manœuvre de manière à la couper de ses frontières, si elle persistait à tenir dans le pays, il faut bien reconnaître que ces bases temporaires lointaines seront aussi plutôt des points d'appui instantanés que des bases réelles, et qu'elles rentrent en quelque sorte dans la catégorie des lignes de défense éventuelles.

Quoi qu'il en soit, on ne peut pas non plus se flatter de trouver toujours, dans une contrée envahie, des postes à l'abri d'insulte, propres à offrir des points d'appui convenables pour former une base même temporaire. Dans ce cas, on pourra y suppléer par l'établissement d'une réserve stratégique, invention tout à fait particulière au système moderne, et dont les avantages, comme les inconvéniens, méritent d'être examinés.

Des réserves stratégiques.

Les réserves jouent un grand rôle dans les guerres modernes; à peine en avait-on l'idée autrefois; depuis le gouvernement, qui prépare les réserves nationales, jusqu'au chef d'un pe-

loton de tirailleurs, chacun aujourd'hui veut avoir sa réserve.

Outre les réserves nationales dont nous avons parlé dans le chapitre de la Politique militaire, et qui ne se lèvent que dans les cas urgens, un gouvernement sage a soin d'assurer de bonnes réserves pour compléter les armées actives : c'est ensuite au général à savoir les disposer lorsqu'elles sont dans le rayon de son commandement. Un État aura ses réserves, l'armée aura les siennes, chaque corps d'armée et même chaque division ou détachement ne manqueront pas non plus de s'en assurer une.

Les réserves d'une armée sont de deux espèces : celles qui sont dans la ligne de bataille, prêtes au combat; celles qui sont destinées à tenir l'armée au complet, et qui, tout en s'organisant, peuvent occuper un point important du théâtre de la guerre, et servir même de réserves stratégiques. Sans doute beaucoup de campagnes ont été entreprises et menées à bonne fin, sans qu'on ait songé à de pareilles réserves; aussi leur établissement dépend-il, non seulement de l'étendue des moyens dont on peut disposer, mais encore de la nature des frontières, et de la distance qui sépare le front d'opérations, ou le but objectif, de la base.

Toutefois, dès qu'on se décide à l'invasion d'une contrée, il est naturel qu'on songe à la possibilité d'être rejeté sur la défensive; or, l'établissement d'une réserve intermédiaire entre la base et le front d'opérations offre le même avantage que la réserve de l'armée active procurera un jour de bataille; car elle peut voler sur les points importans que l'ennemi menacerait, sans pour cela affaiblir l'armée agissante. A la vérité, la formation d'une telle réserve exigera certain nombre de régimens qu'on sera obligé de distraire de l'armée active; cependant on ne peut disconvenir qu'une armée un peu considérable a toujours des renforts à attendre de l'intérieur, des recrues à instruire, des milices mobilisées à exercer, des dépôts régimentaires et des convalescens à utiliser; en organisant donc un système de dépôts centraux pour les laboratoires de munitions et d'équipement, en faisant réunir à ces dépôts tous les détachemens allant et venant de l'armée, en y joignant seulement quelques bataillons de bonnes troupes pour leur donner un peu plus de consistance, on formerait ainsi une réserve dont on tirerait d'éminens services.

Dans toutes ses campagnes, Napoléon ne manqua pas d'en organiser; même en 1797, dans sa marche audacieuse sur les Alpes Noriques, il eut d'abord le corps de Joubert sur l'Adige, ensuite celui de Victor, revenant des États-Romains, aux environs de Vérone. En 1805, les corps de Ney et d'Augereau jouèrent alternativement ce rôle en Tyrol et en Bavière, comme Mortier et Marmont autour de Vienne.

Napoléon marchant à la guerre de 1806, forma de pareilles réserves sur le Rhin; Mortier s'en servit pour soumettre la Hesse. En même temps des secondes réserves se formaient à Mayence, sous Kellermann, et venaient, à mesure de leur formation, occuper le pays entre le Rhin et l'Elbe, tandis que Mortier était appelé en Poméranie. Lorsque Napoléon se décida à pousser sur la Vistule, à la fin de la même année, il ordonna, avec beaucoup d'étalage, la réunion d'une armée de l'Elbe; sa force était de soixante mille hommes, son but de couvrir Hambourg contre les Anglais, et d'imposer à l'Au-

triche, dont les dispositions étaient aussi manifestes que ses intérêts.

Les Prussiens en avaient formé une semblable à Halle, en 1806; mais elle était mal placée : si on l'avait établie sur l'Elbe, à Wittemberg ou Dessau, et qu'elle eût fait son devoir, elle eût peut-être sauvé l'armée, en donnant au prince de Hohenlohe et à Blücher le temps de gagner Berlin ou du moins Stettin.

Ces réserves seront surtout utiles dans les contrées qui présenteraient un double front d'opérations : elles pourront alors remplir la double destination d'observer le second front, et de pouvoir au besoin concourir aux opérations de l'armée principale, si l'ennemi venait à menacer ses flancs, ou si un revers la forçait à se rapprocher de la réserve. Il est inutile d'ajouter qu'il faut néanmoins éviter de tomber dans des détachemens dangereux; et toutes les fois qu'on pourra se dispenser de ces réserves, il faudra le risquer, ou n'y employer du moins que les dépôts. Ce n'est guère que dans les invasions lointaines, ou dans l'intérieur de son propre pays, lorsqu'il est menacé d'invasion, qu'elles semblent utiles; car si l'on fait la guerre à cinq ou six marches seulement au-delà de la frontière, pour se disputer une province limitrophe, ces réserves seraient un détachement tout-à-fait superflu. Dans son propre pays on pourra le plus souvent s'en dispenser : ce ne sera que dans le cas d'invasion sérieuse, lorsqu'on ordonnera de nouvelles levées, qu'une pareille réserve, dans un camp retranché, sous la protection d'une place servant de dépôt, sera même indispensable. C'est aux talens du général à juger de l'opportunité de ses réserves, d'après l'état du pays, la profondeur de la ligne d'opérations, la nature des points fortifiés qu'on y posséderait, enfin, d'après la proximité de quelque province ennemie. Il décidera aussi de leur remplacement et des moyens d'y utiliser des détachemens qui affaibliraient moins l'armée active, que si on en tirait des divisions d'élite.

On me dispensera de démontrer que ces réserves doivent occuper les points stratégiques les plus intéressans qui se trouveraient entre la base réelle des frontières et le front d'opérations, ou entre le point objectif de cette même base; elles garderont les places de guerre s'il y en a déjà de soumises; elles observeront ou investiront celles qui ne le seraient pas; et si l'on n'en possède aucune pour servir de point d'appui à ces réserves, celles-ci pourront travailler à tracer du moins quelques camps retranchés ou têtes de ponts, pour protéger les grands dépôts de l'armée, et doubler la force de leur propre position.

Du reste, tout ce que nous avons dit sur les lignes de défense, relativement aux pivots d'opérations, peut s'appliquer aussi aux bases passagères comme aux réserves stratégiques, qui seront doublement avantageuses lorsqu'elles posséderont de pareils pivots bien situés.

De l'ancien système des guerres de positions et du système actuel des marches.

On entend par le système de positions, cette ancienne manière de faire une guerre méthodique avec des armées campées sous la tente, vivant de leurs magasins et de leurs boulangeries, s'épiant réciproquement, l'une pour assiéger une place, l'autre pour la couvrir; l'une convoitant une petite province, l'autre s'opposant à ses desseins par des positions soi-disant inatta-

quables : système qui fut généralement en pratique depuis le moyen-âge jusqu'à la révolution française.

Dans le cours de cette révolution, de grands changemens survinrent ; mais il y eut d'abord divers systèmes, et tous ne furent pas des perfectionnemens de l'art. En 1792, on commença la guerre comme on l'avait finie en 1762 : les armées françaises campèrent sur leurs places, et les alliés campèrent pour les assiéger. Ce ne fut qu'en 1793, lorsqu'elle se vit assaillie au dedans et au dehors, que la république jeta un million d'hommes et quatorze armées sur ses ennemis ; force fut alors de prendre d'autres méthodes ; ces armées n'ayant ni tentes, ni solde, ni magasins, marchèrent, bivouaquèrent ou cantonnèrent : leur mobilité s'en accrut et devint un instrument de succès. Leur tactique changea aussi ; leurs chefs les tinrent en colonnes parce qu'elles sont plus faciles à manier que les lignes déployées, et grâce au pays coupé de la Flandre et des Vosges, où ils combattaient, ils jetèrent une partie de leurs forces en tirailleurs pour couvrir leurs colonnes.

Ce système, qui naquit ainsi des circonstances, réussit d'abord au-delà de toute attente ; il déconcerta les troupes méthodiques de la Prusse et de l'Autriche, aussi bien que leurs chefs : Mack, entre autres, auquel on attribuait le succès du prince de Cobourg, augmenta sa réputation en imprimant des instructions pour étendre les lignes afin d'opposer un ordre bien mince à ses tirailleurs ! ! Le pauvre homme ne s'était pas aperçu que les tirailleurs faisaient le bruit, mais que les colonnes enlevaient les positions !

Les premiers généraux de la république furent des hommes de combat et rien de plus ; la principale direction vint de Carnot et du comité de salut public ; elle fut quelquefois bonne. Il faut l'avouer néanmoins, un des meilleurs mouvemens stratégiques de cette guerre vint de lui : ce fut lui qui porta, à la fin de 1793, une réserve d'élite successivement au secours de Dunkerque, de Maubeuge et de Landau ; en sorte que cette petite masse, transportée en poste, et secondée par les troupes déjà rassemblées sur les lieux, parvint à faire évacuer le territoire français.

La campagne de 1794 débuta mal, comme on l'a déjà dit ; ce fut la force des circonstances qui amena le mouvement stratégique de l'armée de la Moselle sur la Sambre, et non un plan prémédité ; au reste, ce mouvement décida le succès de Fleurus et la conquête de la Belgique.

En 1795, les Français firent de si grandes fautes, qu'on les imputa à la trahison : les Autrichiens, au contraire, mieux dirigés par Clairfayt, Chateler et Schmidt, que par Mack et le prince de Cobourg, prouvèrent qu'ils concevaient bien la stratégie.

Chacun sait que l'archiduc triompha, en 1796, de Jourdan et de Moreau, par une seule marche qui n'était que l'application des lignes intérieures.

Jusque-là les armées françaises avaient embrassé de grands fronts, soit pour mieux trouver des vivres, soit que les généraux imaginassent de bien faire en mettant toutes leurs divisions en ligne, laissant à leurs chefs le soin de les disposer au combat comme ils l'entendaient, et ne gardant en réserve que de minces détachemens incapables de rien réparer si l'ennemi venait à culbuter une seule de ces divisions.

Tel était l'état des choses, lorsque Napoléon débuta en Italie : la vivacité

de ses marches dérouta Autrichiens et Piémontais dès ses premières opérations; car, dégagé de tout matériel inutile, il surpassa la mobilité de toutes les armées modernes. Il conquit la Péninsnle par une série de marches et de combats stratégiques.

Sa course sur Vienne, en 1797, fut une opération téméraire, mais légitimée peut-être par la nécessité de vaincre l'archiduc Charles avant l'arrivée des renforts venant du Rhin.

La campagne de 1800, plus caractérisée encore, signala une ère nouvelle dans la projection des plans de guerre et dans la direction des lignes d'opérations; de là datèrent ces points objectifs hardis qui ne visaient à rien moins qu'à la capture ou à la destruction des armées. Les ordres de bataille furent également moins étendus, l'organisation des armées en grands corps de denx ou trois divisions devint plus rationnelle. Le système de stratégie moderne fut dès lors porté à son apogée, car les campagnes de 1805 et de 1806 ne furent que des corollaires du grand problème résolu en 1800.

Quant à la tactique, celle des colonnes et des tirailleurs, que Napoléon trouva tout établie, convenait trop au sol coupé de l'Italie pour qu'il ne l'adoptât pas.

Aujourd'hui se présente une question grave et capitale, c'est de décider si le système de Napoléon peut aller à toutes les tailles, à toutes les époques, à toutes les armées; ou si, en cas contraire, il serait possible que des gouvernemens et des généraux pussent revenir au système méthodique des guerres de position après avoir médité sur les évènemens de 1800 à 1809. Que l'on compare en effet les marches et les campemens de la guerre de sept ans avec ceux de la guerre de sept semaines (1), ou avec les trois mois qui s'écoulèrent depuis le départ du camp de Boulogne, en 1805, jusqu'à l'arrivée dans les plaines de la Moravie; et que l'on décide ensuite si le système de Napoléon est préférable à l'ancien.

Ce système de l'empereur des Français était *de faire dix lieues par jour, de combattre et de cantonner ensuite en repos*. Il m'a dit lui-même qu'il ne connaissait pas d'autre guerre que celle-là.

On objectera que le caractère aventureux de ce grand capitaine se réunissait à sa position personnelle, et à la situation des esprits en France, pour l'exciter à faire ce qu'aucun autre chef n'aurait osé tenter à sa place, soit qu'il fût né sur le trône, soit qu'il fût simple général aux ordres de son gouvernement. Si cela est incontestable, il me paraît vrai aussi, qu'entre le système des invasions démesurées et celui des positions, il y a un milieu; en sorte que, sans imiter son audace impétueuse, il sera possible de suivre les routes qu'il a frayées, et que le système des guerres de position sera probablement proscrit pour long-temps, ou du moins considérablement modifié et perfectionné.

Sans doute si l'art se trouve agrandi par l'adoption du système des marches, l'humanité y perdra plus qu'elle n'y gagnera, car ces incursions rapides et ces bivouacs de masses considérables, se nourrissant au jour le jour des contrées mêmes qu'elles foulent, ne rappellent pas mal les dévastations des peuples qui se ruèrent sur l'Europe depuis le quatrième jusqu'au treizième siècle. Toutefois il est peu probable qu'on y renonce de sitôt, car une grande vérité a été du moins démontrée par les

(1) Epithète que Napoléon donnait à la campagne de 1806.

guerres de Napoléon, c'est que les distances ne sauraient plus mettre un pays à l'abri d'invasion, et que les états qui veulent s'en garantir doivent avoir un bon système de forteresses et de lignes de défense, un bon système de réserves et d'institntions militaires, enfin un bon système de politique. Aussi partout les populations s'organisent-elles en milices pour servir de réserves aux armées actives, ce qui maintiendra la force des armées sur nn pied de plus en plus formidable; or, plus les armées sont nombreuses, plns le système des opérations rapides et des prompts dénouemens devient une nécessité.

Si, dans la suite, l'ordre social reprend une assiette plus calme, si les nations, au lieu de combattre pour leur existence, ne se battent plus que pour des intérêts relatifs, ponr arrondir leurs frontières ou maintenir l'équilibre européen, alors nn nonveau droit des nations pourra être adopté, et il sera peut-être possible de mettre les armées sur un pied réciproque qui soit moins exagéré. Alors aussi, dans une gnerre de puissance à puissance, on pourra voir des armées de qnatre-vingt à cent mille hommes revenir à un système de guerre mixte, qui tiendrait le milieu entre les incursions volcaniques d'un Napoléon et l'impassible système des *starke Positionem* du siècle dernier. Jusque-là nous devons admettre ce système de marches qui a produit de si grands évènemens, car le premier qni oserait y renoncer en présence d'un ennemi capable et entreprenant, en deviendrait probablement la victime.

Par la science des marches, on n'entend pas seulement aujourd'hui ces minutienx détails de logistique qui consistent à bien combiner l'ordre des troupes dans les colonnes, le temps de leur départ et de leur arrivée, les précautions de leur itinéraire, les moyens de commnnications, soit entre elles, soit avec le point qui leur est assigné, toutes choses qui font une branche essentielle des fonctions de l'état-major. Mais, outre ces détails tout matériels, il existe une combinaison des marches qui appartient aux grandes opérations de la stratégie. Par exemple, la marche de Napoléon par le Saint-Bernard, pour tomber sur les communications de Mélas; celles qu'il fit, en 1805, par Donawerth, pour couper Mack, et en 1806, par Géra, pour tourner les Prussiens; la marche de Souwarow, pour voler de Turin sur la Trebbia au-devant de Macdonald; celle de l'armée russe sur Taroutin, puis sur Krasnoi, furent des opérations décisives, non par leurs rapports avec la logistique, mais par leurs rapports avec la stratégie.

Toutefois, à bien considérer, ces marches habiles ne sont jamais qu'un moyen de mettre en pratique les diverses applications du principe que nous avons indiqué et que nous développerons encore: faire une belle marche n'est donc autre chose que porter la masse de ses forces sur un point décisif; or, toute la science consistera à bien déterminer ce point, d'après ce que nous avons précédemment essayé de démontrer. En effet, que fut la marche du Saint-Bernard, sinon une ligne d'opérations dirigée contre une extrémité du front stratégique de l'ennemi, et de là sur la ligne de retraite? Que furent les marches d'Ulm et de Iéna, si ce n'est encore la même manœuvre? Que fut la marche de Blücher à Waterloo, sinon l'application des lignes stratégiques intérieures déjà recommandées.

De là on peut conclure que tous les

mouvemens stratégiques qui tendent à porter les masses d'une armée successivement sur les différens points du front d'opérations de l'ennemi, seront des marches habiles, puisqu'elles appliqueront le principe général indiqué page 828, en mettant en action le gros des forces sur des fractions seulement de l'armée ennemie. Les opérations des Français, à la fin de 1793, depuis Dunkerque à Landau, celles de Napoléon, en 1796, 1809 et 1814, sont à citer comme modèles en ce genre.

Un des points essentiels de la science des marches consiste aujourd'hui à savoir bien combiner les mouvemens de ses colonnes, de manière à embrasser, sans les exposer, le plus grand front stratégique possible, aussi long-temps qu'elles sont hors de portée de l'ennemi : par ce moyen on parvient à le tromper sur le véritable objectif que l'on se propose ; l'armée peut se mouvoir avec plus d'aisance et de rapidité, et trouve plus facilement des vivres. Mais alors il faut aussi savoir prendre d'avance ses mesures de concentration pour réunir ses masses lorsqu'il s'agira d'un choc décisif. Cet emploi alternatif des mouvemens larges et des mouvemens concentriques, est le véritable cachet d'un grand capitaine.

Il serait inutile de nous étendre sur toutes ces combinaisons, puisqu'elles rentrent, pour leur application, dans la série des maximes déjà présentées.

Nous observerons néanmoins encore qu'il existe une espèce de marches qu'on a désignées sous le nom de marches de flanc, et que nous ne saurions passer sous silence. Dans tous les temps on les a présentées comme des manœuvres hasardées, sans avoir jamais rien écrit de bien satisfaisant sur ce sujet. Si l'on entend par là des manœuvres de tactique faites à la vue de la ligne de bataille ennemie, nul doute qu'un mouvement de flanc ne soit alors une opération fort délicate, bien qu'elle réussisse parfois ; mais si l'on veut parler de marches stratégiques ordinaires, je ne conçois rien au danger d'une marche de flanc, à moins que les plus vulgaires précautions de logistique n'aient été négligées. Dans un mouvement stratégique, les deux corps de bataille ennemis doivent toujours être séparés par un intervalle d'environ deux marches (en comptant la distance qui sépare les avant-gardes respectives, de l'ennemi et de leurs propres colonnes). En pareil cas, il ne saurait exister aucun danger réel dans le trajet stratégique d'une position à une autre.

Il y a deux cas néanmoins où une marche de flanc semble tout à fait inadmissible : le premier est celui où le système de la ligne d'opérations, des lignes stratégiques et du front d'opérations présenterait également le flanc à l'ennemi dans tout le cours d'une entreprise ; tel fut le fameux projet de marcher sur Leipzig sans s'inquiéter de Dresde et des deux cent cinquante mille hommes de Napoléon, projet qui, arrêté à Trachenberg au mois d'août 1813, eût été probablement fatal aux armées alliées, si les sollicitations que j'adressai de Jungferteinitz à l'empereur Alexandre, n'eussent décidé Sa Majesté à le faire modifier. Le second cas, c'est lorsqu'on aurait une ligne d'opérations lointaine ou profonde, comme celle de Napoléon à Borodino, surtout si cette ligne d'opérations n'offrait encore qu'une seule ligne de retraite convenable ; alors tout mouvement de flanc qui la laisserait en prise serait une faute grave.

Dans les contrées où les communi-

cations secondaires seraient nombreuses, les mouvemens de flanc seront moins dangereux, parce qu'au besoin on pourrait recourir à un changement de ligne d'opérations, si l'on était repoussé. L'état physique et moral des armées, le caractère plus ou moins énergique des chefs et des troupes, peuvent aussi influer sur l'opportunité de pareils mouvemens.

Au fait, les marches souvent citées de Iéna et d'Ulm furent de véritables manœuvres de flanc, tout comme celle sur Milan après le passage de la Chiusella, et celle du maréchal Paskievitch pour aller franchir la Vistule à Ossiek; or chacun sait si elles réussirent.

Il en est autrement des mouvemens tactiques, faits par le flanc en présence de l'ennemi. Ney en fut puni à Dennewitz, Marmont à Salamanque, et Frédéric-le-Grand à Kollin.

Cependant la manœuvre de Frédéric-le-Grand à Leuthen, devenue si célèbre dans les annales de l'art, fut un véritable mouvement de cette espèce; mais habilement couvert par une masse de cavalerie, caché par les hauteurs, et opéré contre une armée qui demeurait immobile dans son camp, il eut un succès immense, parce qu'au moment du choc ce fut réellement l'armée de Daun qui prêta le flanc, et non celle du roi. Outre cela, il faut convenir aussi qu'avec l'ancien système de se mouvoir par lignes, à distance de pelotons, pour se former sans déploiement par un à-droite ou un à-gauche en bataille, les mouvemens parallèles à la ligne ennemie ne sont pas des marches de flanc, puisqu'alors le flanc des colonnes n'est en réalité autre chose que le front de la ligne de bataille.

La fameuse marche du prince Eugène en vue du camp français, pour tourner les lignes de Turin, fut bien plus extraordinaire encore que celle de Leuthen, et ne réussit pas moins.

Dans ces différentes batailles, je le répète, ce furent des mouvemens tactiques et non stratégiques : la marche du prince Eugène, de Mantoue sur Turin, fut une des plus grandes opérations stratégiques du siècle; mais il s'agit ici du mouvement fait, la veille de la bataille, pour tourner le camp français. Au reste, la différence des résultats que présentent ces cinq journées est une preuve de plus qu'en ce point aussi la tactique est variable.

Des frontières et de leur défense par les forteresses ou par les lignes retranchées. — De la guerre de siége.

Les forteresses ont deux destinations capitales à remplir : la première, c'est de couvrir les frontières; la seconde, de favoriser les opérations de l'armée en campagne.

La défense des frontières d'un État par des places est en général une chose un peu vague; sans doute, il y a quelques contrées dont les abords, couverts par de grands obstacles naturels, offrent très peu de points accessibles qu'il serait possible de couvrir encore par des ouvrages de l'art; mais dans les pays ouverts, la chose est plus difficile. Les chaînes des Alpes, des Pyrénées, celles, moins élevées, des Crapacks, du Riesengebirg, de l'Erzgebirg, du Bohmerwald, de la Forêt-Noire, des Vosges, du Jura, sont toutes plus ou moins susceptibles d'être couvertes par un bon système de places. (Je ne parle pas du Caucase, aussi élevé que les grandes Alpes, parce qu'il ne sera probablement jamais le

théâtre de grandes opérations stratégiques.)

De toutes ces frontières, celle entre la France et le Piémont était la mieux couverte; les vallées de la Sture et de Suze, les passages de l'Argentière, du Mont-Genève, du Mont-Cenis, seuls réputés praticables, étaient couverts de forts en maçonnerie, puis des places considérables se trouvaient, aux débonchés des vallées, dans les plaines du Piémont : rien ne paraissait plus difficile à vaincre.

Toutefois, il faut bien l'avouer, ces belles défenses de l'art n'empêcheront jamais entièrement une armée de passer, d'abord parce que les petits forts qu'on peut construire dans les gorges sont susceptibles d'être enlevés, ensuite parce qu'on trouve toujours quelqne chemin jugé impraticable et où un ennemi audacieux parvient, à force de travail, à se frayer une issue. Le passage des Alpes par François Ier, si bien décrit par Gaillard, celui dn Saint-Bernard par Napoléon, enfin l'expédition du Splugen, si bien racontée par Mathieu Dumas, prouvent que Napoléon disait avec raison à ce général, *qu'une armée passe partout où un homme peut poser le pied!* Maxime peut-être un peu exagérée, mais qui caractérise ce grand capitaine, et qu'il a appliquée lui-même avec tant de succès!

D'autres contrées sont couvertes par de grands fleuves, sinon immédiatement en première ligne, du moins en seconde. Il est étonnant cependant que ces lignes, qui semblent si bien faites pour séparer des nations, sans intercepter leurs rapports de commerce et de voisinage ne formât nulle part la ligne réelle des frontières; car on ne pouvait pas dire que la ligne du Danube séparât la Bessarabie de l'empire ottoman tant que les Turcs avaient pied dans la Moldavie. De même le Rhin ne fut jamais une frontière réelle entre la France et l'Allemagne, puisque les Français eurent long-temps des places sur la rive droite, tandis que les Allemands avaient Mayence, Luxembourg et les têtes de pont de Manheim et de Wesel sur la rive gauche.

Toutefois si le Danube, le Rhin, le Rhône, l'Elbe, l'Oder, la Vistule, le Pô et l'Adige, ne sont nulle part des lignes de première frontière, cela n'empêche pas de les fortifier comme lignes de défense permanentes, sur tous les points où ils pourront offrir un système de défense satisfaisant pour couvrir un front d'opérations.

Une des lignes de ce genre, qu'on peut citer pour exemple, est celle de l'Inn, qui séparait la Bavière de l'Autriche; flanqué au sud par les Alpes tyroliennes, au nord par celles de Bohême et par le Danube, son front, qui n'est pas étendu, se trouve couvert par les places de Passau, Braunau et Salzbonrg. Lloyd compare, avec un peu de poésie, cette frontière à deux bastions inexpugnables, dont la courtine, formée de trois belles places, a pour fossé un des fleuves les plus impétueux; mais il s'est un peu exagéré ces avantages matériels, car l'épithète d'inexpugnables, dont il les décore, a reçu trois sanglans démentis dans les campagnes de 1800, 1805, 1809.

La plupart des États européens, loin d'avoir des frontières aussi formidables que celles des Alpes et de l'Inn, présentent des pays de plaines ouvertes, ou des montagnes accessibles sur un nombre considérable de points; notre projet n'étant pas d'offrir la géographie militaire de l'Europe, nous nous bornerons à présenter les maximes générales qui peuvent s'appliquer

à toutes les contrées indistinctement.

Lorsqu'une frontière se trouve en pays ouvert, il faut bien renoncer à l'idée de vouloir en faire une ligne formelle et complète de défense, en y multipliant des places trop nombreuses, qui exigent des armées pour en garnir les remparts, et en définitive n'empêchent jamais d'entrer dans le pays. Il sera plus sage de se contenter d'y établir quelques bonnes places habilement choisies, non plus pour empêcher l'ennemi de pénétrer, mais pour augmenter les entraves de sa marche, tout en protégeant ou favorisant, au contraire, les mouvemens des armées actives chargées de le repousser.

S'il est vrai qu'une place soit rarement par elle-même un obstacle absolu à la marche de l'armée ennemie, il est incontestable qu'elle la gêne, qu'elle la force à des détachemens, à des détours dans sa marche; d'un autre côté, elle favorise, au contraire, l'armée qui la possède, en lui donnant tous les avantages opposés; elle assurera ses marches, favorisera le débouché de ses colonnes si elle est sur un fleuve, couvrira ses magasins, ses flancs et ses mouvemens, enfin lui donnera un refuge au besoin.

Les forteresses ont donc une influence manifeste sur les opérations militaires; mais l'art de les construire, de les attaquer et de les défendre tenant à l'arme spéciale du génie, il serait étranger à notre but de traiter ces matières, et nous nous bornerons à examiner les points par lesquels elles tiennent à la stratégie.

Le premier est le choix du site où il convient d'en construire; le deuxième est la détermination des cas dans lesquels on peut mépriser les places pour passer outre, et ceux dans lesquels on est forcé de les assiéger; le troisième consiste dans les rapports existant entre le siége de la place et l'armée active qui doit le couvrir.

Autant une place bien située favorise les opérations, autant les places établies hors des directions importantes sont funestes : c'est un fléau pour l'armée, qui doit s'affaiblir à l'effet de les garder, et un fléau pour l'État, qui dépense des soldats et de l'argent en pure perte. J'ose affirmer que beaucoup de places en Europe sont dans ce cas.

L'idée de ceindre toutes les frontières d'un État de places fortes très rapprochées, est une calamité; on a faussement imputé ce système à Vauban, qui, loin de l'approuver, disputait avec Louvois sur le grand nombre de points inutiles que ce ministre voulait fortifier. On peut réduire les maximes de cette partie de l'art aux principes ci-après :

1° Un État doit avoir des places échelonnées sur trois lignes depuis la frontière jusque vers la capitale. Trois places en première ligne, autant en seconde, et une grande place d'armes en troisième ligne, près du centre de puissance, forment un système à peu près complet pour chaque partie des frontières d'un État. S'il y a quatre fronts pareils, cela fera de vingt-quatre à trente places.

On objectera peut-être que ce nombre est déjà très considérable, et que l'Autriche même n'en avait pas autant; mais il faut considérer que la France en a plus de quarante sur un tiers seulement de sa frontière (de Besançon à Dunkerque), sans que pour cela elle en ait suffisamment en troisième ligne, au centre de sa puissance. Un comité, réuni, il y a quelques années, pour statuer sur ces forteresses, a conclu

qu'il fallait en ajouter encore. Cela ne prouve pas qu'il n'y en ait déjà trop, mais bien qu'il en manque sur des points importans, tandis que celles de première ligne, trop entassées, doivent être maintenues parce qu'elles existent. En comptant que la France a deux fronts de Dunkerque à Bâle, un de Bâle à la Savoie, un de la Savoie à Nice, outre la ligne tout à fait séparée des Pyrénées, et la ligne maritime des côtes de l'Océan, il en résulte qu'elle a six fronts à couvrir, ce qui exigerait de quarante à cinquante places. Tout militaire conviendra que c'est autant qu'il en faut, car le front de la Suisse et celui des côtes de l'Océan en exigent moins que ceux du nord-est. L'essentiel, pour qu'elles atteignent leur but, est de les établir d'après un système bien combiné. Si l'Autriche eut un nombre de places moins considérable, c'est qu'elle était entourée des petits États de l'empire germanique, qui, loin de la menacer, mettaient leurs propres forteresses à sa disposition.

Au surplus, le nombre indiqué n'exprime que celui qui paraît nécessaire à une puissance présentant quatre fronts à peu près égaux en développement. La monarchie prussienne, formant une immense pointe de Kœnisberg jusqu'aux portes de Metz, ne saurait être fortifiée sur le même système que la France, l'Espagne ou l'Autriche. Ainsi les dispositions géographiques, ou l'extrême étendue de quelques États, peuvent faire diminuer ou augmenter ce nombre, surtout lorsqu'il y a des places maritimes à y ajouter.

2° Les forteresses doivent toujours être construites sur des points stratégiques importans désignés à l'article 19. Sous le rapport tactique, on doit s'attacher à les asseoir de préférence dans un site qui ne soit pas dominé, et qui, facilitant le débouché, rendrait le blocus plus difficile.

3° Les places qui réuniront le plus d'avantages, soit pour leur propre défense, soit pour favoriser les opérations des armées actives, sont incontestablement celles qui se trouvent à cheval sur de grands fleuves dont elles dominent les deux rives : Mayence, Coblentz, Strasbourg, en y comprenant Kehl, sont de vrais modèles en ce genre.

Cette vérité admise, on doit reconnaître aussi que les places établies au confluent de deux grandes rivières ont l'avantage de dominer trois fronts d'opérations différens, ce qui augmente leur importance (la place de Modlin est dans ce cas). Mayence, lorsqu'elle avait encore le fort de Gustavsbourg à la rive gauche du Meyn, et Cassel à la droite, était la plus formidable place d'armes de l'Europe; mais comme elle exigerait une garnison de vingt-cinq mille hommes, un État ne saurait en avoir beaucoup de cette étendue.

4° Les grandes places ceignant des villes populeuses et commerçantes, offrent des ressources pour une armée; elles sont beaucoup préférables aux petites, surtout lorsqu'on peut encore compter sur l'aide des citoyens pour seconder la garnison : Metz arrêta toute la puissance de Charles-Quint; Lille suspendit toute une année les opérations d'Eugène et de Marlborough; Strasbourg fut maintes fois le boulevart des armées françaises. Dans les dernières guerres, on a dépassé ces places, parce que tous les flots de l'Europe en armes se précipitaient sur la France; mais une armée de cent cinquante mille Allemands, qui aurait devant elle cent mille Français, pourrait-elle impunément pénétrer sur la

Seine, en méprisant de pareilles places bien munies? C'est ce que je me garderai d'affirmer.

5° Jadis on faisait la guerre aux places, aux camps, aux positions; dans les derniers temps, au contraire, on ne la faisait plus qu'aux forces organisées, sans s'inquiéter ni des obstacles matériels, ni de ceux de l'art. Suivre exclusivement l'un ou l'autre de ces systèmes serait également un abus. La véritable science de la guerre consiste à prendre un juste milieu entre les deux extrêmes.

Sans doute, le plus important sera toujours de viser d'abord à battre complètement et à dissoudre les masses organisées de l'ennemi qui tiendraient la campagne. Pour atteindre ce point décisif, on peut dépasser les forteresses; mais si l'on n'obtenait qu'un demi-succès, alors il deviendrait imprudent de poursuivre une invasion sans mesure. Au reste, tout dépend de la situation et de la force respective des armées, ainsi que de l'esprit des populations.

L'Autriche, guerroyant seule contre la France, ne pourrait pas répéter les opérations de la grande alliance de 1814. De même, il est probable que l'on ne verra pas de sitôt cinquante mille Français se hasarder au-delà des Alpes Noriques, au cœur de la monarchie autrichienne, comme Napoléon le fit en 1797 (1). De pareils évènemens dépendent d'un concours de circonstances qui font exception aux règles communes.

6° On conclura de ce qui précède : que des places sont un appui essentiel, mais que l'abus en serait nuisible, puisqu'au lieu d'ajouter aux forces de l'armée active, il les énerverait en les divisant; qu'une armée, voulant avec raison chercher à détruire les forces ennemies en campagne, peut sans danger se glisser entre plusieurs places pour atteindre ce but, en ayant soin toutefois de les faire observer; qu'elle ne saurait cependant envahir un pays ennemi en passant un grand fleuve, comme le Danube, le Rhin, l'Elbe, sans réduire au moins une des places situées sur ce fleuve, afin d'avoir une ligne de retraite assurée. Maîtresse d'une telle place, l'armée pourra alors continuer l'offensive tout en employant son matériel de siége à réduire successivement d'autres forteresses; car plus l'armée agissante avancera, plus le corps de siége pourra se flatter de terminer l'entreprise sans être entravé par l'ennemi.

7° Si les grandes places sont bien plus avantageuses que les petites, lorsque la population est amie, il faut convenir aussi que ces dernières peuvent avoir cependant leur degré d'importance, non pour arrêter l'ennemi, qui les masquerait facilement, mais pour favoriser les opérations de l'armée en campagne; le fort de Kœnigstein fut aussi utile aux Français en 1813 que la vaste place de Dresde, parce qu'il procurait une tête de pont sur l'Elbe.

Dans les pays de montagnes, de petits forts, bien situés, valent des places; car il ne s'agit que de fermer des passages, et non de servir de refuge à une armée : le petit fort de Bard fail-

(1) Je ne blâme pas Napoléon d'avoir pris l'offensive dans le Frioul; il avait devant lui trente-cinq mille Autrichiens, qui en attendaient vingt mille venant du Rhin. Le général français attaqua l'archiduc avant l'arrivée de ces renforts, et poussa vivement ses succès, parce qu'il n'y avait rien devant lui qui pût compromettre sa pointe. Il opéra dans les règles, à cause des antécédens et de la position respective des deux partis.

lit arrêter l'armée de Bonaparte dans la vallée d'Aoste, en 1800.

8° Il faut déduire de là que chaque partie des frontières d'un État doit être entremêlée d'une ou de deux grandes places de refuge, de places secondaires, et même de petits postes propres à faciliter les opérations des armées agissantes. Des villes, ceintes de murailles avec un mince fossé, peuvent même être fort utiles dans l'intérieur du pays, pour y placer des dépôts, étapes, magasins, hôpitaux, etc., à l'abri des corps légers qui battraient le pays, surtout si la garde en était confiée aux milices civilisées, pour ne pas affaiblir l'armée.

9° Les grandes places, situées hors des directions stratégiques, sont un malheur réel pour l'État et l'armée.

10° Celles qui sont sur les rives de la mer ne peuvent avoir d'importance que dans des combinaisons de guerre maritime ou pour des magasins; elles peuvent devenir désastreuses pour une armée continentale, en lui offrant la perspective trompeuse d'un appui. Beningsen faillit compromettre les armées russes en se basant, en 1807, sur Kœnigsberg; à cause de la facilité que cette ville donnait pour ses approvisionnemens. Si l'armée russe, au lieu de se concentrer, en 1812, sur Smolensk, avait voulu s'appuyer sur Dunabourg et Riga, elle aurait couru risque d'être refoulée à la mer, coupée de toutes ses bases de puissance et anéantie.

Quant aux rapports qui existent entre les siéges et les opérations des armées actives, ils sont de deux espèces.

Si l'armée d'invasion peut se passer d'attaquer les places qu'elle dépasse, elle ne peut se dispenser de les faire bloquer, ou du moins de les observer; dans les cas où il y en aurait plusieurs sur un espace rapproché, il faudra laisser un corps entier sous un même chef, qui les investira ou observera, selon les circonstances.

Résumé de la stratégie.

La plupart des opérations importantes de la guerre participent à la fois de la stratégie pour la direction dans laquelle il convient d'agir, et de la tactique pour la conduite de l'action elle-même. Avant de traiter de ces opérations mixtes, il convient donc de présenter ici les combinaisons de la grande tactique et des batailles, ainsi que les maximes à l'aide desquelles on peut obtenir l'application du principe fondamental de la guerre. Par ce moyen on saisira mieux l'ensemble de ces opérations, moitié stratégiques, moitié tactiques; on me permettra seulement de résumer, au préalable, le contenu du chapitre qu'on vient de lire.

La manière d'appliquer le principe général de la guerre à tous les théâtres d'opérations possibles, consiste en ce qui suit :

1° A savoir tirer parti des avantages que pourrait procurer la direction réciproque des deux bases d'opérations, selon ce qui a été développé en faveur des lignes saillantes et perpendiculaires à la base ennemie;

2° A choisir, entre les trois zônes que présente ordinairement un échiquier stratégique, celle sur laquelle on peut porter les coups les plus funestes à l'ennemi, et où l'on court soi-même le moins de risques;

3° A bien établir et bien diriger ses lignes d'opérations, en adoptant, pour la défensive, les exemples concentri-

ques donnés par l'archiduc Charles, en 1796, et par Napoléon en 1814, ou bien celui dn maréchal Soult, en 1814, pour les retraites parallèles aux frontières.

Dans l'offensive, au contraire, on aura à suivre le système qui assura les succès de Napoléon en 1800, 1805, 1806, par la direction donnée à ses forces sur une extrémité du front stratégique de l'ennemi, on bien celni de la direction sur le centre, qui lui réussit si bien en 1796, 1809, 1814; le tout selon les positions respectives des armées, et selon les diverses maximes déjà présentées;

4° A bien choisir ses lignes stratégiques éventuelles de manœuvre, en leur donnant la direction convenable ponr pouvoir toujonrs agir avec la majeure partie de ses divisions, et pour empêcher, au contraire, les parties de l'armée ennemie de se concentrer ou de se soutenir réciproquement;

5° A bien combiner, *dans le même esprit d'ensemble et de centralisation*, toutes les positions stratégiques, ainsi que tous les grands détachemens qu'on serait appelé à faire pour embrasser les parties indispensables de l'échiquier stratégiqne.

6° Enfin à imprimer à ses masses la plus grande activité et la plns grande mobilité possibles, afin que par leur emploi snccessif et alternatif sur les points où il importe de frapper, on atteigne le but capital de mettre en action des forces supérieures contre des fractions scnlement de l'armée ennemie.

C'est par la vivacité des marches qu'on multiplie l'action de ses forces, en neutralisant, au contraire, une grande partie de celles de son adversaire; mais si cette vivacité suffit souvent pour procurer des succès, ses effets sont centnplés si l'on donne une direction habile aux efforts qu'elle amènerait, c'est-à-dire lorsque ces efforts seraient dirigés sur les points stratégiques décisifs de la zône d'opérations, où ils ponrraient porter les coups les plus funestes à l'ennemi.

Cependant, comme l'on n'est pas toujours en mesure d'adopter ce point décisif, exclusivement à tout autre, on pourra se contenter parfois d'atteindre en partie le but de toute entreprise, en sachant combiner l'emploi rapide et successif de ses forces sur des parties isolées, dont la défaite serait alors inévitable. Lorsqu'on réunira la double condition de la rapidité et de la vivacité dans l'emploi des masses, avec la bonne direction, on ne sera que plus assuré de remporter la victoire et d'en obtenir de grands résultats.

Les opérations qui prouvent le mieux ces vérités sont celles, si souvent citées, de 1809, 1814, comme aussi celle ordonnée à la fin de 1793 par Carnot: une quarantaine de bataillons, transportés successivement de Dunkerque à Menin, à Maubeuge et à Landau, en renforçant les armées qui s'y trouvaient déjà, décidèrent quatre victoires qui sauvèrent la France. Toute la science des marches se trouverait renfermée dans cette sage opération, si, à cette combinaison, on pouvait ajonter le mérite de l'application au point stratégiqne décisif du théâtre de la guerre; mais il n'en fut pas ainsi, car l'armée autrichienne étant alors la partie principale de la coalition, et ayant sa retraite sur Cologne, c'était sur la Meuse qu'nn effort général des Français eût porté les plus grands conps. Le comité ponrvut au danger le plus immédiat, et l'observation que je me permets ne

saurait diminuer en rien le mérite de sa manœuvre ; elle renferme la moitié du principe stratégique, l'autre moitié consiste précisément à donner à de pareils efforts la direction la plus décisive, comme Napoléon le fit à Ulm, à Iéna, à Ratisbonne. — Tout l'art de la guerre stratégique est dans ces quatre applications différentes. On me pardonnera de répéter si souvent ces mêmes citations ; j'en ai déjà déduit les motifs.

Il serait inutile, je pense, d'ajouter qu'un des grands buts de la stratégie est de pouvoir assurer des avantages réels à l'armée, en lui préparant le théâtre le plus favorable à ses opérations, si elles ont lieu dans son propre pays ; l'assiette des places, des camps retranchés, des têtes de ponts ; l'ouverture des grandes directions décisives ne forment pas la partie la moins intéressante de cette science. Nous avons indiqué tous les signes auxquels on peut facilement reconnaître ces lignes et ces points décisifs, soit permanens, soit éventuels. Napoléon a donné des leçons dans ce genre par les chaussées du Simplon et du Mont-Cenis ; l'Autriche en a sagement profité, depuis 1815, par les routes du Tyrol sur la Lombardie, le Saint-Gothard et le Splugen, ainsi que par diverses places projetées ou exécutées.

DE LA

GRANDE TACTIQUE

ET

DES BATAILLES.

Les batailles sont le choc définitif de deux armées qui se disputent de grandes questions de politique et de stratégie. La stratégie amène les armées sur les points décisifs de la zône d'opérations, prépare les chances de la bataille et influe d'avance sur ses résultats; mais c'est à la tactique, réunie au courage, au génie et à la fortune, à les faire gagner.

La grande tactique est donc l'art de bien combiner et de bien conduire les batailles. Le principe directeur des combinaisons de la tactique est le même que celui de la stratégie, c'est de porter le gros de ses forces sur une partie seulement de l'armée ennemie, et sur le point qui promet le plus de résultats.

On a dit que les batailles étaient en définitive l'action principale et décisive de la guerre; cette assertion n'est pas toujours exacte, car on a vu des armées détruites par des opérations stratégiques sans qu'il y eût de batailles, mais seulement une série de petits combats. Il est vrai aussi qu'une victoire complète et décisive peut donner les mêmes résultats sans qu'il y ait eu de grandes combinaisons stratégiques.

Les résultats d'une bataille dépendent ordinairement d'un ensemble de causes qui ne sont pas toujours du domaine de l'art militaire : l'espèce d'ordre de bataille adopté, la sagesse des mesures d'exécution, le concours, plus ou moins loyal et plus ou moins éclairé, des lieutenans du généralissime; la cause de la lutte, l'élan, les proportions et la qualité des troupes, la supériorité en artillerie ou en cavalerie et leur bon emploi, mais par-dessus tout l'état moral des armées et même des nations, voilà ce qui donne des victoires plus ou moins décisives et détermine leurs résultats. Aussi M. le général Clausewitz avance-t-il un gros sophisme en nous disant que sans manœuvres tournantes, une bataille ne saurait procurer de victoire complète. Celle de Zama vit périr en quelques heures le fruit de vingt ans de gloire et de succès d'Annibal, sans que personne eût songé à le tourner. A Rivoli, les tourneurs furent complètement battus, et ils ne furent plus heureux ni à Stockach; en 1799; ni à

Austerlitz, en 1805. Je suis loin de repousser les manœuvres tendant à déborder et tourner une aile, car je les ai constamment prônées; mais il importe de savoir tourner à propos et habilement, et je crois que les manœuvres stratégiques, pour s'emparer des communications sans perdre les siennes, sont plus sûres que celles de tactique.

Il y a trois sortes de batailles : les premières sont les batailles défensives, c'est-à-dire celles que livre une armée dans une position avantageuse où elle attend l'ennemi; les secondes sont les batailles offensives, livrées par une armée pour attaquer l'ennemi dans une position reconnue; les troisièmes sont les batailles imprévues, ou livrées par les deux partis en marche.

Des positions et batailles défensives

Lorsqu'une armée s'attend à un combat, elle prend position et forme sa ligne de bataille.

Je nommerai ligne de bataille la position déployée, ou composée de bataillons en colonnes d'attaque, qu'une armée prendra pour occuper un camp et un terrain où elle recevra le combat sans but déterminé; c'est la dénomination propre à une troupe formée selon l'ordonnance d'exercice, sur une ou plusieurs lignes. Je nommerai, au contraire, ordre de bataille la disposition des troupes indiquant une manœuvre déterminée; par exemple, l'ordre parallèle, l'ordre oblique, l'ordre perpendiculaire sur les ailes.

Cette dénomination, quoique neuve, paraît indispensable pour bien désigner deux objets qu'il faut se garder de confondre (1). Par la nature de ces deux choses, on voit que la ligne de bataille appartient plus particulièrement au système défensif, puisque l'armée qui attend l'ennemi sans savoir ce qu'il va faire, forme vraiment une ligne de bataille vague et sans but. L'ordre de bataille, indiquant, au contraire, une disposition de troupes formées avec intention pour le combat, et supposant une manœuvre décidée d'avance, appartient plus particulièrement à l'ordre offensif. Je ne prétends pourtant pas que la ligne de bataille soit exclusivement défensive, car une troupe pourra fort bien aller à l'attaque d'une position dans cette formation; de même une armée défensive pourra adopter un ordre oblique ou tout autre ordre propre à l'offensive. Je ne parle que des cas qui sont les plus fréquens.

Sans suivre absolument ce qu'on nomme le système de guerre de positions, une armée peut être néanmoins souvent dans le cas d'attendre l'ennemi dans un poste avantageux, fort par sa nature, et choisi d'avance pour y recevoir une bataille défensive. On peut prendre un tel poste lorsqu'on tient à couvrir un point objectif important, tel qu'une capitale, de grands

(1) Ce n'est point le plaisir d'innover qui me porte à modifier les dénominations reçues, ou à en créer de nouvelles. Pour développer une science, il est urgent qu'un même mot ne signifie pas deux choses tout à fait différentes; si l'on tient à nommer *ordre de bataille* la simple répartition des troupes dans la ligne, alors du moins ne faut-il pas donner les noms d'ordre de bataille oblique, d'ordre de bataille concave à des manœuvres importantes. Dans ce cas, il faudrait désigner ces manœuvres par les termes de système de bataille oblique, etc. Mais je préfère la dénomination que j'ai adoptée : l'ordre de bataille sur le papier peut se nommer tableau d'organisation, et la formation ordinaire sur le terrain prendra le nom de ligne de bataille.

dépôts ou un point stratégique décisif qui domine la contrée, enfin lorsqu'on protége un siége.

Les maximes qu'il faut observer ordinairement sont :

1° D'avoir des débouchés plus faciles pour tomber sur l'ennemi quand on juge le moment favorable, que l'ennemi n'en aurait pour s'approcher de la ligne de bataille ;

2° D'assurer à l'artillerie tout son effet d 'fensif ;

3° D'avoir un terrain avantageux, pour dérober les mouvemens qu'on ferait d'une aile à l'autre, afin de porter des masses sur le point jugé convenable ;

4° De pouvoir, au contraire, découvrir aisément les mouvemens de l'ennemi ;

5° D'avoir une retraite facile ;

6° D'avoir les flancs bien appuyés, à l'effet de rendre impossible une attaque sur les extrémités, et de réduire l'ennemi à une attaque sur le centre, ou du moins sur le front ;

7° On remédie quelquefois au défaut d'appui pour les flancs par des crochets en arrière. Ce système est dangereux, en ce qu'un crochet inhérent à la ligne gêne les mouvemens, et que l'ennemi, en plaçant du canon sur l'angle des deux lignes, y causerait de grands ravages. Une double réserve, disposée en ordre profond derrière l'aile qu'on veut mettre à l'abri d'insulte, semble mieux remplir le but qu'un crochet. Les localités doivent déterminer l'emploi de ces deux moyens ;

8° Ce ne sont pas seulement les flancs que l'on doit chercher à couvrir dans une position défensive, il arrive souvent que le front offre des obstacles sur une partie de son développement, de manière à mettre l'ennemi dans la nécessité de diriger ses attaques sur le centre. Une telle position sera toujours des plus avantageuses pour une armée défensive.

On ne peut se dissimuler néanmoins que tous ces moyens ne sont que des palliatifs, et que le meilleur de tous pour une armée qui attend l'ennemi défensivement, c'est de savoir reprendre l'initiative lorsque le moment est venu de le faire avec succès.

Nous avons mis au nombre des qualités requises pour une position, celle d'offrir une retraite facile : ceci nous mène à l'examen d'une question soulevée par la bataille de Waterloo. Une armée, adossée à une forêt, quand elle aurait un bon chemin derrière son centre et chacune des ailes, serait-elle compromise, comme l'a prétendu Napoléon, si elle venait à perdre la bataille? Pour moi, je crois, au contraire, que pareille position serait plus favorable à une retraite qu'un terrain entièrement découvert, car l'armée battue ne saurait traverser une plaine sans rester exposée au plus grand danger. Sans doute si la retraite dégénérait en déroute complète, une partie du canon, resté en batterie devant la forêt, serait probablement perdue ; mais l'infanterie, la cavalerie et le surplus de l'artillerie se retireraient aussi bien qu'à travers une plaine. Si la retraite, au contraire, se fait en ordre, rien ne saurait mieux la protéger qu'une forêt : bien entendu toutefois qu'il existe au moins deux bons chemins derrière la ligne ; que l'on ne se laisse pas serrer de trop près sans aviser aux mesures nécessaires pour la retraite ; enfin qu'aucun mouvement latéral n'ait permis à l'ennemi de devancer l'armée à l'issue de la forêt, ainsi que cela eut lieu à Hohenlinden.

Nous avons déjà indiqué, en parlant des opérations stratégiques, les diver-

ses chances que procurent à une armée les deux systèmes offensif et défensif, et nous avons reconnu qu'en stratégie surtout, celui qui prenait l'initiative avait le grand avantage de porter ses masses et de frapper, là où il jugeait convenable à ses intérêts de le faire, tandis que celui qui attendait en position, prévenu partout et souvent pris au dépourvu, était toujours forcé de subordonner ses mouvemens à ceux de son adversaire; mais nous avons reconnu également qu'en tactique ces avantages sont moins positifs, parce que les opérations n'étant pas sur un rayon aussi vaste, celui qui a l'initiative ne saurait les cacher à l'ennemi, qui, le découvrant à l'instant, peut, à l'aide de bonnes réserves, y remédier sur-le-champ. Outre cela, celui qui marche à l'ennemi a contre lui tous les désavantages résultant des obstacles du terrain qu'il doit franchir pour aborder la ligne de son adversaire. Quelque plate que soit une contrée, il y a toujours des inégalités dans le terrain, de petits ravins, des buissons, des haies, des métairies, des villages à emporter ou à dépasser; qu'on ajoute à ces obstacles naturels les batteries ennemies à enlever, et le désordre qui s'introduit toujours plus ou moins dans une troupe exposée long-temps au feu d'artillerie ou de mousqueterie, et l'on conviendra qu'en tactique du moins, l'avantage de l'initiative est balancé.

A la longue, toute armée qui attendra l'ennemi dans un poste fixe, finira par y être forcée, tandis qu'en profitant toujours des avantages de la défensive pour saisir ensuite ceux que procure l'initiative, elle peut espérer les plus grands succès. Un général qui attendra l'ennemi comme un automate, sans autre parti pris que celui de combattre vaillamment, succombera toujours lorsqu'il sera bien attaqué. Il n'en sera pas ainsi d'un général qui attendra avec la ferme résolution de combiner de grandes manœuvres contre son adversaire, afin de ressaisir l'avantage moral que donnent l'impulsion offensive et la certitude de mettre ses masses en action au point le plus important, ce qui dans la défensive simple n'a jamais lieu.

En effet, si celui qui attend se trouve dans un poste bien choisi, où ses mouvemens soient libres, il a l'avantage de voir venir l'ennemi; ses troupes, bien disposées d'avance selon le terrain, et favorisées par des batteries placées de manière à obtenir le plus grand effet, peuvent faire payer cher à leurs adversaires le terrain qui sépare les deux armées; et quand l'assaillant, déjà ébranlé par des pertes sensibles, se trouvera vigoureusement assailli lui-même au moment où il croyait toucher à la victoire, il n'est pas probable que l'avantage demeure de son côté, car l'effet moral d'un pareil retour offensif de la part d'un ennemi qu'on croyait battu, est fait pour ébranler les plus audacieux.

Un général peut donc employer avec le même succès, pour les batailles, le système offensif ou défensif; mais il est indispensable à cet effet :

1° Que, loin de se borner à une défense passive, il sache passer de la défensive à l'offensive, quand le moment est venu;

2° Qu'il ait un coup-d'œil sûr et beaucoup de calme;

3° Qu'il commande à des troupes sur lesquelles il puisse compter;

4° Qu'en reprenant l'offensive, il ne néglige point d'appliquer les principes généraux qui auraient présidé à son ordre de bataille s'il eût commencé par être l'agresseur;

5° Qu'il porte ses coups sur les points décisifs.

L'exemple de Bonaparte à Rivoli et à Austerlitz, celui de Wellington à Talavera, à Salamanque et à Waterloo, prouvent ces variétés.

Des batailles offensives et des différens ordres de bataille.

On entend par batailles offensives celles que livre une armée qui en assaillit une autre dans sa position (1). Une armée réduite à la défensive stratégique prend souvent l'offensive dans l'attaque, comme l'armée qui recevra l'attaque peut, dans le courant même de la bataille, ressaisir l'initiative et reprendre la supériorité qu'elle procure.

On ne saurait dissimuler que les assaillans ont, en général, l'avantage que procure la supériorité de confiance morale, et qu'ils savent presque toujours mieux ce qu'ils veulent et ce qu'ils font.

Dès qu'on a résolu d'assaillir l'ennemi, on doit adopter un ordre d'attaque quelconque, et c'est ce que j'ai cru devoir nommer des ordres de bataille. Toutefois il arrive aussi fréquemment que l'on doive commencer la bataille sans un plan arrêté, faute de connaître exactement la position de l'ennemi. Il faut toujours bien se pénétrer d'avance qu'il y a, dans chaque bataille, un point décisif qui procure la victoire mieux que les autres en assurant l'application des principes de la guerre, et qu'il faut se mettre en mesure de porter ses efforts sur ce point.

(1) Dans toutes les batailles, il y a un attaquant et un attaqué; chaque bataille sera donc offensive pour l'un et défensive pour l'autre.

Le point décisif d'un champ de bataille se détermine, comme nous l'avons déjà dit, par la configuration du terrain, par la combinaison des localités avec le but stratégique qu'une armée se propose, enfin par l'emplacement des forces respectives.

Donnons un exemple. Lorqu'une aile ennemie appuie sur des hauteurs d'où l'on battrait sa ligne dans tout son prolongement, l'occupation de ces hauteurs semble le point tactique le plus avantageux; mais il peut se faire néanmoins que ces hauteurs soient d'un accès très difficile et situées précisément au point le moins important relativement aux vues stratégiques. A la bataille de Bautzen, la gauche des alliés appuyait aux montagnes escarpées de la Bohême, alors plutôt neutre qu'ennemie; il semblait donc qu'en tactique le versant de ces montagnes dût être le point décisif à emporter, et c'était tout l'opposé, parce que le terrain était là très favorable à la défense, que l'armée alliée n'avait qu'une seule ligne de retraite sur Reichenbach et Gorlitz, et que les Français, en forçant la droite dans la plaine, s'emparaient de cette ligne de retraite et rejetaient l'armée alliée dans les montagnes, où elle eût perdu tout son matériel et une grande partie de son personnel. Ce parti offrait donc plus de facilité de terrain, de plus immenses résultats, moins d'obstacles à vaincre.

De ce qui précède on peut, je crois, déduire les vérités suivantes: 1° la clef topographique d'un champ de bataille n'est pas toujours la clef tactique; 2° le point décisif d'un champ de bataille est incontestablement celui qui réunit l'avantage stratégique avec les localités les plus favorables; 3° dans le cas où il n'y a pas de difficultés de terrain trop redoutables sur le point stratégique de

ce champ de bataille, ce point en est ordinairement le plus important; 4° toutefois, il arrive aussi que la détermination de ce point dépend surtout de l'emplacement des forces respectives : ainsi, dans les lignes de bataille trop étendues et morcelées, le centre sera toujours le plus essentiel à attaquer; dans les lignes serrées, le centre est au contraire le point le plus fort, puisque, indépendamment des réserves qui s'y trouvent, il sera facile de le faire soutenir par les ailes; alors le point décisif serait au contraire sur une des extrémités. Avec une grande supériorité de forces on peut attaquer les deux extrémités en même temps, mais non à forces égales ou inférieures. On voit donc que toutes les combinaisons d'une bataille consistent à employer ses forces de manière à ce qu'elles obtiennent le plus d'action possible sur celui des trois points qui offre plus de chances, point qu'il sera facile de déterminer en le soumettant à l'analyse que nous venons d'exposer.

Le but d'une bataille offensive ne peut être que de déposter et entamer l'ennemi, à moins que par des manœuvres stratégiques l'on n'ait préparé la ruine entière de son armée; or, on déposte l'ennemi soit en culbutant sa ligne sur un point quelconque de son front, soit en la débordant pour la prendre en flanc et à revers, soit en faisant concourir ces deux moyens à la fois, c'est-à-dire par une attaque de front, en même temps qu'une aile agissante doublerait et tournerait la ligne.

Pour atteindre ces divers buts, il faut choisir l'ordre de bataille le plus approprié au mode qu'on aura préféré.

On compte au moins douze espèces d'ordres de bataille, savoir : 1° l'ordre parallèle simple; 2° l'ordre parallèle avec un crochet défensif ou offensif; 3° l'ordre renforcé sur une ou deux ailes; 4° l'ordre renforcé sur le centre; 5° l'ordre oblique simple ou bien renforcé sur l'aile assaillante; 6° et 7° l'ordre perpendiculaire sur une ou sur les deux ailes; 8° l'ordre concave; 9° l'ordre convexe; 10° l'ordre échelonné sur une ou sur deux ailes; 11° l'ordre échelonné sur le centre; 12° l'ordre combiné d'une forte attaque sur le centre et sur une des extrémités en même temps. (Voyez planche ci-contre, figures 1 à 12.)

Chacun de ces ordres peut-être employé simplement, ou bien être combiné, comme on l'a dit, avec la manœuvre d'une forte colonne destinée à tourner la ligne ennemie. Pour juger du mérite de chacun d'eux, il faut s'assurer de leurs rapports avec le principe général que nous avons posé.

On voit, par exemple, que l'ordre parallèle n° 1 est le plus mauvais, car il n'y a aucune habileté à faire combattre les deux partis à chances égales, bataillon contre bataillon : c'est l'absence de toute tactique. Il est néanmoins un cas important dans lequel cet ordre est convenable : c'est lorsqu'une armée, ayant pris l'initiative des grandes opérations stratégiques, aura réussi à se porter sur les communications de son adversaire, et à lui couper sa ligne de retraite tout en couvrant la sienne, alors, quand le choc définitif entre les armées a lieu, celle qui se trouve sur les derrières peut livrer une bataille parallèle, puisqu'ayant fait la manœuvre décisive avant la bataille, tout son but consiste à repousser l'effort de l'ennemi pour s'ouvrir un passage; hormis ce cas, l'ordre parallèle est le moins avan-

tageux. Cela ne veut pas dire néanmoins qu'on ne puisse gagner une bataille en l'adoptant, car il faut bien que quelqu'un la gagne, et l'avantage restera alors à celui qui aura les meilleures troupes, qui saura les engager plus à propos, qui manœuvrera mieux avec ses réserves, ou enfin sera favorisé par le sort.

L'ordre parallèle avec un crochet sur le flanc (fig. 2) se prend plus ordinairement dans une position défensive; il peut toutefois être aussi le résultat d'une combinaison offensive, mais alors il se trouve en avant de la ligne, tandis que dans la défensive il est en arrière. On peut voir, à la bataille de Prague, un des exemples les plus extraordinaires du danger auquel un pareil crochet se trouve exposé lorsqu'il est bien attaqué.

L'ordre parallèle n° 3, renforcé sur une des ailes, ou celui n° 4, renforcé sur le centre pour percer celui de l'ennemi, sont beaucoup plus favorables que les deux précédens, et sont aussi beaucoup plus conformes au principe général que nous avons indiqué, bien qu'à égalité de forces, la partie de la ligne qu'on aurait affaiblie pour renforcer l'autre, pût aussi être compromise si on la plaçait en bataille parallèlement à l'ennemi.

L'ordre oblique n° 5 est celui qui convient le mieux à une armée inférieure qui en attaque une supérieure; car, tout en offrant l'avantage de porter le gros des forces sur un seul point de la ligne ennemie, il en procure deux autres également importans; en effet, on ne refuse pas seulement l'aile affaiblie en la tenant hors des coups de l'ennemi, cette aile remplit encore la double destination de tenir en respect la partie de la ligne qu'on ne veut pas attaquer, et cependant de pouvoir servir de réserve au besoin à l'armée agissante. Cet ordre fut employé par le célèbre Épaminondas, aux batailles de Leuctres et de Mantinée; mais nous présenterons le plus brillant exemple des avantages de ce système qui fut donné par Frédéric-le-Grand à la bataille de Leuthen.

L'ordre perpendiculaire sur une ou deux ailes, tel qu'il est présenté aux figures 6 et 7, ne saurait être considéré que comme une formule de théorie pour indiquer la direction tactique sur laquelle on porterait les efforts. Jamais deux armées ne se trouveraient dans des positions relativement perpendiculaires telles qu'on les voit tracées sur la planche; car si l'armée B prenait en effet sa première direction en ligne perpendiculaire sur une ou sur les deux extrémités de l'armée A, celle ci changerait aussitôt le front d'une partie de sa ligne, et même l'armée B, dès qu'elle aurait atteint ou dépassé l'extrémité, ne manquerait pas de rabattre ses colonnes à droite ou à gauche pour les rapprocher de la ligne ennemie, en sorte que la partie C la prendrait à revers, et qu'il en résulterait deux véritables lignes obliques comme elles sont pointées à la figure 6. On doit inférer de là qu'une seule division de l'armée assaillante se porterait perpendiculairement sur le flanc ennemi, tandis que le reste de cette armée se rapprocherait du front pour l'inquiéter, ce qui ramènerait toujours à une des dispositions obliques indiquées par les figures 5 et 12.

Au demeurant, l'attaque sur deux ailes, quelque forme qu'on lui donne, peut être très avantageuse, mais c'est quand l'assaillant se trouve fort supérieur en nombre; car si le principe fondamental consiste à porter la majeure partie des forces sur le point dé-

cisif, une armée inférieure violerait ce principe en formant une double attaque contre une seule masse supérieure; nous démontrerons cette vérité dans le cours de l'ouvrage.

L'ordre concave sur le centre (nº 8) a trouvé des partisans depuis qu'Annibal lui dut la victoire signalée de Cannes. Cet ordre peut être en effet très bon, lorsqu'on le prend par suite des évènemens de la bataille, c'est-à-dire quand l'ennemi s'engage dans le centre qui cède devant lui, et qui se laisse envelopper par les ailes. Mais si on prenait cette formation avant la bataille, l'ennemi, au lieu de se jeter au centre, n'aurait qu'à tomber sur les ailes, qui présenteraient d'elles-mêmes leurs extrémités, et seraient ainsi dans la même situation que si elles se trouvaient assaillies sur un flanc. Aussi ne prend-on guère cette position que contre un ennemi qui serait formé lui-même en ordre convexe pour livrer la bataille, comme on le verra ci-après.

A la vérité, une armée formera rarement un demi-cercle, et prendra plutôt une ligne brisée rentrant vers le centre (comme la figure 8 bis); s'il faut en croire plusieurs écrivains, ce fut une disposition pareille qui fit triompher les Anglais aux célèbres journées de Crécy et d'Azincourt. Il est certain que cet ordre vaut mieux qu'un demi-cercle, en ce qu'il ne prête pas autant le flanc, qu'il permet de marcher en avant par échelons, et qu'il conserve avec cela tout l'effet de la concentration du feu. Toutefois ses avantages disparaissent si l'ennemi, au lieu de se jeter follement dans le centre concave, se borne à le faire observer de loin, et se jette avec le gros de ses forces sur une aile seulement. La bataille d'Essling, en 1809, offre encore un exemple de l'avantage d'une ligne concave; mais on ne saurait en inférer que Napoléon fit mal d'attaquer son centre: on ne doit pas juger une armée combattant avec le Danube à dos, et n'ayant pas la faculté de se mouvoir sans découvrir ses ponts, comme si elle avait eu pleine liberté de manœuvrer.

L'ordre convexe saillant au centre (n. 9) se prend pour combattre immédiatement après un passage de fleuve, lorsqu'on est forcé de refuser les ailes pour appuyer au fleuve et couvrir les ponts, ou bien encore lorsqu'on combat défensivement adossé à une rivière pour la repasser et couvrir le défilé comme à Leipzig; enfin, on peut le prendre naturellement pour résister à un ennemi qui forme une ligne concave. Si l'ennemi dirigeait son effort sur le saillant ou sur une des extrémités seule, cet ordre entraînerait la ruine de l'armée (1). Les Français le prirent à Fleurus, en 1794, et réussirent parce que le prince de Cobourg, au lieu de fondre en forces sur le centre ou sur une seule extrémité, divisa ses attaques sur cinq ou six rayons divergens, et notamment sur les deux ailes à la fois. Ce fut à peu près dans ce même ordre convexe qu'ils combattirent à Essling, ainsi qu'aux deuxième et troisième journées de la fameuse bataille de Leipzig: il eut dans ces dernières occasions le résultat infaillible qu'il devait avoir.

L'ordre échelonné sur les deux ailes

(1) Une attaque sur les deux extrémités pourrait bien réussir aussi dans quelques circonstances, soit que l'on eût des forces suffisantes pour la tenter, soit que l'ennemi fût hors d'état de découvrir son centre pour soutenir ses ailes. Mais en thèse générale, une fausse attaque, pour contenir le centre et un grand effort sur une seule extrémité, serait surtout la plus favorable contre une pareille ligne convexe.

(n. 10) est dans le même cas que l'ordre perpendiculaire (n. 7); il faut observer néanmoins que les échelons se rapprochant vers le centre où se tiendrait la réserve, cet ordre serait meilleur que le perpendiculaire, puisque l'ennemi aurait moins de facilité, d'espace et de temps pour se jeter dans l'intervalle du centre et y diriger une contre-attaque menaçante.

L'ordre échelonné sur le centre seulement (n. 11) peut s'employer surtout avec succès contre une armée qui occuperait une ligne morcelée et trop étendue, parce que son centre se trouvant alors isolé des ailes de manière à être accablé séparément, cette armée, coupée ainsi en deux, serait probablement détruite. Mais, par l'application du même principe fondamental, cet ordre d'attaque serait moins sûr contre une armée occupant une position unie et serrée; car les réserves se trouvant ordinairement à portée du centre, et les ailes pouvant agir, soit par un feu concentrique, soit en prenant l'offensive contre les premiers échelons, pourraient aisément les repousser.

Si cette formation offre quelque ressemblance avec le fameux coin triangulaire ou *caput porci* des anciens, et avec la colonne de Winkelried, elle en diffère toutefois essentiellement; car, au lieu de former une masse pleine, ce qui serait impraticable de nos jours à cause de l'artillerie, elle offrirait au contraire un grand espace vide dans le milieu qui faciliterait les mouvemens. Cette formation convenable comme on l'a dit pour percer le centre d'une ligne trop étendue, pourrait réussir également contre une ligne qui serait condamnée à l'immobilité; mais si les ailes de la ligne attaquée savent agir à propos contre les flancs des premiers échelons, elle ne serait pas sans inconvéniens. Mieux vaudrait peut-être un ordre parallèle considérablement renforcé sur le centre (fig. 4 et 12), car la ligne parallèle, dans ce cas, aurait du moins l'avantage de tromper l'ennemi sur le vrai point de l'effort projeté, et d'empêcher les ailes de prendre en flanc les échelons du centre.

L'ordre d'attaque en colonnes sur le centre et sur une extrémité en même temps (n. 12) est plus convenable que le précédent, lorsqu'il s'applique surtout à une ligne ennemie contiguë; on peut même dire que de tous les ordres de bataille c'est le plus rationel: en effet, l'attaque sur le centre, secondée par une aile qui déborde l'ennemi, empêche celui-ci de faire comme Annibal et comme le maréchal de Saxe, c'est-à-dire de fondre sur l'assaillant en le prenant en flanc; l'aile ennemie qui se trouvera serrée entre l'attaque du centre et celle de l'extrémité, ayant la presque totalité des masses assaillantes à combattre, sera accablée et probablement détruite. Ce fut la manœuvre qui fit triompher Napoléon à Wagram et à Ligny; ce fut celle qu'il voulut tenter à Borodino, et qui ne lui réussit qu'imparfaitement par l'héroïque défense des troupes de l'aile gauche des Russes, par celle de la division Paskievitch dans la fameuse redoute du centre, puis par l'arrivée du corps de Baggavout sur l'aile qu'il espérait déborder. Enfin, il l'employa aussi à Bautzen, où il aurait obtenu des succès inouis, sans un incident qui dérangea la manœuvre de sa gauche, destinée à couper la route de Wurschen, et qui avait déjà tout disposé pour cela.

Nous devons observer que ces différens ordres ne sauraient être pris au

pied de la lettre, comme les figures géométriques les indiquent. Un général qui voudrait établir sa ligne de bataille avec la même régularité que sur le papier ou sur une place d'exercice, serait incontestablement trompé dans son attente et battu, surtout d'après la méthode actuelle de faire la guerre. Au temps de Louis XIV, de Frédéric, lorsque les armées campaient sous la tente, et presque toujours réunies; lorsqu'on se trouvait plusieurs jours face à face avec l'ennemi, qu'on avait le loisir d'ouvrir des marches ou chemins symétriques pour faire arriver ses colonnes à distances uniformes, alors on pouvait former une ligne de bataille presque aussi régulière que les figures tracées. Mais aujourd'hui que les armées bivouaquent, que leur organisation en plusieurs corps les rend plus mobiles, qu'elles s'abordent à la suite d'ordres donnés hors du rayon visuel et souvent même sans avoir eu le temps de reconnaître exactement la position de l'ennemi, enfin que les différentes armes se trouvent mélangées dans la ligne de bataille, alors tous les ordres dessinés au compas doivent nécessairement se trouver en défaut. Aussi ces sortes de figures n'ont-elles jamais servi qu'à indiquer une disposition approximative, un sytème.

Des diversions et grands détachemens.

Les détachemens qu'une armée peut être appelée à faire dans le cours d'une campagne se lient si étroitement avec le succès de toutes ses entreprises, qu'on doit les regarder comme une des branches les plus importantes, mais aussi les plus délicates de la guerre.

En effet, si rien n'est plus utile qu'un grand détachement, lorsqu'il est fait à propos et bien combiné, rien n'est plus dangereux quand il est fait d'une manière inconsidérée. Frédéric-le-Grand comptait même au nombre des qualités les plus essentielles d'un général, de savoir engager ses adversaires à faire des détachemens, soit pour aller ensuite les enlever, soit pour attaquer l'armée pendant leur absence.

On a tant abusé de la manie des détachemens que, par un excès contraire, beaucoup de gens ont cru à la possibilité de s'en passer. Sans doute il serait beaucoup plus sûr et plus agréable de tenir toujours son armée réunie en une seule masse; mais comme c'est chose tout-à-fait impraticable, il faut bien se résigner à faire des détachemens lorsque cela devient indispensable au succès même des entreprises que l'on voudrait former. L'essentiel est d'en faire le moins possible.

Il y a plusieurs sortes de détachemens :

1° Les grands corps lancés au loin hors de la zône des opérations pour effectuer des diversions sur des points plus ou moins essentiels;

2° Les grands détachemens faits dans la zône des opérations pour couvrir des points importans de cette zône, former un siége, garder une base secondaire, protéger la ligne d'opérations si elle est menacée;

3° Les grands détachemens faits sur le front même d'opérations, en face de l'ennemi, pour concourir directement à une entreprise concertée;

4° Les petits détachemens lancés au loin pour tenter des coups de main sur des postes dont la prise pourrait agir favorablement.

J'entends par diversions, ces entreprises secondaires formées loin de la zône principale des opérations, aux extrémités d'un théâtre de guerre, et

sur le concours desquelles on aurait la folie de calculer le succès d'une campagne. De pareilles diversions ne sont utiles que dans deux cas, celui où le corps qui y serait employé se trouverait hors d'état, par son éloignement, d'être mis en action ailleurs ; ou bien lorsqu'il serait jeté sur un point où il trouverait un grand appui parmi les populations, ce qui rentre dans le domaine des combinaisons politiques plus que dans celles de l'art militaire.

Les grands détachemens mobiles et temporaires se font pour les motifs suivans :

Contraindre l'ennemi à la retraite, en menaçant sa ligne d'opérations, ou couvrir la sienne propre ;

Marcher au devant d'un corps ennemi empêcher sa jonction, ou bien faciliter la jonction d'un renfort attendu ;

Observer et contenir une grande fraction de l'armée ennemie, tandis que l'on projette de frapper un coup sur l'autre portion de cette armée ;

Enlever un convoi considérable de vivres ou de munitions, duquel dépendrait la continuation d'un siége ou le succès d'une entreprise stratégique ; protéger l'arrivée d'un convoi qu'on attend soi-même ;

Opérer une démonstration à l'effet d'attirer l'ennemi dans une direction où l'on désire qu'il marche, pour faciliter une opération entreprise d'un autre côté ;

Masquer et même investir une ou plusieurs grandes places pendant un temps donné, soit qu'on veuille les attaquer, soit qu'on veuille se borner à enfermer la garnison dans ses remparts ;

Enlever un point important sur les communications d'un ennemi déjà en retraite.

Quelque séduisant qu'il puisse paraître d'obtenir les divers buts indiqués dans cette nomenclature, il faut avouer néanmoins que ce sont toujours des objets plus ou moins secondaires, et que l'essentiel étant de triompher sur les points décisifs, il faut se garder de s'abandonner à l'entraînement des détachemens multipliés, car on a vu bien des armées succomber pour n'avoir pas su rester concentrées.

Nous rappellerons ici plusieurs de ces entreprises pour prouver que leur succès ou leur perte dépend, tantôt de l'à-propos, tantôt du génie de celui qui les dirige, plus souvent encore des fautes d'exécution. Chacun sait comment Pierre-le-Grand préluda à la destruction de Charles XII, en faisant enlever par un corps considérable le fameux convoi qu'amenait Lowenhaupt. On se rappelle également comment Villars battit complètement à Denain le grand détachement que le prince Eugène avait fait sous d'Albermale, en 1709.

La destruction du grand convoi que Laudon enleva à Frédéric, pendant le siége d'Olmütz, obligea le roi à évacuer la Moravie. Le sort des deux détachemens de Fouquet à Landshut, en 1760, et de Fink à Maxen, en 1759, attestent également combien il est difficile de se soustraire à la nécessité de faire des détachemens et au danger qui en résulte.

Plus près de nous, le désastre de Vandamme à Culm fut une sanglante leçon contre les corps aventurés trop audacieusement ; toutefois, il en faut convenir, dans cette dernière occasion la manœuvre était habilement méditée, et la faute fut moins d'avoir poussé le détachement que de ne l'avoir pas soutenu comme on le pouvait facilement. Celui de Fink fut détruit à

Maxen presque sur le même terrain et par la même raison.

Quant aux diversions démonstratives faites dans le rayon même de l'armée, elles ont un avantage positif, c'est lorsqu'elles sont combinées dans le but de faire arriver l'ennemi sur un point où il convient de fixer son attention, tandis qu'on rassemble le gros de ses forces sur un point tout opposé où l'on désire frapper un coup important. Alors il faut non seulement éviter d'engager le corps qui est employé à cette démonstration, mais le rappeler promptement vers le corps de bataille ; nous citerons deux exemples qui prouveront l'opportunité de cette précaution.

En 1800, Moreau voulant tromper Kray sur la vraie direction de sa marche, fit porter son aile gauche de Kehl vers Rastadt, tandis qu'il filait avec son armée sur Stockach : sa gauche, après une simple apparition, se rabattit alors vers son centre par Fribourg en Brisgau.

En 1805, Napoléon, maître de Vienne, lance le corps de Bernadotte sur Iglau, pour semer la terreur en Bohême et paralyser l'archiduc Ferdinand qui y rassemblait un corps ; il lance d'un autre côté Davoust sur Presbourg pour imposer à la Hongrie; mais il les rabat aussitôt sur Brunn, afin d'y venir prendre part à l'événement qui devait décider de toute la campagne, et une victoire signalée devient le résultat de ces sages manœuvres. Ces sortes d'opérations, loin d'être contraires aux principes, sont nécessaires pour en favoriser l'application.

On se convaincra aisément, par tout ce qui précède, qu'on ne saurait donner des maximes absolues sur des opérations aussi variées et dont le succès tient à tant de particularités si difficiles à saisir. Ce sera aux talens et au coup-d'œil des généraux à juger quand ils devront risquer des détachemens; les seuls préceptes admissibles : c'est d'en faire le moins possible et de les rappeler à soi dès qu'ils ont rempli leur destination. Au surplus on pourra remédier en partie à leurs inconvéniens en donnant de bonnes instructions à ceux qui les commandent; c'est en cela que consiste le plus grand talent d'un général d'état-major.

Un des moyens qui peuvent concourir aussi à préserver des fâcheux résultats qu'entraînent les détachemens, c'est de ne négliger aucune des précautions prescrites par la tactique pour doubler leur force par de bonnes positions, mais sans perdre de vue néanmoins qu'il est plus sage en général de ne point les engager dans des luttes sérieuses, contre des forces disproportionnées. En pareil cas, la mobilité doit être leur premier moyen de salut ; ce n'est que dans un petit nombre de circonstances qu'un détachement doit se résoudre à vaincre ou à mourir dans la position qu'il aurait prise ou qui lui aurait été assignée.

Quoi qu'il en soit, il est incontestable que, dans toutes les hypothèses possibles, les préceptes de la tactique et de la fortification passagère sont applicables aux grands détachemens, comme à l'armée elle-même.

Des corps légers lancés au milieu de la zône d'opérations de l'ennemi, quelques centaines de cavaliers, ainsi hasardés, ne sont jamais une perte grave, et peuvent causer un dommage considérable à l'ennemi.

On emploie de préférence, à ces sortes d'expéditions, des officiers à la fois rusés et hardis, connus sous le nom de partisans : véritables enfans per-

dus, ils doivent faire tont le mal possible à l'ennemi sans trop se compromettre. Sans doute, quand l'occasion de frapper un coup important se présente, ils doivent aussi savoir donner tête baissée sur l'ennemi; mais en général, l'adresse et la présence d'esprit, pour éviter tont danger inutile, sont, plus encore que l'audace calculée, les véritables qualités nécessaires à un partisan.

Des passages de rivières et de fleuves.

Les passages de petites rivières, snr lesquelles on trouve un pont établi et où l'on peut facilement en jeter un, ne présentent pas des combinaisons qui appartiennent à la haute tactique ou à la stratégie; mais des passages de grandes rivières ou de fleuves, tels que le Danube, le Rhin, le Pô, l'Elbe, l'Oder, la Vistule, l'Inn, le Tessin, etc., sont des opérations dignes d'être étudiées.

L'art de jeter des ponts est une connaissance spéciale, qui appartient aux officiers de pontonniers ou de sapeurs. Ce n'est pas sous ce rapport que nous traiterons ces passages, mais comme attaque d'une position militaire, et comme manœuvre de guerre.

Le passage en lui-même est une opération de tactique; mais la détermination dn point où il doit se faire est liée aux grandes opérations qui embrassent tout le théâtre de la guerre. Le passage du Rhin par le général Moreau, en 1800, dont nous avons déjà parlé, peut encore servir d'exemple pour mieux faire jnger cette assertion. Napoléon, plus habile en stratégie que son lieutenant, voulait le faire passer en masse à Schaffhouse pour prendre à revers toute l'armée de Kray, la prévenir à Ulm, la conper de l'Autriche, et la refouler sur le Mein. Moreau, qui avait déjà une tête de pont à Bâle, aima mieux passer plus commodément sur le front de l'ennemi que de tourner son extrême gauche. L'avantage tactique lui parut plus sûr que tons ceux de la stratégie; il préféra un demi-succès certain à la chance d'une victoire qui eût été décisive, mais exposée à plus de hasards. Dans la même campagne, le passage du Pô par Napoléon offrit un autre exemple de l'importance stratégique qui est attachée au choix du point de passage : l'armée de réserve, après le combat de la Chiusella, pouvait marcher par la ganche du Pô à Turin, ou passer le fleuve à Crescentino et marcher droit à Gênes; Napoléon préféra passer le Tessin, entrer à Milan, s'y réunir à Moncey qui venait avec vingt mille hommes par le Saint-Gothard, puis passer le Pô à Plaisance, persuadé qn'il devancerait plus sûrement Mélas sur ce point, que s'il se rabattait trop tôt sur sa ligne de retraite. Le passage du Danube à Donavert et Ingolstadt, en 1805, fut une opération à pen près du même genre: la direction choisie devint la première cause de la destruction de l'armée de Mack.

Le point convenable en stratégie est facile à déterminer d'après ce que nous avons dit, et il n'est pas inutile de rappeler que dans un passage de rivière, comme en toute autre opération, il y a des points décisifs permanens ou géographiques, et d'autres qui sont relatifs ou éventuels, puisqu'ils résultent de l'emplacement des forces ennemies.

Si le point choisi réunit les avantages stratégiques aux convenances tactiques des localités, ce choix ne laissera rien à désirer; mais s'il présentait

des obstacles locaux presque insurmontables, alors il faudrait en choisir un autre, en ayant soin de préférer celui qui serait le plus près de la direction stratégique qu'il importerait d'atteindre. Indépendamment de ces combinaisons générales, qui doivent influer sur le choix du point de passage, il en est encore une autre qui se rapporte aux lieux mêmes ; le meilleur emplacement sera celui ou l'armée, après avoir passé, pourra prendre son front d'opérations et sa ligne de bataille perpendiculairement au fleuve, du moins pour les premières marches, sans être forcée de se diviser en plusieurs corps sur différentes directions ; cet avantage la sauvera également du péril de recevoir bataille avec le fleuve à dos, comme cela arriva à Napoléon à Essling.

En voilà assez sur la combinaison stratégique qui doit décider des passages ; il est temps de parler de leur exécution. L'histoire est la meilleure école pour étudier les mesures propres à en assurer la réussite. Les anciens ont fait une merveille de celui du Granique, qui n'est qu'un ruisseau ; sous ce rapport, les modernes ont de plus grandes actions à citer.

Le passage du Rhin, à Tholhuys, par Louis XIV, n'est pas celui qui a fait le moins de bruit, et il faut avouer qu'il est digne de remarque.

De nos jours, le général Dedon a célébré les deux passages du Rhin à Kehl, et celui du Danube à Hochstedt, en 1800; son ouvrage doit être consulté comme classique pour les détails ; or, la précision dans les détails est tout pour ces sortes d'opérations.

Enfin trois autres passages du Danube, et celui, à jamais célèbre, de la Bérézina, ont surpassé tout ce qu'on avait vu jusque-là dans ce genre. Les deux premiers sont ceux que Napoléon exécuta à Essling et à Wagram, en présence d'une armée de cent vingt mille hommes, munie de quatre cents pièces de canon, et sur l'un des points où le lit du fleuve est le plus large ; il faut en lire l'intéressante relation par le général Pelet. Le troisième est celui qui fut exécuté par l'armée russe à Satounovo, en 1828 ; quoiqu'il ne puisse être mis en parallèle avec les précédens, il fut très remarquable par les difficultés excessives que les localités présentaient, et par la nature des efforts qu'il fallut faire pour les surmonter. Quant à celui de la Bérézina, il fut en tout point miraculeux.

Il est essentiel de donner le change à l'ennemi sur le point de passage, afin qu'il n'y accumule pas ses moyens de résistance. Outre les démonstrations stratégiques, il faudra encore de fausses attaques à proximité du passage, pour diviser les moyens que l'ennemi y aura rassemblés ; à cet effet, la moitié de l'artillerie doit être employée à faire beaucoup de bruit sur tous les points où l'on ne veut pas passer, tandis que le plus grand silence doit régner au point réel où se dirigeront les apprêts sérieux.

On doit, autant que possible, protéger la construction des ponts, en portant des troupes en bateaux sur la rive opposée, afin d'en déloger l'ennemi qui gênerait les travaux ; ces troupes devront s'emparer aussitôt des villages, bois ou autres obstacles à proximité.

Il importe aussi de placer de fortes batteries de gros calibre, non seulement pour balayer cette rive opposée, mais pour faire taire l'artillerie que l'ennemi voudrait amener dans l'intention de battre le pont à mesure qu'on y travaillerait ; à cet effet,

convient que la rive d'où l'assaillant doit partir domine un peu la rive opposée.

Le voisinage d'une grande île, près de la rive ennemie, offre beaucoup de facilités aux troupes de débarquement ainsi qu'aux travailleurs. De même le voisinage d'une petite rivière affluente donne les moyens de réunir et de cacher les préparatifs pour les bateaux.

Il est bon de choisir un endroit où le fleuve forme une anse ou coude rentrant, afin de pouvoir assurer aux troupes un débouché sûr, protégé par des batteries dont le feu, croisé sur l'avenue, empêcherait l'ennemi de tomber sur les bataillons à mesure qu'ils passeraient.

L'endroit fixé pour jeter les ponts doit être à proximité de bonnes routes sur les deux rives, afin que l'armée puisse trouver des communications faciles après le passage, aussi bien que pour se rassembler. On doit éviter à cet effet les points où les rampes seraient très escarpées, surtout du côté de l'ennemi.

Quant à la défense d'un passage, ses règles dérivent de la nature même de celles de l'attaque; elles doivent donc avoir pour but de s'opposer aux mesures indiquées ci-dessus. L'essentiel est de faire surveiller le cours par des corps légers, sans avoir la prétention de le défendre partout; puis de se concentrer rapidement au point menacé, pour foudroyer l'ennemi quand une partie de son armée aura passé. Il faut faire comme le duc de Vendôme à Cassano, et comme le fit plus en grand l'archiduc Charles à Essling, en 1809, exemple mémorable qu'on ne saurait trop recommander, bien que le vainqueur n'en ait pas tiré tout le fruit qu'il pouvait s'en promettre.

Nous avons déjà signalé l'influence que les passages de fleuves, au début d'une entreprise ou d'une campagne, peuvent exercer sur la direction des lignes d'opérations; il nous reste à examiner celle qu'ils peuvent avoir sur les mouvemens stratégiques qui les suivraient immédiatement.

Une des plus grandes difficultés qui se présentent après les passages, c'est de couvrir les ponts contre l'ennemi sans cependant gêner trop les entreprises que l'armée voudrait faire. Lorsqu'ils ont lieu avec une grande supériorité numérique, ou à la suite de grandes victoires déjà remportées, la chose n'est pas si embarrassante; mais lorsqu'on les exécute au début de la campagne, en présence d'un ennemi presque égal en forces, le cas est différent.

Si cent mille Français passent le Rhin à Strasbourg ou à Manheim, en présence de cent mille Allemands; la première chose qu'ils auront à faire sera de pousser l'ennemi dans trois directions : la première devant eux, jusqu'aux montagnes de la Forêt-Noire, la deuxième à droite pour couvrir les ponts du côté du Haut-Rhin, et la troisième à gauche pour les couvrir du côté de Mayence et du Bas-Rhin. Cette nécessité mène à un déplorable morcellement de forces; mais, pour en diminuer les inconvéniens, il faut se garder de croire qu'il soit nécessaire de diviser l'armée en trois parties égales, ni qu'il faille conserver ces détachemens au-delà du peu de jours nécessaires pour s'assurer du lien de rassemblement des forces ennemies.

Toutefois on ne peut se dissimuler que c'est une des situations les plus délicates pour un général en chef : car, s'il se divise pour couvrir ses ponts, il peut donner avec une de ses trois frac-

tions contre le gros des masses ennemies qui l'accableraient; s'il réunit ses forces sur une seule direction, et que l'ennemi lui donne le change sur le point de son rassemblement, il pourrait s'exposer à voir ses ponts enlevés ou détruits, et se trouver compromis avant d'avoir eu le temps de remporter une victoire.

Les remèdes les plus sûrs seront de placer ses ponts près d'une ville que l'on pourra mettre rapidement en état de protéger leur défense, puis de donner à ses premières opérations toute la vigueur et la rapidité possibles, en se jetant successivement sur les fractions de l'armée ennemie, et les battant de manière à leur ôter l'envie d'inquiéter les ponts. Dans quelques cas on pourra ajouter à ces moyens le système des lignes d'opérations excentriques : si l'ennemi a morcelé ses cent mille hommes en plusieurs corps occupant des positions d'observation, et qu'on passe avec une masse égale sur un seul point voisin du centre de ce cordon, le corps défensif qui se trouverait isolé à ce centre étant vivement culbuté, on pourrait alors sans risque former deux masses de cinquante mille hommes, lesquelles, en prenant une direction divergente, disperseraient sûrement les fractions ennemies isolées en direction extérieure, les empêcheraient désormais de se réunir, et les éloigneraient ainsi de plus en plus des ponts. Mais si le passage s'était effectué, au contraire, sur une des extrémités du front stratégique de l'ennemi, en se rabattant vivement sur ce front qu'on battrait dans toute son étendue, comme Frédéric battit la ligne autrichienne tactiquement à Leuthen, dans toute sa longueur, l'armée aurait ses ponts derrière soi, et les couvrirait dans tous ses mouvemens en avant.

Il arrive parfois que des raisons majeures déterminent à tenter un double passage sur l'étendue d'un même front d'opérations, comme cela arriva à Jourdan et à Moreau, en 1796. Si l'on y gagne d'un côté l'avantage d'avoir au besoin une double ligne de retraite, on a l'inconvénient, en opérant ainsi sur les deux extrémités du front de l'ennemi, de le forcer pour ainsi dire à se rassembler sur le centre, ce qui le mettrait dans le cas de ruiner séparément les deux armées. Une telle opération aura toujours des suites déplorables, quand on aura affaire à un général capable de profiter de cette violation des principes.

Tout ce qu'on peut recommander à ce sujet, c'est de diminuer les inconvéniens du double passage, en portant du moins le gros des forces sur l'un des deux points qui serait alors décisif, puis de rapprocher le plus tôt possible les deux corps en direction intérieure, pour éviter que l'ennemi ne les accable séparément. Si Jourdan et Moreau avaient suivi cette maxime, et se fussent réunis vers Donavert au lieu de courir excentriquement, ils eussent probablement obtenu de grands succès en Bavière, loin d'être rejetés sur le Rhin.

Des retraites et des poursuites.

De toutes les opérations de la guerre, les plus difficiles sont incontestablement les retraites; cela est si vrai que le célèbre prince de Ligne disait, avec son esprit accoutumé, qu'il ne concevait pas comment une armée parvenait à se retirer. Lorsqu'on songe en effet à l'état physique et moral dans lequel une ar-

mée se trouve lorsqu'elle bat en retraite, par suite d'une bataille perdue, à la difficulté d'y maintenir l'ordre, aux chances désastreuses que le moindre désordre peut amener, on comprend pourquoi les généraux les plus expérimentés ont tant de peine à s'y résoudre.

Quel système conseiller pour une retraite? Faut-il combattre à outrance jusqu'à l'entrée de la nuit, pour pouvoir l'exécuter à la faveur des ténèbres? Vaut-il mieux ne pas attendre à la dernière extrémité, et quitter le champ de bataille lorsqu'on peut le faire encore avec bonne contenance? Doit-on prendre, par une marche forcée de nuit, le plus d'avance possible sur l'ennemi, ou bien s'arrêter en bon ordre à une demi-marche, en faisant mine d'accepter de nouveau le combat? Chacun de ces modes, convenable dans certains cas, pourrait dans d'autres causer la ruine totale de l'armée, et si la théorie de la guerre est impuissante en quelques points, c'est certainement en ce qui se rapporte aux retraites.

Si vous voulez combattre à toute force jusqu'à la nuit, vous pouvez vous exposer à une défaite complète avant que cette nuit soit venue, et puis si une retraite forcée devait se faire au moment où les ténèbres commencent à tout envelopper de leur voile, comment éviter la décomposition de l'armée qui ne sait et ne voit plus ce qu'elle fait? Si l'on quitte au contraire le champ de bataille en plein jour, et sans attendre la dernière extrémité, on peut s'exposer à perdre la partie au moment où l'ennemi renoncerait lui-même à poursuivre ses attaques, ce qui ferait perdre toute la confiance des troupes, toujours disposées à blâmer les chefs prudens qui battent en retraite avant d'y être évidemment contraints. De plus, qui saurait garantir qu'une retraite exécutée en plein jour devant un ennemi un peu entreprenant, ne dégénère en déroute?

Lorsque la retraite est enfin commencée, on n'est pas moins embarrassé de décider s'il faut forcer de marche pour gagner toute l'avance possible, puisque cette précipitation peut achever la perte de l'armée ou bien la sauver. Tout ce qu'il est possible d'affirmer à ce sujet, c'est que, avec une armée un peu considérable, il vaut mieux en général faire une retraite lente, à petites journées et bien échelonnée, parce qu'alors on a les moyens de former des arrière-gardes assez nombreuses pour se maintenir une partie du jour contre les têtes de colonnes de l'ennemi.

Les retraites sont de diverses espèces, selon le motif qui les détermine.

On se retire volontairement avant d'avoir combattu, pour amener l'ennemi sur un point moins avantageux pour lui que celui où il se trouve; c'est une manœuvre prudente plutôt qu'une retraite; ce fut ainsi que Napoléon se retira, en 1805, de Wischau sur Brunn, pour amener les alliés sur le point qui lui convenait; ce fut ainsi que Wellington se retira de Quatre-Bras sur Waterloo. Enfin c'est ce que je proposai de faire avant l'attaque de Dresde, lorsqu'on eut appris l'arrivée de Napoléon. Je présentai la nécessité d'une marche sur Dippodiswalde, pour choisir un champ de bataille avantageux; on confondit cette idée avec une retraite, et un point d'honneur chevaleresque empêcha de rétrograder sans tirer l'épée, ce qui eût pourtant évité la catastrophe du lendemain (26 août 1813).

On se retire aussi sans être défait

pour courir à la défense d'un point menacé par l'ennemi, soit sur les flancs, soit sur la ligne de retraite. Lorsqu'on marche loin de ses dépôts, dans une contrée épuisée, on peut être obligé à décamper pour se rapprocher de ses magasins. Enfin on se retire forcément après une bataille perdue, ou à la suite d'une entreprise manquée.

La retraite de Moreau, en 1796, exaltée par l'esprit de parti, fut honorable sans avoir rien d'extraordinaire (1). Celle que l'armée russe exécuta sans se laisser entamer, depuis le Niemen jnsqu'à Moscou, dans un espace de deux cent quarante lienes, devant un ennemi comme Napoléon, et une cavalerie pareille à celle que conduisait l'actif et audacieux Murat, pent certainement être mise au-dessus de toutes les autres. Sans doute elle fut facilitée par une multitude de circonstances, mais cela n'ôte rien de son mérite, sinon pour le talent stratégique des chefs qui en dirigèrent la première période, du moins pour l'aplomb et la fermeté admirable des corps de troupes qui l'exécutèrent.

Enfin, bien que la retraite de Moscou ait été pour Napoléon une sanglante catastrophe, on ne saurait contester qu'elle fut glorieuse ponr lui et pour ses troupes, à Krasnoï comme à la Bérezina; car les cadres de l'armée furent sauvés, tandis qu'il n'aurait pas dû en revenir nn homme. Dans ce mémorable évènement, les deux partis se couvrirent d'une gloire égale, les chances seules différèrent comme les résultats.

Il y a cinq manière de combiner une retraite :

La première, c'est de marcher en masse sur une senle ronte;

La seconde, c'est de s'échelonner, sur cette seule route, en deux ou trois corps, marchant à une journée de distance pour éviter la confusion, snrtout dans le matériel;

La troisième consiste à marcher sur un même front, par plusieurs routes parallèles menant au même but;

La quatrième, c'est de partir de deux points éloignés vers un bnt excentrique;

La cinquième serait de marcher, au contraire, par plusieurs routes concentriques.

Lorsque les premières divisions de l'armée d'Italie furent repoussées par Wurmser, Bonaparte les rassembla toutes à Roverbella, et quoiqu'il n'eût que quarante mille hommes, il en battit soixante mille parce qu'il n'eut à combattre que des colonnes isolées. S'il avait fait une retraite divergente, que seraient devennes son armée et ses conqnêtes? Wurmser, après ce premier échec, fit une retraite excentrique, en dirigeant ses deux ailes vers les extrémités de sa ligne de défense: qu'arriva-t-il? La droite, quoique favorisée par les montagnes du Tyrol, fut battue à Trente; Bonaparte se dirigea ensuite sur les derrières de la gauche, et la détruisit à Bassano et à Mantoue.

Lorsque l'archiduc Charles céda aux premiers efforts de deux armées françaises, en 1796, aurait-il sauvé l'Allemagne par une manœuvre excentrique? N'est-ce pas, au contraire à la direction concentrique de sa retraite que l'Allemagne dut son salut? Enfin,

(1) La retraite de Lecourbe de l'Engadin jusqu'à Altorf, et celle de Macdonald par Pontremoli, après la défaite de Trebbia, furent, ainsi que celle de Souwarow de Muttenthal jusqu'à Coire, des faits d'armes glorieux mais partiels et de courte durée.

Moreau, qui avait marché sur un développement immense par divisions isolées, s'aperçut que ce système inconcevable était bon pour se faire détruire lorsqu'il était question de combattre et surtout de se retirer ; il concentra ses forces disséminées, et tous les efforts de l'ennemi se brisèrent devant une masse qu'il fallait observer sur tous les points d'une ligne de quatre-vingts lieues. Après de tels exemples, on ne saurait, ce me semble, rien répliquer (1).

Le maréchal Soult, abandonnant les Pyrénées en 1814, avait à opter entre une retraite sur Bordeaux, qui l'eût mené au centre de la France, ou une retraite sur Toulonse, en longeant la frontière des Pyrénées. De même, Frédéric, en se retirant de Moravie, marcha sur la Bohême au lieu de regagner la Silésie.

La France est très propre à ce genre de guerre, snrtout lorsqu'il n'existe pas dans le pays deux partis politiques qui peuvent aspirer à la possession de la capitale, et rendre son occupation décisive pour l'ennemi. Si celui-ci pénètre par les Alpes, les Français peuvent agir sur le Rhônc et la Saône, en tournant autour de la frontière jusque sur la Moselle d'un côté, ou jusque sur la Provence de l'autre. S'il pénètre par Strasbourg, Mayence ou Valenciennes, il en est de même : l'occupation de Paris serait impossible ou du moins très hasardeuse, tant qu'une armée française intacte resterait basée sur sa ceinture de places fortes. Il en est au reste de même pour toutes les contrées ayant doubles fronts d'opérations (1).

Lorsqu'nne armée se met en retraite, par quelque motif que ce soit, il y a nécessairement aussi une poursuite.

La retraite, même la mieux ordonnée, exécutée avec une armée intacte, donne toujours un avantage à celui qui poursuit ; mais c'est snrtont après une défaite et dans des contrées éloignées que la retraite devient toujours l'opération la plus épineuse de la guerre, et ses difficultés s'accroissent proportionnellement à l'habileté que l'ennemi déploiera dans sa poursuite.

On peut difficilement donner des règles absolues snr tous les cas qu'nne poursuite peut présenter, mais il faut reconnaître :

Qu'en thèse générale, il est avantageux de la diriger sur le flanc des colonnes plutôt que sur la queue, snrtout quand on est dans son propre pays, et que l'on peut sans danger prendre une direction diagonale ou même perpendiculaire à la ligne d'opérations de l'adversaire. Toutefois, il ne faudrait pas se laisser entraîner à des mouvemens trop larges, qui feraient perdre la trace de l'ennemi ;

Qu'il est aussi généralement convenable de mettre dans la poursuite le plus d'activité et d'audace possible, surtout quand elle est le résultat d'une bataille gagnée, parce que la démoralisation entraine la perte de l'armée battue ;

Qu'il est peu de cas où il soit sage de faire un pont d'or à l'ennemi, quoi

(1) Dix ans après cette première réfutation de Bulow, la retraite concentrique de Barclay et de Bagration sauva l'armée russe ; bien qu'elle n'empêcha pas d'abord les succès de Napoléon, elle fut la première cause de sa perte.

(1) Dans tous ces calculs, je suppose les forces à peu près égales ; si l'armée envahissante est le double plus forte, alors elle peut suivre, avec la moitié de ses troupes, celle qui se retire parallèlement, et porter l'autre moitié sur la capitale ; mais à forces égales, cela serait impossible.

qu'en dise l'ancien adage romain; cela ne peut guère arriver que dans les occasions où une armée inférieure en forces aurait remporté un succès presque inespéré.

Un des moyens les plus sûrs de bien exécuter une retraite, c'est de familiariser les officiers et les soldats avec l'idée que, de quelque côté que vienne l'ennemi, ils ne courent pas plus de risque en le combattant en queue qu'en tête; il faut aussi les persuader que le maintien de l'ordre est le seul moyen de sauver une troupe inquiétée dans une marche rétrograde. C'est surtout dans ces occasions que l'on peut apprécier les avantages d'une forte discipline, qui sera dans tous les temps le meilleur garant du maintien de l'ordre; mais, pour exiger de la discipline, il importe d'assurer les subsistances, afin d'éviter que les troupes se débandent en maraudant (1).

Si un passage de grande rivière offre tant de chances délicates lorsqu'on est suivi en queue par l'ennemi, c'est une affaire bien scabreuse encore quand l'armée se trouve assaillie à la fois en tête et en queue, et que la rivière à franchir est gardée par un corps imposant.

Le passage doublement célèbre de la Bérézina par les Français est un des exemples les plus remarquables d'une pareille opération : jamais armée ne se trouva dans une situation plus désespérée et ne s'en tira plus glorieusement et plus habilement. Pressée par la famine, abîmée par le froid, éloignée de cinq cents lieues de sa base, assaillie en tête et en queue sur les bords d'une rivière marécageuse et au milieu de vastes forêts, comment espérer qu'elle pût en échapper? Sans doute elle paya cher cet honneur; sans doute la faute de l'amiral Tschitchagoff contribua puissamment à la tirer d'embarras; mais l'armée n'en fit pas moins des efforts héroïques auxquels on doit rendre hommage. On ne sait ce qu'il faut admirer le plus, du plan d'opérations qui amena les armées russes du fond de la Moldavie, de Moscou et de Polotsk, sur la Bérézina, comme à un rendez-vous de paix, plan qui faillit amener la capture de leur redoutable adversaire, ou de la constance admirable du lion ainsi poursuivi, et qui parvint à s'ouvrir un passage.

(1) Les qualités qui distinguent un bon général d'arrière-garde ne sont pas communes, dans les armées méridionales. Le maréchal Ney était le type de ce que l'on pouvait désirer de plus parfait en ce genre.

SUR LA LOGISTIQUE,

ou

ART PRATIQUE DE MOUVOIR LES ARMÉES.

Quelques mots sur la logistique en général.

La logistique est-elle uniquement une science de détail? Est-ce au contraire une science générale formant une des parties les plus essentielles de l'art de la guerre, ou bien ne serait-ce qu'une expression consacrée par l'usage pour désigner vaguement les diverses branches du service de l'état-major, c'est-à-dire les divers moyens d'appliquer les combinaisons spéculatives de l'art aux opérations effectives?

Ces questions paraîtront singulières à ceux qui sont dans la ferme persuasion qu'il n'y a plus rien à dire sur la guerre, et qu'on a tort de chercher de nouvelles définitions lorsque tout leur semble si bien défini. Pour moi, qui

suis persuadé que de bonnes définitions amènent la clarté des conceptions, j'avoue que je suis presque embarrassé de résoudre ces questions en apparence si simples.

Le mot de logistique dérive, comme on sait, de celui de major-général des logis (traduit en allemand par celui de quartiermeister), espèce d'officiers qui avaient jadis la fonction de loger ou camper les troupes, de diriger les colonnes, de les placer sur le terrain. Là se bornait toute la logistique qui, comme on le voit, embrassait néanmoins la castramétation ordinaire. Mais d'après la nouvelle manière de faire la guerre sans camps, les mouvemens furent plus compliqués, et l'état-major eut aussi des attributions plus étendues. Le chef de l'état major fut chargé de transmettre la pensée du généralisme sur les points les plus éloignés du théâtre de la guerre, de lui procurer des documens pour asseoir ses opérations. Associé à toutes ces combinaisons, appelé à les transmettre, à les expliquer, et même à en surveiller l'exécution dans leur ensemble ainsi que dans leurs moindres détails, ses fonctions s'étendirent nécessairement à toutes les opérations d'une campagne.

L'ancienne logistique ne saurait donc suffire pour désigner la science des états-majors, et les fonctions actuelles de ce corps, si l'on tenait à lui donner une instruction qui répondît pleinement à son but, demanderaient encore à être formulées, partie en corps de doctrines, partie en dispositions réglementaires. Ce serait aux gouvernemens à prendre l'initiative en publiant des règlemens bien mûris, qui, après avoir tracé tous les devoirs et les attributions des chefs et officiers de l'état-major, seraient suivis d'une instruction claire et précise pour leur tracer aussi les méthodes les plus propres à bien remplir ces devoirs.

L'état-major autrichien avait jadis une pareille instruction réglementaire, mais un peu surannée; elle se trouvait plus appropriée aux vieilles méthodes qu'au système nouveau. Quelques généraux, tels que Thiébault, Grimoard, ont mis au jour des manuels d'état-major; le nouveau corps royal de France a fait imprimer plusieurs instructions partielles, mais un ensemble satisfaisant n'existe encore nulle part.

S'il est reconnu que l'ancienne logistique n'était qu'une science de détails pour régler le matériel des marches, s'il est avéré que les fonctions de l'état-major embrassent aujourd'hui les combinaisons les plus élevées de la stratégie, il faudra admettre aussi que la logistique n'est plus qu'une parcelle de la science des états-majors, ou bien qu'il faut lui donner un autre développement et en faire une science nouvelle, qui ne sera pas seulement celle des états-majors, mais encore celle des généraux en chef.

Afin de nous en convaincre, énumérons les points principaux qu'elle devra embrasser pour comprendre tout ce qui se rapporte aux mouvemens des armées et aux entreprises qui en résultent :

1° Faire préparer d'avance tous les objets matériels nécessaires pour mettre l'armée en mouvement, c'est-à-dire pour ouvrir la campagne. Tracer les ordres, instructions et itinéraires (Marschroute) pour la rassembler et la mettre ensuite en action.

2° Bien rédiger tous les ordres du général en chef pour les diverses entreprises, de même que les projets d'attaque pour les combats prévus ou prémédités.

3° Concerter avec les chefs du génie et de l'artillerie les mesures à prendre pour mettre à l'abri les différens postes nécessaires à l'établissement des dépôts, comme aussi ceux qu'il conviendrait de fortifier à l'effet de faciliter les opérations de l'armée.

4° Ordonner et diriger les reconnaissances de toute espèce, et procurer, tant par ce moyen que par l'espionnage, les renseignemens aussi exacts que possible des positions et des mouvemens de l'ennemi.

5° Prendre toutes les mesures afin de bien combiner les mouvemens ordonnés par le général en chef. Concerter la marche des diverses colonnes, afin qu'elle se fasse avec ordre et ensemble; s'assurer que tous les moyens usités pour rendre cette marche à la fois aisée et sûre, soient préparés à cet effet; régler le mode et le moment des haltes.

6° Bien composer, et bien diriger par de bonnes instructions, les avant-gardes ou arrière-gardes, ainsi que les corps détachés, soit comme flanqueurs, soit avec d'autres destinations. Munir ces différens corps de tous les objets nécessaires pour remplir leur mission.

7° Arrêter les formules et instructions aux chefs des corps ou à leurs états-majors, pour diverses méthodes de répartir les troupes dans les colonnes à portée de l'ennemi, de même que pour les former le plus convenablement, lorsqu'il faudra se mettre en ligne pour combattre, selon la nature de terrain, et l'espèce d'ennemi à laquelle on aura affaire (1).

8° Indiquer aux avant-gardes et autres corps détachés, des points de rassemblement bien choisis, pour le cas où ils seraient attaqués par des forces supérieures, et leur faire connaître quel appui ils peuvent se flatter de trouver au besoin.

9° Ordonner et surveiller la marche des parcs d'équipages, de munitions, de vivres et d'ambulances, tant dans les colonnes que sur les derrières, de manière à ce qu'ils ne gênent point les troupes tout en restant à leur proximité; prendre les mesures d'ordre et de sûreté, soit en marche, soit dans les gîtes et wagenburg (barricades de chariots).

10° Tenir la main à l'arrivage successif des convois destinés à remplacer les vivres ou munitions consommées. Assurer la réunion de tous les moyens de transport tant du pays que de l'armée, et en régler l'emploi.

11° Diriger l'établissement des camps et régler le service pour leur sûreté, l'ordre et la police.

12° Établir et organiser les lignes d'opérations et lignes d'étapes de l'armée, ainsi que les communications des corps détachés avec cette ligne; désigner des officiers capables pour organiser et commander les derrières de l'armée, y veiller à la sûreté des détachemens et convois, les munir de bonnes instructions, veiller aussi à l'entretien des moyens de communication entre l'armée et sa base.

13° Organiser sur cette ligne les dépôts de convalescens, d'éclopés, de malingres; les hôpitaux mobiles, les ateliers de confection; pourvoir à leur sûreté.

14° Tenir note exacte de tous les détachemens formés, soit sur les flancs, soit sur les derrières; veiller à leur sort et à leur rentrée aussitôt qu'ils ne seraient plus nécessaires; leur donner au besoin un centre d'action et en former des réserves stratégiques.

(1) Il s'agit ici d'instructions et formules générales et non répétées pour chaque mouvement journalier; ce qui serait impraticable.

15° Organiser les bataillons ou compagnies de marche pour réunir en faisceau les hommes isolés ou petits détachemens allant de l'armée à la base d'opérations, ou de cette base à l'armée.

16° En cas de siéges, ordonner et surveiller le service des troupes dans les tranchées, se concerter avec les chefs du génie sur tous les travaux à prescrire à ses troupes, et sur leur conduite dans les sorties comme dans les assauts.

17° Prendre, dans les retraites, les mesures de précaution nécessaires pour en assurer l'ordre; placer les troupes de relai qui devront soutenir et relever celles de l'arrière-garde; charger des officiers d'état-major intelligens de la reconnaissance de tous les points où les arrière-gardes pourraient tenir avec succès pour gagner du temps; pourvoir d'avance à la marche des *Impedimenta*, afin de ne rien abandonner du matériel; y maintenir sévèrement l'ordre et prendre les précautions pour veiller à leur sûreté.

18° Pour les cantonnemens, en faire la répartition entre les différens corps, indiquer à chacun des corps d'armée la place d'alarme générale, leur prescrire les mesures de surveillance et tenir la main à ce que les règlemens s'exécutent ponctuellement.

A l'examen de cette vaste nomenclature, que l'on pourrait encore grossir de bien des articles minutieux, chacun se récriera que tous ces devoirs sont autant ceux du généralissime que ceux de l'état-major; c'est une vérité que nous venons de proclamer tout à l'heure, mais il est incontestable aussi que c'est précisément pour que le général en chef puisse vouer tous ses soins à la direction suprême des opérations, qu'on lui a donné un état-major chargé des détails d'exécution; dès lors toutes leurs attributions sont nécessairement en communauté, et malheur à l'armée quand ces autorités cessent de n'en faire qu'une; cela n'arrive cependant que trop fréquemment, d'abord parce que les généraux sont hommes et qu'ils en ont tous les défauts; ensuite, parce qu'il ne manque pas dans l'armée d'intérêts ou de prétentions en rivalité avec les chefs d'état-major (1).

Avant de quitter cet intéressant sujet, je crois devoir rapporter quelques évènemens remarquables pour faire apprécier toute l'importance d'une bonne logistique: l'un est le rassemblement miraculeux de l'armée française dans les plaines de Géra, en 1806; le second est l'entrée en campagne de 1815.

Dans l'un et l'autre de ces évènemens, Napoléon sut faire affluer, avec une précision admirable, sur le point décisif de la zône d'opérations, ses colonnes, qui étaient parties des points les plus divergens, et assura ainsi le succès de la campagne. Le choix de ce point décisif était une habile combinaison stratégique, le calcul des mouvemens fut une opération logistique émanée de son cabinet. Long-temps on a prétendu que Berthier était l'artisan de ces instructions conçues avec tant de précision, et transmises ordinairement avec tant de lucidité; j'ai

(1) Les chefs de l'artillerie, du génie et de l'administration, prétendent tous travailler avec le général en chef et non avec le chef d'état-major. Rien sans doute ne doit empêcher ces rapports directs de ces autorités avec le général en chef; mais il doit travailler avec elles en présence du chef d'état-major, et lui renvoyer toute leur correspondance, autrement il y aurait confusion.

eu cent occasions de m'assurer de la fausseté de cette assertion. L'empereur était lui-même le vrai chef de son état-major: muni d'un compas ouvert à une échelle de sept à huit lieues en ligne directe (ce qui suppose toujours neuf à dix lieues au moins par les sinuosités des routes), appuyé et quelquefois couché sur sa carte, où les positions de ses corps d'armée et celles présumées de l'ennemi étaient marquées par des épingles de différentes couleurs; il ordonnait ses mouvemens avec une assurance dont on aurait peine à se faire une juste idée. Promenant son compas avec vivacité sur cette carte, il jugeait en un clin-d'œil le nombre de marches nécessaires à chacun de ces corps pour arriver au point où il voulait l'avoir à jour nommé; puis plaçant ses épingles dans ces nouveaux sites, et combinant la vitesse de la marche qu'il faudrait assigner à chacune des colonnes, avec l'époque possible de leur départ, il dictait ces instructions qui, à elles seules, seraient un titre de gloire.

C'est ainsi qu'en 1806, Ney venant des bords du lac de Constance, Lannes, de la Haute-Souabe, Soult et Davoust, de la Bavière et du Palatinat, Bernadotte et Augereau, de la Franconie, et la garde impériale arrivant de Paris, se trouvèrent en ligne sur trois routes parallèles débouchant à la même hauteur, entre Saalfeld, Géra et Plauen, quand personne dans l'armée, ni en Allemagne, ne concevait rien à ces mouvemens en apparence si compliqués (1).

De même en 1815, quand Blucher cantonnait entre la Sambre et le Rhin, et que lord Wellington donnait ou recevait des fêtes à Bruxelles, attendant l'un et l'autre le signal d'envahir la France, Napoléon, que l'on croyait à Paris tout occupé de cérémonies politiques d'apparat, accompagné de sa garde, qui venait à peine de se reformer dans la capitale, fondait comme l'éclair sur Charleroi et sur les quartiers de Blucher, avec des colonnes convergeant de tous les points de l'horizon pour arriver, avec une rare ponctualité, le 14 juin dans les plaines de Beaumont, sur les bords de la Sambre. (Napoléon n'était parti que le 12 de Paris.)

La combinaison de ces deux opérations reposait sur un habile calcul stratégique, mais leur exécution fut incontestablement un chef-d'œuvre de logistique. Pour faire juger le mérite de pareilles mesures, je rapporterai, en opposition avec elles, deux circonstances où des fautes de logistique faillirent devenir fatales. Napoléon, rappelé d'Espagne en 1809, par les armemens de l'Autriche, et certain d'avoir la guerre avec cette puissance, dépêcha Berthier en Bavière, avec la mission délicate de rassembler l'armée, toute disséminée depuis Braunau jusqu'à Strasbourg et Erfurt. Davoust revenait de cette ville, Oudinot de Francfort; Masséna, en route pour l'Espagne, rétrogradait par Strasbourg sur Ulm; les Saxons, les Bavarois et les Wurtembergeois quittaient leurs pays respectifs. Des distances immenses séparaient ainsi ces corps, et les Autrichiens, réunis depuis long-temps, pouvaient aisément percer cette toile d'araignée et en détruire ou disperser les *lambeaux*. Napoléon, justement inquiet, ordonna à Berthier de rassembler l'armée à Ratisbonne, si la guerre n'était pas commencée à son arrivée;

(1) J'en excepte toutefois le petit nombre d'officiers capables de les pénétrer par analogie avec les précédens.

mais dans le cas contraire, de la réunir plus en arrière vers Ulm.

La cause de cette double alternative n'était pas difficile à pénétrer : si la guerre était commencée, Ratisbonne se trouvait trop près de la frontière d'Autriche pour l'assigner comme rassemblement, car les corps pourraient venir se jeter isolément au milieu de deux cent mille ennemis; en fixant la réunion à Ulm, l'armée serait concentrée plus tôt, ou du moins l'ennemi aurait cinq à six marches de plus à faire pour l'atteindre, ce qui était un point capital dans la situation respective des deux partis.

Il ne fallait pas être un génie pour comprendre la chose; cependant, les hostilités n'ayant commencé que quelques jours après l'arrivée de Berthier à Munich, il eut la bonhomie de s'attache rlittéralement à l'ordre reçu, sans en expliquer l'intention manifeste; non seulement il persista à réunir l'armée à Ratisbonne, mais il fit même retourner sur cette ville Davoust, qui avait eu le bon esprit de se rabattre d'Amberg sur la direction d'Ingolstadt.

Heureusement Napoléon, averti en vingt-quatre heures, par le téléprapbe, du passage de l'Inn arriva comme l'éclair à Abensberg, au moment où Davoust allait se trouver investi et l'armée scindée ou morcelée par une masse de cent quatre-vingt mille ennemis. On sait par quel prodige il la rallia et triompha, dans les cinq journées glorieuses d'Abensberg, de Siegenbourg, de Landshut, d'Eckmuhl et de Ratisbonne, qui réparèrent les fautes de logistique de son chef d'état-major.

Nous terminerons ces citations par les évènemens qui précédèrent et accompagnèrent le passage du Danube avant Wagram; les mesures pour faire arriver à point nommé, dans l'île de Lobau, le corps du vice-roi d'Italie venant de la Hongrie, celui de Marmont venant de la Styrie, et celui de Bernadotte venant de Linz, sont moins étonnantes encore que le fameux arrêté ou décret impérial en trente-un articles, qui réglait les détails du passage et de la formation dans les plaines d'Enzersdorf, en présence de cent quarante mille Autrichiens et de cinq cents pièces de canon, comme s'il se fût agi d'une fête militaire. Toutes ces masses se trouvant réunies dans l'île, le 4 juillet au soir, trois ponts sont jetés en un clin d'œil sur un bras du Danube de soixante-dix toises, par la nuit la plus obscure et au milieu de torrens de pluie; cent cinquante mille hommes y défilent en présence d'un ennemi redoutable, et sont formés avant midi dans la plaine, à une lieue en avant des ponts qu'ils couvrent par un changement de front; le tout en moins de temps qu'il n'en eût fallu pour le faire dans une manœuvre d'instruction répétée à plusieurs reprises. A la vérité, l'ennemi avait résolu de ne disputer le passage que faiblement, mais on l'ignorait, et le mérite des dispositions prises n'en est pas moins manifeste.

Un exemple non moins extraordinaire de l'importance des mesures de bonne logistique, fut donné à la bataille de Leipzig. En recevant cette bataille, adossé à un défilé comme celui de Leipzig, et à des prairies boisées, coupées de petites rivières et de jardins, il eût été important de jeter grand nombre de petits ponts, d'ouvrir des abords pour y arriver, et de jalonner ces chemins; cela n'eût pas empêché la perte d'une bataille décisive, mais on eût sauvé bon nombre d'hommes, de canons et de caissons, qui furent

abandonnés faute d'ordre et d'issues pour se retirer. L'explosion inconcevable du pont de Lindenau fut également le résultat d'une insouciance impardonnable de l'état-major, qui du reste n'existait plus que de nom dans l'armée, grâce à la manière dont Berthier le composait et le traitait. D'ailleurs, il faut en convenir, Napoléon, qui entendait parfaitement la logistique pour organiser une irruption, n'avait jamais songé à une mesure de précaution pour le cas d'une défaite, et quand il était présent, chacun se reposait sur l'empereur, comme s'il eût dû lui-même tout ordonner et tout prévoir.

En voilà assez pour faire apprécier toute l'influence qu'une bonne logistique peut avoir sur les opérations militaires.

Des reconnaissances et autres moyens de bien connaître les mouvemens de l'ennemi.

Un des moyens les plus importans pour bien combiner d'habiles manœuvres de guerre, serait sans contredit de ne jamais les ordonner que sur une connaissance exacte de ce que ferait l'ennemi. En effet, comment savoir ce que l'on doit faire soi-même, si l'on ignore ce que fait l'adversaire. Mais autant cette connaissance serait décisive, autant il est difficile, pour ne pas dire impossible, de l'acquérir; et c'est précisément là une des causes qui rendent la théorie de la guerre si différente de la pratique.

C'est de là que viennent tous les mécomptes des généraux qui ne sont que des hommes instruits sans avoir le génie naturel de la guerre, ou sans y suppléer par le coup-d'œil exercé que peut donner une longue expérience et une grande habitude de diriger des opérations militaires. Il est toujours aisé, en sortant des bancs d'une académie, de faire un projet pour déborder une aile, pour menacer les communications de l'armée lorsqu'on agit pour les deux partis en même temps et qu'on les dispose à son gré, soit sur une carte géographique, soit sur un plan de terrain simulé; mais quand on a affaire à un adversaire habile, actif, entreprenant, et dont tous les mouvemens sont une énigme, alors l'embarras commence, et c'est ici que se montre la médiocrité d'un général ordinaire, dénué de toute étude des principes.

Il y a quatre moyens pour parvenir à juger les opérations d'une armée ennemie: le premier est celui d'un espionnage bien organisé et largement payé (recommander l'espionnage paraîtra une œuvre impie aux songes-creux philanthropes, mais je les prie de ne pas oublier qu'il s'agit d'épier les mouvemens d'une armée et non de délation); le second est celui des reconnaissances faites par d'habiles officiers et des corps légers; le troisième consiste dans les renseignemens qu'on pourrait obtenir des prisonniers de guerre; le quatrième est celui d'établir soi-même les hypothèses qui peuvent être les plus vraisemblables d'après deux bases différentes. Enfin, il est un cinquième moyen, celui des signaux; quoiqu'il s'applique plutôt à indiquer la présence de l'ennemi qu'à juger de ses projets, il peut être rangé dans la catégorie dont nous nous occupons.

Pour tout ce qui se passe dans l'intérieur de l'armée ennemie, l'espionnage semble le plus sûr, car une reconnaissance, quelque bien faite qu'elle soit, ne peut donner aucune idée de ce qui se passe au-delà de l'a-

vant-garde. Cela ne veut pas dire qu'il n'en faille pas faire, car il faut tenter tous les moyens de se bien instruire; mais cela veut dire qu'il ne faut pas compter sur leur résultat. Il en est de même des rapports des prisonniers de guerre, ils sont souvent utiles, et le plus souvent il serait fort dangereux d'y ajouter foi. En tout cas, un état-major habile ne manquera pas de choisir quelques officiers instruits qui, chargés de ce service spécial, sauront diriger leurs questions de manière à démêler parmi les réponses ce qu'il peut être important de savoir.

Lorsque les armées campaient sous la tente, presque entièrement réunies, alors les nouvelles de l'ennemi étaient plus certaines, car on pouvait pousser des partis jusqu'en vue de leur camp, et les espions pouvaient rendre compte de tous les mouvemens de ces camps. Mais avec l'organisation actuelle en corps d'armée qui cantonnent ou bivouaquent, la chose est devenue plus compliquée, plus embarrassante, et en résultat presque nulle.

L'espionnage peut rendre néanmoins de bons services lorsque l'armée de l'adversaire est conduite par un grand capitaine ou un grand souverain, marchant toujours avec la majeure partie de ses forces et réserves. Tels étaient, par exemple, l'empereur Alexandre et Napoléon; lorsqu'on parvenait à savoir où ils avaient passé et quelle direction ils prenaient, on pouvait, sans s'arrêter au détail des autres mouvemens, juger à peu près le projet qu'ils avaient en vue.

Un général habile peut suppléer à l'insuffisance de tous ces moyens par des hypothèses bien posées et bien résolues d'avance, et, je puis le dire avec une certaine satisfaction, ce moyen ne m'a presque jamais manqué, et je me suis rarement trompé en y ayant recours.

Il nous reste à dire aussi ce que l'on peut obtenir à l'aide des signaux. Il y en a de plusieurs sortes, et à la tête de toutes on doit naturellement placer les télégraphes. Ce fut à l'idée qu'il eut d'établir une ligne télégraphique entre son quartier-général et la France, que Napoléon fut redevable de ses étonnans succès de Ratisbonne, en 1809. Il se trouvait encore à Paris quand l'armée autrichienne franchit l'Inn, vers Braunau, pour envahir la Bavière et percer ses cantonnemens. Instruit en vingt-quatre heures de ce qui se passait à deux cent cinquante lieues de lui, il se jette aussitôt en voiture, et huit jours après il était vainqueur dans deux batailles sous les murs de Ratisbonne; sans le télégraphe la campagne était perdue: ce trait suffit pour en apprécier l'importance.

Un essai d'une autre nature fut tenté en 1794, à la bataille de Fleurus, où le général Jourdan se servit d'un aérostat pour reconnaître et signaler les mouvemens des Autrichiens. Je ne sais s'il eut lieu de s'applaudir de cet essai, qui ne fut plus renouvelé, bien qu'on ait prétendu dans le temps qu'il avait concouru à la victoire, ce dont je doute fort. Il est probable que la difficulté d'avoir un aérostat tout prêt à faire son ascension au moment où cela serait opportun, celle de bien observer ce qui se passe ici-bas quand on est ainsi aventuré dans les airs, et l'instabilité des vents, ont pu faire renoncer à ce moyen. En maintenant le ballon à une élévation peu considérable, en y plaçant un officier capable de bien juger les mouvemens de l'ennemi, et en perfectionnant le petit nombre de signaux qu'il faudrait en attendre, il est des circonstances où l'on en tirerait

peut-être quelque fruit. Toutefois, la fumée du canon, la difficulté de distinguer à quel parti appartiennent les colonnes qu'on voit se mouvoir comme des troupes de Lilliputiens, rendront toujours ces rapports fort incertains : un aéronaute eût été, par exemple, assez embarrassé de décider, à la bataille de Waterloo, si c'était Grouchy ou Blucher qui arrivait par Saint-Lambert.

Il est une espèce de signaux plus solides, ce sont ceux qu'on donne par de grands feux allumés sur les points élevés d'une contrée : avant l'invention du télégraphe, ils avaient le mérite de pouvoir porter rapidement la nouvelle d'une invasion d'un bout du pays à l'autre. Les Suisses s'en servaient pour appeler les milices aux armes. On en fait aussi quelquefois usage pour donner l'alarme aux cantonnemens d'hiver afin de les rassembler plus promptement : ils peuvent d'autant mieux servir à cet effet, qu'il suffit de deux ou trois variantes dans le signal pour indiquer aux corps d'armée de quel côté l'ennemi menace les quartiers plus sérieusement, et sur quel point ils doivent effectuer leur rassemblement. Par la même raison, ces signaux peuvent convenir sur les côtes contre les descentes.

Enfin, il est une dernière espèce de signaux, ceux que l'on donne aux troupes pendant l'action à l'aide des instrumens militaires ; comme ils ne touchent pas directement au sujet que nous traitons, je me bornerai a observer qu'on les a perfectionnés dans l'armée russe plus que partout ailleurs. Mais, tout en reconnaissant de quelle importance il serait de trouver un moyen sûr d'imprimer un mouvement spontané et simultané à une masse de troupes d'après la volonté subite de son chef, il faut avouer que ce sera encore long-temps un problème difficile à résoudre ; et, à part le cas d'un hourra général, imprimé à toute une ligne par le pas de charge répété de proche en proche, il sera toujours difficile d'appliquer les signaux par instrumens à d'autre usage qu'aux tirailleurs : même ces hourras généraux et spontanés sont-ils plutôt l'effet d'un élan des troupes que le résultat d'un ordre : je n'en ai vu que deux exemples dans treize campagnes.

DE LA

FORMATION DES TROUPES

POUR ALLER AU COMBAT (1),

ET DE L'EMPLOI PARTICULIER OU COMBINÉ DES TROIS ARMES.

Deux articles essentiels de la tactique des batailles nous restent à examiner : l'un est la manière de disposer les troupes pour les conduire au combat ; l'autre est l'emploi des différentes armes. Bien que ces objets appartiennent à la logistique et à la tactique secondaire, il faut avouer cependant qu'ils forment une des principales combinaisons d'un général en chef lorsqu'il s'agit de livrer bataille ; dès-lors ils entrent nécessairement dans le plan que nous nous sommes proposé.

Ici les doctrines deviennent moins fixes, et l'on retombe forcément dans le champ des systèmes ; aussi n'est-ce

(1) Tout ce qui concerne les formations appartient plutôt à la logistique qu'à la tactique ; mais j'ai cru que ce chapitre, rédigé ainsi depuis sept ans, pouvait bien rester tel qu'il était, car la formation dépend de l'emploi, et l'emploi dépend aussi un peu de la formation la plus familière à une armée.

pas sans étonnement que nous avons vu tout récemment un des écrivains modernes les plus célèbres prétendre que la tactique est fixée, mais que la stratégie ne l'est pas, tandis que c'est précisément le contraire.

La stratégie se compose de lignes géographiques invariables, dont l'importance relative se calcule d'après la situation des forces ennemies, situation qui ne peut jamais amener qu'un petit nombre de variations, puisque les forces ennemies se trouveront divisées ou rassemblées, soit sur le centre, soit sur une des deux extrémités. Rien de plus possible que de soumettre des élémens si simples à des règles dérivant du principe foudamental de la guerre, et tous les efforts d'écrivains méticuleux pour embrouiller la science en voulant la rendre trop abstraite et trop exacte, ne sauraient faire naître un doute à ce sujet. Il en est de même des combinaisons des ordres de batailles, qui peuvent être soumises à des maximes également rapportées au principe général; mais les moyens d'exécution, c'est-à-dire la tactique proprement dite, dépendent de tant de circonstances, qu'il est impossible de donner des règles de conduite pour les cas innombrables qui peuvent se présenter.

Du placement des troupes dans la ligne de bataille.

Après avoir défini ce que l'on doit entendre par la ligne de bataille, il convient de dire de quelle manière elles se forment, et comment les différentes troupes doivent y être réparties.

Avant la révolution française, toute l'infanterie, formée par régimens et brigades, se trouvait réunie en un seul corps de bataille, subdivisé en première et seconde lignes qui avaient chacune leur aile droite et leur aile gauche. La cavalerie se plaçait ordinairement sur les deux ailes, et l'artillerie, encore très lourde à cette époque, était répartie sur le front de chaque ligne (on traînait du canon de 16, et il n'y avait pas d'artillerie à cheval). Alors l'armée, campant toujours réunie, se mettait en marche par lignes ou par ailes, et comme il y avait deux ailes de cavalerie et deux d'infanterie, si l'on marchait par ailes, on formait ainsi quatre colonnes. Quand on marchait par lignes, ce qui convenait surtout dans les marches de flanc, alors on ne formait que deux colonnes, à moins que, par des circonstances locales, la cavalerie ou une partie de l'infanterie eussent campé en troisième ligne, ce qui était rare.

Cette méthode simplifiait la logistique, puisque toute la disposition consistait à dire : « On marchera dans » telle direction par lignes ou par ai- » les, par la droite ou par la gauche. » On sortait rarement de cette monotone, mais simple formation, et dans l'esprit du système de guerre qu'on suivait, c'était ce qu'il y avait de mieux à faire.

La révolution française amena le système des divisions, qui rompit la trop grande unité de l'ancienne formation, et donna des fractions capables de se mouvoir pour leur propre compte sur toute espèce de terrain, ce qui fut un bien réel, quoique l'on tombât peut-être d'un extrême dans un autre, en revenant presque à l'organisation légionnaire des Romains. Ces divisions, composées ordinairement d'infanterie, d'artillerie et de cavale-

rie, manœuvraient et combattaient séparément; soit qu'on les étendit outre mesure pour les faire vivre sans magasins, soit qu'on eût la manie de prolonger sa ligne dans l'espoir de déborder celle de l'ennemi, on vit souvent les sept ou huit divisions, dont une armée se composait, marcher de front sur autant de routes, à quatre ou cinq lieues l'une de l'autre; le quartier-général se plaçait au centre, sans autre réserve que cinq ou six minces régimens de cavalerie de trois cents à quatre cents chevaux; en sorte que si l'ennemi venait à réunir le gros de ses forces sur une de ces divisions et à la battre, la ligne se trouvait percée, et le général en chef, n'ayant aucune réserve d'infanterie sous la main, ne voyait d'autre ressource que de se mettre en retraite pour rallier ses forces morcelées.

Bonaparte, dans sa première guerre d'Italie, remédia à cet inconvénient, tant par la mobilité et la rapidité de ses manœuvres, qu'en réunissant toujours le gros de ses divisions sur le point où le coup décisif devait se porter.

Lorsqu'il se fut placé à la tête de l'État, et qu'il vit chaque jour agrandir la sphère de ses moyens et celle de ses projets, Napoléon comprit qu'une organisation plus forte était nécessaire; il prit donc un terme moyen entre l'ancien système et le nouveau, tout en conservant l'avantage de l'organisation divisionnaire. Il forma, dès la campagne de 1800, des corps de deux ou trois divisions, qu'il plaça sous des lieutenans-généraux pour former les ailes, le centre ou la réserve de l'armée (1).

Ce système fut définitivement consolidé au camp de Boulogne, où l'on organisa des corps d'armée permanens sous des maréchaux, qui commandaient trois divisions d'infanterie, une de cavalerie légère, et trente-six à quarante pièces de canon avec des sapeurs. C'étaient autant de petites armées, propres à former, au besoin, toute entreprise par elles-mêmes. La grosse cavalerie fut réunie en une forte réserve, composée de deux divisions de cuirassiers, quatre de dragons et une de cavalerie légère. Les grenadiers réunis et la garde formèrent une belle réserve d'infanterie; plus tard, en 1812, la cavalerie fut aussi organisée en corps de trois divisions, afin de donner plus d'unité aux masses toujours croissantes de cette arme.

Il faut en convenir, cette organisation laissait peu à désirer, et cette grande armée, qui fit effectivement de si grandes choses, fut bientôt le type sur lequel toute l'Europe se modela.

Au demeurant, la meilleure organisation à donner à une armée qui entre en campagne, sera long-temps encore un problème de logistique à résoudre, à cause de la difficulté qu'on éprouve à la maintenir au milieu des événemens de la guerre et des détachemens incessans qu'ils nécessitent plus ou moins.

La grande armée de Boulogne, que nous venons de citer, en est la preuve la plus évidente. Il semblait que son organisation parfaite dût la mettre à l'abri de toutes les vicissitudes possibles. Le centre, sous le maréchal Soult; la droite, sous Davoust; la gauche, sous Ney; la réserve, sous Lannes…

(1) Ainsi l'armée du Rhin était composée de l'aile droite, sous Lecourbe, trois divisions; du centre, sous Saint-Cyr, trois divisions, et de la gauche, sous Saint-Suzanne, deux divisions; le général en chef avait en outre trois divisions de réserve sous ses ordres immédiats.

nes, présentaient un corps de bataille régulier et formidable de treize divisions d'infanterie, sans compter celles de la garde et des grenadiers réunis. Outre cela, les corps de Bernadotte et Marmont, détachés à droite, et celui d'Augereau, détaché à gauche, étaient disponibles pour agir sur les flancs; mais dès le passage du Danube, à Donavert, tout fut interverti.

Il sera toujours fort difficile de donner une organisation tant soit peu stable; cependant il semble que l'organisation de l'armée en quatre fractions, savoir : deux ailes, un centre et une réserve, est la seule rationnelle. La composition de ces fractions pourra varier selon la force des armées; mais pour pouvoir la maintenir, il sera indispensable d'avoir un certain nombre de divisions hors de ligne, pour fournir les détachemens nécessaires. Ces divisions, en attendant qu'elles soient détachées, pourraient renforcer l'une ou l'autre de ces fractions, qui serait la plus exposée à recevoir ou à frapper de grands coups, ou bien on les emploierait, soit sur les flancs du corps de bataille, soit à doubler la réserve. Chacune des quatre grandes fractions du corps de bataille pourra ne former qu'un seul corps de trois à quatre divisions, ou bien se diviser en deux corps de deux divisions. Dans ce dernier cas, on aurait sept corps, en n'en comptant qu'un pour la réserve; mais il faudrait que le dernier eût toujours trois divisions, afin que le centre et les ailes eussent chacun leur réserve.

En formant ainsi sept corps, si l'on n'en avait pas toujours quelques-uns hors de ligne pour fournir les détachemens, il arriverait souvent que les corps des extrémités se trouveraient détachés, en sorte qu'il ne resterait pour chaque aile que deux divisions, dont il faudrait même parfois détacher encore une brigade pour flanquer la marche de l'armée, de manière qu'il n'y resterait plus que trois brigades, ce qui ne constitue pas un ordre de bataille bien fort.

Ces vérités font croire qu'une organisation de la ligne de bataille en quatre corps de trois divisions d'infanterie et une de cavalerie légère, plus trois ou quatre divisions destinées aux détachemens, serait moins sujette à varier qu'une en sept corps de deux divisions.

Du reste, comme tout dépend, dans ces sortes d'arrangemens, de la force de l'armée et des unités qui la composent, autant que de la nature de ses entreprises, il en résulte des variantes multipliées qu'il serait trop long de détailler ici, et je me bornerai à tracer sur la planche ci-jointe les principales combinaisons que présenterait une formation, selon que les divisions seraient de deux ou de trois brigades, et les corps de deux ou trois divisions. On y a tracé la formation pour deux corps d'infanterie sur deux lignes, soit l'un derrière l'autre, soit l'un à côté de l'autre.

Ceci nous amène à examiner s'il peut jamais être convenable de placer ainsi deux corps l'un derrière l'autre, comme Napoléon le fit souvent, notamment à Wagram. Je crois qu'à l'exception des réserves, ce système ne saurait s'appliquer qu'à une position d'attente, et nullement à un ordre de combat; car il est bien préférable que chaque corps ait en lui-même sa seconde ligne et sa réserve, que d'entasser plusieurs corps sous des chefs différens. Quelque bien disposé que soit un général à soutenir un de ses collègues, il lui répugnera toujours de morceler ses forces à cet effet; et

quand, au lieu d'un collègue, il ne verra dans le commandant de la première ligne qu'un rival envié, ainsi que cela n'arrive que trop souvent, il est probable qu'il ne lui fournira pas avec empressement le secours dont il pourrait avoir besoin. Outre cela, un chef, dont le commandement est réparti sur une longue étendue, est bien moins sûr de ses opérations que s'il n'embrassait que la moitié de ce front, et qu'il trouvât en échange, dans plus de profondeur, le soutien qui lui serait nécessaire.

Enfin, pour compléter cet aperçu, on verra par le tableau ci-après (1) combien cette question de la meilleure formation est subordonnée à la force de l'armée et combien elle est compliquée.

On ne saurait guère se régler aujourd'hui sur les énormes masses mises en action de 1812 à 1815, où nous avons vu une même armée former jusqu'à quatorze corps qui avaient de deux jusqu'à cinq divisions. Avec de telles forces, il est incontestable qu'on ne saurait rien imaginer de mieux qu'une organisation par corps d'armée de trois divisions; on destinerait huit de ces corps pour la ligne de bataille, et il en resterait six, tant pour les détachemens que pour renforcer tel point de cette ligne qu'on jugerait convenable; mais pour appliquer ce système à des armées dans les proportions, déjà fort respectables, de cent cinquante mille hommes seulement, on pourrait à peine employer des divisions de deux brigades, là où Napoléon et les alliés employaient des corps d'armée entiers.

Si une armée ne passe pas cent mille hommes, la formation en divisions, comme en 1800, vaudrait peut-être mieux que celle par corps.

Après avoir recherché le meilleur mode pour donner une organisation un peu stable au corps de bataille, il ne sera pas hors de propos d'examiner si cette stabilité est désirable, et si l'on ne trompe pas mieux l'ennemi en changeant fréquemment la composition des corps et leur emplacement.

(1) Toute armée a deux ailes, un centre et une réserve, en tout quatre fractions principales, outre les détachemens éventuels

Voici les diverses formations qu'on peut donner à l'infanterie :

1° *En régimens à deux bataillons de huit cents hommes.*

4 corps à deux divisions — 8 Plus 3 divisions pour détachemens	11 divisions	22 brigades		88 bataillons		= 72,000 homm.	
4 corps à trois divisions — 12 Plus 3 divisions pour détachemens	15	»	30	»	120	»	= 96 000 »
7 corps d'armée à 2 divisions . . .	14	»	28	»	128	»	= 103 000 »
Plus un 8e pour détachement . .	2	»	4	»			

2° *En régimens à trois bataillons, brigades de six bataillons.*

4 corps à 2 divisons, outre les détachs	11 divisions	22 brigades		132 bataillons		= 105,000 homm.	
4 corps à 3 divisons, outre les détachs	15	»	30	»	180	»	= 144,000 »
8 corps à 2 détachemens.	16	»	32	»	192	»	= 154,000 »

Si à ces chiffres on ajoute un quart pour la cavalerie, l'artillerie et sapeurs, on peut calculer la force nécessaire pour ces diverses formations.

Il faut seulement observer que les régimens à deux bataillons de huit cents hommes seraient bien faibles au bout de deux ou trois mois de campagne. S'ils n'ont pas trois bataillons, il faudrait alors au moins que les bataillons eussent mille hommes.

En définitive, quels que soient la force et le nombre des subdivisions ou fractions de l'armée, l'organisation par corps d'armée restera probablement long-temps comme type normal chez toutes les grandes puissances continentales, et c'est d'après cette vérité que la ligne de bataille doit être calculée.

Quoi qu'il en soit, la formation classique, si l'on peut lui donner ce nom, est encore à l'heure qu'il est, pour l'infanterie, celle sur deux lignes; l'étendue plus ou moins rétrécie du champ de bataille, et la force des armées pourront bien motiver quelquefois une formation plus profonde, mais ce sera toujours à titre d'exception ou pour un coup de collier seulement, car l'ordre sur deux lignes, outre les réserves, paraissant suffire pour la solidité, et donnant plus de forces combattant à la fois, semble bien aussi le plus convenable.

Lorsque l'armée possède un corps permanent d'avant-garde, ce corps peut aussi être formé en avant de la ligne de bataille ou retiré en arrière pour augmenter la réserve (1); mais comme on l'a déjà dit ailleurs, cela arrive rarement d'après les formations actuelles et la manière de combiner les marches qu'elles nécessitent; chaque aile de l'armée a sa propre avant-garde, et celle du corps de bataille se trouve tout naturellement fournie par les troupes du corps d'armée qui marcherait en tête; quand on vient en présence, ces divisions rentrent dans leurs positions de bataille respectives. Souvent même les réserves de cavalerie se trouvent presque en entier à l'avant-garde, ce qui n'empêche pas qu'au moment de livrer bataille, elles ne reprennent aussitôt le poste qui leur est assigné, soit par la nature du terrain, soit par les vues du général en chef.

D'après ce que nous venons d'exposer, nos lecteurs s'assureront que les erremens suivis depuis la renaissance de l'art de la guerre et l'invention de la poudre jusqu'à la révolution française, ont subi de grands changemens par l'organisation actuelle, et que pour bien apprécier les guerres de Louis XIV, de Pierre-le-Grand et de Frédéric II, il faut nécessairement se reporter au système adopté de leur temps.

Toutefois, une partie des anciennes méthodes peut être encore employée, et si, par exemple, le placement de la cavalerie sur les ailes n'est plus une règle fondamentale, il peut être bon pour des armées de cinquante à soixante mille hommes, surtout quand le centre se trouve sur un terrain moins propre à cette arme que l'une ou l'autre des extrémités. Il est généralement d'usage d'attacher une ou deux brigades de cavalerie légère à chaque corps d'infanterie, ceux du centre la placeront préférablement derrière la dernière ligne: ceux des ailes peuvent la placer sur leurs flancs. Quant aux réserves de cette arme, si elle est assez nombreuse pour organiser trois corps, afin que le centre et chacune des ailes ait sa réserve, ce serait un ordre aussi parfait qu'on puisse le désirer. A défaut de cela, on pourrait disposer cette réserve en deux colonnes, l'une au point où le centre se lie à la droite, l'autre entre le centre et la gauche: ces colonnes pourraient ainsi arriver avec la même facilité sur tous les points de la ligne qui seraient menacés.

(1) L'avant-garde étant tous les jours exposée en face de l'ennemi et formant même l'arrière-garde quand il s'agit de rétrograder, il semble assez juste, au moment de la bataille, de lui donner un poste moins exposé que celui d'être placée en avant de la ligne de bataille.

L'artillerie, aujourd'hui plus mobile, est bien comme autrefois répartie sur tout le front, puisque chaque division a la sienne. Cependant il est bon d'observer que, son organisation s'étant perfectionnée, on peut mieux la répartir selon les besoins, et c'est toujours un grand tort que de la trop éparpiller. Il existe, au reste, peu de règles positives sur cette répartition de l'artillerie; car, qui oserait conseiller, par exemple, de boucher une trouée dans une ligne de bataille, en plaçant cent pièces en une seule batterie, fort loin de toute la ligne, comme Napoléon le fit avec tant de succès à Wagram? Ne pouvant entrer ici dans tous les détails de cette arme, nous nous bornerons à dire :

1° Que l'artillerie à cheval doit être placée sur un terraiu où elle puisse se mouvoir en tout sens.

2° Que l'artillerie à pied, surtout celle de position, serait mieux placée, au contraire, sur un point où elle se trouverait couverte de fossés ou de haies qui la missent à l'abri d'une charge subite de cavalerie. Je ne dirai pas que, pour lui conserver son plus grand effet, on se garde de la placer sur des éminences trop plongeantes, mais bien sur des terrains plats ou des talus en glacis; c'est ce que chaque sous-lieutenant doit nécessairement savoir.

3° Si l'artillerie à cheval est principalement affectée à la cavalerie, il est bon toutefois que chaque corps d'armée ait la sienne, pour gagner rapidement un point essentiel à occuper. Outre cela, il est convenable qu'il y en ait aussi à la réserve d'artillerie, afin de pouvoir la porter avec plus de promptitude au secours d'un point menacé. Le général Benningsen eut lieu de s'applaudir, à Eylau, d'avoir réuni cinquante pièces légères en réserve, car elles contribuèrent puissamment à rétablir ses affaires entre le centre et la gauche, où sa ligne venait d'être enfoncée.

4° Si l'on est sur la défensive, il convient de placer une partie des batteries de gros calibre sur le front, au lieu de les tenir en réserve, puisqu'il s'agit de battre l'ennemi du plus loin possible, pour arrêter l'impulsion de son attaque et semer le trouble dans ses colonnes.

5° Dans le même cas de défensive, il semblerait convenable, qu'à part la réserve, l'artillerie fût également distribuée sur toute la ligne, puisqu'on a un égal intérêt à repousser l'ennemi sur tous les points : cela n'est cependant pas rigoureusement vrai, car la nature dn terrain et les projets évidens de l'ennemi pourraient nécessiter de porter le gros de l'artillerie sur une aile ou sur le centre.

6° Dans l'offensive, il peut être également avantageux de concentrer une très forte masse d'artillerie sur un point où l'on voudrait porter un effort décisif, afin d'y faire, dans la ligne ennemie, une brèche qui faciliterait la grande attaque d'où dépend: ait le succès de la bataille.

N'ayant d'aillenrs à traiter ici que de la répartition de l'artillerie, nous parlerons plus tard de son emploi dans les combats.

De la formation et de l'emploi de l'infanterie.

L'infanterie est sans contredit l'arme la plus importante, puisqu'elle forme les quatre cinquièmes d'une armée, que c'est elle qui enlève les positions ou qui les défend. Mais si l'on doit reconnaître qu'après le talent du général elle est le premier instrument de la

victoire, il faut avouer aussi qu'elle trouve un puissant appui dans la cavalerie et l'artillerie, et que sans leur secours elle se verrait souvent fort compromise, et ne pourrait remporter que des demi-succès.

Nous n'évoquerons pas ici les vieilles disputes sur l'ordre mince et l'ordre profond, bien que la question, qu'on croyait décidée, soit loin d'être épuisée et placée sous un point de vue qui permette de la résoudre du moins par des exemples et des probabilités. La guerre d'Espagne et la bataille de Waterloo ont renouvelé les controverses relatives à l'avantage du feu ou de l'ordre mince, sur l'impulsion des colonnes d'attaque ou de l'ordre profond; nous dirons plus loin ce que nous en pensons.

Il ne s'agit plus aujourd'hui de disputer si Lloyd avait raison de vouloir donner à l'infanterie un quatrième rang armé de piques, afin d'offrir plus de choc en allant à l'ennemi, ou plus de résistance en recevant son attaque; chaque militaire expérimenté convient, de nos jours, qu'on a déjà assez de peine à mouvoir avec ordre des bataillons déployés sur trois rangs emboîtés, et qu'un quatrième rang augmenterait cet embarras sans ajouter à la force. Il est étonnant que Lloyd, qui avait fait la guerre, ait tant insisté sur cette force matérielle; car on s'aborde bien rarement au point que cette supériorité mécanique puisse être mise à l'épreuve; et si trois rangs tournent le dos, ce n'est pas le quatrième qui les retiendra. Cette augmentation d'un rang diminue, dans la défensive, le front et le feu; tandis que dans l'offensive elle est loin d'offrir la mobilité et l'impulsion qui sont les avantages des colonnes d'attaque. On peut affirmer même qu'elle diminuera cette impulsion, car il est plus difficile de faire marcher huit cents hommes en bataille sur quatre rangs pleins, que sur trois, bien qu'il y en ait un quart de moins dans l'étendue du front; la difficulté de l'emboîtement des deux rangs du milieu compense amplement cette légère différence.

Lloyd n'a pas été beaucoup mieux inspiré dans le choix du moyen qu'il propose pour diminuer l'inconvénient du rétrécissement du front; il est tellement absurde, qu'on ne conçoit pas qu'un homme de génie ait pu l'imaginer. Il veut déployer vingt bataillons, en laissant entre chacun d'eux soixante-quinze toises, c'est-à-dire un intervalle égal à leur front; on peut penser ce que deviendront ces bataillons tous désunis et isolés à une pareille distance, laissant entre eux vingt lacunes où la cavalerie pourrait pénétrer en fortes colonnes, les prendre en flanc et les balayer comme la poussière au vent.

La question, avons-nous dit, ne consiste plus à discuter sur l'augmentation du nombre des rangs d'une ligne, mais seulement à décider si elle doit être composée de bataillons déployés, n'agissant que par le feu, ou bien de colonnes d'attaque formées chacune d'un bataillon ployé sur les deux pelotons du centre, et n'agissant que par leur impulsion et leur impétuosité. Plusieurs écrivains modernes ont traité ces matières avec sagacité, sans qu'aucun d'eux soit parvenu à rien présenter de concluant, parce qu'en tactique tout est bien plus subordonné aux évènemens imprévus, aux inspirations soudaines, au moral et aux individualités.

Je vais résumer les points de vue que la question présente.

Il n'existe au fait que cinq manières

de former les troupes pour aller à l'ennemi :

1° En tirailleurs;

2° En lignes déployées, soit contiguës, soit en échiquier;

3° En lignes de bataillons ployés sur le centre de chaque bataillon;

4° En masses profondes;

5° En petits carrés.

Les tirailleurs sont un accessoire, car ils ne doivent que couvrir la ligne proprement dite à la faveur du terrain, protéger la marche des colonnes, garnir des intervalles, ou défendre les abords d'un poste.

Ces divers modes de formation se réduisent ainsi à quatre systèmes : l'ordre mince ou déployé sur trois rangs; l'ordre demi-profond, formé d'une ligne de bataillons en colonnes d'attaque sur le centre, ou de carrés par bataillons; l'ordre mixte où les régimens seraient en partie déployés, et partie en colonnes; enfin l'ordre profond, composé de grosses colonnes de bataillons déployés l'un derrière l'autre.

L'ordre déployé sur deux lignes, avec une réserve, était jadis généralement usité; il convient surtout à la défensive. Ces lignes déployées peuvent être contiguës, formées en échiquier ou en échelons.

L'ordre par lequel chaque bataillon d'une ligne se trouve formé en colonne d'attaque par divisions sur le centre, est plus concentré; c'est en quelque sorte une ligne de petites colonnes (comme dans la figure 5 de la planche ci-contre).

Dans l'ordonnance actuelle sur trois rangs, le bataillon ayant quatre divisions, cette colonne présenterait douze rangs en profondeur, ce qui donne sans doute trop de non combattans et trop de prise au canon. Pour diminuer ces inconvéniens, on a proposé, toutes les fois qu'on voudrait employer l'infanterie en colonnes d'attaque, de la former sur deux rangs, de ne placer que trois divisions de chaque bataillon l'un derrière l'autre, et de répandre la quatrième en tirailleurs dans les intervalles des bataillons et sur les flancs, sauf à les rallier derrière les trois divisions si la cavalerie venait à charger (voyez figure 6). Chaque bataillon aurait par ce moyen deux cents tireurs de plus, outre ceux que donnerait l'augmentation du tiers du front en mettant le troisième rang dans les deux premiers. Ainsi il n'y aurait au fait que six hommes de profondeur, et on obtiendrait cent files de front et quatre cents tireurs pour chaque colonne d'attaque d'un bataillon. Il y aurait ainsi force et mobilité réunies (1). Un bataillon de huit cents hommes, formé d'après la méthode usitée, en colonne de quatre divisions, présente environ soixante files à chaque division, et la première seulement faisant le feu de deux rangs, il n'y aurait que cent vingt coups à fournir par chacun des bataillons ainsi placés en ligne, tandis que, d'après le mode proposé, il en donnerait quatre cents.

Mais tout en recherchant les moyens d'obtenir plus de feu au besoin, il importe de se rappeler aussi que la colonne d'attaque n'est point destinée à tirer, et qu'elle doit réserver ce moyen pour un cas désespéré; car, si elle

(1) Dans l'armée russe on prend les tirailleurs dans le troisième rang de chaque compagnie ou division, ce qui réduit la colonne à huit rangs au lieu de douze, et procure plus de mobilité. Mais pour la facilité de rallier les tirailleurs à la colonne, peut-être vaudrait-il autant y employer la quatrième division entière, on aurait alors neuf rangs ou trois divisions à trois rangs, contre l'infanterie et la colonne pleine de douze rangs contre la cavalerie.

commence à faire feu en marchant à l'ennemi, son impulsion deviendra nulle et l'attaque sera manquée. Outre cela, cet ordre aminci ne serait avantageux que contre l'infanterie, car la colonne sur quatre sections de trois rangs, formant une espèce de carré plein, vaudrait mieux contre la cavalerie.

J'en conclus que le système employé par les Russes et les Prussiens, celui de former la colonne de quatre divisions sur trois rangs, dont un peut au besoin être employé en tirailleurs, est celui qui s'applique le plus généralement à toutes les situations; tandis que l'autre dont nous avons parlé ne conviendrait que dans certains cas, et exigerait un double mode de formation.

Indépendamment des deux ordres susmentionnés, il en existe un mixte, que Napoléon employa au Tagliamento et les Russes à Eylau: leurs régimens, de trois bataillons, en déployèrent un en première ligne, et formèrent les deux autres derrière celui-ci en colonnes sur les pelotons des extrémités (figure 2, planche 4). Cette ordonnance, qui appartient aussi à l'ordre demi-profond, convient en effet à la défensive-offensive, parce que les troupes employées en première ligne résistent long-temps par un feu meurtrier dont l'effet ébranle toujours un peu l'ennemi: alors les troupes formées en colonnes peuvent déboucher par les intervalles et se jeter sur lui avec succès. Peut-être pourrait-on augmenter l'avantage de cette formation, en plaçant les deux bataillons des ailes sur la même ligne que celui du centre qui serait déployé, de manière que les premières divisions de ces bataillons seraient en ligne. Il y aurait aussi un demi-bataillon de plus par chaque régiment dans la première ligne, ce qui, pour le feu, ne serait pas indifférent; mais il serait à craindre que ces divisions se mettant à tirailler, les deux bataillons gardés en colonnes pour les lancer sur l'ennemi, fussent moins facilement disponibles. Toutefois il y a bien des cas où un ordre pareil serait avantageux, cela suffit pour devoir l'indiquer.

L'ordre en masses trop profondes est certainement le moins convenable (figure 3). On a vu dans les dernières guerres des divisions de douze bataillons déployés et serrés les uns derrière les autres, formant trente-six rangs pressés et entassés. De pareilles masses sont exposées aux ravages de l'artillerie, diminuent la mobilité et l'impulsion sans rien ajouter à la force; ce fut une des causes du peu de succès des Français à Waterloo.

Quand on se décide à risquer une pareille masse, il faut du moins avoir soin d'établir sur chaque flanc un bataillon marchant par files, afin que si l'ennemi venait à charger en force sur ses flancs, cela n'obligeât pas la colonne à s'arrêter (voyez figure 3); protégée par ces bataillons qui feront face à l'ennemi, elle pourra du moins continuer sa marche jusqu'au but qui lui est assigné; autrement, cette masse inerte, foudroyée par des feux convergens auxquels elle n'a pas même à opposer une impulsion convenable, sera mise en désordre comme la colonne de Fontenoy, ou rompue comme la phalange macédonienne le fut par Paul Émile.

Les carrés sont bons dans les plaines et contre un ennemi supérieur en cavalerie; on les formait jadis très grands, mais il est reconnu que le carré par régiment est le meilleur pour la défensive, et le carré par bataillon pour l'of-

fensive. On peut, selon les circonstances, les former en carrés parfaits ou en carrés longs, pour obtenir un plus grand front et présenter plus de feux du côté où l'ennemi est censé devoir venir (voyez figures 8 et 9). Un régiment de trois bataillons formerait aisément un carré long, en rompant le bataillon du milieu et faisant faire un à droite et un à gauche à chaque demi-bataillon.

Dans les guerres de Turquie, on employait presque exclusivement les carrés, parce que les hostilités avaient lieu dans les vastes plaines de la Bessarabie, de la Moldavie ou de la Valachie, et que les Turcs avaient une cavalerie immense. Mais si les opérations ont lieu dans le Balkan ou au-delà, et si leur cavalerie féodale fait place à une armée organisée dans les proportions européennes, l'importance des carrés diminuera, et l'infanterie russe montrera toute sa supériorité en Romélie.

Quoi qu'il en soit, l'ordre en carrés par régimens ou bataillons, paraît convenable à tout genre d'attaque, dès qu'on n'a pas la supériorité en cavalerie, et qu'on manœuvre sur un terrain uni, propice aux charges de l'ennemi. Le carré long, surtout appliqué à un bataillon de huit pelotons, dont trois marcheraient de front et un sur chacun des côtés, vaudrait mieux pour aller à l'attaque qu'un bataillon déployé; il serait moins bon que la colonne proposée plus haut, mais il y aurait moins de flottement et plus d'impulsion que s'il marchait en ligne déployée; il aurait de plus l'avantage d'être en mesure contre la cavalerie.

Il serait difficile d'affirmer que chacune de ces formations soit toujours bonne ou toujours mauvaise; mais on conviendra du moins qu'il est de règle incontestable que, pour l'offensive, il faut un mode qui réunisse *mobilité*, *solidité* et *impulsion*, tandis que pour la défensive, il faut la *solidité* réunie *au plus de feux possible*.

Cette vérité admise, il restera à décider si la troupe offensive la plus brave, formée en colonnes et privée de feux, tiendrait long-temps contre une troupe déployée ayant vingt mille coups de fusil à lui envoyer, et pouvant en cinq minutes lui en tirer deux ou trois cent mille. Dans les dernières guerres, on a vu maintes fois des colonnes russes, françaises et prussiennes, emporter des positions l'arme au bras sans tirer un coup de fusil; c'est le triomphe de l'impulsion et de l'effet moral qu'elle produit; mais contre le feu meurtrier et le sang-froid de l'infanterie anglaise, les colonnes n'ont point eu le même succès à Talavera, à Busaco, à Fuente di Honor, à Albuera, encore moins à Waterloo.

Cependant, il serait imprudent d'en conclure que ce résultat fasse pencher décidément la balance en faveur de l'ordre mince et des feux, car, si les Français se sont entassés dans toutes ces affaires en masses trop profondes, comme je l'ai vu plus d'une fois de mes propres yeux, il n'est pas étonnant que d'énormes colonnes, formées de bataillons déployés et flottans, battues de front et de flanc par un feu meurtrier, et assaillies de tous côtés, aient éprouvé le sort que nous avons signalé. Mais le même résultat aurait-il eu lieu avec des colonnes d'attaque, formées chacune d'un seul bataillon ployé sur le centre selon le règlement? C'est ce que je ne pense pas; et pour juger de la supériorité décidée de l'ordre mince ou des feux sur l'ordre demi-profond ou d'impulsion offensive, il faudrait voir, à plusieurs reprises, ce qui arriverait à une ligne déployée qui serait franchement abordée par un ennemi ainsi

formé (figure 6 de la planche 4). Quant à moi, je puis affirmer que, dans toutes les actions où je me suis trouvé, j'ai vu réussir ces petites colonnes.

D'ailleurs, est-il bien facile d'adopter un autre ordre pour marcher à l'attaque d'une position? Est-il possible d'y conduire une ligne immense en ordre déployé et faisant feu? Je crois que chacun se prononcera pour la négative : lancer vingt et trente bataillons en ligne, en exécutant des feux de files ou de pelotons, dans le but de couronner une position bien défendue, c'est vouloir y arriver en désordre comme un troupeau de moutons, ou plutôt c'est vouloir n'y arriver jamais.

Que doit-on conclure de tout ce que nous venons de dire? 1° Que si l'ordre profond est dangereux, l'ordre demi-profond est excellent pour l'offensive; 2° que la colonne d'attaque par bataillons est le meilleur ordre pour emporter une position, mais il faut diminuer autant que possible sa profondeur, pour lui donner plus de feux au besoin, et pour diminuer l'action du feu ennemi : il convient en outre de la couvrir par beaucoup de tirailleurs et de la soutenir par la cavalerie; 3° que l'ordre déployé en première ligne, avec la seconde ligne en colonne, est celui qui convient le mieux à la défensive; 4° que l'un et l'autre peuvent triompher selon le talent qu'aura un général pour employer à propos ses forces disponibles.

A la vérité, depuis que ce chapitre a été écrit, les nombreuses inventions qui ont eu lieu dans l'art de détruire les hommes pourraient militer en faveur de l'ordre déployé, même pour aller à l'attaque. Toutefois il serait difficile de devancer les leçons qu'il faut attendre de l'expérience seule; car malgré tout ce que les batteries de fusées, les obusiers de Schrapnel ou de Bourman, et même les fusils de Perkins, peuvent offrir de menaçant, j'avoue que j'aurais de la peine à concevoir un meilleur système pour conduire de l'infanterie à l'assaut d'une position, que celui de la colonne de bataillons. Peut-être même faudra-t-il songer à rendre à l'infanterie les casques et cuirasses qu'elle portait au XVe siècle, avant de la jeter sur l'ennemi en lignes déployées. Mais si l'on revenait décidément à ce système déployé, il faudrait du moins, pour marcher à l'attaque, trouver un moyen plus favorable que celui des longues lignes contiguës, et adopter, soit les colonnes à distances pour déployer en arrivant sur la position ennemie, soit les lignes rompues en échiquier, soit enfin la marche en bataille par le flanc des pelotons, opérations toutes plus ou moins scabreuses en face d'un adversaire qui saurait en profiter. Cependant, comme nous l'avons dit, un général habile peut, selon les circonstances et les localités, combiner l'emploi des deux systèmes.

Si l'expérience m'a prouvé depuis long-temps, que l'un des problèmes les plus difficiles de la tactique de guerre était le meilleur mode de former les troupes pour aller au combat, j'ai reconnu aussi que vouloir résoudre ce grand problème d'une manière absolue et par un système exclusif, est chose impossible.

Pour approcher le plus possible de la solution du problème, il me semble donc que l'on doit rechercher :

a) Le meilleur mode de se mouvoir en vue de l'ennemi, mais encore hors de portée de ses coups.

b) Le meilleur mode d'aborder à l'attaque.

c) Le meilleur ordre de bataille défensif.

Quelque solution que l'on donne à ces questions, il me paraît convenable, dans tous les cas, d'exercer les troupes :

1° A la marche en colonnes de bataillons sur le centre pour déployer, si l'on veut, à portée de mousquet, ou pour aborder l'ennemi avec les colonnes mêmes s'il le faut.

2° A la marche en lignes déployées et contiguës par huit ou dix bataillons à la fois.

3° A la marche en *échiquier de bataillons déployés*, qui offrent des lignes brisées plus faciles à mouvoir que de longues lignes contiguës.

4° A la marche en avant par les flancs des pelotons.

5° A la marche en avant par petits carrés, soit en ligne, soit en échiquier.

6° Aux changemens de front, par le moyen de ces diverses méthodes de marcher.

7° Aux changemens de front exécutés par des colonnes de pelotons à distances entières, pour se reformer sans déploiement, moyen qui est plus expéditif que les autres manières de changer de front, et qui s'adapte mieux à toutes les espèces de terrain.

Outre les lignes de colonnes, il y a encore trois autres moyens d'aller à l'attaque en ordre demi-profond.

Le premier est celui des lignes mélangées de bataillons déployés et de bataillons en colonnes sur les ailes de ceux déployés. Les bataillons déployés et les premières divisions de ceux en colonne feraient feu à demi-distance de mousquet, et se jetteraient ensuite sur l'ennemi.

Le deuxième est de s'avancer avec la ligne déployée, et en faisant feu, jusqu'à la demi-distance de mousqueterie, puis en lançant des colonnes de la seconde ligne à travers les intervalles de la première.

Le troisième est l'ordre échelonné mentionné à la page 31 et à la figure 11 de la planche 2.

Enfin le dernier moyen est de s'avancer entièrement en ordre déployé, par le seul ascendant du feu, jusqu'à ce que l'un des deux partis tourne le dos, ce qui paraît presque impraticable.

Quoi qu'il en soit de toutes ces controverses, on ne saurait trop le redire; il paraît absurde de rejeter les feux de mousqueterie, comme de renoncer aux colonnes demi-profondes, et ce serait perdre une armée que de vouloir lui imposer un système absolu de tactique pour toutes les contrées, et contre toutes les nations indistinctement. C'est moins le mode de formation que l'emploi bien combiné des différentes armes qui donnera la victoire : j'en excepte néanmoins les colonnes trop profondes que l'on doit proscrire de toutes les théories.

Nous terminerons cette dissertation en rappelant qu'un des points les plus essentiels pour conduire l'infanterie au combat, c'est de mettre ses troupes à l'abri du feu d'artillerie de l'ennemi autant que faire se peut, non en les retirant mal à propos, mais en profitant des plis de terrain ou d'autres accidens qui se trouvent devant elles, afin de les défiler des batteries. Quand on est venu sous le feu de mousqueterie, alors il n'y a pas à calculer sur des abris; si l'on est en mesure d'assaillir, il faut le faire; les abris ne peuvent convenir dans ce cas qu'aux tirailleurs et aux troupes défensives.

Il importe assez généralement de défendre les villages qui sont sur le front, ou de chercher à les enlever si

l'on est assaillant; mais il ne faut pas non plus y attacher une importance déplacée, en oubliant la fameuse bataille de Hocbstedt : Marlboroug et Eugène, voyant le gros de l'infanterie française enterré dans les villages, forcèrent le centre et prirent vingt-quatre bataillons sacrifiés pour garder ces postes.

Par la même raison, il est utile d'occuper les bouquets de bois taillis qui peuvent donner un appui à celui des deux partis qui en est le maître. Ils abritent les troupes, permettent de cacher les mouvemens, protègent ceux de la cavalerie, et empêchent celle de l'ennemi d'agir à leur proximité.

De la cavalerie.

L'emploi qu'un général doit faire de la cavalerie dépend naturellement de sa force relative avec celle de l'ennemi, soit en nombre, soit en qualité. Néanmoins, quelques modifications que ces variations apportent, une cavalerie inférieure, mais bien conduite, peut toujours trouver l'occasion de faire de grandes choses, tant l'à-propos est décisif dans l'emploi de cette arme.

La proportion numérique de la cavalerie avec l'infanterie a beaucoup varié. En thèse générale, on peut admettre que l'armée en campagne doit avoir un sixième de sa force en troupes à cheval; dans les pays de montagnes, il suffit d'un dixième.

Le mérite principal de la cavalerie gît dans sa rapidité et sa mobilité; on pourrait même ajouter dans son impétuosité, si l'on ne devait pas craindre de voir faire une fausse application de cette dernière qualité.

Quelque importante qu'elle soit dans l'ensemble des opérations d'une guerre, la cavalerie ne saurait défendre une position par elle-même sans secours d'infanterie; son but principal est de préparer ou d'achever la victoire, de la rendre complète en enlevant des prisonniers et des trophées, de poursuivre l'ennemi, de porter rapidement du secours sur un point menacé, d'enfoncer l'infanterie ébranlée, enfin de couvrir les retraites de l'infanterie et de l'artillerie. Voilà pourquoi une armée, manquant de cavalerie, obtient rarement de grands succès, et pourquoi ses retraites sont si difficiles.

Le moment et le mode les plus convenables, pour faire donner la cavalerie, tiennent au coup-d'œil du chef, au plan de la bataille, à ce que fait l'ennemi, et à mille combinaisons trop longues à énumérer ici; nous n'en indiquerons donc que les principaux traits.

Il est reconnu qu'une attaque générale de cavalerie, contre une ligne en bon ordre, ne saurait être tentée avec succès sans être soutenue par de l'infanterie et beaucoup d'artillerie, du moins à certaine distance. On a vu à Waterloo tout ce qu'il en coûta à la cavalerie française pour avoir agi contre cette règle, et la cavalerie de Frédéric éprouva le même sort à Künersdorf. On peut se trouver appelé néanmoins à faire donner la cavalerie seule; mais en général, une charge sur une ligne d'infanterie qui se trouverait déjà aux prises avec l'infanterie adverse, est celle dont on peut attendre le plus d'avantages : les batailles de Marengo, d'Eylau, de Borodino et dix autres, l'ont prouvé.

On exécute aussi de grandes charges avec succès contre de l'infanterie qu'on aurait déjà réussi à ébranler par un feu redoutable d'artillerie, ou de toute au-

tre manière. Une des charges de ce genre les plus remarquables fut celle de la cavalerie prussienne, à Hohenfriedberg, en 1745 (voyez le Traité des opérations) ; mais toute charge contre des carrés de bonne infanterie non entamée ne saurait réussir.

La belle charge des Français sur Gosa, à la bataille de Leipzig, le 16 octobre, est un grand exemple en ce genre. Celles qu'ils exécutèrent à Waterloo, dans le même but, furent admirables, mais sans résultats faute de soutien. De même la charge audacieuse de la faible cavalerie de Ney, sur l'artillerie du prince de Hohenlohe, à la bataille d'Iéna, est un exemple de ce qu'on peut faire en pareil cas.

Enfin on fait des charges générales contre la cavalerie ennemie pour la chasser du champ de bataille, et revenir ensuite contre ses bataillons avec plus de liberté.

Il n'y a que quatre manières de charger, savoir : en colonnes à distance ; lignes au trot (1); en lignes au galop, enfin à la débandade : toutes peuvent être employées avec succès. Dans la charge en muraille ou en ligne, la lance offre des avantages incontestables; dans les mêlées, le sabre vaut peut-être mieux ; de là est venue l'idée de donner la lance au premier rang qui doit enfoncer, et le sabre au second qui doit achever par des luttes partielles. Le tiraillement avec le pistolet ne convient guère qu'aux avant-postes, dans une charge en fourrageurs, ou lorsque la cavalerie légère veut harceler de l'infanterie et la dégarnir de son feu, afin de favoriser une charge plus sérieuse. Pour le feu de carabine, on ne sait vraiment à quoi il peut être bon, puisqu'il exige d'arrêter toute la troupe pour tirer de pied ferme, ce qui l'exposera à une défaite certaine, si elle est abordée franchement. Il n'y a que des tirailleurs qui puissent faire un feu de mousquet en courant.

Nous venons de dire que toutes les manières de charger pouvaient être également bonnes. Cependant il faut bien se garder de croire que l'impétuosité soit toujours décisive dans un choc de cavalerie contre cavalerie ; le grand trot, au contraire, me paraît la meilleure allure pour les charges en ligne, parce qu'ici tout dépend de l'ensemble, de l'aplomb et de l'ordre, conditions que l'on ne retrouve pas dans les charges au grand galop. Celles-ci conviennent surtout contre l'artillerie, parce qu'il importe plus d'arriver vite que d'arriver en désordre. De même, avec une cavalerie armée de sabres, on peut se lancer au galop à deux cents pas contre une ligne ennemie qui vous attendrait de pied ferme ; mais si l'on a une cavalerie armée de lances, le grand trot est la véritable allure, car l'avantage de cette arme dépend surtout de la conservation de l'ordre : dès qu'il y a mêlée, la lance perd toute sa valeur.

Lorsque l'ennemi vient à vous au grand trot, il ne semble pas prudent de courir sur lui au galop, car vous arriverez tout désuni contre une masse compacte et serrée, qui traversera vos escadrons décousus. Il n'y aurait que l'effet moral produit par l'audace ap-

(1) Lorsque je parle ici des charges en lignes, il n'y a aucune contradiction avec ce que j'ai avancé ailleurs; on comprend qu'il ne s'agit pas ici de grandes lignes déployées, mais de brigades ou de divisions tout au plus. Un corps de plusieurs divisions se formera sur le terrain en plusieurs colonnes échelonnées, dont la tête sera pour chacune de deux ou trois régimens qui seront déployés pour la charge.

parente de votre charge qui pourrait vous être favorable; mais si l'ennemi l'apprécie à sa juste valeur, vous serez perdu; car dans l'ordre physique et naturel, le succès doit être pour la masse compacte contre des cavaliers galopant sans ensemble.

Des officiers expérimentés préfèrent le galop en carrière, commencé à deux cents pas. Je sais que beaucoup de cavaliers le pensent ainsi; mais je sais aussi que les généraux les plus distingués de cette arme penchent pour les charges au trot. Lasalle, un des plus habiles de ces généraux, disait un jour en voyant la cavalerie ennemie accourir au galop : « Voilà des gens perdus! » et ces escadrons furent en effet culbutés au petit trot. Au demeurant, la bravoure personnelle influe plus sur les chocs et les mêlées que les différentes allures; le galop en carrière n'a contre lui que d'amener la dispersion et de changer le choc en mêlée, ce que l'on peut éviter avec les charges au trot. En échange, le fameux coup de poitrail, seul avantage du galop, n'est qu'un fantôme dont on effraie les cavaliers sans expérience de la guerre.

Quelque système que l'on emploie pour aller à un choc, un des meilleurs moyens de réussir est de savoir lancer à propos quelques escadrons sur les flancs d'une ligne ennemie que l'on va assaillir de front; mais pour que cette manœuvre obtienne un plein succès, dans les charges de cavalerie contre cavalerie surtout, il faut qu'elle ne s'exécute qu'à l'instant où les lignes en viennent aux prises, car une minute trop tôt ou trop tard, l'effet en serait probablement nul; aussi est-ce dans ce coup-d'œil précis et rapide que consiste le plus grand mérite d'un officier de cavalerie.

L'armement et l'organisation de la cavalerie ont été l'objet de bien des controverses, qu'il serait facile de réduire à quelques vérités. La lance est la meilleure arme offensive pour une troupe de cavaliers qui chargent en ligne, car elle atteint un ennemi qui ne saurait les approcher; mais il peut être bon d'avoir un second rang ou une réserve armée de sabres, plus faciles à manier lorsqu'il y a mêlée et que les rangs cessent d'être unis. Peut-être même vaudrait-il mieux encore faire soutenir une charge de lanciers par un échelon de hussards, qui, pénétrant après eux dans la ligne ennemie, achèveraient mieux la victoire.

La cuirasse est l'arme défensive par excellence. La lance et une cuirasse de fort cuir doublé ou de buffle me semblent le meilleur armement de la cavalerie légère; le sabre et la cuirasse en fer celui de la grosse cavalerie. Quelques militaires expérimentés penchent même à armer les cuirassiers de lances, persuadés qu'une telle cavalerie, assez semblable aux anciens hommes d'armes, renverserait tout devant elle.

Quant à la troupe amphibie des dragons, les avis seront éternellement partagés; il est constant qu'il serait utile d'avoir quelques bataillons d'infanterie à cheval, qui pussent devancer l'ennemi à un défilé, le défendre en retraite, ou fouiller un bois; mais faire de la cavalerie avec des fantassins, ou un soldat qui soit également propre aux deux armes, paraît chose difficile. On a dit que le plus grand inconvénient des dragons provenait de ce qu'on était obligé de leur prêcher le matin qu'un carré ne saurait résister à leurs charges, et de leur enseigner, le soir, qu'un fantassin, armé de son fusil, devait culbuter tous les cavaliers possibles. Cet argument est plus spé-

cieux que vrai; car au lieu de leur prêcher des maximes si contradictoires, il serait plus naturel de leur dire que si de braves cavaliers peuvent enfoncer un carré, de braves fantassins peuvent aussi repousser cette charge; que la victoire ne dépend pas toujours de la supériorité de l'arme, mais bien de mille circonstances; que le courage des troupes, la présence d'esprit des chefs, une manœuvre faite à propos, l'effet de l'artillerie et du feu de mousqueterie, la pluie, la boue même, ont contribué à des échecs ou à des succès; mais qu'en thèse générale, un brave, à pied ou à cheval, doit battre un poltron. En inculquant ces vérités à des dragons, ils pourront se croire supérieurs à leurs adversaires, soit qu'on les emploie comme fantassins, soit qu'ils chargent comme cavaliers.

On ne saurait nier qu'il est aussi bien des circonstances, surtout dans les batailles rangées, où dix mille hommes, transportés vivement à cheval sur un point décisif et y combattant à pied, pourraient faire pencher la balance.

Tout ce qu'on a dit pour la formation de l'infanterie peut s'appliquer à la cavalerie, sauf les modifications suivantes :

Les lignes déployées en échiquier ou en échelons sont beaucoup plus convenables à la cavalerie que des lignes pleines; tandis que dans l'infanterie, l'ordre déployé en échiquier paraît trop morcelé, et dangereux si la cavalerie venait à pénétrer et à prendre les bataillons en flanc. L'échiquier n'est sûr que pour des mouvemens préparatoires avant de heurter l'ennemi, ou bien pour des lignes en colonnes d'attaque pouvant se défendre par elles-mêmes en tous sens contre la cavalerie. Soit qu'on forme l'échiquier, soit qu'on préfère des lignes pleines, la distance des lignes entre elles doit être assez grande pour qu'elles ne s'entraînent pas réciproquement en cas d'échec, vu la rapidité avec laquelle on est ramené si la charge est malheureuse. Seulement il est bon d'observer que, dans l'échiquier, la distance peut être moindre que dans la ligne pleine. Dans aucun cas, la seconde ligne ne saurait être pleine. On doit la former en colonnes par divisions, ou du moins y laisser des ouvertures de deux escadrons, qu'on peut ployer en colonnes sur le flanc de chaque régiment, pour faciliter l'écoulement des troupes ramenées.

Dans l'ordre en colonnes d'attaque sur le centre, la cavalerie doit être par régimens, et l'infanterie seulement par bataillons. Pour bien se prêter à cet ordre, il faut alors des régimens de six escadrons, afin qu'en se ployant sur le centre par divisions, ils puissent en former trois. S'ils n'avaient que quatre escadrons, ils ne formeraient alors que deux lignes.

La colonne d'attaque de cavalerie ne doit jamais être serrée comme celle de l'infanterie, mais à distance ou demi-distance d'escadron, afin d'avoir du champ pour déboîter et charger. Cette distance ne s'entend au reste que pour les troupes lancées au combat; lorsqu'elles sont au repos derrière la ligne, on peut les serrer pour couvrir moins de terrain et diminuer l'espace qu'elles auraient à parcourir pour s'engager, bien entendu néanmoins que ces masses seront à l'abri ou hors de portée du canon.

L'attaque de flanc étant plus à redouter dans la cavalerie que dans un combat d'infanterie contre infanterie, il est nécessaire d'établir, sur les extrémités d'une ligne de cavalerie, quel-

ques escadrons échelonnés par pelotons, pour qu'ils puissent se former par un à droite ou un à gauche contre l'ennemi qui viendrait inquiéter le flanc.

Par le même motif, il est essentiel, comme on l'a déjà dit, de savoir lancer à propos quelques escadrons sur les flancs d'une ligne de cavalerie que l'on est près d'aborder ; si l'on a de la cavalerie irrégulière avec soi, c'est surtout à cela que l'on doit l'utiliser dans le combat ; car pour cet usage, elle vaut autant et peut-être mieux que la régulière.

Une observation importante aussi, c'est que dans la cavalerie surtout, il est bon que le commandement du chef s'étende en profondeur plutôt qu'en longueur. Par exemple, dans une division de deux brigades qui déploierait, il ne serait pas bon que chaque brigade formât une seule ligne derrière l'autre, mais bien que chaque brigade eût un régiment en première ligne et un en seconde ; ainsi chaque unité de la ligne aura sa propre réserve derrière elle, avantage qu'on ne saurait méconnaître, car les évènemens vont si vite dans les charges, qu'il est impossible à un officier-général d'être maître de deux régimens déployés.

Il est vrai qu'en adoptant ce mode, chaque général de brigade aura la faculté de disposer de sa réserve, et qu'il serait bon néanmoins d'en avoir une pour toute la division ; c'est ce qui fait penser que le nombre de cinq régimens par division convient fort bien à la cavalerie.

Deux maximes essentielles sont généralement admises pour les combats de cavalerie contre cavalerie : l'une est que toute première ligne doit être tôt ou tard ramenée ; car, dans la supposition même où elle aurait fourni la charge la plus heureuse, il est probable que l'ennemi, en lui opposant des escadrons frais, la forcera à venir se rallier derrière la seconde ligne ; l'autre maxime est qu'à mérite égal des troupes et des chefs, la victoire restera à celui qui aura les derniers escadrons en réserve, et qui saura les lancer à propos sur les flancs de la ligne ennemie, déjà aux prises avec la sienne.

C'est sur ces deux vérités qu'on pourra se former une juste idée du système de formation le plus convenable pour conduire un gros corps de cavalerie au combat.

Quel que soit l'ordre qu'on adopte, il faut se garder de déployer de grands corps de cavalerie en lignes pleines ; car ce sont des cohues difficiles à manier, et si la première ligne est ramenée, la seconde sera entraînée sans pouvoir tirer le sabre.

Je me suis élevé contre la formation de la cavalerie sur plus de deux lignes ; mais je n'ai jamais entendu exclure plusieurs lignes en échiquier ou échelonnées, ni des réserves formées en colonnes ; je ne voulais parler que de la cavalerie déployée pour charger en muraille, et dont les lignes, inutilement entassées l'une derrière l'autre, seraient entraînées dès que la première viendrait à tourner le dos.

Au demeurant, en cavalerie plus qu'en infanterie encore, l'ascendant moral fait beaucoup ; le coup-d'œil et le sang-froid du chef, l'intelligence et la bravoure du soldat, soit dans la mêlée, soit pour le ralliement, procureront la victoire plus souvent que telle ou telle autre formation ; cependant, quand on peut réunir ces deux avantages, on n'en est que plus sûr de vaincre, et rien ne peut légitimer l'adoption d'un mode reconnu vicieux.

L'histoire des dernières guerres (1812 à 1815) a renouvelé aussi d'anciennes controverses pour décider si la cavalerie, combattant en ligne, peut triompher à la longue d'une cavalerie irrégulière, qui, évitant tout engagement sérieux, fuit avec la vélocité du Parthe et revient au combat avec la même vivacité, se bornant à harceler l'ennemi par des attaques individuelles. Lloyd s'est prononcé pour la négative; mais il ne faut pas s'y tromper, et croire qu'il serait possible d'exécuter les mêmes choses avec des régimens de cavalerie légère disciplinée, qu'on lancerait en fourrageurs contre des escadrons bien unis. C'est la grande habitude de se mouvoir en désordre qui fait que les troupes irrégulières savent diriger tous les efforts individuels vers un but commun.

De tout ce qui précède, on doit conclure, à mon avis, que pour les batailles, une cavalerie régulière, munie d'armes de longueur, et pour la petite guerre une cavalerie irrégulière, armée d'excellens pistolets, de lances et de sabres, sera toujours la meilleure organisation pour cette branche importante d'une armée bien constituée.

Au demeurant, quelque système que l'on adopte, il n'en paraît pas moins incontestable qu'une nombreuse cavalerie, quelle qu'en soit la nature, doit avoir une grande influence sur les résultats d'une guerre; elle peut porter au loin la terreur chez l'ennemi; elle enlève ses convois, bloque, pour ainsi dire, l'armée dans ses positions, rend ses communications difficiles, si ce n'est même impossibles, trouble toute harmonie dans ses entreprises et dans ses mouvemens; en un mot, elle procure presque les mêmes avantages qu'une levée en masse des populations, en portant le trouble sur les flancs et les derrières d'une armée ennemie, et en réduisant son général à l'impossibilité de rien calculer avec exactitude.

Toute organisation qui tendrait donc à doubler les cadres de la cavalerie en cas de guerre, en y incorporant des milices, serait un bon système; car ces milices, aidées de quelques bons escadrons, pourront, au bout de quelques mois de campagne, faire de bons partisans. Sans doute ces milices n'auront pas toutes les qualités que possèdent les populations guerrières et nomades qui passent, pour ainsi dire, leur vie à cheval, et dont le premier des instincts est celui de la petite guerre. Sous ce rapport la Russie a un grand avantage sur tous ses voisins, tant par la quantité et la qualité de ses chevaux du Don, que par la nature des milices irrégulières qu'elle peut lever au moindre signal.

La seule de mes maximes qui a excité quelques controverses est celle relative à l'allure du trot pour les charges contre cavalerie. Quoi qu'on en ait dit, je crois encore, à l'heure où j'écris, que le succès dépend beaucoup du maintien de l'ordre jusqu'au moment du choc, et que, pour les lanciers surtout, le choc d'une *masse bien en ordre*, et au trot, triompherait d'une troupe éparpillée par le galop en pleine carrière.

Au demeurant, maintenir l'ordre, autant que possible, dans le choc; s'appliquer à le faire seconder, au moment opportun, par une attaque de flanc; savoir donner l'impulsion morale à sa troupe, et avoir un échelon prêt pour soutenir à propos, voilà les seuls élémens de succès que j'aie jamais reconnus pour praticables dans les charges de cavalerie contre cavalerie; car toutes les belles maximes du monde viennent expirer dans une lutte

rapide comme l'éclair, où les plus habiles professeurs n'auraient que le temps de parer les coups de sabre, sans même se trouver en état de donner un ordre qui pût être entendu et exécuté.

Je n'ai jamais nié que la cavalerie ne concourût à la défense d'une position; mais qu'elle la défendît par elle-même, je le nierai toujours. Placée sur une position, derrière cent pièces de canon, elle pourra s'y maintenir, si on se contente de la canonner, comme la cavalerie française se maintint si bravement à Eylau; mais que l'infanterie et l'artillerie marchent sur elle après avoir paralysé son canon, et vous verrez si la position sera défendue.

De l'emploi de l'artillerie.

L'artillerie est à la fois une arme offensive et défensive également redoutable.

Comme moyen offensif, une grande batterie bien employée écrase une ligne ennemie, l'ébranle, et facilite, aux troupes qui l'attaquent, les moyens de l'enfoncer. Comme arme défensive, il faut reconnaître qu'elle double la force d'une position, non seulement par le mal qu'elle fait de loin à l'ennemi, et par l'effet moral qu'elle produit à une longue distance, mais encore par la défense locale qu'elle fera sur la position même, et à portée de mitraille. Elle n'est pas moins importante pour l'attaque et la défense des places ou des camps retranchés, car elle est l'âme de la fortification moderne.

Nous avons dit quelques mots sur sa répartition dans la ligne de bataille, mais nous sommes plus embarrassé de dire la manière dont on la fait agir dans le combat. Ici les chances se multiplient tellement, à raison des circonstances particulières de l'affaire, du terrain et des mouvemens de l'ennemi, qu'on ne peut pas dire que l'artillerie ait une action indépendante de celle des autres armes. Cependant on a vu, à Wagram, Napoléon jeter une batterie de cent pièces dans la trouée occasionnée à sa ligne par le départ du corps de Masséna, et contenir ainsi tout l'effort du centre des Autrichiens; mais il serait bien difficile d'ériger en maxime un pareil emploi de l'artillerie.

Nous nous bornerons à présenter quelques données fondamentales, en observant qu'elles sont basées sur l'état de cette arme, tel qu'il existait dans les dernières guerres; l'emploi des nouvelles découvertes n'étant pas encore bien déterminé ne saurait trouver place ici.

1° Dans l'offensive, on doit réunir une certaine masse d'artillerie sur le point où l'on se prépare à porter les grands coups; on l'emploiera d'abord à ébranler par son feu la ligne de l'ennemi, afin de seconder l'attaque de l'infanterie et de la cavalerie.

2° Il faut en outre quelques batteries d'artillerie à cheval, pour suivre le mouvement offensif des colonnes, indépendamment des batteries légères à pied qui ont la même destination. Il ne faut pourtant pas lancer trop d'artillerie à pied dans un mouvement offensif; on peut la placer de manière à ce qu'elle atteigne le but sans suivre immédiatement les colonnes. Toutefois, lorsque le train est organisé pour y placer les artilleurs, on peut la risquer plus facilement.

3° Nous avons déjà dit que la moitié au moins de l'artillerie à cheval doit être réunie en réserve, pour se porter rapidement partout où le besoin l'exige.

A cet effet, il faut la placer sur le terrain le plus ouvert, où elle puisse se mouvoir en tous sens.

4° Les batteries, quoique répandues en général sur toute une ligne défensive, doivent savoir diriger leur attention sur le point où l'ennemi trouverait plus d'avantages ou de facilités à pénétrer; il faut donc que le général commandant l'artillerie connaisse le point stratégique et tactique d'un champ de bataille, aussi bien que le terrain en lui-même, et que toute la répartition des réserves d'artillerie soit calculée sur cette double donnée.

5° Chacun sait que l'artillerie placée en plaine, ou au milieu de pentes doucement inclinées en glacis, est celle dont l'effet, à plein fouet ou à ricochets, sera le plus meurtrier : personne n'ignore non plus que le feu concentrique est celui qui convient le mieux.

6° L'artillerie de toute espèce employée dans les batailles ne doit jamais oublier que sa principale destination est de foudroyer les troupes ennemies, et non de répondre à leurs batteries. Cependant, comme il est bon de ne pas laisser le champ libre à l'action du canon ennemi, il est utile de le combattre pour attirer son feu : on peut destiner à cela un tiers des pièces disponibles, mais les deux tiers au moins doivent être dirigés sur la cavalerie et l'infanterie.

7° Si l'ennemi s'avance en lignes déployées, les batteries doivent chercher à croiser leur feu pour prendre ces lignes en écharpe; celles qui pourraient se placer sur les flancs, et battre les lignes dans leur prolongement, feraient un effet décisif.

8° Lorsque l'ennemi s'avance en colonnes, on peut les battre de front, c'est-à-dire dans leur profondeur. Toutefois, il n'est pas moins avantageux de les battre en écharpe, et surtout de flanc ou de revers. L'effet moral produit sur les troupes par l'artillerie qui prend de revers, est incalculable : il est rare que les plus vaillans soldats n'en soient pas étonnés ou ébranlés; le beau mouvement de Ney sur Preititz (bataille de Bautzen) fut neutralisé par quelques pièces de Kleist, qui prirent ses colonnes en flanc, les arrêtèrent, et décidèrent le maréchal à changer sa bonne direction. Quelques pièces d'artillerie légère, lancées à tout risque sur les flancs pour obtenir un pareil résultat, ne seraient jamais aventurées sans utilité.

9° Il est reconnu que les batteries doivent être constamment soutenues par de l'infanterie ou de la cavalerie, et qu'il est avantageux de bien appuyer leurs flancs. Cependant il se présente des cas où il faut dévier de cette maxime, et l'exemple de Wagram en est un des plus remarquables.

10° Il est important que, dans les attaques de cavalerie, l'artillerie ne se laisse pas effrayer, et qu'elle tire d'abord à boulets, puis à mitraille, aussi long-temps que cela se pourra (1). Dans ce cas, l'infanterie chargée de protéger les batteries doit être formée en carrés à proximité, afin de donner refuge aux chevaux, et ensuite aux canonniers; les carrés longs, proportionnés à l'étendue du front de la batterie, semblent les plus propres à remplir cette destination quand l'infanterie est derrière les pièces; si elle se trouve à côté, les carrés parfaits seront préférables. On assure aussi que les batteries de fusées peuvent être employées contre la ca-

(1) Les obus de nouvelle invention, donnant les moyens de porter ces projectiles à mille toises avec une parabole insensible, seront une arme terrible contre la cavalerie.

valerie dont elles effraient les chevaux; mais, je le répète, c'est encore une expérience à faire, et on ne saurait baser une maxime sur des données aussi incertaines.

11° Dans les attaques d'infanterie contre l'artillerie, la maxime de tirer le plus long-temps possible, sans néanmoins commencer de trop loin, est encore plus rigoureuse que dans le cas susmentionné; les canonniers auront toujours le moyen de se mettre à l'abri de l'infanterie s'ils sont convenablement soutenus. C'est ici un des cas de faire donner à la fois les trois armes, car si l'infanterie ennemie est ébranlée par l'artillerie, une attaque combinée d'infanterie et de cavalerie causera sa destruction.

12° Les proportions de l'artillerie ont considérablement varié dans les dernières guerres. Napoléon s'en fut conquérir l'Italie, en 1800, avec quarante ou cinquante pièces, et il réussit complètement; tandis qu'en 1812, il envahit la Russie avec mille pièces attelées, et ne réussit point. Cela prouve assez qu'aucune règle absolue ne saurait fixer ces proportions. On admet généralement que trois pièces par mille combattans sont suffisantes, et même en Turquie, comme dans les montagnes, c'est beaucoup trop.

Les proportions de la grosse artillerie, dite de réserve, avec celles de l'artillerie plus légère, varient également. C'est un grand abus que d'avoir trop de grosse artillerie, car dans les batailles, le canon de 6 ou de 8 fait à peu près le même effet que celui de 12, et il y a pourtant une grande différence dans la mobilité et les embarras accessoires de ces calibres. Au reste, une des preuves les plus notables que l'on puisse citer, pour faire juger l'influence des proportions de l'armement sur les succès des armées, fut donnée par Napoléon, après la bataille d'Eylau: les pertes cruelles que ses troupes essuyèrent par le feu de la nombreuse artillerie des Russes, lui firent sentir la nécessité d'augmenter la sienne. Avec une activité difficile à concevoir, il fit travailler dans tous les arsenaux de la Prusse, de la ligne du Rhin et même de Metz, à renforcer le nombre de ses pièces et à en couler de nouvelles pour utiliser les munitions qu'il avait conquises dans la campagne. En trois mois il doubla, à quatre cents lieues de ses frontières, le personnel et le matériel de son artillerie, chose presque inouïe dans les annales de la guerre.

13° Un des moyens les plus convenables pour obtenir le meilleur emploi possible de l'artillerie, serait de donner toujours le commandement supérieur de cette arme à un général d'artillerie à la fois bon tacticien et stratégiste; ce chef aurait la faculté de disposer non seulement de la réserve d'artillerie, mais encore de la moitié des pièces attachées aux différens corps ou divisions.

Il pourrait ainsi se concerter avec le généralissime sur le moment et le lieu où des masses considérables d'artillerie pourraient le mieux contribuer à la victoire; mais il ne ferait jamais une telle réunion de masses sans avoir pris, au préalable, les ordres du commandant en chef.

De l'emploi combiné des trois armes.

Pour terminer entièrement ce précis, il restait à parler de l'emploi combiné des trois armes: mais combien de variations minutieuses ce sujet ne présenterait-il pas, si l'on avait la préten

tion de pénétrer dans tous les détails qu'exige l'application des maximes générales indiquées pour chacune de ces armes en particulier?

Plusieurs ouvrages, et les allemands surtout, ont sondé cet abîme sans fond, et ils n'ont obtenu de résultats passables, qu'en multipliant à l'infini les exemples pris dans les petits combats partiels des dernières guerres. Ces exemples suppléent en effet aux maximes, lorsque l'expérience démontre qu'il serait impossible d'en donner de fixes. Dire que le commandant d'un corps composé des trois armes, doit les employer de manière à ce qu'elles s'appuient et se secondent mutuellement, semblerait une niaiserie, et c'est néanmoins le seul dogme fondamental qu'il soit possible d'établir, car vouloir prescrire à ce chef la manière dont il devra s'y prendre dans toutes les circonstances, ce serait s'engager dans un labyrinthe inextricable.

Placer les différentes armes selon le terrain, selon le but qu'on se propose, et celui que l'on peut opposer à l'ennemi; combiner leur action simultanée d'après les qualités propres à chacune d'elles, en ayant soin de les faire soutenir réciproquement, voilà tout ce que l'art peut conseiller; c'est dans l'étude des guerres, et surtout dans la pratique, qu'un officier supérieur pourra acquérir des notions, ainsi que le coup-d'œil qui inspire leur application opportune. L'histoire militaire, accompagnée de saine critique, est la véritable école de la guerre (1).

(1) Voyez *Histoire critique des guerres de Frédéric*, celle des *Guerres de la révolution*, et la *Vie de Napoléon* que j'ai publiées.

CONCLUSION.

Nous nous sommes efforcé de retracer les points principaux qui nous ont paru susceptibles d'être présentés comme maximes fondamentales de la guerre. Toutefois la guerre, dans son ensemble, n'est point une science, mais un art. Si la stratégie, surtout, peut être soumise à des maximes dogmatiques qui approchent des axiômes des sciences positives, il n'en est pas de même de l'ensemble des opérations d'une guerre, et les combats entre autres échapperont souvent à toutes les combinaisons scientifiques, pour nous offrir des actes essentiellement dramatiques, dans lesquels les qualités personnelles, les inspirations morales et mille autres causes, joueront parfois le premier rôle. Les passions qui agiteront les masses appelées à les heurter, les qualités guerrières de ces masses, le caractère, l'énergie et les talens de leurs chefs, l'esprit plus ou moins martial, non seulement des nations, mais encore des époques; en un mot tout ce que l'on peut nommer la poésie et la métaphysique de la guerre, influera éternellement sur ses résultats.

Est-ce à dire pour cela qu'il n'y a pas de règles de tactique, et qu'aucune théorie de tactique ne saurait être utile? Quel militaire raisonnable oserait prononcer un tel blasphême? Or, quand l'application d'une telle maxime, et la manœuvre qui en a été le résultat, ont procuré cent fois la victoire à d'habiles capitaines, et offrent en leur faveur toutes les chances probables, suffira-t-il qu'elles aient échoué quelquefois pour nier leur efficacité, et contester toute influence de l'étude de l'art; toute théorie sera-t-elle vaine parce qu'elle ne procurera que les trois quarts des chances de succès?

La stratégie, comme nous l'avons dit, est l'art d'amener la plus grande partie des forces d'une armée sur le point le plus important du théâtre de la guerre, ou d'une zône d'opérations.

La tactique est l'art d'utiliser ces masses sur le point où des marches bien combinées les auront rendues présentes; c'est-à-dire l'art de les mettre en action au moment et au point décisif du champ de bataille sur lequel le choc définitif doit avoir lieu.

Toute maxime de guerre sera bonne lorsqu'elle aura pour résultat d'assurer l'emploi de la plus forte somme de moyens d'actions au moment et au point opportun. Pour ce qui concerne la tactique, la principale de ces com-

binaisons sera toujours le choix de l'ordre de bataille le plus convenable d'après le projet que l'on aura en vue. Ensuite, quand on en viendra à l'action locale des masses sur le terrain, ces moyens d'action peuvent être aussi bien une charge de cavalerie faite à propos, une forte batterie placée et démasquée au moment le plus convenable, une colonne d'infanterie chargeant avec impétuosité, ou une division déployée fournissant avec aplomb et sang-froid des feux meurtriers, enfin des mouvemens tactiques qui menaceraient l'ennemi en flancs et à revers, de même que toute manœuvre qui ébranlerait le moral de ses adversaires. Chacun de ces actes peut, selon l'occurrence, devenir la cause de la victoire; vouloir déterminer les cas où il faudrait donner la préférence à chacun d'eux, serait chose impossible.

Pour bien jouer de ce grand drame de la guerre, le premier des devoirs sera donc de bien connaître le théâtre sur lequel on doit agir, afin de juger les avantages du double échiquier sur lequel les deux partis manœuvreront, en appréciant les avantages de l'ennemi comme ceux de son propre parti. Cette connaissance acquise, on avisera aux moyens de se préparer une base d'opérations; ensuite il s'agira de choisir la zône la plus convenable pour y diriger ses efforts principaux, et d'embrasser cette zône de la manière la plus conforme aux principes de la guerre en choisissant bien ses lignes et front d'opérations. L'armée assaillante devra s'attacher surtout à entamer sérieusement l'armée ennemie en adoptant à cet effet d'habiles points objectifs de manœuvre; puis elle prendra ensuite pour objectif de ses entreprises subséquentes, les points géographiques proportionnés aux succès qu'elle aura obtenus.

L'armée défensive, au contraire, devra calculer tous les moyens de neutraliser cette première impulsion de son adversaire, en traînant les opérations en longueur, autant que cela pourra se faire sans compromettre le sort du pays, et en ajournant le choc décisif, jusqu'au moment où une partie des forces ennemies se trouverait usée par les fatigues, ou disséminée pour occuper les provinces envahies, masquer des places, couvrir des siéges, protéger la ligne d'opérations et les dépôts, etc.

Jusque-là, tout ce que nous venons de dire pourra être l'objet d'un premier plan d'opérations : mais ce qu'aucun plan ne saurait prévoir avec quelque certitude, c'est la nature et l'issue du choc définitif qui résultera de ces entreprises. Si vos lignes d'opérations ont été habilement choisies, vos mouvemens bien déguisés; si l'ennemi, au contraire, fait de faux mouvemens qui vous permettent de tomber sur les fractions encore dispersées de son armée, vous pourrez vaincre sans batailles rangées, par le seul ascendant de vos avantages stratégiques. Mais si les deux partis se trouvent également bien en mesure au moment où la rencontre aura lieu, alors il en résultera une de ces grandes tragédies comme Borodino, Wagram, Waterloo, Bautzen et Dresde, dans laquelle les préceptes de la grande tactique pourront certainement exercer une influence notable.

Si quelques militaires obstinés, après avoir étudié attentivement l'histoire raisonnée de quelques campagnes des grands maîtres, soutenaient encore qu'il n'y a ni principes ni bonnes maximes de guerre, alors on ne pourrait que les

plaindre et leur répondre par le fameux mot de Frédéric-le-Grand : « Un mulet qui aurait fait vingt campagnes sous le prince Eugène n'en serait pas meilleur tacticien pour cela. »

De bonnes théories fondées sur les principes, justifiées par les évènemens, et jointes à l'histoire militaire raisonnée, seront à mon avis la véritable école des généraux. Si ces moyens ne forment pas de grands hommes, qui se forment toujours par eux-mêmes quand les circonstances les favorisent, ils formeront du moins des généraux assez habiles pour tenir le second rang parmi les grands capitaines.

EXPOSÉ

DES

PRINCIPES GÉNÉRAUX

DE

L'ART DE LA GUERRE.

DES GRANDES OPÉRATIONS MILITAIRES

Par JOMINI.

Il a existé de tout temps des principes fondamentaux, sur lesquels reposent les bonnes combinaisons de la guerre, et auxquels on doit toutes les rapporter, pour juger de leur véritable mérite.

Ces principes sont immuables, indépendans de l'espèce d'armes, des temps et des lieux. Le génie et l'expérience indiquent les variations dont leur application est susceptible. Depuis trente siècles, il y a eu des généraux qui les ont plus ou moins heureusement appliqués. Cyrus (voyez Cyropédie de Xénophon), Annibal, furent de grands capitaines; la Grèce et Rome en fournirent plusieurs; Alexandre manœuvra souvent avec habileté; César ne fit pas avec moins de succès la guerre d'invasion et la grande guerre; Tamerlan même, que nous connaissons si peu, a laissé des institutions empreintes à chaque page de ce génie naturel qui sait commander aux hommes, et triompher de tous les obstacles (Institut. de Timour, par Langlès). En comparant les causes des victoires de l'antiquité et des temps modernes, on est tout surpris de trouver que les batailles de Wagram, de Pharsale et de Cannes ont été gagnées par la même cause première.

Cependant, par une fatalité difficile à concevoir, la plupart des écrivains qui ont traité de l'art militaire semblent s'être donné le mot ponr rechercher, dans mille détails accessoires, ce qui ne provenait que de la bonne direction des grandes opérations, ou du sage emploi des masses un jonr de combat. Il en est résulté une foule d'ouvrages où les auteurs, arrangeant à lenr manière des détails insignifians, ont prouvé sans doute beaucoup d'esprit et d'érudition, mais en embrouillant une science qu'ils avaient l'intention de mettre à la portée de tout le monde; plusieurs ont été si loin que,

dans des ouvrages intitulés l'*Art de la Guerre*, on trouve de longs chapitres sur la manière dont les officiers doivent porter leur épée, et sur la forme des baguettes de fusil.

Le résultat de ces fatigantes dissertations a été de persuader à beaucoup de militaires, d'ailleurs fort estimables, qu'il n'y avait point de règles à la guerre : erreur absurde, insoutenable. Sans doute il n'existe pas de système de guerre exclusivement bon, parce que tous sont le résultat de calculs hypothétiques; c'est une combinaison de l'esprit humain, sujet à se tromper, et qui souvent, à l'aide de phrases et de mots techniques arrangés avec art, colore d'une apparence de vérité les idées les plus fausses; mais il en est bien autrement des principes; ils sont invariables : l'esprit humain ne peut ni les modifier ni les détruire.

Pour donner des notions exactes de guerre, il aurait donc fallu que les auteurs, au lieu de créer des systèmes absurdes, détruits les uns par les autres, eussent commencé par établir les principes auxquels les combinaisons se rapportent. C'était un travail plus grand, plus difficile, mais qui eût offert un résultat assuré. On ne trouverait plus tant d'incrédules sur la réalité de la science. Mack n'aurait pas écrit, en 1793, que les longues lignes étaient les plus fortes; Bulow, dans son chapitre des retraites excentriques, n'aurait pas prétendu qu'une armée battue devait, pour se sauver, se partager en autant de corps qu'elle pourrait prendre de routes, dût-elle ne jamais parvenir à rassembler ses colonnes ainsi disséminées; on n'aurait pas non plus introduit un système de cordon, qui éparpille une armée sur tous les chemins, au risque de la voir enlever comme Turenne fit de celle de Bournonville en Alsace.

Frédéric avait écrit sagement que le talent du grand capitaine était de faire diviser son ennemi, et cinquante ans après, plusieurs généraux trouvaient admirable de se diviser eux-mêmes autant qu'ils le pouvaient. Une telle subversion dans les idées n'a pu provenir que de l'incertitude qui régnait dans les opinions individuelles; en effet, les erreurs les plus grossières n'auraient pas ainsi été avancées, et les plus grandes vérités de l'art n'eussent pas été méconnues par les militaires, si, au lieu de suppositions vagues, de calculs incertains, on s'était attaché à démontrer des principes incontestables, et à donner un régulateur commun à des opinions jusqu'alors divergentes.

J'ai osé entreprendre cette tâche difficile, sans avoir peut-être le talent nécessaire pour la remplir; mais il m'a paru important de jeter des bases dont le développement aurait pu être retardé long-temps, si l'on n'avait profité des circonstances pour les fixer.

Le seul moyen d'arriver à mon but était d'indiquer d'abord les principes, d'en offrir ensuite l'application et les preuves par l'histoire de vingt campagnes célèbres. Cette histoire devait alors présenter une critique forte et raisonnée de toute opération qui se serait écartée des règles établies. Si j'avais pu approuver ce qui était en opposition avec ces règles, j'aurais été guidé par des motifs blâmables et indignes du travail auquel je m'étais livré; quelles que fussent les qualités personnelles d'un général et la réputation dont il jouissait, j'ai dû relever avec franchise toutes les fautes qu'il a pu commettre; je n'ai pas même hésité un instant à froisser mes affec-

tions particulières. Après un tel aveu, qu'on n'attribue mes réflexions ni à l'inimitié personnelle, ni à l'envie; la cause en sera tout entière dans l'intérêt de l'art.

Le principe fondamental de toutes les combinaisons militaires consiste à opérer, avec la plus grande masse de ses forces, un effort combiné sur le point décisif.

On comprendra bien qu'un général habile, avec soixante mille hommes, peut en battre cent mille, s'il parvient à mettre cinquante mille hommes en action sur une seule partie de la ligne ennemie. La supériorité des troupes non engagées devient en pareil cas plus nuisible qu'avantageuse; car elle ne fait qu'augmenter le désordre, comme la bataille de Leuthen l'a prouvé.

Les moyens d'appliquer cette maxime ne sont pas très nombreux; je vais essayer de les indiquer. Le premier moyen est de prendre l'initiative des mouvemens. Le général qui réussit à mettre cet avantage de son côté, est maître d'employer ses forces où il juge convenable de les porter; celui, au contraire, qui attend l'ennemi, ne peut être maître d'aucune combinaison, puisqu'il subordonne ses mouvemens à ceux de son adversaire, et qu'il n'est plus à temps d'arrêter ceux-ci, lorsqu'ils sont en pleine exécution. Le général qui prend l'initiative sait ce qu'il va faire; il cache sa marche, surprend et accable une extrémité, une partie faible. Celui qui attend est battu sur une de ses parties, avant même qu'il soit informé de l'attaque.

Le second moyen est de diriger les mouvemens sur la partie faible la plus avantageuse. Le choix de cette partie dépend de la position de l'ennemi. Le point le plus important sera toujours celui dont l'occupation procurera les plus favorables et les plus grands résultats. Telles seront, par exemple, les positions qui tendraient à gagner les communications de l'ennemi avec la base de ses opérations, et à le refouler sur un obstacle insurmontable, comme une mer, un grand fleuve sans pont, ou une grande puissance neutre.

Dans les lignes d'opérations doubles et morcelées, c'est sur le point du centre qu'il convient de diriger ses attaques; en y portant la masse de ses forces, on accable les divisions isolées qui les gardent. Les corps morcelés à droite et à gauche ne peuvent plus opérer de concert et sont forcés à des retraites excentriques, dont les armées de Wurmser, de Mack et du duc de Brunswick ont éprouvé les terribles effets. Dans les lignes d'opérations simples et dans les lignes de bataille contiguës, les points faibles sont au contraire les extrémités de la ligne. En effet, le centre est à portée d'être soutenu simultanément par la droite et la gauche; au lieu qu'une extrémité attaquée serait accablée avant que les moyens suffisans fussent arrivés de l'autre aile pour la soutenir, car ces moyens seraient beaucoup plus éloignés et ne pourraient être employés que les uns après les autres.

Une colonne profonde, attaquée sur sa tête, est dans la même situation qu'une ligne attaquée sur son extrémité: elles seront l'une et l'autre engagées et battues successivement, comme cela a été démontré par les défaites de Rosbach, d'Auerstedt. Cependant il est plus facile de faire de nouvelles dispositions avec une colonne en profondeur, qu'avec une ligne de bataille qui se trouverait attaquée sur une extrémité.

En exécutant, par la stratégie, un

mouvement général sur l'extrémité de la ligne d'opérations de l'eunemi, non seulement on met en action une masse sur une partie faible, mais l'on peut de cette extrémité gagner facilement les derrières et les communications, soit avec la base, soit avec les lignes secondaires. Ainsi Napoléon, en gagnant, en 1805, Donauwerth et la ligne du Lech, avait établi sa masse sur les communications de Mack avec Vienne, qui était la base de ce général avec la Bohême, et il le mit dans l'impossibilité de joindre l'armée russe, qni était sa ligne secondaire la plus importante. La même opération eut lieu en 1806, sur l'extrémité gauche des Prussiens, par Saalfed et Géra. Elle fut répétée en 1812 par l'armée russe dans ses mouvemens sur Kaluga et Krasnoï, et en 1813 par les alliés, qui se dirigèrent à travers la Bohême, sur Dresde et Leipzig, contre la droite de Napoléon (1).

Le résultat des vérités précédentes prouve que, s'il faut attaquer de préférence l'extrémité d'une ligne, il faut aussi se garder d'attaquer les deux extrémités en même temps, à moins que l'on n'ait des forces très supérieures. Une armée de trente mille combattans, pour attaquer les deux extrémités d'une armée égale en nombre, s'enlève les moyens de frapper un coup décisif en multipliant inutilement le nombre des moyens de résistance qne l'ennemi peut opposer à ses deux détachemens. Elle s'expose même, par un mouvement étendu et désuni, à ce que son adversaire rassemble sa masse sur un point, et l'anéantisse par un effet de sa supériorité. Les attaques multipliées sur un plus grand nombre de colonnes sont encore plus dangereuses, plus contraires aux grands principes de l'art, surtout lorsqu'elles ne peuvent entrer en action au même instant et snr le même point. Par suite de cette maxime, il convient au con-

(1) On a remarqué que les lignes centrales n'avaient pas sauvé Napoléon vers Dresde en 1813, ni dans la Champagne, en 1814; mais j'observerai à mon tour que c'est bien à ce système qu'il a dû néanmoins ses succès momentanés dans ces deux campagnes. La cause de ses revers a été dans l'inégalité de la lutte et des moyens secondaires; dans la différence de la nature de ses troupes; dans le placement de la Bohême et de la Bavière en arrière de son extrême droite, et pour ainsi dire snr ses communications. Au reste, j'ajouterai encore que le systèmo des masses centrales n'avait été appliqué jusqu'alors que par des armées de cent cinquante à deux cent mille hommes au plus, et qu'il serait inutile de concentrer plus de forces sur une même ligne, puisqu'il est déjà difficile d'engager autant de troupes le même jour et sur un même champ de bataille.

Je n'ai pas non plus donné une préférence exclusive aux opérations centrales, puisque j'ai souvent présenté celles sur une extrémité de la ligne ennemie comme plus avantageuses. D'ailleurs il ne faut pas confondre une ligne d'opérations centrale opposée à deux parties sur un même front (par exemple celle de l'archiduc Charles contre Moreau et Jourdan, en 1796), avec une ligne d'opérations totalement entourée d'ennemis; ces dernières sont beaucoup moins favorables, elles peuvent même devenir dangereuses, lorsque les masses ennemies sont plus nombreuses.

Enfin je dirai en me résumant, qu'une masse entourée de toute l'Europe soulevée contre elle, composée de parties hétérogènes, affamée par sa propre grandeur, et par des troupes légères comme on n'en avait jamais vu, ne pouvait, par le fait seul de sa position centrale, éviter le sort dont celle de Napoléon a été frappée en Saxe. Mais une exception ne détruit pas une règle ou maxime générale; et, dans toutes les guerres ordinaires, une puissance qui combattra à chances égales, c'est-à-dire à moyens égaux, en appliquant ce système, triomphera inévitablement, si les ennemis suivaient un système contraire. J'en appelle aux officiers-généraux les plus distingués de toutes les armées, et je donne pour preuve les plus beaux faits d'armes de l'histoire moderne.

traire, lorsqu'on a des masses fort supérienres à celles de l'ennemi, de faire attaquer ses deux extrémités; on parvient ainsi à mettre en action plus de monde quo lui snr chaeune do ses ailes, tandis qu'en gardant des forces très supérieures massées sur un seul point, l'adversaire pourrait en déployer et faire combattre un nombre égal. Il faut avoir soin, dans ce cas, do porter le gros de ses forces sur l'aile où l'attaque promettrait un succès plus décisif : c'est ce que nous avons démontré par la relation de la bataille de Hochkirch, dans la guerre de sept ans (chap. XII).

Pour opérer un effort combiné d'une grande masse sur un seul point, il importe, dans les mouvemens stratégiques, de tenir ses forces rassemblées sur un espace à peu près carré, afin qu'elles soient plus disponibles (1). Les grands fronts sont aussi contraires aux bons principes que les lignes morcelées, les grands détachemens et les divisions isolées hors d'état de se soutenir.

Un des moyens les plus efficaces pour appliquer le principe général que nous avons indiqné, est celui de faire commettre à l'ennemi des fautes contraires à ce principe. On peut, avec quelques petits corps de troupes légères, lui donner des inquiétudes sur plusieurs points importans de ses communications. Il est vraisemblable que, ne connaissant pas leur force, il leur opposera des divisions nombreuses et morcellera ses masses; ces tronpes légères contribuent d'ailleurs à éclairer parfaitement l'armée.

(1) On n'entend pas par là qu'il faille former une colonne carrée pleine, mais que les bataillons soient disposés sur un terrain de maniere à pouvoir arriver, avec la même promptitude, de tous les points, vers celui qui serait attaqué.

Il est bien important, lorsqu'on prend l'initiative d'un mouvement décisif, de ne rien négliger ponr être instruit des positions de l'ennemi et des mouvemens qu'il pourrait faire. L'espionnage est un moyen utile à la perfection dnquel on ne saurait donner trop de soins; mais ce qui est plus essentiel encore, c'est de se faire bien éclairer par des partisans. Un général doit semer de petits partis sur toutes les directions, et il faut en multiplier le nombre avec autant de soin qu'on évitera ce système dans les grandes opérations. On organise à cet effet quelques grandes divisions de cavalerie légère, qui n'entrent point dans les cadres des combattans. Opérer sans ces précautions, c'est marcher dans les ténèbres et s'exposer anx chances désastreuses que produirait nn mouvement secret de l'ennemi. On les a trop négligées, on n'organise pas assez à l'avance la partie de l'espionnage; et les officiers de troupes légères n'ont pas toujours l'expérience nécessaire pour conduire leurs détachemens.

Il ne suffit pas, pour bien opérer à la guerre, de porter habilement ses masses sur les points les plus importans, il faut savoir les y engager. Lorsqu'on est établi sur ces points, et qu'on y reste dans l'inaction, le principe est oublié. L'ennemi peut faire des contremanœuvres, et, pour lui ôter ce moyen, il faut, dès qu'on a gagné ses communications, ou une de ses extrémités, marcher à lui et combattre. C'est alors surtout qu'il faut bien combiner l'emploi simultané de ses forces. *Ce ne sont pas les masses présentes qui décident des batailles, ce sont les masses agissantes.* Les premières décident dans les mouvemens préparatoires de stratégie, les dernières determinent le succès de l'action.

Pour obtenir ce résultat, un général habile doit saisir l'instant où il faut enlever la position décisive du champ de bataille, et il doit combiner l'attaque de manière à faire engager toutes les forces en même temps, à la seule exception des troupes qui seraient destinées à la réserve.

Lorsqu'un effort, basé sur de tels principes, ne réussira pas à procurer la victoire, on ne pourra l'espérer d'aucune combinaison, et il ne restera d'autre parti à prendre que celui de faire donner un dernier coup à cette réserve, de concert avec les troupes déjà engagées.

Toutes les combinaisons d'une bataille peuvent se réduire à trois systèmes.

Le premier, qui est purement défensif, consiste à attendre l'ennemi dans une forte position, sans autre but que celui de s'y maintenir; telles furent les dispositions de Daun à Torgau, de Marsin aux lignes de Turin. Ces deux évènemens suffisent pour démontrer combien de semblables dispositions sont vicieuses.

Le second système, au contraire, est entièrement offensif; il consiste à attaquer l'ennemi partout où on peut le rencontrer, comme Frédéric le fit à Leuthen et à Torgau, Napoléon à Iéna et à Ratisbonne, les alliés à Leipzig.

Le troisième système enfin, est en quelque sorte un terme moyen entre les deux autres: il consiste à choisir un champ de bataille reconnu d'après toutes les convenances stratégiques et les avantages du terrain, afin d'y attendre l'ennemi, et de choisir dans la journée même le moment convenable pour prendre l'initiative et tomber sur son adversaire avec toute chance de succès. Les combinaisons de Napoléon à Rivoli et à Austerlitz, celles de Wellington à Mont-Saint-Jean et dans la plupart de ses batailles défensives en Espagne, doivent être rangées dans cette classe.

Il serait difficile de donner des règles fixes pour déterminer l'emploi de ces deux derniers systèmes, qui sont les seuls convenables. Il faut avoir égard à l'état moral des troupes de chaque parti, au caractère national plus ou moins flegmatique ou impétueux, enfin aux obstacles du terrain. On voit donc que ces circonstances peuvent seules diriger le génie d'un général, et on doit réduire ces vérités aux trois points suivans:

1° Qu'avec des troupes aguerries et dans un terrain ordinaire, l'offensive absolue ou l'initiative d'attaque convient toujours mieux;

2° Que dans les terrains d'un accès difficile, soit par leur nature, soit par d'autres causes, et avec des troupes disciplinées et soumises, il est peut-être plus convenable de laisser arriver l'ennemi dans une position qu'on aurait reconnue, afin de prendre ensuite l'initiative sur lui lorsque ses troupes seraient déjà épuisées par leurs premiers efforts;

3° Que la situation stratégique des deux partis peut néanmoins exiger quelquefois qu'on attaque de vive force les positions de son adversaire, sans s'arrêter à aucune considération locale; telles sont, par exemple, les circonstances où il importerait de prévenir la jonction des deux armées ennemies, de tomber sur une partie d'armée détachée, ou sur un corps isolé au-delà d'un fleuve, etc., etc.

Les ordres de bataille, ou les dispositions les plus convenables pour conduire les troupes au combat, doivent avoir pour but de leur procurer

en même temps mobilité et solidité. Il me paraît que, pour remplir ces deux conditions, les troupes qui restent sur la défensive peuvent être en partie déployées en colonnes, comme l'armée russe à la bataille d'Eylau; mais les corps disposés pour l'attaque d'un point décisif doivent être composés de deux lignes de bataillons; chaque bataillon, au lieu d'être déployé, serait formé en colonnes par divisions de la manière suivante. (Une division est de deux pelotons; ainsi le bataillon étant de six compagnies, on six pelotons, aura trois divisions, ce qui, dans le fait, le formera sur trois lignes.)

6e	5e	4e	3e	2e	1er Bon.
12e	11e	10e	9e	8e	7e

Cet ordre offre infiniment plus de solidité qu'une ligne déployée, dont le flottement empêche l'impulsion si nécessaire pour une seule attaque, et met les officiers hors d'état d'enlever leurs troupes. Cependant, pour faciliter la marche, pour éviter la trop grande profondeur de la masse, et pour augmenter au contraire le front, sans nuire toutefois à la consistance, je crois qu'il est convenable de placer l'infanterie sur deux rangs. Les bataillons se trouveront ainsi plus mobiles, car la marche du second rang, pressé entre le premier et le troisième, est toujours fatigante, flottante, et par conséquent moins vive. Ils auront d'ailleurs toute la force désirable, puisque les trois divisions ployées présenteront six rangs en profondeur, ce qui est plus que suffisant. Enfin, le front, augmenté d'un tiers, offrira plus de feux, dans le cas où l'on viendrait à s'en servir; et en même temps qu'il en imposera davantage à l'ennemi, en lui montrant plus de monde, il donnera moins de prise à l'artillerie.

10e Dans les terrains d'un difficile accès, comme vignes, enclos, jardins et hauteurs encaissées, l'ordre de bataille défensif doit être composé de bataillons déployés sur deux rangs, et couverts par de nombreux pelotons de tirailleurs. Mais la troupe d'attaque aussi bien que la réserve ne sauraient être mieux disposées qu'en colonnes d'attaque par le centre, comme nous l'avons indiqué à l'article précédent; car la réserve, devant être prête à tomber sur l'ennemi au moment décisif, doit le faire avec force et vivacité, c'est-à-dire en colonnes (1). On peut néan-

(1) On a dit que lord Wellington combattait presque toujours déployé; cela peut être vrai pour les troupes qui devaient rester défensives, mais pour les ailes offensives et manœuvrantes, je crois qu'il a dû former des colonnes. En cas contraire, ce serait la faute de ceux qui se seraient laissé battre à forces égales par un système semblable, car un général ne pourrait rien désirer de mieux que d'avoir un adversaire qui s'en servît toujours.

J'en appelle encore une fois à ce sujet aux généraux qui ont fait les grandes guerres euro-

moins laisser cette réserve en partie déployée jusqu'au moment de donner, afin que sou étendue en impose à l'ennemi.

Si l'art de la guerre consiste à concerter un effort supérieur d'une masse contre les parties faibles, il est incontestablement nécessaire de pousser vivement une armée battue.

La force d'une armée consiste dans sou organisation, dans l'ensemble résultant de la liaison de toutes les parties avec le point central qui les fait mouvoir. Après une défaite, cet ensemble n'existe plus: l'harmonie entre la tête qui combine et les corps qui doivent exécuter est détruite; leurs rapports sont suspendus et presque toujours rompus. L'armée entière est une partie faible; l'attaquer, c'est marcher à un triomphe certain. Quelles preuves de ces vérités ne trouvons-nous pas dans la marche sur Roveredo, et les gorges de la Brenta, pour achever la ruine de Wurmser, dans la marche d'Ulm sur Vienne, dans celle de Iéna sur Wittemberg, Custrin et Stettin! Cette maxime est souvent négligée par les généraux médiocres. Il semble que tout l'effort de leur génie et le terme de leur ambition se bornent à gagner le champ de bataille. Une telle victoire n'est guère qu'un déplacement de troupes, sans utilité réelle.

Pour rendre décisif ce choc supérieur d'une masse, il faut que le général ne donne pas moins de soins au moral de son armée. A quoi servirait, en effet, que cinquante mille hommes fussent mis en bataille devant vingt mille, s'ils manquent de l'impulsion nécessaire pour enlever et culbuter l'ennemi? Ce n'est pas seulement du soldat qu'il s'agit, c'est plus particulièrement encore de ceux qui doivent le conduire. Toutes les troupes sont braves lorsque les chefs donnent l'exemple d'une noble émulation et d'un beau dévouement. Il ne faut pas qu'un soldat reste au feu par la crainte seule d'une discipline rigoureuse; il faut qu'il y coure par l'amour-propre de ne pas céder à ses officiers en honneur et en bravoure, et surtout par la confiance qu'on aura su lui inspirer dans la sagesse de ces chefs et dans le courage de ses compagnons d'armes.

Un général doit pouvoir compter dans ses calculs sur le dévouement de ses lieutenans pour l'honneur des armes nationales. Il faut qu'il soit assuré qu'un choc vigoureux ait lieu partout où il ordonne qu'il en soit fait un. Le premier moyen de parvenir à ce but, c'est de se faire aimer, estimer et craindre; le second moyen est de remettre entre les mains de ce général le choix et le sort de ses lieutenans. S'ils sont parvenus à ce grade par le seul droit de l'ancienneté, on peut décider d'avance qu'ils ne posséderont presque jamais les qualités nécessaires pour en remplir les importantes fonctions. Cette circonstance seule peut faire manquer les entreprises les mieux conçues.

On voit, par cet exposé rapide, que la science de la guerre se compose de trois combinaisons générales, dont chacune n'offre qu'un petit nombre de subdivisions ou de chances d'exé-

péennes. Au reste, en donnant un ordre de combat comme le plus avantageux, ce n'est pas dire que toute victoire serait impossible, si on ne l'appliquait pas strictement: les localités, les causes générales, la supériorité du nombre, le moral des troupes et des généraux, sont des considérations qui entrent aussi en ligne de compte; et, pour raisonner sur une maxime générale, il faut admettre que toutes les chances soient égales.

cation. Les seules opérations parfaites seraient celles qui présenteraient l'application de ces trois combinaisons, parce que ce serait l'application permanente du principe général indiqué plus haut (1).

La première de ces combinaisons est l'art d'embrasser les lignes d'opérations de la manière la plus avantageuse : c'est ce qu'on nomme communément et improprement un plan de campagne. Je ne vois pas en effet ce que l'on entend par cette dénomination, car il est impossible de faire un plan général pour toute une campagne, dont le premier mouvement peut renverser tout l'échafaudage, et dans lequel il serait impossible de prévoir au-delà du second mouvement.

La deuxième branche est l'art de porter ses masses le plus rapidement possible sur le point décisif de la ligne d'opération primitive, ou de la ligne accidentelle. C'est ce qu'on entend vulgairement par stratégie. La stratégie n'est que le moyen d'exécution de cette seconde combinaison, on en trouve les principes dans les chapitres sus-mentionnés.

La troisième branche est l'art de combiner l'emploi simultané de sa plus grande masse sur le point le plus important d'un champ de bataille ; c'est proprement l'art des combats que plusieurs auteurs ont appelé ordre de bataille, et que d'autres ont présenté sous le nom de tactique.

Voilà la science de la guerre en peu de mots ; c'est pour avoir oublié ce petit nombre de principes que les généraux autrichiens ont été battus depuis 1793 jusqu'à 1800 et 1805 ; c'est par la même cause que les généraux français avaient perdu la Belgique en 1793, l'Allemagne en 1796, l'Italie et la Souabe en 1799.

Je n'ai pas besoin d'observer à mes lecteurs que je n'ai traité ici que les principes relatifs à l'emploi des troupes, ou la partie purement militaire; d'autres combinaisons non moins importantes sont indispensables pour bien conduire une grande guerre, mais elles appartiennent à la science de gouverner les empires, plutôt qu'à celle de commander des armées.

Pour réussir dans de grandes entreprises, il importe non seulement de calculer l'état respectif des armées, mais encore celui des moyens de seconde ligne, qui doivent servir de réserve et remplacer les pertes de toute espèce, en personnel et en matériel. Il faut aussi savoir juger l'état intérieur des nations d'après ce qu'elles auraient déjà eu à soutenir antérieurement, et d'après la situation relative de leurs voisins. Il n'est pas moins nécessaire de mettre dans la balance les passions des peuples contre lesquels on a à combattre, leurs institutions et l'attachement qu'ils ont pour elles. Il faut calculer aussi la situation des provinces, l'éloignement de la puissance qu'on veut attaquer, car les désavantages de l'agresseur se multiplient à mesure qu'il

(1) Les guerres nationales, où l'on doit combattre et conquérir un peuple entier, sont seules une exception à ces règles ; dans les guerres de cette espèce, il est difficile de soumettre sans se diviser; lorsqu'on vient s'assembler pour combattre, on s'expose à perdre les provinces conquises.

Le moyen de parer à ces inconvéniens est d'avoir une armée qui tienne la campagne, et des divisions indépendantes pour organiser sur les derrières. Ces divisions doivent alors être commandées par des généraux instruits, bons administrateurs, fermes et justes, parce que leurs travaux peuvent contribuer, autant que la force des armes, à soumettre les provinces qui leur sont confiées.

augmente la profondeu de sa ligne d'opérations. Enfin il faut juger la nature du pays dans lequel on va porter la guerre, et la solidité des alliances que l'on peut se ménager pour une entreprise lointaine.

En un mot, il est indispensable de connaître cette science, mélange de politique, d'administration et de guerre, dont Montesquieu a si bien posé les bases dans son ouvrage sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains. Il serait difficile de lui assigner des règles fixes, et même des principes généraux. L'histoire est la seule école dans laquelle on puisse trouver quelques bons préceptes, et il est encore bien rare de rencontrer des circonstances qui se ressemblent assez, pour qu'on doive se régler, à une certaine époque, sur ce qui aurait été fait quelques siècles auparavant. Les passions des hommes influent trop sur les évènemens pour que les uns n'échouent pas là même où d'autres ont réussi.

Napoléon connaissait peut-être cette science, mais son mépris pour les hommes lui en a fait négliger l'application. Ce n'est pas l'ignorance du sort de Cambyse ou des légions de Varus qui a causé ses revers; ce n'est pas non plus l'oubli de la défaite de Crassus, du désastre de l'empereur Julien ou des résultats des croisades; c'est l'opinion dans laquelle il était que son génie lui assurait des moyens incalculables de supériorité, et que les ennemis au contraire n'en avaient point. Il est tombé du faîte des grandeurs pour avoir oublié que l'esprit et la force de l'homme ont aussi leurs bornes, et que plus les masses mises en mouvement sont énormes, plus le pouvoir du génie est subordonné aux lois imprescriptibles de la nature. Cette vérité, qui a été démontrée par les résultats des affaires de la Katzbach, de Dennewitz et de Leipzig même, ferait à elle seule un sujet d'étude intéressant.

Il n'entre pas dans mon plan de répéter ici les préceptes importans que Montesquieu et Machiavel nous ont laissés sur ce grand art de diriger les mouvemens des empires; on retrouvera cependant, dans le cours de la narration de ces campagnes célèbres, quelques réflexions sur les changemens que les guerres de la révolution ont apportés dans les idées sur l'organisation et le déplacement des forces nationales, sur leur emploi et sur les suites qui en résulteront probablement dans les révolutions futures du corps politique. Les armées ne sont plus composées aujourd'hui de troupes recrutées volontairement du superflu d'une population trop nombreuse; ce sont des nations entières qu'une loi appelle aux armes, qui ne se battent plus pour une démarcation de frontières, mais en quelque sorte pour leur existence.

Cet état de choses nous rapproche du troisième et du quatrième siècle, en nous rappelant ces chocs de peuples immenses qui se disputaient le continent européen; et si une législation et un droit public nouveaux ne viennent pas mettre des bornes à ces levées en masse, il est impossible de prévoir où ces ravages s'arrêteront. La guerre deviendra un fléau plus terrible que jamais, car la population des nations civilisées sera moissonnée, non comme dans le moyen-âge, afin de résister à des peuples sauvages, mais pour le triste maintien d'une balance politique, et afin de savoir au bout d'un siècle si telle province aura un préfet de Paris, de Pétersbourg ou de

Vienne, qui la gouvernerait d'après les mêmes lois et les mêmes usages, à fort peu de chose près.

Il serait bien temps néanmoins que les cabinets revinssent à des idées plus généreuses, et que le sang ne coulât plus désormais que pour les grands intérêts du monde.

Si ce vœu, vraiment européen, doit être relégué à côté des beaux rêves sur la paix perpuelle, déplorons les petites passionet les intérêts qui portent les natus éclairées à s'égorger plus impitoablement que les barbares; déplons ces progrès des arts et des scienc morales ou politiques, qui, loin deous conduire au perfectionnement : l'état social, semblent nous destineà revoir les siècles des Huns, des Vdales, des Tartares.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE CINQUIÈME VOLUME.

FREDERIC II.

HISTOIRE DE MON TEMPS.

INSTRUCTION MILITAIRE DU ROI DE PRUSSE

POUR SES GÉNÉRAUX.

INSTRUCTION SECRÈTE

DÉROBÉE A FRÉDÉRIC II,

ROI DE PRUSSE.

MÉMOIRES MILITAIRES ET POLITIQUES

DU GÉNÉRAL LLOYD,

SERVANT D'INTRODUCTION

A L'HISTOIRE DE LA GUERRE EN ALLEMAGNE, EN 1756,

CONTRE LE ROI DE PRUSSE ET L'IMPÉRATRICE ET SES ALLIÉS.

DE L'ÉTAT ACTUEL

DE LA POLITIQUE

ET

DE LA SCIENCE MILITAIRE

EN EUROPE,

PAR GUIBERT.

Extraits de Guibert.

CONSIDÉRATIONS

SUR L'ARTILLERIE.

DE L'ARTILLERIE,

PAR GUIBERT.

DES CONNAISSANCES NÉCESSAIRES

A UN GÉNÉRAL EN CHEF D'ARMÉE,

Par le Général Comte de LACUÉE CESSAC.

DE LA DÉFENSE DES PLACES FORTES,

OUVRAGE COMPOSÉ

PAR ORDRE DE SA MAJESTÉ IMPÉRIALE ET ROYALE,

Pour l'instruction des Élèves du corps du genie,

ET PUBLIÉ EN 1810, PAR CARNOT,

ANCIEN OFFICIER DE CE CORPS, ANCIEN MINISTRE DE LA GUERRE, MEMBRE DE L'INSTITUT DE FRANCE ET DE LA LÉGION-D'HONNEUR.

(1) Voir à la page 761 de ce volume.

JOURNAL

DES OPÉRATIONS MILITAIRES

DU SIÉGE ET DU BLOCUS DE GÊNES,

PRÉCÉDÉ D'UN

COUP-D'ŒIL SUR LA SITUATION DE L'ARMÉE D'ITALIE,

DEPUIS LE MOMENT OU LE GÉNÉRAL MASSÉNA EN PRIT LE COMMANDEMENT JUSQU'AU BLOCUS,

ACCOMPAGNÉ DE PLUSIEURS TABLEAUX

et d'une Carte de la Place et des environs de la Place,

Par Paul THIEBAULT, Général de Brigade.

JOURNAL

DES OPÉRATIONS MILITAIRES

DU

SIÉGE ET DU BLOCUS DE GENES.

EXTRAITS DE JOMINI.

PRÉCIS DE L'ART DE LA GUERRE,

OU

NOUVEAU TABLEAU ANALYTIQUE

DES PRINCIPALES COMBINAISONS DE LA STRATÉGIE, DE LA GRANDE TACTIQUE, ET DE LA POLITIQUE MILITAIRE,

Par le Baron de JOMINI,

GÉNÉRAL EN CHEF, AIDE-DE-CAMP-GÉNÉRAL DE S. M. L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES.

NOUVELLE EDITION CONSIDÉRABLEMENT AUGMENTÉE.

EXPOSÉ

DES PRINCIPES GÉNÉRAUX

de

L'ART DE LA GUERRE.

FIN DE LA TABLE.

LIBRAIRIE MILITAIRE

DE J. DUMAINE,

(MAISON ANSELIN),

Rue et Passage Dauphine, n. 36.

CATALOGUE.

BIBLIOTHEQUE historique et militaire, par Ch. Liskenne et Sauvan. — Cet ouvrage, adopté par le gouvernement et par tous les souverains de l'Europe pour l'instruction des armées, est composé de six volumes (cinq ont été publiés), accompagnés de plus de cent plans et cartes; ils contiennent soixante volumes du format in-8°. Cette Bibliothèque présente un cours complet d'histoire et d'art militaire chez les Grecs, les Romains et les Français, depuis les batailles de Thymbrée et de Marathon jusqu'à l'expédition d'Alger en 1830. — Prix de chaque volume, 15 ou 16 fr., en raison du nombre de livraisons dont il est composé. — Il est superflu de faire l'éloge de cet ouvrage, qui a mérité l'approbation de tous les hommes de guerre de l'époque.

CESAR. Ses Commentaires, trad. de Wailly, revue et corrigée avec le plus grand soin; accompagnés d'une carte des Gaules, comparative avec les noms anciens et modernes, 2 vol. in-32, 1836, pap. vélin, imprimés par Didot, faisant partie de la *Bibliothèque portative de l'Officier*. 5 fr.

Idem, reliés. 6 fr.

Un grand homme de guerre désirait que les *Commentaires de César* fussent tellement portatifs, que tous les Officiers pussent les avoir sans cesse dans la poche de leur habit d'uniforme; son vœu est rempli.

DICTIONNAIRE de l'armée de terre, ou Recherches historiques sur l'art et les usages militaires des anciens et des modernes; par le général Baron Bardin.

GUILLAUME DE VAUDONCOURT (général). Histoire des Campagnes d'Annibal en Italie, pendant la deuxième guerre punique, suivie d'un Abrégé de la Tactique des Romains et des Grecs, et enrichie de plans et cartes géographiques, tirés des matériaux les plus exacts qui existent dans l'Italie. Milan, 1812, 3 vol. in-4 et un atlas. 80 fr.

NAPOLEON. Précis des Guerres de Jules-César, écrit à Sainte-Hélène sous la dictée de l'empereur, par Marchand; suivi de plusieurs fragmens inédits et authentiques, et plans. 1 vol. in-8. 7 fr.

ANCILLON (Ministre en Prusse). Tableau des Révolutions du système politique de l'Europe, nouvelle et très belle édition, revue et corrigée par l'auteur, et imprimée par Firmin Didot. 4 vol. in-8. Paris, 1823. 24 fr.

CHAMBRAY (général, marquis de). Philosophie de la guerre, 3e *édition*, 1 vol. in-8, 6 fr.

Ce volume est le tome IV des œuvres du marquis de Chambray; il se vend séparément.

Les titres des chapitres donneront une idée des matières traitées dans cet ouvrage.

Chapitre Ier. *Des troupes et des armées.* — II. *Suite du précédent.* — III. *Quelques réflexions sur l'organisation des armées.* — IV. *Des moyens d'enflammer le courage des troupes.* — V. *Du général.* — VI. *Du commandement des armées.* — VII. *Des places fortes, particulièrement dans l'état actuel de l'art de la guerre.* — VIII. *De trois chapitres de l'Esprit des Lois.* — IX. *De la constitution de la guerre.* — X. *Des institutions militaires dans leurs rapports avec les institutions civiles.* — XI. *De la difficulté d'écrire l'histoire militaire avec exactitude, particulièrement en ce qui concerne les batailles.*

CHAMBRAY (général, marquis de). Mélanges, in-8. 6 fr.

Ce volume est le tome V des œuvres du marquis de Chambray, il se vend séparément.

Il contient les opuscules suivans: 1° *Vie de Vau-*

ban. — 2° *Sur l'Ecole Polytechnique.* — 3° *Notes et réflexions sur la Prusse en* 1833. — 4° *Des changemens survenus dans l'art de la guerre depuis* 1700 *jusqu'en* 1815, *et du rôle que les places fortes ont joué pendant ce laps de temps.*

DUVIVIER. Observations sur la guerre de la succession d'Espagne, 2 vol. in-8, 1830. 12 fr.

JACQUINOT DE PRESLE, professeur d'Art militaire et d'Histoire. Cours d'Art militaire de l'Ecole royale de Cavalerie de Seumur, 1 vol. in-8, 1829. 8 fr.

JOMINI. Traité des grandes Opérations militaires, contenant l'Histoire critique et militaire des guerres de Frédéric II, comparées au système moderne, avec un Recueil des principes les plus importans de l'art de la guerre; *troisième édition.* Trois volumes in-8, avec elles militaire, composé de 26 planches topographiques et d'un cahier de légendes. Avec le *Tableau analytique des principales combinaisons de la guerre, et de leurs rapports avec la politique des Etats*, pour servir d'introduction au *Traité des grandes Opérations.* Ensemble 4 vol. 1818-1830. 47 fr.

JOMINI. Précis de l'art de la guerre, ou nouveau Tableau analytique des principales combinaisons de la stratégie, de la grande tactique et de la politique militaire, nouvelle édition, considérablement augmentée. Paris, 1838, 2 vol. in-8. 15 fr.

JOMINI. Précis politique et militaire de la campagne de 1815, pour servir de supplément et de rectification à la vie politique et militaire de Napoléon, racontée par lui-même, 1 vol. in-8. 1839. 7 fr. 50 c.

LAVALLEE (Professeur à l'Ecole Saint-Cyr). Histoire des Français depuis le temps des Gaulois jusqu'en 1830. Paris, 1839, 4 vol. in-8. 24 fr.

Le même ouvrage, 4 vol. in-12, format charpentier. 14 fr.

Cet ouvrage est destiné à devenir classique, et à remplacer, dans l'enseignement de l'histoire de France, Anquetil ainsi que d'autres compilateurs. M. Guizot écrivait à M. Lavallée, au sujet de cette histoire: « Vous avez réussi mieux que personne, » à concentrer les faits sans les entasser; et en con- » centrant les faits, vous avez aussi très bien ré- » sumé les idées. » Cette approbation est la plus précieuse qu'un ouvrage historique puisse ambitionner.

LAVARENNE. Mémorial de l'Officier d'Etat-major en campagne, ou Recueil de documens utiles pour faire la guerre, 1 vol. in-8, avec atlas. 12 fr.

LEORIER. Théorie de l'Officier supérieur, contenant des détails sur l'Art militaire, les positions, les affaires, un Abrégé de fortification passagère, etc. Paris, 1820, 1 volume in-8, 16 planches. 7 fr.

PAIXHANS. Force et faiblesse militaire de la France. Essai sur la question générale de la défense des Etats sur la guerre défensive, en prenant pour exemple les frontières actuelles et l'armée de France. Paris, 1830, 1 volume in-8. 9 fr.

PERROT. Le Livre de Guerre, ou Instruction élémentaire sur les différentes parties de l'art de la guerre, 1 vol. in-18, avec 28 planches, pour les fortifications, la défense des postes et ponts, la construction des ponts, leur réparation et leur reconstruction, le défilement, le campement, les baraques, les reconnaissances militaires, pour le dessin linéaire, le figuré du terrain, le levé des plans, etc. 3 fr.

PATU DESHAUTSCHAMPS. Dix années de guerre intestine, présentant le Tableau et l'examen raisonné des opérations des armées royalistes et républicaines dans les départemens de l'Ouest, depuis le mois de mars 1793 jusqu'au 1er août 1802; publié avec approbation du ministre de la guerre. 1 vol. in-8. 1840. 7 fr. 50 c.

ROCQUANCOURT. Cours élémentaire d'Art et d'Histoire militaires, à l'usage des Elèves de l'Ecole royale spéciale militaire de Saint-Cyr; 3e édition, revue et considérablement augmentée, avec pl., 4 vol. in-8. 36 fr.

Tous les officiers sortis de la jeune Ecole militaire, tous ceux qui plus vieux d'années et de services, ont étudié l'art de la guerre et l'histoire de nos vingt-cinq années de combats, ont connu et apprécié l'excellent ouvrage du commandant Rocquancourt, sur l'art et l'histoire militaires. Ce livre, fruit de longues années d'étude et d'enseignement, et qui, dès son apparition, fut adopté par le ministre de la guerre pour l'École de Saint-Cyr, vient d'être terminé. Nous n'ajouterons pas nos éloges à ceux qui ont été si souvent et si justement donnés à l'auteur par les hommes les plus compétens et les plus versés dans la connaissance de la guerre; nous dirons seulement que le commandant Rocquancourt, placé en sa qualité de directeur à la tête des études de l'École militaire, et qui mieux que personne a pu approprier aux besoins de tous les militaires les leçons d'une vieille expérience dans l'enseignement, a terminé ce long travail d'une manière aussi complète qu'intéressante.

WARNERY. Remarques sur la Cavalerie, *nouvelle édition*, accompagnée de Notes et d'un Chapitre supplémentaire, complétant les Remarques contenues dans le dernier chapitre

de l'auteur, sur la Cavalerie aux 15e et 16e siècles. Paris, 1828, 1 vol. in-12. 4 fr. 50 c.

YMBERT. Eloquence militaire, ou l'Art d'émouvoir le Soldat, d'après les plus illustres exemples tirés des armées des différens peuples, et principalement d'après les proclamations, harangues, discours et paroles mémorables des généraux et officiers français. Paris, 1818, 2 vol. in-8. 10 fr.

CHAMBRAY (général, marquis de). Histoire de l'expédition de Russie, 3e édition, 3 vol. in-8, avec le portrait de l'auteur, trois vignettes et un atlas séparé. Ces trois volumes sont les trois premiers des œuvres du marquis de Chambray; ils se vendent séparément. 18 f.

LABAUME. Histoire de la chute de l'empire de Napoléon, ornée de 8 planches des principales batailles livrées en 1813 et 1814. Paris, 1820, 2 vol. in-8. 12 fr.

LABAUME. Relation circonstanciée de la Campagne de Russie en 1812, 6e édit. Paris, 1820, 1 vol. in-8, 8 pl. 7 fr.

LABAUME (Eugène). Manuel de l'Officier d'état-major, 1 vol. in-8, 1827. 5 fr.

CHARLES (le prince). Principes de la Stratégie, développés par la Relation de la Campagne de 1796, en Allemagne; ouvrage traduit de l'allemand, par le général Jomini, et accompagné de notes critiques de ce général. Paris, 1818, 3 vol. in-8, avec atlas militaire. 36 fr.

D'ARTOIS (capitaine du génie). Relation de la défense de Dantzig en 1813, par le 10e corps de l'armée française, contre l'armée combinée russe et prussienne. 1820, 1 vol. in-8, une carte. 9 fr.

GUILLAUME DE VAUDONCOURT (général). Histoire des Campagnes de 1814 et 1815, en France, 5 vol. in-8, avec 4 plans. Paris, 1826. 15 fr.

GUILLAUME DE VAUDONCOURT (maréchal-de-camp). Mémoires pour servir à l'Histoire de la guerre entre la France et la Russie en 1812, 2 vol. in-4, un de pl. 25 fr.

——— Mémoire sur la Campagne du Vice-Roi en Italie, en 1813 et 1814, 2 vol. in-4, dont un de planches. 21 fr.

——— Histoire de la guerre soutenue par les Français en Allemagne, en 1813, 2 volumes in-4. 25 fr.

JOMINI. Atlas portatif pour l'intelligence des Relations des dernières guerres publiées sans plans, notamment la VIE DE NAPOLEON. — Les plans ou cartes sont: Plans des affaires de Lonato et Castiglione; — *id.* de la bataille d'Arcole; — *id.* de Rivoli; — *id.* de Marengo. — Carte pour l'intelligence des affaires d'Ulm, 1805. — Plan de la bataille d'Austerlitz. — Carte pour les journées de Iéna et d'Auerstedt. — Plan de la bataille d'Eylau; — *id.* de Heilsberg et Friedland. — Carte pour les affaires d'Abensberg, Eckmühl et Ratisbonne. — Batailles d'Essling et de Wagram; — *id.* de Smolensk et de Valoutina; — *id.* de Borodino ou de la Moscowa. — Affaires de Krasnoi. — Bataille de la Bérésina. — Plan de la bataille de Lutzen, 1813. — Carte pour l'ensemble de Lutzen et Leipzig. — Plan de la bataille de Bautzen; — *id.* de Dresde. — Carte, 1. pour l'ensemble de Dresde et de Culm, 2. spéciale pour les deux journées de Culm. — Plan des affaires de Dennevitz, Katzbach, Hanau, Gros-Beern; — *id.* de la bataille de Leipzig. — Cartes pour l'intelligence de la campagne de 1814: Champ-Aubert, Montmirail, Château-Thierry, Vauchamps, Soissons, Laon, Craon, Reims, Châlons, Brienne, Bar, Troyes, Arcis et Fère-Champenoise, Sens, Montereau, Nogent, Mormans, Nangis, Bray et Paris. — Plan et carte des environs de Paris. — Plans particuliers de Brienne, Arcis-sur-Aube, Fère-Champenoise; — *id.* pour Montmirail, Champ-Aubert, Etoges, Vauchamps, Craon et Laon. — Carte pour la bataille de Fleurus (ou Ligny, en 1815); — *id.* pour l'ensemble de Waterloo, se raccordant avec la précédente. — Plan de la bataille de Waterloo. — Carte générale de l'Allemagne méridionale et de l'Italie septentrionale; — *id.* de l'Allemagne septentrionale; — *id.* d'une partie de la Prusse et de la Russie; — *id.* générale de l'Espagne et du Portugal; — *id.* générale de la France. 30 fr.

JOMINI. Légendes destinées à accompagner l'Atlas ci-dessus, sur lesquelles sont décrits tous les mouvemens des corps ou portions de corps indiqués sur les plans, format de l'Atlas. 6 fr.

Cartonné. 7 fr.

JOMINI. Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution; précédée d'une Introduction présentant le Tableau succinct des mouvemens de la politique européenne, depuis Louis XIV jusqu'à la révolution, et celui des principales causes et des principaux événemens de cette révolution, 15 vol. in-8 et 4 atlas. 171 fr.

L'Ouvrage a paru dans l'ordre suivant, qu'on peut encore se procurer séparément par livraison

1re *Livraison.* Introduction et campagnes de

1792, 93, 94, 6 vol. et un atlas de 16 planches. 65 fr.

2e *Livraison*. Campagnes de 1795, 96, 97, 98, 4 vol. in-8, et un atlas de 13 planches. 50 fr.

3e *Livraison*. Campagne de 1799, 2 vol. in-8, et un atlas de 5 planches. 26 fr.

4e *Livraison*. 1800, 1801, 1802, 1803, 3 vol. in-8, et un atlas de 5 planches. 30 fr.

Je continuerai à accorder la faculté de payer cet Ouvrage à raison de 15 francs par mois.

La révolution française est l'époque la plus remarquable de l'histoire de France, et peut-être de celle de l'Europe.

Il fallait donc un genre d'esprit profondément studieux et comparatif, comme est celui du général Jomini, pour ne point craindre d'embrasser la généralité des guerres de cette mémorable période, en les prenant surtout à leur point de départ.

JOHN JONES. Histoire de la guerre d'Espagne et de Portugal, pendant les années 1807 à 1813 ; plus, la campagne de 1814 dans le midi de la France ; traduit de l'anglais, par Alph. de Beauchamp, avec des notes et commentaires. 1819. 2 vol. in-8. 12 fr.

JOHN JONES. Journaux des siéges entrepris par les alliés en Espagne, pendant les années 1811 et 1812, suivis de deux Discours sur l'organisation des armées anglaises, et sur les moyens de la perfectionner, avec notes ; traduit de l'anglais. Paris, 1821, 1 vol. in-8 de 500 pages, avec 9 pl. gravées. 8 fr.

JOHN JONES (colonel des ingénieurs anglais, aide-de-camp du roi). Mémoires sur les lignes de Torrès-Vedras, élevées pour couvrir Lisbonne en 1810, faisant suite aux Journaux des siéges entrepris par les alliés en Espagne. Traduit de l'anglais par M. Gosselin, traducteur des Journaux de siéges, etc., 1 vol. in-8, avec une carte topographique des lignes, et 2 planches contenant les plans et profils des principaux ouvrages qui les composaient. Paris, 1832. 6 fr.

JOURNAL des Opérations de l'Artillerie au siége de la citadelle d'Anvers, rendue le 23 décembre 1833, à l'armée française sous les ordres du maréchal Gérard, 1 vol. in-4, avec pl. Imprimerie royale. 9 fr.

KAUSLER. Atlas des plus mémorables batailles, combats et siéges des temps anciens, du moyen-âge et de l'âge moderne, en 200 feuilles, rédigé d'après les meilleures sources, avec la coopération de la section topographique du corps royal de l'état-major wurtembergeois, formant un vol. in-4 de texte, et atlas grand in-folio. 400 fr.

KOCH (colonel d'état-major). Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de 1814, 3 vol. in-8, avec un atlas contenant 4 planch. gravées avec soin, et 26 tableaux représentant la situation par bataillons et escadrons des divers corps d'armée français et alliés, aux époques les plus importantes de la campagne. Paris, 1819. 21 fr.

PROCLAMATIONS ET HARANGUES de Napoléon Bonaparte, avec le sommaire des événemens qui ont donné lieu à chacune d'elles, etc. ; recueillies par TH. D. 1 vol. in-8, avec un beau portrait de Napoléon, gravé sur acier. 4 fr.

SAINT-CYR-GOUVION (le maréchal). Journal des opérations de l'armée de Catalogne, en 1808 et 1809, sous le commandement du général Gouvion-Saint-Cyr, ou Matériaux pour servir à l'histoire de la guerre d'Espagne. Paris, 1821. 1 vol. in-8, et atlas de 14 pl. sur demi-colombier. 25 fr.

Les cartes de l'atlas, qui accompagnent cet ouvrage, sont gravées avec le plus grand soin ; et nous n'hésitons pas à dire que, jusqu'à présent, on n'a rien fait d'aussi bien en ce genre.

SAINT-CYR-GOUVION (maréchal). Mémoires sur les campagnes des armées du Rhin et de Rhin-et-Moselle, de 1792 jusqu'à la paix de Campo-Formio, 4 vol. in-8, enrichis de 15 cartes ou plans, d'un grand nombre d'états de situations, et accompagnés d'un atlas d'une grande dimension, et d'une rare beauté. 1829. 70 fr.

— *Idem* sans l'atlas. 40 fr.

SAINT-CYR-GOUVION (maréchal). Mémoires pour servir à l'histoire militaire sous le Directoire, le Consulat et l'Empire, 4 vol. in-8, enrichis de pl. et d'un atlas. 1831. 60 fr.
Le texte sans l'atlas. 25 fr.

TABLEAU des guerres de la révolution de 1792 à 1815, par P. G., ancien élève de l'Ecole Polytechnique, ouvrage accompagné de 20 cartes géographiques, dressées pour l'intelligence du récit, et orné de 50 portraits de généraux qui ont commandé en chef les armées françaises. Paris, 1838, très grand vol. in-8. 12 fr.

BATAILLE de Preussisch-Eylau, gagnée par la grande-armée sur les armées combinées de Prusse et de Russie, le 8 février 1807. Paris, 1807, in-folio avec 3 plans et 2 cartes. 5 fr.

THIEBAULT. Relation de l'expédition du Portugal, faite en 1807 et 1808 par le premier corps, devenu armée de Portugal ; avec une carte de Portugal, un plan de la bataille de Wimeiro et du combat de Rorissa. Paris, 1817, 1 vol. in-8. 6 fr.

Cette relation, accompagnée de notes, et suivie de pièces justificatives, forme deux parties, dont la première a six chapitres, et la deuxième cinq.

Acteur ou témoin, placé pour tout savoir et pour tout vérifier, l'auteur a décrit sur les lieux, et à mesure que les événemens se succédaient, cette campagne, qui a un *caractère particulier*, en ce sens que l'armée n'y a pas combattu, mais qui est cependant une des plus méritoires et des plus audacieuses, et par conséquent une des plus honorables de la guerre, eu égard aux longues fatigues, souffrances, privations, et aux obstacles et dangers de toute nature qui accompagnèrent la marche de nos troupes sur Lisbonne en 1807.

BISMARK (le comte de). Tactique de la cavalerie, suivie d'élémens de manœuvres pour un régiment de cavalerie; traduit de l'allemand sur la 2e édition; revue et corrigée par Max.-J. de Schauenburg. Strasbourg, 1821, 1 vol in-8. 27 planches. 7 fr. 50 c.

JOMINI. Vie politique et militaire de Napoléon, 4 vol. in-8, 1827. 30 fr.

Voici enfin un ouvrage grave, consciencieux, fruit de longues recherches, et digne, sous tous les rapports, du héros qui l'a inspiré. L'auteur, le général JOMINI, n'a point cherché à exploiter la circonstance, à caresser les partis, à flatter telle ou telle opinion aux dépens de la vérité. Au-dessus de ces petits calculs, de ces ruses vulgaires, qui peuvent procurer des succès passagers, il a voulu élever un monument durable, persuadé que les pages de l'histoire doivent traverser les siècles, comme ces colonnes d'airain consacrées à perpétuer le souvenir des grands hommes.

(Extr. de la *Pandore*, du janvier 1827.)

OKOUNEFF (colonel). Considérations sur les grandes opérations, les batailles et les combats de 1812, in-8, 1839. 3 fr. 50 c.

OKOUNEFF. Mémoires sur les principes de la stratégie, et sur les rapports intimes avec le terrain, avec carte et plan, 2e édition, 1831; 1 vol. in-8. 4 fr. 50 c.

OKOUNEFF. Mémoire sur le changement qu'une artillerie bien instruite et bien employée peut produire dans le système de la grande tactique moderne, 1 vol. in-8. 3 fr.

SCHAUENBOURG (le baron). De l'emploi de la Cavalerie à la guerre. Paris, 1838, 1 vol, in-8, avec un atlas composé de 64 pl. 15 fr.

TERNAY (marquis de). Traité de tactique, revu, corrigé, augmenté par F. Koch, lieutenant-colonel; 2 vol. in-8, imprimé par Didot, avec atlas Paris, 1832. 45 fr.

AIDE-MEMOIRE portatif à l'usage des officiers du génie, 1 vol. in-12, avec 100 pl., par le capitaine du génie Laisné; 2e édition, 1840. 12 fr.

Le comité du génie a décerné la médaille d'or à cet ouvrage.

BELMAS. Journaux des siéges faits ou soutenus par les Français dans la Péninsule, de 1807 à 1814, rédigés d'après les ordres du gouvernement, sur les documens existans aux archives de la guerre et au dépôt des fortifications. Paris, 1837, 4 vol. in-8 et atlas in-folio. 54 fr.

BOUSMARD. Essai général de fortification et d'attaque et de défense des places, dans lequel ces deux sciences sont expliquées et mises l'une par l'autre à la portée de tout le monde; ouvrage utile aux militaires de toutes les classes. 3e édition, revue par M. Augoyat, chef de bataillon du génie, professeur à l'École royale d'état-major. Paris, 1837, 4 vol. in-8 et un atlas de 62 pl. in 4. 40 fr.

BRUN LAVAINE ET ELIE BRUN. Les sept Siéges de Lille, contenant les relations de ces siéges, appuyés de tous les documens qui s'y rattachent, avec 3 plans authentiques de 1667, 1708 et 1792, 1 vol. in-8. 8 fr.

CESSAC (le comte de). Guide de l'officier particulier en campagne, ou Connaissances militaires nécessaires, pendant la guerre, aux officiers particuliers; 3e édition, revue. 1823, 2 vol. in-8. 13 fr. 50 c.

CORMONTAINGNE. Mémorial sur la fortification, l'attaque et la défense des places, ouvrage posthume; édition autographe, enrichie d'additions tirées des autres manuscrits de l'auteur; 3 vol. in 8, avec pl. 27 fr.

Ces volumes se vendent séparément.

— Mémorial pour la fortification permanente et passagère, 2e édition, revue, corrigée et augmentée. 1824. 9 fr.

— Mémorial pour l'attaque des places, 2e édit., revue avec autorisation, et précédée d'une notice sur Cormontaingne, par Augoyat. Paris, 1835. 9 fr.

— Mémorial pour la défense des places, 2 édit. revue, corrigée et augmentée. 1822. 9 fr.

DOUGLAS (Howard). Essai sur les principes et la construction des ponts militaires, et sur les passages des rivières en campagne; traduit de l'anglais par J.-P. Valliant, capitaine du génie; 1 vol. in-8, 13 pl. 1824. 7 fr.

EMY. Traité de l'art de la Charpenterie, 2 vol. in-4 et atlas. 1837-1841. 92 fr.

EMY, colonel du génie. Du mouvement des ondes et des travaux hydrauliques maritimes, 1 vol. in-4 avec atlas. 1831. 15 fr.

Les ministres de la guerre et de la marine ont pris pour toutes les bibliothèques militaires cet ouvrage qui intéresse les marins, les ingénieurs, les architectes, les savans, les physiciens, les géographes, les géologues, et enfin les propriétaires

qui ont à défendre leurs terres des attaques de la mer, ou à profiter des attérissemens.

ESSAI sur la Défense des Etats par les fortifications, par un ancien élève de l'Ecole polytechnique, M. Duvivier; 1 vol. in-8. 1826. 5 f.

GILLOT. Traité de fortification souterraine : ouvrage qui a remporté le second prix au concours proposé pour le meilleur ouvrage sur les mines; 1 vol. in-4, avec 16 planches. 1805. 15 fr.

LAISNE. Aide-mémoire portatif à l'usage des officiers du génie, publié avec l'autorisation du ministre de la guerre, qui a décerné à l'auteur un prix d'encouragement d'après l'avis du comité de fortification. Paris, 1840, 1 vol. in-12, avec 100 planches, 2e édition, revue, corrigée et considérablement augmentée. 12 fr.

ROGNIAT (lieutenant-général du génie). Relation des siéges de Saragosse et de Tortose par les Français, dans la dernière guerre d'Espagne. Paris, 1814, 1 vol. in-4, avec 2 planches. 7 fr. 50 c.

VAUBAN. Traité de l'attaque des places, nouvelle édition, entièrement conforme au manuscrit présenté par l'auteur au duc de Bourgogne, et augmentée de l'Eloge du maréchal par Fontenelle ; publiée avec l'autorisation de S. E. le ministre de le guerre; par M. Augoyat, chef de bataillon du génie. 1829.
(*Voyez* la défense.)

VAUBAN. Traité de la Défense des Places, avec 16 grandes pl., nouv. édition, augmentée des agenda du maréchal sur l'attaque et la défense, et de ses notes critiques sur le discours de Deshoulières relatif à la défense ; publiée avec l'autorisation de S. E. le ministre de la guerre, par le général baron de Valazé, 1829.

Le volume de l'attaque, celui de la défense, et l'atlas. 24 fr.

VAUBAN. Ses OEuvres militaires, contenant l'attaque, la défense des places et le Traité des Mines; édition revue, corrigée et augmentée de développemens, etc.; par M. M.-F.-P. Foissac. Paris, an III, 3 vol. in-8, 56 pl. 15 fr.

AIDE-MEMOIRE à l'usage des officiers d'artillerie de France attachés au service de terre, par le général Gassendi ; 5e édition, revue et considérablement augmentée. Paris, 1819, 2 très forts vol. in-8.

AIDE-MEMOIRE à l'usage des officiers d'artillerie. 1 vol. de 700 pages in-8 avec tableaux et planches, broché, 1844. 12 fr.

BOTTEE et RIFFAUT. Traité de la Fabrication de la poudre à canon, précédé d'un Exposé historique sur l'établissement du service des poudres et salpêtres en France, accompagné d'un Recueil de 40 planches au trait; publié avec l'approbation de S. E. le ministre de la guerre. Paris, 1812, 2 vol. in-4. 36 fr.

COTTY (maréchal-de-camp d'artillerie). Dictionnaire d'artillerie. Paris, 1822, 1 vol. in-4, 2e édition. 16 fr.

COTTY. Supplément au Dictionnaire de l'artillerie, formant la deuxième partie du Dictionnaire de l'Artillerie de l'Encyclopédie méthodique, publié en 1822. 1 vol. in-4, 1832. 16 fr.

EMY. Description d'un nouveau système d'arcs pour les grandes charpentes, 1838, 1 vol. in-folio. 15 fr.

ALLENT. Histoire du Corps du Génie, des siéges et des travaux qu'il a dirigés, et des changemens que l'attaque, la défense, la construction et l'administration des forteresses ont reçus en France, depuis l'origine de la fortification moderne jusqu'à nos jours ; *premiere partie*, depuis l'origine de la fortification moderne jusqu'à la fin du règne de Louis XIV. Paris, 1805, 1 vol. in-8. 7 fr.

THIROUX. Instruction théorique et pratique d'artillerie à l'usage des élèves de l'Ecole militaire de Saint-Cyr. Paris, 2e édit. 1 vol. in-8. 7 fr. 50 c.

VIAL DU CLAIRBOIS (chef des constructions navales, et directeur des études de l'école d'application du génie maritime). Traité élémentaire de la construction des bâtimens de mer, à l'usage des élèves du génie maritime, et propre aux marins, armateurs, etc. Paris, 1787 et 1805. 2 vol. in-4, avec beaucoup de planches. 30 fr.

COURS DE MATHEMATIQUES, rédigé en en 1813 pour l'usage des élèves des Ecoles militaires, 1 fort vol. in-8. 2e édition, revue et augmentée par M. Poissant, membre de l'Institut; Allaize, Billy, Boudrot, professeurs. 7 fr. 50 c.

CLATER. Le Vétérinaire domestique, ou l'Art de guérir soi-même ses chevaux ; traduit de l'anglais sur la 21e édition, par P.-L. Prétot, capitaine au corps royal d'état-major. 1 vol. in-8, avec 2 belles planches. 1822. 6 fr.

VOGELI. Cours théorique et pratique d'hippiatrique à l'usage des propriétaires de chevaux et de MM. les officiers des troupes a cheval. 3 vol. in-32, 1834. 4 fr. 50 c.

Idem, cartonné avec étui. 5 fr.
Idem, relié *Idem*. 6 fr.
La première partie renferme l'*Anatomie* et la *Physiologie* appliquées à l'équitation, 1 vol. in-32 avec planches.
La deuxième, l'*Extérieur du cheval*, Haras, Jurisprudence vétérinaire. 1 vol. in-32 avec planches.
La troisième, l'*Hygiene*.

LABOESSIERE. Traité de l'Art des armes, à l'usage des professeurs et des amateurs. 1818, 1 vol. in-8, 42 planches. 7 fr.

M. Laboessière père fut le maître du fameux Saint-Georges; et le fils, l'auteur de cet ouvrage, fut son émule; ainsi les principes de trois hommes qui se sont acquis dans l'art des armes une si haute réputation, sont réunis dans ce Traité.

LAPIE (colonel géographe). Atlas classique et universel de géographie ancienne et moderne, servant tant à l'intelligence de l'histoire et des voyages dans les différentes parties du monde, qu'à l'instruction de la jeunesse. 5e édition, revue, corrigée et augmentée; 1 vol. in-fol. bien cartonné. 18 fr.

PERROT. Modèles de Topographie, dessinés et lavés avec le plus grand soin; 1 vol. in-4 oblong, 3e édition. 18 fr.

L'ART DE LA GUERRE, poème en six chants, par Frédéric-le-Grand, roi de Prusse, ouvrage retouché par Voltaire, sous les yeux du monarque, et accompagné d'une préface, d'argumens et de notes, par Louis Dubois, membre de plusieurs académies de Paris, des départemens et de l'étranger, et suivi de l'Ode du roi de Prusse sur la guerre, et son Epitre à Stil; de la Satire sur la tactique, et du Poème de Fontenoy, par Voltaire; de l'Epitre de Boileau sur le passage du Rhin, de l'Ode de Gilbert sur la guerre d'Amérique, etc.; imp. par Didot. 2 fr.

STRATAGEMES MILITAIRES ET RUSES DE GUERRE, tirés des auteurs grecs, latins, français et étrangers, tant anciens que modernes. On y a joint des harangues et des discours mémorables, des mots heureux, des traits de bravoure, de grandeur d'âme, etc.; 2 vol. impr. par Didot, broché 4 fr.
Idem, relié. 5 fr.

AVANT-POSTES de cavalerie légère. Souvenirs. Par P. de Brack, colonel de cavalerie; 1 vol. in-18, 2e édition. 1844, avec 3 planches gravées. 1832. 4 fr.

AGENDA pour servir sur le terrain à MM. les officiers de l'Ecole d'état-major, joli petit volume avec papier blanc et peau d'âne. 1840, revu et corrigé. Relié en maroquin. 5 fr.
Idem, cartonné. 4 fr.

LEBAS. Aide-Mémoire portatif d'art militaire et de fortification, à l'usage des officiers de l'armée en général, et des officiers et sous-officiers des troupes du génie en particulier, publié avec l'autorisation de M. le ministre de la guerre; 1 vol. in-18, avec plus de 100 planches, 2e édit. 1843. Cartonné, 6 fr., broché. 5 fr.

LIVRET DE COMMANDEMENS, ou Tableaux synoptiques des manœuvres de l'infanterie, du 4 mars 1831, renfermant tous les mouvemens indiqués dans cette ordonnance; 1 vol. in-8. Prix. 5 fr.

LIVRET DE COMMANDEMENS, dédié à tous les officiers et instructeurs de la cavalerie, renfermant tous les mouvemens expliqués ou indiqués dans l'ordonnance du 6 décembre 1829, suivant l'ordre et la progression, avec les détails qui suivent: le titre du mouvement, la position de la troupe au moment de l'exécution du mouvement, et le commandement propre à chaque mouvement, l'instant où ils doivent être faits, les numéros de renvoi à l'ordonnance, des notes explicatives; 1 vol. in-8. 5 fr.





